



RAÚL ESTANGÜI GÓMEZ

BYZANCE FACE AUX OTTOMANS

Exercice du pouvoir et contrôle du territoire
sous les derniers Paléologues (milieu XIV^e-milieu XV^e siècle)



Centre de Recherches d'Histoire
et de Civilisation Byzantines

Raúl ESTANGÜI GÓMEZ

BYZANCE FACE AUX OTTOMANS

EXERCICE DU POUVOIR ET CONTRÔLE DU TERRITOIRE SOUS
LES DERNIERS PALÉOLOGUES (MILIEU XIV^e-MILIEU XV^e SIÈCLE)

*Ouvrage publié avec le concours
du Conseil scientifique de l'université Paris 1
et du « Legs Malandrino »*

Publications de la Sorbonne
2014

Collection BYZANTINA SORBONENSIA

dirigée par Michel KAPLAN

Image de couverture :

Livre de Job (Mistra, 1362/1363),

Parisinus graecus 135, fol. 19r

(© 2013 Bibliothèque nationale de France)



Composition
Fabien TESSIER

© Publications de la Sorbonne, 2014

212, rue Saint-Jacques, 75005 Paris

www.univ-paris1.fr – publisor@univ-paris1.fr

Loi du 11 mars 1957

ISBN 978-2-85944-773-1

ISSN 0398-7965

Les opinions exprimées dans cet ouvrage n'engagent que leurs auteurs.

«Aux termes du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle de la présente publication, faite par quelque procédé que ce soit (reprographie, microfilmage, scannérisation, numérisation...) sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Il est rappelé également que l'usage abusif et collectif de la photocopie met en danger l'équilibre économique des circuits du livre.»

Ἦγοῦμαι γὰρ καὶ πόλιν αὐτονομούμενην καὶ βασιλείαν πλείω τοὺς ἰδιώτας ὠφελεῖν σύμπασαν ὀρθουμένην, ἢ κακῶς πάσχουσιν ἀθρόαν, καθ' ἕκαστον δὲ εὐπραγοῦσαν τῶν πολιτῶν. Δυστυχῶν μὲν γὰρ ἐν εὐπραγούσῃ τῇ πατρίδι μάλιστ' ἂν τις διασώζοιτο εὖ δὲ φερόμενος ἐν ἀτυχούσῃ οὐδὲν ἥττον συναπόλλυται. Ὅποτε οὖν καὶ πόλις καὶ βασιλεία πρὸς μὲν τὰς ἰδίας συμφορὰς οἷα τε ἀντέχειν, εἷς δὲ ἕκαστος ἀδύνατος πρὸς τὰς ἐκείνης, πῶς οὐ χρὴ παντὶ τρόπῳ πάντας ἀμύνειν αὐτῇ ;

Kantakouzènos (*Histoires*, I, 38)

J'estime, en effet, qu'une cité autonome et un empire, s'ils sont prospères dans leur ensemble, servent davantage les particuliers que s'ils souffrent dans leur ensemble mais sont florissants en chacun de leurs citoyens. Celui qui se trouve en situation critique dans une patrie florissante peut très facilement se tirer d'affaire, mais celui qui est dans une belle situation dans un pays dont l'état est critique n'en est pas moins entraîné avec lui dans la ruine. Dès lors que la cité et l'empire sont capables de supporter les malheurs des particuliers, mais que chacun, seul, est impuissant face à ceux de sa patrie, comment tous ne devraient-ils pas venir en aide à celle-ci par tous les moyens ?

AVANT-PROPOS

Cet ouvrage est la version remaniée de ma thèse de doctorat, soutenue en mars 2012 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il s'agit aussi de l'aboutissement de près de dix ans de recherches, depuis la préparation en 2003 d'un mémoire portant sur la fortune foncière des monastères de l'Athos durant la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle. C'est là un long parcours que je n'aurais pu accomplir sans le soutien et les encouragements de beaucoup de personnes que j'aimerais ici remercier.

En premier lieu, ma gratitude va à mon directeur de thèse, Michel Kaplan, qui a accepté de suivre mon travail dès ses débuts. Ma dette envers lui est grande : non seulement il m'a formé et aidé, mais ce sont aussi ses propres travaux qui m'ont conduit à m'intéresser à l'histoire de la fiscalité agraire et du monde rural à Byzance. Je voudrais lui exprimer toute ma reconnaissance pour son soutien, sa disponibilité, ses conseils, et pour avoir accueilli cet ouvrage dans la collection qu'il dirige.

Durant ces années de formation et de recherche, j'ai fait la connaissance de plusieurs chercheurs qui ont partagé avec moi leurs idées et m'ont offert leurs suggestions. Je pense tout particulièrement à Jacques Lefort, qui m'a d'abord permis d'assister à son séminaire à l'EPHE, au cours duquel j'ai découvert l'histoire des monastères de l'Athos et la richesse de leurs archives, puis qui m'a proposé d'intégrer l'équipe préparant l'édition du troisième volume des Actes de Vatopédi. Je voudrais remercier tous les membres de cette équipe, en particulier Vassiliki Kravari, qui s'est toujours montrée prête à m'aider lorsqu'un texte byzantin devenait un peu difficile.

J'ai pu profiter également de l'aide et des conseils de plusieurs chercheurs qui fréquentent régulièrement la Bibliothèque byzantine du Collège de France et sont, pour la plupart, membres du Centre d'Histoire et Civilisation de Byzance (UMR 8167, Orient et Méditerranée). Je voudrais leur exprimer, à eux aussi, ma gratitude. Je pense, en premier lieu, à Guillaume Saint-Guillain, qui a suivi toutes les étapes de ce travail et m'a toujours fait part de ses judicieuses remarques. Je lui en suis très reconnaissant ; sans sa patience et sa générosité, ce travail n'aurait pas pu voir le jour. J'ai beaucoup appris sur l'histoire de l'empire des Paléologues avec Thierry Ganchou. Je lui saurai toujours gré de sa sollicitude et de sa bienveillance à mon égard. Je me sens aussi particulièrement obligé envers Irène Beldiceanu-Steinherr, qui m'a aidé à mieux connaître l'histoire de l'État ottoman et à déchiffrer les sources turques. Je ne voudrais pas oublier non plus les autres chercheurs qui ont partagé leurs connaissances avec moi et qui ont fait preuve d'une grande disponibilité à mon égard : je pense en particulier à Marie-Hélène Congourdeau, à Sophie Métivier, à Brigitte Mondrain, à Inmaculada Pérez Martín, à Antoine Pietrobelli et à Jean-François Vannier. Enfin, mais peut-être avant tout, je veux remercier Paule Pagès de m'avoir aidé à transformer ma thèse en livre et d'avoir si minutieusement relu et corrigé cet ouvrage pour en éliminer les trop nombreuses imperfections que j'y avais laissées.

Ma reconnaissance va aussi, en dehors du cadre académique, à toutes les personnes qui m'ont aidé et encouragé à parcourir ce long chemin : à Hicham Hamze-Khaddaj, qui est aussi l'auteur des cartes qui figurent en annexe de ce livre, à Marta, à Cristina, à Silvia et à Noelia. Je remercie ma famille et mes parents, María Petra et Francisco, qui m'ont toujours soutenu.

INTRODUCTION

Étudier l'exercice du pouvoir dans les territoires de l'Empire byzantin du milieu du ^{xiv}^e au milieu du ^{xv}^e siècle peut paraître paradoxal en raison du fort rétrécissement des frontières de cet État à l'époque envisagée. En effet, après la conquête turque de l'Asie Mineure au début du ^{xiv}^e siècle, la plupart des provinces européennes de l'Empire étaient tombées aux mains des Serbes et des Bulgares. Au milieu du ^{xiv}^e siècle, Byzance était déjà réduite à quelques lambeaux de terre : une bande côtière le long de la mer de Marmara et de la mer Noire, une partie de la Macédoine orientale et du Péloponnèse, et quelques îles du nord de la mer Égée (Lemnos, Imbros, Thasos, Samothrace et Ténédos). L'ancien Empire romain d'Orient avait à cette époque les dimensions d'une principauté d'importance régionale.

Entre la fin de la deuxième guerre civile (1341-1354) et la prise de Constantinople par les Ottomans en 1453, le territoire byzantin connut une histoire convulsive. Au cours de la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle, les dernières provinces byzantines furent victimes de l'avancée irrésistible des Turcs dans les Balkans. La plus grande partie du territoire fut occupée et Constantinople fut assiégée par Bayezid I^{er} dès 1394. Au début du ^{xv}^e siècle, la défaite ottomane à Ankara face aux Turco-Mongols de Tamerlan (juillet 1402) accorda aux Byzantins un répit et l'Empire récupéra à cette époque certains territoires. Toutefois, cette embellie fut temporaire : au cours des années 1420, la Macédoine tomba à nouveau au pouvoir des Turcs et le reste des territoires byzantins subit leurs attaques. En dépit de quelques efforts pour relever la puissance impériale au Péloponnèse, l'histoire de Byzance toucha à sa fin au milieu du ^{xv}^e siècle.

De la fin de la deuxième guerre civile à la chute de Constantinople, la période est donc marquée par une forte crise dans les Balkans. Les sources témoignent des effets désastreux de la guerre dans les campagnes ; les dévastations provoquées par le passage des armées entraînèrent la fuite des paysans et la ruine des infrastructures agricoles. De plus, la consolidation de la domination ottomane impliqua de nombreuses confiscations de biens fonciers qui privèrent de revenus les grands propriétaires.

L'historiographie a maintes fois décrit cette évolution catastrophique des campagnes byzantines durant la période tardive, même si, pour la plupart des spécialistes, les prémices de la crise étaient déjà perceptibles dans la première moitié du ^{xiv}^e siècle. On considère que la période d'expansion économique, qui avait débuté au ^{xi}^e siècle, connut un certain ralentissement en raison d'une forte pression démographique dans les campagnes et d'une raréfaction des terres fertiles, du moins jusqu'à la grande peste de 1347 qui fit disparaître une partie importante de la population, même en milieu rural.

C'est surtout grâce aux travaux de Jacques Lefort et d'Angéliki Laiou que l'on connaît mieux aujourd'hui l'évolution des campagnes byzantines à la fin du Moyen Âge. Ces deux historiens ont montré que, contrairement à l'opinion de leurs prédécesseurs, l'économie rurale de l'Empire ne connut pas un long déclin à partir du ^{xi}^e siècle mais une forte reprise, en raison notamment de l'expansion de la grande propriété foncière et des investissements productifs des puissants, du moins jusqu'au milieu du ^{xiv}^e siècle. C'est une évolution ~~similaire~~ ^{qui a été aussi} constatée en Europe occidentale, mais, à Byzance, cet essor de l'économie ~~agricole~~ ^{à cette époque}

fut accompagné de forts bouleversements politiques : la période du XI^e au XIV^e siècle est marquée, en effet, par l'installation des Turcs en Anatolie, par l'affranchissement des peuples slaves du pouvoir impérial dans les Balkans et, surtout, par l'occupation latine de Constantinople de 1204 à 1261, événement qui entraîna la fragmentation politique de l'ancien territoire sous domination byzantine. L'arrivée au pouvoir de la dynastie des Paléologues en 1259 et la reconquête de Constantinople ne mirent pas un frein à cette déconfiture politique, car l'Empire continua, durant l'époque ultérieure, à subir les effets des tensions internes et à faire l'objet des attaques de ses voisins. Néanmoins ces troubles politiques ne semblent pas avoir freiné la croissance économique avant le milieu du XIV^e siècle.

La responsabilité de ce déclin politique a été souvent attribuée à l'évolution interne de la société et de l'économie byzantines, car le triomphe de la grande propriété aurait contribué à affaiblir le pouvoir de l'État dans les provinces. Les magnats auraient augmenté leur emprise sur la terre et obtenu la concession d'immenses privilèges fiscaux pour eux et pour leurs biens, au détriment du fisc qui se serait ainsi trouvé privé d'une bonne partie de ses ressources. À partir du XII^e siècle, la mise en place d'un nouveau système de financement de l'armée, la *pronoia*, consistant à accorder les revenus fiscaux d'un village ou d'un groupe de contribuables à un soldat ou à un aristocrate, aurait également contribué à aliéner une grande partie des revenus de l'État. En définitive, cette évolution aurait tendu à accorder plus d'autonomie aux pouvoirs locaux et entraîné à terme la fragmentation politique de l'Empire.

Beaucoup d'auteurs ont considéré que cet affaiblissement de l'autorité impériale ne mit pas un frein à la croissance, parce que le déclin du pouvoir politique aurait justement permis aux grands propriétaires de disposer de plus de capital et de plus de facilités pour acquérir de nouvelles terres et les mettre en exploitation¹. De même, la disparition temporaire de l'Empire byzantin au début du XIII^e siècle et la fragmentation politique du territoire pourraient avoir eu des conséquences positives sur les échanges.

Le déclin politique de l'Empire se serait poursuivi aux XIV^e et XV^e siècles, mais à cette époque une forte crise sociale aurait finalement provoqué un ralentissement de la croissance économique ; plusieurs groupes de la société byzantine se seraient affrontés au cours des deux guerres civiles de la première moitié du XIV^e siècle. La plupart des historiens admettent qu'à cette époque l'autorité directe des empereurs byzantins avait presque totalement disparu dans les campagnes : les révoltes en Asie Mineure, la concession de territoires aux membres de la famille impériale et l'apparition de petites principautés en marge de l'Empire auraient contribué à ébranler l'unité de l'État. Dans les provinces, la puissance publique aurait reculé devant les pouvoirs locaux, au point que la plupart des historiens considèrent qu'à la veille de la conquête ottomane, l'empereur n'aurait plus eu d'autorité que sur la ville de Constantinople.

1. La bibliographie à ce sujet est abondante. Je renvoie simplement à LAIOU, MORRISON, *The Byzantine Economy*, p. 155-160, qui apportent la dernière mise à jour sur la question.

L'étude de l'exercice du pouvoir dans les campagnes à la fin du Moyen Âge peut donc sembler un sujet d'importance marginale dans l'histoire byzantine, surtout par rapport à d'autres phénomènes que connaît l'Empire à la même époque, par exemple les relations avec les puissances occidentales ou l'essor d'une nouvelle classe marchande à Constantinople². La conservation d'un nombre relativement important de sources concernant la situation des campagnes byzantines à la fin de la période tardive et le fait qu'elles aient été jusqu'ici peu exploitées justifient cependant une recherche plus approfondie. Il se trouve que deux territoires restés au pouvoir des Byzantins presque jusqu'à la chute de Constantinople, la Macédoine et l'île de Lemnos, sont très bien documentés par les archives conservées à l'Athos, car les monastères possédaient alors la plupart de leurs domaines dans ces deux régions.

Une première analyse de cette documentation fournit des indices qui vont à l'encontre de l'interprétation traditionnelle selon laquelle Byzance connut un fort affaiblissement du pouvoir de l'État dans les provinces à la fin de son histoire. Les sources de cette période rendent compte d'une notable continuité du rôle prééminent de l'État dans l'administration provinciale et dans l'économie rurale : par exemple, de nombreux témoignages montrent les efforts de l'administration impériale pour protéger le territoire des attaques ennemies et pour restaurer la production agricole au cours de la deuxième moitié du ^{xiv}e et au début du ^{xv}e siècle. D'autres sources prouvent également la forte emprise de l'État sur la terre, car l'Empereur restait le seul à pouvoir distribuer des terres et des revenus fiscaux.

L'importance accordée par l'État aux questions relatives à l'administration territoriale et à la mise en exploitation des campagnes révèle le rôle majeur que jouait encore la production agricole dans la société byzantine durant la période tardive. En dépit des dimensions réduites du territoire de l'Empire, il semble que la possession de la terre soit restée longtemps l'assise principale de la richesse des Byzantins. De fait, au milieu du ^{xiv}e siècle, le contrôle de la terre devint l'enjeu majeur de la politique de l'Empire, en raison de la débâcle provoquée par l'invasion serbe. De l'exploitation des terres dépendaient non seulement la plupart des ressources financières de l'État, mais aussi la suprématie sociale d'une aristocratie consubstantielle à l'administration. En effet, les sources de cette époque rendent compte d'une collaboration étroite entre l'aristocratie et le pouvoir impérial, visant à relever l'état de la production agricole. Il s'agit d'un aspect important qui nous oblige à revenir sur le rôle des grands propriétaires fonciers dans l'économie et sur l'idée, longuement acceptée par l'historiographie, selon laquelle ils se seraient enrichis au détriment du fisc.

L'étude du rôle de l'État dans les territoires byzantins après la deuxième guerre civile nécessite donc une analyse préliminaire du mode d'exploitation agricole et des principales sources de revenus de la société et de l'État byzantins, ainsi que des causes du ralentissement de la croissance économique au début du ^{xiv}e siècle.

2. De nombreuses études sur ces sujets sont parues ces dernières années : voir par exemple CHRYSOSTOMIDES, *Venetian Commercial Privileges* ; MATSCHKE, *Das spätbyzantinische Konstantinopel* ; GANCHOU, Théodôros Batatzès ; KIOUSOPOULOU, *Emperor or Manager*.

De même, il faut s'interroger sur la signification de la politique de privilèges fiscaux et sur le rôle de la *pronoia* dans le financement de l'armée et de l'administration. Il s'agit d'expliquer les raisons qui conduisirent la société byzantine à se déchirer lors des deux guerres civiles de la première moitié du ^{xiv}e siècle et d'estimer les conséquences négatives de ces conflits sur la production agraire.

Après cette présentation de l'état des campagnes byzantines au sortir de la deuxième guerre civile, on décrira les efforts déployés par l'État pour remettre en exploitation le territoire. On essaiera de dresser un bilan de ce processus, mais cette démarche pose d'emblée quelques problèmes méthodologiques : en premier lieu, il est nécessaire de reprendre la chronologie de cette période, car le croisement des données de la documentation d'archives et des sources narratives a révélé des inexactitudes qu'il convient de rectifier en détail. En second lieu, il s'agit de réexaminer les caractères de l'administration provinciale, le rôle des empereurs et des fonctionnaires dans les provinces, ainsi que le problème de la fiscalité agraire, car celle-ci n'a pas été étudiée jusqu'ici de manière suffisante.

L'étude des campagnes byzantines du milieu du ^{xiv}e au milieu du ^{xv}e siècle permettra de mieux comprendre l'évolution de l'Empire byzantin à l'époque tardive et les conséquences de l'avancée ottomane sur l'ensemble de la société. Elle implique d'analyser les transformations entraînées par l'invasion turque dans un cadre géographique plus vaste, celui des Balkans ; cette nouvelle interprétation de l'exercice du pouvoir politique dans les campagnes pourra fournir des éléments pour appréhender une période cruciale de l'histoire, qui vit la disparition des États chrétiens du Sud-Est européen et la consolidation des Ottomans en Méditerranée orientale.

QUELQUES PRÉCISIONS SUR L'ÉTAT DES SOURCES ET SUR LA MÉTHODOLOGIE

La plupart des sources qui ont été utilisées dans cette étude sont publiées et bien connues des historiens. Seuls un certain nombre de documents tirés des archives de l'Athos³, ainsi que des actes notariés conservés dans les archives italiennes sont encore inédits. Je n'en donne que les extraits qui intéressent mon analyse, car leur publication est imminente : les documents de l'Athos seront publiés prochainement dans la collection des *Archives de l'Athos* et les actes notariés latins dans d'autres séries, comme celle des *Registri del Senato (serie Misti)*, contenant les décisions du sénat vénitien du ^{xiv}e siècle, éditée par l'Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti⁴.

3. Il s'agit notamment des actes tirés des archives du monastère de Vatopédi datant de la période 1377-1500 et du monastère de Saint-Paul. Les photographies de ces actes sont conservées au Centre d'Histoire et Civilisation de Byzance (Collège de France).
4. Ce projet prévoit la publication des actes concernant les délibérations du sénat de l'an 1335 jusqu'à 1381 (début de la guerre de Chioggia entre Venise et Gênes). À ce jour, douze volumes ont été publiés. Toutefois, il ne s'agit pas de la seule publication des actes conservés dans les archives de Venise. Depuis 1947, le Comitato per la pubblicazione delle fonti relative alla storia di Venezia a assuré la publication d'autres fonds ; citons à titre d'exemple les décisions du Conseil des Dix ou les actes notariés provenant des anciennes archives de Candie, parmi les sources qui intéressent le plus directement l'histoire byzantine.

Les actes de l'Athos constituent la source principale pour connaître la situation des campagnes byzantines à la fin du Moyen Âge⁵. Pour cette époque, le nombre d'actes conservés est relativement élevé, du moins par rapport aux périodes précédentes⁶. La seconde moitié du xiv^e siècle fut, en dépit des bouleversements politiques, l'une des époques dorées de la communauté monastique de l'Athos et fut propice à la fondation de quelques nouveaux monastères qui ont conservé leurs archives. C'est le cas par exemple des monastères de Dionysiou ou du Pantokrator, dont les actes ont été particulièrement utiles pour reconstituer la période qui fait l'objet de cette étude⁷. De même, d'autres monastères plus anciens connurent un renouveau à cette période, qui leur permit d'augmenter leur richesse foncière⁸. Toutefois, ce sont les actes conservés dans les archives de Vatopédi qui constituent le dossier le plus important.

Le monastère de Vatopédi remonte au x^e siècle. Cependant, la plupart des actes conservés dans ses archives sont postérieurs au xiii^e siècle. Dès les premiers siècles de son histoire, Vatopédi fut une institution importante qui occupait déjà le troisième rang dans la hiérarchie des monastères athonites, après Lavra et Iviron⁹. À partir du début du xiv^e siècle, Vatopédi parvint à élargir son patrimoine grâce aux donations des empereurs et de la haute aristocratie ; il remplaça alors Iviron au deuxième rang de la hiérarchie et acquit une fortune comparable à celle de Lavra.

La publication des archives de Vatopédi est assez récente ; le premier volume des *Actes de Vatopédi*, contenant les documents de 980 à 1329, est paru en 2001 ; le second, contenant les actes de 1329 à 1377, en 2006. Il reste un troisième groupe d'actes, de 1377 à 1500, qui est en bonne partie inédit¹⁰. Ce dossier constitue la source principale de notre étude¹¹. Il s'agit d'un corpus d'actes très riche, en particulier pour la seconde moitié du xiv^e et le début du xv^e siècle, une période pour laquelle nous manquons cruellement d'autres types de sources, en particulier de sources historiographiques.

5. La publication des archives conservées dans les monastères de l'Athos a commencé en 1945 et se poursuit.
6. Pour un aperçu du nombre d'actes conservés dans les archives de l'Athos et leur distribution par périodes, voir SMYRLIS, *La fortune*, tabl. 1, p. 26. On tirera profit également de l'introduction consacrée par cet auteur à l'étude de la documentation monastique : *ibid.*, p. 23-25.
7. Une autre fondation de la seconde moitié du xiv^e siècle est le monastère de Simonopétra, mais nous n'avons pas encore trouvé d'actes du Moyen Âge dans ses archives. Sur les actes de Simonopétra, voir *Dionysiou*, p. 6-7.
8. Voir par exemple le cas du monastère de Kutlumus qui fut restauré par les voïvodes de Valachie, grâce au rôle de son higoumène Charitôn : cf. *Kutlumus*, p. 5 et suiv.
9. Pour l'histoire de Vatopédi et l'état de ses archives, voir SMYRLIS, *La fortune*, p. 96-98.
10. Quelques actes sont néanmoins édités, mais ces éditions anciennes sont parfois assez fautives.
11. La publication du troisième volume des *Actes de Vatopédi* est prévue pour l'année 2014.

Avant de décrire l'état de ces sources narratives, il convient de faire rapidement allusion aux autres fonds diplomatiques conservés. Après les archives de l'Athos, ce sont les actes du patriarcat de Constantinople qui constituent le corpus le plus important. Ils sont copiés dans un registre qui couvre la période de 1315 (début du patriarcat de Iôannès XIII Glykys) à 1402¹². Ce registre contient les décisions et les comptes-rendus des séances tenues par le synode de Constantinople et par le patriarche. Il est divisé en deux manuscrits de la bibliothèque nationale d'Autriche, les codex *Vindobonenses hist. Graeci* 47 et 48¹³.

Les autres fonds diplomatiques du « monde byzantin » au sens large conservent très peu d'actes pour cette époque ; les archives du monastère de Patmos, par exemple, n'ont gardé presque aucun document byzantin pour la période postérieure à 1350. Le rétrécissement progressif de l'autorité impériale avait laissé l'île de Patmos, située au sud de la mer Égée, en dehors des frontières byzantines dès le début du xiv^e siècle, ce qui avait provoqué la disparition presque complète des liens entre le pouvoir de Constantinople et ce monastère¹⁴. La seconde moitié du xiv^e siècle vit le développement d'une nouvelle communauté monastique grecque en Thessalie, dans la région des Météores. Toutefois, ses premiers couvents n'ont presque pas conservé d'actes pour la période, même si leurs archives sont assez riches pour les siècles ultérieurs¹⁵.

Signalons en dernier lieu des règles de fondation de monastères (*typika*), qui contiennent de nombreuses informations sur le mode de gestion des grandes fortunes foncières monastiques. Pour la période qui nous occupe, nous n'en avons conservé que très peu : le *typikon* de Makarios Choumnos pour la Néra Monè de Thessalonique et le testament en forme de *typikon* du patriarche Matthaios I^{er} pour le monastère de Charsianeitès à Constantinople en constituent presque les seuls exemples¹⁶. Il s'agit dans les deux cas de couvents urbains qui possédaient des biens situés à proximité des villes, c'est pourquoi l'intérêt de ces sources pour notre propos reste limité.

Nous disposons donc essentiellement de deux importants corpus de sources diplomatiques pour l'étude de la vie rurale dans l'Empire byzantin durant la période tardive : les actes de l'Athos et, en second lieu, le registre du patriarcat de Constantinople. Ces deux groupes de documents ne compensent pourtant pas la pauvreté des sources narratives pour la période allant du milieu du xiv^e au début

12. Cette période n'est pas uniforme du point de vue du nombre d'actes conservés, car les années 1379-1402 sont beaucoup mieux documentées. La raison de cette augmentation du nombre d'actes pour la fin du xiv^e siècle n'est pas claire, mais, mis à part les aléas de la conservation matérielle, il se peut qu'il y ait eu des transformations dans les compétences de ce tribunal à cette époque.

13. Sur l'étude de ces deux manuscrits, voir DARROUZÈS, *Registre synodal*.

14. Sur l'état des archives de Patmos après la disparition de l'autorité byzantine, voir SAINT-GUILLAIN, *L'Apocalypse et le sens des affaires*.

15. Les actes des Météores ont été publiés par BÉÈS, *Météores I et II*, au début du xx^e siècle. Une nouvelle édition de ces actes s'avère indispensable.

16. Pour le *typikon* de la Néra Monè, voir LAURENT, *Néra Moni* ; pour le *typikon* de Charsianeitès, voir HUNGER, *Testament Matthaios I*.

du ^{xv}^e siècle. En effet, après les œuvres historiques de Nikèphoros Grègoras (*ca* 1290-1360) et de Iôannès Kantakouzènos (*ca* 1293-1383)¹⁷, aucun auteur ne prend le relais avant les années 1450, avec la génération de Sphrantzès, Doukas, Chalkokondylès et Kritoboulos d'Imbros, dont les informations sur l'époque précédant le deuxième quart du ^{xv}^e siècle sont peu fiables¹⁸. Faute d'un chroniqueur contemporain, on doit faire appel à d'autres types de sources narratives, dont l'interprétation s'avère souvent moins aisée. C'est le cas par exemple des lettres d'érudits, qui contiennent des informations historiques utiles mais qui sont généralement dépourvues de toute indication chronologique¹⁹. De même, les textes législatifs, rhétoriques et de contenu religieux contiennent des renseignements utiles, à condition de pouvoir interpréter correctement leur niveau de langue et leur style souvent très alambiqué²⁰. La mise à contribution des actes athonites a permis d'éclairer le contenu de ces sources et de mieux en tirer profit du point de vue historique.

L'analyse croisée des documents d'archives et des sources narratives permet d'aboutir à des résultats nouveaux et intéressants. Cette méthode, peu employée par les historiens, qui se sont souvent limités à étudier les deux types de sources séparément²¹, m'a permis, d'une part, de placer les actes de la pratique dans leur contexte historique et, d'autre part, de préciser la chronologie de certains textes littéraires ainsi que leur contenu. Je pense en particulier aux textes de l'érudit et principal conseiller de Jean V, Dèmètrios Kydônès, qui a laissé une riche correspondance et quelques discours politiques, dont l'intérêt pour l'histoire de la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle est tout à fait exceptionnel²².

17. *L'Histoire romaine* (Ῥωμαϊκή ἱστορία) de Nikèphoros Grègoras couvre la période de 1204 à 1359, toutefois la partie la plus intéressante est évidemment celle dont Grègoras fut témoin oculaire, c'est-à-dire de 1320 à 1359. Les mémoires de Jean Kantakouzènos couvrent aussi la période qui va de l'avènement d'Andronic III en 1321 jusqu'aux premières années du règne de Jean V.
18. Les chroniques de Sphrantzès et de Doukas offrent un récit des événements de l'histoire byzantine tardive : le *Chronicon minus* de Sphrantzès couvre la période 1413-1477 et l'*Histoire* de Doukas s'étend de l'an 1341 (début de la deuxième guerre civile byzantine) à l'an 1462 (prise de Mytilène par les Ottomans). L'*Histoire* de Chalkokondylès, qui couvre la période 1298-1463, et l'*Histoire* de Kritoboulos d'Imbros, qui commence en 1451 et se termine en 1461, traitent des progrès des Ottomans et de la consolidation de leur pouvoir en Europe.
19. Les correspondances les plus importantes utilisées dans cette étude ont été celles de Dèmètrios Kydônès, de Nikolaos Kabasilas et de Iôannès Chortasménos. Sur l'utilisation des correspondances byzantines comme source historique, voir l'étude fondamentale d'A. LAIOU, *The Correspondence of Gregorios Kyprios as a Source for the History of Social and Political Behavior in Byzantium*, dans *Geschichte und Kultur der Palaiologenzeit*, éd. W. SEIBT, Vienne 1996, p. 91-108.
20. Sans donner une liste exhaustive des textes utilisés dans cette étude, on citera, à titre d'exemple, le discours politique de Kydônès intitulé *Oratio de non reddenda Gallipoli* ou les sermons du métropolite de Thessalonique Isidôros Glabas des années 1380. Mérite une attention particulière le texte de Mazaris intitulé *Voyage aux Enfers*, dans lequel l'auteur décrit avec ironie l'entourage de l'empereur Manuel II vers l'an 1414 : pour plus d'information sur ce texte, voir *infra*, p. 325.
21. OIKONOMIDÈS, *Patronage*, constitue l'une des rares contributions exploitant à la fois des informations tirées de la documentation athonite et des sources narratives.
22. Pour la liste des textes de Kydônès utilisés dans cette étude, voir *infra*, p. 547-549.

Enfin, il convient de mentionner aussi les sources écrites dans d'autres langues que le grec. On a déjà fait allusion aux actes conservés dans les archives italiennes, qui sont en grande partie inédits ; les sources narratives occidentales doivent être également mises à profit. L'ensemble de cette documentation a permis souvent de combler les nombreuses lacunes des sources grecques²³. De même, on doit signaler l'intérêt des sources slaves et ottomanes, dont l'utilisation par les byzantinistes est souvent insuffisante en raison de l'obstacle de la langue. Toutefois, la publication récente de quelques traductions et l'aide de certains collègues m'ont permis de recourir à un corpus de sources qui livre parfois des renseignements intéressants sur la situation des campagnes balkaniques à la fin du Moyen Âge.

Ce bilan des sources impose deux constatations : d'une part, pour cette époque, l'étude de la documentation n'en est qu'à ses débuts ; d'autre part, de nombreuses difficultés résultent de la dispersion des fonds et de la variété des sources. Ce corpus riche reste encore insuffisamment exploité en raison du manque d'études critiques.

NOTE SUR LA TRANSCRIPTION DES TERMES GRECS ET DES NOMS PROPRES

Pour la transcription des termes grecs, j'ai choisi de suivre un système d'équivalences entre chaque lettre de l'alphabet grec et une lettre ou un groupe de lettres de l'alphabet latin. Je renonce ainsi à la « francisation » des termes en vue d'un usage plus cohérent de la terminologie. Cette règle posée, il convient d'y signaler quelques exceptions. Il s'agit des noms dont j'ai conservé la transcription française en raison de leur usage répandu dans la bibliographie :

- Les noms de règne des empereurs, par exemple Jean V ou Manuel II, et les noms des dynasties (Paléologues, Comnènes). Cela ne s'applique pas toutefois aux noms de famille : j'ai donc écrit Jean VI Kantakouzènos ou Michel VIII Palaiologos.
- Les macro-toponymes, comme les noms des grandes villes (Constantinople, Andrinople, Didymotique...), des régions (Thrace, Chalcidique, Morée...) et des îles (Lemnos, Crète, Samothrace, Eubée...). De plus, j'ai employé certains termes créés par l'historiographie moderne pour désigner des régions précises, par exemple la région des Lacs en Macédoine occidentale. En revanche, les micro-toponymes sont transcrits suivant la règle générale (Mégale Rachè, Néochôrion, Hermèleia...).
- Les noms des grands monastères, par exemple Vatopédi au lieu de Batopédi, ou Iviron au lieu de monastère des Ibères. Toutefois, j'ai écrit Pantokratôr au lieu de Pantocrator et Xèropotamou au lieu de Xéropotamou.

23. Nombreux sont les historiens qui, ces dernières années, ont utilisé cette documentation pour mieux connaître l'histoire byzantine. Il suffit de citer les travaux de K.-P. Matschke, de M. Balard, de Th. Ganchou ou de G. Saint-Guillain.

J'ai choisi de transcrire en caractères latins les noms communs suivant le même système de transcription, mais lorsqu'il s'agit d'un terme ou d'une expression qui contient trois mots ou plus, j'en donne la transcription en alphabet grec : par exemple j'ai écrit *mégas doux*, mais ἐπὶ τῆς τραπέζης.

Pour le groupe de lettres γγ, j'ai transcrit « ng » et pour υτ en début de mot « d ».

L'esprit rude est rendu par un « h » : par exemple Ἑλένη donne Héléne.

NOTE SUR LA TRANSCRIPTION DES DOCUMENTS DIPLOMATIQUES GRECS

J'ai suivi les principes de l'édition diplomatique des volumes de la collection *Archives de l'Athos*, tels qu'ils sont expliqués par Nicolas Oikonomidès dans les *Actes de Dionysiou*²⁴. Ces principes suivent, pour la plupart, les règles approuvées par le Congrès international des Études Byzantines tenu à Palerme en 1951 : « L'original doit être édité tel qu'il se présente, c'est-à-dire avec toutes les fautes et les irrégularités orthographiques qui souvent nous renseignent sur l'expéditeur ou sa chancellerie²⁵. » Esprits et accents sont reproduits tels qu'ils figurent dans le document, excepté devant une ponctuation où l'on ramène le grave à l'aigu ; dans les cas douteux, j'ai suivi les corrections des éditeurs.

NOTE SUR LA CITATION DES AUTRES SOURCES

Les œuvres des historiens byzantins sont citées de la manière suivante : KANTAKOUZÈNOS I § 27 ; I, p. 135 ; c'est-à-dire le nom de l'auteur, suivi d'abord d'un chiffre romain indiquant le livre de l'œuvre, ensuite d'un chiffre arabe pour le numéro du chapitre, puis d'un autre chiffre romain pour le tome de l'édition et, enfin, de la page de l'édition, en indiquant – si nécessaire – le numéro des lignes.

Pour la correspondance de Dèmètrios Kydônès, j'ai adopté le système abrégé employé par Franz Tinnefeld (cf. TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1, p. 293 et 298) : par exemple, pour la lettre éditée par Raymond-Joseph Loenertz sous le numéro 89, traduite et commentée par Tinnefeld avec le numéro 51, on écrira L89/T51.

24. *Dionysiou*, p. 29.

25. F. DÖLGER, H. GRÉGOIRE, V. LAURENT, P. LEMERLE, M. MANOUSSAKAS, S. G. MERCATI, Règles à suivre pour l'édition des actes byzantins, *REB* 10, 1952, p. 124-128, ici p. 124.

PREMIÈRE PARTIE

UN EMPIRE AFFAIBLI: LES CRISES DE LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIV^e SIÈCLE

CHAPITRE I

« LES MALHEURS DU TEMPS » LES CAUSES DES FLÉAUX QUI AFFLIGENT L'EMPIRE

L'expression « les malheurs du temps » apparaît souvent dans les sources byzantines du ^{xiv}^e siècle, employée par les contemporains pour expliquer leur ruine financière ou la perte de leurs biens ou même pour évoquer l'insécurité dans laquelle ils se trouvaient¹. En effet, le ^{xiv}^e siècle fut à Byzance une époque de crise et de récession économique, de même d'ailleurs que dans le reste du continent européen². La période la plus dramatique fut sans aucun doute la seconde moitié du siècle, après l'arrivée de la peste noire, qui emporta selon toute vraisemblance entre le tiers et les deux tiers de la population³. L'irruption de la peste à Byzance coïncida avec la fin d'une guerre civile qui avait duré treize ans (1341-1354)⁴ et qui avait laissé l'Empire dans un tel état de dénuement qu'il devint rapidement la proie de ses ennemis. Ce fut l'époque des premières conquêtes ottomanes dans les Balkans et des invasions serbe et bulgare de la Macédoine et du nord de la Thrace⁵. Ruiné du point de vue matériel et financier, l'Empire semblait déjà condamné à disparaître. Au-delà même de ces problèmes politiques, l'époque connut aussi des crises et des transformations profondes dans d'autres champs, en particulier religieux et sociaux, qui contribuèrent à leur tour à aiguïser les confrontations internes⁶.

1. L'expression ἀνώμαλον τοῦ καιροῦ et d'autres semblables (par ex. ὑπὸ τῆς τοῦ καιροῦ καὶ τῶν πραγμάτων ἀνωμαλίας καὶ ἀταξίας), que l'on peut traduire aussi par « les troubles du temps » ou « l'instabilité des temps », apparaissent souvent dans les actes de la pratique : voir par exemple *Vatopédi* II, n° 103 (1350), l. 23-24 ; n° 107 (1356), l. 6 ; *Docheiariou*, n° 41 (1373), l. 33. Elles sont également employées par les souverains de l'époque dans leurs propres actes : voir par exemple *Vatopédi* II, n° 93 (chrysobulle d'Étienne Dušan de 1346), l. 7, ou *Docheiariou*, n° 52 (*prostagma* de Manuel II de 1409), l. 7-8.
2. Voir par exemple *Europa 1400. Die Krise des Spätmittelalters*, éd. F. SEIBT et W. EBERHARD, Stuttgart 1984.
3. Sur les effets de la peste noire en Europe, voir le travail déjà classique de R. S. GOTTFRIED, *The Black Death: Natural and Human Disaster in Medieval Europe*, New York 1985.
4. Certains historiens proposent une chronologie différente de la guerre civile, de 1341 (mort d'Andronic III) à 1347 (entrée de Kantakouzènos à Constantinople et couronnement comme empereur à Sainte-Sophie). Mais, le règne de ce dernier, de 1347 à 1354, ne se distingue pas de la période précédente. Au cours de ces années, les luttes entre les diverses factions se poursuivirent et l'on y constate les mêmes tendances générales. On pourrait encore faire durer la période de guerre civile jusqu'en 1357, date de l'accord conclu entre Jean V, Jean VI et Matthaios Kantakouzènos, qui mit un terme définitif aux conflits internes. J'ai décidé de « couper » chronologiquement en 1354, parce que cette date est particulièrement significative ; c'est celle de la première conquête par les Ottomans d'une ville d'Europe, le port de Gallipoli.
5. Les événements politiques de cette période seront développés plus en détail dans la deuxième partie de cet ouvrage. Toutefois, rappelons que les Serbes d'Étienne Dušan avaient commencé leur expansion en Macédoine et en Thessalie dès les années 1340.
6. Pour le contexte religieux, voir le chapitre de M.-H. CONGOURDEAU, Hésychasme et palamisme, dans *Histoire du christianisme*. T. 6, *Un temps d'épreuves (1274-1453)*, Paris 1990, p. 557-563. Pour l'évolution de la société durant ces siècles, voir le livre de MATSCHKE, TINNEFELD, *Gesellschaft*.

Le milieu du XIV^e siècle fut donc un tournant capital dans l'histoire tardive de Byzance. Toutefois, les premiers indices de cette crise apparaissent dès le début du XIV^e siècle, voire dès la fin du XIII^e, à une époque où l'on peut encore parler de croissance sur le plan économique.

1. L'ÉTÉ INDIEN DE LA CROISSANCE

Une longue période de croissance économique s'achève dans la première moitié du XIV^e siècle. Malgré une situation politique agitée et une dépendance commerciale à l'égard des Latins dans le domaine des échanges internationaux, les campagnes byzantines connaissent jusqu'à cette époque une incontestable prospérité. Dans les premières décennies du XIV^e siècle encore, on constate une dense occupation du sol et des rendements agricoles élevés.

Du point de vue de l'organisation agraire, le « premier siècle paléologue » (1261-1341) ne représente nullement une rupture par rapport aux siècles précédents ; au contraire, il s'agit de l'apogée d'un lent processus entamé longtemps auparavant. Mis à part quelques particularités, on retrouve alors dans les campagnes byzantines les mêmes traits qui avaient caractérisé le monde rural aux XI^e-XII^e siècles, à savoir la prééminence du grand domaine comme cadre principal de production agricole et la mise en exploitation de la terre en tant qu'investissement productif primordial⁷.

L'âge des puissants

Les X^e-XI^e siècles avaient vu la montée en puissance dans l'Empire d'un groupe de magnats qui avaient réussi à accaparer un grand nombre de terres au détriment des communautés villageoises. Au cours du X^e siècle déjà, on avait assisté à la concentration de biens fonciers aux mains de grands propriétaires. Ce fut à cette époque que l'expansion notable des biens fonciers fit du grand domaine la forme d'organisation socio-économique prééminente de la production agraire⁸. Les conditions de la mise en valeur de ces grandes propriétés ont été bien étudiées par les historiens, qui ont accepté, de manière générale, l'hypothèse de Nicolas Svoronos selon laquelle le grand domaine était exploité de manière indirecte⁹ ; les propriétaires préféraient donner leurs terres à bail et habiter dans les grandes villes, en particulier à Constantinople auprès de l'Empereur, leur mode de vie étant celui de rentiers du sol. Pour gérer leurs domaines, ils dépêchaient un intendant sur place qui logeait dans une résidence rurale (*kathédra*), depuis laquelle il organisait l'exploitation agricole et collectait les impôts des paysans¹⁰.

7. La continuité, du point de vue économique, entre la période des XI^e-XII^e siècles et l'époque postérieure à la prise de Constantinople par les croisés en 1204 a été déjà soulignée par l'historiographie : voir LAIOU, *Agrarian Economy*, p. 311, n. 1.

8. La bibliographie sur le sujet est très vaste. On ne citera ici que quelques études de base : N. OIKONOMIDÈS, *The Social Structure of the Byzantine Countryside in the First Half of the Tenth Century*, *Σύμμεικτα* 10, 1996, p. 103-124 ; SVORONOS, *Structures* ; et LEFORT, *L'économie rurale*, surtout p. 451 et suiv.

9. SVORONOS, *Exploitation*.

10. Sur l'organisation productive d'un grand domaine byzantin, voir en dernier lieu LEFORT, *L'économie rurale*, p. 404-407.

Au cours du ^x^e siècle, les puissants confortèrent leur ascension économique à la faveur des bouleversements dynastiques et, en particulier, avec l'arrivée au pouvoir de la dynastie des Comnènes, qui s'appuya sur cette élite pour s'emparer du trône. En échange de leur soutien, les empereurs de cette dynastie consolidèrent le patrimoine foncier de leurs partisans en leur distribuant des biens publics et de nombreux privilèges fiscaux¹¹. L'octroi de rentes et de terres à ces aristocrates était aussi un moyen de rémunérer leurs services au sein de l'appareil d'État. Ces grands propriétaires constituèrent ainsi une sorte d'aristocratie de fonction, qui occupait les principaux postes de l'administration, de l'armée et de l'Église.

Les sources de l'époque qualifient les membres de ce groupe de *dynatoi*, c'est-à-dire de puissants, et bien que l'on ne puisse pas parler à Byzance d'une aristocratie aux contours bien délimités, ces hommes avaient conscience d'appartenir à un même groupe social¹². Ils se distinguaient du reste de la société par leur mode de vie, leur fortune et leur rôle dans l'État. Ils étaient aussi les principaux bienfaiteurs des institutions ecclésiastiques, les fondateurs des monastères urbains et ruraux auxquels ils léguaient une bonne partie de leur fortune pour la préserver des confiscations impériales et des saisies du fisc. Ces institutions religieuses devinrent ainsi à leur tour de grands propriétaires fonciers¹³.

L'arrivée au pouvoir de la dynastie des Paléologues en 1259 fut loin de mettre un frein à l'influence des puissants dans la vie de l'Empire¹⁴. Pour consolider son autorité, l'empereur Michel VIII (1259-1282), usurpateur du trône issu lui aussi d'un des lignages les plus insignes de l'Empire¹⁵, eut besoin, comme à l'époque des Comnènes, de l'appui de la haute aristocratie. Il s'entoura de quelques représentants de la couche la plus élevée de la société, auxquels il accorda les postes-clefs de l'armée et de l'administration, remplaçant l'aristocratie au service de l'ancienne dynastie des Laskarides. Une constellation de rejetons de grandes familles aux noms prestigieux, comme les Kantakouzènoi, les Angéloi, les Philanthrôpènoi, les Tarchaneiôtai ou les Libadarioi, entre autres, accompagnait Michel VIII lors de son entrée à Constantinople en août 1261. Ils constituaient ce que l'historien contemporain Pachymérès définissait comme « la grande chaîne d'or » des familles byzantines (ἡ μεγαλογενὴς σειρά καὶ χρυσή)¹⁶. Après la reconquête de Constantinople, les grands lignages et les institutions ecclésiastiques récupérèrent leurs biens dans la capitale et des alliances se tissèrent entre la famille impériale et les membres les plus éminents

11. Sur les privilèges fiscaux de l'aristocratie byzantine, voir *infra*, p. 71-84.

12. Au ^{xiv}^e siècle, l'aristocrate Îôannès Kantakouzènos, devenu empereur en 1347 sous le nom de Jean VI, raconte dans ses mémoires une séance du sénat lors de laquelle il aurait employé, devant ses pairs, la formule suivante : « Nous, *dynatoi*, qui possédons de belles propriétés sur terre » (KANTAKOUZÈNOS I § 38 ; I, p. 183²²⁻²³).

13. Sur la fortune des grands monastères byzantins de la fin du ^x^e au milieu du ^{xiv}^e siècle, voir SMYRLIS, *La fortune*.

14. Sur l'aristocratie à l'époque des Paléologues, voir, entre autres, LAIOU, *Byzantine Aristocracy* ; KYRITZÈS, *The Byzantine Aristocracy* ; et MATSCHKE, TINNEFELD, *Gesellschaft*.

15. Les Palaiologoi étaient membres de la haute aristocratie depuis l'époque des Comnènes, voir J.-F. VANNIER, *Les premiers Paléologues. Étude généalogique et prosopographique*, dans J.-Cl. CHEYNET, J.-F. VANNIER, *Études prosopographiques*, Paris 1986 (Byz. Sorb. 5), p. 123-187.

16. PACHYMÉRÈS I § 21 ; I, p. 93¹⁴⁻¹⁵.

de l'aristocratie. Une nouvelle hiérarchie se mit en place au palais en fonction du degré de parenté avec l'Empereur, et des titres honorifiques furent conférés au cercle le plus proche du souverain¹⁷.

Dans les campagnes, l'avènement des Palaiologoi renforça les tendances de l'époque précédente, scellant le triomphe sans partage de la grande propriété foncière. Les grands aristocrates reçurent du nouvel empereur des terres et des revenus fiscaux, l'administration des forteresses et des châteaux, la direction des principaux monastères, etc. De son côté, l'Église se vit, elle aussi, accorder d'immenses propriétés foncières et d'importants privilèges. Selon l'opinion de Klaus-Peter Matschke, cette influence des *dynatoi* dans l'administration provinciale et dans les villes de l'Empire dut même exercer un poids si considérable sur le reste de la société qu'il empêcha l'affirmation d'une classe moyenne byzantine fondée sur le commerce et les transactions financières¹⁸.

On ne tombera pas dans l'exagération si l'on affirme par ailleurs qu'au début de l'époque des Paléologues, peut-être déjà dès l'époque des Comnènes, on assiste à une véritable aristocratisation des mœurs. Günter Weiss a parlé d'un idéal du « guerrier athlétique », qui dénigre les offices de l'argent et de l'industrie et pour qui l'exploitation de la terre s'avère la seule source de richesse respectable¹⁹. La réforme religieuse entreprise par Grégorios Palamas au tournant des années 1340 n'est pas étrangère au renforcement de cette évolution ; on retrouve dans les écrits du théologien des passages qui prônent les vertus de la classe supérieure, propriétaire des grands domaines, et exhortent les pauvres à ne pas convoiter les richesses des puissants²⁰.

Mais, dès la seconde moitié du XIII^e siècle et surtout dans les premières décennies du XIV^e siècle, le système commence à se gripper : des indices trahissent alors un

17. Voir les nombreux exemples cités par KYRITZÈS, *The Byzantine Aristocracy*.

18. Voir MATSCHKE, *Fortschritt und Reaktion*.

19. WEISS, *Kantakuzenos*, p. 546. Sur l'idéal aristocratique de l'époque, voir aussi DE VRIES, *L'élite byzantine*, p. 53-57. Très éclairant sur de nombreux points, le livre de De Vries donne, me semble-t-il, une description par trop négative et psychologisante du groupe des puissants : « Chaque *dynatos* ne pensait qu'à son propre profit au détriment des autres, parents ou non [...] la haine et le mépris de part et d'autre divisaient les familles anciennes et les *homines novi* » (*ibid.*, p. 57).

20. L'idéologie de Palamas est particulièrement favorable aux puissants et réprime, presque avec violence, les aspirations des groupes sociaux inférieurs visant à une répartition plus équitable des richesses. Un passage de l'homélie 31 est particulièrement éclairant à ce sujet : « Les pauvres donc (je veux dire pauvre du point de vue matériel) méritent le salut s'ils souffrent en humilité. Si, par contre, ils ne veulent pas être humbles, mais deviennent orgueilleux, alors ils font preuve de totale méchanceté [...] Celui qui est pauvre, mais se révolte contre son sort, n'est pas dans un état d'esprit qui témoigne de contrition, convenant à l'humilité. Il ne supporte pas noblement la pauvreté qui est son sort, il murmure contre Dieu, il accuse Sa juste Providence, en la rejetant comme injuste » (Hom. 31, PG 151, col. 393 B-D-396 A, traduction empruntée à DE VRIES, *L'élite byzantine*, p. 183). Voir aussi les remarques d'A. LAIOU, *Saints and Society in the Late Byzantine Empire*, dans *Charanis Studies. Essays in Honor of Peter Charanis*, New Brunswick 1980, p. 84-114 : « Even in their performance of miracles, the saints of Philotheos favored the aristocracy: the great majority of their miracles were performed for members of the upper class. This is particularly the case with Saint Gregory Palamas and Saint Isidore, both of whom served as high members of the secular clergy, lived in cities, and were in close contact with the Byzantine aristocracy » (*ibid.*, p. 104).

ralentissement de la croissance économique qui, couplé avec la réduction considérable des frontières de l'Empire, porte un coup sévère aux grandes fortunes. Ce contexte provoqua au sein de l'élite des tensions qui sont à l'origine des deux longues et destructrices guerres civiles au cours desquelles les confiscations et les saisies de biens devinrent monnaie courante. L'irruption de la seconde guerre civile marqua, de ce fait, la fin de l'âge des puissants.

Dans ce premier chapitre, j'essaierai de proposer un bilan de la situation des campagnes byzantines à cette époque et des tendances qui ont favorisé la continuité de la prééminence absolue de la grande propriété et du rôle du grand domaine dans l'évolution économique de la période. Il s'agit d'identifier les causes qui ont conduit à l'effondrement du système et qui ont transformé profondément le visage de l'Empire et celui de la société byzantine au milieu du xiv^e siècle.

Accroissement de la population et hausse de la demande en produits agricoles

La période de croissance économique s'ouvrit au ix^e siècle, lorsque l'Empire byzantin, comme d'ailleurs le reste de l'Europe, connut une hausse de la demande de produits agricoles en raison d'un essor progressif mais soutenu de la population²¹. Elle se poursuivit aux siècles suivants grâce aux changements survenus dans la société, comme le développement de la vie urbaine. Le retour dans les villes des couches supérieures de la société et la naissance d'une « proto-bourgeoisie » ont suscité de nouveaux besoins en ravitaillement des centres urbains, entraînant un essor des activités commerciales. Ce contexte de forte demande de denrées agricoles a impliqué des transformations dans la mise en valeur de la terre, orientées vers une augmentation des rendements. Une meilleure gestion des domaines et une exploitation plus rationnelle des ressources agraires ont permis d'élever la production et, par conséquent, d'accroître les revenus du groupe des propriétaires fonciers, largement bénéficiaires de cet essor de la demande.

Il est admis aujourd'hui par la plupart des historiens que le grand domaine a joué un rôle important dans cette reconversion de la production rurale à Byzance à partir du x^e siècle. Plusieurs spécialistes ont souligné que le grand domaine offre un cadre favorable aux investissements nécessaires à l'augmentation de la production, car le grand propriétaire – que ce soit l'État, un aristocrate ou un monastère – cherche toujours à majorer ses revenus et possède les ressources nécessaires pour le faire, contrairement au petit propriétaire paysan qui tend davantage vers l'autarcie²².

21. Pour une discussion des conditions de l'essor démographique qu'a connu l'Empire byzantin entre le ix^e et le xiv^e siècle, voir LEFORT, *L'économie rurale*, p. 432-436.

22. On avait considéré traditionnellement que la grande propriété foncière diminuait la productivité de la terre et freinait la croissance économique (cf. par exemple SVORONOS, *Structures*, ou ZAKYTHINOS, *Crise économique*), mais A. Harvey a mis en évidence que les grands propriétaires ont contribué de manière décisive à l'augmentation de la production agricole à l'époque mésobyzantine et qu'ils ont joué un rôle important dans l'expansion économique de l'Empire : HARVEY, *Economic Expansion*. J. Lefort, M. Kaplan, A. Laiou et K. Smyrlis, entre autres, ont contribué à confirmer l'interprétation de Harvey, en particulier grâce à l'analyse des actes de la pratique. On constate donc pour Byzance la même évolution que

Les améliorations effectuées dans le cadre du grand domaine peuvent être de deux types : extensives, lorsqu'il s'agit d'augmenter la surface de la terre cultivée, et intensives, s'il s'agit d'élever les ratios de productivité.

L'extension de la terre cultivée :

défrichements de terres, fondations de nouveaux lieux d'habitation

L'investissement extensif en milieu rural consiste à augmenter la surface de la terre cultivée. Dans certains climats plus humides, où l'on pratiquait la rotation triennale, on pouvait augmenter la quantité de terre cultivée en réduisant encore la durée de la jachère ; en revanche, dans les régions méditerranéennes, la précocité de la sécheresse estivale limitait les cultures de printemps, c'est pourquoi les rendements traditionnels des terres exploitées pouvaient difficilement y être dépassés. La seule solution qui restait consistait à défricher de nouvelles terres.

Comme l'a souligné Jacques Lefort, les textes parlent rarement de façon explicite des défrichements, mais il y a suffisamment d'indices dans les sources pour supposer qu'ils furent importants à partir du XI^e siècle²³ et jusqu'à la période des premiers Paléologues. Les actes de la pratique évoquent par exemple certaines activités impliquant de nouveaux défrichements ; ainsi au XII^e siècle, dans le village de Radolibos en Macédoine orientale (un bien du monastère d'Iviron), les paysans avaient commencé à exploiter le versant du mont Pangée pour y couper du bois et faire paître le bétail en été²⁴. Pour d'autres régions de l'Empire pour lesquelles on n'a pas conservé beaucoup d'actes, les archéologues ont trouvé des indices qui témoignent également en faveur d'une extension de la surface cultivée. Ils ont, par exemple, constaté un recul de la forêt à partir du IX^e siècle²⁵ et des aménagements aux abords des lacs, comme c'est le cas près du lac de Nicée, en Bithynie, pour lequel des données géographiques et archéologiques suggèrent qu'il fut abaissé par des moyens artificiels durant la période byzantine, afin de gagner à l'agriculture de grandes superficies de terres fertiles²⁶. De même, dans les provinces récupérées sur les ennemis, en particulier en Syrie du Nord, on constate une politique de repeuplement et de reconstruction de l'économie rurale dirigée par l'État, qui a permis de nouvelles cultures²⁷.

celle remarquée pour l'Occident européen, par exemple par P. TOUBERT, La part du grand domaine dans le décollage économique de l'Occident (VIII^e-X^e siècle), dans *La croissance agricole du haut Moyen Âge : chronologie, modalités, géographie*, Auch 1990 (Journées internationales d'histoire du Centre culturel de l'abbaye de Flaran 10), p. 53-86.

23. Et même plus tôt, cf. *Iviron I*, n° 9, de 995.

24. *Iviron III*, n° 54 (1139). Sur Radolibos, voir LEFORT, Radolibos.

25. A. DUNN, The Exploitation and Control of Woodland and Scrubland in the Byzantine World, *Byzantine and Modern Greek Studies* 16, 1992, p. 235-298 ; ou *Paysages*, p. 108-114 pour la région du Strymon.

26. J. LEFORT, B. GEYER, Les niveaux du lac de Nicée au Moyen Âge, dans *Castrum. 7, Zones côtières littorales dans le monde méditerranéen au Moyen Âge : défense, peuplement, mise en valeur*, éd. J.-M. MARTIN, Rome/Madrid 2001, p. 77-93, et B. GEYER dans *La Bithynie au Moyen Âge*, p. 153-174.

27. G. DAGRON, Minorités ethniques et religieuses dans l'Orient byzantin à la fin du X^e et au XI^e siècle : l'immigration syrienne, *TM* 6, 1976, p. 177-216.

Lorsque l'extension des champs cultivés était importante, le défrichement était souvent suivi de la fondation d'un hameau ou d'une ferme isolée, désignés par les termes *kathédra*, *agridion*, *proasteion* et, à partir du XIV^e siècle, *zeugèlateion*²⁸. Les archives de l'Athos font état de la fondation de nombreux hameaux dans un contexte domanial depuis le IX^e siècle et jusqu'à la première moitié du XIV^e siècle²⁹. Toujours dans le cas du village de Radolibos, on constate qu'un hameau fut installé à la fin du XIII^e siècle sur le flanc du mont Pangée, à 600 m d'altitude, et qu'il correspondait à l'*agridion* dit « de Boriskos ». Le monastère d'Iviron, propriétaire de Radolibos, y avait installé un métoque dédié à saint Georges. Les actes de la première moitié du XIV^e siècle concernant ce domaine montrent que ce hameau comptait alors une population de 14 feux et qu'il était spécialisé dans l'exploitation du bois³⁰.

Certains de ces défrichements furent réalisés par les paysans, peut-être dans le but d'augmenter leurs tenures, mais il ne fait aucun doute que la plupart d'entre eux étaient dus à l'initiative d'un puissant³¹. Pour la première moitié du XIV^e siècle, les actes parlent souvent de défrichements réalisés par les grands propriétaires³² : par exemple, au début du XIV^e siècle, le monastère de Vatopédi avait installé des paysans dans un *kellydrion* appelé Boditza, situé dans la commune du village de Sémalton, en Macédoine orientale, pour le mettre en valeur³³. Un *praktikon* de 1321 mentionne une terre appartenant au monastère de Lavra, située dans la commune d'Hermèleia, qui avait été récemment défrichée³⁴. Le hameau de Rousaiou en Chalcidique occidentale avait été repeuplé à l'initiative du monastère de Docheiariou avant 1338³⁵. Enfin, un acte de 1348 dit que les parèques de quelques puissants habitant Thessalonique s'étaient installés près du métoque de Vatopédi à Hermèleia et y avaient défriché plusieurs champs³⁶.

La fondation de ces hameaux a répondu non seulement à la nécessité d'exploiter de nouvelles terres, mais à une abondance démographique dans certaines régions de l'Empire ; ce facteur a aussi favorisé l'extension de la surface cultivée. En effet, beaucoup d'historiens ont décrit le monde byzantin de la première moitié du XIV^e siècle

28. Ces termes ne sont pas synonymes, chacun possède un sens propre. Voir le passage du *Traité fiscal* (p. 115) correspondant aux *agridia* et aux *proasteia*, traduit par LEFORT, *L'économie rurale*, p. 438. Je reviendrai sur les *zeugèlateia* dans le chapitre XI. Le même phénomène de défrichement de terres peut être observé dans d'autres régions de la Méditerranée orientale, cette fois sous domination latine : voir par exemple Ch. GASPARES, *Il villaggio a Creta Veneziana* (XIII-XV sec.), dans *Les villages*, p. 237-246, ici p. 240.

29. LEFORT, *L'économie rurale*, p. 439.

30. Pour les références aux sources, voir LEFORT, Radolibos, p. 217-218 [183-184].

31. LAIOU, *Agrarian Economy*, p. 314 : « Land clearance and the placing of uncultivated land under cereal cultivation required some organization, and was probably best done by relatively large units such as a monastery or the state. »

32. Pour la seconde moitié du XIII^e siècle, on possède moins d'informations, mais on sait, par exemple, que des défrichements (*ékleiômata*) furent réalisés à cette époque dans la presqu'île de Longos, en Chalcidique : *Vatopédi I*, n° 22, l. 4.

33. *Ibid.*, n° 31 (1301), l. 62-65.

34. *Lavra II*, n° 108, l. 587.

35. *Docheiariou*, p. 145-146.

36. *Vatopédi II*, n° 97, l. 13-14.

comme un monde « plein »³⁷, dans lequel le réseau de villages était devenu assez dense³⁸. La preuve en est que la plupart des hameaux récemment fondés étaient localisés dans des lieux assez peu propices à l'habitat, à savoir près des côtes, au centre de dépressions ou en altitude³⁹.

Les investissements à l'intérieur du grand domaine

Outre l'extension des cultures, l'aménagement d'un domaine est aussi un moyen d'en accroître la production agricole. Il s'agit d'améliorer le rendement d'un terrain grâce à la construction de bâtiments agricoles, de canalisations pour l'irrigation, de moulins, de pressoirs, mais aussi grâce à l'achat d'animaux de trait et de bétail et à la plantation de jardins et de vignobles⁴⁰. C'est par exemple ce que conseillent les traités d'agronomie destinés aux grands propriétaires lettrés⁴¹. Les termes utilisés dans les sources pour désigner l'amélioration d'un bien foncier sont *beltiôsis* et *kalliergia*⁴².

Michaël Psellos (1018-*ca* 1081) rapporte dans l'une de ses œuvres qu'il fit en sorte d'améliorer les revenus des biens du monastère de Mèdikion, qu'il avait acquis en tant que *charisticaire*⁴³, à travers l'achat d'animaux de trait, la plantation de vignes et la construction de canaux⁴⁴. De leur côté, les actes de l'Athos révèlent depuis le XI^e siècle des cas concrets illustrant les résultats des investissements de ce type. On relève par exemple des travaux qui indiquent une grande attention portée à l'irrigation des champs⁴⁵ : les textes mentionnent des puits (*pègadion*) et des citernes

37. LEFORT, Population et peuplement, p. 77 [242] : « L'image qu'on peut se faire de la Macédoine orientale dans la première moitié du XIV^e siècle est en tout cas celle d'une région où l'occupation du sol est complète, où la population est dense, peut-être plus dense qu'elle ne l'avait jamais été. »
38. Les actes suggèrent en effet un essor remarquable de la population : par exemple, les *praktika* du début du XIV^e siècle mentionnent plus de familles paysannes qu'on n'en relevait aux XII^e-XIII^e siècles (cf. en dernier lieu, *ibid.*, p. 73-75 [238-240]).
39. LEFORT, Les villages de Macédoine orientale, p. 294 [494].
40. LAIOU, Agrarian Economy, p. 352 et suiv. Pour les biens monastiques en particulier, voir SMYRLIS, *La fortune*, p. 240-244.
41. J. L. TEALL, Byzantine Agricultural Tradition, *DOP* 25, 1971, p. 35-59, ici p. 42-44, et LEFORT, L'économie rurale, p. 465. Les *typika* de fondation des monastères contiennent aussi des conseils pour la gestion des domaines monastiques.
42. Pour la distinction entre ces deux termes, voir l'exposé très complet de S. DMITRIEV, Melioration (*beltiôsis*) in Byzantine Documents (Xth-XVth Centuries), *JÖB* 49, 1999, p. 61-89.
43. La *charistikè* consistait en la cession conditionnelle et temporaire d'un monastère à un laïc, visant en principe au rétablissement d'une institution en ruine. Voir en dernier lieu SMYRLIS, *La fortune*, p. 170-171 et n. 455 (avec bibliographie).
44. MICHEL PSELLOS, *Scriptora minora*, éd. E. KURTZ et F. DREXL, *Michaelis Pselli Scripta minora*, t. 2, Milan 1941, lettre n° 89. Sur Psellos *charisticaire*, voir M. KAPLAN, Les monastères et le siècle à Byzance : les investissements des laïques au XI^e siècle, *Cahiers de civilisation médiévale* 27, 1984, p. 71-83 (= Id., *Byzance. Villes et campagnes*, p. 123-137).
45. KAZHDAN, *Agrarnye otnošenija*, p. 53, a souligné l'importance de l'irrigation dans l'agriculture byzantine. Pour l'usage de l'eau à Byzance, voir M. GÉROLYMATOU, La gestion de l'eau dans les campagnes byzantines (8^e-15^e siècle), *REB* 63, 2005, p. 195-205.

(*kisterna*) qui servaient de réservoirs d'eau, des canaux (*kanalos* ou *hydragôgos*) conçus pour amener l'eau jusqu'aux moulins, pour irriguer quelques jardins ou pour drainer l'eau des zones marécageuses⁴⁶. Des moulins (*mylôn*) étaient aussi installés au bord des ruisseaux⁴⁷. Des moulins à vent apparurent dès la fin du XII^e siècle⁴⁸. De même, le modelé fut parfois modifié pour améliorer les conditions de culture ; on installait des terrasses sur les flancs des collines pour planter des jardins où pour d'autres types de cultures⁴⁹.

Aménagés par les grands propriétaires, les biens de ce type (moulins, jardins, vignes, etc.) étaient souvent cédés en location à des paysans ou à des entrepreneurs privés afin d'assurer leur mise en exploitation. Ces contrats de location ont été étudiés par quelques chercheurs qui ont mis en lumière les conditions d'entretien et le partage des revenus entre propriétaire et locataire⁵⁰.

Une autre forme d'amélioration pouvait consister en la cession à bail d'un terrain en friche pour sa mise en culture. Cela permettait à des propriétaires sans moyens de mettre en valeur leurs terres et d'en tirer un bénéfice net. Dans cette modalité de contrat, le locataire versait une somme peu élevée et gardait ainsi, sinon la totalité, du moins une grande partie du revenu. Par ailleurs, il était aussi responsable du versement de l'impôt au fisc, ce qui était hautement profitable pour le propriétaire⁵¹. Enfin, on trouve encore une troisième voie pour l'exploitation d'un bien, qui consistait en l'association de plusieurs personnes pour remettre un bien abandonné en état de production⁵².

Indirectement liée à l'amélioration d'un terrain, la construction de tours et de fortifications se faisait aussi à l'initiative des grands propriétaires. On commence à avoir des attestations de ce type de bâtiments dès le IX^e siècle, mais c'est à partir

46. Un canal (*hydragôgos*) qui amène de l'eau jusqu'à un moulin est mentionné par exemple dans l'acte de *Vatopédi* I, n° 22 (1287), l. 5. D'autres exemples dans *Lavra* II, n° 90 (1300), l. 305 (*pègadion*) ; *Xèropotamou*, n° 20 (1320-1321), l. 15 (*kisterna*) ; *Iviron* II, n° 52 (1104), l. 302 (*physkina*) ; *Iviron* I, n° 10 (996), l. 49 (*kanalos*) ; des ruissoirs (*linobrocheion*) dans *Iviron* III, n° 70 (1301), l. 323, et *Lavra* II, n° 111 (1321), l. 6 ; des viviers (*bibarion*) dans *Lavra* II, n° 97 (1304), l. 43, et *Xénophon*, n° 25 (1338), l. 120, etc.
47. Voir, par exemple, *Lavra* II, n° 98 (1301), l. 40 (*hydromylôn*). On connaît aussi dans les grandes villes des moulins actionnés par des animaux : cf. SMYRLIS, *La fortune*, p. 119-120, n. 181.
48. T.G. KOUKOULIS, A Late Byzantine Windmill at Kythera, dans *Φιλολόγων. Lakonian Studies in Honour of Hector Catling*, éd. J. M. SANDERS, Londres 1992, p. 155-163 ; et D. DÈMÈTROKALLÈS, Οἱ ἀνεμόμυλοι τῶν Βυζαντινῶν, *Παρνασσός* 20, 1978, p. 141-144.
49. LEFORT, *Radolibos*, p. 218 [184].
50. Sur les contrats de location de vignes, jardins et moulins, voir les remarques de SMYRLIS, *La fortune*, p. 185-187. Pour plus de détails sur les vignes, voir M. KAPLAN, Quelques remarques sur les contrats de bail pour les vignes du monastère de Vatopédi, dans *Byzantium. State and Society. In Memory of Nikos Oikonomidès*, éd. A. AVRAMEÁ, A. LAIOU et E. CHRYSOS, Athènes 2003, p. 283-295.
51. DMITRIEV, *Melioration* (cité *supra*, n. 42), p. 74-75.
52. Au début du XIV^e siècle, le monastère de Vatopédi et un certain Géorgios Sékountènos s'étaient associés pour reconstruire un moulin près du Galikos, qui avait été détruit par une crue, sur un terrain appartenant à la métropole de Thessalonique. Le revenu devait être partagé entre Vatopédi, Sékountènos et la métropole : *Vatopédi* I, n° 49 (1317).

du XIV^e, en raison du contexte politique, que leur nombre se multiplie. Ces tours et ces fortifications servaient principalement à assurer un refuge aux paysans en cas d'attaque ennemie et à stocker une partie de la récolte en vue de sa commercialisation ultérieure sur les marchés⁵³.

Exemple de mise en exploitation d'un grand domaine : la fondation monastique de Théodôros Saranténos à Berroia (1325)

On a vu que les sources de la première moitié du XIV^e siècle font état, de manière fréquente, des nouveaux défrichements et des investissements dans le cadre de la propriété foncière, ce qui témoigne d'une continuité de la tendance initiée au X^e siècle. Pour illustrer ce processus, j'ai choisi un dossier tiré des archives du monastère de Vatopédi et relatif aux biens du monastère de Saint-Jean-Prodrome de Berroia, fondation de l'aristocrate Théodôros Saranténos dans le premier quart du XIV^e siècle⁵⁴. La pièce principale de ce dossier est le testament de Saranténos, rédigé en 1325, par lequel il lègue une partie de sa fortune à sa fondation de Berroia⁵⁵. On a aussi conservé un chrysobulle d'Andronic III de 1329⁵⁶ mentionnant la cession de ce monastère, avec l'ensemble de ses biens, au couvent athonite de Vatopédi, ainsi qu'un *praktikon* de 1338 donnant une description du patrimoine foncier du Prodrome à cette époque⁵⁷.

Théodôros avait servi dans l'armée de l'empereur Andronic II (1282-1328). Il atteignit le faîte de sa carrière en 1324, lorsqu'il obtint le titre de *pansébastos* et, un an plus tard, celui de *skoutérios*. Il avait épousé Eudokia Komnènè Doukaina Angélina, issue de la plus haute aristocratie de l'Empire, qui mourut avant 1325. Le couple, dit le testament de Théodôros, avait eu de nombreux enfants, mais aucun d'entre eux n'avait survécu. C'est pourquoi les époux avaient décidé de fonder un monastère dédié au Prodrome, accomplissant ainsi le vœu du frère de Théodôros, Iôannès Saranténos, qui était mort au combat. Le testament dit que la femme de Théodôros, Eudokia, avait dirigé les travaux de construction du monastère pendant que Théodôros séjournait à Constantinople auprès de l'empereur. Après la disparition de son épouse, Théodôros était rentré à Berroia pour achever les travaux et s'y retirer comme moine. Ce fut alors qu'il établit son testament afin de prescrire ce qui était nécessaire à l'entretien de l'institution. Quelques années plus tard, en 1328, Théodôros, craignant peut-être pour le devenir de sa fondation en raison des aléas de la guerre

53. Sur les fortifications en milieu rural, voir en premier lieu LEFORT, Habitats fortifiés. On en a conservé dans les campagnes des vestiges qui sont néanmoins difficiles à dater. Or la documentation mentionne déjà de telles constructions pour les XI^e-XIII^e siècles : le *kastellion* de Libysdos aurait été édifié avant 1104 par le monastère d'Iviron (*Iviron* II, n° 52, l. 184-185) et, dans son *typikon* du XI^e siècle, Pakourianos prévoit la construction d'une tour pour la sûreté d'une hôtellerie (LEMERLE, *Cinq études*, p. 151). Au XII^e siècle, plusieurs métoques dépendant d'Iviron étaient fortifiés : cf. par exemple *Iviron* II, n° 52 (1104), l. 186-193, 228-230 et 428-440.

54. Sur le Prodrome de Berroia et son patrimoine, voir en premier lieu SMYRLIS, *La fortune*, p. 84.

55. *Vatopédi* I, n° 64.

56. *Ibid.*, n° 68.

57. *Vatopédi* II, n° 82.

entre Andronic II et Andronic III, décida d'en faire donation au puissant monastère athonite de Vatopédi où il se retira et mourut peu après, en 1330⁵⁸.

Le testament de 1325 dresse l'inventaire des biens légués au monastère du Prodrome de Berroia. Il débute par la liste des biens meubles, suivie de celle des champs et des bâtiments. Théodôros Saranténos avait en fait transformé sa maison d'habitation à Berroia en monastère, en lui adjoignant une église et des cellules ; lui-même habitait une maison à étage (*anôgaiokatôgon* ou *ospétion*) à l'intérieur de la cour. Il s'agissait sans doute d'appartements de luxe, dans lesquels Saranténos vivait entouré de serviteurs. Pour maintenir son train de vie, sans doute plus modeste que lorsqu'il était dans le siècle, il s'était réservé une partie des revenus des biens dont il avait doté sa fondation.

Trois groupes de grands domaines, qualifiés de *zeugèlateia*, constituaient le gros de la fortune foncière du nouveau monastère :

- Deux *zeugèlateia* dits respectivement de Komanitzè et Néochôrion⁵⁹ qui provenaient de la dot de l'épouse de Théodôros. Ces domaines étaient situés à plusieurs kilomètres à l'est de Berroia et ils avaient été vraisemblablement gagnés sur la forêt qui couvrait encore en 1325 une partie de la terre cultivable. En effet, le texte mentionne des exploitations de bois (*hylokopia*). De plus, le toponyme « Néochôrion » doit faire allusion à un terrain récemment mis en exploitation et des défrichements (*ékleiômata*) effectués sur une partie de ces domaines sont également mentionnés⁶⁰. En 1338, les deux domaines comportaient au total 3 600 modioi de terre de culture, 1 000 modioi de forêt (*longos*) et 20 modioi de vignes. Lorsque le Prodrome passa à Vatopédi, en 1329, les moines de ce monastère athonite y firent construire une tour. La délimitation de 1338 mentionne un canal d'irrigation (*agôgos*) qui descendait du ruisseau nommé Basilikos Potamos jusqu'à ces deux domaines⁶¹. Au sud, leur limite suivait un ruisseau (*potokos*) qui servait sans doute aussi à l'arrosage des cultures.
- Le *zeugèlateion* de Skoteinou était aussi localisé à l'est de Berroia, mais plus près de la ville que ceux de Komanitzè et Néochôrion. Il avait appartenu à l'épouse du frère de Théodôros⁶². Avant 1325, le testament dit que ce bien ne comptait que 40 modioi de terre, mais que Théodôros l'avait accru grâce à l'acquisition de quelques parcelles voisines, jusqu'à constituer un champ de 200 modioi (250 en 1338). Sur ce domaine, il y avait une vigne, trois moulins formant un seul bâtiment⁶³ et une tour construite peu avant 1338 par Vatopédi.
- Le *zeugèlation* de Kritzista était localisé beaucoup plus à l'est de la ville de Berroia. En 1338, il comportait une surface de 840 modioi de terre arable et 1 000 modioi de terre marécageuse qui servaient de pâturage. Un village appelé Kritzista est mentionné à l'extérieur du domaine et ne semble pas avoir appartenu au monastère.

58. Sur Saranténos et sur l'histoire de la fondation, voir *Vatopédi* I, p. 348-349.

59. Ces deux domaines sont décrits séparément dans le testament de 1325, mais délimités ensemble dans le *praktikon* de 1338 (*Vatopédi* II, n° 82, l. 48-71).

60. *Vatopédi* I, n° 64, l. 162-163.

61. *Vatopédi* II, n° 82, l. 58.

62. *Ibid.*, p. 350.

63. *Vatopédi* I, n° 64, l. 88. Ces moulins étaient peut-être situés au bord du ruisseau nommé Basilikos Potamos qui limitait le domaine au nord.

Soulignons également, parce que ceci est important pour connaître l'état d'exploitation de ces terres, que le praktikon de 1338 mentionne des paysans installés (*proskathèménōi*) dans les domaines de Komanitzè et Néochôrion⁶⁴ et le chrysobulle de 1329 des *proskathèménōi* à Kritzista⁶⁵.

La description des biens du monastère du Prodrome de Berroia, fournie par ces actes, permet de connaître dans le détail l'organisation productive d'un grand patrimoine foncier et son mode de mise en valeur au début de l'époque des Paléologues. Dans la théorie, chaque grand domaine comptait un centre d'exploitation et plusieurs terrains localisés en divers endroits. Dans le cas du Prodrome de Berroia, le centre de l'exploitation foncière est constitué par l'ensemble de bâtiments édifiés autour de l'ancienne maison de Sarantènos, qui abritait le monastère du Prodrome, situé à l'intérieur de la ville de Berroia⁶⁶. Quant aux terrains, le Prodrome de Berroia possédait trois grandes fermes (*zeugèlateia*), qui avaient été établies sur un terrain gagné sur la forêt et par l'acquisition de parcelles contigües. Les actes donnent des renseignements précis qui permettent de connaître les investissements réalisés afin d'améliorer leur état d'exploitation : un canal d'irrigation qui déversait l'eau d'un ruisseau, ainsi que des moulins, des vignes et deux tours. De plus, des paysans ayant été installés pour le travail des champs sont mentionnés pour deux de ces domaines. Cette mention de « paysans installés » pourrait impliquer une exploitation directe de la terre par le propriétaire, mais je préfère laisser ici de côté cette question, qui sera abordée dans un autre chapitre.

L'exemple de la fortune foncière du Prodrome de Berroia permet d'affirmer que les monastères pouvaient effectivement être de bons gestionnaires d'un vaste patrimoine foncier, visant à tirer un plus haut profit économique du sol⁶⁷. Malheureusement, nous n'avons pas conservé une documentation semblable nous renseignant sur le mode d'exploitation des grands domaines des laïcs à la même époque. On connaît certes leur existence, sur laquelle les sources donnent des indications plus ou moins détaillées, mais qui ne permettent pas d'en comprendre le fonctionnement dans le détail. Il est néanmoins vraisemblable que le mode d'exploitation d'un bien par un aristocrate était proche de la mise en valeur des biens ecclésiastiques, puisque les fondateurs de ces établissements monastiques étaient des grands propriétaires, comme dans le cas du Prodrome de Berroia, et l'un des buts motivant la fondation d'une telle institution était la préservation d'une partie des fortunes aristocratiques⁶⁸.

Le mode d'investissement dans la propriété foncière et les dépenses effectuées pour sa mise en valeur dénotent l'importance économique que la société byzantine attribuait à l'exploitation foncière et à la production agricole. D'autres exemples

64. *Vatopédi* II, n° 82 l. 40-48 : 18 feux.

65. *Vatopédi* I, n° 68, l. 97-98. Le nombre de familles paysannes n'est pas précisé dans l'acte.

66. Dans le cas de patrimoines plus vastes, par exemple ceux des grands monastères qui possèdent plus de terres, éloignées entre elles, on trouve souvent des métoques situés dans la campagne et dans lesquels habitait un gestionnaire (*oikonomos*) : cf. SMYRLIS, *La fortune*, p. 188 et suiv.

67. Voir les remarques de LEFORT, *L'économie rurale*, p. 462-463, sur la comptabilité domaniale.

68. SMYRLIS, *La fortune*, p. 20 : « Il apparaît que les fondateurs ou dirigeants monastiques ont emprunté les pratiques employées pour l'exploitation des domaines de l'État et de l'aristocratie, dont ils étaient souvent issus. » Même remarque dans LAIOU, *Peasant Society*, p. 12, HARVEY, *Economic Expansion*, p. 4-5, et LEFORT, *L'économie rurale*, p. 458.

semblables à celui du Prodrôme permettent d'affirmer qu'au début de la période des Paléologues, la terre constituait le principal capital financier et qu'elle était l'assise économique la plus importante des couches supérieures de la société. Il resterait à savoir quels étaient les taux de rendement de la terre afin de connaître le bénéfice qu'elle rapportait au propriétaire et au locataire. Toutefois, nous ne pouvons guère émettre à ce sujet que quelques hypothèses.

Les rendements agricoles des tenures paysannes à l'époque tardobyzantine

Des données précises nous manquent sur les rendements agricoles des campagnes byzantines. Toutefois, l'historiographie a essayé de calculer la production en céréales par modios de terre. On a traditionnellement envisagé un rendement plutôt pauvre. Nicolas Svoronos⁶⁹, suivi par d'autres historiens, a calculé un rendement de 3 ou 3,5 grains pour 1 semé⁷⁰. Un autre historien, Nicolas Kondov, a toutefois mis en doute la pertinence de ces estimations et proposé, en se fondant sur des arguments agronomiques, un rendement plus élevé, allant de 4,2 à 5,2 grains⁷¹. Jacques Lefort accepte les chiffres proposés par Kondov car il en trouve confirmation dans certains actes de la pratique : sur la base, une fois encore, du cas bien étudié du village de Radolibos, la dimension des tenures au début du XII^e siècle implique un rendement minimum de 5,3 quintaux de céréales à l'hectare⁷² ; pour la Chalcidique au XIII^e siècle, le testament de Skaranos⁷³ suppose un rendement presque semblable, de 5,4 quintaux d'orge à l'hectare⁷⁴.

Il s'agit là de chiffres élevés mais qui paraissent néanmoins vraisemblables puisqu'ils se rapprochent des données dont on dispose pour d'autres régions d'Europe à la même époque⁷⁵. De plus, le fait que la pression fiscale supportée par la classe paysanne à l'époque tardive soit relativement élevée implique des rendements assez considérables, d'autant plus que, durant la période allant jusqu'au début du XIV^e siècle, on sait que les paysans vivaient dans une certaine aisance économique. Les actes de la pratique révèlent que le cultivateur byzantin, depuis le XII^e jusqu'au milieu du XIV^e siècle, était, dans la plupart des cas, propriétaire de quelques biens meubles (surtout du bétail) et immeubles (vignes, jardins, quelques parcelles de terre, maisons, etc.).

69. SVORONOS, *Cadastre*, p. 141, et surtout *ID.*, *Structures*, p. 57, n. 32.

70. KAPLAN, *Les hommes et la terre*, p. 82, a conclu à des rendements encore plus bas mais pour une époque plus haute.

71. KONDOV, *Weizenerttrag*, p. 108-109.

72. LEFORT, *L'économie rurale*, p. 424. Pour le passage du rendement au grain à un rendement en quintaux/ha réalisé par Lefort : rendement par grain $\times 0,128$ (quintal ensemencé par modios) \times le nombre de modioi par hectare (selon Lefort le modios en Macédoine semble compter 1 250 m²). Les actes suggèrent un rendement de 5,1 grains pour 1 modios.

73. *Xéropotamou*, n° 9.

74. LEFORT, *L'économie rurale*, p. 424.

75. Un agronome anonyme anglais de l'époque médiévale avance les rendements suivants : 1 : 8 pour l'orge, 1 : 7 pour le seigle, 1 : 6 pour le pois, 1 : 6 pour le méteil, 1 : 5 pour le froment et 1 : 4 pour l'avoine. Toutefois, ces chiffres dépassent les rendements des terres de l'évêché de Winchester qui sont connus sur un siècle et demi (entre 1200 et 1350) : 1 : 4 pour le blé, 1 : 3,9 pour l'orge, 1 : 2,8 pour l'avoine (cf. *L'économie médiévale*, p. 150, 151).

L'acquisition de ces biens suppose une disponibilité en argent et en conséquence un surplus qui ne peut s'expliquer, compte tenu de la charge fiscale, que si l'on accepte un rendement supérieur à 4 grains pour un.

En effet, en se fondant sur des actes concernant la Macédoine orientale, Lefort a postulé l'existence d'un surplus équivalent à 23 % de la production dans le cas du propriétaire de la terre et à 14 % pour un locataire. Pour ses calculs, il a admis qu'un feu paysan composé de 4,3 membres et muni d'une paire de bœufs (*zeugaratos*) cultivait en moyenne une terre de 80 modioi, laissant en jachère 3/8 de cette terre, c'est-à-dire qu'il labourait une superficie égale à 50 modioi (environ 6 hectares). Quant au taux de prélèvement fiscal, Lefort a supposé qu'il était de 25 % dans le cas du propriétaire et 36 % dans le cas du locataire⁷⁶.

Les estimations de Lefort semblent pertinentes, mais elles ne sont peut-être pas applicables à l'ensemble des territoires de l'Empire. Par exemple, un *praktikon* de 1073 relatif à la région de Milet mentionne une tenure paysanne plus vaste, de 230 modioi, qui était sans doute exploitée par un paysan muni d'un attelage. Les dimensions de cette tenure permettent de penser que, compte tenu du nombre de paysans travaillant sur ce domaine, l'ensemble de la terre cultivable (5 525 modioi) devait être distribuée, théoriquement, en tenures d'au moins 150 modioi pour chaque *zeugaratos*, 100 modioi pour chaque *boïdatos* (possesseur d'un seul bœuf) et 75 modioi pour chaque *aktêmôn* (ne possédant aucun animal de trait)⁷⁷. Dans ces cas-là, les revenus devaient être plus élevés que dans les cas étudiés par Lefort ; non seulement parce que ces tenures sont plus grandes, mais aussi parce qu'il s'agit de terres plus fertiles⁷⁸. D'ailleurs, le taux des loyers versés est aussi supérieur à celui connu en Macédoine. Le surplus, obtenu en appliquant les mêmes calculs que Lefort⁷⁹, peut atteindre les 6 nomismata pour un locataire *zeugaratos*, ce qui constitue un revenu très considérable⁸⁰.

Toutefois, il faudrait peut-être envisager pour d'autres régions des rendements nettement plus bas. Il convient en effet de prendre en compte non seulement la qualité du sol et les conditions climatiques, mais aussi les types de culture. Enfin, il faut supposer que les rendements ont dû augmenter entre le XI^e et le XIV^e siècle, peut-être de manière significative, grâce aux investissements et à une meilleure gestion de la propriété foncière.

76. LEFORT, *L'économie rurale*, p. 468-470.

77. *Patmos* II, n° 50. Cette distribution « théorique » de la surface cultivée est celle proposée par SVORONOS, *Structures*, p. 55, n. 24.

78. L'acte dit que toute la terre est de première qualité.

79. Pour ce *praktikon* de 1073, Lefort a considéré, en appliquant les mêmes barèmes que pour la Macédoine orientale, que la tenure « théorique » moyenne de chaque *zeugaratos* était de 86 modioi et celle de chaque *boïdatos* de 43 modioi et que chaque paysan possédait un surplus d'environ 3 nomismata (cf. LEFORT, *L'économie rurale*, p. 472). Cette distribution de la terre impliquerait qu'une partie de celle-ci n'était pas mise en culture. Toutefois, l'hypothèse de Svoronos selon laquelle la totalité de la surface était mise en valeur par les paysans enregistrés me paraît plus probable.

80. Ce résultat est assez élevé et contredit SVORONOS, *Structures*, p. 58-60, qui avait supposé que ces tenures suffisaient à peine à subvenir aux besoins des cultivateurs. Il avait postulé une pression fiscale trop élevée.

Pour conclure, rappelons qu'un paysan de l'époque tardobyzantine, possédant un ou deux bœufs pour labourer sa terre, disposait d'un surplus annuel plus ou moins important qui lui permettait d'acheter des biens meubles et immeubles. L'importance de ces biens que le paysan possédait en pleine propriété doit d'autant plus être soulignée qu'elle a servi à arrondir les revenus des paysans et à compléter leur alimentation⁸¹. Ces hauts rendements ont permis de soutenir une fiscalité foncière plutôt élevée et des versements réguliers à l'État et aux grands propriétaires.

2. UN RALENTISSEMENT DU RYTHME DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

La croissance économique qui se poursuit dans la première moitié du XIV^e siècle s'interrompt de manière abrupte au milieu du siècle, en raison de l'irruption de la peste noire et des événements politiques et militaires liés à la deuxième guerre civile byzantine (1341-1354). Toutefois, dès le début du XIV^e siècle, parallèlement à l'essor démographique et aux hauts rendements agricoles, certains indices trahissent les premiers signes d'un ralentissement du rythme de la croissance. L'histoire de Byzance est, sur ce point aussi, proche de celle de l'Europe occidentale.

Certains historiens ont parlé d'une conjoncture défavorable, associant guerres, épidémies et accidents météorologiques qui semblent fréquents dans cette première moitié du siècle. Mais leur impact sur l'économie a peut-être été exagéré et les causes de ce ralentissement paraissent avoir été plus profondes. Elles peuvent tenir à une véritable transformation du modèle de croissance qui aurait commencé à s'épuiser dès le début du XIV^e siècle, voire plus tôt.

La rupture d'un équilibre précaire : la montée des prix du marché

On a vu que la croissance démographique se poursuivait, de manière presque ininterrompue, du XI^e jusqu'à la première moitié du XIV^e siècle⁸², période pendant laquelle, mis à part quelques épisodes spécifiques, les campagnes byzantines connaissent leur plus forte densité d'occupation. Cet essor de la population a entraîné une augmentation de la demande en produits agricoles et, de ce fait, le besoin d'accroître les rendements. C'est pourquoi de nouvelles terres ont été défrichées et exploitées et des investissements effectués à l'intérieur des domaines. Or, il semblerait que l'extension de la surface cultivée et les rendements agricoles atteignent leur limite au début du XIV^e siècle, lorsque l'on commence à exploiter des terres médiocres et d'accès plus difficile, provoquant un déséquilibre entre la croissance démographique et la production agricole. Logiquement, ce déséquilibre conduit dans un premier temps à une montée rapide du prix des denrées⁸³.

81. Comme l'a aussi fait remarquer OIKONOMIDÈS, *Fiscalité*, p. 134 : « Lorsqu'on parle de parèques, il faut toujours tenir présent à l'esprit que, malgré le principe de non-propriété foncière, la plupart d'entre eux possédaient en réalité une petite tenure en pleine propriété, fournissant un revenu bien plus substantiel que les terres louées. »

82. HARVEY, *Economic Expansion*.

83. Une estimation des prix du marché doit tenir compte également de la dévaluation de l'hyperpre qui, au début du XIV^e siècle, connaît un fort abaissement du fait des événements politiques,

Entre le IX^e et le XI^e siècle, on sait que le prix du blé resta stable, à environ 1/12 de nomisma par modios, mais qu'il augmenta vers la fin du XI^e siècle en raison des troubles politiques⁸⁴. Faute de sources, l'évolution des prix pendant le XII^e et le XIII^e siècle nous échappe, mais elle a dû être marquée par la stabilité. Les données deviennent plus nombreuses dès la fin du XIII^e. Durant cette période, on constate d'abord une relative stabilité, puis une montée rapide des prix dans toute l'aire égéenne : par exemple, en Crète pour laquelle on possède beaucoup d'informations, en 1271 le prix du blé était de 1/10 d'hyperpre⁸⁵ par modios⁸⁶, au début du XIV^e siècle de 1/6 d'hyperpre et en 1344 de 1/4 d'hyperpre ; pour l'orge, un modios valait 1/15 d'hyperpre en 1271 et 1/4 en 1367⁸⁷. On est là devant une progression spectaculaire.

On possède moins d'informations pour les territoires de l'Empire byzantin, mais on devine là aussi une forte augmentation : entre la fin du XIII^e et le début du XIV^e siècle, le prix du blé sur le marché de Constantinople passa de 1/13 d'hyperpre (moins qu'au XI^e siècle) à 1/4 d'hyperpre en 1343 et en 1366⁸⁸. Pour d'autres régions de l'aire économique byzantine, on possède des informations pour la fin du XIII^e siècle qui donnent un prix de 1/18 ou 1/20 d'hyperpre le modios de blé, ce qui est un taux assez bas⁸⁹, et de 1/3 ou encore 1/2 hyperpre en 1346-1347⁹⁰.

mais celle-ci est loin d'expliquer seule la montée des prix. Pour l'évolution de la monnaie byzantine à cette époque et pour les causes de sa dévaluation, voir GRIERSON, *Catalogue*, et MORRISSON, *Byzantine Money: Its Production and Circulation*, dans *EHB*, t. 3, p. 909-966.

84. Pour une évolution du prix du blé, on consultera en dernier lieu MORRISSON, CHEYNET, *Prices and Wages*, p. 830 et suiv. Selon ces auteurs, lorsque l'on parle de modioi, il s'agit du *thalassios modios* (17,084 litres), dix-huit fois plus petit que le *politikos modios* (environ 322 litres) : cf. SCHILBACH, *Metrologie*, p. 95.
85. La valeur de l'hyperpre de Crète n'est pas tout à fait la même que celle de l'hyperpre de Constantinople. Au milieu du XIV^e siècle, le premier représentait 1/3 du ducat vénitien et le second 1/2 ducat. Les deux monnaies connaissent une dépréciation de leur valeur durant le siècle suivant.
86. Les calculs sont toujours faits en *modioi thalassioi*.
87. Pour l'évolution du prix du blé en Crète aux XIII^e-XIV^e siècles, voir D. TSOUNGARAKÈS, 'Η σιτική πολιτική της Βενετίας στην Κρήτη τὸν 13^ο-14^ο αἰῶνα, *Μεσαιωνικά καὶ Νέα Ἑλληνικά* 3, 1990, p. 333-385. Voir aussi MORRISSON, CHEYNET, *Prices and Wages*, tabl. 6 et p. 831, n. 44 : «The price of wheat doubled in Crete during the 14th century, from 16 hyperpyra per 100 measures (or modioi thalassioi) to 35.»
88. Pour l'année 1366, on connaît aussi d'autres prix pour le blé à Constantinople : 3/8 d'hyperpre le modios et 1/5 le modios. Il s'agit dans tous les cas de prix assez élevés, comme l'ont fait remarquer MORRISSON, CHEYNET, *Prices and Wages*, p. 827, n. 34. Ces informations sont tirées du livre de comptes de l'expédition d'Amédée de Savoie à Byzance (1366-1367) : BOLLATI, *Spedizione in Oriente*.
89. En 1289-1290, le prix du blé à Caffa était de 1/18 d'hyperpre de Constantinople (BALARD, *Actes de Caffa*, nos 335 et 419). En 1290-1294, le prix du blé sur le marché de Raïdestos, appartenant à l'Empire byzantin, était de 1/20 d'hyperpre par modios (BERTOLOTTI, *Nuova serie*, p. 511).
90. Il s'agit des informations qui concernent l'ensemble de la «Romanie», terme qui désigne généralement dans les sources latines le territoire de l'Empire byzantin : R. MOROZZO DELLA ROCCA, *Lettere di mercanti a Pignol Zucchello, 1336-1350*, Venise 1957, p. 73. Pour d'autres références, voir ZACHARIADOU, *Prix et marchés*.

Malgré la pauvreté de notre documentation et en tenant compte des fluctuations monétaires et des crises périodiques qui ont pu affecter l'évolution des prix du marché, la tendance est évidente et montre que la première moitié du XIV^e siècle a connu une forte hausse du prix des céréales. Les causes de cette évolution doivent être cherchées en premier lieu dans cet essor de la population qui a probablement entraîné à cette époque une demande excédant de plus en plus fréquemment les possibilités de la production agricole. Mais on peut également invoquer d'autres raisons qui ont dû contribuer à accentuer la courbe ascendante des prix, par exemple l'existence, dès la fin du XIII^e siècle, d'une forte demande des pays occidentaux en produits agricoles⁹¹.

Vers un appauvrissement de la paysannerie

La montée des prix agricoles ne s'est pas accompagnée d'une augmentation du revenu net du paysan byzantin parce que, à cette époque, il disposait individuellement de moins de terres à labourer, d'abord en raison de l'essoufflement de la mise en valeur de nouvelles terres, ensuite du fait d'une plus grande fragmentation du patrimoine paysan, elle-même provoquée par la croissance démographique.

L'augmentation des prix du marché a donc bouleversé l'économie paysanne. L'agriculteur a dû consacrer plus d'argent à se nourrir, alors même qu'il disposait de moins de terres à travailler en raison de la surcharge démographique, et, par conséquent, de moins de surplus à écouler sur le marché. Cette situation a tourné au cercle vicieux et les paysans se sont trouvés contraints de vendre les biens dont ils étaient propriétaires, ce qui a mis un terme à cette « micropropriété paysanne » dont on a relevé l'importance pour l'économie paysanne de la période antérieure. En effet, une comparaison entre les *praktika* de la fin du XIII^e ou du début du XIV^e siècle et ceux du milieu du XIV^e siècle montre que les paysans mentionnés par ces derniers détiennent moins de biens en propriété, alors que le nombre de feux n'a pas cessé d'augmenter⁹².

Constatons aussi un phénomène démographique : d'après les *praktika*, le nombre d'enfants par foyer paysan a commencé à diminuer à partir du deuxième quart du XIV^e siècle⁹³. Cela n'est probablement pas dû à une hausse de la mortalité, mais,

91. Sur l'essor de la demande occidentale en produits agricoles dans l'Empire byzantin au XIV^e siècle, voir *infra*, chap. XII.

92. LAIOU, *Peasant Society*, p. 207-208, relève aussi un appauvrissement de la paysannerie byzantine au cours de la première moitié du XIV^e siècle, qu'elle attribue néanmoins à un déclin démographique. Elle estime que les paysans ont été contraints par les grands propriétaires à vendre leurs terres, mais n'en précise pas les modalités (« There were mechanisms which impeded the consolidation of property in the hands of the peasants »). Toutefois, Lefort a montré qu'il n'y a aucun indice d'une crise démographique, puisqu'il le nombre de feux n'a cessé d'augmenter entre le début et le milieu du XIV^e siècle (cf. par exemple LEFORT, *Population et peuplement*, p. 75-76 [241] : « Entre 1320 et 1340, la population s'accroît dans six agglomérations sur dix, et au total elle augmente aussi »).

93. Le nombre de familles a continué à s'accroître, même si leurs membres sont devenus moins nombreux. Voir LAIOU, *Peasant Society*, p. 280-294 : « It is clear [...] that the age structure of our population changed significantly from 1300-1301 to 1338-1341. The proportion of older people in the population increased [...] This increase took place at the expense of the younger element of the population, which experienced a decline. »

comme l'a signalé Lefort, plutôt à une forte émigration provoquée par la pression démographique et le contexte économique. Il semblerait que, à cette époque, les tenures paysannes ne pouvaient plus nourrir l'ensemble des membres du foyer et que des enfants arrivés à l'âge adulte étaient ainsi contraints d'abandonner la maison familiale⁹⁴. L'existence de cette migration « forcée » implique qu'à cette époque il n'y avait plus aucun revenu net pour le paysan et que la fragmentation de la propriété paysanne avait atteint son niveau maximal.

La réduction progressive des biens tenus en propriété individuelle et la division des feux montrent à quel point la société paysanne byzantine était vulnérable au début du XIV^e siècle. La conjonction de plusieurs facteurs avait entraîné un appauvrissement notable des couches inférieures de la société rurale et cela en quelques décennies à peine. Les premiers à tirer profit de cette situation furent les grands propriétaires, aristocrates et grands monastères.

La concentration des terres aux mains des puissants

Les archives monastiques, en particulier celles de l'Athos, conservent pour cette époque plusieurs séries d'actes de vente établis par des paysans en faveur de grands propriétaires. Cela révèle l'appauvrissement de la paysannerie qui a dû vendre ses derniers biens pour survivre. Le prix peu élevé des terres, dont ces actes témoignent, est significatif de la rapidité du processus qui a poussé de nombreux agriculteurs à aliéner leurs biens dans un intervalle de temps très bref.

En effet, on ne peut pas suivre Angéliki Laiou lorsqu'elle écrit dans l'*EHB* (2002) que « the fact that the price of land in the countryside remained stable, or even decreased if the devaluation of the coinage is taken into account, suggests that there was no major overall demographic pressure⁹⁵ ». Paradoxalement, la chute du prix de la terre est au contraire liée à la pression démographique, parce que celle-ci a provoqué la ruine des paysans et entraîné par conséquent un excès d'offre, inondant le marché de la terre de parcelles disponibles. Or les grands propriétaires sont les seuls en mesure d'acquérir ces biens, imposant les conditions et les prix de vente.

Laiou est revenue plus en détail sur la question du prix de la terre à Byzance dans un article paru en 2003, dans lequel elle n'a pas évoqué la question démographique, mais a voulu simplement constater que, contrairement à la période mésobyzantine, lorsque l'État jouait encore un rôle prédominant dans l'économie de l'Empire, la période tardive a vu le prix de vente des biens fonciers échapper à ce contrôle étatique et s'adapter aux conditions du marché, parfois en marge de la loi⁹⁶. Elle a attiré l'attention sur une série d'actes de vente établis en 1271 et 1272, par lesquels plusieurs paysans de la région de Thessalie vendent leurs vignes à un couple d'aristocrates, Nikolaos Maliasenos et sa femme, qui voulaient doter leur nouvelle fondation du monastère du Prodrome de Néa Pétra. Dans ces actes, les paysans invoquent leur pauvreté comme la raison qui les a contraints à vendre leurs champs et assurent que

94. LEFORT, *Population et peuplement*, p. 76-77 [242].

95. LAIOU, *Agrarian Economy*, p. 316.

96. EAD., *Η διαμόρφωση*, p. 343.

le prix de vente était tellement élevé qu'ils ont décidé de faire donation au monastère de plus de la moitié du montant réel⁹⁷.

En réalité, l'allusion à un prix de vente très élevé et à la donation d'une partie de ce prix à une institution ecclésiastique cache, comme l'a montré Angéliki Laiou, une ruse juridique pour contourner la loi sur la *protimèsis*. Cette loi sur la préemption en matière de transactions foncières prévoit que le vendeur d'une terre doit d'abord proposer celle-ci à ses voisins⁹⁸. En proposant un prix nettement supérieur à celui du marché, le propriétaire s'assurait qu'aucun voisin n'accepterait la proposition d'achat et il était donc ensuite libre de vendre son bien à la personne de son choix. Une fois que les voisins déclinaient leur droit d'achat privilégié, le propriétaire rabaisait le prix de vente, en faisant don à l'acheteur de la différence entre le prix de départ et le prix réellement acquitté. Généralement, les bénéficiaires de ces donations furent les institutions pieuses, ce qui donnait plus de garanties à la transaction et évitait les contestations de la part des voisins. C'est pourquoi il n'est pas étonnant de voir en premier lieu les grands monastères bénéficier de la vente des terres par les paysans dans la première moitié du ^{xiv}^e siècle.

En effet, le cas de ces actes de vente établis par des paysans de Thessalie ne constitue pas une exception. On possède d'autres exemples qui témoignent d'accords passés entre paysans et grands propriétaires afin d'abaisser le prix de vente des biens fonciers. Ces exemples permettent de mesurer la difficulté à laquelle sont confrontés les historiens lorsqu'ils cherchent à établir l'évolution du prix de la terre à partir des actes conservés. Ils révèlent aussi les formes de contrainte employées par les grands propriétaires pour obliger les paysans à vendre leurs biens dans des conditions peu favorables pour ces derniers⁹⁹.

Afin de compléter la description du contexte dans lequel se sont produites ces transactions et de mieux comprendre les raisons qui ont poussé les paysans à aliéner la plupart de leurs biens fonciers, il faut évoquer des facteurs conjoncturels qui ont contribué à dégrader davantage la situation financière de la société rurale. On parlera

97. MM IV, p. 399-411. Le prix de ces vignes est de 9-10 hyperpres le modios, ce qui est une valeur beaucoup moins élevée que le prix des vignes en Macédoine à la même époque (plus de 16 hyp., cf. par exemple *Iviron* III, n° 67).

98. La loi de la *protimèsis* avait constitué depuis le ^{ix}^e siècle un moyen de freiner l'expansion de la grande propriété foncière : cf. E. PAPAGIANNI, *Protimesis* (Preemption) in Byzantium, dans *EHB*, t. 3, p. 1071-1082. Toutefois, dès l'époque des Comnènes, des procédés avaient été mis en place pour la détourner : voir, de manière générale, SVORONOS, *Novelles*. L'un de ces procédés était l'*antichrèsis* : voir R. MACRIDES, Justice under Manuel I Komnenos. Four Novels on Court Business and Murder, *FM* 6, 1984, p. 99-205, en particulier p. 178, et, plus récent, D. PAPADATOU, *Antichresis* in Byzantine Law, *REB* 66, 2008, p. 209-220.

99. Les archives de Vatopédi ont conservé une série de 110 actes de vente de terres situées près de Serrès (ca 1 400 modioi), qui ont été établis dans l'intervalle de quelques mois, entre novembre 1337 et mars 1338, en faveur de l'aristocrate Théodôra Kantakouzènè, mère du futur empereur Jean VI (1347-1354) : *Vatopédi* II, n° 80. Un tel nombre d'actes à si peu d'intervalle témoigne de l'ascendant de cette aristocrate qui s'est emparée de nombreuses parcelles de terre dans la même région. Le prix de ces champs, peu élevé, oscillant entre 0,5 et 1 hyperpre le modios, pourrait indiquer, sinon un arrangement entre l'acheteur et les anciens propriétaires, peut-être une conjoncture défavorable qui a poussé les paysans à aliéner une partie de leur patrimoine à bas prix.

ici des guerres et des conditions climatiques, particulièrement défavorables à cette époque. Si ni les unes ni les autres n'expliquent à elles seules cet appauvrissement de la paysannerie, elles rendent plus cohérent le comportement des cultivateurs qui se sont débarrassés de leurs biens à n'importe quel prix, cherchant par là à gagner aussi la protection des puissants.

Un contexte défavorable :
inclémence climatique et insécurité des campagnes

Entre 1308 et 1312, quelques habitants du village de Hiérissos ont vendu et donné des champs au monastère de Vatopédi¹⁰⁰. Certains d'entre eux évoquent les raisons qui les ont poussés à aliéner leurs terres : trois actes d'avril 1308 mentionnent une famine qui a contraint des paysans à vendre leurs terres au monastère et ensuite à y chercher refuge¹⁰¹. Un acte, qui n'est pas daté, parle aussi d'une disette et l'attribue à « la dureté du temps » (βία τοῦ καιροῦ)¹⁰², expression qui selon les éditeurs du volume I des *Actes de Vatopédi* peut témoigner de conditions météorologiques difficiles, ayant entraîné une mauvaise récolte en 1307, et celle-ci la famine à laquelle feraient allusion ces trois actes d'avril 1308.

Beaucoup d'historiens ont en effet évoqué la conjoncture climatique pour expliquer un plus faible rendement des activités agricoles durant la première moitié du XIV^e siècle. On a même parlé à ce propos d'un « petit âge glaciaire ». Il convient toutefois de préciser que ce ne sont pas ces variations thermiques qui ont dû affecter notablement les rendements, car un hiver rude n'est pas forcément mauvais pour la récolte : les basses températures accélèrent la minéralisation de l'humus. En revanche, lorsque les sources parlent de la rudesse du temps, il faut plutôt penser à une plus forte pluviosité, qui a pu effectivement gêner les labours.

Or, il est vrai que les sources byzantines parlent fréquemment de pluies torrentielles durant la première moitié du XIV^e siècle : par exemple, une forte crue est attestée peu avant 1317 dans les environs de Thessalonique¹⁰³ et, durant les années 1341-1343 et 1349-1350, on connaît de fortes pluies pour la Thrace et la Macédoine¹⁰⁴.

Ces exemples, loin de faire l'inventaire complet des intempéries ayant eu lieu à cette époque, doivent être interprétés comme des indices d'une notable dégradation climatique qui, à partir du début du XIV^e siècle, a dû détériorer davantage les conditions de la production agricole. De manière générale, il est probable que cette conjoncture climatique défavorable ait contribué à rendre les conditions de vie des paysans plus difficiles. Les intempéries et un certain abaissement de la température ont dû affaiblir

100. *Vatopédi* I, n° 43.

101. *Ibid.*, n° 43/VI-VIII.

102. *Ibid.*, n° 43/XXI, l. 109-110.

103. *Ibid.*, n° 49.

104. Sur l'évolution du climat dans les régions de l'Empire byzantin, voir J. TELELIS, *Medieval Warm Period and the Beginning of the Little Ice Age in Eastern Mediterranean*, dans *Byzanz als Raum*, p. 223-244, et ID., *Climatic Fluctuations in the Eastern Mediterranean and the Middle East AD 300-1500 from Byzantine Documentary and Proxy Physical Paleoclimatic Evidence – A Comparison*, *JÖB* 58, 2008, p. 167-207.

leur système immunologique et provoquer des maladies, non seulement en raison des virus, mais aussi d'une alimentation moins riche.

Ce ne fut toutefois pas la seule cause des difficultés conjoncturelles rencontrées par la paysannerie à cette époque. Un autre acte, tiré lui aussi de la série d'actes de vente des paysans de Hiérissos à Vatopédi et daté également d'avril 1308, mentionne comme cause d'une vente une « crainte » (φόβος)¹⁰⁵ que les éditeurs du volume I des *Actes de Vatopédi* ont mise en rapport, à juste titre me semble-t-il, avec l'arrivée des soldats de la compagnie catalane en Macédoine. En effet, on sait que cette compagnie de mercenaires, engagée par l'empereur Andronic II pour combattre les Turcs en Asie Mineure, provoqua de nombreuses dévastations dans les territoires de l'Empire. Partis de Gallipoli à l'été 1307, les Catalans se dirigèrent vers la Thrace puis arrivèrent en Macédoine, détruisant tout sur leur passage¹⁰⁶. Ils s'installèrent dans la presqu'île de Kassandreia et de là, dans la seconde moitié de 1307, en 1308 et au début de 1309, lancèrent des attaques contre la Chalcidique et en direction de Thessalonique¹⁰⁷. On connaît des incursions catalanes jusqu'à l'Athos à travers la vie de l'archevêque Danilo II, qui était à l'époque higoumène du couvent de Chilandar¹⁰⁸.

Les incursions des Catalans en Macédoine dans les années 1307-1309 ont certainement provoqué des dégâts dans l'appareil de production agricole de la région¹⁰⁹. Les sources notariales vénitiennes attestent la revente comme esclaves en Crète de nombreux Grecs capturés par la compagnie en Thrace et en Macédoine¹¹⁰. Or cet épisode ne constitue pas un cas isolé puisque d'autres attaques sont attestées par les sources de l'époque, qui parlent de ravages fréquents et de dévastations. À partir de la perte de l'Asie Mineure, au début du XIV^e siècle, le climat d'insécurité dans l'Empire

105. *Vatopédi* I, n° 43/VIII, l. 51.

106. Pour les effets des incursions de la compagnie catalane dans les provinces de l'Empire byzantin, voir *Lavra* IV, p. 26-28, et LAIOU, *Constantinople and the Latins*, p. 220-226.

107. MUNTANER, *Crònica catalana*, § 233 ; trad. BARBERÀ, p. 120 : « [La compagnie] arriva à un cap nommé Cassandria, qui est un promontoire à vingt milles de la ville de Salonique. Ils campèrent à l'entrée de ce cap, et de là ils firent des incursions jusqu'à la ville de Salonique et à travers tout le pays, car ils trouvèrent là une contrée qu'ils n'avaient pas encore pillée. Ils se mirent donc à saigner à blanc ce pays comme nous l'avons fait des régions de Gallipoli, de Constantinople et d'Andrinople. » Dans un autre passage de sa chronique, Muntaner dit qu'« exception faite des villes de Constantinople, Andrinople, Christopolis et Salonique, il n'y eut de cité, ni de bourg, ni toute autre place, que nous n'ayons mis à feu et à sang, si ce n'est les forts situés dans les montagnes » (§ 228 ; p. 103). Cette dernière affirmation est sans doute exagérée, mais témoigne de la violence et de la rapacité avec lesquelles agirent ces soldats de la compagnie catalane (cf. aussi *Lavra* IV, p. 27, n. 118).

108. M. ŽIVOJINOVIĆ, *Žitije arhiepiskopa Danila II kao izvor za ratovanja Katalanske kompanije* (avec résumé en anglais), *ZRVI* 19, 1980, p. 251-273. Nous n'avons pas d'informations sur d'autres attaques contre les autres monastères athonites.

109. Voir par exemple les réflexions de JACOBY, *Démographie*, p. 178-179, et LAIOU, *Peasant Society*, p. 240-241.

110. D. DURAN I DUELT, *La companyia catalana i el comerç d'esclaus abans de l'assentament als ducats d'Atenes i Neopatria*, dans *De l'esclavitud a la llibertat: Esclaus i lliberts a l'edat mitjana. Actes del Col·loqui internacional celebrat a Barcelona, del 27 al 29 de maig de 1999*, éd. M. T. FERRER I MALLOL et J. MUTGÉ I VIVES, Barcelone 2000 (*Anuario de estudios medievales. Anejo* 38), p. 557-571.

s'est accru¹¹¹ : l'installation d'émirats turcs sur les côtes asiatiques favorisa les activités de la piraterie contre les côtes et les îles de l'Égée¹¹². Enfin, la pression des Serbes, Bulgares et Latins sur les frontières des Balkans s'accrut sans cesse tout au long de la période.

L'impact que ces raids du début du XIV^e siècle ont pu avoir sur la société paysanne et sur les conditions d'exploitation de ses biens fonciers est difficile à mesurer. Certes, les allusions dans les sources aux ravages dans les campagnes sont assez explicites et indiquent qu'ils ont dû avoir des effets considérables, obligeant beaucoup de paysans à quitter leur lieu d'habitation et à chercher refuge ailleurs. Mais leurs conséquences sur la démographie paysanne sont peut-être à nuancer, car il s'agit pour la plupart d'épisodes sporadiques. En effet, on a déjà vu que les actes fiscaux de la période ne témoignent pas d'une véritable chute de la population jusqu'au milieu du XIV^e siècle, lorsque les longues années de guerres et surtout l'irruption de la peste noire ont dû en effet réduire considérablement le nombre d'habitants de l'Empire.

La rétraction progressive des frontières : la perte du patrimoine foncier et la concentration des hommes dans la partie européenne de l'Empire

Dès la fin du XIII^e siècle, un autre phénomène affecte l'état des campagnes : la contraction considérable des frontières de l'Empire, entraînant la réduction du nombre de terres disponibles et un afflux massif d'émigrés dans les territoires qui restaient sous domination byzantine¹¹³.

C'est surtout durant le long règne de l'empereur Andronic II (1282-1328) que Byzance a connu un fort rétrécissement de son territoire, particulièrement en Orient avec la perte de l'essentiel des territoires asiatiques¹¹⁴. L'histoire de ces événements a été bien retracée par les historiens qui ont également évoqué les raisons expliquant la rapide détérioration de l'autorité byzantine dans la région¹¹⁵.

111. Voir un passage de Pachymérès concernant la situation en Bithynie au début du XIV^e siècle : « Mais les Turcs établis à l'est de la rive opposée [du Bosphore] ne s'en tiraient pas non plus à leur honneur, mais ils attaquaient souvent et mettaient à mal un grand nombre de gens sortis pour la vengeance » (PACHYMÉRÈS XIII § 27 ; IV, p. 689²⁸⁻³⁰ ; traduction A. FAILLER).

112. Voir par exemple l'acte de *Lavra* II, n° 100 (1305), par lequel le monastère de Lavra reçoit un *monydrion* à Lemnos pour y installer les moines qui avaient quitté l'îlot d'Hagios Eustratios, chassés par les Turcs. Ces pirates étaient parfois des chrétiens passés sous la domination turque.

113. Il faut penser que jusqu'au dernier tiers du XIII^e siècle, l'empire de Nicée puis l'Empire byzantin avaient réussi à accroître leurs frontières grâce à la politique de conquêtes entreprise par leurs souverains. L'occupation de nouveaux territoires favorisait l'expansion de la grande propriété et une augmentation des revenus du fisc.

114. Pour les événements politiques de la période, voir LAIOU, *Constantinople and the Latins*.

115. Concernant l'évolution de la frontière orientale sous le règne de Michel VIII, voir G. ARNAKIS, *Byzantium's Anatolian Provinces during the Reign of Michael Paleaologus*, *Actes du XII^e Congrès international d'études byzantines, Ohrid 1961*, Belgrade 1963-1964, t. 2, p. 37-44. Pour la conquête turque des provinces byzantines de l'Asie Mineure entre la fin du XIII^e et le début du XIV^e siècle, voir A. FAILLER, *Les émirs turcs à la conquête de l'Anatolie au début du 14^e siècle*, *REB* 52, 1994, p. 69-112, et BELDICEANU-STEINHERR, *Bithynie maritime. Sur les débuts de l'État ottoman*, voir aussi le livre de R. P. LINDNER, *Explorations in Ottoman Prehistory*, Ann Arbor 2007, et son compte rendu par I. BELDICEANU-STEINHERR, dans *Turcica* 40, 2008, p. 395-407.

Ce qui importe ici est de relever les conséquences de la perte de ces territoires pour la société rurale.

Les provinces d'Asie Mineure avaient constitué l'assise principale des grandes fortunes de l'aristocratie et de l'Église jusqu'à la fin du XIII^e siècle ; c'était là que les empereurs de Nicée avaient accordé des revenus à ceux qui avaient quitté Constantinople après 1204 et qui s'étaient repliés sur cet « empire en exil »¹¹⁶. Les familles des Komnènoi, Angéloi, Doukai, Tarchaneiôtai, Tornikioi, Mélissènoi, etc., possédaient de nombreux biens dans la région, situés en particulier près de Nymphée, véritable capitale de l'État de Nicée, et autour de Smyrne¹¹⁷.

Dès le début du XIV^e siècle, les sources témoignent des conséquences de l'invasion turque pour ces grands propriétaires. On connaît, par exemple, le cas de Michel IX, co-empereur d'Andronic II, qui fit compenser la perte de son patrimoine en Asie Mineure par la confiscation des biens du despote Michaël Angélos, tombé en disgrâce, situés pour la plupart en Europe¹¹⁸. De nombreuses institutions religieuses, qui possédaient aussi des biens dans la région, subirent le même sort que l'aristocratie laïque. Ainsi, le monastère de Patmos, qui détenait près de Milet (Palatia) plusieurs domaines d'une superficie supérieure à 13 000 modioi¹¹⁹, se vit privé de ce patrimoine foncier par la conquête turque. C'est du moins ce que laisse entendre le contenu d'un chrysobulle délivré par l'empereur Andronic III en faveur de ce monastère, par lequel Patmos est mis en possession d'un bien situé à Chios, le métoque de Saint-Thomas, « pour compenser, dit l'acte, les pertes de métoques et de domaines provoquées par les troubles du temps¹²⁰ ». À la différence du couvent de Patmos qui était situé dans le Dodécanèse, la plupart des institutions religieuses qui se trouvaient en Anatolie non seulement perdirent leurs biens fonciers lors de la conquête mais finirent tout simplement par disparaître¹²¹.

116. Avant la Quatrième croisade, l'Asie Mineure constituait déjà la base de la fortune foncière de nombreuses familles constantinopolitaines. Mais la conquête latine provoqua une augmentation de leur patrimoine dans la région, au détriment même d'une aristocratie locale moins influente. Sur la fuite des notables constantinopolitains à Nicée après 1204, voir par exemple le témoignage de MICHAËL CHONIATÈS, *Michaelis Choniatae Epistulae*, éd. F. KOLOVOU, Berlin 2001 (CFHB 41), p. 284-285. Sur la concession de biens fonciers par les empereurs de Nicée, voir H. AHRWEILER, La politique agraire des empereurs de Nicée, *Byz.* 28, 1958, p. 51-66 (= EAD., *Études sur les structures administratives et sociales de Byzance*, Londres 1971 [Variorum Collected Studies Series 5], IV).

117. Ces grands propriétaires apparaissent souvent dans le cartulaire de Lembos, qui concerne la région de Smyrne (cf. AHRWEILER, Smyrne, p. 25). Par exemple, pour la famille Tarchaneiôtès en Anatolie, voir BELDICEANU-STEINHERR, GANCHOU, Tarḥāniyāt, p. 69.

118. PACHYMÉRÈS XI § 18 ; IV, p. 447¹³⁻¹⁹. Sur la perte de leurs biens fonciers par les puissants en Asie Mineure, voir LAIOU, *Constantinople and the Latins*, p. 118.

119. SMYRLIS, *La fortune*, p. 77-82.

120. *Patmos* I, n° 44 (1340) : ἀπώλεσεν ὑπὸ τῆς ἀνωμαλίας τοῦ καιροῦ τὰ προσόντα αὐτῇ κτήματα καὶ μετόχια. Sur la perte des biens fonciers du monastère de Patmos en Asie Mineure au début du XIV^e siècle, voir SAINT-GUILLAIN, L'Apocalypse et le sens des affaires, qui a montré comment les moines, face à la disparition de leur patrimoine foncier, se sont livrés aux activités financières pour assurer leur survie économique.

121. C'est le cas, par exemple, du couvent sur le mont Galèsion, qui disparaît des sources à cette époque : cf. R. GREENFIELD, *The Life of Lazaros of Mt. Galesion: An Eleventh-Century Pillar Saint. Introduction, Translation and Notes*, Washington 2000, p. 61-67.

La perte de ces biens fonciers par l'aristocratie et par les institutions religieuses ne fut pas la seule conséquence de la conquête turque de l'Asie Mineure. Celle-ci entraîna aussi l'exode d'une partie de la population paysanne et urbaine de l'autre côté de l'Hellespont. Les Vies de saints de l'époque témoignent, en effet, de la fuite en masse d'habitants de l'Anatolie vers les territoires européens¹²². L'historien Pachymérès parle également de paysans traversant les Détroits en grand nombre¹²³. On connaît du reste par la correspondance du patriarche Athanasios I^{er} (1289-1293 et 1303-1309) de nombreux exemples d'émigrés asiatiques à Constantinople au début du XIV^e siècle et les difficultés qui en découlèrent pour l'approvisionnement de la capitale¹²⁴. Beaucoup d'entre eux furent aussi engagés par les grands propriétaires pour travailler sur leurs domaines en Thrace et en Macédoine, en tant que main d'œuvre salariée¹²⁵.

Le groupe qui semble avoir été le plus touché par la perte de l'Asie Mineure fut celui des pronoïaires qui avaient été installés dans les régions frontalières de l'Est par les empereurs de Nicée pour protéger l'Empire des attaques ennemies. La politique fiscale de Michel VIII avait déjà porté un premier coup à leurs revenus, en raison d'un accroissement des recettes en espèces perçues par le fisc. Mais, avec l'arrivée des Turcs, leur ruine fut complète et beaucoup passèrent en Europe comme compagnies d'armes¹²⁶ ou simplement pour se livrer au pillage¹²⁷. Il y eut même des tentatives dirigées par ces pronoïaires en vue de renverser la dynastie régnante¹²⁸.

Dans les provinces byzantines d'Europe, l'arrivée de ces pronoïaires anatoliens fut une source de conflits au sein du groupe des propriétaires fonciers autour du contrôle de la terre. À partir de la deuxième décennie du XIV^e siècle, le conflit s'aggrava, préparant le terrain qui conduisit à la première guerre civile entre Andronic II et son petit-fils Andronic III.

122. Voir par exemple la *Vie de saint Grégoire le Sinaïte* (BHG 722), éd. H.-V. BEYER, *Kallist I Patriarh Konstantinopolja: Žitie i dejatel'nost' iže vo svjatyh otca našego Grigorija Sinaita*, Ekaterinburg 2006, et celle de Makarios de Constantinople (BHG 1000), cf. TALBOT, *Hagiography in Late Byzantium*, p. 182.

123. PACHYMÉRÈS X § 26 ; IV, p. 369¹⁻²².

124. LAIOU, *The Provisioning of Constantinople*. L'arrivée massive de population émigrée à Constantinople en ce début du XIV^e siècle provoqua aussi des conflits internes dans la ville ; à cette époque, il y eut un complot pour rendre la capitale à l'empereur latin de Constantinople, Charles de Valois (cf. EAD., *Constantinople and the Latins*, p. 217-218). Sur l'arrivée de réfugiés à Thessalonique, voir MALAMUT, *Cinquante ans à Thessalonique*, p. 271 et 279.

125. LAIOU, *Peasant Society*, p. 129.

126. Sur les compagnies d'armes, voir *infra*, p. 40-43. Certains de ces soldats passèrent aussi aux Turcs.

127. On sait que certains rejoignirent même la compagnie catalane : cf. PACHYMÉRÈS XIII § 11 ; IV, p. 643¹⁸⁻¹⁹ ; et XIII § 27 ; IV, p. 689⁶⁻⁷ ; voir aussi MUNTANER, *Crònica catalana* § 203 ; trad. BARBERA, p. 46-47.

128. Vers 1305, un certain Iôannès Drimys, issu du groupe des pronoïaires anatoliens, tenta de renverser la dynastie des Paléologues en se prétendant héritier des Laskarides (cf. A. FAILLER, *Le complot antidynastique de Jean Drimys*, *REB* 54, 1996, p. 235-244). Sur les révoltes anti-dynastiques au début du XIV^e siècle, voir ANGELOV, *Imperial Ideology*, p. 316-321.

3. TENSIONS SOCIALES AU TEMPS DES GUERRES CIVILES (1321-1354)

La période d'un peu plus d'un quart de siècle comprise entre 1321 et 1354 est marquée par deux longues guerres civiles au cours desquelles plusieurs groupes de la société byzantine s'affrontent¹²⁹. On a évoqué rapidement les conséquences catastrophiques que ces deux conflits entraînèrent pour l'Empire. Leur impact sur l'état des campagnes sera étudié dans le troisième chapitre de cette étude. Dans les pages qui suivent, il sera question des processus qui ont conduit à l'antagonisme entre plusieurs secteurs de la société. Le contrôle de la terre et des revenus fonciers a joué un rôle important dans cette évolution.

Bref rappel des événements

La première guerre civile opposa le jeune Andronic III à son grand-père Andronic II entre 1321 et 1328¹³⁰. Le conflit connut plusieurs périodes de relative accalmie pendant lesquelles les deux empereurs se partageaient le pouvoir¹³¹. Finalement, Andronic III triompha d'Andronic II qui se retira dans un monastère où il mourut en 1332¹³². Après la fin du conflit, les partisans de ce dernier furent assassinés ou emprisonnés et leurs biens confisqués¹³³.

Plus virulente encore que la première fut la deuxième guerre civile qui éclata à la mort d'Andronic III en juin 1341¹³⁴. Son héritier, Jean V, étant âgé de huit ans, un conseil de régence fut établi, mais, contrevenant aux dispositions du défunt empereur, le *mégas domestikos* Iôannès Kantakouzènos tenta d'en prendre le contrôle, rencontrant l'opposition du patriarche Iôannès XIV Kalékas et de l'impératrice Anne de Savoie (Anna Palaiologina). Celle-ci pouvait compter par ailleurs sur le soutien du puissant Alexios Apokaukos, ancien ministre d'Andronic III. En octobre 1341, Kantakouzènos quitta Constantinople et se fit proclamer empereur à Didymotique (en tant qu'empereur il est compté comme Jean VI). Une période de luttes suivit entre les partisans de Kantakouzènos et ceux de la régence de Constantinople.

Les premières années du conflit donnèrent l'avantage au parti de la régence. Mais, l'échec du siège de Pythion pendant l'été 1344 et l'assassinat d'Apokaukos en juillet 1345 marquèrent un tournant. Dans leur confrontation, les deux partis firent

129. Pour un aperçu général des deux guerres civiles byzantines, voir F. TINNEFELD, *Zur Krise des Spätmittelalters in Byzanz*, dans *Europa 1400 – Die Krise des Spätmittelalters* (cité *supra*, n. 2), p. 284-294.

130. Sur la première guerre civile, voir LAIOU, *Constantinople and the Latins*, p. 284-300 ; LEMERLE, *Philippe*, p. 192-194 ; et BOSCH, *Andronikos III.*, p. 9-12. On tirera également profit des commentaires de DIETEN, *Nikephoros Gregoras*, t. 2/1.

131. En vertu du traité de 1321, le pays à l'ouest de Christoupolis et Constantinople échut à Andronic II et la Thrace, entre Christoupolis et Sélymbria, à Andronic III (cf. KANTAKOUZÈNOS I § 23 ; I, p. 115).

132. Cf. NICOL, *The Last Centuries*, p. 161-162 (avec bibliographie).

133. GRÈGORAS IX § 6 ; I, p. 425.

134. Il n'existe pas de monographie sur la deuxième guerre civile et la bibliographie sur le sujet est très dispersée. On trouvera quelques éléments dans CHARANIS, *Internal Strife* ; LEMERLE, *Aydin* ; SOULIS, *The Serbs*, p. 11-51 ; et DE VRIES, *L'élite byzantine*, p. 51-77.

également appel aux forces étrangères : Kantakouzénos utilisa d'abord des troupes serbes puis engagea des Turcs qui lui permirent de remporter la victoire finale. Il fit son entrée à Constantinople en 1347.

Une fois au pouvoir, Kantakouzénos dut faire face à de nouvelles et pressantes difficultés en raison de la ruine de l'Empire après de longues années de conflit. Le plus urgent était sans doute la menace extérieure. Au cours des années 1340, les ennemis de l'Empire avaient commencé à occuper une bonne partie des territoires byzantins en Europe ; les villes tombaient l'une après l'autre aux mains des Serbes et des Bulgares et les campagnes étaient constamment ravagées par les armées. Les caisses de l'État étaient vides et les ressources fiscales épuisées. Enfin, la peste noire fit son apparition dans l'hiver 1347-1348 à Constantinople, puis elle se répandit dans les autres villes de l'Empire.

Quant à l'opposition politique interne, elle ne disparut pas pendant le règne de Jean VI, car Thessalonique persista dans son refus de reconnaître l'autorité de Kantakouzénos et l'héritier légitime Jean V reprit les hostilités contre lui dès 1350 afin de recouvrer le pouvoir effectif. Il réussit finalement à s'en emparer en décembre 1354 grâce à l'aide du Génois Francesco Gattilusio et, surtout, au rejet de la politique de Kantakouzénos par la population de Constantinople. En effet, la même année, un tremblement de terre avait endommagé les fortifications des villes de Thrace et avait ainsi permis aux Ottomans de se rendre maîtres de l'important port de Gallipoli, clef du passage des Détroits. Désormais, les Turcs étaient libres de ravager le pays jusqu'aux portes mêmes de la capitale. Il était évident pour tous que Jean VI était l'un des responsables de l'installation des Turcs sur le sol européen : il les y avait lui-même introduits en employant des troupes turques durant la guerre civile.

Après presque quinze ans de confrontations internes et de conquêtes ennemies, l'Empire était au bord de la désintégration politique, à la merci des seigneurs de la guerre et de mercenaires étrangers. Quelles avaient été les causes profondes de ces deux guerres civiles qui avaient conduit au déclin de l'Empire dans l'intervalle d'à peine une génération ? Quels en étaient les enjeux pour les partis qui s'affrontaient ?

La perte de l'Asie Mineure, cause de la première guerre civile (1321-1328).
Le rôle du groupe des anciens pronoiars anatoliens

Nul ne doute que la première guerre civile entre Andronic II et Andronic III ait été un conflit entre deux factions de l'élite dominante. Angélique Laiou a parlé d'un conflit générationnel : le jeune Andronic III, entouré par de proches collaborateurs de son âge, comme Iôannès Kantakouzénos, Syrgiannès, Alexios Apokaukos et Théodôros Synadénos, se serait opposé à la vieille classe politique entourant son grand-père, représentée avant tout par le principal conseiller de ce dernier, Théodôros Métochitès¹³⁵. Il y avait certes des motivations personnelles dans les deux camps. Le cas de Syrgiannès, dont l'ambition est attestée par ses contemporains, en constitue

135. LAIOU, *Constantinople and the Latins*, p. 284. Sur Métochitès, voir I. ŠEVČENKO, Theodore Metochites, the Chora and the Intellectual Trends of his Time, dans *The Kariye Djami*, éd. P.A. UNDERWOOD, t. 4, New York 1975, p. 19-55.

un exemple¹³⁶. Mais, au-delà de ces motivations individuelles, cette guerre fut provoquée par un contexte économique défavorable, lié notamment à la perte de l'Asie Mineure.

Klaus-Peter Matschke a sans doute proposé le tableau le plus articulé du contexte politique¹³⁷, cherchant à mettre en évidence une rivalité entre le groupe des grands propriétaires fonciers, principaux bénéficiaires de la politique impériale, et celui des pronoïaires dont le statut s'était considérablement dégradé sous les premiers Paléologues¹³⁸. Il a vu dans ce dernier groupe une sorte de petite et moyenne aristocratie militaire, majoritaire en Asie Mineure où l'existence de la grande propriété aurait été – d'après lui – plus limitée qu'en Europe. Matschke explique que la politique fiscale imposée en Anatolie par Michel VIII, et continuée par son fils Andronic II, aurait détérioré considérablement leur statut, provoquant une forte opposition de ce groupe des pronoïaires à la politique impériale. Ce fut la cause des nombreuses révoltes et séditions, déjà évoquées plus haut, dès le dernier quart du XIII^e siècle dans la partie orientale de l'Empire¹³⁹.

Matschke pense qu'avec la conquête turque, l'opposition des pronoïaires d'Asie Mineure disparut, mais qu'en Europe, la dégradation du statut des pronoïaires ne fit qu'exacerber leur comportement. Il en attribue toujours la responsabilité à la politique d'Andronic II, qui avait favorisé l'extension de la grande propriété, en particulier celle des monastères, au détriment des *pronoiai* de Macédoine et de Thrace¹⁴⁰. C'est la raison, explique-t-il, pour laquelle ce groupe des pronoïaires européens aurait poussé le jeune Andronic III à se révolter, afin d'en finir avec la politique du vieil empereur et de mettre un frein aux exactions des magnats. Matschke a mis à contribution plusieurs passages des mémoires de Kantakouzènos et du récit de Grégoras, qui suggèrent, en effet, la collaboration des pronoïaires de Thrace aux actions d'Andronic III et de ses partisans¹⁴¹.

136. Syrgiannès (*PLP* 27167) était le fils d'un dignitaire étranger, Sytzigan, un Couman qui avait fait une brillante carrière à Byzance, et d'une petite-nièce de Michel VIII. Selon GRÉGORAS VIII § 4 ; I, p. 299⁵⁻¹², Syrgiannès songeait à gouverner une partie de l'Empire de manière indépendante et changea de camp plusieurs fois. Outre l'entrée du *PLP*, voir sur ce personnage la notice de DIETEN, *Nikephoros Gregoras*, t. 2/1, p. 117-126, qui corrige sur plusieurs points l'article de S. BINON, À propos d'un prostagma inédit d'Andronic III Palaiologos. Le sens de θεῖος et de γαμβρός, *BZ* 38, 1938, p. 133-155 et p. 377-407.

137. MATSCHKE, *Fortschritt und Reaktion*, p. 47-49. Ce livre, inspiré de postulats marxistes, est néanmoins utile pour l'étude de la période. Sur les causes de la première guerre civile, on consultera aussi BOSCH, *Andronikos III*.

138. Sur les conséquences de la politique fiscale des Paléologues sur le groupe des pronoïaires asiatiques, voir aussi *infra*, p. 77-78.

139. Cette explication est souvent invoquée par l'historiographie pour expliquer la perte de la région. Voir cependant l'opinion plus nuancée de Laiou concernant la politique d'Andronic II dans cette région : cf. LAIOU, *Droits du fisc*, en particulier p. 104.

140. Matschke cite OSTROGORSKY, *Féodalité*, p. 146, qui a qualifié le règne de l'empereur Andronic II d'« âge d'or » de la grande propriété monastique.

141. MATSCHKE, *Fortschritt und Reaktion*, p. 48-49.

L'analyse conduite par Matschke est certes recevable dans ses grandes lignes, mais il conviendrait d'y apporter quelques précisions, en particulier concernant le rôle de l'élément asiatique. Il faut tout d'abord réexaminer l'affirmation selon laquelle la concentration de la grande propriété foncière aurait été plus faible en Asie Mineure qu'en Europe. Dans les pages précédentes, on a évoqué les cas du co-empereur Michel IX qui possédait la plupart de ses biens en Asie Mineure et du monastère de Patmos qui détenait une immense fortune foncière dans la région de Milet. On a conservé aussi dans le cartulaire du monastère de la Lembiotissa, certes pour une époque un peu antérieure, des actes qui témoignent de l'existence de nombreux grands domaines dans les environs de Smyrne. Ces exemples ne sont certes pas abondants, mais ils semblent représentatifs d'un régime foncier globalement semblable à celui existant dans la partie européenne de l'Empire.

Que la grande propriété était bien implantée en Asie Mineure au début du XIV^e siècle n'empêche pas pour autant que, comme Matschke l'a souligné, le groupe des pronoiars y ait été nombreux et influent. C'était le cas en particulier dans les régions frontalières, où ils avaient été installés par les empereurs de Nicée. Il ne s'agit donc pas ici de sous-estimer leur rôle dans les mouvements contestant la politique de Michel VIII et d'Andronic II. En revanche, leur importance dans les événements de la première guerre civile doit être davantage soulignée, car ils passèrent en grand nombre d'Asie en Europe dès le début du XIV^e siècle, précisément en raison de la conquête turque.

On a déjà évoqué les conséquences néfastes de l'arrivée de ces pronoiars en Europe, leur emploi en tant que bandits et pillards, ainsi que leurs tentatives pour renverser la dynastie régnante qui ont, en effet, provoqué une situation politique très instable. Les empereurs semblent en avoir été conscients et, pour conjurer le péril, ils ont essayé de réinsérer ces soldats dans l'armée impériale¹⁴². Toutefois, ce fut le jeune Andronic III qui en tira le plus grand profit.

Au début de la guerre civile, Andronic III prit une importante mesure visant à favoriser le statut de ces soldats originaires d'Asie Mineure, afin d'obtenir leur soutien. Elle est rapportée par Kantakouzènos dans ses mémoires : en juillet 1322, lors d'une rencontre à Épibatai entre les deux empereurs, Andronic III demanda à son grand père de respecter les dispositions qu'il avait prises à l'égard de ceux qu'il qualifie de « soldats mercenaires » (μισθοφορικοῦ τῆς στρατιᾶς), parce que ces mesures étaient non seulement utiles à l'armée mais aussi au fisc ; il s'agissait d'augmenter leur solde et d'accorder à chaque soldat un lopin de terre d'une valeur de 10 hyperpres¹⁴³. Certes, Kantakouzènos ne révèle pas l'identité des bénéficiaires, mais le rapprochement proposé par Nicolas Oikonomidès entre cette mesure et un acte de la pratique, transmis par les archives athonites, ne laisse aucun doute sur le fait qu'elle s'adressait principalement aux soldats originaires d'Asie Mineure.

142. Pachymérès parle à plusieurs reprises des soldats en provenance d'Asie Mineure qui fuyaient en Occident « pour ne pas mourir de faim » et qui furent engagés dans l'armée byzantine comme mercenaires : PACHYMÉRÈS XI § 9 ; IV, p. 425¹⁵⁻¹⁶ ; XI § 12 ; IV, p. 433²²⁻²⁴ ; et XI § 19 ; IV, p. 447²²⁻²⁴.

143. KANTAKOUZÈNOS I § 33 ; I, p. 164²²⁻¹⁶⁵¹⁷. L'utilité de cette mesure pour le fisc viendrait du fait qu'il s'agissait sans doute de terres abandonnées.

L'acte est un *chrysoboullon sigillion* délivré en novembre 1342¹⁴⁴ par l'empereur Jean V, accordant à une compagnie de soldats, appelés *klazoménitai*, le privilège de posséder à titre héréditaire leurs parcelles de 12 et 10 hyperpres situées dans la région de Serrès, en Macédoine orientale. L'appellation *klazoménitai* montre que ces soldats étaient originaires de la ville de Clazomènes (Klazoménai, aujourd'hui Urla), à quelques kilomètres à l'ouest de Smyrne¹⁴⁵. Leur arrivée en Europe doit être donc bien antérieure à 1342 car c'est aux alentours du premier quart du xiv^e siècle que la région tomba aux mains des Turcs¹⁴⁶. La coïncidence entre la valeur fiscale de leurs terres et celle des terres accordées par Andronic III a permis à Oikonomidès de postuler que cette compagnie d'hommes d'armes devait faire partie des « soldats mercenaires » engagés par Andronic III au début de la guerre civile¹⁴⁷. Notons enfin que la concession de Jean V en 1342, accordant ces terres à titre héréditaire, implique qu'elles avaient été initialement cédées à titre viager et qu'elles auraient dû retourner au fisc après la mort du bénéficiaire.

Excepté le cas des soldats *klazoménitai*, on n'a pas d'autre exemple explicite de la participation d'émigrés anatoliens à la première guerre civile. Toute estimation sur leur nombre relève de l'hypothèse, mais, compte tenu de leur arrivée massive en Europe dès le début du xiv^e siècle et de leur situation peu aisée, il est vraisemblable que leur nombre ne fut pas négligeable. En fait, on connaît d'autres groupes de soldats en provenance des régions situées en dehors des frontières byzantines qui s'étaient installés dans l'Empire à la même époque, mais essayer de déterminer leur origine simplement à partir de leur dénomination s'avère une tâche difficile :

Les Barbarènoi – Des soldats appelés *barbarènoi* avaient reçu des terres en Chalcidique autour des années 1321-1325¹⁴⁸. Ils constituaient une compagnie de soldats sous les ordres du *mégas adnoumiastès* Géorgios Katzaras. Oikonomidès a proposé d'y voir des Berbères originaires d'Afrique du Nord. Cette hypothèse est peu convaincante, mais aucune autre identification ne paraît meilleure¹⁴⁹.

Les Crétois – Kantakouzènos, dans le deuxième livre de ses mémoires, dont la chronologie couvre les années 1330, parle d'un village « des Crétois », situé près du lac Bolbè en Macédoine. Il était dénommé ainsi, dit l'auteur, parce qu'il était habité par des soldats venus de l'île de Crète¹⁵⁰. Ce doit être le même village que celui

144. *Kutlunus*, n° 20.

145. Sur la ville de Klazoménai et sa région, voir AHRWEILER, Smyrne, p. 28, n. 147, p. 48-51 et 61.

146. La ville de Smyrne a été prise par les Turcs d'Aydin peu avant 1317, mais la région échappait au contrôle des Byzantins depuis au moins une quinzaine d'années. Notons que dans une lettre de 1300, Maximos Planoudès décrit la ville de Smyrne comme étant déjà encerclée par l'ennemi : cf. *ibid.*, p. 41.

147. OIKONOMIDÈS, À propos des armées, p. 368-369 : « Je pense qu'il faut rapprocher la situation du groupe des Klazoménitai de celle créée dans l'Empire en 1322 grâce aux mesures prises par Andronic III Palaiologos, qui consistaient en effet à attribuer aux mercenaires des posotétés de 10 nomismata. »

148. *Ibid.*, p. 361-363 (avec références aux sources).

149. On notera que le patronyme Barbarènos est attesté en Macédoine pour quelques paysans : cf. par exemple *Lavra* II, nos 105 (1317) et 112 (1321 ?).

150. KANTAKOUZÈNOS II § 25 ; I, p. 455⁷⁻¹⁰.

appelé Krètikoi dans un acte de 1335¹⁵¹. Cette chronologie permet simplement de songer à l'installation de ces Crétois aux alentours du premier quart du xiv^e siècle, peut-être à l'époque de la première guerre civile. Quant à leur origine, il n'est pas impossible qu'au lieu de soldats originaires de Crète, il s'agisse plutôt de contingents de cavaliers crétois transportés, vers la fin des années 1290, par l'empereur Andronic II en Asie Mineure pour combattre les Turcs¹⁵².

Les Achyraïtai – Dans un autre passage de ses mémoires, cette fois concernant les événements de la deuxième guerre civile, Kantakouzènos parle d'une autre compagnie d'armes appelée « des Achyraïtai »¹⁵³, dénomination qui indique que ces soldats étaient originaires de la ville d'Achyraous (aujourd'hui Balıkesir), située dans la région de Mysie¹⁵⁴. Leur arrivée en Europe et leur implication dans les événements de la première guerre civile nous sont inconnues, mais notons qu'il y a des individus originaires d'Achyraous attestés en Macédoine dès les années 1320¹⁵⁵.

À partir des exemples étudiés, on constate que ces soldats s'étaient organisés en compagnies d'hommes d'armes suivant le modèle d'association entrepreneuriale de la *societas* italienne ou de la *synthrophia* grecque¹⁵⁶. Ils agissaient comme mercenaires et proposaient leurs services aux magnats, comme l'a bien souligné Oikonomidès¹⁵⁷. Afin de gagner leur soutien dans sa lutte pour le trône, Andronic III leur avait donné des terres (certes insuffisantes pour couvrir leurs besoins mais qui leur permettaient de s'établir durablement), tout en continuant à leur verser une solde en tant que mercenaires. Oikonomidès a souligné les avantages du nouveau système pour le fisc byzantin¹⁵⁸ : « C'était une solution moins coûteuse pour le trésor que celle des mercenaires permanents. » Toutefois, il convient de préciser qu'elle était tout de même plus lourde que le système traditionnel de la *pronoia*. L'adoption de cette mesure par Andronic III était donc probablement dictée par son utilité politique plutôt que par ses éventuels bénéfices fiscaux, car elle permettait au jeune empereur de s'attirer le soutien militaire de ce groupe d'émigrés¹⁵⁹. En effet, il semble que

151. *Xénophon*, n° 23, l. 28 et 33. Le rapprochement entre le village appelé Krètikoi et celui mentionné par Kantakouzènos a été proposé par Lemerle dans *Kutlumus*, p. 357. THÉODORIDÈS, Πίνακας, p. 390, a suggéré l'identification avec l'actuel Scholari.

152. Deux sources presque contemporaines mentionnent l'installation des Crétois en Asie Mineure : PACHYMÉRÈS IX § 8 ; III, p. 235²⁷-237¹, et SANUDO, p. 171. Sur ce passage de la chronique de Sanudo, voir E. ZACHARIADOU, Cortazzi καὶ ὄχι Corsari, *Thesaurismata* 15, 1978, p. 62-65.

153. KANTAKOUZÈNOS III § 29 ; II, p. 180¹³. Sur les soldats *achyraïtai*, voir BARTUSIS, *Byzantine Army*, p. 203.

154. Achyraous était encore aux mains des Byzantins en 1304, à l'époque du passage de la compagnie catalane (cf. PACHYMÉRÈS XI § 21 ; IV, p. 465²⁸⁻²⁹). Sur Achyraous, AHRWEILER, Smytne, p. 69.

155. Un Kônstantinos Achyraïtos est attesté à Zichna dans les années 1320-1330 : PETIT, *Actes de Chilandar*, n°s 53 et 69, et BÉNOU, *Codex B*, n°s 64, 68 et 129.

156. OIKONOMIDÈS, *Hommes d'affaires*, p. 68-70.

157. ID., À propos des armées, en particulier p. 369-371. Sur l'organisation des compagnies de soldats, voir aussi BARTUSIS, *Byzantine Army*, p. 199-205.

158. OIKONOMIDÈS, À propos des armées, p. 358-359.

159. Vers la fin du conflit, en 1327, Andronic III réitéra sa promesse d'augmenter les revenus et les salaires de ceux qui servaient dans l'armée (KANTAKOUZÈNOS I § 56 ; I, p. 287¹⁷⁻²³).

le transfert de pronoiâires d'Asie en Europe au début du ^{xiv}^e siècle ait permis à une partie de l'aristocratie byzantine de s'imposer et de prendre le contrôle de l'État.

Par ailleurs, la concession de si petits lopins de terre à ces soldats pourrait constituer un indice du manque de terres et de l'existence d'un conflit autour de la possession de biens fonciers. Toutefois, les grands aristocrates qui soutenaient la révolte d'Andronic III visaient plutôt les postes-clefs de l'administration que de nouvelles propriétés. Mis à part quelques confiscations opérées au détriment des collaborateurs proches d'Andronic II, le reste des aristocrates et des grands propriétaires conserva intacte sa fortune, du moins si l'on compare avec la situation engendrée par la deuxième guerre civile.

Peuple *versus* aristocratie ? « Lutte des classes » au temps de la deuxième guerre civile (1341-1347) : le point de vue de l'historiographie marxiste

La deuxième guerre civile opposa elle aussi plusieurs groupes de l'élite byzantine. Toutefois, on a souvent insisté sur la participation à ces événements du *dèmos*, un terme qui se traduit par « peuple », mais qui inclut en fait plusieurs strates de la société, allant des couches les moins favorisées au groupe des marchands et des artisans¹⁶⁰. Beaucoup d'historiens ont cherché les causes de l'implication des couches populaires dans leur frustration face au rôle politique et économique marginal auquel elles étaient cantonnées¹⁶¹. Il est vrai que, à cette époque, la grande aristocratie contrôlait les principaux postes de l'administration et de l'armée, qu'elle était propriétaire de la plupart des terres et des revenus de l'Empire et qu'elle exerçait le monopole des activités économiques, non seulement en milieu rural mais aussi dans les villes où elle était propriétaire de boutiques, ateliers et maisons. Rappelons également que cette grande aristocratie byzantine exerçait une influence prépondérante sur la vie religieuse et intellectuelle. Cette situation n'est guère différente de celle de la période précédente, mais au ^{xiv}^e siècle elle devient plus évidente en raison des changements qui s'étaient produits dans la société. En effet, certains habitants des villes de l'Empire

160. Dans son livre sur Kantakouzènos, G. Weiss a décrit le *dèmos* comme un vaste groupe englobant un large segment de la société, des plus pauvres aux marchands, en passant par les paysans, les artisans, les marins ou les scribes. La seule chose qu'avaient en commun les membres du *dèmos* était leur non-appartenance au groupe beaucoup plus restreint des *dynatoi*. On verra que certains auteurs de l'époque, comme Kantakouzènos, font parfois la distinction à l'intérieur du *dèmos* entre les pauvres (*aporoî*) et les classes moyennes (*mésoi*), dont les intérêts étaient fort distincts. La conflictualité sociale qui se dégage des événements de la deuxième guerre civile a été un sujet de prédilection pour l'historiographie marxiste : voir par exemple les chapitres de MATSCHKE, *Fortschritt und Reaktion*, concernant la deuxième guerre civile.

161. Quelques historiens ont proposé des théories fantaisistes sur les revendications du *dèmos* : WEISS, *Kantakuzenos*, p. 74, a parlé d'un « Mitspracherecht » des couches populaires et CHARANIS, *Internal Strife*, p. 219-220, fait même allusion à une « democratic tendency » et écrit que la « populace » était « conscious of its constitutional rights as to the creation of an emperor », ce qui est tout à fait inconcevable pour Byzance au ^{xiv}^e siècle, où l'Empereur était toujours un autocrate par la grâce de Dieu. Voir la critique justifiée de ces auteurs par DE VRIES, *L'élite byzantine*, p. 51-52, n. 1.

étaient parvenus à cette époque à la richesse grâce au commerce et aux activités financières, mais voyaient leur ascension sociale bloquée par le poids écrasant de cette aristocratie toute-puissante.

Selon l'historiographie marxiste, cette confrontation sociale latente provoqua la polarisation de deux partis qui s'opposèrent pour le contrôle de l'Empire : le *dèmos* soutenait le parti de la régence de Jean V Palaiologos, et les *dynatoi* l'usurpateur Iôannès Kantakouzènos. Selon cette lecture, la deuxième guerre civile n'aurait pas été un simple conflit pour le trône mais plutôt une véritable guerre sociale. Effectivement, les sources parlent souvent des émeutes du peuple contre les *dynatoi* « cantacuzénistes », terme forgé par l'usurpateur dans ses mémoires pour désigner ceux qui s'étaient ralliés à sa cause. Kantakouzènos dit que leurs maisons furent brûlées, leurs possessions ravagées et leurs richesses volées à cause du soutien qu'ils lui apportaient. Quant au *dèmos*, après s'être rendu maître d'une ville, il faisait acte d'allégeance au parti de la régence de Constantinople et reconnaissait Jean V comme souverain légitime.

Les historiens ont en outre utilisé la personnalité même des deux chefs des partis opposés afin d'illustrer la composition sociale de ces deux groupes qui s'affrontèrent dans les années 1340. Le chef du parti de la régence de Jean V, Alexios Apokaukos, personnage de basse extraction d'après le témoignage de Grègoras et de Kantakouzènos, était parvenu à la richesse au terme d'un parcours qui justifierait qu'on le qualifiât d'« homme nouveau »¹⁶². L'historiographie plus récente a toutefois nuancé ce point et suggéré l'appartenance d'Apokaukos à l'aristocratie locale de Sélymbria, propriétaire de vastes domaines dans la région. Les commentaires de Grègoras et de Kantakouzènos sur ses origines n'auraient visé qu'à rabaisser le statut de leur adversaire politique, afin de le dévaloriser aux yeux de leurs contemporains¹⁶³. Il n'en demeure pas moins que, s'il n'était pas un fils du peuple, Apokaukos n'appartenait pas au même milieu que les très grands aristocrates qui faisaient partie de l'entourage et de la parentèle de l'empereur. Le dédain avec lequel Kantakouzènos traite son adversaire dans ses mémoires n'est donc pas dénué de toute justification¹⁶⁴.

Apokaukos devait sa réussite et son influence à une belle carrière au sein de l'administration impériale. Son premier emploi, dans les années 1310, avait été celui de commis au service de plusieurs percepteurs impériaux. Plus tard, s'étant rallié au camp d'Andronic III durant la première guerre civile, il fut élevé au poste de trésorier (ταμίας δὲ τῶν βασιλικῶν ἀπεδείκνυτο χρημάτων), grâce, précisément, à la faveur de Kantakouzènos¹⁶⁵. Plus tard, durant le règne d'Andronic III, il fut nommé *mésazôn*,

162. KANTAKOUZÈNOS III § 14 ; II, p. 89 ; et GRÈGORAS XII § 6 ; II, p. 591.

163. MAGDALINO, *Byzantine Snobbery*, p. 61-63, et plus récemment G. MAKRI, Alexios Apokaukos und sein Porträt im Codex Paris. gr. 2144, dans *Geschehenes und Geschriebenes. Studien zu Ehren von Günther S. Henrich und K.-P. Matschke*, éd. S. KOLDITZ et R. C. MÜLLER, Leipzig 2005, p. 157-180.

164. Voir MAGDALINO, *Byzantine Snobbery*, p. 62 : « Apokaukos was not born into the same social bracket as Cantacuzenus. » L'auteur souligne une certaine ambiguïté dans la définition de l'aristocratie à Byzance et, reprenant les thèses de Kazhdan, il distingue plusieurs niveaux sociaux en son sein. À propos des préjugés sociaux chez Kantakouzènos, voir aussi LAIOU, *Byzantine Aristocracy*, p. 138-139.

165. KANTAKOUZÈNOS II § 5 ; I, p. 337-339 ; et III § 14 ; II, p. 90-91. Voir note suivante.

terme qui sert alors à désigner la charge de principal conseiller¹⁶⁶. Il semble qu'il ait été à cette époque l'un des hommes les plus riches de l'Empire, grâce notamment à son implication dans les affaires commerciales¹⁶⁷. Après la mort d'Andronic III (1341), il devint commandant en chef de la flotte (*mégas doux*), qu'il fit armer en grande partie à ses propres frais¹⁶⁸. Dès le début de la guerre civile, il soutint le parti de la régence de Jean V.

Iôannès Kantakouzènos, *mégas domestikos* durant le règne d'Andronic III, était au contraire un représentant typique de la grande aristocratie foncière byzantine¹⁶⁹. Il était descendant de l'une des familles les plus importantes de l'Empire¹⁷⁰ : son père avait

166. Chez Kantakouzènos, le récit de la carrière d'Apokaukos est très confus, voire contradictoire, à cause de sa volonté de discréditer son rival. Il écrit par exemple qu'après la fin de la première guerre civile en 1328, Andronic III nomma Apokaukos au poste de *mésazôn* (εἰς τὸ μεσάζειν τοῖς πράγμασι κατέστη : KANTAKOUZÈNOS III § 14 ; II, p. 90¹⁶), mais l'aurait fait à contrecœur et seulement pour contenter Kantakouzènos qui avait, à l'époque, de l'amitié pour Apokaukos. Kantakouzènos dit que ce dernier ne se chargeait que des affaires peu importantes et qu'il laissait les autres à l'Empereur et à lui-même. Andronic III se serait toujours méfié d'Apokaukos même après sa nomination comme *mésazôn*, c'est pourquoi il l'aurait relevé de toutes ses fonctions peu avant sa mort. C'est Kantakouzènos lui-même qui les lui aurait rendues aussitôt après (*ibid.*, III § 15 ; II, p. 99).
167. Grègoras rapporte qu'Apokaukos s'était considérablement enrichi durant le règne d'Andronic II grâce à la prise à ferme des salines : GRÈGORAS VIII § 4 ; I, p. 301.
168. À la fin du XIII^e siècle, l'empereur Andronic II avait fait démanteler la flotte de guerre, ce qui laissa beaucoup de marins sans emploi. Pachymérès dit que nombre d'entre eux passèrent alors à l'ennemi, en particulier aux Turcs, et devinrent des pirates, tandis que d'autres s'adonnèrent aux métiers manuels (PACHYMÉRÈS VII § 26 ; III, p. 83¹⁸⁻¹⁹). Grègoras confirme en quelque sorte ce témoignage et rapporte que les gens de mer se dispersèrent dans différentes occupations : certains se mirent au service des Latins pour servir sur leurs bateaux de guerre et de commerce, d'autres furent engagés par des Byzantins fortunés qui possédaient des bateaux privés et d'autres encore devinrent paysans (GRÈGORAS VI § 3 ; I, p. 175). Parmi les historiens modernes qui ont traité la question, il faut signaler les travaux de Matschke : cf. par exemple MATSCHKE, *Flotte in der Burgerkriegsperiode*. Apokaukos décida de relever la flotte au début de l'année 1342, avec l'argent qu'il avait confisqué aux partisans de Kantakouzènos et avec le sien propre.
169. Sur Kantakouzènos, voir en premier lieu l'entrée du *PLP* 10973. Le livre de V. PARISOT, *Cantacuzène, homme d'État et historien*, Paris 1845, bien que très ancien, est toujours utile et contient des renseignements intéressants. Plus récemment, la monographie de WEISS, *Kantakuzenos*, est moins une biographie qu'une étude de la société de l'époque. La longue notice de NICOL, *Kantakouzenos*, p. 35-103, et le livre qu'il a consacré à l'empereur (ID., *The Reluctant Emperor: A Biography of John Cantacuzene, Byzantine Emperor and Monk, c. 1295-1383*, Cambridge 1996), ne sont que des résumés des mémoires de Kantakouzènos, dépourvus de distance critique. Plus intéressants sont les commentaires de van Dieten dans sa traduction de Grègoras : cf. DIETEN, *Nikephoros Gregoras, passim*. Il existe par ailleurs une vaste bibliographie sur le contexte politique de son règne : voir entre autres LEMERLE, *Aydin* ; E. WERNER, Johannes Kantakuzenos, Umur Pasha und Orchan, *BSI.* 26, 1965, p. 255-276 ; E. FRANCES, Quelques aspects de la politique de Jean Cantacuzène, *RSBN* 5, 1968, p. 167-176 ; A. FAILLER, Note sur la chronologie du règne de Jean Cantacuzène, *REB* 29, 1971, p. 293-302 ; ID., Nouvelle note sur la chronologie du règne de Jean Cantacuzène, *REB* 34, 1976, p. 119-124 ; et J. GILL, John VI Cantacuzène and the Turks, *Βυζαντινά* 13, 1985, p. 57-76.
170. La famille Kantakouzènos était originaire de Didymotique. Un Kantakouzènos était déjà vers 1100 capitaine dans l'armée d'Alexis I^{er} Komnènos : cf. NICOL, *Kantakouzenos*, n° 1, p. 3.

été gouverneur du Péloponnèse et sa mère était étroitement apparentée à la famille régnante¹⁷¹. Il était propriétaire de nombreux domaines répartis dans plusieurs régions de l'Empire¹⁷². Il avait soutenu Andronic III lors de sa révolte contre son grand-père Andronic II et durant le règne d'Andronic III (1328-1341), Kantakouzènos joua un rôle de premier plan dans le gouvernement, aux côtés d'Apokaukos qui, on l'a vu, détenait à la même époque le titre de *mésazôn*. Lorsqu'il se révolta après le décès d'Andronic III, Kantakouzènos envoya des lettres aux principaux représentants de l'aristocratie pour les rallier à sa cause¹⁷³. Il semble avoir été le porte-parole des puissants.

Ces deux hommes symbolisent donc, pour la majorité des historiens, les deux groupes de la société byzantine qui s'affrontent au milieu du XIV^e siècle pour contrôler le pouvoir dans l'Empire. On sait que ce furent finalement Kantakouzènos et ses partisans qui l'emportèrent. Toutefois, à cette époque le contexte général s'était tellement dégradé que ce ne fut qu'une victoire à la Pyrrhus, car l'Empire entrait alors dans une nouvelle phase de son histoire, celle de la lutte pour la survie.

L'issue de la guerre civile aurait eu pour l'historiographie des conséquences très lourdes sur l'économie de Byzance, car le triomphe de Kantakouzènos, et avec lui de la grande aristocratie foncière, aurait définitivement interdit au groupe le plus dynamique de la société byzantine, celui des hommes d'affaires, d'appliquer les mêmes processus précurseurs du capitalisme, qui commençaient à se mettre en place à la même époque dans d'autres régions d'Europe, ce que Matschke qualifie de « progrès » (Fortschritt).

La guerre civile, conflit interne à l'élite de l'Empire sur fond de crispation sociale ? Le rôle des marchands et des hommes d'affaires

En dépit d'un positionnement idéologique différent, la recherche ultérieure est restée très influencée par les travaux des historiens marxistes, ce qui l'a conduite à proposer une analyse simpliste des causes de la deuxième guerre civile, en la considérant avant tout comme une lutte du *dèmos*, au sens large du terme, contre les *dynatoi*¹⁷⁴. Ce n'est pas que ce conflit n'ait pas impliqué un affrontement entre plusieurs groupes

171. F. TINNEFELD, Stammte Kaiser Johannes VI. Kantakuzenos von einer Tarchaneioten-Linie ab ?, *BSI.* 56, 1995, p. 201-208 (avec bibliographie).

172. Kantakouzènos donne une description de son cheptel qui est devenue célèbre dans l'historiographie moderne comme illustration de la richesse des grands aristocrates byzantins à la veille de la deuxième guerre civile. Il déclare avoir possédé, avant leur confiscation par le gouvernement de la régence en octobre 1341, 500 bœufs, 1 000 animaux de trait, 2 500 juments, 200 chameaux, 300 mulets, 500 ânes, 50 000 porcs et 70 000 moutons (KANTAKOUZÈNOS III § 30 ; II, p. 185).

173. Après que Kantakouzènos eut quitté Constantinople en octobre 1341 pour se rendre dans sa ville natale, Didymotique, plusieurs gouverneurs « de l'Occident » (ἐκ δὲ τῆς ἐσπέρας) se rendirent auprès de l'usurpateur : le *prôtostratôr* Théodôros Synadènos, le *pinkernès* Îoannès Angélos, le *mégas papias* Arsénios Tzamplakôn et le seigneur serbe Chrelja (KANTAKOUZÈNOS III § 10 ; II, p. 77-78). Après sa proclamation comme empereur à Didymotique, Kantakouzènos accorda des terres et des revenus à ses partisans : *ibid.*, III § 28 ; II, p. 175⁵⁻⁹.

174. L'une des rares exceptions est le livre de DE VRIES, *L'élite byzantine*, auquel on aura encore l'occasion de se référer.

de la société byzantine, mais il est avéré que la composition des deux partis opposés ne répond pas uniquement à des critères sociaux.

En fait, si l'on établit la liste des hommes qui prêtèrent leur soutien à l'un ou l'autre parti, on constate que cette division sociale est plus apparente et revendiquée par certains auteurs de l'époque que réelle. Par exemple, le 19 novembre 1341, à l'occasion du couronnement de Jean V Palaiologos, plusieurs membres de la haute aristocratie de l'Empire étaient présents et furent honorés des titres les plus élevés de la hiérarchie aulique, afin de constituer le nouveau cabinet du jeune empereur¹⁷⁵ : Isaakios Asanès obtint le titre de *panhypersébastos*¹⁷⁶, Géorgios Choumnos celui de *mégas stratopédarchès*¹⁷⁷, Iôannès Gabalas celui de *prôtosébastos*¹⁷⁸ et Andronikos Palaiologos également celui de *mégas stratopédarchès*¹⁷⁹. Outre ces exemples, on connaît d'autres familles de l'aristocratie foncière de l'Empire qui soutinrent la régence, peut-être simplement par intérêt personnel, lequel n'est pas moins significatif de la complexité sociale de ce parti¹⁸⁰.

Ce n'est pas seulement l'entourage de Jean V qui rassemblait des personnages issus de couches sociales diverses : parmi les partisans de Kantakouzènos, il y avait aussi des *homines novi* qui n'appartenaient pas au milieu aristocratique et qui s'étaient enrichis grâce aux affaires ; c'est le cas, par exemple, d'un nommé Apelméné, personnage d'humble origine qui était monté dans la hiérarchie grâce au service dans l'administration¹⁸¹, ou de l'influent Patrikiôtès, ancien agent du fisc qui avait aidé Kantakouzènos à financer le recrutement de ses soldats et qui disparut durant l'automne 1342, victime de la colère du peuple de Constantinople¹⁸².

Enfin, on rencontre des aristocrates et des hommes politiques qui changent constamment de camp selon leurs intérêts de l'heure¹⁸³. Même à l'intérieur d'un seul clan familial, il pouvait y avoir des cantacuzénistes et des loyalistes¹⁸⁴. Cela suffit à

175. KANTAKOUZÈNOS III § 36 ; II, p. 218⁸⁻¹³.

176. Isaakios Asanès (PLP 1494) avait été *mégas doux* sous le règne d'Andronic III. Après l'assassinat d'Apokaukos en juillet 1345, il fut désigné chef de la régence. Isaakios était le frère d'Andronikos Asanès (PLP 1489), beau-père de Kantakouzènos.

177. Géorgios Choumnos avait fait une belle carrière durant le règne d'Andronic III : gouverneur de Thessalonique en 1328, sénateur, ἐπὶ τῆς τραπέζης et gouverneur de Constantinople en 1339 (PLP 30945). La seconde épouse d'Apokaukos était une nièce de Choumnos.

178. PLP 93286.

179. Andronikos Palaiologos (PLP 21433) appartenait à une branche collatérale de la dynastie des Angéloi et était apparenté en ligne féminine à celle des Palaiologoi. À cette époque, ou peu avant, il épousa une fille d'Apokaukos. Sur lui et sur sa famille, voir maintenant ESTANGÜI GÓMEZ, Théodôra Palaiologina. D. Kyritzès a souligné le problème que pose la nomination de deux *mégaloï stratopédarchai* à la même date (KYRITZÈS, *The Byzantine Aristocracy*, p. 35).

180. Le dépouillement des sources fournit de nombreux exemples d'autres aristocrates qui s'opposèrent à Kantakouzènos : voir par exemple le cas du *mégas primmikèrios* Iôannès Palaiologos, commandant des troupes à cheval à Didymotique (PLP 21483).

181. KANTAKOUZÈNOS III § 40 ; II, p. 246-247.

182. *Ibid.*, III § 11 ; II, p. 58-64.

183. La carrière de Iôannès Batatzès est assez représentative à ce sujet : voir *infra*, p. 69-70.

184. Nous avons l'exemple de la famille des TzAMPLAKÔNES, dont deux membres, Arsénios et Asômatianos, étaient de fidèles partisans de Kantakouzènos, alors que leur frère, Dèmètrios, s'était rallié au parti de la régence (cf. ESTANGÜI GÓMEZ, *Les TzAMPLAKÔNES*). De même,

montrer à quel point nous n'avons pas affaire à deux groupes homogènes ayant chacun des objectifs collectifs et structurellement opposés à ceux de l'autre groupe. Toute tentative visant à dégager une idéologie cohérente derrière l'action de l'un ou l'autre parti s'avère donc nécessairement vaine¹⁸⁵. Il est peut-être exact que les puissants eurent globalement une certaine préférence pour le parti cantacuzéniste parce que le renversement de la dynastie régnante aurait nécessairement impliqué de nouvelles concessions de terres et de privilèges, comme cela avait été le cas lors du coup d'État de Michel VIII Palaiologos, un peu moins d'un siècle auparavant. Mais, du côté du *dèmos*, les objectifs étaient beaucoup plus divers encore, car on a vu que ce terme désignait un spectre très large de la société. En fait, il vaut mieux considérer le ralliement de larges segments du *dèmos* à la cause de la régence comme un phénomène purement conjoncturel et opportuniste.

Les couches populaires urbaines, qui ont participé de manière très active aux émeutes, n'avaient qu'une seule motivation : échapper à la domination des puissants et à leur situation de misère¹⁸⁶. En effet, à partir du deuxième quart du XIV^e siècle, un sentiment d'oppression s'était généralisé dans les villes. Comme celle de la paysannerie à la même époque, la condition des populations urbaines se détériora, en raison des guerres continues et de l'arrivée des émigrés d'Asie Mineure. En outre, le comportement traditionnel des aristocrates envers le reste de la population ne contribuait pas à calmer les esprits. On a vu comment une tendance plus prononcée vers l'« aristocratisation » de la société à l'époque des Paléologues était à la base d'une littérature exaltant les valeurs du noble guerrier et du mépris avec lequel les puissants se comportaient envers ceux qui gagnaient leur vie de leurs mains. Ces préjugés aristocratiques, certes communs à d'autres époques, devinrent alors insupportables au reste de la population byzantine, en raison des mauvaises conditions économiques de l'Empire¹⁸⁷. En effet, même les auteurs contemporains issus du milieu aristocratique comprenaient cette réaction du peuple, qui le conduisait à se heurter aux puissants lorsque l'occasion s'en présentait¹⁸⁸. Au contraire, nul ne signale une quelconque

les enfants du *mégas doux* Apokaukos, Iôannès et Manouël, étaient passés du côté cantacuzéniste : cf. *PLP* 21267 pour Manouël Apokaukos et 1187 pour Iôannès. La « trahison » de ce dernier à la cause de son père lui valut la mort des mains des Zélotes, en juillet 1345, à Thessalonique où il exerçait les fonctions de gouverneur de la ville.

185. DE VRIES, *L'élite byzantine*, p. 60-61, n. 21 et 22, est du même avis.

186. La situation de complet dénuement dans laquelle se trouvaient la plupart des gens du peuple est signalée par Alexios Makrembolitès, auteur du milieu du XIV^e siècle, qui se fait le porte-parole des classes non aristocratiques. Dans son *Dialogue entre un riche et un pauvre*, Makrembolitès dénonce la situation des plus démunis qui endurent les abus des puissants (texte édité par ŠEVČENKO, voir : MAKREMBOLITÈS, *Dialogue*). Sur son œuvre, voir C. P. KYRRIS, Éléments traditionnels et éléments révolutionnaires dans l'idéologie d'Alexios Makrembolitès et d'autres intellectuels byzantins du XIV^e siècle, dans *Actes du XIV^e Congrès international des Études byzantines*, Bucarest 1975, t. 2, p. 177-188, et DE VRIES, *L'élite byzantine*, p. 251 et suiv. (avec réf. aux autres écrits de Makrembolitès).

187. Voir les réflexions du patriarche Philothéos dans sa *Vie de saint Sabas*, p. 193-195, à propos de la rapidité avec laquelle les émeutes se répandaient dans l'Empire.

188. Voir par exemple le discours de Nikèphoros Choumnos adressé aux Thessaloniens, Θεσσαλονικεῦσι συμβουλευτικός περὶ δικαιοσύνης, éd. J. F. BOISSONADE, *Anecdota Graeca*, t. 2, p. 137-187, dans lequel l'auteur réproche l'action des aristocrates à l'égard du peuple.

revendication politique à la faveur de ces émeutes populaires. Par exemple, dans son récit de la révolte du peuple d'Andrinople, Kantakouzènos va jusqu'à mettre en doute la fidélité de celui-ci envers Jean V et le soupçonne de vouloir simplement s'emparer des biens des riches, sous prétexte de défendre les droits de l'héritier légitime :

Le peuple (*dèmos*) de toutes les cités [de l'Empire] pensait qu'il fallait acclamer l'empereur Palaiologos comme son souverain. Quant aux aristocrates (*aristoi*), il y avait ceux qui se ralliaient sincèrement à l'empereur Kantakouzènos et ceux que les pauvres (*aporoï*) – qui voulaient tout révolutionner – ont accusés, sans la moindre preuve, de la même chose. Il était facile de s'attaquer [aux aristocrates] parce qu'ils avaient de l'argent dont les pauvres voulaient s'emparer et parce qu'ils ne voulaient pas s'associer à l'infamie du peuple ; celui-ci éprouvait déjà auparavant une grande haine envers les aristocrates. En temps de paix, il avait été opprimé par ceux-ci et espérait surtout piller leurs biens, qui étaient nombreux, sous le moindre prétexte, osant la pire des choses. Les séditeux qui étaient composés surtout des plus pauvres, des pillards et des voleurs, poussés par la misère, étaient prêts à tout et encouragèrent les [autres] gens du peuple à faire de même, feignant d'être favorables à l'empereur Palaiologos. C'est pourquoi ils se proclamèrent eux mêmes les plus fidèles¹⁸⁹.

On pourrait penser que Kantakouzènos remet en question à des fins de propagande la fidélité du peuple envers Jean V, en vue de discréditer les actions de la plèbe. Toutefois, d'autres indices permettent de penser que, en effet, une partie du peuple n'a soutenu la cause de Jean V que pour des motifs opportunistes. Notons par exemple qu'après l'arrivée au trône de Jean V, en décembre 1354, la population de certaines villes s'est à nouveau révoltée contre les gouverneurs désignés par le souverain légitime¹⁹⁰.

Kantakouzènos explique dans ses mémoires que ce seraient des agitateurs qui auraient incité le peuple à se révolter contre les aristocrates ; il les qualifie de *dèmagôgoi*¹⁹¹. Ceux-ci étaient sans doute des gens proches du régime de Constantinople, qui se servirent des émeutes populaires pour éviter qu'une ville ou l'autre tombe aux mains des cantacuzénistes¹⁹². Notons par exemple qu'à Thessalonique, la révolte des Zélotes avait été dirigée par deux membres de la famille des Palaiologoi,

Il les accuse de déposséder les plus pauvres, de s'emparer de leurs maisons et de leurs terres et de bâtir de somptueux palais de deux ou trois étages qui empêchent les plus démunis de profiter même de l'air et du soleil. Sur ce discours de Choumnos, voir aussi DE VRIES, *L'élite byzantine*, p. 60, n. 20. Un autre auteur contemporain qui parle du mécontentement du peuple à l'égard des puissants est THÔMAS MAGISTROS, *Τοῖς Θεσσαλονικεῦσι περὶ ὁμονοίας*, éd. B. LAOURDAS, *Ἐπιστημονικὴ Ἐπετηρὶς Σχολῆς Νομικῶν Θεσσαλονίκης* 12, 1969, p. 751-775. L'intérêt de Magistros est moindre à cause du style rhétorique de l'auteur qui abuse souvent des *topoi* de l'Antiquité grecque classique.

189. KANTAKOUZÈNOS III § 28 ; II, p. 177⁹-178².

190. C'est le cas par exemple de la ville d'Ainos qui se révolta en 1355 contre le gouverneur, Géorgios Synadènos Astras, envoyé par Jean V pour réparer les fortifications (voir *infra*, p. 151).

191. KANTAKOUZÈNOS III § 28 ; II, p. 176⁹.

192. Il est en effet peu vraisemblable que le peuple ait pu agir sans la direction de « leaders » qui se seraient servis des émeutes comme instrument pour parvenir à leurs propres objectifs politiques.

Michaël et Andréas, dont les liens avec la dynastie régnante ne peuvent pas être prouvés, mais qui étaient certainement membres de l'aristocratie proche du pouvoir¹⁹³. À partir de 1349, la ville, toujours contrôlée par les Zélotes, fut gouvernée par le *prôtosébastos* Alexios Métochitès, fils de l'ancien principal conseiller d'Andronic II, Théodôros Métochitès, et fidèle partisan de Jean V¹⁹⁴. De même, à Andrinople, un certain Branos dirigea la révolte du peuple contre les puissants. Kantakouzènos affirme qu'il s'agissait d'un homme issu de la populace, qui gagnait sa vie avec une pioche et avec ses mains¹⁹⁵. Toutefois, Michael Angold a émis des réserves à propos de l'identité de ce personnage et voit derrière ce témoignage de l'usurpateur un nouvel artifice visant à discréditer l'un de ses adversaires politiques. Ce Branos pourrait être en réalité un membre de la noble famille des Branades et un partisan de Jean V¹⁹⁶.

Derrière chaque épisode de révolte urbaine semble donc se cacher une tentative d'une partie de l'élite locale pour évincer la faction rivale, utilisant comme prétexte son ralliement à la cause de Kantakouzènos. De fait, ce dernier affirme, dans son passage concernant la révolte du *dèmos* d'Andrinople, qu'il y avait des aristocrates qui s'étaient sincèrement attachés à sa cause mais que d'autres furent accusés de le faire simplement parce que le peuple voulait s'emparer de leurs richesses. Se servant du soutien du peuple, certains notables ont dû profiter de la situation pour trancher leurs rivalités personnelles et, comme on le verra, accroître leur patrimoine foncier grâce aux biens confisqués à leurs adversaires. Il est vraisemblable qu'un grand nombre d'aristocrates furent accusés injustement de « cantacuzénisme », simplement pour saisir leurs biens¹⁹⁷.

De ce point de vue, la deuxième guerre civile ne fut pas très différente de la première, car elle impliquait aussi une lutte au sein de l'élite pour le contrôle des ressources économiques et en particulier des biens fonciers. Toutefois, il est vrai que le conflit qui éclata dans les années 1340 fut l'occasion pour un groupe de la société

193. Beaucoup de questions concernant la révolte des Zélotes à Thessalonique demeurent encore aujourd'hui sans réponse. Pour un état de la question, voir BARKER, *Late Byzantine Thessalonike*, p. 29-33 (« Appendix 2: Interpretations of the Zealots »). Pour Michaël Palaiologos, voir *PLP* 21527, et pour Andréas Palaiologos, *PLP* 21425. Voir, en outre, le recueil de sources publié par M.-H. CONGOURDEAU, *Les Zélotes. Une révolte urbaine à Thessalonique au 14^e siècle*, Paris 2013 (Textes, Dossiers, Documents 18).

194. *PLP* 17977.

195. KANTAKOUZÈNOS III § 28 ; II, p. 176¹⁰⁻¹².

196. M. ANGOLD, *Archons and Dynasts: Local Aristocracies and the Cities of the Later Byzantine Empire*, dans *The Byzantine Aristocracy, IX to XIII Centuries*, éd. ID., Oxford 1984 (BAR Series 221), p. 236-253, en particulier p. 248. J'ai aussi exprimé des réserves quant à l'identité du patronyme Branos qui pourrait en fait cacher un membre de la famille aristocratique des Branades, alliée à une branche collatérale des Palaiologoi (ESTANGÜI GÓMEZ, *Théodôra Palaiologina*, p. 166-167). GANCHOU, *Autonomie locale*, p. 361-362, a souligné que, de manière similaire, c'est aussi afin de rabaisser socialement Iôannès Libadarios, coupable d'avoir chassé sa fille d'Ainos en 1355, que Kantakouzènos choisit de l'appeler Limpidarios, forme populaire et donc dépréciative du patronyme aristocratique Libadarios.

197. À propos des guerres civiles, LAIOU, *In the Medieval Balkans*, p. 151, écrit : « The overall explanatory variable for the wars is that they were conflicts between members of the feudal aristocracy of all the states involved; the aristocracy had most of its wealth and power from land; therefore, the redistribution aspect of the wars is really that of distribution of resources and revenues between members of the feudal aristocracy. »

qui n'avait jamais participé aux décisions politiques de revendiquer un rôle plus important dans la vie de l'Empire. Il s'agit de marchands et d'hommes d'affaires et non de membres des couches populaires. Ils appartenaient eux aussi au *dèmos*, comme les ouvriers, les artisans ou les agriculteurs, mais leur position économique était beaucoup plus aisée. C'est pourquoi leurs motivations n'étaient pas les mêmes : ils profitèrent de la lutte entre plusieurs groupes de l'aristocratie pour réclamer plus de participation dans l'exercice du pouvoir.

Pour illustrer la position du groupe des marchands et hommes d'affaires, il convient de revenir à nouveau sur l'attitude de l'aristocratie à l'égard du *dèmos*. On a déjà parlé du mépris de l'élite envers les milieux populaires. Toutefois, ce sont les manières d'argent qui sont l'objet des plus féroces diatribes des intellectuels issus des milieux aristocratiques. Les exemples dans la littérature de l'époque sont abondants et ils ne manquent pas d'intérêt pour se représenter la mentalité de la société byzantine contemporaine. Ces auteurs parlent du milieu des marchands et des prêteurs avec le même mépris et dédain qu'ils appliquent aux hommes issus de la populace¹⁹⁸.

Il est facile de deviner, derrière ces témoignages, la jalousie d'une ancienne aristocratie, qui voyait son patrimoine foncier rétrécir rapidement du fait de la conquête turque, à l'égard d'un nouveau groupe d'hommes riches, qui devait faire étalage de sa fortune dans les rues de la capitale et même à la cour impériale¹⁹⁹. Les plaintes au sujet de l'arrogance et de l'insolence de ces parvenus sont, en effet, fréquentes dans les écrits de l'époque²⁰⁰.

Pour sa tentative de conquête du pouvoir, ce groupe d'hommes d'affaires a pu compter sur l'aide des marins dont beaucoup – on l'a dit – travaillaient pour le compte des marchands byzantins, sur leurs bateaux privés. Ces hommes de mer ont en effet participé de manière active aux émeutes qui se sont produites au cours du conflit contre l'aristocratie cantacuzéniste²⁰¹. Le rattachement du groupe des hommes d'affaires et des marins à la cause de la régence doit s'expliquer par une convergence d'intérêts,

198. Au début du XIV^e siècle, le *mésazôn* d'Andronic II, Théodôros Metochitès, haut représentant de la vie intellectuelle de l'Empire à cette époque, considère les marchands comme « les ennemis directs de la culture » : H. HUNGER, *Der 'Hθικός des Theodoros Metochites*, dans *Πεπραγμένα τοῦ θ' Διεθνoῦς Βυζαντινολογικοῦ Συνεδρίου Θεσσαλονίκης*, t. 3, Athènes 1958, p. 144.

199. Manouël Philès, auteur de nombreux poèmes en l'honneur des membres de la plus haute aristocratie byzantine du règne d'Andronic II, se plaint de l'attitude de ces gens qui sont parvenus rapidement à la richesse parce qu'ils se sont livrés aux « métiers des artisans » (τεχνῶν βαναύσων), oubliant les sciences et les beaux-arts. Philès constate avec amertume qu'à la table des aristocrates il n'y a plus de bon poisson ni de caviar, mais que ni l'un ni l'autre ne manquent aux banquets des tanneurs, des marchands et des bâtisseurs (PHILÈS, t. 2, p. 416). À propos de ce poème, voir aussi MATSCHKE, TINNEFELD, *Gesellschaft*, p. 136.

200. Dans une lettre que l'érudit Michaël Gabras adresse à l'influent Théodôros Xanthopoulos, il critique l'attitude d'un homme – dont il ne révèle pas l'identité – qui avait été auparavant au service de son correspondant et qui était devenu riche. Il déplore sa présomption et son obstination à ne pas écouter les conseils de celui qui avait été son maître et il le compare à un enfant fanfaron. De ce fait, Gabras met en garde son correspondant contre les hommes qui sont arrivés récemment à la richesse et souligne qu'ils doivent être rappelés à l'ordre : GABRAS, *Correspondance*, t. 2, n° 94.

201. Les marins jouèrent un rôle primordial dans la révolte des Zélotes à Thessalonique en 1342 (KANTAKOUZÈNOS III § 42 ; II, p. 256) et dans le massacre des *dynatoi* à Constantinople en 1345 (GRÈGORAS XIV § 10 ; II, p. 736).

plutôt que par un légitimisme dynastique : il n'y a aucun indice de la formation d'un parti favorable à Apokaukos issu du milieu social des marins et des marchands avant la restauration de la flotte, début 1342. D'ailleurs, les rapports entre les hommes de mer et Apokaukos ne furent pas toujours faciles, comme Matschke l'a montré. Ce ralliement tardif des marins et des hommes d'affaires à la cause de la régence oblige donc à rester prudent quant aux origines sociales de la deuxième guerre civile et évoque un conflit qui aurait progressivement muté. De conflit entre deux groupes de l'aristocratie foncière, la guerre civile serait devenue une lutte entre les anciens magnats et ce nouveau patriciat urbain²⁰².

En effet, la plupart des aristocrates se montraient hostiles à la politique d'Apokaukos. Ce n'est pas qu'ils réprouvaient les mesures adoptées par le *mégas doux*, bien que la plupart n'aient pas très bien saisi leur importance pour la survie économique de l'Empire ; mais il est clair qu'ils regardaient avec appréhension l'entrée de ce groupe d'hommes nouveaux dans la vie politique de l'Empire. C'est vrai non seulement de l'aristocratie cantacuzéniste, mais aussi de celle qui soutenait la régence de Jean V : par exemple, le *mégas stratopédarchès* Géorgios Choumnos, conseiller de l'impératrice Anne de Savoie, s'opposa à la rénovation de la flotte entreprise par Apokaukos. Lorsqu'en 1342 ce dernier rentra victorieux, à bord de ses nouveaux navires, de son expédition à Thessalonique et fut accueilli avec enthousiasme par le peuple de la capitale, Choumnos se retira de la vie politique et entra dans un monastère²⁰³.

L'opposition des grands propriétaires fonciers à ces mesures en faveur du groupe des marchands explique aussi pourquoi, au début de la guerre civile, Iôannès Kantakouzènos préféra se tourner vers l'influent groupe des *stratiôtai*, anciens alliés d'Andronic III. Il leur adressa des lettres et paya les arrérages de leur solde, dit-il dans ses mémoires²⁰⁴. Il adopta aussi des mesures favorables aux pronoïaires de Thrace et de Macédoine, en ordonnant la transformation d'une partie de leurs revenus en biens patrimoniaux²⁰⁵.

202. Il n'est pas étonnant de voir des hommes d'affaires et des gens de mer collaborer étroitement avec le *mégas doux* Apokaukos dans la politique d'État : par exemple, un marin nommé Τζεργαίτις ou Τζεφρέ, sans doute Geoffroy, est désigné par Kantakouzènos comme *oikètès* d'Apokaukos (KANTAKOUZÈNOS III § 88 ; II, p. 544). Un certain Andréas Phakiolatos, également d'origine latine (Facciolati), collabora aussi avec le *mégas doux* et, après la mort de ce dernier, prit la direction de la flotte impériale. Toutefois, il passa plus tard du côté cantacuzéniste, jouant un rôle important dans les travaux de renouvellement de la flotte entrepris par Jean VI. Sur ce personnage, voir *PLP* 29559 ; MATSCHKE, Flotte in der Burgerkriegsperiode, p. 201-203 [317-319] ; et DIETEN, *Nikephoros Gregoras*, t. 3, p. 359, n. 422-424, p. 361, n. 446-449, et p. 376, n. 473.

203. MATSCHKE, Flotte in der Burgerkriegsperiode, p. 197 [314].

204. KANTAKOUZÈNOS III § 11 ; II, p. 58-64, dit que l'argent pour payer les stratiotes lui fut prêté par Patrikiôtès, riche percepteur impérial, tué par la foule en 1342. GRÈGORAS XII § 6 ; II, p. 595-596, confirme le témoignage de Kantakouzènos quant à la mort de Patrikiôtès, mais déclare que ce fut l'usurpateur qui paya de sa poche.

205. Par exemple, en octobre 1349, Kantakouzènos ordonna par chrysobulle (*Docheiariou* n° 26) la transformation d'une partie de la *pronoia* de Dèmètrios Déblitzènos en bien transmissible (κατὰ λόγον γονικότητος). Pour Oikonomidès, l'octroi d'un tel privilège signifie que Déblitzènos avait été un partisan de Kantakouzènos durant la guerre civile (cf. OIKONOMIDÈS, *Deblitzenoi*, p. 178).

La victoire de Kantakouzènos (1347) n'entraîna pourtant pas l'enrichissement de ce groupe d'aristocrates et de pronoiâires qui l'avait soutenu²⁰⁶, car la situation de l'Empire, envahi par l'ennemi, n'était pas propice à la distribution de terres et obligea l'usurpateur à prendre des mesures urgentes, visant à redresser les finances publiques. L'ironie du sort fit qu'il dut se tourner alors vers ses anciens adversaires, le groupe des marchands, et prendre des dispositions destinées à accroître leurs privilèges, dans l'espoir de relever ainsi les bénéfices que le fisc tirait des échanges. Mais le programme réformateur de Kantakouzènos arriva trop tard et échoua, principalement en raison de l'opposition des puissances occidentales qui se trouvaient lésées par les mesures adoptées. Cet échec impliqua certes l'impossibilité pour les hommes d'affaires de l'Empire d'atteindre leurs objectifs, laissant ce processus historique inachevé, mais il n'explique pas pour autant le déclin de l'Empire, qui est plutôt le résultat des circonstances politiques.

* * *

La situation de l'Empire au lendemain de la deuxième guerre civile contraste avec celle du début de la période des Paléologues, qui s'était ouverte avec la reconquête de Constantinople et des provinces des Balkans. Dans les campagnes, le contexte s'est considérablement détérioré ; d'une phase de croissance économique qui a vu la consolidation de grandes fortunes foncières, on est passé à une phase de crise et d'appauvrissement. Cette détérioration du contexte économique est imputable à plusieurs causes que j'ai essayé de mettre en évidence dans les pages précédentes : la perte de l'Asie Mineure et un ralentissement de la croissance agricole furent sans doute les plus déterminantes. Toutefois, ce sont les deux guerres civiles que Byzance a connues dans l'intervalle d'à peine une génération qui ont provoqué les plus grands dégâts. Déchiré par des conflits internes au sein de l'aristocratie, motivés principalement par le désir de s'approprier la terre, l'Empire s'est abîmé dans une guerre qui l'a laissé à la merci de ses ennemis. Le projet de restauration de l'autorité impériale entrepris dans la seconde moitié du XIII^e siècle a ainsi complètement échoué et l'Empire dut alors consacrer les dernières forces qui lui restaient à conjurer sa complète disparition. La situation était certainement désespérée en raison de la vitesse à laquelle périlait les dernières provinces de l'Empire. En l'espace d'à peine un siècle, les Byzantins avaient vu leur monde s'effondrer autour d'eux.

206. Dans un passage de sa chronique, Grégoras note qu'après sa prise du pouvoir (1347), Kantakouzènos fut contraint de distribuer des terres à ses partisans : GRÉGORAS XVI § 4 ; II, p. 818⁹⁻¹⁷. Dans un premier temps, certains collaborateurs proches de l'usurpateur réussirent à s'emparer de quelques biens, comme ce fut par exemple le cas des frères de sa femme, Manouël et Iôannès Asanès, qui obtinrent d'immenses propriétés dans la région de Traïanopolis, en Thrace, près de l'embouchure de la Maritza : *ibid.*, XVI § 1 ; II, p. 797. Mais, ce ne fut que temporaire puisque l'arrivée des Turcs, peu de temps après, devait les priver de toutes leurs propriétés.

On pourrait alléguer une certaine insouciance de la part des élites byzantines, qui avaient privilégié leurs intérêts au détriment de ceux de la communauté. On ne saurait en effet nier leur part de responsabilité dans le déclin politique de l'Empire, mais cela implique aussi de souligner la faiblesse de l'État qui s'est avéré incapable de contenir une aristocratie tumultueuse. L'historiographie s'accorde d'ailleurs pour l'essentiel sur le fait que l'autorité impériale s'est considérablement affaiblie à cette époque, abandonnant une bonne partie de ses prérogatives aux particuliers. Cette « privatisation » de l'action publique peut effectivement avoir eu des conséquences sur l'évolution politique de l'Empire et expliquer la détérioration du contexte économique. Toutefois, de nouvelles considérations sur le rôle des élites dans l'administration sont venues nuancer ces postulats et remettent en question l'existence même d'une claire distinction entre les sphères privée et publique.

CHAPITRE II

UN AFFAIBLISSEMENT DE L'ÉTAT ?

L'époque des Paléologues est traditionnellement considérée comme une période d'affaiblissement du pouvoir impérial, entendu comme l'incarnation de l'État au sens médiéval du terme. Depuis la synthèse majeure de Georges Ostrogorsky sur l'État byzantin²⁰⁷, la plupart des historiens considèrent que, durant les deux derniers siècles de son existence, l'Empire a connu une progressive désagrégation de ses institutions publiques et un effacement de l'autorité du souverain²⁰⁸. Partant de postulats marxistes, certains auteurs (et en premier lieu Ostrogorsky) ont attribué cet affaiblissement du pouvoir impérial à la féodalisation de la société byzantine à partir du XI^e siècle, dont la cause principale aurait été l'essor du système de la *pronoia* : une concession par l'État d'un revenu fiscal à une personne privée, en principe à titre viager. Ostrogorsky voyait dans l'institution de la *pronoia* un facteur décisif de la dissolution de l'État car elle supposerait une privatisation des fonctions publiques et serait devenue, dès la fin du XIII^e siècle, héréditaire²⁰⁹. Il est vrai que la *pronoia* se prête bien à la comparaison avec le fief occidental puisqu'elle comprend aussi l'attribution au pronoïaire d'un certain nombre de paysans qui accomplissent des corvées pour son compte.

D'autres historiens, au premier rang desquels Paul Lemerle²¹⁰, ont ensuite remis en cause le parallélisme établi par Ostrogorsky entre *pronoia* et fief. Toutefois, malgré ces critiques qui portent davantage sur la terminologie que sur l'interprétation du phénomène historique lui-même²¹¹, l'historiographie postérieure a continué à parler d'un progressif effacement de la puissance publique dans l'Empire byzantin des XIII^e-XIV^e siècles et à en relever les nombreux symptômes dans les sources, par exemple l'émergence de pouvoirs locaux. Cette historiographie a par ailleurs établi un lien de causalité entre déclin de l'autorité impériale et déclin politique de l'Empire. Plus récemment, quelques auteurs ont cependant constaté que l'amenuisement de l'État n'avait pas affecté l'essor économique que connaît alors l'aire géographique de l'Empire²¹².

Il ne s'agit là toutefois que d'une nuance par rapport à l'interprétation générale. À l'égard de cette dernière, certains spécialistes ont pris beaucoup plus nettement leurs distances en considérant que le rôle de l'État byzantin avait été prééminent durant toute

207. La *Geschichte des Byzantinischen Staates* de G. OSTROGORSKY fut publiée pour la première fois à Munich en 1940. Une deuxième édition, augmentée et mise à jour, a paru en 1952.

208. Les travaux d'Ostrogorsky ont inspiré l'œuvre d'un grand nombre d'historiens, par exemple Lj. Maksimović qui a consacré un livre à l'administration provinciale sous les Paléologues : MAKSIMOVIĆ, *Administration under the Palaiologoi*.

209. OSTROGORSKY, *Praktika*.

210. LEMERLE, *The Agrarian History*, p. 89, n. 1 et p. 201-202. Voir aussi HARVEY, *Economic Expansion*, p. 5-12 et 72 (avec bibliographie).

211. Oikonomidès a vu le débat autour de la « féodalité byzantine » comme une simple guerre des mots : cf. OIKONOMIDÈS, *Fiscalité*, p. 154, n. 3.

212. Voir par exemple LAIOU, MORRISON, *The Byzantine Economy*, p. 224-227, qui reprennent les travaux de Matschke, Oikonomidès, Balard, Lefort et Laiou, entre autres.

la période médiévale. L'exemple le plus représentatif de cette tendance minoritaire est sans doute Alexander Kazhdan, qui a souligné l'emprise du pouvoir central sur la propriété du sol et la participation de l'aristocratie aux fonctions publiques, non pas comme force contestataire, mais comme rouage essentiel de l'appareil de l'État, contrairement aux pays occidentaux où – toujours selon cet auteur – une opposition plus marquée aurait existé entre la noblesse et le souverain. Kazhdan est même allé jusqu'à mettre en doute l'existence d'une propriété privée du sol ; partant de l'observation que la rente fiscale était souvent à Byzance identique à la rente foncière, il en est venu à considérer que toute la terre appartenait à l'État²¹³. Critiqué par une partie de ses confrères, il a réaffirmé ses conclusions en les nuancant dans un article paru en 1993²¹⁴. Par ailleurs, les travaux de Klaus-Peter Matschke et de Nicolas Oikonomidès ont également souligné le rôle prééminent de l'État jusqu'au xv^e siècle, mais d'un point de vue strictement économique²¹⁵.

Le débat autour du déclin de l'autorité publique durant les derniers siècles de Byzance n'a donc pas été tranché. Il a toutefois bénéficié tout récemment d'une synthèse vigoureuse et éclairante due à Évelyne Patlagean²¹⁶. Elle y montre que Byzance n'a pas été étrangère à la « féodalisation » que connaît le reste de l'Europe, mais en prenant ce terme dans une acception anthropologique et non juridique ou économique et sans que cette évolution ait entraîné un affaiblissement de la puissance publique. Patlagean a apporté de nouvelles réponses aux questions liées à l'affaiblissement de l'État à Byzance, mais son étude demeure en partie entravée par une bibliographie datée, en particulier pour tout ce qui concerne la période tardive.

Il nous faut donc reprendre les principaux points de cette question qui demeure centrale pour notre propos. Sans prétendre répondre à tous les problèmes posés par ce sujet, je me contenterai d'une mise au point sur les aspects les plus fondamentaux, afin de mieux comprendre les bases du pouvoir impérial à l'époque des Paléologues.

1. POUVOIR CENTRAL ET POUVOIR LOCAL À BYZANCE : PERSPECTIVE HISTORIQUE

L'Empire byzantin fut jusqu'au xii^e siècle un État à l'administration centralisée, organisé tout entier autour du palais impérial. Toutefois, la prise de Constantinople par les croisés (1204) inaugura une nouvelle période de l'histoire de Byzance entraînant la cristallisation de pouvoirs territoriaux en dehors de la capitale : les seigneurs latins se répartirent la juridiction d'une partie de la péninsule des Balkans, des îles de l'Égée et du territoire entourant Constantinople, et des pouvoirs grecs se consolidèrent dans les anciennes provinces périphériques de l'Empire, à Nicée, en Épire et à Trébizonde. Un troisième groupe était constitué par les États slaves qui s'étaient formés dans les Balkans à la veille de 1204 : les royaumes serbe et bulgare. Presque tous revendiquaient

213. A. KAZHDAN, *Derevnja i gorod v Vizantii IX-X vv. Očerki po istorii vizantijskogo feodalizma*, Moscou 1960.

214. ID., *State, Feudal and Private Economy in Byzantium*, *DOP* 47, 1993, p. 83-100.

215. Voir OIKONOMIDÈS, *The Role of the Byzantine State*, et MATSCHKE, *Das spätbyzantinische Konstantinopel*.

216. PATLAGEAN, *Un Moyen Âge grec*.

pour eux-mêmes la titulature impériale et le modèle politique byzantin. L'État grec de Nicée finit par remporter la victoire, mais le retour à la situation antérieure à la Quatrième croisade s'avéra impossible, ce pourquoi un nouveau modèle de hiérarchie territoriale se mit en place dès la fin du XIII^e siècle.

La reconquête de Constantinople en 1261 et le modèle impérial des premiers Paléologues

La reprise de Constantinople par les armées de Nicée en juin 1261 était l'aboutissement d'un projet longuement mûri, censé précéder le retour à l'unité de l'Empire. L'œuvre politique de Michel VIII tendit en effet vers la réunification du territoire byzantin et la soumission des entités politiques indépendantes qui s'y étaient développées. Or, de ce point de vue, son règne fut un échec, car le retour à la situation antérieure à 1204 se révéla une chimère irréalisable.

Au début des années 1260, Michel VIII déploya des efforts considérables pour rétablir *manu militari* l'autorité impériale dans les territoires qui lui échappaient²¹⁷. Plusieurs campagnes réussirent certes à porter les frontières de l'Empire plus à l'ouest, mais cette avancée fut rapidement freinée par la résistance des entités locales. L'empereur déploya alors une intense activité diplomatique visant à mettre en place un système de hiérarchies entre l'Empire et les États voisins. Ainsi, réussit-il à marier plusieurs princesses de sang impérial aux souverains balkaniques, tout en accordant à ces derniers des titres honorifiques dont l'acceptation équivalait à une reconnaissance tacite de leur subordination à l'égard de Constantinople. Par exemple, en 1264, la paix fut scellée avec l'Épire : l'héritier de cette principauté, Nikèphoros Angélos, épousa Anna Kantakouzènè, nièce de Michel VIII, et reçut de ce dernier le titre de despote²¹⁸. En 1267, ce fut le tour de Iôannès Angélos Doukas, seigneur de Thessalie, qui, après avoir vaincu l'armée impériale, accepta néanmoins d'être nommé *sébastokratôr* par l'empereur et de se soumettre à son autorité²¹⁹. Plus tard, en 1282, Michel VIII donna sa troisième fille, Eudokia, à l'empereur de Trébizonde Jean II, en accordant à ce dernier le titre de despote, dont il ne fit toutefois jamais usage²²⁰. À l'égard des dynastes qui n'étaient pas grecs, l'Empire suivit la même politique, tout en choisissant pour les alliances matrimoniales des princesses apparentées seulement au deuxième degré avec l'empereur : par exemple, en 1268 ou 1269 Michel VIII maria la fille de sa sœur au tsar bulgare Konstantin Tich et en 1279 sa fille illégitime au chef tatar Nogai²²¹.

217. Sur la politique extérieure de Michel VIII, voir D. J. GEANAKOPOLOS, *Emperor Michael Palaeologus and the West, 1258-1282: A Study in Byzantine-Latin Relations*, Cambridge (Massachusetts) 1959.

218. PACHYMÉRÈS III § 27 ; I, p. 317⁴⁻⁷.

219. La fille de Iôannès Doukas épousa un neveu de Michel VIII, Andronikos Tarchanéiôtès : PACHYMÉRÈS IV § 26 ; II, p. 401⁸⁻¹⁴.

220. Sur Jean II de Trébizonde, voir *PLP* 12106.

221. Pour le mariage entre Maria Kantakouzènè et Konstantin Tich, voir PACHYMÉRÈS V § 3 ; II, p. 441²⁵-443¹⁰ ; pour le mariage entre Euphrosynè Palaiologina et Nogai, voir *ibid.*, V § 3 ; II, p. 443²⁴-445².

Cette stratégie fut poursuivie sous le règne d'Andronic II (1282-1328). Le coût financier exorbitant de la politique impériale de Michel VIII avait confirmé l'impossibilité de réunifier autrement l'ancien empire des Comnènes²²². Le nouvel empereur refusa de poursuivre les ambitieux projets de son père et se contenta de développer les alliances de l'Empire, parfois avec des résultats avantageux : par exemple, en 1294 le projet de mariage (finalement non réalisé) entre la fille du despote d'Épire, Nikèphoros Angélos, et Michel IX, fils d'Andronic II, supposait le retour – du moins théorique – de l'Épire sous l'aile de Constantinople²²³.

Même si le projet de réunification de l'Empire avait échoué, le modèle politique mis en place par Michel VIII et poursuivi par Andronic II avait le mérite de préserver l'idée impériale, grâce au principe de subsidiarité du pouvoir ; la nomination d'un despote ou d'un autre dignitaire, accompagnée de la cession de l'autorité politique sur un territoire, ne supposait pas un renoncement à l'éminente souveraineté. Certes, il ne s'agissait que d'une autorité symbolique puisque ce principe de subsidiarité ne fonctionnait presque jamais de manière ascendante (autrement dit, l'empereur ne récupérait jamais par ce biais le pouvoir effectif sur un territoire), mais il servait à sauvegarder le prestige des souverains byzantins en leur accordant un droit de tutelle sur les puissances locales qui les entouraient.

Le principe de subsidiarité à l'intérieur de l'Empire

Durant la première moitié du XIV^e siècle, après l'échec du projet de restauration d'un État centralisé, le principe de subsidiarité du pouvoir politique fut aussi appliqué à l'administration territoriale interne de l'Empire. L'État accordait à un individu le gouvernement d'un large segment de l'Empire²²⁴. Certains historiens ont rapproché cette évolution de la concession des apanages à partir du XIII^e siècle dans le royaume de France, qui supposait également le transfert par le roi de l'administration d'un territoire à l'un de ses fils puînés. À Byzance, ces « apanages » visaient vraisemblablement à pallier l'inefficacité du pouvoir central dans la défense des provinces contre les attaques ennemies, ou bien à contenir les mouvements séditionnels par lesquels auraient pu s'exprimer des tendances séparatistes.

222. Sur la politique extérieure d'Andronic II, voir LAIOU, *Constantinople and the Latins*.

223. Les dissidences en Épire demeurèrent actives pendant tout le premier quart du XIV^e siècle, empêchant la restauration effective de la souveraineté impériale dans la région. Ce fut encore la diplomatie qui réussit à amarrer ce territoire dans l'orbite de l'Empire jusqu'à son annexion définitive par Andronic III autour de 1340. Sur l'histoire de l'Épire durant la première moitié du XIV^e siècle, voir NICOL, *Epiros*, p. 35-106, et sur l'occupation byzantine, *ibid.*, p. 107-122.

224. La concession d'un territoire à un individu investi de tous les pouvoirs n'était pas complètement inédite : dès le X^e siècle, on connaît des exemples de territoires cédés à une personne privée. Ce phénomène pouvait prendre sa source dans l'abandon par l'État des revenus fiscaux d'une région au profit d'un particulier. Ainsi, en 989 l'empereur Basile II avait assigné au curopalate Bardas Sklèros les recettes fiscales de deux provinces. À l'époque des Comnènes, les exemples de ce type deviennent plus nombreux : par exemple, Nikèphoros Mélissènos, après avoir tenté d'usurper le trône, fut créé *kaisar* et « se contenta », dit une source contemporaine, de l'administration de Thessalonique et de sa région.

Cette dérogation du pouvoir politique au principe d'unité commença au sommet de l'État par le partage de la dignité impériale elle-même. Le couronnement du fils premier-né du souverain comme co-empereur impliquait non seulement que l'héritier serait associé aux tâches politiques²²⁵, mais aussi qu'il assumerait le moment venu la direction d'une ou de plusieurs provinces. Au-delà du co-empereur, les autres membres de la famille impériale et ceux de la haute aristocratie furent aussi investis du commandement d'une province ou d'une ville. Certes, l'association de parents et de proches du souverain à l'exercice de l'autorité publique avait été déjà pratiquée par les empereurs Comnènes, mais à l'époque des Paléologues l'usage devient plus fréquent. Ce système, en phase de gestation jusqu'au milieu du ^{xiv}^e siècle, atteint son plein épanouissement dans la seconde moitié du siècle, au point que l'on a pu écrire que l'Empire n'était à cette époque qu'« un conglomerat d'apanages tenus par divers membres de la dynastie »²²⁶, au premier rang desquels figuraient les enfants de l'Empereur régnant honorés du titre de despote ; ce rang qui, du moins à l'intérieur de l'Empire, n'avait jusqu'alors jamais été associé à l'exercice de l'autorité sur un territoire, devient à partir de la fin du ^{xiv}^e siècle synonyme d'administration d'une province.

La question du partage de l'autorité politique entre les enfants du couple impérial fut posée pour la première fois au début du ^{xiv}^e siècle dans le cadre d'un différend entre l'empereur Andronic II et sa seconde épouse, Eirène (née Yolande) de Montferrat. Grègoras rapporte que l'impératrice avait demandé à son époux de partager le territoire de l'Empire entre les princes impériaux au détriment de l'unité de l'État. L'historien affirme qu'Andronic II s'y serait refusé en alléguant que le mode de gouvernement « chez les Romains » (c'est-à-dire à Byzance) n'était pas celui de la *polyarchia*, la division de l'autorité, mais de la *monarchia*, l'unité du pouvoir. L'impératrice, furieuse, se serait repliée à Thessalonique et y aurait entrepris des négociations avec les pouvoirs étrangers pour conclure des alliances matrimoniales en faveur de ses enfants, voire pour comploter contre l'Empire. Toujours selon Grègoras, les projets de l'impératrice échouèrent pour la plupart²²⁷.

Nombre de commentateurs ont considéré que le récit de Grègoras illustre l'existence d'une opposition entre une conception byzantine du pouvoir, héritée de la tradition romaine tardive et incarnée dans un Empire centralisé, et celle de l'Europe occidentale où l'autorité publique aurait été plus lâche, au point de se distinguer mal

225. En la matière, les Paléologues ont innové en pratiquant en deux temps l'association de l'héritier : le premier-né était proclamé Empereur pratiquement à sa naissance, puis, dans un second temps, vers seize ans, il était couronné et recevait ainsi l'intégralité des prérogatives impériales. Sur cette question, voir A. FAILLER, La proclamation impériale de Michel VIII et d'Andronic II, *REB* 44, 1986, p. 237-251, et la thèse inédite de R. ROCHETTE, *Le ciel et le sang. Le pouvoir impérial à l'époque des Paléologues (1261-1453)*, université Paris 1, 2010, p. 53-132.

226. MAKSIMOVIĆ, *Administration under the Palaiologoi*, p. 26, n. 62 : « In the second half of the fourteenth century and in the fifteenth century the empire was virtually a conglomerate of appanages. » Voir aussi ID., *Geneza i karakter apanaža u Vizantiji*, *ZRVI* 14/15, 1973, p. 103-154.

227. Sur cet épisode, voir LAIOU, *Constantinople and the Latins*, p. 229-232. Sur le séjour d'Eirène de Montferrat à Thessalonique, voir MALAMUT, *Cinquante ans à Thessalonique*, p. 266-274, qui donne parfois une nouvelle interprétation des événements.

d'une forme privée d'autorité. Toutefois, l'organisation territoriale de l'Empire au début du XIV^e siècle et à l'époque ultérieure, et notamment la concession aux princes et aux membres de l'aristocratie de provinces entières, montrent que les projets de l'impératrice n'étaient pas si étrangers à la mentalité byzantine de l'époque. Les propos prêtés par Grègoras à l'impératrice sont peut-être exagérés²²⁸ et motivés par une certaine hostilité de l'auteur à l'égard des Latins et par sa volonté de stigmatiser cette conception du pouvoir en la présentant comme d'origine étrangère. La réaction qu'il prête à Andronic II témoignerait alors moins d'une attitude commune à tous les Byzantins que des réticences d'une partie de l'élite politique face à ces innovations, et de son attachement à l'idée d'un Empire centralisé. L'épisode reflèterait non la résistance d'une tradition byzantine immuable face à des influences allogènes mais les débats politiques contemporains à l'intérieur de la classe dirigeante. Le fait que le principal représentant de la faction hostile à un partage du pouvoir ait été le propre maître de Grègoras, Théodôros Métochitès, n'est peut-être pas sans influencer la manière dont l'historien choisit de mettre en scène l'épisode²²⁹.

C'est sous les règnes d'Andronic II et de son petit-fils Andronic III que l'on voit se manifester les premiers exemples effectifs de cession à une personne d'une province en pleine autorité. Les territoires les plus éloignés de la capitale furent sans doute les premiers à être accordés à un gouverneur autonome pour des raisons pratiques. Ce fut le cas de la Thessalie, annexée à l'Empire en 1332²³⁰, et peut-être également de la partie du Péloponnèse sous domination byzantine²³¹. Moins éloignée de Constantinople que ces provinces, la Macédoine reçut pourtant aussi une administration plus ou moins autonome à cette époque : en 1322, le despote Dèmètrios Palaiologos, troisième enfant né du mariage d'Andronic II et d'Eirène de Montferrat, fut nommé *épitropos*, c'est-à-dire administrateur de la région. Il signa plusieurs actes de la pratique qui témoignent de son autorité²³² et dans lesquels il s'applique l'expression ἡ βασιλεία μου, « Ma Majesté impériale », ce qui a déconcerté Éveline Patlagean parce que, écrit-elle, Dèmètrios « n'a jamais été associé à l'Empire »²³³. En réalité, cette expression n'implique pas nécessairement l'obtention de la dignité impériale ; elle signifie

228. Notons que Pachymérès, généralement prolixe, ne dit rien de cet épisode. Il signale simplement que l'impératrice s'était installée à Thessalonique pour conclure des alliances matrimoniales avec les pouvoirs voisins : PACHYMÉRÈS XII § 34 ; IV, p. 609¹⁻⁵.

229. MATSCHKE, *Fortschritt und Reaktion*, p. 43-45.

230. Après la mort de Stéphanos Gabrièlopoulos en 1332, le gouvernement de la Thessalie fut accordé à Michaël Monomachos, ancien gouverneur de Thessalonique. Kantakouzènos l'appelle *épitropos* (administrateur) de Thessalie (KANTAKOUZÈNOS III § 31 ; II, p. 190²³-191¹). Il resta en poste jusqu'en 1342, lorsque Kantakouzènos récompensa Iôannès Angélos avec le gouvernement d'une partie de la Thessalie, la Blaquie, en échange de son soutien dans la guerre civile (voir page suivante).

231. Dans ses mémoires, Kantakouzènos raconte que son père avait été gouverneur du Péloponnèse à la fin du XIII^e siècle. Toutefois, cette mention n'implique pas qu'il ait détenu tous les pouvoirs sur la région ; il s'agissait peut-être d'un commandement plus ordinaire.

232. *Xéropotamou*, n° 21 (*parakéleusis* du despote Dèmètrios Palaiologos à Léôn Kalognomos, *prokathèménos* de Drama), et n° 23 (*parakéleusis* du despote Dèmètrios Palaiologos au monastère de Xéropotamou).

233. PATLAGEAN, *Un Moyen Âge grec*, p. 337.

simplement que l'auteur de l'acte participe de l'autorité de l'Empereur en tant que son représentant. Loin de sous-entendre une revendication au trône, cette formulation rend compte d'un renforcement de l'autorité impériale, incarnée localement par un autre membre de la dynastie que le souverain en personne. En effet, on verra qu'au ^{xv}^e siècle, les despotes gouvernant les provinces de l'Empire employaient la même formulation en tant que représentants de Constantinople.

D'ailleurs, la mise en place d'administrations autonomes dans certaines provinces de l'Empire durant les trois premières décennies du ^{xiv}^e siècle ne semble pas avoir entraîné un effacement de l'autorité impériale : le principe de subordination fut respecté et l'attachement envers Constantinople ne fut pas remis en cause.

Les années de la seconde guerre civile renforcèrent toutefois la tendance décentralisatrice. Pour s'assurer un plus large soutien des provinces, chacun des partis en compétition pratiqua des concessions territoriales. Kantakouzènos se servit par exemple de la cession de villes et de territoires à ses enfants pour renforcer son propre pouvoir. En 1342, il accorda à son fils aîné Matthaios le commandement (*archè*) des villes qui s'étaient soumises à lui. Un an plus tard (1343), il donna à son fils cadet Manouël le gouvernement de Berroia et des villes environnantes, que celui-ci conserva jusqu'à la conquête de la région par les Serbes en 1345. Manouël fut transféré plus tard, en 1349, dans le Péloponnèse, où il demeura jusqu'en 1380. Quant à Matthaios, il reçut en 1348 une partie de la Thrace²³⁴.

Outre les membres de la famille proche, des aristocrates reçurent aussi le commandement de certaines régions durant la période de la deuxième guerre civile. Par exemple en 1342, Kantakouzènos récompensa Iôannès Angélos de son soutien en lui remettant par chrysobulle une partie de la Thessalie. Le contenu de ce chrysobulle est reproduit par l'empereur déchu lui-même dans ses mémoires et il s'avère très utile pour connaître les bases théoriques sur lesquelles fut assis le principe de subsidiarité à l'intérieur de l'Empire²³⁵. L'acte affirme que Iôannès Angélos est placé à la tête des villes, des places fortes et des campagnes de cette région dont il peut conserver tout le revenu. Il doit préserver leur intégrité et veiller en particulier sur la frontière avec le *despotaton*, c'est-à-dire avec l'Épire. Il reçoit aussi le droit de rattacher à son autorité les places prises par les armes. En échange, il doit prêter son concours à Kantakouzènos dans la guerre civile, avec les forces « romaines et albanaises » levées par lui-même. De plus, Kantakouzènos se réserve le droit de nommer les officiers locaux sans qu'Angélos puisse y faire obstacle.

Le modèle appliqué dans le reste des territoires de l'Empire cédés en « apanage » fut sans doute le même : cession de la juridiction et des revenus fiscaux en échange de la défense du territoire et de la prestation du service armé à l'Empereur en cas de nécessité. Ce dernier se réservait par ailleurs le droit de nommer les cadres de l'administration locale. Certes, le système ne remettait pas en cause le principe de

234. Grègoras écrit que Kantakouzènos détacha une partie de l'État des Romains pour que son fils Matthaios la commandât sa vie durant comme un gouvernement autonome, avec des insignes particuliers et une dignité située au-dessous de l'impériale mais au-dessus de toutes les autres dignités (GRÈGORAS XVI § 4 ; II, p. 814¹³⁻¹⁶).

235. Sur ce document, inséré dans les mémoires de Kantakouzènos, voir H. HUNGER, *Urkunden und Memoirentext : Der chrysoboullos logos des Johannes Kantakuzenos für Johannes Angelos*, *JÖB* 27, 1978, p. 107-125.

la souveraineté impériale, mais il témoignait d'une certaine incapacité de Constantinople à assurer la défense armée du territoire. Il n'est donc pas surprenant que, à la faveur des troubles militaires, la période des guerres civiles ait contribué davantage encore à la formation de pouvoirs locaux qui contestaient directement la souveraineté de Constantinople.

Tendances séparatistes durant le premier siècle de la période des Paléologues

Les révoltes internes qui avaient joué un rôle important dans la désagrégation de l'Empire à la veille de 1204 ne disparurent pas au long du XIII^e siècle et reprirent de l'importance dès la première moitié du XIV^e siècle, s'opposant à l'effort d'unification des premiers Paléologues.

L'Asie Mineure fut le théâtre des principales tentatives de dissidence. Les causes en étaient multiples, mais la plus importante fut sans doute la relégation de l'Anatolie au statut de territoire périphérique. Par ailleurs, les fréquentes incursions turques et la politique fiscale de l'État dans la région, à laquelle on a déjà fait allusion, ne contribuèrent sans doute pas à étouffer les braises de la dissidence. L'épisode le plus connu est la révolte dirigée par Alexios Philanthrôpènos, petit-neveu de Michel VIII, nommé en 1293 au poste de gouverneur de la région. Le rebelle tenta de soustraire l'Anatolie à l'autorité impériale. Sa tentative échoua, selon Klaus-Peter Matschke en raison des menaces externes qui auraient obligé les milieux séparatistes à se rallier à l'autorité centrale pour éviter l'effondrement définitif de leurs défenses militaires²³⁶.

La période des guerres civiles fut la plus propice aux tendances séparatistes. À cette époque, les tentatives de sécession se multiplièrent. Plusieurs seigneurs de la guerre, par exemple le Bulgare Momčilo ou le Serbe Chrelja, réussirent même à se tailler des principautés indépendantes à la faveur de la confusion générale créée lors de la deuxième guerre civile²³⁷. Incapable de les réprimer par les armes, le pouvoir central suivit à l'égard de ces « chefferies » la même politique que vis-à-vis des pouvoirs étrangers, c'est-à-dire qu'il essaya de ramener ces « rebelles » à l'obédience en leur accordant des titres auliques et des privilèges dont l'acceptation équivalait à une reconnaissance de l'autorité théorique de Constantinople. Ainsi, l'impératrice Anne de Savoie octroya à Momčilo le rang de despote, alors que Kantakouzènos le nomma *sébastokrator*. Il s'agissait des plus hauts titres de la hiérarchie byzantine. Ce fut finalement le hasard qui fit que le territoire détaché par Momčilo retournât à l'Empire, car le Bulgare trouva la mort sous les murailles de la ville de Périthéôrion.

Outre ces seigneurs de la guerre d'origine étrangère, certains gouverneurs byzantins profitèrent aussi du contexte troublé pour s'affranchir du pouvoir central. Par exemple en 1328, le gouverneur de Melnik, Nikèphoros Basilikos, soumit cette ville à son pouvoir personnel durant une brève période²³⁸. La plupart de ces tentatives de constitution de principautés échouèrent cependant, d'abord en raison de leur manque de

236. MATSCHKE, *Fortschritt und Reaktion*, p. 41-42.

237. M. BARTUSIS, Chrelja and Momčilo: Occasional Servants of Byzantium in Fourteenth Century Macedonia, *BSL* 41, 1980, p. 201-221.

238. KANTAKOUZÈNOS I § 28 ; I, p. 137.

légitimité, ensuite parce qu'elles furent interrompues par les débuts de la conquête ottomane en Europe. Dans ce contexte, il s'avérait préférable de soutenir le pouvoir central plutôt que de se soumettre à l'ennemi.

2. L'ARISTOCRATIE AU SERVICE DE L'ÉTAT

Dans leur effort pour restaurer l'autorité impériale, les empereurs Paléologues comptèrent sur le soutien de la grande aristocratie. Malgré quelques voix dissidentes, l'aristocratie, qu'elle fût laïque ou ecclésiastique, se mit volontairement au service de la puissance publique et elle prospéra donc au sein de l'administration, de l'Église et de l'armée. Les plus brillantes carrières se firent au service de l'Empereur. Les cas de Théodôros Métochitès et de Nikèphoros Choumnos en constituent de bons exemples²³⁹. Ce serait en effet une erreur de voir dans la distribution de revenus et de charges aux représentants des grandes familles byzantines un indice de l'affaiblissement de l'État et de l'aliénation des recettes publiques au profit des fortunes privées. En effet, on ne retrouve pas à Byzance un parti aristocratique opposé à la dynastie et les cas de séditions ou de contestations de l'autorité furent relativement peu nombreux et voués à l'échec²⁴⁰.

Face à l'émiettement territorial du monde byzantin au XIV^e siècle, l'aristocratie fut l'alliée privilégiée de l'autorité impériale. Elle représentait l'Empereur dans les provinces, dirigeait les armées et la flotte et fournissait les principaux agents de l'administration fiscale. Ses membres souscrivaient les actes de la pratique avec le titre de *doulos*, c'est-à-dire serviteur, de l'Empereur, ce qui constitue un signe incontestable de leur attachement à la dynastie et de leur implication dans la fonction publique.

La mise en place d'un système de réseaux

a) *Le rôle de la parenté*

On a souvent écrit que la famille des Paléologues a administré l'Empire comme s'il s'agissait de son bien patrimonial. L'affirmation est exagérée mais comporte un fond de vérité. En effet, les empereurs distribuèrent entre leurs parents la direction des provinces de l'Empire et ils les placèrent à la tête de l'administration, de l'armée et des principales institutions. Les Paléologues ne firent d'ailleurs que poursuivre la pratique antérieure des empereurs comnènes.

Ce rôle de la parenté dans l'exercice du pouvoir à Byzance a été plusieurs fois souligné par les historiens²⁴¹, la dernière à le faire ayant été Évelyne Patlagean²⁴². Elle a rappelé comment les liens de parenté ont structuré la société byzantine.

239. LAIOU, *Byzantine Aristocracy*, p. 139-140.

240. ANGELOV, *Imperial Ideology*, tabl. 3, entre les p. 119-122. Les révoltes en Asie Mineure dirigées par un membre de l'aristocratie constituaient une exception, car elles comportaient des revendications de la population, en particulier d'ordre fiscal.

241. Voir A. P. KAZHDAN, S. RONCHEY, *L'aristocrazia bizantina dal principio dell'XI alla fine del XII secolo*, Palerme 1997 (Nuovo prisma 3), et CHEYNET, *Pouvoir et contestations*, p. 261-301.

242. PATLAGEAN, *Un Moyen Âge grec*.

Héritière de Rome, Byzance conserva le système romain de la parenté fondé sur la notion abstraite du « degré de parenté » (*gradus*) dont le comput était centré sur l'*ego*. Plus tard, la législation chrétienne codifia les normes en usage depuis le iv^e siècle. Le x^e siècle vit la montée en puissance des grandes familles de l'aristocratie. À la fin du xi^e siècle, après les premières tentatives aristocratiques pour s'emparer du pouvoir, ce furent les Comnènes qui parvinrent à installer la première véritable dynastie d'aristocrates sur le trône. Appuyés sur leur réseau, ils réorganisèrent la structure de l'État, plaçant leurs parents à la tête des principaux postes de l'administration.

Sous les Paléologues, l'organisation administrative de l'Empire s'était maintenue proche du modèle instauré par les Comnènes²⁴³. Le *Traité des offices* du Pseudo-Kôdinos, manuel de la titulature aulique composé au milieu du xiv^e siècle, montre que l'exercice de la fonction publique continua à être rempli par la parenté impériale²⁴⁴. On a déjà fait l'inventaire des noms des grandes familles qui entouraient Michel VIII lors de son entrée dans la capitale et noté leur rôle prééminent dans la vie économique et politique de l'Empire. Ce rôle s'est perpétué jusqu'à la seconde moitié du xiv^e siècle.

b) *Les fidélités jurées dans l'exercice du pouvoir*

Un colloque tenu à Paris en mai 2007 portant sur « Oralité et lien social (Occident, Byzance, Islam) », a mis en relief le rôle du serment et de la parole donnée dans la société byzantine et dans la pratique du pouvoir²⁴⁵. Il est certain que le serment servit, avec les liens de parenté, à renforcer les relations entre individus et à articuler l'action de l'État²⁴⁶.

L'usage du serment est omniprésent dans la vie politique de l'Empire à toutes les époques. Malgré les interdictions canoniques concernant la foi jurée, rappelées régulièrement par les hommes d'Église²⁴⁷, l'Empereur l'exigea de la plupart de ses serviteurs. Toutefois, il semble qu'un changement se soit opéré en 1204 et que l'usage du serment fut ensuite plus répandu. La raison en est fondamentalement politique. On a vu que la fragmentation du territoire et la difficulté de replacer sous la coupe de Constantinople les différentes communautés politiques issues de la conquête latine de l'Empire avaient mis en place des mécanismes liés à la décentralisation du pouvoir impérial. Or il se trouve que, dans ce nouvel ordre international, le serment joua un rôle important, nouant les relations entre pouvoirs rivaux²⁴⁸. Les alliances tissées au fil du xiii^e siècle et dans la première moitié du xiv^e siècle étaient, comme on l'a vu,

243. Sur la titulature à l'époque des Comnènes, voir L. STIERNON, Notes de titulature et de prosopographie byzantines. Sébaste et gambros, *REB* 23, 1965, p. 222-244.

244. PSEUDO-KÔDINOS, *Traité des Offices*.

245. Les actes de ce colloque ont été publiés dans *Oralité et lien social*.

246. Sur l'utilisation politique du serment à Byzance, voir l'étude fondatrice de N. SVORONOS, Le serment de fidélité à l'empereur byzantin et sa signification constitutionnelle, *REB* 9, 1951, p. 106-142.

247. Sur l'interdiction canonique du serment et l'opinion de l'Église à ce sujet, voir O. DELOUIS, Église et serment à Byzance : norme et pratique, dans *Oralité et lien social*, p. 212-246.

248. PATLAGEAN, *Un Moyen Âge grec*, p. 186-188.

scellées par des unions matrimoniales et par l'octroi de titres auliques aux souverains étrangers, mais aussi sanctionnées par la pratique du serment. Akropolitès en parle à propos de l'acte de soumission de Manouël Angélos, frère de Michaël d'Épire, à Jean III Batatzès vers 1237. Ce dernier, dit le chroniqueur, « le reçut cordialement, en tant que parent et que despote de longue date », il lui donna de l'argent et six vaisseaux de guerre et l'envoya en expédition, après lui avoir fait jurer « des serments redoutables »²⁴⁹. Plus tard, Jean III retourna en Orient, laissant Iôannès Angélos, fils de Théodôros d'Épire, comme despote, « après l'avoir lié par les serments habituels et des présents adéquats »²⁵⁰.

À l'intérieur de l'Empire, la pratique du serment est également attestée. D'un côté, on peut parler de l'existence d'un contrat politique entre le souverain et ses sujets, auquel certains théoriciens de l'époque font allusion²⁵¹. Il impliquait un acte de soumission des sujets envers l'Empereur, peut-être sans contrepartie²⁵². Les modalités de ce type de contrat nous sont peu connues ; quelques privilèges impériaux furent accordés à certaines villes mais aussi à des particuliers en rétribution d'un acte d'allégeance²⁵³ et l'on connaît des cas précis où le peuple prêta serment de fidélité à l'Empereur, mais cela ne semble pas avoir constitué la norme²⁵⁴.

D'un autre côté, les fonctionnaires prêtaient serment au souverain lors de leur prise de fonction²⁵⁵. Par exemple, dans son discours adressé aux douze juges qui faisaient partie du nouveau tribunal créé en 1296, Andronic II rappelle leur obligation

249. AKROPOLITÈS, ch. 38, p. 61¹⁹⁻²⁴.

250. *Ibid.*, ch. 40, p. 67¹⁹⁻²⁰.

251. Voir, à ce sujet, la théorie de Manouël Moschopoulos sur le serment : ANGELOV, *Imperial Ideology*, p. 310-347 ; PATLAGEAN, *Un Moyen Âge grec*, p. 189 ; et P. GURAN, Une théorie politique du serment au XIV^e siècle : Manuel Moschopoulos, dans *Oralité et lien social*, p. 169-185.

252. Selon A. LAIOU, The Emperor's Word: Chrysobulls, Oaths and Synallagmatic Relations in Byzantium (IIth-12th c.), *TM* 14 (= *Mélanges Gilbert Dagron*), 2002, p. 347-362, en particulier p. 360-361, la rétribution impériale est accordée sous la forme d'un chrysobulle qui ne mentionne pas l'engagement entre les deux parties, ni à plus forte raison l'existence d'un serment. Le chrysobulle apparaît ainsi formellement comme l'effet de la générosité impériale. Voir aussi PATLAGEAN, *Un Moyen Âge grec*, p. 186, qui diverge sur ce point de l'interprétation de Laiou, en mettant en avant la place des notions de foi (*pistis*) et de service (*douleia*) dans ce type d'engagement. Plus récemment, R. ROCHETTE, Empereurs et serment sous les Palaiologoi, dans *Oralité et lien social*, p. 157-167, ici p. 160, estime que « les sujets se soumettent à l'empereur sans contrepartie ».

253. Voir les chrysobulles accordés aux villes de Monemvasie en 1284 (MM V, p. 154-155), Kroai en 1288 (SOLOVJEV, MOŠIN, *Grčke povelje*, p. 316-317) et Iôannina en 1319 (MM V, p. 77-84). Sur ces documents, la bibliographie est assez abondante et on ne citera ici que quelques travaux fondamentaux : E. FRANCÈS, La féodalité et les villes byzantines aux XIII^e et XIV^e siècles, *BSL* 16, 1955, p. 76-96 ; Z. PLJAKOV, Le statut de la ville byzantine balkanique aux XIII^e-XIV^e siècles, *Études balkaniques* 3, 1985, p. 73-96 ; et KYRITZÈS, "Common Chrysobulls".

254. En juin 1305, en raison des tumultes qui agitaient Constantinople, l'empereur Andronic II demanda à toute la population de prêter un serment de fidélité envers lui et son fils, le co-empereur Michel IX : PACHYMÉRÈS XII § 31 ; IV, p. 595-599.

255. MAKSIMOVIĆ, *Administration under the Palaiologoi*, p. 23-25, et R. ROCHETTE, Empereurs et serment sous les Palaiologoi (cité *supra*, n. 252), ici p. 157-160.

de prêter serment²⁵⁶. Kantakouzènos signale l'obligation de prêter serment non seulement à l'Empereur régnant, mais aussi aux associés au trône²⁵⁷. Enfin, un manuscrit du xv^e siècle contient la copie du formulaire du serment prêté par les dignitaires entrant au service de l'Empereur²⁵⁸.

Ces témoignages concernant des engagements par la foi jurée impliquaient des rapports verticaux et ascendants de fidélité des sujets envers l'Empereur. En revanche, des liens horizontaux, établis entre individus appartenant à un même niveau social, sont moins fréquemment attestés. Les empereurs se montrèrent toujours hostiles à ce type d'engagements qui créaient des solidarités au sein d'un même groupe²⁵⁹. Ils craignaient la formation de réseaux sociaux qui pouvaient échapper à leur contrôle et offrir un terrain propice aux complots contre leur autorité²⁶⁰. La pratique du serment entre personnes privées était ainsi interdite et condamnée par l'Église, de même que l'affrairement²⁶¹. Des liens d'amitié (*sympilioutai*) entre personnes pouvaient aussi créer des solidarités, mais ces liens étaient moins forts ; c'est pourquoi ils n'étaient pas en principe incompatibles avec le serment de fidélité envers l'Empereur²⁶².

Des cas de patronage entre deux personnes de rang différent coexistent en effet avec l'obédience à l'égard de l'Empereur. Il s'agissait dans la plupart des cas d'un puissant qui étendait sa protection sur une personne de niveau social inférieur, désigné par les sources comme son familier (*oikeios*)²⁶³ ou son homme (*anthrôpos*)²⁶⁴.

256. LEMERLE, La réforme judiciaire d'Andronic III, p. 295. Cette institution annonce celle des juges généraux instaurée quelques années plus tard par Andronic III (voir *infra*, p. 414-417).

257. KANTAKOUZÈNOS I § 2 ; I, p. 16¹⁸-17².

258. Formulaire conservé dans le ms. *Paris. gr.* 2511, édité dans SATHAS, *Μεσαιωνική βιβλιοθήκη*, t. 6, p. 652, n° 18.

259. J.-Cl. CHEYNET, Foi et conjuration à Byzance, dans *Oralité et lien social*, p. 265-279, ici p. 267.

260. La seconde moitié du xi^e siècle fournit plusieurs exemples de ce phénomène : voir *ibid.* Au début du xiv^e siècle, Dèmètrios (Michaël) Angélos obligea ses partisans à lui prêter serment : ANGELOV, *Imperial Ideology*, p. 341-342.

261. Dans l'article cité précédemment, Cheynet évoque le cas de l'*adelphopoiësis* ou affrairement, sorte d'union rituelle entre deux personnes sur la foi jurée et s'interroge sur sa portée réelle dans la société, qui a peut-être été exagérée par l'historiographie : CHEYNET, Foi et conjuration (citée *supra*, n. 259), p. 268, n. 13. Sur l'*adelphopoiësis* ou *adelphopoiia*, voir É. PATLAGEAN, Christianisation et parentés rituelles : le domaine de Byzance, *Annales ESC* 33, 1978, p. 625-636 (= EAD., *Structure sociale, famille, chrétienté à Byzance, IV^e-XI^e siècle*, Londres 1981, [Variorum Collected Studies Series 134], XII) ; Cl. RAPP, Ritual Brotherhood in Byzantium, *Traditio* 52, 1997, p. 285-326 ; et, plus récemment, G. SIDÉRIS, L'*adelphopoiësis* aux VII^e-X^e siècles à Byzance : une forme de fraternité jurée, dans *Oralité et lien social*, p. 281-292.

262. Voir les exemples donnés par PATLAGEAN, *Un Moyen Âge grec*, p. 168-169. Il convient également de soulever un cas exceptionnel qui, à ma connaissance, n'a pas été signalé par l'historiographie, à savoir le serment prêté par le co-empereur Andronic III à l'aristocrate Syrgiannès en 1320, à la veille de son coup d'État. Il s'agit d'un cas tout à fait hors norme car l'empereur s'y engage auprès d'une personne privée à lui accorder un certain nombre de privilèges si celle-ci l'aide à parvenir au pouvoir. Grégoras constitue la seule source à s'en faire écho : GRÉGORAS VIII § 4 ; I, p. 301⁶.

263. Sur les *oikeioi*, voir J. VERPEAUX, Les *oikeioi*. Notes d'histoire institutionnelle et sociale, *REB* 23, 1965, p. 89-99.

264. Des hommes (*anthrôpoi*) du *kaisar* Komnènos Stratégopoulos agissent en tant que collecteurs d'impôts sur ses domaines (MM IV p. 390 [1270 ?]). Sur les *anthrôpoi*, voir PATLAGEAN,

Les sources ne mentionnent jamais l'existence d'un serment dans ce type d'engagement. Il semble probable qu'il ne se soit agi que d'une déclaration orale de fidélité.

Somme toute, le serment revêtait avant tout une dimension publique²⁶⁵. On a constaté que son rôle dans la formation des clientèles au sein de l'aristocratie était limité, alors qu'il servit à renforcer le service de l'État. Son usage avait été courant dans l'empire des Comnènes, à une époque où les relations personnelles occupaient l'avant-scène de l'action politique. À l'époque des Paléologues, l'usage du serment se répandit, au point de devenir obligatoire pour les fonctionnaires et les cadres de l'administration.

La pratique du pouvoir dans les provinces

L'empire des Paléologues était divisé en plusieurs unités administratives, héritières pour une bonne part de l'organisation thématique des siècles précédents. Le thème était une circonscription administrative, à la fois civile et militaire, d'une étendue à l'origine considérable²⁶⁶. Les thèmes furent réorganisés sous Basile II (976-1025) et des innovations furent aussi introduites à l'époque des Comnènes. La plus importante fut sans doute le remplacement du stratège, ancien dirigeant du thème, par un duc (*doux*), qui avait été en principe un militaire avec des pouvoirs plus étendus²⁶⁷.

À l'époque des Paléologues, on retrouve encore des allusions aux circonscriptions qualifiées de *thémata* et aux dignitaires qui portent le titre de *doux*. Toutefois, la signification de ces termes avait entre-temps changé et, si certaines régions continuaient à être désignées comme *thémata*, on peut douter que l'expression ait continué à revêtir un véritable sens technique. À cette époque, d'autres unités administratives ont été mises en place, des circonscriptions en général plus petites, comme les *katépanikia*, les villes autonomes ou les îles²⁶⁸. Quant au *doux*, il resta un fonctionnaire de l'administration provinciale jusqu'au début du XIV^e siècle, mais il n'était plus le gouverneur de la province ; le *doux* était chargé plutôt de questions judiciaires, bien que ses compétences ne soient pas tout à fait claires. En effet, l'étude de l'organisation provinciale sous les Paléologues est une tâche difficile : les structures en évoluèrent constamment en raison surtout du progressif rétrécissement des frontières de l'Empire.

Un Moyen Âge grec, p. 171 et suiv., et J.-Cl. CHEYNET, L'« homme » du *basileus*, dans *Puer Apuliae. Mélanges offerts à Jean-Marie Martin*, éd. E. CUOZZO et alii, Paris 2008 (Centre de recherche d'histoire et civilisation de Byzance. Monographies 30), p. 139-154. D'autres termes peuvent aussi indiquer un lien de dépendance entre deux hommes : voir par exemple le cas des *oikeiotatoi* du *mégas papias* Dèmétrios Kabasilas en 1347 (*Dionysiou*, n° 2, l. 19).

265. Patlagean a hésité à voir des modifications dans la valeur publique du serment après 1204, tout en soulignant néanmoins, à juste titre, une évolution entre les XI^e et XII^e siècles et la période ultérieure pour ce qui concerne les engagements définis simplement par la foi (*pistis*) et le service (*douleia*) : PATLAGEAN, *Un Moyen Âge grec*, p. 192.

266. Le système des thèmes était déjà en place au début du VIII^e siècle, bien que leur nombre ait été réduit à l'époque. Ils se multiplièrent par la suite, au cours des IX^e et X^e siècles, et leur étendue diminua.

267. J.-Cl. CHEYNET, Du stratège de thème au duc : chronologie de l'évolution au cours du XI^e siècle, *TM* 9, 1985, p. 181-194 (= ID., *The Byzantine Aristocracy and its Military Function*, Aldershot 2006 [Variorum Collected Studies Series 859], XI).

268. MAKSIMOVIĆ, *Administration under the Palaiologoi*, p. 70 et suiv.

Un acte préservé dans un manuscrit de Patmos, non daté mais attribué à l'empereur Michel VIII (1259-1282), s'avère utile pour connaître la pratique du pouvoir dans les provinces de l'Empire au début de l'époque des Paléologues²⁶⁹. Il nous intéresse parce qu'il propose une classification sociale des dignitaires provinciaux : ce sont en premier lieu des frères de l'Empereur, en deuxième ses autres parents « par le sang ou par l'alliance » et en troisième ses parents plus éloignés²⁷⁰. Cet acte confirme l'importance accordée sous les Paléologues à la parenté dans l'exercice du pouvoir dans les provinces. Par ailleurs, il prend des dispositions en vue d'assurer le bon exercice de l'autorité publique, il prévoit des châtiments dans le cas d'une mauvaise gestion ou d'abus²⁷¹ et précise l'étendue des compétences des gouverneurs dans les provinces. L'acte mentionne plusieurs types de fonctionnaires : les *képhalai*, les *stratopédarches* et les *doukes*. Il semble que les deux premières catégories aient eu des tâches militaires²⁷², tandis que la troisième était, on l'a dit, liée à l'administration judiciaire²⁷³. Le système était sans doute hérité de l'empire de Nicée, puisque cet acte de Michel VIII fut délivré selon toute vraisemblance au tout début de son règne, vers 1259. Toutefois, au cours de la période des Paléologues, des transformations se sont produites ; la plus importante fut la disparition du *doux* et la concentration des pouvoirs entre les mains du *képhalè* qui apparaît alors comme la plus haute autorité politique dans les provinces²⁷⁴. Le changement dut se produire dans la première moitié du XIV^e siècle, provoqué sans doute par les réformes judiciaires d'Andronic II et d'Andronic III, qui durent vider de tout contenu la charge de *doux*²⁷⁵. La fonction de *képhalè* resta ensuite la plus

269. L'acte, qui se trouve dans le ms. *Patmiacus* 447 du XVI^e siècle (SAKKÉLIÏON, *Patmos*, p. 201-202), a été publié par BURGMANN, MAGDALINO, *Michael VIII on Maladministration*. Les auteurs penchent pour une datation antérieure à la reconquête de Constantinople (1261), c'est-à-dire peu après le coup d'État de 1258, peut-être dans le cadre d'un effort de propagande de Michel VIII pour consolider son autorité dans les provinces : *ibid.*, p. 386-387. L'acte se qualifie lui-même de *basilikos horismos* (*ibid.*, p. 378¹) et aussi de *prostagma* (*ibid.*, p. 380²¹ et p. 384¹⁰⁵).

270. *Ibid.*, p. 380²⁴⁻²⁷.

271. *Ibid.*, p. 380³¹⁻⁴³.

272. *Ibid.*, p. 382⁵⁶⁻⁵⁷. Il est probable qu'à cette époque le poste de *képhalè* ne concerne encore que la direction des armées d'une province. L'explication des compétences du *képhalè* proposée par Lj. Maksimović est peu claire : MAKSIMOVIĆ, *Administration under the Palaiologoi*, p. 117 et suiv. Le *képhalè* avait pour tâches, entre autres, le recrutement des troupes dans les provinces et leur approvisionnement : BARTUSIS, *Byzantine Army*, p. 34 et p. 236-237. L'acte parle aussi des *stratopédarches* (BURGMANN, MAGDALINO, *Michael VIII on Maladministration*, p. 382^{74, 78}), mais il ne dit rien de leurs compétences.

273. *Ibid.*, p. 384⁸⁵⁻⁹¹. Ce passage permet de constater que le *doux* n'avait pas d'autorité en matière fiscale, comme certains historiens l'ont suggéré : voir par exemple MAKSIMOVIĆ, *Administration under the Palaiologoi*, p. 109.

274. Cette évolution a été progressive, c'est pourquoi l'on retrouve encore au début du XIV^e siècle des personnages qui cumulent les titres de *doux* et de *képhalè* : voir par exemple la signature du *sébastos* Kônstantinos Tzyrapès, *doux* et *képhalè* de l'île de Lemnos, dans *Lavra* II, n° 100, l. 29-30 (1305), ou les mentions de Kônstantinos Doukas Nestongos comme *doux* et *képhalè* en 1302-1304 dans MM IV, p. 258¹³ (*doux*), et PACHYMÉRÈS XI § 24 ; IV, p. 471¹⁹ (*képhalè* de Magnésie ?). Selon A. Failler, Kônstantinos Doukas Nestongos était gouverneur du thème, plutôt que de la ville de Magnésie (*ibid.*, p. 470, n. 24).

275. Sur cette réforme judiciaire, voir *infra*, p. 414-417.

importante charge de l'administration territoriale jusqu'en 1453. La nomination des *képhalai* était une compétence exclusive de l'Empereur qui choisissait pour cette fonction des personnes de son entourage²⁷⁶.

Le *képhalè* avait un grand nombre de subordonnés qui remplissaient des tâches liées à l'exercice direct de l'autorité : des juges, des fonctionnaires urbains, des agents du fisc, des gouverneurs de forteresses, etc.²⁷⁷. Ils étaient issus de l'élite locale et assistaient le *képhalè* dans ses fonctions. Des changements les ont aussi affectés entre la fin du XIII^e siècle et la fin du XIV^e, mais la documentation dont on dispose ne permet pas de saisir complètement les raisons de cette évolution.

Au-delà des particularités de chaque période, il est important de souligner la continuité essentielle entre ce système et celui de l'époque précédente, car le pouvoir dans les provinces a continué d'être exercé par une aristocratie proche de l'Empereur et subordonnée à son autorité.

À l'ombre du pouvoir

En dehors des personnages issus des grands lignages de l'Empire, on doit relever les cas d'un certain nombre d'individus qui sont parvenus au sommet de la hiérarchie grâce à leur cursus au sein de l'appareil de l'État. Il s'est souvent agi de carriéristes qui cherchaient avant tout à assurer leur propre réussite économique et sociale.

L'exemple de Iôannès Batatzès († 1345) est représentatif de ce type particulier d'ascension sociale²⁷⁸. Il appartenait peut-être à une branche de la famille des Batatzai qui s'était illustrée à l'époque des Comnènes et était même parvenue au trône au XIII^e siècle, mais qui avait perdu beaucoup de son prestige avec l'arrivée au pouvoir des Paléologues²⁷⁹. Grègoras dit d'ailleurs que ce Iôannès Batatzès était de naissance obscure²⁸⁰, ce qui pourrait témoigner au moins d'une situation sociale peu aisée. Même si l'on peut soupçonner l'historien de mentir à propos de son statut d'origine afin de le déprécier, il n'en reste pas moins que l'ascension fulgurante de Batatzès fut perçue par ses contemporains comme une vertigineuse promotion sociale, inédite

276. L'empereur se réservait la nomination des *képhalai*, soit à travers un ordre (*horismos*), soit par des actes de nomination (*entaltèria prostagmata*) : *ibid.*, p. 382, l. 74, et p. 384, l. 84. Sur les *képhalai* à partir du milieu du XIV^e siècle, voir *infra*, p. 396-401.

277. Sur cette question, voir MATSCHKE, *Das spätbyzantinische Konstantinopel*, p. 138 et suiv.

278. Pour la carrière de Batatzès, voir GRÈGORAS XV § 11 ; II, p. 741-743. Ce personnage a attiré l'attention des historiens, qui ont consacré plusieurs pages à sa carrière : voir notamment F. BARIŠIĆ, Iovan Vatac, protokinig, *Zbornik Filozofskog Fakulteta* 11/1, 1970, p. 283-287, et K. AMANTOS, 'H oikoyévèia Batátzē, *EEBS* 21, 1951, p. 177. Pour d'autres références bibliographiques, voir l'entrée du *PLP* 2518 et, plus récemment, la notice que lui consacre LAPPAS-ZIZICAS, Kosmidion, p. 258-260.

279. Sur l'origine de cette famille et son ascension politique, voir J.-Cl. CHEYNET, Philadelphie, un quart de siècle de dissidence, 1182-1206, dans *Philadelphie et autres études*, sous la dir. d'H. AHRWEILER, Paris 1984 (Byz. Sorb. 4), p. 39-54 ; J. S. LANGDON, Backgrounds to the Rise of the Vatatzai to Prominence in the Byzantine Oikoumene, 997-1222, dans *Tò Ἑλληνικόν, Studies in Honor of Speros Vryonis, Jr.*, t. 1, New Rochelle/New York 1993, p. 178-207. Sur le déclin de la famille dans la deuxième moitié du XIII^e siècle et au début du XIV^e, voir GANCHOU, Théodôros Batatzès, p. 75-79 (avec mention de notre personnage).

280. GRÈGORAS XV § 11 ; II, p. 741⁷.

à l'époque : il exerça les fonctions d'agent du fisc et de « recenseur général » dans les régions de Constantinople (1334)²⁸¹ et de Thessalonique (1341-1342)²⁸² et, plus tard (1344), celle de gouverneur (*épitropè*) de la capitale macédonienne²⁸³. Grégoras écrit qu'il s'était enrichi considérablement grâce à ces activités, ce qui lui avait permis un bel avancement dans la hiérarchie aulique de l'Empire : il fut nommé *prôtokynégos*, *mégas chartoularios*, *mégas droungarios* de la Veille²⁸⁴ et *mégas stratopédarchès*. De plus, grâce à cet argent, il disposa de troupes de mercenaires et cumula des biens fonciers, comme le village de Polyboton et la forteresse de Tèristasis (ou Péristasis) en Thrace, qu'il fit fortifier à ses frais et livra plus tard, à l'automne 1344, à Kantakouzènos²⁸⁵.

La chronologie de sa carrière permet de constater que ce fut surtout grâce au chaos provoqué par la deuxième guerre civile que Batatzès put jouer un rôle de premier plan dans la vie politique de l'Empire. Ses ressources financières faisaient de lui un allié utile pour les deux partis. C'est pourquoi ses changements de camp sont alors constants et visent à tirer le plus grand profit des événements. Il avait marié son fils à la fille du patriarche Iôannès XIV Kalékas, ce qui le rapprocha dans un premier temps du parti de la régence, mais très vite il passa du côté de Kantakouzènos, qui lui avait proposé un titre plus élevé. Batatzès conclut un accord avec l'émir de Karasi, dont le fils Süleymân avait épousé sa fille. Sa carrière fut toutefois précocement interrompue peu après l'assassinat d'Apokaukos (juin 1345), lorsqu'il tomba victime de la colère de ses propres alliés turcs. Les motifs exacts de leur mécontentement demeurent inconnus²⁸⁶.

Le cas de l'ascension sociale de Batatzès est sans doute le plus remarquable par sa dimension politique, mais il n'est pas unique. On a déjà évoqué l'exemple d'Apelméné qui collabora avec Kantakouzènos et dont Grégoras écrit qu'il s'était considérablement enrichi grâce aux fonctions qu'il avait détenues auprès de l'usurpateur. De même, on pourrait penser à Alexios Apokaukos, qui, aux dires de Kantakouzènos et de Grégoras,

281. Cette année-là, Batatzès fut chargé du recensement de la région de Constantinople, en collaboration avec le recenseur Patrikiôtès, qui était aussi un homme d'affaires connu de l'époque : sur le recensement Batatzès-Patrikiôtès de 1334, voir LAPPA-ZIZIKAS, Kosmidion, p. 258 ; sur l'activité antérieure de Patrikiôtès comme agent du fisc, voir *Lavra* III, n° 122, l. 3-4, et aussi LAPPA-ZIZIKAS, Kosmidion, p. 262 (avec bibliographie).
282. Les archives de l'Athos ont conservé six actes fiscaux signés par Iôannès Batatzès qui permettent de reconstituer la chronologie de sa carrière en tant que collecteur d'impôts : cf. *Lavra* III, p. 16-17, et *Docheiariou*, p. 150. Batatzès est mentionné comme *katholikos apographeus* dans l'acte de *Docheiariou*, n° 23, l. 24.
283. GRÉGORAS XV § 11 ; II, p. 741¹⁰. Juste avant lui, ce fut sans doute Michaël Monomachos qui fut gouverneur de Thessalonique entre 1342 et 1344 (voir NICOL, *Kantakouzenos*, p. 50-54).
284. Pour ce titre qui n'est pas répertorié dans l'entrée du *PLP* (cité *supra*, n. 278), voir *Docheiariou*, n° 23 (septembre 1344), qui nous apprend qu'à l'époque Batatzès était à Constantinople, du côté de la régence. Un peu plus tard, lorsqu'il se rallia à Kantakouzènos, Batatzès acquit la dignité plus élevée de *mégas stratopédarchès*.
285. KANTAKOUZÈNOS III § 76 ; II, p. 475. Pour les lieux cités, voir *TIB* 12, p. 578-579 (Péristasis) et p. 599 (Polyboton).
286. GRÉGORAS XV § 11 ; II, p. 743. Sur la fin de Batatzès et son implication dans les événements de la deuxième guerre civile, voir LEMERLE, *Aydin*, p. 219-220, et, plus récemment, E. A. ZACHARIADOU, *The Emirate of Karasi and that of the Ottomans: Two Rival States*, dans *The Ottoman Emirate (1300-1389)*, éd. EAD., Réthymnon 1993 (*Halcyon Days in Crete* 1), p. 225-236.

s'était aussi enrichi considérablement grâce à ses fonctions comme agent du fisc²⁸⁷. L'accumulation exorbitante d'argent et de biens par ces personnages résultait sans doute en partie d'un exercice frauduleux de leurs fonctions officielles, comportement que les chroniqueurs de l'époque ne renoncent pas à critiquer, témoignant de la corruption existant dans l'exercice de l'autorité publique. Cette corruption n'était pas sans coût politique, car l'imposition de charges trop élevées et de services trop lourds sur la population affaiblissait le prestige du souverain, qui était le responsable ultime de ces exactions. Ce fut surtout à l'époque de la deuxième guerre civile que ces comportements devinrent particulièrement fréquents, entraînant la désaffection d'une partie de la population pour la cause de l'Empire et son passage à l'ennemi. Le cas de la ville de Serrès, qui se rendit aux Serbes le 24 septembre 1345, constitue un bon exemple de ce phénomène. D'après Kantakouzènos, les Serbes entrèrent dans la ville grâce à la collaboration d'une partie de la population qui leur était favorable²⁸⁸.

3. LA POLITIQUE DES PRIVILÈGES DANS L'ÉTAT BYZANTIN TARDIF

Les empereurs byzantins ont toujours accordé des privilèges à leurs sujets afin d'accroître leur prestige. Cette pratique devint courante au XI^e siècle en raison des bouleversements politiques et fut poursuivie, au cours du siècle suivant par les empereurs comnènes jusqu'à la prise de Constantinople par les croisés en 1204. Sous les Paléologues, la politique des privilèges atteint un nouveau sommet, comme en témoigne le grand nombre d'actes mentionnant des exemptions fiscales.

En raison du parallélisme formel entre cette institution et l'immunité du Moyen Âge occidental (*privilegium emunitatis* ou *immunitas*), beaucoup d'historiens ont interprété la concession de privilèges à des personnes privées comme un trait caractéristique de la « féodalité » byzantine, un indice de l'affaiblissement de la puissance publique et de la privatisation des ressources fiscales. Toutefois, à Byzance ces privilèges étaient simplement fiscaux, rarement administratifs ou judiciaires. Ils étaient à la base du système de rémunération des cadres de l'armée et de l'administration et demeuraient toujours révocables par l'État²⁸⁹.

L'exemption fiscale à Byzance

L'exemption fiscale a toujours été la forme de privilège préférée par l'État byzantin à l'égard des particuliers. Elle est désignée par le terme *exkouseia* (ou par le verbe *exkouseuô*) et implique une forme de dévolution d'impôts, le bénéficiaire étant exonéré

287. Sur l'ascension sociale d'Alexios Apokaukos, voir *supra*, p. 44-45.

288. KANTAKOUZÈNOS III § 89 ; II, p. 551²⁰⁻²³. Voir aussi GRÈGORAS XV § 1 ; II, p. 74¹³⁻¹⁶. Le parti pro-serbe de Serrès aurait été animé par l'aristocrate Manouël Asanès, oncle de l'épouse de Jean VI Kantakouzènos, Eirènè Asanina. Sur le passage d'une partie de l'élite byzantine du côté serbe, voir le chapitre suivant.

289. L'interprétation traditionnelle de l'immunité en Europe occidentale a du reste fait aussi l'objet d'une critique radicale par B. H. ROSENWEIN, *Negotiating Space. Power, Restraint and Privileges of Immunity in Early Medieval Europe*, Ithaca 1999, qui a démontré l'utilité de l'immunité et de l'exemption fiscale pour consolider l'autorité du pouvoir royal durant le haut Moyen Âge et le premier âge féodal.

du paiement d'une taxe, généralement en espèces²⁹⁰. Elle exemptait normalement un particulier du paiement des impôts secondaires mais rarement de l'impôt foncier de base, dont la remise était effectuée par une procédure spéciale²⁹¹. Toutefois, l'*exkouseia* byzantine pouvait comporter aussi une autre modalité : le bénéficiaire pouvait recevoir les impôts d'autres contribuables. Dans ce cas, l'État abandonnait au profit d'un particulier une partie de ses recettes fiscales. À nos yeux, ces deux modalités de l'*exkouseia* ne sont pas de même nature : la première est une exonération fiscale, la seconde une rente sur les revenus du fisc. L'État byzantin ne faisait en revanche aucune distinction entre les deux. Il s'agissait simplement de la dévolution d'une taxe à un particulier.

Le système byzantin de l'*exkouseia* connaît d'ailleurs une troisième modalité, la concession d'une terre pour son exploitation. À partir du XI^e siècle, il est fréquent que l'État accorde à une personne ou à une institution une parcelle de terre, exemptée du paiement des impôts²⁹². À première vue, cela peut paraître une donation, mais en termes de comptabilité fiscale, elle équivalait à une rente en argent, correspondant à l'impôt foncier versé au titre de cette terre.

Les bénéficiaires de la politique de privilèges de l'État deviennent nombreux à partir du XI^e siècle : fonctionnaires, militaires, membres de la haute aristocratie et du clergé, etc. C'est que, à partir de cette époque, l'État préfère rémunérer ses serviteurs par ce système, au lieu de continuer à verser des rentes en argent (*rogai*)²⁹³. Ce procédé d'allocation de revenus pris à la source ne différait que techniquement de la concession de rentes en espèces et il avait surtout l'avantage de simplifier la fiscalité.

Cette politique de privilèges fiscaux a pourtant influencé l'évolution économique de l'Empire. Tout d'abord, elle a impliqué une diminution considérable de la circulation monétaire et a mis à la disposition de l'élite politique un surplus agricole plus important, qu'elle a ensuite écoulé sur le marché. Le numéraire obtenu était destiné à la consommation, en particulier celle de matières premières puis de produits fabriqués en Occident, faisant entrer l'Empire dans l'économie de marché installée en Europe après l'an 1000.

En outre, cette politique joua un rôle important dans le défrichement de la terre, parce qu'elle stimulait l'emploi de la main d'œuvre paysanne par les propriétaires. En effet, la remise des impôts dus par les cultivateurs qui travaillaient un grand

290. L'exemption peut concerner un service rendu à l'État, traduit souvent par un versement en espèces. C'est le cas par exemple du service militaire (*strateia*).

291. L'impôt sur la terre était conçu comme un droit régalien par excellence, dont l'exemption constituait une exception. Cette remise pouvait porter sur un village ou sur une personne physique ou morale. Elle pouvait être temporaire ou permanente, c'est-à-dire transmise par voie héréditaire. Sur l'exemption de l'impôt foncier, voir OIKONOMIDÈS, *Fiscalité*, p. 179 et suiv.

292. Voir, par exemple, la donation d'une terre faite par Michel VII Doukas en février 1073 à son cousin Andronikos Doukas, qui l'avait soutenu dans sa lutte pour le trône : *Patmos* I, n° 1.

293. La disparition progressive des *rogai* et leur remplacement par la concession d'avantages économiques au cours du XI^e siècle a été expliquée par N. OIKONOMIDÈS, *Title and Income at the Byzantine Court, dans Byzantine Court Culture from 829 to 1204*, éd. H. MAGUIRE, Washington 1997, p. 199-215 (= ID., *Social and Economic Life in Byzantium*, éd. E. ZACHARIADOU, Ashgate 2005 [Variorum Collected Studies Series 799], XVII).

domaine permit l'exploitation de terres dans des conditions plus avantageuses ; les grands propriétaires attiraient des paysans sur leurs terres grâce aux exemptions fiscales dont ils jouissaient. Pour le fisc l'avantage était évident puisque cela permettait de mettre en exploitation des terres abandonnées. Même si, dans la plupart des cas, ces propriétaires ne versaient rien au titre de l'impôt, le gain de l'État n'en était pas moins important, car ce procédé lui permettait de rétribuer un fonctionnaire à travers la concession d'une terre abandonnée, donc sans rien dépenser. L'État encourageait encore les puissants à installer plus de paysans sur leurs domaines en accordant des franchises supplémentaires, mais imposait comme condition qu'il s'agisse de paysans sans occupation, qui n'étaient pas employés dans l'exploitation d'un autre bien. Les privilèges impériaux et les actes fiscaux qualifient ces paysans nouveaux d'« étrangers et inconnus du fisc », précisément en raison de leur qualité de paysans « non occupés » ou « libres »²⁹⁴. L'objectif de cette politique était d'accroître le nombre de bras labourant la terre sans porter préjudice à un autre propriétaire ou à l'État (s'il s'agissait des paysans du fisc). Afin de garder le contrôle de la situation, l'administration mettait à jour périodiquement, lors du recensement de chaque province, la liste des contribuables et des paysans travaillant dans un domaine²⁹⁵.

Il est vrai aussi que cette politique favorisa l'essor de la grande propriété et la position prééminente des puissants dans la société byzantine et qu'elle contribua à détériorer la situation de ceux qui ne bénéficiaient pas de ces avantages fiscaux. Cela explique par exemple, dans un contexte de difficultés économiques, l'aliénation des terres des petits propriétaires en faveur des magnats²⁹⁶.

Le système de la *pronoia*

Même si le système de l'*exkouseia* était avantageux pour le fisc, le caractère héréditaire de ces privilèges constituait un danger potentiel pour l'État, puisque ces revenus échappaient pour toujours à son contrôle²⁹⁷. Demeurait certes le recours à une politique de confiscations et à l'augmentation de la charge fiscale pour rééquilibrer les recettes, mais ces mesures avaient un coût politique qui pouvait s'avérer très lourd. La mise en place à partir du XI^e siècle, pour récompenser les serviteurs

294. OSTROGORSKY, *Paysannerie*, p. 29, dit que les paysans « libres » ne possédaient pas de terre propre et n'avaient pas d'obligations fiscales envers l'État. Le terme « libre » (ἐλεύθερος) désigne dans la terminologie fiscale de l'époque une personne ou un bien qui est libre d'impôts. L'une des raisons de ne pas payer d'impôts pouvait être que la personne en question ne possédait rien.

295. OIKONOMIDÈS, *Fiscalité*, p. 214-218.

296. *Ibid.*, p. 212-213.

297. Il y eut, depuis le XI^e siècle, des essais de la part des empereurs pour limiter le caractère héréditaire des privilèges et des biens cédés aux particuliers. Par exemple, l'empereur Michel VII Doukas limita la transmission des places fortes (*kastra*) à deux personnes successives : cf. N. OIKONOMIDÈS, Donations of Castles in the Last Quarter of the 11th Century (Dölger, Regesten, n° 1012), dans *Polychronion. Festschrift F. Dölger*, Heidelberg 1966, p. 413-417. L'empereur Isaac I^{er} Komnénos (1057-1059) révoqua beaucoup de privilèges accordés par ses prédécesseurs et prit des mesures visant à augmenter les rentrées de l'État : ATTALEIATÈS, *Miguel Atalíates. Historia, introducción, edición, traducción y comentario*, éd. I. PÉREZ MARTÍN, Madrid 2002 (Nueva Roma 15), p. 60-61.

de l'État, d'un système de concessions de revenus fiscaux à titre viager (et non plus de biens patrimoniaux) visait donc à limiter la portée de ces privilèges. Ce mécanisme est célèbre dans l'historiographie sous le nom de *pronoia*²⁹⁸. Toutefois, il ne fut pas le seul. *Pronoiai*, *dôreai* et *charistikai* constituaient en effet des aspects différents d'un même phénomène : la concession d'un bien ou d'un revenu fiscal à titre conditionnel²⁹⁹.

La *pronoia* comportait les mêmes avantages économiques que l'*exkouseia* (simplification administrative et attraction de la main d'œuvre paysanne), tout en limitant la transmission héréditaire des privilèges. C'est pourquoi, à partir du milieu du XII^e siècle, elle devint le principal moyen de rétribution de l'armée³⁰⁰. Avec le temps, elle fut aussi employée pour rétribuer les fonctionnaires de l'administration, le personnel de la cour et les membres du clergé. Les *pronoiai* étaient promulguées par l'Empereur qui délivrait au bénéficiaire un acte de concession, généralement un chrysobulle³⁰¹. C'était ensuite que les agents du fisc rédigeaient la description de la rente fiscale du bénéficiaire. Ils souscrivaient un document, appelé *praktikon*, contenant la liste des contribuables (généralement des paysans) qui versaient leurs impôts au bénéficiaire, ainsi que la description des autres redevances et biens immeubles détenus par le pronoiaire³⁰². Chacun de ces éléments produisait un revenu qui contribuait au montant total (*posotès*) de la *pronoia*. Celui-ci était exprimé, à la fin du *praktikon*, en pièces d'or (*nomismata* ou *hyperpres*). Lors de chaque recensement, chaque *pronoia* était révisée et mise à jour.

De tous les biens accordés au pronoiaire, le seul versement « réel » en espèces était l'impôt dû par les paysans, appelé *oikouménon*, dont le montant représentait

298. La bibliographie sur la *pronoia* byzantine est abondante et ancienne. Les premiers à l'avoir étudiée ont été surtout les byzantinistes russes du XIX^e siècle : voir par exemple F. I. USPENSKIJ, *Značenie vizantijskoj i južnoslavjanskoj pronii*, dans *Sbornik" statej po slavjanovedeniju sostavlennyj i izdannyy učenicami V. I. Lamanskogo*, Saint-Petersbourg 1883, p. 1-32. Elle a fait aussi l'objet des travaux d'autres historiens slaves : voir par exemple P. MUTAFČIEV, *Vojniški zemi i vojnici v Vizantija prez XIII-XIV v.*, *Spisnie na Bulgarskata Akademija na naukite*, Kniga 27, Klon istorikofilologičen i filosofsko obščestven 15, Sofia 1923, p. 1-113 (= *Izbrani proizvedenija* I, éd. ID., Sofia 1973, p. 518-652). La question a été complètement renouvelée lors de la publication du livre d'OSTROGORSKY, *Féodalité*. Sur la *pronoia*, voir aussi LEMERLE, *The Agrarian History*, ici p. 222, OIKONOMIDÈS, *La pronoia au XIII^e siècle*, et KAZHDAN, *Pronoia*.

299. Dans un acte datable de 1183, il est question d'une *pronoiatikè dôréa* (cf. S. XANTHOUDIDES, *Tò δίπλωμα (προβελέγιον) τῶν Σκορδιλῶν Κρήτες, Επετηρίς Εταιρείας Κρητικών Σπουδῶν* 2, 1939, p. 298-312).

300. Un acte de 1162, conservé dans les archives de Lavra (*Lavra* I, n° 64), délivré par Iôannès Kontostéphanos, *doux* de Thessalonique, est devenu célèbre dans l'historiographie de la *pronoia* à l'époque des Comnènes, car il parle des détenteurs d'une *pronoia* liée à un service armé (le bénéficiaire est désigné d'ailleurs comme *stratiotès*). Deux autres actes, conservés aussi dans les archives de Lavra (*ibid.*, n°s 65 et 66), mentionnent des *pronoiai* attribuées aux Coumans du thème de Mogléna, situé au nord-ouest de Thessalonique : leur emploi comme soldats est vraisemblable.

301. Pour le procédé d'attribution d'une *pronoia*, voir OIKONOMIDÈS, *La pronoia au XIII^e siècle*, p. 167-174. Chôniatès parle aussi du diplôme délivré par l'empereur à chaque détenteur d'une *pronoia* (CHÔNIATÈS, p. 273).

302. Il pouvait s'agir par exemple d'un loyer versé pour un bien immeuble ou pour l'exploitation des bâtiments agricoles : voir *infra*, p. 76-78, le cas de la *pronoia* de Bérilas.

habituellement la moitié du revenu de la *pronoia*³⁰³. Le reste, c'est-à-dire l'autre moitié de la rente, bien qu'exprimé en monnaie, ne correspondait à aucun versement en espèces car il s'agissait souvent d'un bien foncier. La quantité d'argent associée à un bien foncier indiquait le revenu théorique que le bénéficiaire pouvait tirer de son exploitation. La terre, par exemple, était comptée au taux normal de sa valeur fiscale, à savoir 1 nomisma pour 50 modioi. C'était la somme qu'une personne devait payer au titre de l'impôt foncier et que le fisc lui remettait.

La *pronoia* au temps des Paléologues

Avec l'avènement de la dynastie des Paléologues, la *pronoia* apparaît comme le principal moyen de financement de l'armée et de l'administration et remplace la plupart des autres privilèges fiscaux accordés aux aristocrates et aux institutions religieuses.

La perte des privilèges héréditaires posait problème aux puissants dont la position devenait par trop dépendante de la faveur impériale, les empêchant de consolider durablement leur patrimoine. C'est pourquoi, à l'occasion du changement de dynastie, Michel VIII accorda la transformation des biens pronoïaires en biens héréditaires, afin de gagner le soutien de l'armée et de l'aristocratie³⁰⁴. Toutefois, cette concession pourrait ne pas avoir été générale³⁰⁵ ; la possibilité de transformer une *pronoia* en bien héréditaire était pour les empereurs byzantins un instrument politique pour s'attirer davantage de soutiens. Enfin, la *pronoia* apparaît à cette époque au centre du débat sur la propriété privée et sur les droits de l'État concernant la redistribution des biens fonciers.

On traitera d'abord du premier niveau de la *pronoia*, celui des biens affectés au financement des soldats³⁰⁶. Vu son caractère ordinaire, il s'agissait du type le plus répandu, même s'il est le moins connu de nous en raison du petit nombre de documents le concernant³⁰⁷.

303. Un manuscrit de la bibliothèque vaticane (*Vat. gr.* 867) a conservé un document célèbre parmi les historiens ; il s'agit d'un formulaire d'attribution de parèques à un pronoïaire, à usage des fonctionnaires du fisc. L'acte porte le titre suivant : παράδοσις παροίκων παρὰ τοῦ κατὰ χώραν δουκὸς πρὸς στρατιώτην (soit « attribution des parèques à un pronoïaire par le duc d'une région »). Le document, qui ne porte pas de mentions chronologiques, a été daté de la seconde moitié du XIII^e siècle. Éditions : Th. USPENSKIJ, *Vizantijskie zemlemery, Trudy VIgo arheologičeskogo Sjezda 1884*, t. 2, Odessa 1888, p. 334-335 ; FERRARI, *Formulari notarili*, p. 81-83 ; et OIKONOMIDÈS, *La pronoia au XIII^e siècle*.

304. PACHYMÉRÈS II § 1 ; I, p. 131¹⁸⁻²¹ ; et II § 5 ; I, p. 139³⁻⁸.

305. OSTROGORSKY, *Féodalité*, p. 95, a fait valoir que la transformation des *pronoiai* en biens héréditaires ne concerna que quelques aristocrates et non pas l'ensemble des pronoïaires.

306. Sur le mode de financement de l'armée à l'époque des Paléologues, voir BARTUSIS, *Byzantine Army*, p. 157 et suiv.

307. Nous possédons, en effet, un nombre très réduit de *praktika* délivrés en faveur de soldats. Outre l'exemple de Basileios Bérilas, on connaît trois autres dossiers : 1) les *pronoiai* de Michaël Sabentzès et de Nikolaos Maroulès de février 1321, *Xénophon*, n^{os} 15 et 16 ; 2) la *pronoia* de Michaël Monomachos de 1333, *Zographou*, n^o 29 ; et 3) la *pronoia* de Iôannès Margaritès de janvier 1342, LEMERLE, *Karakala*. Les autres *praktika* conservés ont été accordés à de grands monastères.

a) *La pronoia militaire. L'exemple de la pronoia de Basileios Bérilas (1323)*

Le *praktikon* délivré en faveur du soldat Basileios Bérilas daté de 1323 constitue l'un des rares documents qui nous soient parvenus concernant une *pronoia* militaire³⁰⁸. L'acte est signé par le recenseur du thème de Thessalonique, Géorgios Pharisaïos, sur l'ordre de l'empereur Andronic II Palaiologos ; par ce document, *kyr* Basileios Bérilas, du *mégas allagion* de Thessalonique³⁰⁹, était mis en possession d'un montant (*poson*) de 80 hyperpres, qui constituait sa rente fiscale (*oikonomia*). Cette rente fiscale était composée de l'impôt versé par 13 tenures paysannes du village de Langabikeia (*katépanikion* de Rentina), dont le total (5,8 nomismata) constituait l'*oikouménon*³¹⁰, ainsi que de quelques biens fonciers avec leurs revenus. Quelques-uns de ces biens fonciers sont comptés, dit le *praktikon*, au titre d'*anti oikouménon*, à raison de 2/3 de leur valeur réelle : par exemple, Bérilas reçut dans le village de Langabikeia des moulins et des terrains pour y bâtir d'autres moulins, le tout valant 9 nomismata ; ce revenu compte, dit l'acte, pour 6 nomismata au titre d'*anti oikouménon*³¹¹. De même, une terre de 2 000 modioi, « avec les noyers qui s'y trouvent et les terrains pour les jardins », qui a une valeur de 40 nomismata, compte pour 26 nomismata au titre d'*anti oikouménon*³¹². La liste des biens de Bérilas se termine par l'énumération d'autres taxes, droits supplémentaires et terres qui complétaient sa rente fiscale.

La somme totale des revenus de Bérilas (80 hyperpres)³¹³ est donc divisée – comme c'est normal dans toute *pronoia* – entre l'*oikouménon*, constitué de l'impôt des parèques, et les biens fonciers. Chaque partie devait représenter théoriquement la moitié du revenu global ; dans le cas de la *pronoia* de Bérilas, cela équivaldrait à 40 hyperpres. Or l'impôt versé par les parèques (5,8 hyperpres) ne constitue en réalité qu'une petite fraction de cette quantité, le complément étant constitué par les autres redevances qui comptent au titre d'*anti oikouménon* (35,3 hyperpres).

308. L'acte est conservé dans un manuscrit de la bibliothèque de l'université de Cambridge (*Add.* 2603). Il a été publié par SCHREINER, *Zwei unedierte Praktika*, p. 36-46. La datation proposée par Schreiner, 1368, a été corrigée par ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, *Notes sur un praktikon*, p. 335-346. Pour le prénom Basileios et non Manouël, voir *Xénophon*, p. 138.

309. Sur le *mégas allagion*, voir M. BARTUSIS, *The Megala Allagia and the Tzaousios: Aspects of Provincial Military Organization in Late Byzantium*, *REB* 47, 1989, p. 343-350, et plus généralement *Id.*, *Byzantine Army*, p. 193-196.

310. SCHREINER, *Zwei unedierte Praktika*, p. 37⁶ : ἐν τῷ κατεπανικίῳ Ρεντίνης εἰς τὸ χωρίον τὴν Λαγγαβίκειαν, ἀφ' ἧς προκατεῖχεν οἰκούμενον (suit la liste des parèques avec leur impôt, l. 7-15).

311. *Ibid.*, p. 38¹⁹ (entre crochets apparaît le texte reconstitué par ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, *Notes sur un praktikon*, p. 345) : [τοῦ] μύλωνος τόπον ὑπερπύρου δίμοιρον · [ὁμοῦ τὰ τῶν] μυλώνων καὶ τῶν μυλονοτόπων ὑπέρπυρα ἐννέα, [ἀντὶ οἰκουμένου ὑπέρπυρα ἑξ].

312. SCHREINER, *Zwei unedierte Praktika*, p. 38²³⁻²⁴ : γῆν ἀπὸ τῆς περιοχῆς τοῦ αὐτοῦ χωρίου μολίων δισχιλίων μετὰ τῶν ἐκεῖσε καρυῶν καὶ τῶν κηρωροτοπίων εἰς ὑπέρπυρα τέσσαρα ἀντὶ οἰκουμένου ὑπέρπυρα εἴκοσι ἑξ.

313. En réalité, il s'agit de 81 hyperpres et 5/6. La différence entre ce chiffre et le revenu théorique de 80 hyperpres n'est pas très importante. ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, *Notes sur un praktikon*, p. 345, explique que « les fonctionnaires du fisc pouvaient difficilement arriver à composer un revenu dont le montant réel fût rond et identique au chiffre de la rémunération annuelle accordée au pronoiaire ». Il reste néanmoins des questions non résolues concernant les impôts perçus par Bérilas : voir *ibid.*, p. 345, n. 25.

Oikonomidès a expliqué la signification du terme *anti oikouménon*³¹⁴ : il s'agit des revenus (tirés de terres mais aussi d'autres droits, comme le droit d'exploitation de moulins, le loyer des vignes ou les droits de pâturage) qui étaient accordés au pronoïaire au lieu d'un *oikouménon* réel, c'est-à-dire de l'argent versé par les paysans au titre de leur impôt. S'ils comptent pour 2/3 de la valeur monétaire réelle, c'est qu'ils ne représentaient pas un versement en espèces, mais simplement un revenu théorique. Par exemple, le *praktikon* dit que la terre que Bérilas avait reçue au titre d'*anti oikouménon* était « sans habitants »³¹⁵, ce qui indique qu'elle était en friche et qu'elle ne rapportait aucun bénéfice au moment où Bérilas fut mis en possession.

Il faut retenir de l'exemple de Bérilas que contrairement à une idée reçue concernant la *pronoia*, celle-ci ne constituait pas une aliénation considérable de recettes du fisc. En effet, la part des impôts réels accordés au pronoïaire représente à peine 8% de sa rente fiscale. En revanche, on constate que la part des biens en friche ou abandonnés est importante et qu'elle constitue le principal moyen de financement du soldat. Comme on l'a déjà dit, cette solution était doublement profitable pour l'État, car elle permettait non seulement le financement de l'armée sans versement de numéraire, mais aussi la mise en exploitation de terres abandonnées. Rappelons que Kantakouzènos a souligné dans ses mémoires l'intérêt pour le fisc de donner des terres aux soldats parce que, dit-il, cela « ne privait la caisse publique d'aucun revenu »³¹⁶.

La mise en culture des terres en friche entraînait des difficultés en raison des conditions d'exploitation et de la qualité des terres, qui ne semble pas avoir été très bonne³¹⁷. Il s'agissait généralement de biens qui n'étaient pas très productifs ou qui étaient d'accès difficile³¹⁸. Ces difficultés ont rendu laborieuse la mise en valeur de ces terres et ont dû empêcher ces soldats de percevoir la totalité de leur revenu. Dans un autre passage de ses mémoires, Kantakouzènos explique que les pronoïaires étaient mécontents parce qu'ils n'arrivaient pas à toucher intégralement le revenu de leurs *pronoiai*³¹⁹.

Outre cette dévaluation des *pronoiai* militaires, les mesures fiscales adoptées au début de l'époque des Paléologues contribuèrent aussi à détériorer davantage la situation de ces pronoïaires. On a déjà parlé de la politique de Michel VIII et d'Andronic II en Asie Mineure, qui avait imposé aux soldats pronoïaires des versements en espèces. Pachymérès expose en outre qu'au début du XIV^e siècle, Andronic II obligea tous les pronoïaires à payer un impôt équivalant à 10% de l'*oikouménon* de leurs parèques, pour financer la guerre en Thessalie³²⁰. Il s'agit, selon toute vraisemblance, de la taxe

314. *Ibid.*, p. 341-344.

315. SCHREINER, *Zwei unedierte Praktika*, p. 38²⁷⁻²⁸ : γῆν ἣν προκατεῖχεν ἀνακεκοινωμένην μετὰ τῆς δοθείσης αὐτῷ ἀντὶ οἰκουμένου.

316. Cf. *supra*, p. 40.

317. Les conditions de la mise en culture des *pronoiai* militaires sont mal connues. Il semble que les pronoïaires faisaient exploiter les terres accordées par le fisc grâce aux corvées fournies par les parèques (LEFORT, *L'économie rurale*, p. 405 ; A. STAURIDOU-ZAPHRACA, *Ἡ ἀγγορεία στὸ Βυζάντιο*, *Βυζαντινά* 11, 1982, p. 23-54 ; LAIOU, *Agrarian Economy*, p. 334 et suiv.).

318. Notons, par exemple, que les terres données à Bérilas étaient de deuxième et troisième qualité : SCHREINER, *Zwei unedierte Praktika*, p. 38²⁸⁻²⁹ (τὸ εἶναι αὐτὴν δευτέρας καὶ τρίτης ποιότητος).

319. KANTAKOUZÈNOS III § 8 ; II, p. 58.

320. PACHYMÉRÈS VII § 25 ; III, p. 81¹⁰⁻¹⁴.

appelée *ôphéleia* qui apparaît dans les actes de la pratique de l'époque et qui représente en effet le dixième des redevances des parèques³²¹.

L'évolution de la *pronoia* entre la fin du XIII^e et le début du XIV^e siècle impliqua donc d'un côté la diminution considérable du montant des redevances « réelles » (impôts versés par les parèques) du pronoïaire et d'un autre côté l'augmentation du nombre des terres en friche accordées. De plus, l'introduction de nouvelles charges fiscales contribua à dégrader la situation financière de ces soldats. Cette conjoncture engendra, dans le groupe des pronoïaires, des frustrations qui eurent, on l'a vu, des conséquences dans l'évolution des deux guerres civiles. La période postérieure au milieu du XIV^e siècle impliqua aussi des changements dans la composition des *pronoiai* ainsi que dans la situation socio-économique de leurs détenteurs, sur lesquels on reviendra dans les chapitres suivants.

b) Les revenus des privilégiés : aristocrates et grands monastères

Aristocrates et institutions ecclésiastiques continuèrent à recevoir de nombreux privilèges à l'époque des Paléologues. La concession de revenus fiscaux pratiquée par les empereurs comnènes se poursuivit durant cette période au profit des parents et des proches de l'Empereur, et de ceux qui avaient soutenu le coup d'État de 1258 ; ils occupaient désormais les principaux postes de l'administration. Les membres de l'aristocratie et du clergé reçurent d'immenses domaines, exemptés du paiement des impôts, des parèques et des droits d'exploitation de biens publics. Toutefois, la plupart de ces privilèges étaient accordés à titre viager, ce qui signifiait qu'après la mort du bénéficiaire, les revenus retournaient au fisc.

Si deux systèmes de privilèges avaient coexisté durant la période des Comnènes, ceux transmissibles et ceux conférés à titre viager, les donations à titre viager l'emportèrent à l'époque des Paléologues. Toutefois, on a vu que l'Empereur usa de la possibilité de transformer un bien concédé en *pronoia* en bien héréditaire comme d'un outil politique pour s'attirer des soutiens³²². Outre le cas de Michel VIII lors de son avènement au pouvoir, les guerres civiles furent aussi un contexte favorable à l'extension du privilège d'hérédité accordé aux biens pronoïaires³²³.

Au cours de la période tardive, les empereurs ajoutèrent au droit de transmission héréditaire d'autres clauses de type fiscal qui aboutissaient à protéger les biens des puissants de toute réclamation de la part des agents du fisc. Les grands monastères et d'autres institutions religieuses bénéficièrent par exemple d'un droit d'immunité supplémentaire qui supposait l'interdiction pour les recenseurs de pénétrer sur leurs domaines³²⁴.

321. Voir OSTROGORSKY, *Féodalité*, p. 357-358, qui cite les sources. À titre d'exemple, voir aussi l'acte *Iviron* III, n° 70 (1301), l. 28 : *oikouménon* de 30 hyperpres et *ôphéleia* de 3 hyperpres.

322. OSTROGORSKY, *Féodalité*, p. 132 et suiv., pense qu'une *pronoia* qualifiée de *gonikotès* ne pouvait pas être aliénée, seulement léguée.

323. On a vu, par exemple, que Kantakouzènos transforma certaines *pronoiai* en biens transmissibles pour s'attirer le soutien de leurs détenteurs (cf. *supra*, p. 52).

324. Cf. par exemple *Lavra* II, n° 89 (chrysobulle d'Andronic II de 1298), l. 190-191.

La documentation témoigne en effet de la constitution à cette époque de grandes fortunes aristocratiques, à la faveur de la concession de *pronoiai*. Le temporel monastique est, par ailleurs, très bien documenté en raison de la relative abondance des actes conservés qui s'y rapportent. Toutefois, de nombreuses questions demeurent sans réponse, par exemple celles concernant les propriétés des familles appartenant à l'aristocratie provinciale, puissante en milieu rural mais éloignée des cercles de la cour. Il est difficile de mesurer l'importance de leurs biens ainsi que le statut de ceux-ci, mais ces patrimoines étaient certainement plus modestes que ceux de la haute aristocratie.

En dépit de la concession de nombreux privilèges fiscaux et de la transformation des biens pronoïaires en biens héréditaires, on est loin de pouvoir parler d'une perte du contrôle de l'État sur la terre³²⁵. On a vu tout d'abord que tout changement dans le statut d'un bien foncier nécessitait une autorisation impériale ; en outre, lors de chaque succession au trône, l'ensemble des détenteurs de privilèges de l'Empire devaient se procurer un acte du nouveau souverain confirmant leurs anciens titres de propriété³²⁶, qui leur était demandé lors des recensements pratiqués périodiquement dans les provinces. Toute terre dont la possession n'était pas appuyée par un acte écrit retournait immédiatement au fisc pour être ensuite attribuée à un autre bénéficiaire. Enfin, l'Empereur gardait encore la possibilité de procéder à une redistribution des biens fonciers à travers la confiscation de terres et la révocation de privilèges. Les biens monastiques firent souvent l'objet de ces confiscations, parce que, étant donné le caractère perpétuel des monastères, les biens qui leur avaient été attribués à titre de *pronoiai* ne retournaient jamais au fisc³²⁷. On doit mentionner aussi le cas d'adversaires politiques des empereurs, qui voyaient leurs biens confisqués par l'État.

325. PATLAGEAN, *Un Moyen Âge grec*, p. 348 et suiv., a constaté que la *pronoia* et la politique de privilèges développée à l'époque des Paléologues n'ont pas constitué un élément de désagrégation des institutions publiques. Elle est d'accord pour reconnaître la finalité fondamentalement militaire de la *pronoia*, son utilité pour le pouvoir et le fait que son hérédité demeurerait limitée à des cas précis et restait toujours « étroitement encadrée ». Elle conclut son analyse de la *pronoia* en évoquant le problème de ce que l'historiographie antérieure a qualifié de « dérive seigneuriale », visant par là certains comportements des puissants qui auraient pu tenter de remplacer l'État dans ses fonctions les plus essentielles. Elle évoque à ce propos une confusion entre la corvée publique et celle due par les paysans dépendants, le droit de bâtir des fortifications dans les campagnes et le droit d'administrer la justice. Toutefois, Patlagean constate que, dans la plupart des cas, les puissants qui s'emparèrent des droits publics étaient du côté de ce qu'elle qualifie de *publicum*, c'est à dire du côté du fisc. C'est pourquoi cette évolution n'a pas entraîné une diminution de la puissance publique (cf. aussi *ibid.*, p. 285).

326. Dans un chrysobulle de 1289, l'empereur Andronic II déclare que nul, pas même un monastère, n'a la pleine possession d'un bien si une ordonnance impériale ne le confirme pas (MM V, p. 254).

327. Sur les confiscations de biens monastiques, voir SMYRLIS, *The State, the Land and Private Property*.

Malgré les protestations d'un groupe de juristes, l'Empereur n'a jamais renoncé à son droit de confisquer les biens fonciers³²⁸. On verra qu'à partir du milieu du XIV^e siècle les circonstances politiques contraignirent l'État à prendre des mesures particulièrement énergiques en vue de disposer de plus de terres pour renforcer le groupe des soldats pronoïaires.

Un aspect particulier de la politique des privilèges des empereurs byzantins : les monastères et les institutions ecclésiastiques. Revenus et service d'État

Bien que l'on ait déjà évoqué les privilèges accordés à l'Église par les empereurs byzantins, l'étude de la propriété des institutions ecclésiastiques et des monastères mérite d'être traitée à part en raison de son importance. Comme l'aristocratie, les monastères, les évêchés et le patriarcat de Constantinople avaient reçu en donation de nombreuses terres, ainsi que des privilèges et des immunités fiscales. Ce furent en effet les empereurs qui contribuèrent en premier lieu à la formation des grands patrimoines monastiques et ecclésiastiques, bien qu'il faille prendre également en compte les particuliers, principalement les aristocrates, dont les donations participèrent aussi à la consolidation du riche temporel du clergé.

Évelyne Patlagean a évoqué la propriété ecclésiastique en distinguant en fonction de leur origine trois catégories de biens³²⁹ :

- Propriété privée : il s'agit de biens immeubles acquis par achat ou en vertu d'une donation d'un particulier.
- Unités fiscales : des *proasteia* (domaines) et des *chôria* (villages) qui constituaient des unités à l'égard du fisc. Leurs revenus pouvaient être cédés par l'Empereur à une institution ecclésiastique. Dans ce cas, il n'y a pas d'emprise sur la terre.
- Biens militaires (soumis à la *strateia*) : ils sont désignés par le patronyme de leur ancien détenteur. Il s'agit de biens originellement accordés en *pronoia* à un soldat, qui sont passés dans le temporel d'une institution ecclésiastique par donation impériale. Ces biens n'étaient pas en principe exemptés pour autant de leurs obligations militaires (qui se traduisaient par un versement en espèces), c'est-à-dire que les privilèges du monastère y étaient limités.

À la lumière de cette classification, Patlagean a souligné que l'octroi de biens et de privilèges à l'Église n'altéra pas le fonctionnement du *demosios* (fisc), comme en témoignent les nombreuses restrictions imposées aux privilèges accordés³³⁰. Elle interprète les constants remaniements fonciers des biens de l'Église, auxquels font souvent allusion les actes de la pratique, comme des transferts à l'intérieur du *publicum*. Pour elle, la confiscation de terres, l'échange de propriétés ou l'attribution de paysans ne

328. Sur les protestations d'un groupe de lettrés contre les confiscations de biens fonciers par l'État, voir *infra*, p. 432-437 et 441-443.

329. PATLAGEAN, *Un Moyen Âge grec*, p. 275-279. Elle prend comme exemple le *typikon* du monastère du Pantokratôr à Constantinople, fondé au XII^e siècle par l'empereur Jean II Komnénos et sa femme (éd. et trad. P. GAUTIER, *Le typikon du Christ Sauveur Pantocrator*, *REB* 32, 1974, p. 1-145).

330. PATLAGEAN, *Un Moyen Âge grec*, p. 259.

changent en rien le régime de ces biens, car qu'il s'agisse de terres de l'Église ou du fisc, elles continuent à appartenir à l'État. Patlagean relève en effet l'« instabilité » de la propriété ecclésiastique dans les sources, ce qui constitue pour elle une preuve de la nature publique des biens ecclésiastiques³³¹.

Pour prouver cette hypothèse, elle met à contribution l'exemple de la fondation du monastère de Saint-Jean à Patmos. En 1088, le moine Christodoulos obtint de l'empereur Alexis I^{er} la donation définitive de l'île de Patmos, exemptée de tout impôt. En échange, Christodoulos devait remettre au fisc tous les biens qu'il détenait dans l'île de Kôs et à Strobèlos, où il s'était rendu accompagné d'un « homme de l'empereur », sans doute un agent du fisc. L'échange pratiqué par Christodoulos était en effet possible parce que ces biens demeuraient propriété du fisc³³².

Une autre preuve du transfert de biens entre l'Église et l'État, qui confirme l'hypothèse d'Évelyn Patlagean, est apportée par le fonctionnement d'un mécanisme fiscal appelé *hikanôsis*, c'est-à-dire « mise en équivalence ». Ce procédé consistait à ajuster la superficie des biens cédés par l'État à la valeur fiscale de la rente (*oikonomia*) de chaque bénéficiaire, permettant ainsi d'éviter les abus et la concentration de trop de biens. En effet, si l'on dépassait la valeur fiscale de la rente accordée, il fallait reprendre la quantité en surplus (*périssèia*), ce qui entraînait souvent la confiscation de terres³³³. L'*hikanôsis* constituait donc un procédé efficace pour contrôler l'expansion de la propriété ecclésiastique, car, en augmentant la valeur fiscale de la terre, on diminuait mécaniquement la superficie du domaine. En ce sens, la réforme fiscale entreprise au début du règne d'Alexis I^{er}, avec l'introduction du système de l'*épibolè*, semble avoir eu pour objet de mettre à disposition de l'État davantage de terres, qui étaient en grande partie entre les mains de l'Église³³⁴.

Je crois néanmoins que la classification des biens ecclésiastiques proposée par Patlagean peut être encore simplifiée en distinguant seulement deux catégories : les biens détenus en pleine propriété et ceux détenus à titre conditionnel. Les premiers faisaient partie du patrimoine du monastère, que l'on pourrait appeler « privé » ; bien qu'en principe inaliénables, ils pouvaient être vendus ou cédés en location en vue d'obtenir un revenu, mais ils ne pouvaient pas en théorie faire l'objet d'un échange avec le fisc ni être confisqués. Les seconds, en revanche, avaient été acquis grâce à la politique de redistribution des revenus fiscaux réalisée par l'État et demeuraient donc en principe à la disposition des autorités.

331. En effet, les actes de l'Athos parlent souvent des échanges de terres et de droits entre les monastères et le fisc. Voir, par exemple, *Vatopédi* I, n° 14 (1239-1240 ?), à propos d'un échange de terres klasmatiques, détachées de la fortune du monastère de Sisôè et de l'évêché de Hiérissos, et attribuées à Vatopédi en compensation pour la perte de son domaine à Éladiaba.

332. PATLAGEAN, *Un Moyen Âge grec*, p. 259.

333. Sur le procédé de l'*hikanôsis*, voir OIKONOMIDÈS, *Fiscalité*, p. 27-28.

334. Sur les confiscations de terres à l'époque d'Alexis I^{er}, voir *Iviron* II, p. 27-33. Sur la politique de cet empereur à l'égard des monastères, voir R. MORRIS, *Monks and Laymen in Byzantium, 843-1118*, Cambridge 1995, p. 280-295, et M. ANGOLD, *Church and Society in Byzantium under the Comneni, 1081-1261*, Cambridge 1995, p. 273-276 et p. 320-321. La mise en place du système de l'*épibolè* pour calculer la valeur fiscale de la terre doit être rapprochée des efforts d'Alexis I^{er} pour appliquer l'*hikanôsis* aux biens de l'Église, voir à ce sujet SVORONOS, *Épibolè* ; et OIKONOMIDÈS, *Fiscalité*, p. 56-61.

En 1101, les biens détenus par le monastère d'Iviron dans la région de Hiérissos, en Chalcidique, avaient fait l'objet d'une « révision » par le *logariastès* du *sébastokratôr* Isaakios Komnènos, un certain Sgouros³³⁵. Plusieurs biens de ce monastère avaient été confisqués en raison des mesures fiscales adoptées par Alexis I^{er}. Sgouros dresse l'inventaire des biens détenus par le monastère et écrit que le domaine d'Arsénikeia (d'une superficie de 3 200 modioi) n'avait pas été enregistré avec les autres biens parce que lui-même l'avait soustrait du patrimoine des moines et aussitôt rangé parmi les biens *despotika*, c'est-à-dire les biens en pleine propriété, qui faisaient l'objet d'une liste à part³³⁶.

Ce document est important pour l'étude du régime de la propriété ecclésiastique, car il fait une distinction claire entre les biens *despotika*, détenus en pleine propriété, et les biens à titre conditionnel, c'est-à-dire les biens qui faisaient partie de l'*oikonomia* du monastère. Dans le cadastre de Radolibos (première décennie du xiii^e siècle), la liste des tenures paysannes (*stasis*) est suivie de l'inventaire de 19 champs appelés eux aussi *despotika*³³⁷. Les éditeurs de cet acte considèrent vraisemblable que ces biens *despotika* aient été « des biens d'Iviron autres que ceux formant les tenures des parèques³³⁸ ». Certains de ces champs étaient loués à des paysans³³⁹. Je crois qu'il s'agit là aussi, sans aucun doute, de biens qui appartenaient au monastère en pleine propriété.

À l'époque des Paléologues, la distinction entre biens détenus en pleine propriété et biens cédés à titre conditionnel demeure valide. Par exemple, vers la fin du xiii^e siècle ou au début du xiv^e, un membre de la famille Komnènos Philès Kantakouzènos, appartenant aux notables de la ville de Melnik, dont l'identité demeure inconnue, fit donation d'une partie de sa fortune au monastère de la Spèlaiôtissa pour y être enseveli³⁴⁰. L'acte indique que les moines devaient posséder ces biens au même titre

335. *Iviron* II, p. 50. C'est le frère de l'empereur, le *sébastokratôr* Isaakios Komnènos, qui agit en tant que représentant de l'État, car il a reçu les droits du fisc dans cette région.

336. *Ibid.*, n° 50, l. 67 : ἡ [...] καλούμενον καὶ ἐν τῇ κατὰ τὴν Ἱερισσὸν Ἀρσενικεῖα διακείμενον, ὅπερ οὐκ ἀνεγράφη ἐνταῦθα διὰ τὸ ἀφαιρεθῆναι παρ' ἡμῶν καὶ εἰς τὰ δεσποτικά ἀφορισθῆναι ἀρτίως. Sgouros explique que les biens qu'il avait soustraits au temporel d'Iviron avaient été ensuite remis par lui au responsable (*pronoètès*) du domaine fiscal (*épiskepsis*) dans la région d'Arrabénikia et de Hiérissos ; c'est ensuite que le *sébastokratôr* Isaakios Komnènos avait décidé de remettre au monastère le bien d'Arsénikeia, mais cette fois en tant que bien de plein droit.

337. *Ibid.*, n° 53, l. 522 (διὰ τῶν χωραφίων τῶν δεσποτικῶν).

338. *Ibid.*, p. 253. Les éditeurs renvoient à l'acte de *Patmos* II, n° 50, l. 231, 257, à propos de maisons de maître sur un domaine, qualifiées également de *despotika*.

339. Voir, par exemple, *Iviron* II, n° 53, l. 524 : χωράφιον τὸ κατεχόμενον παρὰ Μιχαὴλ πρεσβυτέρου.

340. *Vatopédi* I, n° 21. Les éditeurs ont attribué la paternité de l'acte à un certain Michaël Élaiodôritès Spanopoulos, στρατοπεδάρχης τῶν ἀλλαγίων, en raison de sa qualité de premier signataire (sa signature est suivie de celles de plusieurs officiers de la métropole de Melnik et au verso figure aussi celle du *dikaiô* du métropolitain). Cette interprétation impliquerait que Spanopoulos était le père d'un certain Théodôros Komnènos Philès Kantakouzènos qui est mentionné dans l'acte. Il est difficile d'admettre pareil lien de parenté : les noms de famille Komnènos Philès Kantakouzènos dénotent l'appartenance à la plus haute aristocratie, alors que ceux d'Élaiodôritès Spanopoulos suggèrent un milieu social beaucoup plus modeste. Certes, l'acte a été écrit à la première personne, mais cela n'implique pas nécessairement que Spanopoulos en soit l'auteur, car le document conservé n'est qu'une copie (cf. *ibid.*, p. 172). Il est donc probable que Michaël Élaiodôritès Spanopoulos ne soit qu'un fonctionnaire de

que le donateur les avait détenus avant eux, c'est-à-dire en tant que biens transmissibles (*gonikothēn*) et non pas faisant partie du montant de la rente fiscale (*oikonomia*)³⁴¹.

Un acte dressé en septembre 1344 par le *prôtobestiariēs* Iôannēs Doukas en faveur du monastère de Docheiariou fournit une preuve supplémentaire de la distinction entre les deux régimes de la propriété ecclésiastique³⁴². Par cet acte, le *prôtobestiariēs* remettait aux moines la totalité de leur domaine de Diabolokampos, situé en Chalcidique, dont une partie leur avait été contestée par le recenseur Manouël Chagérès³⁴³. L'acte commence par expliquer que, lorsque Chagérès avait effectué le recensement du thème de Kalamaria, il avait retiré du temporel de Docheiariou une partie du bien appelé Diabolokampos et l'avait rattachée à la terre fiscale (*dēmosieusa gē*). C'est pourquoi, le hiéromoine Niphôn, higoumène du monastère, s'était présenté devant le *prôtobestiariēs* et avait porté plainte contre Chagérès. Un tribunal fut alors constitué en présence de Iôannēs Doukas ; devant lui, Chagérès répondit qu'il avait détaché une partie du domaine de Diabolokampos parce qu'elle constituait un supplément (*périssēia*) de la rente fiscale du monastère³⁴⁴. L'higoumène objecta que cette terre ne pouvait pas lui être retirée parce qu'il s'agissait d'une terre qui avait appartenu au monastère depuis sa fondation (*ktētorikēn gēn*, cf. l. 12), trois cents ans auparavant, et avait été achetée par le fondateur qui en avait fait don à Docheiariou³⁴⁵. L'higoumène reconnaissait néanmoins être incapable de produire des titres de propriété pour le prouver, puisque ceux-ci avaient été perdus à cause de la conquête latine. Niphôn présenta toutefois une délimitation (*pēriorismos*) établie par un certain Arsénikas, *doux* de Berroia et recenseur de la région de Thessalonique, soixante-dix ans auparavant (donc vers 1274)³⁴⁶ ; elle incluait déjà les terres détachées

l'administration locale qui, avec quelques membres de la métropole, authentifia la copie destinée à être conservée dans les archives de Vatopédi, lorsque le couvent de la Spēlaiotissa, bénéficiaire originel de la donation, passa sous la dépendance du monastère athonite (vers 1365). En revanche, le père de Théodoros Komnēnos Philēs Kantakouzēnos devait sans doute porter un ou plusieurs de ces patronymes, au moins le dernier (Kantakouzēnos) qui servait à indiquer, en principe, la filiation paternelle.

341. *Ibid.*, n° 21, l. 4-5 : ὁθεν καὶ ὀφείλουσιν οἱ ἐν τῇ τοιαύτῃ σεβασμῖα μονῇ ἀσκοῦμενοι μοναχοὶ κατέχειν αὐτὸ ἀναφερέτως καὶ ἀναποσπάστος, καθὼς εἶχον καγῶ τοῦτο γονικῶθεν ἐκτὸς τοῦ ποσοῦ τῆς οἰκονομίας μου.

342. *Docheiariou*, n° 23. L'auteur de l'acte signe simplement comme Iôannēs Doukas, mais il doit s'agir en réalité du fils du *mégas doux* Alexios Apokaukos, comme Oikonomidēs l'a souligné dans son commentaire de l'acte (*ibid.*, p. 168). En effet, les membres de cette famille utilisaient souvent le patronyme Doukas seul, passant sous silence celui d'Apokaukos (cf. aussi POLEMIS, *Doukai*, p. 101). Iôannēs Doukas [Apokaukos] fut gouverneur de Thessalonique de 1343 à 1345, jusqu'à son massacre par les Zélotes (cf. *PLP* 1187).

343. Sur les recensements effectués par Manouël Chagérès, voir *Lavra* III, p. 41.

344. La confiscation pratiquée par Chagérès s'est produite à l'époque de la deuxième guerre civile, qui vit le fisc opérer de nombreux remaniements des biens fonciers en vue de remplir ses caisses. Pour un aperçu plus détaillé de la situation des propriétaires terriens à l'époque de la deuxième guerre civile, voir le chapitre suivant.

345. Pour l'histoire du bien, voir *Docheiariou*, p. 139-141.

346. Ce *pēriorismos* d'Arsénikas n'est pas conservé, mais son contenu doit être très proche de l'acte de *Docheiariou*, n° 19, qui est un acte d'avril 1338 signé par Kōnstantinos Makrēnos et contenant la description du domaine de Diabolokampos. L'acte d'Arsénikas fut émis vers 1274, donc sous le règne de Michel VIII.

par Chagérès. L'higoumène produisit aussi d'autres actes des recenseurs précédents qui incluaient tous des informations sur la terre en litige³⁴⁷. Chagérès continua pourtant à contester le statut patrimonial de cette terre, en alléguant qu'elle avait été déjà une fois enlevée au monastère et donnée à un certain Néokastritès et à la compagnie d'hommes d'armes dites des Barbarènoi³⁴⁸. L'higoumène reconnut ce fait, mais répliqua qu'il s'agissait d'une action injuste, la preuve en étant que le défunt empereur Andronic III avait restitué cette terre à son couvent au moyen d'une ordonnance. Il présenta également au tribunal cet acte impérial par lequel Andronic III enjoignait à un recenseur en poste à l'époque, un certain Kônstantinos Makrènos, de restituer ce bien au monastère en tant que bien transmissible (κατὰ λόγον γονικότητος)³⁴⁹. Plus tard, l'empereur Jean V avait aussi délivré un acte de confirmation de l'ordonnance de son père³⁵⁰. Finalement, en vertu des pièces documentaires présentées par l'higoumène et de la longue jouissance du bien, le *prôtobestiaritès* ordonna la restitution à Docheiariou du bien enlevé par Chagérès et la confirmation des droits du monastère.

Les deux exemples que l'on vient d'examiner montrent clairement une distinction entre deux types de biens monastiques : ceux détenus en pleine propriété et ceux accordés à titre de rente fiscale. Je ne me suis référé ici qu'au cas des monastères athonites, parce qu'ils sont les mieux documentés ; mais la concession de rentes fiscales par l'État à d'autres institutions ecclésiastiques devait être tout aussi fréquente. Un acte de la seconde moitié du XIII^e siècle, tiré des archives de Vatopédi, mentionne par exemple la terre qui avait été « retirée » par le fisc à l'évêché d'Anastasioupolis³⁵¹. Nous sommes certainement là encore face à un cas de bien accordé à un évêque au titre de son *oikonomia*, donc susceptible d'être confisqué ou échangé par le fisc.

La concession de revenus fiscaux en faveur des institutions ecclésiastiques répondait aussi au principe de rémunération des services rendus à l'État. Il s'agissait d'abord de rétribuer la prière pour le salut de l'Empereur et de tous les chrétiens. En outre, l'Église, comme l'aristocratie, remplissait aussi des fonctions publiques ; les hommes d'Église étaient employés comme ambassadeurs auprès des puissances étrangères ou comme agents du fisc. Enfin, l'Église s'était mise au service de l'État dans la codification des normes sociales, en particulier en matière de parenté et d'alliance, et était la garante du serment en tant qu'institution publique.

*
* *
*

347. Parmi les actes de recenseurs précédents, il faut compter un document du recenseur Dèmètrios Konténos, aujourd'hui perdu, mais qui peut être daté vers 1315-1316 par comparaison avec une copie d'un acte de ce recenseur conservée dans les archives de ce monastère (*Docheiariou*, n° 15).

348. En effet, la terre de Diabolokampos appartenant à Docheiariou a fait l'objet de plusieurs confiscations : la première daterait du tout début du XIV^e siècle, lors du recensement dirigé par Dèmètrios Apelméné (1300-1304) (*ibid.*, p. 140). L'histoire de ce bien dans la première moitié du XIV^e siècle est très complexe et difficile à reconstituer.

349. L'acte de l'empereur Andronic III est perdu (voir *Docheiariou*, p. 141, doc. *h*), mais nous avons conservé celui de Kônstantinos Makrènos mettant Docheiariou en possession de cette terre (*ibid.*, n° 18) : elle était cédée à titre transmissible (κατὰ λόγον γονικότητος, cf. l. 11).

350. Cet acte est perdu, il daterait de la période 1341-1344.

351. *Vatopédi* I, n° 22, l. 5 : τῆς ἀποσπασθείσης γῆς τῆς ἀγιωτάτης ἐπισκοπῆς Ἀναστασιουπόλεως.

À la question de savoir si l'État byzantin s'est affaibli durant la période tardive plusieurs réponses sont possibles. On a vu qu'il y eut en effet une fragmentation de l'autorité territoriale au lendemain de 1204, avec la constitution de plusieurs entités régionales indépendantes. La reconquête de Constantinople en 1261 n'aboutit certes pas à la reconstruction de l'empire des Comnènes, mais il n'en est pas moins vrai qu'elle conféra aux souverains byzantins ultérieurs une sorte d'autorité symbolique sur les autres pouvoirs du bassin égéen et des Balkans. Plus d'un potentat local se tourna alors vers l'empereur de Constantinople afin d'obtenir de lui un titre aulique légitimant son pouvoir. Ce système ne rendait pas aux souverains byzantins le contrôle effectif sur un territoire, mais il avait le mérite de préserver intacte l'idée d'unité impériale et de contribuer à la création de liens entre Constantinople et les autres principautés des Balkans.

Le même principe fut progressivement mis en œuvre à l'intérieur de l'Empire au cours de la première moitié du ^{xiv}^e siècle. En effet, les dissensions internes et la menace ennemie obligèrent alors les empereurs à déléguer la souveraineté sur les provinces aux différents membres de la famille impériale et aux représentants les plus éminents de l'aristocratie. Les cas que l'on connaît montrent que le système ne provoqua pas un affaiblissement de l'autorité publique, grâce à l'allégeance maintenue de l'élite byzantine envers le pouvoir impérial. En effet, contrairement à une idée répandue dans l'historiographie, l'aristocratie laïque et ecclésiastique contribua au maintien de l'autorité impériale et au fonctionnement de l'État. Les cas de trahison et de révoltes sont trop peu nombreux et conjoncturels pour que l'on puisse parler d'un véritable déclin de l'influence impériale dans les provinces. Les raisons de cette fidélité de l'aristocratie envers le souverain tiennent notamment aux caractéristiques de la fiscalité byzantine, fondée sur un système de privilèges. La rétribution des notables byzantins, à travers la *pronoia* et la concession de biens héréditaires, avait créé un lien solide entre l'Empereur et les puissants. Ces derniers avaient compris que leur sort et celui de leur fortune étaient irrémédiablement liés au destin de l'Empire. La perte de l'Asie Mineure au début du ^{xiv}^e siècle le confirma.

Toutefois, ce fut paradoxalement cette aristocratie, principal soutien du pouvoir impérial, qui, au cours des deux guerres civiles, provoqua la crise qui devait conduire l'Empire au bord de l'abîme. On le verra, les conséquences de ces guerres furent catastrophiques, pour l'aristocratie mais aussi pour le pouvoir impérial. La tentative de Kantakouzénos pour s'emparer du trône et remplacer la dynastie des Paléologues offrit aussi l'occasion au souverain serbe Étienne Dušan de se faire proclamer « empereur des Serbes et des Romains », portant ainsi un coup sévère au prestige des souverains byzantins et les privant de leur capacité exclusive à octroyer des titres de la hiérarchie aulique. Néanmoins, malgré la perte de territoires et la crise politique, l'autorité de l'Empereur byzantin connut un redressement aussi spectaculaire que paradoxal à partir de la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle. Le mérite en revient à l'avancée des Ottomans.

CHAPITRE III

L'IMPACT DE LA CRISE SUR LES PROVINCES

Dans le premier chapitre, on a vu les raisons qui ont conduit l'Empire byzantin au bord de la désintégration au milieu du ^{xiv}^e siècle. On y a pris en compte les bouleversements politiques et les changements qui s'étaient opérés dans la société du temps. Il s'agit d'aborder maintenant l'impact que ces transformations eurent sur les provinces : dans quelle mesure la guerre civile et plus tard l'occupation serbe et bulgare des territoires de l'Empire modifièrent le régime de la propriété foncière et comment la guerre et l'insécurité affectèrent la société rurale et transformèrent l'aspect des campagnes byzantines. Il s'agit en définitive de déterminer, au-delà des généralités, les effets concrets de la crise de la première moitié du ^{xiv}^e siècle sur les territoires qui appartenaient alors à Byzance, afin de préciser la situation interne de l'Empire au lendemain de la deuxième guerre civile, qui coïncidait avec le début du long règne effectif de Jean V (1354-1391).

1. L'ÉVOLUTION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE, DE LA DEUXIÈME GUERRE CIVILE À LA CONQUÊTE SERBE (1341-1354)

Les diverses crises de la première moitié du ^{xiv}^e siècle entraînèrent des changements notables dans le régime de la propriété foncière de l'Empire, par exemple l'accroissement des grands domaines aux dépens de la propriété paysanne. De même, le transfert de population d'Asie en Europe, dès la fin du ^{xiii}^e siècle, avait provoqué un manque de terres, ce qui fut l'une des causes de la première guerre civile.

À l'époque de la deuxième guerre civile et sous le règne de Jean VI (1347-1354), la situation de la propriété foncière subit encore les conséquences des confiscations de terres opérées par les deux partis et de la conquête serbe et bulgare.

La dynamique des confiscations et des cessions de terres au cours de la guerre civile

Durant la deuxième guerre civile, le nombre de terres qui changèrent de main du fait des confiscations fut considérable ; chaque parti récompensa ses soutiens avec les biens pris à ses adversaires. En peu d'années, beaucoup de grandes fortunes s'écroulèrent, victimes des confiscations, et, à l'inverse, certains individus parvinrent à se constituer de grands patrimoines fonciers.

Au début du conflit, les partisans de Kantakouzènos furent les principales victimes des confiscations. Après le départ de l'usurpateur pour Didymotique, où il se fit proclamer empereur en octobre 1341, une bonne partie des biens des « kantakouzénistes » fut saisie par les fidèles à la régence. À Constantinople, par exemple, au cours de l'automne et de l'hiver 1341, la régence saisit les biens de la famille Kantakouzènos et de ses partisans³⁵². Puis, au fur et à mesure que les révoltes et les émeutes populaires se

352. KANTAKOUZÈNOS III § 29-30 ; II p. 183-185 ; et GRÈGORAS XII § 14 ; II, p. 620.

répandaient dans l'ensemble des territoires de l'Empire, un grand nombre des *dynatoi* ralliés à la cause de l'usurpateur virent aussi leurs biens confisqués ; d'abord ceux qu'ils possédaient à l'intérieur des principales villes et plus tard dans l'arrière-pays.

Les actes conservés dans les archives de l'Athos permettent de se faire une idée assez précise de la situation créée en Macédoine à cette époque³⁵³. Les archives du monastère de Karakalla contiennent par exemple un acte qui éclaire l'évolution de la propriété foncière dans la région de Zichna, en Macédoine orientale. Il s'agit d'un *praktikon* daté de janvier 1342, par lequel le recenseur Michaël Papyllas met le pronoïaire Iôannès Margaritès en possession d'une rente fiscale (*posotès*) de 55 hyperpres, prise sur les biens des ennemis de la régence³⁵⁴. L'acte, édité et commenté par Paul Lemerle³⁵⁵, mentionne en effet la confiscation de biens de Kantakouzènos et de ses partisans, parmi lesquels on trouve le *mégas papias* Arsénios Tzamlakôn³⁵⁶, personnage qui joua un rôle de premier plan dans les événements de la guerre civile du côté de l'usurpateur³⁵⁷.

Le recenseur Papyllas agissait sur l'ordre de Guy de Lusignan, gouverneur du thème de Serrès-Christoupolis pour le compte de la régence³⁵⁸. Ce dernier fut en effet un fidèle partisan de Jean V Palaiologos et, après la proclamation de Jean VI Kantakouzènos à Didymotique, il ordonna la saisie des biens de ce dernier et de ses partisans qui se trouvaient dans le ressort de sa juridiction. C'est Kantakouzènos lui-même qui rapporte dans ses mémoires que Guy avait fait confisquer les biens de Kônstantinos Palaiologos, « oncle » de Jean V, qui, dans un premier temps, s'était rallié à sa cause et l'avait rejoint à Didymotique³⁵⁹. De retour en Macédoine début mars 1342, ayant pu mesurer l'ampleur du pillage de son patrimoine, Kônstantinos Palaiologos déserta le camp de Kantakouzènos et passa à celui de la régence. Il s'en alla à Serrès où il devait être nommé *képhalè* après le départ de

353. Dans son édition des nouveaux documents du monastère de Philothéou, Vassiliki Kravari a dressé un tableau résumant l'ensemble des informations dont on dispose sur les confiscations de terres à l'époque de la deuxième guerre civile : *Phil. Suppl.*, p. 294, fig. II. Le tableau n'est néanmoins pas complet, puisqu'il ne mentionne pas la confiscation des biens de Kônstantinos Palaiologos, « oncle » de Jean V, durant l'hiver 1341-1342.

354. L'acte porte la signature (l. 49) ὁ δοῦλος τοῦ κραταιοῦ καὶ ἀγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ βασιλέως Μιχαὴλ Πάπυλλας, écrite de la main du scribe et suivie d'un monocondyle que Lemerle n'a pas su lire (LEMERLE, Karakalla, p. 286). ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, Notes sur un praktikon, p. 339, n. 12, a proposé une lecture de ce monocondyle qui semble recevable : ὁ ἔνοχος, soit « le responsable ». Sur Iôannès Margaritès, voir *PLP* 16850.

355. LEMERLE, Karakalla.

356. La liste se complète avec le *sébastos* Mésopotamitès, le *prôtasèkrètis* Bardalès, le *dioikètès* Manouèl et l'ἐπὶ τῶν ἀναμνήσεων Spingès.

357. En 1342, Arsénios Tzamlakôn fut envoyé par Kantakouzènos comme ambassadeur auprès du souverain serbe Étienne Dušan, mais fut fait prisonnier par un bandit serbe nommé Tzimpanos qui le livra au parti de la régence à Thessalonique. Dans cette ville, le peuple lui infligea un châtimement honteux et confisqua les propriétés qu'il possédait dans la région environnante. Une partie de ses biens fut accordée en récompense à ce Tzimpanos qui l'avait livré : KANTAKOUZÈNOS III § 42 ; II, p. 256-257. Sur Arsénios Tzamlakôn, voir ESTANGÜI GÓMEZ, Les Tzamlakônes.

358. Sur la carrière byzantine de Guy de Lusignan, voir *PLP* 92566 (Συργγεῖν).

359. Sur Kônstantinos Palaiologos, voir ESTANGÜI GÓMEZ, Théodôra Palaiologina, p. 139-141 (avec bibliographie).

Guy pour l'Arménie en 1343³⁶⁰. Grègoras évoque aussi, quoique de manière moins circonstanciée, les confiscations opérées par Guy de Lusignan³⁶¹.

Un autre acte, une ordonnance de l'empereur Jean V d'octobre 1342, conservée dans le cartulaire B du monastère de Saint-Jean-Prodrôme près de Serrès, témoigne aussi de la confiscation de certains biens de Kantakouzènos et de ses partisans et de leur attribution à ce même Iôannès Margaritès qui avait bénéficié des confiscations dans la région de Zichna³⁶². Par cette ordonnance, l'empereur accorda à Margaritès l'exemption fiscale pour les terres et les vignes qui lui avaient été concédées, ainsi que le droit de les transmettre héréditairement. La localisation de ces parcelles et la lecture du nom Tzamlakôn dans une ligne de l'acte, qui est endommagée, permettent de supposer qu'elles avaient appartenu aux mêmes propriétaires que les biens mentionnés dans le *praktikon* de Karakalla de janvier 1342. L'ordonnance de Jean V fut certes délivrée plusieurs mois plus tard, en octobre 1342 ; toutefois cette ordonnance n'est pas un acte de mise en possession mais un privilège fiscal pour des terres dont Margaritès était déjà en possession : sans doute, les avait-il acquises à la même époque que celles mentionnées dans le *praktikon*, c'est-à-dire au cours de l'hiver 1341-1342, lors de la série de confiscations réalisées par Guy de Lusignan dans la région de Serrès³⁶³.

La carrière de Iôannès Margaritès ne s'arrêta d'ailleurs pas là ; en 1345, lors de la conquête serbe de la Macédoine, il passa à l'ennemi, ce qui lui valut de nouvelles concessions et de nouvelles dignités³⁶⁴.

Un autre archonte de la même région, un nommé Géorgios Margaritès, peut-être un parent du précédent, reçut de l'empereur Jean V en novembre 1342 un chrysobulle le mettant en possession d'une rente fiscale de 50 hyperpres³⁶⁵. Elle était constituée,

360. KANTAKOUZÈNOS III § 32 ; II, p. 196³⁻⁹.

361. GRÈGORAS XII § 15 ; II, p. 623.

362. GUILLOU, *Prodrome*, n° 36, p. 118-119 ; BÉNOU, *Codex B*, n° 206, p. 400-401. Voir aussi VERDURE, *Prodrome*, n° 150. L'acte est adressé à un Margaritès sans prénom ; l'identification avec le Iôannès Margaritès bénéficiaire du *praktikon* de janvier 1342 ne semble pas faire de doute : cf. LEMERLE, Karakala, p. 295. Dans l'acte, Margaritès est qualifié d'*oikeios*, soit familial, de l'empereur Jean V.

363. L'acte est très endommagé aux lignes 4-5, où se trouve mentionnée l'origine des biens attribués à Margaritès. À partir de la lecture de l'éditeur, Guillou : ἀπὸ τε τῆς αὐτῆς [...] ὑποστάσεων καὶ δημοσιακῶν, Lemerle propose de voir là une mention de l'*oikonomia* de Tzamlakôn, confisquée avant janvier 1342, puis transformée en bien du fisc. Il ne peut pas y avoir de confusion entre ces terres et les champs mentionnés dans le *praktikon* de Karakalla de janvier 1342, même si les unes comme les autres avaient appartenu à Arsénios Tzamlakôn : comme l'a souligné Lemerle, les terres dont il est question dans l'ordonnance de Jean V d'octobre 1342 venaient d'être exemptées du paiement de l'impôt et accordées à Margaritès à titre héréditaire, alors que les terres mentionnées dans le *praktikon* de janvier 1342 étaient déjà libres de toute charge. Lemerle a pensé que Margaritès avait acheté les autres champs au fisc, en vue d'arrondir les biens qu'il possédait déjà dans cette région depuis janvier 1342 ; l'empereur lui aurait ensuite accordé le privilège de les posséder sans rien verser au fisc et à titre patrimonial (LEMERLE, Karakala, p. 295, n. 30). Toutefois, il me semble plus vraisemblable qu'il s'agisse d'une seconde attribution de terres à ce partisan de la régence, plutôt que d'une acquisition par achat.

364. Voir SOLOVJEV, MOŠIN, *Grčke povelje*, p. 142.

365. *Phil. Suppl.*, n° 2. Le prénom Géorgios a été écrit après grattage (cf. l. 2 et 20 de l'acte), d'où les réserves exprimées par l'éditrice à propos de l'identité du bénéficiaire (cf. *ibid.*, p. 292-293). Quoi qu'il en soit, la distinction entre ce personnage et Iôannès Margaritès est assurée : *ibid.*, p. 295.

nous dit l'acte, d'une part des parèques du village d'Épanô Antigoneia, à Kalamaria, qu'avaient détenus conjointement « l'infidèle » Dèmètrios Pharmakès et « l'infidèle » Nikèphoros Kantakouzènos, et d'autre part de plusieurs biens fonciers : la terre de « l'infidèle » *dioikètès* Manouèl, située à Néochôrion (Chalcidique occidentale), et la moitié du *zeugèlateion* de Tzainou, qui avait appartenu au « rebelle et infidèle » Kantakouzènos³⁶⁶. On notera que, parmi ces partisans de Kantakouzènos dont les biens ont été confisqués, certains figuraient déjà dans le *praktikon* de Karakalla de janvier 1342³⁶⁷.

Nous possédons d'autres actes concernant la Macédoine orientale, qui parlent des confiscations de terres aux dépens des kantakouzénistes et de leur distribution ultérieure à des collaborateurs de la régence³⁶⁸. En revanche, on sait très peu de choses sur la situation dans les autres provinces de l'Empire, pour lesquelles on ne conserve pas d'archives. Les brèves mentions de Kantakouzènos et de Grègoras relatives aux confiscations de biens des puissants lors des révoltes populaires constituent nos seuls témoignages. Rien ne semble toutefois indiquer qu'ailleurs la situation ait été différente de celle qui prévalut en Macédoine.

Les lendemains de la victoire de Kantakouzènos et les efforts infructueux des grands propriétaires pour recouvrer leurs domaines

Contrairement aux attentes des kantakouzénistes, leur victoire sur le parti de la régence n'entraîna pas une restauration de leur situation économique. Certes, lors de son arrivée au pouvoir, Jean VI permit à ses collaborateurs de récupérer les biens qui leur avaient été confisqués et récompensa ses plus fidèles partisans avec de nouvelles terres et des dignités auliques³⁶⁹. Toutefois, le butin à distribuer était déjà bien maigre puisque le territoire de l'Empire s'était considérablement réduit au cours du conflit, en raison des conquêtes serbe et bulgare³⁷⁰. De fait, la plupart des biens qui avaient été confisqués aux kantakouzénistes durant la guerre étaient passés entre-temps aux mains des envahisseurs.

366. *Ibid.*, l. 8-15 : τοὺς εἰς τὸ περὶ τὴν Καλαμαρίαν χωρίον τὴν Ἐπάνω Ἀντιγονεῖαν παροίκους οὓς προκατεῖχεν ὁ ἄπιστος Φαρμάκης Δημήτριος, ἀλλὰ δὴ καὶ οὓς κατεῖχεν ὁ ἄπιστος Καντακουζηνὸς Νικηφόρος, καὶ τὴν γῆν τοῦ ἀπίστου Μανουὴλ τοῦ διοικητοῦ τὴν εἰς τὸ Νεοχώριον μοδίων ὡσεὶ ἑκατὸν πεντήκοντα, ἔτι δὲ καὶ τὸ ἥμισυ τοῦ [...] ζευγηλατείου τοῦ καλουμένου Τζάνου, ὅπερ προκατεῖχετο παρα τοῦ ἀπροστάτου καὶ ἀπίστου Καντακουζηνοῦ. Notons que l'autre moitié du *zeugèlateion* de Tzainou était échue à Iôannès Margaritès.

367. Pour l'identification de ces personnages, voir *Phil. Suppl.*, p. 295-296. Voir aussi KYRITZÈS, *The Byzantine Aristocracy*, p. 368-369.

368. Voir le tableau récapitulatif dans *Phil. Suppl.*, p. 294, fig. II.

369. Voir par exemple le cas de Iôannès et Manouèl Asanès, beaux-frères de Jean VI, qui reçurent des privilèges et des biens fonciers : cf. *supra*, p. 53, n. 206.

370. Les Bulgares s'emparèrent d'une partie du nord de la Thrace en 1344, lorsque l'impératrice Anne de Savoie leur céda la ville de Philippoupolis et toutes les autres villes du thème de Sténimachos-et-Tzépainà, en vue de conclure une alliance avec le tsar Ivan Alexandre (KANTAKOUZÈNOS III § 66 ; II, p. 406). Sur le thème de Sténimachos-et-Tzépainà, voir ASDRACHA, *Rhodopes I*, p. 184-185. Ce furent les Serbes qui emportèrent la part du lion : dans les années 1342-1343, ils prirent plusieurs villes d'Albanie et du nord de l'Épire et une partie de la Macédoine occidentale (cf. KRAVARI, *Macédoine occidentale*, p. 68) ; dès 1345,

La situation des propriétaires fonciers en Macédoine orientale au lendemain de la prise de pouvoir par Kantakouzènos est la mieux connue grâce aux actes athonites. Rappelons le contexte politique dans cette province : après plusieurs tentatives, les troupes du tsar serbe Étienne IV Dušan avaient fait irruption dans le pays à la faveur de la prise de la ville de Serrès le 25 septembre 1345³⁷¹. Elles prirent le reste de la région jusqu'aux portes mêmes de Thessalonique, y compris les monastères de l'Athos. La Macédoine, à l'exception de sa capitale, semble avoir été déjà entièrement contrôlée par les Serbes dès 1347, lorsque Dušan séjourna à l'Athos avec sa femme et son fils et délivra plusieurs chrysobulles en faveur des monastères, leur confirmant la possession de leurs propriétés situées dans la région³⁷².

Plusieurs actes rendent compte de la situation des propriétaires byzantins à l'époque de la conquête serbe. Un des témoignages les plus anciens est la vente au monastère de Xèropotamou d'un domaine foncier situé à Hermèleia, en Chalcidique, appartenant à l'aristocrate Philippa Asanina³⁷³. L'acte fut établi à Thessalonique en juillet 1349, lorsque la ville était déjà encerclée par les troupes serbes. À l'époque, plus rien de la province de Macédoine ne restait aux mains des Byzantins³⁷⁴. En effet, l'acte dit que « l'occupation par les Serbes avait été totale » et qu'elle avait rendu impossible l'exploitation du bien de Philippa. C'est pourquoi cette aristocrate, qui connaissait déjà de sérieux problèmes financiers « en raison des dettes qu'avait laissées son défunt père », avait décidé de vendre son bien aux moines.

Philippa faisait donc partie des propriétaires byzantins qui avaient perdu leurs biens lors de la conquête serbe et qui avaient été contraints de céder leurs terres dans l'urgence pour tirer un dernier bénéfice de cette vente. Ces transactions demandent néanmoins explication, puisque, au moment de ces ventes, les propriétaires ne détenaient effectivement plus les terrains qu'ils vendaient. En quoi consistait au juste ce type de ventes d'un bien n'appartenant plus au propriétaire et quel était l'intérêt des acheteurs dans un tel marché ?

Examinons les antécédents de la vente d'Hermèleia par Philippa Asanina. Grâce aux archives de Xèropotamou, on sait que ce bien appartenant à Philippa avait déjà fait partie d'un premier lot de terres que le père de cette aristocrate, Dèmètrios Asanès, avait accordées à Xèropotamou afin d'obtenir deux pensions viagères (*adelphata*) et le droit de se faire inhumer dans le monastère³⁷⁵. Par la suite, Philippa avait contesté cette donation, alléguant que, de ces terres données par son père, il fallait séparer la part de la dot de sa mère, qui lui revenait. Elle avait finalement

ils conquièrent la plus grande partie de la Macédoine orientale et à partir de 1347-1348, la Thessalie et le reste de l'Épire, jusqu'aux frontières du duché catalan d'Athènes (voir, pour une chronologie plus détaillée, SOULIS, *The Serbs*, p. 19-39 et notes, en particulier n. 199). Voir, ici même, Carte 1.

371. Pour la date et les circonstances historiques, voir SOULIS, *The Serbs*, p. 25-27.

372. Sur le séjour de Dušan à l'Athos, voir *infra*, p. 103.

373. *Xèropotamou*, n° 26. Cet acte a bénéficié d'un commentaire détaillé dans l'article de LEMERLE, Constantin Harménopoulos.

374. Pour le contexte historique, voir LEMERLE, *Philippe*, p. 198-202. On sait par une source serbe que cette même année Dušan avait essayé de prendre Thessalonique (SOULIS, *The Serbs*, p. 42).

375. *Xèropotamou*, n° 26, l. 14-19.

obtenu gain de cause et ses parents avaient donné leur accord pour qu'un partage fût établi entre elle et le monastère³⁷⁶. L'irruption des Serbes dans la région avait néanmoins empêché Philippa d'entrer en possession de sa part de la terre. Incapable d'exploiter le bien qu'elle venait d'acquérir, elle s'était donc décidée à le céder au monastère contre un versement d'argent et la révocation des dettes qu'elle avait contractées à l'égard des moines. L'allusion aux « dettes laissées par son défunt père » pourrait, de fait, faire allusion aux dépenses réalisées par les moines pour les funérailles de ce dernier, ce qui contribuerait aussi à expliquer la décision de Philippa de choisir Xèropotamou comme acquéreur de son bien.

En 1349, Philippa, n'ayant plus aucun contrôle effectif sur le terrain, ne faisait donc en réalité que vendre les droits qu'un tribunal byzantin lui avait reconnus sur une part du domaine paternel, dont le reste se trouvait déjà entre les mains des moines. L'intérêt de ces derniers s'explique parce que, en passant ce marché avec Philippa, ils se procuraient des titres légaux supplémentaires qui établissaient leur droit de propriété sur le nouveau domaine auprès du souverain serbe, empêchant un autre prétendant de s'en saisir en les faisant valoir à son profit. L'attitude des autorités serbes fut au demeurant particulièrement favorable aux monastères de l'Athos, on le verra, car elles confirmèrent généreusement leurs titres de propriété.

La confiscation des terres des propriétaires byzantins est attestée par un autre acte, tiré des archives de Chilandar, daté de septembre 1365³⁷⁷. Son authenticité a posé problème à certains historiens, car il ne porte que la signature imitée de l'empereur Jean V. Toutefois, dans un article de 1997, Mirjana Živojinović a prouvé qu'il s'agissait en fait d'un « faux diplomatique » établi par la chancellerie impériale byzantine elle-même, contenant la copie d'une ordonnance authentique de Jean V augmentée d'une clause ajoutée à la fin dans le but de mettre à jour le contenu du document précédent. Selon Živojinović, rien n'autorise à douter de l'historicité de l'acte ni de l'exactitude des renseignements qu'il fournit³⁷⁸.

On ne s'occupera ici que du premier acte qu'il contient, une ordonnance par laquelle l'empereur byzantin accorde au monastère de Chilandar, « à la demande de son oncle bien aimé *kyr* Stéphanos, empereur de Serbie », la possession du village de Potholènos, situé dans la région du Strymon, avec la rive attenante et sa pêcherie, ainsi qu'un domaine pris sur un territoire confisqué à cinq archontes (ἀρχόντων). Ce dernier point est particulièrement intéressant pour nous, d'autant plus que, d'après leurs noms, ces cinq archontes – Kalodioikètos, Achyraïtès, Palaiologos Kourbès, Mamônas et Tzimiskès – étaient des Byzantins³⁷⁹. Comme l'a souligné à juste titre Živojinović, ce document ne peut pas dater de septembre 1365 parce que « *kyr*

376. *Ibid.*, l. 19-23.

377. PETIT, *Actes de Chilandar*, n° 149.

378. ŽIVOJINOVIĆ, Le domaine de Chilandar, p. 19-23. D'autres historiens avaient auparavant étudié cet acte sans parvenir à des conclusions définitives concernant la question de son authenticité : DÖLGER, *Regesten V*, n° 3103 ; OSTROGORSKY, *Serska oblast*, p. 15-16 ; et D. KORAĆ, Sveta Gora pod srpskom vlašću, *ZRVI* 31, 1992, p. 85-86.

379. Le terme « archonte » témoignerait d'un statut social élevé. ŽIVOJINOVIĆ, Le domaine de Chilandar, p. 21, a identifié les noms de ces archontes à ceux de propriétaires bien attestés dans la région durant la période byzantine. On a vu que les Achyraïtai étaient venus d'Asie Mineure au début du xiv^e siècle (voir *supra*, p. 42).

Stéphanos, empereur de Serbie », c'est-à-dire Étienne IV Dušan, était mort en 1355. C'est pourquoi elle a proposé la date de 1353, à une époque où Jean V se trouvait en Macédoine³⁸⁰. La confiscation du domaine de Potholènos, qui avait appartenu à cinq archontes byzantins, doit donc dater de l'époque de la conquête serbe de la région, c'est-à-dire peu après 1345. Toutefois, le fait qu'Étienne Dušan ait demandé à l'empereur byzantin de confirmer à Chilandar la possession d'un bien pris à des propriétaires byzantins suggère un changement des conditions en Macédoine au début des années 1350.

On a vu qu'en 1349, la ville de Thessalonique se trouvait dans une situation désespérée ; encore sous le contrôle des Zélotes, ennemis de Jean VI Kantakouzènos, elle supportait depuis des années le siège des Serbes. C'est pourquoi, malgré son opposition au pouvoir régnant à Constantinople, elle dut faire appel à Jean VI pour l'aider à écarter cette menace. Accompagné de son ancien rival et désormais associé, Jean V Palaiologos, Kantakouzènos se rendit en Macédoine et mit un terme au blocus serbe³⁸¹. Mais son arrivée à Thessalonique entraîna aussi la fin du régime des Zélotes et la conclusion d'un accord avec le jeune Palaiologos, en vertu duquel ils se partageraient le contrôle de l'Empire : Jean VI conserverait Constantinople et les villes de Thrace et Jean V Thessalonique et ce qui restait de la Macédoine. Les autres provinces de l'Empire demeureraient entre les mains des deux fils de Jean VI, Matthaios et Manouël³⁸².

Après le rétablissement de la paix à Thessalonique et l'accord conclu avec Jean V, Kantakouzènos décida d'entreprendre une expédition militaire dans la région afin de récupérer les villes qui étaient tombées entre les mains des Serbes. Lors de cette campagne, il reprit Berroia et Édesse (sous domination serbe depuis 1347 et 1343 respectivement) et marcha contre la place de Servia, située plus au sud, sans réussir finalement à s'en emparer³⁸³. Après cela, Kantakouzènos retourna à Thessalonique. Ce fut alors qu'une première rencontre eut lieu entre l'empereur byzantin et le tsar serbe. La substance de cet entretien nous est connue par le récit de Kantakouzènos qui dit que les deux souverains étaient arrivés à un accord selon lequel ils se partageraient la Macédoine et la Thessalie : Berroia et Édesse

380. Avant 1353, Dušan avait déjà fait donation à Chilandar du village de Potholènos, pour lequel il avait délivré deux chrysobulles en faveur des moines (ŽIVOJINOVIĆ, *Le domaine de Chilandar*, p. 17-18). Sur cet acte, voir aussi *infra*, p. 138-141.

381. La chronologie du séjour de Kantakouzènos à Thessalonique que je propose ici (1349-1350) est différente de celle traditionnellement admise par l'historiographie ; sa démonstration sera conduite ailleurs. La fin du blocus serbe de Thessalonique fut surtout le résultat des tractations diplomatiques qui suivirent la guerre entre Byzance et Gênes (1348-1349). Après la défaite de l'Empire, Gênes consolida son rôle de premier plan sur le Bosphore. Venise, craignant la montée en puissance de sa rivale, avait décidé de conclure un nouveau traité avec Byzance (9 septembre 1349) par lequel elle renforçait ses liens avec l'Empire. L'une des conséquences immédiates de cet accord fut l'interruption des pourparlers entre Venise et le souverain serbe, qui avait essayé de s'assurer la collaboration des Italiens.

382. On a vu qu'en 1348 Jean VI avait accordé à son fils Matthaios une partie de la Thrace et, un an plus tard, en 1349, à son fils Manouël le Péloponnèse. Quant aux îles du nord de l'Égée (Lemnos, Imbros, Samothrace et Ténédos), leur statut ne semble pas défini, mais on sait qu'elles demeuraient fidèles à l'empereur Jean V.

383. Pour le détail des événements et les références aux sources, voir SOULIS, *The Serbs*, p. 44-45. La défense serbe de Servia fut dirigée par Grigor Preljub, gouverneur de Thessalie.

demeureraient aux mains des Byzantins et le reste au pouvoir des Serbes³⁸⁴. D'après Kantakouzènos, cet accord ne se matérialisa jamais, en raison d'un changement d'attitude du souverain serbe qui décida de reprendre aussitôt les hostilités³⁸⁵. On sait que peu après Kantakouzènos rentra à Constantinople et que Dušan se rendit maître de Berroia et d'Édesse.

Après le départ de Kantakouzènos, Jean V resta seul gouverneur de la Macédoine. Il est difficile de préciser quelle était alors l'étendue du territoire sous contrôle byzantin. Kantakouzènos et Grègoras parlent à cette époque d'un autre rapprochement entre Jean V et Dušan. Selon ces auteurs, Jean V aurait demandé l'aide du tsar serbe pour recouvrer le trône. Ce fut alors que Jean VI, averti du danger, aurait dépêché l'impératrice Anne de Savoie auprès de son fils, à Thessalonique, pour le convaincre d'abandonner son alliance avec les Serbes³⁸⁶. Aucun des deux chroniqueurs ne dit rien de ce qui s'est passé après l'arrivée d'Anne de Savoie en Macédoine, ce pourquoi l'historiographie a traditionnellement estimé que les contacts entre Jean V et Dušan se seraient alors interrompus, entraînant la fin des négociations³⁸⁷. Toutefois, l'analyse de documents d'archives a permis à Nicolas Oikonomidès de penser que cet accord fut effectivement conclu et qu'il dut impliquer le retour de l'autorité byzantine sur une partie importante de la Macédoine³⁸⁸.

Les actes de l'Athos témoignent certes de cette restauration de l'autorité byzantine. Il est néanmoins peu probable que cela ait été le résultat de ce traité entre Jean V et Dušan. Je pense, en revanche, que les terres reconnues par Dušan à l'Empire lors de cet accord d'automne 1350 faisaient partie du territoire déjà récupéré par Kantakouzènos lors de son séjour dans la région (1349-1350). Le court intervalle de temps écoulé entre les campagnes de Kantakouzènos (début 1350) et l'accord entre Jean V et Dušan (automne 1350) incite en effet à penser que l'Empire gardait encore la souveraineté sur la plupart de ces zones reconquises. En revanche, il paraît probable qu'en échange d'une aide militaire pour récupérer le trône, Jean V ait décidé d'abandonner une partie de ces conquêtes au profit des Serbes, ce qui expliquerait la récupération des villes d'Édesse et de Berroia par les troupes du tsar, dont témoignent les sources de la période³⁸⁹. D'après l'acte de Chilandar que nous avons analysé, la domination byzantine à cette époque se limitait à la rive droite du

384. KANTAKOUZÈNOS IV § 22 ; III, p. 155-156. Grègoras ne dit rien au sujet de cet accord. Voir aussi SOULIS, *The Serbs*, p. 46-47.

385. Certains historiens ont même douté de la véracité du récit de Kantakouzènos et pensé qu'un accord conclu entre Byzantins et Serbes prévoyant un partage du territoire n'avait jamais existé : voir par exemple JIREČEK, *Geschichte der Serben*, t. 1, p. 402.

386. KANTAKOUZÈNOS IV § 27 ; III, p. 207 ; et GRÈGORAS XXVII § 26 ; III, p. 147.

387. Voir par exemple SOULIS, *The Serbs*, p. 49.

388. N. OIKONOMIDÈS, Οἱ δύο Σερβικὲς κατακτήσεις τῆς Καλκιδικῆς τὸν ΙΔ' αἰῶνα, *Δύπτυχα* 2, 1980-1981, p. 294-299.

389. Ces villes se trouvaient au pouvoir de Dušan dès 1351 (cf. SOULIS, *The Serbs*, p. 47 et surtout n. 43). La chronique dite « de Proclus et Comnenus » ou « de Iôannina » mentionne certes la prise de Berroia par Radoslav Hlapen, mais elle ne précise pas les circonstances de la conquête ni la date : *Chronique de Iôannina*, § VI (οὗτος τοίνυν ὁ Χλάπενος εἰς ὧν τῶν Σερβικῶν σατραπῶν καὶ τινα φρούρια ἐκ τῶν Ῥωμαϊκῶν ὁρίων εἰληφώς, ἀλλὰ δὴ καὶ τὴν μεγαλόδοξον πόλιν Βέρροϊαν). Sur Radoslav Hlapen, voir *PLP* 30848.

Strymon. De même, Oikonomidès a souligné que le fait que la charge de *prôtos* de l'Athos ait été à nouveau occupée après 1350 par des moines grecs doit impliquer aussi le retour de l'autorité impériale sur la Sainte Montagne.

La récupération d'une partie de la Macédoine signifia sans doute la restitution de certains biens fonciers à leurs anciens propriétaires. Toutefois, ce va-et-vient entre les dominations serbe et byzantine ainsi que les guerres continuelles avaient dû affecter les conditions d'exploitation de la propriété foncière, rendant de fait improductives la plupart des terres.

Le régime foncier sous la domination serbe

S'il est vrai que nombre de grands propriétaires byzantins furent privés de leurs biens lors de la conquête serbe, les actes de la période fournissent aussi l'exemple de certains Byzantins qui, grâce à leur ralliement à l'ennemi, réussirent à conserver les leurs et même à les arrondir à la faveur de la ruine de leurs anciens compatriotes. En fait, la documentation montre qu'en dehors du milieu aristocratique les confiscations opérées par les autorités serbes ne furent pas si générales que l'on aurait pu le penser et qu'elles ne touchèrent pas l'ensemble de la population³⁹⁰. Par exemple, un acte contenu dans le cartulaire du monastère du Prodrome près de Serrès mentionne un chrysobulle délivré par l'empereur Dušan en faveur des habitants de la ville de Zichna, en Macédoine orientale, leur permettant de conserver l'ensemble de leurs propriétés³⁹¹. Cela fut sans doute aussi le cas pour les autres villes byzantines tombées sous domination serbe³⁹².

390. L'attitude de Dušan à l'égard de la propriété foncière byzantine n'a pas fait l'unanimité : OSTROGORSKY, *Féodalité*, p. 205, considère que les expropriations de terres furent nombreuses et que l'aristocratie byzantine, surtout le groupe des pronoiâires, subit de fortes pertes. Les principaux bénéficiaires de cette politique auraient été, selon lui, les nobles serbes et les monastères de l'Athos. SOULIS, *The Serbs*, exprime une opinion beaucoup plus nuancée : mis à part quelques confiscations opérées au sein de l'ancienne élite byzantine, il penche plutôt pour un maintien du *statu quo* foncier. L'opinion de Soulis est confirmée par les documents d'archives qui révèlent en effet une continuité non seulement dans le régime foncier, mais aussi du point de vue institutionnel. Voir aussi LAIOU, *In the Medieval Balkans*, p. 152-153, qui parle d'une « redistribution de terres en faveur des conquérants ». Toutefois, l'auteur pense aussi que les propriétaires grecs ne furent pas dépossédés de la totalité de leurs anciens biens.

391. Il s'agit d'un acte judiciaire (*krisimographon*) qui peut être daté de juin 1349 (BÉNOU, *Codex B*, n° 172 ; VERDURE, *Prodrome*, n° 170), selon lequel la femme d'un certain Basilikos était restée à Zichna alors que son époux s'était enfui à Constantinople. Ayant été privée de son ancienne tenure (*hypostasis*), elle s'était rendue auprès de l'empereur serbe et avait obtenu de lui un acte de confirmation de sa propriété. Cela avait été aussi le cas, dit l'acte, des autres habitants de Zichna, qui avaient reçu du souverain un chrysobulle les remettant en possession de leurs anciens biens fonciers. Sur cet acte, voir aussi L. MAVROMMATIS, *Sur les antagonismes en Macédoine sous la domination serbe*, dans *Byzantium and Serbia in the 14th Century*, Athènes 1996, p. 330-337.

392. La mention des « chrysobulles et prostagmata » délivrés par Dušan en faveur des villes byzantines figure également dans le code juridique serbe appelé *Zakonik*, source importante pour l'étude du régime foncier entre les dominations byzantine et serbe. Voir à ce sujet *Zakonik*, § 124 (traduction BURR) : « Of the Law in Towns: Greek towns which the Lord

Ce respect de la propriété foncière des Byzantins répondait vraisemblablement à la volonté du tsar Étienne Dušan d'apparaître aux yeux de ses nouveaux sujets comme le successeur légitime des souverains byzantins³⁹³. Il ne s'agit pas d'aborder ici la question longuement débattue de la construction idéologique de l'État serbe médiéval³⁹⁴. Il convient simplement de souligner que le respect du *statu quo* foncier dans les régions conquises faisait partie de ce programme politique de Dušan, de même que l'emploi du grec par sa chancellerie et celui de symboles du pouvoir et d'une titulature qui imitaient ceux des empereurs de Constantinople³⁹⁵.

Du point de vue de la législation, le souverain serbe avait aussi opté pour la continuité, ordonnant la compilation des plus importants textes juridiques byzantins³⁹⁶. Le nouveau corpus était constitué de trois codes : le *Zakonik*, compilation des lois byzantines, la traduction en serbe du *Syntagma* de Blastarès³⁹⁷ et la loi dite « de Justinien », extraite du *Nomos géorgikos*³⁹⁸. Dans ces textes, aucune distinction n'est faite entre la population serbe et la population grecque ; plus important encore, ils garantissent le statut de la propriété foncière de la haute et de la petite aristocratie serbe et byzantine³⁹⁹. Une preuve de cette parité des droits entre les deux peuples pourrait aussi être fournie par la composition de l'assemblée (*sabor*) convoquée à l'automne 1349 dans la ville de Skopje pour la promulgation officielle du *Zakonik*, à laquelle assistèrent, aux côtés des autorités serbes, des archontes grecs⁴⁰⁰.

Tsar has taken, whatsoever chrysobulls and prostagmata have been granted to them, whatsoever they have and hold up to the time of this council, let them hold, and it is confirmed to them and let no man take aught from them. »

393. SOULIS, *The Serbs*, p. 79 : « Dušan's attitude in the conquered lands was not that of conqueror but that of the legitimate successor of the Byzantine emperors. »

394. Sur l'idéologie de l'État serbe médiéval, voir MAKSIMOVIĆ, *L'Empire de Stefan Dušan*.

395. Dans les actes officiels, Dušan s'intitule « Stefan v'Hrista Boga [(blago) verni] car Sr'bljem i Gr'kom », soit « Stefan dans le Christ Dieu [fidèle] empereur des Serbes et des Grecs », et en grec Στέφανος ἐν Χριστῷ τῷ Θεῷ πιστὸς βασιλεὺς καὶ αὐτοκράτωρ Σερβίας καὶ Ῥωμανίας, soit « Stéphanos dans le Christ Dieu fidèle empereur et *autokratôr* de Serbie et Romanie ». Il s'agit certes d'une titulature qui n'est pas identique à celle des empereurs byzantins, mais qui ne serait pas moins révélatrice des ambitions politiques du souverain serbe : cf. N. OIKONOMIDÈS, *Emperor of the Romans – Emperor of the Romania*, dans *Byzantium and Serbia in the 14th Century*, Athènes 1996, p. 123-125.

396. Avant Dušan, les souverains serbes avaient déjà commencé à appliquer la législation byzantine dans les territoires pris à l'Empire : cf. A. SOLOVJEV, *Der Einfluß des byzantinischen Rechts auf die Völker Osteuropas*, *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte* 76, 1959, p. 432-458.

397. Sur la traduction en serbe de l'œuvre de Blastarès, voir J. PANEV, *La réception du Syntagma de Matthieu Blastarès en Serbie*, *Études balkaniques* 10, 2003, p. 27-45.

398. La bibliographie sur l'œuvre législative de Dušan est très abondante en serbo-croate. Voir en anglais SOULIS, *The Serbs*, p. 68-81 (avec bibliographie).

399. Voir par exemple *Zakonik*, § 39 (traduction BURR) : « And to the lords and the gentry, who live within my state, both Serbs and Greeks, to whom was given land as patrimony and in chrysobulls before my reign and who held it up to the day of this council, these patrimonies are confirmed. » Pour une discussion du contenu du *Zakonik* quant à l'« égalité » entre Serbes et Grecs, voir SOULIS, *The Serbs*, p. 82-84 (avec bibliographie).

400. Nous avons conservé l'original du chrysobulle délivré par le tsar Dušan le 27 mai 1350 en faveur du noble Ivanko Probištitović, mentionnant la composition du *sabor* de 1349 : éd. V. ALEKSIĆ, *Povelja Cara Stefana Dušana Vlasteličiću Ivanku Probištitoviću*, *Stari*

a) *Les propriétaires grecs dans l'empire d'Étienne IV Dušan*

La confiscation des biens de la grande aristocratie par les Serbes, que nous avons pu constater pour la seconde moitié des années 1340, semble donc avoir été un cas particulier, qui a touché simplement l'élite proche du pouvoir de Constantinople, apparentée à la dynastie régnante et détentrice des principaux postes de l'administration. De même, le groupe de pronoïaires installés dans les campagnes par le pouvoir impérial fut aussi atteint par la politique de confiscations de l'État serbe⁴⁰¹. En définitive, furent privés de leurs terres uniquement ceux qui avaient servi le souverain byzantin dans les provinces. C'était naturel puisque le régime serbe devait veiller à démanteler l'ancien réseau provincial et à jeter les bases d'un nouveau système. Cela dit, on retrouve aussi quelques cas d'aristocrates byzantins qui décidèrent de collaborer avec l'envahisseur, prêtant allégeance au souverain serbe⁴⁰². Aux yeux de leurs compatriotes, ils étaient sans doute des traîtres passés à l'ennemi, mais grâce à leur opportunisme politique, ils étaient non seulement parvenus à sauver leurs propriétés, mais pour certains d'entre eux à augmenter leurs ressources et à poursuivre de belles carrières.

Le cas de l'aristocrate Alexios Doukas Raoul en constitue un bon exemple : il est mentionné par plusieurs actes de la pratique, dans lesquels il est dit *mégas domestikos* de Serbie et parent du souverain serbe (*sympenthéros* et *theios*). Il exerça la fonction de *képhalè* de Zichna en 1355 et est attesté comme grand propriétaire foncier en Macédoine orientale et comme bienfaiteur du monastère de Saint-Jean-Prodrôme près de Serrès et des monastères de l'Athos, auxquels il fit de nombreuses donations prises sur la fortune qu'il avait réussi à amasser à la faveur de sa fulgurante carrière politique⁴⁰³. On connaît aussi le cas d'un Michaël Komnénos Synadénos qui exerçait les fonctions de juge à Zichna en 1349 : il pourrait s'agir de la même personne que ce Michaël Synadénos, ancien propriétaire foncier byzantin attesté dans la région de Serrès avant et après la conquête serbe⁴⁰⁴.

401. En mai 1336, Dušan confirme par chrysobulle les donations faites par le *prôtosébastos* Chrelja au monastère de Chilandar. Il s'agissait de plusieurs biens situés dans la région de Štip, qui avaient été confisqués à certains pronoïaires grecs (éd. NOVAKOVIĆ, *Zakonski spomenici*, p. 399-401 ; pour la date, voir OSTROGORSKY, *Féodalité*, p. 204, n. 2).

402. L'éditrice du codex B du couvent du Prodrôme à Serrès, Lisa Bénou, a daté une série d'actes de donation établis en faveur de ce monastère par Eirène Palaiologina Choumnaina (PLP 30936), fille de Nikèphoros Choumnos, ancien principal conseiller de l'empereur Andronic II, des années de l'occupation serbe de la Macédoine (après 1345) : cf. *Codex B*, actes nos 173-175. Cette datation, qui n'a pas été remise en cause par Marc Verdure dans son étude des actes du Prodrôme, ni par SMYRLIS, *La fortune*, p. 91, impliquerait que cette grande aristocrate byzantine eût conservé ses biens lors de l'invasion serbe. Toutefois, l'analyse prosopographique oblige à modifier la datation de ces actes. Cette analyse sera conduite ailleurs.

403. Sur Alexios Raoul, voir PLP 24111. Il convient de noter que l'identification de cet Alexios Raoul avec le *doux* Raoul, un des instigateurs de l'assassinat d'Apokaukos en 1345, proposée par G. OSTROGORSKY, Alexios Raul, Grossdomestikos von Serbien, dans *Festschrift Percy Ernst Schramm*, Wiesbaden 1964, t. 1, p. 340-352, a été réfutée par DIETEN, *Nikephoros Gregoras*, t. 3, p. 341 ; voir aussi PLP 24096.

404. En 1334, Michaël Synadénos acquit plusieurs biens situés dans les alentours de Serrès appartenant à trois *douloi* de l'empereur Andronic III : BÉNOU, *Codex B*, n° 56 ; VERDURE,

En dehors de la haute aristocratie, quelques archontes locaux byzantins s'étaient montrés favorables aux Serbes, déjà à la veille de la conquête, certainement dans l'espoir d'obtenir d'importantes rétributions lors du changement de régime. Leur collaboration lors de la prise des villes byzantines a peut-être été déterminante, dans la mesure où ils exerçaient une influence sur le reste de leurs concitoyens. La plupart passèrent du côté serbe à l'époque de la conquête et durent profiter de la volonté de l'empereur Étienne Dušan de maintenir le *statu quo* dans les régions conquises. Ce souverain décida aussi de conserver dans la mesure du possible les anciens cadres de l'administration byzantine ou de choisir de nouveaux fonctionnaires parmi la population grecque⁴⁰⁵.

L'histoire de la ville de Serrès, le plus important centre urbain de la Macédoine serbe à cette époque, fournit de nombreux exemples de la participation des Grecs à la vie institutionnelle de l'empire de Dušan. On connaît plusieurs *képhalai* de cette ville qui portaient des noms grecs : par exemple, un certain Michaël Abram-pakès est attesté dans cette charge en 1346⁴⁰⁶. De fait, la plupart des charges locales de Serrès à l'époque étaient occupées par des personnes qui portent des noms grecs mais ne semblent pas avoir appartenu à l'ancienne aristocratie byzantine. On pourrait même songer à la mise en place d'une nouvelle hiérarchie constituée par des hommes issus d'un milieu social plus modeste, qui auraient bénéficié de l'occupation pour évincer l'ancienne élite byzantine et s'emparer des postes les plus convoités de l'administration.

Ces Grecs faisant partie de l'appareil étatique de l'Empire serbe reçurent de Dušan des terres qui avaient appartenu autrefois à leurs compatriotes. Par exemple, en juillet 1344, Dušan délivra un chrysobulle à plusieurs personnes désignées sous le terme d'« *archontopouloi* de la ville de Zichna ». Il les mettait en possession d'un domaine (*zeugèlateion*) qui avait appartenu à la famille byzantine Rallès⁴⁰⁷. Comme l'a indiqué l'éditrice de l'acte, Vassiliki Kravari, le terme *archontopouloi* traduit le serbe *vlasteličići* « qui désigne des membres de la petite aristocratie,

Prodrome, n° 125. Plus tard, en 1347, déjà sous la domination serbe, Synadènos acheta une maison à une certaine Maria Philomatinè, toujours à Serrès : BÉNOU, *Codex B*, n° 57 ; VERDURE, *Prodrome*, n° 164. Il apparaît encore une fois comme témoin dans un acte daté de février 1349 par lequel une autre aristocrate grecque, Eirènè Komnènè Kontostéphanina, vendit un champ au monastère du Prodrome : BÉNOU, *Codex B*, n° 55 ; VERDURE, *Prodrome*, n° 169.

405. L'historiographie serbe a beaucoup écrit à propos de l'intégration d'une partie de l'élite byzantine dans l'administration de l'empire des Nemanjides : voir par exemple M. ŽIVOJINOVIĆ, *Sudstvo u grčkim oblastima srpskog carstva*, ZRVI 10, 1967, p. 197-249 ; Lj. MAKSIMOVIĆ, *Karakter poreskog sistema u grčkim oblastima srpskog carstva*, ZRVI 17, 1976, p. 101-125 ; et B. FERJANČIĆ, *Vizantijski i srpski Ser u XIV stoleću*, Belgrade 1994, p. 70 et suiv.

406. *Prostagma* de l'empereur Étienne Dušan pour le monastère du Prodrome de Serrès (avril 1346) : GUILLOU, *Prodrome*, n° 42, p. 134-135 ; BÉNOU, *Codex B*, n° 48, p. 102-103 ; et VERDURE, *Prodrome*, n° 163.

407. *Phil. Suppl.*, n° 3. La famille Rallès - Raoul avait possédé des biens en Macédoine à l'époque byzantine : voir par exemple FASSOULAKIS, *Raoul-Ral(l)es*, n° 24. Il y a peut-être des liens entre les Raoul, anciens propriétaires en Macédoine, et Alexios Doukas Raoul, *mégas domestikos* de Serbie, déjà mentionné.

auxquels étaient confiées des fonctions de responsabilité⁴⁰⁸ ». Vassiliki Kravari a mis à contribution un autre chrysobulle de Dušan pour le monastère de Zographou, daté de 1346, dans lequel des individus qualifiés d'*archontopouloi* exerçaient les mêmes fonctions que le *képhalē*⁴⁰⁹, ainsi qu'un chrysobulle délivré en 1362 par le fils de Dušan, Étienne V Uroš, en faveur de la commune de Dubrovnik, dans lequel les *vlasteličići* sont mentionnés en tant que responsables de la garde des marchés⁴¹⁰.

Les *archontopouloi* de Zichna étaient donc des Grecs qui remplissaient des tâches dans l'administration de la ville. L'octroi par le souverain serbe d'un domaine, ancienne propriété d'un aristocrate byzantin, était un moyen de rétribuer leurs services mais surtout de gagner leur allégeance. Notons également que le bien fut accordé avec les mêmes droits et privilèges que lorsqu'il était en possession de la famille Rallès, c'est-à-dire exempt de l'impôt et avec le droit d'installer des paysans « libres ». L'acte prévoit également que chaque *archontopoulos* puisse transmettre sa part du domaine à ses héritiers.

Ces exemples permettent d'affirmer que, sous la domination serbe, les Grecs ne furent pas relégués au second plan. Au contraire, certains participèrent activement à la vie politique et administrative du nouvel empire de Dušan ; la plupart d'entre eux reçurent des biens ayant appartenu à l'ancienne aristocratie byzantine. Leur désavantage par rapport aux Serbes ne semble pas avoir été significatif. Or il convient aussi de connaître la situation de ceux-ci dans les territoires jadis byzantins, afin de déterminer leur rôle dans l'administration et l'impact de leur arrivée dans le régime des terres.

b) L'installation des Serbes dans les territoires conquis sur l'Empire byzantin

L'installation des Serbes dans les territoires qui avaient été antérieurement sous domination byzantine semble avoir été assez limitée⁴¹¹. Il y avait sans doute à cela une raison démographique ; les régions serbes de l'intérieur des Balkans étaient selon toute vraisemblance plus faiblement peuplées que celles appartenant à l'Empire byzantin.

On connaît néanmoins quelques archontes serbes installés dans les territoires antérieurement byzantins ainsi que quelques-uns nommés aux plus hauts postes de l'administration⁴¹². En Macédoine par exemple, des gouverneurs d'origine serbe étaient appelés *župani* (ζουπάνοι) et remplissaient les fonctions de *képhalai*⁴¹³. Vers

408. *Phil. Suppl.*, p. 301.

409. *Zographou*, n° 37.

410. Cf. F. TARANOVSKI, *Istorija srpskog prava u nemanjićkoj državi*, t. 1, Belgrade 1931, p. 17.

411. Ce sont toutefois des estimations faites à partir d'un nombre de sources très restreint, qui ne permettent pas d'arriver à des conclusions définitives.

412. Voir G. OSTROGORSKY, *Étienne Dušan et la noblesse serbe dans la lutte contre Byzance*, *Byz.* 22, 1952, p. 156-157.

413. Voir par exemple le chrysobulle de Dušan de mai 1346 délivré en faveur de Vatopédi : οἱ κατὰ καιροῦ κεφαλαικεύοντες ζουπάνοι (cf. *Vatopédi* II, n° 93, l. 24). Sur cette question, voir aussi SOULIS, *The Serbs*, p. 80.

1348, un *prôtostratôr* nommé Stanisas, un Serbe, détenait l'autorité sur l'Athos⁴¹⁴. Lemerle a proposé de l'identifier au *kaballarios* Stanésès ou au fils (en réalité frère) de ce dernier, un certain Géorgios qui était *képhalè* de Hiérissos (ce qui pourrait expliquer sa juridiction sur la presqu'île athonite). Tous deux sont connus par un acte d'octobre 1366⁴¹⁵.

Les plus hauts postes de la hiérarchie ecclésiastique étaient également occupés par des Serbes⁴¹⁶ : le célèbre Jakov, un ancien protégé de Dušan, fut placé à la tête de la métropole de Serrès vers 1348⁴¹⁷. De même, les *prôtoi* du Mont Athos furent choisis parmi des moines serbes⁴¹⁸.

Dušan a aussi dû renforcer la défense militaire du territoire grâce à l'installation de contingents serbes dans les principales villes. Kantakouzènos écrit dans ses mémoires, à propos de sa campagne en Macédoine occidentale en 1349-1350, que les villes d'Édesse et de Servia comptaient déjà à l'époque une importante garnison de soldats serbes⁴¹⁹. Il faut également songer à l'installation de pronoïaires serbes dans les campagnes : un acte de l'empereur Andronic IV de novembre 1378, sur lequel on reviendra plus en détail, confirme à un pronoïaire serbe, un certain Radoslav Sampias, ses droits sur deux villages en Macédoine, avec le droit de les transmettre

414. Le *prôtostratôr* Stanisas est le destinataire d'un *prostagma* de l'empereur Dušan délivré aux alentours de l'an 1348, lui ordonnant d'exempter les couvents athonites du versement de la taxe sur le blé. Cet acte est conservé dans les archives de Kutlumas : cf. LEMERLE, SOLOVJEV, Trois chartes, p. 130. La même personne est mentionnée dans un acte de Vatopédi qui date de 1358. À cette époque, il semble toujours exercer une autorité sur les monastères de l'Athos, puisque les moines de Vatopédi lui avaient demandé la permission de se rendre auprès du gouverneur byzantin de Thessalonique (cf. *Vatopédi* II, n° 111, l. 3-4 : γνώμη καὶ θελήσει καὶ τοῦ αὐθέντου καὶ ἀδελφοῦ ἡμῶν πρωτοστράτορος τοῦ Στανίσσα πρὸς ἡμᾶς παραγενόμενοι).

415. Pour l'identification de ces personnages proposée par Lemerle, voir *Kutlumas*, App. II, p. 229. L'acte d'octobre 1366 est tiré des archives de Chilandar. Il s'agit d'un jugement du tribunal ecclésiastique de Serrès, par lequel un certain *mégas primmikèrios* Isaris est débouté de ses prétentions sur l'héritage de son gendre Géorgios Stanésès (PETIT, *Actes de Chilandar*, n° 151). L'acte dit que ce dernier était le frère (*autadelphos*, l. 1-2) du *kaballarios* Stanésès et non pas le fils comme l'a écrit à tort Lemerle. Sur cette identification, voir aussi OSTROGORSKY, *Serska oblast*, p. 95.

416. Le continuateur de Danilo II parle du remplacement des métropolitains grecs par des Serbes : cf. LASCARIS, *Le patriarcat de Peć*, p. 172.

417. Jakov avait été auparavant supérieur du monastère des Saints-Archanges à Prizren. Sur ce personnage, voir *PLP* 7904, et Z. GAVRILOVIĆ, *The Gospels of Jakov of Serres* (London, B.L., Add. MS 39626), the Family Branković and the Monastery of St. Paul, Mount Athos, dans *Through the Looking Glass. Byzantium through British Eyes, Papers from the Twenty-ninth Spring Symposium of Byzantine Studies* (London, March 1995), éd. R. CORMACK et E. JEFFREYS, Aldershot 2000, p. 135-144.

418. Le premier *prôtos* serbe fut nommé au début de l'an 1348, lors du séjour de Dušan à l'Athos (cf. *infra*, p. 103). Il s'agit d'Antônios de Chilandar, sur lequel voir *PLP* 91253. Sur la période de la domination serbe sur l'Athos, voir *Prôtaton*, p. 137-139, et *Lavra* IV, p. 41-49.

419. KANTAKOUZÈNOS IV § 19-20 ; III, p. 127, 131 et 136, mentionne aussi la présence de *dynatoi* serbes dans ces villes (cité par M. BARTUSIS, *The Settlement of Serbs in Macedonia in the Era of Dušan's Conquests*, dans *Studies on the Internal Diaspora of the Byzantine Empire*, éd. H. AHRWEILER et A. LAIOU, Washington 1998, p. 151-159, ici p. 153).

à ses enfants⁴²⁰. Ce fut sans doute durant les années de l'occupation serbe de la Macédoine que Sampias fut mis en possession de ces villages ; en effet, l'un de ces villages avait appartenu au monastère de Lavra jusqu'en 1345⁴²¹.

La distribution de terres et de revenus fiscaux parmi les soldats serbes installés dans les territoires jadis byzantins se fit à partir de biens confisqués à la haute aristocratie. Aucune source ne le dit explicitement, mais les actes de la période le laissent entendre. On a vu par exemple le cas du *zeugèlateion* appartenant à la famille byzantine de Rallès, qui avait été accordé à un groupe d'*archontopouloi* grecs. Parfois, la difficulté est de savoir si les bénéficiaires étaient des pronoïaires serbes ou grecs : un acte tiré des archives de Vatopédi dit simplement qu'un bien ayant appartenu à un Byzantin fut saisi par les autorités serbes et donné en *pronoia* à plusieurs personnes (τῶν Σέρβων καὶ τοῦτο δίδόντων προνοιαστικῶ τρόπῳ πρὸς διάφορα πρόσωπα)⁴²².

Les exemples étudiés ne concernent que la Macédoine. L'Épire et la Thessalie sont beaucoup moins bien documentées. Leur situation dut être comparable, mais il y a néanmoins des différences qui doivent être soulignées, en raison notamment de la « diversité ethnique » plus marquée en Épire et en Thessalie qu'en Macédoine ; leur emplacement géographique et leur histoire politique avaient favorisé l'installation de divers peuples dans ces régions au cours des siècles précédents. Grecs, Albanais, Juifs et Latins constituaient des groupes importants au sein de la population de la Thessalie et de l'Épire au ^{xiv}^e siècle⁴²³. C'est pourquoi, même si les Serbes arrivèrent nombreux dans les années 1340 et 1350, leur impact sur la société fut certainement plus limité encore qu'en Macédoine. Les sources n'emploient jamais à propos de ces régions d'expressions faisant allusion à une « serbocratie » ou à la « tyrannie des Serbes », comme c'est le cas en Macédoine⁴²⁴. En Épire et en Thessalie, les Serbes semblent s'être très vite assimilés à la classe dirigeante locale. De cette intégration naquit une nouvelle élite qui gouverna ensuite la région pratiquement jusqu'à l'arrivée des Turcs⁴²⁵.

420. L'acte d'Andronic IV est édité dans DÖLGER, *Schatzkammern*, n° 11. Pour l'ensemble du dossier, voir *infra*, p. 336-337. La Macédoine était dans les années 1370 passée à nouveau sous domination byzantine.

421. Il s'agit du village de Néochôrion, cf. LEFORT, *Chalcidique occidentale*, p. 108-109.

422. *Vatopédi* II, n° 144 (1375), l. 19-20.

423. Sur la composition ethnique de l'Épire à cette époque, voir B. OSSWALD, *The Ethnic Composition of Medieval Epirus*, dans *Imagining Frontiers, Contesting Identities*, éd. S. G. ELLIS et L. KLUSÁKOVÁ, Pise 2007, p. 125-154.

424. Même la *Chronique de Iôannina*, qui est très hostile au despote Thômas Preljubović, gouverneur de Iôannina (1367-1384), n'emploie jamais de termes semblables. Sur l'usage de cette source pour connaître les conditions de vie de la population épirote à cette époque, voir S. ŠARKIĆ, *The Application of Dušan's Code according to the Chronicle of Ioannina*, dans *Κατενόδιον. In memoriam Nikos Oikonomides*, éd. S. TROIANOS, Athènes 2008, p. 161-171.

425. Le despote Thômas Preljubović constitue un bon exemple de cette nouvelle élite : fils d'un Serbe, Grigor Preljub († 1357), et époux d'une Grecque, Maria Angéline († 1394). À son propos, voir *PLP* 23721 (Θωμᾶς Πρέλουμπος). Au ^{xv}^e siècle, Giourgès Izaoul, réfugié épirote à la cour de Constantinople, était le fils d'un Italien, Esau Buondelmonti, despote d'Épire (1385-1411), et d'une Serbe, Eudokia Balšić. Sur ce personnage, voir maintenant Th. GANCHOU, *Giourgès Izaoul de Ioannina, fils du despote Esau Buondelmonti, ou les tribulations balkaniques d'un prince d'Épire dépossédé*, *Medioevij grčki svijet*, 2008, p. 152-199.

L'empire de Dušan fut donc ce que l'on peut appeler un État « multiculturel », dans le sens où il n'y avait pas de véritable distinction du point de vue légal entre Serbes et Grecs. L'attitude de Dušan ne fut pas tant celle d'un conquérant que celle d'un souverain qui voulait apparaître comme le successeur légitime des empereurs byzantins. Afin de renforcer cette image d'un empereur romain et chrétien, Dušan réussit à s'assurer le soutien de l'influente communauté de l'Athos, centre de la spiritualité orthodoxe et véritable « œil de l'*oikoumène* »⁴²⁶.

c) Les biens des monastères athonites lors de la conquête serbe

Le début de l'avancée serbe dans les territoires de l'Empire byzantin fut sans aucun doute un motif d'alarme pour les moines de la communauté athonite. Tout d'abord en raison des confiscations que la conquête ennemie pouvait entraîner sur l'ensemble de leur patrimoine, mais aussi à cause des dégâts provoqués par les passages des armées. C'est pourquoi, peu après l'irruption des Serbes en territoire byzantin, les moines se rendirent auprès du souverain serbe. En échange de sa protection, ils lui firent allégeance et lui offrirent leur caution symbolique dans sa volonté d'apparaître comme le seul empereur romain chrétien légitime.

Lors du couronnement impérial de Dušan à Skopje par le patriarche serbe de Peć (Ioanikij), en avril 1346, une délégation des moines athonites était présente⁴²⁷. C'était la première fois que les moines de l'Athos soutenaient un souverain autre que l'empereur byzantin. Or, mis à part l'influence politique du nouvel empereur serbe, la situation interne à Byzance avait aussi incité les moines à ce choix politique. Le conflit entre un empereur mineur (Jean V) et un représentant de l'aristocratie (Jean VI) avait non seulement privé l'Empire du principe d'unité, mais il entraînait aussi, au plan matériel, de considérables dégâts sur l'ensemble des territoires byzantins. Les interminables guerres entre les diverses factions de l'aristocratie byzantine avaient mis l'État byzantin dans l'incapacité de mettre un frein aux abus et avaient fini par persuader les moines de la nécessité de soutenir un pouvoir fort, capable de maintenir l'ordre et de faire respecter les lois de la propriété privée.

Dušan montra en effet une attitude bienveillante envers la Sainte Montagne et récompensa généreusement le soutien des moines par l'octroi de nombreux privilèges. La première de ses actions fut la confirmation de tous leurs biens et droits antérieurs ainsi que la concession de nouvelles exemptions par un « chrysobulle commun » (*chrysoboullon koinon*) qu'il délivra à l'ensemble des monastères en

426. À propos de l'importance symbolique du Mont Athos à l'époque, voir NASTASE, Patronage, p. 71-87.

427. À la tête de la délégation athonite se trouvait le *prôtos* de la communauté. D'autres autorités ecclésiastiques s'étaient rendues à cette cérémonie, notamment Syméon, patriarche bulgare de Tirnovo, et Nikolaos, archevêque autocéphale d'Ochrid. Le début de la conquête de la Macédoine par Dušan revêtit une forte charge symbolique. Il est significatif que la proclamation impériale de Dušan se soit produite très peu de temps après la prise de Serrès (25 septembre 1345), vers la fin de l'année 1345, peut-être le jour de Noël. Le couronnement à Skopje eut lieu le 16 avril 1346, le jour de Pâques. Sur cet événement, voir JIREČEK, *Geschichte der Serben*, t. 1, p. 211-236 ; SOULIS, *The Serbs*, p. 32 (avec bibliographie) et, plus récemment, MAKSIMOVIĆ, L'empire de Stefan Dušan, p. 423.

novembre 1345, c'est-à-dire à peine quelques mois après la conquête de Serrès⁴²⁸. Il convient de souligner que l'acte ordonne la restitution aux moines des biens qui avaient été déjà attribués aux propriétaires serbes, ce qui montre que la reconnaissance de l'autorité serbe par les Athonites se fit après les premières confiscations de biens.

En 1347, les moines accueillirent Dušan à l'Athos et, comme preuve de leur gratitude envers lui, ils lui accordèrent la permission de faire venir sa femme et son fils mineur. Ce fait sans précédent, qui violait tous les règlements de la Sainte Montagne, montre à quel point les relations entre les moines et le souverain serbe furent fortes⁴²⁹.

Presque toutes les différentes archives athonites ont en effet conservé un ou plusieurs actes délivrés par Dušan confirmant les titres de propriété des moines et accordant de nouveaux privilèges⁴³⁰. Après la mort en décembre 1355 du souverain serbe, les moines continuèrent à jouir de la protection et de la bienveillance des seigneurs serbes restés en place, au point que le troisième quart du XIV^e siècle, pourtant une époque de forte crise économique et politique, constitua au contraire pour cette communauté un deuxième âge d'or, après celui de la fondation des premiers grands couvents athonites au X^e siècle.

2. L'ÉTAT DES CAMPAGNES ET LES CONSÉQUENCES SUR LA SOCIÉTÉ RURALE

Malgré la relative continuité que nous venons de constater dans le régime de la propriété foncière, la conquête serbe d'une bonne partie du territoire de l'Empire achevait une période qui s'avérait néfaste pour la situation des campagnes byzantines. Même si la plupart des propriétaires avaient réussi à garder leurs biens en dépit de la disparition de l'autorité impériale, les longues années de guerres avaient fini par rendre improductives de nombreuses terres. Contrairement à la crise de la première moitié du XIV^e siècle, dans laquelle les effets du passage des armées furent

428. L'original de cet acte est perdu. Une copie ancienne est conservée dans les archives de Vatopédi ; elle est authentifiée par le métropolite de Vidin Mitrofan' (signature slave) à une date qui nous est inconnue (cf. *Vatopédi* II, n° 92). Au début du XX^e siècle, A. Solovjev et V. Mošin avaient consulté une autre copie de ce chrysobulle dans les archives de Lavra, mais elle n'a pas été retrouvée par la suite (*Lavra* III, p. 210-211). Un autre chrysobulle délivré par Dušan, en janvier 1346, pour le monastère d'Iviron mentionne ce chrysobulle commun pour tout l'Athos et explique que le souverain serbe avait accordé de nouveaux privilèges aux moines en contrepartie de leur allégeance : *Iviron* IV, n° 89, l. 4-8, ἡ βασιλεία μου πάσας τὰς ἐν τῷ ἁγίῳ ὄρει τῷ Ἄθῳ διακειμένας μονὰς ἀναδεξαμένη, ὅλη ψυχῇ προσελθούσας καὶ ὑποταγείσας αὐτῇ, διὰ χρυσοβούλλου κοινοῦ πάσαις αὐταῖς πλουσίαν ἐχωρήγησε καὶ παρέσχε τὴν εὐεργεσίαν, ὥς εἶναι τοὺς ἐνασκουμένους αὐταῖς μοναχοὺς ἀπερισπάστους καὶ ἀθωρόβους πρὸς τὸ ἔργον αὐτὸ τοῦ Θεοῦ.

429. Sur le séjour de Dušan à l'Athos et l'attitude de ce souverain envers les monastères, voir G. SOULIS, Tsar Stephen Dušan and Mount Athos, *Harvard Slavic Studies* 2, 1954, p. 125-139, et, plus récemment, M. ŽIVOJINOVIĆ, De nouveau sur le séjour de l'empereur Dušan à l'Athos, *ZRVI* 21, 1982, p. 119-126.

430. Il n'est pas question de dresser ici la liste complète des actes délivrés par l'empereur serbe en faveur des Athonites. Toutefois, il convient de souligner qu'il y a parfois des incertitudes concernant l'authenticité de certaines de ces pièces (cf. *Lavra* IV, p. 41-42, n. 191).

plutôt limités, les conséquences de l'insécurité et des raids ennemis dans l'abandon des campagnes et la destruction de l'appareil de production agricole sont indéniables durant les années centrales du XIV^e siècle.

Sur le plan politique, la deuxième guerre civile vit un notable effacement de l'autorité publique dans les provinces. C'est pourquoi certaines formes de défense se mirent en place afin d'assurer la protection des communautés paysannes. En effet, au-delà des conséquences économiques, la deuxième guerre civile entraîna une forte désagrégation des structures politiques dans les campagnes.

La ville byzantine apparaît au contraire à cette époque comme le dernier bastion de l'autorité impériale. Coupées de leur arrière-pays et entourées par l'ennemi, les villes de l'Empire survécurent grâce à leur approvisionnement par voie de mer et à la solidité de leurs remparts. Leur rôle dans la continuité de l'administration byzantine dans la seconde moitié du XIV^e siècle est déterminant.

L'insécurité de l'espace rural

Il est souvent difficile de mesurer l'impact des guerres sur les campagnes, parce que les populations rurales jouent rarement un rôle dans les événements politiques. De manière générale au Moyen Âge, la paysannerie est restée largement à l'écart des confrontations et des luttes pour le pouvoir et elle est demeurée simple témoin oculaire et victime des conflits qui déchiraient les couches les plus élevées de la société. Les guerres se décidaient principalement sur les champs de bataille et par la prise des villes. Le monde rural peut donc apparaître relativement stable à cette époque, en contraste avec les crises du monde urbain⁴³¹.

La situation n'y était pas pour autant idyllique. Si elles étaient souvent épargnées par les guerres et les conflits politiques, les campagnes étaient en revanche continuellement soumises aux agressions des puissants et des brigands. C'est une caractéristique du monde rural médiéval, aussi bien à Byzance que dans les autres régions de l'Europe, qui explique dans une certaine mesure la mise en place de certaines formes de dépendance personnelle⁴³².

431. Dans leur ouvrage sur la société tardobyzantine, Matschke et Tinnefeld ont constaté la faible participation de la société villageoise dans les mouvements contestataires du milieu du XIV^e siècle : MATSCHKE, TINNEFELD, *Gesellschaft*, p. 80 (voir aussi quelques réflexions dans A. LAIOU, Peasant Rebellion: Notes on its Vocabulary and Typology, dans *Ordnung und Aufruhr im Mittelalter. Historische und juristische Studien zur Rebellion*, éd. M.-Th. FÖGEN, Francfort-sur-le-Main 1995, p. 99-117, en particulier p. 113-114). Ils se sont néanmoins demandés si une partie des participants aux émeutes n'était pas composée d'ouvriers agricoles et de journaliers, employés sur les domaines situés dans la banlieue des principales villes. Ils ont évoqué le cas du *demos* de Didymotique et des villages voisins, qui s'était révolté contre la femme de Kantakouzènos, Eirène Asanina, ravageant les champs, les vignobles et les jardins des alentours, propriétés des puissants (KANTAKOUZÈNOS III § 48 ; II, p. 288). Ces auteurs ont postulé que ces actions pouvaient constituer un indice de l'emploi de certains des membres du *demos* en tant que salariés sur ces domaines.

432. Les formes de brigandage dans les campagnes sont attestées à toutes les époques de l'histoire byzantine, mais elles furent plus ou moins virulentes en fonction du contexte politique. Dans l'acte de Michel VIII concernant l'administration provinciale (cf. *supra*, p. 68), l'empereur interdit l'utilisation par les gouverneurs de pillards comme soldats, pratique

À Byzance, le pouvoir de l'État avait joué un rôle important dans la sécurité des campagnes au cours des siècles précédents, à travers l'action des gouverneurs locaux et de l'armée, qui assuraient la défense du territoire et la protection de ses habitants. C'était en principe les pouvoirs publics qui étaient chargés du maintien d'un réseau de forteresses, même si à partir du XI^e siècle, on trouve de plus en plus souvent des fortifications privées. L'État était aussi responsable de la sécurité des chemins, des ponts et des passages de montagne, ainsi que de leur entretien⁴³³. Toutefois, à partir du début du XIV^e siècle, la situation changea et les conditions des campagnes byzantines se dégradèrent ; les causes principales furent la piraterie turque et les ravages de la compagnie catalane, puis les guerres civiles.

Plusieurs pages des mémoires de Kantakouzènos témoignent de la destruction provoquée par le passage des armées dans les campagnes durant la deuxième guerre civile. Kantakouzènos écrit à propos d'une attaque du parti de la régence contre la ville de Berroia en 1343 : « Les Perses [c'est-à-dire les Turcs] déferlaient pour piller et dans une seule journée ils saccagèrent tout le pays autour de Berroia et firent tout le mal du monde. Ils firent prisonniers des hommes et tuèrent le bétail, mirent le feu aux maisons dans les villages, bref, firent tout ce qu'un ennemi a coutume de faire [...] Ils ruinaient ainsi certainement l'Empire romain⁴³⁴. » Kantakouzènos critique ici l'emploi des Turcs par la régence comme troupes de mercenaires. On peut toutefois trouver avec Eva van De Vries que Kantakouzènos « ne manquait pas de toupet » en reprochant à ses ennemis les mêmes pratiques dont il fit un large usage. Ses propos peuvent apparaître bien cyniques si l'on pense aux dévastations provoquées par ses propres alliés turcs dans les environs de Didymotique précisément au cours de l'hiver 1342-1343⁴³⁵. En fait, dans la plupart de ces cas, les commandants

qui semble répandue à l'époque (cf. BURGMANN, MAGDALINO, Michael VIII on Maladmi-nistration). Selon les éditeurs de cet acte, il pouvait s'agir de bandits, soit agissant avec la connivence des autorités locales, soit circulant en toute impunité sous le prétexte de collaborer avec le gouverneur dans sa tâche de maintien de « la loi et [de] l'ordre ».

433. Pour la construction de forteresses par l'État à la fin du XIII^e et dans la première moitié du XIV^e siècle, cf. BARTUSIS, *Byzantine Army*, p. 286-287. La mention dans les sources de « chemins publics » ou de « chemins impériaux » est significatif de la nature de ce type d'infrastructures : voir par exemple *Vatopédi* I, n° 23 (1296), l. 7 (*odos dèmosiakè*) ; *Lavra* II, n° 90 (1300), l. 72 (*dèmosia odos*) ; *Vatopédi* I, n° 45 (1312), l. 35 (*odos basilikè*) ; *Vatopédi* II, n° 122 (1365-1371), l. 12 (*odos basilikè*). La population les entretenait par des corvées publiques.

434. KANTAKOUZÈNOS III § 62 ; II, p. 381. Traduction empruntée à DE VRIES, *L'élite byzantine*, p. 99.

435. Un passage de la *Geste d'Umur Pacha*, ou plus exactement de l'œuvre du chroniqueur ottoman Enveri qui en transmet la substance, relatif aux événements de l'hiver 1342-1343, parle des dévastations dans les alentours de la ville de Didymotique dues aux soldats envoyés par l'émir d'Aydin pour aider Kantakouzènos à conquérir Constantinople : I. MÉLIKOFF-SAYAR, *Le destân d'Umûr Pacha (Düstürnâme-i Enverî)*, Paris 1954, p. 93-95 ; voir aussi LEMERLE, *Aydin*, p. 136-137. Cet épisode est également évoqué par Kantakouzènos dans ses mémoires (KANTAKOUZÈNOS III § 57 ; II, p. 346-349), sans allusion ici aux conséquences néfastes sur l'arrière-pays. Sur les effets des ravages provoqués par les armées en Thrace à l'époque de la deuxième guerre civile, voir en général C. ASDRACHA, *Formes de brigandage pendant la deuxième guerre civile byzantine au XIV^e siècle*, *Études balkaniques* 7/3, 1971, p. 118-120.

qui dirigeaient les contingents de mercenaires employés par l'armée byzantine étaient incapables de contrôler leurs troupes et de les empêcher de se livrer au pillage dans les campagnes en vue d'augmenter leur butin. Il y eut même des cas de troupes de mercenaires qui se révoltèrent contre leurs commandants⁴³⁶.

Dans certains cas, la succession de confiscations et les changements dans le régime de la propriété foncière, que nous avons étudiés dans les pages précédentes, privèrent en outre les paysans de la protection de leurs anciens seigneurs, contribuant à augmenter le sentiment d'insécurité et d'impuissance.

L'époque est donc celle d'un affaiblissement certain du pouvoir public dans les campagnes. Les constants revirements dans le pouvoir politique empêchaient l'administration d'organiser la défense du territoire et privèrent de la protection des gouverneurs locaux les populations, livrées aux ennemis et aux brigands⁴³⁷. Contrairement à d'autres périodes, durant lesquelles les crises politiques ne semblent pas avoir fondamentalement affecté le milieu rural, le territoire byzantin au milieu du XIV^e siècle fut victime du déclin politique de l'Empire parce qu'il devint le champ de bataille où se réglèrent les conflits.

L'abandon des zones rurales et la fuite des paysans vers les villes

L'insécurité dans les campagnes eut des effets néfastes sur la démographie, car elle provoqua l'abandon partiel de nombreuses zones rurales et l'afflux d'un grand nombre de cultivateurs dans les villes, en quête de la protection que leur offraient les enceintes fortifiées⁴³⁸. Il est même probable que la destruction de leurs récoltes ainsi que la perte de leurs biens aient poussé certains agriculteurs à chercher la charité des hôpitaux et des institutions pieuses situées dans les grands centres urbains⁴³⁹. Déjà à l'époque où la compagnie catalane faisait des ravages dans les campagnes byzantines, les paysans, écrit Pachymérès, avaient décidé de trouver refuge à l'intérieur de Constantinople et à Thessalonique⁴⁴⁰.

436. On a vu le cas de Iôannès Batatzès qui fit une carrière fulgurante au sein de l'administration impériale et qui fut assassiné par des troupes turques qu'il avait engagées pour combattre dans la deuxième guerre civile : voir *supra*, p. 69-70.

437. Pour un exposé plus détaillé des principaux épisodes de brigandage dans les campagnes byzantines, voir BARTUSIS, *Brigandage*.

438. LAIOU, *Peasant Society*, p. 263 : « Invasions and instability in the countryside often caused a movement of peasants not only into safer rural areas but also into the fortified towns. »

439. Sur les formes de charité à l'époque byzantine tardive, voir D. CONSTANTELOS, *Poverty, Society and Philanthropy in the Late Mediaeval Greek World*, New Rochelle 1992 (Studies in the Social and Religious History of the Mediaeval Greek World 2).

440. Cf. LAIOU, *Peasant Society*, p. 263 (avec bibliographie). À ce sujet, voir aussi ce qu'écrit Ramón Muntaner dans sa chronique sur l'expédition des Catalans pour l'an 1305 : « Nous fûmes très satisfaits d'apprendre qu'il y avait là [à Apros] château et bourg ; car nous étions persuadés que la veulerie de ces gens était si grande que, sitôt en difficulté, leur premier mouvement serait de courir au château et au bourg d'Apros » (MUNTANER, *Crònica catalana*, § 221 ; trad. BARBERÀ, p. 82-83).

Presque un demi-siècle plus tard, à propos des conséquences de la deuxième guerre civile, Grègoras écrit : « Il ne reste plus aux malheureux habitants de Thrace ni bêtes de somme ni troupeaux, ni bœufs au moyen desquels les paysans travaillent le sol pour se procurer la nourriture quotidienne nécessaire à leur subsistance. Aussi la terre restait-elle inculte, la campagne était complètement déserte et, pour tout dire, dans un état sauvage⁴⁴¹. »

Même si ce n'est pas fréquent, les actes de la pratique ont parfois laissé aussi un témoignage sur l'état de dégradation et d'abandon des campagnes à cette époque. Deux actes de donation, établis en faveur de Vatopédi par le moine Arsénios Tzamlakôn en 1355 et 1356, constituent de bons exemples. Nous avons déjà eu l'occasion de parler de ce personnage à propos de son rôle comme partisan de Jean VI Kantakouzènos durant la deuxième guerre civile : il appartenait à la haute aristocratie de l'Empire et était propriétaire de nombreux biens fonciers en Macédoine⁴⁴². Après la chute de Kantakouzènos (décembre 1354), Tzamlakôn fit don de ce qui lui restait d'un bien patrimonial situé dans les alentours de Thessalonique au monastère de Vatopédi pour s'y retirer comme moine. Dans ses deux actes de donation, conservés dans les archives de ce monastère, Arsénios nous a laissé une brève description de l'état dans lequel se trouvaient ces biens. Il explique que la plupart des paysans avaient disparu en raison des « bouleversements du temps » et qu'une part notable de ses terres était constituée par des tenures en déshérence (*exaleimmata*)⁴⁴³. Arsénios ne mentionne pas les causes de la disparition de ses paysans, mais il est certain qu'une partie avait été tuée par l'ennemi et que l'autre avait dû se réfugier ailleurs, peut-être à l'intérieur de la ville de Thessalonique.

L'arrivée massive de paysans dans les grands centres urbains de l'Empire a dû rendre très difficiles leurs conditions de vie. Grègoras dit, par exemple, que beaucoup de ces réfugiés se mirent au service des puissants ou se livrèrent à la mendicité⁴⁴⁴. Or la situation de ces villes devait encore se dégrader davantage avec l'arrivée de la peste noire qui fit des ravages dans une population déjà bien affaiblie par les effets de la crise et par sa mauvaise alimentation, et qui vivait entassée dans des espaces souvent réduits et peu salubres, favorables à la propagation des maladies.

441. GRÈGORAS XV § 1 ; II, p. 748²¹⁻²⁴. Traduction empruntée à ZAKYTHINOS, Crise économique, p. 70, qui mentionne aussi plusieurs passages de Kantakouzènos concernant les effets de la première guerre civile sur les campagnes : « La Thrace tout entière, à l'exception des villes, était devenue déserte à cause de la guerre » (KANTAKOUZÈNOS III § 76 ; II, p. 476²³⁻²⁴) et « les paysans, qui supportent la plus lourde charge des impôts, quittèrent leurs villages, reculant devant les soldats du vieil empereur [Andronic II] qui mettaient tout à sac » (KANTAKOUZÈNOS I § 28 ; I, p. 137²⁻⁵).

442. Sur Arsénios Tzamlakôn, voir *supra*, n. 357.

443. *Vatopédi* II, n° 105 (février 1355), l. 13-16 : ἀφιερῶ [Arsénios à Vatopédi] τοῦτο [le domaine de Prinarion] μετὰ πάσης τῆς περιοχῆς καὶ νομῆς καὶ τῶν δικαίων αὐτοῦ, καθὼς ἀρχῆθεν τοῦτο ἐκεκτήμην, ἥγουν τῶν παροίκων πάντων τῶν ἀρτίως εὕρισκομένων ἀπὸ τῆς τοῦ καιροῦ συγχύσεως καὶ ἀνομαλίας, ὡσαύτως καὶ τὰς ὑποστάσεις πάσας τὰς ἐξαλειμματικάς. Voir aussi *ibid.*, n° 107 (mai 1356), l. 7 : τῶν ἐξαλειμμάτων τῶν παροίκων μου, οἵτινες ἔλειψαν ἀπὸ τῆς συγχύσεως τοῦ καιροῦ.

444. GRÈGORAS XXIX § 2-4 ; III, p. 224-225.

L'irruption de la peste noire

La peste noire fit irruption dans l'Empire byzantin peu après la fin de la deuxième guerre civile, coïncidant avec la victoire de Kantakouzènos (février 1347). Elle arriva à Constantinople sur des bateaux génois en provenance de la colonie de Caffa durant l'hiver de 1347-1348⁴⁴⁵. Kantakouzènos et Grégoras ont laissé des descriptions détaillées et saisissantes des effets dévastateurs de l'épidémie⁴⁴⁶. Des échos de l'arrivée de la peste dans l'Empire se retrouvent également chez la plupart des auteurs byzantins de l'époque. Par exemple, l'érudit et homme politique Dèmètrios Kydônès la mentionne dans une lettre, datable de 1347-1348, qu'il adresse à un ami, peut-être un moine de l'Athos : « Le pire, c'est que chaque jour la grande ville se vide davantage, de sorte que [celle qui était] la plus grande est désormais considérée comme une petite [ville] remplie de tombeaux. Chaque jour, nous sommes occupés à accompagner des amis jusqu'à la sépulture et ce qui fait le plus mal c'est que les hommes s'évitent, car ils craignent le contact avec la maladie⁴⁴⁷. »

À partir du milieu du xiv^e siècle, les retours de la peste dans l'Empire devinrent fréquents et parfois d'une grande virulence⁴⁴⁸. Les conséquences sur la démographie furent dévastatrices⁴⁴⁹. Son impact sur les zones rurales fut peut-être moins grave que dans les villes, en raison des meilleures conditions sanitaires et de la densité plus faible d'habitants⁴⁵⁰. On verra qu'au cours de la seconde moitié du siècle certaines régions isolées de la campagne devinrent pour les élites un refuge face à l'épidémie : par exemple, en 1362, la cour impériale quitta Constantinople où sévissait la maladie et se replia dans l'île de Lemnos. Beaucoup de notables suivirent l'empereur Jean V dans sa fuite de la capitale, y compris le patriarche, et séjournèrent quelque temps dans cette île.

La peste fit aussi des ravages dans les petites agglomérations urbaines des provinces. Par exemple, dans la première moitié du xv^e siècle, le chroniqueur Géorgios Sphrantzès dit que son gendre Grégorios Palaiologos Mamônas, habitant un *kastron*

445. La date de l'arrivée de la peste à Byzance est fournie par plusieurs chroniques brèves : cf. CONGOURDEAU, *La peste noire*, p. 152.

446. KANTAKOUZÈNOS IV § 8 ; III, p. 49-53 ; et GRÉGORAS XVI § 1 ; II, p. 797-798. Pour sa description de la peste, Kantakouzènos s'est inspiré du récit de Thucydide concernant la peste athénienne de 430-av. J.-C. Deux articles sont parus la même année à ce sujet : H. HUNGER, *Thukydides bei Johannes Kantakuzenos. Beobachtungen zur Mimesis*, *JÖB* 25, 1976, p. 185-188, et T.S. MILLER, *The Plague in John VI Cantacuzenus and Thucydides*, *Greek, Roman and Byzantine Studies* 17, 1976, p. 385-395.

447. KYDÔNÈS, *Correspondance*, n° 88, p. 122⁴³⁻⁴⁶. Sur cette lettre, voir aussi TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1/1, n° 21.

448. Pour une chronologie de la peste à Byzance entre le milieu du xiv^e et le milieu du xv^e siècle, voir CONGOURDEAU, *La peste noire*, p. 149-163.

449. La peste du xiv^e siècle semble avoir été plus pernicieuse que celle du vi^e siècle : cf. KAPLAN, *Les hommes et la terre*, p. 459-461 (avec bibliographie).

450. L'impact de la peste sur la société rurale est toutefois difficile à mesurer. LAIOU, *Peasant Society*, p. 296-297, écrit prudemment : « In 1347, the plague would strike, and although its effects would be most concentrated in the cities, the village population too may have been somewhat affected. »

de la côte de la mer Noire, dont il tait le nom, périt avec sa femme et un de leurs enfants, victimes de l'épidémie⁴⁵¹.

L'irruption de la peste à Byzance contribua donc à aggraver la crise démographique, provoquant une forte chute de la population⁴⁵². Ses effets furent d'autant plus pernicioeux qu'elle survint après de longues années de confrontations armées et s'abattit sur une population sans défense et affamée.

Ceux qui sont restés :

la mise en place de formes de défense en milieu rural

Malgré le grand nombre des réfugiés, tous les paysans ne quittèrent pas la campagne. Toutefois, devant l'impuissance des autorités byzantines, ils cherchèrent des formes alternatives de défense. La solution la plus fréquente était de trouver la protection d'un puissant capable d'organiser une petite milice ou d'entretenir une fortification⁴⁵³.

Vers le milieu du XIV^e siècle, plusieurs paysans habitant la presqu'île de Kassandreia, au sud-ouest de la Chalcidique, vinrent s'installer dans le village fortifié de Saint-Mamas, en Chalcidique occidentale, près de l'isthme de Kassandreia. Ce village était à l'époque une possession du monastère de Vatopédi en vertu d'une donation du tsar serbe Étienne Dušan (mai 1346)⁴⁵⁴. Les moines y avait fait construire d'abord une tour puis une enceinte entourant l'ensemble des maisons. Vers 1348, ces paysans originaires de Kassandreia étaient déjà installés à Saint-Mamas et aidaient le monastère à finir les travaux de fortification du village⁴⁵⁵. Dix ans plus tard, les paysans s'opposèrent aux moines dans un litige au sujet du loyer qu'ils devaient verser au monastère au titre de leurs maisons situées à l'intérieur de

451. SPHRANTZÈS V § 1, p. 12¹⁻⁹.

452. LEFORT, *Population et peuplement*, p. 78-81 [242-246].

453. MATSCHKE, TINNEFELD, *Gesellschaft*, p. 76-79, ont parlé de formes d'autodéfense chez quelques communautés paysannes.

454. *Vatopédi* II, n° 93. La date (mai 1346), ainsi que la notice de récoognition signée par Iôannès, métropolite de Skopje (l. 37), suggèrent que cet acte fut délivré en faveur des moines de Vatopédi à l'occasion de leur séjour à Skopje pour assister au couronnement impérial de Dušan. En effet, nous avons conservé d'autres chrysobulles pour d'autres monastères athonites délivrés à la même date : cf. *Iviron* IV, p. 119.

455. *Vatopédi* II, n° 97. Il s'agit d'un chrysobulle délivré par Dušan en avril 1348 durant son séjour à l'Athos. Par cet acte, le souverain serbe confirme à Vatopédi l'ensemble de ses droits, y compris sur Saint-Mamas, ainsi que sur les paysans qui y étaient installés, appelés « Kassandrènoi ». Vatopédi est également mis en possession des tenures patrimoniales (*gonika staseis*) que ces paysans possédaient à Kassandreia (*ibid.*, l. 12). L'acte dit que les moines avaient fait construire antérieurement à Saint-Mamas une tour faisant partie du bâtiment du métoque dédié à saint Georges, que le monastère y possédait de longue date (*ibid.*, l. 8-9 : ἐν ᾧ δὴ χωρίῳ προωκοδόμησε καὶ πύργον ἢ τοιαύτη σεβασμία μονὴ εἰς τὸ ἀρχαῖον αὐτῆς ἐκεῖσε μετόχιον τὸ εἰς ὄνομα τιμώμενον τοῦ μεγαλομάρτυρος Γεωργίου). Puis, l'acte de *Vatopédi* II, n° 111 de 1358 (sur lequel voir note suivante) dit que les paysans « Kassandrènoi » participèrent à cette époque à la construction d'une enceinte fortifiée (*ibid.*, l. 19-20). Cet acte parle de l'utilité de l'enceinte contre les attaques des ennemis : ἐξησφαλίσαντο διὰ τὴν τῶν ἐχθρῶν ἔφοδον. Pour plus de détails sur l'histoire de Saint-Mamas, voir le commentaire de l'acte dans *Vatopédi* II, p. 274 (*L'affaire*).

l'enceinte fortifiée⁴⁵⁶. Indépendamment du résultat du conflit, ce qu'il importe de souligner est que le transfert de ces paysans fut permanent et qu'ils ne retournèrent plus à Kassandreia. Cette presque-île était en effet une région particulièrement vulnérable aux attaques de l'ennemi. Si elle était d'accès difficile depuis le continent, elle était très exposée aux attaques de la piraterie puisque ses côtes n'offraient aucune protection naturelle. Cela explique en partie qu'au début du xv^e siècle le gouvernement byzantin ait entrepris des travaux de fortification dans la presque-île pour protéger ses habitants des incursions turques et mettre ce territoire en exploitation⁴⁵⁷.

Il est difficile de savoir à quel point les cas de paysans trouvant refuge dans le village fortifié d'un grand propriétaire étaient fréquents à l'époque. Je rappelle que ce fut précisément le groupe des grands propriétaires qui fut le plus affecté par les confiscations de terres opérées par les Serbes et par les révoltes populaires qui eurent lieu à cette époque. De ce fait, la situation de ces magnats était devenue elle-même fort précaire et leur capacité à assurer la protection des paysans d'autant plus limitée. Souvenons-nous de la description par l'aristocrate Arsénios Tzamlakôn de son domaine sis près de Thessalonique dans les années 1356-1358, qui témoigne de l'état de décadence dans lequel se trouvait son bien.

Le cas des monastères athonites – comme celui de Vatopédi propriétaire de Saint-Mamas – peut être une exception, car ils avaient bénéficié non seulement de la bienveillance du souverain serbe, mais aussi profité de la ruine des autres propriétaires byzantins pour accroître leur patrimoine. Grâce à leur statut auprès des autorités, les moines étaient presque les seuls en mesure d'effectuer des travaux sur leurs domaines et de bâtir des fortifications afin d'en améliorer la protection⁴⁵⁸.

Cela dit, un second groupe de propriétaires laïcs étaient aussi capables d'offrir une protection aux populations rurales : les capitaines d'aventure qui s'étaient taillé des seigneuries plus ou moins indépendantes à la faveur du chaos régnant. Dans la plupart des cas, c'étaient de véritables seigneurs de guerre qui disposaient de troupes à leur service et qui prirent part de manière active aux événements militaires⁴⁵⁹. On verra que certaines de ces seigneuries perdurèrent durant le troisième quart du xiv^e siècle, jouant un rôle politique important dans l'histoire de la région⁴⁶⁰. Leurs maîtres firent bâtir des forteresses qui pouvaient servir de refuge aux paysans de la région environnante et les mettre à l'abri des exactions des ennemis.

456. *Vatopédi* II, n° 111. Cet acte a été établi par le *képhalè* de Thessalonique, Stéphanos Radénos, ἐπὶ τῆς τραπεζῆς, et par un μέγας δρουγγάριος τῆς βίγλης dont l'identité demeure inconnue.

457. Voir *infra*, p. 347-352.

458. Bien qu'à un moindre degré que les biens des laïcs, les terres appartenant aux monastères subirent aussi des déprédations du fait du contexte politique. Notons par exemple que le chrysobulle d'Étienne Dušan pour Xèropotamou, daté de 1346, parle de dégâts (φθορά καὶ καινοτομία) dans les biens de ce monastère (*Xèropotamou*, n° 25, l. 20), provoqués sans doute par les événements de la deuxième guerre civile.

459. On pense en premier lieu aux seigneurs slaves Momčilo et Chrelja qui prirent part, avec leurs armées, à la deuxième guerre civile. Il faudrait encore évoquer le cas du Byzantin Iôannès Batazès, qui avait engagé des mercenaires turcs pour son propre compte : voir *supra*, p. 70.

460. On étudiera plus loin le cas des frères appelés « Alexioi », en réalité une compagnie de soldats originaire d'Asie Mineure, qui s'emparèrent d'une partie de la côte de la Macédoine orientale à la faveur du chaos régnant et constituèrent là une sorte de seigneurie quasi indépendante aux marges de l'Empire : voir *infra*, p. 146-148.

La ruine des grands propriétaires fonciers

Il n'est pas nécessaire d'insister sur les effets de la guerre pour les grandes fortunes de l'Empire, qui enregistrèrent des pertes considérables. Aux confiscations opérées par les conquérants s'ajoutèrent les destructions provoquées par l'action des mercenaires et des pillards dans les territoires qui restaient encore sous domination byzantine.

Devant la vague de destructions qui balayait l'Empire, la grande aristocratie foncière se révéla impuissante. De cette impuissance, elle se plaint amèrement dans les écrits de l'époque. On citera par exemple la lettre que Michaël Gabras adressa, dès 1322, au début de la première guerre civile, à un ami anonyme ; il y rend compte de l'état de sa fortune : « La terre qui constitue l'assise de mes modestes ressources a été pillée par ceux qui font le mal. Ils y mettent le feu aux maisonnettes, qui sont réduites en cendres, de sorte que plus aucune trace ne peut s'en retrouver⁴⁶¹. »

Concernant la deuxième guerre civile, on dispose de nombreux témoignages d'aristocrates ruinés qui rapportent les pillages qu'ont subis leurs biens. Vers 1346 par exemple, Dèmètrios Kydônès décrit la situation provoquée en Macédoine par l'irruption des troupes serbes : « Nous n'avions que les murs [des villes] pour nous protéger, et depuis ces murs, il nous fallait assister en spectateurs impuissants aux pillages de nos propriétés par les barbares⁴⁶². » Quelques années plus tard, en 1363, l'érudit Nikolaos Kabasilas, issu du milieu aristocratique de Thessalonique, fait part à son ami Kydônès de la situation économique de sa famille après la mort de son père. Il relate que ses parents se déchiraient pour les derniers lopins de terre du patrimoine familial, situés dans les alentours de la capitale macédonienne⁴⁶³. Enfin, dans un acte du début du xve siècle, l'aristocrate Anna Palaiologina, apparentée à la dynastie régnante, qui vivait à l'époque dans une Constantinople assiégée par les Ottomans, décrit la ruine de sa fortune et retrace le dépècement progressif de son patrimoine au cours de la seconde moitié du xiv^e siècle⁴⁶⁴.

L'une des conséquences immédiates de la décomposition des domaines fonciers fut l'endettement des grands propriétaires vis-à-vis des banquiers. C'est à nouveau Kabasilas qui s'en fait l'écho dans plusieurs de ses écrits, notamment dans une *Supplique* adressée à l'impératrice Anne de Savoie, lorsque celle-ci gouvernait Thessalonique, c'est-à-dire entre 1350 et 1365⁴⁶⁵. Dans cet écrit, Kabasilas demande la remise en vigueur d'une ancienne loi de l'empereur Andronic III, en vertu de laquelle les gens ruinés par la première guerre civile avaient été exonérés du paiement de leurs dettes :

461. GABRAS, *Correspondance*, t. 2, n° 217, l. 34-38. Ce passage est cité par BARTUSIS, *Brigandage*, p. 386.

462. *Oratio I*, adressée à Kantakouzènos, éd. LOENERTZ dans KYDÔNÈS, *Correspondance*, t. 1, p. 1-10, ici p. 3-4.

463. KABASILAS, *Correspondance*, n° 15, p. 85 : « Quelques bons parents de l'étranger qui tentent de m'arracher ceux de mes biens qui ont échappé aux Serbes. »

464. MM II, n° 595. Sur Anna Palaiologina, sa parenté avec la famille impériale et le sort de sa fortune, voir ESTANGÜI GÓMEZ, *Théodôra Palaiologina*, p. 161-165.

465. La *Supplique* est éditée par CONGOURDEAU, DELOUIS, *Supplique*.

Désireux d'arrêter cette maladie [= la ruine des débiteurs], le très excellent empereur, qui a tiré du fait de t'épouser plus de bonheur que de tous ses autres motifs de félicité, a promulgué cette loi : qu'aucun de ceux qui sont tombés dans la tourmente commune et qui ont été dépouillés de tous leurs biens ne soit réduit par la loi sur les intérêts à abandonner à ses créanciers un manteau élimé ou une mesure en ruines en paiement des intérêts. Par tourmente commune, je désigne le temps où la confusion a régné entre les empereurs, où les cités étaient malades, ayant bafoué la concorde, divisées en elles-mêmes et les unes contre les autres, où l'on tirait l'épée au mépris des lois, où le sang des chrétiens souillait les mains de leurs compatriotes⁴⁶⁶.

On ne sait pas si l'impératrice prit en compte les recommandations de Kabasilas. Vers la même époque, cet homme de lettres écrivit un deuxième traité sur la même question, intitulé *Sur les intérêts*, dans lequel il dénonçait avec véhémence l'usage du prêt à intérêt et s'attaquait particulièrement aux banquiers de l'empire⁴⁶⁷. Les diatribes de Kabasilas contre les pratiques des hommes d'affaires de son temps expriment le désarroi d'une élite sociale en déclin qui avait perdu une bonne partie de son capital financier ; elles témoignent aussi des difficultés matérielles rencontrées par les aristocrates byzantins au lendemain de la deuxième guerre civile.

Outre ces textes théoriques, quelques documents rendent compte également des cas des aristocrates qui mirent en gage une partie de leurs biens pour emprunter de l'argent liquide, par exemple le testament de l'aristocrate Dèmétrios Tzamlakôn (1366-1367) et le livre de comptes d'un fonctionnaire de la métropole de Thessalonique du début du xv^e siècle⁴⁶⁸.

Cet appauvrissement considérable du groupe des *dynatoi* aura des conséquences très lourdes pour l'évolution de l'Empire dans la seconde moitié du siècle.

3. LES TRANSFORMATIONS DE L'HABITAT RURAL

L'insécurité dans les campagnes et la crise démographique du xiv^e siècle ont provoqué des transformations dans le mode d'occupation du sol qui ont laissé des traces, encore repérables aujourd'hui, dans le réseau des villages de certaines régions des Balkans. De manière générale, il s'agit de l'abandon des agglomérations en piémont ou en bord de mer au profit des sites perchés, plus faciles à défendre en cas d'attaque de l'ennemi. C'est une évolution lente, qui a dû se produire tout au long du xiv^e siècle. Dans la seconde moitié de ce siècle, elle connut cependant une accélération considérable.

466. *Ibid.*, p. 227³⁵⁻⁴³ ; trad. p. 226.

467. Le traité *Sur les intérêts* est édité dans la PG, t. 150, col. 728-750. Sur ce traité, voir aussi MATSCHKE, TINNEFELD, *Gesellschaft*, p. 93-94, et M.-H. CONGOURDEAU, Nicolas Cabasilas et son discours sur les intérêts, dans *Pour l'amour de Byzance. Hommage à Paolo Odorico*, éd. Ch. GASTGEBER *et alii*, Francfort-sur-le-Main 2013 (Eastern and Central European Studies 3), p. 73-88.

468. Sur cette question, voir ESTANGÜI GÓMEZ, Les Tzamlakônes.

L'étude de l'occupation du sol dans l'Empire byzantin demeure un sujet difficile, qui a bénéficié d'un intérêt inégal selon les régions. Par exemple, l'archéologie a bien étudié la structure des villages du Proche-Orient pour la période protobyzantine, mais les fouilles concernant d'autres régions de l'Empire sont encore peu nombreuses. Certes, ces dernières années ont vu des progrès considérables en ce domaine pour la Grèce⁴⁶⁹ et pour l'Anatolie⁴⁷⁰, mais ces recherches avancent lentement et donnent encore peu de résultats exploitables. En dehors de l'archéologie, les documents d'archives fournissent la plupart des renseignements disponibles pour l'étude de l'habitat à partir du ^x^e siècle. Or ces sources ont aussi leurs limites notamment parce que, on l'a vu, elles sont assez inégalement réparties d'un point de vue géographique : la Macédoine est de loin la région la mieux connue grâce aux actes de l'Athos⁴⁷¹. L'ouvrage collectif consacré aux *Paysages de Macédoine* a mis à profit cette documentation ainsi que les récits des voyageurs pour l'étude du paysage dans cette région⁴⁷². Les campagnes de prospection, comme celle qui a été menée en Bithynie, tentent de combler le manque de sources documentaires en mettant à contribution les compétences de chercheurs venus de plusieurs disciplines⁴⁷³. Terminons ce tour d'horizon en évoquant d'autres méthodes, comme la toponymie, la photographie aérienne ou la paléogéographie, qui s'avèrent utiles pour connaître l'organisation de l'espace à l'époque médiévale et qui n'ont pas encore été exploitées suffisamment pour Byzance.

Pour la période qui nous occupe, le cas de l'île de Lemnos mérite d'être souligné car il est particulièrement bien documenté, même si des recherches en matière d'archéologie médiévale sur cette île manquent encore aujourd'hui⁴⁷⁴. Elle est connue par les actes athonites de la période allant du milieu du ^{xiv}^e siècle jusqu'à la

469. Pour les fouilles archéologiques réalisées en Grèce, voir *The Archaeology of Medieval Greece*, éd. P. LOCK et G. D. R. SANDERS, Oxford 1996, et les travaux de Ch. BOURAS.

470. Pour l'état actuel des fouilles concernant l'Asie Mineure, voir les publications du British Institute at Ankara (BIAA), en particulier la revue *Anatolian Archaeology* (15 volumes, depuis 1995).

471. Voir LEFORT, *Chalcidique occidentale*. La région de Smyrne, en Asie Mineure, peut aussi être étudiée grâce au cartulaire de la Lembiotissa, mais pour une période plus restreinte : cf. par exemple AHRWEILER, Smyrne, et plus récemment, D. KYRITZÈS, K. SMYRLIS, Les villages du littoral égéen de l'Asie Mineure au Moyen Âge, dans *Les villages*, p. 437-451.

472. Voir aussi l'étude de KRAVARI, *Macédoine occidentale*.

473. *La Bithynie au Moyen Âge*.

474. Fotini Kondyli de l'université de Birmingham a soutenu en 2008 une thèse qui porte comme titre « Late Byzantine Rural Sites in the Northern Aegean: Their Archaeology and Distribution Patterns ». On espère que sa publication comblera ce manque d'études archéo-logiques sur Lemnos à l'époque médiévale. F. Kondyli a présenté une communication intitulée « Late Byzantine Settlement and their Hinterland: The Case of Lemnos », lors du 21^e congrès international d'études byzantines, tenu à Londres en août 2006 (voir le résumé dans *Proceedings of the 21st International Congress of Byzantine Studies, London 21-26 August 2006*, t. 3 [Abstracts of Communication], éd. F. K. HAARER et E. JEFFREYS, Londres 2006, p. 78). Plus récemment, elle a publié un article relatif à Lemnos : F. KONDYLI, Tracing Monastic Economic Interest and their Impact on the Rural Landscape of Late Byzantine Lemnos, *DOP* 64, 2010, p. 129-150, mais ses conclusions me semblent loin d'être convaincantes.

seconde moitié du xv^e et pour la période post-byzantine par plusieurs registres ottomans qui complètent une longue série documentaire permettant d'étudier l'occupation du sol au cours de plusieurs siècles. Enfin, il convient également de souligner la parution assez récente du volume 10 de la *TIB* consacré aux îles du nord de l'Égée et la publication de cartes géologiques au 1/500 000 par l'IGME (Institut de Géologie et d'Exploration minérale) grec, qui constituent de bons outils de travail.

Abandon des lieux d'habitation et concentration de l'habitat

Jusqu'au xiv^e siècle, le village byzantin avait été une forme d'habitat ouvert ; aucune barrière physique ne séparait les maisons de la terre environnante. De fait, le terme *chôrion*, employé par les sources, désigne indistinctement un groupe de maisons et le territoire de la commune villageoise⁴⁷⁵. Il ne faut pas pour autant croire que le village byzantin relève d'une forme d'habitat dispersé, ce que les sources appellent d'un terme différent, *ktêsis*⁴⁷⁶. Pour l'État, le village constituait un ensemble fiscal, dont les impôts pouvaient faire l'objet d'une rente accordée à un particulier (*oikonomia*). Le village était aussi considéré comme une personne juridique, de telle sorte qu'il pouvait recevoir des privilèges ou aller en justice.

L'Empire byzantin comptait depuis longtemps un réseau plus ou moins dense de villages. Ce réseau était ancien dans certaines régions du Proche-Orient, de l'Anatolie et des Balkans, où il remontait peut-être à l'époque hellénistique et ne connut pas d'interruption jusqu'aux siècles médiévaux. En effet, contrairement à la partie occidentale de l'Europe, dans laquelle les villages avaient cédé pour une part la place aux grands domaines comme forme principale de l'organisation productive, dans les territoires de l'ancien Empire romain d'Orient les transformations économiques opérées durant les siècles de l'Antiquité tardive n'avaient pas affecté l'habitat de manière considérable⁴⁷⁷.

475. M. Kaplan a déjà souligné le glissement sémantique entre les termes *chôra* (territoire) et *chôrion* : KAPLAN, *Les hommes et la terre*, p. 95. Selon le *Code rural*, le territoire d'un village était délimité par des bornes. Ce territoire comprenait des jardins, des vignes, de la terre arable et des terres en friche ; de même, il pouvait inclure de la forêt, que les villageois exploitaient, ou des pâturages, dans lesquels chaque habitant du village pouvait amener son bétail. On a vu qu'à partir du xi^e siècle des terres en friche appartenant au ressort du village avaient commencé à être exploitées afin d'augmenter la superficie mise en culture : cf. *supra*, p. 18.

476. Voir la description du village que donne le *Traité fiscal* (p. 115) : « La propriété dispersée (*ktêsis*) et le village (*chôrion*), qui, sur tous les autres plans sont semblables, diffèrent en ceci, qui remonte à longtemps : le siège du village est unique et les habitations des villageois sont au même endroit, voisines les unes des autres, tandis que le siège de la propriété dispersée est multiple ; les maisons des habitants sont dispersées, très isolées les unes des autres, chacune étant sur son propre petit bien. » (traduction J. LEFORT, M. KAPLAN). Sur le village byzantin, voir en dernier lieu LAIOU, *The Byzantine Village*, p. 36-37.

477. Il convient néanmoins de préciser qu'il y a aussi des *villae* dans les territoires byzantins du Proche-Orient (Palestine, Syrie) et dans le Péloponnèse. On trouve également de grandes fermes dans certaines régions des Balkans, mais il semble qu'elles y aient été minoritaires par rapport aux villages (cf. LAIOU, *The Byzantine Village*, p. 37).

À partir du milieu du ^{xiv}^e siècle, peut-être déjà un peu avant, on commence à constater à Byzance l'abandon de nombreux villages, que les sources qualifient désormais de *palaiochôria*. Les historiens expliquent ce phénomène par la crise démographique que connaît l'Empire à l'époque⁴⁷⁸. La mortalité fut sans doute alors accrue, on l'a vu, par le passage des armées, plutôt que par les seuls effets de la peste. Toutefois, une forte baisse de la population paysanne ne peut pas expliquer à elle seule la désertion des lieux d'habitation, car un village peut perdre la moitié de ses habitants sans cesser pour autant d'exister. En revanche, l'abandon de certains villages doit s'expliquer en raison d'un transfert de population vers les villes et d'une tendance à la concentration de l'habitat, liés à l'insécurité de l'espace rural. Il me semble donc que la raison principale qui pouvait déterminer l'abandon d'un village était qu'il ne possédait pas de fortification et/ou qu'il se trouvait dans un endroit peu propice à sa défense, par exemple dans une plaine maritime ou à l'entrée d'une vallée.

On a vu qu'au cours des deux guerres civiles et, de manière singulière, durant la seconde, le climat d'insécurité dans les campagnes de l'Empire s'était accru de façon considérable. Nombre de paysans avaient alors abandonné leurs maisons et cherché refuge à l'intérieur des villes fortifiées, d'autres avaient sollicité la protection des puissants qui possédaient des tours ou des forteresses dans les campagnes. On a cité plus haut le cas du village de Saint-Mamas, qui avait été entouré d'une enceinte à l'initiative du monastère de Vatopédi pour abriter des paysans venus de la presqu'île de Kassandreia.

À cette époque, la présence d'un bâtiment fortifié était devenue un élément presque essentiel du village byzantin⁴⁷⁹ ; en témoignent les nombreuses mentions de tours et de châteaux dans les sources écrites de la période, ainsi que la conservation fréquente de vestiges de fortifications qui semblent dater de cette époque⁴⁸⁰. Mais on constate pour la fin du ^{xiv}^e et le début du ^{xv}^e siècle un phénomène qui atteste aussi l'importance des fortifications rurales : l'emploi fréquent dans les actes du terme *pyrgos* (tour) pour désigner le village, de celui de *kastron* (citadelle) pour une ville de taille moyenne et de *kastellion* (château) pour un centre d'exploitation domaniale⁴⁸¹. De même, la multiplication de certains toponymes comme *Kastelli*, *Kastro*, *Palaio-kastro* ou *Palaiomonastèri* révèle aussi le rôle primordial de ces types de construction⁴⁸².

478. Voir, par exemple, LEFORT, *Population et peuplement*, p. 79 [244].

479. On a déjà dit que la présence de fortifications rurales était devenue fréquente dès le ^{xi}^e siècle, dans le but d'améliorer la productivité. Mais c'est à partir du ^{xiv}^e siècle seulement, et notamment de l'époque des guerres civiles, que le nombre de ces bâtiments s'accroît de manière considérable en raison de la menace ennemie : voir chapitre suivant.

480. Sur les vestiges de fortifications d'époque byzantine, voir par exemple D. EUGENIDOU, *Κάστρα Μακεδονίας και Θράκης. Βυζαντινή καστροκτισία*, Athènes 1997.

481. Voir les index des volumes de la collection *Archives de l'Athos*.

482. Voir, par exemple, *Kastrin* dans la vallée du Strymon, au début du ^{xiv}^e siècle (cf. LEFORT, *Population et peuplement*, p. 80 [245]) ; les toponymes actuels *Kastri* et *Kastria* près du village de Polygyros, dans la région de Kalamaria, qui pourraient correspondre à des fortifications médiévales (cf. LEFORT, *Chalcidique occidentale*, p. 129) ; encore un village nommé *Kastrin* à Lemnos (cf. *Lavra* IV, Index) et le village nommé *Kastron* en Chalcidique, qui pourrait être Hermèleia (cf. *ibid.*, p. 81, n. 117).

Quelques rares actes mentionnent parfois explicitement la raison de l'abandon des lieux d'habitation. On connaît par exemple le cas de deux hameaux (*agridia*) appartenant au monastère d'Ivion, Obèlos et Dobrobikeia, situés dans la région du Pangée⁴⁸³, qui furent momentanément abandonnés « en raison des incursions des Turcs » vers 1341⁴⁸⁴ : « Les parèques du monastère habitant ces hameaux se sont établis sur des domaines d'archontes ou de militaires ; lorsque le monastère les recherchera, il devra pouvoir les reprendre librement, sans en être empêché par ceux qui détiennent ces domaines⁴⁸⁵. » L'allusion aux raids des Turcs en 1341 peut être relative à des attaques de la piraterie turque sur les côtes de Macédoine. Toutefois, on peut songer aussi aux pillages des Turcs engagés comme mercenaires dans l'armée byzantine au temps d'Andronic III⁴⁸⁶. Quel que fût le motif exact qui poussa les paysans d'Obèlos et de Dobrobikeia à quitter leurs maisons, il est certain que la raison générale de leur désertion était l'insécurité. Ces deux villages n'offraient vraisemblablement pas une protection suffisante à leurs habitants ; ils ne possédaient sans doute pas de murs, car ils ne sont jamais qualifiés de *kastra* ni de *pyrgoi*.

L'histoire du village de Mariana, en Chalcidique occidentale, fournit un autre exemple intéressant de la désertion d'un habitat trop exposé aux attaques de l'ennemi. Mariana est situé dans une région de collines peu prononcées qui n'offrent aucune défense naturelle. Il fut déserté à l'époque de la conquête serbe, vers le milieu du xiv^e siècle. Un acte de 1373 dit que le village avait été abandonné en raison de la « tyrannie des Serbes ». Cette année-là, à la faveur de la première restauration byzantine en Macédoine, il fut récupéré par son ancien propriétaire byzantin, l'aristocrate Anna Kantakouzèné Palaiologina, laquelle en fit donation au monastère de Docheiariou, qui entreprit aussitôt des travaux pour la fortification du site. Les moines y firent construire une tour qui est encore visible aujourd'hui (le village est d'ailleurs appelé *pyrgos* dans la documentation ultérieure) et installèrent des paysans qui sont mentionnés dans un acte de 1375⁴⁸⁷.

Les exemples évoqués montrent à quel point la continuité des habitats ruraux dans la seconde moitié du xiv^e siècle tenait à leur fortification. En effet, on verra par la suite que les efforts entrepris aux époques ultérieures pour repeupler certaines régions abandonnées furent systématiquement accompagnés de la fortification de l'habitat.

483. *Ivion* III, p. 44 et fig. 3, p. 46.

484. *Ivion* IV, n° 87A (avril 1341), l. 233 : τὸ εὐρίσκεσθαι νῦν ἄοικα ἀπὸ τῆς ἐπιθέσεως τῶν Τούρκων.

485. *Ibid.*, l. 234-237 : ἐπεὶ οἱ εἰς τὰ εἰρημένα ἀγρίδια, τὸν Ὀβηλὸν καὶ τὴν Δοβροβίκειαν, εὐρισκόμενοι πάροικοι τῆς τοιαύτης μονῆς ἐξωκίσθησαν ἀπὸ τῆς τῶν ἐχθρῶν ἐπιθέσεως καὶ ἀπῆλθον καὶ προσκάθηνται ἀλλαχοῦ ἐν διαφόροις ἀρχοντικοῖς καὶ στρατιωτικοῖς κτήμασιν, ὀφείλει τὸ μέρος τῆς τοιαύτης μονῆς ἵνα, ὅποτε ἀναζητήσῃ, λαμβάνῃ ἀκωλύτως αὐτοὺς καὶ μὴδέμίαν εὐρίσκειν ἐπὶ τοῦτο παρὰ τῶν κατεχόντων τὰ κτήματα, ἐν οἷς οὗτοι προσκάθηνται, διενόχλησιν.

486. C'est un fait qui n'a pas été suffisamment souligné par l'historiographie : avant la deuxième guerre civile, les Turcs constituaient déjà l'une des principales forces de l'armée byzantine (cf. BARTUSIS, *Byzantine Army*, p. 51). On sait également qu'après les campagnes militaires, les contingents turcs se livraient souvent au pillage des populations rurales. Pour quelques exemples de l'époque d'Andronic III, voir *ibid.*, p. 249.

487. Cf. LEFORT, *Chalcidique occidentale*, p. 97-99. Sur la donation de Mariana à Docheiariou, voir *infra*, p. 214-221.

Peuplement en amont et abandon des régions côtières

On a vu que les premiers villages à être désertés furent ceux situés près des côtes, parce qu'ils étaient plus exposés aux attaques des pirates. Le cas du village de Mariana en est sans doute un exemple, mais l'on pourrait en citer d'autres comme celui de Bryai, situé dans la plaine maritime de Kalamaria. Entre le ^x^e et le ^{xiii}^e siècle, il avait été un village fortifié (*kastron*) d'une certaine importance, qui put même servir de résidence à l'évêque de Kassandreia⁴⁸⁸. Bryai semble pourtant être déserté dès le début du ^{xiv}^e siècle puisqu'il est qualifié alors de *palaiokastron*⁴⁸⁹. Son abandon fut certainement causé par sa localisation, près de la côte⁴⁹⁰.

À partir de la fin du ^{xiii}^e siècle, les habitants des villages côtiers ou de ceux situés à l'entrée des vallées commencèrent à se replier vers l'arrière-pays. Pachymérès dit que, à la fin de 1285 ou au début de 1286, l'empereur Andronic II ordonna aux habitants de l'Empire de s'en aller vers l'intérieur des terres, afin d'éviter les attaques des pirates, et aux habitants de Thrace et de Macédoine de chercher refuge dans les forteresses locales⁴⁹¹. Vers la même époque, certains grands propriétaires firent construire des forteresses en bord de mer pour servir d'asile aux populations en cas d'attaque de l'ennemi. La forteresse d'Épibatai, bâtie sur la côte de la mer de Marmara dans les environs de Sélymbria, constitue un bon exemple de ce type de construction, mais il n'est certainement pas le seul⁴⁹².

Dans l'île de Lemnos, les villageois fondèrent de nouveaux habitats au fond des vallées, souvent en amont, sur une colline. Une prospection sur place m'a permis en effet de repérer des vestiges de maisons abandonnées et de la céramique sur la côte, qui semblent dater de l'époque médiévale. De plus, un coup d'œil à la carte actuelle permet de constater que la plupart des villages lemniotes sont localisés

488. Un acte du ^x^e siècle mentionne l'évêché « de Kassandreia et Bryai ». La même titulature double apparaît au ^{xii}^e et au ^{xiii}^e siècle (cf. LEFORT, *Chalcidique occidentale*, p. 50).

489. Pour la date de l'abandon de Bryai, voir la nouvelle version de l'article de J. LEFORT, En Macédoine orientale au ^x^e siècle, dans *Occident et Orient au ^x^e siècle*, Paris 1979 (Publications de l'université de Dijon 57), p. 251-272, repris dans Id., *Société rurale*, p. 63-80, ici p. 80, n. 131.

490. Situés un peu plus au nord de Bryai, mais toujours dans la plaine de Kalamaria, se trouvent les villages d'Abramitai et Néochôrion 2 qui furent aussi abandonnés durant l'occupation serbe (cf. LEFORT, *Chalcidique occidentale*, p. 25-27 et p. 108-109). La presque île de Kassandreia, qui est peu accidentée, était abandonnée au début du ^{xv}^e siècle (cf. LEFORT, *Population et peuplement*, p. 80 [245] et n. 72).

491. PACHYMÉRÈS VII § 37 ; III, p. 121¹²⁻¹⁷ : « L'empereur envoya ordonner aux habitants du littoral, qui constituaient pour les pirates une proie toute prête, de se replier plus à l'intérieur des terres, pour qu'ils évitent de là les difficultés, et il fit enfermer les habitants de la Thrace et de la Macédoine continentales dans les forteresses locales, qui ne procuraient pas une grande sûreté, car il savait que les envahisseurs allaient attaquer, si personne ne faisait obstacle, ce qui paraissait alors impossible » (traduction A. FAILLER).

492. Cf. *TIB* 12, s.v. Epibatai. La forteresse de Pythion, en Thrace, fut construite par l'aristocrate Iôannès Kantakouzènos (futur empereur Jean VI), sous le règne d'Andronic III : KANTAKOUZÈNOS III § 32 ; II, p. 195¹⁹⁻²⁰.

vers l'intérieur⁴⁹³. Font seulement exception les trois villes de l'île, Palaiokastron (Myrina), Moudros et Kotzinos, qui possédaient des fortifications⁴⁹⁴.

Désarticulation des voies de communication et fragmentation de l'espace politique

Les incursions ennemies et les guerres perturbèrent aussi les communications terrestres. La présence de bandits et de pillards sur les chemins, le passage de mercenaires, ainsi que la dégradation des infrastructures avaient rendu très difficiles les déplacements à l'intérieur des terres⁴⁹⁵. Par ailleurs, l'abandon des villages avait affecté le système d'entretien des ponts, des routes et des embarcadères, effectué par des corvées publiques incombant aux habitants du lieu.

Les conséquences de la dégradation des communications terrestres furent nombreuses : d'abord, les échanges de produits et l'écoulement de la production agricole sur le marché devinrent plus compliqués, ce qui contribua à dégrader davantage les finances des grands propriétaires fonciers. Plus important fut l'isolement des villes, souvent coupées de leur arrière-pays. En effet, les principaux centres urbains survivaient, entourés par l'ennemi, grâce à leurs enceintes fortifiées. Souvent, la seule possibilité d'y accéder était la mer. Les problèmes liés au ravitaillement et à la défense du pays environnant rendirent de ce fait très difficiles les conditions de vie des populations urbaines⁴⁹⁶. À partir du milieu du xiv^e siècle, nous connaissons plusieurs exemples de ces villes momentanément ou plus durablement « isolées » : Thessalonique encerclée par les Serbes, Christoupolis aux mains des frères Alexioi et Philadelphie, située au cœur d'une Asie Mineure turque⁴⁹⁷. De même, quelques villes devinrent à cette époque des entités politiques à part, en raison même de leur isolement ; ce fut le cas de Iôannina, Kastoria ou Ainos, qui furent gouvernées pendant un temps par des seigneurs indépendants.

493. Mis à part les villages qui furent fondés au xx^e siècle avec la population venue d'Asie Mineure : par exemple Néa Koutali, sur la côte méridionale.

494. Sur les fortifications de Lemnos, voir *infra*, p. 154-158.

495. La *Via Egnatia*, principale voie de communication terrestre qui liait Constantinople à Thessalonique, était devenue à cette époque impraticable : cf. A. LAIOU, Η Θεσσαλονίκη, η ενδοχώρα της και ο οικονομικός της χώρος στην εποχή των Παλαιολόγων, dans *Βυζαντινή Μακεδονία, 324-1430*, Thessalonique 1995, p. 185-186, et N. OIKONOMIDÈS, The Medieval Via Egnatia, dans *The Via Egnatia under Ottoman Rule (1380-1699)*, éd. E. ZACHARIADOU, Réthymnon 1997, p. 9-16.

496. LAIOU, *Agrarian Economy*, p. 364-365.

497. Voir N. OIKONOMIDÈS, Pour une typologie des villes « séparées » sous les Palaiologoi, dans *Geschichte und Kultur der Palaiologenzeit*, éd. W. SEIBT, Vienne 1996, p. 169-175.

CONCLUSION

Au sortir de la deuxième guerre civile, l'Empire byzantin était en déclin ; ravagé par deux longs conflits armés, son territoire s'était fortement rétréci en raison des conquêtes de ses voisins. Les dimensions de l'Empire au milieu du ^{xiv}^e siècle étaient celles d'une petite principauté balkanique et sa capacité de résistance aux Turcs, Serbes et Bulgares, qui continuaient à dévaster les campagnes et à semer le chaos parmi la population, était fort réduite. Tel est le bilan du premier siècle de règne de la dynastie des Paléologues.

La crise économique et démographique n'explique pourtant pas à elle seule cet abaissement. La fin de la longue période de croissance économique qui avait prévalu dans l'Empire du ^x^e au ^{xiii}^e siècle, avait entraîné, certes, des changements négatifs pour une partie de la population ; elle avait provoqué par exemple un appauvrissement considérable de la paysannerie. Mais il n'est pas certain qu'elle ait mis un terme à la prépondérance du grand domaine ou signifié une baisse vraiment considérable des revenus de l'État. En revanche, c'est la perte de l'Asie Mineure, au début du ^{xiv}^e siècle, qui bouleversa l'équilibre interne de l'Empire. Elle porta un premier coup aux grandes fortunes foncières et au groupe des pronoiâires. Repliés sur les provinces européennes, ces hommes s'affrontèrent au cours de la première guerre civile pour le contrôle des dernières ressources et des derniers territoires restés byzantins. La deuxième guerre civile, plus longue et plus complexe que la première, impliqua la participation des autres couches de la société dont certains éléments cherchèrent à contester la prépondérance de l'ancienne aristocratie foncière, précisément parce que celle-ci avait déjà perdu beaucoup de son influence et de ses ressources.

Il est évident qu'avec le déclin de l'Empire, c'était aussi la grande aristocratie foncière qui sombrait. C'est donc une erreur de considérer que l'époque des Paléologues a connu un effacement du pouvoir public au profit des puissants. La décentralisation de l'appareil de l'État et le système de privilèges, qui constituent les bases du système politique de la Byzance tardive, ne supposent nullement une diminution du rôle de l'Empereur. Ce dernier était toujours le responsable de la distribution des revenus et de l'attribution des charges publiques. Les grands aristocrates, de même que les institutions ecclésiastiques, faisaient partie de l'État, participaient aux tâches de l'administration et constituaient l'entourage de la famille impériale. Ils furent d'ailleurs les principales victimes des confiscations opérées par les Serbes dans les territoires conquis, alors que le reste de la population ne connut pas pendant l'occupation serbe de changements notables de sa situation, ni de perte sensible de ses propriétés. Si l'on constate une diminution de l'autorité impériale à l'époque tardive, elle est plutôt l'effet des circonstances politiques provoquées par les deux guerres civiles et les invasions étrangères.

L'affaiblissement du pouvoir public eut néanmoins des conséquences pour les campagnes car il priva les paysans de la protection des gouverneurs et des fonctionnaires de l'État. L'insécurité et la crainte des attaques de l'ennemi rendaient difficile la mise en culture et favorisaient l'abandon de certains domaines. On a vu qu'elles étaient aussi la cause des transformations dans l'habitat villageois : quelques localités furent alors désertées et d'autres fortifiées. Le rétrécissement de l'autorité étatique entraîna aussi l'émergence de formes de défense à échelle locale. Quelques grands

propriétaires, laïcs et ecclésiastiques, entreprirent à cette époque la construction de forteresses pour mettre en sécurité leurs paysans et leurs récoltes. Ce furent néanmoins des initiatives trop peu nombreuses et trop dispersées pour empêcher le dépeuplement d'une partie de l'Empire et l'abaissement du niveau de la production agricole. La restauration de l'état des campagnes sera l'une des priorités du gouvernement byzantin qui dut affronter à l'issue de la deuxième guerre civile un contexte politique nouveau, celui de la conquête ottomane des Balkans.

DEUXIÈME PARTIE

ACTIONS ET RÉACTIONS FACE À LA CONQUÊTE OTTOMANE

CHAPITRE IV

LES EFFORTS DE REDRESSEMENT BYZANTINS DANS LES BALKANS

Le 22 novembre 1354, Jean V fit son entrée à Constantinople, se proclamant empereur unique et obligeant Jean VI Kantakouzènos à abdiquer et à prendre l'habit monastique¹. C'était la fin d'une guerre civile qui avait duré treize ans, depuis la mort de l'empereur Andronic III en juin 1341, et qui avait eu des conséquences catastrophiques pour l'Empire. Une bonne partie des provinces étaient tombées aux mains des Serbes et le reste du territoire byzantin était dévasté et ruiné par les troubles. La victoire de Jean V n'améliora guère la situation, car des hommes d'armes continuaient à ravager le pays et à semer le chaos çà et là. De plus, ce fut à cette époque que commença l'invasion ottomane de l'Europe. Dans la nuit du 1^{er} au 2 mars 1354, un fort tremblement de terre secoua la Thrace, provoquant de sérieux dommages dans l'appareil défensif des villes de la région, parmi lesquelles l'important port de Gallipoli, clef du passage des Dardanelles, dont l'effondrement des murs permit aux Ottomans de s'emparer².

La prise de Gallipoli constitua le point de départ de la formidable avancée turque dans les Balkans au cours de la seconde moitié du XIV^e siècle. Après Gallipoli, ce furent les villes de Thrace et ensuite les territoires chrétiens jusqu'au Danube qui tombèrent l'un après l'autre entre les mains des Ottomans. Gallipoli servait de tête de pont sur le continent, grâce à laquelle les Turcs passaient en grand nombre d'Asie en Europe et s'installaient dans les anciens territoires de l'Empire.

Cette période de profond abaissement de la puissance byzantine coïncida exactement avec le règne effectif de Jean V (1354-1391). De fait, l'historiographie a depuis l'origine peint une image très négative de ces années ainsi que de l'action politique de ce souverain. Pourtant, dès son arrivée au pouvoir Jean V prit des mesures pour contrer la menace turque et éviter le complet effondrement des frontières. Il tissa des alliances avec les pouvoirs voisins et s'assura le soutien des puissances occidentales. À l'intérieur de l'Empire, il essaya de redresser la situation des campagnes par la fortification du territoire et favorisa les transferts de population afin d'accroître la main d'œuvre et de mettre en exploitation des champs jusqu'alors abandonnés. Enfin, il procéda aussi à la redistribution de terres entre les grands propriétaires et les petits cultivateurs et à la réorganisation des domaines publics en grandes fermes agricoles.

Des mesures fiscales furent également mises en place par le gouvernement pour redresser les finances de l'État, dont la situation était catastrophique au sortir de la deuxième guerre civile, et pour faire face aux nouvelles dépenses engendrées par la guerre contre les Turcs. Dans les années qui suivirent sa prise du pouvoir, Jean V entreprit une profonde réforme monétaire qui entraîna le passage de l'hyperpre d'or

1. Pour la date, voir SCHREINER, *Kleinchroniken* II, p. 283-284.
2. Pour le contexte politique de la prise de Gallipoli par les Ottomans, voir D. M. NICOL, A. D. 1354 – *Annus fatalis* for the Byzantine Empire, dans *Geschichte und Kultur der Palaiologenzeit*, éd. W. SEIBT, Vienne 1996, p. 163-168, et E. A. ZACHARIADOU, Natural Disasters: Moment of Opportunity, dans *Natural Disasters in the Ottoman Empire*, éd. EAD., Réthymnon 1999, p. 7-11.

à l'hyperpre d'argent ; de même, il introduisit de nouveaux impôts destinés à financer la défense du territoire et prit quelques dispositions concernant les privilèges fiscaux de certains groupes sociaux.

Dans les pages suivantes, on traitera des efforts consentis pour préserver les derniers territoires sous domination byzantine, ainsi que des tentatives pour consolider les frontières. On étudiera également les mesures prises par le gouvernement pour redresser la production agricole. Quant à la fiscalité sous le règne de Jean V – troisième volet, pour ainsi dire, de la politique impériale –, elle sera traitée dans un chapitre à part, consacré à la fiscalité de toute la période, car elle ne peut pas être dissociée de l'époque ultérieure. Toutefois, il sera quand même question ici de quelques mesures fiscales visant plus particulièrement à financer la construction de fortifications et l'installation de paysans sur les terres de l'Empire, car elles font partie de la politique de redressement de la production agricole. Il faudra enfin s'interroger sur l'efficacité de toutes ces mesures, car, si elles ne mirent certes pas un terme à la poussée ottomane, elles pourraient ne pas être étrangères à la survie de l'Empire pendant encore une centaine d'années, jusqu'au milieu du xv^e siècle.

1. LES TENTATIVES POUR RÉTABLIR LES ANCIENNES FRONTIÈRES DE L'EMPIRE

Le règne de Jean V demeure mal connu. La raison principale en est certainement le manque de sources ; la seconde moitié du xiv^e siècle est une époque particulièrement mal documentée, car aucun chroniqueur n'est venu prendre le relais de Grégoras ou de Kantakouzénos qui posèrent la plume au début des années 1360. Les récits de Doukas et de Chalkokondylès, qui traitent de certains aspects de la fin du règne de Jean V, s'avèrent fort imprécis et sujets à caution puisque ces deux auteurs écrivaient dans la seconde moitié du xv^e siècle³.

Les archives occidentales ont fourni, au contraire, un nombre considérable de sources concernant les relations de l'Empire avec les puissances latines, en particulier avec la papauté. Le livre d'Oskar Halecki sur la question de l'Union des Églises dans la période allant de 1355 à 1375, publié en 1930, reste l'étude fondamentale sur la politique internationale de Jean V⁴. En revanche, dans les quatre-vingts dernières années, peu d'études ont paru sur le sujet, seuls quelques articles traitant d'aspects ponctuels du long règne de cet empereur⁵.

3. Voir par exemple R.-J. LOENERTZ, Une erreur singulière de Laonic Chalcocandyle : le prétendu second mariage de Jean V Paléologue, *REB* 15, 1957, p. 176-184.
4. HALECKI, *Un empereur*.
5. Ce sont surtout les travaux de R.-J. Loenertz qui ont contribué à une meilleure connaissance de l'histoire politique de l'Empire dans la seconde moitié du xiv^e siècle ; quelques-uns sont cités dans la bibliographie. Une monographie sur le règne de Jean V a été publiée en serbe : R. RADIC, *Vreme Jovana V Paleologa (1332-1391) / The Time of John V Palaiologos (1332-1391)*, Belgrade 1993 (Institut for Byzantine Studies. Serbian Academy of Sciences and Arts Studies 19), avec un résumé en anglais. C'est une synthèse des travaux publiés précédemment, qui a le mérite d'apporter une vision d'ensemble de la période. Toutefois, elle ne vient pas en éclairer les aspects les plus mal connus. Sur les premières années du règne de Jean V, voir aussi NÉRANTZÈ-BARMAZÈ, Κωνσταντινούπολη.

On dispose également de deux corpus de sources qui s'avèrent relativement riches pour la période et qui n'ont pas été suffisamment exploités. Leur mise à contribution est aujourd'hui facilitée par le travail d'édition et de commentaire des historiens. Il s'agit d'une part des actes conservés dans les archives des monastères athonites⁶ et d'autre part de la correspondance de Dèmètrios Kydônès qui fut durant de nombreuses années principal conseiller de Jean V⁷. Leur contenu nous renseigne sur des aspects de la vie interne de l'Empire, sur lesquels les autres types de sources se taisent ou donnent peu d'information.

Au lendemain de la guerre civile : organisation territoriale de l'Empire et état des provinces

L'entrée de Jean V à Constantinople (novembre 1354) ne mit pas un terme définitif à la lutte contre les Kantakouzènoi. Après l'éviction de Jean VI, son fils aîné, Matthaïos, continua à revendiquer le trône. Proclamé co-empereur en avril 1353 et couronné en février 1354, il avait reçu de son père le commandement d'une grande partie de la Thrace, avec sa capitale à Andrinople. Après des négociations qui n'aboutirent pas, Matthaïos et Jean V reprirent les hostilités. Les combats se poursuivirent jusqu'en 1357, lorsque Matthaïos fut fait prisonnier par le César serbe Vojhna, puis livré à Jean V⁸. La fin du conflit fut proclamée au mois de décembre, lors d'une rencontre solennelle dans la tour d'Épibatai, ancien domaine du *mégas doux* Apokaukos, à laquelle assistèrent les principaux dignitaires de l'Empire.

Les accords d'Épibatai conclurent la période des luttes entre Jean V et les Kantakouzènoi et jetèrent les bases de l'organisation territoriale de l'Empire durant le troisième quart du XIV^e siècle. À Épibatai étaient présents Jean V, Matthaïos Kantakouzènos et l'ex-empereur Jean VI (devenu le moine Iôasaph), avec leurs épouses respectives, ainsi

6. Le troisième tome des *Actes de Vatopédi* contient un grand nombre de documents inédits du dernier quart du XIV^e siècle.
7. Après avoir soutenu Kantakouzènos durant la guerre civile, Kydônès s'était retiré dans le couvent constantinopolitain des Manges. Peu après, il fut appelé par Jean V pour occuper le poste de *mésazôn* (principal conseiller). Il demeura dans cette charge jusqu'aux alentours de l'année 1373. Le changement d'orientation de la politique byzantine à l'époque et surtout sa confrontation avec le patriarche Philothéos obligèrent alors Kydônès à renoncer à son poste et à se retirer temporairement des affaires. Après le coup d'État d'Andronic IV (1376-1379) et la fin des hostilités entre celui-ci et Jean V, Kydônès fut à nouveau désigné comme *mésazôn* vers l'hiver 1382-1383. Il fut finalement renvoyé au cours de l'année 1386, lorsqu'il fut remplacé par l'homme d'affaires Géorgios Goudélès. La correspondance de Kydônès, éditée par Loenertz en deux volumes de la collection *Studi e Testi*, n° 186 (1956) et n° 208 (1960), a en outre bénéficié de la traduction en allemand et du commentaire de TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*. Outre la correspondance de Kydônès, on possède pour la période d'autres collections de lettres, toutefois moins riches : celles de Kabasilas, de l'empereur Manuel II, de Manouël Kalékas et de Théodôros Potamios. Pour les œuvres de Kydônès que j'ai utilisées dans cette étude, voir *infra*, p. 547-549.
8. Jean V confina d'abord Matthaïos dans l'île de Ténédos, puis il l'envoya auprès de son beau-frère Francesco Gattilusio, seigneur de l'île de Lesbos : KANTAKOUZÈNOS IV § 45 ; III, p. 325-336 ; et GRÈGORAS XXXVII § 64-66 ; III, p. 564-565. Pour les combats entre Matthaïos et le Serbe Vojhna, voir LEMERLE, *Philippe*, p. 205-206, et *infra*, p. 140.

que le patriarche Kallistos I^{er} de Constantinople, le patriarche Lazaros de Jérusalem, plusieurs métropolitains et tous les sénateurs de la capitale⁹. Devant cette assemblée imposante, Matthaïos prêta allégeance à Jean V et renonça à ses droits souverains¹⁰. Son serment fut confirmé par les membres du clergé¹¹. En retour, Jean V accorda aux enfants de Matthaïos, Iôannès et Dèmètrios, les titres respectifs de despote et de *sébastokrator*, ainsi que le droit de « s'asseoir à sa table »¹².

On proclama à Épibatai l'unité de l'Empire sous la seule autorité de Jean V, tout en confirmant les droits de la famille Kantakouzènos sur les territoires byzantins du Péloponnèse. Rappelons qu'en 1348 l'empereur Jean VI avait accordé au frère de Matthaïos, Manouël Kantakouzènos, la direction de ce territoire. Après sa victoire, Jean V non seulement ne révoqua pas l'autorité de ce dernier, mais il permit à Matthaïos de rejoindre son frère dans sa capitale de Mistra. Le Péloponnèse devait rester possession de la famille Kantakouzènos jusqu'en 1382¹³.

Le Péloponnèse fut durant le dernier siècle de l'histoire byzantine l'un des territoires les plus importants de l'Empire, en raison de sa superficie et de sa situation géographique, au carrefour des routes en provenance de l'Italie, du Proche-Orient et de la mer Noire. Du point de vue de la production agricole, on ne possède pas beaucoup de renseignements sur cette région, mais son importance en la matière a sans doute été exagérée par les historiens. La partie de la péninsule sous domination byzantine (au moins jusqu'au deuxième quart du xve siècle, lorsque qu'elle tomba presque entièrement sous la juridiction de l'Empire) était la moins fertile. Son niveau de production n'était certainement pas comparable à celui des riches plaines céréalières de Thrace ou des champs de Macédoine¹⁴.

Les autres territoires de l'Empire restaient, après le traité d'Épibatai, sous l'autorité directe des Paléologues. On a vu que Thessalonique et sa région avaient déjà été cédées à Jean V par Jean VI dès 1349-1350 et qu'une partie de la province avait en outre été récupérée par les Byzantins sur les Serbes¹⁵. Lorsque Jean V quitta la Macédoine pour

9. KANTAKOUZÈNOS IV § 49 ; III, p. 357⁴⁻⁹.

10. Jean VI dut convaincre son fils Matthaïos de renoncer à son statut d'empereur et d'accepter le rang de simple citoyen, tout en gardant toutefois une préséance protocolaire sur le reste de la famille impériale, à l'exception du prince Andronikos, héritier du trône (KANTAKOUZÈNOS IV § 47 ; III, p. 345²²-347⁴ ; et IV § 49 ; III, p. 356¹⁷-357³).

11. DARROUZÈS, *Regestes* V, n° 2403, p. 333-334.

12. KANTAKOUZÈNOS IV § 49 ; III, p. 358²⁻⁶.

13. Jean V avait déjà reconnu les droits des Kantakouzènoi sur le Péloponnèse peu après son arrivée au pouvoir, lors des accords de Gratianou passés avec Matthaïos Kantakouzènos en 1355, qui furent néanmoins aussitôt invalidés en raison de la reprise des hostilités : KANTAKOUZÈNOS IV § 42 ; III, p. 311¹¹-313². Manouël Kantakouzènos détint le pouvoir dans le Péloponnèse sans interruption pendant toute cette période. Il mourut en avril 1380. Son frère, Matthaïos, gouverna la région jusqu'en 1382, date de l'arrivée de Théodôros Palaiologos, fils de Jean V. Pour l'histoire du Péloponnèse à cette époque, voir *infra*, p. 274-276.

14. Selon l'opinion de Kydônès, qui écrivait au printemps 1387 à l'empereur Manuel II, le Péloponnèse « a peu de ressources, insuffisantes même pour ceux qui l'habitent » : KYDÔNÈS, *Correspondance* II, n° 342, p. 279⁵³⁻⁵⁴ (τὰν Πελοποννήσῳ μικρά τε ὄντα καὶ μηδὲ τοῖς προλαβοῦσιν ἀρκοῦντα). Sur cette lettre voir aussi, TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 3, n° 329.

15. Voir *supra*, p. 93-95.

reprendre les hostilités en Thrace, il laissa sa mère, Anne de Savoie, à la tête de la région, où elle demeura jusqu'à sa mort, en 1365. On notera cependant qu'à partir de 1355, la domination byzantine en Macédoine se limita à nouveau à la seule ville de Thessalonique, le reste de la province étant retombé au pouvoir des Serbes¹⁶.

Quelques îles du nord de l'Égée restaient contrôlées par Constantinople : Imbros, Samothrace, Ténédos et, surtout, Lemnos qui était certainement la plus importante de toutes, en raison non seulement de son étendue (478 km²), mais parce que ses conditions naturelles étaient propices à l'agriculture. Le fait que le modelé de son relief ne soit pas très accidenté favorise en effet les cultures extensives, en particulier celles du blé et de l'orge, qui sont encore aujourd'hui les principales productions agricoles de l'île. Ces îles étaient, chacune, gouvernées par des *képhalai* ; grâce à la documentation athonite, on en connaît assez bien la liste¹⁷.

La Thrace était encore sous domination byzantine au lendemain de la guerre civile. Elle avait été particulièrement touchée par les années de luttes et les bouleversements politiques. En effet, la Thrace, principal théâtre des confrontations entre les partis opposés, avait été maintes fois partagée entre les belligérants ; Matthaios Kantakouzénos y détint une seigneurie dont les limites changèrent constamment au cours de la période, de même que Jean V qui posséda, de manière intermittente, des parties de la province¹⁸. Il convient également de signaler le rôle de Nikèphoros Doukas Angélos, héritier déchu de la dynastie d'Épire, qui s'était vu accorder certaines parties de la Thrace par Jean VI¹⁹. Après les accords d'Épibatai (décembre 1357), cette province revint en entier à Jean V ; mais la situation était ici devenue fort instable, en raison, on l'a dit, des incursions ottomanes en provenance de Gallipoli. En quelques années, la province fut épuisée par l'ennemi. Seules les villes côtières de la mer de Marmara et de la mer Noire échappèrent aux raids grâce à leurs fortifications et à leur ravitaillement par voie maritime. Le reste tomba rapidement aux mains des Turcs et des Serbes. La dernière ville située à l'intérieur du continent qui resta aux Byzantins fut Andrinople, prise par les *beys* turcs vers 1368-1369²⁰.

16. Sur la situation en Macédoine au troisième quart du xiv^e siècle, voir *infra*, p. 134-146.

17. Voir *infra*, p. 562-563.

18. En 1351, Jean V obtint le thème de Boléron avec les villes d'Ainos et de Didymotique. Toutefois, après sa défaite à Pythion (1352), il dut se replier sur l'île de Ténédos (début 1353) : cf. ASDRACHA, Rhodopes I, p. 180-184 et 199-200.

19. Durant le règne de Jean VI, Nikèphoros avait gouverné la région de l'Hellespont, mais en 1354 les Turcs s'en étaient emparés (KANTAKOUZÉNOS IV § 42 ; III, p. 211¹²⁻¹⁴). Ensuite, il était devenu maître (*épitropos*) de la ville d'Ainos, à l'embouchure de la Maritza (GRÉGORAS XXIX § 38 ; III, p. 249³⁻⁵ ; pour la chronologie de ces événements, voir GANCHOU, Autonomie locale, p. 363-365). Après l'arrivée au pouvoir de Jean V (décembre 1354), Nikèphoros dut accepter la présence à ses côtés d'un gouverneur choisi par le nouvel empereur, Synadénos Astras (*ibid.*, p. 365 et n. 57). Peu après, il quitta la Thrace pour se rendre en Thessalie afin d'essayer de récupérer une partie de son héritage, profitant du chaos provoqué par les morts, presque simultanées, du tsar Étienne Dušan et du César Preljub (décembre 1355). L'entreprise n'eut guère de succès puisque Nikèphoros tomba aux mains de ses ennemis lors de la bataille d'Achéloos en 1358 (cf. SOULIS, *The Serbs*, p. 111-112, et GANCHOU, Autonomie locale, p. 359).

20. Sur la prise d'Andrinople et le rôle des *beys* turcs en Thrace, voir *infra*, p. 132-134.

Après la conquête turque de l'intérieur de la Thrace, les Byzantins possédaient seulement les bandes côtières le long de la Marmara et de la mer Noire. En dépit de leur superficie exiguë, elles devaient jouer un rôle considérable dans la vie économique de l'Empire jusqu'au milieu du ^{xv}^e siècle. Leur importance résidait surtout dans le fait qu'elles constituaient les débouchés principaux de la production agricole de Thrace. À partir du dernier quart du ^{xiv}^e siècle, elles furent administrées par plusieurs membres de la dynastie.

L'Empire possédait encore deux autres territoires, d'importance marginale : l'archipel des Sporades, constitué par les trois petites îles de Skiathos, Skopélos et Skyros²¹, et la ville anatolienne de Philadelphie, qui résista aux attaques des Turcs jusqu'à 1390²². On ne sait presque rien sur leur situation à l'époque.

La reconquête des ports de la côte de la mer Noire :
les relations entre Byzance et la Bulgarie dans le troisième quart du ^{xiv}^e siècle

Les disputes territoriales entre l'Empire byzantin et la Bulgarie avaient été fréquentes depuis le ^{xiii}^e siècle. On a vu que, durant la deuxième guerre civile, les Bulgares avaient réussi à s'emparer d'une partie de la Thrace, grâce à leur participation aux dissensions internes des Byzantins. Toutefois, ce fut surtout la domination sur la bande côtière de la mer Noire autour des villes de Mésembria, Anchialos et Sôzopolis qui fit l'objet de nombreux conflits entre les deux États. Contrôlée d'abord par Byzance durant la seconde moitié du ^{xiii}^e siècle, elle avait été cédée au tsar bulgare par l'empereur Andronic II en 1307, après de longues années de guerres²³. Dès son arrivée au pouvoir en 1354, l'empereur Jean V essaya de recouvrer la souveraineté sur ce territoire. Dans un contexte d'éclipse de la domination byzantine en Thrace, la conquête de ces villes côtières revêtait une importance toute particulière.

L'histoire de la restauration byzantine sur cette partie de la côte de la mer Noire est assez complexe et demeure encore mal connue. Elle est étroitement liée à d'autres événements de la période, le voyage de l'empereur Jean V en Hongrie et la croisade

21. Ces trois îles échappèrent peut-être à l'autorité byzantine vers la fin du ^{xiv}^e siècle. Elles sont mentionnées dans le traité de 1403 conclu entre l'empereur byzantin et le fils de Bayezid I^{er}, Süleymân Çelebi, parmi les territoires restitués à l'Empire (cf. *infra*, p. 317). Au cours du ^{xv}^e siècle, ces îles passèrent sous souveraineté vénitienne, mais on ne sait pas quand exactement (certainement après 1453). Le monastère athonite de Lavra détint dans l'île de Skyros le couvent de Saint-Georges, qui lui fut accordé par le patriarche Athanasios I^{er} en 1289. Les moines en étaient toujours les maîtres à la fin du ^{xv}^e siècle, lorsque l'île était déjà sous domination vénitienne (*Lavra* III, App. XIX, p. 220-221). Le couvent de Saint-Georges existe encore aujourd'hui. Il est dit aussi Épanô ou Épanôtou (cf. *Lavra* IV, p. 149). DJURIĆ, *Le crépuscule*, p. 32-33, dit que ces îles « ne cessèrent [pas] d'appartenir formellement à l'empire, mais, en pratique, elles étaient totalement contrôlées par des pirates indépendants. Ce n'est qu'après la chute de Constantinople, en 1453, que Venise assumait l'administration de ces îles » et, plus loin, p. 126, « personne n'exerça de véritable pouvoir sur ces îles jusqu'en 1454 ». Toutefois, l'auteur ne cite aucune source à l'appui de cette interprétation.
22. Sur la prise de Philadelphie par les Ottomans, voir BARKER, *Manuel II*, p. 79-80, n. 211, et P. SCHREINER, *Zur Geschichte Philadelphias im 14. Jahrhundert (1293-1390)*, *OCP* 35, 1969, p. 375-431.

du comte Amédée VI de Savoie, eux aussi très embrouillés. La dernière mise à jour sur la question est due à Vassil Gjuzelev dans un article de 1996, qui établit, de manière assurée, la date de la campagne de Jean V en Bulgarie au cours du printemps ou de l'été 1364²⁴. L'historien bulgare suppute les causes du conflit en partant des termes du traité conclu entre l'Empire et la Bulgarie en 1355. Toutefois, les clauses de cet accord ne sont guère connues. Un acte du synode daté du 17 août 1355 est ici notre seule source d'information et dit simplement que la paix était « à l'avantage des chrétiens, Romains et Bulgares, et au détriment des infidèles²⁵ ». Cela suppose que les deux États avaient décidé de mettre fin à leurs rivalités après la deuxième guerre civile en raison de la menace ottomane, devenue plus pressante depuis la prise de Gallipoli. On sait aussi grâce à cet acte synodal qu'en échange de l'aide bulgare, l'empereur byzantin avait accepté de marier son fils aîné et héritier présomptif, le jeune Andronikos (futur empereur Andronic IV), à la fille du tsar bulgare, Keraca (en grec Kyratza), qui avait pris le nom chrétien de Maria²⁶. L'union fut considérée comme indigne et honteuse par les Byzantins et fit scandale à Constantinople²⁷. En Bulgarie, au contraire, elle revêtit une signification hautement prestigieuse pour la dynastie régnante, qui traversait de nombreuses difficultés internes²⁸.

Selon Gjuzelev, il serait vraisemblable qu'en plus de cette collaboration armée contre les Turcs et de l'union des deux dynasties, l'alliance de 1355 ait aussi comporté la cession des ports de la mer Noire à l'Empire, au titre de dot de la princesse Maria-Kyratza²⁹. Le refus des Bulgares de céder finalement ces villes aux Byzantins aurait constitué, d'après lui, le *casus belli* de la campagne entreprise en 1364 par l'empereur Jean V contre les Bulgares de la côte de la mer Noire³⁰.

24. GJUZELEV, Der letzte bulgarisch-byzantinische Krieg. La datation de la guerre byzantino-bulgare a dépendu du long débat historiographique autour de la date de la mort du patriarche Kallistos I^{er} (1363 ou 1364), car le récit de Kantakouzènos dit que les deux événements furent contemporains (KANTAKOUZÈNOS IV § 50 ; III, p. 360-363). La mise à contribution par Gjuzelev de la *Vita* de Théodosios de Tirnovo (éd. V.N. ZLATARSKI, *Sbornik za narodni umotvorenija, nauka i knižnina* 20, 1904) permet de reconstituer la chronologie de la fin de la vie du patriarche et ne laisse pas de doute sur la date de sa mort, le 20 juillet 1364 à Serrès, au cours d'une ambassade auprès de la moniale Jelisaveta, veuve d'Étienne Dušan.
25. *PRK* III, n° 261, p. 542-547 (= *MM* I, n° 185, p. 432-433), l. 20-21 : ὠφέλειαν τῶν Χριστιανῶν, Ῥωμαίων καὶ Βουλγάρων, καὶ βλάβην τῶν ἄσεβων. Voir aussi DARROUZÈS, *Regestes* V, n° 2381.
26. Sur l'épouse d'Andronic IV, nommée par l'historiographie Maria-Kyratza, voir *PLP* 16891, et P. SCHREINER, Una principessa bulgara a Genova, dans *Genova e la Bulgaria nel Medioevo*, Gênes 1984, p. 223-233.
27. KYDÔNÈS, *Pro subsidio Latinorum*, col. 976 A-B.
28. Vers le milieu du xiv^e siècle, le royaume de Bulgarie se trouvait divisé en quatre principautés : la région autour de la capitale, Tirnovo, restait aux mains du tsar Ivan Alexandre ; en marge de ce territoire s'étaient consolidées d'autres principautés quasi indépendantes, Vidin, la Dobroudja et Velbâzd. Sur l'histoire de la Bulgarie à cette époque, voir en dernier lieu FINE, *Late Medieval Balkans*, p. 270-275 et p. 366-368.
29. GJUZELEV, Der letzte bulgarisch-byzantinische Krieg, p. 32-33.
30. Le *terminus ante quem* pour cette campagne est peut-être fourni par la date d'un chrysobulle de Jean V délivré à son « oncle » (*theios*) Manassès Tarchaneiôtès le 27 août 1364 (*Vatopédi* II, n° 119), qui peut suggérer la présence de l'empereur dès cette date dans la capitale de l'Empire.

Kantakouzènos nous renseigne sur cette campagne : les Byzantins prirent d'abord la ville d'Anchialos et mirent ensuite le siège devant Mésembria, sans réussir à s'en emparer³¹. Finalement, un accord fut conclu entre les rivaux, en vertu duquel les Bulgares reprirent les villes conquises contre versement aux Byzantins d'une forte somme d'argent³².

Toutefois, la campagne de 1364 ne fut pas la dernière de ce conflit. Les difficultés entre les deux États réapparurent à l'occasion d'un voyage que Jean V entreprit à la cour du roi de Hongrie Louis I^{er} d'Anjou (1342-1382), durant l'hiver 1365-1366³³. L'empereur byzantin avait décidé d'aller jusqu'à Buda afin de persuader Louis I^{er} d'organiser une croisade contre les Turcs. La position de la Hongrie s'était considérablement renforcée dans les Balkans à partir de la conquête de la principauté bulgare de Vidin début juin 1365³⁴. Or les résultats de cet entretien entre les deux souverains furent décevants. Sans entrer dans les détails, disons simplement qu'aucune campagne militaire ne fut organisée à l'époque par la Hongrie contre les Turcs et que, au contraire, Louis I^{er} adopta une attitude très agressive envers les pays orthodoxes des Balkans³⁵. On ne sait si le souverain bulgare était déjà au courant de l'échec des pourparlers entre l'empereur byzantin et le roi hongrois lorsqu'il décida d'empêcher Jean V de traverser ses domaines durant son voyage de retour vers Constantinople³⁶. Quoi qu'il en soit, ce fut la cause d'un nouveau conflit entre l'Empire et la Bulgarie.

31. KANTAKOUZÈNOS IV § 50 ; III, p. 362-363.

32. GJUZELEV, *Der letzte bulgarisch-byzantinische Krieg*, p. 33. Gjuzelev met à profit le contenu d'une lettre de Kydônès à Jean V, qui doit être datée de l'époque de la guerre byzantino-bulgare : KYDÔNÈS, L89/T51 (été 1364) (sur la façon de citer cette source, voir *supra*, p. 9). Kydônès critique ici les conditions imposées aux Bulgares après la guerre : « Ne croyez pas avoir exigé d'eux le châtement mérité » (οὐπω νομίζεις τὴν προσήκουσαν δίκην αὐτοὺς ἀπαιτῆσαι). Selon Gjuzelev, cela doit faire allusion à la décision de l'empereur de restituer les villes conquises aux Bulgares, qui dut décevoir une partie de la classe politique de l'Empire.

33. Sur le voyage de Jean V en Hongrie, voir en premier lieu le chapitre du livre de HALECKI, *Un empereur*, p. 111 et suiv. D'autres travaux ont paru depuis, traitant de certains aspects du voyage et des relations entre l'Empire et la Hongrie à l'époque : P. WIRTH, *Die Haltung Kaiser Johannes V. bei den Verhandlungen mit König Ludwig von Ungarn zu Buda im Jahre 1366*, *BZ* 56, 1963, p. 271-272 ; E. ZACHARIADOU, *The Conquest of Adrianople by the Turks*, *Studi veneziani* 12, 1970, p. 211-217 (= EAD., *Romania and the Turks (c.1300-c.1500)*, Londres 1985 [Variorum Collected Studies Series 211], XII) ; F. PALL, *Encore une fois sur le voyage diplomatique de Jean V Paléologue en 1365-1366*, *RESEE* 9, 1971, p. 535-540 ; M. HOLBAN, *Autour du voyage de l'empereur Jean V à Bude (printemps 1366) et de ses répercussions sur le Banat*, dans *Actes du XIV^e Congrès international des études byzantines (Bucarest, 6-12 septembre 1971)*, t. 2, éd. M. BERZA et E. STĂNESCU, Bucarest 1975, p. 121-125 ; J. GILL, *John V Palaeologus at the Court of Louis I of Hungary (1366)*, *BSL* 38, 1977, p. 31-38.

34. Sur la guerre bulgaro-hongroise de 1365, voir V. GJUZELEV, *La guerre bulgaro-hongroise au printemps 1365*, *Byzantinobulgarica* 6, 1980, p. 153-172 (= ID., *Medieval Bulgaria, Byzantine Empire. Black Sea, Venice, Genoa*, Villach 1988, p. 231-250).

35. Au sujet de la politique religieuse de Louis I^{er} dans les Balkans, voir GILL, *John V Palaeologus* (cité *supra*, n. 33).

36. Jean V dut s'arrêter dans la ville de Vidin avant de pénétrer en territoire bulgare. Les circonstances de ce blocus restent mal connues. Se fondant sur le récit de la *Chronique de Savoie*, du xv^e siècle (éd. *Historiae patriae monumenta, Scriptores*, t. 1, 1840, p. 300-314), quelques historiens ont parlé d'un emprisonnement de l'empereur byzantin par le souverain bulgare.

Quelques mois plus tôt était arrivé à Constantinople le comte Amédée VI de Savoie, venu à la tête d'une armée pour combattre les Turcs³⁷. En août 1366, avant d'accoster dans la capitale byzantine, Amédée avait pris l'important port de Gallipoli, qu'il devait placer peu après sous autorité byzantine³⁸. La nouvelle de l'incident à la frontière bulgare provoqua la réaction d'Amédée qui se dirigea aussitôt vers la côte de la mer Noire afin d'obliger les Bulgares à laisser passer l'empereur. Fin octobre 1366, il avait déjà soumis les ports d'Agathopolis, Sôzopolis, Skaphida et Mésembria, et, quelques jours plus tard, il mit le siège devant la forteresse de Varna, afin de contraindre le seigneur bulgare Dobrotitza à servir d'intermédiaire entre le tsar bulgare et l'empereur³⁹. Grâce à l'intervention de Dobrotitza, Jean V put poursuivre son chemin jusqu'aux ports de la côte bulgare. À Sôzopolis, des négociations furent ouvertes entre les deux parties (janvier-février 1367) ; elles avaient pour objet, entre autres, une nouvelle répartition des territoires de la côte bulgare, car Amédée accepta contre une somme d'argent de remettre aux Byzantins les ports conquis. Simultanément, un accord fut conclu entre Jean V, le tsar Ivan Alexandre et Dobrotitza, confirmant leur alliance contre les Turcs⁴⁰. Ce fut peut-être alors que Dobrotitza reçut de Jean V

Toutefois, PALL, Encore une fois sur le voyage (cité *supra*, n. 33), a montré que le témoignage de la *Chronique de Savoie* n'était pas entièrement fiable, parce que trop tardif, et qu'en réalité Jean V n'avait eu à souffrir que d'un *impedimentum* pour traverser la Bulgarie, comme l'indique le livre de comptes de l'expédition d'Amédée édité par BOLLATI, *Spedizione in Oriente*, une source contemporaine. La démonstration conduite par Pall n'a pas été prise en compte par tous les historiens, et il est encore fréquent de lire que Jean V fut le captif du tsar bulgare : voir par exemple NICOL, *The Last Centuries*, p. 264-265 (« And so it came about that the one true Emperor of the Romans, despised, mistrusted and far from home, found himself the captive of his Christian neighbours »), et plus récemment LAIOU, MORRISON dans *Le monde byzantin* III, p. 44.

37. Sur la croisade d'Amédée VI de Savoie, la bibliographie est très abondante. Je renvoie simplement à HALECKI, *Un empereur*, p. 138 et suiv.
38. L'arrivée d'Amédée VI à Constantinople suscita les craintes des Byzantins, qui avaient encore le souvenir des dégâts provoqués par la compagnie catalane, et peut-être aussi de la Quatrième croisade. Avant que les troupes d'Amédée ne s'emparent du port de Gallipoli, Kydônès avait prononcé un discours devant le sénat de la capitale, lors duquel il persuada ses compatriotes qu'il fallait accepter l'aide des Latins : KYDÔNÈS, *Pro subsidio Latinorum*. Pour la date de ce discours, voir MERCATI, *Notizie*, p. 506 ; HALECKI, *Un empereur*, p. 143, n. 1 ; et GILL, John V Palaeologus (cité *supra*, n. 33), p. 31, n. 3. Voir aussi TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1/1, p. 65, et MALAMUT, Les discours de Démétrius Cydones, p. 205-212.
39. Dobrotitza était le frère de Balik, ancien seigneur de Karbona et allié de l'impératrice Anne de Savoie à l'époque de la guerre civile. En 1346, Dobrotitza avait été envoyé à Constantinople avec des troupes pour soutenir la régence. Ce fut à cette époque qu'il épousa une fille du défunt Alexios Apokaukos (SCHREINER, *Brachea Chronika*, p. 148). Après la mort de son frère Balik, Dobrotitza lui succéda à la tête de la seigneurie de Karbona. Sur Dobrotitza, voir maintenant V. GJUZELEV, Magnificus dominus Dobrotitza – pravus et crudelis inimicus Comunis Ianuae et omnium Ianuensium, dans *Byzantina Mediterranea. Festschrift für Johannes Koder zum 65. Geburtstag*, éd. Kl. BELKE et alii, Vienne/Cologne/Weimar 2007, p. 197-203.
40. Les pourparlers ne se conclurent que le 14 février 1367 (BOLLATI, *Spedizione in Oriente*, § 420, p. 107). Sur les négociations de Sôzopolis, voir HOLBAN, Autour du voyage (cité *supra* n. 33), qui met à profit un acte tiré des archives de Budapest, provenant des archives de la famille

le titre et les insignes de despote⁴¹, puisqu'il apparaît toujours par la suite comme l'allié de l'Empire.

La restitution de cette bande côtière de la mer Noire et l'alliance avec Dobrotitza avaient une importance hautement stratégique pour Byzance, car elles permettaient de renforcer la frontière septentrionale et de freiner l'avancée bulgare. Le commandement de cette région fut peu après accordé au despote Michaël Palaiologos, fils de Jean V, qui devait épouser une fille de Dobrotitza et consolider ainsi l'autorité byzantine dans la région. Ce territoire apparaît alors désigné par l'expression « la terre impériale de la Zagora » (κληρον βασιλείας Ζαγοράν)⁴².

La situation en Thrace à la veille de la bataille de la Maritza

Plus importante encore que l'incorporation à l'Empire de la bande côtière de la mer Noire fut la restitution du port de Gallipoli par le comte Amédée VI de Savoie (1366). Ce fut la première victoire chrétienne en Europe face aux Ottomans, qui s'étaient déjà rendus maîtres d'une bonne partie de la Thrace orientale jusqu'à la Maritza, à l'exception de la ville d'Andrinople qui résistait encore aux assauts des ennemis. La chronologie de l'avancée ottomane demeure néanmoins imprécise⁴³. Durant la seconde moitié des années 1350, les Ottomans lancèrent leurs premières offensives contre le territoire byzantin ; toutefois, certains événements les empêchèrent de consolider leurs positions en Thrace⁴⁴. Ce ne fut qu'au début des années 1360 qu'ils réussirent à s'emparer de

Himffy, gouverneurs hongrois du banat de Vidin de 1365 à 1377. Ce document contient le compte rendu qu'un certain Waychna adressa à Pierre Himffy, seigneur de Vidin, à propos des tractations qui eurent lieu à Sôzopolis. Mis à part quelques détails fantaisistes, l'acte parle notamment de l'alliance entre l'empereur byzantin et le tsar bulgare et des projets pour arracher Vidin aux mains des Hongrois. Les négociations entre Amédée et Jean V se poursuivirent à Constantinople jusqu'au mois de mars (BOLLATI, *Spedizione in Oriente*, § 441, p. 118-119).

41. Cf. GJUZELEV, Dobrotitza (cité *supra*, n. 39), p. 199.

42. TINNEFELD, Vier Proomien, p. 191.

43. Pour un aperçu général de la conquête turque de Thrace, voir en premier lieu BOGIATZÈS, *Η πρώτη οθωμανοκρατία*, et A. KÜLZER, Byzanz und die Osmanen, *Historicum, Zeitschrift für Geschichte* 20, 2001-2002, p. 9-20, en particulier p. 16-18. Voir aussi les chapitres d'I. BELDICEANU-STEINHERR, « Les débuts [de l'État ottoman] : Osmân et Orkhân », et de N. VATIN, « L'ascension des Ottomans (1362-1451) », dans MANTRAN, *Empire ottoman*, p. 15-80, en particulier, p. 22-25 et 38-41.

44. On se réfère ici notamment à la capture par le gouverneur byzantin de Vieille Phocée Léôn Kalothétos (cf. *infra*, p. 148), en 1356, du prince Halil, fils d'Orhan, dont la libération se produisit grâce à l'entremise de Jean V. Un accord fut conclu entre l'empereur et les Ottomans à la suite de cet épisode, qui permit aux Byzantins de maintenir provisoirement le *statu quo* en Thrace. Sur cet événement, voir F. TINNEFELD, Kaiser Johannes V. Palaiologos und der Gouverneur von Phokaia 1356-1358 : ein Beispiel für den Verfall der byzantinischen Zentralgewalt um die Mitte des 14. Jahrhunderts, *Rivista di studi byzantini e slavi* 1, 1981 (= *Miscellanea Agostino Pertusi*, t. 1), p. 259-272. En 1357 mourut Süleymân Pacha, fils d'Orhan, qui avait dirigé les campagnes ottomanes en Thrace : cf. BELDICEANU-STEINHERR, *Le destin*, p. 109-115. Après la mort de Süleymân, un nouvel accord fut signé entre Byzance et les Ottomans : GRÉGORAS XXXVII § 58-59 ; III, p. 561.

la région entre Andrinople et Constantinople ; en novembre 1361, ils avaient déjà pris Didymotique⁴⁵, ainsi que quelques villes situées dans les alentours de la capitale byzantine⁴⁶. À cette époque, les Turcs ravagèrent la banlieue de Constantinople et lancèrent leurs premières attaques contre ses remparts⁴⁷. Plus au sud, la région de la basse vallée de la Maritza fut aussi le théâtre de quelques combats : la ville portuaire de Makrè semble déjà se trouver entre les mains des Ottomans dès 1361 et Traïanoupolis dès 1365⁴⁸.

Occupés par la situation politique en Anatolie, les souverains ottomans ne s'étaient presque jamais employés à la conquête de la Thrace. Après la mort du prince Süleymân Pacha en 1357, Orhan avait envoyé en Thrace son autre fils Murad, en compagnie d'un nouveau gouverneur de la région, Lâlâ Şahîn Pacha. Tous deux dirigèrent la guerre contre l'Empire pendant quelques années. La mort d'Orhan en 1362 obligea Murad à retourner en Asie, laissant Lâlâ Şahîn à la tête des forces ottomanes en Europe⁴⁹.

Outre les Ottomans, des Turcs originaires des autres émirats d'Anatolie arrivèrent aussi à cette époque en Thrace afin de tirer profit de la conquête. Ils étaient dirigés par des chefs revêtus du titre de *bey*, parmi lesquels se distinguent Evrenos Bey de l'émirat de Karasi et Hâdji Ilbegi, arrivé en Thrace avant 1348 avec Umur Pacha de l'émirat d'Aydin. Ils avaient collaboré avec Süleymân Pacha dans ses campagnes, puis étaient restés en Europe après la mort de celui-ci. Ils jouèrent un rôle important dans la conquête de la Thrace⁵⁰.

À l'époque de la prise de Gallipoli par Amédée de Savoie (1366), les Ottomans s'étaient donc rendus maîtres d'une bonne partie du pays. La reconquête par les croisés en mai 1367 d'Ennéakosia (aujourd'hui Küçükçekmece) et de Kalon Néron (aujourd'hui Büyükçekmece), situés sur la côte de la mer de Marmara, à environ 25 km à l'ouest de Constantinople, montre quelle était alors l'avancée des Ottomans, déjà aux portes

45. Cf. art. « Dimoteku » dans *EP*, t. 2, p. 299-300. Selon BELDICEANU-STEINHERR, *La conquête d'Andrinople*, p. 448, n. 55, Didymotique a pu être occupée une première fois en 1359 et changer ensuite plusieurs fois de mains.

46. Les Ottomans avaient peut-être déjà pris à cette époque quelques villes situées sur la route reliant Andrinople et Constantinople, comme Tyroloe ou Tzouroullos (auj. Çorlu), Messène (auj. Misinli) et Arcadioupolis (auj. Lüleburgaz). Sur ces villes, voir *TIB* 12, p. 274-267 (« Arkadiupolis »), p. 530-532 (« Mesēnē »), p. 684-688 (« Tzurulon »).

47. Sur ces premières attaques turques contre Constantinople, voir HALECKI, *Un empereur*, p. 74, et NÉRANTZÈ-BARMAZÈ, *Κωνσταντινούπολη*, p. 927-931.

48. Pour Makrè, voir un acte synodal de juillet 1361 qui dit que le métropolite de cette ville avait perdu son siège sous la pression de l'ennemi (*PRK* III, n° 263, p. 556-560 ; voir aussi DARROUZÈS, *Regestes* V, n° 2436, p. 363-364). Pour Traïanoupolis, voir l'acte de transfert du titulaire de ce siège à la métropole de Lacédémone (juin 1365) : *MM* I, n° 208, p. 465-468 ; voir aussi DARROUZÈS, *Regestes* V, n° 2491, p. 411-412. Sur l'utilité des actes tirés du registre patriarcal pour dater l'avancée ottomane en Thrace, voir S. VRYONIS, *Decisions of the Patriarcal Synod in Constantinople as a Source for Ottoman Religious Policy in the Balkans prior to 1402*, *ZRVI* 19, 1980, p. 283-297.

49. Murad entreprit à cette époque une campagne militaire dans la région d'Ankara : cf. BELDICEANU-STEINHERR, *La conquête d'Andrinople*, p. 443-446.

50. Sur ces personnages, voir *ibid.*, p. 447-453. Voir aussi *EP*, t. 2, p. 738-739 (art. « Ewrenos »).

de la capitale⁵¹. Des sources contemporaines nous ont préservé l'écho du sentiment d'insécurité dans lequel vivait durant ces années la population de Constantinople, en raison de la proximité de l'ennemi⁵².

La reprise de Gallipoli, ainsi que la restitution à l'Empire de quelques villes aux alentours de la capitale, mirent momentanément un frein à l'avancée turque. La perte de ce port privait les Ottomans de la capacité de traverser les Détroits à leur guise, puisque – comme l'a déjà souligné à juste titre Irène Beldiceanu-Steinherr – il n'existait à l'époque que trois voies de pénétration maritime en Thrace, par Constantinople, Gallipoli et Ainos, et toutes trois étaient aux mains des Byzantins. Les Ottomans se trouvaient donc coupés de leurs territoires en Thrace et tout transfert de forces d'une rive à l'autre n'était plus désormais possible qu'avec la collaboration des Byzantins.

Malgré cet avantage stratégique, la situation à l'intérieur de la Thrace était toutefois loin de s'être améliorée. Les *beys*, qui agissaient désormais de manière indépendante des Ottomans, continuaient à attaquer les territoires byzantins et à s'emparer des dernières villes appartenant encore à l'Empire. Vers 1368/1369, Andrinople fut prise par Hâdji Ilbegi et Evrenos⁵³.

Avec la progression des Turcs en Thrace, la situation des campagnes s'était progressivement dégradée. Le blocus des villes et l'interruption des communications terrestres les avaient plongées dans le chaos. Aucune autorité réelle ne s'exerçait plus sur cette région et les hommes d'armes étaient libres de tout ravager. Durant ces années, aucun propriétaire byzantin ne fut donc en mesure de rentrer la récolte, ce qui provoqua leur ruine financière. Quant à l'État byzantin, il s'avéra incapable de tirer profit de la reconquête de Gallipoli, car il ne disposait plus des ressources économiques suffisantes pour reprendre le dessus. À Constantinople, on commençait à voir la montée en puissance du voisin serbe, le despote Jovan Uglješa, comme le dernier espoir pour freiner l'avance turque.

La Macédoine à l'époque de la seconde domination serbe (1355-1371)

a) La région de Serrès sous l'autorité de la moniale Jelisaveta (1355-1365)

La mort du tsar Étienne Dušan (décembre 1355) ouvrit une période de troubles politiques dans l'ensemble des territoires serbes. Profitant de la disparition du souverain, des archontes locaux s'affranchirent et essayèrent de détacher de l'autorité centrale les régions sous leur domination. Ces tendances séparatistes brisèrent l'unité

51. BOLLATI, *Spedizione in Oriente*, § 515, p. 130 (*turris castris vocati de Eneacossia*) et § 523, p. 131 (*castro Caloneyro*). Amédée quitta Byzance au mois de juin 1367, accompagné de deux ambassadeurs byzantins. Sur les résultats des négociations entre le comte de Savoie et l'empereur, voir HALECKI, *Un empereur*, p. 149-150.

52. Dans son discours *Pro subsidio Latinorum* (1366), Dèmètrios Kydônès parle de la réaction des Constantinopolitains qui s'enfermaient derrière les remparts de la ville, en raison des attaques des Turcs (PG 154, col. 967A et 1004C). Cette proximité menaçante des Turcs est aussi évoquée dans un chrysobulle de Jean V qui date de la même période : PERRIA, *Due documenti*, p. 276, l. 6-7 pour le texte grec, et p. 266 pour l'analyse.

53. BELDICEANU-STEINHERR, *La conquête d'Andrinople*, p. 453.

de l'empire des Nemanjides et favorisèrent la création de petites entités indépendantes qui devaient désormais constituer la principale forme d'encadrement politique dans les Balkans. Le fils et successeur de Dušan, Étienne Uroš V (1355-1371), n'avait que 19 ans lorsqu'il monta sur le trône et, selon la plupart des sources, il était dépourvu du caractère énergique de son père⁵⁴. Uroš V réussit néanmoins à conserver le pouvoir dans la capitale, Skopje, et dans la région environnante, grâce à l'aide du roi Vukašin, un ancien magnat de la cour de Dušan⁵⁵. Sur le reste du territoire, il n'exerça en revanche qu'un pouvoir symbolique.

Le jeune tsar détenait aussi une certaine autorité sur la Macédoine⁵⁶, gouvernée par sa mère, la veuve de Dušan, la moniale Jelisaveta, comme le montrent plusieurs actes⁵⁷. Par exemple, en octobre 1361, les moines de Lavra demandèrent à Uroš V la confirmation, par chrysobulle, de leurs droits sur le couvent de Tous-les-Saints et sur ses dépendances situées dans les environs de Serrès et de Zichna⁵⁸.

En Macédoine, la mort de Dušan coïncida sur le plan militaire avec la reprise par les Serbes des territoires cédés aux Byzantins au début des années 1350. Rappelons que, lors du séjour de Kantakouzènos à Thessalonique (1349-1350) et, plus tard, durant le mandat de Jean V dans cette région, des accords avaient été conclus entre le souverain serbe et les empereurs, restituant à ces derniers une partie du pays⁵⁹. À partir de 1355⁶⁰, les Serbes reprirent le contrôle de la région, comme le montre

54. SOULIS, *The Serbs*, p. 90.

55. *Ibid.*, p. 96-98. Vukašin s'intitule roi pour la première fois dans un document qu'il délivre avec le tsar Étienne Uroš V en 1366 (*ibid.*, p. 214 n. 99).

56. Uroš V se trouvait à Serrès en mai 1356, lorsqu'il délivra un chrysobulle en faveur de la métropole de Melnik : NOVAKOVIĆ, *Zakonski spomenici*, p. 308-310.

57. À la mort de son époux Dušan, Jelena prit l'habit monastique sous le nom de Jelisaveta. Durant cette période jusqu'à 1365, elle résida dans la ville de Serrès : cf. SOULIS, *The Serbs*, p. 90-91. Sur Jelena/Jelisaveta, voir *PLP* 6006. Sur la co-souveraineté entre Étienne et sa mère, voir une notice dans un manuscrit, écrite par Jakov, métropolite de Serrès, qui parle des événements de septembre 1360 « durant le règne de l'empereur Stéfan Uroš et de sa mère la moniale Jélisaveta » : STOJANOVIĆ, *Zapisi i natpisi*, t. 1, n° 116.

58. *Lavra* III, n° 140. Voir aussi la traduction, presque contemporaine (novembre 1361), de cet acte en serbe : *Lavra* IV, actes serbes n° 2. Pour la localisation du couvent de Tous-les-Saints et de ses biens fonciers, voir *ibid.*, p. 120, n. 402.

59. Voir *supra*, p. 93-95.

60. La région était encore sous domination byzantine en septembre 1355, lorsque l'empereur Jean V délivra au monastère de Docheiariou un chrysobulle de confirmation de toutes ses propriétés situées en Chalcidique occidentale : *Docheiariou*, n° 33. On ne retiendra pas comme preuve de la domination byzantine sur la Macédoine le contenu d'un chrysobulle délivré par le même empereur aux moines de Vatopédi en septembre 1356 et confirmant l'ensemble de leurs biens situés dans différentes régions, pas seulement en Macédoine : *Vatopédi* II, n° 108. Cette confirmation englobe des biens qui étaient déjà assurément en dehors des frontières de l'Empire, par exemple dans les villes de Serrès et de Zichna, toutes les deux sous domination serbe à l'époque. Les raisons qui conduisirent les moines à solliciter de Jean V un tel chrysobulle restent inconnues, mais il se peut que, lors de l'arrivée au pouvoir de cet empereur, ils aient trouvé convenable de se procurer auprès de lui une confirmation supplémentaire de leurs possessions, compte tenu de l'instabilité générale.

la présence à cette époque d'un Serbe à la tête de la communauté de l'Athos⁶¹. De même, une série d'actes souscrits par un fonctionnaire de l'administration serbe montre que les alentours de Thessalonique échappaient également à la domination byzantine⁶².

La cause de l'abandon par les Byzantins du territoire cédé par les Serbes vers 1350 demeure incertaine. Plusieurs explications sont envisageables, y compris une offensive militaire contre l'Empire⁶³. En effet, les rapports entre les deux États semblent avoir été plutôt cordiaux. En 1364, le patriarche de Constantinople, Kallistos I^{er}, avait pris la tête d'une ambassade pour se rendre auprès de la moniale Jelisaveta à Serrès, afin de rapprocher les Églises serbe et byzantine, séparées depuis la promotion de l'archevêque autocéphale de Peć au rang de patriarche en 1346⁶⁴. Kallistos mourut à Serrès en juillet 1364, victime de la peste, sans avoir atteint l'objectif de sa mission, mais le déroulement de cette ambassade témoigne des rapports étroits entre les deux États⁶⁵.

Si le règne de la moniale Jelisaveta à Serrès fut une période de calme relatif en Macédoine, tout changea autour de 1365, lorsqu'elle fut écartée du pouvoir par l'archonte Jovan Uglješa qui reprit dans un premier temps les hostilités contre les Byzantins.

61. Le Serbe Dôrothéos du monastère de Chilandar a occupé la charge de *prôtos* de l'Athos de 1356 à 1366 : *Prôtaton*, p. 138-139. Voir sa signature en slavon, par exemple dans *Docheiariou*, n° 37 (décembre 1361), l. 24, et *Vatopédi* II, n° 123 (janvier 1366), l. 19. Dôrothéos semble avoir eu comme successeur Sabas, sur lequel voir *Prôtaton*, p. 139 : voir sa signature, par exemple dans *Kutlumis*, n° 25 (février 1369), l. 22, et PETIT, *Actes de Chilandar*, n° 153 (décembre 1370), l. 28.
62. Il s'agit de plusieurs copies d'actes délivrés peu après 1356, qui portent la signature du métropolite Antônios de Larissa : voir par exemple l'acte de *Vatopédi* II, n° 107, qui concerne un bien foncier situé près du fleuve Galikos. Sur Antônios de Larissa, qui agit comme « juge général des Romains » dans l'Empire serbe du troisième quart du xiv^e siècle, voir *infra*, p. 428.
63. La situation politique de la Macédoine orientale fut très agitée à cette époque. Pour la période 1355-1356, on connaît les confrontations armées opposant les forces de Matthaios Kantakouzénos à celles du César serbe Vojhna et les attaques que les frères désignés comme « les Alexioi », seigneurs de la côte entre Chrysoupolis et Anaktoropolis (cf. *infra*), lancèrent contre la principauté de Serrès. L'occupation serbe de la Macédoine s'expliquerait fort bien dans un tel contexte. Toutefois, il est aussi possible qu'elle ait été le fruit de l'accord conclu en 1356 entre Jean V et Vojhna, en échange de la libération de Matthaios Kantakouzénos, fait prisonnier par les Serbes. Pour plus de détails sur ces événements, voir ESTANGÜI GÓMEZ, La région de Christoupolis.
64. KANTAKOUZÉNOS IV § 50 ; III, p. 360-362 : selon Kantakouzénos l'ambassade du patriarche à Serrès avait aussi une finalité politique et visait à conclure une alliance contre les Turcs. Pour la chronologie de l'ambassade du patriarche Kallistos à Serrès, voir GJUZELEV, Der letzte bulgarisch-byzantinische Krieg. Sur cette ambassade, voir aussi RIGO, Teofane di Nicea, p. 118-119.
65. Des rapports étroits mais aussi difficiles : après la mort de Kallistos, le bruit s'était répandu que le patriarche était mort empoisonné par les Serbes (KANTAKOUZÉNOS IV § 50 ; III, p. 362). La rumeur reflétait sans doute l'hostilité de certains groupes de la classe dirigeante byzantine à l'égard des Serbes : cf. HALECKI, *Un empereur*, p. 78.

b) *La date du « coup d'État » de Jovan Uglješa :
l'acte de Chilandar n° 150 et la situation en Macédoine orientale*

Les origines d'Uglješa demeurent obscures⁶⁶. Il semble que Dušan lui-même l'avait déjà placé à la tête de la région au nord de Serrès et qu'il faisait partie de l'entourage politique de la moniale Jelisaveta lorsque celle-ci décida de s'installer en Macédoine. Il avait épousé la fille du César Vojhna, seigneur de la région de Drama⁶⁷. Il était le frère du roi Vukašin, qui était lui-même – on l'a vu – l'allié du jeune tsar Uroš V à Skopje. Les conditions de la prise du pouvoir d'Uglješa à Serrès restent mal connues, de même que la date exacte de son « coup d'État ». Un acte de janvier 1365 le montre déjà en rapport avec le Mont Athos ; il s'agit de la donation aux moines de Vatopédi du monastère de la Vierge Spèlaiôtissa, situé à Melnik⁶⁸. Cela n'implique pas qu'Uglješa était déjà à l'époque le maître de Serrès, mais simplement qu'il avait l'autorité sur la ville de Melnik et peut-être sur le territoire environnant⁶⁹. La promulgation de cet acte en faveur du monastère le plus puissant de l'Athos pourrait néanmoins être le signe d'une volonté de rapprochement avec la communauté athonite, visant à cautionner les visées d'Uglješa sur l'ensemble de la région qui incluait la Sainte Montagne⁷⁰.

66. Sur Uglješa, voir *PLP* 21150.

67. Voir *Kutlumis*, n° 29 et p. 432-433.

68. L'acte est perdu, mais il est mentionné (avec sa date) dans l'inventaire des biens du monastère, conservé dans les archives de Vatopédi : *Vatopédi II*, n° 120, l. 1.

69. Contrairement à l'opinion des éditeurs de *Vatopédi II*, qui ont écrit qu'Uglješa « exerçait déjà [en janvier 1365] la réalité du pouvoir dans la principauté serbe de Serrès » (p. 300). Il est néanmoins intéressant de souligner leur remarque sur l'emploi du qualificatif *endoxotatos* dans l'acte, qui laisserait comprendre qu'Uglješa n'était pas encore en possession du titre de despote à l'époque : « Il n'obtint ce titre qu'en août ou septembre de la même année. » En effet, l'adjectif employé pour désigner un despote est celui de *eutychestatos* (cf. par exemple ΠΕΤΙΤ, *Actes de Chilandar*, n° 149, l. 2-3 : εὐτυχέστατος δεσπότης τῆς Σερβίας κύρ Ἰωάννης ὁ Οὐγκλεσις). Sur la signification de l'épithète *endoxotatos*, voir KYRITZÈS, *The Byzantine Aristocracy*, p. 31. On notera par ailleurs que la moniale Jelisaveta est encore attestée comme ayant la souveraineté sur Serrès par un acte d'août 1365 : *Esphigménou*, n° 27.

70. Avant cet acte en faveur de Vatopédi, Uglješa avait fait au moins une autre donation aux moines athonites : un *prostagma* délivré par un grand voévode (*veliki voevoda*) nommé Uglješa et daté d'un mois d'octobre de l'indiction 12 est conservé dans les archives de Kutlumis. Lemerle (*Kutlumis*, p. 231) a souligné qu'il pourrait s'agir du même Uglješa et le document dater de 1358, mais il a aussi signalé l'existence d'un César Uglješa dans la région de Zichna au début du xv^e siècle, qui est un homonyme. Sur cette question, voir aussi LEMERLE, SOLOVJEV, *Trois chartes*, p. 142-146. Dans mon étude, ESTANGÜI GÓMEZ, *La région de Christoupolis*, je montre que le contexte politique permet d'affirmer que l'auteur de l'acte de Kutlumis est le futur despote Uglješa et que le document doit dater de 1358 comme l'avait pensé Lemerle. Par ailleurs, G. Smyrnakis a édité un autre document d'Uglješa, un chrysobulle daté d'octobre 1364, en faveur du monastère de Simonopétra (éd. G. SMYRNAKIS, *Tò áγιον ὄρος*, Athènes 1903, p. 93). Toutefois, Oikonomidès a démontré dans *Dionysiou*, p. 6-7, qu'il s'agissait cette fois d'un faux.

Uglješa est formellement attesté en Macédoine pour la première fois par un acte de l'empereur Jean V qui porte la date de septembre 1365, l'acte *Chilandar* n° 150, auquel on a déjà fait allusion dans le chapitre précédent⁷¹. Il s'agit d'un acte de confirmation des biens que le monastère de Chilandar possédait dans la région du bas Strymon. Le texte dit qu'«à l'époque où nous [= Jean V] sommes arrivé à Chrysoupolis à bord de la flotte de guerre, vint auprès de nous le neveu [de l'impératrice de Serbie Jelena, c'est-à-dire Jovan Uglješa], en présence des moines de Chilandar...⁷²» L'allusion à une rencontre entre l'empereur byzantin et Uglješa constitue certes un premier indice de la prise du pouvoir par ce dernier en Macédoine. Toutefois, ce document présente quelques particularités qui ont conduit à tort les spécialistes à douter de son authenticité et à le dater de façon erronée.

On a déjà évoqué au sujet de cet acte l'analyse de Mirjana Živojinović, selon qui il s'agirait, non pas d'un «véritable faux», comme certains l'avaient pensé, mais d'un «faux diplomatique» délivré par la chancellerie byzantine⁷³. D'après son hypothèse, on serait en présence d'une copie «officielle» de deux actes authentiques de Jean V relatifs aux biens de Chilandar en Macédoine : 1) la copie d'un chrysobulle confirmant la possession du village de Potholénos, près de Serrès, et 2) un texte ajouté – mentionnant la rencontre entre Jean V et Uglješa à Chrysoupolis – qui avait la valeur d'une ordonnance par laquelle l'empereur confirmait la possession des autres biens de Chilandar en Macédoine⁷⁴.

Živojinović a néanmoins considéré comme suspecte la date de septembre 1365, portée à la fin du document. Il est certain qu'elle ne peut être celle du premier document, c'est-à-dire du chrysobulle, parce que l'acte dit qu'il fut délivré «à la demande du tsar Étienne Dušan», donc nécessairement avant la mort de ce dernier en décembre 1355. C'est pourquoi Živojinović a proposé de dater ce chrysobulle de 1353, à l'époque où Jean V séjournait en Macédoine⁷⁵. La date de septembre 1365 pourrait en revanche s'appliquer au second acte, le texte ajouté ayant valeur d'ordonnance qui mentionne la rencontre entre Jean V et Uglješa. Toutefois, elle a préféré suivre ici l'avis d'Ostrogorsky qui proposait une autre date, celle de «la seconde moitié de l'année 1358 ou peu après», en raison des événements qui eurent lieu dans la région à

71. Voir *supra*, p. 92-93.

72. PETIT, *Actes de Chilandar*, n° 150, l. 36-38 : † τὸν δὲ καιρὸν ὅταν κατήλθομεν εἰς τὴν Χρυσούπολιν μετὰ τῶν κατέργων, καὶ ἦλθεν ὁ ἀνεψιὸς τῆς [δεσποίνης Σερβίας] καὶ ἐνώθη μετ' ἐμοῦ, παρόντων καὶ τῶν τοιούτων μοναχῶν τοῦ Χιλανταρίου. La ligne 37 est endommagée, ce qui affecte la lecture du texte. La reconstitution de la phrase que je propose, «le neveu de l'impératrice de Serbie», et l'identification de ce neveu avec Jovan Uglješa sont suggérées par le texte d'un autre acte de la même époque édité par PETIT, *ibid.*, n° 149, l. 1-3 : ὁ περιπόθητος ἀνεψιὸς τῆς ὑψηλοτάτης δεσποίνης Σερβίας καὶ περιποθήτου ἀδελφῆς τῆς βασιλείας μου, εὐτυχέστατος δεσπότης τῆς Σερβίας κῦρ Ἰωάννης ὁ Οὐγκλεσις. ŽIVOJINOVIĆ, *Le domaine de Chilandar*, p. 21, propose la même identification et, tacitement, la même correction, sans toutefois signaler la lacune que présente l'acte : «Le texte commence par l'information que Jean V et Jean Uglješa, neveu de la despoina de Serbie Jelena, veuve de Dušan, se sont rencontrés à Chrysopolis, en présence des moines de Chilandar.»

73. Rappelons que plusieurs historiens avaient mis en doute l'authenticité de cet acte parce qu'il porte à la fin une signature imitée de Jean V.

74. ŽIVOJINOVIĆ, *Le domaine de Chilandar*, p. 18-19.

75. Cf. *supra*, p. 94.

cette époque et sur lesquels on va revenir⁷⁶. Pour expliquer la date de septembre 1365, Živojinović a fait l'hypothèse d'une pure invention du copiste qui, incapable de lire la date sur le chrysobulle original, parce que « illisible ou disparue », se serait inspiré d'un autre acte original de Jean V existant dans les archives de Chilandar et daté de septembre 1365⁷⁷. Il ne faut en effet pas perdre de vue que l'acte qui nous est parvenu n'est qu'une copie, dont la rédaction doit être placée, toujours selon Živojinović, un peu plus tard, dans les années 1370, lorsque la Macédoine était à nouveau sous l'autorité byzantine et que les moines de Chilandar, comme d'autres propriétaires fonciers, demandèrent des copies de leurs titres de propriété⁷⁸.

On a dit que la chronologie proposée par Živojinović suivait les conclusions d'Ostrogorsky, selon lesquelles la rencontre entre Jean V et Uglješa à Chrysoupolis daterait de la seconde moitié de l'an 1358, en raison du contexte historique de la Macédoine orientale. Pour Ostrogorsky cette rencontre aurait eu lieu peu après la reprise de Chrysoupolis par les Byzantins⁷⁹.

Ostrogorsky connaissait un chrysobulle de mars 1357, par lequel l'empereur Jean V avait accordé à deux frères, nommés Alexios et Iôannès, la souveraineté sur les villes de Chrysoupolis et Anaktoropolis, ainsi que sur l'île de Thasos. Le chrysobulle original est perdu, mais le contenu en est préservé grâce à une traduction en dialecte vénitien qui accompagne la demande de citoyenneté vénitienne présentée en 1373 par l'un des deux frères, Iôannès⁸⁰. En effet, dans sa lettre adressée au doge de Venise, Iôannès expliquait comment lui-même et son frère étaient arrivés en Macédoine et avaient arraché quelques châteaux des mains des Turcs et des Serbes. La possession leur en avait été ensuite accordée à titre héréditaire par ce même chrysobulle de l'empereur byzantin dont il joignait la traduction⁸¹.

L'identité de ces frères, qui sont appelés par l'acte vénitien « les Alexioi », est demeurée longtemps un mystère pour les historiens⁸². Dans un article de 1994, Oikonomidès a réussi à reconstituer leur carrière à partir du récit de Kantakouzènos et des actes de l'Athos⁸³. Pirates originaires de Bithynie, les Alexioi s'étaient établis en Macédoine

76. ŽIVOJINOVIĆ, Le domaine de Chilandar, p. 19 et 22.

77. *Ibid.*, p. 24. Le chrysobulle de Jean V de septembre 1365 pour Chilandar est l'acte édité par PETIT, *Actes de Chilandar*, n° 149.

78. Živojinović date aussi des années 1370 les copies de deux chrysobulles d'Andronic II : PETIT, *Actes de Chilandar*, n°s 23 (mars 1306) et 96 (mars 1324). Sur la confirmation de titres de propriété et la confection de copies durant les années de la reconquête byzantine de la Macédoine, voir *infra*, p. 239-240.

79. OSTROGORSKY, *Serska oblast*, p. 16.

80. *Diplomatarium* II, p. 165, pour la demande de citoyenneté vénitienne, et p. 166-167, pour la traduction du chrysobulle de 1357.

81. *Ibid.* p. 165 : *cum la nostra spada hauemo prexo castelli alguni de li Turchi pagani, et alguni de li Serui ; et si ne ha facto lo imperador la concession d'oro, che nui habiamo, zo che nui hauemo aquistado, et nui et li nostri fiioli.*

82. Pour les diverses hypothèses, voir *Lavra* III, p. 69-70, et *Pantocrator*, p. 11-12.

83. OIKONOMIDÈS, Patronage. Il est curieux de remarquer que le problème avait été en réalité déjà résolu trente ans auparavant par R.-J. Loenertz, qui avait informé par lettre G. Théocharidès de l'identité des deux frères : cf. THÉOCHARIDÈS, *Eine Vermächtnisurkunde*, p. 494. La lettre de Loenertz est apparemment passée complètement inaperçue du reste des historiens.

à l'époque de la deuxième guerre civile, en s'emparant du port d'Anaktoropolis⁸⁴. Dès leur arrivée en Europe, ils se déclarèrent fidèles à la cause de Jean V, empêchant Kantakouzènos de prendre possession d'Anaktoropolis. Quelque temps plus tard, peut-être après la fin de la guerre, ils se rendirent maîtres de l'île de Thasos, qui avait été sans doute occupée par des pirates turcs, et du port de Chrysoupolis, tombé en 1350 entre les mains des Serbes. Oikonomidès date ces conquêtes de la période postérieure à la mort d'Étienne Dušan (décembre 1355)⁸⁵. En effet, ce fut peut-être à la faveur des luttes entre Matthaios Kantakouzènos et le César serbe Vojhna que les Alexioi réussirent à gagner du terrain sur les Serbes⁸⁶. Quoi qu'il en soit, au début de 1357, leur pouvoir s'exerçait déjà sur la bande côtière allant de Chrysoupolis à Anaktoropolis et sur l'île de Thasos. Cette année-là, ils se rendirent à Constantinople afin d'obtenir de Jean V la confirmation par chrysobulle de l'ensemble de leurs conquêtes⁸⁷. Peu après l'obtention de ce chrysobulle, Alexios et Iôannès furent promus dans la hiérarchie aulique respectivement au rang de *mégas stratopédarchès* et de *mégas primmikérios*⁸⁸.

Au cours de l'année 1358, les troupes des Alexioi avançaient déjà vers l'intérieur de la région, en amont des cours du Strymon et de l'Angitès. En août de cette année, l'aristocrate Anna Tornikina établit un acte en faveur des deux frères, dans lequel elle les félicite pour leurs victoires et espère qu'ils se rendront bientôt maîtres du bassin de l'Angitès, où elle possédait son ancien domaine dotal de Beltzista, qui lui avait été enlevé lors de la conquête serbe. Anna promettait aux deux frères de faire don de la moitié du bien au monastère qu'ils avaient fondé à l'Athos (le Pantokratôr) s'ils s'emparaient effectivement de la région⁸⁹. Toutefois, il est probable que les troupes des deux frères n'atteignirent jamais le cours de l'Angitès. Leur juridiction devait s'arrêter à l'époque à Chantax, où on les voit agir en tant qu'autorités locales dans un conflit opposant les monastères de Zographou et Chilandar au sujet de quelques moulins⁹⁰.

84. KANTAKOUZÈNOS IV § 17 ; III, p. 114-115.

85. OIKONOMIDÈS, Patronage, p. 106.

86. Sur le conflit entre Matthaios Kantakouzènos et le César Vojhna, voir ESTANGÜI GÓMEZ, La région de Christoupolis.

87. Outre le chrysobulle de Jean V leur accordant la possession de Chrysoupolis, d'Anaktoropolis et de Thasos, les frères Alexios et Iôannès obtinrent la confirmation par l'empereur et le patriarche Kallistos I^{er} de leur acquisition d'un *kellion* au Mont Athos, premier pas vers la fondation sur la Sainte Montagne de leur monastère dédié au Pantokratôr : *Pantocrator*, nos 4 et 5 (avril 1357).

88. Alexios porte pour la première fois le titre de *mégas stratopédarchès* et Iôannès celui de *mégas primmikérios* dans un acte de juin 1357 en faveur du monastère de Lavra (*Lavra* III, n° 137). Cette promotion avait eu lieu entre le mois de mars, date d'un chrysobulle dans lequel Alexios est encore dit *mégas primmikérios* et Iôannès *prôtosébastos*, et le mois de juin.

89. *Saint-Pantéléémôn*, n° 12.

90. Voir OIKONOMIDÈS, Patronage, p. 107, et PETIT, *Actes de Chilandar*, n° 157 de novembre 1378. Sur le conflit qui opposa Chilandar et Zographou au sujet des moulins de Chantax, voir LAIOU, SIMON, Eine Geschichte von Mühlen.

L'hypothèse d'Ostrogorsky selon laquelle la rencontre entre Jean V et Uglješa dut avoir lieu vers 1358 ou peu après découle donc de cette chronologie de l'avancée militaire des deux frères dans la région de Chrysoupolis. Toutefois, cette datation n'explique pas pourquoi les moines de Chilandar auraient sollicité en 1358 de l'empereur byzantin une nouvelle version du chrysobulle de 1353, confirmant leur possession sur le village de Potholènos, situé près de Serrès, et sur d'autres biens en Chalcidique et dans la vallée du Strymon, car on a vu que la juridiction byzantine était à l'époque limitée à Thessalonique et à la bande côtière entre Chrysoupolis et Anaktoropolis. Le reste de la région se trouvait en revanche sous l'autorité directe de la moniale Jelisaveta et de son fils, le tsar de Skopje, Étienne Uroš V, comme le montrent les actes délivrés entre 1355 et 1365 en faveur des monastères athonites⁹¹. Aucun indice d'un rétablissement de la souveraineté byzantine n'est au contraire attesté pour ces territoires à cette époque, ce qui rend peu probable la datation de 1358.

En revanche, j'aimerais attirer l'attention sur le fait que la date de septembre 1365 que porte ce faux diplomatique est la même que celle de deux autres actes de Jean V aujourd'hui conservés dans les archives de l'Athos. Comme l'acte *Chilandar* n° 150, il s'agit de deux documents confirmant la possession de moines sur leurs biens fonciers en Macédoine : un autre chrysobulle délivré en faveur de Chilandar, relatif aux droits de ce monastère sur Potholènos, près de Serrès, et sur le domaine de Lignon, à Kalamaria⁹², et un chrysobulle pour Lavra concernant la commune de Bernarou, située aussi dans la région de Serrès⁹³. L'existence de ces deux autres documents impériaux, portant la même date et d'un contenu similaire à celui du faux diplomatique pour Chilandar, constitue un premier indice en faveur de l'authenticité de la date de septembre 1365.

Le fait d'avoir conservé trois chrysobulles impériaux datant de septembre 1365 et relatifs à des biens en Macédoine n'en est pas moins troublant, car il impliquerait que l'empereur byzantin avait récupéré l'autorité sur la région⁹⁴. Or aucune source ne parle d'une restauration byzantine en Macédoine vers 1365 et tout semble indiquer que la région resta sous l'autorité serbe jusqu'au lendemain de la bataille de la Maritza (septembre 1371). Il reste néanmoins la mention de cette rencontre entre Jean V et Uglješa, qui pourrait avoir impliqué des changements politiques dans la région à cette époque.

91. En particulier, un chrysobulle du tsar Uroš V, daté de 1360/1361 et confirmant la possession de l'un des biens mentionnés dans le « faux diplomatique » de Jean V de 1353, Ptéléa dans la région du Strymon : KORABLEV, *Chilandar slave*, n° 53. Pour l'identification de ce bien, voir ŽIVOJINOVIĆ, *Le domaine de Chilandar*, p. 23.

92. PETIT, *Actes de Chilandar*, n° 149.

93. *Lavra* III, n° 142.

94. Un acte délivré par le conseil de l'Athos (Prôtaton) du mois de novembre 1366 mentionne une ordonnance de l'empereur « *kyr* Iôannès Palaiologos », c'est-à-dire Jean V, relative à une affaire qui opposait les moines de Chilandar à ceux de Zographou au sujet de quelques moulins situés dans le cours du Chantax : *Chilandar*, n° 152, l. 23-24. L'ordonnance de l'empereur byzantin confirmait la décision du Prôtaton et interdisait aux moines de Zographou de faire appel, ce qui constitue une preuve supplémentaire d'un rétablissement de l'autorité byzantine sur la région du bas Strymon.

c) *Un traité inconnu entre Jovan Uglješa et l'empereur Jean V (septembre 1365).
Un siège serbe de Thessalonique*

Un séjour de l'empereur Jean V en Macédoine dans la seconde moitié de l'année 1365 peut aussi être confirmé par le contenu d'un autre document athonite, établi en octobre 1366 en faveur de Vatopédi par l'aristocrate Michaël Synadènos Astras⁹⁵, fils du *mégas stratopédarchès* Géorgios Synadènos Astras. Par cet acte, Michaël Astras restituait aux moines de Vatopédi certains biens qui leur avaient été confisqués par son père à l'époque où celui-ci était gouverneur de Lemnos. Michaël explique que son père avait déjà eu l'intention de restituer ces biens de son vivant, puisqu'il en avait fait la promesse devant l'empereur Jean V et en présence des moines de Vatopédi et du hiéromoine Grégorios Stylitès, mais qu'il n'avait pas eu le temps de le faire, parce qu'il était mort peu après⁹⁶.

L'allusion à la mort d'Astras, qui survint à Thessalonique vers l'automne 1365⁹⁷, fournit la date approximative de cette promesse. La rencontre eut très certainement lieu à Thessalonique, car Astras était à l'époque gouverneur de cette ville. On sait par la correspondance de Kydônès qu'il fut nommé à ce poste vers le printemps ou l'été 1365 et qu'il se rendit en Macédoine directement depuis l'île de Lemnos, sans passer par Constantinople. Cette chronologie permet de placer la rencontre entre Astras et Jean V vers l'été 1365, c'est-à-dire à la même époque que l'entretien entre Uglješa et Jean V à Chrysoupolis mentionné dans l'acte *Chilandar* n° 150.

Les circonstances politiques qui déterminèrent Jean V à se rendre en Macédoine durant cette année sont liées à la mort de sa mère, l'impératrice Anne de Savoie, disparue au printemps 1365, et peut-être aussi à une nouvelle menace serbe qui pesait sur Thessalonique. En effet, Kydônès fait allusion dans sa correspondance à la situation difficile dans laquelle se trouvait la capitale de Macédoine à l'époque. Dans une lettre adressée à un ami thessalonicien, qui peut être datée du printemps 1365, Kydônès parle de l'arrivée à Constantinople d'une ambassade envoyée par les citoyens de Thessalonique, apportant la nouvelle de la mort de l'impératrice et des « malheurs » qui menaçaient la ville. Selon cette lettre, les délégués thessaloniciens avaient sollicité l'aide de l'empereur afin de secourir leur cité⁹⁸ ; mais celui-ci, dit Kydônès, était à l'époque occupé à la défense de la capitale de l'Empire, c'est pourquoi il ne pouvait

95. *Vatopédi* II, n° 125. Sur Michaël Astras Synadènos, voir ESTANGÜI GÓMEZ, Théodôra Palaiologina, p. 162 et n. 131.

96. *Vatopédi* II, n° 125, l. 11-14 : ἃ δὴ καὶ ἐνώπιον τῆς κραταιᾶς καὶ ἀγίας βασιλείας αὐτοῦ καὶ τῶν ἐνασκουμένων τῇ μονῇ ταύτῃ μοναχῶν, ἔτι τὲ καὶ τοῦ τιμιωτάτου ἐν ἱερομονάχοις καὶ πνευματικοῦ πατρὸς κυροῦ Γρηγορίου τοῦ ἐπονομαζομένου Στυλίτου, ὑπέσχετο ἀπολύσειν καὶ ἐπανασώσειν τῇ σεβασμῖα ταύτῃ μονῇ, καὶ ἔμελλεν οὕτω ποιῆσειν εἰ μὴ φθάσας ὁ θάνατος ἐκώλυσε τοῦτο.

97. La date de la mort d'Astras peut être établie de manière approximative grâce à la correspondance de Kydônès : voir TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1/1, p. 251.

98. KYDÔNÈS, *Correspondance* I, p. 128-129 (L94/T61). Les envoyés de Thessalonique ont raconté les malheurs que subissait la ville à l'époque (cf. l. 4-5, τῶν τῆς πατρίδος συμφορῶν) et prié l'empereur d'user de son art pour guérir la ville de sa maladie (cf. l. 10-12, εὖ δὲ ἡμῖν ἡ πόλις βεβούλευται πέμψασα πρέσβεις τοὺς ἐροῦντας τῷ βασιλεῖ τὴν τύχην αὐτῆς καὶ δεησομένους, ἧ δι' ἑαυτοῦ παραγενόμενον τῷ νοσήματι χρῆσθαι τῇ τέχνῃ).

se rendre immédiatement en Macédoine⁹⁹. Il avait donc décidé d'y envoyer à sa place son homme de confiance, Géorgios Astras, qui était gouverneur à Lemnos¹⁰⁰. L'arrivée d'Astras à Thessalonique précéda par conséquent l'arrivée de Jean V ; elle doit dater, selon toute vraisemblance, de la fin du printemps ou du début de l'été 1365¹⁰¹.

Les expressions utilisées par Kydônès dans cette lettre pour décrire la situation de Thessalonique à l'époque – « les malheurs de la patrie » ou « la maladie de la ville » – reflètent un contexte de crise¹⁰². Toutefois, Kydônès n'est pas clair quant aux causes exactes de cette crise. Le danger pourrait correspondre à la menace d'une attaque imminente contre Thessalonique. Une pareille menace aurait été surprenante de la part de la veuve de Dušan, qui entretenait de bons rapports avec l'Empire à l'époque¹⁰³, mais elle coïncide en revanche avec l'irruption d'Uglješa sur la scène politique de la région.

Les sources byzantines ont certes gardé un souvenir dans l'ensemble plutôt favorable d'Uglješa, parce que celui-ci devint plus tard un allié de l'Empire¹⁰⁴. Toutefois, on retrouve des allusions à une guerre entre Uglješa et les Byzantins dans d'autres types de sources, par exemple, chez le « continuateur » de la *Vita* de l'archevêque Danilo II, qui dit qu'« Uglješa prenait les pays et les villes grecs »¹⁰⁵, ainsi que dans l'ouvrage *Il regno degli Slavi* (1601) de Mauro Orbini, dans lequel on explique que,

99. Kydônès compare Constantinople à un grand vaisseau : « Il faut s'occuper de surcroît de nos malheurs, sans priver le grand vaisseau de son pilote pour le faire monter dans une barque, puisque, si le grand vaisseau coule, se soucier du reste n'est qu'une folie » (KYDÔNÈS, *Correspondance* I, p. 129¹³⁻¹⁵ [lettre L94/T61]). La menace qui pèse sur Constantinople à l'époque est certainement celle des Turcs qui s'étaient déjà rendus maîtres des alentours de la capitale (cf. *supra*, p. 133-134).
100. Kydônès conseille aux Thessaloniciens de profiter de celui qui sera envoyé à la place de l'empereur, parce qu'il est le plus capable de tirer parti de la situation. Selon Kydônès, « nul n'ignorait qu'Astras était comme un Asclépios pour les maladies des villes » (KYDÔNÈS, *Correspondance* I, p. 129²⁵⁻²⁹ [L94/T61] : ὥστε νῦν μὲν χρῆσθε τῷ μετὰ τὸν βασιλέα δυναμένῳ πράγμασι χρῆσθαι. τοῦτον γὰρ ὑμῖν ἀνθ'ἑαυτοῦ κέκρικεν ἐκεῖνος ἀρκέσαι. πάντως δὲ τὸν Ἀστράν οὐκ ἀγνοεῖς, ὃς Ἀσκληπιός τις εἶναι δοκεῖ νοσήμασι πόλεων, φύσεως μὲν φιλοτιμίᾳ τάγαθὰ τούτων αὔξων, τὰ δὲ λυμαινόμενα τούτοις προσχωρεῖν οὐκ ἔω).
101. La dernière lettre envoyée par Kydônès à Astras lorsque ce dernier était encore à Lemnos doit dater du printemps 1365 (cf. KYDÔNÈS, *Correspondance* I, lettre L96/T60). Il se peut que l'impératrice Anne ait été encore vivante à l'époque, parce que l'érudit ne fait aucune mention du poste vacant de gouverneur de Thessalonique.
102. LOENERTZ, Dèmètrius Cydonès I, p. 62 : « L'impératrice douairière Anne Paléologine (Jeanne de Savoie), mère de Jean V, meurt à Thessalonique. La ville étant menacée par un danger grave... »
103. Rappelons qu'un an plutôt, en juin 1364, le patriarche Kallistos I^{er} était arrivé à Serrès à la tête d'une ambassade ayant pour but le rapprochement entre les Églises serbe et byzantine (cf. *supra*, p. 136).
104. Dans un acte de mars 1368, par exemple, Uglješa déplore l'action politique du défunt tsar Étienne Dušan à l'égard de l'Empire byzantin et reconnaît la suprématie de l'Église byzantine : « Après que Dušan se fut proclamé empereur de la Serbie et de la Romanie, il devint arrogant à cause de l'importance de sa dignité et de la grandeur de son autorité [...] Il a injustement arraché des provinces et des cités à l'empire et, ayant injustement ordonné dans sa terre un faux patriarche, il sépara son peuple du corps de l'Église œcuménique » (SOLOVJEV, MOŠIN, *Grčke povelje*, p. 262-264).
105. BOJOVIĆ, *L'idéologie*, p. 381.

parmi les barons qui s'étaient imposés dans le territoire serbe à la mort du tsar Dušan, Uglješa était le plus puissant et le plus belliqueux, car il « haveva la guerra con la città di Salonicchio »¹⁰⁶. En dépit des justes réserves que suscitent ces sources, en raison par exemple du caractère fort tardif du récit d'Orbini, ces témoignages se font l'écho d'un conflit qui semble avoir existé entre les Serbes d'Uglješa et les Byzantins autour de 1365.

L'arrivée d'Astras à Thessalonique pourrait donc s'être produite alors que se dessinait la perspective d'un siège prolongé de la ville par les Serbes. Or Astras ne resta pas longtemps en poste car il décéda presque aussitôt¹⁰⁷. Avant sa mort, arriva en Macédoine un personnage mystérieux, devenu, selon Kydônès, « l'Hippocrate du corps impérial »¹⁰⁸. Tinnefeld l'a identifié au médecin de l'empereur Jean V, mais je crois que la référence à Hippocrate doit être comprise comme une métaphore pour désigner un autre fonctionnaire qui se serait rendu à Thessalonique afin de prêter assistance à Astras dans sa lutte contre l'ennemi. En effet, le parallélisme entre la médecine et le gouvernement des hommes est fréquent chez Kydônès¹⁰⁹. En outre, cette lettre précise que cet « Hippocrate » fut non seulement l'auteur d'un éloge funèbre d'Astras (que nous n'avons pas conservé), mais qu'il fut aussi le responsable de la « guérison » finale de la ville¹¹⁰. Nous sommes donc bien dans le registre de la métaphore médicale.

Mis à part l'identité de cet « Hippocrate byzantin », la date de son arrivée à Thessalonique, peu avant la mort d'Astras, et son action auprès de celui-ci coïncident avec le séjour de Jean V en Macédoine, vers la fin de l'été 1365. Tout semble indiquer que l'on a affaire ici à une expédition dirigée depuis Constantinople pour mettre Thessalonique en état de défense, afin d'empêcher les Serbes de s'en emparer. La date de l'entretien de Chrysoupolis de septembre 1365 entre l'empereur et Uglješa, fournie par l'acte *Chilandar* n° 150, gagne donc en crédibilité, puisque cette réunion semble

106. M. ORBINI, *Il regno degli Slavi, hoggi corrottamente detti schiavoni*, Pesaro 1601, p. 275. Bien que l'auteur se soit appuyé sur des sources contemporaines, qu'il cite, son œuvre doit être utilisée avec prudence, car Orbini utilise ces sources sans critique préalable.

107. La courte durée du mandat d'Astras à Thessalonique est signalée par Kydônès dans une lettre adressée à Tarchaneiôtès, habitant de Thessalonique. Voir KYDÔNÈS, *Correspondance* I, p. 136⁵⁶⁻⁵⁷ (lettre L98/T64) : οἶμαι δέ σε καὶ τῶν τῆς ἀρχῆς αὐτοῦ προοιμίων καλῶν πειραθῆναι.

108. KYDÔNÈS, *Correspondance* I, p. 137⁹ (lettre L100/T65) : Ἱπποκράτους τῷ βασιλικῷ γενόμενος σώματι.

109. On a déjà vu qu'Astras était, aux dires de Kydônès, comme un Asclépios contre les maladies des villes. L'empereur Jean Kantakouzénos apparaît aussi sous les traits d'Hippocrate, dans une lettre de 1345 : cf. KYDÔNÈS, *Correspondance* I, p. 34⁶⁵ (lettre L7/T8). Pour l'emploi des métaphores médicales par Kydônès, voir TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1/1, p. 125, n. 25.

110. Le destinataire, dont l'identité est inconnue, avait quitté Constantinople pour se rendre à Thessalonique (cf. KYDÔNÈS, *Correspondance* I, p. 137⁴⁻⁵, ἀλγῶν ὅτι μοι τὴν ψυχὴν οὐκ ἄρδει τὸ τῆς σῆς φωνῆς ῥεῦμα, χαίρω πάλιν, χαίροντα μὲν ἀκούσας σε τὸν πλοῦν ἡνυκέναι...). D'après Kydônès, il aurait assisté Astras dans la maladie, mais au moment de la mort de celui-ci, il ne se trouvait pas dans la capitale de la Macédoine : était-il en campagne auprès de l'empereur ? Ce n'est qu'après son enterrement, qu'il avait appris la nouvelle de la mort d'Astras et qu'il avait composé une oraison funèbre en son honneur (*ibid.*, l. 12 et suiv.).

avoir entériné la fin des conflits¹¹¹. Il est par ailleurs très vraisemblable que ce fut à cette occasion que Jean V octroya à Uglješa le titre de despote, qu'il porte dans la documentation à partir de cette époque.

La date de septembre 1365 marque en effet un tournant dans l'histoire des relations byzantino-serbes, car plus jamais ensuite les souverains serbes n'élevèrent de prétentions à la titulature impériale et aux prérogatives des souverains de Constantinople¹¹². De plus, on a vu que la date de la rencontre à Chrysoupolis coïncide avec plusieurs actes de l'empereur byzantin relatifs à quelques biens fonciers situés dans la région du Strymon. Cela semble suggérer non seulement la confirmation en Macédoine du *statu quo* qui avait prévalu pendant le règne de la moniale Jelisaveta à Serrès, mais la reconnaissance par Uglješa de la souveraineté, du moins théorique, de Jean V sur ses territoires, car, en acceptant le rang de despote, il renonça à jamais porter les insignes impériaux ou à délivrer des chrysobulles¹¹³. Cela expliquerait en outre pourquoi les moines de l'Athos se firent délivrer à ce moment précis par Jean V des chrysobulles confirmant leurs biens dans la région que dominait Uglješa. Sur le plan de la propriété foncière, la rencontre de Chrysoupolis n'impliqua pas la restitution effective de leurs biens aux anciens propriétaires byzantins – cela n'eut lieu que dans les années 1370 –, mais peut avoir eu des conséquences sur la validité des titres de propriété des Byzantins comme le suggèrent certains documents¹¹⁴. Enfin, la rencontre de Chrysoupolis facilita aussi les négociations en vue de la réconciliation entre les Églises serbe et byzantine¹¹⁵.

111. L'objectif militaire du séjour de Jean V en Macédoine durant l'été 1365 est également suggéré par la mention dans l'acte *Chilandar* n° 150 de la flotte de guerre avec laquelle Jean V était arrivé à Chrysoupolis (cf. *supra*, p. 138). Il convient également de signaler qu'à cette époque les Byzantins reprirent la région de Christoupolis des mains des Serbes (cf. *infra*).

112. Cette tendance avait commencé à se manifester après la mort d'Étienne Dušan en 1355 et sous le règne de sa veuve à Serrès.

113. Les archives de l'Athos ont conservé plusieurs actes de Jovan Uglješa en faveur des monastères, parmi lesquels il y a un chrysobulle souscrit par lui en qualité de despote : l'acte de *Vatopédi* III, n° 137. Il a été considéré par les éditeurs comme un original, mais le fait que la souscription soit différente de celle figurant au bas des autres actes originaux du despote permet de douter de son authenticité.

114. Nous possédons plusieurs actes qui rendent compte des transactions foncières réalisées par des Byzantins en Macédoine dans la période postérieure à 1365 : voir par exemple *Vatopédi* II, n° 121 (novembre 1365), et *Docheiariou*, n° 38 (juin 1366). Notons qu'un acte beaucoup plus tardif, de 1414, dit que deux propriétaires byzantins avaient réussi à constituer une exploitation agricole dans la région de Lankada « à l'époque durant laquelle Uglješa était en paix avec [les Byzantins] » : *Vatopédi* III, n° 204, l. 19-20.

115. En 1366, Uglješa envoya à Constantinople une ambassade au sujet de la réconciliation des Églises. Quelques mois plus tard, fin 1366 ou début 1367, le patriarche Philothéos Kokkinos dépêcha Théophanos, métropolite de Nicée, auprès du despote serbe. Cette ambassade remporta un grand succès, car en mars 1368, en présence de Théophanès de Nicée, Uglješa délivra un acte proclamant le retour à l'obédience de Constantinople des métropolitains qui étaient sous sa juridiction : cf. RIGO, Teofane di Nicea, p. 124-125. Cette réconciliation fut proclamée solennellement en mai 1371, à l'occasion d'une nouvelle ambassade du despote serbe à Constantinople sollicitant de l'aide dans la lutte contre les Turcs (cf. *ibid.*, p. 126-127). La réconciliation définitive eut lieu en juin 1375 : voir *infra*, p. 259.

Somme toute, l'issue diplomatique trouvée par l'empereur Jean V à l'imbroglia politique en Macédoine était la plus adaptée aux conditions réelles de l'Empire. Incapable d'assumer financièrement une longue campagne militaire afin de soumettre la région par la force des armes, Jean V avait opté pour une solution d'économie qui lui permettait de conserver Thessalonique et de s'assurer l'alliance d'Uglješa. D'ailleurs, si les Ottomans venaient à progresser en Thrace (ce qui fut effectivement le cas), les forces du despote pourraient s'avérer hautement utiles pour l'Empire, s'interposant entre cet ennemi redoutable et les dernières possessions byzantines en Macédoine. De ce point de vue, l'accord conclu à Chrysoupolis avec Uglješa ne différait guère d'autres ententes passées entre Byzance et certains seigneurs de la guerre qui s'étaient taillé des principautés indépendantes dans les Balkans, en vue de combattre les Turcs avec leur aide.

Des « principautés byzantines » en marge de l'Empire

On a vu qu'au cours de la période de la deuxième guerre civile, quelques entités politiques que l'on pourrait qualifier de « seigneuries » ou de « principautés » s'étaient consolidées en marge de l'Empire. C'étaient des territoires commandés par des hommes d'armes, des aventuriers qui, à la faveur des troubles provoqués par la guerre, s'étaient affranchis de l'autorité de l'État (qu'il s'agisse de l'Empire byzantin ou des États serbe ou bulgare). Même si la plupart d'entre eux avaient disparu après l'arrivée au pouvoir de Jean VI en 1347 (ce fut le cas par exemple du Serbe Momčilo, qui mourut pendant l'assaut d'une ville de Thrace¹¹⁶), quelques-uns survécurent au conflit et réussirent à renforcer leurs positions.

L'Empire byzantin, faisant preuve de sa traditionnelle *Realpolitik*, tira profit de la situation et passa des accords avec ces « principautés ». En échange de leur allégeance, l'empereur accordait à ces chefs des titres auliques et la main d'une princesse byzantine. Certes, ces alliances ne donnaient aucune autorité concrète à l'empereur sur ces territoires, mais elles s'avérèrent utiles pour préserver les frontières des attaques des ennemis, en particulier des Ottomans, et pour maintenir le prestige du souverain constantinopolitain.

Le cas probablement le plus représentatif de ces « principautés byzantines » est celui des frères appelés Alexioi, dont on a déjà retracé la carrière, leur arrivée en Europe depuis la Bithynie et la conquête de la côte de l'Égée entre Chrysoupolis et Anaktopolis, ainsi que de l'île voisine de Thasos. En échange de leur allégeance, l'empereur Jean V leur avait reconnu par chrysobulle la possession héréditaire des territoires qu'ils avaient conquis et leur avait accordé des titres auliques (1357). Deux actes athonites révèlent également que l'un des frères avait épousé une femme issue de la haute aristocratie byzantine, Anna Asanina Kontostéphanina¹¹⁷.

En 1374, le dernier survivant des deux frères, le *mégas primmikèrios* Iôannès, déclarait qu'il détenait la ville de Christoupolis (aujourd'hui Kavala) en vertu d'une *proskairos archè*, c'est-à-dire d'un « pouvoir temporaire »¹¹⁸. L'expression a fait couler

116. Cf. *supra*, p. 62.

117. *Pantocrator*, n° 9 (1374), et *Vatopédi* II, n° 141 (1374).

118. *Pantocrator*, n° 9, l. 17 : *ὑπάρχουμεν εἰς τὸν παρόντα τόπον [Christoupolis] ἔχοντες τὴν πρόσκαιρον ταύτην ἀρχήν.*

de l'encre et la plupart des historiens se sont accordés sur le fait qu'il s'agissait de la concession par l'empereur de l'autorité sur un territoire à titre viager¹¹⁹. En d'autres termes, le *mégas primmikèrios* Iôannès gouvernait Christoupolis en qualité de simple représentant de Jean V, sa vie durant, et non pas en tant que seigneur de plein droit, comme c'était le cas pour les forteresses de Chrysoupolis, Anaktoropolis et l'île de Thasos¹²⁰. Il se peut même qu'aux côtés du *mégas primmikèrios*, le gouvernement de Constantinople ait nommé là un fonctionnaire impérial représentant l'Empereur¹²¹.

Il est en effet important de faire la distinction entre les deux types d'autorité exercés par le *mégas primmikèrios* Iôannès, d'une part sur Christoupolis et d'autre part sur Chrysoupolis, Anaktoropolis et Thasos, la première ville étant absente de la liste des territoires accordés en pleine propriété par Jean V en 1357 avec le droit de les transmettre héréditairement. La raison en était certainement qu'à cette époque, c'est-à-dire vers 1357, Christoupolis était encore aux mains des Serbes¹²² et qu'elle ne fut récupérée que vers 1364, grâce sans doute aux faits d'armes des frères Alexioi, qui sont qualifiés dans un acte synodal d'août 1365 de « seigneurs qui gouvernent à Christoupolis »¹²³. C'était à l'époque où Jean V s'était rendu en Macédoine à bord de la flotte de guerre et avait réussi à consolider son autorité dans la région du bas Strymon. Il paraît en effet probable que la cession aux Alexioi de la *proskairos archè* sur Christoupolis soit contemporaine de cette expédition.

119. OIKONOMIDÈS, Patronage, p. 107-108 ; GANCHOU, Autonomie locale, p. 369-370 ; et ESTANGÜI GÓMEZ, Théodôra Palaiologina, p. 156, n. 112.

120. Dans l'acte *Pantocrator*, n° 9 (1374), le *mégas primmikèrios* rappelle qu'il possédait la forteresse de Chrysoupolis à titre héréditaire en vertu d'un chrysobulle de l'empereur et qu'il pouvait disposer à son gré des biens qui s'y trouvaient : ἐπεὶ ἡ Χρυσούπολις τὸ φρούριον διὰ θεοῦ καὶ προσκυνητοῦ χρυσοβούλλου τοῦ κραταιοῦ καὶ ἀγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ βασιλέως ἐδόθη ἡμῖν κατὰ λόγον γονικότητος, ὥστε ἔχειν ἡμᾶς ἐπ' ἀδείας ποιεῖν ἐν τοῖς προγενομένοις ἡμῖν ἐν ταύτῃ κτήμασιν ὅσα καὶ βουλόμεθα (l. 7-8).

121. Deux actes athonites de 1378 attestent la présence de Michaël Synadènos Astras, *theios* d'Andronic IV, comme représentant de cet empereur à Christoupolis aux côtés du *mégas primmikèrios* Iôannès : ESTANGÜI GÓMEZ, Théodôra Palaiologina, p. 168, n. 146 (avec renvoi aux sources). À Ainos, qui était tombée sous l'autorité d'un certain Iôannès Libadarios après une révolte du *dèmos* en 1356, on connaît la présence d'un fonctionnaire impérial, l'ἐπὶ τοῦ κανικλείου Manouël Angélos. Selon GANCHOU, Autonomie locale, p. 370, c'était aussi en vertu d'une *proskairos archè* que Libadarios gouvernait Ainos.

122. Sur la conquête serbe de Christoupolis et sa reconquête ultérieure par les Byzantins, voir ESTANGÜI GÓMEZ, La région de Christoupolis.

123. OIKONOMIDÈS, Patronage, p. 107-108. En été 1364, les frères Alexioi sollicitèrent du patriarche Kallistos I^{er}, qui passa par la région lors de son ambassade à Serrès (*supra*, p. 136), la nomination de Pétros, évêque de Polystylos, comme métropolite de Christoupolis. C'est la preuve que la ville était déjà entre leurs mains (la date « été 1364 » découle de la nouvelle datation du voyage de Kallistos I^{er} à Serrès démontrée par GJUZELEV, Der letzte bulgarisch-byzantinische Krieg). L'acte d'août 1365, dans lequel les Alexioi sont qualifiés de « seigneurs qui gouvernent à Christoupolis » (ἄρχοντες οἵτινες ἄρχουσι τῆς Χριστοπόλεως) émane du patriarche Philothéos Kokkinos : MM I, p. 475-476 ; voir aussi DARROUZÈS, Regestes V, n° 2501.

La région demeura aux mains des Alexioi jusqu'à la seconde moitié de la décennie 1380, lorsque les Ottomans se rendirent maîtres de la totalité de la Macédoine. Le *mégas stratopédarchès* Alexios finit vraisemblablement ses jours dans le monastère du Pantokratôr, dont son frère et lui-même avaient été les fondateurs¹²⁴.

L'empereur adopta des solutions politiques comparables dans d'autres contrées : au nord, on a évoqué l'alliance avec le Bulgare Dobrotitza, à qui Jean V conféra le titre de despote et dont la fille devait épouser le despote Michaël Palaiologos ; au sud, sur l'embouchure de la Maritza, l'Empire aurait aussi consenti à ce qu'un rebelle, un certain Iôannès Libadarios, commandât l'important port d'Ainos. On peut certainement ajouter à cette liste la seigneurie du Serbe Uglješa, à qui l'on a vu que Jean V semble avoir accordé le titre de despote en septembre 1365. Enfin, l'Empire délégua aussi la souveraineté sur plusieurs îles et cités côtières à quelques capitaines de fortune : en 1358, Jean V conféra au Byzantin Léôn Kalothêtos, qui tenait le port de Vieille Phocée, le titre de *panhypersébastos*. Plus significative encore par ses conséquences pour l'histoire de l'Empire fut la concession de l'île de Lesbos au Génois Francesco Gattilusio.

Ce fut son rôle déterminant dans la reprise du pouvoir par Jean V à Constantinople en décembre 1354 qui valut à Gattilusio la concession de Lesbos, ainsi que la main de la propre sœur de l'empereur, Maria Palaiologina¹²⁵. Ses descendants gouvernèrent l'île de Lesbos jusqu'au lendemain de la chute de Constantinople en 1453 et étendirent en outre leur domination sur d'autres territoires de l'Empire, comme le port d'Ainos vers 1382 et les îles de Samothrace et d'Imbros dans la première moitié du xv^e siècle ou peu après¹²⁶. Leur comportement vis-à-vis de l'Empire a fait néanmoins l'objet d'interprétations contradictoires ; certains ont vu dans les Gattilusio de véritables rivaux politiques du pouvoir constantinopolitain, d'autres ont plutôt reconnu en eux ses alliés fidèles¹²⁷. En réalité, le cas des Gattilusio de Lesbos ne diffère guère de celui

124. L'emplacement des tombeaux des frères Alexioi est encore aujourd'hui visible dans le *katholikon* du monastère.

125. G. T. DENNIS, *The Short Chronicle of Lesbos, 1355-1428*, *Lesbiaka* 5, 1965, p. 123-142 (= ID., *Byzantium and the Franks, 1350-1420*, Londres 1982 [Variorum Collected Studies Series 150], I, p. 3-22), ici p. 128-129 [p. 8-9] (avec renvoi aux autres sources). Sur Francesco I^{er} Gattilusio, voir aussi *PLP* 16888.

126. Nicolò I^{er} Gattilusio est attesté comme seigneur d'Ainos en 1384 par la chronique dite de Lesbos (DENNIS, *Chronicle of Lesbos*, p. 15), mais deux lettres de Kydônès le montrent déjà en possession de cette ville depuis au moins 1382 (TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1/1, p. 195-199). Sur la domination des Gattilusio sur les îles d'Imbros et de Samothrace, voir GANCHOU, Hélène Notara Gateliousaina, p. 142, n. 3, et *infra*, p. 274, n. 703. Ajoutons qu'en décembre 1383, Andronic IV, à l'époque gouverneur de la côte de la mer de Marmara, délivra un *prostagma* en faveur de Lavra, concernant les biens du monastère situés dans les alentours d'Ainos : *Lavra* III, n° 166. Cet acte mentionne les gouverneurs (κεφαλαιτικεύοντες) d'Ainos, mais rien n'indique que la ville échappait alors à la souveraineté byzantine. Pour la datation de cet acte, longtemps controversée, voir la démonstration conduite par Svoronos dans *Lavra* IV, p. 123, n. 410.

127. C. ASDRACHA, Les prétentions politiques de Palamède Gattilusio (1409-1455), seigneur d'Ainos, d'Imbros et de Samothrace, dans *Oriente e Occidente tra Medioevo ed Età Moderna. Studi in onore di Geo Pistarino*, t. 1, Gênes 1997, p. 41-45, a interprété l'attitude des Gattilusio à l'égard de l'Empire comme une preuve de leur volonté de s'en affranchir politiquement et de revendiquer une pleine souveraineté dans les territoires qui étaient sous leur domination.

des autres seigneuries qui s'étaient créées à cette époque aux marges de l'Empire. Leur allégeance envers l'Empereur « est clairement démontrée par l'ostentation avec laquelle les Gattiluso manifestent au ^{xv}^e siècle leurs liens avec les Paléologues par le biais de leurs monnaies, blasons, inscriptions, et jusque dans leur vocabulaire administratif¹²⁸ ». Les Gattiluso épousèrent plusieurs membres de la dynastie impériale et acceptèrent la présence de fonctionnaires impériaux à leurs côtés. Les territoires sous leur domination étaient considérés par les contemporains byzantins comme faisant effectivement partie de l'Empire et, à leurs yeux, ce ne fut qu'en tant que représentants de Constantinople qu'ils y gouvernèrent¹²⁹.

La période allant de la fin du ^{xiv}^e siècle à la prise de Constantinople par les Ottomans en 1453 connaît d'autres exemples de seigneuries ou de « principautés » qui faisaient ainsi partie du cercle politique de l'Empire. Il ne s'agit pas d'en dresser ici la liste complète. L'essentiel est de voir comment leur examen démontre que le déclin politique de l'Empire n'avait pas bouleversé l'ordre de préséance dont le sommet était Constantinople, mais au contraire l'avait plutôt renforcé. En effet, contrairement à la première moitié du ^{xiv}^e siècle, lorsque certains souverains slaves et latins avaient remis en cause la primauté byzantine, l'époque de la conquête ottomane des Balkans ne connaît plus aucune contestation de l'autorité impériale. Il faut tenir compte de cette prééminence, car elle fut primordiale dans l'action politique des empereurs byzantins de cette époque et – à la fin – pratiquement leur dernier atout pour s'opposer à l'avancée turque.

2. LA FORTIFICATION DU TERRITOIRE

La rapide détérioration aux frontières de l'Empire durant la deuxième guerre civile entraîna une situation de forte instabilité dans les campagnes byzantines. Les dévastations provoquées par le passage des armées et les raids des ennemis avaient conduit à l'abandon des champs et à la fuite des paysans. Or, au lendemain de la guerre civile, la situation ne s'améliora guère : la prise de Gallipoli en 1354, la pénétration des Ottomans en Thrace, ainsi que l'intensification des attaques pirates contre les côtes contribuèrent à accentuer le climat d'insécurité en milieu rural, empêchant tout effort pour restaurer l'appareil de production agricole.

GANCHOV, Hélène Notara Gateliousaina, p. 152, n. 48, a contesté cette interprétation, mettant à profit un passage de la chronique de Kritoboulos qui témoigne de la présence des délégués de l'empereur de Constantinople dans les îles tenues par les Gattiluso (KRITOBOULOS, p. 85²⁸-86²).

128. GANCHOV, Hélène Notara Gateliousaina, p. 152, n. 48. Sur les monnaies des Gattiluso, voir S. ΚΟΦΟΠΟΥΛΟΣ, A. ΜΑΖΑΡΑΚΗΣ, *I Gattiluso: revisioni genealogiche et numismatiche*, dans *Πρακτικά συνεδρίου. Οι Γατελούζοι της Λέσβου*, Athènes 1996 (Μεσαιωνικά τετράδια 1), p. 399-434.

129. À l'occasion de la disparition de Francesco I^{er} en août 1384, Kydônès écrivit à son ami Radénos à Thessalonique pour lui faire part de la mauvaise nouvelle. Dans sa lettre, Kydônès fait l'éloge du défunt et exprime ses craintes sur le plan politique : « Maintenant [c'est-à-dire après la mort de Francesco] ont poussé un soupir de soulagement Turcs, Syriens, Phéniciens et les Barbares qui habitent près des bouches du Nil et que la crainte qu'ils avaient de lui et qu'ils portaient dans leur cœur empêchait de dormir... » (KYDÔNÈS, *Correspondance II*, n° 273, p. 192⁴⁰⁻⁴³ ; voir aussi TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 3, n° 284, p. 158-161).

Afin d'éviter que les dernières villes et provinces byzantines ne tombent entre les mains des ennemis, le gouvernement impérial prit des mesures pour fortifier le territoire. Ces travaux consistaient non seulement dans la réfection des anciennes enceintes urbaines, mais aussi dans la construction de nouvelles fortifications dans les campagnes, dont les exemples les plus connus furent les deux grands murs élevés dans la première moitié du ^{xv}^e siècle pour protéger les accès du Péloponnèse et de la presqu'île de Kassandreia en Chalcidique. Ils sont certes les plus représentatifs, mais ils ne sont pas les seuls ; avant ces deux grands projets, les souverains byzantins avaient déjà entamé de nombreux travaux de fortifications. La plupart étaient des tours qui devaient procurer une protection aux communautés rurales et constituaient un endroit sûr où stocker la production agricole. Ces bâtiments seront au cœur de notre analyse dans les pages qui suivent ; nous réservons un chapitre à part – dans le cadre de l'étude de la reprise économique du début du ^{xv}^e siècle – à la construction de l'Hexamilion et de la muraille de Pallènè à Kassandreia.

La défense de la Thrace et les conséquences du tremblement de terre de 1354

La conquête de la Thrace par les Ottomans, au lendemain de la prise de Gallipoli en mars 1354, fut, on l'a vu, assez rapide. Pourtant, les campagnes de Thrace étaient maillées d'un réseau dense de forteresses et de villes bien fortifiées. Des tours et des châteaux servaient de centres d'exploitation aux grands propriétaires. La forteresse d'Épibatai, près de Sélymbria, et le château de Pythion, près de Didymotique, furent utilisés par exemple comme « coffre-fort » par les grands lignages de l'Empire. Ce réseau se complétait par des bourgs fortifiés plus modestes, situés le long des principaux axes de communication reliant Constantinople aux centres urbains de la province.

La relative facilité avec laquelle les Ottomans s'emparèrent de la région s'explique en premier lieu par sa géographie, car, excepté le fleuve Ébros (Maritza), aucune barrière naturelle n'empêchait l'envahisseur de parcourir les vastes plaines céréalières du centre. Depuis leur position de Gallipoli, les Ottomans étaient donc libres de ravager le territoire à leur guise. Cela entraîna dans un premier temps la perturbation des voies de communication et, peu après, la chute des villes. En second lieu, on peut également incriminer le mauvais état de conservation des fortifications byzantines, endommagées après le tremblement de terre de 1354. Le port de Gallipoli fut le premier à en subir les conséquences, mais il se peut que d'autres villes situées dans les environs de l'Hellespont aient aussi été frappées¹³⁰. Cela semble avoir été par exemple le cas de l'importante ville portuaire d'Ainos, à l'embouchure de la Maritza.

Une inscription conservée sur les remparts d'Ainos et portant les noms de Iôannès Libadarios et de Manouël Angélos témoigne peut-être de la réfection de ces fortifications dans les années suivant 1356, date à laquelle ces deux personnages sont attestés comme gouverneurs de la ville¹³¹. Or, le besoin de réparer les murailles d'Ainos semble avoir été considéré comme une priorité par le gouvernement de Constantinople dès

130. Bien qu'il soit difficile de mesurer l'intensité de ce tremblement de terre, il faut noter qu'il fut ressenti à Constantinople, comme en témoignent plusieurs sources contemporaines.

131. L'inscription est éditée par ASDRACHA, *Inscriptions de Thrace orientale et Imbros*, n° 28, p. 257-259, photo pl. 110b. Sur le contexte historique, voir GANCHOU, *Autonomie locale* (avec référence aux sources).

le retour au pouvoir de Jean V en 1354, comme suffit à le révéler le choix de Géorgios Synadènos Astras comme gouverneur d'Ainos en 1355.

Astras est en effet une figure centrale dans les efforts de fortification des territoires byzantins au lendemain de la guerre civile. Son rôle dans la construction de tours et de forteresses est bien attesté durant la période de son commandement dans l'île de Lemnos, entre 1359 et 1365¹³². Cet aristocrate avait une formation d'architecte, qu'il avait déjà mise à profit lors des travaux de restauration de Sainte-Sophie de Constantinople en 1346, travaux qu'il continua à diriger sous le règne de Jean VI et qui lui valurent peut-être le poste de gouverneur (*képhalè*) de la capitale¹³³. Il est évident que la chute de Kantakouzènos ne mit nullement un terme à sa carrière, puisqu'il fut aussitôt choisi pour occuper le poste très convoité de gouverneur d'Ainos. Ce sont sans doute ses talents d'architecte qui firent de lui un homme fort du nouveau régime ; Dèmètrios Kydônès l'identifie dans une de ses lettres comme « le meilleur homme » de l'empereur Jean V¹³⁴.

Les travaux de réparation des murailles d'Ainos permirent à ses dirigeants, d'abord byzantins et, à partir de 1382, génois, de résister aux attaques des Turcs jusqu'au lendemain de la chute de Constantinople¹³⁵. Outre la solidité de ses remparts, l'emplacement de cette ville, au bord de la mer, en facilitait la défense car il assurait le ravitaillement de la population par bateau en cas de longs blocus terrestres. Plus généralement, les grandes villes fortifiées situées sur les côtes furent les seules positions qui échappèrent quelque temps à la conquête ottomane¹³⁶.

132. Voir *infra*, p. 155-158.

133. Astras dirigea les travaux de Sainte-Sophie, en collaboration avec l'architecte catalan Joan de Peralta. Sur la formation d'Astras comme architecte, voir KANTAKOUZÈNOS IV § 4 ; III, p. 30¹³ (περὶ οἰκοδομίας ἔχων εὐφυῶς). En 1352, tous deux souscrivirent le traité de paix avec Gênes en qualité de *capitaneis Constantinopoli*, soit gouverneurs de la capitale ; Astras portait à l'époque le titre de *mégas hétairiarchès* (*Liber iurium*, n° 203, col. 606 ; nouv. éd. MAMBRINI, *Libri iurium*, t. 2/3, p. 479-485, n° 315 : *et etiam presentibus magno drogario vigilie domino Iohanne de P(er)alta et magno eteriarcha domino Georgio Astra, familiaribus imperii et nunc existentibus capitaneis Constantinopoli...* [p. 484]). Après l'entrée de Jean V à Constantinople, Peralta, resté fidèle à Kantakouzènos, semble être tombé en disgrâce puisqu'il disparaît des sources. Astras dut en revanche se ranger immédiatement du côté de Jean V : après 1354, les sources le qualifient désormais de *mégas stratopédarchès*, ce qui signifiait à l'époque une promotion du 27^e au 10^e rang dans la hiérarchie aulique (PSEUDO-KÔDINOS, *Traité des Offices*, p. 300). Sur Astras, on consultera en premier lieu TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1/1, p. 250-254, et *PLP* 1598. Les travaux de restauration de Sainte-Sophie s'achevèrent au début du règne de Jean V. Cet empereur se fit représenter dans une mosaïque sous la coupole de la basilique, aujourd'hui disparue mais connue grâce aux dessins des Fossati : cf. C. MANGO, *Materials for the Study of the Mosaics of St. Sophia at Istanbul*, Washington 1962, p. 67 et suiv. Sur cette mosaïque, voir aussi M. DELLA VALLE, *Committenza artistica e produzione di codici al tempo di Anna Paleologina (1345-1365 ca)*, *Rivista dell'Istituto Nazionale d'Archeologiae Storia dell'Arte* (3^e série) 19-20, 1996-1997, p. 424-425, qui suppose l'existence, en face du portrait de Jean V, d'une autre mosaïque représentant sa mère, Anne de Savoie.

134. KYDÔNÈS, *Correspondance* I, n° 94, p. 128-129, en particulier p. 129²⁵ (τῷ μετὰ τὸν βασιλέα δυναμένῳ πράγμασι χρῆσθαι) ; voir aussi TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1/2, n° 61, p. 169-170.

135. Sur la prise d'Ainos en 1456, voir GANCHOU, Hélène Notara Gateliousaina.

136. Quelques grandes villes situées à l'intérieur, Andrinople et Didymotique, résistèrent un peu plus que d'autres aux attaques ottomanes grâce à leurs solides fortifications. Une inscription

Le réseau des villes situées le long de la côte de la mer de Marmara contribuait aussi à la défense de Constantinople¹³⁷. Sélymbria était la plus importante de ces villes. Elle avait été fondée sur une colline escarpée, près d'un port naturel. Sa localisation faisait d'elle l'avant-poste de la capitale, ce qui explique l'intérêt que les empereurs avaient toujours porté à l'état de ses fortifications. Au VI^e siècle, Justinien avait entrepris des travaux importants afin d'améliorer son appareil défensif. Après la Quatrième croisade, ce fut l'une des rares villes de Thrace qui échappa à la domination bulgare, ce qui prouve le bon état de ses remparts à l'époque. La ville joua aussi un rôle important dans la deuxième guerre civile et fut assiégée par les armées des deux partis¹³⁸.

Sous le règne de Jean V, les fortifications de Sélymbria firent l'objet de travaux de réparation. Un *encomium* rédigé en l'honneur de saint Agathonikos par le métropolite Philothéos de Sélymbria (ca 1365-ca 1389) parle de travaux de fortification dans cette ville, afin d'assurer la défense contre les attaques des « Agarènes » (c'est-à-dire des Turcs)¹³⁹. Le texte mentionne la vente des objets sacrés de la métropole pour subvenir aux dépenses occasionnées par ces travaux¹⁴⁰. L'*encomium* a été daté par son éditeur, Paul Magdalino, de peu avant 1381¹⁴¹.

Les travaux auxquels fait allusion Philothéos de Sélymbria dateraient donc du troisième quart du XIV^e siècle, soit à l'époque de la conquête d'une grande partie de la Thrace par les Ottomans. Grâce à ses remparts, Sélymbria resta aux Byzantins pendant toute la période. Ses murailles étaient encore impressionnantes lorsque le voyageur anglais John Covel visita la ville à la fin du XVII^e siècle¹⁴².

sur les murs d'Andrinople et portant le nom d'un empereur Jean pourrait témoigner de travaux de fortification sous le règne de Jean VI, selon l'hypothèse d'ASDRACHA, *Inscriptions de Thrace orientale et Imbros*, n° 15.

137. Sur les fortifications de Constantinople, voir en premier lieu N. ASUTAY-EFFENBERGER, *The Land Walls of Constantinople. Studies in the History of their Topography and Construction*, Berlin 2007. Sur les travaux de restauration des murailles de Constantinople à l'époque envisagée, voir K.-P. MATSCHKE, *Builders and Building in Late Byzantine Constantinople*, dans *Byzantine Constantinople. Monuments, Topography and Everyday Life*, éd. N. NECIPOĞLU, Leyde 2001 (*The Medieval Mediterranean* 33), p. 315-328.
138. Pour un aperçu plus détaillé de l'histoire de Sélymbria, voir S. EYICE, *Alexis Apocauque et l'église byzantine de Sélymbria (Silivri)*, *Byz.* 24, 1964, p. 77-104.
139. Le texte est conservé dans deux manuscrits : *Marcianus* II, 168 (fol. 750r-750v) et *Kamariotissa* 51 (53) (fol. 309r-309v). Il a été édité, traduit et commenté par MAGDALINO, *Selymbria*. Sur Philothéos de Sélymbria, voir *PLP* 29896.
140. MAGDALINO, *Selymbria*, p. 311, l. 35-37 : καὶ μάλιστα περὶ θεῶν ἱερῶν ἀργῶν κειμένων παντάπασιν, ὅτι διεπράθησαν δι' ἀνάγκην ὑπὲρ αἰχμαλώτων καὶ τῆς πόλεως, καὶ ὀχύρωμα ἐγεγόνει διὰ τὴν τῶν Ἀγαρηνῶν ἐπιβουλὴν τηνικαῦτα.
141. *Ibid.*, p. 310 : « It was probably written before 1381, since it contains no reference to the Emperor Andronikos IV who resided at Selymbria after that date. »
142. COVEL, *Voyages en Turquie*, p. 43-51. Sur les murs de Sélymbria, voir aussi F. DIRIMTEKIN, *La forteresse byzantine de Sélymbria*, dans *Actes du X^e Congrès international d'Études byzantines, Istanbul 15-21.ix.1955*, Istanbul 1957, p. 127-129.

Les villes de la côte de la mer de Marmara donnaient aux Byzantins la capacité de contrôler une bande de terre allant de Panidos jusqu'à Constantinople, mais dont la profondeur devait toutefois être assez réduite¹⁴³. Dans ce territoire, quelques grands propriétaires firent à cette époque bâtir (ou restaurer) des tours pour assurer la sécurité de leurs domaines : ce fut par exemple le cas du patriarchat qui ordonna la construction d'une tour dans son village d'Oikouménon¹⁴⁴. Plus proche de Constantinople, quelques châteaux protégeaient la banlieue de la capitale. Il y avait alors à l'époque des maisons, des entrepôts marchands et même des institutions religieuses situés près de la Corne d'Or, en dehors des murailles¹⁴⁵. À peine à 2 km vers l'intérieur, l'État avait fait bâtir une forteresse appelée Koutoulos¹⁴⁶. Ce château joua un rôle important dans la défense de l'arrière-pays de la capitale ; peu avant 1401, lors du premier siège ottoman de Constantinople, il tomba aux mains de Bayezid I^{er}¹⁴⁷. Il revint sous l'autorité byzantine au début du xv^e siècle, après le traité de Gallipoli (1403)¹⁴⁸. Il servait peut-être à délimiter la frontière occidentale entre Byzantins et Ottomans¹⁴⁹.

C'était la possession de ces places fortes et de ces forteresses qui rendait effective la domination byzantine sur son territoire en Thrace. Une description d'un auteur latin anonyme datant de l'an 1437 rend compte de la situation précaire du contrôle impérial sur les alentours de Constantinople. Elle précise que depuis Constantinople les Byzantins contrôlaient en temps de paix un territoire qui pouvait être parcouru à cheval en huit jours dans sa longueur et en deux jours à peine dans sa largeur, mais qu'en temps de guerre les Byzantins ne possédaient que les villes et les « forteresses maritimes », puisque les Turcs occupaient le reste du pays¹⁵⁰.

143. Parmi ces villes figurait Héraclée de Thrace, dont la citadelle est située sur une presqu'île, protégée par une haute falaise du côté de la mer (voir COVEL, *Voyages en Turquie*, p. 121).

144. MM II, n° 364, p. 61-64 : τὸν πύργον, ὡς ἔχειν σήμερον, οἰκοδομῆσαι (p. 63, l. 1). Voir aussi, MITSIOU, Administration.

145. Des maisons à louer et un entrepôt de blé situés en dehors des murailles de Constantinople, près du rivage de la Corne d'Or, sont mentionnés dans un acte de 1342 (*Lavra* III, n° 123). Plus au sud, près de la Porte Dorée, mais toujours à l'extérieur des murs, se trouvait le célèbre sanctuaire de la Zôodochos Pègè (cf. JANIN, *Constantinople*, p. 223-228).

146. Koutoulos est sans doute l'actuel Kurtulus, un quartier d'Istanbul. Sur cette forteresse, voir TIB 12, p. 482.

147. IORGA, *Notes et extraits*, t. 1, p. 71 : [7 décembre, 1401] *ipse testis fuit missus in Grecia, ad quoddam castrum positum in Grecia, quod erat tunc Turchorum, vocatum Coto*. Voir aussi MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, p. 77.

148. SPHRANTZÈS VII § 2, p. 16⁵.

149. Cf. BARKER, *Manuel II*, p. 352, n. 99. En effet, en 1403, Clavijo dit que de Constantinople au territoire turc « ha muy poco [...] no más de tres millas » (CLAVIJO, p. 146). La tour que Clavijo appelle « de la Trapea » (*ibid.*, p. 150) avait été bâtie par les Génois au bord de la mer pour protéger Péra : cf. BALARD, *La Romanie génoise*, t. 1, p. 192.

150. LAMPROS, Ὑπόμνημα, *Néos Hell.* 7, 1910 p. 362 : *Post Constantinopolim in parte occidentali Greci non dominantur in illa parte, nisi spacium terre in longitudine octo dierum equestre ambulando et in latitudine duorum dierum vel minus quam terram dominatur imperator Grecorum in pace ad suum libitum, in guerra autem cum infidelibus exceptis aliquibus civitatibus et castris marinis totum ab infidelibus occupatur*. Le territoire sous domination byzantine en Thrace en 1437 était plus ou moins identique à celui de la fin du xiv^e siècle, après la chute d'Andrinople (1368/1369) : cf. *infra*, p. 354.

Malgré les efforts déployés par les Byzantins, les fréquents raids lancés par les Ottomans contre les alentours de la capitale ainsi que le siège dirigé par Bayezid I^{er} (1394-1402) endommagèrent considérablement l'état des fortifications qui en protégeaient l'arrière-pays. Le témoignage de l'ambassadeur castillan González de Clavijo, qui séjourna à Constantinople en novembre 1403, rend compte du mauvais état des places fortes et des tours situées dans les environs de la capitale impériale¹⁵¹.

La volatilité du contrôle byzantin en Thrace affecta l'état de l'agriculture. La proximité des Ottomans et l'absence d'une barrière naturelle entre les deux territoires dut rendre difficile la mise en culture des champs. Cette situation était funeste pour les grands propriétaires et les communautés rurales de la région qui subissaient continuellement les raids des Turcs. D'autres régions de l'Empire étaient plus préservées, comme les îles du nord de l'Égée. Néanmoins, des travaux de fortification furent là aussi entrepris, car leurs habitants devenaient souvent la proie des pirates.

Les travaux de fortification de l'île de Lemnos

La fortification de Lemnos est assez bien connue grâce à la documentation conservée dans les archives athonites. Cette île, dont on a brièvement évoqué l'importance pour l'Empire dès le milieu du xiv^e siècle en raison de sa valeur agricole, avait déjà fait l'objet d'attaques turques dans les années de la deuxième guerre civile. Leurs effets ont pu être dévastateurs, car on relève alors de nombreux dégâts soufferts par les propriétés foncières de l'île¹⁵².

Le modelé de Lemnos n'est pas très accidenté, ce qui favorise certes les activités agricoles, mais laisse aussi le territoire sans aucune défense naturelle face à la piraterie. Les plages de la côte offrent en effet de bonnes conditions pour l'accostage et les plaines de la partie centrale de l'île facilitent les communications. C'est pourquoi, lorsque l'on décida de fortifier l'île, un réseau de tours de guet et de fortifications rurales fut mis en place.

Les travaux de fortification de Lemnos furent entrepris pour la plupart à l'époque du gouvernement du *mégas stratopédarchès* Géorgios Synadènos Astras, dont on a retracé la carrière¹⁵³. Toutefois, quelques initiatives avaient été déjà prises durant

151. CLAVIJO, p. 150 (« Un poco adelante, pasaron cerca de dos castillos que están en dos oteros que están juntos con el mar ; e el un castillo ha nombre Girol de la Grescia e el otro, Girol de la Turquía ; [...] e el de Grecia está despoblado e destruido ; e el de Turquía está poblado ») et p. 151 (« E en la tierra de Grecia e de la Turquía, parecieron acerca del mar muchas iglesias e edificios derrocados »). Les deux châteaux appelés « Girol de la Grescia » et « Girol de la Turquía » sont les deux places fortes de Hiéron, sur les deux rives du Bosphore : cf. *TIB* 12, p. 412-413. Voir aussi MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, p. 79.

152. Voir par exemple l'acte *Lavra* III, n° 127 de 1346, qui dit que « les moines du monastère impérial de Lavra [...] dont les biens [à Lemnos] ont subi de grands dommages, se trouvent dans la gêne... » À la même époque, l'higoumène et les hiéromoines de Lavra s'étaient rendus dans cette île afin d'y constater les dommages subis par leurs biens (*Lavra* III, n° 125). Sur les attaques des pirates contre Lemnos, voir aussi HALDON, *Limnos*, p. 183.

153. La date de l'arrivée d'Astras à Lemnos peut être déterminée avec une certaine précision. Après son éviction d'Ainos (au cours de l'année 1356, cf. GANCHOU, *Autonomie locale*, p. 367-368), il rentra à Constantinople et y demeura quelque temps jusqu'à son départ pour Lemnos : le 8 octobre 1357, il était encore dans la capitale, lorsqu'il signa le renouvellement

la période antérieure¹⁵⁴, en particulier à l'époque de la deuxième guerre civile lorsque fut restauré le château de Kontéas, dans la partie méridionale de l'île. En 1346, l'empereur Jean V avait accordé au monastère de Lavra ce château, appelé à l'époque *palaiokastellon*, c'est-à-dire « château abandonné », avec la terre de Trachysana qui l'entourait et faisait partie d'un domaine (*zeugèlateion*) impérial. L'acte de donation de Jean V dit que les moines devaient remettre le *palaiokastellon* en état et y établir des hommes afin de contribuer à la défense de l'île¹⁵⁵. Cette donation était intervenue à un moment particulièrement délicat de la confrontation entre Jean V et Kantakouzénos, ce qui pourrait suggérer qu'elle représentait un enjeu politique.

Ce fut néanmoins à partir de l'arrivée d'Astras que les travaux de fortification se multiplièrent à Lemnos. Kydônès y fait allusion dans une lettre qu'il lui adressa au début de son mandat (1358/1359) : « Maintenant, tu visites ses ports et tu fais construire des forteresses sur les hauteurs, tu converses avec les constructeurs de bateaux et tu rassembles une armée. Tu rivalises ainsi avec Chypre, et la Sicile, ou devrais-je dire avec la Bretagne, afin de rendre l'île impressionnante¹⁵⁶. » Les allusions de Kydônès à l'érection de forteresses sur des points élevés de l'île et à l'attention portée par Astras aux ports ainsi qu'à la construction de bateaux sont très significatives des efforts de ce dernier pour renforcer la situation de Lemnos¹⁵⁷. Les actes athonites corroborent de leur côté son activité telle qu'elle est évoquée par Kydônès.

de la trêve avec Venise (MM III, p. 126, et *Diplomatarium* II, n° 21, p. 43). Kydônès signale dans une lettre qu'il s'était enfui de Constantinople comme d'une prison, c'est-à-dire en cachette et de façon inattendue (KYDÔNÈS, *Correspondance* I, p. 79⁴ [lettre L46/T44]). Cette affirmation laisse penser que le départ d'Astras pour Lemnos avait surpris même l'entourage de l'empereur. Le premier document délivré par Astras en tant que gouverneur de Lemnos est un acte de donation pour Vatopédi de juillet 1359 (*Vatopédi* II, n° 114) ; toutefois, son arrivée dans l'île doit être antérieure au moins de quelques mois, car cet acte mentionne la fin des travaux de la tour de Moudros, dont la construction avait déjà été ordonnée par Astras. La date de l'entrée en charge d'Astras comme gouverneur de Lemnos doit donc être comprise entre la fin de 1357 et le début de 1359.

154. Outre le *kastron* de Myrina, qui date de la première moitié du XIII^e siècle, on connaît l'existence dans l'île de quelques fortifications antérieures au milieu du XIV^e siècle ; le château de Sphoungaras, près de la baie de Gomatou, est par exemple mentionné dans un *praktikon* de 1284 comme *palaiokastron* (*Lavra* II, n° 73, l. 8 et 28). L'endroit est aujourd'hui connu sous le nom de Mikro Kastelli (cf. HALDON, *Limnos*, p. 202). De plus, la chronique de Marino Sanudo Torsello (*Istoria del Regno di Romania*) indique pour le XIII^e siècle que « questa isola avea molti castelli » (SANUDO, p. 137).

155. *Lavra* III, n° 127, l. 4-8 : εὐεργετηθῶσι τὸ ἐν τῇ νήσῳ Λήμνῳ παλαιοκάστελλον τὸ λεγόμενον τοῦ Κοντέα, μετὰ τῆς περὶ αὐτὸ γῆς τῶν Τραχυσάνων, ἥτις κατελογίζετο πρότερον ὡς ζευγηλατεῖον τῆς βασιλείας μου, καὶ ἀνακτίσωσι καὶ περιποιηθῶσι τὸ τοιοῦτον παλαιοκάστελλον καὶ κατοικίσωσιν ἐν αὐτῷ ἀνθρώπους καὶ εὐρίσκηται τοῦτο εἰς δεφένδευσιν καὶ προσοχὴν καὶ σὺν θεῷ ἀσφάλειαν τῆς τοιαύτης νήσου. Les biens de Lavra à Kontéas ont été recensés en août 1346 (*Lavra* III, n° 126). Sur cette question, voir aussi *Lavra* IV, p. 143-144. Sur Kontéas, voir *TIB* 10, p. 198-199. Les ruines d'une fortification sont encore visibles à 1 km au sud-est de l'actuel village de Kontias, sur un promontoire peu élevé, situé près de la mer. Les dimensions de ces vestiges font penser qu'il devait s'agir d'une forteresse qui servait avant tout de poste de garde de la côte. Un autre château (*kastellion*), appelé Hexadaktylos, est mentionné dans un *praktikon* de 1355 pour Lavra entre Kontéas et la côte (*Lavra* III, n° 136, l. 62).

156. KYDÔNÈS, *Correspondance* II, p. 79⁹⁻¹¹ (lettre L46/T44).

157. Un arsenal semble avoir existé dans l'île dès le début du XI^e siècle : cf. MALAMUT, *Îles*, p. 601.

En juillet 1359, Astras établit un acte en faveur de Vatopédi, par lequel, outre quelques bénéfices fiscaux et la donation d'une terre, il mit le monastère en possession d'une tour qu'il avait fait construire pour protéger le village de Moudros¹⁵⁸. Cette tour était située dans les environs du centre urbain. Sa localisation peut être précisée car des restes en sont encore repérables aujourd'hui. L'acte signale que, tant qu'Astras resterait en poste à Lemnos, la possession de la tour de Moudros devrait être partagée entre lui et le monastère, mais qu'après la fin de son mandat, elle deviendrait l'entière propriété des moines¹⁵⁹. Toutefois, dans un chrysobulle de juillet 1362, à une époque où Astras était encore gouverneur de l'île, la tour de Moudros apparaît déjà comme la propriété des seuls moines, à titre patrimonial (κατὰ λόγον γονικότητος)¹⁶⁰. Il faut donc supposer qu'entre 1359 et 1362, Astras changea les conditions de sa donation et qu'il décida finalement d'abandonner la pleine possession de la tour de Moudros à Vatopédi. Par la suite, les moines poursuivirent les travaux de fortification en accolant à la tour une cour fortifiée à l'intérieur de laquelle ils installèrent des maisons pour les paysans qui travaillaient dans leurs domaines. Ce bâtiment fortifié reçut le nom de *kastellion*¹⁶¹.

Dans un autre chrysobulle de 1362, Jean V accorda à Astras le droit de faire construire une tour dans la presqu'île de Phakos, au sud de l'île, et de lui adjoindre une terre et des droits, afin de constituer un domaine, et ensuite d'en faire don à un monastère de l'Athos pour le salut de son âme¹⁶². La présence de ce chrysobulle dans les archives de Lavra fait supposer qu'Astras fit donation de la tour de Phakos à ce monastère, peut-être peu de temps après, même si aucun acte de Lavra n'en parle par la suite¹⁶³. Notons qu'à la même époque, Kydônès écrivit au gouverneur de Lemnos pour le remercier d'une donation qu'il avait faite à Lavra afin d'intéresser son higoumène à la cause du frère de Kydônès, Prochoros, moine dans ce monastère, qui était en conflit avec une partie de la hiérarchie ecclésiastique en raison de son opposition aux thèses de Palamas¹⁶⁴.

158. *Vatopédi* II, n° 114 : ἀνεγείρω καὶ ἀνοικοδομήσω καὶ πῦργον εἰς ἀσφάλειαν τοῦ ἐκεῖσε χωρίου (l. 25). Le village de Moudros est situé au fond de la baie qui porte son nom, au sud de l'île. Je ne connais aucune source qui parle d'une enceinte l'entourant. Cette tour donnée à Vatopédi constitue, me semble-t-il, son seul appareil défensif. Sur Moudros, voir aussi *TIB* 10, p. 236 (« Mudros »).

159. C'était l'une des clauses de la donation de la tour de Moudros à Vatopédi par Astras : μέχρις ἂν ἐν τοῖς ζῶσι καταλέγωμαι καὶ εὐρίσκωμαι ἐν τῇ Λήμνῳ, ἵνα συνεπεξουσιάζωμεν ἀμφοτέροι, ἐγὼ τὲ καὶ οἱ μοναχοί, τοῦ τοιοῦτου πύργου, καὶ δεσπόζωσιν αὐτοὶ τούτου ὁμοίως ἐμοὶ καὶ ἐγὼ ὁμοίως αὐτοῖς. Ἐπειδὴν δὲ βουλήσῃ Θεοῦ ἢ ἀπὸ τῶν ἐνταῦθα ἐξέλθω καὶ μεταβῶ εἰς ἕτερον τόπον ἢ τὸ χρεὼν λειτουργήσω, ἵνα κατέχωσι τὸν πῦργον οἱ ῥηθέντες μοναχοὶ κατὰ τελείαν δεσποτείαν καὶ κυριότητα (*Vatopédi* II, n° 114, l. 37-40).

160. *Vatopédi* II, n° 118, voir en particulier l. 8-10.

161. *Vatopédi* III, n° 165 (1387), l. 17 : εἰς τὸ χωρίον τὸ Μοῦνδρος πῦργον [...] μετ' αὐλῆς ὡς καστέλλιον.

162. *Lavra* III, n° 141.

163. Voir *Lavra* IV, p. 146.

164. KYDÔNÈS, *Correspondance* I, p. 146²⁶⁻²⁷ (lettre L108/T55) : τὰ νῦν περὶ τὴν Λαύραν σοι πεπραγμένα. Tinnefeld propose de dater cette lettre de l'automne 1363. On aura l'occasion de reparler de Prochoros Kydônès, qui fut finalement condamné par le patriarche Philothéos en 1368 : cf. *infra*, p. 365-366.

Outre la construction de tours dans la campagne, Astras entreprit des travaux de fortification dans les deux principales villes de l'île : Kastron (ou Palaiokastron) et Kotzinos. Ces agglomérations étaient constituées d'une ville basse, appelée *emporion*, et d'une acropole désignée comme le *kastron* et où résidaient les autorités urbaines et les membres de l'oligarchie. On connaît peu de choses sur l'histoire de ces villes avant le milieu du ^{xiv}^e siècle. Kastro avait toujours été le principal centre urbain de Lemnos, ses fortifications dataient du début du ^{xiii}^e siècle, lorsque l'île passa pour plus d'un demi-siècle sous domination latine¹⁶⁵. Kotzinos n'est pas devenu un centre important avant le ^{xiv}^e siècle, grâce au transfert de la population de l'ancienne Éphestia¹⁶⁶.

En mai 1361, l'empereur Jean V écrivit aux higoumènes des monastères athonites, en particulier à ceux de Vatopédi et de Lavra, leur enjoignant de collaborer aux travaux de reconstruction et de fortification dans les deux villes de l'île¹⁶⁷. L'empereur informa les moines qu'il allait envoyer son « oncle » (*theios*) *kyr* Makarios Glabas Tarchaneiôtès pour superviser les travaux et que les dépenses incomberaient au trésor impérial (*bestiarion*)¹⁶⁸. Il demandait cependant aux moines de fournir des planches en bois et d'autres matériaux et de procurer le service de deux artisans jusqu'à la fin des travaux¹⁶⁹. La lettre impériale ne mentionne pas Astras, mais on doit supposer, compte tenu de la chronologie, qu'il joua aussi un rôle dans cette entreprise.

L'ensemble des actes conservés est sans doute loin de faire l'inventaire complet de toutes les tours et fortifications élevées à Lemnos à l'époque byzantine. La toponymie de l'île rend compte par exemple des nombreux lieux appelés Kastro qui pourraient

165. La ville byzantine de Kastron s'appelle aujourd'hui Myrina, qui avait été son nom dans l'Antiquité. À l'époque médiévale, elle est aussi connue sous le nom de Palaiokastron, qui sert peut-être à la distinguer de Kotzinos, l'autre ville fortifiée de l'île, de fondation plus récente. Sur Kastron/Palaiokastron, voir *TIB* 10, p. 246-248. Dans le premier registre ottoman pour l'île de Lemnos (TT 25), daté de 1490, il est question de deux toponymes : Kastron (*Kasrı*) et Palaiokastron (*Pali Kasrı*). Selon BELDICEANU, Lemnos à la fin du ^{xv}^e siècle, p. 249-250, il doit s'agir dans les deux cas de la ville de Myrina, mais HALDON, Limnos, p. 203-204, et LOWRY, *Limnos*, p. 29, pensent qu'il s'agit de Kastron et de Kotzinos.

166. Kotzinos est située dans la partie septentrionale de l'île, au fond de la baie de Bournia. Kritoboulos dit qu'elle était la deuxième ville la plus importante de l'île (KRITOBoulos III, 14,4). Sur Kotzinos, voir *TIB* 10, p. 201-202.

167. L'acte est conservé dans le folio 135v d'un manuscrit du ^{xv}^e siècle de la bibliothèque de Vienne (*Vindob. Phil. gr.* 241). Il porte le titre πρόσταγμα εἰς τὴν Λαύραν κύρ Ἰωάννου τοῦ Παλαιολόγου τοῦ πατρὸς κύρ Μανουήλ. Il n'est daté que par le quantième (23), le mois (mai) et l'indiction (14). Il a été édité et commenté pour la première fois par HUNGER, Kaiser Johannes V., qui l'a daté de mai 1376 (même datation dans DÖLGER, *Regesten* V, n° 3151, et dans HALDON, Limnos, p. 179, n. 56). Il est réédité dans le volume III des *Actes de Lavra*, App. XIV, mais les éditeurs proposent une autre datation, plus vraisemblable, celle de mai 1361, en raison des données biographiques concernant Makarios Glabas Tarchaneiôtès : *PLP* 27497.

168. *Lavra* III, App. XIV, l. 5-9 : ὁ περιπόθητος θεῖος τῆς βασιλείας μου κύρις Μακάριος Γλαβὰς ὁ Ταρχανειώτης ὠρίσθη καὶ ἀπέρχεται εἰς τὴν νῆσον Λῆμνον διὰ δουλείας ἀναγκαίας. Διορίζεται γοῦν πρὸς ὑμᾶς ἡ βασιλεία μου, ἵνα μετὰ ἐξόδου τοῦ θεοφρουρήτου βεστιάριου βοηθήσητε τούτῳ εἰς πᾶν ὅπερ ἂν χρειασθῇ τῆς ἀπὸ τῶν αὐτόθι συνδρομῆς καὶ βοηθείας, χάριν τῆς ἀνακτίσεως καὶ περιποιήσεως τοῦ τε Παλαιοκάστρου καὶ τοῦ Κοτζίνου.

169. *Ibid.*, l. 9 : εἷς τε σανίδια καὶ ἐτέραν ξυλὴν καὶ πρὸς τούτοις δώσητε αὐτῷ τεχνίτας δύο.

également témoigner de la présence d'une tour ou d'un château, dont certains au moins pourraient dater du mandat d'Astras ou de la période ultérieure¹⁷⁰. En effet, après le départ d'Astras, les gouverneurs successifs de l'île poursuivirent la construction de fortifications, avec le concours des grands propriétaires¹⁷¹. Lemnos devint ainsi un territoire bien fortifié, à l'abri des attaques ennemies¹⁷². La croissance démographique que connaît l'île entre la seconde moitié du XIV^e et la première moitié du XV^e siècle constitue une preuve de cette stabilité¹⁷³. Le prêtre italien Cristoforo Buondelmonti, qui visita les îles grecques entre 1415 et 1420, a laissé une description de Lemnos où il constate sa prospérité : « [Cette île] se trouve en mer Égée et est entièrement plate et a un périmètre de cent milles. Les golfes et des ports y sont excellents et plusieurs villes y sont habitées¹⁷⁴. » D'autres Occidentaux ont aussi signalé les fortifications de l'île. Au XVII^e siècle par exemple, Vincenzo Coronelli (ca 1690) parle de « molti buoni castelli »¹⁷⁵.

Toutefois, il semble qu'à partir de la prise définitive de Lemnos par les Ottomans en 1479, l'état des fortifications de l'île se soit considérablement dégradé. Au début du XVI^e siècle, le cartographe turc Piri Reis (1521) écrivait que « l'île possède trois châteaux. Or deux sont à présent en ruines et le troisième abandonné, celui que les infidèles [c'est-à-dire les chrétiens] appellent Palaiokastro¹⁷⁶ ». Un récit anonyme vénitien, reproduit au XVI^e siècle par l'annaliste Stefano Magno, raconte qu'après 1479 le sultan Mehmed II fit démolir toutes les fortifications de l'île¹⁷⁷. Heath Lowry a néanmoins contesté l'historicité de ce témoignage et constate, à la lumière des registres ottomans, que la destruction des fortifications dut avoir lieu sous le règne de Bayezid II (1481-1512) et qu'elle n'affecta probablement que le *kastron* de Kotzinos, puisque la forteresse de Palaiokastron est toujours mentionnée dans les sources ultérieures et reste même aujourd'hui en bonne partie encore visible¹⁷⁸. La fin de la guerre avec Venise et le début de la *pax ottomanica* ont dû rendre moins indispensable le maintien de telles fortifications, avec les dépenses qu'elles impliquaient.

170. Voir HALDON, *Limnos*, p. 200, et *Docheiariou*, p. 301-303.

171. Avant 1394, le monastère athonite du Pantokratôr fit construire une tour dans son domaine d'Anô Chôrion, près du village de Pispérâgos (auj. Pédinon) : *Pantocrator*, n° 20, l. 8. Vers le troisième quart du XIV^e siècle, les moines de Philothéou firent fortifier un moulin (*pyrgomyllona*) qu'ils possédaient à Palaiokastron : *Phil. Supp.*, n° 7, l. 36.

172. Par exemple, en 1442, la forteresse de Kotzinos, alors sous le commandement du futur empereur Constantin XI, supporta un siège des Ottomans : cf. *infra*, p. 391.

173. Cf. *infra*, p. 169-173.

174. BUONDELMONTI, *Liber insularum*, p. 53.

175. E. ARMAO, *In giro per il mar Egeo con Vincenzo Coronelli*, Florence 1951, p. 61.

176. PIRI REIS, *Kitab-ı Bahriye*, éd. E. ZEKÂİ ÖKTE, Istanbul 1988, p. 50. Traduction empruntée à LOWRY, *Limnos*, p. 14. Il existe une traduction en allemand du texte de Piri Reis : P. KAHLE, *Bahrije. Das türkische Segelhandbuch für das Mitteländische Meer vom Jahre 1521*, 2 vol., Berlin/Leipzig 1926-1927.

177. SATHAS, *Documents inédits*, t. 7, p. 218.

178. LOWRY, *Limnos*, p. 34.

Thessalonique, dernier bastion byzantin en Macédoine

Malgré le climat de relative accalmie prévalant en Macédoine après la deuxième guerre civile, les murailles de Thessalonique durent résister à plusieurs attaques ennemies ; la plus importante fut certainement le blocus dirigé par le Serbe Uglješa vers 1365¹⁷⁹. La presque totalité de l'arrière-pays échappa alors au contrôle des Byzantins. La possession de cette ville conférait toutefois encore à l'Empire une emprise considérable sur le territoire, surtout du point de vue des échanges commerciaux. La ville servait aussi de refuge aux populations paysannes des alentours et ce fut grâce à la possession de Thessalonique que les Byzantins furent capables de reconquérir une partie de la Macédoine au lendemain de la bataille de la Maritza (septembre 1371). De plus, Thessalonique continuait à exercer un rôle prépondérant sur la vie religieuse de la région, en dépit de l'influence croissante du Mont Athos sur les pays au sud des Balkans. Plusieurs communautés abandonnèrent leurs monastères ruraux à cette époque d'insécurité dans les campagnes et trouvèrent refuge à l'intérieur des murs de Thessalonique¹⁸⁰. Durant la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle, deux importantes institutions religieuses furent fondées dans la ville : le monastère des Blatades et la Néma Monè.

Thessalonique disposait de l'un des appareils défensifs les plus impressionnants des Balkans à cette époque. Elle avait été fortifiée durant le Bas-Empire romain : la première muraille, datant du ⁱⁱⁱ^e siècle, fut remplacée par une nouvelle enceinte plus solide à la fin du ^{iv}^e siècle afin de protéger la ville des attaques des Goths¹⁸¹. Cette muraille entourait la ville même du côté de la mer. La partie haute était couronnée par une forteresse, appelée Heptapyrgion, qui protégeait l'acropole¹⁸². Grâce à ses murailles, Thessalonique supporta de nombreux sièges¹⁸³. Quelques inscriptions conservées rendent compte de travaux de réparation tout au long de la période byzantine¹⁸⁴. À l'époque des Paléologues, une inscription de 1316 atteste par exemple

179. Sur le contexte politique de la Macédoine dans le troisième quart du ^{xiv}^e siècle, voir *supra*, p. 134-146.

180. BAKIRTZIS, *Urban Continuity*, p. 62-63 (avec bibliographie).

181. Sur les murailles de Thessalonique, voir entre autres TAFRALI, *Topographie de Thessalonique*, p. 30-114 ; M. VICKERS, *The Date of the Walls of Thessalonica*, *Istanbul Arkeoloji Müzeleri Yıllığı* 15-16, 1969, p. 313-318 ; G. GOUNARÈS, *Τα τείχη της Θεσσαλονίκης*, Thessalonique 1976, et G. M. BÉLÉNÈS, *Τα τείχη της Θεσσαλονίκης από τον Κάσσανδρο ως τον Ηράκλειο*, Thessalonique 1998. Sur ce dernier titre, voir le compte rendu de J.-M. SPIESER, *Les remparts de Thessalonique*. À propos d'un livre récent, *BSL* 60, 1999, p. 557-574.

182. L'Heptapyrgion fut considérablement remodelé après la seconde conquête turque de la ville en 1431 pour abriter la résidence du gouverneur ottoman. Cette forteresse reçut en turc le nom de Yedi Kule.

183. Avant la Quatrième croisade, Thessalonique tomba deux fois entre les mains de l'ennemi : en 904 elle fut prise par les Arabes et en 1185 par les Normands. Sur les prises de Thessalonique, voir ODORICO, *Thessalonique*, en particulier p. 9-34.

184. Pour un recueil des inscriptions conservées sur les murailles de Thessalonique, voir SPIESER, *Inscriptions de Thessalonique*.

certains travaux sur la muraille maritime¹⁸⁵. Le monogramme d'Andronic III sur l'une des tours reliant l'acropole à la ville témoigne vraisemblablement de réparations réalisées durant le règne de cet empereur¹⁸⁶.

Dans les premières années du règne de Jean V, les travaux de fortification se poursuivirent, comme le montre une inscription portant la date de 1355-1356, c'est-à-dire à l'époque du gouvernement d'Anne de Savoie (1351-1365). Cette inscription parle de la construction d'une porte de la muraille, dans la partie située près de l'acropole :

La présente porte a été construite sur l'ordre de notre puissante et sainte maîtresse et impératrice, *kyra* Anna Palaiologina, alors que Iôannès Chamaétos Kou[talès ?] exerçait la charge de *kastrophylax*, en l'année 6864, indiction 9¹⁸⁷.

Cette porte est située au sud-est de l'acropole, à quelques mètres à l'ouest de la tour appelée Trigonion. Sa proximité avec la partie des murailles réparée à l'époque d'Andronic III fait penser qu'il pourrait s'agir là de tout un secteur de l'enceinte situé entre la ville et l'acropole, qui fit l'objet d'importants travaux de rénovation dans les années centrales du xiv^e siècle. Il s'agit en effet de l'un des points les plus

185. SPIESER, *Inscriptions de Thessalonique*, n° 23, p. 170-171. L'inscription mentionne le πανσέβαστος λογοθέτης τοῦ στρατιωτικοῦ Hyaléas, *képhalè* de Thessalonique. LEMERLE, *Philippes*, p. 224, n. 7, a suggéré l'identification de ce personnage avec un *mégas adnoumiastès* du même nom, signataire de l'acte ΡΕΤΙΤ, *Actes de Chilandar*, n° 123 (1333).

186. P. N. PAPAGÉORGIOU, Θεσσαλονίκης ΑΚΠΛ, *Μακεδονικόν Ἡμερολόγιον* 6, 1913, p. 23-25, avait transcrit le monogramme comme ἀκ(ρό)π(ο)λ(ις). Ultérieurement, TAFRALI, *Topographie de Thessalonique*, p. 46, a reconstitué Ἀ(νδρόνι)κ(ος) Π(αλαί)λ(όγος). Sur cette inscription, voir aussi BAKIRTZIS, *Urban Continuity*, p. 41.

187. Cette inscription a été éditée plusieurs fois ; l'édition la plus récente est celle de SPIESER, *Inscriptions de Thessalonique*, n° 28, p. 175-176. L'état de conservation en est mauvais, ce pourquoi la lecture de plusieurs lettres a posé problème, en particulier la dernière lettre de l'an du monde et le nom de famille du *kastrophylax*. Pour l'an du monde, TAFRALI, *Topographie de Thessalonique*, p. 48, avait lu γ' = 6863 (1354/55), un chiffre qui ne correspond pas à l'indiction θ' (9), dont la lecture est certaine. LOENERTZ, *Chronologie de Nicolas Cabasilas*, p. 217, n. 2, constatant cette difficulté, a considéré la reconstitution de Tafrali incertaine et a préféré, sous réserve, le chiffre δ' pour l'an du monde = 6864 (1355/56). SPIESER, *Inscriptions de Thessalonique*, n° 28, p. 175-176, est d'accord avec la restitution de Loenertz (« après examen de la pierre, il semble qu'on puisse la garder l. 9 : [δ'] : restitution obligée à cause de l'indiction »). La transcription du nom du *kastrophylax* reste plus problématique. Tafrali avait transcrit : /⁷ κα[στρο]φύλακος Ἰώ(άννου) [τοῦ] Χαμαετοῦ /⁸ Κον..., mais Loenertz a proposé d'enlever l'article [τοῦ] devant Chamaétos et de le placer au début de la ligne 8, précédant ce mot dont les seules lettres certaines sont « Ko ». Le début de la ligne 8 est donc transcrit par Loenertz ainsi : [τ]οῦ Κο... Plus récemment, Spieser, reprenant une hypothèse de Papagéorgiou, a reconstitué cette ligne de la manière suivante : [τ]οῦ κοια[ίστορος], c'est-à-dire « le questeur ». Dans l'entrée du *PLP* consacrée à ce personnage (30538), le titre *koiaistôr* est accompagné d'un point d'interrogation, à juste titre me semble-t-il, parce que cette titulature est quasiment inconnue pour l'époque des Paléologues et n'apparaît que dans les cercles lettrés de la cour de Constantinople (cf. Index *PLP*, s.v.). Le fait que ce terme soit précédé de l'article [τ]οῦ suggère au contraire qu'il peut s'agir du nom de famille principal du *kastrophylax*, comme par exemple Koutalès, famille bien attestée à cette époque à Thessalonique.

vulnérables de la muraille ; c'est là que Murad II devait lancer son assaut final contre la ville en 1430¹⁸⁸.

Quelques années plus tard, durant le gouvernement du despote Manouël (futur empereur Manuel II), entre 1368 et 1373, d'autres travaux de fortification furent accomplis. Une inscription atteste la construction d'une tour dans le mur nord de la ville :

Par le pouvoir du très puissant despote Manouël, Géôrgios Doukas Apokaukos a construit cette tour avec le mur depuis les fondations ; par le pouvoir du très puissant Manouël¹⁸⁹.

Près de Thessalonique se trouvait le monastère-forteresse de Chortaitès, qui joua un rôle important dans la défense de la ville¹⁹⁰. L'emplacement de ce monastère n'est pas assuré. Traditionnellement, on l'a localisé sur les flancs du mont Chortiatès, à une dizaine de kilomètres au sud-est de Thessalonique¹⁹¹. Toutefois, dans un article de 2003, Charalambos Bakirtzis a proposé de le situer plus près de la ville, sur les collines qui s'étendent au nord-est de celle-ci¹⁹². Plusieurs actes tirés des

188. Voir *infra*, n. 192.

189. Cette inscription a été publiée par DUCHESNE, BAYET, *Mémoire*, n° 107, et TAFRALI, *Topographie de Thessalonique*, p. 44, et, plus récemment, par SPIESER, *Inscriptions de Thessalonique*, n° 29, p. 176-177, qui a depuis corrigé sa lecture du nom du commanditaire (*doux* Géôrgios Apokaukos) par celle de γεώργιος δού[ξ] ἀποκαυκος dans ID., *Inscriptions de Thessalonique : addenda et corrigenda*, *TM* 7, 1979, p. 333-340, et fait le rapprochement avec un Géôrgios Doukas Apokaukos, *mégas droungarios* à Constantinople en 1342 (*PLP* 1183). Voir aussi MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, p. 83, n. 240. Notons également qu'un Géôrgios Apokaukos est attesté à Constantinople en 1403 (*PLP* 1181). Le personnage de l'inscription de Thessalonique doit être distingué d'un autre Géôrgios Doukas, *oikeios* de l'empereur Manuel II à Thessalonique en 1375 (il signe l'acte de *Vatopédi* II, n° 145, l. 22), qui doit être en revanche identifié à Géôrgios Doukas Tzykandylès, actif à Thessalonique entre 1373 et 1381 (*PLP* 28126).

190. Plusieurs sources emploient le terme « château » pour désigner le monastère de Chortaitès : ASV, *Senato, Secreta*, reg. 10, fol. 173 (*castrum Cortiati*), cité dans IORGA, *Notes et extraits*, t. 1, p. 480, et KONSTANTIN LE PHILOSOPHE, p. 50 (градб Хортиятб). À propos des événements de la première guerre civile, Grégoras raconte que le gouverneur de Thessalonique de l'époque, Kônstantinos Palaiologos, un fils d'Andronic II, trouva refuge dans le monastère de Chortaitès lors de l'avancée des troupes d'Andronic III : GRÉGORAS VIII § 11 ; I, p. 356-357 ; voir aussi DIETEN, *Gregoras*, t. 2/1, p. 165-166.

191. Sur l'emplacement du monastère de Chortaitès, voir DENNIS, *The Reign of Manuel II*, p. 75-76. Une petite église édifée à la fin du XII^e siècle, dédiée à la Transfiguration (*Métamorphôsis*), subsiste encore aujourd'hui sur l'un des flancs du mont Chortiatès, qui pourrait être identifiée avec l'une des dépendances du monastère de Chortaitès : N. NIKONANOS, 'Η ἐκκλησία τῆς Μεταμόρφωσης τοῦ Σωτῆρος στὸ Χορτιάτη, dans Κέρνος, *Τιμητικὴ προσφορά στὸν καθηγητὴ Γεώργιο Μπακαλάκη*, Thessalonique 1972, p. 102-110.

192. BAKIRTZIS, *Urban Continuity*, p. 62-63 : « The Chortiates monastery on Mount Chortiates, which is mentioned by Gregoras in 1322 and by Anagnostes in 1430 as a monastery very close to the eastern wall of Thessalonike and not in the foothills of Mount Chortiates. » La localisation de Chortaitès près de la muraille orientale est due à un passage d'Anagnostès, qui écrit qu'en 1430, « Mourad en personne [...] ne cessa à aucun moment de combattre dans la zone qui s'étend du Trigonion – comme on l'appelle – jusqu'où se trouve le monastère de Chortaitès » (ANAGNOSTÈS, éd. BEKKER, p. 30 § 29 ; trad. ODORICO, *Thessalonique*, p. 272).

archives d'Iviron contredisent néanmoins l'hypothèse de Bakirtzis et invitent à revenir à l'ancienne localisation, dans la région du mont Chortiatès. Ces actes révèlent aussi que ce monastère possédait à l'intérieur de la ville un métoque et des biens dont certains étaient contigus à la muraille est¹⁹³.

L'importance de ce monastère résidait non seulement dans le fait qu'il s'agissait d'un fort situé à proximité de la ville, la clef qui ouvrait l'*ager Thessalonicensis*¹⁹⁴, mais aussi dans la protection qu'il assurait au principal aqueduc approvisionnant la population en eau¹⁹⁵. On ne sait pas si les Byzantins continuèrent à le contrôler à l'époque de la seconde domination serbe en Macédoine (1356-1371). Quoi qu'il en soit, il était repassé sous contrôle byzantin après le traité byzantino-turc de 1403 et semble avoir joué un rôle important dans la dernière époque byzantine de la ville. En 1430, quelques moines thessaloniens conseillèrent à Murad II, s'il voulait prendre la ville, alors sous domination vénitienne, de conquérir d'abord le monastère de Chortaitès et de couper ainsi le ravitaillement en eau de la population¹⁹⁶.

La défense de Thessalonique était en effet étroitement liée au fonctionnement des aqueducs et des citernes qui approvisionnaient la ville. Durant la seconde moitié du XIV^e siècle, ces infrastructures firent l'objet de travaux d'entretien. Par exemple, vers 1360 trois citernes furent aménagées dans la cour du monastère du Pantokrator, dit des Blatades, fondé par les frères Dôrothéos et Markos Blatès dans la partie nord de la ville¹⁹⁷. Des fouilles archéologiques ont montré que c'était l'aqueduc venant du mont Chortiatès qui alimentait les citernes du couvent des Blatades¹⁹⁸.

Le rôle de cette institution religieuse dans l'approvisionnement en eau de la ville pourrait surprendre puisque cette tâche incombait en principe aux autorités urbaines. Toutefois, on a déjà souligné que, loin d'être séparées par une frontière étanche, les compétences de l'État et celles de l'aristocratie et de l'Église se chevauchaient. La construction du monastère des Blatades, à l'initiative de deux aristocrates, était aussi une contribution à la défense de la ville ; on notera d'ailleurs qu'il se situe près du secteur des murailles réparé sous les règnes d'Andronic III et d'Anne de Savoie. L'implication des institutions religieuses dans la défense du territoire est également attestée pour d'autres régions. On a vu par exemple le cas de la restauration du château

193. *Iviron* II, n° 52 (1104), l. 384, et *Iviron* III, n° 76 (vers 1320). Voir aussi l'introduction d'*Iviron* III, p. 40. Suivant JANIN, *Grands centres*, p. 414-415, le monastère de Chortaitès auquel fait allusion Anagnostès, proche de la tour du Trigonion, doit être identifié avec le métoque que ce monastère possédait à l'intérieur de la ville (voir note précédente).

194. DENNIS, *The Reign of Manuel II*, p. 76, souligne que le début du siège de Thessalonique par les Ottomans en 1383 fut précédé de la prise de la forteresse de Chortaitès. MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, p. 85, n. 256, a suggéré que ce château peut avoir été détruit par les Ottomans dans les années 1380 et restauré plus tard.

195. Des restes d'un aqueduc, de moulins et d'un canal d'irrigation sont encore visibles sur les flancs du mont Chortiatès : cf. SIAXAMBANI, *Watermills*, p. 338-341.

196. Il s'agissait de moines du monastère des Blatades : SATHAS, *Μεσαιωνική βιβλιοθήκη*, t. 1, p. 257.

197. Sur le monastère des Blatades, voir JANIN, *Grands centres*, p. 356-358.

198. Voir G. THEOCHARIDÈS, *Οἱ ἰδρυταὶ τῆς ἐν Θεσσαλονίκῃ μονῆς τῶν Βλατάδων*, dans *Πανηγυρικός Τόμος ... Γρηγορίου τοῦ Παλαμᾶ*, Thessalonique 1960, p. 49-70, et BAKIRTZIS,

de Kontéas, situé à Lemnos, par le monastère de Lavra, ainsi que celui des travaux dans la tour de Moudros accomplis par Vatopédi. Ces fortifications servaient aussi à protéger les côtes de Lemnos et offraient un refuge aux populations paysannes des environs. Il semble que la participation à la défense de l'Empire était devenue obligatoire pour l'ensemble de la population et que chacun devait y contribuer selon ses moyens.

Les sources de financement des travaux de fortification

La mise en place d'une fiscalité spécifique visant à financer les travaux de fortification dans les villes et dans les campagnes est attestée par de nombreuses sources. À Byzance, l'obligation fiscale de collaborer à la défense de l'Empire existait de longue date. Le devoir pour tous les contribuables d'aider à la construction ou à l'entretien des forteresses s'appelait la *kastroktisia*¹⁹⁹. Cette charge existait déjà à l'époque mésobyzantine, lorsqu'elle revêtait la forme d'une corvée ; à partir du XII^e siècle, elle prit la forme d'un impôt extraordinaire, versé en espèces. La *kastroktisia* apparaît souvent dans les actes de la seconde moitié du XIII^e et de la première moitié du XIV^e siècle, mais cette fois en tant que redevance régulière et non plus exceptionnelle, dont certains privilégiés étaient exemptés. Toutefois, à partir du milieu du XIV^e siècle, le terme disparaît presque complètement de la documentation²⁰⁰.

La disparition du terme *kastroktisia* ne signifie pas que l'État ait renoncé à lever des taxes pour le financement des travaux de fortification. Dans un acte de 1428, l'empereur Jean VIII confirme à Géorgios Gémistos Pléthon la possession de deux villages (Phanarion et Brysis) dans le Péloponnèse, avec tous leurs revenus, à l'exception des « *képhalaia* qui sont et seront fixés pour l'Hexamilion » (il s'agit là de la fortification qui protégeait l'entrée de l'isthme de Corinthe)²⁰¹. Plusieurs historiens ont identifié ces *képhalaia* à la taxe appelée *phlôriatikon* qui est mentionnée dans les autres actes du dossier concernant Pléthon. Ces actes reprennent le dispositif de l'acte de 1428 mais, au lieu de se référer aux *képhalaia*, ils mentionnent un impôt appelé *phlôriatikon* et consacré également aux travaux de l'Hexamilion²⁰².

199. Sur la *kastroktisia*, voir l'étude fondamentale de S. TROIANOS, *Καστροκτισία. Einige Bemerkungen über die finanziellen Grundlagen des Festungsbaues in byzantinischen Reich*, *Byzantina* 1, 1969, p. 39-57, et OIKONOMIDÈS, *Fiscalité*, p. 110-111. Pour la période qui nous occupe, voir BARTUSIS, *State Demands*, et KONTOGIANNOPOULOU, *La fiscalité sous les Paléologues*, p. 19.

200. Pour les actes postérieurs à 1355, je n'ai trouvé qu'une seule attestation du terme *kastroktisia*, dans le chrysobulle en faveur des Monemvasiotes installés à Constantinople, que l'historiographie a longtemps considéré comme un faux ou attribué à l'empereur Andronic III (1336) et que, plus récemment, E. Kislinger a attribué – de manière convaincante – à Jean V et daté de la période 1367-1373 (KISLINGER, *Privilegkunde*, p. 226, l. 33).

201. Ce chrysobulle de l'empereur Jean VIII délivré en octobre 1428 confirmait la *pronoia* de Pléthon (LPP III, p. 331-333, ici p. 331, l. 9-10 : τῶν ὑπὲρ τοῦ Ἑξαμιλίου ἀποταχθέντων ἢ ἀποταχθεσμένων κεφαλαίων).

202. Il s'agit de l'argyrobulle du despote Théodôros Palaiologos de novembre 1427 (LPP IV, p. 104-105, ici p. 104, l. 21), de l'argyrobulle du despote Théodôros Palaiologos de septembre 1433 (*ibid.*, p. 106-109, ici p. 107, l. 14 et p. 108, l. 8), du chrysobulle de l'empereur Constantin XI de février 1449 (*ibid.*, p. 19-22, ici p. 20, l. 11 et p. 21, l. 3) et de l'argyrobulle

Par ailleurs, un acte de 1442, délivré par le despote Théodôros Palaiologos, à l'époque gouverneur du Péloponnèse, établit que le revenu de l'*abiôtikion* (part de l'héritage perçue par le fisc lorsque les défunts mouraient intestats) devait être consacré à la reconstruction et fortification du *kastron* de Monemvasie²⁰³.

La comparaison entre le chrysobulle de Jean VIII de 1428 en faveur de Pléthon et cet acte du despote Théodôros pour les habitants de Monemvasie a servi de base à certains historiens qui proposent l'identification entre le *phlôriatikon* et l'*abiôtikion*, parce que les deux taxes étaient collectées pour la reconstruction de l'Hexamilion²⁰⁴. Toutefois, le contenu d'un autre acte concernant le Péloponnèse permet de nuancer cette interprétation. En 1450, le despote Dèmètrios Palaiologos, qui gouvernait à l'époque une partie de la péninsule, délivra une nouvelle ordonnance en faveur des habitants de Monemvasie, les exemptant non seulement de l'*abiôtikion*, mais aussi du *kommerkion* et des autres droits qui étaient perçus, dit l'acte, pour les travaux des murailles de leur *kastron*²⁰⁵. Cet acte montre qu'outre l'*abiôtikion* et le *phlôriatikon*, le revenu d'autres impôts, comme le *kommerkion*, pouvait être affecté aussi au financement des travaux de fortification. En d'autres termes, au xv^e siècle l'État avait abandonné la perception d'un impôt spécifique consacré aux fortifications, comme cela avait été le cas de la *kastroktisia*, et avait décidé d'affecter à ces dépenses les revenus de diverses taxes qui, en principe, n'avaient rien à voir avec la défense du territoire. Ce changement doit sans doute s'expliquer par une forte augmentation des coûts liés à la construction des forteresses, pour lesquels l'ancienne fiscalité était devenue insuffisante. Cela expliquerait d'ailleurs pourquoi l'acte de Jean VIII de 1428 emploie le pluriel, *képhalaia*, pour parler des impôts destinés au financement de l'Hexamilion.

La part des revenus fiscaux destinée aux travaux de fortification devait varier selon les époques et les besoins. L'acte du despote Théodôros de 1442 pour Monemvasie ne parle que de l'*abiôtikion*, alors que celui de son frère Dèmètrios de 1450 nomme aussi le *kommerkion*, une taxe grevant les échanges commerciaux, qui était devenue très importante à l'époque tardive, surtout dans une ville comme Monemvasie, un des principaux ports de l'Empire.

Bien que nous soyons ici en présence de plusieurs actes accordant des exemptions fiscales, la dispense des taxes affectées à la défense devait être plutôt inhabituelle. Rappelons par exemple que, des revenus fiscaux abandonnés à Pléthon et à ses enfants, l'État avait spécifiquement exclu les redevances versées au titre des *képhalaia* pour l'Hexamilion. La même prudence s'observe dans un acte du gouverneur de Lemnos, Géorgios Synadènos Astras, daté de juillet 1359, en faveur de Vatopédi²⁰⁶. Outre la donation de quelques parcelles de terre, Astras y octroyait des privilèges fiscaux

du despote Dèmètrios Palaiologos de juillet 1450 (*ibid.*, p. 192-195, ici p. 192, l. 7 et 11 et p. 193, l. 12 et 24). Le *phlôriatikon* est mentionné aussi dans un *horismos* du despote Thômas Palaiologos de 1436 ou 1451 pour une compagnie de soldats albanais (cf. ZAKYTHINOS, *Le despotat grec de Morée*, t. 2, p. 237-238, et 351 ; voir aussi BRANOUSÈS, *Institutions*, p. 81-88). Sur le *phlôriatikon*, voir *ODB*, s.v. *kastroktisia* [A. KAZHDAN], t. 2, p. 1112. Sur l'Hexamilion, voir *infra*, p. 349-352.

203. MM V, p. 174-175.

204. Cf. BRANOUSÈS, *Institutions*, et BARTUSIS, *State Demands*, p. 206-207.

205. LPP IV, p. 190-191.

206. *Vatopédi* II, n° 114.

pour les paysans que les moines allaient installer sur leur domaine de l'île. Il accordait l'exemption complète de tous les *képhalaia* levés à l'époque à Lemnos durant la première année, puis il prolongeait ce privilège durant les années à venir, mais à l'exception de l'impôt de la *bigla* et de la dîme des animaux, qui devaient continuer à être versés au fisc²⁰⁷.

Laissons de côté la « dîme des animaux » qui n'a rien à voir avec la défense du territoire²⁰⁸. La *bigla* en revanche était une redevance due pour le service de guet. Elle est attestée dans les actes de la période des Paléologues, qui l'appellent aussi *bigliatikon* ou *apobiglis*²⁰⁹. Il s'agit de l'ancien service de la garde des fortifications, assuré autrefois par la population et qui s'était transformé en un versement en espèces²¹⁰. Dans les actes de la seconde moitié du XIII^e et de la première moitié du XIV^e siècle, cet impôt fait souvent partie de la liste des taxes dont les grands monastères et autres privilégiés étaient exemptés. Le fait qu'à partir du milieu du XIV^e siècle le *bigliatikon* ne soit plus mentionné parmi les exemptions fiscales, mais qu'au contraire le fisc soit très attentif à son prélèvement, montre à quel point cet impôt était devenu important dans le financement de la défense du territoire²¹¹. Il a dû servir notamment à payer la solde des sentinelles et l'entretien des tours de garde qui protégeaient les campagnes des attaques de l'ennemi.

Au-delà de la mise en place de ces mesures de prélèvement, l'État était également prêt à accorder des franchises à tous ceux qui collaboraient personnellement à la défense du territoire, ceux qui remplissaient des tâches dans les milices locales et ceux qui prêtaient leur concours financier à la construction de nouveaux bâtiments défensifs²¹².

207. *Ibid.*, l. 47-50 : ὅσοι προσκαθήμενοι ἔλθωσιν εἰς τὸν τόπον ὃν ἀρτίως ἔλαβον οἱ τιμιώτατοι μοναχοὶ τοῦ Βατοπεδίου περὶ τὸ χωρίον τοῦ Μούδρου, τὸν μὲν πρῶτον χρόνον διατελῶσιν ἀνενόχλητοι καὶ ἀναπαίτητοι παντὸς κεφαλαίου κειμένου ἐνταῦθα, ἀπὸ δὲ τοῦ δευτέρου χρόνου καὶ εἰς το ἐξῆς διδῶσι μόνον τὸ τεταγμένον τέλος τῆς βίγλης, εἴπερ ἔχουσι ζῶα καὶ τὴν νενομισμένην δεκατίαν.

208. Il s'agit de l'*ennomion*, sur lequel voir *infra*, p. 493-494.

209. Voir par exemple *Iviron* III, n° 58 (chrysobulle de Michel VIII de 1259), l. 49 ; *ibid.*, n° 72 (chrysobulle de Michel IX de 1310), l. 68 ; *Vatopédi* III, n° 165 (*praktikon* de 1387), l. 74 et 81. Le terme *apobiglis* est utilisé par exemple dans un acte de 1462 du despote Dèmètrios Palaiologos, lorsqu'il était gouverneur de Lemnos sous l'autorité ottomane : *ibid.*, n° 234, l. 10 et 11.

210. Sur le *bigliatikon*, voir LEMERLE, Karakala, p. 444.

211. Outre l'acte d'Astras pour Vatopédi de 1359, les actes de la période témoignent des réticences de l'État à céder l'impôt de la *bigla* : voir par exemple *Vatopédi* III, n° 165 (1387), l. 74, 81, et n° 227 (1442), l. 85, 127. En dehors de Lemnos, les actes qui parlent du *bigliatikon* sont moins nombreux : voir par exemple un acte de 1419 relatif à un bien de Vatopédi en Macédoine et qui mentionne le service de la *bigla* (*Vatopédi* III, n° 213, l. 9). Sur le *bigliatikon* à Lemnos, voir HALDON, Limnos, p. 166. Le même impôt existait dans les territoires sous domination latine : J. RICHARD, Agricultural Conditions in the Crusader States, dans *A History of the Crusades. V, The Impact of the Crusades on the Near East*, éd. K. SETTON, Wisconsin 1985, p. 251-295, parle d'une taxe appelée *vigliatico* prélevée dans les îles d'Eubée, de Tinos et de Mykonos.

212. Dans la seconde moitié du XIII^e siècle, l'empereur Michel VIII avait accordé des privilèges fiscaux à certains paysans, habitant près des côtes, dits *prosalentai*, en échange de leurs services dans la flotte impériale : cf. *Lavra* II, p. 17-18. Un acte fiscal du premier tiers du

Le poids de cette fiscalité liée à la défense de l'Empire pouvait être plus ou moins lourd selon les circonstances politiques. Par exemple un acte synodal de mai 1401 témoigne de la charge que représentaient ces impôts pour la population de Constantinople. À cette époque, les moniales du couvent de Magistros à Constantinople portèrent plainte devant le synode contre un certain Géorgios Eudokimos, car ce dernier refusait de verser le loyer pour un jardin appartenant au monastère²¹³. Eudokimos alléguait le manque d'argent puisque des nouvelles taxes avaient été imposées pour la reconstruction des fortifications de la capitale²¹⁴. Nous sommes là à l'époque du premier siège de Constantinople par les Ottomans (1394-1402) et la survie de l'Empire dépendait alors de la solidité de ses remparts. De même, le patriarche Matthaios I^{er} dit dans son testament, qui date également de cette époque, que tous les citoyens devaient collaborer aux travaux de réparation des murailles²¹⁵. Cette collaboration impliquait sûrement outre le versement des taxes extraordinaires, attestées par l'acte de 1401, des corvées²¹⁶.

Les exigences du fisc byzantin suscitèrent les protestations d'une partie de la population, en particulier des membres de l'élite sociale, qui voyaient leurs privilèges atteints en raison des besoins de la politique impériale. Ces protestations provoquées par les demandes accrues du fisc feront l'objet d'un chapitre à part.

xv^e siècle (*Docheiariou*, n° 60) mentionne un paysan, nommé Géorgios Moschatos, qui jouit d'une exemption d'impôts partielle grâce à la *bas moullikè douleia* et aux autres services qu'il remplissait. Cette *bas moullikè douleia* est vraisemblablement le service dans la marine de guerre. Sur cette question, voir *Docheiariou*, p. 306. En 1325, le monastère de Chilandar accéda à la demande du Prôtaton de construire une tour de veille sur son domaine de Komitissa, situé à l'entrée de la presqu'île de l'Athos, qui servait à la protection de toute la communauté. En échange, les moines de Chilandar bénéficiaient de franchises fiscales : DÖLGER, *Schatzkammern*, n° 93 ; voir aussi G. OSTROGORSKY, *Komitisa i svetogorski manastiri*, *ZRVI* 13, 1971, p. 227-234, et BARTUSIS, *Byzantine Army*, p. 316. Un acte du despote Andronikos Palaiologos, fils de Manuel II, de mai 1419 (*Vatopédi* III, n° 213) mentionne une exemption fiscale accordée au village de Prosphorion, bien de Vatopédi, parce que sa tour servait de *bigla* et contribuait à l'intérêt commun (cf. l. 8-9 : τὸ δὲ διὰ τὴν κοινὴν πάντων σύστασιν καὶ ὠφελειαν, ἐπειδὴ εἰς βίγλας ἀρμώζη ὁ τοιοῦτος πύργος).

213. MM II, n° 651, p. 501-502 ; voir aussi DARROUZÈS, *Regestes* VI, n° 3212.

214. MM II, n° 651, p. 501¹³⁻¹⁵ : ἄλλα ἐπ' ἄλλοις προεφασίσατο, καὶ δημοσίας ἀπαιτήσεις καὶ ζημίας καὶ συγκροτήσεις εἰς ἀνάκτισιν τοῦ κάστρου, δι' ἃς οὐκ ἐδίδου αὐταῖς τὸ τέλος κατὰ τὸ ἀκέραιον.

215. HUNGER, *Testament Matthaios I.*, p. 301.

216. On ne sait pas quel poids accorder aux corvées imposées à la population pour la construction et la réparation des forteresses et remparts. Il est en effet vraisemblable que, durant les principaux sièges, la population ait collaboré activement au maintien des murs. Toutefois, cela ne suppose pas l'existence d'une corvée régulière imposée par l'État à ses sujets, puisque les sources parlent d'ouvriers salariés pour la construction des forteresses (cf. BARTUSIS, *Byzantine Army*, p. 290). Notons néanmoins qu'en Serbie la population était tenue de réparer les forteresses. Par exemple, le *Zakonik* prévoit une corvée appelée *gradozidanije* qui consistait en la reconstruction des fortifications par les habitants du lieu (*Zakonik*, art. 127 ; voir aussi BARTUSIS, *Byzantine Army*, p. 290-291). Un acte de la moniale Eugénia, veuve du prince serbe Lazar, et de ses fils Stefan et Vuk Lazarević, daté de 1394/95 (*Lavra* IV, Actes serbes, n° 6) parle d'un impôt nommé *biglja*, qui est la version serbe de l'impôt byzantin de la *bigla*. Dans un acte de janvier 1427, le despote Stefan Lazarević (*ibid.*, Actes serbes, n° 10) exemptait les villages dépendant du monastère de Lavra de l'obligation de fournir la corvée pour la construction des forteresses, s'ils prenaient part aux travaux de restauration de la forteresse de Belgrade.

3. LES EFFORTS POUR REMETTRE EN EXPLOITATION LES CAMPAGNES

On a vu que les troubles de la deuxième guerre civile avaient entraîné l'abandon et la ruine de nombreuses zones rurales de l'Empire. Ce fut la conséquence immédiate du passage des armées et de l'irruption de la peste. Cette tendance semble s'être poursuivie durant la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle, en dépit des efforts de fortification du territoire entrepris par l'État, car les raids des ennemis demeurèrent fréquents, empêchant la mise en exploitation des biens fonciers.

Afin de remettre en culture les campagnes, l'État byzantin adopta des mesures visant à accroître la main d'œuvre paysanne disponible. Tout d'abord il essaya d'attirer vers les territoires de l'Empire des hommes qui habitaient des régions désormais sous souveraineté étrangère. Ce fut en premier lieu vers les îles du nord de l'Égée, en particulier vers Lemnos, qui avaient été en bonne partie épargnées par les bouleversements de la crise et qui connaissaient encore une certaine stabilité. À partir du début du ^{xv}^e siècle, le contexte politique plus favorable permit d'appliquer cette même politique de transfert de paysans étrangers dans les provinces du continent.

Outre les transferts de population, l'État procéda aussi à une redistribution des terres abandonnées. Il accorda des terres aux propriétaires qui étaient en mesure de les exploiter, par exemple aux grands monastères athonites, et distribua des lopins au sein de la population paysanne afin d'en assurer la mise en culture. Cette politique de gestion des biens fonciers révèle la forte emprise sur le sol que l'État byzantin détenait à cette époque. Les sources de l'époque montrent aussi que cette politique incluait la confiscation de certains domaines à leurs anciens propriétaires, ainsi que la formation de nouvelles unités de production dirigées par des fonctionnaires publics, appelées *zeugèlateia*.

Les transferts de population paysanne vers les îles de l'Empire. Le cas de Lemnos

Le transfert de population vers les îles de l'Égée permit de mettre en exploitation des régions qui avaient connu traditionnellement un faible taux d'occupation²¹⁷. En effet, c'est une caractéristique structurelle du monde insulaire : les îles, mondes clos, ne bénéficiaient pas, comme le continent, des mouvements migratoires réguliers pour compenser les conséquences d'une mortalité élevée. Une épidémie ou une période de mauvaises récoltes pouvaient effectivement emporter une bonne partie de la population insulaire. Dans les îles de la mer Égée, la situation était encore plus mauvaise, parce que les conditions géographiques et climatologiques étaient peu favorables à l'occupation humaine²¹⁸ ; au manque d'eau il faut ajouter les conditions difficiles de l'exploitation agricole, dues au modelé de ces îles, souvent

217. Sur les conditions d'occupation des îles à l'époque médiévale, voir P. HORDEN, N. PURCELL, *The Corrupting Sea. A Study of Mediterranean History*, Oxford 2000 ; H. BRESCH, Îles et tissu « connectif » de la Méditerranée médiévale, *Médiévales* 47, 2004, p. 123-138.

218. Pour les îles de l'Égée, voir de manière générale AHRWEILER, *Byzance et la mer* ; E. KOLODNY, *La population des îles grecques : essai de géographie insulaire en Méditerranée*, Aix-en-Provence 1974 ; MALAMUT, *Îles* ; et G. SAINT-GUILLAIN, Seigneuries insulaires : les Cyclades au temps de la domination latine (^{xiii}^e-^{xv}^e siècle), *Médiévales* 47, 2004, p. 31-45.

trop rocailleuses pour y cultiver aisément la terre. Néanmoins, des travaux d'aménagement du territoire furent entrepris avec grand soin depuis l'Antiquité pour favoriser l'exploitation agricole²¹⁹.

Il faut également tenir compte des conditions particulièrement difficiles du ^{xiv}^e siècle en Méditerranée orientale, liées à l'essor de la piraterie à cette époque. Ces attaques contre les côtes provoquèrent la fuite des paysans, mais surtout la capture d'hommes destinés au commerce des esclaves. On retrouve en effet dans les documents d'archives latins de nombreuses attestations d'hommes et de femmes originaires des îles de l'Égée qui étaient vendus sur les marchés d'Asie Mineure²²⁰.

Pour connaître les conditions de la vie paysanne dans les îles byzantines, les actes que nous avons conservés sont en nombre très réduit et ils ne concernent en réalité pratiquement qu'un seul cas, celui de Lemnos. De plus, il s'agit exclusivement d'actes conservés dans les archives athonites, qui ne parlent donc que de biens monastiques. Malgré ces limitations, ce corpus est relativement abondant si l'on compare avec d'autres régions de l'Empire à d'autres époques ; l'île de Lemnos, on l'a dit, constitue un excellent champ d'étude de la société paysanne byzantine durant la période tardive.

Plusieurs historiens ont parlé de la faiblesse démographique de Lemnos au Moyen Âge²²¹, en particulier à partir du milieu du ^{xiv}^e siècle, en raison des nombreuses allusions dans les sources aux tenures abandonnées²²² et aux parcelles singulièrement étendues²²³. Ce sont deux indices qui donnent certes l'impression d'une occupation lâche du sol. Je préfère néanmoins rester prudent quant aux estimations sur la population de l'île. Il convient de noter, par exemple, que Lemnos comptait à l'époque trois villes d'une certaine importance (Myrina, Kotzinos et Moudros) et un réseau plutôt dense de villages, ce qui implique un certain poids démographique. De même, quelques éléments sur le niveau d'exploitation de

219. À propos de la production agricole des îles de l'Égée, voir THIRIET, *La Romanie vénitienne*, p. 163 et 326 ; ZACHARIADOU, *Prix et marchés*, p. 292-293 et 305 ; GALLINA, *Una società coloniale*, p. 130 ; et plus récemment SAINT-GUILLAIN, *Amorgos*, p. 116-120.

220. En particulier sur la piraterie turque contre les îles sous domination latine et le commerce des esclaves, voir ZACHARIADOU, *Holy War in the Aegean*, p. 217-218, et SAINT-GUILLAIN, *Amorgos*, p. 113-116.

221. La plupart des historiens sont en effet d'accord sur le fait que Lemnos était peu peuplée à l'époque : voir Svoronos dans *Lavra IV*, p. 147 (« Pendant cette longue période d'un siècle et demi, Lavra n'a cessé, certes, d'accroître son domaine à Lemnos, mais cette accumulation de terres ne s'accompagne sûrement pas d'un progrès de leur mise en valeur »), LAIOU, *Agrarian Economy*, p. 365-366 (« The worst problem was the depopulation of the countryside, brought about by the wars and the outbreaks of the plague [...] This stark picture of decline of human and animal resources is made even starker in the records for the island of Lemnos... ») et LEFORT, *L'économie rurale*, p. 412 (« C'est seulement dans une région dépeuplée comme l'était l'île de Lemnos au début du ^{xv}^e siècle que l'on retrouve de très vastes exploitations, de 100 modioi ou même bien davantage, jusqu'à 600 modioi ; mais elles n'étaient sans doute pas entièrement mises en culture »).

222. Un *praktikon* de 1348 pour Vatopédi (*Vatopédi II*, n° 98) et un autre de 1355 pour Lavra (*Lavra III*, n° 136) témoignent de nombreuses tenures en déshérence (*exaleimmata*) qui avaient été accordées aux monastères de l'Athos. Sur cette question, voir *infra*.

223. Par exemple, les actes de *Dionysiou*, n°s 21 (peu avant 1425) et 25 (1430) rendent compte de plusieurs tenures paysannes de grande étendue (environ 300 modioi).

l'île indiquent qu'à cette époque les domaines agricoles comptaient un nombre considérable de cultivateurs²²⁴. Enfin, l'étendue assez élevée des parcelles pourrait simplement répondre à un certain niveau d'aisance des paysans et/ou au type de culture.

Pour autant, il ne s'agit nullement de suggérer à l'inverse une occupation élevée du sol. Lemnos était sans doute, comme d'autres îles de l'Égée, une région assez peu peuplée, relativement peu mise en valeur, mais quand même fort loin d'être déserte²²⁵. Il faut avant tout souligner que la mise en œuvre, à partir du milieu du XIV^e siècle, de quelques initiatives visant à l'installation de paysans permit d'augmenter la main d'œuvre disponible et d'exploiter un plus grand nombre de terres. De même, les conditions favorables à la mise en culture de l'île, grâce à sa stabilité politique et à ses caractéristiques géographiques, contribuèrent à l'accroissement de l'activité agricole durant cette période.

Avant de poursuivre, rappelons que le transfert d'hommes du continent vers les îles byzantines ne fut pas un phénomène exclusif de la seconde moitié du XIV^e siècle : vers 1327, par exemple, lorsque s'acheva la phase initiale de la première guerre civile, l'empereur Andronic II ordonna l'installation de deux mille Coumans de Thrace dans les îles de Lemnos, Thasos et Lesbos²²⁶. Il s'agissait sans doute de troupes auxiliaires de l'armée byzantine qui avaient servi pendant le conflit et qui n'avaient alors plus d'occupation. Elles furent employées comme main d'œuvre pour travailler la terre. Un autre indice du transfert de population est fourni par l'étude de l'anthroponymie dans les actes de la pratique, qui témoignent, dès la fin du XIII^e siècle, de la présence d'étrangers à Lemnos. Toutefois, le nombre de ces émigrés semble avoir été plutôt restreint et leur impact sur la mise en exploitation du territoire dut être beaucoup moins important que durant la période ultérieure.

Du transfert de paysans du continent à Lemnos durant la seconde moitié du XIV^e siècle témoigne un chrysobulle de mai 1380 délivré par Jean V en faveur du monastère de Vatopédi. Par cet acte, l'empereur confirme aux moines de ce monastère leurs droits sur le village de Moudros, sur les paysans qu'ils y avaient installés (*proskathéménou*), ainsi que sur la tour qu'ils avaient fait construire pour protéger leur bien²²⁷ ;

224. Les actes relatifs au domaine foncier de Patmos à Lemnos montrent que, entre la fin du XIII^e siècle et le deuxième quart du XIV^e siècle, le nombre de parèques dépendant du monastère augmenta (*Patmos* II, n° 74 et *Patmos* I, n° 16 et App. I et II). Toutefois, cette documentation s'arrête avant le milieu du XIV^e siècle sans que l'on puisse constater les effets de la deuxième guerre civile sur le nombre de parèques. Sur les biens de Patmos à Lemnos, voir de manière générale *TIB* 10, p. 269. Le nombre de parèques installés sur les terres de Vatopédi n'a pas cessé d'augmenter non plus jusqu'au milieu du XV^e siècle.

225. La faible densité démographique de Lemnos pourrait expliquer l'essor de l'élevage au XV^e siècle (voir *infra*, p. 345-347). Toutefois, il se peut aussi que cette activité économique ait été simplement le fruit des investissements productifs des monastères pour exploiter des terres qui n'étaient pas labourables, comme la presqu'île de Phakos.

226. KANTAKOUZÈNOS I § 51 ; I, p. 259⁴⁻¹⁰. Il est peut-être question de la terre donnée à ces Coumans à Lemnos dans un acte de Vatopédi de 1348, qui mentionne « la terre qui avait été détenue par les Turcs » (γῆν ἣν κατέϊχον οἱ Τοῦρκοι, cf. *Vatopédi* II, n° 98, l. 23 ; voir aussi les notes, p. 219).

227. *Vatopédi* III, n° 161. Sur la tour de Moudros, cf. *supra*, p. 156.

mais surtout, il leur accorde la permission de faire venir à Lemnos des hommes venant de leurs autres métoques²²⁸. Un *praktikon* délivré quelques années plus tard, en 1387, précise qu'il s'agissait de métoques situés dans l'Occident sur le continent²²⁹.

C'est la première fois que l'on fait allusion à cette époque de manière explicite au transfert d'hommes depuis le continent vers les îles. On notera d'ailleurs que pour installer de nouveaux paysans, les grands propriétaires avaient besoin de l'autorisation impériale. Toutefois, dès le milieu du xiv^e siècle, les gouverneurs byzantins avaient déjà adopté quelques mesures pour faciliter l'installation de main d'œuvre productive dans l'île.

En 1359, un acte de Géorgios Astras – tiré lui aussi des archives de Vatopédi et déjà signalé – prévoyait des exemptions fiscales pour les paysans que les moines allaient installer sur leur domaine de Moudros. Astras, gouverneur de l'île à l'époque, avait exempté les paysans nouveaux venus du paiement de tous les impôts pendant la première année et de toutes les taxes à l'exception de celle de la *bigla* dans les années à venir²³⁰. Cet acte, antérieur de quelques années au chrysobulle de 1380, ne spécifie pas l'origine des paysans que Vatopédi devait installer à Moudros, s'ils devaient venir du continent ou des autres îles voisines, pas plus que leur statut social.

D'autres actes du troisième quart du xiv^e siècle sont en revanche plus précis sur cette question du statut des paysans installés à Lemnos. Ils les qualifient souvent « d'étrangers et d'inconnus du fisc » (ξένοι καὶ τῷ δημοσίῳ ἀνεπιγνώστοι)²³¹. Cette formulation, dont on a eu l'occasion de parler brièvement à propos de la mise en exploitation des biens des pronoiâires durant la première moitié du xiv^e siècle, signifie qu'il s'agissait de paysans qui n'étaient pas inscrits sur le rôle du fisc ou sur le *praktikon* d'un autre propriétaire, c'est-à-dire des paysans qui ne versaient rien à l'État au titre de l'impôt et qui ne travaillaient pas les terres d'un autre propriétaire (soit à titre de locataire soit comme salarié). Le terme « étranger » signifiait en principe qu'il s'agissait de paysans non inscrits dans les actes de recensement, peut-être parce qu'ils venaient d'une autre région²³². À Lemnos ce fut souvent le cas, surtout à partir du dernier quart du xiv^e siècle.

Par exemple, un *praktikon* de 1368 également relatif aux biens de Vatopédi à Lemnos emploie l'expression « étrangers et inconnus du fisc » pour parler des paysans que les moines avaient fait venir et installer dans leur métoque de Moudros²³³.

228. *Ibid.*, n° 161, en particulier l. 6 : ἀλλὰ δὴ καὶ μετὰ τῶν ἄλλων τῶν ἐσுστερον μετωκισθησομένων ἐκεῖσε παρ' αὐτῶν ἀπὸ τῶν μετοχίων αὐτῶν. Le chrysobulle de confirmation est un type d'acte qui était devenu peu fréquent à cette époque de l'histoire byzantine en raison du rétrécissement des frontières de l'Empire : l'acte *Vatopédi* III, n° 161, fut délivré au lendemain de la restauration de Jean V sur le trône de Constantinople en 1379, après l'usurpation de son fils Andronic IV.

229. *Vatopédi* III, n° 165, l. 61 : ἀπὸ τῶν ἐν τῇ δύσει μετοχίων αὐτῶν ἢ καὶ ἀλλαχόθεν.

230. *Vatopédi* II, n° 114. Sur cet acte, voir *supra*, p. 164-165.

231. Voir les exemples cités dans les notes suivantes.

232. On retrouve dans certains actes le terme *xénochôritai* pour désigner les paysans qui n'habitaient pas sur le même domaine : cf. *Lavra* II, n° 109 (1321), l. 972-973 et 985-987. Il n'est pas certain que les termes *xénoparôikoi* et *xénochôritai* soient équivalents, comme semble le suggérer Svoronos dans *Lavra* IV, p. 168.

233. *Vatopédi* II, n° 128, l. 45-46 : προσκαθημένους οὓς ἤφερον οἱ μοναχοὶ ξένους καὶ τῷ δημοσίῳ ἀνεπιγνώστους.

L'acte donne une liste de seize familles paysannes, dont la composition suggère qu'il s'agissait de jeunes couples récemment formés²³⁴. L'acte prévoit, pour la première fois notons-le, que les moines fassent venir d'autres paysans « d'ailleurs » (ἀφ'έτερας χώρας) ; ce sont ces derniers qui sont qualifiés d'« étrangers et inconnus du fisc ». Les moines devaient détenir les nouveaux venus dans les mêmes conditions que ceux qui étaient déjà installés à Moudros²³⁵, c'est-à-dire avec la franchise totale des impôts, à l'exception du *bigliatikon*, comme l'avait déjà prescrit l'acte délivré par Astras en 1359²³⁶.

Le *praktikon* de juin 1387 pour Vatopédi constitue une source très riche pour étudier l'état d'exploitation des biens de ce monastère dans l'île et les paysans qui s'y étaient installés. Cet acte signale que lors du recensement précédent, en 1368, le monastère possédait 16 familles paysannes et qu'ensuite il avait reçu le chrysobulle de l'empereur Jean V lui accordant le droit de faire venir des paysans « étrangers et inconnus du fisc » de ses métoques d'Occident ou d'ailleurs²³⁷. Le *praktikon* de 1387 enregistre en effet une liste de 42 feux de paysans nouveaux venus, parmi lesquels sont mentionnés les 16 familles de 1368. L'acte dit qu'ils étaient tous exemptés du paiement des impôts, à l'exception du *bigliatikon*, ce qui est en accord avec les dispositions de l'acte d'Astras de 1359. Le recenseur, auteur du *praktikon*, ajoute à la fin une clause qui rappelle les clauses similaires des actes précédents, à savoir que le monastère continuera à détenir tous les paysans « étrangers et inconnus du fisc » qu'il fera venir par la suite, exemptés du versement des taxes à l'exception du *bigliatikon*.

Le *praktikon* de 1387 permet en outre de mieux comprendre l'extension des droits accordée à Vatopédi par le chrysobulle de Jean V de 1380, surtout par rapport aux actes précédents. Selon ce *praktikon*, le chrysobulle de 1380 autorisait les moines non seulement à faire venir des paysans « d'ailleurs », mais aussi à les transférer depuis leurs propres métoques du continent. Cette dernière mesure comportait en effet une augmentation des droits par rapport à l'acte d'Astras de 1359, car celui-ci ne concernait que l'installation des paysans qui n'étaient sur aucune autre terre.

En fin de compte, l'intérêt pour l'État consistait à attirer la plus grande quantité possible de main d'œuvre résidant en dehors des frontières de l'Empire. Et il faut rappeler qu'à cette époque (1380), la plupart des domaines athonites se trouvaient déjà

234. Neuf de ces familles paysannes sont mentionnées sans enfants (cela pouvait peut-être signifier que les enfants étaient en bas âge), cinq avec un ou deux enfants et deux individus sont célibataires.

235. *Vatopédi* II, n° 128, l. 52-55 : εἴπερ δὲ ἐπιμεληθῶσι καὶ φέρωσιν ἀφ'έτερας χώρας ἑτέρους ἀνθρώπους ξένους καὶ τῷ δημοσίῳ ἀνεπιγνώστους καὶ προσκαθήσουσιν εἰς τὸ δηλωθὲν μετόχιον αὐτοῦ τοῦ Μούδρου, ὀφείλουσιν κατέχειν καὶ τούτους ὡς καὶ τοὺς καταγεγραμμένους ἄνωθεν ἑτέρους αὐτῶν προσκαθημένους.

236. Le *praktikon* de 1368 dit simplement que Vatopédi devait détenir tous les biens sans être importuné et en percevoir tout le revenu comme l'avait ordonné l'empereur : ταῦτα δὲ πάντα ὀφείλει κατέχειν καὶ νέμεσθαι ἢ δηλωθεῖσα σεβασμία βασιλικὴ μονὴ τοῦ Βατοπεδίου ἀνενοχλήτως παντάπασι καὶ ἀδιασίστως καὶ τὴν ἐξ αὐτῶν πασαν ἀποφέρεισθαι πρόσοδον καθὼς ὁ κραταιὸς καὶ ἅγιος ἡμῶν αὐθέντης καὶ βασιλεὺς διορίσατο (*ibid.*, l. 55-57). L'ordonnance impériale à laquelle fait allusion le *praktikon* est un chrysobulle délivré par Jean V en juillet 1362 (*Vatopédi* II, n° 117), par lequel Vatopédi recevait la confirmation de ses droits sur le métoque de Moudros. Le chrysobulle ne fait aucune allusion au statut fiscal de la terre ou des paysans de Vatopédi, mais il est certain qu'ils jouissaient déjà des privilèges accordés par Astras trois ans plutôt (*Vatopédi* II, n° 114).

237. *Vatopédi* III, n° 165.

sous souveraineté étrangère, serbe et ottomane. D'autre part, les moines pouvaient trouver intérêt à faire venir dans les îles des paysans de leurs domaines continentaux pour les mettre à l'abri de l'instabilité politique et militaire²³⁸.

Par conséquent, l'État et les grands propriétaires tiraient tous deux des avantages de l'installation de paysans dans les îles qui restaient à l'Empire. Pour mettre en œuvre cette politique, l'État byzantin avait eu recours à une pratique bien connue depuis le XII^e siècle pour assurer la mise en culture des grands domaines fonciers, à savoir l'octroi de privilèges fiscaux aux paysans « étrangers et inconnus du fisc » pour leur installation sur ces biens²³⁹. Grâce à cette initiative, l'État encourageait les exploitants à trouver de nouveaux cultivateurs et à augmenter ainsi la masse des contribuables de l'Empire. La nouveauté au XIV^e siècle par rapport aux périodes précédentes consistait en la permission de transférer des paysans qui travaillaient déjà sur les grands domaines situés dans le continent vers les îles. Cette décision était motivée par le contexte politique particulier de l'époque.

L'arrivée de paysans à Lemnos et leur installation sur les terres des grands propriétaires pouvaient néanmoins entraîner des conflits entre les propriétaires et les agents du fisc. Même si les actes que nous avons étudiés montrent que les paysans « nouveaux venus » bénéficiaient de la franchise des taxes, il semble que des abus aient été commis par les percepteurs. Un autre acte athonite de la même époque en rend compte. Il s'agit d'un *praktikon* en faveur du monastère de Philothéou qui peut être daté de 1387 ou 1388²⁴⁰. L'acte dit que les moines de ce monastère devaient posséder « les hommes qu'ils feront venir éventuellement de loin et installeront dans le métoque [de Lemnos] ; [les moines ont demandé] que les agents du fisc n'aient pas le droit de détacher [du métoque] certains de ces [hommes] pour les soumettre au fisc, dès lors que [les moines]

238. Déjà au début du XIV^e siècle, les moines de Patmos avaient mis à l'abri plusieurs de leurs parèques dans leur domaine de Saint-Jean de Stylos en Crète, par crainte des attaques turques : SAINT-GUILLAIN, *L'Apocalypse et le sens des affaires*, p. 773-774.

239. En 1106, l'empereur Alexis I^{er} Komnènos accorda au monastère de l'Éléousa, près de Strumica (Macédoine), l'exemption fiscale pour 12 parèques « libres et non soumis à l'impôt » (ἐλεύθεροι καὶ ἀτελεῖς), que les moines allaient installer sur leurs domaines (*Éléousa*, p. 28-29). Dans d'autres actes, on retrouve l'expression équivalente καὶ μήτε γῆν ἰδίαν ἔχοντας, μήτε δημοσιακοῖς χαρτίοις ἐγγεγραμμένους, c'est-à-dire « ceux qui ne possèdent pas de terre en propre et ne sont pas inscrits dans les actes du fisc » : cf. *Patmos* I, n° 18, l. 427-428 (*lysis* d'Alexis I^{er} Komnènos, 1099 ou 1114).

240. *Phil. Supp.*, n° 7. L'acte est conservé par une copie datant du XV^e ou du XVI^e siècle (cf. *ibid.*, p. 323). Il ne porte aucune marque d'authentification ni mention de la date. Son éditrice, V. Kravari, l'a daté avec prudence de la « fin du XIV^e ou début du XV^e siècle ». Toutefois, elle précise que « ce *praktikon* a été établi sous le règne de l'empereur qui avait donné l'ordre à Trichas de procéder au recensement de Lemnos (cf. l. 10 de notre document) ». Lorsque V. Kravari releva ce fait, on ignorait encore que Trichas avait effectué son recensement en 1368, c'est pourquoi elle a songé à identifier l'empereur avec Manuel II : « Il est difficile d'admettre que cet empereur soit Jean V, qui est mort en 1391, à une date assez proche, selon nous, du recensement de Trichas ; il ressort en effet de notre document que ce recensement lui était bien antérieur (cf. l. 9 : πρὸ χρόνων). Dans ce cas, l'empereur en question serait Manuel II... » Il n'y a désormais plus de doutes sur le fait que l'empereur qui ordonna la rédaction du *praktikon* pour Philothéou était bien Jean V et que le seul recensement de l'île après celui de Trichas et avant la mort de cet empereur est celui de 1387-1388 réalisé par le collègue Sébastopoulos-Cheilas (sur lequel, voir *infra*, p. 370).

auront déclaré ces hommes aux *képhalai* successifs et aux agents du fisc [... les recenseurs] ordonnent que si les moines agissent ainsi, [les hommes] en question seront libres et que le fisc ne les inquiétera pas²⁴¹ ». Il s'agit certes du seul témoignage qui reflète cette pratique abusive des fonctionnaires du fisc. Toutefois, il se peut qu'elle ait été assez fréquente, puisque l'administration trouvait dans l'arrivée aux îles de ces nouveaux paysans une source de revenus supplémentaire.

Le transfert de paysans vers Lemnos se poursuit dans la première moitié du ^{xv}^e siècle : deux *praktika* pour Vatopédi, datés de 1442 et 1463, reprennent les mêmes clauses que le *praktikon* de 1387 et confirment les avantages fiscaux accordées au monastère pour l'installation de parèques dans son domaine de Moudros²⁴².

L'installation de paysans étrangers dans les autres provinces de l'Empire à partir du début du ^{xv}^e siècle

Au début du ^{xv}^e siècle, le retour de conditions politiques plus favorables permet le rétablissement de l'autorité byzantine dans plusieurs territoires des Balkans. On reviendra sur le contexte politique, mais il est intéressant de constater ici que les mesures appliquées pour le transfert de population du continent vers les îles de l'Égée furent alors mises en place dans les provinces continentales de l'Empire. Nous ne possédons pas beaucoup de témoignages sur cette politique, mais trois mentions dans les sources de l'époque suffisent à mon avis à prouver l'existence d'un effort pour repeupler certaines régions continentales par le transfert de paysans venus d'ailleurs.

La première mention est contenue dans un acte de recensement du premier quart du ^{xv}^e siècle concernant les biens du monastère de Docheiariou en Macédoine. Il s'agit d'un *praktikon* établi par les recenseurs Paulos Gazès et Géôrgios Prinkèps en mai 1409, dans lequel on lit : « [Les moines] doivent avoir la permission de faire venir des régions extérieures au territoire de Thessalonique des hommes libres et inconnus du fisc, autant qu'ils en trouveront, de les installer dans leurs villages et de les détenir sans contestation avec leur parèques inscrits²⁴³. » La formulation rappelle beaucoup celle des mesures prises à Lemnos durant la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle.

Un autre *praktikon* de la même époque (avril 1409), concernant aussi la Macédoine, délivré cette fois au monastère de Lavra, mentionne les exemptions fiscales dont jouissaient les hommes « libres et inconnus du fisc » installés sur les domaines du monastère : « Il a été accordé auxdits moines [de Lavra] le droit d'installer dans leurs métoques

241. *Ibid.*, l. 26-31 : ἐπὶ δὲ ἐζητήθη πρὸς ἡμᾶς παρὰ τῶν μοναχῶν ὡς ἂν ἐπιμεληθῶσιν καὶ φέρωσιν ἀνθρώπους ἀπὸ πέραν καὶ πρόσκαθήσωσιν εἰς τὸ μετόχιον, ἐξουσιάζην αὐτῶν καὶ μὴ ἐξείναι τῆς τὰ δημόσια ἐνεργούσιν ἀποσπάσαι τινὰς ἐξ αὐτῶν καὶ εἰσάξαι εἰς τὸ δημόσιον, δείξαντας πρῶτον τοὺς τιούτους ἀνθρώπους τοῖς κατὰ κερὸν ἐνταῦθα κεφαλατικέουσιν καὶ τοῖς τὰ δημόσια ὑπηρετοῦσιν [...] ἔαν ἡ μοναχοὶ τοῦτο ποιήσωσιν, ἔχειν τοὺς ριθεντας ἐλευθερίαν καὶ ἀνενοχλησίαν ἀπὸ τοῦ μέρους τοῦ δημοσίου.

242. Il s'agit des actes de *Vatopédi* III, n^{os} 227 et 236.

243. *Docheiariou*, n^o 53, l. 31-33 : ὡσαύτως ὀφείλουσιν ἔχειν ἐπ'ἀδείας φέρειν ἀπὸ τῶν ἐκτὸς τοῦ τῆς Θεσσαλονίκης συνόρου χωρῶν ἀνθρώπους ἐλευθέρους καὶ τῷ δημοσίῳ ἀνεπιγνώστους, ὅσους ἂν καὶ εὕρωσι, καὶ πρόσκαθίσαι ἐν τοῖς τοιούτοις χωρίοις αὐτῶν, καὶ ἔχειν καὶ τούτους μονομερῶς μετὰ καὶ τῶν ἀναγεγραμμένων παροίκων αὐτῶν ἀνενοχλήτως τὲ καὶ ἀδιασείστως.

des hommes libres et inconnus du fisc, autant qu'ils pourront en trouver et y installer, de les détenir eux aussi avec ceux qui sont inscrits, sans contestation, libres de toute charge fiscale²⁴⁴. »

La troisième et dernière mention concerne le Péloponnèse. Il s'agit d'un acte délivré en faveur de la ville de Monemvasie par le despote Théodôros Palaiologos, le fils de Manuel II, qui fut gouverneur du Péloponnèse de 1407 à 1443, par lequel tous les habitants de l'Empire étaient autorisés à installer des parèques ou des « hommes libres » dans la ville de Monemvasie²⁴⁵.

La comparaison des sources concernant Lemnos, la Macédoine et le Péloponnèse est intéressante parce qu'elle révèle que l'État prit durant cette période des mesures identiques dans plusieurs régions de l'Empire. Cette uniformité de la législation mise en place témoigne d'une cohésion du point de vue institutionnel qui contraste avec l'image donnée par certains historiens d'une fragmentation de l'Empire en petites entités territoriales largement indépendantes.

L'impact démographique du transfert de paysans étrangers dans les provinces de l'Empire : essai d'étude d'anthroponymie paysanne

L'incidence des mesures adoptées sur la démographie de l'Empire est néanmoins difficile à évaluer. Nous ne possédons pas beaucoup de chiffres sur la population et les seules données quantitatives dont on dispose quant au nombre de cultivateurs d'un domaine proviennent de la série de *praktika* concernant les biens de Vatopédi à Lemnos, qui s'étale entre le milieu du ^{xiv}e et le milieu du ^{xv}e siècle. Bien qu'il ne s'agisse que d'un seul exemple, ces actes de Vatopédi fournissent une information précieuse parce qu'ils permettent d'étudier l'évolution de la population paysanne sur un domaine particulier. Les listes montrent en effet une augmentation progressive du nombre des parèques tout au long de la période.

Cette augmentation du nombre des cultivateurs fut sans doute due, au moins en partie, aux mesures adoptées par l'État visant au transfert d'hommes en provenance d'autres régions. L'étude de l'anthroponymie paysanne dans ces actes montre en effet que plusieurs de ces parèques étaient originaires d'autres territoires, soit du continent soit des autres îles de l'Égée. Comme l'a souligné Angéliki Laiou dans son livre sur la société paysanne à l'époque des Paléologues, les surnoms des paysans byzantins dénotent parfois une caractéristique particulière de la personne, un métier, un trait physique et souvent une origine étrangère. Dans ce dernier cas, une personne appelée Sériôtès serait « celui qui vient de Serrès ». Ceci dit, il ne s'agit pas d'une règle fixe. Il peut y avoir des paysans étrangers qui portent un nom de famille qui ne trahit pas

244. *Lavra* III, n° 161, l. 50-52 : ἐδόθη τοῖς εἰρημένοις μοναχοῖς ἄδεια προσκαθίσαι ἐν τοῖς αὐτῶν μετοχίοις ἀνθρώπους ἐλευθέρους καὶ τῷ δημοσίῳ ἀνεπιγνώστους, ὅσους ἂν δηλαδὴ δυνηθῶσιν εὐρεῖν καὶ προσκαθίσαι, κατέχειν τὲ καὶ τούτους μετὰ καὶ τῶν ἀναγεγραμμένων ἀνενοχλήτως καὶ ἀδιασείστως ἐλευθέρους τὲ καὶ ἀκαταζητήτους ἀπὸ πάσης καὶ παντοίας δημοσιακῆς ἀπαιτήσεως καὶ βάρους.

245. MM V, p. 171-174, ici p. 172, l. 17-18 : εἴτε πάροικοί εἰσιν, εἴτε ἐλεύθεροι, εἴτε ἄλλοι ὅποιοί εἰσιν. L'acte ne porte pas de date.

leur origine²⁴⁶. C'est pourquoi on se gardera de tirer trop de conclusions à partir de l'étude de l'anthroponymie paysanne. Il s'agit simplement d'un indice qui peut permettre de constater le poids de la population étrangère dans l'île à cette époque.

Avant d'aborder le dossier des *praktika* pour Vatopédi, arrêtons nous sur un *praktikon* pour Lavra daté de 1355, car il s'agit de l'un des plus anciens contenant une liste de parèques de Lemnos. D'après leurs noms, quelques paysans étaient déjà à cette époque originaires de la péninsule Balkanique : du Péloponnèse²⁴⁷, d'Albanie²⁴⁸ et de la Macédoine²⁴⁹. On en trouve aussi qui sont venus des autres îles de l'Égée²⁵⁰. Compte tenu de la date de ce *praktikon*, 1355, il faut imaginer que certains de ces parèques s'étaient déjà installés à Lemnos au cours de la première moitié du xiv^e siècle. Ils étaient peut-être arrivés à Lemnos par leurs propres moyens, échappant à la situation de chaos dans laquelle se trouvaient les autres régions de l'Empire à cette époque.

Quant aux *praktika* pour Vatopédi, ils mentionnent des paysans originaires de Macédoine, dont certains étaient peut-être venus des domaines appartenant aux moines. Le *praktikon* de 1368 mentionne, par exemple, deux paysans qui étaient venus de Serrès (Kônstantinos Sériôtès et Théodôros Sériôtès)²⁵¹, un de Drama (Géôrgios Dramiôtès)²⁵² et un autre de Thrace (Iôannès Boulérènos)²⁵³. Le *praktikon* de 1442 mentionne un étranger originaire de la ville de Iôannina, en Épire²⁵⁴.

Les *praktika* qui sont conservés pour la Macédoine du début du xv^e siècle témoignent aussi de la présence d'un certain nombre de paysans originaires des territoires situés en dehors des frontières de l'Empire. Notons néanmoins qu'ils ne sont pas très nombreux et la plupart proviennent de la région de Berroia et de la vallée du Strymon, là où les monastères athonites avaient possédé d'importants biens fonciers²⁵⁵.

246. Il se peut également que d'autres familles paysannes portant un patronyme qui dénote leur origine étrangère, puissent néanmoins avoir été installées dans leur terre d'accueil depuis plusieurs générations.

247. De Monemvasie : *Lavra* III, n° 136, l. 21, τοῦ Μονεμβασιώτου.

248. *Ibid.*, l. 128, τὸν Ἀλβανίτην.

249. De Kalamaria, c'est-à-dire de Chalcidique : *ibid.*, l. 27, Ἰωάννου γαμβροῦ τοῦ Καλαμαρᾶ.

250. Ces paysans sont, pour la plupart, originaires des autres îles du nord de l'Égée, comme l'île de Chios (*ibid.*, l. 29, Εὐστρατίου τοῦ Χιώτου), de Samothrace (*ibid.*, l. 99, Γρηγορίου τοῦ Σαμοθρακίτου) et de Lesbos (*ibid.*, l. 42, Γεωργίου γαμβροῦ τοῦ Μιτυληναίου). Il y est peut-être aussi question d'un paysan de Mykonos (*ibid.*, l. 37, Μηκωνιάτου).

251. *Vatopédi* III, n° 165, l. 62 et 68 respectivement.

252. *Ibid.*, l. 70.

253. *Ibid.*, l. 71.

254. *Vatopédi* III, n° 227, l. 80-81 : ξένον παρὰ τῶν τιμιωτάτων μοναχῶν τῆς μονῆς εἰσαχθέντα Θεόδωρον τὸν ἀπὸ τὰ Ἰάνινα.

255. Originaires de la vallée du Strymon sont mentionnés Théodôros Strymônites, habitant du village d'Éladiaba (*Vatopédi* III, n° 200, l. 17) et Thômas Strymônites du village de Saint-Mamas (*ibid.*, l. 22). Dans un *praktikon* de 1418 pour Vatopédi, il est question d'un Théodôros Strymmonites, habitant du village d'Hermèleia (*Vatopédi* III, n° 211, l. 25). Originaires de la région de Berroia sont Konstas Béroiôtès du village de Drymosyrta (*Lavra* III, n° 161, l. 21) et Iôannès Berroiôtès du village de Gomatou (*ibid.*, l. 64).

On retrouve également quelques parèques originaires de Thrace, qui s'étaient peut-être enfuis à l'époque de la conquête turque de la province, durant le troisième quart du XIV^e siècle²⁵⁶.

En dehors des sources fiscales, on trouve rarement la mention d'étrangers installés sur les terres de l'Empire. Un acte du patriarche Antônios IV, daté de février 1392, mentionne un moine nommé Iôannikios, habitant Lemnos, qui est qualifié d'étranger²⁵⁷. Sa présence dans l'île n'a sans doute rien à voir avec les efforts pour mettre en exploitation la région, elle est peut-être simplement significative des conditions favorables que présentait Lemnos à l'époque pour les hommes du continent ; sa relative stabilité politique ainsi que les bonnes conditions économiques faisaient d'elle une destination attirante pour une population ruinée par la crise.

Confiscation et redistribution de biens fonciers à Lemnos

La politique de transfert de population paysanne dans les îles de l'Égée fut complétée par la redistribution par l'État de biens fonciers abandonnés aux grands propriétaires et aux agriculteurs.

Un *praktikon* de juillet 1348 en faveur de Vatopédi témoigne déjà de l'attribution au monastère de nombreux biens abandonnés dans l'île de Lemnos²⁵⁸. L'acte fut dressé sur l'ordre de l'empereur Jean VI Kantakouzènos, peu après son arrivée au pouvoir (février 1347), par le recenseur Iôannès Krybitziôtès. Dans la liste des biens, on observe une division entre ceux qui appartenaient depuis un certain temps déjà à Vatopédi et ceux qui lui avait été récemment attribués. L'acte dit que le monastère fut mis en possession (ἐδόθη) de plusieurs tenures en déshérence (ἐξάλειμμα) situées dans les villages de Ménaloupon, Lagôodontou et Répanidion et désignées par le nom de leurs anciens détenteurs, sans doute des parèques qui étaient morts entre-temps²⁵⁹. Il s'agissait vraisemblablement d'anciens parèques du fisc²⁶⁰ : leur disparition (par mort ou désertion) avait provoqué le retour de ces biens au fisc qui pouvait alors les attribuer à un nouveau propriétaire. Le *praktikon* d'octobre 1355 délivré en faveur

256. Théodôra veuve de Boulérènos habitant du village de Drymosyrta (*ibid.*, l. 24) et Iôannès Xanthos (peut-être aussi « le blond ») du village d'Éladiaba (*Vatopédi* III, n° 200, l. 12).

257. *Lavra* III, n° 152, l. 13 : ὁ δὲ μοναχὸς Ἰωαννίκιος ἐκεῖνος ξένος.

258. *Vatopédi* II, n° 98.

259. *Ibid.*, l. 52-59 : ἐδόθη ἀρτίως παρ' ἐμοῦ καὶ εἰς τὸ εἰρημένον χωρίον τὸ Μενάλουπον ἐξάλειμμα Γεωργίου τοῦ Γουλιαμῆ καὶ τῶν ἀδελφῶν αὐτοῦ Εἰρήνης καὶ Καλῆς, ἅτινα ἔχουσι ἀμπελοτόπιον μοδίων δ' καὶ γῆν μοδίων σ', κηποτόπιον μοδίων γ'... Il est intéressant de relever que, dans cette description d'une tenure foncière, on ne parle pas de vignes ou de jardins, mais de la terre pour planter des vignes (*ampélotopion*) ou de la terre pour planter un jardin (*kèpotopion*), ce qui suggère l'état d'abandon de ces parcelles. Sur le terme *ampélotopion*, voir LEFORT, *L'économie rurale*, p. 419, n. 151 : « Le terme *ampélotopion* désigne sans doute un terrain préparé pour une plantation de vigne. » Sur le *kèpotopion*, voir aussi *Lavra* IV, p. 91, n. 194.

260. Les dimensions de ces tenures s'accordent bien avec celle d'une unité d'exploitation paysanne moyenne, entre 50 et 200 modioi de terre. Sur les dimensions des tenures paysannes, voir *supra*, p. 26.

de Lavra²⁶¹ témoigne d'une situation semblable, à savoir l'attribution de nombreuses tenures en déshérence, dites *exaleimmata*, à ce monastère, avec la mention des noms de leurs anciens détenteurs²⁶².

Après le *praktikon* de 1348, par lequel Vatopédi avait reçu beaucoup de tenures abandonnées, le *praktikon* de 1368 dresse un état totalement renouvelé de la fortune du monastère. Au lieu d'une longue liste de biens qualifiés d'*exaleimmata*, Vatopédi détient alors, outre son métoque de Saint-Jean-le-Théologien, deux grands domaines fonciers dans l'île, l'un situé au nord de Moudros, d'une surface de 2 000 modioi, et l'autre à l'ouest de Moudros, d'une surface de 1 000 modioi. Il n'y est plus fait aucune mention d'*exaleimmata*.

Le domaine de 2 000 modioi avait été une donation d'Astras, gouverneur de l'île : l'acte de juillet 1359 mentionne une première donation de 1 000 modioi²⁶³, puis un chrysobulle de confirmation de l'empereur Jean V de juillet 1362 parle déjà de 2 000 modioi de terre²⁶⁴. La différence entre les deux chiffres implique qu'Astras avait donné à Vatopédi un deuxième lot de terres entre 1359 et 1362. La superficie totale de ce domaine (2 000 modioi) étant proche de celle des 2 300 modioi de terres provenant des *exaleimmata* que le monastère détenait en 1348, il est fort possible qu'Astras ait donné cette propriété de 2 000 modioi à Vatopédi en échange des tenures abandonnées qu'il détenait auparavant²⁶⁵.

Le chrysobulle de Jean V de 1362 rapporte qu'Astras avait constitué un métoque avec la tour qu'il avait fait bâtir à Moudros et cette terre de 2 000 modioi et qu'ensuite, il l'avait remis au monastère²⁶⁶. L'expression « constituer un métoque » (ἀποκατέστησεν εἰς μετόχιον) fait certainement allusion au rassemblement d'un groupe de terres contiguës afin d'en former une seule unité d'exploitation, c'est-à-dire un grand domaine foncier²⁶⁷. La constitution d'un métoque n'implique peut-être pas sa mise en exploitation immédiate ; ni l'acte de donation d'Astras de 1359 ni le chrysobulle de 1362 ne font mention de paysans installés sur ces terres données à Vatopédi. Au contraire, le *praktikon* de 1368, qui contient la description de ce domaine, dit que c'est le monastère qui a fait venir les seize familles de parèques qui cultivaient la terre à Moudros.

261. Il s'agit de l'acte de *Lavra* III, n° 136.

262. Voir par exemple *ibid.*, l. 73-74 : ἔχει καὶ εἰς τὸ Πτέριον ἐξάλειμμα, ὅπερ καὶ προκατεῖχεν, Ἰωάννου ἱερέως τοῦ Ἰωαννακίου καὶ Νικολάου τοῦ ἀδελφοῦ αὐτοῦ, ἅτινα ἔχουσι γῆν μοδίων σ'.

263. *Vatopédi* II, n° 114. Sur d'autres aspects du contenu de cet acte, voir *supra*, p. 164-165.

264. *Ibid.*, n° 117.

265. Les terres provenant d'*exaleimmata* que Vatopédi possédait en 1348 étaient localisées en plusieurs endroits de Lemnos : à Ménaloupon (cf. *Vatopédi* II, n° 98, l. 32-33, 35-38, 40-41 et 52-54), à Lagôdontou (*ibid.*, l. 12 et 54-57), à Répanidion (*ibid.*, l. 11, 58-59 et 68-70), à Akrôtèrion (*ibid.*, l. 13-14), à Bounaria (*ibid.*, l. 11), à Strobyléa (*ibid.*, l. 33-34), à Tygkônin (*ibid.*, l. 34), à Sinapida (*ibid.*, l. 41-42) et à Lankada (*ibid.*, l. 42). Quelques-uns de ces toponymes sont peut-être de simples lieux-dits, d'autres désignent des villages d'une certaine importance, comme Lagôdontou ou Répanidion. Quoi qu'il en soit, on notera qu'aucun de ces biens n'est localisé à Moudros.

266. *Vatopédi* II, n° 117, l. 3 : ὄντινα δὴ πῦργον μετὰ καὶ γῆς δισχιλίων μοδίων πλησίον τούτου διακειμένης ἀποκατέστησεν εἰς μετόχιον προσκυρώσας.

267. On a vu que le terme « métoque » servait à désigner un centre d'exploitation domanial : cf. *supra*, p. 24, n. 66.

Outre le domaine de 2 000 modioi, le *praktikon* de 1368 mentionne aussi un second bien de 1 000 modioi situé également à proximité de ce village, mais apparemment séparé du premier. Cette terre, dit le *praktikon*, avait été échangée avec le fisc contre une partie de la « terre de Chrysobergès » (500 modioi) et la « terre de Chaoulè » (500 modioi)²⁶⁸, deux biens qui avaient été donnés au monastère par Théodôra Kantakouzènè et son fils Jean VI aux alentours de 1348²⁶⁹. Plus tard, le gouverneur Astras les avait confisqués, sans doute peu avant son départ pour Thessalonique (1365), car ce fut son fils Michaël Astras qui en mit à nouveau le monastère en possession par un acte de 1366²⁷⁰. Ce fut donc peu après la restitution de ces deux biens (entre 1366 et 1368) que les moines procédèrent à un échange contre un autre bien du fisc, constituant une seule unité d'exploitation située plus près de leur grand domaine de Moudros²⁷¹.

L'évolution de la fortune foncière de Vatopédi à Lemnos durant le troisième quart du XIV^e siècle répond donc à une volonté de rassembler le plus grand nombre de terres possible. Ce phénomène n'est certainement pas propre à cette seule époque, puisque l'on retrouve les mêmes procédés aux périodes précédentes²⁷². Toutefois, il faut attirer l'attention sur le rôle déterminant joué par l'État dans ce processus au XIV^e siècle.

Vatopédi ne fut pas le seul monastère de l'Athos à se faire accorder des terres à Lemnos. Dans la seconde moitié du XIV^e siècle et jusqu'à la disparition de l'Empire, les empereurs et les gouverneurs de l'île continuèrent à distribuer des terres aux monastères et prêtèrent leur concours à la formation de grands domaines fonciers. Toutefois, les autorités agirent avec prudence à l'heure d'attribuer de nouvelles terres aux monastères, évitant de donner des biens qui étaient déjà en culture. En 1406 par exemple, l'empereur Manuel II, accédant à la demande de son neveu le despote de Serbie, donna au monastère slave de Saint-Pantéléemôn à l'Athos une parcelle de terre qui devait être prise sur la terre impériale (c'est-à-dire publique) de Lemnos. L'empereur ordonnait donc aux fonctionnaires de l'île de procéder à cette attribution, mais il prescrivait que ce champ soit pris hors de la partie de la terre publique qui était mise en culture²⁷³.

268. *Vatopédi II*, n° 128, l. 27-29 : ἐπεὶ δὲ ἔδοξε καλὸν ἡμῖν τὸ καὶ τοῖς μοναχοῖς καὶ ἀντὶ τῆς ἐπιλήπου γῆς τῶν πεντακοσίων μοδίων τῆς ἀγορᾶς τοῦ Χρυσοβέργη, ἔτη δὲ καὶ ἀντὶ τῆς τοῦ Χαούλη γῆς τῶν πεντακοσίων μοδίων τῆς εὐεργετηθῆσης ἀρτίως πρὸς αὐτοὺς δοθῇ ἑτέρα γῆ εἰσόποσος ταύτης, ἥδη παρεδόθη πρὸς αὐτοὺς ἡ τοιαύτη γῆ τῶν χιλίων μοδίων οὕτως [suit la délimitation]. La terre de Chrysobergès avait une superficie de 700 modioi, mais le monastère de Vatopédi décida d'échanger seulement 500 modioi, gardant la possession des autres 200 modioi, qui sont délimités dans ce *praktikon* de 1368 (cf. *ibid.*, l. 24-27).

269. *Ibid.*, p. 40-41.

270. *Vatopédi II*, n° 125 : acte d'octobre 1366. Sur cet acte, voir aussi *supra*, p. 142.

271. *Ibid.*, p. 41 : les éditeurs remarquent que « nous ne connaissons pas les raisons de ces modifications. On peut penser que Vatopédi a abandonné des biens au nord et au sud de Moudros pour arrondir ce domaine vers l'est, mais cela n'est qu'une hypothèse ».

272. Sur le regroupement des biens afin de constituer de grands domaines fonciers, voir SMYRLIS, *La fortune*, p. 131-132.

273. *Saint-Pantéléemôn*, n° 16, l. 5-8 : « Ma Majesté prescrit par la présente ordonnance que soit donné au susdit monastère de notre saint martyr Pantéléemôn trois *zeugaria* [de terre], pris sur la terre impériale, libre et de qualité supérieure, hors des *zeugelatía* impériaux » (ὅθεν καὶ διορίζεται ἡ βασιλεία μου δια τοῦ παροντος αὐτῆς προστάγματος ἵνα δοθῇ πρὸς τὸ εἰρημένον μοναστήριον τοῦ αγίου μου μάρτυρος Παντελεήμονος, ἀπὸ ἐλευθέρας βασιλικῆς γῆς τῆς κρείττονος ποιότητος καὶ ἔξω οὐσης τῶν βασιλικῶν ζευγηλατείων, γῆ ζευγαρίων τριῶν).

Le fait que la plupart des terres accordées aux monastères à Lemnos à partir du milieu du ^{xiv}^e siècle soient des terres en friche témoigne à mon sens de l'objectif principal de ces donations : favoriser leur mise en exploitation. En effet, on a vu que les monastères, soucieux de rentabiliser ces donations, installèrent aussitôt des paysans et veillèrent à améliorer les conditions de la mise en culture²⁷⁴.

On ne sait pas si cette politique qui consistait à accorder des terres aux grands monastères pour assurer leur gestion concerna aussi les grandes fortunes aristocratiques de l'Empire. La documentation reste muette quant à la distribution éventuelle de biens fonciers à l'aristocratie laïque.

Compte tenu des pertes foncières subies par ce groupe en raison du rétrécissement des frontières de l'Empire, on serait en effet tenté d'imaginer que l'État les ait compensées en lui attribuant des biens situés dans les provinces qui restaient byzantines. Toutefois, dans le cas de l'île de Lemnos, pour laquelle la documentation est abondante, les sources ne semblent pas confirmer cette hypothèse. Les *praktika* conservés mentionnent rarement des biens entre les mains des grands aristocrates parmi les terres contiguës à celles des monastères. Ils témoignent en revanche d'une prépondérance de la moyenne paysannerie, qui était constituée de cultivateurs installés sur les terres du fisc.

La gestion des biens publics : faire-valoir direct et attribution aux paysans

On connaît mal les formes de la mise en exploitation de la terre fiscale à l'époque tardive. On sait toutefois qu'existaient de « grandes fermes » impériales qui sont désignées par le terme *zeugèlateia*²⁷⁵. C'étaient sans doute de vastes domaines exploités de manière directe par l'État²⁷⁶, héritiers des anciens grands domaines publics autrefois

274. De manière exceptionnelle, l'État pouvait faire donation à certains monastères de paysans pour cultiver leurs terres. En 1361 par exemple, Géorgios Synadènos Astras mit Lavra en possession de vingt familles de parèques contre versement d'un impôt de 40 hyperpres (*Lavra* III, n° 139).

275. Un acte de 1344 mentionne un certain Arsénikas, *doux* de Berroia et intendant des *zeugèlateia* impériaux de la région de Thessalonique, qui était actif durant le règne de Michel VIII : πρῶτον μὲν ἡμῖν περιορισμὸν ἐμφανίζει τοῦ τοιούτου κτήματος πρὸ ἐβδομήκοντα χρόνων ἤδη γεγενημένον παρὰ τοῦ δουκὸς Βερροίας καὶ τῶν περὶ τὴν Θεσσαλονίκην βασιλικῶν ζευγηλατείων τοῦ Ἀρσενικᾶ (*Docheiariou*, n° 23, l. 17-18). La délimitation d'un bien foncier appartenant à Docheiariou, contenue dans un acte du recenseur Kōnstantinos Makrénos de 1338, mentionne un *zeugèlateion* impérial (βασιλικὸν ζευγηλατεῖον) : *Docheiariou*, n° 19, l. 22.

276. Un acte de 1321 dit que toute la commune d'un village constituait un domaine impérial : τῆς ὅλης περιοχῆς τοῦ βασιλικοῦ ζευγηλατείου χωρίου τοῦ Μακρογένους (*Lavra* II, n° 110, l. 4-5). Cet acte est signé par « les serviteurs de notre puissant et saint seigneur et empereur, les recenseurs du thème de Thessalonique et intendants des domaines impériaux, le *sébastos* Kōnstantinos Pergaménos et Géorgios Pharisaios » (οἱ δοῦλοι τοῦ κραταιοῦ καὶ ἀγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ βασιλέως ἀπογραφεῖς τοῦ θέματος Θεσσαλονίκης καὶ ἔνοχοι τῶν τοιούτων ζευγηλατείων τῶν βασιλικῶν σεβαστὸς Κωνσταντῖνος ὁ Περγαμηνός καὶ Γεώργιος ὁ Φαρισαῖος, *ibid.*, l. 22-25). Un chrysobulle de Jean V, daté d'août 1346, dit que la terre de Trachysana, située à Lemnos, avait été enregistrée en tant que « *zeugèlation* de Ma Majesté » (κατελογίζετο πρότερον ὡς ζευγηλατεῖον τῆς βασιλείας μου) avant d'être donnée au monastère de Lavra : *Lavra* III, n° 127, l. 6. Et toujours à Lemnos, plusieurs *zeugaria* de terre furent détachés du *zeugèlateion* impérial de Chaoulè pour être donnés à Vatopédi : *Vatopédi* II, n° 128 (1368), l. 8.

qualifiés d'*épiskepsis*. Ils avaient été nombreux depuis le XI^e siècle²⁷⁷. On verra plus loin que le terme de *zeugèlateion* servait aussi à désigner des domaines appartenant aux propriétaires privés, dont la caractéristique principale était le faire-valoir direct.

En revanche, la plupart des autres terres publiques semblent avoir été exploitées de manière indirecte, à travers la concession des terres aux paysans contre versement d'un loyer. Ces agriculteurs étaient considérés comme parèques du fisc (qualifiés de *basilikoi paroikoi* ou *dèmosiakoi paroikoi*) et leur statut était héréditaire. Ils bénéficiaient des conditions liées au bail de type perpétuel caractéristique de la *paroikia*, comme c'était le cas aussi des parèques de grands propriétaires²⁷⁸.

Ce sont à nouveau les actes relatifs à Lemnos qui nous renseignent le mieux sur la distribution des biens du fisc à la population paysanne. Je fais ici allusion à trois actes tirés des archives du Pantokratôr, de Dionysiou et de Docheiariou, qui contiennent la description de plusieurs tenures paysannes à Lemnos²⁷⁹. Ces actes datent de la fin du XIV^e ou du début du XV^e siècle. Ils témoignent de l'attribution de terres publiques aux paysans²⁸⁰. En effet, plusieurs biens sont précédés par la forme verbale «on lui a donné» qui indique leur attribution au paysan²⁸¹, et d'autres biens portent le qualificatif d'«impérial» qui suggère leur origine publique²⁸². La plupart des terres données provenaient de tenures (*hypostasis*) qui avaient été exploitées antérieurement par d'autres paysans²⁸³. Leur transmission était effectuée par l'État²⁸⁴. Enfin, ces paysans étaient soumis aux redevances au titre du loyer pour la terre qu'ils cultivaient.

277. OIKONOMIDÈS, *The Role of the Byzantine State*, p. 994-995.

278. Pour le statut du parèque, voir en premier lieu KARAYANNOPULOS, *Ein Problem*, et *infra*, p. 469-475. Sur les parèques du fisc, voir OSTROGORSKY, *Paysannerie*, p. 11-24.

279. L'acte du *Pantocrator* est publié en Appendice parce qu'il n'est conservé qu'en traduction moderne. Les deux autres actes sont l'acte de *Dionysiou*, n° 21, et l'acte de *Docheiariou*, n° 60.

280. Pour plus de détails sur ces actes, voir ESTANGÜI GÓMEZ, *Quelques paysans aisés*.

281. Voir par exemple *Dionysiou*, n° 21 : ὁμοίως ἐδόθη αὐτῷ ἐτέρα γῆ εἰς τὸν Ἅγιον Γεώργιον τὰ Νεώματα (l. 15-16) ou ἐδόθη αὐτῷ καὶ ἡ εἰς τὴν Μέλισσαν γῆ ἡ μετα τοῦ Λαγκαδιώτη ἡ ἡμίσεια (l. 35-37). On retrouve la même expression dans l'acte *Esphigménou*, n° 8 (vers 1300), qui témoignerait donc du même procédé à propos d'une terre de Macédoine.

282. *Dionysiou*, p. 146.

283. Voir par exemple *Docheiariou*, n° 60 : ἀπὸ τῶν ὑποστάσεων τῶν Φρυδάδων μερίδα τρίτην (l. 25-26) ou χωράφια ἀπὸ τῆς ὑποστάσεως τοῦ Μελαμπῆ τὰ ἡμίση (l. 33).

284. Il y avait certes quelques tenures qui s'étaient transmises de père en fils (voir par exemple *Pantocrator*, Appendice, l. 34 : γῆν ἀπὸ τὸ πατρικόν του ὑποστατικόν), mais la plupart de ces transferts de terres ne semblent pas pouvoir s'expliquer par l'héritage : « On constate que seule une partie d'une tenure provient certainement d'un héritage ; toutes les autres parcelles avaient antérieurement appartenu à des personnes aux noms de famille différents de ceux des détenteurs du moment » (commentaire d'Oikonomidès à l'acte de *Docheiariou*, n° 60, p. 305). Oikonomidès constate aussi qu'il y a trop de biens pour que la dot puisse expliquer tous les transferts. C'est pourquoi il a conclu que le rôle de l'État dans la répartition de lots de terre entre les paysans avait dû être important, notamment en raison de l'emploi de la forme verbale «a été donné» : « Il me semble plus vraisemblable que nous sommes devant une politique systématique de redistribution de terres à de jeunes paysans tenus à les mettre en valeur » (*ibid.*, p. 305).

Il faut souligner que chaque lot de terres était exploité par deux paysans, dont chacun possédait la moitié du lot²⁸⁵. L'étendue de leurs tenures était en principe identique, ce qui suggère une planification préalable dans la distribution de ces biens fonciers. Si l'une des familles disparaissait, un autre paysan y était installé avec ses parents et était désigné par le terme de « remplaçant »²⁸⁶.

L'avantage pour le fisc de partager ainsi l'exploitation d'une tenure entre deux paysans ne me semble pas tout à fait clair, mais il a peut-être un lien avec une certaine forme de solidarité à l'égard de l'impôt ; ces paysans étaient des tenanciers installés par les autorités sur des terres publiques qu'ils cultivaient et au titre desquelles ils versaient un métayage au fisc. Cela n'empêchait pas qu'ils détiennent d'autres biens à côté, parfois en pleine propriété, au titre desquels ils verseraient l'impôt foncier.

Biens du fisc ou biens de la Couronne ?

L'importance des biens publics dans l'Empire byzantin tardif semble donc avoir été considérable. Dans son article sur le rôle de l'État byzantin dans l'économie, publié dans l'*Economic History of Byzantium*, Nicolas Oikonomidès a écrit qu'à l'époque des Paléologues, « the emperors participated little, and only sporadically, in the development of the agricultural economy²⁸⁷ ». Cette affirmation doit être reconsidérée à la lumière de l'évolution du régime foncier à Lemnos durant la seconde moitié du xiv^e siècle, telle que l'on vient de la décrire.

Dans l'empire des Paléologues, la part de la terre publique semble être demeurée prépondérante et la propriété privée plutôt minoritaire. On a vu qu'une grande partie de la terre publique restait entre les mains des soldats et des puissants, mais seulement au titre de leurs *pronoiai/oikonomiai*, c'est-à-dire en tant que concessions viagères et par conséquent révocables. De même, il y avait aussi un grand pourcentage de terres qui restait sous l'administration directe de l'État. Or la relative importance de cette terre publique nous conduit à poser la question de son statut car, outre les terres accordées en *pronoiai*, les historiens ont souvent fait la distinction entre terres du fisc et terres de la Couronne²⁸⁸.

285. Voir par exemple *Dionysiou*, n° 21, l. 15-25 : le paysan nommé Chatzilalas détenait à Saint-Georges ta Néômata la moitié d'un terrain de 300 modioi, l'autre moitié ayant été donnée à Langadiôtès (ὁμοίως ἐδόθη αὐτῷ [= Langadiôtès] ἐτέρα γῆ εἰς τὸν Ἅγιον Γεώργιον τὰ Νεώματα [...] καὶ ἔστι γῆ μοδίων τ', ἀφ' ὧν ἡ ἡμίσεια ρν' τούτω καὶ ἡ ἡμίσεια τὸ Χατζίλαλα). L'acte *Docheiariou*, n° 60, s'exprime autrement, mais il parle toujours de « moitiés » de biens : Ἰωάννης ὁ τοῦ Πέτρου Καζάνου ἔχει [...] ἐσωθύριον τὸ μετὰ τοῦ Μαρμαρᾶ τὸ ἥμισυ (l. 31), εἰς τὰ Μοίρα τοῦ Στιβανοῦ, τὸ μετὰ τοῦ Μαρμαρᾶ, τὸ ἥμισυ, μοδίων ε' (l. 34), εἰς τὸ Τζυγκώνιν, τὸ μετ' αὐτοῦ [= Marmaras] τὸ ἥμισυ, μοδίων δ' (l. 35), etc.

286. *Dionysiou* n° 21, l. 90.

287. OIKONOMIDÈS, *The Role of the Byzantine State*, p. 1050.

288. Selon Oikonomidès, cette distinction aurait existé au moins jusqu'à l'époque des Comnènes : « In the new state economy of the Komnenoi, the distinction between the revenue of state and the revenue of the crown was, of course, retained » (cf. *ibid.*, p. 995).

En effet, il est traditionnel dans l'historiographie consacrée à Byzance d'effectuer une distinction entre les biens appartenant au Trésor public et les biens de la dynastie régnante. Il s'agirait plus précisément d'un héritage du Bas-Empire romain qui avait connu, en effet, une telle distinction²⁸⁹. Pour la période mésobyzantine, Oikonomidès a écrit en particulier que : « The [state] *vestiarion* [is] not to be confused with the emperor's own personal *vestiarion*²⁹⁰. » Pour la période tardive, l'historiographie n'a pas donné encore une réponse satisfaisante à la question de la distinction entre biens du fisc et biens de la Couronne. On tend certes à penser que cette frontière s'effaçait progressivement²⁹¹, bien que l'on retrouve dans la documentation des allusions aux biens détenus par le co-empereur, par l'impératrice, ainsi que par les enfants du couple impérial²⁹². Cette documentation montre néanmoins qu'il ne s'agit pas de terres détenues en pleine propriété ou avec le droit de les transmettre héréditairement, mais qu'elles comptent aussi au titre de la rente fiscale (*pronoia* ou *oikonomia*) des bénéficiaires, pour subvenir aux dépenses de leurs maisons. Après la mort du bénéficiaire, ces biens retournaient au fisc²⁹³.

*
* *
*

On a vu qu'au lendemain de la deuxième guerre civile, l'État byzantin essaya par tous les moyens de mettre un frein à l'avancée ottomane et de remettre en état les campagnes. L'action politique de l'empereur Jean V durant les premières années de son règne visa à conclure des alliances avec les pouvoirs balkaniques slaves et à obtenir l'aide occidentale pour organiser une croisade contre les Turcs. Malgré la consolidation incontestable de la présence ottomane en Europe, on peut conclure que, de ce

289. Dans le Bas-Empire romain existaient la *comitiva sacrarum largitionum* qui était chargée de l'*aerarium sacrum*, ou « biens du fisc », et la *res privata* qui regroupait les biens de l'empereur : cf. M^a.-J. GARCÍA GARRIDO, *Diccionario de jurisprudencia romana*, Madrid 2000³, s.v. Pour la période byzantine, voir KAPLAN, *Propriétés*, p. 10-15, et ID., Quelques aspects des maisons divines du VI^e au IX^e siècle, dans *Ἀφιέρωμα στὸν Νίκο Σβορώνο*, éd. B. KREMMYDAS, Ch. MALTÉZOU et N. M. PANAGIÔTAKÈS, Réthymnon 1986, t. 1, p. 70-96, ici p. 70-75 (= ID., *Byzance. Villes et campagnes*, p. 138-156).

290. OIKONOMIDÈS, *The Role of the Byzantine State*, p. 993.

291. A. FAILLER, L'éparque de l'armée et le bestiariou, *REB* 45, 1987, p. 199-203, ici p. 202.

292. On a vu par exemple que l'empereur Michel IX, fils et co-régent d'Andronic II, possédait des biens en Asie Mineure qui faisaient partie de son *oikonomia* (cf. *supra*, p. 35). Pachymérès parle d'un certain Kaloeidas qui était intendant des biens de l'impératrice Théodôra Palaiologina, femme de Michel VIII (PACHYMÉRÈS VI § 25 ; II, p. 621⁹⁻¹⁰ : ἐξυπηρέτουμένου τῶν ταμείων). Les biens de l'impératrice sont également mentionnés dans l'acte de *Lembos*, n° 99 (1270 ?), éd. MM I, p. 175-176.

293. Voir par exemple SMYRLIS, *La fortune*, p. 160-161 : « Par terres fiscales, j'entends ici non seulement les biens appartenant au fisc proprement dit, mais aussi ceux appartenant à des maisons pieuses et à des membres de la famille impériale. » En effet, dans la documentation de cette époque, on ne retrouve pas une distinction réelle entre les biens de l'Empereur et les biens du fisc. Il est également difficile de savoir si une partie des revenus des biens publics était destinée à une « cassette » pour les dépenses de la maison impériale. Cela semble toutefois improbable, puisque les sources ne témoignent pas de l'existence d'une administration spécifique pour de tels revenus.

point de vue, la politique de Jean V porta certains fruits. Après quelques années de conflits, ce souverain réussit à arracher aux Bulgares une partie de la côte de la mer Noire et à signer un traité avec leur souverain. Du côté serbe, le coup d'État de Jovan Uglješa en Macédoine aboutit à la conclusion d'un accord avec les Byzantins, en vertu duquel celui-ci renonça à toute prétention à la dignité impériale et reconnut la souveraineté byzantine sur les territoires qu'il gouvernait en Macédoine. Cet accord de Chrysopolis de septembre 1365 marqua le début de la réconciliation entre Serbes et Byzantins et s'avéra décisif pour la collaboration de ces deux peuples dans la lutte contre les Ottomans. De même, la politique de rapprochement avec les puissances occidentales et la papauté donna quelques résultats notables, comme la restitution du port de Gallipoli par Amédée de Savoie en 1366. L'action politique durant les premières années du règne de Jean V fut complétée par la reconnaissance en faveur de quelques soldats de fortune de la domination qu'ils exerçaient effectivement sur des régions en marge de l'Empire. Cette solution assurait la défense des frontières tout en sauvegardant le prestige du souverain byzantin.

Dans les provinces, la sécurité dépendait de la résistance des villes fortifiées et de la construction de nouvelles forteresses. De nombreux travaux de fortification furent entrepris à cette époque. Quelques villes, comme Thessalonique, connurent un véritable programme de réfection de leurs défenses ainsi que de leur système de ravitaillement en eau au cas où elles devraient supporter un long siège. Dans d'autres régions, comme l'île de Lemnos ou le Péloponnèse, des tours furent élevées en milieu rural afin de renforcer la sécurité.

Outre la fortification du territoire, d'autres mesures furent mises en place en vue d'assurer une exploitation plus efficace des ressources foncières et humaines. Grâce à la distribution de privilèges fiscaux, l'État facilita le transfert de paysans dans les régions sous domination impériale et leur installation dans les terres qui étaient restées incultes. Les effets de cette politique sont difficiles à mesurer en raison de l'état fragmentaire de notre documentation, mais l'étude du cas de Lemnos révèle une augmentation du nombre de paysans cultivant la terre entre le milieu du ^{xiv}^e et le milieu du ^{xv}^e siècle. À l'image plutôt désastreuse que donnaient de Lemnos les *praktika* du milieu du ^{xiv}^e siècle succède une autre beaucoup plus favorable dans les actes de la seconde moitié du siècle. On y voit les efforts des grands monastères athonites pour remettre en exploitation les biens que l'Empereur et les fonctionnaires de l'administration leur avaient accordés. Par ailleurs, l'État assura la mise en culture de terres publiques à travers la formation de grandes fermes impériales, qui étaient exploitées en faire-valoir direct, et par la distribution de lots de terres parmi la population paysanne de l'île.

Ce bilan assurément positif permit un certain redressement de la puissance byzantine à la fin des années 1360, qui se poursuivit dans les années suivantes avec la reconquête de la province de Macédoine. L'avènement définitif de la puissance ottomane, au cours du dernier quart du ^{xiv}^e siècle, fut la conséquence des circonstances politiques et de la crise sociale qui secoua l'Empire à la fin des années 1370. Toutefois, cet abaissement ultérieur du pouvoir byzantin ne doit pas masquer l'importance des mesures prises par l'État au lendemain de la guerre civile.

L'ÉTAT ET LES GRANDS PROPRIÉTAIRES FONCIERS DANS LE TROISIÈME QUART DU XIV^e SIÈCLE

Les années de la deuxième guerre civile et de la conquête serbe avaient été particulièrement difficiles pour l'ensemble de la société byzantine. On n'insistera pas davantage sur les conséquences néfastes des combats et sur les conditions de vie terribles provoquées par les troubles politiques. Après la fin des conflits, l'ordre semble néanmoins s'être imposé dans la plupart des anciens territoires de l'Empire byzantin. Ce ne fut peut-être pas le cas en Thrace, encore sous domination impériale, qui était ravagée régulièrement par les Turcs, mais ce le fut certainement dans le reste de la péninsule Balkanique à laquelle la domination serbe apporta temporairement la stabilité politique. En dépit de la crise dynastique survenue après la disparition du tsar Étienne Dušan (décembre 1355), les troubles dans les campagnes connurent une certaine accalmie dans le troisième quart du XIV^e siècle. La législation serbe, respectueuse de la propriété des Grecs, ne faisait aucune discrimination envers les anciens sujets de l'empereur byzantin. On a vu aussi que la plupart des cadres de l'administration du nouvel Empire serbe dans ces régions étaient d'anciens membres de l'aristocratie byzantine et des archontes locaux. Enfin, l'Église byzantine, en particulier les grands monastères de l'Athos, bénéficia de la protection et de la générosité des souverains et d'aristocrates serbes.

Tout autre fut le sort de la haute aristocratie byzantine, qui avait jadis possédé d'énormes richesses et contrôlé pendant des siècles la vie économique de l'Empire. La conquête serbe avait entraîné la confiscation de ses biens fonciers et l'effondrement de sa fortune. Ce fut la dernière phase d'un long processus, qui avait débuté à la fin du XIII^e siècle avec la conquête turque de l'Asie Mineure et qui avait provoqué un considérable appauvrissement des grands lignages de l'Empire. Refoulée par l'avancée ennemie, cette grande aristocratie s'était repliée sur les dernières villes byzantines, où elle possédait encore des biens immeubles. Ruinée et endettée auprès des banquiers, elle sollicitait à présent l'aide de la famille impériale. En effet, son influence sur la vie politique de l'Empire était encore grande et le prestige de ses membres toujours reconnu par le reste de la société. Ce capital symbolique permettait encore aux anciens aristocrates de jouer un rôle important dans la vie institutionnelle de l'Empire, car ils détenaient toujours les principaux postes de l'administration et de l'armée, et ils dominaient la vie culturelle et religieuse²⁹⁴.

Les grands aristocrates avaient presque renoncé à tout espoir de reprendre un jour leurs anciennes propriétés, lorsque la province de Macédoine fut inopinément reconquise dans les années 1370, à la faveur de la disparition du despote Uglješa lors de la bataille de la Maritza (septembre 1371). La reconquête du pays impliqua la restitution des biens fonciers à leurs anciens propriétaires. Ce fut un moment d'espoir pour cette strate supérieure de la société byzantine, qui croyait avoir tout perdu.

294. Pour une brève description de la situation économique de l'aristocratie byzantine à la fin de la période des Paléologues, voir MATSCHKE, TINNEFELD, *Gesellschaft*, p. 56-57.

Toutefois, cette éclaircie devait être de courte durée, car ces années coïncidèrent avec le début de l'expansion turque en Macédoine. L'essor de la puissance ottomane et l'attitude de l'Empire à son égard provoquèrent un nouveau conflit au sein de la dynastie impériale et des élites. Ces événements déterminèrent l'évolution ultérieure de l'Empire, car ils entraînèrent la soumission temporaire de Byzance aux Ottomans.

1. LA LONGUE TRAVERSÉE DU DÉSERT DES GRANDS PROPRIÉTAIRES BYZANTINS

La fin de la guerre civile n'avait apporté aucun avantage aux grands propriétaires fonciers de l'Empire. Les dépenses et les pertes matérielles provoquées par les longues années de guerres ne furent pas compensées par de nouvelles concessions lors du retour de la paix, car la plupart des territoires étaient passés entre-temps aux mains de l'ennemi. Cette situation devait perdurer jusqu'à la reconquête de la Macédoine et frappa de plein fouet cette aristocratie jadis riche et puissante.

Contrairement à ce que certains historiens ont pu écrire, peu d'aristocrates se décidèrent finalement, face à la disparition de leurs terres, à abandonner leur mode de vie traditionnel de grands rentiers pour se livrer aux activités financières et au commerce. La plupart des anciens magnats de l'Empire refusaient cette reconversion. Des textes émanant de cette élite reflètent une idéologie toujours profondément opposée au maniement et au prêt de l'argent. En matière économique, on constate un retour aux prescriptions des Pères de l'Église, qui représentaient une idéologie profondément réactionnaire²⁹⁵. Il n'en est pas moins vrai que les vicissitudes politiques de l'Empire obligèrent ces aristocrates à trouver des solutions alternatives pour préserver leur statut. Un repli sur les dernières villes qui restaient aux Byzantins, en particulier Constantinople, en quête d'une position à la cour, pouvait leur procurer quelques revenus. D'autres passèrent des accords avec les grands monastères orthodoxes, épargnés par les confiscations. En échange de ce qui leur restait de fortune, ces aristocrates obtenaient une cellule dans un de ces monastères et des pensions alimentaires pour eux et leurs familiers, afin d'assurer leur survie matérielle. Cette attitude est caractéristique d'une société conservatrice et montre à quel point les membres de cette élite furent dans l'ensemble incapables de s'adapter aux changements intervenus dans la société de leur temps.

Les vicissitudes de l'aristocratie après la deuxième guerre civile

Bien que les sources parlent fréquemment des effets désastreux de la guerre et de la conquête ennemie sur les grandes fortunes, il est en général difficile de retracer l'histoire d'un lignage spécifique, l'évolution de sa fortune ainsi que le parcours de ses membres, en raison de la pauvreté et des lacunes de la documentation. Cela explique pourquoi l'historiographie s'est souvent contentée d'une rapide évocation de la condition de la grande propriété foncière à partir du milieu du XIV^e siècle, constatant

295. Sur cette question, voir en dernier lieu LAIOU, *Economic Concerns*, p. 211 et suiv. : « In Thessalonike of the fourteenth century, there seems to have been vivid concern about lending at interest, and a generally negative attitude, in the texts that have survived. » Voir aussi *supra*, p. 51.

simplement que la haute aristocratie avait été privée de la plupart de ses biens fonciers et de ses sources de revenus. Cette approche superficielle a empêché de saisir les conséquences précises de la perte du patrimoine foncier sur le mode de vie des grands.

Dans un article publié en 2008, j'ai tenté de suivre l'histoire d'une de ces familles aristocratiques²⁹⁶. En retraçant la filiation de ce lignage, de la fin du XIII^e au début du XV^e siècle, à partir de l'analyse de quelques termes de parenté, j'ai étudié l'implication de ses membres dans les événements contemporains et le rétrécissement progressif de leur fortune. En effet, des immenses domaines qu'ils avaient possédés en Asie Mineure, en Macédoine, en Thessalie et à Constantinople, il ne leur restait à la fin du XIV^e siècle qu'une maison d'habitation et quelques vignobles dans la capitale. Anna Palaiologina, l'une des dernières représentantes connues de ce lignage, s'opposa même en justice à ses propres enfants pour la possession des épaves de cette fortune. Le récit circonstancié qu'elle fit en 1400 devant le tribunal patriarcal donne une image saisissante de cette déchéance et de l'état de dénuement où elle se trouvait. Elle reconnaissait même avoir sollicité de l'empereur Jean VII un prêt de 3 000 hyperpres afin de constituer sa dot au moment de son mariage avec l'aristocrate Komnènos Branas, vers 1391²⁹⁷.

La situation d'Anna était sans doute comparable à celle de nombreux autres aristocrates byzantins à la fin du XIV^e siècle. Le registre des actes du patriarcat – conservé pour cette période – témoigne en effet de multiples conflits opposant les membres de l'élite constantinopolitaine au sujet de petits lopins de terre sis à l'intérieur des murs de la capitale. Ces terrains constituaient les dernières reliques de leurs anciennes fortunes.

Toutefois, avant d'en arriver à ce point d'abaissement, l'aristocratie byzantine avait traversé de nombreuses vicissitudes dans ses tentatives pour sauvegarder ce qui restait de sa fortune foncière et pour préserver son statut à l'intérieur de l'Empire. Toujours grâce à l'étude des liens de parenté et de la prosopographie, j'ai pu élucider dans un autre article les réactions d'un groupe d'aristocrates byzantins issus de la famille Tzamlakôn, face à la disparition de leur patrimoine au lendemain de la guerre civile²⁹⁸.

Les Tzamlakônes appartenaient au groupe des grands propriétaires fonciers de Macédoine. Originaires de la ville de Christoupolis, en Macédoine orientale, ils avaient possédé des biens situés dans la vallée du Strymon et dans la région du mont

296. ESTANGÜI GÓMEZ, Théodôra Palaiologina. Il s'agit d'une branche cadette de la dynastie des Angéloi d'Épire, apparentée aux Palaiologoi. En revanche, le cas, étudié par Oikonomidès, de la famille Déblitzènoi ne saurait être représentatif du groupe des grands magnats de l'Empire ; même si elle réussit à acquérir un important patrimoine foncier en Macédoine, à la faveur de ses exploits militaires, cette famille était issue du groupe des archontes locaux (cf. *ibid.*, p. 125, n. 1).

297. Anna Palaiologina est mentionnée dans deux actes patriarcaux de janvier et août 1400 qui concernent la même affaire : MM II, n° 537, p. 329-333, et n° 595, p. 422-423 ; voir aussi DARROUZÈS, *Regestes* VI, nos 3092 et 3155.

298. ESTANGÜI GÓMEZ, Les Tzamlakônes. La famille des Tzamlakônes avait déjà fait l'objet d'une étude par G. THÉOCHARIDÈS, Οἱ Τζαμπλάκωνες, *Μακεδονικά* 5, 1961-1963, p. 153-183. Toutefois, bien que fondé sur la riche documentation des archives de Vatopédi, l'article de Théocharidès contient de nombreuses erreurs, en particulier dans la reconstitution des liens de parenté.

Pangée, ainsi que dans les environs de Thessalonique. Leur implantation en Macédoine remontait au XIII^e siècle, lorsque l'empereur de Nicée Jean III Batatzès avait fait don, vers 1246, du domaine impérial de Prinarion au δομέστικός τῶν σχολῶν Tzamlakôn avec le droit de le transmettre à ses héritiers. Plusieurs actes de la pratique montrent comment Prinarion est passé ensuite aux enfants de ce premier Tzamlakôn, puis à leurs descendants.

La biographie du *mégas stratopédarchès* Dèmètrios Tzamlakôn, descendant du Tzamlakôn arrivé en Macédoine avec l'empereur Jean III, offre un bon exemple d'aristocrate ruiné par la guerre civile²⁹⁹. Il était le frère du *mégas doux* Asômatianos Tzamlakôn et du *mégas papias* Arsénios Tzamlakôn, dont on a déjà souligné le rôle durant le règne de Kantakouzènos³⁰⁰. Contrairement à ses frères, Dèmètrios était un partisan de Jean V Palaiologos. Il prit part, avec son beau-père Kônstantinos Palaiologos, oncle de cet empereur, à la défense de Serrès contre Kantakouzènos et contre ses alliés serbes³⁰¹. Après la chute de Serrès (1345), il s'enfuit avec son épouse Eudokia à Christoupolis, l'une des dernières possessions de l'Empire dans la région et le berceau de sa famille³⁰². Cette ville ne fut cependant pas le refuge définitif de Dèmètrios et d'Eudokia. En 1362, ils se trouvaient déjà à Constantinople comme le suggère l'acte que Dèmètrios établit cette année-là en faveur de Vatopédi, par lequel il faisait don à ce monastère de sa part d'un domaine situé dans la vallée du Galikos, près de Thessalonique, en échange du droit d'être enterré dans le métoque que Vatopédi possédait dans la capitale, le sanctuaire de la Mère-de-Dieu Psychosôstria³⁰³. L'arrivée du couple à Constantinople avait sans doute été une conséquence de la prise de Christoupolis par les Serbes peu avant 1358³⁰⁴. L'étude de la documentation montre qu'en 1362, Dèmètrios Tzamlakôn se trouvait probablement déjà privé de la presque totalité de ses biens fonciers, à l'exception de ce bien sur le Galikos³⁰⁵.

299. Dèmètrios Tzamlakôn était le fils du *mégas papias* Alexios Tzamlakôn (1327-1332) : *PLP* 27748.

300. Sur ces deux personnages, voir *supra*, p. 47, n. 184 et p. 88, n. 357.

301. KANTAKOUZÈNOS III § 87 ; II, p. 535⁸⁻¹¹.

302. Dèmètrios lui-même le rapporte dans son testament, établi en 1366-1367, et conservé grâce à son emploi comme page de garde du manuscrit *Vaticanus gr.* 2176, fol. 1v, dont je fournis une nouvelle édition dans l'article mentionné *supra* : « Lorsque nous avons quitté Serrès pour Christoupolis... » (cf. ESTANGÜI GÓMEZ, *Les Tzamlakônes*, Annexe, l. 31, ὅταν ἐξηρχόμεν ἂπὸ τῶν Σερρῶν πρὸς τὴν Χριστούπολιν ἀπερχόμενος).

303. *Vatopédi* II, n° 118. L'acte ne mentionne pas l'endroit de rédaction, mais cette élection de sépulture et la signature d'un dignitaire de la Grande Église (c'est-à-dire du patriarcat) suggèrent que l'acte fut établi à Constantinople. Les autres parts du domaine du Galikos avaient appartenu aux deux frères de Dèmètrios, Asômatianos et Arsénios, qui en avaient déjà fait don à Vatopédi : *ibid.*, p. 293.

304. Sur la prise de Christoupolis par les Serbes et sa reconquête ultérieure par les frères Alexioi, voir ESTANGÜI GÓMEZ, *La région de Christoupolis*.

305. Il s'agit d'une clause juridique contenue dans l'acte de donation de 1362 en faveur de Vatopédi, qui suggère que Dèmètrios avait perdu la plupart de ses biens immeubles, y compris les biens apportés par sa femme en qualité de dot. Pour plus de détails, voir ESTANGÜI GÓMEZ, *Les Tzamlakônes*.

Entre 1362 et 1366, Dèmètrios Tzamplakôn était de retour en Macédoine, puisque son testament définitif, rédigé en 1366 ou 1367, fut sans doute établi à Thessalonique³⁰⁶. Ce changement de résidence était certainement lié aux événements survenus dans la région à cette époque. La reconquête de Christoupolis par les frères Alexioi vers 1364 et le traité de Chrysoupolis conclu entre l'empereur Jean V et le seigneur serbe Jovan Uglješa en septembre 1365 avaient rendu le contexte plus favorable aux Byzantins³⁰⁷. La restauration de la souveraineté impériale sur la région côtière autour de Christoupolis avait peut-être entraîné la récupération de leurs biens par les anciens propriétaires. Ce fut du moins le cas de Dèmètrios Tzamplakôn qui, d'après son testament, légua à ses successeurs, à sa femme et à ses enfants une maison et deux champs situés à l'intérieur de Christoupolis et dans ses environs³⁰⁸.

Dèmètrios Tzamplakôn dut mourir vers 1367, peu après avoir testé. On ignore le sort de sa femme et de leurs enfants. Ils demeurèrent peut-être dans la région jusqu'à la conquête ottomane, au début des années 1380. Quoiqu'il en soit, on retrouve à la même époque d'autres membres de la famille Tzamplakôn et de la branche Tzamplakôn-Kaballarios à Constantinople, dans l'entourage impérial³⁰⁹.

L'histoire de Dèmètrios Tzamplakôn reflète les vicissitudes de l'aristocratie byzantine à cette époque. Ses fréquents changements de résidence, provoqués par l'avancée ennemie, témoignent des difficultés que créait le rétrécissement progressif des frontières de l'Empire. Enfin, même si les événements politiques survenus en Macédoine au milieu des années 1360 semblent avoir permis à une partie de cette aristocratie de rentrer en possession de quelques biens situés dans les territoires récupérés par les Byzantins, ces récupérations furent certainement très limitées.

Efforts des aristocrates pour préserver les restes de leur fortune : les accords passés avec les monastères

Devant l'avancée des ennemis de l'Empire, l'aristocratie byzantine essaya des solutions diverses pour préserver une partie de sa fortune. La plus usitée consista à passer des accords avec les grands monastères orthodoxes qui avaient réussi à conserver leur statut privilégié au long de cette période troublée. En effet, on a vu que, contrairement à celui de l'élite laïque, les Serbes avaient respecté le patrimoine foncier des moines, en contrepartie de leur soumission et de leur collaboration³¹⁰. On verra que plus tard, lors de l'invasion ottomane, les monastères gardèrent également un statut privilégié et une partie de leur temporel.

306. Pour le lieu de rédaction du testament de Dèmètrios Tzamplakôn, voir ESTANGÜI GÓMEZ, *Les Tzamplakônes*.

307. Sur ces événements, voir *supra*, p. 142-147.

308. ESTANGÜI GÓMEZ, *Les Tzamplakônes*, Annexe, l. 24-25 (εὐρίσκεται ἐν τῇ Χριστοπόλει ὁσπήτιον γονικόν μοι. τοῦτο οὖν καὶ τὴν Βάσοβαν ἀφίημι τῇ γυναικί μου καὶ τῷ παιδίῳ μου, τὴν δὲ Πεστρόβαν ἀφίημι τῷ υἱῷ μου). Après la récupération des biens fonciers situés à Christoupolis et dans ses alentours, Dèmètrios Tzamplakôn prit de nouvelles dispositions pour compenser la disparition de la dot de sa femme : εἰ οὖν ἦν ἡμέτερον τί καὶ ἡύρισκετο, ἔμελλον ἐπαφεῖναι ἵνα ἱκανοποιηθῇ πρῶτον ἢ προῖξ τῆς γυναικός μου, καθ'ᾧ ἀπαιτοῦσιν οἱ εὐσεβεῖς νόμοι πρὸ παντὸς ἄλλου πᾶσαν γυναῖκα εἰς τὴν οἰκείαν προῖκα (*ibid.*, Annexe, l. 22-23).

309. Pour l'histoire des autres membres de la famille, voir *ibid.*

310. Voir *supra*, p. 102-103.

Les accords passés entre aristocrates et moines revêtirent plusieurs modalités. La plus fréquente était la donation d'un ou plusieurs biens en échange d'une pension alimentaire versée par le monastère à titre viager³¹¹. Cette pratique a déjà fait l'objet de plusieurs études qui en ont établi les principales caractéristiques et ont mis à profit le grand nombre d'actes conservés témoignant de son fonctionnement³¹². À l'époque tardive, le terme technique employé est celui d'*adelphaton*, mais en fait, il s'agit d'une institution bien antérieure au XIV^e siècle³¹³.

Le prix d'un *adelphaton* oscillait entre 100 et 150 hyperpres³¹⁴. Selon le statut du donateur ou la coutume du monastère, les conditions de l'*adelphaton* pouvaient varier. Dans certains cas, le contrat pouvait inclure plusieurs bénéficiaires (un couple, un père et un fils ou d'autres parents)³¹⁵ ou la possibilité de transmettre la pension à un tiers par testament³¹⁶ ; cette pratique devint courante vers la fin du XIV^e siècle, lorsque les *adelphata* acquirent une grande importance dans la société. Selon le monastère, les pensions pouvaient être versées à l'extérieur, dans un métoque³¹⁷, ou seulement à l'intérieur du couvent. Dans ce dernier cas, la personne acquérant un *adelphaton* devenait membre de la communauté monastique et partageait le régime de vie des moines. C'était le cas par exemple pour le monastère athonite de Vatopédi qui ne consentit jamais à verser une pension à l'extérieur de la presque-île³¹⁸. Toutefois, l'entrée du bénéficiaire d'un *adelphaton* dans la communauté monastique pouvait impliquer de nouvelles négociations visant à rendre plus « confortable » la vie au cloître de l'*adelphatarios*, car il était fréquent que le bénéficiaire ne voulût pas adopter

311. Dans certains cas, la pension était versée en argent : cf. par exemple BÉNOU, *Codex B*, n° 175, et VERDURE, *Prodrome*, n° 185 (août-décembre 1355). Les fournitures versées au titre d'un *adelphaton* sont qualifiées de *diakonia* : cf. par exemple Vatopédi III, n° 181 (1398), l. 4.

312. La bibliographie sur l'*adelphaton* est abondante. On consultera en premier lieu ŽIVOJINOVIĆ, *Adelfati* ; EAD., *Monaški adelfati* ; OIKONOMIDÈS, *Deblitzenoi* ; LAIOU, *Economic Activities of Vatopedi* ; et SMYRLIS, *La fortune*, p. 138-145.

313. Sur l'origine du contrat d'*adelphaton* et sur les autres termes employés dans les sources pour désigner cette institution, voir SMYRLIS, *La fortune*, p. 138-139.

314. Sur les prix des *adelphata*, voir LAIOU, *Economic Activities of Vatopedi*, p. 66-70.

315. En 1353, le *logothètès* et plus tard *mégas papias* Géorgios Doukas Nestongos et sa femme, Eudokia Palaiologina Nestongonisè, firent donation au monastère du Prodrome à Serrès d'un verger (*parabolion*) en échange d'une rente viagère qui devait être partagée entre eux deux (BÉNOU, *Codex B*, n° 61, et VERDURE, *Prodrome*, n° 177). Cet accord fut confirmé en 1355 (BÉNOU, *Codex B*, n° 62, et VERDURE, *Prodrome*, n° 182). Ce dernier acte prévoit qu'à la mort d'un conjoint, l'autre doit continuer à percevoir la moitié de la rente.

316. Ce fut le cas, par exemple, des trois *adelphata* établis par le pronoiàire Manouël Déblitzènos dans le monastère de Docheiariou en 1381 : dans son contrat avec les moines, il prévoit la transmission de ces rentes à une deuxième personne de son choix (*Docheiariou*, n° 48, l. 35-49). Sur Manouël Déblitzènos et ses *adelphata*, voir OIKONOMIDÈS, *Deblitzenoi*.

317. Les moines de Docheiariou s'étaient engagés à verser les revenus des trois *adelphata* acquis par Déblitzènos (cf. *supra*) dans leur métoque situé à Thessalonique : *Docheiariou*, n° 48 (1381).

318. Voir par exemple l'acte de Vatopédi III, n° 181 (1398), concernant les *adelphata* acquis par le *mégas primmikèrios* Iôannès dans le monastère de Vatopédi en faveur de son neveu Théodôros Diplobatzès. Les moines de ce monastère refusèrent de verser les fournitures accordées en dehors du monastère, car « ce n'était pas leur coutume » (l. 7, οἱ δὲ συνήθειαν τοιαύτην μὴ ἔχοντες).

les principes de renoncement propres à la vie monastique, et fit donc l'acquisition de cellules ou d'appartements privés pour lui-même et toute une suite de serviteurs³¹⁹.

En raison de sa situation privilégiée en regard des différents pouvoirs politiques qui contrôlaient la Macédoine, le Mont Athos devint dans la seconde moitié du XIV^e siècle le lieu de prédilection des aristocrates byzantins pour l'acquisition d'*adelphata*³²⁰. Un grand nombre d'actes des archives athonites témoignent des nombreux accords de ce type passés entre moines et grands propriétaires. Ils vont de l'achat d'une simple pension viagère versée dans un métoque de Thessalonique à celle de cellules d'apparat à l'intérieur d'un monastère, voire de *kellia* situés dans la presqu'île athonite³²¹. Vers la fin du XIV^e siècle, lorsque l'avancée ottomane devint irrésistible, il y eut même des souverains orthodoxes qui établirent des *adelphata* pour eux-mêmes et pour leur famille dans les couvents de la Sainte Montagne³²².

Les nombreuses acquisitions d'*adelphata* au cours du XIV^e siècle enrichirent considérablement les monastères grâce aux donations d'argent et de biens fonciers³²³. Au début du XV^e siècle, Manuel II tenta de mettre un frein à cette pratique qui menaçait le mode de vie monastique, du fait que nombre de bénéficiaires d'un *adelphaton* n'étaient pas prêts à en embrasser la « simplicité ». Dans un acte de 1406, l'empereur souligne l'importance des principes de renoncement et d'obéissance, base du contrat entre les moines et Dieu. Par conséquent, celui qui entre dans un monastère ne doit

319. Par exemple, le neveu du *mégas primmikèrios* Iôannès, Théodôros Diplobatzès (cf. note précédente), possédait des « cellules appropriées » à l'intérieur du monastère de Vatopédi et deux serviteurs : *Vatopédi* III, n° 181 (1398), l. 4 (κελλία ἀρμόδια [...] καὶ ὑπηρετάς διττούς). En dépit de ce régime spécial, Diplobatzès ne put supporter « l'austérité de l'Athos » et voulut retourner dans le monde, ce qui entraîna un conflit entre lui et les moines au sujet des *adelphata*. Nous connaissons aussi le cas d'autres *adelphata* que l'on pourrait dire « de caractère mixte », parce qu'ils comportaient d'une part le versement en faveur de quelqu'un d'une pension viagère à l'extérieur du monastère et d'autre part le droit d'entrée au monastère pour un autre membre de sa famille. C'est le cas de l'*adelphaton* acquis par Géorgios Anataulas dans le monastère d'Esphigménou vers 1388 : en échange de son bien à Portaréa, Anataulas conclut un accord avec les moines de ce monastère, en vertu duquel il deviendrait moine à Esphigménou, tandis que son fils, Théodôros, recevrait une pension à l'extérieur du couvent. Comme moine, Anataulas devait travailler la terre : ἐκδουλεύοντι ἀόκνως ἔνθα προσταχθῇ (*Esphigménou*, n° 29, l. 12).

320. On connaît aussi des exemples de monastères à Constantinople, dans lesquels plusieurs aristocrates acquièrent des *adelphata* : par exemple, vers la fin des années 1340, l'érudit et homme politique Dèmètrios Kydônès acquit un *adelphaton* dans le monastère de Saint-Georges des Manganes (KANTAKOUZÈNOS IV § 16 ; III, p. 107-108 ; voir aussi LOENERTZ, Démétrius Cydonès I, p. 53).

321. Voir ESTANGÜI GÓMEZ, Un retiro para privilegiados.

322. Voir ŽIVOJINOVIĆ, Adelfati, p. 253.

323. Compte tenu des fournitures versées au titre d'un *adelphaton* acquis contre un paiement de 100 ou 150 hyperpres, les historiens ont établi que chaque pension représentait entre 15% et 20% de l'investissement initial, ce qui laissait un bénéfice modeste au monastère, surtout si le bénéficiaire vivait longtemps ou s'il avait le droit de léguer sa rente à un second bénéficiaire (voir par exemple LAIOU, Economic Activities of Vatopedi, p. 66-67, et SMYRLIS, *La fortune*, p. 145). Toutefois, il est difficile de mesurer la rentabilité des *adelphata* car, dans la plupart des cas, les moines versaient des produits issus du surplus agricole de leurs terres et ils obtenaient en échange un bien foncier qui produisait lui aussi un bénéfice et qui pouvait d'ailleurs être amélioré grâce aux investissements productifs.

rien avoir à payer et ne doit pas passer d'accord : il doit s'engager à obéir à l'higoumène et à vivre en paix avec ses frères. S'il veut faire une donation au monastère, il ne doit en tirer aucun avantage et ne pas conclure d'accord particulier à ce sujet. Dans le cas où il voudrait se retirer dans un *kellion* sans l'accord de l'higoumène et embrasser l'idiorythmie, il ne devra rien recevoir du monastère ni réclamer d'argent³²⁴.

Les dispositions de cet acte, qui servit de nouveau *typikon* pour l'Athos, ne mirent certes pas un terme définitif à la concession d'*adelphata*³²⁵, mais elles annoncent un changement dans les coutumes des couvents grecs et en particulier ceux de l'Athos, qui se poursuivit au cours du xv^e siècle et qui contribua à un véritable renouveau de la vie monastique. À cette époque, la plupart des monastères de la Sainte Montagne commencèrent à abandonner le régime de l'idiorythmie, qu'ils avaient adopté dans le troisième quart du xiv^e siècle, et dans lequel chaque moine vivait de manière indépendante et pouvait posséder des biens, pour adopter le régime cénobitique, selon lequel le monastère devenait une véritable communauté spirituelle dirigée par l'higoumène³²⁶. Toutefois, l'introduction du cénobitisme semble avoir été progressive : au xv^e siècle, par exemple, elle se serait limitée aux repas en commun et aux commémoraisons des défunts. Les moines auraient continué à posséder des biens et des cellules privées³²⁷.

Malgré les restrictions imposées à la concession d'*adelphata* et aux conditions d'acquisition de cellules, la vie monastique resta le choix privilégié des notables byzantins à la fin de leur vie. De même, la fondation de monastères continua à revêtir une importance toute particulière dans la société byzantine du xv^e siècle, parce qu'elle constituait toujours une marque de prestige social³²⁸.

Le rôle des institutions monastiques dans la préservation des fortunes aristocratiques ne se limita pas à cette époque à la concession d'*adelphata*. Ces dernières années, plusieurs auteurs ont souligné la fonction des grands monastères orthodoxes en tant

324. Je reprends ici l'analyse des lignes 9-18 du *Protatôn*, n° 13 (juin 1406), p. 255.

325. Pour le premier quart du xv^e siècle, on connaît deux contrats d'*adelphata* à l'Athos antérieurs à l'acte de Manuel II (*Vatopédi* III, n°s 192 [1405] et 196 [1406]) et deux autres qui lui sont postérieurs (*ibid.*, n°s 201 [1410] et 215 [1420]).

326. Les moines de Vâtopédi, par exemple, adoptèrent le régime cénobitique en janvier 1449 (*Vatopédi* III, n° 231). Dans son épître au grand prince de Moscou Basile III, vers 1518-1519, le moine Maximos le Grec dit que le monastère de Lavra suit l'idiorythmie, alors que Dionysiou est depuis sa fondation (fin du xiv^e siècle) un *koinobion* : cf. N. V. SÍNÍCYNA, Les types de monastère en Russie, dans *Moines et monastères dans les sociétés de rite grec et latin*, éd. J.-L. LEMAÎTRE, M. DMITRIEV et P. GONNEAU, Paris 1996 (Hautes études médiévales et modernes 76), p. 10-35, ici p. 15-16. Aujourd'hui, la plupart des couvents athonites suivent le régime cénobitique.

327. Voir E. A. DE MENDIETA, Le système cénobitique basilien comparé au système cénobitique pachômien, *Revue de l'histoire des religions* 152/1, 1957, p. 31-80. À Byzance, le système cénobitique s'est répandu aux xi^e-xii^e siècles à partir du programme de réformes développé par le monachisme stoudite : D. KRAUSMÜLLER, The Abbots of Evergetis as Opponents of "Monastic Reform": A Reappraisal of the Monastic Discourse in 11th and 12th Century Constantinople, *REB* 69, 2011, p. 111-134.

328. Les notables continuaient à fonder des monastères à cette époque, certes moins fréquemment qu'à la fin du xiii^e ou au début du xiv^e siècle, en raison du contexte économique : voir, par exemple, la fondation à l'Athos du monastère placé sous le vocable de Tous-les-Saints par un moine nommé Mélélios, qui reçut le soutien de l'empereur Jean VIII (*Lavra* III, n° 169 [1445]) et de l'aristocratie constantinopolitaine (*ibid.*, n° 170 [1445/1447]).

que caisse de dépôts et bailleurs de fonds, en particulier durant les ^{xiv}^e-^{xv}^e siècles³²⁹. En effet, plusieurs actes témoignent de la décision de certains aristocrates de déposer une partie de leur fortune mobilière entre les murs d'un couvent pour la mettre à l'abri des confiscations et des troubles. Cependant je ne crois pas qu'il faille voir dans cette pratique la preuve d'une tentative de l'élite byzantine pour se livrer à des transactions financières ; le dépôt d'argent dans les monastères répondait simplement à la nécessité de mettre à l'abri les miettes d'une fortune déjà fort diminuée. Angéliki Laiou a étudié le cas de quelques aristocrates serbes et byzantins qui, dans le troisième quart du ^{xiv}^e siècle, entretenaient des rapports financiers avec le monastère de Vatopédi³³⁰. Il reste néanmoins difficile de dire si ce type d'accord fut très fréquent³³¹ : on n'a pas conservé beaucoup d'actes qui en parlent, hormis ceux relatifs à Vatopédi³³². Il est vrai toutefois que les moines n'ont pas dû voir grand intérêt à conserver une documentation témoignant de pratiques mal vues par l'Église³³³.

Même si elle ne fut peut-être pas très répandue, cette pratique perdura longtemps et fut employée par les monastères eux-mêmes pour mettre à l'abri leur propre argent et leurs objets précieux : par exemple, nous connaissons par un acte de 1466 le cas du monastère de Saint-Pantéléemôn à l'Athos, qui servit un temps de coffre-fort pour le trésor du monastère bulgare de Rila³³⁴. Cet acte rend compte

329. LAIOU, *Economic Activities of Vatopedi* ; SAINT-GUILLAIN, *L'Apocalypse et le sens des affaires* ; et SMYRLIS, *La fortune*, p. 228 et suiv.

330. Cf. LAIOU, *Economic Activities of Vatopedi*. La pièce principale du dossier est un acte tiré des archives de Vatopédi, l'acte *Vatopédi* II, n° 124, une décision des juges généraux des Romains délivrée en juin 1366, qui met fin à un conflit opposant un aristocrate, Stéphanos Kalothétos, et le monastère de Vatopédi. L'acte dit que Kalothétos avait déposé de l'argent dans le monastère pour y obtenir plusieurs pensions viagères, argent qu'il voulut récupérer plus tard, renonçant aux pensions acquises dans le monastère, et qui est à la base de son différend avec les moines. Cette affaire impliquait aussi le *mégas primmikèrios* Iôannès et Alexios Doukas Raoul, qui avaient tous deux déposé d'importantes quantités d'argent et d'objets précieux à Vatopédi.

331. En 1410, l'aristocrate Dèmètrios Gazès avait mis en dépôt 55 florins dans le monastère de Vatopédi : *Vatopédi* III, n° 201, l. 4.

332. Nous connaissons les mêmes pratiques au sein de l'aristocratie serbe. Par exemple, en 1384, lors de la mort du despote Thômas Preljubović, seigneur de Iôannina, sa veuve Maria Angéline fit un important dépôt d'argent et d'objets précieux au monastère du Grand Météore : BÉÈS, *Météores* II, n° 5, p. 20-23. Voir d'autres cas dans ZACHARIADOU, *A Safe and Holy Mountain*, p. 130-132.

333. Le terme technique pour désigner un dépôt d'argent est *parakatathèkè* (*Vatopédi* II, n° 124, l. 81-82 et 84 ; voir aussi HARMÉNOPOULOS, *Hexabiblos*, III § 9). Dans sa lettre au *mégas primmikèrios* Phakrasès de l'été 1371 (L29/T75), Dèmètrios Kydônès emploie ce terme pour expliquer qu'il a confié son amitié à son correspondant comme s'il s'agissait d'un dépôt d'argent (KYDÔNÈS, *Correspondance* I, p. 58⁶, n° 29 ; voir aussi TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1/2, n° 75 p. 430 et p. 431, n. 1). L'emploi métaphorique de ce terme technique dans un contexte littéraire pourrait témoigner de la fréquence de cette pratique.

334. Sur cette question, voir en premier lieu *Saint-Pantéléemôn*, p. 17. Voir aussi N. DYLEVSKIJ, *Dogovor 1466 goda meždù bolgarskim Ryl'skim monastyrem i obitel'ju Pantelejmona-Russikom na Afone*, *Études balkaniques* 2, 1969, p. 81-98, et ID., *Permana Rousskaïa publikacija dog Vora 1466 g. meždù bolgarskim ryl'skim monastyrem i obitel'ju Pantelejmona-Russikon na Afone*, *Études balkaniques* 4, 1976, p. 110-115.

aussi de l'union existant à cette époque entre le monastère de Saint-Pantéléémôn et le monastère de Rila³³⁵.

Même si cela sort du cadre des relations entre l'aristocratie foncière et les grands monastères, il convient aussi de souligner le rôle des colonies latines en Méditerranée orientale comme centres de dépôt d'argent³³⁶. Vers 1415, à l'occasion d'une attaque turque contre la ville byzantine de Zeitoun (l'actuelle Lamia), en Thessalie, le gouverneur byzantin, nommé Sébastopoulos, envoya des objets précieux dans l'île d'Eubée, alors sous domination vénitienne³³⁷. De même, plusieurs aristocrates du Péloponnèse déposèrent une partie de leur fortune dans les ports vénitiens de Coron et Modon³³⁸.

Il est néanmoins peu vraisemblable que cette pratique consistant à déposer argent ou objets précieux dans les colonies latines ait été courante dans la société byzantine de l'époque. Les cas du Péloponnèse et de la côte de Thessalie constituent certainement des exceptions s'expliquant par leur voisinage avec les territoires sous domination occidentale³³⁹. En revanche, dans les autres régions de l'Empire, en Macédoine par exemple, où la présence latine était plus réduite, il est peu probable que de tels contacts aient existé.

Une dernière modalité d'accord entre l'aristocratie et les grands monastères orthodoxes est encore attestée par notre documentation. Il s'agit de la donation aux moines d'un bien foncier à condition d'en partager les revenus avec son ancien propriétaire. En août 1374, le *mégas primmikèrios* Iôannès et sa femme, Anna Asanina Kontostéphanina, firent ainsi donation aux moines du Pantokratôr à l'Athos de plusieurs vignes situées près de Chrysoupolis³⁴⁰. L'acte stipule que les dépenses pour la culture de la terre, ainsi que les revenus, devront être partagés entre les moines

335. Le texte a bénéficié d'une traduction en bulgare moderne : I. DUJČEV, *Rilskijat svetec i negovata obitel*, Sofia 1947, p. 284-286.

336. On ne parlera pas ici des comptes bancaires que plusieurs hommes d'affaires byzantins, comme Nikolaos Notaras ou Géorgios Goudélès, avaient ouverts dans les colonies latines et dans leurs métropoles italiennes (cf. GANCHOU, *Le rachat des Notaras*, p. 160 et suiv.). D'autres aristocrates, moins familiarisés avec les transactions financières, mais en contact avec les Latins, comme Dèmètrios Kydônès, Géorgios Philanthrôpènos ou Isidôros de Kiev, déposèrent aussi de l'argent dans les banques italiennes : cf. MATSCHKE, *TINNEFELD, Gesellschaft*, p. 178-180 (avec bibliographie).

337. IORGA, *Notes et extraits*, t. 1, p. 240 ; voir aussi THIRIET, *Régestes*, t. 2, n° 1592, et DÖLGER, *Regesten V*, n° 3352. Au début du xv^e siècle, les citoyens d'Athènes, à l'époque sous l'autorité du Florentin Antonio Acciaiuoli, avaient déposé de l'argent et des objets précieux à Négrepont ; le marquis de Bodonitza en avait fait autant, et avait même envoyé dans l'île plusieurs de ses sujets pour les protéger des ravages turcs. Sur cette question, voir MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, p. 60-61.

338. THIRIET, *Régestes*, t. 3, n° 2835 (le *prôtostratôr* Eudaimonoïôannès en 1450), et SATHAS, *Documents inédits*, t. 3, n° 731 (Sophianos en 1418) et n° 937 (*Manoli magaducha dictus prostrator* en 1429). Sur ces personnages, voir MATSCHKE, *Rechenbücher*, p. 187.

339. Les citoyens de Constantinople auraient aussi déposé de l'argent dans des dépôts bancaires à Péra dès le début du xiv^e siècle : cf. OIKONOMIDÈS, *Hommes d'affaires*, p. 83, n. 136.

340. *Pantocrator*, n° 9.

et les anciens propriétaires³⁴¹. Dans le cas où ces derniers quitteraient la ville de Christoupolis, leur lieu de résidence à l'époque, pour s'installer à Constantinople ou ailleurs, les moines devraient continuer à leur verser la moitié des revenus de ces biens, là où ils habiteraient, jusqu'à leur mort³⁴².

Oikonomidès a vu dans cet acte de donation le moyen que ce couple d'aristocrates avait trouvé pour préserver une partie de ses ressources au cas où la région tomberait entre les mains des ennemis³⁴³. Il aurait pu mettre au crédit de son hypothèse le fait qu'à peine un an plus tôt, en 1373, le *mégas primmikèrios* Iôannès avait écrit au doge de Venise pour solliciter la concession de la citoyenneté vénitienne, ce qui prouve l'existence à l'époque d'une forte menace sur la région. Il est même vraisemblable que Iôannès craignait non seulement la chute de Chrysoupolis, mais aussi des autres territoires sous domination byzantine, ce qui l'aurait obligé à chercher refuge dans une des colonies vénitiennes. À la même date d'août 1374, Iôannès et sa femme établirent un autre acte de donation en faveur du monastère de Vatopédi, qui contient les mêmes dispositions que celui pour le Pantokratôr³⁴⁴.

On a déjà évoqué un acte d'août 1358, établi par l'aristocrate Anna Tornikina en faveur des frères Alexioi³⁴⁵, par lequel elle promet de remettre au monastère du Pantokratôr à l'Athos, fondation des Alexioi, la moitié de son domaine dotal de Beltzista, situé dans la vallée de l'Angitès, si ces derniers venaient à s'emparer de la région avant l'empereur byzantin. L'autre moitié devait rester au pouvoir de Tornikina. À mon sens, cet acte relève aussi des tentatives de cette aristocrate pour préserver (ou plutôt recouvrer) une partie de son patrimoine perdu lors de la conquête serbe. Devant l'ascension de ces deux frères, maîtres de la région côtière du Pangée, Anna Tornikina devait craindre que, si la région tombait entre leurs mains plutôt qu'entre celles de l'empereur Jean V, elle perde toute chance de rien récupérer. Rappelons que les Alexioi agissaient indépendamment de Constantinople ; or il est clair que cette femme faisait partie de l'entourage du souverain byzantin. C'est pourquoi, en accordant la moitié de son bien perdu au monastère fondé par les deux frères à l'Athos, elle essaya de s'assurer par avance au moins la restitution d'une moitié de son ancienne propriété. On ignore si le bien fut jamais recouvré par les moines du Pantokratôr³⁴⁶.

341. Les donateurs prévoient que les dépenses et les revenus soient partagés leur vie durant et qu'après leur mort ils reviennent au seul monastère : *ibid.*, l. 8-12 (τάττομεν οὖν ἵνα παρ'όλην τὴν ζωὴν ἡμῶν ἐνεργῇται τὸ τοιοῦτον ἀμπέλιον ἐπίσης παρ'ἀμφοτέρων τῶν μερῶν, ἡγουν παρ'ἡμῶν αὐτῶν καὶ τοῦ μέρους τῆς εἰρημένης σεβασμίας μονῆς, καὶ ἐν τῷ καιρῷ τοῦ τρύγους χωρίζεται πρῶτον μὲν ἡ ἔξοδος τοῦ ἀμπελίου ἀπὸ τῆς ἐπικαρπίας τούτου, καὶ ἔκτοτε τὸ πλεόν μερίζεται ἐπίσης καὶ λαμβάνη τὸ μὲν ἥμισυ ταύτης τὸ μοναστήριον, τὸ δὲ ἥμισυ ἡμεῖς μετὰ δὲ τὴν παρέλευσιν ἡμῶν ἔχει τὸ ὅλον καὶ νέμηται ἀκωλύτως καὶ ἀνεμποδίστως τὸ μοναστήριον).

342. *Ibid.*, l. 16-18 : τὴν τοιαύτην τοίνυν πράξιν, ἣν κινηθέντες παρὰ Θεοῦ ἐποιήσαμεν, λέγομεν καὶ διαβεβαιούμεθα ἔχειν τὸ στέργον καὶ ἀπαράτρεπτον, οὐ μόνον τό γε νῦν ἔχον, ὅτε ὑπάρχομεν εἰς τὸν παρόντα τόπον ἔχοντες τὴν πρόσκαιρον ταύτην ἀρχήν, ἀλλὰ εἴτε εἰς τὴν Πόλιν καταντήσομεν, εἴτε εἰς τὴν Θεσσαλονίκην, εἴτε ἀλλαχοῦ ποῦ, ἔχειν τὸ ἀμετακίνητον.

343. OIKONOMIDÈS, *Patronage*, p. 110-111.

344. *Vatopédi II*, n° 141.

345. *Saint-Pantéléèmôn*, n° 12.

346. À la suite d'Oikonomidès, je considère peu vraisemblable que les Alexioi aient jamais atteint le cours de l'Angitès en Macédoine orientale : cf. *supra*, p. 140.

Le devenir de l'aristocratie foncière à l'intérieur de l'Empire : la question de sa « (re)conversion » aux affaires

Malgré sa faiblesse économique, cette ancienne aristocratie était encore très puissante à l'intérieur de l'Empire dans les années suivant la deuxième guerre civile. Son ancien prestige lui procurait encore les moyens d'un train de vie aisé, grâce à l'appartenance de certains de ses membres à l'entourage impérial et à leur influence sur les décisions politiques. Positions à la cour et charges auliques étaient encore synonymes de rentes et de privilèges fiscaux. Il se peut même que l'Empereur ait essayé de compenser la perte des biens fonciers de l'aristocratie par des rétributions financières prises sur l'argent obtenu lors d'accords conclus avec des puissances étrangères. Dans une lettre de l'été 1364 à l'empereur Jean V, Dèmètrios Kydônès loue certes son souverain pour la récente victoire remportée sur les Bulgares³⁴⁷, mais glisse aussi une critique voilée quant aux bénéfices du conflit. Il insinue en effet que les compensations financières imposées aux ennemis de l'Empire (« ceux qui s'étaient enrichis à nos dépens ») non seulement avaient été peu élevées, mais avaient en outre surtout bénéficié aux magnats de l'Empire, et non aux caisses de l'État³⁴⁸ : « Vous faites goûter aux vôtres le sang des bêtes comme [s'ils étaient] des chiens de chasse, car vous pensez qu'il est plus digne d'un empereur de distribuer que de faire rentrer les impôts³⁴⁹. »

Il est certain que par « les vôtres » Kydônès désignait l'entourage proche de l'Empereur, ceux qui occupaient les postes les plus élevés à la cour³⁵⁰. Ils ne nous sont pas tout à fait inconnus, car ils signent, après l'Empereur, les traités conclus avec les puissances étrangères³⁵¹, sont mentionnés dans les actes de la pratique avec leurs titres auliques et la qualité de « serviteurs » (*doulos*) ou « familiers » (*oikeios*) de « Sa Majesté impériale »³⁵², et accompagnent le souverain dans ses

347. KYDÔNÈS, *Correspondance* I, lettre L89/T51. Il s'agit du conflit au sujet des ports de la côte bulgare de la mer Noire : Mésembria, Anchialos, Sôzopolis et Agathopolis. Sur cette question, voir *supra*, p. 128-132.

348. KYDÔNÈS, *Correspondance* I, n° 89, p. 123²²⁻²⁴. La « libéralité » de l'empereur envers les magnats de l'Empire apparaît dès la première phrase de cette lettre : « C'est bien un homme, un empereur, un exemple de magnanimité et de toutes les bonnes qualités, celui qui non seulement assume lui-même les pires des dangers, mais qui met à disposition de tous les récompenses du combat, même de ceux qui sont restés loin des combats » (*ibid.*, l. 4-7).

349. *Ibid.*, p. 123²⁵⁻²⁶.

350. C'est le cas de Kydônès lui-même, qui était le principal conseiller de l'empereur (*mésazôn*).

351. Voir, par exemple, le renouvellement de la trêve entre Byzance et Venise d'octobre 1357 ; il fut signé par le *mégas domestikos* Dèmètrios Palaiologos, le *mégas domestikos* Alexios [Laskaris Métochitès] Atouémès, le *mégas logothètès* Nikèphoros Laskaris Métochitès et le *mégas stratopédarchès* Géôrgios Synadènos Astras (MM III, n° 29, p. 126).

352. Par exemple, un acte privé d'avril 1358 (*Vatopédi* II, n° 110, l. 15) mentionne le familial (*oikeios*) de l'empereur, le *mégas hétairiearchès* Tarchaneîôtès, propriétaire foncier à Thessalonique. Vers 1366, Stéphanos Radènos, ἐπὶ τῆς τραπεζῆς, était serviteur (*doulos*) de l'empereur et possédait un grand domaine dans les alentours de Constantinople, situé dans la forteresse d'Ennéakosia (*Vatopédi* II, n° 126). Il avait été *képhalè* de Thessalonique à l'époque du gouvernement d'Anne de Savoie (*Vatopédi* II, n° 110).

déplacements³⁵³. Leurs patronymes attestent qu'ils sont issus de la haute aristocratie foncière : Palaiologos, Métochitès, Tarchanéiôtès, Synadènos... À leurs côtés apparaissent d'autres personnages qui occupent aussi des postes importants dans l'appareil de l'État grâce à leur maîtrise du latin³⁵⁴ ou à leurs connaissances juridiques³⁵⁵. Ces derniers formaient une deuxième catégorie de fonctionnaires, une sorte de « noblesse de robe », moins influente que les grands aristocrates, mais au sein de laquelle s'étaient consolidées de véritables « dynasties » de fonctionnaires, se transmettant les charges de père en fils³⁵⁶. Leur rémunération dépendait presque exclusivement des rentes en argent versées par le trésor impérial.

Toutefois, à partir du dernier quart du xiv^e siècle, l'irruption du groupe des marchands et des hommes d'affaires au sommet de l'administration brisa le quasi-monopole de l'ancienne aristocratie foncière sur les postes les plus élevés³⁵⁷ :

353. Lors de son voyage en Italie (1369-1371), Jean V était accompagné par ses deux *theioi* (« oncles » au sens large) : le *mégas domestikos* Dèmètrios Palaiologos (PLP 21455 et *exkursus* dans TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1/2, p. 426-430) et un certain Andronikos Palaiologos qui, selon Dölger (compte rendu de HALECKI, *Un empereur*, par F. DÖLGER dans BZ 33, 1933, p. 132-136, ici p. 134), pourrait être l'*exadelphos* (cousin ?) d'Andronic III attesté comme sénateur à Constantinople vers 1337 (PLP 21434). Le *mégas domestikos* Dèmètrios Palaiologos est attesté comme grand propriétaire foncier en Macédoine dans le troisième quart du xiv^e siècle : cf. *infra*, p. 214-221.
354. La politique de rapprochement avec la papauté et les puissances occidentales entreprise par l'empereur Jean V au cours des années 1350 et 1360 assurait aux bons connaisseurs du latin et d'autres langues occidentales une place importante à la cour et dans l'entourage du souverain. Ce fut le cas, par exemple, de Philippos Tzykandylès qui accompagna Jean V dans son voyage en Italie et effectua plusieurs ambassades auprès du pape et du roi de Chypre. À la fin du xiv^e siècle, il faisait partie de l'entourage de l'empereur Jean VII et épousa une descendante de la famille impériale : cf. ESTANGÜI GÓMEZ, *Théodôra Palaiologina*, p. 163 et n. 133. Un autre personnage qui excellait en latin était Michaël Strongylos, qui accompagna Jean V dans ses voyages en Hongrie et en Italie : le PLP n'a pas consacré d'entrée à ce personnage car il n'est mentionné par aucune source grecque ; sur lui, voir HALECKI, *Un empereur*, p. 156 et 195-196. Enfin, un certain Alexios Laskaris est attesté en 1349 comme interprète officiel de la cour (*dièrmèneutès*). Il devint plus tard *mégas hétairiearchès*. Il accompagna aussi l'empereur Jean V dans le voyage en Italie (cf. PLP 14526 ; HALECKI, *Un empereur*, p. 94, n. 2 et p. 192 ; et *infra*, p. 365). À partir du milieu du xiv^e siècle, le poste de *dièrmèneutès* fut souvent occupé par des marchands et des hommes d'affaires, comme Nikolaos Notaras : PLP 20733.
355. La charge de juge général revêtit une importance toute particulière dans l'appareil administratif des derniers Paléologues (cf. *infra*, p. 414-427). Par exemple, la carrière de l'ἐπί τοῦ κανικλείου Manouël Angélos (PLP 91040), juge général et représentant de Jean V à Ainos (cf. *supra*, p. 147, n. 121), témoigne de l'influence de ce fonctionnaire au sein de l'administration impériale.
356. Voir l'exemple de la famille Oinaïôtès qui a donné deux juges généraux des Romains et plusieurs fonctionnaires du fisc : PLP 21023-21025, 21027, 21028 et 21031.
357. On a déjà parlé de l'émergence de ce groupe de marchands et d'hommes d'affaires dont la puissance s'était affirmée durant la première moitié du xiv^e siècle. Ils s'étaient opposés à l'ancienne aristocratie au cours de la deuxième guerre civile, mais la défaite contre les Génois dans la guerre dite du Bosphore (1350-1352) et le rapide déclin politique de l'Empire à cette époque frustrèrent leurs aspirations. C'est pourquoi leur réussite économique passait désormais par l'association avec des partenaires occidentaux. Ce fut donc grâce à leurs contacts avec les Génois et les Vénitiens que certains Byzantins, comme Géôrgios Goudélès et Nikolaos Notaras, parvinrent à faire fortune, en faisant par exemple du commerce avec les colonies génoises de la mer Noire et la Crète vénitienne.

dès les années 1380, des personnages comme Géorgios Goudélès et Nikolaos Notaras occupaient des postes très importants de l'administration, comme celui de *mésazôn*³⁵⁸. Au xv^e siècle, Dèmètrios Palaiologos Goudélès, sans doute un parent de Géorgios Goudélès, et Loukas Notaras, fils de Nikolaos Notaras, accédèrent à cette fonction prestigieuse³⁵⁹. De même, on retrouve parmi les ambassadeurs des derniers empereurs byzantins quelques individus issus des milieux marchands, des membres des familles Sophianos, Korésès, Iagaris, etc.³⁶⁰ La charge de trésorier du dernier empereur byzantin était occupée par un certain Andronikos Koumousès, appartenant à une famille de marchands originaire de l'île vénitienne d'Eubée³⁶¹. Nombre de ces hommes qui constituaient la nouvelle élite politique de l'Empire étaient en effet d'origine «étrangère», souvent des territoires grecs sous domination latine : outre l'exemple des Koumousès, on connaît les cas de Iôannès Trotzélos et de Nikolaos Pôlos, Crétois d'origine, qui firent de belles carrières dans la capitale de l'Empire à la veille de la chute³⁶².

Si l'ancienne aristocratie foncière avait réussi dans les premières années du règne de Jean V à s'opposer à l'entrée de ces hommes d'affaires dans l'appareil de l'État, au début des années 1380, la situation changea ensuite profondément. On verra dans la suite de ce chapitre que le renversement d'Andronic IV (1379) et la perte de la Macédoine (1383) portèrent un coup très sévère aux grands propriétaires fonciers et provoquèrent un changement profond dans la politique de l'Empire qui favorisa la position du groupe des marchands au faîte de l'État.

358. Sur Goudélès, voir *PLP* 4334 ; TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 3, p. 263 ; et plus récemment GANCHOU, Géorgios Goudélès. Sur Notaras, voir MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, p. 175 et suiv. Matschke a suggéré qu'avant Géorgios Goudélès, qui devint *mésazôn* vers 1386, un membre de la famille Eudaimonoiôannès, originaire du Péloponnèse et lui aussi lié aux milieux marchands, aurait pu occuper le poste de *mésazôn* (MATSCHKE, *Emigration und Immigration von und nach Konstantinopel im Vorfeld der türkischen Eroberung*, dans ID., *Das spätbyzantinische Konstantinopel*, p. 429, n. 80), mais il n'y a aucune certitude sur ce point. En 1390, par exemple, un Michaël Eudaimonoiôannès faisait partie d'un groupe de *burgenses Constantinopoli* qui se trouvaient pour affaires dans la colonie génoise de Caffa (MATSCHKE, TINNEFELD, *Gesellschaft*, p. 175-176).

359. Loukas Notaras devint *mésazôn* de l'empereur Jean VIII après 1425.

360. MATSCHKE, TINNEFELD, *Gesellschaft*, p. 160 et suiv.

361. Th. GANCHOU, La famille Koumousès (Κουμούσης) à Constantinople et Négrepont, avant et après 1453, dans *Βενετία - Εύβοια : από τον Έγριπο στο Νεγροπόντε*, éd. Ch. MALTÉZOU, Venise 2006, p. 45-107, ici p. 63-64. Ganchou mentionne, d'après la documentation latine, d'autres fonctionnaires de l'appareil financier byzantin à l'époque de Constantin XI : le *camerlingo* Dèmètrios Kolybas et le *camerarius* Iôannès Mamalès (*ibid.*, p. 63, n. 47 ; voir aussi MATSCHKE, *Tore*, p. 55, n. 96). Un membre de la famille Koumousès faisait déjà partie de l'entourage de l'empereur Jean VII lors de son coup d'État à Constantinople en 1390 : *kyr* Théodôros Koumousès fut témoin du traité conclu entre cet empereur et la république de Venise le 3 juin 1390 (MM III, n° 33, p. 143 [version grecque], et *Diplomatarium* II, n° 135, p. 229 [version latine] ; voir aussi GANCHOU, La famille Koumousès, *op. cit.*, p. 56-58).

362. Cf. *ibid.*, p. 52-54. Aux cas évoqués *supra*, on peut en ajouter d'autres, par exemple ceux des familles Korésès et Iérakès, respectivement originaires de Chios et de Rhodes. Sur Nikolaos Pôlos, voir maintenant Th. GANCHOU, La *fraternas societas* des Crétois Nikolaos et Géorgios Pôlos (Polo), entre Constantinople et Moncastro : affaires, dévotion et humanisme, *Thesaurismata* 39-40, 2009-2010, p. 111-228.

Depuis la publication en 1979 par Nicolas Oikonomidès d'une monographie consacrée aux hommes d'affaires grecs et latins à Constantinople aux XIII^e-XV^e siècles³⁶³ et celle de deux articles d'Angéliki Laiou, parus entre 1980 et 1982, sur le commerce byzantin et sur le marchand byzantin aux XIII^e-XV^e siècles³⁶⁴, une nouvelle représentation de l'aristocratie byzantine de la fin de la période des Paléologues s'est imposée aux historiens, car on a ensuite souvent parlé d'une « reconversion » de l'aristocrate byzantin en homme d'affaires³⁶⁵. Selon cette lecture, face à la contraction territoriale de l'Empire, l'ancienne élite se serait montrée beaucoup moins réticente que ses prédécesseurs de la première moitié du XIV^e siècle à s'adonner aux activités commerciales. Les historiens ont convoqué plusieurs sources montrant des aristocrates en relation avec les milieux marchands de la capitale³⁶⁶. Cette interprétation ne m'en semble pas moins discutable. Les preuves sont insuffisantes pour affirmer que l'aristocrate qui avait été autrefois un grand propriétaire foncier devint brusquement dans la seconde moitié du XIV^e siècle un marchand avisé. À la lumière de la documentation disponible, l'implication des notables byzantins dans les affaires commerciales paraît non seulement très modeste mais, dans la plupart des cas, limitée en fait à l'achat de produits manufacturés. À ma connaissance, aucun marchand ou homme d'affaires de cette période ne peut être identifié à un descendant de l'ancienne aristocratie foncière. À côté de Grecs originaires d'autres régions du monde égéen sous domination latine, on trouve essentiellement des notables issus de la petite aristocratie provinciale, en particulier celle du Péloponnèse³⁶⁷.

363. OIKONOMIDÈS, *Hommes d'affaires*.

364. LAIOU, *Byzantine Economy in Mediterranean Trade*, et EAD., *Greek Merchant*.

365. Voir par exemple OIKONOMIDÈS, *Hommes d'affaires*, p. 120 : « On a l'impression qu'au XIV^e siècle il y a eu un changement profond dans les activités économiques des aristocrates. En effet, les sources du XIV^e et du XV^e siècle montrent clairement que l'aristocratie byzantine est de plus en plus active dans les affaires commerciales. » Voir aussi MATSCHKE, TINNEFELD, *Gesellschaft*, p. 159.

366. On pense surtout aux entrées du livre de comptes de Giacomo Badoer (1437-1440) qui mentionnent de grands aristocrates de la capitale byzantine, avec lesquels le marchand vénitien eut des rapports commerciaux : voir les exemples mentionnés par OIKONOMIDÈS, *Hommes d'affaires*, p. 121-122.

367. Par exemple, un Dèmètrios Philommatès est attesté comme partenaire d'affaires du marchand vénitien Giacomo Badoer à Constantinople à la fin des années 1430. La famille Philommatès est représentative de cette petite aristocratie locale (cf. *PLP* 29914-29932). Dans le courant du XV^e siècle, certains de ses membres devinrent sujets vénitiens : cf. MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, p. 154, n. 63. Un autre représentant de la petite aristocratie du Péloponnèse semble être ce « Todaro Rali » (Théodôros Rallès), lui aussi partenaire de Badoer : GANCHOU, *La fraternas societas* (citée *supra*, n. 362), p. 139. On ne peut admettre non plus que Géorgios Goudélès ou Nikolaos Notaras aient appartenu par leur naissance à la haute aristocratie byzantine, celle des Kantakouzènoi, des Asanai ou des Tarchaneiôtai : un simple coup d'œil au *PLP* permet de constater qu'avant la fin du XIV^e siècle, les Goudélès et les Notarades n'étaient que de simples notables locaux. Des Goudélès sont certes attestés au sein de l'aristocratie du XI^e siècle (cf. CHEYNET, *Pouvoir et contestations*, p. 351, n. 78), mais après l'avènement des Komnènoi ils disparaissent presque complètement des sources. Au XIII^e siècle, un Goudélès (prénom Tyranos) avait quelques propriétés situées dans la région de Mantaia, près de Smyrne (cf. AHRWEILER, *Smyrne*, p. 170), mais la liste de ses biens (connue grâce au cartulaire de la Lembiotissa) montre qu'il s'agit d'une fortune modeste.

Il y a certes à cette époque une implication plus marquée des fonctionnaires impériaux dans le commerce ; toutefois elle n'est pas la conséquence d'une réorientation des activités économiques de l'aristocratie, mais plutôt celle d'un changement de la politique commerciale de l'Empire à partir du dernier quart du XIV^e siècle, sur lequel on aura l'occasion de revenir à la fin de ce livre.

La correspondance de Kydônès s'avère à nouveau précieuse pour connaître le point de vue d'un membre de l'ancienne élite byzantine vis-à-vis de l'irruption de la nouvelle élite financière dans les cercles du pouvoir. Même si l'ancien *mésazôn*, qui s'était par ailleurs converti au catholicisme, s'était montré favorable au rapprochement avec les puissances occidentales, il resta toujours l'ennemi du monde des affaires et un exemple représentatif de l'ancien modèle de l'aristocrate-lettré³⁶⁸, incarné durant la période précédente par Théodôros Métochitès, Nikèphoros Choumnos ou Iôannès Kantakouzènos. La famille de Kydônès avait possédé de grandes propriétés foncières en Macédoine, qui lui avait été confisquées par les Serbes³⁶⁹.

Dans ses lettres des années 1380-1390, Kydônès exprime souvent un certain mépris à l'égard des hommes d'affaires parvenus au sommet de l'État grâce à leurs connaissances techniques en matière financière³⁷⁰. Pour lui, ce sont là des gens « qui ne connaissent d'autre chemin vers la gloire que le refus de toute culture³⁷¹ ». Il constate en outre que cette nouvelle classe politique bafoue les principes de conduite et les idéaux de l'ancienne aristocratie, à savoir l'amour des belles-lettres et la science des armes³⁷², et il déplore que nombre de ses membres, afin de ne pas trahir ces principes, en soient réduits à vivre comme de véritables paysans. Kydônès écrit à Manuel II en 1389/1390 en lui recommandant un chevalier originaire de Picardie qui, ayant été au service du seigneur d'Ainos, voulait passer à l'armée byzantine :

368. MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, p. 223-224, rappelle l'opinion de Kydônès concernant les activités financières et ses commentaires déplaisants à l'occasion de ses séjours à Venise, une ville qui était – d'après le Byzantin – entièrement vouée à l'argent (voir en particulier la lettre L443/T428 au moine Maximos Chrysobergès).

369. Sur la famille de Kydônès, voir SAINT-GUILLAIN, Manouël Kydônès. Sur la confiscation de ses biens par les Serbes, voir *supra*, p. 111.

370. Dans sa lettre L237/T400, adressée à l'empereur Manuel II en 1390 (avant le mois d'avril), Kydônès parle de Géorgios Goudélès, *mésazôn* de Jean V depuis fin 1386, sur un ton indéniablement dédaigneux : ὅτι καὶ βασιλεὺς ὡς ἔοικεν ἐπὶ τῶν πραγμάτων ἀληθείας πάνυ φροντίζοντα τὸν ἄνδρα εὐρὼν ὑπὲρ πάντας ἄραι τοῦτον οὐκ ὤκνησε, καὶ τὰς πάντων βιασάμενος ψήφους (KYDÔNÈS, *Correspondance* II, n° 237, p. 138¹-139¹⁸; voir aussi le commentaire de TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 4, n° 400, p. 151-153). Voir aussi GANCHOU, Géorgios Goudélès, p. 286-290.

371. KYDÔNÈS, *Correspondance* II, n° 372, p. 320²⁰⁻²¹ (cité par GANCHOU, Géorgios Goudélès, p. 288).

372. Voir les lettres de Kydônès de 1389/1390, L236/T399 et L239/T388. À propos de la vocation militaire de l'aristocratie byzantine, soulignons un passage dû à la plume de l'empereur Manuel II qui, en parlant de la formation de son frère le despote Théodôros Palaiologos, se réfère aux « activités propres aux jeunes hommes [...] tels les exercices militaires, la chasse et les combats qui procurent de la force et de la santé aux corps bien musclés » (MANUEL II, *Oraison funèbre*, p. 105, l. 22-25).

Puisqu'il pensait que cela [c'est-à-dire vivre à Ainos] pouvait être nuisible à sa réputation militaire, il voulait échanger la richesse des pêcheurs contre la situation économique des bien-nés [donc les aristocrates] et il préférait, entrant au service de l'empereur, plutôt que d'être riche, rester aux côtés des paysans et des ouvriers agricoles pour lutter contre les troupes de l'ennemi³⁷³.

Le témoignage de Kydônès est celui d'un aristocrate qui voyait avec dépit la montée en puissance d'un nouveau groupe social et la transformation de l'appareil politique de l'Empire. Comme Kydônès, les grands propriétaires fonciers se montraient méfiants à l'égard de ces changements et craignaient la perte de leurs privilèges s'ils ne contrôlaient plus l'administration. Poussés par cette crainte, nombre d'aristocrates tournèrent le dos à l'empereur Jean V et décidèrent de soutenir son fils Andronic IV qui, dans les années 1370, allait s'emparer du trône, plongeant l'Empire dans une nouvelle crise politique aux conséquences dramatiques.

2. LA RESTAURATION DES BIENS FONCIERS EN MACÉDOINE APRÈS LA BATAILLE DE LA MARITZA (1371)

Le 26 septembre 1371, les troupes serbes subirent une terrible défaite au bord de la Maritza face aux *beys* turcs de Thrace³⁷⁴. Leurs commandants, Jovan Uglješa et le roi Vukašin, perdirent la vie lors des combats et les survivants se dispersèrent dans la région. Le chaos s'ensuivit et mit un terme définitif à l'hégémonie serbe sur la Macédoine et la Thessalie³⁷⁵. À la faveur de leur victoire, les Turcs soumirent

373. KYDÔNÈS *Correspondance* II, n° 231¹⁷⁻²¹. Sur cette lettre voir aussi TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 4, n° 395, p. 143-145, et BARTUSIS, *Byzantine Army*, p. 209-210. Les «pêcheurs» sont sans doute les marchands de poisson, dont le commerce était à l'époque hautement profitable : voir TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 4, p. 145, n. 5, et GANCHOU, Théodôros Batatzès. Dans deux autres lettres, Kydônès parle des richesses que procure la mer (L63/T94a et L261/T251). Sur cette question, voir aussi LOENERTZ, *Trois lettres*, p. 443-445. L'opposition entre le monde de la mer (les marchands) et le monde de la terre (les grands propriétaires fonciers) apparaît déjà chez Kantakouzénos, qui accusait le *mégas doux* Apokaukos de «vouloir négliger complètement la terre ferme et s'en tenir aux îles et à la mer, et inviter les Byzantins [c'est-à-dire les Constantinopolitains] à tirer leur subsistance de la mer en s'adonnant au commerce maritime» (KANTAKOUZÉNOS III § 87 ; II, p. 537⁸⁻¹⁰). On verra que dans les années 1370, lorsqu'il avait prononcé son discours *De non reddenda Gallipoli*, Kydônès avait au contraire essayé de convaincre ses concitoyens de préférer la mer à la terre, afin de ne pas céder au chantage des Ottomans. Il est vrai qu'ensuite Kydônès semble avoir changé d'opinion, peut-être parce qu'il s'était vu écarté du pouvoir précisément par «un homme de la mer», Géorgios Goudélès (cf. *supra*, p. 198, n. 358).

374. La bataille eut lieu près du village de Tchernomen (aujourd'hui Orménion, en Thrace grecque), sur la rive droite de la Maritza, à une journée de distance de la ville d'Andrinople. La date exacte est fournie par un certain nombre de chroniques brèves : cf. SCHREINER, *Kleinchroniken* II, p. 301. Comme l'a montré BELDICEANU-STEINHERR, La conquête d'Andrinople, ce ne furent pas les Ottomans qui emportèrent cette victoire, mais les Turcs installés en Thrace, affranchis de l'autorité ottomane après la restitution de Gallipoli à l'Empire en 1367 (cf. *supra*, p. 134).

375. Sur les conséquences de la bataille de la Maritza pour les principaux seigneurs serbes, voir SOULIS, *The Serbs*, p. 98-101.

le reste de la Thrace et imposèrent leur contrôle sur une partie de la Macédoine orientale. Toutefois, contrairement à ce que l'on aurait pu attendre, les Byzantins parvinrent aussi à tirer profit de la défaite serbe en reprenant plusieurs villes de Macédoine et en restaurant leur autorité sur les campagnes.

La reconquête byzantine de la Macédoine eut des conséquences importantes pour la vie économique de l'Empire car elle permit, on l'a dit, la restitution aux propriétaires de leurs anciennes terres dans la région. Cette restitution revêtait une signification toute particulière pour la haute aristocratie, privée de la plupart de ses ressources financières depuis la fin de la deuxième guerre civile. C'était la première fois en trente ans que l'Empire recouvrait un nombre important de terres agricoles, puisque les campagnes militaires des années 1360, qui avaient eu lieu sur les côtes de la mer Noire et du nord de l'Égée, n'avaient permis que la récupération d'une étroite bande de terre adossée aux villes côtières, tandis que l'arrière-pays restait toujours aux mains des ennemis. La soumission de la Macédoine fut donc l'occasion pour les grands propriétaires de retrouver une partie du patrimoine qu'ils avaient perdu lors de la conquête serbe.

Pour l'État byzantin ce fut aussi l'occasion de s'assurer de nouvelles ressources avec lesquelles financer la défense du territoire. De cette époque datent le fameux décret de confiscation de la moitié des biens monastiques pour les transformer en *pronoiai* militaires ainsi que d'autres mesures fiscales.

Les historiens ont déjà décrit la période de la reconquête byzantine de la Macédoine et ses conséquences économiques de manière plus ou moins exhaustive³⁷⁶. Toutefois, dès que l'on soumet leurs conclusions à l'épreuve de la documentation, bien des problèmes demeurent sans réponse, en particulier les questions de chronologie. La confrontation de sources de nature diverse (actes athonites, actes notariés latins, notices de manuscrits et sources narratives grecques), certaines inédites et d'autres récemment publiées, s'avère utile pour résoudre nombre de ces problèmes et pour reconstituer une séquence chronologique plus exacte de ces événements.

La reconquête byzantine de la Macédoine après 1371 : chronologie

Depuis la publication en 1894 par Pétros Papagéorgiou d'une notice conservée dans un *codex* du Prôtaton athonite, l'historiographie a considéré que la reconquête de la Macédoine par les Byzantins s'était produite immédiatement après la défaite serbe sur les bords de la Maritza. La notice, datée de novembre 1371, dit qu'un despote anonyme fit alors son entrée dans une ville appelée Éras³⁷⁷. Papagéorgiou

376. Voir *Lavra* IV, p. 51-54 ; OSTROGORSKY, *Féodalité*, p. 161 et suiv. ; LEMERLE, *Philippes*, p. 214-215 ; et OIKONOMIDÈS, *Deblitzenoi*, p. 180-186.

377. P. ΠΑΠΑΓΕΩΡΓΙΟΥ, Αἱ Σέρραι καὶ τὰ προάστεια, τὰ περὶ τὰς Σέρρας καὶ ἡ μονὴ Ἰωάννου τοῦ Προδρόμου, *BZ* 3, 1894, p. 225-329, ici p. 316, n. 2 : ἔτει ςωπ [a. C. 1371] ἰνδικτιῶνος ι μηνὶ Νοεμβρίῳ εἰσῆλθεν ὁ εὐτυχέστατος δεσπότης εἰς τὰς Ἑρας, ἐπαράλαβεν εὐδοκοῦντος θεοῦ τὴν αὐθεντίαν ☩ [= ἡλίου] κύκλοι κ'καὶ ([= σελήνης] β'. La notice est conservée dans le *codex* 21 du Prôtaton. S. LAMPROS, *Catalogue of the Greek Manuscripts on Mount Athos*, t. 1, Cambridge 1895, p. 4, signale que ce volume est un manuscrit en parchemin datant du XIII^e siècle. Il s'agit d'un synaxaire du Prôtaton allant du mois de septembre au mois de février. Lors d'une exposition à Paris sur les trésors du Mont Athos (avril-juillet 2009),

avait simplement proposé d'identifier le toponyme Éras à Serrès³⁷⁸, mais il ne s'était pas prononcé quant à l'identité du despote ; c'est Konstantin Jireček, au début du ^{xx}e siècle, qui y vit le premier une allusion au fils de Jean V, le futur empereur Manuel II, qui portait à l'époque le titre de despote et gouvernait Thessalonique³⁷⁹. L'historiographie n'a depuis jamais mis en doute cette identification, qui permettait de dater avec précision la conquête de la Macédoine orientale par les Byzantins entre septembre et novembre 1371³⁸⁰.

Les actes conservés dans les archives de l'Athos confirment *a priori* ce rétablissement de l'autorité byzantine en Macédoine après 1371, car ils témoignent du retour à cette époque de quelques propriétaires byzantins dans leurs anciens domaines de la région, de la présence des agents impériaux dans les postes de l'administration locale et de moines grecs à la tête de la communauté athonite. Toutefois, l'étude de cette documentation révèle également un phénomène troublant : aucune transaction foncière dans la région ne date de la période qui suit immédiatement la bataille de la Maritza ; les premiers actes remontent seulement au début de l'année 1373 et ne concernent que la région proche de Thessalonique. Il faut même attendre 1375 pour trouver les premiers actes qui attestent la présence byzantine dans la vallée du Strymon ou dans la région de Berroia.

Ce laps de temps considérable demeure problématique si l'on accepte que la reconquête byzantine de la Macédoine ait eu lieu en automne 1371. Il est en effet difficile d'expliquer pourquoi les Byzantins auraient attendu plus d'un an dans le cas des terres proches de Thessalonique, et plus de trois ans pour le reste du pays, avant d'exercer leurs droits de propriété sur les terres, d'en faire donation aux monastères ou de procéder à leur vente. Nicolas Oikonomidès, troublé par ce constat, l'a expliqué par les particularités du contexte politique ; selon lui, l'empereur byzantin, conscient du danger turc, aurait préféré maintenir le *statu quo* foncier durant les premières années de la restauration byzantine en Macédoine, afin de gagner le soutien militaire des propriétaires établis sous l'ancienne domination serbe. Ce serait l'alliance byzantino-turque de mai 1373, conclue entre Jean V et Murad I^{er} pour mater la révolte conjointe de leurs enfants, les princes Andronic IV

ce manuscrit a été montré pour la première fois au public et j'ai eu l'occasion de l'examiner : la notice est dans le folio 1r du manuscrit. Elle est reproduite trois fois, par trois mains différentes d'époque byzantine. Voir le catalogue de l'exposition : *Le mont Athos et l'Empire byzantin. Trésors de la Sainte Montagne*, Paris 2009, p. 252, fig. 140.

378. Le terme Éras pourrait être rapproché de la forme Ars, attestée par une source ottomane de 1388 : cf. BELDICEANU-STEINHERR, *Recherches*, p. 247 et n. 20.

379. JIREČEK, *Geschichte der Serben*, t. 1, p. 439 : « Eine griechische Notiz erwähnt im November 1371 den Einzug eines ungenannten Despoten in Serrai, zur Übernahme der Regierung. Es war ohne Zweifel der Despot Manuel Palaiologos, der spätere Kaiser, damals Statthalter von Thessalonich. »

380. Voir par exemple HALECKI, *Un empereur*, p. 247-248 : « Ils [les Byzantins] occupèrent donc le pays qui avait appartenu à Ougliécha, et dès le mois de novembre 1371, un despote grec, sans aucun doute Manuel Paléologue, despote de Thessalonique, fit son entrée à Serrès. » Voir aussi, entre autres, LOENERTZ, Manuel Paléologue, p. 278 ; LEMERLE, *Philippe*, p. 214-215 ; DENNIS, *The Reign of Manuel II*, p. 32-33 ; et BARKER, *Manuel II*, p. 16-17.

et Saudji, qui aurait finalement permis la restitution aux propriétaires byzantins de leurs anciens biens fonciers en Macédoine³⁸¹.

L'hypothèse d'Oikonomidès est séduisante dans la mesure où elle permet d'expliquer l'écart considérable entre la bataille de la Maritza (1371) et les premières transactions foncières dans la région (1373/1375) ; toutefois, elle part du principe que la menace turque contre la Macédoine byzantine aurait été, sinon éliminée, du moins sérieusement diminuée à partir du traité byzantino-turc de mai 1373, permettant à l'État byzantin de rendre aux grands propriétaires de l'Empire leurs anciens biens fonciers sans crainte de mécontenter ceux qu'il devait pour cela exproprier. Certes, on verra que l'accord conclu en 1373 entre les Byzantins et les Ottomans favorisa effectivement la consolidation de l'autorité byzantine en Macédoine. Toutefois, ce traité ne semble pas avoir été la raison principale de la reprise byzantine dans la région : le premier acte relatif à la restauration byzantine en Macédoine date de février 1373, c'est-à-dire plusieurs mois avant la conclusion du traité byzantino-turc du mois de mai, ce qui montre que la situation en Macédoine avait déjà commencé à changer quelques mois avant ce traité³⁸².

Il n'est du reste pas évident de voir quel intérêt aurait présenté le maintien du *statu quo* foncier en Macédoine pour faire face aux Turcs, puisque l'une des plus importantes mesures prises pour renforcer le territoire fut la transformation en *pronoiai* de la moitié des biens monastiques, afin de les distribuer aux soldats³⁸³. En d'autres termes, aussitôt qu'il en eut la possibilité, l'État byzantin modifia précisément le *statu quo* foncier afin de renforcer le groupe des propriétaires laïcs de l'Empire et de combattre le danger turc.

Il est donc nécessaire d'expliquer autrement la situation après la bataille de la Maritza et le fait que le premier acte relatif à une transaction foncière en Macédoine date seulement de 1373. Il faudra ensuite revenir sur l'historicité de la notice du *codex* 21 du Prôtaton et sur l'identification du despote anonyme qui aurait pris possession de Serrès au mois de novembre 1371.

Au lendemain de la Maritza : les attaques turques contre Thessalonique et la victoire chrétienne dans les eaux de l'Athos (octobre 1372)

Les sources montrent que le contexte politique de la Macédoine après la bataille de la Maritza (septembre 1371) fut très chaotique et que la région subit de fréquentes attaques turques. Par exemple, le texte serbe suivant, qui est contemporain des événements, décrit une situation fortement troublée :

381. OIKONOMIDÈS, Deblitzenoi, p. 183 : « It is not difficult to see what happened in eastern Macedonia after 1371. During the first phase, the Byzantine government very cautiously avoided any radical change of the status quo established by the Serbs: the Turkish menace was an obvious reason dictating that the Byzantines should not displease their newly recovered subjects. »

382. Il convient de rappeler, parce que cela est important pour comprendre le contexte politique de l'époque, que, depuis la conquête de Gallipoli par Amédée de Savoie en 1366, les Ottomans n'avaient presque plus d'autorité sur la Thrace et qu'ils avaient besoin des Byzantins pour traverser les Détroits.

383. Sur cette mesure, voir *infra*, p. 242-254.

Après la mort du despote Uglješa, les Ismaélites se répandirent et se dispersèrent sur toute la terre, comme des oiseaux dans l'air. Ils faisaient périr certains des chrétiens par l'épée, emmenaient d'autres en captivité et d'autres furent anéantis par une mort intempestive. Ceux que la mort avait épargnés périrent de la famine [...] Ceux enfin qui furent épargnés aussi par la famine, furent attaqués, avec la permission divine, par des loups, nuit et jour, et furent dévorés par eux. Hélas, une vue triste était ce que l'on pouvait observer alors. La terre resta déserte de tous ses biens : gens, bétail, et fruits ! Il n'y avait alors ni prince, ni chef, ni gouverneur parmi les gens, ni sauveur, ni libérateur, mais tous furent emplis de crainte devant les Ismaélites, en sorte que même les cœurs des hommes les plus vaillants devinrent des cœurs très faibles de femmes [...] Et alors les vivants estimaient heureux ceux qui étaient morts auparavant³⁸⁴.

Une source byzantine témoigne des attaques turques contre Thessalonique. Il s'agit d'une lettre de Kydônès adressée au *mégas primmikèrios* Phakrasès, à l'époque *képhalè*, c'est-à-dire gouverneur, de la capitale de Macédoine, qui fait allusion à la situation de grave danger dans laquelle se trouvait la ville à l'époque : « J'ai entendu parler d'une armée qui est devant les portes [de la ville], du chef barbare, du butin qu'ils ont fait et de ceux auxquels il ne reste plus qu'à regarder depuis les remparts en pleurant³⁸⁵. » Kydônès s'inquiétait du sort de son ami, qui avait reçu de l'empereur Jean V la direction de la ville (τοῦ βασιλέως δέ σε τοῖς πράγμασιν ἐπιστήσαντος), et lui donnait quelques conseils pour gérer cette crise. Il craignait surtout les révoltes que pouvaient provoquer les rigueurs du blocus et met en garde son correspondant contre ces dangers qui pourraient entraîner une nouvelle émeute populaire, comparable à celles de l'époque des Zélotes dont le souvenir demeurait vivace parmi les Thessaloniciens. Kydônès lui conseilla de s'appuyer sur les notables pour en éviter le déclenchement³⁸⁶. À la fin de sa lettre, Kydônès essaie d'insuffler de l'espoir à son ami, en lui disant que l'empereur est décidé à ne pas laisser la ville sombrer et qu'au cours d'une conversation avec ce dernier, il lui a entendu dire que rien ne comptait plus en ce moment pour lui que délivrer la ville (de Thessalonique) du danger³⁸⁷.

384. Ce passage fut écrit par le moine serbe Isaja à la suite de sa traduction en slave des œuvres de Denis l'Aréopagite : édition dans STOJANOVIĆ, *Zapisi i natpisi*, t. 3, n° 4944, p. 43 ; la traduction française est empruntée à DUJČEV, *La conquête turque*, p. 22-23. Voir aussi, R. MIHALJČIĆ, *Les batailles de la Maritza et de Kosovo. Les dernières décennies de la rivalité serbo-byzantine*, dans *Byzantium and Serbia in the 14th century*, Athènes 1996, p. 97-109, en particulier p. 102.

385. KYDÔNÈS, *Correspondance* I, p. 110⁹⁻¹¹ (lettre L77/T95).

386. *Ibid.*, p. 110²⁵⁻³¹ : « Puisque l'empereur t'a confié le gouvernement [de la ville], il faut, pour tenir tête aux coups de la fortune, invoquer celui qui est le seul capable d'empêcher pareils malheurs [= les émeutes populaires], c'est-à-dire il faut t'appuyer sur les puissants, mais qu'ils évitent eux aussi d'offenser qui que ce soit. Car il importe beaucoup de conseiller les puissants [et de les persuader] que ce n'est pas le moment de songer à s'enrichir, ni d'irriter davantage des hommes en proie au désespoir. Il faut au contraire, dans les circonstances [présentes], qu'ils se conduisent de façon à plaire au peuple et qu'ils s'efforcent de se le rendre solidaire. »

387. *Ibid.*, p. 110³⁹⁻⁴⁰. Sur ce Phakrasès, voir *PLP* 29576.

Dans le commentaire de cette lettre, Franz Tinnefeld a privilégié la date de novembre 1371, plutôt qu'une date postérieure au 10 avril 1372 (« nach 10.4.1372 [?] »)³⁸⁸, qui était celle proposée par Loenertz dans son édition³⁸⁹. Cette date, plus basse, repose sur l'existence d'une chronique brève grecque qui signale aussi une attaque turque contre Thessalonique le 10 avril 1372³⁹⁰. Longtemps contestée par l'historiographie³⁹¹, l'historicité de cette notice ne fait plus de doute aujourd'hui³⁹².

Il n'est pas utile pour notre propos de nous attarder sur les arguments qui ont conduit Tinnefeld à préférer la date de novembre 1371, d'autant que cela nous entraînerait dans des discussions un peu longues³⁹³. Il suffit simplement de constater le climat d'insécurité qui, dès la fin 1371, prévalait en Macédoine et en particulier à Thessalonique.

Ce contexte d'insécurité contredit en effet l'interprétation de la notice du Prôtaton selon laquelle les Byzantins auraient repris Serrès dès novembre 1371. Cette difficulté n'a pas échappé à quelques historiens qui ont essayé de l'expliquer : d'après eux, une première avancée byzantine jusqu'à la vallée du Strymon (où se trouve Serrès) aurait été suivie d'une période de troubles durant laquelle les Turcs auraient ravagé la région³⁹⁴. L'hypothèse ne semble guère convaincante, car il est peu probable que

388. Cf. TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1/2, p. 514. Cette chronologie est confortée par la position de cette lettre dans les cahiers des copies des lettres : elle est conservée dans le recueil B, celui du manuscrit *Burneyan* 75 de la British Library (sur lequel voir LOENERTZ, *Recueils de lettres*, p. 49 et suiv., en particulier p. 62 [B88]), qui couvre la période 1346-1373/1374 [cf. *ibid.*, p. 63]).

389. Cf. KYDÔNÈS, *Correspondance* I, p. 109. La datation de Loenertz a été suivie par DENNIS, *The Reign of Manuel II*, p. 33 et 55-56.

390. *Chronicon breve Thessalonicense* (éd. LOENERTZ dans KYDÔNÈS, *Correspondance* I, p. 174-175), § 6 [1372. IV. 6-10, *Thessalonicae*] : κατὰ τὴν ζ' τοῦ ἀπριλλίου μηνός, τῆς ι' ἰνδικτιῶνος, ἡμέρᾳ τρίτῃ, ἐξῆλθεν ἀπὸ τὴν Θεσσαλονίκην ὁ δεσπότης ὁ Παλαιολόγος μετὰ κατέργου, τῇ ἑνδεκάτῃ τοῦ αὐτοῦ, ἐπὶ ἡμέρᾳ σαββάτῳ, ἠπιλάλησαν οἱ Μουσουλμάνοι εἰς τὴν Θεσσαλονίκην. La chronique est rééditée dans SCHREINER, *Kleinchroniken* I, chr. 49/6, p. 351.

391. Voir par exemple BARKER, *Manuel II*, p. 446-450.

392. Voir le commentaire de SCHREINER, *Kleinchroniken* II, p. 302-304 (avec bibliographie), et, plus récemment, A. RIGO, *La « Cronaca delle Meteore ». La storia dei monasteri della Tessaglia tra XIII e XVI secolo*, Florence 1999 (Orientalia Venetiana 8), p. 179-180.

393. Cela impliquerait d'aborder la question délicate de la date du retour du despote Manouël à Thessalonique après son séjour à Venise auprès de son père Jean V (cf. *infra*, p. 223, n. 480). La plupart des historiens s'accordent sur le fait qu'il dut rentrer vers la fin de 1371, mais la date précise demeure problématique. Le fait que Kydônès ne mentionne pas Manouël dans cette lettre à Phakrasès a été interprété par Dennis et Tinnefeld comme la preuve que Manouël n'était pas encore rentré en Macédoine. La lettre, forcément postérieure au 28 octobre 1371 (date de l'arrivée de Jean V à Constantinople), fournirait donc un *terminus post quem* pour le retour de Manouël en Macédoine. Sur ce retour, voir aussi BARKER, *Manuel II*, p. 14 : « He seems to have been back in Thessalonica by the winter of 1371-72 » ; mais Barker ne donne aucun élément à l'appui de cette chronologie. Voir aussi les remarques de SCHREINER, *Kleinchroniken* II, p. 304.

394. Par exemple, OIKONOMIDÈS, *Deblitzenoi*, p. 180, a écrit : « But the general situation was no longer rosy, for a new and more dreadful ennemie, the Ottomans, now became a major power in the Balkans. In spring 1372, the Turks launched several important though unsuccessful attacks, one of which reached Thessalonica itself. »

les Byzantins aient été capables de couvrir la distance comprise entre Thessalonique et Serrès en à peine un mois, entre la fin septembre et le début novembre, date à laquelle Thessalonique se trouvait déjà encerclée par l'ennemi³⁹⁵.

Somme toute, l'ensemble du dossier rend peu probable la possibilité d'une reconquête byzantine de la Macédoine dans les mois immédiatement postérieurs à la défaite serbe de la Maritza. C'est pourquoi il convient de considérer avec prudence l'information fournie par la notice du *codex* 21 du Prôtaton. Après tout, l'identification du despote anonyme avec le futur empereur Manuel II n'est qu'une simple possibilité : d'autres souverains portant le titre de despote étaient actifs dans la région à la même époque et ils avaient pu tout autant profiter de l'occasion pour s'emparer d'une partie de l'ancienne principauté d'Uglješa. On pourrait par exemple songer à Konstantin Dejanović, nommé despote par le défunt Dušan, qui s'était entre-temps taillé une principauté au nord de la Macédoine, autour de la ville de Melnik³⁹⁶. Par ailleurs, il convient de rappeler – car cette question aussi a fait couler beaucoup d'encre – que la ville de Serrès ne semble pas avoir été prise par les Ottomans vers 1372³⁹⁷ : la documentation grecque qui témoigne de la présence byzantine dans cette ville à partir de 1375 ne parle jamais de la présence antérieure des Turcs dans la ville³⁹⁸. Serrès ne semble être tombée aux mains des Ottomans que quelques années plus tard, en 1383³⁹⁹.

Mis à part la situation incertaine à Serrès, il paraît clair que les Byzantins ne contrôlaient aucune autre partie de la Macédoine entre 1371 et 1372 et qu'aucun propriétaire byzantin ne put donc rentrer à cette époque en possession de ses anciens biens fonciers dans la région. Les ravages turcs dans les campagnes étaient fréquents et la situation à l'intérieur de Thessalonique s'était tellement dégradée que Constantinople y craignait à nouveau un conflit social.

La situation dut changer peu avant février 1373, date du premier acte témoignant d'une transaction foncière en Macédoine. Or, on a mention vers cette date d'une défaite turque face à une coalition de troupes byzantines et vénitiennes qui eut lieu selon une source grecque dans les eaux proches de l'Athos. La *Vie de saint Niphon*⁴⁰⁰, ermite à la Sainte Montagne, raconte qu'après avoir tué le despote Uglješa, les Turcs (« les Ismaélites ») se portèrent à l'assaut de l'Athos à bord d'un grand bateau de

395. Selon Tinnefeld, lors de l'arrivée de Phakrasès à Thessalonique en provenance de Lemnos, la ville était déjà investie par les Turcs : « Nach Thessalonike beorderte, daß Phakrases nach der Schlacht bei Černomen bald die Stadt von Türken bedroht sah und einen Hilferuf an Kyd. richtete (5ff.) » (TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1/2, p. 517). Dans ce cas, le début des attaques turques contre Thessalonique daterait d'avant novembre 1371, puisque Phakrasès avait été nommé *képhalè* de cette ville par Jean V durant le séjour du souverain à Lemnos, au plus tard à la mi-octobre 1371 (cf. *ibid.*, p. 431).

396. Voir *PLP* 5746.

397. Sur cette question, voir BELDICEANU-STEINHERR, *Recherches*, doc. n° 30, p. 180-182 (avec bibliographie), et ZACHARIADOU, *Early Ottoman Documents*, p. 10-11.

398. Voir par exemple *Kutlumas*, n° 33 (août 1375).

399. Sur la prise de Serrès par les Ottomans, voir *infra*, p. 278.

400. Un autre récit hagiographique « athonite », la *Vie de saint Romylos*, en particulier p. 142, témoigne aussi de la menace turque qui pesait à l'époque sur la Sainte Montagne, mais il ne parle pas de cette bataille en face de l'Athos. Sur cette question, voir *Dionysiou*, p. 8-9 et n. 29.

guerre. Ayant emporté les armes qu'ils avaient prises aux Serbes ainsi que leurs machines de siège, les Turcs – poursuit le texte – s'apprêtèrent à abattre les fortifications des moines ; « même le *mégas primmikèrios* [Iôannès], qui protégeait la côte, n'avait pas osé les affronter ! » Ce fut alors que trois grands navires vénitiens firent leur apparition et, rejoignant ceux du *mégas primmikèrios*, défirent les Turcs près du port de Lavra⁴⁰¹.

Le récit de la *Vie de saint Niphon* est dépourvu de tout indice permettant de dater avec précision cet événement ou, du moins, de savoir s'il fut antérieur à février 1373, date de la première transaction foncière dans la région. Hormis la mention de la mort d'Uglješa (septembre 1371), rien dans le texte ne permet de préciser sa chronologie. Oikonomidès a proposé de dater cette bataille vers 1372, mais il n'a fourni aucun élément à l'appui de cette hypothèse⁴⁰².

Nous possédons pourtant plusieurs documents tirés des archives vénitiennes qui permettent d'être plus précis. Dans sa lettre au doge d'août 1373 où il sollicitait la concession de la citoyenneté vénitienne, le *mégas primmikèrios* Iôannès mentionne déjà cette bataille⁴⁰³. Il y dit avoir combattu les Turcs aux côtés du capitaine de la flotte vénitienne : *la vostra signoria ha saoudo per altri et per lo mio signor vostro frar, lo capetanio de la vardia de le galee, lo qual ha vastadi li legni de li Turchi quando nui ieremo insembrè*⁴⁰⁴. Mieux encore, le privilège de citoyenneté vénitienne accordé en janvier 1374, à la suite de cette requête, au *mégas primmikèrios* mentionne précisément le nom de ce capitaine du Golfe, Marco Morosini, ainsi que celui de l'ancien baile de Négrepont, Bartolomeo Querini, car ils avaient soutenu la candidature de Iôannès auprès du sénat⁴⁰⁵.

401. *Vie de saint Niphon*, p. 24-25 : μετὰ τὸ ἀναιρεθῆναι τὸν δεσπότην Οὐγκλεσιν ὑπὸ τῶν Ἰσμηλιτῶν, θρασυνθέντες οἱ τοιαῦτοι Ἰσμηλιταὶ συνῆξαν στόλον μέγαν πλοίων καὶ ἦλθον κατὰ τοῦ Ἀγίου Ὁρους καὶ κατὰ πάντων τῶν χριστιανῶν μετὰ τῶν ὅπλων τῶν Σερβῶν, βασιάζοντες καὶ τειχομαχικὰ ἐργαλεῖα διὰ τὰ κάστρη τοῦ Ἀγίου Ὁρους, ὡς γοῦν ἦλθον, ἰδόντες αὐτοὺς ἅπαντες ἐτρόμαξαν, τοσοῦτον ὅτι καὶ ὁ μέγας πριμικήριος οὐκ ἐτόλμησε καταπροσωπῆσαι αὐτούς. Καὶ ἀπὸ τοῦ φόβου μὴ ἔχοντες ἄλλο τι δρᾶσαι, ἔπесον εἰς ἱκεσίαν πρὸς τὸν οἰκτίρμονα Θεὸν καὶ εἰς τὴν πᾶναγνον αὐτοῦ μητέρα τὴν τοῦ Ἀγίου Ὁρους καὶ πάντων τῶν χριστιανῶν μεσίτριαν καὶ τροφὸν καὶ βοήθειαν · καὶ οὐκ ἀπέτυχον. Ἀπέστειλεν οὖν καὶ ὁ τότε προιστάμενος τῆς ἱερᾶς Λαύρας πρὸς τὸν ὄσιον, διαγγέλλων αὐτῷ τὴν βίαν καὶ τὴν ἀνάγκην ἣτις ἦλθεν ἐκ τῶν ἀπροσδοκῆτων, ἐκλιπαρῶν αὐτὸν τοῦ ποιῆσαι εὐχὴν πρὸς τὸν Κύριον ὅπως ῥυσθῶμεν ἐκ τοῦ παρόντος κινδύνου [...] Ὁ καὶ γέρονε · εὐθὺς καὶ ἀπροσδοκῆτως ἦλθον τρία μεγάλα καὶ θαυμαστὰ πλοῖα τῶν Βενετίκων ὠπλισμένα εἰς τὴν Λαύραν · καὶ μαθόντες περὶ τῶν Ἰσμηλιτῶν τὴν ἔφοδον, συνήχθησαν μετὰ τοῦ πριμικήριου καὶ συνέβαλον πόλεμον καὶ κατὰ κράτος κατέλυσαν αὐτοὺς κατὰ τὴν πρόρρησιν τοῦ ἁγίου · καὶ λαβόντες αὐτῶν πάντα τὰ πλοῖα μετὰ τῶν ὅπλων καὶ πάντων ὧν ἐκέκτηντο, ἠφάνισαν αὐτοὺς παντελῶς.

402. OIKONOMIDÈS, Deblitzenoi, p. 195, n. 33.

403. Voir *supra*, p. 139.

404. Voir aussi un autre passage de cette lettre dans lequel le *mégas primmikèrios* déclare avoir combattu les Turcs : *Sapia la signoria vostra, che io sempre me son vostro amico et proprio vostro et del comun de Veniexia per li tempi passadi. No me venne destro de mostrarve l'amor de scriverve et per zo no scrissi. Mo al prexente ve scrivo per mostrarve che per li tempi passadi iera vostro amico... ni no è altro lo nostro servixio, se no esser sempre contra li Turchi* (*Diplomatarium* II, p. 165).

405. ASV, *Grazie* 17, fol. 19v. L'acte ne se trouve pas dans les fonds *Privilegii*, où sont conservées en principe les concessions de citoyenneté vénitienne, comme, par exemple, celle en faveur

Morosini, *lo capetanio de la vardia de le galee* avec lequel le *mégas primmikèrios* avait remporté sa victoire contre les Turcs, avait en effet occupé la charge de capitaine du Golfe durant l'année 1372. Cette fonction était un commandement militaire d'un an de la flotte vénitienne, qui devait veiller notamment à la protection des galées du marché durant leur traversée de la mer Adriatique⁴⁰⁶. Les galées du marché étaient des navires que l'État vénitien mettait chaque année à disposition des marchands selon une procédure d'enchères (*incanto*). Ils étaient organisés en convois (*mudae*) selon leur destination : le convoi de Romanie se rendait jusqu'à Tana ou Trébizonde. Normalement, la tâche du capitaine du Golfe était d'escorter les navires jusqu'à la sortie du « Golfe », c'est-à-dire de la mer Adriatique, jamais au-delà des ports de Coron et Modon. Toutefois, le mandat de Morosini en 1372 fut exceptionnel, car il dut accompagner les galées jusqu'en mer Égée en raison de la menace des Génois. À cette époque, un conflit opposait en effet Venise et Gênes au sujet du contrôle de l'île de Chypre⁴⁰⁷.

Grâce à la documentation d'archives, on connaît assez bien l'activité de Morosini et de sa flotte durant cette année : le 29 septembre 1372, il se trouvait dans le port de Coron⁴⁰⁸ ; ensuite, exécutant les ordres du sénat, Morosini se rendit à Négrepont⁴⁰⁹ où il devait attendre le retour des galées du marché en provenance de Constantinople et de la mer Noire pour les escorter à nouveau jusqu'au Péloponnèse⁴¹⁰.

de Dèmètrios Kydônès du 20 janvier 1391 (cf. SAINT-GUILLAIN, Manouël Kydônès, p. 344). La concession de citoyenneté à Iôannès (appelé par erreur Alexios) est reproduite en revanche dans les *Commemoriali*, y complétant le « dossier » dont disposait la république à propos du *mégas primmikèrios* : *Diplomatarium* II, doc. 98, p. 164-165 (*Privilegium civilitatis de gratia domini Alexii, domini Christopoli – a. d. 1374, die 10 m. Januarii*).

406. Cf. THIRIET, *La Romanie vénitienne*, p. 248. La nomination du capitaine du Golfe avait presque toujours lieu vers la fin décembre ou au mois de janvier, quelques jours avant la mise aux enchères des galées *da mercato* (sur cette question, voir STÖCKLY, *Le système de l'Incanto*). L'acte de nomination de Marco Morosini n'est pas conservé, mais le 23 novembre 1371, le sénat avait déjà pris des dispositions pour l'élection d'un nouveau capitaine du Golfe qui devait remplacer Vittore Pisani, devenu plus tard châtelain de Coron et Modon (*Senato. Deliberazioni miste*, t. 20, n° 1058, p. 561). L'une des premières mentions de Morosini comme capitaine du Golfe date du 22 février 1372 : *ibid.*, n° 1106, p. 588 (*nobilis vir ser Marcus Mauroceno capitaneus Culphi*). Morosini fut remplacé vers la fin 1372 par Pietro Mocenigo, futur baile de Négrepont (1374-1376).

407. Le 11 juillet 1372, Venise avait ordonné d'armer deux nouvelles galères pour renforcer la flotte du Golfe à cause de la menace génoise (ASV, *Senato, Misti*, reg. 34, fol. 19r ; THIRIET, *Régestes*, t. 1, n° 511). La guerre entre les deux républiques éclata lors du couronnement du jeune roi Pierre II en octobre 1372 et les hostilités ne prirent fin qu'en octobre 1374.

408. NANETTI, *Documenta Veneta Coroni & Methoni*, n° 4. 2, p. 210 : Domenico Regio, *seneschalcus domini Marci Maureceno capitanei galearum Culphy*, fait quittance à *Chalo Sumarii*, habitant de Coron.

409. Dans le troisième quart du xiv^e siècle, la domination vénitienne directe sur l'Eubée ne s'étendait que sur une petite partie de l'île, le reste était au pouvoir des « seigneurs tiers ». Venise ne s'empara de la totalité de l'île qu'après la mort de Giorgio III Ghisi, seigneur du tiers central, en 1390.

410. ASV, *Senato, Misti*, reg. 34, fol. 27v-28v. Cette décision n'est pas enregistrée dans THIRIET, *Régestes*.

Début novembre 1372, il se trouvait déjà au sud de la Grèce⁴¹¹, avant de pénétrer dans la mer Adriatique⁴¹².

Ce fut alors qu'il se trouvait basé à Négrepont que Morosini dut effectuer une incursion au large de la Macédoine, où il combattit les Turcs en face de l'Athos. Par conséquent, cette bataille dut se produire aux alentours du mois d'octobre 1372, date qui coïncide justement avec le début du mandat de Bartolomeo Querini à Négrepont (*ca* août 1372-mai 1374), l'autre personne qui témoigna en faveur du *mégas primmikèrios* pour l'obtention du droit de citoyenneté vénitienne⁴¹³.

La publication récente d'un dossier tiré des archives de Venise concernant un procès criminel auquel fut soumis Bartolomeo Querini à la fin de son mandat à Négrepont a mis en évidence les rapports existant entre la colonie vénitienne et les territoires byzantins du nord de l'Égée, en particulier la région sous la domination des frères Alexioi⁴¹⁴. Ces rapports se fondaient sur un réseau commercial qui s'était constitué à partir des échanges entre la production agraire de Macédoine, dont les ports byzantins de la côte nord de l'Égée étaient le débouché principal, et la production manufacturée vénitienne qui arrivait à Négrepont⁴¹⁵. Les conséquences de la défaite serbe à la Maritza et les attaques turques contre Thessalonique avaient

411. Le 14 novembre 1372, un certain *Stamis Capin* de La Canée, embarqué sur la nef de Pietro Soranzo, donna procuration à Pietro Darduino, *comite* sur la galère de Négrepont, *ad presens esistenti in portu Mothoni*, pour recevoir les biens d'un tiers (NANETTI, *Documenta Veneta Coroni & Méthone*, n° 3, 68, p. 172-173). La galère de Pietro Soranzo était l'une des quatre galées de Romanie de l'an 1372 (cf. par exemple ASV, *Senato, Misti*, reg. 34, fol. 7r : *Quarta galea deliberata fuit nobili viro ser Petro Superantio quondam ser Francisci*).

412. Le 9 décembre 1372, le sénat vénitien décida de nommer un nouveau capitaine du Golfe : ASV, *Senato, Misti*, reg. 34, fol. 36r ; résumé dans THIRIET, *Régestes*, t. 1, n° 517.

413. Un baile qui est probablement Querini était déjà nommé en mai 1372 lorsque les galées de Romanie reçurent ordre de le conduire à son poste (ASV, *Senato, Misti*, reg. 34, fol. 7r). Ces galées n'avaient pas quitté Venise fin juillet de la même année (*ibid.*, fol. 21v).

414. Au début de l'année 1374, Bartolomeo Querini fut accusé par les autorités vénitiennes de mauvaise conduite dans sa gestion comme baile de Négrepont et fit l'objet d'un long procès. Il était rentré à Venise à l'automne 1374. Les pièces de ce dossier ont été publiées par KOUMANOUDI, *The Trial*. Pour les échanges commerciaux entre l'Eubée et le territoire contrôlé par les frères Alexioi, voir *ibid.*, p. 249-250 et doc. A/8, l. 116-119, p. 280 : *et in hoc tempore [...] due galiote fratris condam Alexii, domini Cristopoli, venerunt in Fiteleo [= Ptéléon, sur la côte de Thessalie, sous domination vénitienne depuis 1322] et iverunt et in Nigroponte et venerunt postea onuste furmento et leguminibus et aliis blaudis*.

415. Les relations commerciales entre l'Eubée et la Macédoine byzantine sont bien attestées pour le xiv^e siècle : F. THIRIET, *Les Vénitiens à Thessalonique dans la première moitié du xiv^e siècle*, *Byz.* 22, 1952, p. 323-332, en particulier p. 327-332, et MATSCHKE, *Fortschritt und Reaktion*, p. 50. La nature des échanges entre ces deux régions pouvait certes changer en fonction du contexte politique : par exemple, en 1372-1373, à l'époque du mandat de Querini à Négrepont, les navires du *mégas primmikèrios* Ioànnès étaient venus en Eubée charger des denrées alimentaires, ce qui était sans doute une conséquence des difficultés d'approvisionnement des villes de la côte en raison de l'occupation turque du continent. La même situation s'était produite en mars 1350, lorsque la ville de Thessalonique, assiégée par les troupes serbes du tsar Étienne Dušan, avait sollicité du sénat vénitien la possibilité de laisser ses marchands importer des denrées depuis l'Eubée (*Senato. Deliberazioni miste*, t. 13, n° 18, p. 11). Toutefois, il est plus vraisemblable qu'en temps de paix, les échanges aient

dû affecter ce trafic, portant préjudice aux intérêts des Vénitiens comme des Byzantins⁴¹⁶. Cela expliquerait l'implication des Italiens dans cette coalition conclue en octobre 1372, et qui devait viser en premier lieu à rétablir ces échanges interrompus par les attaques turques.

Le début de la reconquête byzantine (1373) :
les conditions de la restauration de la propriété foncière

La défaite turque à proximité de l'Athos en octobre 1372 fut vraisemblablement un tournant dans l'histoire politique de la région. Elle a dû constituer le point de départ de la reconquête byzantine de la Macédoine. Bien sûr, d'autres événements, qui nous sont restés inconnus, ont pu aussi contribuer à un affaiblissement de la menace turque. Quoi qu'il en soit, la situation s'était suffisamment améliorée début 1373 pour que les Byzantins commencent à récupérer des territoires en Macédoine⁴¹⁷. Les archives athonites ont conservé trois actes qui témoignent de ce retour de l'administration impériale dans une région proche de Thessalonique, la Chalcidique occidentale.

Avant de poursuivre, il faut signaler que ce fut précisément à cette époque que l'empereur Jean V délivra une ordonnance proclamant la restitution des biens fonciers en Macédoine. Un acte de 1375 en rappelle le contenu : « Notre puissant et saint seigneur et empereur a promulgué une sainte et vénérable ordonnance prescrivant que celui qui possédait un bien qui lui a été volé par quelqu'un, recouvre son bien

été au contraire fondés sur l'exportation de matières premières et de produits agricoles depuis la Macédoine et sur l'importation de produits finis en provenance des territoires vénitiens. Sur les routes commerciales qui débouchaient à Thessalonique, voir LAIOU, *In the Medieval Balkans*, p. 145-146.

416. KOUMANOUDI, *The Trial*, p. 244, n. 33 et doc. A/5. Avant de se rendre dans l'île d'Andros, pour négocier le mariage entre Maria Sanudo – demi-sœur du duc de l'Archipel Nicolò III dalle Carceri – et Boniface Fadrique de Aragón – fils du comte de Salona –, le capitaine du navire, Giovanni Miani, avait été chargé par le baile de poursuivre deux bateaux turcs (*due barche Turchorum*) qui avaient été aperçus près des côtes de l'Eubée. La date de l'expédition de Miani n'est pas établie, mais elle eut certainement lieu vers l'été 1372, au moment de l'arrivée de Querini à Négrepont. L'intensité des raids turcs en Eubée s'était considérablement accrue dès le milieu du xiv^e siècle, sans doute en raison de la consolidation de la présence turque sur la côte de l'Asie Mineure : en 1359, par exemple, les marchands de Négrepont avaient déjà demandé au sénat de transporter leurs marchandises jusqu'à Thessalonique sur la galère armée de l'île (*Senato. Deliberazioni miste*, t. 16, n° 104, p. 55).
417. La nouvelle du redressement de la situation en Macédoine ne semble pas être parvenue en Occident, peut-être parce que l'avancée byzantine était encore très limitée à cette époque : le 21 juin 1373, le pape écrivait à l'empereur Jean V une lettre où il déplorait les conditions dans lesquelles se trouvaient les deux principales villes de l'Empire en raison de la menace turque. Dans cette lettre, le pontife informait le souverain byzantin des démarches visant à réunir une flotte pour aider l'Empire, et des préparatifs concernant la proclamation de l'Union des Églises : MOLLAT, *Lettres secrètes du pape Grégoire XI*, t. 1, p. 269-270, n° 1933. Cet acte a été commenté par HALECKI, *Un empereur*, p. 281 ; ESZER, *Laskaris Kalopheros*, p. 130 ; et LUTTRELL, *Gregory XI and the Turks*, p. 407.

en présentant un titre de propriété⁴¹⁸. » Nous ne connaissons pas la date exacte à laquelle fut délivrée cette ordonnance, mais elle pourrait en effet dater du début 1373⁴¹⁹.

On a dit que le document conservé le plus ancien attestant d'une transaction foncière entreprise par un Byzantin en Macédoine datait de février 1373. Il s'agit d'un acte établi par plusieurs fonctionnaires de l'administration de Thessalonique, agissant sur l'ordre du despote Manouël Palaiologos, relatif à un différend qui opposait le monastère de Docheiariou au pronoïaire Iôannès Katzaras au sujet d'un terrain de 2 400 modioi situé à Patrikôna, dans la région de Kalamaria⁴²⁰. Katzaras réclamait cette terre, qui était à l'époque aux mains du monastère de Docheiariou, parce que son père, le *mégas adnoumiastès* [Géôrgios] Katzaras, l'avait détenue jusqu'à la conquête serbe, d'abord comme partie d'une *pronoia* collective avec la compagnie de soldats appelée « les Barbarènoi »⁴²¹, et plus tard à titre personnel, en tant que bien patrimonial, en vertu d'un chrysobulle de l'empereur Jean V (1351)⁴²². Iôannès Katzaras revendiquait à présent un droit de possession en tant qu'héritier de son père.

Toutefois, les moines, détenteurs effectifs du domaine, alléguaient que le bien leur avait déjà appartenu par le passé, à l'époque de la domination byzantine, avant d'être affecté à la compagnie des Barbarènoi ; plus tard (*ca* 1337), ils avaient en outre obtenu d'Andronic III deux *prostagmata* enjoignant à un fonctionnaire de retirer ce bien aux « Barbarènoi » et de le remettre au monastère⁴²³.

418. *Saint-Pantéléemôn*, n° 12, l. 1-2 : ἐπιδὴ ἀπελήθην θεῖος καὶ προσκυνητὸς ὁρισμὸς τοῦ κραταιοῦ καὶ ἁγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ βασιλέως ὀρίζων ὅτι, ὅστις εἶχεν κτίμα τὶ καὶ ἡπάχθη παρὰ τινος, φέρων δικαίωμα ἐπαρὴ τὸ κτίμα αὐτοῦ. Cet acte, qualifié ici d'*horismos*, c'est-à-dire « ordonnance », serait en fait un chrysobulle d'après l'acte *Docheiariou*, n° 48, l. 7-10, daté de 1381. L'hypothèse d'OIKONOMIDÈS, Deblitzenoi, p. 146, n. 45, selon laquelle il s'agirait d'un *chrysoboullos horismos* ne me paraît pas convaincante : ce type d'acte n'est plus attesté dans la seconde moitié du xiv^e siècle. En fait, le terme *horismos* ne semble revêtir ici aucun sens technique, il sert simplement à désigner une ordonnance impériale, quel qu'en soit le type diplomatique.

419. On ne possède aucun élément permettant d'établir la date de cette ordonnance. DÖLGER, *Regesten* V, n° 3146, a proposé « *ca* 1375 vor Aug[ust] », en raison de la date de l'acte de *Saint-Pantéléemôn*, n° 12, qui la mentionne ; mais une date plus haute est tout aussi envisageable, car des transactions foncières eurent lieu dans la région dès 1373. OIKONOMIDÈS, Deblitzenoi, p. 183, postule aussi 1373.

420. *Docheiariou*, n° 41. L'acte est dressé par les serviteurs (*douloi*) de l'empereur, Géôrgios Doukas Tzykandylès et Laskaris Képhalas, et par le serviteur (*doulos*) du despote, Laskaris Métochitès, *mégas chartoularios* (*ibid.*, l. 53-56). Ils délivrèrent cet acte sur l'ordre du despote : τὸ παρὸν ἡμέτερον γράμμα, ὁρισμῷ τοῦ ἁγίου ἡμῶν αὐθέντου τοῦ πανευτυχεστάτου δεσπότη γεγονός, ἐπεδόθη αὐτοῖς ... (l. 51-52). Iôannès Katzaras est qualifié dans l'acte de familier du despote : ὁ οἰκεῖος τῷ ἁγίῳ ἡμῶν αὐθέντῃ τῷ πανευτυχεστάτῳ δεσπότη κῦρ Ἰωάννης ὁ Κατζαρᾶς (l. 1). Sur Patrikôna, voir LEFORT, *Chalcidique occidentale*, p. 116-117.

421. On a vu que cette compagnie des « Barbarènoi » s'était installée en Macédoine à l'époque de la première guerre civile : cf. *supra*, p. 41.

422. Ce chrysobulle est conservé dans les archives de Docheiariou : *Docheiariou*, n° 27. Il fut délivré en janvier 1351, à l'époque de la première restauration byzantine en Macédoine, après la campagne de Jean VI et l'accord conclu entre Jean V et le tsar Étienne Dušan (cf. *supra*, p. 93-94).

423. Ces deux *prostagmata* ne sont plus conservés dans les archives du monastère. Dans son commentaire (*Docheiariou*, p. 233), Oikonomidès identifie ces actes aux documents mentionnés *ibid.* p. 141, doc. *h* et *j*.

Les moines n'expliquaient pas toutefois dans quelles circonstances le bien avait été restitué à Katzaras par Jean V en 1351, et à quelle date et comment ils l'avaient ensuite récupéré et conservé jusqu'à 1373. Il est cependant facile de l'imaginer : après avoir été mis en possession de cette terre de Patrikôna par l'empereur Andronic III, les moines l'avaient perdue une nouvelle fois à l'époque de la deuxième guerre civile, lorsque le parti de Jean V avait effectué de nombreuses confiscations de terres – en particulier aux dépens des monastères – pour constituer de nouvelles *pronoiai* en faveur de ses partisans⁴²⁴. Katzaras dut recevoir ce bien à cette époque, avec le privilège de le détenir à titre héréditaire, comme ce fut le cas d'autres soldats, ainsi qu'on l'a vu. Ensuite, l'occupant serbe, qui opéra de nombreuses confiscations parmi le groupe des pronoïaires byzantins, dut se saisir du bien et le restituer au monastère athonite (après 1355).

Ayant entendu les témoignages des deux parties et connaissant sans doute le reste de l'histoire, le tribunal demanda à Katzaras de produire un titre de propriété démontrant que son père avait possédé ce bien à titre individuel et pas seulement comme partie d'une *pronoia* collective avec les « Barbarènoi ». Incapable de fournir les preuves demandées, Katzaras fut finalement débouté par le tribunal, qui trancha en faveur des moines.

Le litige entre Katzaras et Docheiariou reflète la situation complexe créée en Macédoine par le retour de l'autorité byzantine dans la région. Les bouleversements politiques qu'avait connus l'Empire au cours du XIV^e siècle avaient entraîné de nombreux changements dans le régime de la propriété foncière, car le même bien avait pu faire l'objet de plusieurs confiscations et saisies de la part du fisc, en particulier à l'époque des deux guerres civiles et plus tard lors de l'établissement de la domination serbe. De plus, les caractéristiques propres au système de la *pronoia*, ainsi que sa lente transformation en biens de type héréditaire, rendaient généralement très difficile de déterminer à qui revenait le droit de propriété. Rien d'étonnant donc à ce que durant les années 1370, de nombreux conflits aient éclaté entre plusieurs personnes et institutions religieuses pour le contrôle des biens fonciers. Rappelons en outre que les grands monastères orthodoxes (ceux de l'Athos principalement) et un groupe de petits propriétaires fonciers avaient profité de la conquête serbe pour arrondir leurs biens aux dépens des domaines confisqués aux grands aristocrates et aux pronoïaires byzantins⁴²⁵. Or, le rétablissement de l'administration byzantine en Macédoine ne signifia pas nécessairement l'abolition des transactions effectuées durant la domination serbe. Les autorités byzantines accordaient certes la priorité aux titres de propriété délivrés sous la domination impériale et révoquaient les transactions passées à l'époque des Serbes qui leur étaient contraires. Mais parfois les nouveaux propriétaires qui s'étaient emparés des terres à la faveur de la conquête ennemie possédaient aussi des titres délivrés par les autorités byzantines, soit parce qu'ils avaient détenu le même bien à une époque antérieure – comme ce fut le cas de Docheiariou à Patrikôna –, soit parce qu'ils avaient obtenu un acte de l'administration impériale, par exemple lors du bref rétablissement de l'autorité de

424. Sur cette question, voir *supra*, p. 87-90.

425. Sur le régime foncier sous domination serbe, voir *supra*, p. 95-103.

Constantinople sur la Chalcidique au cours des années 1350, ou encore grâce aux conditions du traité passé entre Jean V et le despote Uglješa en 1365⁴²⁶.

D'autres circonstances pouvaient également entrer en ligne de compte, comme la perte des archives nobiliaires, résultant de fréquents changements de domicile⁴²⁷, ou les accords passés entre les anciens et les nouveaux propriétaires qui pouvaient aussi modifier les conditions des transactions foncières. Enfin, on verra aussi que les voisins pouvaient exercer leur droit de préemption sur un terrain, rendant la situation encore plus confuse. Grâce aux archives athonites, on peut se faire une idée de la complexité de ces litiges judiciaires des années 1370 en Macédoine.

Le deuxième acte de la pratique qui date de la première moitié de 1373 fait partie d'un dossier de trois documents relatifs à un long conflit opposant plusieurs propriétaires fonciers. Il s'agit d'un acte privé, daté d'août 1373, par lequel l'aristocrate Anna Kantakouzèné Palaiologina vendait son bien dotal de Mariana, sis dans la région de Kalamaria (Chalcidique occidentale), au monastère de Docheiariou⁴²⁸. Les deux autres documents de ce dossier datent de janvier et février 1375 et furent délivrés respectivement par le patriarche Philothéos et par l'empereur Jean V.

L'acte de 1373 décrit les conditions dans lesquelles Anna Kantakouzèné était rentrée en possession de son bien dotal de Mariana et pourquoi elle l'avait vendu aux moines de Docheiariou. Anna était mariée à un haut dignitaire byzantin, le *mégas domestikos* Dèmétrios Palaiologos, « oncle » (*theios*) de l'empereur Jean V⁴²⁹. Le couple était originaire de Macédoine⁴³⁰. Dans cet acte, Anna affirme qu'elle avait reçu le domaine de Mariana de ses parents à titre de dot et qu'elle en avait joui pendant quelques années, jusqu'à l'occupation de la Macédoine par les troupes du tsar Étienne Dušan (1345)⁴³¹. Anna et son époux perdirent alors ce bien qui fut donné à d'autres propriétaires⁴³². Durant cette époque troublée, la terre fut abandonnée et les paysans qui y étaient installés s'enfuirent. Anna déclarait que lorsqu'elle avait récupéré Mariana, à la faveur de la restauration byzantine, la terre était « vidée et

426. Rappelons par exemple que, lors de ce traité, les moines de Chilandar et ceux de Lavra s'étaient procuré des actes de l'empereur Jean V confirmant leurs droits de propriété sur plusieurs villages situés dans la vallée du Strymon et en Chalcidique, territoires alors sous le contrôle effectif du despote Uglješa : cf. *supra*, p. 141.

427. Voir par exemple *Saint-Pantéléemôn*, n° 12.

428. *Docheiariou*, n° 42. Sur Mariana, voir LEFORT, *Chalcidique occidentale*, p. 97-100.

429. Sur ce personnage, voir *supra*, p. 197, n. 353.

430. Comme le montre le fait que la terre de Mariana était un bien dotal. De plus, dans les lettres qu'adressa Kydônès au *mégas domestikos*, il parle de Thessalonique comme de leur ville d'origine.

431. *Docheiariou*, n° 42, l. 12-16 : τὸ περὶ τὴν Καλαμαρίαν διακείμενον κτῆμα, τὸ ὀνομαζόμενον Μαρριανά, ἣν μὲν ἄνωθεν καὶ ἐκ προγόνων διαφέρων ἐμοὶ καὶ εἰς προῖκα δοθέν καὶ ἀποκληρωθέν, ὥσπερ δὴ τοῖς ἄλλοις μου ἀδελφοῖς ἄλλα ἐκ τῶν γονικῶν ἡμῶν κτημάτων ἀπεκληρώθησαν, πολλοῖς δὲ καὶ διαφόροις κομῶν ἀγαθοῖς, κατείχετο παρ' ἡμῶν, ἕως καθαρὰν εἰρήνην ἦγε τὰ πράγματα καὶ ἡ τῶν Ῥωμαίων ἀρχὴ διετηρεῖτο ἀπὸ Θεοῦ ἀνεπηρέαστος τε καὶ ἀστασίαστος.

432. *Ibid.*, l. 16-19 : ἀφ' οὗ δὲ παραχωρήσει Θεοῦ ἡ μὲν ἀρχὴ τῶν Ῥωμαίων εἰς γόνυ ἦλθεν καὶ ἐπὶ πολλοῖς χρόνοις οὐκ ἴσχυσεν ἀνανεῦσαι, γέγονε δὲ τὰ πάντα σχεδὸν ὑπὸ τὴν ἀρχὴν καὶ ἐξουσίαν καὶ δυναστείαν τῶν Σέρβων, ὑποκύπτει μὲν καὶ τὸ τοιοῦτον κτῆμα τῇ δυναστείᾳ καὶ ταῖς ἀδίκαις χερσὶν ἀφαιρεῖται δ[...]. ἄλλα δὲ καὶ πεδῖον ἀφανισμοῦ γίνεται.

dépourvue» d'hommes et de revenus⁴³³. C'est pourquoi elle avait décidé de vendre ce domaine au monastère de Docheiariou, puisqu'elle reconnaissait être incapable financièrement de le remettre en état. L'accord précise que le prix convenu entre l'aristocrate et les moines était de beaucoup inférieur à la valeur réelle du bien, mais qu'Anna avait fait don de la différence pour la commémoration des âmes de ses parents, de la sienne et de celle de son époux⁴³⁴. L'acte porte la signature de Dèmètrios Palaiologos, qui donnait son accord à cette transaction⁴³⁵.

Avant de poursuivre l'étude de ce document, il convient de s'arrêter sur l'histoire de ce couple et sur son rôle dans la province de Macédoine à cette époque. Le *mégas domestikos* Dèmètrios Palaiologos avait été envoyé par l'empereur Jean V à Thessalonique entre la fin 1371 et le début 1373 pour aider le despote Manouël dans sa tâche de gouverneur de la région. Peu après son départ de Constantinople, Kydônès lui adressa une lettre dans laquelle, ayant déploré l'absence de son ami, il loue ses vertus et ses capacités dans la lutte contre l'ennemi qui menace toujours Thessalonique⁴³⁶. Dèmètrios Palaiologos faisait peut-être partie d'un détachement envoyé par Jean V en Macédoine après avoir reçu les nouvelles inquiétantes sur la situation de Thessalonique rapportées par le *mégas primmikèrios* Phakrasès dans

433. *Ibid.*, l. 19-22 : ἐπανέρχεται δὲ μόλις μετὰ τῶν ἄλλων καὶ τοῦτο ὑπὸ τὴν τῶν Ῥωμαίων ἀρχὴν καὶ ἀποκαθίσταται πρὸς ἡμᾶς ἡ τούτου δεσποτεία καὶ κυριότης γυμνὴ τε καὶ ἔρημος τῶν ἐν αὐτῇ παρακαθημένων ἀνθρώπων καὶ τῶν ἄλλων εἰσόδων, ὥσπερ εἶχεν ἐκ συνηθείας καὶ ἥς εἶχεν [...] κ[...]ιότητος.

434. *Ibid.*, l. 22-26 : μὴ δυνάμενοι δὲ ὀφελῆσαι τοῦτο, μὴδὲ εἰς τὸ ἀρχαῖον ἀποκαταστήσαι, ἐζητοῦμεν ὅπως ἂν ἀποκαταστήσωμεν αὐτὸ εἰς τι μοναστήριον δυνάμενον σὺν θεῷ βοηθῆσαι αὐτῷ, καὶ ἔχη τοῦτο τοῦ λοιποῦ κατὰ δεσποτείαν ἀνθ' ἡμῶν αὐτῶν καὶ λαβεῖν μὲν καὶ ἀπὸ τοῦ τιμῆτατος, ὅσον ἂν τάξωμεν καὶ συμβιβασθῶμεν, ἀφεῖναι δὲ καὶ τὸ πλεόν, ὅσουπερ ἐστὶν ἄξιον, μνημοσύνου χάριν τῶν ψυχῶν τῶν ἀγίων μου αὐθεντῶν τῶν γονέων μου. Anna mentionne plus loin les commémorations pour le salut de son âme et de celle de son époux (l. 30-31 : τῶν ψυχῶν τῶν ἀγίων μου αὐθεντῶν τῶν γονέων μου καὶ ἡμῶν αὐτῶν).

435. *Ibid.*, l. 1-2 : τὴν κάτωθεν γεγραμμένην πρᾶσιν στέργων καὶ συναινῶν αὐτῇ κατὰ πάντα προέταξα ἐνταῦθα. Ὁ δοῦλος τοῦ κραταιοῦ καὶ ἀγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ βασιλέως Δημήτριος Παλαιολόγος † Ὁ μέγας δομέστικος †.

436. KYDÔNÈS, *Correspondance* I, n° 106, p. 143¹⁹-144³² : « Bien que ton absence nous soit un grand malheur, la ville natale [Thessalonique] tire profit [de ta présence là-bas], car elle est pour l'essentiel libérée de son affliction. Je suis convaincu que tu lui seras utile en tous les aspects, comme orateur devant le peuple, comme commandant des armées et comme conseiller, et que tu [seras utile aussi] en tout au magnifique despote [Manouël Palaiologos] ; il est noble, ce pourquoi il est aimé par les [Thessaloniciens]. Il est évident qu'il ne se séparera pas de toi, qu'il te gardera pour lui-même et se servira pour tout de ton conseil, surtout maintenant, qu'il faut des hommes qui possèdent l'intelligence et la vertu d'un Thémistocle, qui puissent s'opposer à l'attaque des athées, dont la force a augmenté pour notre malheur. Il [c'est-à-dire le despote Manouël] a montré ses capacités et essaie de sauver la ville de cette tempête. Il n'oubliera pas ton art qui est tout à fait convenable aux temps et aux affaires actuels ! Sachant que notre ville en tirera un grand profit, la douleur que nous éprouvons à cause de ton absence diminue, car le bon citoyen doit privilégier les intérêts de la communauté sur les siens propres. » Voir aussi la traduction et le commentaire de TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1/2, n° 84, p. 473-476 : sa datation de la lettre, « ca. Herbst 1371 », doit être élargie, la lettre pouvant avoir été écrite aussi tard que le début de 1373.

sa lettre à Kydônès de la fin 1371⁴³⁷. Dèmètrios resta longtemps en Macédoine, sans doute en tant que représentant impérial. Il est attesté à Thessalonique jusqu'en 1376 par la correspondance de Kydônès⁴³⁸ et il dut probablement mourir vers cette date car il n'est plus mentionné ensuite dans les sources. Avant de disparaître, il s'était peut-être retiré au monastère de Docheiariou où il disposait d'une pension viagère, comme le montre la suite de l'affaire de Mariana.

A priori, la vente du domaine de Mariana à Docheiariou n'avait donc rien d'extraordinaire. Elle suscita pourtant les protestations des moines de Vatopédi et d'Akapniou⁴³⁹, provoquant l'intervention du métropolite de Thessalonique, du patriarche de Constantinople et de l'empereur Jean V. Le contentieux principal provenait des revendications des moines d'Akapniou, qui contestaient la validité de la transaction. Les détails de leur argumentation peuvent être déduits de l'acte du patriarche Philothéos délivré quelque temps plus tard, en 1375⁴⁴⁰. En tant que voisins du domaine de Mariana, les moines d'Akapniou avaient sur le terrain un droit de préemption⁴⁴¹, auquel ils avaient renoncé dans un premier temps parce que le prix auquel ce couple d'aristocrates vendait la terre de Mariana était très élevé. Cependant, les moines apprirent ultérieurement que le prix final auquel les moines de Docheiariou avaient acquis le domaine était en fait beaucoup plus bas, ce qui provoqua leurs protestations.

L'acte de 1373 contient quelques indices qui suggèrent l'existence d'un marché passé entre le *mégas domestikos* Dèmètrios Palaiologos et les moines de Docheiariou afin d'abaisser le prix de Mariana. Il emploie le terme *plèrophoria*⁴⁴² qui, selon plusieurs commentateurs, peut suggérer l'acquisition d'*adelphata* dans un monastère⁴⁴³. Il est donc probable que le *mégas domestikos* ait acquis plusieurs pensions viagères à Docheiariou en échange d'une forte réduction du prix de vente de la terre de Mariana. Rappelons que l'acquisition d'*adelphata* était devenue à cette époque non seulement l'un des moyens les plus fréquents de s'assurer un lieu de retraite ou une rente sûre pour un avenir incertain, mais qu'elle était aussi un moyen de mettre à l'abri les reliquats des fortunes aristocratiques.

Par ailleurs, sachant que leur vente de Mariana était irrégulière et qu'elle pouvait être contestée par leurs voisins, auxquels ils n'avaient pas proposé l'acquisition du terrain au prix acquitté par Docheiariou, Dèmètrios et son épouse avaient pris quelques précautions. Ils avaient par exemple contraint les moines de Vatopédi à signer un acte de renonciation à leur droit de préemption. Vatopédi possédait un moulin situé à l'intérieur du domaine de Mariana, acquis d'Anna Kantakouzènè

437. Il s'agit de la lettre de Kydônès L77/T95, sur laquelle voir *supra*, p. 205-206.

438. Lettre L188/T161.

439. Sur le monastère d'Akapniou, voir JANIN, *Grands centres*, p. 347-349.

440. *Docheiariou*, n° 43, l. 10-13.

441. Sur la loi de préemption à Byzance, voir H. SARADI, *The Neighbors' Pre-emption Right. Notes on the Byzantine Documents of Transactions*, *Δίπτυχα* 6, 1994-1995, p. 267-289 ; voir aussi *supra*, p. 37, n. 98.

442. *Docheiariou*, n° 42, l. 27 (πληροφορία πνευματική), et n° 43, l. 20.

443. SMYRLIS, *La fortune*, p. 139 : « Un autre terme parfois utilisé en liaison avec un accord d'*adelphaton* était *plèrophoria*. »

peu de temps auparavant et qui donnait au monastère un droit d'achat préférentiel sur le domaine qui l'environnait⁴⁴⁴. C'est pourquoi l'aristocrate avait menacé les moines d'annuler la vente de ce moulin s'ils n'acceptaient pas de signer un acte en vertu duquel ils renonçaient à contester la validité de la vente en faveur de Docheiariou. L'original de ce document est perdu, mais une copie figure au verso de l'acte de 1373 ; elle mentionne la souscription de plusieurs moines de Vatopédi qui donnent leur accord. Cette copie est authentifiée par le métropolite de Thessalonique, Dôrothéos, et par un fonctionnaire du fisc, le *mégas chartoularios* Laskaris Métochitès⁴⁴⁵.

Personne ne put en revanche empêcher les moines du monastère thessalonicien d'Akapniou de protester contre cette transaction en faisant valoir leur droit de voisinage. Le différend fut porté une première fois devant les tribunaux de Thessalonique, peut-être en présence des juges généraux de la région⁴⁴⁶. Les juges tranchèrent, semble-t-il, en faveur des moines d'Akapniou, comme le suggère le fait que le *mégas domestikos* Dèmétrios Palaiologos dut peu après faire appel au patriarche Philothéos Kokkinos et au synode pour faire modifier le verdict en sa faveur⁴⁴⁷. Ce fut sans doute grâce à son influence à Constantinople que Dèmétrios obtint ainsi gain de cause en appel, alors que la loi donnait incontestablement raison aux moines d'Akapniou. Dèmétrios possédait l'un des titres auliques les plus élevés à cette époque et il était apparenté à l'empereur Jean V. En effet, peu après il sollicita et obtint, pour plus de sûreté, un *prostagma* de ce souverain, daté de février 1375, confirmant la décision synodale⁴⁴⁸. Ces actes sont conservés dans les archives du monastère de Docheiariou.

L'acte du patriarche Philothéos explique l'argutie employée pour établir la validité de la transaction entre le *mégas domestikos* et Docheiariou : Dèmétrios Palaiologos et son épouse auraient d'abord proposé leur bien aux propriétaires voisins pour 2 000 hyperpres et personne n'aurait voulu l'acheter à ce prix⁴⁴⁹. Toujours selon le patriarche, ils l'offrirent ensuite aux moines de Docheiariou, auxquels ils voulaient faire don de leur bien pour le salut de leurs âmes ; toutefois, en raison « des troubles du temps » et de la situation de ruine financière dans laquelle se trouvaient les propriétaires, ceux-ci avaient « accepté » des moines le prix très inférieur de 600 hyperpres⁴⁵⁰. Tirant précisément argument de la différence considérable entre la somme acquittée et la valeur réelle du terrain, le patriarche faisait valoir que cette transaction

444. Sur la distinction entre le droit de propriété du terrain et celui des biens situés « en surface », voir *infra*, p. 309-310.

445. *Docheiariou*, n° 42, *verso*, l. 20-22.

446. Sur l'activité des juges généraux en Macédoine, voir *infra*, p. 237-241.

447. Il s'agit de l'acte déjà cité *Docheiariou*, n° 43.

448. *Ibid.*, n° 44.

449. *Ibid.*, n° 43, l. 3-5 : βουλόμενος [cf. ὁ μέγας δομέστικος κῦρ Δημήτριος ὁ Παλαιολόγος] ἀπεμπολῆσαι ἔδειξε τοῦτο πρὸς τοὺς ἐν αὐτῷ πλησιασμοῦ δίκαιον ἔχοντας, καὶ μὴ βουλευθέντος τινὸς ἐξωνήσασθαι τοῦτο, εἰς δισχίλια καὶ πλεόν ὑπέρπυρα ποσομένου τοῦ τιμήματος τούτου.

450. *Ibid.*, l. 5-7 : παρέδωκε τοῦτο ψυχικῆς ἔνεκεν ὠφελείας αὐτοῦ πρὸς τοὺς ἐν τῇ σεβασμῖα μονῇ τοῦ Δοχειαρίου. καὶ εἶχε μὲν ἔφεσιν καὶ προθυμίαν τελείως αὐτὸ τῇ μονῇ ἀφιερῶσαι, διὰ δὲ τὴν τοῦ καιροῦ δυσχέρειαν καὶ τὴν τῶν πραγμάτων στενοχωρίαν ἔλαβεν ἐξ αὐτῶν μόνα ὑπέρπυρα ἑξακόσια.

devait en fait être considérée comme une simple donation et non comme une vente⁴⁵¹. Or, selon la législation, le droit de préemption ne valait pas dans les cas de donations aux monastères⁴⁵². En outre, poursuit Philothéos, « même si l'on appelait ceci une vente, il faudrait tenir compte de la prescription prévue par la nouvelle et pratiquée selon la coutume de la Grande Église, stipulant que ceux qui bénéficient de la préemption doivent revendiquer leur droit dans les six mois ; or, deux ans s'étant écoulés, ni les moines d'Akapniou ni personne d'autre n'a plus le droit de revendiquer le bien en vertu du droit de préemption⁴⁵³. »

Les mots du patriarche trahissent un procédé qu'avaient souvent employé les propriétaires byzantins depuis le XIII^e siècle pour contourner la loi sur la préemption. On a déjà eu l'occasion d'en parler à propos de la vente de biens paysans aux grands propriétaires au début de la période des Paléologues⁴⁵⁴. Ce procédé consistait d'abord à proposer à la vente un bien foncier à un prix trop élevé, afin qu'aucun voisin – ou aucune autre personne ayant un droit d'achat préférentiel – ne soit intéressé par l'acquisition du terrain. Cela permettait ensuite au propriétaire de passer un contrat avec la personne de son choix, qui s'acquittait finalement d'un prix nettement plus bas. L'écart entre le prix initial et le prix payé était parfois justifié à titre de donation pieuse, en particulier lorsqu'il s'agissait de la vente d'un terrain à un monastère.

La vente de Mariana à Docheiariou constitue un cas caractéristique de cette pratique, encore en usage à la fin du XIV^e siècle, mais cette fois-ci, c'étaient des aristocrates qui aliénaient leurs biens au profit des grands monastères. Une autre source, un peu plus tardive, témoigne du même procédé. Il s'agit d'une sentence du tribunal ecclésiastique de Thessalonique de 1391 qui le condamne et propose d'autres solutions à ce problème juridique⁴⁵⁵. On trouve déjà dans les écrits des juristes des époques antérieures, en particulier aux XI^e et XII^e siècles, des critiques à l'égard de cette astuce juridique⁴⁵⁶. Toutefois, à l'époque des Paléologues, la défense de la loi de préemption était tombée en désuétude : par exemple, dans son chapitre

451. Le patriarche rappelle l'accord passé entre Dèmétrios Palaiologos et les moines de Docheiariou et explique que, le moment venu, le *mégas domestikos* ira vivre dans le monastère. Cela confirme qu'il s'agissait d'un contrat d'*adelphaton* : *ibid.*, l. 19-21 (ὅτι οὐκ ἐξεποιήσατο τοῦτο ὁ μέγας δομέστικος, ἀλλ'ἀφιέρωσε τοῦτο πρὸς τὴν μονήν, ὁμοῦ μὲν διὰ ψυχικὴν αὐτοῦ σωτηρίαν, ὁμοῦ δὲ καὶ ἵνα πληροφορίαν ἀπὸ τούτου κτησάμενος, ὅταν αὐτῷ δῶ ὁ καιρὸς, κατοικήσῃ ἐκεῖ).

452. *JGR* I, p. 203, l. 7-10.

453. *Docheiariou*, n° 43, l. 26-30 : ὡς εἶπερ καὶ πράσιν αὐτό τις ἐρεῖ, ἀλλ'ἐπειδὴ κατὰ τὴν τῆς νεαρᾶς ὑποτύπωσιν καὶ τὴν ἐνεργουμένην ἐνταῦθα ἐν τῇ καθ'ἡμᾶς ἀγιωτάτῃ τοῦ Θεοῦ Μεγάλῃ Ἐκκλησίᾳ συνήθειαν μέχρι καὶ ἐξαμηνιαίου καιροῦ εἶχον ἄδειαν οἱ πλησιασταὶ τὸ οἰκεῖον δίκαιον ἀπαιτεῖν καὶ κινεῖν, παρῆλθον δὲ ἐξ ἐκείνου καὶ μέχρι τοῦ δεῦρο χρόνοι δύο, οὐδεμίαν ἔχουσιν ἄδειαν, οὔτε οἱ ἐν τῇ τοῦ Ἀκαπνίου, οὔτε οἱ ἄλλοι πλησιασταί, τοῦτο ἀνακαλεῖσθαι καὶ πλησιασμόν προβαλέσθαι.

454. Voir *supra*, p. 30-32.

455. Cf. FÖGEN, Zeugnisse, p. 332-336 : afin d'éviter les abus visant à détourner la loi sur la préemption, la décision du tribunal de Thessalonique prévoit que le voisin paie simplement le prix final d'achat et non le premier prix proposé par le vendeur.

456. Voir par exemple le chapitre de la *Peira* 38 § 11, p. 153-154.

de l'*Hexabiblos* (milieu du XIV^e siècle) concernant la loi de la préemption, Kônstantinos Harménopoulos reprend la législation des empereurs macédoniens des IX^e et X^e siècles, qui était – rappelons-le – particulièrement favorable aux droits des voisins, parents et co-contribuables, mais reconnaît qu'à son époque la plupart des prescriptions relatives à la préemption n'étaient plus en vigueur⁴⁵⁷.

Il faut relever aussi que, dans sa sentence, le patriarche Philothéos fait allusion à une novelle impériale (*néara*) qui accordait aux voisins un délai de six mois pour contester la vente d'un terrain. Dans son commentaire de l'acte, Oikonomidès constate – non sans étonnement – que « la loi n'accorde que quatre mois » et il se demande si « le tribunal patriarcal aurait innové à ce sujet »⁴⁵⁸.

Oikonomidès se réfère à la fameuse novelle de l'empereur Romain I^{er} Lékapènos de 928 qui prescrit effectivement un délai de trente jours seulement pour que les bénéficiaires de la loi (voisins, parents, co-contribuables, etc.) puissent préempter le bien vendu et un délai de quatre mois dans certains cas exceptionnels ; passé ce délai, le propriétaire pouvait vendre son bien à la personne de son choix⁴⁵⁹. Le patriarche Philothéos mentionne au contraire une loi prescrivant une période d'attente de six mois, laps de temps supérieur à celui établi par la novelle de 928. Il semble donc s'agir d'une loi différente. Par ailleurs, cette loi accordant six mois de délai pour l'achat d'un terrain favoriserait de ce fait les faibles, ce qui serait surprenant si elle avait été promulguée à l'époque paléologue, particulièrement avantageuse aux intérêts des puissants et qui avait vu l'abrogation de fait de presque toute la législation des empereurs macédoniens contre ces derniers.

En réalité, l'emploi du terme *néara*, qui est le plus souvent utilisé pour désigner les lois des empereurs de la période méso-byzantine⁴⁶⁰, et la mention d'un délai de six mois suffissent à identifier cette loi avec la Novelle 114 ou Novelle A de l'empereur Léon VI (886-912). Cette novelle accorde en effet aux voisins un délai de six mois « pour faire appel, rembourser le prix à l'acheteur et reprendre le bien immeuble⁴⁶¹ ». Au premier abord, ce délai de six mois peut sembler plus favorable aux faibles que ceux que leur accorda plus tard la novelle de Romain I^{er}. En fait, la différence fondamentale par rapport à la législation ultérieure des Macédoniens était que cette période de six mois était décomptée à partir de la vente du bien et non pas à partir de la proposition de vente, comme c'était le cas dans les législations précédente et ultérieure. L'objectif de cette nouveauté (avant laquelle le délai atteignait 30 ans) était, selon la loi de Léon VI, que la transaction ne soit pas

457. HARMÉNOPOULOS, *Hexabiblos*, p. 175 et suiv.

458. *Docheiariou*, p. 242.

459. SVORONOS, *Novelles*, p. 47-71 ; traduction anglaise dans McGEER, *The Land Legislation*, doc. B. Sur la législation des empereurs macédoniens, voir aussi KAPLAN, *Les hommes et la terre*, p. 414-444.

460. Voir les remarques de S. PERENTIDIS, Le terme « Néara » sous les premiers Paléologues, *Subseciva Groningana. Studies in Roman and Byzantine Law* 4 (= *Novella Constitutio. Studies in Honour of Nicolaas van der Wal*), 1990, p. 163-176.

461. SCHMINCK, *Novellae extravagantes*, p. 198, l. 12-15 : μέχρι γὰρ τοῦ πρώτου ἑξαμήνου τοῦ πρώτου χρόνου ἑκκλητον ποιεῖν οἱ γειτνιώντες καὶ οὕτως, ἀναστρεφομένης τῆς τιμῆς τῷ ἐξωνησαμένῳ, λαμβάνειν τὸ τοιοῦτον ἀκίνητον.

« bloquée » et qu'« elle ne traîne [pas] de jour en jour »⁴⁶². Dans la pratique, cette loi supposait l'abrogation définitive du droit de préemption et était par conséquent à l'avantage des puissants et non en leur défaveur. La nouvelle dit autoriser toute « personne qui détient un bien immeuble à le vendre à qui elle veut, sans empêchement ni préavis »⁴⁶³.

Les historiens sont d'accord sur la signification de la « Novelle 114 de Léon VI » : elle défavorise la moyenne paysannerie et risque de faire monter le prix de la terre de façon exagérée⁴⁶⁴. Il ne serait donc pas étonnant qu'au XIV^e siècle, lorsque le contexte était devenu particulièrement favorable aux puissants, elle ait été préférée au reste de la législation des Macédoniens. Toutefois une étude conduite par Andreas Schminck, qui n'a pas reçu toute l'attention qu'elle méritait, montre que cette loi n'est qu'un faux fabriqué durant la période tardive⁴⁶⁵. La tradition manuscrite permet même d'en fixer la date de fabrication au XIII^e ou au XIV^e siècle⁴⁶⁶. Cette falsification visait à révoquer complètement le droit de préemption et à donner toute latitude aux puissants pour s'emparer des terrains qui appartenaient aux petits propriétaires. Dans le cas de la vente de Mariana en 1373, elle servit à détourner les droits des voisins et à favoriser l'accord existant entre le propriétaire et l'acheteur⁴⁶⁷.

Angéliki Laiou a écrit que la vente de Mariana à Docheiariou en 1373 montrait à quel point le marché de la terre s'était libéralisé à la fin de la période byzantine, car les propriétaires avaient été contraints de vendre leur bien à un prix nettement

462. Il convient de rappeler que la législation des empereurs macédoniens accordait un délai de vingt à quarante ans pour contester la validité d'une transaction après l'acte de vente. Ce délai est différent de celui de trois ou quatre mois à partir de la proposition de vente jusqu'au moment de la transaction effective.

463. Cette Novelle a fait l'objet de plusieurs éditions : SVORONOS, *Novelles*, p. 41. La meilleure (parce qu'elle tient compte de tous les manuscrits) et la plus récente est celle de SCHMINCK, *Novellae extravagantes*, p. 198, ici l. 2-3 : ἔξεστι τῷ κατέχοντι ἀκίνητόν τι διαπιπράσκειν, πρὸς ὃ ἄρα καὶ βούλεται πρόσωπον, ἀνεπικωλύτως τε καὶ ἀνεπιφωνήτως. Sur l'interprétation du terme ἀνεπικωλύτως, voir SVORONOS, *Novelles*, p. 44-45. Voir aussi la traduction anglaise de McGEER, *The Land Legislation*, p. 36. Le contenu de cette novelle a suscité de nombreuses interprétations sur le sens de la politique agraire de l'empereur Léon VI, auquel plusieurs historiens ont attribué une volonté réformatrice : voir par exemple LEMERLE, *The Agrarian History*, p. 90-91, et KAPLAN, *Les hommes et la terre*, p. 410-414.

464. *Ibid.*, p. 413-414, et SVORONOS, *Novelles*, p. 29-33.

465. SCHMINCK, *Novellae extravagantes* : certaines maladresses et gaucheries dans le texte trahissent une composition tardive. En en faisant endosser la paternité à Léon VI, un empereur connu pour son activité de législateur, le faussaire essayait de donner plus de crédibilité à son document : voir sur cette question l'article de S. N. TROIANOS, *Die Wirkungsgeschichte der Novellen Leons VI. im 14. Jahrhundert*, dans *Geschichte und Kultur der Palaiologenzeit*, éd. W. SEIBT, Vienne 1996, p. 235-244.

466. Le témoin le plus ancien date de la première moitié du XIV^e siècle : il s'agit du *Vind. iur. gr.* 2 (HUNGER, KRESTEN, *Katalog*, p. 3-6). La novelle est au folio 377v.

467. La législation concernant le droit de préemption avait déjà connu au cours des siècles des réécritures et des interprétations successives qui la rendaient plus propice aux intérêts des puissants : voir par exemple SVORONOS, *Novelles*, p. 3, 57 et 185.

plus bas que le prix normal⁴⁶⁸. Toutefois, on a vu que le prix auquel fut finalement vendu Mariana répondait à d'autres critères que le simple jeu du marché, car les propriétaires et les moines de Docheiariou étaient arrivés à un accord pour en abaisser le prix en échange de plusieurs pensions viagères. Cela s'était fait en dépit même de la législation qui était à l'avantage des moines d'Akapniou, voisins du domaine de Mariana. « On sent, dans toute cette argumentation, un certain malaise de la part du rédacteur, qui a voulu revêtir d'arguments juridiques une solution d'*oikonomia* », écrit Oikonomidès à propos de l'acte du patriarche Philothéos de 1375. En effet, l'influence du propriétaire, qui était *mégas domestikos* et proche parent de l'empereur, permit à ce couple d'aristocrates d'agir en dépit de la loi et de faire prévaloir ses intérêts au détriment de ceux des autres propriétaires de la région.

Un dernier document, tiré des archives de Vatopédi, évoque de manière indirecte le retour des Byzantins dans une autre partie de la Macédoine, la région des Lacs. Il s'agit d'un acte de délimitation d'un bien, propriété de Vatopédi, situé à proximité de Ploumiska, aux abords du lac Bolbè⁴⁶⁹. Il ne porte pas de date, mais ses éditeurs l'ont placé *ca* 1398⁴⁷⁰. En rappelant l'histoire du bien, l'acte évoque des événements précédents : il explique qu'afin d'accroître le domaine qu'ils possédaient déjà près du lac Bolbè, les moines de Vatopédi avaient obtenu du despote Uglješa la donation d'une parcelle de terre contiguë⁴⁷¹. Plus tard l'empereur Manuel II, « lorsqu'il était encore despote » (βασιλεὺς ὁ κῦρ Μανουήλ ἔτι ὦν δεσπότης), avait confirmé la propriété du monastère sur le domaine. La mention de Manuel II comme despote fournit un *terminus ante quem* pour l'occupation de cette région par les Byzantins au 25 septembre 1373⁴⁷².

Les trois actes que l'on vient d'analyser témoignent donc de l'occupation par les Byzantins de la région proche de Thessalonique : deux attestent le retour des propriétaires byzantins en Chalcidique et un dans la région du lac Bolbè, située un peu plus au nord. On notera que ces actes datent de la période comprise entre février et septembre 1373.

468. LAIOU, Η διαμόρφωσις, p. 346-347. Le même auteur a par ailleurs souligné la difficulté à connaître les prix réels des transactions à l'époque tardive, en raison des ruses employées par les propriétaires pour détourner la loi.

469. *Vatopédi* III, n° 179.

470. La datation proposée par les éditeurs découle de la présence comme signataire de l'évêque de Rentina Xénophon, aussi signataire de l'acte de *Vatopédi* III, n° 181, qui porte la date de 1398.

471. Le bien que Vatopédi possédait près du lac Bolbè était l'ancien domaine de feu Rallès, donation du despote Uglješa (*Vatopédi* II, n° 122). Ce bien se trouvait situé dans l'actuelle commune de Néa Apôllonia, qui est à proximité du village byzantin de Lozikion (aujourd'hui Méliourgos) ; il était donc voisin du domaine de Ploumiska, appartenant aussi à ce monastère (cf. *ibid.*, p. 36, n. 304). La localisation de ces deux biens correspond au domaine que la documentation du xve siècle appelle *tou Lantzou* et qui est la seule propriété que Vatopédi possédait dans la région à cette époque. Le terme *tou Lantzou* vient du nom du dernier propriétaire avant Vatopédi : cf. PAVLIKIANOV, Unknown Slavic Charter. Sur l'histoire de Lantzou, voir l'introduction à *Vatopédi* III, et ici même, p. 334-335.

472. La date de la proclamation de Manuel II comme co-empereur est fournie par une chronique brève : voir *infra*, p. 225, n. 488.

Avant de poursuivre au sujet de l'avancée byzantine en Macédoine, il convient de parler ici d'un acte important qui appartient aussi au corpus des sources concernant la reconquête de la région et le contexte politique. Il s'agit d'un chrysobulle de Jean V par lequel il accordait à son fils Manouël, à titre d'apanage⁴⁷³, les territoires de Macédoine que ce dernier venait de reconquérir⁴⁷⁴.

La concession de la Macédoine à Manuel II :

à propos de la date du chrysobulle de Jean V Ὅσοις ὁ Θεὸς ἄρχειν ἐτέρων

La conservation de ce chrysobulle est due à la notoriété de son auteur, Dèmètrios Kydônès ; le texte en est copié dans deux manuscrits contenant les œuvres de ce lettré byzantin⁴⁷⁵. Intéressé exclusivement par les qualités littéraires de cet acte, le copiste n'a pas cru utile d'en reproduire l'intégralité, laissant de côté les parties « plus techniques », en particulier celle donnant la date, qui aurait été d'une grande utilité pour la reconstitution de la chronologie de cette période⁴⁷⁶.

473. J'ai décidé d'employer ici le terme « apanage » par commodité, conscient néanmoins des différences par rapport à sa signification pour la France médiévale. Il permet de distinguer le rôle d'un simple gouverneur, placé à la tête d'une ville ou d'une province, de celui d'un membre de la dynastie chargé d'administrer une partie de l'Empire. On a déjà vu que la formation d'« apanages » à Byzance n'a pas supposé la fragmentation du pouvoir impérial, car les membres de la dynastie participaient aussi de l'autorité impériale : cf. *supra*, p. 58-62.

474. L'édition la plus récente de ce chrysobulle est celle de TINNEFELD, Vier Prooimien, p. 178-183 (avec bibliographie).

475. Le document est conservé dans deux manuscrits du x^ve siècle : le plus ancien est le *Paris. gr.* 1213 (fol. 382v-387r), copié par le moine Iôasaph du monastère des Xanthopouloi, au début x^ve siècle (ce copiste est peut-être la même personne que le futur métropolite d'Éphèse et recenseur de Lemnos en 1415, sur lequel voir *infra*, p. 403-406, mais la démonstration reste à faire ; sur ce copiste, voir *PLP* 8912). Ce manuscrit contient plusieurs écrits de Dèmètrios Kydônès et de Nikolaos Kabasilas, ainsi qu'une lettre du métropolite Neilos Kabasilas, oncle du précédent. Voir OMONT, *Inventaire*, t. 1, p. 266-267 ; S. LAMPROS, Ἀναγραφὴ ἔργων Νικολάου Καβάσιλα καὶ Δημητρίου Κυδώνη ἐν τῷ Παρισιακῷ κώδικι 1213, *Néos Hell.* 2, 1905, p. 299-323 ; TINNEFELD, Vier Prooimien, p. 15-16 ; et plus récemment Ph. HOFFMAN, Un recueil de fragments provenant de Minoïde Mynas : le *Paris. Supp. gr.* 681, *Scriptorium* 41/1, 1987, p. 115-127. Le second manuscrit est le *Burneyan* 75 de la British Library (fol. 311v-314v) du deuxième quart du x^ve siècle, qui est aussi un témoin important des œuvres de Kydônès et de Nikolaos Kabasilas. Sur ce manuscrit, voir J. FORSHALL, *Catalogue of Manuscripts in the British Museum, New Series*, t. 1, part. 2, *The Burney Manuscripts*, Londres 1840, p. 31-34 ; LOENERTZ, *Recueils de lettres*, p. 23-24 (attribution à Iôasaph de Xanthopouloi, corrigée dans KYDÔNÈS, *Correspondance* I, p. IV) ; et TINNEFELD, Vier Prooimien, p. 16-17.

476. En tant que *mésazôn*, Kydônès était chargé de la rédaction des chrysobulles, en particulier des *prooimia*, c'est-à-dire des introductions des actes : F. DÖLGER, Die Kaiserurkunde der Byzantiner als Ausdruck ihrer politischen Anschauungen, dans *Byzanz und die europäische Staatenwelt*, éd. ID., Ettal 1953, nouv. éd. Darmstadt 1964, p. 9-69, ici 23-25 ; sur les *prooimia*, voir aussi HUNGER, *Prooimion*, et O. MAZAL, *Die Prooimien der byzantinischen Patriarchenurkunden*, Vienne 1974 (*Byzantina Vindobonensia* 7). Sur les fonctions du *mésazôn* à la tête de la chancellerie, voir LOENERTZ, Le chancelier impérial, et les remarques de DIETEN, *Gregoras*, t. 2/1, p. 131-133, n. 35. Pour le chrysobulle de Jean V en faveur de son fils Manouël, Kydônès semble avoir rédigé l'essentiel de l'acte, y compris la *dispositio*.

Ce chrysobulle est aussi mentionné dans deux lettres de Kydônès adressées à Manuel II. La première fut écrite peu après la rédaction de l'acte impérial, afin de remercier le prince d'un cadeau qu'il lui avait offert en récompense de son labeur comme auteur du chrysobulle⁴⁷⁷. La lettre porte un titre énigmatique : « À un empereur qui est encore despote. » Dans la seconde lettre, datée de 1387, Kydônès fait simplement allusion au chrysobulle, sans donner aucun autre renseignement sur son contenu⁴⁷⁸.

On notera que ni le chrysobulle ni les deux lettres de Kydônès ne contiennent aucun élément qui permette d'établir une chronologie précise. Tout ce que l'on peut dire est que la décision de Jean V d'accorder à Manouël la province de Macédoine en apanage doit être de peu postérieure à la reconquête de la région par Manouël. C'est pourquoi les historiens, se fondant sur le témoignage de la notice du *codex* 21 du Prôtaton (fixant la conquête de Serrès en novembre 1371), l'ont daté de l'automne 1371 ou de l'hiver suivant⁴⁷⁹. Jean V l'aurait donc délivré peu après son retour d'Italie, pour remercier son fils non seulement d'avoir reconquis la Macédoine, mais aussi de lui avoir apporté son secours à Venise, où il avait été retenu par ses créanciers⁴⁸⁰.

Nous avons conservé trois autres *prooimia* rédigés par Kydônès, qui ont été eux aussi copiés dans des manuscrits, dont le *Paris. gr.* 1213 et le *Burneyan* 75. TINNEFELD, Vier Prooimien, a donné une édition critique qui remplace celle de Zachariae von Lingenthal (fondée sur un seul manuscrit, aujourd'hui perdu), sur laquelle voir *infra*, p. 224, n. 482.

477. Il s'agit de la lettre L79/T85, datée par Loenertz de « 1371-1372 » et par Tinnefeld de « Herbst 1371/Winter 1371/2 ».

478. Lettre L346/T331.

479. Voir par exemple DÖLGER, *Regesten* V, n° 3130 : « Nov./Dez. 1371 ». Dans son édition de la lettre de Kydônès de 1387 [L346], Loenertz propose de dater le chrysobulle Ὅσοις ὁ Θεὸς ἄρχειν d'*autumno vel hieme* 1371/2 (KYDÔNÈS, *Correspondance* II, p. 285).

480. Après s'être rendu à Rome, où il se convertit au catholicisme (octobre 1369), Jean V arriva à Venise pour traiter la question de Ténédos. L'empereur avait promis l'île aux Vénitiens contre un prêt en argent et la restitution des bijoux de la couronne byzantine, que sa mère Anne de Savoie avait remis en gage d'un prêt à l'époque de la deuxième guerre civile (DÖLGER, *Regesten* V, n° 2891, p. 9-10). Toutefois, alors que Jean V était encore à Venise, arriva la nouvelle que les Byzantins ne consentaient pas à céder Ténédos. Les Vénitiens refusèrent alors de rendre les bijoux à Jean V, qui se trouvait dans l'incapacité de rembourser les créanciers auxquels il avait lui-même emprunté de l'argent durant son séjour à Venise. Ce fut Manouël, à l'époque gouverneur de Thessalonique, qui accourut au secours de son père, avec de l'argent qu'il avait pris aux églises et aux monastères. Pour plus de détails sur cet épisode, voir LOENERTZ, Jean V à Venise ; J. CHRYSOSTOMIDES, John V Palaeologus in Venice (1370-1371) and the Chronicle of Caroldo: A Reinterpretation, *OCP* 31, 1965, p. 76-84 (= EAD., *Byzantium and Venice, 1204-1453*, Farnham 2011 [Variorum Collected Studies Series 922], I) ; et BARKER, *Manuel II*, p. 13, n. 30 et App. I, p. 443-445. Le chrysobulle de Jean V pour Manouël fait en effet allusion à cet épisode et au rôle joué par le jeune despote dans la « libération » de l'empereur à Venise (cf. *infra*). L'offre de la cession de Ténédos en échange de la restitution des bijoux de la Couronne et d'une aide financière pour la lutte contre les Turcs était apparue pour la première fois quelques années auparavant, en 1363, lors des projets pour constituer une ligue antiturque : F. THIRIET, Una proposta di lega antiturcica tra Venezia, Genova e Bisanzio nel 1363, *Archivio storico italiano* 113, 1955, p. 321-334 (= ID., *Études sur la Romanie gréco-vénitienne, x^e-xv^e siècles*, Londres 1977 [Variorum Collected Studies Series 60], IV). La décision de ne pas céder Ténédos aux

Compte tenu des éléments que j'ai évoqués plus haut et qui rendent extrêmement improbable le retour de l'administration byzantine dans la région avant la fin 1372 ou le début 1373, il convient de reconsidérer la date proposée par les historiens pour ce chrysobulle ainsi que pour la lettre L79/T85 de Kydônès.

À la différence des autres textes de Kydônès, le chrysobulle de Jean V « en faveur de son fils »⁴⁸¹ est riche en renseignements historiques explicites. Depuis sa première édition par Zachariae von Lingenthal en 1888⁴⁸², il a attiré l'attention des chercheurs, qui l'ont utilisé pour déterminer les conditions dans lesquelles le despote Manouël fut mis en possession de la Macédoine⁴⁸³. L'acte contient en effet des informations sur la manière dont Manouël s'était emparé de plusieurs villes de la région et avait assuré leur défense contre la menace turque. Je donne ci-dessous la traduction de la partie finale du chrysobulle, contenant les dispositions prises par l'empereur en faveur de son fils :

Nous [Jean V] le déclarons à présent maître de ce qui est le fruit de ses fatigues ; puisque parmi les villes de Macédoine et de Thessalie, certaines s'étaient depuis longtemps éloignées de l'empire des Romains et furent asservies longtemps par les barbares voisins [= les Serbes], les autres [villes] attendaient de subir le même sort assez vite ; mais [Manouël], par ses efforts, a délivré les premières du joug des Serbes – auquel elles avaient été d'abord soumises – et les autres, il les a encouragées lorsqu'elles perdaient leur souffle, en posant [devant elles], comme un rempart, les villes qu'il avait d'abord conquises, et c'est ainsi qu'il a aidé les unes avec les autres, en rendant à l'empire des Romains ce dont il avait été privé par le passé. Nous voulons donc que ces [villes] lui soient soumises sa vie durant, même si l'on pense qu'il s'agit pour lui d'une petite récompense par rapport à ses nombreux efforts, et parce que pour ces villes c'est une garantie. Qui aurait sinon plus de droit de bénéficier de ces villes que celui qui les a délivrées de la servitude ? Et ces villes, à qui d'autre feront-elles plus confiance qu'à celui qui a encouru tant de dangers pour elles ? Qui en prendra soin mieux que celui qui a longtemps combattu pour ces

Vénitiens a été attribuée par Chalkokondylès au co-empereur Andronic IV, qui était resté en qualité de régent à Constantinople, mais le témoignage de l'historien du xv^e siècle doit être accueilli avec prudence, car il a pu confondre cet épisode avec la cession ultérieure de l'île aux Génois par Andronic IV en 1376 (cf. *infra*, p. 263).

481. Je reprends ici le titre que porte le manuscrit de la British Library : Προοίμιον χρυσοβούλλου, ὃ ἐποίησεν εἰς τὸν αὐτοῦ υἱόν (TINNEFELD, *Vier Prooimien*, p. 178 et apparat critique).

482. K. E. ZACHARIAE VON LINGENTHAL, Prooemien zu Chrysobullen von Demetrius Cydones, *Sitzungsberichte der königlich-preussischen Akademie der Wissenschaften zu Berlin*, 1888, p. 1409-1422 ; réimpr. dans ID., *Kleine Schriften zur römischen und byzantinischen Rechtsgeschichte*, t. 2, éd. R. FISCHER et R. GROSSE, Leipzig 1973, p. 536-549.

483. HALECKI, *Un empereur*, p. 247-248 : « C'est alors [= novembre 1371], probablement, que l'empereur Jean V, récompensant tous les mérites de ce fils favori [= Manouël], lui confia toute la Macédoine avec les revenus de cette province. Dans le long chrysobulle rédigé à cette occasion par Cydonès lui-même, il est dit expressément que Manuel avait délivré les villes de cette province du joug serbe, et il y est exprimé l'espoir que le jeune prince saurait les défendre également, le cas échéant, contre les infidèles. » Voir aussi CHARANIS, *Strife*, p. 293 ; DENNIS, *The Reign of Manuel II*, p. 33 ; BARKER, *Manuel II*, p. 14 ; et *Lavra IV*, p. 51.

viles avant même de les acquérir et qui ne lâchera plus les armes ? En effet, la rapacité des barbares [les Turcs] et leur désir constant de faire la guerre nous a conduit [à prendre cette décision], parce qu'ils ne sont pas partis après qu'il les eut affrontés à plusieurs reprises et les eut vaincus ; ils gardent encore leur violence habituelle, de sorte que les villes ressemblent au corps qui, ayant été momentanément délivré de la mort, lutte encore contre de nombreuses maladies et qui a besoin pour sa santé de nombreux médecins et de nombreux remèdes. Mais, pourquoi dis-je tout cela ? Les villes sont à présent dans un danger plus grave qu'auparavant ! Certes, les dommages provoqués par les Serbes ont été considérables pour les Romains, mais le plus important de ces dommages était d'avoir porté atteinte à la gloire [de l'Empire] parce qu'il n'est pas dans les habitudes des Romains d'être asservis, et que les généraux romains risquaient de perdre la réputation de leur « race ». À présent, l'armée des infidèles, ayant traversé d'Asie en Europe et attaqué les villes, elle détruit tout ce qu'il y a de bon : les âmes – en les obligeant à abjurer le Dieu véritable –, les corps – en se servant de l'épée, du feu et de toute forme d'horreur –, et que dire de la liberté et de la richesse, qui n'existent plus pour les esclaves ? À présent, ce malheur détruit les villes avec la permission de Dieu ; c'est pourquoi, un homme averti sait à combien de dangers est exposé celui qui est à présent couronné ; on dirait qu'il ne ressemble pas à quelqu'un qui a reçu un commandement, mais plutôt la tâche d'en acquérir un, car la couronne n'est pas pour lui la fin des combats, mais le début d'autres encore plus difficiles⁴⁸⁴.

Les allusions à la reprise de plusieurs villes « en Macédoine et en Thessalie » par le despote Manouël, ainsi qu'à la menace des Turcs (« l'armée des infidèles qui était passée d'Asie en Europe ») ne permettent pas de préciser la chronologie. Elles conviennent également à tout le début des années 1370. Toutefois, d'autres passages du chrysobulle orientent vers la seconde moitié de 1373. Jean V parle ici de son fils comme « celui qui est à présent couronné » et de « la couronne » qu'il a reçue. Ce ne sont pas là les seules allusions à un couronnement de Manouël. Avant ce passage, l'empereur a parlé de la vertu de son fils qui est digne d'être couronné⁴⁸⁵ et du fait que même ses ennemis lui donneraient la couronne à cause de son courage⁴⁸⁶. Enfin, dans sa lettre L79/T85 adressée à Manouël, contemporaine du chrysobulle, Kydônès parle aussi de la couronne que son père, l'empereur, « a tressée » pour lui⁴⁸⁷.

Rappelons qu'après une tentative de révolte d'Andronic IV en mai 1373, laquelle échoua, l'empereur Jean V décida d'altérer l'ordre de succession au trône et proclama Manouël co-empereur le 25 septembre 1373⁴⁸⁸. Les diverses allusions dans le chrysobulle à la couronne et au couronnement de Manouël constituent, à mon sens, des indices certains qui penchent pour une datation vers septembre 1373 (en tout cas après mai 1373).

484. TINNEFELD, *Vier Prooimien*, p. 182²⁰⁴-183²⁴³.

485. *Ibid.*, p. 179, l. 55 : στεφάνων ἀξίαν ἐροῦσι τὴν ἀρετήν.

486. *Ibid.*, l. 61 : ἀλλ'οὕτω γε καὶ τοὺς πολεμίους στεφανώσομεν πρὸ τῶν ὑπηκόων.

487. KYDÔNÈS, *Correspondance* I, n° 79, p. 112¹⁰⁻¹¹ : ἐκεῖνον μὲν γὰρ ὁ πάντα ἄριστος βασιλεὺς καὶ πατὴρ ἔπλεξέ σοι τὸν στέφανον.

488. SCHREINER, *Kleinchroniken* I, chr. 9/24-26 et 29, p. 95-96 ; II, p. 304-305 et 309-310.

Ces passages n'ont pas échappé aux commentateurs, mais ceux-ci, persuadés que ce chrysobulle ne pouvait dater que de l'hiver 1371-1372, ont essayé de leur trouver d'autres explications. Ainsi, John Barker, dans sa biographie de l'empereur Manuel II, avait émis l'hypothèse que cet acte trahissait la pensée d'un Jean V, qui, fâché contre son fils Andronic IV pour avoir refusé de lui porter secours à Venise⁴⁸⁹, aurait envisagé un changement dans l'ordre de succession au trône dès son retour d'Italie en octobre 1371⁴⁹⁰. Ce changement ne se produisit cependant que deux ans plus tard, en septembre 1373, et après une véritable révolte armée du prince héritier contre son père. L'interprétation de Barker a été rejetée à juste titre comme invraisemblable par Tinnefeld ; néanmoins, l'historien allemand n'a pas trouvé d'argument pour remettre en cause la datation traditionnelle du chrysobulle et de la lettre de Kydônès (hiver 1371-1372) et explique les multiples mentions de la couronne comme des allusions à la couronne de despote («die Krönung der Despoten»). Tinnefeld sait que Manouël est attesté comme despote depuis 1355, lorsqu'il avait cinq ans, mais il suppose que ces mentions de la couronne font allusion à une cérémonie plus solennelle, à l'époque de sa nomination comme gouverneur de Macédoine. Manouël aurait alors reçu les insignes du despotat, lors d'une cérémonie semblable à celle décrite dans le traité du Pseudo-Kôdinos⁴⁹¹.

L'explication de Tinnefeld n'est toutefois guère satisfaisante, car Manouël avait été déjà nommé gouverneur de Macédoine vers 1368, avant le départ de Jean V pour l'Italie⁴⁹². Même si, à cette époque, l'étendue de cette « province » se limitait à la ville de Thessalonique et à sa proche banlieue, il n'y a pas de raison de penser

489. Voir BARKER, *Manuel II*, p. 12-13 et n. 30. On a vu plus haut (cf. *supra*, p. 223-224, n. 480) qu'il convenait en réalité de rester prudent au sujet du rôle d'Andronic IV dans cette affaire, car l'information provient de l'historien Laonikos Chalkokondylès (seconde moitié du xv^e siècle), qui n'est pas toujours bien renseigné quant aux événements de cette période éloignée de lui.

490. BARKER, *Manuel II*, p. 19, n. 44. Barker s'est fondé sur une hypothèse de Halecki, qui fut l'un des premiers à étudier en détail ce chrysobulle. En fait, HALECKI, *Un empereur*, p. 303-304, ayant remarqué l'emploi des termes « couronné » et « couronne », pensait que le chrysobulle faisait bien allusion au « vrai couronnement » de Manouël comme empereur, mais il le datait de la fin 1371, car on n'avait pas encore découvert la chronique qui fournit la date précise du 25 septembre 1373. Halecki pensait donc que le changement dans l'ordre de succession était la cause de la révolte d'Andronic IV, et non le contraire. Barker, connaissant en revanche la date du couronnement de Manouël en septembre 1373, essaya néanmoins de concilier cette information avec le raisonnement de Halecki ; c'est pourquoi il suppose que, dès son retour à Constantinople en octobre 1371, Jean V avait déjà l'intention « to bestow the crown on Manuel ».

491. Voir TINNEFELD, *Vier Prooimien*, p. 187, et ID., *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1/2, p. 478, n. 8.

492. DENNIS, *The Reign of Manuel II*, p. 13 (« In summer 1369, if not earlier, Manuel was appointed governor of Thessalonica, a position presumably meant to be permanent »), et *ibid.*, n. 38. La nomination de Manouël comme gouverneur de Thessalonique (et de Macédoine) date en réalité de 1368, lors d'un séjour de l'empereur Jean V dans cette ville, avant son départ pour l'Italie (cf. *infra*, p. 364-366). Un passage de ce chrysobulle dit que, lorsque l'empereur Jean V est parti en Italie, « il a fallu que quelqu'un reste en tant que gouverneur de Thessalonique et des Macédoniens, qui se trouvaient sous la menace des Barbares » (TINNEFELD, *Vier Prooimien*, p. 181, l. 140-142 : ἔδει γὰρ Θεσσαλονίκη καὶ Μακεδόσι μείναι τινα κυβερνήτην ὑπὸ τῶν βαρβάρων χειμαζομένοις).

qu'il ne possédait pas à cette époque les insignes propres à son rang, y compris la couronne de despote. De plus, le chrysobulle dont il est question n'est nullement un acte de nomination de Manouël en tant que gouverneur de la Macédoine, mais un acte par lequel celui-ci est mis en possession de cette région en tant qu'apanage, ce qui impliquait par exemple la perception des impôts ou la nomination des cadres de l'administration⁴⁹³.

Outre la mention de la couronne, qui doit faire allusion à la proclamation de Manouël comme co-empereur en septembre 1373, d'autres passages de ce chrysobulle pourraient suggérer également que l'acte fut délivré après le changement dans l'ordre de succession au trône. En effet, certaines phrases visent à justifier le choix de Jean V de couronner son deuxième fils au détriment de l'aîné. L'acte parle longuement des qualités que doit posséder un bon souverain et du traitement que celui-ci doit accorder à ses enfants. Le chrysobulle dit que le pouvoir politique (ἄρχειν καὶ βασιλεύειν) est un don que Dieu a concédé à certains hommes, mais qui doit rester subordonné à la nature humaine (ἀνθρωπεΐα φύσις), qui est aussi un don divin et a ses propres règles : « Le pouvoir n'est qu'un simple ornement de la nature humaine », dit l'acte⁴⁹⁴. Tous deux doivent se conjuguer dans l'action d'un bon souverain, mais toujours « la priorité est accordée à la nature⁴⁹⁵ ». C'est pourquoi il est normal que celui qui règne, c'est-à-dire l'Empereur, aime ses enfants, conformément aux lois de la nature, et récompense les hommes les meilleurs, car cela est propre aux lois de la Majesté. Or, il peut arriver d'aimer ses enfants et de les récompenser selon leurs mérites. En effet, c'est le devoir de l'Empereur, dit l'acte, de rendre hommage à la vertu de ses enfants. Ce fut le cas de Manouël. Jean V dit à son sujet : « Dieu nous a donné un fils qui est un homme admirable, que nous aimons comme un père et duquel nous nous sentons fier ; nous éprouvons [envers lui] un sentiment de respect comme envers un homme vertueux, c'est pourquoi nous voulons lui accorder un privilège pour ses vertus⁴⁹⁶. » Néanmoins, l'empereur reconnaît qu'il y avait dans son entourage de gens qui s'opposaient à cette mesure : « Nous refusons d'accorder de l'importance à des critiques injustes, puisque certains, qui ont l'esprit étroit, examinent les choses importantes de façon étroite et pensent que les pères doivent récompenser les autres plutôt que leurs [propres enfants], même si [ces derniers] sont les meilleurs⁴⁹⁷. » Jean V se demande donc : « Pourquoi passerais-je sous silence la vertu de celui qui non seulement prend soin de nous par sa noblesse, avec une telle présence d'esprit et un tel courage, mais aussi de celui qui a encouru avec nous les pires dangers pour les affaires publiques, celui qui est aimé par ses parents et par ceux qui le regardent, celui qui possède de la sagesse et qui combat la violence et le désordre, celui qui serait couronné même par ses ennemis à cause de ses vertus ; enfin [sa vertu] n'est-elle pas digne de la plus grande couronne⁴⁹⁸ ? »

493. Sur les apanages et leur rôle dans l'administration provinciale, voir *supra*, p. 58-62.

494. TINNEFELD, Vier Prooimien, p. 178⁴⁻⁵.

495. *Ibid.*, p. 178¹¹⁻¹².

496. *Ibid.*, p. 179⁴²⁻⁴⁶.

497. *Ibid.*, p. 179⁴⁶⁻⁴⁹.

498. *Ibid.*, p. 181¹⁷⁵⁻¹⁸²181.

Mis à part ce long raisonnement pour justifier la décision de Jean V de récompenser Manouël, on notera que rien n'est dit d'Andronic IV. L'empereur va même jusqu'à qualifier Manouël de « son plus cher [enfant] » (τὸν φίλτατόν μοι)⁴⁹⁹, ce qui aurait été inconcevable en 1371 ou 1372, lorsque Andronic était encore l'héritier présomptif. Tinnefeld explique cela par l'irritation qu'éprouvait Jean V à l'égard de son aîné, à cause de l'épisode survenu à Venise l'année précédente, et il considère que ce changement d'attitude de l'empereur envers son fils aîné pourrait être à l'origine de la révolte de ce dernier en mai 1373⁵⁰⁰. Toutefois, rien ne semble indiquer un abaissement du statut d'Andronic IV, au moins de manière officielle, avant le couronnement de Manouël en septembre 1373⁵⁰¹. Par exemple, la correspondance de Kydônès, principale source de renseignements pour la période, ne dit rien à propos d'une disgrâce du jeune prince à cette époque, non plus que la documentation latine. Quant à la révolte de mai 1373, elle doit s'expliquer non pas par les rumeurs d'un changement dans l'ordre de succession, mais en raison de la reprise des contacts entre Jean V et Venise, vers 1372-1373, au sujet de la cession de Ténédos. En avril 1373, le sénat vénitien donnait l'ordre à son ambassadeur, Donato Tron, de se rendre à Constantinople pour s'entretenir avec l'empereur byzantin⁵⁰². Deux mois plus tard, en juin 1373, avant que la nouvelle de la révolte d'Andronic n'arrivât en Occident, le sénat consentait à embarquer les bijoux de la couronne byzantine – dont la restitution était l'une des conditions imposées par les Byzantins pour la cession de Ténédos – à bord de l'une des galées du marché qui partaient pour Constantinople⁵⁰³.

499. *Ibid.*, p. 181¹³⁹.

500. *Ibid.*, p. 188.

501. Si Tinnefeld rejette l'hypothèse de Barker, qui pensait que le contenu de ce chrysobulle trahissait l'intention de Jean V de couronner son deuxième fils et de dégrader son aîné, il accepte l'idée d'un refroidissement dans les relations entre Jean V et son héritier, en raison de l'attitude de ce dernier durant son mandat à Constantinople en tant que régent (1369-1371). Toutefois, la question des rapports entre père et fils après 1371 et jusqu'à la révolte de mai 1373 demeure confuse : voir *supra*, p. 223-224, n. 480, mes réserves quant au rôle d'Andronic IV dans la question de la cession de Ténédos et dans l'envoi d'argent à Jean V en 1370. Quoi qu'il en soit, aucun changement dans l'ordre de succession ne fut proclamé à l'époque. Comme l'a écrit Loenertz : « Ne cherchons pas dans les sources historiques la preuve d'un soupçon, qui par sa nature, est destiné à demeurer tel » (LOENERTZ, Jean V à Venise, p. 228).

502. ASV, *Senato, Misti*, reg. 34, fol. 45v (19 avril 1373). L'empereur Jean V avait demandé au sénat vénitien de lui envoyer un ou deux hommes avec lesquels s'entretenir sans besoin d'interprète : *quia imperator Constantinopolis nos per suas litteras requisivit ut mittamus ad eum unum vel duos fideles nostros, cum quo vel quibus oretenus, absque aliquo interpetre, loqui possit, et hec posset esse res que multum faceret pro factis nostris, et vir nobilis ser Donatus Truno presentialiter ad dictas partes accedit de quo plene confidere possumus, vadit pars quod scribatur dicto domino imperatori quod dicere et exponere potest ipsi ser Donato quicquid sibi placet, quia de ipso plene confidimus. Et committatur dicto ser Donato quod secrete per suas litteras nobis scribat quicquid dominus imperator sibi dixerit quam citius esse potest*. Voir aussi résumé de THIRIET, *Régestes*, t. 1, n° 521.

503. ASV, *Senato, Misti*, reg. 34, fol. 56 (21 juin 1373) : *quod iocalia domini imperatoris Constantinopolis possint mitti Constantinopolim cum galeis viaggii Romanie sine nabulo, et cum hac conditione incantentur galee predictae*. Résumé dans THIRIET, *Régestes*, t. 1, n° 523.

La nouvelle de la cession immédiate de cette île aux Vénitiens dut certainement alarmer les Génois qui avaient en Andronic IV leur plus fidèle allié. Un passage de la chronique du Vénitien Caroldo (du xvr^e siècle mais fondée sur des sources plus anciennes) semble indiquer que les Génois auraient incité le jeune prince à se révolter⁵⁰⁴. Quelques années plus tard, en 1376, on verra que les Génois apportèrent aussi leur soutien à Andronic IV lors de son coup d'État⁵⁰⁵.

Aucune des hypothèses avancées par l'historiographie moderne pour dater ce chrysobulle de la fin de 1371 ou du début de 1372 n'est donc recevable. Le contenu de l'acte incite au contraire à le dater de septembre 1373, c'est-à-dire à l'époque du changement dans l'ordre de succession au trône de Byzance et de la proclamation du despote Manouël comme co-empereur de Jean V. Il est d'ailleurs probable que cet acte fut composé pour être lu publiquement lors de la cérémonie de proclamation. Cela était fréquent⁵⁰⁶. La concession d'une province de l'Empire en apanage au futur héritier était désormais habituelle, comme en témoignent les cas de Michel IX sous Andronic II et de Matthaios Kantakouzènos sous Jean VI⁵⁰⁷.

La nouvelle datation du chrysobulle de Jean V pour son fils implique aussi une nouvelle datation de la lettre L79/T85 de Kydônès à Manuel II, que Tinnefeld a placée à l'automne 1371 ou à l'hiver 1371/72⁵⁰⁸. Cette lettre porte, on l'a dit, un titre énigmatique : « À un empereur qui est encore despote. » Il est énigmatique parce que dans les autres lettres adressées par Kydônès à Manouël durant les années où ce dernier était despote, il n'est jamais question de sa future dignité impériale. Kydônès écrit toujours au prince comme « despote » ou comme « despote Manouël Palaiologos »⁵⁰⁹. Il en va de même pour les autres personnes qui détinrent ce rang, y compris pour Matthaios Kantakouzènos, qui lui aussi accéda à la dignité impériale en 1353⁵¹⁰. Le titre « À un empereur qui est encore despote » ne peut donc s'expliquer simplement comme une référence aux éventuels développements futurs de la carrière de Manouël. Il convient en revanche parfaitement si le destinataire avait été déjà proclamé empereur (25 septembre 1373), mais n'en avait pas encore reçu les insignes lors d'un couronnement solennel (début 1374 ?)⁵¹¹.

504. La collaboration des Génois dans la révolte de mai 1373 est suggérée par un passage de la chronique de Caroldo (cod. *Marcian. It.* VII 128a) : *Genouesi non poteuano tolerar che la Signoria hauesse Tenedo. Caloianni [= Jean V] hauewa molti figliuoli, tra gli altri Chirandronico. Il quale con il fauor de molti baroni et de Genouesi, et con intellegenza de Çelebi, figliol di Amorat, machinaua priuar il padre et farsi imperatore.* Ce passage est édité par LOENERTZ, Jean V à Venise, App. I, p. 230-231. Sur la chronique de Caroldo et ses différentes versions, voir *infra*, p. 264.

505. Cf. BARKER, *Manuel II*, p. 25, et *infra*, p. 263.

506. Cf. ANGELOV, *Imperial Ideology*, p. 29.

507. Cf. *infra*, p. 361 (pour Michel IX) et *supra*, p. 127 (pour Matthaios Kantakouzènos).

508. Voir *supra*, p. 223, n. 477.

509. Voir le commentaire de TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1/2, p. 433-434. Voir aussi la lettre L23/T83, de la même époque, adressée simplement à « un despote ».

510. TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1/1, p. 140.

511. Selon certains auteurs, Manuel aurait été simplement proclamé empereur (*basileus*) le 25 septembre 1373 et couronné de manière solennelle quelque temps plus tard, peut-être peu avant mars 1374, puisqu'un acte du sénat vénitien du 9 mars 1374 parle de l'empereur

Proposer cette nouvelle chronologie du chrysobulle de Jean V pour Manuel et de la lettre L79/T85 nous oblige à évoquer la question, aussi problématique, de la retraite de Kydônès de la vie politique : selon les spécialistes, il aurait quitté son poste de principal conseiller à l'époque du retour de Jean V d'Italie, c'est-à-dire dès la fin 1371⁵¹². Il faudra reconsidérer leurs arguments, car il est peu probable que Kydônès ait rédigé ce chrysobulle en 1373 s'il n'occupait plus alors la charge de *mésazôn* de Jean V. Cette question sera traitée dans les pages suivantes, à propos du séjour de cet empereur en Macédoine.

La campagne militaire de Jean V en Macédoine : 1374-1375.

La conquête de la vallée du Strymon et de la région de Berroia

Les débuts de la reconquête byzantine de la Macédoine coïncidèrent avec une période d'importants changements dans le contexte politique de l'Empire. On a brièvement parlé de la révolte, finalement réprimée, de l'héritier au trône Andronic IV en mai 1373. Outre ses répercussions dans l'ordre de succession, cette tentative de rébellion eut aussi des conséquences sur les relations entre Byzance et les Ottomans, puisque l'empereur Jean V fut obligé de solliciter l'aide militaire de Murad I^{er} pour mater la rébellion de son fils⁵¹³. Embarquées sur des navires byzantins, les troupes ottomanes traversèrent les Détroits pour combattre le prince byzantin et ses alliés turcs. C'était la première fois depuis 1366, date de la reprise de Gallipoli par Amédée de Savoie, que les Ottomans reprenaient pied sur le sol européen. Cet événement allait avoir de considérables conséquences pour l'histoire de cette région.

On ignore quels furent les termes de la collaboration byzantino-turque et la contrepartie due par les Byzantins en échange de l'aide des Ottomans ; Jean V pourrait s'être rendu en Asie durant l'été 1373 pour aider Murad à réprimer la

« récemment couronné », c'est-à-dire Manuel, et de son supposé mariage : *cum isti ambaxiatores dominorum imperatorum Constantinopolis antiqui et novi instanter supplicent nobis quod occasione matrimonii domini despoti coronati de novo imperatoris, habent necessario cito redire in Constantinopolim, quod possint levare super istis duabus galeis Communis* (ASV, Senato, Misti, reg. 34, fol. 88). Cette source a troublé l'historiographie qui ne connaît aucune femme de Manuel II avant son union avec Héléne Dragasès en 1391 : voir par exemple DENNIS, *The Reign of Manuel II*, p. 27 et n. 7, et BARKER, *Manuel II*, p. 23, n. 53. Sur la question du couronnement de Manuel II en 1373, voir aussi les remarques de P. SCHREINER, *Hochzeit und Krönung Kaiser Manuel II. im Jahre 1392*, *BZ* 60, 1967, p. 70-85, ici p. 73-75, qui considère que Manuel ne fut pas couronné de manière solennelle avant 1392.

512. Voir par exemple LOENERTZ, Démétrius Cydonès II, p. 6, et TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1/1, p. 27.

513. Le recours de Jean V au souverain ottoman Murad I^{er} pour l'aider à étouffer la révolte de son fils Andronic s'explique par la collaboration de ce dernier avec un prince ottoman. Traditionnellement, on a identifié ce prince au fils de Murad, Saudji, mais quelques indices permettent de supposer que ce fut en réalité Ismaël Çélébi, fils de Süleymân Pacha, ancien gouverneur ottoman de Thrace. Saudji se révolta, en effet, contre son père à la même époque, mais en Asie Mineure. Il avait peut-être profité pour cela du séjour de son père en Europe. Cette question sera traitée en détail dans une étude que je prépare en collaboration avec Irène Beldiceanu-Steinherr.

rébellion de son fils Saudji⁵¹⁴ mais, s'il le fit, ce fut en tant qu'allié et non pas comme vassal, contrairement à ce que beaucoup d'historiens ont écrit⁵¹⁵. En effet, l'entente de 1373 ne supposait pas la transformation de Byzance en état tributaire des Ottomans, mais simplement la collaboration armée entre deux États⁵¹⁶. L'année suivante arriva à Venise la nouvelle de l'équipement d'une flotte armée conjointement par les Byzantins et les Ottomans⁵¹⁷.

En Macédoine, la période de l'entente byzantino-turque coïncide avec les premiers indices du retour de l'autorité byzantine dans des contrées plus éloignées de Thessalonique, la vallée du Strymon et la région de Berroia. La paix avec les Ottomans semble avoir permis aux Byzantins de consolider leur autorité et d'élargir leurs possessions dans le pays. Durant les années 1374-1375, une bonne partie de l'ancienne province de Macédoine passa au pouvoir impérial et d'importants changements administratifs y eurent lieu, par exemple l'installation d'un *képhalè* byzantin à Serrès et celle d'un Grec à la tête de la communauté athonite⁵¹⁸. Les actes de l'Athos rendent compte alors de nombreuses transactions foncières et de longs procès. On les étudiera en détail dans les pages suivantes. Auparavant, j'aimerais démontrer

514. Le séjour de l'empereur Jean V en Asie Mineure, combattant aux côtés de Murad I^{er}, pourrait être suggéré par deux lettres de Kydônès : L193/T106 et L194/T107. LOENERTZ, Démétrius Cydonès I, p. 71, date ces lettres de l'été 1373, et TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1/2, p. 544-545, du printemps 1374 (la position de ces deux lettres dans les manuscrits semble indiquer qu'elles furent écrites à la même époque). Toutefois, cette dernière datation est peu probable : il est certain que Kydônès écrivit sa lettre L194/T107 à Constantinople (cf. en particulier KYDÔNÈS, *Correspondance* I, p. 67, l. 5 et 8), c'est-à-dire avant son départ pour Lesbos (vers septembre 1373) ou après son retour dans la capitale durant l'hiver 1374-1375 (pour la date de ce retour, voir *infra*, p. 233-235). Toutefois, certains arguments suggèrent une datation encore plus basse, vers 1377-1378 : pour la démonstration, voir *infra*, p. 267, n. 688. Mis à part le possible témoignage de la correspondance de Kydônès, les sources ottomanes font aussi allusion à une campagne de Murad I^{er} en Asie Mineure à cette époque, contre son fils aîné, le prince Saudji, qui s'était réfugié à Dēmētoka, en Mysie (cf. LOENERTZ, Andronic IV). Au xv^e siècle, Chalkokondylès parle de la participation de l'empereur byzantin à une campagne de Murad I^{er} en Anatolie (CHALKOKONDYLÈS I, p. 37⁵⁻⁶), mais la chronologie est imprécise.
515. Voir OSTROGORSKY, État tributaire. BARKER, *Manuel II*, p. 18 parle de « state of vassalage to the Osmanlis ». Voir aussi, plus récemment, NECIPOĞLU, *Between the Ottomans and the Latins*, p. 29, et LAIOU, MORRISSON dans *Le monde byzantin* III, p. 45.
516. En 1374, l'empereur Jean V écrivit au pape Grégoire XI une lettre dans laquelle il qualifiait l'accord avec les Ottomans de simple *treuga* : cf. *infra*, p. 256, n. 635.
517. ASV, *Senato, Misti*, reg. 34, fol. 123 (14 juillet 1374) : *intelleximus nuper nova de armata, que fit per dominum imperatorem Constantinopolitanum et per Moratum*. Voir aussi le résumé de THIRIET, *Régestes*, t. 1, n° 541. Dans une lettre aux Hospitaliers de Rhodes du 21 septembre 1374, le pape fait allusion pour la première fois à l'alliance byzantino-turque : ... *praesertim moderno tempore, quo inter Grecos et Turchos quedam impia colligatio adversus fideles Christi, ut dicitur, esse factam* (HALECKI, *Un empereur*, p. 301, n. 3).
518. Manouël Doukas Tarchaneiôtès est attesté comme *képhalè* de Serrès en août-octobre 1375 (*Kutlumus*, n° 34, l. 106). Le moine Gerasimos est mentionné pour la première fois comme *prôtos* de l'Athos en juin 1374 (*Chilandar*, n° 155 [signature au verso]) ; voir aussi d'autres mentions dans *Kutlumus*, n° 31 (1375) et dans *Vatopédi* II, n° 143 (1375). Le dernier *prôtos* serbe de l'Athos pourrait avoir été Sabas (dernière mention dans l'acte *Vatopédi* II, n° 138, de juin 1371).

que la restitution d'une bonne partie de la Macédoine aux Byzantins fut due à une campagne de l'empereur Jean V dans la région durant les années 1374-1375. En effet, pour cette période nous connaissons plusieurs actes délivrés par l'empereur Jean V relatifs à la Macédoine, ce qui constitue un premier indice de la présence du souverain dans la région⁵¹⁹. Toutefois, la preuve fondamentale est une lettre de Kydônès (L168/T146), adressée au *mégas domestikos* Dèmètrios Palaiologos, qui fait allusion à un séjour de l'empereur en Macédoine. Cette lettre peut être placée vers l'hiver 1374-1375⁵²⁰, même si Tinnefeld a proposé de la dater de la période « avant septembre 1373⁵²¹ ».

Lorsqu'il écrivit sa lettre L168/T146, Kydônès n'était plus au service de l'empereur : il déclare avoir été « séparé de la table [impériale]⁵²² » depuis « deux ans », durant lesquels il a supporté les « calomnies cachées » de ses ennemis⁵²³. C'est pourquoi, il a décidé d'écrire à son ami, l'influent *mégas domestikos* Dèmètrios Palaiologos, qui détient à l'époque un poste important de l'administration à Thessalonique, pour qu'il intercède auprès de l'empereur en sa faveur, car Kydônès vient d'apprendre que Jean V s'est récemment rendu en Macédoine en raison d'un nouveau danger qui menace la région⁵²⁴. L'allusion aux deux ans pendant lesquelles Kydônès s'est

519. En réalité, nous n'avons conservé qu'un seul acte original de Jean V pour cette époque : *Docheiariou*, n° 44 (*prostagma* de février 1375). L'acte de *Vatopédi* II, n° 142 (conservé en copie) est attribué par les éditeurs des *Archives de l'Athos* à Jean V et daté de la période « entre 1368 et 1375 », mais je pense qu'il s'agit en fait de la copie d'un *prostagma* d'Andronic IV délivré vers 1377 : cf. *infra*, p. 265-266. Toutefois, outre ces deux chartes, plusieurs actes athonites des années 1375-1376 mentionnent d'autres ordonnances impériales non conservées mais contemporaines : par exemple, l'acte de *Vatopédi* II, n° 149 (mars 1376), mentionne un *prostagma* de l'empereur « délivré récemment » (cf. l. 8). Sur ce document perdu, voir DÖLGER, *Regesten* V, n° 3149. L'acte de *Docheiariou*, n° 48 (vers 1381), parle d'un chrysobulle et d'un *prostagma* délivrés par Jean V cinq ans auparavant, c'est-à-dire vers 1375. Sur le chrysobulle, voir DÖLGER, *Regesten* V, n° 3146 ; *Saint-Pantéléemôn*, n° 15 ; OIKONOMIDÈS, *Deblitzenoi*, p. 183 ; et mes remarques dans ESTANGÜI GÓMEZ, *Théodôra Palaiologina*, p. 157, n. 115, ainsi que *supra*, p. 211-212. D'autres actes emploient simplement le terme *horismoi*, qui peut se référer à de simples ordonnances orales : *Chilandar*, n° 156, l. 2 et 5 (janvier 1375) ; *Kutlumus*, n° 31, l. 14 (janvier 1375) ; *Vatopédi* II, n° 144, l. 1, 119 et au verso, l. 1 (juin 1375) et n° 147, l. 1 et 4 (décembre 1375) ; ces *horismoi* n'en suggèrent pas moins également la présence de l'empereur dans la région.

520. KYDÔNÈS, *Correspondance* II, n° 168, p. 39-40.

521. TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 2, n° 146, p. 22-24. Il s'agit de la seule source qui parle explicitement du séjour de Jean V en Macédoine. La mention du mois de septembre s'explique par le départ à cette date de Kydônès pour l'île de Lesbos : cf. *infra*, p. 233-234.

522. KYDÔNÈS, *Correspondance* II, n° 168, p. 40²⁵ : ἐπεὶ δ'ἀπώκισμαι τῆς τραπέζης.

523. *Ibid.*, p. 40³³⁻³⁴ : καμὲ τῶν κρύβδην διαβολῶν ἀπαλλάξεις, αἷς ἔτος ἤδη τουτὶ δεύτερον παλαίων ἀπείρηκα.

524. *Ibid.*, p. 39⁴⁵ : ἡ μὲν φήμη καὶ μέχρις ὑμῶν δραμεῖσθαι τὸν βασιλέα, ὁψόμενον μὲν τὴν πόλιν καὶ τὴν μετὰ τὴν πρώτην τῇ παρουσίᾳ κοσμήσοντα. Il n'y a pas de doutes sur le fait que l'empereur dont parle Kydônès est Jean V. L'ancien *mésazôn* chante les louanges du souverain et de son correspondant ; ce dernier devait jouer le rôle de principal conseiller de l'empereur. Kydônès invoque, en outre, l'ancienne amitié qui l'unissait à ce *mégas domestikos* (tous deux avaient fait partie de la suite qui accompagna Jean V lors de son voyage en Italie, 1369-1371) pour que ce dernier agisse en sa faveur auprès du souverain. Pour plus de détails sur cette lettre, voir TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 2, p. 24.

battu contre les calomnies constitue le seul repère chronologique pour dater cette lettre et par conséquent ce séjour de Jean V en Macédoine.

Loenertz et Tinnefeld s'accordent sur le fait que l'éloignement de Kydônès de la « table impériale » correspond à la période de congé du *mésazôn*, qu'ils font débiter à l'automne ou l'hiver 1371, peu après le retour de Jean V d'Italie. Selon ce raisonnement, la lettre de Kydônès à Dèmétrios Palaiologos (et le séjour de Jean V en Macédoine) devrait être placée deux ans plus tard, c'est-à-dire vers l'automne ou l'hiver 1373. Dans son édition de la lettre, Loenertz a proposé la date de 1373-1374 suivie d'un point d'interrogation. Cette chronologie impliquerait que Kydônès écrivit la lettre à Lesbos, où il s'était retiré dès septembre 1373⁵²⁵.

Toutefois, Tinnefeld a trouvé de quoi mettre en doute la datation de Loenertz, puisque le contenu de la lettre suggère au contraire qu'elle fut écrite à Constantinople. Il a noté l'emploi de l'adverbe ἐνταῦθα (« ici même ») à la ligne 6 qui suppose que Kydônès se trouvait dans la capitale, puisque l'ancien *mésazôn* parle « des choses merveilleuses » accomplies par Jean V là où il écrit, ce qui ne s'applique évidemment pas à Lesbos⁵²⁶. Tinnefeld propose donc comme date l'an « 1373, avant septembre » (« 1373, vor September ») et explique que l'allusion aux « deux ans », durant lesquels Kydônès avait fait l'objet de calomnies, signifierait en réalité que l'on était, au moment où il écrivait, « au cours de la deuxième année » suivant son départ des affaires⁵²⁷.

Plusieurs arguments s'opposent néanmoins à la datation de Tinnefeld. Le premier et le plus important est la place de cette lettre dans les cahiers des « copie-lettres » des manuscrits contenant la correspondance de Kydônès, puisqu'elle fait partie du cahier 27 du livre XVII, dont les dates extrêmes proposées par Loenertz sont 1373 (après le départ de Kydônès pour Lesbos)-1379⁵²⁸. En deuxième lieu, la chronologie des événements de l'année 1373 (révolte d'Andronic IV, séjour de Jean V en Asie Mineure et couronnement de Manuel II à Constantinople) ne laisse guère de temps pour un voyage de Jean V à Thessalonique.

La lettre doit donc être postérieure à 1373, mais l'emploi de l'adverbe ἐνταῦθα à la ligne 6, relevé par Tinnefeld, implique qu'elle fut écrite par Kydônès à Constantinople, c'est-à-dire forcément après son séjour à Lesbos, à l'époque de son retour à Constantinople, au cours de l'hiver 1374-1375⁵²⁹.

525. KYDÔNÈS, *Correspondance* II, p. 39 : « Lesbi, 1373-1374 ? »

526. TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 2, p. 24.

527. *Ibid.*, p. 24 : « Tatsächlich aber befindet sich Kyd[ones] "im zweiten Jahr" seitdem. »

528. KYDÔNÈS, *Correspondance* II, p. XIV. Les livres XVI-XL font partie du recueil des manuscrits AU qui contient les lettres écrites après le départ de Kydônès pour Lesbos. Cet argument avait été sans doute pris en compte par Loenertz lorsqu'il proposa la date de 1373-1374 et Lesbos comme lieu de rédaction.

529. La date du retour de Kydônès à Constantinople après son séjour à Lesbos n'est pas connue, mais elle peut être plus ou moins déduite. Dans sa lettre L140/T150, adressée à un ami résidant dans l'île de Naxos durant l'année 1375, Kydônès dit qu'il avait participé aux entretiens entre l'empereur Jean V et les légats envoyés par le pape à Constantinople fin 1374. Traditionnellement, on a situé ces entretiens vers l'hiver 1374/1375, date de l'arrivée de l'ambassade pontificale dans l'Empire, mais si, comme je le pense, l'empereur n'était pas à l'époque encore rentré de Macédoine, elles durent avoir lieu quelque temps plus tard, au

Cette datation explique d'ailleurs pourquoi Kydônès demanda à son ami le *mégas domestikos* Dèmètrios Palaiologos, alors à Thessalonique, d'intercéder auprès de l'empereur. Kydônès venait de rentrer dans la capitale, peut-être avec l'espoir de recouvrer sa position à la cour, lorsqu'il dut apprendre le départ du souverain pour la Macédoine. Toutefois, Kydônès n'essaya pas d'écrire directement à Jean V, craignant que ce dernier fût encore en colère contre lui pour s'être retiré à Lesbos depuis l'automne 1373⁵³⁰. On sait en effet que les relations entre l'empereur byzantin et le seigneur de cette île, Francesco I^{er} Gattilusio, s'étaient considérablement dégradées dans les années précédentes à cause de la question de Ténédos. La décision de Jean V de céder l'île aux Vénitiens devait contrarier Gattilusio qui aurait sans doute préféré voir flotter à l'entrée des Détroits, donc à proximité de sa seigneurie, l'étendard de ses compatriotes génois⁵³¹.

Par ailleurs, l'allusion aux « deux années » pendant lesquelles l'ancien *mésazôn* avait subi les calomnies de ses ennemis n'invalide nullement une datation de la lettre à l'hiver 1374-1375. Comme Tinnefeld l'a souligné, l'expression implique que Kydônès était alors au cours de la « deuxième année » de sa « disgrâce ». Toutefois, contrairement à ce que l'on a pu écrire, il n'est pas certain que Kydônès ait quitté ses fonctions de principal conseiller immédiatement après le retour de Jean V d'Italie. Ses relations avec l'empereur après 1371 restent un sujet controversé, dont la chronologie demeure imprécise. Il serait trop long et hors de propos d'exposer ici tous les arguments qui permettent de penser qu'il demeura en fait à son poste jusqu'en 1373⁵³². Certes, le départ de Kydônès de Constantinople semble avoir été

printemps 1375. La date du départ des légats vers Rome, au cours de l'été 1375, ne s'oppose pas à cette hypothèse (ils sont attestés à Rome pour la première fois le 27 octobre 1375 : cf. HALECKI, *Un empereur*, p. 312 et n. 2). L'arrivée de Kydônès à Constantinople doit être donc antérieure au printemps 1375, date du retour de Jean V de Macédoine. Sur le retour de Kydônès à Constantinople, voir aussi LOENERTZ, Démétrius Cydonès II, p. 16, et TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1/1, p. 29, n. 153.

530. KYDÔNÈS, *Correspondance* II, n° 132, p. 1⁶⁻⁸ : « Cette colère était due au fait que j'étais venu à Mytilène, quand cela m'était interdit et que je m'étais rendu auprès de quelqu'un à qui l'empereur avait des torts à reprocher. » Depuis Lesbos, Kydônès avait déjà écrit à l'impératrice Hélène Kantakouzène, épouse de Jean V, pour qu'elle intercédât auprès des deux empereurs en sa faveur : « Je te supplie donc de les rendre plus indulgents pour moi » (*ibid.*, n° 134, p. 4²⁷⁻²⁸).

531. LOENERTZ, Jean V à Venise, p. 227-228.

532. Les historiens ont expliqué l'éloignement de Kydônès de ses fonctions comme principal conseiller par la déception de l'empereur à son retour d'Italie face à la pauvreté des résultats concrets de sa politique de rapprochement avec les puissances occidentales (cf. par exemple TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1/1, p. 26). Le séjour à Rome et plus tard à Venise avait été en effet très éprouvant pour le souverain et pour sa suite. Toutefois, même si l'expérience du voyage en Italie avait été décevante, on sait que l'empereur ne mit pas pour autant un terme définitif à ses contacts avec les Latins. On a déjà parlé par exemple de l'ambassade que lui envoya en 1372 la commune de Venise ; cette ambassade avait sans doute pour objet la cession de Ténédos (cf. *supra*, p. 228). La principale source sur laquelle on s'est appuyé pour dater la retraite de Kydônès de l'automne 1371 est une longue épître adressée à Jean V, l'« Adresse à l'empereur Jean Palaiologos » (Τῷ βασιλεῖ Ἰωάννῃ τῷ Παλαιολόγῳ, éd. LOENERTZ dans KYDÔNÈS, *Correspondance* I, p. 10-23), dans laquelle Kydônès prie l'empereur de lui donner congé. Il déclare être las des attaques des ennemis déclarés autant que des embûches de ceux qui intriguent dans l'ombre et auxquels l'empereur a

motivé par les attaques répétées dont il faisait l'objet de la part des cercles palamites proches du patriarche Philothéos Kokkinos, ainsi que de la part de certains personnages très influents à la cour, comme l'ancien empereur Jean Kantakouzènos⁵³³. Toutefois, rien ne laisse penser à une « disgrâce » de Kydônès auprès de Jean V entre la fin 1371 et l'été 1373. Le ressentiment éprouvé par l'empereur à l'égard de son ancien serviteur aurait été motivé par la décision de ce dernier de quitter la capitale et de s'en aller dans l'île de Lesbos. De fait, dans la lettre L181/T97, qui date de la période « peu après septembre 1373 », Kydônès dit qu'il venait « à peine » de quitter son poste au palais impérial⁵³⁴. Si l'on situe donc ce départ peu avant cette date, vers l'été 1373, il est parfaitement exact que lorsqu'il écrivit sa lettre à Dèmètrios Palaiologos, durant l'hiver 1374-1375, Kydônès se trouvait alors dans le cours de sa « deuxième année » loin de « la table impériale ».

Soulignons également en passant que cette datation de la prise de congé de Kydônès, vers la fin de l'été ou début de l'automne 1373 est la seule possible si l'on accepte la nouvelle datation proposée plus haut pour le chrysobulle de Jean V en faveur de son fils Manuel (*incipit* : Ὅσοις ὁ θεὸς ἄρχειν ἐτέρων), délivré à l'occasion de la proclamation de ce dernier comme co-empereur, vers septembre 1373, puisque ce fut Kydônès, en qualité de *mésazôn*, qui le rédigea.

Quant au séjour de Jean V en Macédoine, pouvons-nous en préciser davantage la chronologie ? La lettre au *mégas domestikos* Dèmètrios Palaiologos et le *prostagma* de Jean V de février 1375 pour Docheiariou constituent les seules sources qui suggèrent la présence de l'empereur en Macédoine. Elles ne permettent certes pas de fixer avec précision les dates de l'expédition. Toutefois, étant donné qu'il n'était pas fréquent d'entreprendre un voyage de ce genre durant les mois d'hiver, on peut

prêté l'oreille. Kydônès signale ceux qui suivent la théologie de Grégorios Palamas comme les auteurs des diatribes dirigées contre lui et souligne que « l'empereur lui-même se laisse ébranler par leur éloquence et impressionner par la solennité de leurs vêtements prélatices » (analyse de LOENERTZ, Démétrius Cydonès II, p. 22 ; pour le texte grec, voir KYDÔNÈS *Correspondance* I, p. 19³²⁻³⁵). Ce texte ne porte néanmoins pas de date ; les seules références chronologiques sont la mention du « récent voyage en Italie » et le désir de Kydônès de partir à Rome « l'hiver prochain ». Ces indications n'impliquent pas forcément une datation à l'automne 1371.

533. Dans sa correspondance, Kydônès parle en très mauvais termes de Philothéos Kokkinos. Par exemple, il dit avoir été très mal accueilli en 1371, à son retour d'Italie, par cet « homme maudit » : voir la lettre L34/T78. Rappelons qu'en 1368, le frère de Kydônès, Prochoros, avait été condamné par le tribunal patriarcal en raison de son opposition aux thèses palamites. Sur les attaques des hauts dignitaires constantinopolitains contre Kydônès, voir les lettres au moine Iôasaph (ancien empereur Jean VI) (L400/T93), à Théodôros Méliténiôtès (L151/T94). Sur cette question, voir de manière plus générale ESTANGÜI GÓMEZ, *Un monastère catholique*.

534. Dans sa lettre L181/T97, Kydônès dit à un ami anonyme qu'il vient « à peine » de commencer à vivre dans l'oisiveté : ἐμοὶ δὲ τὸ σὺν ἀπραγμοσύνῃ ζῆν νῦν μόλις κατάρθωται (KYDÔNÈS, *Correspondance* II, p. 53⁵⁻⁶), claire allusion à l'abandon de ses fonctions publiques (cf. TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1/2, p. 521) : « Si un jour j'arrive à nouveau à une situation qui demande beaucoup de mots, je te livrerai un discours magnifique » (*ibid.*, p. 53⁸⁻⁹), dit-il à son ami pour justifier la concision de sa lettre. La datation de cette lettre peut être précisée d'après sa place dans les cahiers de copie-lettres des manuscrits de la période (après septembre 1373) : voir KYDÔNÈS, *Correspondance* II, p. XIV.

supposer que le départ de l'empereur dut se produire au cours de l'été 1374 et qu'il dut rentrer dans sa capitale au début du printemps 1375, passant l'hiver dans ses quartiers à Thessalonique. Cette chronologie coïnciderait avec la plupart des actes qui parlent de transactions de biens fonciers en Macédoine occidentale (dans la région de Berroia) et en Macédoine orientale (dans la vallée du Strymon). Grâce à ce corpus d'actes, on peut d'ailleurs tracer les limites approximatives de la reconquête byzantine en Macédoine durant ces années : de la ville de Berroia, à l'ouest, jusqu'à Serrès, à l'est. Cette région incluait la Chalcidique, y compris le Mont Athos, ainsi que la région des Lacs.

Les transactions foncières en Macédoine (1373-1376)⁵³⁵

Archives	Type d'acte	Date	Domaine / région
<i>Docheiariou</i> , n° 41	Acte de trois fonctionnaires	Février 1373	Patrikôna / Kalamaria
<i>Docheiariou</i> , n° 42	Acte de vente	Août 1373	Mariana / Kalamaria
<i>Actes de Chilandar</i> , n° 155	Acte de donation	Juin 1374	Bresnitza / bas Strymon
<i>Docheiariou</i> , n° 43	Décision synodale	Janvier 1375	Mariana / Kalamaria
<i>Docheiariou</i> , n° 44	<i>Prostagma</i> de Jean V	Février 1375	Mariana / Kalamaria
<i>Vatopédi II</i> , n° 144	Acte de juges généraux	Juin 1375	Berroia
<i>Vatopédi II</i> , n° 145	Acte d'accord	Juillet 1375	Kokkométrou / Berroia
<i>Kutlumus</i> , n° 32	Consultation du <i>mégas chartophylax</i>	Peu avant août 1375	Klopotica / Serrès
<i>St-Pantéléëmôn</i> , n° 15	Acte d'accord	Août 1375	Antzista / bas Strymon
<i>Kutlumus</i> , n° 33	Acte de la métropole de Serrès	Août 1375	Klopotica / Serrès
<i>Kutlumus</i> , n° 34	Acte de juges généraux	Octobre 1375	Klopotica / Serrès
<i>Vatopédi II</i> , n° 142	<i>Prostagma</i> de Jean V	1375 plutôt qu'« entre 1369 et 1375 »	Stylarion / Kalamaria
<i>Vatopédi II</i> , n° 147	<i>Praktikon</i>	Décembre 1375	Stylarion / Kalamaria
Acte perdu : cf. <i>Docheiariou</i> , n° 48	Acte d'accord	1375 ou 1376	Hermèleia
<i>Vatopédi II</i> , n° 148	Acte de délimitation	Mars 1376	Saint-Mamas / Kalamaria
<i>Vatopédi II</i> , n° 149	Acte de bail	Mars 1376	Berroia
<i>Vatopédi II</i> , n° 152	Acte de donation	Novembre 1376	Arianitou / Berroia
<i>Phil. Suppl.</i> , n° 6	Acte de donation	Décembre 1376	Mperzitzikon / Serrès

535. Dans ce tableau, on ne tient pas compte des actes concernant les transactions foncières qui ont comme objet la vente ou la location d'immeubles à l'intérieur de Thessalonique : *Vatopédi II*, nos 139 (1373), 140 (1374), 146 (1375), et 150 (1376) ; il en va de même des accords concernant des héritages : *Lavra III*, n° 145 (1374), et *Actes de Chilandar*, n° 154 (1374).

Les litiges entre les propriétaires fonciers. L'activité judiciaire des années 1374-1375

La reconquête d'une grande partie de la Macédoine entre 1374 et 1375 entraîna, comme cela avait été le cas en 1373, de nombreux litiges entre plusieurs propriétaires au sujet de la restitution de leurs biens fonciers. La conquête avait attiré non seulement les anciens propriétaires de Macédoine, mais aussi quelques aristocrates en provenance de Constantinople qui espéraient tirer profit des victoires byzantines. Leurs espoirs furent bientôt déçus en raison de l'opposition acharnée des monastères et des autres magnats de la région⁵³⁶.

La période 1374-1375 nous a laissé un grand nombre d'actes qui témoignent de cette intense activité judiciaire⁵³⁷. À cette époque deux juges du tribunal impérial, qualifiés de juges généraux, étaient actifs dans la région afin de régler les conflits relatifs aux biens fonciers⁵³⁸. Le témoignage le plus ancien sur l'activité de ces juges généraux est un acte d'avril 1374, conservé dans les archives de Chilandar⁵³⁹. Il s'agit d'un accord entre les héritiers du *mégas konostaulos* Géorgios Isaris et les moines de ce monastère. Le texte dit que l'affaire avait été portée devant le tribunal impérial pour y être jugée⁵⁴⁰. L'acte contient en effet les signatures de deux juges généraux, Dèmètrios Angélos Manikaïtès et Nikètas Sôtèriôtès, protonotaire⁵⁴¹. Ces deux personnages sont aussi bien connus par d'autres sources de l'époque : Manikaïtès avait été un fonctionnaire constantinopolitain proche des cercles palamites⁵⁴² et Sôtèriôtès avait fait partie de la chancellerie de Thessalonique. Ce dernier est attesté en Macédoine dès les années 1360 à la tête du collège des notaires⁵⁴³. Il semble avoir été promu au poste de juge général à l'époque de la reconquête pour collaborer avec Manikaïtès.

536. Un ami proche de Kydônès nommé Radénos fut l'un des notables de Constantinople qui suivirent Jean V en Macédoine. Il arriva à Thessalonique vers l'été ou l'automne 1375 dans l'espoir de faire fortune. Sa carrière nous est relativement bien connue grâce à la correspondance de Kydônès qui rend compte, par exemple, des difficultés financières auxquelles Radénos fut confronté peu après son arrivée. Sur Radénos et sa relation avec Kydônès, voir DENNIS, Radhenos, et TINNEFELD, Freundschaft.

537. LEMERLE, Juges généraux, p. 35-41, a été le premier à s'intéresser à l'activité judiciaire en Macédoine dans les années 1374-1375.

538. Sur les compétences de ces juges généraux et la différence avec les juges généraux des Romains, voir *infra*, p. 419-427.

539. *Chilandar*, n° 154.

540. *Ibid.*, l. 8-9 : ὥστε ἀντικριθῆναι ἐπὶ τοῦ εὐαγοῦς βασιλικοῦ σεκρέτου.

541. *Ibid.*, l. 61-63. Ils signent simplement comme *douloi*, c'est-à-dire serviteurs, de l'empereur, mais aux lignes 26-27, on parle de καθολικῆς κρίσεως, παρουσία δὲ τῶν ὡς μαρτύρων μεθ' ἡμῶν ὑπογράψαι ὀφειλόντων προσώπων.

542. Sur Dèmètrios Angélos Manikaïtès, voir *PLP* 16635.

543. Par exemple, l'acte *Docheiariou*, n° 42 (août 1373) fut rédigé par le clerc Iôannès Sgourou-poulos sur l'ordre de Sôtèriôtès (cf. l. 83-85). Pour une biographie du personnage, voir *ibid.*, p. 211.

Les deux magistrats agissaient peut-être déjà en Macédoine en tant que juges généraux dès février 1374, lorsqu'ils signèrent un acte d'accord entre un serviteur de l'empereur, Alexios Komnènos Masgidas, et les moines de Lavra⁵⁴⁴. La phrase qui précède leurs souscriptions suggère qu'ils occupaient déjà à l'époque la charge de juges, car ils y déclarent que « le présent accord a été signé devant nous par sûreté⁵⁴⁵ ».

Il convient de noter que ces deux actes de février et d'avril 1374, qui portent les signatures de ces deux juges, ne concernent aucun bien foncier. Ils sont relatifs à des dépôts d'argent dans les monastères de l'Athos. Nous sommes donc peut-être seulement au début de la campagne de Jean V en Macédoine, alors que la reconquête byzantine n'a pas encore débuté.

Il faut attendre plus d'un an, au mois de juin 1375, pour trouver la première décision judiciaire relative à un terrain sis en Macédoine. Il s'agit d'un acte tiré des archives de Vatopédi qui reconnaît les droits de ce monastère sur le couvent dédié à Saint-Jean-Prodrome situé à Berroia⁵⁴⁶. L'acte contient des renseignements intéressants sur les conditions de la restitution des biens fonciers en Macédoine à cette époque. Les moines de Vatopédi avaient porté plainte devant le tribunal impérial parce que deux aristocrates de la ville de Berroia, l'*archontissa* Arianitissa, veuve de l'éparque Arianitès, et son gendre Iôannès Gabras réclamaient la possession du monastère du Prodrome de Berroia en tant qu'héritiers de Théodôros Sarantènos, fondateur de cette institution dans le premier quart du xiv^e siècle⁵⁴⁷. Les moines de Vatopédi déclarèrent qu'ils avaient perdu la propriété du Prodrome en raison de l'occupation serbe, mais qu'après avoir produit les pièces justificatives correspondantes, ils avaient obtenu de l'empereur Jean V un chrysobulle leur en restituant la possession, lorsque « Berroia avait été libérée de la tyrannie des Serbes »⁵⁴⁸. Toutefois, Arianitissa et Gabras avaient ensuite revendiqué la possession du Prodrome. Ce n'était pas la première fois que la famille de Théodôros Sarantènos tentait de faire valoir ses droits sur le couvent. L'acte dit qu'un autre parent, un certain Loubros, avait déjà contesté la validité des titres de propriété de Vatopédi sur ce bien ; Loubros avait néanmoins été débouté par une autre décision du tribunal impérial⁵⁴⁹.

544. *Lavra* III, n° 145.

545. *Ibid.*, l. 19 : ἐνώπιον ἡμῶν ἡ παροῦσα γενομένη διάλυσις ὑπεγραφή διὰ τὸ ἀσφαλές.

546. *Vatopédi* II, n° 144.

547. Sur la fondation du couvent du Prodrome à Berroia et sa donation à Vatopédi, voir *supra*, p. 22-25.

548. *Vatopédi* II, n° 144, l. 24-26 : τῆς δὲ τῶν Σέρβων τυραννίδος ἐλευθέρας γενομένης Βερροίας, παραγινόμεθα μὲν πρὸς τὸν κραταιὸν καὶ ἅγιον ἡμῶν αὐθέντην καὶ βασιλεά, ποριζόμεθα δὲ ὀρισμὸν αὐτοῦ ἀποδιδόντα ἡμῖν τὸ μετόχιον ἡμῶν ὥστε πάλιν κατασχεῖν αὐτὸ καὶ δεσπόζειν αὐτοῦ καθὼς καὶ πρότερον.

549. *Ibid.*, l. 52, 75, 82-84. Cet acte est qualifié de τὸ τῶν καθολικῶν κριτῶν γράμμα. Voir aussi *ibid.*, l. 118 : κρίσεις καὶ ἀποφάσεις.

Lors du procès, en juin 1375, les moines produisirent à nouveau les documents qui attestaient leurs droits sur ce couvent, y compris la décision des juges généraux qui tranchait en leur faveur dans le conflit avec Loubros⁵⁵⁰. Les réclamations d'Arianitissa et de son gendre Gabras furent donc finalement rejetées et les moines de Vatopédi reçurent un nouvel acte des juges généraux les confirmant dans leurs droits. Cet acte, conservé dans les archives de Vatopédi, porte au recto la signature du métropolite de Thessalonique Dôrothéos et d'un fonctionnaire impérial, Géôrgios Doukas Tzykandylès, et au verso celles des deux juges, Dèmètrios Angélos Manikaïtès et Nikètas Sôtèriôtès.

Toujours à propos de la restitution du Prodrome de Berroia à Vatopédi, un acte plus tardif, établi en mars 1376, mentionne une autre décision judiciaire – sans doute délivrée par les mêmes juges généraux – ainsi qu'un acte de Jean V confirmant au monastère ses droits sur un verger situé à l'intérieur de la ville de Berroia, dont la propriété lui avait été disputée par l'aristocrate Alexios Tzamlakôn⁵⁵¹.

Tout ce dossier concernant la restitution du couvent du Prodrome de Berroia à Vatopédi permet de suivre l'activité du tribunal impérial en Macédoine durant les années 1374-1375. Ces actes montrent le type de conflits qui survinrent à cette époque, opposant entre eux les anciens propriétaires byzantins pour la récupération de leur patrimoine dans la région.

Les archives du monastère de Kutlumus ont conservé un autre document délivré par le collège des juges généraux Manikaïtès et Sôtèriôtès. L'acte, daté d'octobre 1375, met fin à un différend entre les moines du couvent athonite d'Alypiou et un certain Korésès à propos d'un terrain situé dans la commune de Klopotica près de Serrès⁵⁵². Comme dans le cas du Prodrome de Berroia, la conquête serbe de la Macédoine avait entraîné une situation irrégulière ; le conflit remontait ici au deuxième quart

550. Les moines avaient perdu l'acte de donation de Saranténos en faveur de Vatopédi (cf. *ibid.*, l. 73-74), mais ils gardaient – nous dit l'acte – les chrysobulles et les autres ordonnances impériales, ainsi qu'un acte patriarcal et des actes de recensement qui prouvaient leurs droits sur le couvent du Prodrome.

551. *Vatopédi* II, n° 149. Sur Alexios Tzamlakôn, voir ESTANGÜI GÓMEZ, *Les Tzamlakônes*.

552. *Kutlumus*, n° 34. Les archives du monastère d'Alypiou sont aujourd'hui conservées à Kutlumus à la suite de l'union entre les deux couvents dans la première moitié du x^v^e siècle (cf. *Kutlumus*, p. 15 et suiv.). Ce document fait partie d'un important dossier de cinq actes qui ont été copiés l'un après l'autre sur une bande de papier et authentifiés par l'évêque de Hiérissos et de l'Athos, Isaakios. Le premier document est daté de novembre 1287 (*Kutlumus*, n° 4) ; il s'agit de l'acte de vente du terrain de Klopotica au monastère du Christ Sauveur de Latomou, qui devint plus tard métoque d'Alypiou. Le deuxième document est la décision délivrée en février 1341 par le juge général des Romains, Nikolaos Matarangos, confirmant le droit de possession du terrain de Klopotica au monastère du Christ Sauveur (*Kutlumus*, n° 19). Le troisième document est une consultation du *képhalè* de Serrès, Manouël Doukas Tarchaneiôtès, auprès de son père le *mégas chartophylax* de Thessalonique au sujet de la validité de l'acte de Matarangos relatif au bien de Klopotica (*Kutlumus*, n° 32). Cet acte ne porte pas de date, mais il doit être de peu antérieur à août 1375, date du document suivant, le quatrième, qui est la décision de la métropole de Serrès d'août 1375 déclarant que le terrain de Klopotica appartient au monastère d'Alypiou, maison mère de l'ancien couvent du Christ Sauveur de Latomou (*Kutlumus*, n° 33 ; cet acte est aussi conservé par ailleurs en original). Le cinquième et dernier acte est notre document, la décision des juges généraux d'octobre 1375.

du ^{xiv}^e siècle, lorsque Korésès avait contesté le droit d'Alypiou sur Klopotica⁵⁵³. En février 1341, le juge général des Romains Nikolaos Matarangos⁵⁵⁴ avait délivré une décision judiciaire (σεκρετική διάγνωσις) en faveur des moines ; c'était à la veille de l'invasion de la Macédoine. Les Serbes ayant occupé la région, les moines ne purent entrer en possession effective du terrain⁵⁵⁵. Avec le retour de l'administration byzantine dans la région (vers 1374), Alypiou chercha à nouveau à recouvrer son bien à Klopotica, ce pourquoi il fit appel aux autorités de Serrès, auxquelles fut présenté l'acte du juge Matarangos⁵⁵⁶. Korésès contesta alors les droits d'Alypiou, mais le gouverneur et le métropolite de Serrès, flanqués d'autres archontes locaux, tranchèrent contre lui en faveur du monastère athonite. Cette décision des autorités locales de Serrès (août 1375) fut confirmée en octobre 1375 par un acte du tribunal des juges généraux, qui siégeait à Thessalonique.

La date de ce dernier document, octobre 1375, suggère que le collège de juges formé par Manikaïtès et Sôtèriôtès continua à agir en Macédoine même après le départ de Jean V pour Constantinople⁵⁵⁷. Du reste, un acte de mars 1376, déjà signalé, atteste encore la présence de ces juges à Thessalonique à cette époque⁵⁵⁸.

Il est difficile de déterminer la durée totale de l'activité de ce tribunal dans la région, mais les longs procès décrits dans les actes que l'on vient d'étudier montrent à quel point la tâche des juges dut être lente et fastidieuse. Comme on l'a vu à propos des premiers conflits survenus en 1373 (affaires Katzaras-Docheiariou et Mariana), la situation était rendue particulièrement complexe par les nombreuses pièces justificatives qui se contredisaient, les délais de prescription et d'autres clauses légales qui pouvaient affecter la validité des droits sur un même bien foncier. Durant les années 1373-1375, des copies et de nouveaux actes de confirmation furent sollicités par les propriétaires afin d'appuyer leurs revendications, des faux furent fabriqués et des accords amiables furent passés entre les parties en conflit⁵⁵⁹. Durant son séjour

553. En réalité, l'acte *Kutlumus*, n° 19 (février 1341) ne parle pas d'Alypiou mais seulement du couvent du Christ Sauveur de Latomou, qui avait acquis le terrain de Klopotica à la fin du ^{xiii}^e siècle (cf. note précédent). Latomou était devenu plus tard métoque d'Alypiou.

554. Sur ce personnage, voir *infra*, p. 416-417.

555. La ville de Serrès tomba aux mains des Serbes en septembre 1345, mais depuis 1342 la région avait été le théâtre d'opérations militaires et de fréquentes razzias (cf. *supra*, p. 90, n. 370 et p. 91).

556. On notera qu'en août 1375 le métropolite de Serrès était toujours un Serbe, Theodosije. La continuité de sa présence sous l'autorité byzantine était sans doute motivée par l'accord conclu entre le despote serbe Jovan Uglješa et le patriarcat de Constantinople, en vertu duquel les métropoles serbes qui étaient sous domination d'Uglješa se placèrent sous l'obédience de l'Église byzantine : DARROUZÈS, *Regestes* V, n° 2611 (mai 1371). Fin 1375 ou début 1376, Matthaios Phakrasès succéda à Theodosije (*ibid.*, n° 2667).

557. La date du retour de Jean V à Constantinople est difficile à préciser, mais il était déjà dans la capitale lors de la cérémonie solennelle de réconciliation des Églises serbe et byzantine, en mars-avril 1375 (cf. *infra*, p. 259).

558. L'acte *Vatopédi* II, n° 149, est un contrat de bail entre Alexios TzAMPLAKÔN et le monastère de Vatopédi au sujet d'un verger situé à l'intérieur de Berroia. Il fut établi « avec l'assentiment du tribunal impérial » (εἰδήσει καὶ γνώμη καὶ τοῦ εὐαγοῦς βασιλικοῦ σεκρέτου, cf. l. 2) et les signatures de Dèmètrios Angélos Manikaïtès et de Nikètas Sôtèriôtès figurent au verso.

559. Par exemple, l'ensemble de documents relatifs au domaine de Klopotica, propriété du monastère d'Alypiou, fut recopié sur une seule feuille de papier, authentifiée par Isaakios,

en Macédoine, l'empereur Jean V délivra plusieurs décrets visant à mettre un peu d'ordre dans le régime de la terre. On a déjà parlé de l'ordonnance impériale prescrivant la restitution des biens fonciers à leurs anciens propriétaires sur présentation de titres de propriété valables. On ne sait pas si cet acte fut délivré en 1373, durant les premiers mois de la reconquête byzantine, ou plus tard, au cours du séjour de l'empereur en Macédoine. Ce chrysobulle est mentionné par plusieurs actes de la période 1375-1381⁵⁶⁰.

Quelques documents athonites du début de 1375 évoquent également une autre ordonnance de l'empereur concernant cette fois-ci l'état de la propriété foncière à l'intérieur de la Sainte Montagne. Selon ces actes, l'empereur avait ordonné que le Prôtaton reprenne les *kellia* qui avaient été distribués durant la période des *prôtoi serbes*⁵⁶¹. Par cette mesure, l'empereur essayait de rétablir le patrimoine de la principale institution de la communauté athonite et de remédier aux abus commis par certains monastères, en particulier ceux qui étaient dirigés par des Serbes, durant les années de l'occupation ennemie.

Les efforts pour limiter les conséquences de la domination serbe sur le régime foncier en Macédoine obligèrent aussi l'empereur à déclarer que la période de la « serbocratie » ne devait pas être prise en compte dans le délai de prescription pour revendiquer un terrain⁵⁶². En effet, nombreux étaient les propriétaires, serbes et grecs, qui, profitant de l'attitude bienveillante du tsar, s'étaient emparés de manière plus ou moins légitime de biens qui avaient appartenu à la haute aristocratie byzantine et au groupe des *pronoïaires*. Après le retour de l'autorité impériale, vers 1374, faute de titres de propriétés valables, ils essayèrent de faire valoir la loi sur la prescription trentenaire pour appuyer leurs prétentions sur les terrains occupés. Contraint sans doute par la grande aristocratie constantino-politaine, principale victime des confiscations durant la période serbe, l'empereur dut promulguer cette ordonnance afin de rétablir l'état des choses antérieur à la conquête serbe. Toutefois, la mesure la plus importante prise par Jean V en Macédoine fut la transformation en *pronoia* de la moitié des biens monastiques.

évêque de Hiérissos et de l'Athos, attesté comme tel entre 1378 et 1389. Plusieurs copies d'actes athonites portent l'authentification de Théodosios, évêque d'Ardaméri dans les années 1360-1370 : cf. *Docheiariou*, p. 142 et 206. Une copie d'un chrysobulle de Jean V pour Vatopédi confirmant au monastère la possession de tous ses biens porte la signature d'authentification de Pétros, attesté comme métropolite de Christoupolis entre 1365 et 1374 : *Vatopédi* II, n° 108 (copie C). Deux copies de l'acte de donation par Alexios Laskaris Métochitès de son domaine de Stylarion en faveur de Vatopédi (juin 1369) datent de la même époque : la première est authentifiée par Dôrothéos Blatès, métropolite de Thessalonique entre 1371 et 1379, et la seconde par Isaakios, évêque de Hiérissos et de l'Athos, dont on vient de parler (*Vatopédi* II, n° 130, p. 343-344). Pour les faux : voir par exemple le faux chrysobulle d'Étienne Dušan publié dans l'Appendice VI de *Vatopédi* II, p. 438-440, qui porte la signature imitée de Pétros, métropolite de Christoupolis (1365-1374).

560. Sur cet acte, voir *supra*, p. 232, n. 519.

561. DÖLGER, *Regesten* V, n° 3144. L'ordonnance est mentionnée dans *Kutlumus*, n° 31, l. 14, et *Chilandar*, n° 156, l. 2-9. Le décret impérial fut confirmé par un acte du patriarche Philothéos : cf. *Kutlumus*, n° 31, l. 14.

562. Voir *Kutlumus*, n° 34, l. 112-113. De manière plus allusive, dans *Kutlumus*, n° 33, l. 55-57.

3. LA TRANSFORMATION EN *PRONOIAI* DE LA MOITIÉ DES BIENS MONASTIQUES EN MACÉDOINE

L'importance du décret de « pronoiarisation »⁵⁶³ de la moitié des biens monastiques en Macédoine réside d'abord dans son caractère général, puisqu'il affectait tous les monastères de la région ; ensuite dans sa durée, car il fut repris dans la première moitié du xv^e siècle, lorsque la Macédoine fut à nouveau sous autorité byzantine, et il resta en vigueur jusqu'à la conquête définitive de la province par les Ottomans au début des années 1420. Les historiens sont tous d'accord sur sa portée, mais ils diffèrent quant à son contenu. Le sens même du terme « pronoiarisation » a fait l'objet d'un débat depuis la publication par Georges Ostrogorsky de son livre sur la *pronoia*⁵⁶⁴. La principale difficulté est de savoir si ce décret affecta les droits de propriété des monastères sur leurs terres ou s'il s'agissait simplement de la confiscation des revenus fiscaux de ces terres.

On a souvent attribué la paternité du décret à Manuel II durant ses années comme gouverneur en Macédoine (1368-1373)⁵⁶⁵, parce que le seul acte qui mentionne explicitement cette mesure est un *prostagma* de cet empereur de 1408, dans lequel le souverain rappelle les circonstances qui avaient obligé l'État à prendre cette décision : « Aussitôt après la mort du despote de Serbie, feu Uglješa, les attaques incessantes menées par les Turcs étant insupportables, il avait paru bon, en vue du bien commun, de transformer en *pronoiai* la moitié des métoques des moines de l'Athos, de Thessalonique et d'ailleurs, pour que tout ne disparaisse pas⁵⁶⁶. » Toutefois, il est plus vraisemblable que l'auteur de cette ordonnance ait été Jean V, non seulement parce qu'il était à l'époque l'empereur principal, mais aussi parce que l'on verra que ce décret fut promulgué lors de son séjour dans la région en 1374-1375.

La signification du décret. Le sens du terme « pronoiarisation »

L'hypothèse d'Ostrogorsky selon laquelle cette mesure supposait la confiscation de la moitié des biens monastiques a été contestée par Paul Lemerle, qui a proposé une autre solution se fondant sur l'étude des actes fiscaux de la première moitié du xv^e siècle⁵⁶⁷. Lemerle a noté que, dans ces actes plus tardifs, on ne parle pas de

563. Le terme « pronoiarisation » (προνοιασθῶσι) est employé par le *prostagma* de Manuel II de 1408, qui est la seule source à faire directement allusion à cette mesure (cf. *infra*) : cf. *Vatopédi* III, n° 199, l. 2.

564. OSTROGORSKY, *Féodalité*, p. 155 et suiv.

565. Voir par exemple *ibid.*, p. 52 : « Dans les territoires redevenus grecs, Manuel dut prendre des mesures exceptionnelles pour faire face à la situation et se procurer des ressources. »

566. *Vatopédi* III, n° 199, l. 1-3 : εὐθὺς μετὰ τὸν θάνατον τοῦ δεσπότης τῆς Σερβίας τοῦ Οὐγγλεση ἐκείνου διὰ τὴν ἐπίθεσιν τὴν τότε γεγонуίαν παρὰ τῶν Τούρκων φορτικὴν οὖσαν ἄγαν καὶ συνεχεῖ, σκέψεως γενομένης πρὸς τὸ κοινῇ λυσιτελοῦν, ἔδοξεν ἵνα προνοιασθῶσι τὰ ἡμίση τῶν μετοχίων τῶν τε Ἀγιοριτῶν καὶ τῶν Θεσσαλονικαίων καὶ ἀπλῶς πάντα, διὰ τὸ μήποτε ἅπαντα συλλήβδην χαθῶσιν. Avant sa publication dans la collection *Archives de l'Athos*, cet acte important était connu grâce à l'édition de MošIN, *Akti*, p. 164-167.

567. Il faut rappeler qu'à l'époque de Lemerle, contrairement à aujourd'hui, on ne connaissait aucun acte fiscal contemporain de la date du décret, c'est-à-dire des années 1370.

la confiscation de terres, mais seulement des impôts que les parèques des monastères devaient verser aux pronoiâires. C'est pourquoi il a supposé que cette mesure impliquait simplement l'attribution des revenus fiscaux des paysans aux soldats et non pas la confiscation de terres. En d'autres termes, les paysans, au lieu de payer la totalité de leurs impôts aux moines, devaient en verser la moitié aux soldats désignés par l'État comme nouveaux bénéficiaires des versements réalisés par ces paysans⁵⁶⁸.

La question a été aussi traitée par Nicolas Oikonomidès dans son commentaire des *Actes de Docheiariou*. Il s'y montre d'accord en principe avec la solution de Lemerle quant à la nature des revenus attribués aux soldats. Toutefois, il suggère aussi que l'État s'appropriâ non seulement la moitié des impôts des parèques, mais aussi la moitié des autres revenus fiscaux appartenant aux monastères⁵⁶⁹. Cette distinction entre les taxes des parèques et les redevances fiscales liées à la possession de la terre n'apparaît plus dans un article plus récent d'Oikonomidès sur le rôle de l'État dans l'économie byzantine, paru dans *The Economic History of Byzantium* (2002). Dans cette dernière contribution, l'auteur ne parle que des revenus que les moines payaient au titre de leurs terres : « This measure meant that the monasteries, which until that time had enjoyed complete tax exemption, were now obliged to pay to the *pronoia* holders assigned to them one-half of the tax that would ordinarily have been paid on their land⁵⁷⁰. » L'interprétation avancée ici par Oikonomidès suit les conclusions de Mark Bartusis dans son livre sur l'armée byzantine à l'époque des Paléologues⁵⁷¹.

Le sens du décret de « pronoiarisation » des biens monastiques a fait encore l'objet d'une dernière analyse conduite par Kostis Smyrlis, qui y a également présenté l'état de la question⁵⁷². Smyrlis a constaté, à la lumière de deux actes de Vatopédi datant des années 1370, que la « pronoiarisation » comporta non seulement l'attribution de la moitié des impôts des paysans aux pronoiâires, mais aussi la confiscation des terres des monastères, comme l'avait avancé Ostrogorsky⁵⁷³. Le premier acte étudié par Smyrlis suggère que Vatopédi s'était vu confisquer la moitié de sa terre de Stylarion⁵⁷⁴ ; le second parle de l'attribution de sa terre de Raphalion à une

568. Lemerle dans *Lavra* IV, p. 52-53 : « Le monastère n'est pas dépossédé des biens ainsi visés, mais il en perd provisoirement la rente normale de base, au profit de ceux auxquels elle est attribuée en *pronoia*. »

569. *Docheiariou*, p. 273 : « On est donc conduit à penser que la transformation des biens monastiques en pronoiâ n'avait point affecté les droits de propriété des monastères sur la terre ; elle n'avait touché que la jouissance, les revenus – revenus fiscaux aussi bien que revenus du propriétaire. »

570. OIKONOMIDES, *The Role of the Byzantine State*, p. 1048.

571. BARTUSIS, *Byzantine Army*, p. 169.

572. SMYRLIS, *The State, the Land and Private Property*, p. 67, n. 43.

573. *Ibid.*, p. 71 : « Thanks to the documentation coming from Vatopedi there can be no doubt as to the nature of the confiscation. The state took away lands. »

574. L'acte *Vatopédi* II, n° 147 de 1375 est un acte de recensement par lequel le monastère était mis en possession d'environ 6 300 modioi de terre à Stylarion, soit la moitié de la terre qui avait été donnée à Vatopédi par le *mégas domestikos* Alexios Laskaris Métochitès en 1369 (*Vatopédi* II, n° 130).

compagnie de soldats⁵⁷⁵. Les deux domaines faisaient partie de la fortune patrimoniale de Vatopédi, dont le monastère possédait la pleine propriété ; Styliarion avait été donné à Vatopédi par le *mégas domestikos* Alexios Laskaris Métochitès en 1369⁵⁷⁶ et Raphalion était un bien du monastère depuis le XI^e siècle⁵⁷⁷.

Toutefois, Smyrlis n'a pas expliqué pourquoi, par ailleurs, plusieurs actes du XV^e siècle disent que les parèques des monastères versaient une partie de leurs impôts aux pronoïaires désignés par l'État. Dans ces cas, les pronoïaires ne semblent absolument pas détenir la terre, mais seulement ses revenus fiscaux, comme Lemerle et Oikonomidès l'ont souligné. En fait, cela ne contredit pas l'hypothèse énoncée par Ostrogorsky et reprise par Smyrlis. L'explication de cette contradiction apparente réside dans le mode de possession de la terre. Dans les cas étudiés par Smyrlis, ceux des terres de Raphalion et de Styliarion, le monastère de Vatopédi possédait non seulement la propriété de la terre mais en détenait aussi l'exploitation directe, car aucun parèque n'est mentionné à leur propos. En revanche, dans les actes du XV^e siècle utilisés par Lemerle et Oikonomidès pour appuyer leurs hypothèses, il s'agit de terres données en location, sous un régime de bail à long terme (*paroikia*), dans lequel le propriétaire du terrain ne peut pas chasser le paysan de sa parcelle. Dans le régime de la *paroikia*, le propriétaire perçoit simplement la rente fiscale, c'est pourquoi, dans leur cas, le décret général de « pronoïarisation » ne concernait bien que les redevances des parèques et non pas la terre qu'ils travaillaient. Je ne m'attarderai pas davantage ici sur ce problème ; la question du partage des revenus fiscaux entre les monastères et les pronoïaires au XV^e siècle, ainsi que le mode d'exploitation de la terre seront traités plus en détail dans les chapitres suivants.

La confiscation de terres qui appartenaient en pleine propriété aux monastères constituait en revanche une mesure tout à fait exceptionnelle. L'Empereur avait déjà eu recours par le passé aux biens de l'Église pour subvenir aux besoins financiers de l'armée, mais il avait rarement saisi les terres qui faisaient partie du patrimoine ecclésiastique. Dans son *Histoire*, Pachymérès parle du projet conçu au début du XIV^e siècle par l'empereur Andronic II d'installer des soldats-paysans sur les frontières d'Asie Mineure pour freiner l'avancée turque grâce aux *pronoïai* de l'Église. Le projet consistait à affranchir les paysans qui versaient leurs impôts aux institutions ecclésiastiques pour constituer un groupe de petits paysans propriétaires qui se battraient contre l'ennemi pour défendre leurs propres terres. Toutefois, l'expression « *pronoïai* de l'Église » implique que cette mesure ne concernait pas les terres propriété des institutions ecclésiastiques⁵⁷⁸. Si elle échoua finalement,

575. *Vatopédi* III, n° 154. En juin 1377, le *mégas primmikèrios* Dèmètrios Phakrasès délivra cet acte par lequel il remettait le monastère de Vatopédi en possession de la moitié de la terre de Raphalion qui lui avait été confisquée pour être accordée à la compagnie d'armes d'un certain Sgouros. Cet acte fut dressé sur l'ordre de l'empereur Andronic IV (cf. *ibid.*, n° 155).

576. *Vatopédi* II, n° 130.

577. La terre de Raphalion est désignée au XI^e siècle par le nom de son ancien propriétaire, *kyr* Isménos : cf. *Vatopédi* I, p. 35.

578. Le projet s'inspirait directement du système des soldats-paysans appelés *akritai* que les empereurs de Nicée avaient installés sur la frontière orientale au début du XIII^e siècle pour défendre le pays contre les Turcs : A. FAILLER, *Pachymeriana alia*, *REB* 51, 1993, p. 238-260, ici p. 248-258, et SMYRLIS, *La fortune*, 180-181.

c'est que les Turcs s'emparèrent des territoires byzantins avant qu'elle ait pu être mise en pratique.

En tant que représentant de l'État, l'Empereur avait le droit de redistribuer les biens d'origine publique. Il pouvait confisquer les redevances qui faisaient partie des rentes fiscales (*oikonomia/pronoiai*) attribuées aux monastères et aux églises pour les accorder à d'autres bénéficiaires. Plus rarement, le souverain ordonnait la confiscation de biens détenus en pleine propriété par les institutions ecclésiastiques⁵⁷⁹.

La situation commença à changer à partir du milieu du xiv^e siècle, lorsque le rétrécissement des frontières de l'Empire obligea à prendre des mesures plus énergiques. Lors de son arrivée à Thessalonique en 1350, l'empereur Jean VI Kantakouzènos procéda à une confiscation systématique de la moitié des biens monastiques en Macédoine, y compris des biens en pleine propriété. La seule source qui en parle est un chrysobulle de Jean V délivré quelques années plus tard, en septembre 1355, et confirmant aux moines de Docheiariou la restitution des biens que son prédécesseur leur avait confisqués pour être donnés aux soldats⁵⁸⁰. Cet acte ne laisse pas de doutes sur la nature des mesures prises par Kantakouzènos⁵⁸¹, visant à renforcer la situation en Macédoine contre les Serbes après sa campagne militaire de 1350. Toutefois, peu après l'arrivée au pouvoir de Jean V, la province fut reprise par l'ennemi et les monastères récupérèrent alors la plupart de leurs biens confisqués⁵⁸².

N'ayant effectué aucun gain territorial significatif durant les premières années de son règne, Jean V ne fut pas obligé de prendre des mesures trop drastiques sur les biens de l'Église pour renforcer l'armée. Néanmoins, un acte de novembre 1367 révèle une tentative de cet empereur pour installer des soldats sur le territoire de deux villages appartenant au patriarcat de Constantinople, Oikouménon et Pasparras⁵⁸³. L'acte, aujourd'hui bien connu des chercheurs, dit que le souverain voulait installer des soldats dans les villages situés entre Constantinople et Sélymbria et leur en attribuer les champs et les terres⁵⁸⁴. L'empereur avait demandé à l'Église de lui céder ces villages pour l'installation des soldats en échange d'un revenu équivalent⁵⁸⁵. Toutefois, le patriarche et le synode avaient refusé de donner leur accord parce que, selon les saints canons, ils n'avaient ni le pouvoir ni le droit d'aliéner les biens de l'Église. C'est pourquoi Jean V modifia les termes de sa demande et sollicita alors

579. Voir les exemples cités par SMYRLIS, *The State, the Land and Private Property*, p. 59-61.

580. *Docheiariou*, n° 33. L'acte *Lavra* III, n° 131 (vers 1351/1352) dit que les monastères versaient à cette époque des redevances aux soldats.

581. *Docheiariou*, n° 33, l. 12 et suiv.

582. Sur la confiscation de biens monastiques en Macédoine dans les années 1350, voir SMYRLIS, *La fortune*, p. 181.

583. MM I, n° 252, p. 507-508. Cet acte a été traduit en anglais par CHARANIS, *Monastic Properties*, p. 115-116.

584. MM I, n° 252, p. 507 : ὁ βασιλεὺς ὁ ἅγιος βούλεται καταστήσαι στρατιώτας ἐν τοῖς χωρίοις ἔξω τῆς Κωνσταντινουπόλεως μέχρι τῆς Σηλυβρίας, οἷς καὶ βούλεται δοῦναι τὰ ἐν αὐτοῖς χωράφια καὶ τὴν γῆν πᾶσαν τὴν ἐν αὐτοῖς.

585. *Ibid.*, p. 507 : ὡς ἂν παραλαβὼν ὁ βασιλεὺς ὁ ἅγιος ταῦτα ποιήσῃ ἐπ'αὐτοῖς, ὅπερ βούλεται, κατέχειν γὰρ μέλλει ταῦτα μέχρι χρόνου ἐνὸς, καὶ εἰ μὲν ποιήσῃ, ὅπερ βούλεται, καθέξει ταῦτα καὶ εἰσέτι καὶ δώσει τῇ ἐκκλησίᾳ ἑτέραν πρόσοδον, ἴσην τοῖς κτήμασι τούτοις, εἰ δὲ οὐ ποιήσῃ, ὅπερ βούλεται, ἀντιστραφήσονται ταῦτα πρὸς αὐτήν.

simplement l'installation des soldats sur les terres de ces villages, contre le versement du loyer (*mortè*) à l'Église. La réponse du patriarche et du synode fut à nouveau négative, parce que les canons leur interdisaient aussi de céder l'exploitation de ces biens à un tiers, y compris à l'Empereur. On ne sait pas si Jean V put finalement mettre son projet en pratique en dépit des réticences des prélats, ou s'il l'abandonna⁵⁸⁶. Quoi qu'il en soit, le fait que le souverain ait accepté la possibilité de continuer à verser la *mortè* à l'Église montre qu'il n'avait pas l'intention de révoquer les droits de propriété du patriarcat sur les deux villages, mais simplement d'en accorder l'exploitation aux soldats pour leur entretien.

La reconquête de la Macédoine durant les années 1370 obligea cependant Jean V à se montrer plus ferme et à prendre les mêmes mesures que Kantakouzènos vingt ans auparavant, en vue de renforcer la région et d'y consolider l'autorité byzantine. Le décret de « pronoïarisation » entraîna en effet la confiscation systématique de la moitié de toutes les terres qui appartenaient aux monastères. L'ampleur de cette mesure provoqua une forte contestation de la part des moines et de certains secteurs de la société.

Les protestations contre la transformation en *pronoiai* des biens monastiques

Plusieurs sources de la seconde moitié du xiv^e et du début du xv^e siècle se font l'écho des protestations soulevées par le décret de « pronoïarisation ». L'étude de ces témoignages permet de mieux saisir les conséquences de cette mesure sur l'ensemble du patrimoine monastique.

La communauté athonite fut particulièrement touchée par les mesures adoptées dans les années 1370. Certes, nous n'avons conservé aucun texte d'origine monastique dénonçant les mesures prises par l'État à l'époque de la restauration byzantine en Macédoine, mais plusieurs actes du début du xv^e siècle rendent compte des protestations des moines auprès des autorités contre la confiscation de leurs biens. Par exemple, lors de son séjour à Thessalonique durant l'hiver 1408-1409, l'empereur Manuel II reçut la visite de moines de l'Athos qui sollicitèrent la suspension des mesures qui pesaient sur leurs biens. Dans son célèbre *prostagma* délivré le 12 décembre 1408 pour tous les monastères de l'Athos, l'empereur Manuel II justifie la mise en œuvre du décret de « pronoïarisation » des biens monastiques « en vue du bien commun » et rappelle que l'État avait eu l'intention de restituer leurs biens aux moines dans les plus brefs délais, mais, « comme les affaires ne s'étaient en rien améliorées », il n'avait pas été possible de procéder jusqu'alors à cette restitution⁵⁸⁷.

Peut-être pour apaiser les moines, l'empereur Manuel II leur accorda l'exemption de quelques impôts qui grevaient leurs biens et accepta de leur restituer une partie de leurs terres. Par exemple, en 1409 il accorda aux moines de Docheiariou « la totalité » de leur village de Mariana qu'ils avaient acquis en 1373 de l'aristocrate

586. LAIOU, *Peasant Society*, p. 218, et BARTUSIS, *Byzantine Army*, p. 104-105, pensent que le projet n'aboutit pas parce que, en 1384, les deux villages étaient abandonnés.

587. *Vatopédi* III, n° 199.

Anna Kantakouzèné Palaiologina⁵⁸⁸. Les moines de Docheiariou avaient demandé aussi la restitution de leur bien d'Hermèleia, mais l'empereur avait refusé, ordonnant qu'il restât aux mains du fisc « comme tous les autres domaines monastiques »⁵⁸⁹.

De même, Manuel II consentit à l'échange de quelques biens entre les monastères et le fisc, les moines étant prêts à abandonner une partie des biens dont ils ne possédaient que « la moitié » en échange de la restitution de « la totalité » d'autres domaines. Pour les moines, cette solution était plus avantageuse parce qu'elle leur évitait de partager leurs revenus avec les pronoïaires et d'être victimes des fréquents abus qui en découlaient⁵⁹⁰.

En dehors des cercles athonites, nous possédons un texte d'un lettré byzantin, Nikolaos Kabasilas, dénonçant la confiscation des biens monastiques par les fonctionnaires publics⁵⁹¹. Il s'agit là d'un texte important tant par son ampleur que par son contenu, et que les historiens ont abondamment commenté. Ihor Ševčenko lui a consacré plusieurs articles⁵⁹² et a conclu qu'il s'agissait d'un texte qui avait fait l'objet de plusieurs réécritures, mais qui semblait porter sur les confiscations opérées en Macédoine durant les années 1370⁵⁹³. Plus récemment, Marie-Hélène Congourdeau

588. L'acte de Manuel II de 1409 s'étant trouvé très endommagé, les moines de Docheiariou profitèrent d'un autre séjour de cet empereur à Thessalonique en 1414 pour solliciter un nouveau *prostagma* confirmant le contenu de l'acte précédent. Ce *prostagma* de 1414, conservé dans les archives du monastère, reprend les termes de l'acte perdu de 1409. Voir *Docheiariou*, n° 52 : οἱ ἐνασκούμενοι τῇ μονῇ τοῦ Δοχειαρίου ἀνέφερον τῇ βασιλείᾳ μου ὅπως εἶχον τὰ Ἀμαριανὰ ἐξωνησάμενοι αὐτὰ ἀπὸ τῆς μεγάλης δομεστικίσης Παλαιολογίνης ἐκείνης, ὡς διαλαμβάνει τὸ περι τούτου παρ' αὐτῆς γενόμενον γράμμα... (l. 3-5) Ἡ βασιλεία μου γοῦν, εὐμενῶς προσδεξαμένη τὴν αὐτῶν παράκλησιν, ἔχει θέλημα καὶ διορίζεται διὰ τοῦ παρόντος αὐτῆς προστάγματος ἵνα ἡ εἰρημένη μονὴ τοῦ Δοχειαρίου ἔχῃ καὶ πάλιν, ὥσπερ καὶ πρίν, ὅλον τὸ χωρίον τὰ εἰρημένα Ἀμαριανὰ (l. 8-10).

589. *Ibid.*, l. 12-13 : τῆς δὲ Ἑρμηλίας ἵνα ἔχῃ τὸ ἥμισυ μέρος, τὸ δὲ ἥμισυ ἵνα ἔνι τοῦ δημοσίου, ὡς καὶ τὰ ἄλλα κτήματα τῶν μοναστηρίων.

590. *Lavra* III, n° 161 (avril 1409) : les recenseurs Paulos Gazès et Géorgios Prinkèps procédèrent sur l'ordre de Manuel II à l'échange de plusieurs biens entre le monastère de Lavra et le fisc.

591. Le texte a comme titre « Discours au sujet des abus des archontes sur les biens sacrés » (λόγος περὶ τῶν παρανόμως τοῖς ἄρχουσιν ἐπὶ τοῖς ἱεροῖς τολμωμένων). Le terme d'archontes désigne ici les fonctionnaires publics qui, sous prétexte d'agir en vue du bien commun, procédaient à la confiscation des biens de l'Église. Le texte dénonce aussi la corruption des fonctionnaires et les abus commis par certains évêques (peut-être aussi par le patriarche) qui s'approprièrent les biens d'autres églises ou prélevaient abusivement de lourdes taxes sur les fidèles et les monastères.

592. ŠEVČENKO, « Anti-zealot » Discourse [avec bibliographie antérieure], qui contient l'édition la plus récente du discours ; voir aussi *Id.*, Draft, et *Id.*, Postscript. Les conclusions de Ševčenko ont été reprises par G. T. DENNIS, Nicholas Cabasilas Chamaetos and his Discourse on Abuses Committed by Authorities against Sacred Things, *Byzantine Studies/Études byzantines* 5, 1978, p. 80-87 (= *Id.*, *Byzantium and the Franks 1350-1420*, Londres 1982 [Variorum Collected Studies Series 150], XI). Voir aussi P. CHARANIS, Observations on the « Anti-Zealot » Discourse of Cabasilas, *RESEE* 9, 1971, p. 369-376.

593. Ševčenko a démontré que cette œuvre, longtemps considérée comme un traité contre les Zélotes, ne pouvait pas concerner la crise thessalonicienne des années 1340. Dans son premier article, ŠEVČENKO, « Anti-zealot » Discourse, avait postulé que le texte critiquait les pratiques du parti de la régence, dirigé par Alexios Apokaukos, et des adversaires religieux

a repris le dossier et elle a préféré rester plus prudente quant à la chronologie : elle a suggéré que ce texte a pu connaître plusieurs remaniements tout au long de la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle, mais que sa première version pourrait dater des années 1340⁵⁹⁴. Mis à part les doutes qui découlent de sa datation, le texte de Kabasilas est certainement le témoignage le plus représentatif du point de vue du parti opposé à la saisie des biens monastiques par l'État⁵⁹⁵.

Écrit dans un langage soutenu et recherché, le traité de Kabasilas essaie de démontrer l'illégalité des mesures prises par l'État contre les propriétés des monastères⁵⁹⁶. Kabasilas construit son discours comme s'il était devant un tribunal et fait étalage de ses connaissances en matière juridique⁵⁹⁷. Après l'introduction, il présente les chefs d'accusation, qui sont au nombre de deux : la confiscation des biens monastiques⁵⁹⁸ et la corruption des laïcs et des clercs⁵⁹⁹. Il passe ensuite à l'exposé des arguments de la défense (plaidoyer), puis en réfute un par un les arguments. L'exposé de Kabasilas permet de connaître les raisons qui avaient poussé l'État à confisquer les biens des monastères : les archontes, désignés comme « les administrateurs des affaires

de son auteur, Hyakinthos, métropolite de Thessalonique († 1346), et le patriarche Iôannès Kalékas (1334-1347) ; c'est pourquoi il avait proposé la date de 1344. Toutefois, en 1960, DENNIS, *The Reign of Manuel II*, p. 90, n. 30, et ŠEVČENKO, *Draft*, p. 187-188, ont suggéré la possibilité que cet écrit fasse plutôt allusion aux mesures prises par l'État byzantin en Macédoine durant les années 1370. Le raisonnement de Ševčenko s'appuie sur l'étude des manuscrits, puisque les folios 65-72 du *Paris. gr.* 1276, contenant la première version du discours, avec des annotations de la main de Kabasilas lui-même, datent – d'après le relevé des filigranes – de la période 1375-1388. Dans un troisième article, ŠEVČENKO, *Postscript*, revient sur la question de la date du discours. Malgré l'étude codicologique et le contexte historique, il a finalement préféré ne pas avancer une réponse trop définitive : « Exactly when, where, and against whom the *Discourse* was written, I do not know. »

594. M.-H. CONGOURDEAU, Les énigmes du discours de Nicolas Cabasilas contre les archontes, *Nea Rhomè* 7 (= *Χρόνος συνήγορος. Mélanges André Guillou*, éd. L. BÉNOU et Cr. ROGNONI), 2011, p. 169-188.

595. SMYRLIS, *The State, the Land and Private Property*, p. 69 et suiv., revient sur le contenu du discours et le met en rapport avec les confiscations des années 1370.

596. Kabasilas soulignait que parmi les archontes certains étaient mauvais (τοὺς μὲν πονηροὺς τῶν ἀρχόντων) et ne pouvaient être corrigés que par la force, alors que d'autres étaient sages et bons (οἱ σοφοὶ τέ εἰσι καὶ χρηστοί) ; c'est à ces derniers qu'il adressait son discours : ŠEVČENKO, « Anti-Zealot » *Discourse*, p. 91-92, § 1-3.

597. Après son retour de Constantinople, où il avait été formé aux disciplines scientifiques et à la rhétorique, Kabasilas suivit une formation en droit auprès des juristes de Thessalonique rassemblés autour du monastère de *kyr* Isaakios (cf. CONGOURDEAU, *Delouis*, *Supplique*). Vers la fin de sa vie, au début des années 1390, il fut invité par l'empereur Manuel II à occuper le poste de juge général des Romains, la plus haute charge judiciaire dans l'Empire. Dans sa correspondance, Kabasilas fait parfois allusions aux termes juridiques. Sur cette question, voir KABASILAS, *Correspondance*, p. 180-183.

598. ŠEVČENKO, « Anti-Zealot » *Discourse*, p. 92, § 4. Selon Kabasilas, les archontes s'emparaient de l'argent et des produits agricoles, ainsi que des paysans, des hameaux et des villages (οἱ [= les archontes] δὲ ἀφαιρούμενοι τὰ μὲν ἑαυτοῖς τὰ δὲ ἄλλοις παρέχουσι χρῆσθαι, μάλιστα μὲν ἀργύριον καὶ πυροὺς καὶ κριθὰς καὶ οἶνον καὶ ἄλλους τῶν χωρῶν τόκους, ἐνίστε δὲ καὶ γεωργοὺς καὶ συνοικίας καὶ αὐτὰ τὰ χωρία).

599. *Ibid.*, p. 92-93, § 5.

publiques», justifiaient leurs actions par le souci du bien commun⁶⁰⁰. Ils disaient confisquer les propriétés des moines pour équiper les soldats et pour bâtir des remparts qui aideraient à la défense des temples et des lois⁶⁰¹. Selon Kabasilas, les archontes auraient conclu qu'il ne servait à rien qu'une telle quantité de richesses demeurât aux mains des moines et des clercs, parce que « peu de choses suffisent pour leur table, et peu pour les autres besoins matériels, puisqu'ils demeurent chez eux, qu'ils vivent à l'abri et ne sont exposés à aucun danger⁶⁰² ». En fin de compte, les archontes, explique Kabasilas, prétendaient agir au profit des moines, car la construction de remparts et la défense des lois étaient aussi de l'intérêt de ces derniers ; or « c'était là l'œuvre des soldats »⁶⁰³.

Kabasilas réfute l'argumentation des archontes en partant d'un point de vue légaliste, selon lequel les autorités publiques ne peuvent pas disposer des biens privés⁶⁰⁴ : « Que la gestion des biens des sujets doit être confiée aux archontes, on peut le dire, certes, mais pour les biens publics, pas pour les biens privés⁶⁰⁵. » Kabasilas est amené ici à préciser le statut juridique de la propriété monastique, car celle-ci possédait certaines caractéristiques spécifiques par rapport aux autres « biens privés » : les biens qui appartenaient à une communauté monastique étaient inaliénables⁶⁰⁶ ; mais ils appartenaient en pleine propriété au monastère en tant

600. *Ibid.*, p. 93, § 6 : « Les administrateurs des affaires publiques – disent-ils – doivent toujours agir en veillant à ce qui est utile à la communauté » (l. 2 : χρῆναι, φασὶ, τοὺς ἐπιμελητὰς τῶν κοινῶν πρὸς τὸ κοινῇ λυσιτελές). SMYRLIS, *The State, the Land and Private Property*, p. 70, a noté la proximité entre les arguments des archontes selon Kabasilas et le contenu du *prostagma* de Manuel II de décembre 1408 qui explique les raisons qui avaient poussé l'État à maintenir le décret de « pronοϊarisation » après 1403 « en vue du bien commun » : πρὸς τὸ κοινῇ λυσιτελοῦν (*Vatopédi* III, n° 199, l. 2).

601. ŠEVČENKO, « Anti-Zealot » Discourse, p. 93, § 6 : selon Kabasilas, les archontes justifiaient la confiscation des biens monastiques en faisant valoir qu'ils seraient employés à nourrir les pauvres, à pourvoir aux besoins des clercs, à orner les églises et, surtout, à équiper des soldats qui devaient donner leur vie pour la défense de ces temples, des lois et des remparts (cf. l. 15-17 : τὸ δεινὸν εἰ τῶν ἀνακειμένων τοῖς φροντιστηρίοις πολλῶν ὄντων λαβόντες ἕνια πένητας μὲν θρέψομεν ἱερεῦσι δὲ χορηγήσομεν νεῶς δὲ κοσμήσομεν ; et l. 20-22 : εἰ δὲ καὶ στρατιώτας ἀπὸ τούτων ὀπλίσομεν ὑπὲρ τῶν ἱερῶν τούτων καὶ τῶν νόμων καὶ τῶν τειχῶν ἀποθανουμένων).

602. *Ibid.*, p. 93, § 6, l. 23-25 : οἷς [= aux moines] μικρὰ μὲν πρὸς τὴν τράπεζαν ἀρκεῖ, μικρὰ δὲ πρὸς τὴν ἄλλην τοῦ βίου παρασκευὴν, οἴκοι καθημένοις καὶ ὑπὸ στέγην ζῶσι καὶ πρὸς μηδὲνα παραταττομένοις κίνδυνον.

603. *Ibid.*, p. 93, § 6, l. 26-27 : τὸ γὰρ ἐστάναι τεῖχη καὶ νόμους εἶναι πάντων μὲν ἀναγκαιότατον αὐτοῖς, ἔργον δὲ στρατιωτῶν, εἴ τις ἐν ἀνθρώποις σκοποῖ.

604. Le droit inaliénable sur la propriété privée constitue le principal argument de la défense construite par Kabasilas. Sur cette question, voir LAIOU, *Economic Concerns*, p. 207-208.

605. ŠEVČENKO, « Anti-Zealot » Discourse, p. 94, § 10, l. 9-10 : ὅτι μὲν γὰρ τῶν ὄντων τοῖς ἀρχομένοις τὴν οἰκονομίαν τοῖς ἀρχουσιν ἀνακεῖσθαι δεῖ, φαίην ἂν, ἀλλ'οὐ τῶν ιδιωτικῶν, ἀλλὰ τῶν κοινῶν, et, plus loin, *ibid.*, p. 96, § 14, l. 9-10 : [aux archontes] καὶ μὴν δέδεικται τῶν κοινῶν ἐπιμελητὰς εἶναι μόνον ὑμᾶς, ἰδίᾳ δ'ἕκαστον τῶν ἑαυτοῦ.

606. Sur l'inaliénabilité des biens monastiques, voir KAPLAN, *Les moines et leurs biens fonciers*, p. 211-212 [217-218], et SMYRLIS, *La fortune*, p. 104, n. 43. Kabasilas explique qu'en cas d'extrême nécessité, les moines pouvaient aliéner une partie de leur patrimoine, mais avec l'accord des autorités : ŠEVČENKO, « Anti-Zealot » Discourse, p. 97, § 16, l. 15-18.

qu'institution, les moines en étant seulement les détenteurs (*kyrioi*) et non pas les propriétaires (*despotai*). Cela signifiait qu'ils disposaient seulement de leur usufruit, mais qu'ils ne pouvaient pas vendre ces biens ou les céder à d'autres personnes, y compris à l'État⁶⁰⁷. De même, étant donné qu'il s'agissait de biens privés, l'État n'avait pas non plus la capacité de s'en saisir. Les archontes n'avaient pas le droit d'invoquer une mauvaise gestion aux mains des monastères pour les confisquer⁶⁰⁸, car cela violait, selon Kabasilas, le droit de la propriété privée. Ce sont deux choses différentes, dit-il, « le fait de prendre et le fait d'utiliser »⁶⁰⁹. Et puisque la question qui l'occupe ne concerne que la première, c'est-à-dire « le fait de prendre », Kabasilas conclut que les archontes ont commis un acte illégal⁶¹⁰, puisqu'ils ont pris ces biens sans l'autorisation de leurs propriétaires, d'autant qu'il s'agit de biens ecclésiastiques, qui sont par définition « inaliénables ». Pour Kabasilas, la finalité, c'est-à-dire « le bon usage » de ces biens ou « le bien de la communauté », ne justifie pas les méthodes employées⁶¹¹. Il accuse les autorités d'avoir violé « deux genres de lois, celle qui concerne les biens sacrés et celle qui concerne les biens privés »⁶¹². Le respect de la propriété privée est fondamental pour Kabasilas, parce que, sans cela, toute l'économie s'effondrerait⁶¹³.

607. *Ibid.*, p. 95-96, § 12, l. 3-7 : εἰ μὲν οὖν καὶ χωρῶν καὶ οἰκιῶν καὶ τῶν ἄλλων κτήσεων δεσπότας εἶναι χρὴ τούτους νομίζειν μήπω ζητῶμεν· ὅτι δὲ καὶ τῶν καρπῶν καὶ τῶν προσόδων αἱ τῶν κτησαμένων ἐντολαὶ κυρίου εἶναι βούλονται τὰ μὲν εἰς τὴν αὐτῶν ἐκάστου χρεῖαν τὰ δ'εἰς τὸ κοινὸν ἀναλίσκειν, οὐκ ἂν δέοι λόγου δεικνύναι, et p. 97-98, § 16, l. 4-6. On retrouve le même argument dans la réponse du synode de 1367 à la requête de l'empereur Jean V d'installer des soldats dans deux villages appartenant au patriarcat situés à proximité de Constantinople (MM I, n° 252, p. 507-508 ; voir *supra*, p. 245-246). Dans cet acte, le patriarche Philothéos Kokkinos répond : « Je n'ai pas l'autorisation de donner à quiconque les biens de l'Église, car je n'en suis que le gardien, selon la prescription des saints canons, je peux disposer du revenu en maître et en faire ce que je veux, mais non des propriétés elles-mêmes, car je ne suis qu'un gardien » (ἐγὼ οὐκ ἔχω ἄδειαν ἐκδοῦναί τινί τι τῶν τῆς ἐκκλησίας κτημάτων, φύλαξ γάρ εἰμι τούτων κατὰ τὴν τῶν ἱερῶν κανόνων διαταγὴν, καὶ τῶν μὲν προσόδων αὐτῶν εἰμι κύριος κατὰ πάντα καὶ ἐξουσιαστής, ὥστε ποιεῖν ἐπ'αὐτοῖς πᾶν, ὅπερ βούλομαι, τῶν δὲ ὑποκειμένων αὐτῶν καὶ τῶν κτημάτων οὐχί, ἀλλὰ φύλαξ μᾶλλον εἰμι).

608. Sur la gestion des biens monastiques, voir ŠEVČENKO, « Anti-Zealot » Discourse, p. 97, § 16, l. 8 et suiv. Voir aussi *ibid.*, p. 99, § 20, l. 1-3 : οὐκοῦν ἀπὸ τοῦ χρήσασθαι καλῶς ἀπολογία πρὸς τὸ λαβεῖν οὐδεμίαν, ἀλλ'αὐτὸ τὸ λαμβάνειν οἴκοθεν ὡς μετὰ τοῦ δικαίου καὶ τοῦ νόμου γίνεται δεῖξαι δεῖ, τούτου δὲ μὴ δειχθέντος, ὁμολογεῖν ἀδικεῖν.

609. *Ibid.*, p. 98, § 17, l. 6-7 : καθάπερ γὰρ δύο ταῦτα πράγματα, χωρὶς μὲν τὸ λαβεῖν χωρὶς δὲ τὸ χρῆσθαι.

610. Étant parvenu au bout de son argumentation légaliste, Kabasilas accuse les autorités d'injustice. Dans cette partie de son discours, Kabasilas emploie à plusieurs reprises les adverbes « injustement » (*kakôs*) et « illégalement » (*adikôs*), ainsi que d'autres termes apparentés : cf. par exemple *ibid.*, p. 98, § 16, l. 48 (ἀδικεῖς) ; p. 98, § 17, l. 4 (κακῶς [...]) ἀδίκως) ; p. 99, § 18, l. 3 (ἀδίκως) ; p. 99, § 19, l. 4 (ἡδίκηκας) ; et p. 100, § 21, l. 7 (κακῶς). Dans les lignes suivantes, Kabasilas qualifie les archontes de tyrans parce qu'ils ont consenti à transgresser les lois et à asservir leurs administrés dans le but de s'armer et pour leur propre bénéfice (cf. *ibid.*, p. 103, § 24).

611. Cette idée est développée dans les paragraphes 21-23.

612. *Ibid.*, p. 101, § 21, l. 21-22 : ἃ γὰρ τὴν πόλιν ἀνέστησας ἀναλώσας, ταῦτ'ἐκτήσω τοὺς νόμους ἡδίκηκῶς ἀμφοτέρους, τὸν τε περὶ τῶν ἱερῶν κείμενον καὶ τὸν ἰδιωτικόν.

613. *Ibid.*, p. 104, § 26, en particulier l. 8-14.

La seconde partie du raisonnement de Kabasilas s'appuie sur des considérations d'ordre théologique : « Admettons que Dieu aussi a quelque pouvoir sur les événements, que tout ne dépend pas de notre sagesse, et que pour les cités quelque chose vient aussi de Sa providence⁶¹⁴. » Selon Kabasilas, si Dieu réprouvait l'action des archontes, parce que ceux-ci avaient transgressé les lois sacrées en confisquant les biens des monastères, on ne pouvait espérer tirer aucun bénéfice de ces choses, puisque la faveur divine leur serait contraire⁶¹⁵. Les archontes, sous prétexte de faire usage de leur autorité, ne peuvent pas agir contre les lois de Dieu, au risque de commettre « les pires audaces »⁶¹⁶. Kabasilas conclut en disant que « nous ne jugerons pas les lois à partir des actes de quelques-uns, mais à partir des lois nous éprouverons les actes de chacun, et c'est selon cette règle que nous distinguerons des méchants ceux qui se conduisent bien⁶¹⁷ ».

Quelques-uns des arguments employés par Kabasilas furent aussi invoqués par Isidôros Glabas dans plusieurs de ses écrits. Le métropolite de Thessalonique, qui fut en poste entre 1380 et 1384 et à nouveau entre 1386 et 1396, critique à maintes reprises les confiscations des biens monastiques opérées par Manuel II après son arrivée à Thessalonique vers 1382⁶¹⁸. Glabas met en doute l'utilité de cette mesure, car seul Dieu peut aider les habitants de Thessalonique et, en privant « les maisons de Dieu » de leurs propriétés, on ne peut que s'attirer la colère divine⁶¹⁹.

Le discours de Kabasilas, et à un moindre degré les écrits d'Isidôros Glabas, fournissent des renseignements intéressants sur le contenu du décret de « pronοία-risation » et sur les arguments avancés par les autorités pour justifier la confiscation des biens monastiques. En effet, certains actes officiels de la fin du xiv^e et du début du xv^e siècle visent à justifier l'ampleur des mesures adoptées : dans ces documents, les autorités publiques font valoir que la finalité de cette mesure – « le bon usage » et « le bien commun » – en justifie à elle seule la mise en œuvre⁶²⁰.

La date et le contexte historique du décret

L'allusion, trop vague, à la période « peu après la mort du despote de Serbie, feu Uglješa » dans l'acte de Manuel II de décembre 1408 ne permet pas de dater avec

614. *Ibid.*, p. 104, § 27, l. 1-3 : παρὰ πάντα δὲ ταῦτα πρὸς τὰ πράγματα συγκεχωρήσθω δύνασθαι τι καὶ τὸν θεὸν, καὶ μὴ πάντα τῆς ἡμετέρας ἐξηρητῆσθαι σοφίας, ἀλλ'εἶναι τι ταῖς πόλεσι καὶ παρὰ τῆς ἐκείνου προνοίας.

615. Les lois sacrées ont été édictées par les apôtres et par les pasteurs des Églises conformément aux décisions du Christ : *ibid.*, p. 106, § 30.

616. Pour ce raisonnement, voir *ibid.*, p. 105-106, §§ 29-30.

617. *Ibid.*, p. 108, § 32, l. 24-27 : ὅθεν οὐκ ἀπὸ τῶν ἐνίοις εἰργασμένων τοὺς νόμους κρινοῦμεν, ἀλλ'ἀπὸ τῶν νόμων ἐκάστου πράξεις δοκιμάσομεν, καὶ τούτῳ τῷ κανόνι τοὺς ὀρθῶς βιοῦντας εἰσόμεθα καὶ τοὺς μοχθηροὺς.

618. Sur l'arrivée de Manuel II à Thessalonique en 1382, voir *infra*, p. 276.

619. Pour les homélies d'Isidôros Glabas, voir GLABAS, *Homélies*. Sur la carrière du métropolite et ses relations avec Manuel II, voir *infra*, p. 279, 293, n. 793 et p. 296.

620. Voir *supra* n. 600. Sur la propagande officielle visant à justifier les mesures prises par l'État au détriment des puissants, voir *infra*, p. 447-454.

précision le décret de «pronoïarisation»⁶²¹. L'historiographie l'a traditionnellement placé à l'époque de la défaite serbe de la Maritza, vers 1371 ou «peu après», ce qui le faisait coïncider avec les débuts de la reconquête byzantine de la Macédoine⁶²². Toutefois, la nouvelle chronologie de l'avancée byzantine et le séjour de l'empereur Jean V dans cette région (1374-1375) invitent à reconsidérer la date traditionnellement admise. Une nouvelle datation peut d'ailleurs éclairer les raisons qui conduisirent le souverain byzantin à prendre cette mesure drastique.

Le décret de «pronoïarisation» visait en même temps à limiter l'excessive influence des grands monastères sur la propriété foncière dans la région et à mettre à disposition de l'État davantage de terres à accorder en *pronoiai* aux soldats. Les institutions monastiques, en particulier celles de l'Athos, durent probablement remporter une grande part des procès judiciaires qui eurent lieu à cette époque au sujet des biens fonciers, principalement grâce à la bonne conservation de leurs archives et à leur influence auprès des pouvoirs publics en Macédoine. Les moines durent présenter à l'appui de leurs revendications des actes délivrés par les Serbes aussi bien que par les Byzantins, firent confirmer leurs diplômes par les autorités ecclésiastiques en poste dans les années 1370 et eurent recours, au besoin, à la fabrication de faux. En revanche, les autres propriétaires, principalement ceux de rang moyen, avaient non seulement perdu leurs titres lors des troubles et durant l'exil⁶²³, mais ils cédaient fréquemment aux pressions des moines en échange de l'octroi de pensions viagères⁶²⁴. C'est pourquoi, loin de favoriser le groupe des propriétaires laïcs de l'Empire, le retour de l'administration byzantine en Macédoine ne fit vraisemblablement que confirmer la prééminence de la grande propriété monastique. On pourrait par exemple évoquer le contenu d'une lettre de Kydônès qui fait allusion aux difficultés financières que traversait à cette époque son ami Radénos, parti en Macédoine vers l'été 1375 dans l'espoir d'un retour de fortune⁶²⁵.

La restauration de l'autorité byzantine en Macédoine ne semble pas avoir davantage favorisé le redressement des finances publiques, puisque le nombre de biens du fisc dans la région avait considérablement diminué à l'époque de la domination

621. *Vatopédi* III, n° 199, l. 1.

622. Voir par exemple, *Lavra* IV, p. 52 : «au lendemain de la Marica», ou BARTUSIS, *Byzantine Army*, p. 169 : «Shortly after the battle of Marica in 1371.»

623. Voir par exemple le cas de l'aristocrate Alexios Palaiologos qui, ayant perdu ses titres de propriété, fit don de son bien patrimonial d'Antzista au monastère des Russes : *Saint-Pantéléémôn*, n° 15.

624. On a vu le cas du *mégas domestikos* Dèmétrios Palaiologos et de son épouse Anna Kantakouzènè Palaiologina qui vendirent leur bien de Mariana à Docheiariou en vertu d'un accord passé avec les moines : cf. *supra*, p. 214-221.

625. Il s'agit de la lettre L188/T161. Sur Radénos, voir *supra*, p. 237, n. 536. Selon Kydônès, Radénos était endetté auprès d'un fonctionnaire du fisc, Iôannès Kantakouzénos, fils du *mégas domestikos* Dèmétrios Palaiologos. Ces «dettes» pourraient avoir été consécutives à un recensement de la province entrepris durant l'année 1375 par le *mégas chartoularios* Laskaris Métochitès (sur ce recensement, voir *infra*, p. 265-266). On a vu que Radénos faisait partie des aristocrates qui suivirent Jean V en Macédoine. Mis à part quelques brefs séjours à Constantinople, Radénos resta à Thessalonique, auprès de Manuel II, jusqu'à la conquête ottomane de 1387.

serbe⁶²⁶. Durant cette période, une bonne partie des terres et des revenus de l'État avait été cédée à des propriétaires privés, comme le prouvent les nombreuses donations du tsar Étienne Dušan aux monastères de l'Athos, ainsi que la confiscation des biens détenus en *pronoiai* afin de les concéder aux moines. Il est certes difficile de mesurer les conséquences réelles de cette politique sur l'ensemble des terres de la Macédoine et de chiffrer, même approximativement, le pourcentage des terres publiques qui passa alors aux monastères, mais ce dernier pourrait avoir été conséquent.

Nous connaissons pour la même époque un cas qui peut constituer un parallèle à la politique de distribution de biens publics entreprise par les souverains serbes. Il s'agit de la distribution par les *prôtoi* serbes aux grands monastères de l'Athos de la plupart des *kellia* du Prôtaton. On a vu en effet que l'une des mesures prises par Jean V lors de son séjour en Macédoine avait été l'abrogation de ces donations de *kellia* en vue de contrecarrer l'appauvrissement de l'institution centrale de l'Athos, qui agissait comme représentante de l'empereur au sein de la communauté monastique⁶²⁷.

Cette politique de distribution des terres publiques aux particuliers répondait au besoin de consolider l'autorité serbe sur la région en s'appuyant sur les élites locales et en particulier sur les monastères athonites qui possédaient déjà un large réseau de propriétés dans la région. Ces derniers semblent avoir joué un rôle important dans l'administration de la Macédoine dans les années 1350 et 1360, les moines figurant alors au sein des principaux tribunaux ainsi que des conseils des seigneurs serbes établis à Serrès. Il n'est du reste pas étonnant que ces souverains aient contribué activement à l'enrichissement des moines et à la fondation de nouveaux monastères sur la Sainte Montagne. Parallèlement, ils favorisèrent l'établissement des moines serbes à la tête des grands monastères de l'Athos comme moyen d'augmenter leur propre influence sur la vie interne de la communauté⁶²⁸.

Dans les années 1370, le rôle prééminent des moines de l'Athos et le nombre important des biens qu'ils avaient réussi à obtenir au cours de la période de la domination serbe apparurent sans doute aux yeux du souverain byzantin comme l'un des principaux obstacles à la consolidation de son autorité et au renflouement du groupe des grands propriétaires laïcs. Ce fut sans doute la raison principale qui poussa Jean V à confisquer la moitié des biens monastiques, mais pas avant d'avoir recouvré une bonne partie de la province, c'est-à-dire vers 1375.

Il est par ailleurs vraisemblable que la mise en œuvre d'un tel décret, qui remettait totalement en cause le *statu quo* foncier dans la région, ait nécessité une mise à jour préalable du cadastre. Nous allons voir en effet que plusieurs actes de la fin de l'année 1375 et du début 1376 suggèrent que, précisément à cette époque, on procéda à un recensement de la province de Macédoine⁶²⁹. Enfin, la mise en place

626. Il faut peut-être aussi songer à un accroissement des privilèges fiscaux accordés par les souverains serbes aux monastères et aux grands propriétaires laïcs dans le troisième quart du XIV^e siècle.

627. L'ordonnance de Jean V fut confirmée par le patriarche Philothéos Kokkinos en janvier 1375 : voir *supra*, p. 241, n. 561. La décision provoqua les protestations des moines et certains *kellia* parvinrent à se soustraire à leur restitution au Prôtaton : voir par exemple *Chilandar*, n° 156.

628. Sur la présence des Athonites dans la vie politique de la principauté serbe de Serrès, voir OSTROGORSKY, Relations byzantino-serbes, p. 50-53.

629. *Vatopédi* II, nos 147 (décembre 1375) et 148 (mars 1376). Ces actes furent dressés par le *mégas chartoularios* Laskaris Métochitès, sur lequel voir *PLP* 17983.

du décret de « pronoïarisation » coïncida avec la montée en puissance des Ottomans, qui faisait planer à nouveau la menace d'une invasion ennemie en Macédoine. L'attribution de biens monastiques aux pronoïaires contribua certes à améliorer les conditions de défense du territoire, mais cela s'avéra en définitive insuffisant pour conjurer la conquête ottomane.

4. L'ARISTOCRATIE FONCIÈRE ET LE COUP D'ÉTAT D'ANDRONIC IV

La reconquête d'une partie de la Macédoine avait enfin apporté à Jean V la récompense de tous ses efforts. On a vu qu'après la deuxième guerre civile, ce souverain avait poursuivi une subtile politique d'alliances avec les pouvoirs slaves des Balkans et de rapprochement avec l'Occident afin de restaurer l'Empire dans ses frontières antérieures et de freiner l'avancée ottomane. Aux yeux des Byzantins, le résultat de cette politique avait été néanmoins modeste et le prix payé élevé, car les nombreuses guerres et les fréquentes humiliations reçues des Latins n'avaient permis de récupérer que quelques villes de la côte de la mer Noire et le port de Gallipoli. Même si leur importance stratégique était reconnue par les contemporains, aucune de ces conquêtes n'avait permis aux sujets de l'empereur de recouvrer une partie de leur ancien patrimoine foncier et, ce qui était encore plus grave, aucune de ces conquêtes n'avait ralenti le rapide appauvrissement de l'aristocratie. Toutefois, la situation avait complètement changé en 1373, en particulier depuis l'accord conclu entre l'empereur et le souverain ottoman, lorsque l'autorité byzantine s'était trouvée consolidée en Macédoine et qu'une partie de la province était revenue au pouvoir de l'Empire.

En 1375, une majorité de la société byzantine pensait que la collaboration avec les Ottomans était plus avantageuse que la politique de rapprochement avec l'Occident, car la paix avec les Turcs avait permis de rétablir en partie le contrôle sur les campagnes et de remettre en culture les terres qui restaient à l'Empire. Pour la première fois en vingt ans, les grands propriétaires fonciers pouvaient faire rentrer la récolte et songer à restaurer leur ancien train de vie. Néanmoins, la situation allait bientôt se détériorer, car le souverain ottoman Murad posa de nouvelles conditions pour reconduire la paix conclue en 1373 : vers l'été 1375, il exigea des Byzantins la reddition du port de Gallipoli, qui lui permettrait dorénavant de traverser librement les Détroits sans l'aval de l'Empire. En termes politiques, la reddition de Gallipoli signifiait la reconnaissance par Byzance de sa soumission envers les Ottomans. L'autre option, leur refuser ce port, supposait le retour aux armes et l'abandon de tout espoir de rétablir la situation économique dans les campagnes.

Ottomans et Byzantins vers 1375. La pénétration turque dans l'Empire

Le 28 janvier 1375, le pape Grégoire XI écrivit à l'empereur Jean V dans des termes que Halecki a qualifié de « chaleureux et aimables »⁶³⁰. Peu avant, le pontife avait reçu une lettre de l'empereur que lui avait apportée l'évêque Jean de Tabriz à

630. La lettre du pape est éditée dans *Acta Gregorii XI*, n° 134. Voir aussi HALECKI, *Un empereur*, p. 307-308, et MOLLAT, *Lettres secrètes du pape Grégoire XI*, n° 3118, p. 99. Il ne s'agit pas de reprendre ici la question, très large, des relations entre Jean V et Grégoire XI. On en

son retour d'Orient⁶³¹. Bien que la lettre impériale ne soit pas conservée, il est facile d'en deviner le contenu à partir de la réponse du pape : Jean V avait informé Grégoire XI de la dégradation de la situation politique de l'Empire. Malgré la trêve conclue en 1373, une nouvelle confrontation avec les Ottomans paraissait désormais fort probable. La preuve en était que le souverain byzantin demandait au pape d'exhorter le roi de Hongrie, Louis d'Anjou, à prêter sa collaboration à la lutte contre les Turcs. L'empereur rappelait au pontife que, lors de sa visite à Buda dix ans auparavant, en 1366, Louis de Hongrie avait promis d'aider l'Empire si Jean V embrassait le catholicisme⁶³². L'ayant fait, l'empereur demandait à présent l'aide promise, en particulier l'envoi des troupes à Constantinople.

Malgré la gravité de ces informations, la lettre de Jean V avait rempli le pape Grégoire XI d'optimisme, car il y annonçait la fin prochaine de l'entente entre Byzantins et Ottomans et le retour à la politique de rapprochement avec les puissances occidentales. Outre cette lettre, le témoignage oral de l'évêque de Tabriz vint renforcer ses espoirs ; celui-ci, qui avait séjourné quelques jours à Constantinople dans son voyage de retour en Occident, avait vu comment, à l'issue des débats tenus en octobre 1374 entre certains dominicains installés à Constantinople et des prélats orthodoxes, beaucoup des Byzantins avaient décidé de se convertir au catholicisme⁶³³. L'ex-empereur Jean VI, à l'époque le moine Iôasaph, présent lors de ces discussions, aurait même reconnu alors le primat de l'Église romaine⁶³⁴.

trouvera un exposé assez détaillé dans HALECKI, *Un empereur*, p. 248 et suiv. Il faut toutefois signaler que leurs rapports s'étaient fortement dégradés en raison du traité conclu entre les Byzantins et les Ottomans en 1373. L'année suivante, l'empereur envoya comme ambassadeur au pape l'interprète Philippos Tzykandylès, qui l'avait accompagné en Italie en 1369-1370 (cf. *supra*, p. 197, n. 354). L'objet de l'ambassade était d'expliquer à Grégoire XI les raisons qui avaient poussé l'empereur à signer une trêve avec Murad I^{er} et à modifier l'ordre de succession au trône. La réponse pontificale, datée du 13 décembre 1374, est pleine de reproches et reflète la déception du pontife (cf. HALECKI, *Un empereur*, p. 306). Le 13 février 1375, Philippos Tzykandylès était encore à Venise, sur le point de s'embarquer pour Constantinople : ASV, *Senato Misti*, reg. 34, fol. 158r.

631. La lettre de Jean V n'est pas conservée : voir DÖLGER, *Regesten V*, n° 3143. On sait, d'après la réponse du pape, qu'elle était écrite en lettres rouges et comportait une traduction en latin faite par Manouël Sgouropoulos, un Byzantin converti au catholicisme, à qui le pape écrivit le 28 janvier 1375 pour le remercier de son labeur : ASVat, *Reg. Vat.* 271, fol. 4. Voir aussi MOLLAT, *Lettres secrètes du pape Grégoire XI*, n° 3132, p. 101. Sur Manouël Sgouropoulos, voir DELACROIX-BESNIER, *Dominicains*, p. 157 et 193. L'évêque de Tabriz était le dominicain Jean de Rouen.

632. Sur la visite de Jean V à Buda en 1366, voir *supra*, p. 130. Le pape écrivit à Louis de Hongrie le 18 janvier 1375 : ASVat, *Reg. Vat.* 271, fol. 5v, et RAYNALDUS, 1375, n° 6.

633. Le 13 février 1375, le pape écrivit aux frères dominicains installés à Constantinople et à Péra pour les féliciter des résultats obtenus lors des discussions avec les Byzantins en octobre précédent. La lettre est éditée dans HALECKI, *Un empereur*, pièce justificative n° 28, p. 391-392. Fin janvier 1375, le pape écrivit au doge de Venise (MOLLAT, *Lettres secrètes du pape Grégoire XI*, n° 3122, p. 100) et au baile des Vénitiens à Constantinople (*ibid.*, n° 3173, p. 106) au sujet d'une chapelle que la communauté vénitienne à Constantinople avait cédée aux dominicains pour y fonder un couvent.

634. En janvier 1375, le pape écrivit aussi au moine Iôasaph Kantakouzènos pour le féliciter de son attitude à l'égard de la papauté : RAYNALDUS, 1375, nos 2-3, et *Acta Gregorii XI*, n° 136. Voir aussi HALECKI, *Un empereur*, p. 310, et MOLLAT, *Lettres secrètes du pape Grégoire XI*, n° 3119, p. 100.

Toutefois, le rapport de Jean de Tabriz confirmait aussi les informations inquiétantes sur la situation à Constantinople. Il avait raconté au pape que, grâce à la trêve conclue avec les Byzantins, les Ottomans se rendaient en grand nombre dans la capitale de l'Empire et s'y livraient à des abus. Le témoignage de l'évêque de Tabriz, ainsi que l'urgence avec laquelle Jean V sollicitait l'aide de l'Occident, avaient suffi à alarmer Grégoire XI. Dans sa lettre à Jean V, le pontife ne cachait pas sa préoccupation et prévenait l'empereur que les Turcs pouvaient tromper sa confiance et s'emparer par surprise de sa capitale⁶³⁵.

À l'époque où Grégoire XI écrivait à Jean V, une ambassade du pape était déjà en route vers Constantinople. Elle était peut-être arrivée dans l'Empire dès la fin de janvier 1375⁶³⁶. Grégoire rappelait dans sa lettre l'objet de la mission de ses émissaires, à savoir faciliter la conclusion d'une union des Églises ; à ce propos, il ne manquait pas de faire allusion à la réaction de l'Église orthodoxe qui s'était livrée à une véritable persécution contre les Byzantins ayant embrassé le catholicisme⁶³⁷. Le pape demandait à l'empereur de les protéger et de mettre un frein à ces exactions.

Quant à la lutte contre les Turcs, le pape y avait déjà montré son engagement. Le même mois de janvier, il avait écrit au roi de Hongrie, l'exhortant à collaborer à l'organisation d'une croisade visant à aider Byzance à se libérer des Turcs⁶³⁸. Le problème fut certainement abordé lors des entretiens entre les envoyés du pape et l'empereur. Aucune source n'évoque l'issue de ces pourparlers, mais leur contenu peut être déduit des deux lettres que le pape envoya en octobre 1375 au roi Louis de Hongrie et à la reine Jeanne de Sicile⁶³⁹.

Le ton alarmant employé dans ces deux lettres montre que les émissaires du pape avaient constaté sur place la gravité de la situation. Grégoire incitait les deux souverains à collaborer à une coalition chrétienne pour freiner l'avancée turque et pour aider l'Empire car, si Constantinople tombait, « le reste des régions de l'Orient chrétien serait considérées comme perdues⁶⁴⁰ ». Il semble que, lors de ses conversations

635. DENNIS, *The Reign of Manuel II*, p. 36 : *ceterum quia intelleximus, quod iidem Turchi, post factam per te treugam cum ipsis, prefatam civitatem [c'est-à-dire Constantinople] in non parva multitudine intrare in illaque nonnulla enormia patrare presumunt, timemus, ne Tuam Serenitatem decipientes, eandem occupent civitatem*. À la même date, Grégoire XI adressa aussi une lettre à l'empereur Manuel II dans les mêmes termes que celle à son père (*Acta Gregorii XI*, n° 135).

636. Cf. *supra*, p. 233, n. 529.

637. Sur cette question, voir HALECKI, *Un empereur*, p. 308-311, et ESTANGÜI GÓMEZ, *Un monastère catholique*.

638. RAYNALDUS, 1375, n° 6, et G. FEJÉR, *Codex diplomaticus Hungariae ecclesiasticus et civilis*, t. 9/5, Budapest 1838, n° 12, p. 52-53.

639. La lettre à Louis de Hongrie est éditée dans RAYNALDUS, 1375, n°s 7 et 8, et celle à Jeanne de Sicile dans F. CERASOLI, *Gregorio XI e Giovanna I regina di Napoli : documenti inediti dell'Archivio Vaticano, Archivio storico per le province napoletane* 25, 1900, p. 6-8. Cette dernière lettre est citée et partiellement traduite par N. HOUSLEY, *The Avignon Papacy and the Crusades: 1305-1378*, Oxford 1986, p. 117.

640. CERASOLI, *Gregorio XI* (cité note précédente), p. 6 : *Civitas Constantinopolitana [...] in magno perdicionis periculo constituta, qua perdita reputarentur perditae omnes alie partes fidelium Orientis*. Passage cité par HALECKI, *Un empereur*, p. 314, n. 4.

avec les envoyés pontificaux, l'empereur Jean V était même allé jusqu'à proposer au pape la cession de Thessalonique et d'une « autre » ville de l'Empire pour les mettre sous la protection des chevaliers hospitaliers de Rhodes⁶⁴¹. Cette information montre à quel point l'empereur se trouvait incapable de freiner la poussée turque⁶⁴².

La question de la reddition de Gallipoli aux Ottomans : une nouvelle datation du discours de Kydônès *De non reddenda Gallipoli* (été 1375)

Il est facile d'imaginer quelle était l'autre ville, en plus de Thessalonique, que Jean V était prêt à céder au pape et aux chevaliers de Rhodes pour éviter qu'elle ne tombât entre les mains de l'ennemi. Il ne peut s'agir que du port de Gallipoli. Il constituait le principal objectif politique des Ottomans depuis qu'ils l'avaient perdu en 1366⁶⁴³. On n'insistera pas sur son importance stratégique ; il était indispensable au contrôle de l'un des passages des Détroits. L'intérêt de Murad pour Gallipoli explique le changement de sa politique et l'évolution de ses relations avec les Byzantins vers 1375.

Après avoir traversé les Détroits en 1373 pour aider Jean V à mater la révolte de son fils Andronic IV, nombre de Turcs durent rester sur le sol européen : Kydônès dit par exemple qu'ils étaient nombreux à Constantinople à la veille du coup d'État d'Andronic IV en 1376. Ils avaient commencé à consolider leur position en Europe, mais Gallipoli leur était nécessaire pour faire passer des troupes d'Asie en Thrace. En 1375, Murad imposa aux Byzantins la reddition de cette ville comme condition *sine qua non* d'un renouvellement de la trêve.

641. LUTTRELL, Gregory XI and the Turks, p. 408. Cette information figure dans une lettre du 22 novembre 1375 de Cristoforo da Piacenza, procureur à Avignon, à Louis II de Gonzague, seigneur de Mantoue, lui rapportant ce qui se passait à l'époque à la cour pontificale : *... ordinatur pasagium contra Turchos pro liberatione partium Grece et imperator Constantinopolitanus promittit dare domino pape civitatem Salonichi et quandam alliam quas tenebunt fratres Ierosolimitani et in eis residebunt*. Le document est édité par A. SEGRE, I dispacci di Cristoforo da Piacenza, procuratore mantovano alla corte pontificia : 1371-1383, *Archivio storico italiano* (5^e serie) 43, 1909, p. 27-95, ici p. 80-82.

642. Cette information importante est presque passée inaperçue. Seul LUTTRELL, Gregory XI and the Turks, p. 408 et n. 71, l'a relevée, mais il n'en a pas tiré toutes les conclusions. LUTTRELL, Latin responses, p. 127, a souligné la participation des Hospitaliers de Rhodes aux négociations entre le pape et l'empereur byzantin. Selon lui, il y avait à cette époque à Avignon et à Rhodes un parti favorable au transfert de l'ordre des îles au continent. Sur cette question, voir aussi LUTTRELL, The Hospitallers of Rhodes, p. 98-101. On notera que deux des quatre émissaires envoyés par le pape à Constantinople en 1374-1375 étaient des Hospitaliers (cf. HALECKI, *Un empereur*, p. 292). De son côté, le pape voulait impliquer davantage les chevaliers dans la défense de la chrétienté en Orient : par exemple, en septembre 1374, le pontife leur avait confié la défense de Smyrne, leur attribuant un subside annuel de 3 000 ducats prélevés sur les décimes de Chypre (cf. *ibid.*, p. 300-301).

643. Le fait qu'Andronic IV ait livré Gallipoli aux Ottomans après son arrivée au pouvoir confirme les ambitions des Turcs sur ce port vers 1375. LUTTRELL, Gregory XI and the Turks, p. 408, a déjà proposé cette identification : « The "other" city was Gallipoli. »

La proposition de Murad fit l'objet d'un discours que Dèmétrios Kydônès prononça devant le sénat de la capitale. Son contenu témoigne des discussions passionnées que cette question provoqua à Constantinople⁶⁴⁴. Ce discours est essentiel pour comprendre le climat politique à la veille du coup d'État d'Andronic IV, mais il n'a pas réellement été exploité à cette fin, car jusqu'à présent il a été daté soit de l'été 1371 soit de l'été 1377 ou 1376⁶⁴⁵.

L'argument principal invoqué par les historiens en faveur de l'été 1371 est une allusion de Kydônès à une ambassade serbe qui venait de se rendre à Constantinople afin de conclure avec les Byzantins une alliance contre les Turcs. Or, on sait que le despote Uglješa, peu avant la bataille de la Maritza, avait envoyé à Constantinople une délégation chargée de réclamer l'aide militaire de l'Empire et de traiter la question de la réconciliation des Églises serbe et byzantine⁶⁴⁶. Quant à ceux qui ont pensé que le texte devait dater de l'été 1377 ou de l'été 1376, ils ont simplement invoqué à l'appui de leur hypothèse la date de la reddition définitive de Gallipoli aux Ottomans par Andronic IV. Selon ces auteurs, Kydônès aurait prononcé alors devant le sénat de Constantinople (et en présence de l'empereur ?) un discours dans lequel il s'opposait avec véhémence à la remise de ce port, mais son effort aurait été vain, l'empereur Andronic ayant finalement cédé aux instances des Turcs⁶⁴⁷.

Aucune des hypothèses ne me semble recevable. Il est invraisemblable qu'en 1371, Murad I^{er} ait exigé des Byzantins la remise de Gallipoli. À cette époque, les Ottomans n'avaient aucun moyen d'agir en Europe sans l'aide des Byzantins (ils ne contrôlaient pas les Détroits) et ils étaient donc dans l'incapacité de réclamer cette ville par la force des armes. Même dans le cas, peu probable, où Andronic IV

644. Ce discours est généralement connu sous son titre latin, *Oratio de non reddenda Gallipoli* (*incipit* : Ἔδει μὲν ὁ ἄνδρες...). À ma connaissance, il n'est conservé que dans trois manuscrits : le célèbre *Paris. gr.* 1213 (fol. 371-380), le *Laur.* 59, 24 (fol. 39-49) et le *Coisl.* 315 (fol. 679-699). L'édition de la PG 154, col. 1009-1036, est fondée seulement sur le *Paris. gr.* 1213.

645. La précision chronologique «durant l'été» vient d'un passage du discours, sur lequel on aura l'occasion de revenir, dans lequel Kydônès dit que ceux qui étaient favorables à la cession de Gallipoli aux Ottomans invoquaient comme argument principal la nécessité d'assurer la paix, au moins momentanément, pour pouvoir «rentrer la récolte» de l'année en cours : cf. par exemple HALECKI, *Un empereur*, p. 244.

646. Après avoir déclaré le retour sous la juridiction de Constantinople des métropoles qui étaient sous son autorité (mars 1368), le despote Uglješa envoya début 1371 une ambassade à Constantinople pour demander une aide financière et militaire contre les Turcs (cf. *supra*, p. 145, n. 115). On ne connaît pas les résultats de cette ambassade, mais au mois de mai 1371, le patriarche Philothéos Kokkinos promulga un décret déclarant officiellement le retour au patriarcat des métropoles serbes sous la souveraineté du despote : MM I, n° 300 (résumé par DARROUZÈS, *Regestes* V, n° 2611). Le discours de Kydônès a été daté de 1371 par MERCATI, *Notizie*, p. 141, n. 2 et p. 506 ; HALECKI, *Un empereur*, p. 243-246 ; LOENERTZ, Dèmétrios Cydonès II, p. 11 ; TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1/1, p. 65 ; et MALAMUT, Les discours de Dèmétrios Cydonès, p. 212-215. Pour la question de l'ambassade serbe, voir en particulier OSTROGORSKY, *Serska oblast*, p. 138, n. 54.

647. Voir CHARANIS, *Strife*, p. 296-297, et BARKER, *Manuel II*, p. 16, n. 38 et p. 460-461. L'hésitation entre 1376 et 1377 vient de la difficulté à dater avec précision la remise de Gallipoli aux Ottomans. Sur cette question, voir la discussion de SCHREINER, *Kleinchroniken* II, p. 315-316, et de TINNEFELD, *Demetrius Kydones. Briefe*, t. 2, n° 172, p. 74-78.

– qui gouvernait alors à Constantinople en l'absence de son père – aurait promis dès cette époque Gallipoli aux Ottomans contre leur aide pour s'emparer du pouvoir, il n'aurait évidemment pas demandé l'avis du principal conseiller de Jean V et il n'aurait surtout pas convoqué une séance du sénat pour y discuter les points de vue des uns et des autres. Il en va de même pour 1376 ou 1377 : il est peu probable qu'après son coup d'État, Andronic IV ait convoqué le sénat pour écouter l'avis d'un Kydônès qui incarnait le parti de son père déposé.

La date de l'été 1375 est en revanche beaucoup plus vraisemblable, car elle coïncide avec la dégradation des rapports byzantino-ottomans que nous avons évoquée et précède le coup d'État d'Andronic IV, qui entraîna la perte effective de Gallipoli. De plus, l'argument de l'ambassade serbe convient aussi parfaitement pour cette date : vers juin 1375, une délégation du prince serbe Lazar arriva dans la capitale de l'Empire pour conclure une alliance avec les Byzantins. Les Serbes promirent de soumettre le reste de leurs métropoles à l'autorité du patriarcat constantinopolitain et d'aider l'empereur dans la lutte contre les Turcs⁶⁴⁸. Si cette ambassade n'a pas attiré toute l'attention qu'elle méritait de la part des historiens qui ont étudié ce discours, c'est peut-être parce qu'aucune source grecque n'en parle⁶⁴⁹. Seules en témoignent quelques chroniques serbes, dont il n'y a pas à douter de l'historicité⁶⁵⁰.

648. Voir LASCARIS, Le patriarcat de Peć ; LAURENT, L'archevêque de Peć ; SOULIS, *The Serbs*, p. 105 ; et *Prôtaton*, p. 139, n. 281. Ces auteurs se sont surtout intéressés aux questions ecclésiastiques, par exemple à l'emploi du titre de patriarche par les Serbes à partir de 1375. La précision de la date de juin 1375 vient du récit du continuateur de Danilo II, qui dit que le prince Lazar envoya cette ambassade « aussitôt après la mort du patriarche Sabas IV », survenue le 29 avril de la même année (cf. *infra*, n. 650). La date de l'arrivée à Constantinople est donc à placer aux alentours du mois de juin. Le 3 octobre 1375 les ambassadeurs étaient de retour en Serbie puisque ce fut alors que Jefrem fut nommé archevêque-patriarche de Peć.

649. Rappelons que la partie du registre patriarcal concernant les années 1375-1379 n'est pas conservée. MALAMUT, Les discours de Démétrius Cydonès, p. 212, n. 63, considère que l'ambassade serbe à laquelle fait allusion Kydônès doit être celle envoyée par Uglješa en 1371 et non pas celle du prince Lazar, parce que celui-ci – dit-elle – « ne se trouvait pas confronté directement avec les Turcs avant le milieu des années 1380 ». Toutefois, l'ambassade de 1375, qui avait pour objectif principal la réconciliation définitive entre les Églises serbe et byzantine, s'inscrivait dans une politique initiée par Uglješa en 1365, qui reconnaissait la souveraineté, du moins symbolique, de l'Empire byzantin sur les pays serbes (cf. *supra*, p. 145). Il n'y donc pas à s'étonner que Lazar ait proposé à l'empereur de Constantinople son soutien militaire dans la lutte contre les Ottomans. De fait, la promesse de cette aide militaire permet de mieux expliquer les conditions de l'accord de 1375, car il fut très favorable aux Serbes en matière ecclésiastique : ceux-ci obtenaient le maintien du titre de « patriarche » pour l'archevêque de Peć, même si ce dernier devait repasser sous l'autorité du patriarche de Constantinople. LAURENT, L'archevêque de Peć, p. 310, a pensé aussi que seule la situation politique pouvait expliquer les conditions favorables faites aux Serbes en 1375 : il a souligné qu'« en cette époque tragique où les Balkans succombent progressivement à la conquête turque la conjoncture politique pèse lourdement sur les décisions de caractère ecclésiastique ».

650. La source la plus importante est l'œuvre du continuateur de l'archevêque Danilo II (voir DANILO II, ici p. 381 ; trad. française dans BOJOVIĆ, *L'idéologie*, ici p. 563), à laquelle il faut ajouter la *Vie* de Jefrem, patriarche de Peć à partir d'octobre 1375 (éd. S. NOVAKOVIĆ, *Život srpskogo patrijarha Jefrema*, *Starine* 16, 1884, p. 35-40), et celle du moine Isaïas, qui prit part à cette ambassade (éd. N. DUČIĆ, *Starine hilendarske*, *Glasnik* 56, 1884, p. 63-77).

Durant l'été 1375, Kydônès pouvait sans conteste participer aux séances du sénat et y parler au nom de l'empereur parce qu'il s'était déjà réconcilié avec ce dernier⁶⁵¹. Dans son discours, l'ancien conseiller principal se prononce contre la cession de Gallipoli à Murad, même si celui-ci l'avait exigée comme condition de la paix⁶⁵². Il rappelle l'importance stratégique de ce port, dont la perte avait déjà provoqué de terribles conséquences par le passé, et souligne que renoncer à la possession de cette ville supposerait de laisser aux Ottomans le contrôle des Détroits et de la région environnante⁶⁵³. Pour Kydônès, cela signifiait céder au chantage de l'ennemi ; pire encore, cela constituait une humiliation à l'égard des Occidentaux qui s'étaient emparés de Gallipoli dix ans auparavant et l'avaient rendue à l'Empire. Toute l'Europe serait scandalisée si les Byzantins y renonçaient à présent et, par conséquent, l'Église romaine n'aiderait plus l'Empire à lutter contre les barbares⁶⁵⁴.

Même en cédant Gallipoli, continuait Kydônès, l'Empire ne jouirait jamais d'une paix durable puisque, après avoir vaincu les Serbes et les Bulgares, les Ottomans se retourneraient contre Constantinople et demanderaient enfin « notre liberté et notre capitale »⁶⁵⁵. Selon l'orateur, l'attitude de Murad montrait que la guerre était de toute façon inévitable et qu'il valait mieux l'entreprendre tout de suite, dans les meilleures conditions possibles, car on pouvait compter sur le soutien des Serbes, dont une ambassade avait été récemment reçue à la cour impériale⁶⁵⁶.

Bien que les arguments de Kydônès puissent nous paraître aujourd'hui lucides autant que fondés, la plupart des Constantinopolitains étaient d'un avis contraire⁶⁵⁷.

651. Cf. LOENERTZ, Démétrius Cydones II, p. 6. Pour la date de cette réconciliation, voir aussi TINNEFELD, Freundschaft, p. 238, n. 5.

652. KYDÔNÈS, *De non reddenda Gallipoli*, col. 1009¹⁹⁻²² : ἡ μὲν οὖν βουλὴ καὶ ἡ καθημέραν γινομένη πρὸς ἀλλήλους ἐν ταῖς ἐκκλησίαις ἀντιλογία περὶ τῶν ἐν Χερρσονήσῳ πραγμάτων ἐστὶ καὶ τῆς Καλλιπόλεως ; ἦν ὁ Μουράτης παρ' ἡμῶν ὑπὲρ τῆς εἰρήνης αἰτεῖ.

653. *Ibid.*, col. 1012²²-1013⁶. Kydônès dit que Gallipoli était la plus précieuse des possessions de l'Empire et son meilleur atout dans la lutte contre les Barbares (cf. *ibid.*, col. 1012¹⁸⁻²¹ : ἦν [= Gallipoli] ἀεὶ πάντων τῶν ἡμετέρων κτημάτων ἡγούμεθα τιμιώτερον καὶ μεγίστην ἡμῖν συντέλειαν πρὸς τὸν τῶν βαρβάρων πόλεμον παρασχέσθαι δυνάμενον).

654. *Ibid.*, col. 1016⁵-1017⁴¹. Voir par exemple col. 1017²¹⁻²⁶ : πάντως ἀνάγκη κύπτειν εἰς γῆν, καὶ συγχωρεῖν μετ' αἰσχύνῃς οἷς λέγουσι, τῷ πηδὲν ἔχειν δίκαιον ἀντειπεῖν. Καὶ μὴν οὐ πρὸς ἐκείνους μόνον, ἀλλὰ καὶ πρὸς πάντας τοὺς τὴν Εὐρώπην οἰκοῦντας Χριστιανοὺς, οἷεσθαι χρὴ τὸν αὐτὸν ὑμῖν εἶναι λόγον.

655. *Ibid.*, col. 1024⁷⁻¹⁶ : οὗτοι δὲ μετὰ τὴν Μυσῶν πρότερον τὴν Τριβαλῶν νῦν ἄγουσι καὶ φέρουσι βασιλείαν· τοσοῦτον ἀναπνεῖν ἡμῖν συγχωροῦντες, ὅσον πρὸς ἐκείνους ἡσχόληνται. Εἰ δὲ δὴ καὶ τάκεϊ διοικήσονται, ἐπανήξουσιν μὲν ἡμῖν φοβεροὶ, ζητήσουσι δὲ οὐ τὴν Καλλίπολιν τότε, οὐδὲ περὶ φόρων τότε ἀκριβολογήσονται, οὐδὲ στάχυσιν οὐδ' ἀμπέλοις ἀπειλήσουσιν ἐπιθήσεσθαι· ἀλλ' ἀπαιτήσουσι τὴν ἐλευθερίαν, καὶ τὸ χρῆναι μετὰ τῶν ἄλλων καὶ ἡμᾶς γνῶναι τοὺς ὄντας δεσπότας. Voir aussi col. 1028⁵³⁻⁵⁴ : ἐκείνων μὲν τὴν πόλιν αἰτοῦντων καὶ τὴν ἐλευθερίαν.

656. *Ibid.*, col. 1033⁹⁻¹² : ἀλλὰ μὴν καὶ παρὰ τῶν Τριβαλῶν ἤκουσι πρέσβεις, ἀξιοῦντες κοινῇ τοὺς κοινούς πολεμίους ἀμύνεσθαι, καὶ γάμους αἰτοῦντες, καὶ χρήματα ὑμισχνούμενοι, δι' ὧν οἰοῦνται κινήσειν ἡμᾶς.

657. *Ibid.*, col. 1009 : καὶ τό γε πλεῖστον τῆς πόλεως, καὶ τῶν συμβουλευεῖν εἰωθότων, φασὶ δεῖν ἤδη διδόναι, καὶ μὴ μέλλει ὥς καὶ τῆς ἀναβολῆς φανερόν κίνδυνον ἐχούσης τῇ πόλει. À partir de la col. 1020, l. 13, Kydônès parle des raisons qui poussaient le reste de l'assemblée à préférer la reddition de Gallipoli aux Ottomans : « C'est pourquoi, s'il fallait que vous

Après avoir bénéficié de quelques mois de paix, ils ne voulaient pas revenir à l'état de guerre antérieur, « parce que le blé avait poussé », dit Kydônès⁶⁵⁸, et ils voulaient faire rentrer la récolte de cette année⁶⁵⁹.

La plupart de ceux qui ont étudié le discours de Kydônès sont d'accord pour qualifier cet argument de la récolte de « superficiel » et certains ont même pensé que le principal conseiller de Jean V cachait les véritables mobiles du parti adverse pour donner plus de force à son propre discours⁶⁶⁰. En effet, entendu hors du contexte, justifier la cession de l'important port de Gallipoli par la nécessité de faire rentrer tranquillement la récolte durant une année peut paraître un argument frivole. Toutefois, cette phrase apparemment banale traduit avec ironie mais exactement les motifs réels pour lesquels la plupart des membres du sénat s'opposaient à la guerre contre les Turcs, préférant rendre Gallipoli en échange de la paix. Ce souci de « rentrer la récolte » doit être mis en rapport avec l'exploitation des biens fonciers que les grands aristocrates venaient à peine de récupérer en Macédoine. La possibilité d'exploiter à nouveau ces terres leur offrait l'espoir de rétablir les fondements économiques de leur antique prédominance sociale.

« Consentons donc à livrer Gallipoli pour pouvoir collecter le blé ! » – s'écriait Kydônès – « mais nous allons collecter en abondance seulement durant l'année en cours », puisque, argumentait-il, les Turcs ne respecteront pas leurs promesses : « Ils ont souvent promis beaucoup de choses et ils ont toujours fait le contraire de ce qu'ils avaient promis⁶⁶¹. » Kydônès pensait qu'après s'être emparés de Gallipoli, les Turcs réclameraient d'autres villes à l'empereur. L'année suivante, demande Kydônès, « que leur donnera-t-on pour pouvoir rentrer la récolte ? Sélymbria ou Périnthos [Héraclée] ? Soit tout ce qui reste de la gloire de l'Empire⁶⁶². »

Kydônès exhortait l'assemblée des notables à se tourner vers la mer : « Maintenant que nous ne pouvons pas cultiver la terre, la mer fournit les fruits cultivés par d'autres⁶⁶³. » Or, abandonner la terre pour la mer impliquait céder le pas aux

délibérez pour donner Gallipoli, rien d'autre ne me semble envisageable que de demander ce qu'il y a de plus glorieux et de plus avantageux pour tous » (ὥσθ' ὅταν εἰ δέοι τὴν Καλλίπολιν διδόναι βουλευήσθε, οὐδὲν ἕτερόν μοι δοκεῖτε ποιεῖν, ἢ ζητεῖν πότερον ἐνδοξότερον, καὶ τοῖς ὅλοις λυσιτελέστερον).

658. *Ibid.*, col. 1020³⁰⁻³¹ : ἐν ἀκμῇ μὲν τὸν σῖτον.

659. *Ibid.*, col. 1028¹⁹⁻³⁵ ; voir par exemple l. 21-23 : μηδὲ ἐρωτᾶτε, εἰ δίκαιον ἀντεχομένους ταύτης ἀπολέσαι τὸ θέρος, πρὸς δὲ πάντα ἀνάγετε.

660. Voir par exemple HALECKI, *Un empereur*, p. 244 : « Il était facile à Cydonès de répondre à l'objection, si superficielle, que la paix était indispensable pour sauver la récolte de cette année [...] Mais il est évident que la partie adverse a dû opposer à sa thèse d'autres arguments, moins aisés à réfuter. »

661. KYDÔNÈS, *De non reddenda Gallipoli*, col. 1028³⁵⁻⁴¹ : ἔστω γὰρ, καὶ συγκεχωρήσω τὴν Καλλίπολιν ἐκδότας, τὸν σῖτον κομίσασθαι οὕτω μὲν οὖν ἐν τὸν παρὸν μόνον ἔτος ἐν ἀφθόνοις διάζομεν. Καίτοι τις ἂν ἴσως εἴποι διὰ τὴν τῶν βαρβάρων ἀπιστίαν μηδὲ τοῦτο βέβαιον εἶναι. Πολλὰ γὰρ πολλάκις ὑπισχνούμενοι, ἐναντία τὰ τέλη τοῖς ὑπεσχημένοις ἐξήνεγκαν.

662. *Ibid.*, col. 1028⁴⁷⁻⁴⁹ : τί ποτ' αὐτοῖς δώσομεν ὑπὲρ τῆς κομιδῆς τῶν ωραίων; Σηλυβρίαν ἐρεῖ τις ἢ Πείρινθον, ὥσπερ οἱ τὸ λοιπὸν ἀεὶ τῆς οὐσίας ἐνεχυράζοντες. Périnthos est le nom ancien d'Héraclée, aujourd'hui Marmara Ereğli, à 90 km à l'ouest de Constantinople.

663. *Ibid.*, col. 1029⁵⁻⁷ : νῦν μὲν καὶ μὴ γεωργοῦσιν ἡμῖν ἡ θάλαττα τὰ παρὰ τῶν ἄλλων γεωγρούμενα κομιεῖ. Et plus loin, l. 10-11 : τότε γὰρ ἀντὶ τῶν ἀγρῶν ἡμῖν ἡ θάλαττα γίνεται.

classes marchandes et aux hommes d'affaires de la capitale. Kydônès demandait implicitement donc à l'ancienne aristocratie sinon de renoncer à ses privilèges et à son rôle politique, du moins de les partager avec ces « nouveaux riches » qui devenaient de plus en plus influents à Constantinople⁶⁶⁴.

Pour les grands aristocrates, il s'agissait de sacrifier leur source traditionnelle de richesse pour le salut de l'Empire, de reprendre à nouveau les armes contre les Turcs, de se replier une fois encore derrière les remparts des villes et d'attendre le secours de l'Occident. Les magnats avaient déjà vécu cela durant le troisième quart du XIV^e siècle, lorsque les Serbes et plus tard les Turcs avaient commencé à ravager le pays. Durant cette période, ils s'étaient endettés et considérablement appauvris, même ceux d'entre eux qui, restés proches de l'empereur, n'en avaient pas moins vu leur rôle politique commencer à décliner. Ils avaient pu constater tout au long de cette période que la politique de rapprochement avec l'Occident avait donné peu de fruits. En ce qui les concernait, ils n'avaient réussi à recouvrer aucun des territoires qu'ils avaient perdus et leur situation financière ne s'était en rien améliorée. En revanche, depuis environ un an que durait la paix avec les Ottomans, une bonne partie de la Macédoine était revenue sous l'autorité byzantine, leur permettant de récupérer plusieurs de leurs anciens domaines fonciers. C'est pourquoi, malgré les sombres prémonitions de Kydônès, ils continuaient à penser que la collaboration avec les Ottomans pouvait leur permettre de conserver leurs terres tout en leur épargnant les attaques continues de ces derniers.

Pourtant, en dépit de l'hostilité des grands aristocrates, l'opinion exprimée par Kydônès prévalut, parce qu'elle était partagée par l'empereur Jean V qui, vers la même époque, avait fait part aux envoyés du pape de son désir de remettre Thessalonique et une autre ville de l'Empire, certainement Gallipoli, sous l'autorité du pontife pour empêcher leur capture par les Ottomans. La reprise des hostilités avec Murad semblait donc imminente, mais le coup de force d'Andronic IV en juillet 1376 entraîna un changement de la politique de l'Empire.

Le pronunciamiento d'août 1376 et ses répercussions sur la situation de la propriété foncière

Écarté du pouvoir après sa rébellion de 1373, Andronic IV avait été déporté dans l'île de Lemnos et, plus tard, placé en résidence surveillée dans un monastère de Constantinople. Dans la première moitié de l'année 1376, il réussit à s'échapper et trouva refuge dans la colonie génoise de Péra, en face de Constantinople. Au mois de juillet de la même année, il mettait le siège devant la capitale byzantine et, le 12 août, il y fit son entrée triomphale, accompagné de sa femme et de son fils Jean VII. L'empereur Jean V et ses deux autres fils Manuel II et Théodôros se replièrent dans la forteresse de la Porte Dorée, mais ils furent finalement capturés et enfermés dans une tour de la capitale⁶⁶⁵.

664. On a vu que sur ce point Kydônès changea d'avis dans les années suivantes : cf. *supra*, p. 200-201.

665. Pour un exposé plus détaillé de ces événements, voir BARKER, *Manuel II*, p. 27 et suiv., et DENNIS, *The Reign of Manuel II*, p. 37 et suiv.

Pour son coup d'État, Andronic IV put compter sur le soutien d'alliés étrangers, les Génois et les Ottomans. On a vu que les premiers avaient trouvé dans le jeune prince le meilleur défenseur de leurs intérêts, en particulier à propos de l'épineuse question de Ténédos. Andronic IV pourrait s'être opposé à la cession de cette île aux Vénitiens dès 1370, lors du voyage de son père Jean V en Italie, et à nouveau en mai 1373, lors de sa révolte conjointe avec un prince ottoman⁶⁶⁶. Dans la première moitié de 1376, la reprise des contacts entre Jean V et les Vénitiens au sujet de Ténédos avait à nouveau alarmé les Génois, qui firent appel à Andronic IV pour s'emparer de l'île⁶⁶⁷. En effet, peu après son arrivée au pouvoir, Andronic délivra un document en faveur des Génois, daté du 23 août 1376, leur accordant la possession de Ténédos⁶⁶⁸. Toutefois, tout ne devait pas se dérouler comme les Génois l'avaient espéré, puisque la garnison de l'île refusa de laisser entrer leurs navires et permit au contraire l'accostage des navires vénitiens, en octobre de la même année⁶⁶⁹. Ce fut le début d'une longue guerre, connue sous le nom de « guerre de Chioggia », qui opposa pendant cinq ans les deux républiques italiennes⁶⁷⁰.

Le soutien accordé par Murad à Andronic répondait à son propre désir de s'emparer de Gallipoli, que Jean V lui avait refusée. L'usurpateur se serait rendu auprès du souverain ottoman pour lui remettre les clefs de la ville, peut-être dès septembre 1376⁶⁷¹. Toutefois, les exigences des Ottomans en échange de leur concours dans le coup d'État d'Andronic IV allaient bien au-delà de la seule remise de Gallipoli. Murad réclamait aussi du nouvel empereur le versement d'un tribut en argent et l'envoi de troupes pour combattre ses ennemis, allant jusqu'à demander

666. Sur la question de Ténédos, voir *supra*, p. 223, n. 480 (avec bibliographie).

667. Après l'échec de l'ambassade d'Andrea Gradenigo durant l'été 1375 pour renouveler l'accord entre Byzance et Venise, le sénat chargea le nouveau capitaine du Golfe, Marco Giustinian, ainsi que deux provéditeurs, Pietro Corner et Marino Memo, de reprendre les discussions avec l'empereur Jean V. Les instructions du sénat aux ambassadeurs datent du 12 mars 1376 (ASV, *Senato, Misti*, reg. 35, fol. 97v-99 ; résumé dans THIRIET, *Régestes*, t. 1, n° 175). Ils arrivèrent à Constantinople fin mai et, peu de temps après, un accord fut conclu avec le souverain, qui incluait l'occupation conjointe de Ténédos par Venise et par l'Empire. Sur le déroulement de cette ambassade, voir CHRYSOSTOMIDES, *Studies*, p. 151-154. Sur le contenu économique des ambassades de Gradenigo et Giustiniani, voir *infra*, p. 527.

668. *Liber iurium*, t. 2, n° 250, p. 819-821 ; nouv. éd. MAMBRINI, *Libri iurium*, t. 2/3, p. 523-526, n° 320. Sur cet acte, voir BARKER, *Manuel II*, p. 29, n. 72.

669. Sur cet épisode, voir LOENERTZ, *Notes d'histoire et de chronologie*, p. 167 ; THIRIET, *L'occupation de Ténédos*, p. 226-227 ; et BARKER, *Manuel II*, p. 29-30.

670. En riposte à la prise de Ténédos par les Vénitiens en octobre 1376, les Génois attaquèrent les territoires de Venise en Italie. Après avoir vaincu une partie de la flotte vénitienne devant Pola en mai 1379, ils prirent la petite ville de Chioggia, située à l'entrée sud de la lagune, et mirent le siège devant Venise. Le retour du reste de la flotte vénitienne qui était dans l'Adriatique, mit un terme à la menace génoise. Les deux républiques signèrent un accord le 8 août 1381 à Turin, sous les auspices du comte Amédée VI de Savoie (cf. *infra*, p. 274).

671. Andronic IV se serait rendu auprès de Murad (en Anatolie ?) à une date indéterminée entre son coup d'État de juillet 1376 et le printemps 1377. Sur cette question, voir BARKER, *Manuel II*, p. 458-461.

la participation personnelle de l'empereur à ses campagnes militaires. Ce fut en effet à cette époque que l'Empire byzantin devint véritablement un état vassal des Turcs⁶⁷².

Andronic IV avait certainement bénéficié d'un autre soutien pour son coup d'État : celui de la grande aristocratie byzantine. La participation de cette dernière apparaît plus discrètement dans les sources que l'appui des Génois et des Ottomans, mais l'aide d'autres « amis » d'Andronic n'en est pas moins mentionnée par deux chroniqueurs médiévaux, Daniele di Chinazzo, contemporain des faits (« e altri amixi de lo fiolo delo imperador »), et Andrea de Redusiis de Quero, qui fut chancelier de la commune de Trévise au début du x^v^e siècle (« cum amicis Chirandronici »). Ces « amis » (visiblement des Byzantins) ne peuvent guère être que des membres de l'aristocratie. Une version de la chronique vénitienne de Gian Jacopo Caroldo⁶⁷³, s'inspirant au xvi^e siècle de ces sources médiévales, les paraphrase fort judicieusement de la manière suivante : « Les Génois, ayant pris connaissance de l'accord conclu entre Jean [V] et la Seigneurie [de Venise] par l'entremise de Marco Giustinian, firent guérir Andronic [IV], lui fournirent de l'argent et des hommes et lui accordèrent la possibilité, avec l'aide des nobles ennemis de son père (« baroni inimici del padre »), de se faire empereur et de mettre son père en prison⁶⁷⁴. »

672. J'ai présenté plus haut des réserves quant à la possibilité que Byzance soit devenu un État vassal des Turcs dès 1373 : cf. *infra*, p. 230-231.

673. L'intérêt pour l'histoire byzantine de la chronique de Caroldo, qui écrivait certes au début du xvi^e siècle mais était bien renseigné sur les événements de l'époque antérieure grâce à l'accès aux registres du sénat, a été maintes fois souligné par les historiens ; aux articles de Loenertz et Chrysostomides, cités dans la note suivante, il faut ajouter l'étude de F. THIRIET, Les chroniques vénitienes de la Marcienne et leur importance pour l'histoire de la Romanie gréco-vénitienne, *Mélanges de l'École française de Rome* 66, 1954, p. 241-292 (= ID., *Études sur la Romanie gréco-vénitienne, x^e-xv^e siècles*, Londres 1977 [Variorum Collected Studies Series 60], III), en particulier p. 266-272. On trouvera aussi quelques réflexions dans HALECKI, *Un empereur*, p. 241.

674. Passage édité par LOENERTZ, Jean V à Venise, p. 230-231, et CHRYSOSTOMIDES, *Studies*, p. 168-169 : *Genouesi, intesa la compositione fatta tra Caloiani et la Signoria con il mezzo di messer Marco Justiniano, feceno medicar Chirandronico et lo souuennero di denari et di gente, et gli diedero tal fauore che con aiuti delli baroni, inimici del padre, el si fece imperatore et teneua il padre in pregione*. Pour la comparaison entre les textes de Chinazzo, Redusiis de Quero et Caroldo, voir *ibid.*, p. 133-135. Daniele di Chinazzo écrivit à Venise pendant la guerre de Chioggia (1376-1381) sa *Cronica de la guerra da Veniciani a Zenovesi*, et Andrea de Redusiis de Quero est l'auteur d'un *Chronicon Tarvisinum a 1368-1428*. Cette version de la chronique de Gian Jacopo Caroldo est contenue dans le manuscrit *Marc. It. VII 128a* du xvi^e siècle, qui, d'après l'analyse de Chrysostomides, appartient à un groupe de manuscrits qui transmet une version un peu différente de l'originale, contenue dans trois manuscrits : *Marc. It. VII 803* ; *Marc. It. VII 2448* ; et *Palat. Vind. 6170*. Le *Marc. It. VII 128a* reprend, certes, pour la plupart des chapitres, le contenu de ces trois manuscrits, mais la partie qui nous concerne est différente. La mention des *baroni inimici del padre* n'apparaît pas dans la version originale. Selon la démonstration de Chrysostomides, l'auteur du *Marc. It. VII 128a* a puisé ces renseignements chez Daniele di Chinazzo et Andrea de Redusiis de Quero. Par ailleurs, l'allusion à la guérison d'Andronic IV renvoie à un épisode mal connu de la révolte de mai 1373 : Jean V aurait fait aveugler son fils sur l'ordre de Murad I^{er}, mais cette opération ne serait pas allée jusqu'à priver réellement le jeune prince de la vue, puisque par la suite il fut, semble-t-il, soigné. Sur cette question controversée, voir BARKER, *Manuel II*, p. 24, n. 57.

Le rattachement d'une partie importante de l'aristocratie à la cause d'Andronic IV est cependant également suggéré par la documentation byzantine ultérieure. Des parents proches de l'empereur Jean V, des membres de son entourage et des hauts fonctionnaires de son administration sont attestés par la suite auprès d'Andronic IV et de son fils Jean VII⁶⁷⁵. D'ailleurs, plusieurs sources témoignent aussi d'une certaine préférence de la population de Constantinople pour la branche aînée des Paléologues⁶⁷⁶. La raison principale de ce soutien serait toujours la paix avec les Ottomans, car c'était la condition indispensable pour l'exploitation des champs et toute autre activité économique⁶⁷⁷.

Après son avènement, Andronic IV récompensa les grandes fortunes foncières par de nouveaux biens. Nous connaissons en effet plusieurs documents conservés dans les archives athonites qui datent du règne de cet empereur, entre 1376 et 1379, et qui témoignent de la concession de terres et de revenus à certains aristocrates ainsi qu'aux institutions monastiques de Macédoine. Ces archives athonites préservent au moins cinq actes délivrés par Andronic IV en faveur de monastères ou d'aristocrates⁶⁷⁸. Arrêtons-nous simplement sur l'un d'eux, parce qu'il a été jusqu'à présent considéré à tort comme un *prostagma* de l'empereur Jean V. Il est édité dans le volume II des *Actes de Vatopédi* sous le n° 142, avec le titre « ordonnance de Jean V Paléologue »⁶⁷⁹. Par ce document, un empereur ordonne que la partie du domaine de Stylarion, en Chalcidique occidentale, qui avait été soustraite à Vatopédi par le *prôtostratôr* Chrysos, soit restituée au monastère. L'acte ne comporte aucun élément de datation. Les éditeurs ont proposé de le situer « entre 1369 et 1375 » en raison de plusieurs indices : 1) Il est nécessairement postérieur à la donation de Stylarion

675. Ce fut le cas par exemple de l'aristocrate Théodôra Palaiologina Philanthrôpènè et de son entourage familial, qui étaient apparentés à la dynastie régnante : cf. ESTANGÜI GÓMEZ, Théodôra Palaiologina, p. 167-169.

676. Des actes du registre patriarcal postérieur à la chute d'Andronic IV (1382) parlent du départ d'un grand nombre d'habitants de Constantinople pour Sélymbria, résidence de l'empereur déchu : cf. *infra*, p. 298, n. 816.

677. Kydônès fait vraisemblablement allusion à l'opposition que certains de ses compatriotes manifestaient à son égard dans une lettre de 1379 adressée à l'empereur Manuel II. Voir KYDÔNÈS, *Correspondance* II, n° 309 (traduction française dans CAMMELLI, *Démétrius Cydonès*, n° 27) : « Je le sais, moi aussi, j'agirai en honnête homme, en aimant ma patrie, en la soutenant autant que je pourrai, surtout quand elle a besoin de gens pour l'aider ; mais il faut ajouter aux raisons invoquées en faveur de cela une autre considération : [on peut se demander] si la patrie, de son côté, le veut et si elle accepte les conseils de ceux qui sont dévoués à ses intérêts, et, si, au contraire, elle ne méprise pas celui qui la conseille ainsi, si elle ne l'entrave pas, si elle ne le repousse pas, si elle ne le menace pas de dangers, lorsqu'il s'exprime en toute franchise, et si elle ne se confie pas aux hommes politiques, qui agissent plus en faveur de ses ennemis que dans ses intérêts, et ne laisse voir la tribune envahie par les flatteurs et les gens méprisables. »

678. Il s'agit des actes *Vatopédi* III, n° 155 (juin 1377) ; *Lavra* III, n° 149 (mai 1378) ; *Zographou*, n° 47 (juillet 1378) ; *Saint-Paul*, n° 2 (novembre 1378) ; et, enfin, *Vatopédi* II, n° 142, qui a été attribué, à mon sens d'une manière erronée, à Jean V.

679. L'original n'est pas conservé, ce qui empêche d'en étudier le ménologe pour déterminer son auteur. Il a été édité pour la première fois par DÖLGER, *Byzantinische Diplomatie*, p. 325-326, qui l'a daté de *ca* 1380.

à Vatopédi par le *mégas domestikos* Alexios Métochitès, ancien gouverneur de Thessalonique, en juin 1369. 2) Il est probablement postérieur à 1371, date admise par les éditeurs pour le décret de « pronoïarisation » de la moitié des biens monastiques, car il est question d'un morcellement de cette terre. 3) Il est – selon ses éditeurs – antérieur à décembre 1375, date d'un recensement par lequel le domaine de Stylation fut divisé en deux parties, Vatopédi recevant alors les deux tiers de chaque partie (c'est-à-dire que le fisc confisquait le tiers de Stylation)⁶⁸⁰.

Le recensement de décembre 1375, argument principal des éditeurs pour attribuer le *prostagma* à Jean V, est attesté par un *praktikon* du *mégas chartoularios* Laskaris Métochitès⁶⁸¹. L'empereur avait ordonné à Métochitès de procéder à l'enregistrement des parèques possédés par Vatopédi dans la commune de Saint-Mamas ainsi que de la terre de Stylation, sauf le tiers des parèques et de la terre qui devait revenir au fisc⁶⁸². Métochitès procéda à la délimitation de la terre de Stylation : « En tout 504 *schoinia*, qui, selon les côtés diminués du dixième, font selon les géomètres expérimentés une superficie de 6 361,5 modioi⁶⁸³. » On notera que cette quantité correspond environ à la moitié de la terre donnée au monastère par le *mégas domestikos* Alexios Métochitès en décembre 1369, laquelle mesurait – dit l'acte de donation – « environ 13 000 modioi ». Ensuite, l'agent du fisc procéda à la répartition ordonnée par l'empereur : deux tiers pour le monastère et un tiers pour le fisc. En tout, ont écrit les éditeurs de *Vatopédi* II, « il ne reste donc à Vatopédi en [décembre] 1375 qu'environ 4 200 modioi de terre »⁶⁸⁴.

Lorsque Métochitès dressa cet acte de décembre 1375, Vatopédi avait donc déjà été privé de la moitié de la terre de Stylation et il se trouvait alors privé d'un tiers supplémentaire de ce qui lui restait. Des 13 000 modioi en 1369, il ne conservait, six ans plus tard, en 1375, que 4 200 modioi. Or, cela oblige à dater le *prostagma* attribué par ses éditeurs à Jean V (*Vatopédi* II, n° 142) d'une époque postérieure à l'acte de recensement de Laskaris Métochitès de décembre 1375. Si le *prostagma* avait daté d'avant décembre 1375, le monastère aurait possédé au moment de la confiscation par Métochitès la totalité de la terre de Stylation, c'est-à-dire « environ 13 000 modioi », et non la moitié. Il n'y a donc pas d'autre possibilité que d'admettre que Vatopédi fut mis en possession de la totalité de Stylation après la date de décembre 1375 et vraisemblablement sous le règne d'Andronic IV ; le contenu de ce *prostagma* est au demeurant très proche d'une autre ordonnance

680. Voir *Vatopédi* II, p. 385. Le recensement de décembre 1375 est l'acte *Vatopédi* II, n° 147.

681. Pour ce personnage, voir *supra*, p. 253, n. 629.

682. Ici, l'empereur en question est Jean V qui avait séjourné en Macédoine durant une partie de l'année 1374 et le début de 1375 : cf. *supra*, p. 230-236. L'ordre impérial, qui avait été sans doute transmis de façon orale, est devenu un acte écrit dans DÖLGER, *Regesten* V, n° 3309, avec la date erronée de 1405, parce qu'à l'époque le dossier avait été daté du début du xv^e siècle.

683. *Vatopédi* II, n° 147, l. 43-44 : ὁμοῦ σχοινία φδ', ἃ κατὰ τετραγωνικὴν πλευράν, ἀφηρημένων τῶν δεκάτων, ποιεῖ κατὰ τοὺς ἐμπειρικοὺς γεωμέτραις ἐμβαδὸν γῆς μοδίους ζτξά' (ἥμισυν).

684. La moitié de la terre de Stylation fut divisée en deux moitiés et chaque moitié en trois parties, dont deux restaient au monastère et une allait au fisc. En tout, le monastère devait posséder quatre sixièmes du terrain, soit les deux tiers : *ibid.*, l. 44-56.

délivrée par le même empereur en juillet 1377, par laquelle il remet à Vatopédi la partie d'un autre domaine, la terre de Raphalion, qui avait été auparavant accordée à une compagnie de soldats⁶⁸⁵.

On ne sait pas si ces mesures, qui revenaient sur les conséquences du décret de « pronoïarisation » des biens monastiques promulgué par l'empereur Jean V, étaient de portée générale ou si elles étaient bornées à quelques cas particuliers. Quoi qu'il en soit, elles sont significatives de la politique d'Andronic IV, favorable à la restitution des biens fonciers aux grands propriétaires qui – on l'a dit – avaient soutenu son coup d'État⁶⁸⁶. L'entente avec les Ottomans et l'attitude d'Andronic IV avaient donc largement profité au groupe des magnats qui pouvaient, enfin, profiter d'un contexte favorable leur permettant de mettre en exploitation leurs biens fonciers. Toutefois, après quelques mois, les premiers signes d'instabilité du nouveau régime apparurent⁶⁸⁷. Les Ottomans, même s'ils avaient respecté leur accord avec le nouvel empereur et consenti à la consolidation de la domination byzantine en Macédoine, devinrent très nombreux à l'intérieur de l'Empire et en particulier à Constantinople. Leurs ingérences dans le fonctionnement de l'État étaient fréquentes et leur comportement apparut arrogant et insupportable à la population, du moins aux dires de Kydônès⁶⁸⁸. Au bout de quelques années, le nouveau régime avait sans doute perdu une bonne partie de ses soutiens en raison de sa dépendance à l'égard

685. Il s'agit de l'acte *Vatopédi* III, n° 155, déjà mentionné (cf. *supra*, p. 265, n. 678).

686. On ne sait rien de l'attitude des moines athonites à l'égard du coup d'État d'Andronic IV, mais étant donné le nombre d'actes de celui-ci et de son fils Jean VII en faveur des monastères de la Sainte Montagne, il est probable qu'elle ait été plutôt favorable.

687. T. BERTELÈ, *L'iperpero bizantino dal 1261 al 1453*, *Rivista italiana di numismatica e scienze affini* 5^e série, 59, 1957, p. 70-89, suggère, sans preuves concluantes, qu'Andronic IV entreprit une réforme monétaire.

688. Voir par exemple KYDÔNÈS, *Correspondance* II, n° 167 p. 38¹³⁻¹⁹ (traduction française de CAMMELLI, *Démétrius Cydonès*, n° 25) : « Notre fléau de vieille date, les Turcs, sont devenus plus redoutables pour nous, rendus arrogants par l'alliance signée avec le nouvel empereur contre son père. Bien qu'ils aient pris Gallipoli, comme prix de celle-ci, bien qu'ils se soient emparés en outre de beaucoup d'autres choses qui nous appartenaient, bien qu'ils se soient fait payer tant d'argent qu'on ne pourrait facilement le compter, ils n'ont pas encore été assez payés, disent-ils, de leur aide ; ils commandent en maîtres absolus et nous devons obéir en tout, ou, si nous négligeons quelque ordre, on nous emprisonne. » Cette lettre date de *ca* novembre 1376 selon TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 2, n° 172. La lettre L194/T107 (cf. *supra*, p. 231, n. 514), datée de l'été 1373 ou du printemps 1374 par Tinnefeld, pourrait en fait avoir été écrite aussi sous le règne d'Andronic IV. Kydônès l'adressa à un ami faisant partie de la suite d'un empereur qui était en campagne chez l'ennemi. Cet empereur pourrait être Andronic IV qui, en qualité de vassal, put prendre part à une campagne de Murad I^{er}. La place de cette lettre dans le livre XIX des cahiers des copie-lettres, dont les dates extrêmes sont septembre 1373-1379 (cf. KYDÔNÈS, *Correspondance* II, p. XIV), autorise cette datation plus basse. Dans cette lettre, Kydônès parle de la situation lamentable dans laquelle se trouvait Constantinople, dont la population avait été tuée, noyée, livrée à l'esclavage, et dont les rues étaient remplies de plaintes et de païens. Kydônès compare la situation de la capitale byzantine avec celle d'un « navire en péril » qui a perdu son capitaine (cf. l. 9-10 : ταύταις γὰρ ἡ δυστυχὴς ἐκείνη τριήρης ληφθεῖσα ταῖς συμφοραῖς ἡμᾶς περιέβαλεν).

des Ottomans⁶⁸⁹. Vers juin 1379, l'empereur Jean V et ses fils, Manuel et Théodôros, réussirent à s'échapper de leur prison puis à reprendre le pouvoir à Constantinople⁶⁹⁰. Andronic IV fut contraint de s'enfuir auprès de ses alliés de Péra et les combats entre les deux empereurs se poursuivirent jusqu'au printemps 1381. Vers la fin du mois d'avril, un accord fut finalement conclu entre Andronic IV et son père Jean V, mettant un terme aux conflits et établissant les bases de la nouvelle organisation territoriale de l'Empire.

La fin des combats inaugura une nouvelle période de l'histoire byzantine, dans laquelle le souverain ottoman apparut comme le véritable maître du jeu politique. Quant à Byzance, elle n'était plus en mesure de s'opposer à l'avancée turque, confirmant son statut d'État vassal des Ottomans⁶⁹¹, tandis que Gênes et Venise, à cause de leur rivalité, avaient également perdu leur capacité d'agir contre les Turcs. Murad était alors prêt à entreprendre la conquête des Balkans.

* * *

Le début des années 1370 constitue une période cruciale de l'histoire de l'Empire byzantin tardif. La reconquête d'une partie de la Macédoine avait engendré un débat, qui allait devenir récurrent, à propos de la possibilité et de la nécessité de cohabiter pacifiquement avec les Turcs, fermement établis sur le sol de Thrace depuis le milieu du ^{xiv}^e siècle, ou de s'opposer au contraire à eux par les armes. Ce débat traduisait aussi les tensions internes qui parcouraient la société byzantine depuis des décennies, en raison de l'opposition entre l'ancienne aristocratie foncière et le groupe des marchands et des hommes d'affaires. La rivalité entre ces deux groupes avait déjà été l'une des causes de la deuxième guerre civile, mais l'accession au trône de Jean VI (1347) et plus tard celle de Jean V (1354) n'avaient pas permis de mettre un terme définitif au conflit. Le troisième quart du ^{xiv}^e siècle avait été en effet une période d'attente, durant laquelle l'ancienne aristocratie avait essayé de survivre grâce à son rôle politique auprès de l'Empereur, alors que la situation géopolitique avait favorisé la montée en puissance du groupe des marchands, qui entretenait des liens étroits avec les cercles financiers latins.

689. À propos de la fin du règne d'Andronic IV, Chalkokondylès raconte un épisode étonnant. Selon ce chroniqueur, Murad se serait alors renseigné sur l'opinion des habitants de Constantinople, qui préféraient comme souverain l'empereur Manuel II ou le fils de Murad, Bayezid, à l'empereur Andronic IV (CHALKOKONDYLÈS, I, p. 57¹⁴⁻¹⁹; cité par BARKER, *Manuel II*, p. 34, n. 88). Bien que l'historicité de cette anecdote soit douteuse, elle pourrait néanmoins refléter l'état de mécontentement régnant à l'époque à Constantinople à l'encontre de l'usurpateur.

690. Pour le fil des événements, voir BARKER, *Manuel II*, p. 31-36 (avec bibliographie).

691. Après s'être enfuis de leur prison à Constantinople, Jean V et ses enfants se rendirent auprès de Murad pour obtenir son soutien. En échange de l'aide ottomane, Jean V dut faire de nouvelles concessions qui incluaient une forte augmentation du tribut versé : voir par exemple DENNIS, *The Reign of Manuel II*, p. 41.

Toutefois, les événements politiques des années 1370 (défaite serbe à la Maritza, rivalité entre Gênes et Venise, révoltes d'Andronic IV) modifièrent les rapports de forces et donnèrent l'occasion aux grands aristocrates de prendre le dessus en recouvrant une partie de leurs anciens biens fonciers. Après les premiers succès, la collaboration avec les Ottomans était apparue comme une condition indispensable pour assurer la domination byzantine en Macédoine et donc permettre la mise en valeur des biens fonciers. Les débats qui eurent lieu à Constantinople durant l'été 1375 mirent en évidence l'opposition de la grande aristocratie (peut-être aussi d'une bonne partie de la population) à la politique de résistance à l'invasion turque en Europe grâce à l'aide de l'Occident, voulue par Jean V. Ces aristocrates virent en Andronic IV une alternative politique et formèrent un parti autour de lui.

L'arrivée de ce parti au pouvoir implique toutefois en pratique la soumission de Byzance à l'égard des Ottomans, puisque ce fut à cette époque que l'empereur accepta de devenir le vassal du souverain turc et de lui payer un lourd tribut. À l'intérieur de l'Empire, le triomphe d'Andronic IV fut aussi celui des grands propriétaires fonciers. Plusieurs actes de la pratique témoignent en effet de l'attitude bienveillante d'Andronic à l'égard de ces groupes de la société byzantine. Toutefois, les bases sur lesquelles s'appuyait le nouveau régime étaient fort instables en raison de son entière dépendance envers les Turcs. Cette fragilité provoqua vers 1379 un nouveau bouleversement qui chassa Andronic du trône et permit le retour de Jean V. Mais, malgré le rétablissement de l'ancien empereur, l'Empire n'était désormais plus en mesure de renverser le cours des événements. Le souverain ottoman était entre-temps devenu le maître et l'arbitre de la situation et la conquête des derniers territoires byzantins n'était plus qu'une question de temps.

L'échec d'Andronic IV entraîna la chute définitive du groupe des grands aristocrates. Les années 1380 virent l'irruption des marchands et des hommes d'affaires dans l'entourage proche de l'empereur, ainsi que leur accès aux principaux postes de l'administration centrale. Dans le dernier quart du ^{xiv}^e siècle, Byzance perdit ses derniers territoires et dut trouver de nouvelles sources de financement à travers les revenus du commerce et les taxes qui grevaient les échanges. Cette réorientation de l'économie impériale arriva néanmoins trop tard et elle ne put empêcher le déclin politique de l'Empire. Vers la fin du siècle, les Ottomans étaient déjà prêts à s'emparer de Constantinople.

CHAPITRE VI

L'EFFONDREMENT DE LA DOMINATION CHRÉTIENNE DANS LES BALKANS (1383-1402)

La chute d'Andronic IV (1379) marqua le début d'une nouvelle ère dans l'histoire de Byzance. En effet, c'est à partir de ce moment que les Ottomans se lancèrent à la conquête d'une bonne partie des Balkans. Durant le dernier quart du ^{xiv}^e siècle, ils envahirent la Macédoine, la Thessalie, la Bulgarie et arrivèrent jusqu'au Kosovo. En dépit de leurs fortifications parfois imposantes, les villes tombèrent les unes après les autres : Serrès (1383), Sofia (1385), Niš (1386), Thessalonique (1387) et Tirnovo (1393). À la fin du ^{xiv}^e siècle, les Ottomans mirent le siège devant Constantinople elle-même. La marée turque semblait alors irrésistible et la plupart des seigneurs balkaniques décidèrent donc d'accepter le statut de vassal du souverain ottoman.

Dans les campagnes, l'invasion ottomane constituait un événement sans précédent ; pour la première fois, ces territoires se trouvaient soumis à une autorité islamique. Il semblait donc que l'on dût s'attendre dorénavant à un changement radical du régime de la terre et de l'imposition fiscale, conformes au système appliqué dans le reste de l'État ottoman, c'est-à-dire un compromis entre la *charî'a* (loi islamique) et le droit coutumier. La maigre documentation qui nous est parvenue pour cette période – il s'agit essentiellement des actes conservés dans les archives de l'Athos – témoigne tout au contraire d'une étonnante continuité avec la situation antérieure. Cette documentation montre que les propriétaires chrétiens gardèrent au moins une partie de leurs biens et qu'ils continuèrent à en disposer librement, car ils pouvaient les vendre, les acheter ou en faire donation. Des tribunaux chrétiens continuaient à fonctionner et la plupart des institutions religieuses furent respectées. D'après cette documentation, rien n'indique que la situation des chrétiens ait alors considérablement changé ; bien au contraire, tout semble se passer comme à l'époque byzantine.

C'est précisément en raison de cette documentation que certains historiens ont pu affirmer que le régime foncier et juridique des chrétiens ne connut pas de véritable transformation durant cette première période de l'occupation ottomane. Toutefois, on verra que la réalité fut plus complexe et que la situation évolua graduellement tout au long du dernier quart du ^{xiv}^e siècle. En Macédoine par exemple, à la fin des années 1390, c'est-à-dire sous le règne de Bayezid I^{er}, le contexte était déjà très différent de celui des années 1380, sous son prédécesseur Murad I^{er}. Pour mieux saisir cette évolution, il faudra consulter non seulement cette documentation grecque éparsse, conservée surtout dans les archives athonites, mais aussi des actes slaves et ottomans, auxquels l'accès est souvent plus difficile. Bien que très restreint, ce corpus autorise quelques conclusions qui peuvent nous aider à mieux comprendre l'histoire de ces territoires au début de la domination ottomane et à dresser un premier bilan de la situation des sociétés rurales des Balkans au début du ^{xv}^e siècle.

1. L'OFFENSIVE OTTOMANE DANS LE DERNIER QUART DU XIV^e SIÈCLE

La conquête ottomane des Balkans fut relativement rapide. À la fin des années 1380, les Turcs de Murad I^{er} avaient soumis la plus grande partie de la Bulgarie, ils étaient aux portes du Péloponnèse et arrivaient aux montagnes du Kosovo, territoire du prince serbe Lazar. En une décennie à peine, ils avaient conquis la presque totalité des principautés chrétiennes du sud des Balkans. Par rapport à la période précédente, lorsque les Turcs ravageaient la Thrace sans réussir à en prendre les villes ni à consolider leur domination sur la campagne, l'expansion sous le règne de Murad I^{er} prit une autre tournure. L'organisation de l'État ottoman avait en effet complètement changé durant les vingt années précédentes. L'élargissement des frontières en Anatolie et la reprise de la ville de Gallipoli avaient sans aucun doute contribué à consolider l'autorité du souverain turc sur les deux continents.

Il ne s'agit pas, dans les pages qui suivent, de donner une description exhaustive des étapes de la conquête ottomane des Balkans – d'autres historiens l'ont déjà fait⁶⁹² – mais d'établir une chronologie fournissant un cadre fiable pour analyser ensuite l'évolution du régime foncier et l'attitude des autorités ottomanes envers leurs sujets chrétiens.

La situation de l'Empire au lendemain du règne d'Andronic IV :
les traités de 1381 et 1382

Après l'éviction d'Andronic IV et le retour de Jean V sur le trône en 1379, les combats se poursuivirent entre les deux empereurs jusqu'au printemps 1381⁶⁹³. Au mois d'avril, deux accords furent conclus, d'abord entre les Génois de Péra, alliés d'Andronic IV, et Jean V, ensuite, quelques jours plus tard, entre les deux empereurs⁶⁹⁴. Un an après, en novembre 1382, un troisième traité fut signé, cette fois entre la commune de Gênes et l'empereur Jean V.

De tous ces accords, nous n'avons conservé que la version génoise du traité de novembre 1382 conclu entre Gênes et l'Empire⁶⁹⁵. Les deux traités de 1381 ne sont connus que parce qu'ils sont évoqués dans la correspondance de Kydônès ainsi que dans un acte synodal de mai 1381⁶⁹⁶. George Dennis a par ailleurs remarqué que Doukas, l'historien du xv^e siècle, mentionne dans sa chronique une clause du traité entre Jean V et Andronic IV qui n'est pas connue par les sources contemporaines⁶⁹⁷. Grâce à ces témoignages, on peut reconstituer le contenu de ces accords perdus.

692. Pour l'expansion ottomane dans les Balkans, je renvoie en général à MANTRAN, *Empire ottoman*, p. 42-54, et plus récemment à A. KÜLZER, *Byzanz und die Osmanen, Historicum* 40 (Byzanz I), 2001-2002, p. 15-20.

693. Pour un exposé plus détaillé des événements, voir DENNIS, *The Reign of Manuel II*, p. 41-46.

694. À la même époque, un traité fut conclu aussi entre les Génois de Péra et les Ottomans, mentionné par le chroniqueur vénitien Daniele di Chinazzo (*ibid.*, p. 44, n. 76).

695. BELGRANO, *Prima serie*, n° 26, p. 133-140.

696. KYDÔNÈS, L219/T211 (à Radénos). Pour l'acte synodal : MM II, n° 344 ; DARROUZÈS, *Regestes* VI, n° 2717.

697. DENNIS, *The Reign of Manuel II*, p. 145. Pour la référence à Doukas, voir note *infra*.

Le traité entre Jean V et Andronic IV (fin avril 1381) altéra à nouveau l'ordre de succession au trône : Jean V, devenu l'empereur principal, proclama Andronic IV et son fils Jean VII comme ses successeurs⁶⁹⁸. Le passage de Doukas dit qu'en tant que co-empereur et prince héritier, Andronic IV reçut alors en apanage la bande côtière de la mer de Marmara qui incluait les villes de Sélymbria, Daneion, Héraclée, Raidestos et Panidos⁶⁹⁹. Il installa sa capitale à Sélymbria et après sa mort, survenue en 1385, son fils Jean VII lui succéda à la tête de cette région.

Manuel II n'est pas mentionné dans les sources qui évoquent le traité de 1381. Le changement dans l'ordre de succession, avec la proclamation d'Andronic IV comme l'héritier au trône, impliquait la dégradation de son statut à celui de simple prince impérial. Il est d'ailleurs probable qu'il ait été absent de Constantinople lors des négociations et qu'il n'ait appris leur contenu que quelque temps plus tard, vers l'été 1382⁷⁰⁰. Quoi qu'il en soit, il décida alors de quitter inopinément Constantinople pour Thessalonique, où il s'installa comme gouverneur indépendant. La surprise que son départ de la capitale puis son installation en Macédoine provoquèrent chez ses contemporains semble suggérer que Jean V n'avait pas prévu de lui accorder le gouvernement de cette province à titre de compensation pour la perte de son statut d'héritier⁷⁰¹.

En dépit des accords de 1381, la rivalité entre Jean V et Andronic IV perdura à Constantinople. Le traité de novembre 1382 signé entre les représentants de la commune de Gênes et Jean V évoque la méfiance existant entre les deux souverains, car il les exhorte à laisser de côté « tous les soupçons et doutes qui restaient dans leurs cœurs⁷⁰² ». Ce traité de novembre 1382 inclut d'autres clauses visant à maintenir la paix entre le père et le fils : Jean V s'engageait à ne pas faire la guerre

698. L'acte synodal du 4 mai 1381 dit ainsi : « Selon l'accord [entre Jean V et Andronic IV], qu'ils restent non seulement en paix toute leur vie, mais qu'après le décès de notre empereur Jean Palaiologos la succession de l'Empire revienne à son fils Andronic et au fils de celui-ci Jean » (MM II, n° 344, p. 26, l. 27-34).

699. DOUKAS XII § 4, p. 73²⁵⁻²⁸.

700. Manuel semble avoir séjourné auprès de Murad en Asie Mineure durant l'année 1381 : KYDÔNÈS, L218/T209 et L220/T213. Sur ces deux lettres, voir DENNIS, *The Reign of Manuel II*, p. 48-49.

701. Voir à ce sujet les lettres que Kydônès adresse à Manuel II peu après son départ de Constantinople : KYDÔNÈS, L203/T233, L243/T234 et L247/T236. DENNIS, *The Reign of Manuel II*, p. 46, a noté qu'Isidôros Glabas, à l'époque métropolitain de Thessalonique, dit que Manuel n'était pas attendu dans la capitale de la Macédoine à l'époque (LAOURDAS, Isidôros Glabas, p. 31⁷⁻⁹). Le statut de Manuel après les accords de 1381 demeure néanmoins une question problématique. Il est difficile de comprendre pourquoi Jean V, qui avait dû consentir à la dégradation de son deuxième fils, ne lui accorda pas l'administration d'un territoire pour compenser la perte de ses droits à la succession. L'empereur avait peut-être songé qu'il resterait à ses côtés à Constantinople, parce qu'il soupçonnait Andronic de vouloir tenter un nouveau coup de force. Toutefois, compte tenu des événements, Manuel ne semble pas avoir été d'accord avec les termes du traité, ce pourquoi il dut décider contre l'avis de son père de s'établir à Thessalonique.

702. BELGRANO, Prima serie, p. 133 : *advertentes quemadmodum post pacem factam inter dictum dominum imperatorem Iohannem ex una parte et dominum imperatorem Andronicum eius filium ex altera parte, aliquae suspiciones et dubitationes remanserunt in cordibus eorum, et volentes ipsas sendare, tolerare et extrahere de dictis eorum cordibus...*

à son fils Andronic IV, ni au fils de celui-ci, Jean VII. Il promettait de respecter leur territoire et de leur porter assistance en cas d'attaque d'un ennemi, sauf s'il s'agissait de « Murad Bey et de ses Turcs ». Les Génois de Péra s'engageaient de leur côté à aider Jean V en cas d'attaque d'Andronic IV, de Jean VII ou d'un autre ennemi, à l'exception de Murad Bey. Enfin, Andronic IV devait également porter secours à son père en cas d'attaque d'un ennemi, y compris de son fils Jean VII. La clause concernant « Murad Bey et ses Turcs » révèle qui avait été le grand bénéficiaire de la paix.

Après les accords de 1381-1382, la souveraineté de Byzance était partagée entre trois empereurs, chacun ayant sous son autorité une région déterminée. Jean V résidait à Constantinople et contrôlait la région proche de la capitale, la bande côtière de la mer Noire ainsi que les îles du nord de l'Égée (Imbros, Lemnos et Samothrace)⁷⁰³. Andronic IV et, plus tard, son fils Jean VII, régnaient sur la côte septentrionale de la mer de Marmara, dont la capitale était Sélymbria. Manuel II enfin, après avoir fui Constantinople en automne 1382, s'était installé à Thessalonique et gouvernait la Macédoine en tant que souverain indépendant.

Venise et Gênes avaient également subi les conséquences néfastes de la guerre. Mis à part les pertes matérielles, les deux républiques avaient fini par céder du terrain dans leurs ambitions concurrentes de contrôle des Détroits. Le traité signé à Turin en août 1381 décidait que l'île de Ténédos devait être neutralisée, dépeuplée et ses fortifications détruites⁷⁰⁴. Même si l'accord de Turin visait à établir un *statu quo* dans la région, au fil du temps, il contribua à renforcer l'autorité des Ottomans sur les deux rives des Dardanelles. Au cours des dernières années du xiv^e siècle, les deux républiques ne purent que constater l'essor de l'influence ottomane sur la région.

Plus au sud, la partie du Péloponnèse qui était sous domination byzantine connut aussi des changements significatifs à la même époque. Cette région avait été jusqu'alors dirigé par la famille Kantakouzènos. Le deuxième fils de l'empereur Jean VI, Manouël Kantakouzènos, l'avait gouvernée pendant plus de trente ans jusqu'à avril 1380, date de sa mort⁷⁰⁵. Ce fut probablement alors que le despote Théodôros, dernier fils de Jean V,

703. Les îles d'Imbros et Samothrace furent cédées à Niccolò Gattilusio, seigneur d'Ainos, en 1384 (DENNIS, *The Short Chronicle of Lesbos* [cité *supra*, p. 148, n. 125], p. 126 [6], et M. BALARD, *The Genoese in the Aegean (1204-1566)*, *Mediterranean Historical Review* 4/1, 1989 [= *Latins and Greeks in the Eastern Mediterranean after 1204*, éd. B. ARBEL, B. HAMILTON, D. JACOBY, Londres 1989], p. 158-174, ici p. 161). Mais, au début du xv^e siècle, ces îles étaient revenues au pouvoir de l'Empire.

704. La dispute sur l'île de Ténédos ne finit pas avec le traité de Turin. Dans les années 1390, Venise continua à réclamer le contrôle sur l'île face aux protestations de Byzance qui voulait la récupérer. L'empereur semble même avoir entrepris des travaux pour relever ses fortifications. Sur cette question, voir J. CHRYSOSTOMIDES, *Tenedos 1376 Revisited*, dans EAD., *Byzantium and Venice 1204-1453*, Ashgate 2011 (Variorum Collected Studies Series 972), XI (avec bibliographie).

705. Manouël Kantakouzènos avait reçu la direction du Péloponnèse en 1349. On sait très peu de chose de son gouvernement, mais il semble qu'il se soit consacré à consolider les conquêtes de la période précédente et à établir des alliances avec les pouvoirs locaux : LOENERTZ, *Chronique moréote*, § 6, p. 404, et § 8, p. 414-415, et ZAKYTHINOS, *Le despotat grec de Morée*, t. 1, p. 95-113.

fut désigné pour administrer le Péloponnèse. Certains historiens pensent qu'avant de rejoindre la péninsule, Théodôros fut brièvement gouverneur de la Macédoine⁷⁰⁶, mais la date et les conditions de cette nomination restent difficiles à préciser⁷⁰⁷. Théodôros était resté à Constantinople avec son père et son frère Manuel durant leur emprisonnement, c'est-à-dire jusqu'en 1379⁷⁰⁸. Il semble qu'il n'arriva dans le Péloponnèse que vers la fin 1382.

À son arrivée, Théodôros dut faire face à la révolte de l'un des fils de Matthaios Kantakouzènos, le despote Iôannès Kantakouzènos⁷⁰⁹. Matthaios s'était chargé de diriger la région après la mort de son frère Manouël, jusqu'à l'arrivée de Théodôros, mais il ne put arrêter son fils Iôannès, qui voulait s'emparer d'une partie du territoire⁷¹⁰. À cette époque, l'ex-empereur Jean VI (le moine Iôasaph Kantakouzènos) se trouvait aussi dans le Péloponnèse. Il avait quitté Constantinople après l'accord d'avril 1381 entre Jean V et Andronic IV, pour rejoindre Matthaios. Tous deux moururent en juin 1383⁷¹¹.

Les premières années de Théodôros comme gouverneur du Péloponnèse furent consacrées à mater la révolte du fils de Matthaios et à freiner les incursions de la compagnie navarraise, qui s'était installée dans le Péloponnèse, au nord de la frontière byzantine⁷¹². Vers 1383, le rebelle Iôannès Kantakouzènos mourut, ce qui contribua

706. DENNIS, *The Reign of Manuel II*, p. 43 : « Sometime after this date [= 7 Avril 1380, mort de Manouël Kantakouzènos] and before May 1381 when the civil war in Constantinople came to an end, Theodore was nominated to rule the Morea. » Sur cette question, qui reste difficile à élucider, voir les réflexions de BARKER, *Manuel II*, p. 43, n. 119. Voir note suivante.

707. L'hypothèse d'un mandat de Théodôros en Macédoine est suggérée par la mention dans un acte athonite de 1384 d'une ordonnance du despote Théodôros accordant au César de Thessalie, Alexios Philanthrôpènos, le *kastron* de Kolydros, situé près de Thessalonique. Sur cette question, voir V. LAURENT, Une nouvelle fondation monastique des Choumnos : la Nèa Moni de Thessalonique, *REB* 13, 1955, p. 109-132, et R.-J. LOENERTZ, Un prostagma perdu de Théodore I^{er} Paléologue regardant Thessalonique (1380/82 ?), *EEBS* 25, 1955, p. 170-172. Sur la chronologie, voir aussi les remarques dans *Lavra* III, p. 118. Toutefois, il convient de rappeler le passage de CHALKOKONDYLÈS I, p. 48³⁻⁷, selon lequel Théodôros se serait arrêté à Thessalonique simplement pour rendre visite à son frère avant de rejoindre sa destination finale, le Péloponnèse. Ce bref séjour à Thessalonique pourrait expliquer pourquoi il délivra un acte en faveur du César de Thessalie, sans qu'il soit nécessaire de supposer une période de gouvernement de Théodôros en Macédoine. Toutefois rien de cela n'est sûr, car le témoignage de Chalkokondylès est, on l'a vu, très imprécis sur les événements du XIV^e siècle.

708. La plupart des renseignements sur la vie de Théodôros proviennent de l'oraison funèbre composée par son frère l'empereur Manuel II en 1407, qui a été éditée, traduite et commentée par Julian Chrysostomides : MANUEL II, *Oraison funèbre*. Manuel dit que Théodôros, même s'il avait eu l'occasion de quitter Constantinople à l'époque du coup d'État d'Andronic IV, préféra rester aux côtés de son père et de son frère et partager leur sort en prison (cf. *ibid.*, p. 101-109).

709. Sur la révolte de Iôannès Kantakouzènos, voir G. GEROLA, L'effigie del despota Giovanni Cantacuzeno, *Byz.* 6, 1931, p. 379-387, et KALLIGAS, *Byzantine Monemvasia*, p. 143-145. Les enfants de Matthaios semblent avoir suivi leur père dans le Péloponnèse après le traité d'Épibatai de 1357.

710. Selon l'*Oraison funèbre*, Matthaios aurait chargé son fils Iôannès du commandement de plusieurs forteresses dans le Péloponnèse (MANUEL II, *Oraison funèbre*, p. 117²²).

711. NICOL, *Kantakouzenos*, p. 92 et 120 (avec bibliographie).

712. En 1379, le dernier empereur latin, Jacques des Baux, avait engagé cette compagnie de mercenaires navarrais pour consolider sa domination sur la principauté d'Achaïe et s'emparer des duchés d'Athènes et Néopatras. Après la mort de Jacques des Baux en 1383, la compagnie

à stabiliser la situation à l'intérieur du territoire byzantin⁷¹³. Vers la même époque, peut-être un peu plus tard, Théodôros conclut une alliance avec Nerio Acciaiuoli, le nouveau seigneur de Corinthe, afin de combattre ensemble les Navarrais⁷¹⁴. Dans ses relations avec les Ottomans, Théodôros suivit la politique de son frère Manuel à Thessalonique, refusant dans un premier temps de prêter allégeance à Murad I^{er}. Durant quelques années, les deux princes Palaiologoi allaient ainsi s'opposer à l'avancée turque dans les Balkans.

Les derniers réduits byzantins face aux Ottomans : la conquête turque de la Macédoine (1383-1387)

Après avoir pris connaissance du contenu de l'accord passé entre Jean V et Andronic IV, Manuel II s'était enfui à Thessalonique. La date de son arrivée a été établie par George Dennis : peu après la signature du traité entre Gênes et Jean V, donc vers novembre 1382⁷¹⁵. Par son départ inopiné de Constantinople, Manuel avait manifesté son désaccord avec les termes du traité conclu entre son père et son frère, qui l'écartait définitivement de la succession au trône. Il s'opposait aussi à leur politique de soumission envers les Ottomans. Dès son arrivée à Thessalonique, Manuel refusa de prêter allégeance à Murad et résista par les armes à l'avancée ottomane. Ses premières actions remportèrent quelques succès. On en trouve l'écho dans les lettres que lui envoya à cette époque son ami Kydônès⁷¹⁶. Elles font allusion à une première victoire dans la région de Serrès et à une autre un peu plus tard, peut-être durant l'été 1383, à l'occasion d'une opération terrestre et navale⁷¹⁷. Le lettré byzantin raconte à son impérial

prit le contrôle de ces deux duchés jusqu'à leur conquête par Nerio Acciaiuoli à la fin des années 1380. Dans l'oraison funèbre en l'honneur de son frère, Manuel II dit qu'à cette époque les villes du Péloponnèse étaient victimes des incursions des Latins voisins ainsi que des Turcs : « Ils attaquaient soit par terre avec la cavalerie, soit par mer avec des bateaux pirates » (MANUEL II, *Oraison funèbre*, p. 115⁷⁻¹⁰). Sur la compagnie des Navarrais en Grèce, voir LOENERTZ, Athènes et Néopatras I et II ; ID., Hospitaliers et Navarrais ; et A. LUTTRELL, Appunti sulle compagnie navarresi in Grecia, *Rivista di studi bizantini e slavi* 3, 1984, p. 113-127 (= ID., *The Hospitallers of Rhodes and the Mediterranean World*, Aldershot 1992 [Variorum Collected Studies Series 360], VIII).

713. Après la mort du despote Îoannès Kantakouzènos (sur laquelle voir MANUEL II, *Oraison funèbre*, p. 119⁵), certains archontes locaux continuèrent à contester l'autorité de Théodôros. Il convient de souligner le rôle de la famille des Mamônas, originaires de la ville de Monemvasie, qui refusèrent pendant longtemps de reconnaître l'autorité des Paléologues : voir *infra*, p. 444.

714. En 1384, Théodôros épousa la fille aînée de Nerio, Bartolomea. Sur cette alliance, voir J. CHRYSOSTOMIDES, An Unpublished Letter of Nerio Acciaiuoli (30 October 1384), *Βυζαντινά* 7, 1975, p. 120-123 (= EAD., *Byzantium and Venice, 1204-1453*, Aldershot 2011 [Variorum Collected Studies Series 972], V).

715. Sur la période du gouvernement de Manuel II à Thessalonique, de 1382 à 1387, l'étude de référence reste celle de DENNIS, *The Reign of Manuel II*. Pour la question de la date de l'arrivée de Manuel II à Thessalonique, voir *ibid.*, p. 57-60.

716. Voir les lettres L244/T235, L247/T236 et L249/T237, adressées à l'empereur Manuel II.

717. Pour la victoire de Serrès, voir DENNIS, *The Reign of Manuel II*, p. 67-69. Kydônès mentionne les victoires remportées par Manuel lors d'une bataille navale et d'une bataille terrestre dans une lettre adressée à cet empereur vers l'été 1383 : KYDÔNÈS, *Correspondance* II, n° 312,

ami l'impression qu'avaient produite à Constantinople les nouvelles de ses exploits en Macédoine et l'arrivée des trésors pris aux Turcs :

Ils te voient comme un homme heureux et béni, non seulement parce tu t'es enrichi toi-même, mais parce tu as donné l'opportunité à tes hommes d'échanger leur pauvreté contre une aisance merveilleuse. On dit qu'un de tes hommes a envoyé à sa famille des vêtements et des objets en or, que vous avez capturés, et il a promis d'envoyer davantage à sa femme au printemps (on sait que plus précieux que les biens que l'on a sont les biens qui sont attendus). Crois-moi : les nouvelles au sujet des bénéfices obtenus n'ont pas échappé à notre attention, comme si c'étaient des traces que laissent les bêtes, qui n'échappent pas à l'attention des chiens de chasse⁷¹⁸.

Les victoires remportées par Manuel en Macédoine et les richesses gagnées lors de ses campagnes poussèrent quelques aristocrates et capitaines d'aventure à quitter Constantinople pour rejoindre ce « nouvel empire » (*néa archè*) de Thessalonique, terme qu'emploie Kydônès pour qualifier le régime instauré par Manuel II en Macédoine⁷¹⁹. Certains de ces aristocrates appartenaient aux grands lignages qui avaient autrefois possédé un important patrimoine foncier dans la région et dont bon nombre avaient vraisemblablement soutenu le coup d'État d'Andronic IV en 1376⁷²⁰.

La réaction de Jean V concernant la fuite de son fils et son attitude face aux Turcs semble avoir été à cette époque ambiguë. Si les victoires remportées sur l'ennemi devaient procurer à l'empereur une certaine satisfaction, ses engagements vis-à-vis de

p. 238¹⁷⁻¹⁹ (πλὴν κοινῇ πάντες ἥδον τὴν ναυμαχίαν καὶ τὴν ταύτη συναφθεῖσαν πεζομαχίαν καὶ τὴν ἐν ἀμφοτέραις νίκην). Pour la datation de cette lettre, voir DENNIS, *The Reign of Manuel II*, p. 72, n. 53, et TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 3, n° 255. Manuel II fait lui-même allusion à une bataille navale contre les Turcs dans son Discours adressé aux Thessaloniciens : cf. *infra*, n. 728.

718. KYDÔNÈS, *Correspondance* II, n° 247, p. 151²³⁻²⁹.

719. Durant l'été 1383, Kydônès adresse une lettre à l'aristocrate Iôannès Asanès, alors en Eubée. Il met cet ami en garde contre les rumeurs circulant à Constantinople à propos de son absence qui a fait croire à l'empereur qu'il s'est rendu à Thessalonique, dans le « nouvel empire » (KYDÔNÈS, *Correspondance* II, n° 264, p. 175⁷⁹⁻⁸⁰ : εἰσὶ δ'οἱ καὶ τὸν βασιλέα πείθουσιν, ὡς εἰς Θεσσαλονίκην καὶ τὴν νέαν ἀρχὴν διανοῇ μεταβῆναι). Le fait que Jean V soupçonne Asanès de vouloir se rendre à Thessalonique (peut-être avec raison) montre que d'autres aristocrates l'ont déjà fait, ainsi que l'a relevé DENNIS, *The Reign of Manuel II*, p. 59 (« If Asanes is accused – with or without reason – of wanting to go there, it would seem to imply that examples existed of such an emigration »). Dans sa lettre L247/T236, Kydônès signale que beaucoup ont l'intention de quitter Constantinople pour rejoindre Manuel en Macédoine : πολλοὺς γάρ σοι τοιούτους ὥσπερ ἀποικίαν στελλομένους παρ'ἡμῶν ἥξειν προσδόκα (KYDÔNÈS, *Correspondance* II, p. 151³¹⁻³²). Toutefois, Kydônès craint aussi l'échec de cette entreprise. Dans une lettre qu'il adresse à Radènos durant l'été 1383, il dit que si les compagnons de l'empereur Manuel, « la fine fleur de l'aristocratie », perdaient la partie, l'Empire « serait balayé comme une plante arrachée de la racine » (*ibid.*, n° 248, p. 153³¹⁻³⁵).

720. Ce fut sans doute le cas de Théodôros Kantakouzènos et de Michaël Astras, qui sont attestés en Macédoine en 1376 et qui semblent y avoir rejoint Manuel quatre ans plus tard. Sur cette question, voir ESTANGÜI GÓMEZ, *Théodôra Palaiologina*, p. 168, n. 148 (avec références aux sources). On a vu que le même phénomène s'était déjà produit en 1375, lors de la campagne de Jean V en Macédoine (cf. *supra*, p. 237).

Murad et de son autre fils Andronic le laissaient dans une position inconfortable⁷²¹. Toutefois, l'évolution ultérieure des événements, la perte de la Macédoine et la prise de Thessalonique par les Ottomans finirent par provoquer une certaine animosité de Jean V à l'égard de son fils, partagée sans doute par une bonne partie de la société byzantine⁷²².

La réponse ottomane aux succès remportés par Manuel en Macédoine fut effectivement énergique. Selon Chalkokondylès, Murad ordonna à Hayreddin Pacha, gouverneur des territoires turcs en Europe (*beylerbey* de Roumélie) et grand vizir⁷²³, de marcher contre la province byzantine de Macédoine⁷²⁴. Il ne s'agissait pas d'une simple campagne punitive contre un prince rebelle, mais de la soumission de la population et de l'annexion du territoire par l'État ottoman. Les premières attaques commencèrent au printemps ou au début de l'été 1383. À cette époque, l'arrière-pays semble avoir été déjà occupé par les Ottomans. Serrès tomba le 19 septembre. La ville fut pillée et beaucoup de ses habitants faits prisonniers⁷²⁵.

La prise de Serrès permit aux armées ottomanes de s'approcher de Thessalonique. Dans le village de Chortaitès, où se trouvaient le fameux monastère du même nom, mais aussi une forteresse protégeant la banlieue de la capitale macédonienne, eut lieu la dernière bataille entre les troupes de Manuel II et celles de Hayreddin Pacha. La confrontation dut se produire vers la fin du mois de septembre ou au début du mois d'octobre 1383. Les troupes byzantines furent massacrées et beaucoup de pronoiars périrent⁷²⁶. La bataille de Chortaitès ouvrit aux Turcs la voie jusqu'à Thessalonique⁷²⁷.

721. On a dit (cf. *supra*, n. 719) que dans sa lettre envoyée à Asanès durant l'été 1383, Kydônès dit que l'absence prolongée de son correspondant dans la capitale et le soupçon qu'il s'était rendu à Thessalonique pouvaient provoquer la ruine de « sa maison » (KYDÔNÈS, *Correspondance* II, n° 264, p. 174). Toutefois, dans sa lettre à Manuel, après que celui-ci eut remporté ses premières victoires sur les Ottomans, Kydônès parle des « louanges de l'empereur » et de l'opinion favorable de « la grande assemblée », c'est-à-dire du sénat, à son égard (*ibid.*, n° 247, p. 150⁹ : οἱ τοῦ βασιλέως ἔπαινοι προχωροῦσιν ; et p. 151³²⁻³³ : αὕτη δ' ἡμῖν ἡ φήμη καὶ τὸ μέγα συνέδριον ἔσεισε, καὶ πάντων ἀκούσῃ τὰ τάλαντα καὶ τὸν ἄργυρον καὶ τοὺς στατῆρας ὑμνούντων).

722. Voir les lettres de Kydônès L368/T354, L370/T353, L372/T355, L374/T358 et L381/T357. Sur cette question, voir aussi LOENERTZ, Manuel II à Lemnos, p. 120, n. 2.

723. Aux côtés de Hayreddin Pacha se trouvait Evrenos Bey, l'ancien chef turc établi en Thrace depuis le milieu du xiv^e siècle : voir *supra*, p. 133-134. Sur Hayreddin Pacha, voir *PLP* 11097 (Καραλίμπασιας Χαϊρατίνης), et *EP*, t. 2, p. 456 (art. « Djandarlı »).

724. CHALKOKONDYLÈS I, p. 42¹⁰⁻¹³.

725. Sur ces événements, voir DENNIS, *The Reign of Manuel II*, p. 70 et 74-75. Parmi les captifs de Serrès se trouvait le métropolite Matthaios Phakrasès, qui fut un personnage important de la vie religieuse de l'Empire à la fin du xiv^e siècle (*PLP* 29584).

726. Un acte athonite du xv^e siècle rappelle que le pronoiar Manouël Déblitzènos était mort à la bataille de Chortaitès contre les Turcs : *Docheiariou*, n° 58 (1419), l. 14-15 (ὁ Δοβλητζηνός, μετὰ καιρὸν ἀπελθὼν ἐν τῇ μάχῃ τῶν Τούρκων εἰς τὸν Χορταϊτήν ἐκ βασιλικῆς προστάξεως, ἐτελεύτησεν ἐκεῖ).

727. Kydônès nous a laissé dans ses lettres un témoignage de l'émotion que provoquèrent chez les contemporains la prise de Serrès et la défaite de Chortaitès. Voir par exemple sa lettre L289/T272, adressée à son ami Radènos (traduction CAMMELLI, *Démétrius Cydonès*, n° 40, p. 107-108) : « Après la nouvelle relative à Serrès, après l'énorme butin et toutes les orgies qu'ils [= les Ottomans] ont faits aux frais de la patrie, la fortune, en nous décochant un coup encore plus grave, celui de Chortiatos [*sic*], nous a frappés en plein cœur » (KYDÔNÈS, *Correspondance* II, p. 209⁹⁻¹²).

Arrivés devant les portes de la ville, ils en exigèrent la reddition, mais Manuel refusa de rendre la place et s'apprêta à soutenir un siège qui devait durer presque quatre ans, jusqu'au printemps 1387⁷²⁸.

Durant ce siège, Manuel dut faire face à de nombreux obstacles venant de l'extérieur mais aussi de l'intérieur de la ville. En effet, il semble qu'une partie de la population, épuisée par l'effort financier que réclamait la guerre et par les difficultés consécutives au blocus, ait été favorable à une reddition⁷²⁹. Plus le siège durait, plus nombreux étaient ceux qui demandaient à l'empereur de capituler. Manuel se serait néanmoins montré déterminé à résister à l'ennemi et aurait essayé d'insuffler du courage au peuple de la ville par des discours et des harangues. Le rôle du métropolite Isidôros Glabas semble avoir été également important, car dans ses sermons il exhorta le peuple à se rassembler autour de l'empereur et à lui offrir un appui. Toutefois, les relations entre Glabas et Manuel II ne furent pas toujours cordiales durant les années difficiles du siège. Peu après le début du blocus, le métropolite prononça une homélie dans laquelle il dénonçait avec véhémence les extorsions commises par les fonctionnaires contre les biens ecclésiastiques. Il se référait en particulier à la confiscation du domaine de Saint-Sôzôn, qui était une propriété de l'Église de Thessalonique⁷³⁰.

La confiscation de certaines propriétés de l'Église rappelle le décret de « pronôïa-risation » mis en place vers 1374 ou 1375. Manuel dut reprendre les mêmes mesures pour renforcer l'armée et trouver de nouvelles ressources économiques. Il s'agissait peut-être de révoquer certaines décisions de son frère Andronic IV qui, on l'a vu, avait été particulièrement favorable à la consolidation de la grande propriété ecclésiastique et laïque. Quoi qu'il en soit, la question de la confiscation de biens ecclésiastiques provoqua des tensions entre le prélat et l'empereur, au point que Glabas quitta Thessalonique pour Constantinople au printemps 1384. Il ne devait revenir en Macédoine qu'après la conquête ottomane de la ville au printemps 1387⁷³¹.

Afin de pouvoir compter sur quelques soutiens externes lui permettant de s'opposer aux Ottomans, Manuel II avait établi des contacts avec les pouvoirs chrétiens voisins durant ces années du siège de Thessalonique, voire auparavant⁷³². Le plus important de ces alliés fut le César Alexios Angélos Philanthrôpènos, qui gouvernait la Thessalie⁷³³.

728. Avant de répondre à l'assaillant, Manuel avait réuni l'assemblée du peuple thessalonicien (ἐκκλησία τοῦ δήμου) pour s'assurer de son soutien durant le siège. À cette occasion, l'empereur prononça un discours (συμβουλευτικός) exhortant les Thessaloniciens à la résistance. Il a été édité par B. LAOURDAS, 'Ο « Συμβουλευτικός πρὸς τοὺς Θεσσαλονίκεις » τοῦ Μανουὴλ Παλαιολόγου, *Μακεδονικά* 3, 1955, p. 290-307. Pour une analyse de son contenu, voir DENNIS, *The Reign of Manuel II*, p. 81-84. Pour la date de la prise de Thessalonique, voir la discussion de SCHREINER, *Kleinchroniken* II, p. 332-333 (« 1387 März-Mai [?] »).

729. Parmi ceux qui étaient favorables à la reddition, il y avait plusieurs notables : ΚΥΔΩΝÈS, *Correspondance* II, n° 324, p. 254³⁹⁻⁴².

730. Cette homélie a été éditée dans GLABAS, *Homélies*, n° 30, p. 67-84, pour l'allusion à Saint-Sôzôn, voir p. 83. Sur la confiscation de ce bien, voir DENNIS, *The Reign of Manuel II*, p. 89-91. Sur Isidôros Glabas, voir *infra*, p. 293, n. 793.

731. DENNIS, *The Reign of Manuel II*, p. 91-95.

732. Je ne parlerai pas ici des contacts entre Manuel II et le pape Urbain VI. Sur cette question, voir *ibid.*, p. 136-150.

733. Sur Alexios Angélos Philanthrôpènos, voir *PLP* 29750.

Le parcours de ce personnage est assez confus, mais il aurait remplacé l'ancien souverain de la région, Iôannès Uroš Palaiologos, peu avant 1381. D'après la documentation qui nous est parvenue, Alexios semble avoir toujours reconnu l'autorité de l'empereur byzantin⁷³⁴. D'ailleurs, son titre de César doit lui avoir été décerné par une autorité byzantine. Il paraît s'être rapproché du pouvoir en place à Thessalonique dès l'arrivée de Manuel en Macédoine, en 1382, car plusieurs actes révèlent qu'il avait reçu de cet empereur des biens fonciers situés en territoire byzantin⁷³⁵. On ignore toutefois les conséquences réelles de l'alliance entre Manuel et Alexios dans la lutte contre les Ottomans. En 1386, les troupes de Hayreddin envahirent la Thessalie et prirent Larissa, sa capitale. En dépit de ces défaites, Alexios put conserver une partie de la région sous son autorité. Il est attesté pour la dernière fois en décembre 1389⁷³⁶.

Thomas Preljubovič, seigneur de la ville de Iôannina, se joignit aussi à cette ligue antiturque informelle dirigée par Manuel II depuis Thessalonique⁷³⁷. Ancien gouverneur de la ville de Bodéna, en Macédoine occidentale, Preljubovič avait été chargé de l'administration de Iôannina vers 1366/1367⁷³⁸. Il avait épousé Maria Angéline Palaiologina, fille de l'ancien roi serbe Simeon Uroš († 1371) et belle-fille du puissant seigneur Radoslav Hlapen, qui gouvernait une grande partie de la Macédoine occidentale. Vers 1380, Preljubovič avait reconnu la suzeraineté ottomane sur la région et s'était allié avec le commandant Lâlâ Şahîn pour vaincre les Albanais commandés par Ghin Boua Spata. Toutefois, au cours de l'année 1382, il changea de politique et se rapprocha de Manuel II. Après septembre 1382, il envoya à Thessalonique une ambassade dirigée par Gabriël, higoumène de l'Archimandreion⁷³⁹, pour faire acte de soumission à l'empereur. À son retour à Iôannina, Gabriël était accompagné d'un archonte byzantin, un certain Mangaphas, qui apportait avec lui les insignes de despote, avec lesquels Preljubovič fut investi⁷⁴⁰.

734. Dans un acte de 1381, Alexios dit posséder le gouvernement de la Blaquie (c'est-à-dire de la Thessalie) « grâce à la Providence divine et à l'autorité de nos puissants, saints et pieux seigneurs et empereurs » (L. HEUZEY, Jugement synodal en faveur du couvent de la Panaghia des Grandes-Portes, *Revue des études grecques* 32, 1919, p. 302-319, ici p. 306). Ces empereurs étaient ceux de Byzance, c'est-à-dire Jean V, Andronic IV et Manuel II, comme l'ont suggéré R.-J. LOENERTZ, Notes sur le règne de Manuel II à Thessalonique, *BZ* 50, 1957, p. 390-396, ici p. 390-394, et DENNIS, *The Reign of Manuel II*, p. 104.

735. Il s'agit de deux actes de donation établis en faveur du monastère thessalonicien de la Née Monè, fondé par l'aristocrate Makarios Choumnos : *Lavra* III, nos 150 (1384) et 151 (1389). Par ces actes, Alexios fit don à la Née Monè de deux biens fonciers qu'il avait reçus de Manuel II et de son frère le despote Théodôros Palaiologos : le *kastron* de Kolydros et le *monydrion* de Sainte-Phôtis, sis à l'intérieur de Thessalonique. Sur ces actes, voir *supra*, p. 275, n. 707.

736. Il s'agit de son second acte de donation en faveur du monastère de la Née Monè de Thessalonique : *Lavra* III, n° 151. Il eut pour successeur un certain Manouël Angélos Philanthrôpènos, sans doute son fils ou son frère, attesté entre 1392 et 1394 (*PLP* 29771).

737. Sur les relations entre Manuel II et Thomas Preljubovič, voir DENNIS, *The Reign of Manuel II*, p. 105-108. Sur Thomas, voir *PLP* 23721.

738. Cf. NICOL, *Epiros*, p. 142-143.

739. L'Archimandreion était le nom sous lequel était connu le monastère de la Dormition de la Vierge à Iôannina : cf. *ibid.*, p. 152.

740. *Chronique de Iôannina*, chap. 26, p. 48. Gabriël fut nommé métropolite de Iôannina en 1386 (*ibid.*, chap. 23, p. 50-51).

L'alliance entre le despote Preljubovič et Manuel II ne semble pas avoir eu davantage de résultats pratiques. Il est vrai qu'à peine un an plus tard, en décembre 1384, le seigneur de Iôaninna fut assassiné et que lui succéda le Florentin Esau Buondelmonti, qui épousa sa veuve Maria Angéline. L'année suivante, Buondelmonti prêta allégeance à Murad et reçut de l'empereur Jean V les insignes de despote⁷⁴¹.

On a dit que le despote Théodôros Palaiologos, gouverneur du Péloponnèse depuis 1382, s'opposa aux Ottomans comme Manuel II le faisait à Thessalonique. Malgré la distance importante entre les deux territoires sous domination byzantine, plusieurs sources témoignent d'une alliance entre les deux frères pour combattre les Turcs, alliance à laquelle adhéra aussi Nerio Acciaiuoli, seigneur de Corinthe, dont la fille avait épousé Théodôros en 1384⁷⁴². On sait par exemple que Manuel envoya vers l'hiver 1384-1385 un contingent de cent cavaliers pour aider Théodôros et Nerio à combattre leurs ennemis communs dans le Péloponnèse. De même, les deux frères envoyèrent une ambassade conjointe à Venise pour demander de l'aide dans leur lutte contre Murad I^{er}, ainsi que l'intervention de la république auprès du souverain ottoman afin de conclure un traité de paix avec ce dernier⁷⁴³.

L'alliance avec Théodôros ne permit pas de lever le siège de Thessalonique, qui tomba entre les mains des Ottomans au printemps 1387⁷⁴⁴. Manuel s'était enfui de la ville quelques jours plus tôt et se réfugia à Lesbos, auprès de son cousin Francesco II Gattilusio, qui lui permit de camper en dehors des murailles de Mytilène, en attendant la suite des événements. Peu de temps après, vers l'été 1387, Manuel se rendit de son plein gré auprès de Murad qui se trouvait alors à Brousse, sa capitale asiatique. Il prêta allégeance au souverain ottoman et dut reconnaître les clauses du traité de 1381. Puis, il se rendit à Constantinople pour solliciter le pardon de son père Jean V, qui l'envoya dans l'île de Lemnos, où il demeura jusqu'en 1389, à la veille du coup d'État de son neveu Jean VII⁷⁴⁵.

De son côté, Théodôros poursuivit ses campagnes pour consolider l'autorité byzantine dans la péninsule. Cependant, après avoir subi quelques défaites, il fut finalement contraint d'accepter lui aussi l'autorité ottomane. En effet en 1387, Théodôros fit appel à Evrenos Bey, le lieutenant ottoman dans la région, qui était devenu puissant en Thessalie après la soumission de Larissa en 1386, pour vaincre les archontes locaux

741. Sur Esau Buondelmonti, voir *PLP* 8147 (Ιζαύ). Sur l'envoi des insignes de despote par Jean V depuis Constantinople, voir *Chronique de Iôannina*, chap. 32, p. 50.

742. Sur cette alliance, voir la lettre envoyée par l'évêque d'Argos, le dominicain Giacomo Pigaloti, depuis Venise, au cardinal Angelo Acciaiuoli, à Florence, en janvier ou février 1385 (éd. RUBIÓ, *Diplomatari*, n° 574, p. 611-613) et un acte des archives de Venise (voir note suivante). Un passage de la chronique de l'historien espagnol du xvi^e siècle Jerónimo Zurita y Castro, fondée sur des documents authentiques aujourd'hui perdus, témoigne également de cette alliance entre Théodôros et Manuel II (cf. R.-J. LOENERTZ, Une page de Jérôme Zurita relative aux duchés catalans de Grèce, *REB* 14, 1956, p. 158-168 [= Id., *Byzantina et Franco-Graeca. Articles parus de 1935 à 1966*, éd. P. SCHREINER, Rome 1970, p. 371-382]). Sur cette question, voir aussi DENNIS, *The Reign of Manuel II*, p. 119-128.

743. La délibération du sénat vénitien du 18 avril 1385 est éditée par DENNIS, *ibid.*, App. A, p. 163-164.

744. *Ibid.*, p. 151-155. Pour la date de la prise de Thessalonique, voir *supra*, n. 728.

745. Sur l'entretien entre Manuel et Murad, voir DENNIS, *The Reign of Manuel II*, p. 158, et BARKER, *Manuel II*, p. 61-65. Sur le séjour de Manuel II à Lemnos, voir LOENERTZ, Manuel II à Lemnos.

qui ne reconnaissaient pas encore l'autorité des Paléologues et pour freiner les exactions de la compagnie navarraise. Théodôros, après avoir consolidé ainsi sa position dans le Péloponnèse, accepta de devenir le vassal de Murad et lui fit acte d'allégeance⁷⁴⁶. Dès lors plus aucun territoire byzantin ne s'opposait à la prééminence des Ottomans dans les Balkans.

La première grande offensive ottomane dans les Balkans : de la reprise de Gallipoli à la bataille de Kosovo Polje (1376-1389)

L'arrivée au pouvoir d'Andronic IV avait été propice à la montée en puissance des Turcs en Europe. La cession de Gallipoli à la fin de l'été 1376 avait permis aux Ottomans d'unifier leurs territoires d'Asie et d'Europe. Murad pouvait à nouveau compter sur le soutien des *bey*s turcs installés en Thrace. Dorénavant, avec le contrôle de Gallipoli, il n'était donc plus dépendant des Byzantins pour traverser les Détroits et faire passer des troupes d'Anatolie en Europe.

Le gouvernement byzantin, satisfait de pouvoir conserver et mettre en valeur les quelques territoires acquis à la faveur de la désagrégation serbe, ne fit rien pour s'opposer à la pénétration turque dans les Balkans et à l'intérieur même de l'Empire. Lorsque Jean V revint sur le trône en 1379, en partie grâce au soutien de Murad, qui avait trouvé dans les disputes au sein de la famille impériale un levier pour exercer son contrôle sur l'Empire, il était impossible de revenir en arrière et l'ancien empereur dut renouveler les termes de l'accord passé entre son fils et Murad, dans des conditions au demeurant encore plus humiliantes⁷⁴⁷.

À la même époque, les troupes ottomanes avançaient en Europe. Après avoir consolidé sa souveraineté sur la Thrace, Murad se tourna contre le royaume de Bulgarie. Les divisions internes de cet État permirent aux Ottomans de s'y imposer aisément. La plupart des spécialistes considèrent que la Bulgarie devint un État vassal des Turcs dès 1376, à l'occasion du mariage de Tamara, sœur du tsar bulgare Ivan Šišman, avec Murad. Toutefois, ce nouveau pas vers la dépendance envers le souverain ottoman n'empêcha pas les attaques et les raids contre la Bulgarie, qui continuèrent à ravager ce pays. Les seigneurs bulgares furent dépossédés de leurs territoires, tandis que les communautés rurales se dissolvaient, victimes des pillages. Les villes de Sofia et de Štip furent prises en 1385 et Preslav, Šumen et Silistria en 1388. À la fin de la décennie 1380, les Bulgares ne contrôlaient plus qu'une petite partie du territoire, autour de la principauté de Vidin, ainsi que la région proche de la mer Noire.

Les Ottomans continuèrent aussi leur avancée vers l'ouest, c'est-à-dire vers les territoires qui étaient restés sous souveraineté serbe. Après avoir occupé la Macédoine byzantine en 1383, ils s'engagèrent dans la conquête de la Thessalie et de la Macédoine occidentale. On ne connaît pas les dates exactes de la prise de Kastoria et Bitola,

746. Sur la soumission de Théodôros aux Ottomans et la campagne d'Evrenos Bey dans le Péloponnèse, voir LOENERTZ, Pour l'histoire du Péloponnèse, p. 168-170, et REINERT, From Niš to Kosovo Polje, p. 195-199.

747. Les conditions de vassalité imposées par les Ottomans aux Byzantins incluaient désormais le versement d'un lourd tribut, supérieur à celui que versait déjà Andronic IV, ainsi que l'envoi de troupes et la participation d'un membre de la famille impériale lors des campagnes du souverain ottoman.

mais elles sont certainement antérieures à 1386, année de la soumission de Larissa. Vers la même époque, les Ottomans pénétrèrent aussi dans le territoire du prince (*knez*) serbe Lazar Hrebeljanović⁷⁴⁸. En 1386, ils prirent l'importante ville de Niš, qui contrôlait le passage vers la Serbie⁷⁴⁹. Il est difficile de déterminer si Lazar devint dès cette époque le vassal des Ottomans⁷⁵⁰.

En août 1388, les Bosniaques remportèrent une victoire face aux Turcs à Bileća, ce qui força Murad à intervenir personnellement dans cette région des Balkans⁷⁵¹. En juin 1389, son armée entra en territoire serbe et affronta une coalition de princes chrétiens, dirigée par le prince Lazar, dans les plaines du Kosovo. Le résultat de cette célèbre bataille fut incertain. Aussi bien Murad que le prince Lazar y laissèrent la vie. Dans les deux camps, le nombre de morts fut très élevé⁷⁵². Toutefois, les Serbes, qui avaient épuisé leur capacité de résistance, n'étaient plus en mesure de s'opposer aux Turcs, dont la puissance militaire était supérieure. Après la mort de Lazar, sa veuve, la princesse Milica, devenue la moniale Eugénia, dut se résoudre à accepter pour son pays le statut de vassal de Murad⁷⁵³. La situation de la Serbie était à l'époque très difficile, car elle était menacée non seulement par les Ottomans, mais aussi par ses voisins du nord, les Hongrois⁷⁵⁴. Par ailleurs, la disparition du prince Lazar avait provoqué des conflits à l'intérieur de la principauté serbe : le fils aîné de Lazar, Stefan, étant mineur, ce fut sa mère, la moniale Eugénia, qui assuma la régence⁷⁵⁵ ; mais, dans les terres du

748. Sur le *knez* Lazar Hrebeljanović, attesté comme souverain d'une partie du territoire serbe entre 1371 et 1389, voir *PLP* 14331 (Λάζαρος).

749. Pour les campagnes de Murad I^{er} en Serbie entre 1386 et 1389, voir REINERT, *From Niš to Kosovo Polje*. Vers la même époque, Lazar infligea une défaite aux Ottomans à Pločnik, localité située à l'ouest de Niš.

750. Ce sont les sources ottomanes qui rapportent que Lazar fit à cette époque acte d'allégeance à Murad, alors que les chroniques serbes n'en disent rien : cf. REINERT, *From Niš to Kosovo Polje*, p. 177-179.

751. Sur la bataille de Bileća (1388), voir S. W. REINERT, *A Byzantine Source on the Battles of Bileća (?) and Kosovo Polje: Kydones' Letters 396 and 398 Reconsidered*, dans *Studies in Ottoman History in Honour of Professor V. L. Ménage*, éd. C. HEYWOOD et C. IMBER, Istanbul 1994, p. 249-272. Sur les conséquences immédiates de la victoire de Bileća, voir JIREČEK, *Geschichte der Serben*, t. 2, p. 119. En 1388, les armées de Murad avaient lancé une nouvelle attaque contre la Bulgarie : cf. REINERT, *From Niš to Kosovo Polje*, p. 184-185.

752. La bataille de Kosovo Polje (« champ des merles ») est l'un des événements les plus connus de l'histoire médiévale des Balkans. Elle a fait l'objet d'une riche littérature épique en langue serbe qui mélange les faits réels et légendaires. Le comportement de Vuk Branković durant les combats et l'assassinat de Murad par le noble serbe Miloš Obilić sont, par exemple, deux questions encore controversées. Par ses conséquences décisives sur l'histoire de la Serbie, cette bataille est devenue importante dans l'idéologie nationaliste serbe contemporaine. La bibliographie sur cet événement est donc très riche : voir par exemple T. EMMERT, *The Battle of Kosovo: Early Reports of Victory and Defeat*, dans *Kosovo, Legacy of a Medieval Battle*, éd. W. VUCINICH et T. EMMERT, Minneapolis 1991, p. 19-40.

753. Il convient de souligner que ce fut peut-être à cette occasion qu'une fille du prince Lazar et de la princesse Milica, Olivera (Maria), épousa le fils de Murad, Bayezid.

754. Les Hongrois attaquèrent la Serbie dès novembre 1389, profitant de la commotion provoquée par la bataille de Kosovo.

755. Sur la princesse Milica/Eugénia, voir *PLP* 91854 (Ἐλένη). Sur son fils Stefan Lazarević, voir *PLP* 26763 (Στέφανος).

sud, le seigneur Vuk Branković, ayant consolidé son autorité, se proclama gouverneur indépendant⁷⁵⁶. Branković refusa quant à lui d'accepter le statut de vassal des Ottomans, mais il subit une terrible défaite dans la forteresse de Skopje en janvier 1392 ; cet événement mit un terme définitif à sa résistance et l'obligea à accepter, lui aussi, les conditions du souverain turc, Bayezid I^{er}, le successeur de Murad I^{er}.

À Byzance, les nouvelles concernant l'avancée ottomane devaient provoquer un profond sentiment d'impuissance. Afin d'éviter la confrontation, l'empereur avait été contraint d'envoyer de l'argent et des hommes qui contribuèrent, aux côtés des Turcs, à la prise des villes et à la soumission des autres peuples chrétiens des Balkans. Depuis la perte de la Macédoine en 1383 et de Thessalonique en 1387, nombre de Byzantins s'étaient persuadés que toute tentative de résistance aux Ottomans était vaine. Certains croyaient encore à la possibilité d'un secours extérieur, qui aurait pu renverser le cours des événements et libérer l'Empire de la pression des Ottomans, mais cette éventualité apparaissait de plus en plus hypothétique. Bien que les timides victoires serbes et bosniaques de la fin des années 1380 aient insufflé quelques espoirs, ceux-ci furent bientôt dissipés par la nouvelle de la bataille de Kosovo⁷⁵⁷. Or, la situation allait bientôt se dégrader davantage, car une nouvelle crise interne était sur le point d'éclater. Jean VII, le fils d'Andronic IV, avait hérité l'ambition de son père et s'apprêtait à prendre le pouvoir à Constantinople grâce à l'aide des Ottomans.

Byzance au bord de l'abîme :

du coup d'État de Jean VII à l'entretien de Serrès (1390-1394)

L'entente entre Jean V et son fils Andronic IV, conclue lors des accords de 1381 et ratifiée plus tard dans le traité byzantino-génois de 1382, ne dura pas longtemps. Depuis son apanage de Sélymbria, Andronic songea toujours à arracher le pouvoir à son père. Durant l'été 1385, il pénétra à la tête d'une armée sur les terres de Jean V et prit la forteresse de Mélantias, située près de Constantinople. Jean V lança une contre-offensive pour reprendre cette place et, au cours des combats, Andronic fut gravement blessé. À son retour à Sélymbria, il mourut. Sa place fut alors reprise par son fils Jean VII, qui songea également à s'installer sur le trône de son grand-père.

Proclamé co-empereur lors du couronnement de son père en septembre 1377 par le patriarche Makarios, Jean VII avait été reconnu par son grand-père Jean V comme l'héritier d'Andronic IV au trône de Constantinople lors des accords de 1382. On ne sait pas si la guerre de 1385 affecta le statut de Jean VII, mais la prise de Thessalonique par les Ottomans en 1387 et la disgrâce de Manuel II dut en quelque sorte conforter sa position aux yeux de la classe dirigeante de l'Empire. Quoi qu'il en soit, il semble qu'un *statu quo* s'était imposé à Constantinople concernant la question de la succession au trône dans ces années suivant la mort d'Andronic IV et la chute de Thessalonique⁷⁵⁸.

756. Sur Vuk Branković, voir *PLP* 3075 (Βούλκος). Il était le fils du noble serbe Branko Mladenović. Il épousa la fille de Lazar, Mara.

757. Voir à ce sujet, REINERT, A Byzantine Source (cité *supra*, n. 751).

758. Les rapports entre Jean V et Manuel II durant cette période demeurent peu clairs. Après la mort d'Andronic IV en 1385, Jean V envoya un ambassadeur (nommé Palaiologos) auprès de Hayreddin Pacha, qui dirigeait le siège de Thessalonique, afin d'arranger un accord entre

En avril 1389, Jean VII et sa mère Maria-Kyratza, devenue la moniale Makaria, accostèrent à Gênes⁷⁵⁹. Le motif de leur voyage n'est pas très clair, mais il était sans doute lié à une éventuelle lutte pour le pouvoir à Constantinople⁷⁶⁰. Jean VII n'était pas encore parvenu à un accord avec les autorités ligures lorsqu'arrivèrent à Gênes la nouvelle de la mort de Murad I^{er} à la bataille de Kosovo et celle de l'avènement de son fils Bayezid. Quittant alors l'Italie de manière précipitée, Jean VII se rendit auprès du nouveau souverain ottoman afin d'obtenir son soutien en vue d'une prise de pouvoir à Constantinople. Arrivé devant les murailles de la capitale, le jeune empereur parvint à rentrer dans la ville dans la nuit du 13 au 14 avril 1390, grâce à la collaboration de partisans au sein de la population constantinopolitaine⁷⁶¹.

Le règne de Jean VII fut néanmoins de courte durée. Au début du mois d'août 1390, Manuel II, à la tête d'une puissante flotte, rejoignit son père qui s'était enfermé dans sa forteresse de la Porte Dorée. Les combats se poursuivirent jusqu'au 17 septembre, lorsque Jean VII fut finalement obligé de se rendre. Bien que Manuel II et son père Jean V eussent repris le pouvoir sans l'aide de Bayezid I^{er}, ils ne tardèrent pas longtemps à entreprendre des négociations avec lui en vue de lui faire entériner leur position. Bayezid ne semble pas s'être opposé *a priori* à ce que Jean V et son deuxième fils reprennent le pouvoir, mais il se serait montré peu clair quant à la personne qui devait succéder au vieil empereur. Durant l'hiver 1390-1391, il obligea Manuel II et Jean VII à le suivre dans ses campagnes anatoliennes⁷⁶². La dernière crise au sein de la dynastie impériale lui avait offert une occasion inespérée de durcir encore la position de vasselage à laquelle Byzance était réduite. Bayezid avait surtout exigé une forte augmentation du tribut versé par les Byzantins ainsi que la destruction de la forteresse de la Porte Dorée, qui avait servi de refuge à Jean V durant le coup d'État de Jean VII⁷⁶³.

L'empereur Jean V mourut le 16 février 1391. L'avènement de Manuel II se serait alors déroulé sans opposition et avec l'accord de Bayezid qui aurait permis à Manuel de se rendre rapidement à Constantinople (mars 1391), à condition qu'il revînt ensuite aussitôt en Anatolie pour l'assister dans une nouvelle campagne militaire contre les autres émirats turcs d'Asie Mineure. Les dernières lettres de Kydônès, qui ne

Manuel II et les Ottomans. Les négociations échouèrent : cf. LOENERTZ, Manuel II à Lemnos, p. 118. Après la perte de Thessalonique, les rapports entre père et fils semblent s'être dégradés. À cette époque, une partie de l'élite politique de Constantinople aurait soutenu la candidature du jeune Jean VII : voir à ce sujet la correspondance de Kydônès, analysée par LOENERTZ, *ibid.*, p. 119-122, et BARKER, *Manuel II*, p. 63-65. Voir aussi les remarques de GANCHOU, Géorgios Goudélès, p. 291.

759. Cet épisode a fait couler de l'encre : voir J. W. BARKER, John VII in Genoa: A Problem in Late Byzantine Source Confusion, *OCP* 28, 1962, p. 213-238.

760. Voir à ce sujet les craintes exprimées par Kydônès dans la lettre adressée à Manuel II à Lemnos au lendemain de la bataille de Kosovo (15 juin 1389) : KYDÔNÈS, *Correspondance* II, n° 396. Sur cette lettre, voir l'étude déjà évoquée de REINERT, A Byzantine Source (cité *supra*, n. 751), p. 259-264, et TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 4, n° 383, p. 111-112.

761. Sur ces événements, voir REINERT, *The Palaiologoi*.

762. Voir *ibid.*, p. 331 (avec bibliographie).

763. À son arrivée au pouvoir, Bayezid I^{er} éleva aussi ses exigences envers les puissances occidentales. Il décida par exemple de faire passer la taxe pour l'exportation du blé d'un demi-hyperpre par modios à un hyperpre. Sur cette question, voir aussi *infra*, p. 517.

détenait plus aucun poste à la cour depuis plusieurs années, nous ont préservé le climat pessimiste qui régnait à cette époque dans la capitale byzantine⁷⁶⁴. Celle-ci n'avait jusqu'alors échappé à un véritable siège que grâce aux nombreuses concessions faites par les empereurs aux Ottomans et, surtout, du fait que ces derniers étaient occupés à consolider leurs frontières aussi bien en Asie qu'en Europe. Toutefois, une attaque de Constantinople apparaissait désormais chaque jour plus vraisemblable.

L'occasion se présenta à la suite des événements qui se produisirent à Serrès durant l'hiver 1393-1394. Bien que la reconstitution de cet épisode présente encore quelques zones d'ombres, l'essentiel est connu. Vers 1393, Manuel II avait essayé de mettre un terme au conflit avec son neveu Jean VII en passant un accord avec lui, aux termes duquel Manuel adopterait Jean comme « fils » et héritier au trône. L'entente semblait profitable aux deux parties qui pouvaient enfin mettre un terme à leur rivalité. Toutefois, Jean tourna casaque et révéla à Bayezid le contenu de l'accord, mettant ce dernier en fureur⁷⁶⁵. Ayant achevé ses campagnes en Asie, le souverain ottoman passa aussitôt en Europe avec l'intention de bouleverser le système politique hérité de l'époque de son père. Durant l'hiver 1393-1394, il convoqua dans la ville de Serrès tous ses vassaux chrétiens⁷⁶⁶, parmi lesquels les empereurs Manuel II et Jean VII, le despote Théodôros Palaiologos et les seigneurs serbes Stefan Lazarević, le fils du prince Lazar, et Konstantin Dejanović, gouverneur de la région au nord de la Macédoine et beau-père du souverain byzantin. Les sources sont peu claires, mais il semble que Bayezid ait voulu faire une démonstration de force devant ses vassaux. Selon les mots de Manuel II, Bayezid aurait fait aveugler les hommes qui accompagnaient l'empereur et aurait fait couper les mains de ses officiers⁷⁶⁷. L'empereur dit également que le souverain ottoman exigea de son frère Théodôros, arrivé à Serrès peu après son propre départ, de livrer Monemvasie et de l'accompagner dans une campagne en Thessalie durant les premiers mois de l'an 1394⁷⁶⁸.

Après l'entretien de Serrès, Manuel II décida donc de rompre ses liens de vassalité avec Bayezid, et Théodôros fit de même, s'enfuyant en secret du campement ottoman. En représailles, dans les mois qui suivirent Bayezid chargea Evrenos Bey d'attaquer les territoires byzantins du Péloponnèse⁷⁶⁹, tandis que lui-même se repliait vers la Thrace, sous prétexte – écrit Manuel II dans l'*Oraison funèbre* – qu'il avait reçu une

764. KYDÔNÈS, *Correspondance* II, n^{os} 442 et 443.

765. Les raisons du changement d'attitude de Jean VII restent méconnues. Sur ce traité qui impliquait l'adoption par Manuel II de son neveu Jean VII et, en retour, du fils de Manuel, le futur Jean VIII, par Jean VII, voir BARKER, *Manuel II*, p. 112, et BALARD, *La Romanie génoise*, t. 1, p. 97.

766. La chronologie du voyage de Manuel II à Serrès peut être reconstituée grâce à la documentation athonite : voir *infra*, p. 371-373.

767. MANUEL II, *Oraison funèbre*, p. 141¹⁵⁻¹⁹ : ἦν ταυτί· καὶ ὁ Αἰθίοψ τὴν ψυχὴν οὐκ ἐδύνατο τὴν μελανίαν ἀπονίψασθαι, ἀλλὰ πρῶτον ἐξεμέσας τὴν ὀργὴν δι' ὧν εἰς τοὺς ἡμετέρους ἐξύβρισεν, ἐκκόψας μὲν ὀφθαλμοὺς ἐκ τοῦ ναυτικοῦ, ἀποκόψας δὲ χεῖρας καὶ πολλὰ τισι τῶν ἐν τέλει ἐπαγαγῶν εἰς αἰσχύνην.

768. Au mois de février, Bayezid conquiert le comté latin de Salôna : BARKER, *Manuel II*, p. 120 et n. 47.

769. MANUEL II, *Oraison funèbre*, p. 157¹⁴⁻¹⁹.

lettre du sultan d'Égypte demandant son aide pour combattre le Tatar Tamerlan⁷⁷⁰. En réalité, Bayezid recruta une armée nombreuse et adressa un ultimatum à Manuel II pour livrer Constantinople. Ainsi débuta le premier grand siège ottoman de la capitale byzantine, qui devait durer huit ans, jusqu'à la défaite turque à la bataille d'Ankara (juillet 1402).

Le premier siège de Constantinople par les Ottomans (1394-1402)

Bayezid pensait que la dernière heure de Byzance avait sonné et qu'il était nécessaire à la consolidation du pouvoir ottoman de mettre fin à cet empire millénaire, réduit à l'époque à sa capitale et à quelques lambeaux de terre. C'était peut-être son intention dès son arrivée au pouvoir en 1389, mais la nécessité de renforcer la frontière orientale de l'État l'avait obligé dans un premier temps à porter son attention vers l'Asie Mineure. L'annexion de l'émirat des Djandarides (Kastamonu) et les successives victoires contre quelques petites principautés mineures du sud de l'Anatolie devaient permettre à Bayezid d'agir librement en Europe à partir de l'année 1393.

Après avoir provoqué la rupture des liens avec les différents membres de la famille régnante de Byzance à l'occasion de la rencontre de Serrès, rien n'empêchait plus Bayezid de déclarer ouvertement la guerre à Byzance. Durant la première moitié de l'an 1394, il entreprit des préparatifs afin d'accroître la puissance militaire ottomane. C'est sans doute de cette époque que date une importante réforme foncière, sur laquelle on reviendra à la fin de ce chapitre, réforme qui entraîna le bouleversement du statut de la terre dans les provinces européennes soumises à la domination ottomane.

Vers la fin du printemps ou au début de l'été 1394, Bayezid se présenta devant les remparts de Constantinople à la tête d'une formidable armée. Son intention était de prendre la ville assez rapidement et par la force. Au cours de cette année (1394), il lança plusieurs attaques dont l'intensité plongea les Byzantins dans la crainte d'une chute imminente. Le blocus organisé par Bayezid était probablement le plus sérieux que la capitale byzantine ait jamais connu. Il avait non seulement coupé les routes terrestres, mais aussi neutralisé les accès par mer, grâce au contrôle du port de Gallipoli et, plus tard, à la construction d'une forteresse sur la rive orientale du Bosphore (Anadolu Hisar)⁷⁷¹. Coupant l'accès à la ville aussi bien par les Dardanelles que par le Bosphore, les Ottomans interdisaient ainsi aux navires de porter secours à la population assiégée.

Les espoirs de Bayezid se heurtèrent toutefois à l'inexpugnabilité des murailles de Constantinople. Les premiers échecs de l'armée ottomane lui imposèrent alors un changement de stratégie. Il escompta désormais réduire la ville par un long siège et par la faim. La rigueur de ce siège devait toutefois varier selon les périodes. Pour ne citer qu'un exemple, les violents assauts de l'été et de l'automne 1395 furent suivis d'une période de relative accalmie. Celle-ci était la conséquence de l'avancée des

770. *Ibid.*, p. 157⁴⁻¹⁴. Sur ces événements, voir LOENERTZ, Pour l'histoire du Péloponnèse, p. 172-181.

771. Selon la plupart des sources, la construction d'Anadolu Hisar daterait de la période postérieure à la bataille de Nicopolis (septembre 1396 ; voir note suivante). Sur cette question, voir MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, p. 77-78.

croisés du côté du Danube, à laquelle mit néanmoins un terme la célèbre bataille de Nicopolis où les Ottomans infligèrent une déroute à la coalition des forces chrétiennes (septembre 1396)⁷⁷². De même, le blocus maritime de la capitale ne s'avéra pas toujours efficace, certains marchands parvenant à forcer les lignes ennemies et à faire ainsi rentrer du blé et d'autres denrées sur les marchés de la capitale⁷⁷³. Quant aux accès terrestres, quelques sorties de l'armée byzantine au-delà des remparts permirent ponctuellement de collecter quelques vivres dans les alentours de la ville.

Néanmoins, la situation à l'intérieur de la ville se dégrada au fur et à mesure que le siège se prolongeait. La hausse du prix des denrées alimentaires et les difficultés pour se procurer du blé provoquèrent de nombreux conflits entre les habitants. Des attaques contre les maisons et contre les champs cultivés à l'intérieur des remparts étaient fréquentes. Un marché noir aurait même existé et les autorités auraient été impliquées dans le trafic frauduleux de certains produits agricoles⁷⁷⁴.

Les mois qui suivirent la défaite de l'armée chrétienne à Nicopolis furent particulièrement difficiles pour les Constantinopolitains. Profitant des avantages que lui procura cette victoire, Bayezid redoubla ses attaques. Il croyait pouvoir briser leur résistance, après que la nouvelle de l'échec de la croisade eut mis le moral des habitants au plus bas. La situation semblait tellement désespérée que l'empereur Manuel II proposa aux Vénitiens de leur remettre Constantinople ou les îles de Lemnos et d'Imbros dans le cas où il serait obligé de s'enfuir⁷⁷⁵. Toutefois, en dépit de l'intensité des attaques

772. Sur la croisade de Nicopolis, on consultera toujours avec profit l'ouvrage de J. DELAVILLE LE ROULX, *La France en Orient au XIV^e siècle*, t. 1, Paris 1886, p. 246-299. Voir aussi A. S. ATIYA, *The Crusade of Nikopolis*, Londres 1934 (réimpr. New York 1978) ; SETTON, *Papacy*, t. 1, p. 358-369 ; É. GAUCHER, Deux regards sur une défaite : Nicopolis (d'après la chronique du religieux de Saint-Denis et le *Livre des faits* de Boucicaut), *Cahiers de recherches médiévales et humanistes* 1, 1996, p. 93-104 ; et *Nicopolis, 1396-1996. Actes du colloque international*, éd. G. PAVIOT et M. CHAUNEY-BOUILLOT, Dijon 1997 (= *Annales de Bourgogne* 68/3).

773. À propos de quelques envois de blé de Venise à Constantinople durant ces années, voir BARKER, *Manuel II*, p. 125 (décembre 1394) et 130 (décembre 1395), et GANCHOU, Géorgios Goudélès, p. 300-302.

774. Sur la situation de la population de Constantinople durant le blocus et le commerce de denrées, voir D. BERNICOLAS-HATZOPOULOS, The First Siege of Constantinople by the Ottomans (1394-1402) and its Repercussions on the Civilian Population of the City, *Études byzantines/ Byzantine Studies* 10/1, 1983, p. 39-51, et N. NECİPOĞLU, Economic Conditions in Constantinople during the Siege of Bayezid I (1394-1402), dans *Constantinople and its Hinterland (Papers from the Twenty-seventh Spring Symposium of Byzantine Studies, Oxford, April 1993)*, éd. C. MANGO et G. DAGRON, Aldershot 1995, p. 157-167.

775. ASV, *Senato, Secreta*, registro E (*olim* R), fol. 145r-v (décision du 7 avril 1397). Le contenu de cet acte a été mal compris par THIRIET, *Régestes*, t. 1, n° 932, p. 218, comme l'a souligné BARKER, *Manuel II*, p. 146, n. 38, qui a surtout exploité l'information selon laquelle Manuel II avait songé une première fois à abandonner le trône au profit de son neveu. Cet aspect est important et doit être souligné parce qu'il explique mieux la décision de Manuel de confier la direction de la capitale à Jean VII lors de son départ pour l'Occident en décembre 1399. Ce changement d'attitude à l'égard de son rival peut s'expliquer en partie par la dégradation des rapports entre Jean VII et Bayezid après la bataille de Nicopolis (1396) : le jeune empereur aurait enfin compris l'intention du souverain ottoman de s'emparer de la capitale byzantine et de conquérir ce qui restait de l'Empire. Sur le plan de la politique internationale, après

ottomanes, les remparts de la capitale byzantine restèrent inébranlables. Finalement vers l'été 1397, Bayezid ordonna la fin des attaques. Le blocus n'en continua pas moins, mais prendre la ville par la force s'était avéré pour l'heure impraticable.

Toujours encerclée par les Turcs, Constantinople connut sans doute des conditions moins sévères après 1397. Durant cette période, l'empereur Manuel II envoya plusieurs ambassades en Occident pour y quérir de l'aide, mais les résultats furent plutôt limités, bien qu'au printemps 1399 une petite force commandée par le maréchal Boucicaut ait accosté à Constantinople⁷⁷⁶. L'arrivée de ce modeste contingent d'hommes donna quelques espoirs à la population assiégée⁷⁷⁷. Ce fut alors que Manuel II, conseillé par Boucicaut, décida d'entreprendre en personne un voyage diplomatique pour solliciter l'assistance des souverains occidentaux. La suite des événements est bien connue. Après s'être réconcilié avec son neveu Jean VII, à qui il laissa le gouvernement de la ville en son absence, Manuel II quitta Constantinople au mois de décembre 1399, accompagné du maréchal français⁷⁷⁸. En route, il fit escale à Monemvasie, où s'était réfugié son frère Théodôros, auquel il confia sa femme et ses enfants⁷⁷⁹. L'empereur arriva à Venise début avril 1400, première étape d'un long périple durant lequel Manuel visita Padoue, Milan, Paris et Londres. En même temps, l'empereur envoya des ambassadeurs dans d'autres royaumes de la chrétienté occidentale, ceux de la péninsule Ibérique par exemple, pour solliciter de l'aide. Le séjour de Manuel en Occident dura deux ans, pendant lesquels Constantinople continua de subir le blocus ottoman⁷⁸⁰.

Nicopolis, les regards se tournaient vers Venise, qui semblait la seule puissance à même de fournir de l'aide. Rappelons qu'en 1388 avait été conclue une ligue anti-turque entre les Génois de Péra, la seigneurie de Lesbos, la Mahone de Chios et les chevaliers de Rhodes (cf. BALARD, *La Romanie génoise*, t. 1, p. 95), à laquelle l'empereur byzantin adhéra après 1394, lorsque ses liens de vassalité avec Bayezid furent rompus ; la république de Venise la rejoignit vers 1396.

776. Sur ces ambassades, voir BARKER, *Manuel II*, p. 154-160.

777. Peu après son arrivée à Constantinople, Boucicaut – accompagné de Manuel II – lança plusieurs attaques contre quelques châteaux ottomans situés sur la rive asiatique du Bosphore : cf. *ibid.*, p. 163, n. 71 (avec bibliographie).

778. La décision de Manuel II de laisser la direction de Constantinople à son neveu et ancien rival Jean VII fut sans doute imposée par la popularité de ce dernier dans la ville (voir *infra*, p. 298). Sur cette question, il convient d'attirer l'attention sur un passage de la chronique de Doukas : « L'empereur Manuel voyait les citoyens divisés en deux camps, l'un était contre et la condamnait [la proposition de Bayezid de céder la ville à Jean VII, après quoi il signerait la paix], alors que l'autre l'encourageait fortement et s'écriait "que Jean rentre et que les scandales prennent fin" » (DOUKAS XIV § 3, p. 83¹⁸⁻²⁰).

779. Manuel s'arrêta à Monemvasie pendant environ un mois, durant lequel il passa un accord avec les autorités vénitiennes afin d'obtenir pour sa famille l'autorisation de se replier en Crète ou dans les ports de Coron ou Modon si les Ottomans s'emparaient du Péloponnèse (IORGA, *Veneția în Marea neagră*, doc. n° LIX, p. 1118). Le despote Théodôros avait passé un accord semblable quelque temps auparavant. Durant le séjour de Manuel à Monemvasie (ou peu après), des accords furent aussi conclus avec les Hospitaliers de Rhodes afin d'assurer la protection du Péloponnèse. Rappelons que la ville de Corinthe leur avait déjà été cédée en 1397. Pour le séjour de Manuel II et de sa famille à Monemvasie, voir DJURIĆ, *Le crépuscule*, p. 90-97.

780. Sur le séjour de Manuel II en Occident, voir BARKER, *Manuel II*, p. 171-199.

En dépit des inlassables efforts déployés par l'empereur et ses diplomates, les résultats des négociations furent dans l'ensemble décevants. Ils se traduisirent par de simples promesses d'une nouvelle expédition militaire ou de collectes d'argent pour porter assistance à l'empire d'Orient.

Découragé par les maigres résultats de son long séjour en Occident, Manuel s'apprêtait à rentrer à Byzance, lorsqu'il reçut à Paris la nouvelle d'un événement qui allait bouleverser totalement la situation en Orient : Bayezid avait été vaincu et capturé par Tamerlan lors d'une bataille près d'Ankara (28 juillet 1402)⁷⁸¹. Il mourut en captivité peu après. Quant à ses fils, ils se disputaient maintenant l'héritage paternel. Malgré la menace que la présence de Tamerlan faisait peser sur la population anatolienne, ses troupes dévastant tout sur leur chemin, le blocus de Constantinople était levé et la capitale byzantine connaissait à nouveau une paix inespérée. Manuel se hâta de rentrer à Constantinople, car il fallait tirer profit de cette situation en obtenant des Ottomans en déroute un nouveau traité, plus avantageux que les précédents. Les conséquences de la bataille d'Ankara furent en effet décisives pour l'histoire byzantine de la première moitié du xv^e siècle.

2. LA SITUATION DE LA POPULATION CHRÉTIENNE DES BALKANS À L'ÉPOQUE DE LA CONQUÊTE OTTOMANE

Avant d'aborder le sort réservé par les Ottomans à la population chrétienne en Macédoine et dans le sud des Balkans, il faut rappeler que les Turcs n'arrivaient pas en terre tout à fait inconnue. Les sources nous apprennent qu'ils avaient déjà à maintes reprises traversé la mer depuis l'Asie Mineure pour intervenir dans les querelles intestines de Byzance. Après la mort d'Umur Pacha d'Aydin (1348), ce rôle était échu plus particulièrement aux Ottomans. Ce fut d'abord Süleymân Pacha qui franchit à plusieurs reprises les Dardanelles pour intervenir dans la guerre opposant le parti de Îoannès Kantakouzènos à celui de l'empereur Jean V dans les années 1340⁷⁸².

Par ailleurs, le contexte politique de la deuxième moitié du xiv^e siècle fut favorable à l'envahisseur, car la Serbie se trouvait affaiblie après la mort du tsar Étienne Dušan en 1355 ; en Bulgarie, les magnats locaux contestaient aussi l'autorité du souverain et, dans l'Épire et le Péloponnèse, les principautés grecques et latines rivalisaient constamment pour élargir leurs territoires les unes aux dépens des autres. Pour les Ottomans, ce fut donc une tâche facile de s'infiltrer dans les conflits internes qui divisaient les chrétiens, appuyant tantôt l'un tantôt l'autre au gré de leur intérêt. Ils réussirent ainsi à s'imposer dans toute la région. N'oublions pas non plus que ce fut l'empereur de Byzance qui installa le premier des Turcs comme troupes auxiliaires sur la côte septentrionale de l'Hellespont, à Tzympe⁷⁸³.

781. Manuel apprit la nouvelle de la bataille d'Ankara à Paris vers la fin de l'été 1402 : cf. *ibid.*, p. 219.

782. Sur l'emploi de troupes turques par les empereurs byzantins durant les deux guerres civiles du xiv^e siècle, voir *supra*, p. 38, 105 et 116.

783. BELDICEANU-STEINHERR, *Le destin*, p. 110, n° 22. Tzympe, aujourd'hui Çimbi, dans l'Héllespont, fut d'ailleurs le premier quartier général de Süleymân Pacha, le fils d'Orhan, avant la conquête de Gallipoli.

Conditions générales de la conquête ottomane dans les Balkans

Les conditions dans lesquelles s'effectua la conquête ottomane en Macédoine et dans le sud des Balkans permettent d'expliquer pourquoi, pour les populations soumises, le poids de cette domination ne se fit sentir que très progressivement. Le changement de situation politique n'impliquait au début que la prise de butin par l'ennemi et le versement d'un tribut dans les régions qui acceptaient de se soumettre volontairement. Ce ne fut que par la suite que la population chrétienne fut confrontée aux prélèvements successifs d'impôts et aux modifications dans le statut de ses terres, qui furent alors justifiées par la loi religieuse (la *charî'a*). Toutefois, compte tenu de l'évolution de la conquête, il serait abusif de présenter les premiers combattants en Thrace et en Macédoine comme des propagateurs militants de la foi musulmane et de donner ce sens au mot *gazi*, qui dans ce contexte signifie simplement « guerrier »⁷⁸⁴. Les faits historiques ne confirment nullement cette interprétation (pourtant souvent invoquée par certains historiens), qui résulte d'une relecture tardive des événements opérée par les chroniqueurs ottomans de la seconde moitié du x^v^e siècle. Les souverains ottomans, soutenus par les théologiens au service de l'État, eurent alors recours à cet argument pour justifier leurs programmes d'expansion ainsi que leurs exigences vis-à-vis de la population chrétienne⁷⁸⁵.

Les sources de la seconde moitié du xiv^e et de la première moitié du xv^e siècle prouvent au contraire que l'attitude des premiers conquérants ottomans à l'égard des peuples conquis était nettement plus pragmatique. Ce pragmatisme fut d'ailleurs peut-être l'une des raisons de leur succès. Ils purent ainsi compter dans leur expansion sur la collaboration d'une partie de la population autochtone que le fanatisme religieux aurait pu autrement leur aliéner. En effet, après avoir soumis un territoire, les Ottomans y maintenaient la plupart des structures administratives, juridiques et fiscales préexistantes et y respectaient le statut de la propriété foncière⁷⁸⁶. Il est par exemple significatif que les anciens revenus fiscaux détenus par les Byzantins au titre de leurs *pronoiai* aient été maintenus par le conquérant sous la forme d'une nouvelle institution, le *timar*, qui présentait les mêmes caractéristiques que la *pronoia* byzantine et qui consistait à accorder à un bénéficiaire les impôts d'un certain nombre de paysans ainsi qu'un lopin à faire exploiter directement⁷⁸⁷. Dans un premier temps,

784. Voir EAD., Analyse de la titulature d'Orhan sur deux inscriptions de Brousse, *Turcica* 34, 2002, p. 223-240, ici p. 228-230.

785. Sur cette question, voir O. L. BARKAN, Caractère religieux et caractère séculier des institutions ottomanes, dans *Contributions à l'histoire économique et sociale de l'Empire ottoman*, éd. J.-L. BACQUÉ-GRAMMONT et P. DUMONT, Louvain 1983, p. 11-58, en particulier p. 19-22, et H. INALCIK, Islamization of Ottoman Laws on Land and Land Taxes, dans *Festgabe an Joseph Matuz. Osmanistik-Turkologie-Diplomatik*, éd. Ch. FRANGER et K. SCHWARZ, Berlin 1992, p. 101-118.

786. Voir INALCIK, Status.

787. Pour l'institution du *timar*, voir l'ouvrage fondamental de BELDICEANU, *Le timar*. Pour un exemple concret, voir I. KOLOVOS, A *Biti* of 1439 from the Archives of the Monastery of Xeropotamou (Mount Athos), *Chilandarski sbornik* 11, 2004, p. 295-305.

le pouvoir ottoman exigeait seulement de la population chrétienne un impôt additionnel, l'*ispendje*, ainsi que la capitation⁷⁸⁸.

La continuité des institutions dans les campagnes immédiatement après la conquête est reflétée aussi par les premiers registres fiscaux ottomans. Ils témoignent d'une composition de la société rurale proche de celle de la période précédente⁷⁸⁹. Dans ce type de source, le nombre de musulmans est par exemple très réduit. Du reste, la comparaison des actes de la période byzantine avec ceux de la documentation ottomane trahit également une permanence des structures foncières⁷⁹⁰. En effet, l'État ottoman n'essaya jamais de remplacer la population autochtone par des musulmans en installant des paysans turcs d'Anatolie en Europe. On connaît seulement quelques cas de déportation à titre de punition. D'ailleurs, la plupart des conversions à l'islam se produisirent en milieu urbain, en particulier parmi les membres de l'élite sociale, parce que l'adoption de la religion de l'État ouvrait l'accès à des postes rémunérateurs et stratégiques dans l'administration et dans l'armée. Ces personnages fondèrent des medressés, des bains publics ou des institutions de bienfaisance dans les villes, ce qui leur permit de transmettre l'administration de ces biens non aliénables à leurs enfants.

Il convient enfin de souligner que les souverains ottomans firent rédiger des recueils de lois, appelés *kânûnnâme*, qui incorporaient les traditions et les normes du droit coutumier en vigueur dans une région donnée leur arrivée. Cet effort de codification des lois antérieures à la conquête a également dû constituer un élément favorable aux yeux de la population autochtone⁷⁹¹.

Tout cela permet de mieux comprendre comment les Ottomans purent s'imposer assez vite et assez aisément dans les Balkans et intégrer à leur domination des peuples très différents. Toutefois, le contrôle des territoires par le pouvoir ottoman se durcit

788. Sur ces impôts, voir *infra*, p. 462-463. La *charî'a* laissait une certaine marge de manœuvre aux autorités ottomanes parce qu'elle accordait aux non-musulmans pratiquant l'une des religions du Livre, c'est-à-dire aux chrétiens et aux juifs, le statut de *dhimmi*, qui leur laissait la liberté de culte en contrepartie du versement d'un impôt supplémentaire, appelé en Asie la *djizya*. Sur le statut de *dhimmi*, voir Cl. CAHEN, article *Dhimma*, dans *EP*, t. 2, p. 234-238. Il y eut néanmoins plus tard des peuples entiers qui se convertirent finalement en masse à l'islam, comme par exemple les Bosniaques et une partie des Albanais, ainsi que quelques groupes de Roumains. En Anatolie, certaines communautés encore non musulmanes avant l'époque ottomane embrassèrent également la religion de l'État.

789. Sur cette question, voir les régions étudiées dans le volume collectif *Continuity and Change in Late Byzantine and Early Ottoman Society*, éd. A. BRYER et H. LOWRY, Birmingham/Washington 1986. Voir aussi note suivante.

790. C'est le cas dans l'île de Lemnos pour laquelle on a conservé une abondante documentation datant de la période byzantine tardive et un registre ottoman de la fin du xv^e siècle : LOWRY, *Limnos*.

791. Les *kânûnnâme* furent d'abord appliqués dans les provinces européennes et beaucoup plus tard dans les provinces anatoliennes et arabes. En effet, le système fut en principe conçu pour asseoir les bases de la domination ottomane dans les territoires dont la population était très majoritairement chrétienne : cf. H. INALCIK, article *Kânûn*, dans *EP*, t. 4, p. 582-584. Afin de réunir la masse de règlements en vigueur dans l'Empire, le sultan Mehmed II promulgua dans les dernières années de son règne un fameux *kânûn* qui comprenait trois livres traitant successivement du droit pénal, du statut des timariotes et des paysans (*raia*), des nomades et des habitants de certaines régions des Balkans, dont l'organisation – comme l'ont montré les nombreuses études de N. Beldiceanu – remontait en grande partie à l'époque byzantine.

considérablement avec le temps, mais cette évolution se fit de manière très progressive. Par ailleurs, la soumission de peuples étrangers adopta plusieurs modalités qui allaient de la création d'un simple rapport de vassalité entre une petite puissance et les Ottomans jusqu'à la soumission d'un territoire par l'épée. De ce double processus, on trouve des exemples aussi bien en Asie Mineure que dans les Balkans. Dans les provinces byzantines, on commençait par verser un lourd tribut aux Ottomans en échange de la paix jusqu'au jour où ces provinces étaient incorporées à l'État par une expédition militaire.

Toutefois, devant la menace d'une conquête sanglante, un territoire pouvait également offrir une reddition volontaire, ce qui modifiait considérablement les conditions de vie ultérieures et le statut de ses habitants. La capitulation pacifique permettait en principe de conserver quelques droits particuliers. Plusieurs villes byzantines se rendirent ainsi volontairement aux Ottomans et conservèrent pour cette raison une bonne partie de leurs anciens privilèges⁷⁹². Ce fut, par exemple, le cas de Thessalonique, qui ouvrit ses portes aux Ottomans au printemps 1387.

Le statut de la population chrétienne en Macédoine

À en juger par les sources dont nous disposons, la situation de la population chrétienne en Macédoine ne semble pas avoir changé considérablement au lendemain de la conquête ottomane (1383), en particulier celle des habitants de Thessalonique, sa capitale (tombée en 1387). Plusieurs historiens ont déjà mis à profit sur ce point les homélies et les écrits des deux métropolitains de Thessalonique de l'époque, Isidôros Glabas (1380-1396)⁷⁹³ et Gabriël (1397-1416)⁷⁹⁴. Ils évoquent les conditions plutôt favorables

792. Lors d'une reddition négociée, que les Ottomans désignaient par le terme *amannname*, la ville recevait un document délivré par le gouverneur turc stipulant ses droits et privilèges. Voir le cas de Iôannina qui se rendit aux Ottomans en 1430 (cf. AMANTOS, Ἀναγνώρισις, et A. RIGO, Lo Horismòs di Sinân Pascià, la pressa di Iôannina (1430) et la « lettera » del sultano Murâd II, *Thesaurismata* 28, 1998, p. 57-78) ou celui de la colonie génoise de Péra en 1453, après la chute de Constantinople (cf. E. DALLEGGIO D'ALESSIO, Le texte grec du traité conclu par les Génois de Galata avec Mehmet II le 1^{er} juin 1453, *Ελληνικά* 11, 1939, p. 119-123).

793. Sur Isidôros Glabas, voir *PLP* 4223. Isidôros quitta Thessalonique au plus fort du blocus turc, en 1384, et se réfugia à Constantinople où il demeura jusqu'en 1389 ; au mois d'avril, il prenait encore part aux séances du synode (par exemple MM II, nos 403, 405 et 406), mais au mois de juillet il n'était plus là (MM II, n° 409), ce qui pourrait indiquer qu'il était déjà reparti pour la Macédoine. Après son retour, Isidôros délivra deux sermons le 5 et le 12 octobre 1393, dont le contenu est intéressant pour connaître la situation de Thessalonique : ils sont édités dans LAOURDAS, Isidôros Glabas, nos 4 et 5, p. 55-65, et ont bénéficié d'une longue analyse de DENNIS, *The Second Turkish Capture of Thessalonica*, p. 56-58. D'autres homélies délivrées par Isidôros au cours du blocus turc et après son retour de Constantinople ont été éditées par B. Christophoridès : GLABAS, *Homélies*. Voir aussi l'étude d'A. E. ΒΑΚΑΛΟΠΟΥΛΟΣ, Οἱ δημοσιευμένες ὁμιλίες τοῦ Ἀρχιεπισκόπου Θεσσαλονίκης Ἰσιδώρου ὡς ἱστορικὴ πηγὴ γιὰ τὴ γνώση τῆς πρώτης Τουρκοκρατίας στὴ Θεσσαλονίκη (1387-1403), *Μακεδονικά* 4, 1955-1960, ainsi que NECİPOĞLU, *Between the Ottomans and the Latins*, p. 84-87.

794. Sur Gabriël de Thessalonique, voir *PLP* 3416. Ce personnage joua un rôle important dans la vie politique de son époque et dans les relations entre les Thessaloniciens et Bayezid I^{er}. Gabriël fut à la tête du monastère de la Nèa Monè de Thessalonique de 1374 jusqu'à 1384, date à laquelle il s'en alla à Constantinople en raison des difficultés provoquées par le blocus. À Constantinople, il dirigea le couvent du Saint-Sauveur de Chôra et, en 1389, fut nommé métropolitain de Chalcédoine, rang qu'il conserva lorsqu'il retourna à Thessalonique, peu avant

accordées par les conquérants. Isidôros dit dans l'un de ses sermons que, contrairement à leurs craintes antérieures, les Thessaloniciens bénéficiaient de la « considérable bienveillance » du souverain à leur égard⁷⁹⁵ et l'*encomium* en l'honneur de Gabriël raconte que lorsque celui-ci retourna à Thessalonique (peu avant 1394), la ville se trouvait encore sous la protection de saint Dèmétrios, signe d'une situation relativement favorable⁷⁹⁶.

Ces indices quant à l'attitude indulgente des Ottomans vis-à-vis des Thessaloniciens sont corroborés par une remarquable continuité sur le plan juridique ; des tribunaux, dont Kostis Smyrlis a récemment décrit le fonctionnement⁷⁹⁷, étaient alors composés d'officiers de la métropole et d'archontes laïcs chrétiens. Dans les actes délivrés par ces cours de justice, aucune mention n'est faite de l'autorité ottomane : « Had it not been for the date, it would have been impossible to say that these acts were not issued at a time when the Byzantines controlled Macedonia⁷⁹⁸ », écrit à ce propos Smyrlis. Il peut s'agir d'une spécificité propre à Thessalonique, puisque, à Serrès, même s'il y existait aussi des tribunaux chrétiens et si la législation byzantine y restait en vigueur, on trouve en revanche toujours dans les documents de cette époque des allusions aux autorités ottomanes⁷⁹⁹. Ce statut particulier pourrait être une conséquence de la reddition pacifique de Thessalonique, à laquelle on a fait allusion précédemment, Serrès ayant été au contraire conquise par l'épée.

janvier 1394 (MM II, n° 453, p. 200-202 ; voir aussi DARROUZÈS, *Regestes* VI, n° 2943). Après la mort d'Isidôros (11 janvier 1396), un conflit survint au sujet de sa succession entre Gabriël et le moine Nathanaël, exarque patriarcal de l'Occident, mais ce fut Gabriël qui fut nommé durant l'été 1397. Sa dernière mention comme métropolite de Thessalonique date de 1416. On conserve une série d'homélies prononcées par Gabriël comme métropolite de Thessalonique durant ces années ; quelques-unes sont publiées par Laourdas, GABRIËL DE THESSALONIQUE, *Homélies*, mais beaucoup demeurent inédites et pourraient livrer encore des renseignements intéressants. La plupart des données biographiques proviennent d'un *encomium* rédigé après la mort de Gabriël, dont l'auteur serait – d'après LOENERTZ, *Écrits*, p. 189-190 – le prédicateur de la cour Makarios Makrès († 1426), sur lequel voir *PLP* 16379. Ce texte a bénéficié de plusieurs éditions ; la plus récente est celle d'A. Argyriou : MAKRÈS, *Συγγράμματα*, p. 101-120. Sur l'utilité de ce texte pour connaître la situation de Thessalonique à l'époque de la domination turque, voir DENNIS, *The Second Turkish Capture of Thessalonica*, p. 58-59, et NECİPOĞLU, *Between the Ottomans and the Latins*, p. 84.

795. LAOURDAS, Isidôros Glabas, sermon n° 4, p. 56³⁰⁻³¹ : ὅτε δὲ προσδοκῶντες ἡμεῖν παθεῖν τὰ δεινότατα, τότε καὶ ψυχᾶγωγίας, ἵστε δὲ τοῦτο πάντες, ἀπηλαύσαμεν οὐ μετρίας.

796. MAKRÈS, *Συγγράμματα*, p. 112-113.

797. SMYRLIS, *The First Ottoman Occupation*. Outre la continuité du point de vue judiciaire, les actes montrent aussi que la plupart des postes de l'administration étaient toujours occupés par les Byzantins.

798. *Ibid.*, p. 343.

799. Par exemple, dans une décision judiciaire de 1387, le *logothètès* de Serrès, qui agissait au nom du métropolite captif, dit avoir reçu l'autorité du patriarche et du gouverneur ottoman de la région, « mon seigneur et frère *kyr* Ibrahim, celui qui a les droits du *képhalatikion* » (*Esphigménou*, n° 28, l. 13 : τῷ ἀνδρικωτάτῳ αὐθέντῃ καὶ ἀδελφῷ μου κύρ τῷ Μπραῖμη, τοῦ τὰ δίκαια τοῦ κεφαλατητίου κατέχοντος). Il s'agit d'Ibrahim Pacha, fils de Hayreddin Pacha, vizir de Murad I^{er} : *PLP* 8231. Voir d'autres exemples dans SMYRLIS, *The First Ottoman Occupation*, p. 343 et suiv.

Nonobstant les différences entre le statut des Thessaloniciens et celui des habitants de Serrès, les Ottomans firent partout preuve d'une tolérance particulièrement généreuse envers les institutions religieuses⁸⁰⁰. Outre les concessions accordées aux métropolitains, ils consentirent à ce que d'autres autorités ecclésiastiques continuent à exercer leur juridiction sur les territoires occupés. Ce fut, par exemple, le cas du *prôtos* de l'Athos qui conserva une certaine autonomie dans l'administration de sa communauté et dans les affaires internes des monastères. Nous savons par un document du début du xv^e siècle que les moines de l'Athos versaient aux Ottomans des redevances et qu'ils purent en contrepartie conserver une partie de leur patrimoine foncier⁸⁰¹.

Toutefois, plus important que le respect des privilèges dont jouissaient les monastères athonites fut le maintien de la juridiction du patriarcat de Constantinople, qui était encore à l'époque sous autorité byzantine, sur les territoires sous domination ottomane. Afin de mieux exercer cette autorité, le patriarcat accorda de plus amples prérogatives à une institution qui avait commencé à fonctionner dans les territoires tombés au pouvoir des Serbes dès le début des années 1370. Il s'agissait de l'exarque patriarcal, généralement un métropolitain, qui était chargé de représenter le patriarche dans les territoires situés en dehors des frontières byzantines. De ce fait, il était muni de pleins pouvoirs en matière de juridiction ecclésiastique⁸⁰².

Le titre ecclésiastique d'exarque existait certes depuis le v^e siècle, mais il changea de signification à partir de la seconde moitié du xiv^e siècle, à une époque coïncidant avec le début de la domination ottomane sur une partie des Balkans. Parmi les nombreuses tâches de l'exarque, il était chargé de l'administration des biens qui dépendaient du patriarcat de Constantinople, de la collecte de leurs taxes, et il agissait comme juge dans les litiges opposant les institutions religieuses. Sa juridiction s'étendait en particulier sur les institutions religieuses ayant le rang de « stavropégiaques » et/ou de « patriarcales », c'est-à-dire les établissements qui n'étaient pas dépendants des métropolitains locaux⁸⁰³. Au fur et à mesure que les exarques

800. Il convient de souligner qu'en revanche, lorsque les Turcs s'emparèrent des territoires de l'Asie Mineure, ils ne permirent pas aux métropolitains grecs de regagner leurs sièges, ce qui entraîna une progressive disparition de la pratique religieuse chrétienne dans la région : cf. VRYONIS, *Decline*, p. 351-402.

801. Il s'agit de l'acte *Vatopédi* III, n° 191, une ordonnance impériale (*hypotypôsis*) du 29 septembre 1404 par laquelle l'empereur Manuel II donnait des instructions à son serviteur Dèmétrios Boullôtès concernant la communauté de l'Athos. L'acte parle de la perception des impôts (*douleiai*) versés par les moines aux Turcs : cf. l. 3-4. Sur l'évolution du patrimoine foncier athonite sous domination ottomane, voir *infra*, p. 298-300.

802. Sur le rang d'exarque dans l'Église byzantine aux diverses époques, consulter K. M. RALLÈS, Περὶ τῶν ἐκκλησιαστικῶν τίτλων τῶν ὑπερτίμων καὶ ἐξάρχων, *Comptes-rendus de l'Académie d'Athènes* 13, 1938, p. 155-162 ; V. GRUMEL, Titulature de métropolitains byzantins. II, Métropolitains hypertimes, dans *Mélanges Louis Petit*, Paris 1948 (Archives de l'Orient chrétien 1), p. 152-184. Pour les exarques du xiv^e siècle, voir DARROUZÈS, *Offikia*, p. 131, et, de manière plus générale, M. PAÏZÈ-APOSTOLOPOULOU, Ο θεσμός της πατριαρχικής εξαρχίας, 14^{ος}-19^{ος} αιώνας, Athènes 1995.

803. Pour la distinction entre « stavropégie » et droit patriarcal, voir C. HANNICK, La discipline monastique du patriarcat de Constantinople du xiv^e au xvi^e siècle, dans *Le patriarcat œcuménique de Constantinople aux xiv^e-xvi^e siècles : rupture et continuité (Actes du colloque international, Rome 5-7 décembre 2005)*, éd. D. MUREŠAN et P. ODORICO, Paris 2007, p. 387-406.

devinrent plus nombreux, le patriarcat attribua à chacun d'entre eux une circonscription administrative définie. Le titre d'exarque était alors souvent détenu par le métropolite de plus haut rang de chacune de ces circonscriptions⁸⁰⁴. Ces exarques agissaient avec la permission des autorités ottomanes.

Les privilèges accordés par les conquérants aux chrétiens de Macédoine incluaient aussi d'autres droits au-delà du domaine religieux et juridique. Les sermons du métropolite Isidôros Glabas permettent de constater que les Thessaloniciens bénéficiaient d'un statut fiscal sans doute moins rigoureux qu'ailleurs et que certains notables locaux agissaient en tant qu'intermédiaires entre la population soumise et la nouvelle administration.

Dans son sermon du 5 octobre 1393, Isidôros Glabas, craignant une crise interne à Thessalonique, exhortait le bas peuple à cesser ses critiques contre les « magistrats grecs ». Le peuple protestait surtout contre les fortes taxes qu'il était contraint de leur verser⁸⁰⁵. Isidôros essayait d'expliquer à ses concitoyens les dangers auxquels ces magistrats étaient exposés lorsqu'ils se rendaient auprès du souverain ottoman et il les exhortait donc à faire preuve de reconnaissance à leur égard puisque, grâce à eux⁸⁰⁶, Thessalonique se trouvait à l'abri de la colère et de l'oppression du conquérant⁸⁰⁷. Il ajoutait que les charges levées non seulement n'étaient pas très lourdes, mais qu'elles étaient versées aussi par les archontes eux-mêmes. Quelques jours plus tard, Isidôros adressa son sermon du 12 octobre 1393 aux magistrats de la ville qui voulaient se démettre de leurs fonctions en raison des critiques de la population. Isidôros les exhortait à demeurer à leur poste et à remplir leur devoir⁸⁰⁸.

Selon plusieurs historiens, le contenu de ces sermons faisait allusion à une taxe supplémentaire versée par la population aux archontes afin de payer les frais de déplacement de ces derniers lorsqu'ils se rendaient auprès des autorités ottomanes⁸⁰⁹. Cette interprétation me semble aventureuse : ces deux sermons montrent simplement que la population de Thessalonique dut continuer à acquitter ses impôts aux archontes grecs au lieu de les verser directement à des fonctionnaires turcs. Ces archontes étaient responsables de la collecte de l'argent et de son versement au souverain ottoman ou à l'autorité subalterne déléguée par lui, ce qui explique la fréquence des voyages et les dangers auxquels Isidôros fait allusion. Il s'agit du reste d'un phénomène connu par ailleurs dans l'histoire de la conquête ottomane. On trouve par exemple des

804. En Macédoine, par exemple, la charge d'exarque était initialement liée à celle de métropolite de Philippi : *Vatopédi* III, n° 171.

805. LAOURDAS, Isidôros Glabas, sermon n° 4, p. 55-60.

806. *Ibid.*, n° 4, p. 55 : ἔπειτα οὐδὲ φεύγει τὰς συνεσφορὰς καὶ αὐτός συνεισφέρει προθήκην ἔχων καὶ οὐς ὑπὲρ σοῦ πόνους καὶ κινδύνους.

807. *Ibid.*, n° 4, en particulier p. 56-57.

808. *Ibid.*, n° 5, p. 60-65.

809. C'est l'avis de NECIPOĞLU, *Between the Ottomans and the Latins*, p. 84-85, qui suit ici l'hypothèse de TAFRALI, *Thessalonique au quatorzième siècle*, p. 78-79. À partir du contenu de ces deux sermons, NECIPOĞLU considère que « the city maintained a semi-autonomous status, and the task of administration remained in the hands of the local Greek magistrates » et que les archontes « were the ones who acted as mediators between the Thessalonians and the Ottomans » (*ibid.*, p. 78).

villes, des communautés religieuses ou des îles complètement autonomes du point de vue fiscal⁸¹⁰. Dans les exemples attestés, les chefs de la communauté étaient en effet chargés de la perception des impôts et de leur versement aux autorités ottomanes⁸¹¹. Ce système évitait les confrontations entre occupés et occupants, mais avait l'inconvénient d'échapper au contrôle de l'administration centrale.

L'impact de la conquête ottomane sur le régime de la propriété foncière en Macédoine

L'irruption des Ottomans en Macédoine en 1383 eut des conséquences importantes sur l'état des campagnes de la région. La guerre provoqua de nombreux dégâts dans l'arrière-pays et dans les alentours de Thessalonique. Nous possédons quelques sources contemporaines qui témoignent de ces effets désastreux⁸¹². Toutefois, la situation semble plus calme après la prise de Thessalonique en 1387 et la fin des hostilités. Les conditions relativement favorables imposées par les Ottomans à la population soumise eurent aussi des répercussions sur le plan de la propriété foncière, car beaucoup de chrétiens purent conserver leurs biens.

810. Ce régime est désigné sous le terme *maktû'* : L. T. DARLING, *Revenue-raising and Legitimacy. Tax Collection and Finance Administration in the Ottoman Empire, 1560-1660*, Leyde 1996, p. 103 et suiv., et H. INALCIK, *Military and Fiscal Transformation in the Ottoman Empire, 1600-1700*, *Archivum Ottomanicum* 6, 1980, p. 283-337, ici p. 333-334. On connaît par exemple le cas des communautés religieuses qui apportaient elles-mêmes leurs impôts aux autorités ottomanes : celle des monastères des Météores (cf. J. C. ALEXANDER, *The Monasteries of the Meteora during the First Two Centuries of Ottoman Rule*, *JÖB* 2, 1982, p. 95-103, ici p. 97-98) et celle de l'Athos (cf. ZACHARIADOU, *Ottoman Documents*). N. VATIN, *Les Patmiotes, contribuables ottomans (xv^e-xvii^e siècles)*, *Turcica* 38, 2006, p. 123-153, a étudié le cas de l'île de Patmos qui avait un statut fiscal particulier : l'île, appartenant au monastère de Saint-Jean le Théologien depuis l'époque byzantine, était une sorte de « république monastique » qui serait devenue vassale du sultan à partir de 1453 (« une sorte de minuscule puissance tributaire »). Patmos conserva des privilèges et notamment une autonomie fiscale qu'elle garda même après sa pleine intégration dans l'Empire ottoman. Sur Patmos à l'époque ottomane, voir aussi N. VATIN, G. VEINSTEIN, *Trois documents signés du şehzâde Mustafa b. Süleymân conservés au monastère de Patmos*, *Σύμμεικτα* 12, 1998, p. 237-269. La communauté juive de Safed bénéficiait également de ce régime : D. GOFFMAN, *The Jews of Safad and the Maktu System in the Sixteenth Century: A Study of Two Documents from the Ottoman Archives*, *Journal of Ottoman Studies* 3, 1982, p. 81-90.

811. Vatin explique que la population patmiote versait ses redevances à une personne, généralement un moine, qui était chargée de les remettre aux autorités ottomanes (cf. VATIN, *Les Patmiotes* [citée note précédente], p. 139 et suiv.). On sait également qu'à l'Athos, c'était aussi un moine qui versait les impôts des monastères aux autorités ottomanes : cf. LEMERLE, WITTEK, *Recherches*, p. 458 et suiv.

812. Par exemple, dans une lettre datant de l'époque du siège de Thessalonique, Kydônès fait allusion à la destruction des champs et du marché situés en dehors de la ville : « Ce n'est pas la première fois qu'une grande ville [Thessalonique] a supporté la violence des Barbares, a fermé ses portes par crainte de l'ennemi et a vu du haut de ses murs ses faubourgs dévastés et son marché, florissant auparavant, réduit à la misère » (KYDÔNÈS, *Correspondance* II, n° 299, p. 216¹³-217¹⁶ ; traduction de CAMMELLI, *Démétrius Kydonès*, n° 48, p. 122). TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 3, n° 289, propose de dater cette lettre de l'hiver 1384-1385 ou du printemps 1385.

Ce ne fut toutefois pas le cas des grands aristocrates qui avaient aidé Manuel II dans sa lutte contre les Turcs. Les grandes familles de Thessalonique et de Constantinople, qui avaient récupéré une partie de leur fortune à la faveur de la restauration byzantine en Macédoine dans les années 1370, furent alors à nouveau dépouillées de leurs biens⁸¹³. La perte de la région eut ainsi des conséquences terribles pour ce qui restait des grandes fortunes foncières de l'Empire. On a vu qu'un segment notable de l'aristocratie avait pris une part active dans la reconquête de la Macédoine, au point d'avoir soutenu le coup d'État d'Andronic IV pour préserver cet acquis. Après 1382, ce groupe s'était rallié et était resté fidèle à Manuel II, l'autre fils de Jean V, car il avait décidé de conserver la région et d'affronter par les armes la menace ottomane. Toutefois, la défaite des Byzantins en Macédoine et la chute de leur capitale avaient anéanti l'espoir de ces grandes familles de sauver leur patrimoine foncier. Obligés de quitter Thessalonique et par ailleurs tombés en disgrâce auprès de l'empereur Jean V, une partie de ces aristocrates suivirent Manuel II dans son périple jusqu'à Lesbos et plus tard à Lemnos⁸¹⁴. Puis la plupart d'entre eux se replièrent auprès de Jean VII, le fils d'Andronic IV, à Sélymbria. Cette ancienne aristocratie constitua l'entourage de l'héritier de la branche aînée des Paléologues. Ses membres le soutinrent lors de son coup d'État de 1390 et se retranchèrent à nouveau à Sélymbria lors de la restauration de Jean V⁸¹⁵. En décembre 1399, ils accompagnaient Jean VII à Constantinople à l'occasion de l'accord conclu avec Manuel II. Grâce à ce traité, ces aristocrates récupérèrent au moins les biens qu'ils avaient possédés dans la capitale⁸¹⁶. Il s'agissait certes d'un maigre patrimoine, mais qui témoignait encore de leur emprise sur Constantinople.

Retournons en Macédoine. L'autre groupe de grands propriétaires qui avaient possédé la plupart des terres de la région était constitué par les monastères. Ceux-ci subirent également les effets de la conquête ottomane. Toutefois, il convient de faire

813. La plupart des aristocrates perdirent leurs biens lors de la conquête ottomane, mais les exemples manquent. Géorgios Prinkèps, aristocrate de Macédoine, se trouvait à Constantinople en juillet 1394. Il sollicita du synode la reconnaissance de son droit de propriété sur une vigne, que sa sœur lui contestait. Il déclarait que c'était là tout ce qui restait de l'héritage de leur père : MM II, n° 471, p. 221-223 ; voir aussi DARROUZÈS, *Regestes* VI, n° 2967. Il pourrait s'identifier au recenseur homonyme (PLP 23746).

814. Ce fut le cas par exemple de Radènos, ami de Kydônès, qui accompagna Manuel II à Lesbos et ensuite à Ténédos, où il mourut (cf. DENNIS, Rhadenos, p. 271), et de Michaël Astras qui est attesté à Lemnos vers 1387 : cf. ESTANGÜI GÓMEZ, Théodôra Palaiologina, p. 168, n. 148.

815. Parmi les réfugiés à Sélymbria, on retrouve Philippos Tzykandylès, l'ancien ambassadeur de Jean V : cf. *ibid.*, p. 163, n. 133.

816. *Ibid.*, p. 159 et suiv., j'ai étudié le cas de quelques aristocrates apparentés à la dynastie impériale qui, après avoir soutenu le coup d'État d'Andronic IV en 1376, restèrent fidèles à la branche aînée des Paléologues. En effet, ils se rendirent à Sélymbria auprès de Jean VII lorsque celui-ci fut évincé du pouvoir en 1390. Après leur départ de la capitale, ils y laissèrent l'administration de leurs biens à un parent, Michaël Astras, un ancien compagnon d'armes de Manuel II. En 1399, lorsqu'ils revinrent à Constantinople, à la faveur de l'accord entre les deux empereurs, ils recouvrèrent une partie de leurs biens, mais leur ruine financière entraîna de nombreux litiges devant le tribunal patriarcal, à propos desquels nous avons conservé quelques actes. Sur le retour des archontes à Constantinople en décembre 1399, voir aussi les exemples cités par Th. GANCHOU, Autour de Jean VII : luttes dynastiques, interventions étrangères et résistance orthodoxe à Byzance, dans *Coloniser au Moyen Âge*, éd. M. BALARD et A. DUCÉLLIER, Paris 1995, p. 367-385, ici p. 370.

une distinction entre les puissants monastères athonites et les autres établissements religieux de la région. Les premiers réussirent à passer – à une date semble-t-il assez haute – des accords avec le conquérant, ce qui leur permit de conserver une bonne partie de leurs biens⁸¹⁷, même si – comme quelques historiens l'ont déjà noté – certains d'entre eux n'en subirent pas moins des confiscations durant les premières années de la domination ottomane⁸¹⁸. Le deuxième groupe, constitué par les autres établissements monastiques de la Macédoine, connut une situation beaucoup plus difficile. Par exemple, pendant le blocus de la ville par les Turcs (1383-1387), les moines de Thessalonique furent empêchés de se rendre sur leurs terres situées à l'extérieur des murailles. Cela provoqua, outre des dégâts financiers considérables, dans certains cas la perte de leurs droits de propriété. Après la reddition de 1387, certains purent toutefois recouvrer leurs terres (ce fut le cas par exemple du monastère d'Akapniou), mais cette récupération fut lente et difficile, et nombre de ces institutions furent alors ruinées⁸¹⁹.

La différence de traitement réservée par les conquérants aux établissements de l'Athos et aux autres monastères de la région provoqua un phénomène qui n'a peut-être pas été assez étudié. Grâce à l'attitude bienveillante des autorités ottomanes envers les moines de la Sainte Montagne, ceux-ci profitèrent de la confiscation des biens appartenant aux autres monastères de la région pour arrondir leur propre patrimoine. Les sources attestent l'usurpation par les moines de l'Athos des biens appartenant à des propriétaires de Thessalonique à l'époque du siège de la ville⁸²⁰. Toutefois, la fin du blocus et les conditions relativement favorables accordées à la population permirent

817. Sur la soumission des monastères athonites aux Ottomans, voir en premier lieu OIKONOMIDÈS, *Monastères*, p. 1-6. Sur l'évolution de la propriété monastique à cette époque, voir N. NECIPOĞLU, *Byzantine Monasteries and Monastic Property in Thessalonike and Constantinople during the Period of Ottoman Conquests (Late Fourteenth and Early Fifteenth Centuries)*, *The Journal of Ottoman Studies* 15, 1995, p. 123-135.

818. DÈMÈTRIADÈS, *Athonite Documents*, p. 50-51, a émis des réserves quant à une soumission générale des monastères athonites aux Ottomans et pense que ce processus fut beaucoup plus long et progressif. Plus récemment, SMYRLIS, *The First Ottoman Occupation*, p. 331, a souligné les pertes enregistrées par plusieurs couvents athonites durant la période de la première domination ottomane en Macédoine. Sur la confiscation de biens monastiques par les Ottomans, voir aussi mes remarques *infra*, p. 304-309.

819. Pour un aperçu général des conséquences de l'occupation ottomane sur les monastères, voir OIKONOMIDÈS, *Monastères*, p. 4 : « Non seulement les moines ont gardé leurs biens mais aussi ils ont profité de la conquête turque pour les agrandir [...] Les monastères athonites sont bel et bien restés en possession de tous leurs domaines après la conquête ottomane. Mais ceci ne fut pas nécessairement le cas de tous les monastères en dehors de l'Athos ; nous savons, par exemple, que parmi les couvents thessaloniens, la Néa Monè a gardé son domaine et l'a même agrandi, tandis que Akapniou et le couvent du Prodrome [à Serrès] ont été privés d'une très grande partie, sinon de tous leurs biens. »

820. Durant le blocus de Thessalonique, le monastère d'Esphigménou s'était emparé d'un bien situé dans la commune de Portaréa, en Chalcidique occidentale, qui avait été confisqué à un Byzantin nommé Géorgios Anataulas, puis donné à un musulman. En février 1388, Anataulas passa un accord avec Esphigménou, par lequel il renonça à ses droits sur ce bien à Portaréa en échange d'une pension viagère : *Esphigménou*, n° 29. Voir aussi le cas du monastère de Kutlumus qui, durant les années du siège de Thessalonique, s'empara de plusieurs biens en Chalcidique, qui avait été abandonnés par leurs propriétaires byzantins : cf. ESTANGÜI GÓMEZ, *Un prostagma de Jean VIII*, p. 79-80.

aux Thessaloniens de rentrer en possession de leurs anciens biens. Cela provoqua des conflits juridiques avec les moines de l'Athos qui avaient profité des années du blocus pour s'approprier leurs terres. Des accords furent alors passés qui permirent aux moines de conserver une bonne partie de leurs acquisitions en échange de pensions viagères accordées aux anciens propriétaires⁸²¹. Quelques monastères de la ville récupérèrent néanmoins un certain nombre de leurs biens, même si, on l'a dit, les capacités financières de ces institutions pour remettre en état leurs anciens domaines étaient à l'époque fort réduites⁸²².

Outre les grands aristocrates et les monastères, il y avait en Macédoine un groupe de propriétaires de rang moyen formé par des notables locaux et des pronoïaires, dont la plupart étaient des soldats. Là encore, il faut se garder de généraliser, parce que l'on connaît des propriétaires qui furent privés de leurs biens lors de la conquête⁸²³, tandis que d'autres non seulement gardèrent leur patrimoine, mais reçurent des revenus supplémentaires de la main des conquérants⁸²⁴. Un riche dossier de sources byzantines, ottomanes et vénitiennes témoigne qu'un certain Lyzikos, issu d'une famille de propriétaires terriens byzantins, obtint, sous la domination ottomane, le poste de gouverneur

821. Voir le cas d'Anataulas et du monastère d'Esphigménou, note précédente.

822. D'après l'acte *Esphigménou*, n° 30 (décision de février 1393 du tribunal de la métropole de Serrès), durant le siège de Thessalonique, les Ottomans auraient confisqué la moitié du village d'Achinos, situé dans la vallée du Strymon, qui appartenait au monastère thessalonicien d'Akapniou, afin de la donner au pronoïaire byzantin qui était en possession de l'autre moitié du village, un certain Makarios Laskaris Bryennios. Après la reddition de Thessalonique en 1387, le monastère d'Akapniou récupéra sa partie du village d'Achinos, mais, ruiné par les longues années du siège, il fut contraint de la vendre. Plusieurs monastères athonites essayèrent alors de s'en emparer, faisant valoir leur droit de préemption en tant que voisins, et ce fut finalement celui d'Esphigménou qui l'emporta. Pour les différents procès qu'entraîna cette affaire, voir *Chilandar*, nos 158 (1388) et 160 (décembre 1392), ainsi que SMYRLIS, *The First Ottoman Occupation*, p. 333, et NECIPOĞLU, *Between the Ottomans and the Latins*, p. 88-89.

823. Nous connaissons le cas de Maria, veuve du riche pronoïaire Manouël Déblitzénos, mort à la bataille de Chortaitès (septembre/octobre 1383), qui perdit ses biens lors du siège de Thessalonique. Après le décès de son mari, elle demanda au tribunal de la métropole d'estimer les biens de celui-ci afin d'établir la part qui lui en revenait au titre de sa dot (*Docheiariou*, n° 49). Le tribunal établit qu'elle devait posséder des champs d'une valeur de 800 hyperpres, mais, à l'époque, la ville étant assiégée, il avait été impossible d'établir le nombre exact de terrains qui correspondait à cette somme. Après la fin du blocus et lorsque la situation se fut rétablie (avril 1387), Maria trouva que « la plupart de ces champs étaient occupés par les impies » (*Docheiariou*, n° 58, l. 19). Après le retour de la domination byzantine au début du xve siècle, la fille du couple, essaya de récupérer les biens de son père. Pour plus de détails sur cette affaire, voir OIKONOMIDÈS, *Deblitzenoi*.

824. On a déjà évoqué le cas de Makarios Laskaris Bryennios qui possédait la moitié du village d'Achinos et qui, durant le siège de Thessalonique, reçut l'autre moitié, qui avait appartenu au monastère d'Akapniou. NECIPOĞLU, *Between the Ottomans and the Latins*, p. 87-89, croit que ce groupe de propriétaires chrétiens s'était mis en contact avec les Ottomans avant la prise de Thessalonique pour leur offrir sa collaboration et en tirer avantage. Elle évoque à ce sujet le cas de ces δικοῦντες, c'est-à-dire « hommes de renom », dont parle le métropolite Symeôn de Thessalonique (1416/17-1429), qui, au début des années 1420, étaient prêts à rendre la ville aux Ottomans pour obtenir en échange des cadeaux et des charges politiques (cf. BALFOUR, *Symeon of Thessalonica*, p. 56 pour le texte grec et p. 157-158 pour le commentaire), mais rien ne permet de prouver le même phénomène pour les années 1380.

de la ville de Zichna. En 1397, il faisait partie du corps expéditionnaire envoyé par Bayezid pour ravager le Péloponnèse, et ce fut lui qui négocia avec le gouverneur vénitien la reddition de la forteresse d'Argos ; peu après, il participa, avec ses frères, aux campagnes de Bayezid dans la haute vallée de l'Euphrate (1398-1399). En 1400/1401, il fut exempté par ce souverain du paiement du *haradj*⁸²⁵. L'histoire de Lyzikos est tout à fait exceptionnelle, parce qu'il s'agit du seul cas attesté dans la seconde moitié du XIV^e siècle d'un membre de l'aristocratie byzantine qui soit devenu un fonctionnaire ottoman et qui ait donc éventuellement pu conserver un patrimoine foncier après la conquête de la Macédoine par les Turcs. Plusieurs pronoiâires réussirent aussi à garder leurs biens lors de la conquête ottomane (Makarios Laskaris Bryennios, Radoslav Sampias), mais leur statut social est bien inférieur à celui de Lyzikos qui appartenait à l'une des familles les plus importantes de la région de Berroia⁸²⁶.

Pour consolider leur autorité dans les régions récemment conquises, les Ottomans continuèrent à utiliser le système de la *pronoia* byzantine, consistant à accorder des revenus fiscaux et des terres en échange d'un service dû à l'État, mais ils désignèrent cette institution sous le terme de *timar*. Les similitudes entre la *pronoia* et le *timar* ont été déjà signalées par plusieurs historiens⁸²⁷ ; toutefois, il convient de rester prudent quant à leur signification. Le terme *timar* servait à désigner plusieurs réalités à l'intérieur même de l'Empire ottoman. En Anatolie centrale et orientale, l'institution était un héritage de la période seldjoukide, qui consistait à accorder à un bénéficiaire la partie des revenus fiscaux constituée par les impôts dits coutumiers ; en revanche, en Anatolie occidentale et dans les Balkans, le *timar* semble avoir été beaucoup plus proche du modèle de la *pronoia* byzantine. Il était composé d'une terre et d'impôts versés par un certain nombre de paysans⁸²⁸.

825. Voir G. SAINT-GUILLAIN, Abus de pouvoir ou gouvernance de proximité ? Administrateurs vénitiens et administrés à travers l'exemple de la prise d'Argos par les Ottomans en 1397, dans *Βενετία – Άργος. Σημάδια της βενετικής παρουσίας στο Άργος και στην περιοχή του* (Άργος, 11 Οκτωβρίου 2008), éd. Ch. MALTEZOU et A. ΠΑΝΟΠΟΥΛΟΥ, Athènes/Venise 2010, p. 81-119, ici p. 101-103. Le passage de la chronique ottomane qui mentionne Lyzikos a été traduit et commenté par P. WITTEK, La descendance chrétienne de la dynastie Seldjouk en Macédoine, *EO* 33, 1934, p. 409-412. Il a été réexaminé, à la lumière des actes grecs tirés des archives de l'Athos, par E. ZACHARIADOU, Οι χριστιανοί απόγονοι του Ιζζεδδίν Καϊκαούς στη Βέροια, *Μακεδονικά* 6, 1964-1965, p. 62-74, ici p. 63-64 et 73-74.

826. Pour l'histoire de Radoslav Sampias, voir *infra*, p. 336-337. La famille Lyzikos était apparentée à la famille Soultanos (*ibid.*, p. 73), dont plusieurs membres sont attestés comme grands propriétaires dans la région de Berroia : cf. *Vatopédi* II, n° 82.

827. Voir *supra*, p. 291, n. 787.

828. Dans les Balkans, le *timar* était une dotation domaniale qui n'était pas la propriété du détenteur. Il se composait de deux parties distinctes : une tenure personnelle (*hâss ʿîftlik*) et des tenures de *raïas*. On aura l'occasion de parler plus en détail du *timar* dans les chapitres suivants. La bibliographie sur la question est assez riche : voir en premier lieu BELDICEANU, *Le timar*. Sur le *timar* en Macédoine, voir DÈMÈTRIADÈS, Ottoman Chatakdiki, et ID., Φορολογικές κατηγορίες των Χωριών της Θεσσαλονίκης κατά την Τουρκοκρατία, *Μακεδονικά* 20, 1980, p. 375-462.

La continuité de l'institution de la *pronoia* byzantine en Macédoine sous la domination ottomane témoigne de l'effort du nouveau régime pour s'attirer le soutien d'une partie influente de la population et consolider ainsi son autorité dans la région. L'état de la documentation ne permet pas toutefois d'évaluer le nombre des pronoiâires qui devinrent timariotes sous le nouveau régime⁸²⁹.

Ce bref aperçu permet de se faire une idée de la situation dans laquelle se trouvait la propriété foncière en Macédoine au début de la conquête ottomane. Cette image reste plus ou moins floue dans la mesure où l'on n'a conservé qu'un nombre très réduit de sources pour cette période. Cela dit, une chose au moins semble certaine : la conquête ottomane ne provoqua pas – du moins dans un premier temps – un bouleversement complet du régime de la terre. Les Ottomans décidèrent de respecter le *statu quo* foncier là où ils pouvaient obtenir par ce biais le soutien d'une partie de la population locale. La preuve en est fournie par le respect d'une grande partie des propriétés monastiques et la continuité d'un certain nombre des *pronoiai* de l'époque byzantine. Toutefois, il reste à déterminer dans quelle mesure les Ottomans acceptèrent l'existence de la propriété privée chez les chrétiens. Les actes athonites témoignent de transactions foncières et de dons de terres, ce qui montre que les particuliers chrétiens possédaient encore des biens patrimoniaux, mais il s'agit pour la plupart de biens modestes et de dimensions réduites⁸³⁰.

3. LA DÉGRADATION DU STATUT DES POPULATIONS CHRÉTIENNES SOUS LE RÈGNE DE BAYEZID I^{er}

L'histoire de la première domination ottomane en Macédoine reste un sujet controversé. Se fondant sur la chronique ottomane de Neşri et sur celle du Grec Doukas, plusieurs historiens ont écrit que, entre l'occupation de Thessalonique par les Ottomans en 1387 et la restauration de la domination byzantine vers 1403/1404, il y aurait eu une seconde prise de Thessalonique par les Ottomans, laquelle aurait eu lieu en 1391 ou 1394. La raison de supposer une seconde prise de la ville n'étant pourtant pas très claire, d'autres historiens ont suggéré plutôt un changement de statut de la ville vers cette date. Selon cette dernière interprétation, les événements évoqués par les sources ne sont pas liés à une prise supposée de la ville en 1391 ou en 1394, succédant à un bref rétablissement de l'autorité byzantine, mais au contraire à un changement des conditions de vie de la population, qui aurait perdu une partie de ses droits et de ses privilèges⁸³¹.

829. Les sources turques du xv^e siècle révèlent l'existence de timariotes chrétiens en Macédoine, dont les origines remontent à l'époque de la première domination ottomane : voir par exemple le timariote étudié par BELDICEANU, BELDICEANU-STEINHERR, Un Paléologue inconnu, qui pourrait éventuellement être un descendant de ce Makarios Laskaris Bryennios, possesseur de la moitié du village d'Achinos.

830. SMYRLIS, *The First Ottoman Occupation*, p. 339, souligne la coexistence des biens à titre conditionnel et en pleine propriété : « The overall image is one of a mixed system of full ownership and timar type lands, which is similar to the system the Byzantines already used before the Ottomans came. »

831. Voir DENNIS, *The Second Turkish Capture of Thessalonica*, p. 53, n. 2 (avec bibliographie).

Les deux interprétations supposant soit une deuxième prise de la ville soit un changement de statut n'ont pourtant pas été confirmées par les dernières recherches. D'une part, aucun argument solide n'était l'hypothèse d'un événement militaire entre 1387 et 1403/1404 : les sources auxquelles on a eu recours sont fort tardives. D'autre part, la publication récente de quelques actes tirés des archives athonites et datant de l'extrême fin du XIV^e siècle ou du début du XV^e siècle, a montré que le statut juridique des chrétiens n'avait pas sensiblement changé au cours de cette période⁸³².

La question mérite pourtant d'être reprise, car une nouvelle étude des sources contemporaines dégage en fait des indices en faveur d'un changement de situation dans la région à l'époque du retour de Bayezid I^{er} en Europe, entre la fin de l'année 1393 et le début 1394. Nous avons vu que cette époque coïncidait précisément avec un changement du contexte politique, provoqué par l'entretien de Serrès et le début du premier siège de Constantinople.

Les préparatifs du siège de Constantinople (1394)

L'entretien organisé par Bayezid I^{er} dans la ville de Serrès durant l'hiver 1393-1394, auquel il convoqua ses vassaux chrétiens, avait mis – on l'a vu – un terme aux relations pacifiques entre l'État ottoman et l'Empire byzantin⁸³³. Peu de temps après, Bayezid lança des attaques contre la Thessalie et le Péloponnèse et fit des préparatifs pour assiéger la capitale byzantine. Un passage de l'oraison funèbre que composa l'empereur Manuel II en l'honneur de son frère le despote Théodôros vers 1407 rapporte que Bayezid, après l'épisode de Serrès, « s'attarda longtemps [dans la région] ; il avança très lentement, comme en cachette – si vous m'accordez cette expression – et il se rendit en Thrace, où il réunit, avec le mieux qu'il y trouva, une armée⁸³⁴ ». Peu après, Bayezid arriva devant les murailles de Constantinople, commençant ainsi le blocus qui dura – de manière plus ou moins continue – huit ans.

La levée d'une armée en Thrace, à laquelle Manuel II fait allusion, supposerait non seulement le recrutement d'hommes, mais aussi la collecte de vivres, de montures et d'argent. Cela suggère la réalisation d'un recensement impliquant l'imposition de nouvelles taxes et peut-être la confiscation de terres. À cette époque, une homélie du métropolite Isidôros, délivrée le 28 février 1395, témoigne justement d'une nouvelle pratique des autorités ottomanes à Thessalonique : le souverain avait ordonné de réquisitionner parmi la population chrétienne des adolescents et des enfants destinés à être enrôlés dans l'armée. Il s'agit du système appelé *devshirme*, en vigueur dans l'Empire ottoman jusqu'au XVII^e siècle⁸³⁵. Son institution à Thessalonique vers la fin

832. Voir en premier lieu *ibid.*, et plus récemment SMYRLIS, *The First Ottoman Occupation*, p. 341, n. 54.

833. Sur le contexte politique à l'époque, voir *supra*, p. 286.

834. MANUEL II, *Oraison funèbre*, p. 157¹¹⁻¹³ : ἀναλίσκει δὲ χρόνον οὐ μικρὸν βάδην πορευόμενος, εἰ δὲ βούλει, φεύγων οὕτως λάθρα· διατρίβει δὲ ἐν Θράκῃ, συνάγει δὲ στρατιὰν ὅθεν τε καὶ ὅπως ἦν δυνατόν αὐτῷ.

835. Sur le *devshirme*, voir B. D. PAPOULIA, *Ursprung und Wesen der "Knabenlese" im Osmanischen Reich*, Munich 1963. La première allusion à cette pratique apparaît dans la *Vie de saint Philothéos de l'Athos*, composée dans la seconde moitié du XIV^e siècle : cf. EAD., *Die Vita des Heiligen*

de l'année 1394 doit s'expliquer par les besoins de l'État ottoman de constituer alors une grande armée. Dans son homélie, Glabas essaie de reconforter ses concitoyens, les exhortant, malgré cette nouvelle charge, à se montrer obéissants envers leurs maîtres qui, du moins, leur laissent toujours la liberté de culte⁸³⁶.

L'introduction de ce changement radical dans les régions sous souveraineté ottomane semble avoir été une décision personnelle de Bayezid, liée à sa volonté de prendre Constantinople par la force. En tout cas, aucune source ne témoigne à cette époque d'une révolte ou d'une tentative de la population chrétienne de s'affranchir par quelque moyen de la souveraineté ottomane, ce qui aurait pu justifier des représailles de la part du souverain turc. Sa démonstration de force lors de la réunion de Serrès, ordonnant la mutilation des marins qui accompagnaient Manuel II, pourrait en effet marquer un changement dans son attitude, qui aurait entraîné pour ses sujets chrétiens une dégradation considérable de leur statut.

Dans la maigre documentation qui nous est parvenue pour cette époque, on trouve en effet d'autres indices qui attestent un changement du statut des biens fonciers des chrétiens à partir de l'arrivée de Bayezid en Europe et du début du siège de Constantinople.

L'évolution de la propriété des chrétiens en Macédoine à l'extrême fin du XIV^e siècle : l'exemple des biens fonciers des monastères de l'Athos

Connaître l'impact de la politique de Bayezid I^{er} sur le statut de la propriété foncière des chrétiens en Macédoine n'est pas une tâche aisée, compte tenu du nombre très réduit de sources. La documentation la plus importante provient des archives du Mont Athos. Or, à quelques exceptions près, elle nous renseigne seulement sur l'état de la propriété monastique. C'est pourquoi, on pourrait avancer que cette documentation ne peut pas être représentative de la situation des biens appartenant aux chrétiens laïcs de Macédoine. On sait en effet que les moines de l'Athos bénéficiaient d'une position privilégiée au sein de l'État ottoman, grâce aux accords passés avec les souverains turcs, accords qui devaient connaître néanmoins une progressive dévaluation⁸³⁷.

Par ailleurs, cette documentation contient des renseignements apparemment contradictoires. Par exemple, un acte conservé dans les archives de Vatopédi, délivré par Murad II le 5 avril 1430 (quelques jours après la prise définitive de Thessalonique

Philotheos vom Athos, *Südost-Forschungen* 22, 1963, p. 259-280. Sur cette institution, voir aussi V. L. MÉNAGE, Some Notes on the Devshirme, *Bulletin of the School of Oriental and African Studies* 29, 1966, p. 64-78.

836. Cette homélie est éditée par B. LAOURDAS, Ἰσιδώρου ἀρχιεπισκόπου Θεσσαλονίκης ὁμιλία περὶ τῆς ἀρπαγῆς τῶν παίδων καὶ περὶ τῆς μελλούσης κρίσεως, *Ελληνικά* 4, 1953, p. 389-398. Elle a été traduite en anglais par A. C. HERO, The First Byzantine Eyewitness Account of the Ottoman Institution of Devshirme: The Homily of Isidore of Thessalonike Concerning the "Seizure of the Children", dans *Tò Ἑλληνικόν. Studies in Honor of Speros Vryonis, Jr.*, t. 1, éd. J. S. LANGDON *et alii*, New Rochelle 1993, p. 135-143. Sur cette source, voir aussi S. VRYONIS, Isidore Glabas and the Turkish Devshirme, *Speculum* 31/3, 1956, p. 433-443, et DENNIS, The Second Turkish Capture of Thessalonica, p. 58.

837. Sur le statut des moines de l'Athos dans l'Empire ottoman, voir *supra*, p. 298-299.

le 29 mars) en faveur des monastères de l'Athos, confirme la validité des actes de Mehmed I^{er} (1413-1421) et de Bayezid I^{er} (1389-1402)⁸³⁸ autorisant les moines à détenir la pleine propriété (*mülk*) de leurs biens et à ne rien verser à l'État au titre d'impôts ou de taxes extraordinaires⁸³⁹. Cet acte prouve que les moines de l'Athos avaient bien obtenu de Bayezid un document confirmant leurs privilèges fiscaux et leurs droits de propriété sur quelques biens en Macédoine. Toutefois, nous possédons aussi deux autres actes, tirés des mêmes archives de Vatopédi, qui prouvent au contraire que ce souverain procéda à la confiscation systématique des biens athonites. Le premier document est un *praktikon* de septembre 1404 qui dit que les monastères avaient perdu tous leurs biens en raison de « l'incursion et la domination des impies »⁸⁴⁰. Le second est une ordonnance de l'empereur Manuel II datée de 1408 qui se réfère à « une époque pendant laquelle les Turcs s'étaient emparés de tous [les biens ?] et les avaient possédés⁸⁴¹ ».

La contradiction entre l'acte de Murad II de 1430 et les deux actes byzantins du début du xv^e siècle pose un important problème pour comprendre l'évolution de la propriété monastique durant le règne de Bayezid. Le premier témoigne en effet d'une attitude assez favorable du souverain envers les moines alors que les deux autres laissent au contraire l'impression d'un net durcissement, impliquant jusqu'à la confiscation complète de leurs biens. Chacun des actes doit forcément comporter une part de vérité mais, extraits tous deux de leur contexte précis, ils ne peuvent pas être interprétés. En fait, Bayezid dut, au début de son règne (avant l'entretien de Serrès de 1393/1394), respecter la propriété monastique, avant d'ordonner leur totale confiscation lors des préparatifs pour le siège de Constantinople.

Une étude plus approfondie de quelques documents ottomans du début du xv^e siècle permet de mieux cerner cette progressive précarisation de la propriété monastique. Le premier est un acte daté de 1426 et délivré en faveur du monastère de Lavra. Il confirme le respect initial de Bayezid à l'égard des droits des moines. On y apprend que le monastère avait reçu de « Bayezid Bey » la jouissance de la totalité du village de Pinsôn, en Chalcidique occidentale, alors que « seulement la moitié [du village] était jadis en leur possession [des moines de Lavra] » ; après quoi, un certain « Makriyani » aurait incité, sur de fausses allégations, un dénommé Haci Ivaz à lui accorder la moitié du village en tant que *timar*. À la demande des moines de Lavra, un certain Ishak

838. Cet acte est conservé dans les archives du monastère de Vatopédi : un résumé de son contenu et un commentaire seront donnés dans le troisième volume des *Actes de Vatopédi*. En attendant, voir DÈMÈTRIADES, *Athonite Documents*, p. 47 (commentaire) et 56 (fac-similé), et KOLOVOS, *To 'Ayion 'Opos*, p. 113-114.

839. On a traditionnellement considéré que cet acte a été délivré à tous les monastères de l'Athos. Toutefois, la mention d'un village en particulier, Kosinitza (inconnu par ailleurs), pourrait indiquer qu'il ne concerne qu'un seul monastère, sans doute Vatopédi puisque l'acte est conservé dans ses archives.

840. Voir *Vatopédi* III, n° 189, l. 5 : ἡ δὲ τῶν ἀσεβῶν ἐπιδρομὴ καὶ περὶ πάντας αὐτῶν δυναστεία καὶ αὐτὰ τὰ αὐτῶν ἀφήρπασεν. Il s'agit du *praktikon* d'Astras délivré peu après le retour de l'administration byzantine en Macédoine en 1403/1404.

841. *Vatopédi* III, n° 199, l. 7 : τὸν καιρὸν καθ'ὸν ἐξ ολοκλήρου ταῦτα ἔλαβον οἱ Τοῦρκοι καὶ εἶχον.

– que Vasilis Dèmètriadès identifie à juste titre avec Ghazi Ishak Bey⁸⁴² – leur restitua toutefois la propriété de Pinsôn⁸⁴³.

En dépit du manque d'indications chronologiques, on peut reconstruire grâce à la prosopographie l'histoire du village de Pinsôn, tout d'abord durant la première occupation ottomane de la Macédoine (1383-1403), puis après la conquête turque de 1422. En effet, l'identification entre le « Bayezid Bey » mentionné dans l'acte et Bayezid I^{er} ne fait pas de doutes, en dépit de l'hypothèse de Vasilis Dèmètriadès qui avait proposé un rapprochement avec Amasyali Bayezid Pacha, *beylerbey* de Roumélie (m. ca 1421)⁸⁴⁴. Par ailleurs, la confiscation de Pinsôn par Hacı Ivaz à l'instigation de ce « Makriyani » (certainement un Grec nommé Makrianès) se place en revanche à l'époque de la seconde occupation ottomane, au début des années 1420 (je laisse volontairement ce fait de côté parce qu'il sort de la période qui nous occupe, tout en rappelant simplement que le bien fut définitivement restitué au monastère en 1426). Ce qui nous intéresse ici est de relever que cet acte confirme à propos d'un monastère, à l'époque de Bayezid I^{er}, le droit de possession intégrale d'un bien que les moines détenaient déjà avant la conquête turque. Mieux encore, l'acte signale en outre que le souverain ottoman avait aussi donné à Lavra la partie de Pinsôn que le gouvernement byzantin lui avait confisquée lors du décret de « pronoïarisation » des années 1374-1375. Cette donation fut probablement motivée par le souhait de Bayezid de se créer des appuis en Macédoine, à l'époque de son avènement. La demande des moines fut sans doute appuyée par des actes attestant leurs droits de propriété sur Pinsôn⁸⁴⁵.

La restitution de Pinsôn en faveur de Lavra doit dater de la première époque du règne de Bayezid I^{er}, c'est-à-dire avant 1393, car un second document, plus tardif, également conservé dans les archives de Lavra, atteste une réalité diamétralement opposée. Il s'agit cette fois-ci de la confiscation par les autorités ottomanes d'un bien ayant appartenu à un monastère. L'acte, en turc, délivré en faveur des moines de Lavra, date de 1405⁸⁴⁶. Comme dans le cas précédent, il a fait l'objet de quelques

842. DÈMÈTRIADES, *Athonite Documents*, p. 46 (avec bibliographie). Fils adoptif de Pacha Yiğit Bey, Ishak était basé dans la ville de Skopje, où il ordonna vers 1439 de bâtir une mosquée et d'autres institutions pieuses. Il mourut peu avant février 1445.

843. L'acte a été commenté par DÈMÈTRIADES, *Athonite Documents*, n° 4, p. 46 (commentaire), p. 55 (fac-similé). Sur l'histoire de Pinsôn, propriété de Lavra depuis le x^e siècle, voir LEFORT, *Chalcidique occidentale*, p. 123-125.

844. La candidature de ce personnage est à rejeter du fait qu'à son époque la région était à nouveau sous souveraineté byzantine. On sait par ailleurs que le monastère de Lavra fut mis en possession de « la totalité » du village de Pinsôn en 1409 (*Lavra* III, n° 161) et qu'il la détenait toujours en janvier 1420 (*Lavra* III, n° 169), c'est-à-dire à l'époque de la mort d'Amasyali Bayezid Pacha. DÈMÈTRIADES, *Athonite Documents*, a tort lorsqu'il écrit que la confiscation de la moitié de Pinsôn dut avoir lieu vers 1408. En fait, la moitié de Pinsôn fut confisquée une première fois dans les années 1370, puis une seconde fois après le retour de l'administration byzantine en 1403. L'erreur de Dèmètriadès vient d'une mauvaise lecture de l'introduction de *Lavra* IV, p. 53 (cf. DÈMÈTRIADES, *Athonite Documents*, p. 46, n. 39).

845. On sait, par d'autres exemples, que les Ottomans respectaient les titres de propriété délivrés par les autorités byzantines : voir les cas étudiés dans SMYRLIS, *The First Ottoman Occupation*.

846. DÈMÈTRIADES, *Athonite Documents*, n° 1, p. 43-44 (commentaire), p. 52 (fac-similé).

interprétations erronées, ce qui a empêché de relever tout son intérêt⁸⁴⁷. Il convient donc de l'examiner à nouveau.

L'acte concerne la restitution au monastère de Lavra de Toxompous (Dokisamba en turc), un village situé dans la vallée du Strymon, au bord du lac d'Achinos⁸⁴⁸. L'autorité qui délivre l'acte – non identifiée en raison du mauvais état de conservation – ordonne à un certain Georges et à un certain Şahin de remettre aux moines ce bien qui avait été cédé auparavant (au monastère ?) par un certain Vilk⁸⁴⁹. Georges pourrait être Géorgios (ou Djuradj) Branković et Vilk serait son père Vuk Branković⁸⁵⁰. Le turc Şahin pourrait être Hadim Şehabeddin Şahin Pacha, un haut fonctionnaire du temps de Murad II, nommé au poste de *beylerbey* de Roumélie vers 1424/1425⁸⁵¹. À propos de l'identité de l'auteur de l'acte, il convient de se reporter aux deux notices écrites en grec au verso de l'acte, qui permettent également de mieux comprendre l'ensemble de l'affaire. La première notice dit « ordre à Géorgios de se retirer de Toxompous » (ὅρισμος προς τον γεώργιον να εξέλθῃ από του δοξομπού) et la seconde « [ordre] de Balaban Bey » (του παλαπάν πει)⁸⁵². La première notice ne pose pas de problème, elle se rapporte au contenu même du document, mais la seconde pourrait révéler, d'après Dèmètriadès, le nom de l'expéditeur : ce « Balaban Bey » doit être l'auteur de l'acte. Il pourrait s'agir de Deli Balaban Bey, qui avait pris part à l'occupation militaire de la Thrace et de la Macédoine dans les années 1370-1380 aux côtés de Kara Halil, Lâlâ Şahîn et Evrenos Bey, ou bien d'Ince Balaban Bey, le conquérant de la ville de Sofia en 1385⁸⁵³.

Grâce à la prosopographie, on peut à nouveau reconstituer l'affaire : en 1405, l'auteur de l'acte ordonna au Serbe Djuradj Branković de remettre au monastère de Lavra le village de Toxompous qu'il détenait à titre de *timar*. Avant lui son père Vuk Branković avait déjà détenu ce village et l'avait donné au monastère. Lavra aurait donc subi deux confiscations et bénéficié de deux rétrocessions de son village de Toxompous, entre le fin du xiv^e et le début du xv^e siècle.

847. L'historiographie a suivi là aussi l'interprétation de Dèmètriadès qui comporte de nombreuses erreurs (cf. *infra*, n. 854) : voir par exemple SMYRLIS, *The First Ottoman Occupation*, p. 334.

848. Toxompous était un bien de Lavra depuis 1259 (donation de l'empereur Michel VIII Palaiologos) : cf. *Lavra* II, n° 163.

849. Ce résumé du contenu de l'acte est donné d'après l'analyse de DÈMÈTRIADÈS, *Athonite Documents*, p. 43.

850. Sur Vuk Branković, qui régna sur une partie de la Serbie de 1389 à 1398, voir *supra*, p. 284, n. 756. Son fils, Djuradj Branković (*PLP* 3076 [Βούλκος Γεώργιος]), gouverna la Serbie de 1427 à 1456 et reçut les insignes de despote en 1429. Il épousa en 1414 la Byzantine Eirène Palaiologina Kantakouzènè.

851. Sur ce personnage, voir DÈMÈTRIADÈS, *Athonite Documents*, p. 48-49.

852. Les notices ont été transcrites par Dèmètriadès, *ibid.*, p. 43.

853. En outre, selon Dèmètriadès, ces deux personnes pourraient n'en faire qu'une : cf. *ibid.*, p. 43, n. 10 (avec bibliographie). On connaît un autre Balaban Bey qui fit construire un *imaret* à Andrinople dans la première moitié du xv^e siècle. Il s'agit de l'ancien *sancak bey* de Menteşe mort en 1446 : cf. T. GÖKBILGI, *Edirne ve Paşa Livası. Vakıflar-mülkler-mukataalar (xv-xvi a.)*, Istanbul 1952, p. 223.

La date de la mort de Vuk Branković, en octobre 1398, constitue un *terminus ante quem* de la première restitution de Toxompous à Lavra⁸⁵⁴. Cette chronologie invite à mettre en rapport la première remise de ce village avec une rencontre qui eut lieu vers la même époque à Toxompous entre une délégation des moines de Lavra et la religieuse Eugénia, belle-mère de Vuk Branković et souveraine de Serbie. Cette rencontre est mentionnée dans un acte athonite de 1398, qui dit qu'Eugénia s'était rendue à Toxompous avant de retrouver Bayezid « dans la région de Serrès »⁸⁵⁵. Lorsqu'ils la rencontrèrent à Toxompous vers 1398, les moines de Lavra durent demander à Eugénia d'intercéder en leur faveur auprès de Bayezid au sujet de leur ancien domaine, alors entre les mains d'un timariote qui se trouvait être le gendre de la souveraine de Serbie⁸⁵⁶. La restitution de Toxompous à Lavra dura néanmoins fort peu de temps, parce que le village fut à nouveau confisqué et accordé alors au fils de Vuk, Djuradj Branković, et au turc Şahin, quelque temps avant 1405, date à laquelle il fut accordé pour la deuxième fois au monastère⁸⁵⁷.

Ce dossier est intéressant pour notre propos, parce qu'il témoigne des confiscations successives d'un bien appartenant aux moines de l'Athos par les autorités ottomanes ainsi que de son ultérieure attribution à d'autres bénéficiaires, à titre de *timar*. Il atteste donc une attitude défavorable des autorités ottomanes envers la propriété monastique et une totale désinvolture à l'égard des droits de propriété des institutions ecclésiastiques durant cette période.

854. Lavra aurait perdu son bien de Toxompous à une date imprécise entre la conquête de la Macédoine par les Ottomans (1383) et la mort de Vuk Branković en 1398. Ma reconstitution de l'affaire est différente de celle proposée par Dèmètriadès, parce que cet auteur fait de Vuk Branković le fils du prince Lazar († 1389), ce qui est évidemment une erreur puisque Vuk était le fils de l'aristocrate serbe Branko Mladenović et l'époux de Mara, la fille de Lazar : sur ce personnage, voir *supra*, p. 284, n. 756. Il y a en effet un fils du prince Lazar qui s'appelle Vuk (PLP 91546 [Boŭλκος]), mais c'était un enfant avant 1405. Il mourut jeune, en 1410, en combattant contre les Turcs.

855. Cette rencontre est évoquée dans un acte d'Eugénia daté du 1^{er} août 1398, par lequel la souveraine restituait aux moines de Lavra une terre située dans le village de Parakinov Brod, en Serbie : *Lavra IV*, acte serbe n° 7. Je reproduis ici l'analyse de S. Ćirković (*ibid.*, p. 187) : « La princesse se rendit chez le grand seigneur [Bayezid I^{er}], elle rencontra à Doxome sous Serrès le prôtos Jérémie et les vieillards de Lavra. » KONSTANTIN LE PHILOSOPHE, dans sa biographie du prince Stefan Lazarević, parle en effet de ce voyage d'Eugénia auprès de Bayezid, « à proximité de Serrès », et il rajoute qu'Eugénia voulait disculper son fils de sa participation à la croisade du roi de Hongrie (c'est-à-dire à la croisade de Nicopolis). La chronique place cette rencontre durant l'année 1398, ce qui s'accorde bien avec la date de l'acte d'Eugénia pour Lavra (*Lavra IV*, acte serbe n° 7). Par ailleurs, Ćirković mentionne une rencontre antérieure entre Eugénia et Bayezid, qu'il date de 1396 en raison du contenu d'une lettre du 13 novembre de cette année dans laquelle les autorités de Raguse (Dubrovnik) remercient la moniale d'avoir obtenu du « grand seigneur », c'est-à-dire du souverain ottoman, la liberté de mouvement dans le pays pour les marchands ragusains : cf. *Lavra IV*, p. 188 (avec bibliographie).

856. La rencontre entre Eugénia et les moines de Lavra peut avoir eu lieu après la mort de Vuk Branković. Dans ce cas, les moines auraient profité de la disparition du timariote pour se faire restituer le village.

857. On ne connaît pas l'histoire de Toxompous dans la première moitié du xv^e siècle, mais on notera que dans la seconde moitié du siècle, le village échut à nouveau à un membre de la famille Branković, Mara, qui était à l'époque veuve du sultan Murad II : cf. BELDICEANU-STEINHERR, Mara Branković.

Le dossier révèle également un phénomène important : l'influence au sein de l'État de certaines personnes qui agissaient en intermédiaires entre les chrétiens et les autorités turques. Ce fut peut-être grâce à leur influence auprès de l'aristocratie slave que les moines athonites conservèrent, malgré tout, une bonne partie de leurs biens fonciers durant cette époque troublée. Il se peut même qu'ils en aient tiré profit pour s'assurer la faveur du souverain ottoman⁸⁵⁸. Ce fut aussi le cas du métropolite Gabriel de Thessalonique, qui intervint à plusieurs reprises auprès de Bayezid pour obtenir l'amélioration des conditions de vie de la population de Thessalonique⁸⁵⁹. Son influence profita également au monastère thessalonicien de la Néa Monè, dont il avait été le supérieur à l'époque byzantine, dans son conflit avec le monastère d'Akapniou au sujet de quelques biens situés dans la région proche de la capitale macédonienne⁸⁶⁰.

Diminution des biens détenus en pleine propriété sous le règne de Bayezid I^{er}

Les exemples que l'on vient d'évoquer se font aussi l'écho d'une situation générale de la population chrétienne moins favorable que celle ayant prévalu durant la période précédente, c'est-à-dire avant l'arrivée de Bayezid en Europe et la rencontre à Serrès avec ses vassaux chrétiens (1393/1394). Ils montrent les difficultés auxquelles était désormais confrontée la population soumise et prouvent une nette dégradation de ses conditions de vie.

Si l'on sort du cadre du patrimoine monastique, une étude sur la totalité du corpus d'actes grecs de l'époque permet d'arriver à la conclusion que la propriété de biens fonciers aux mains des chrétiens connut un fort rétrécissement à la fin du XIV^e siècle. Bien qu'elle n'ait pas complètement disparu, la possession de biens immeubles par les chrétiens devient alors moins fréquente dans la documentation. On constate également un autre phénomène, non moins révélateur, à savoir le fait que la plupart des transactions foncières connues ne concernent que des moulins à eau et des vignobles⁸⁶¹.

858. Pour citer un seul exemple, le puissant seigneur serbe Jovan Dragaš, vassal des Ottomans, avait profité de l'arrivée de Bayezid en Europe (automne 1393) pour demander la permission de donner au monastère athonite de Vatopédi le monastère dédié à la Pantanassa, situé dans la ville de Melnik, avec ses biens : *Vatopédi* III, n° 169 (octobre 1393). Cet acte a déjà été publié par V. LAURENT, Un acte grec inédit du despote serbe Constantin Dragaš, *REB* 5, 1947, p. 171-184, publication qui comporte quelques erreurs.

859. *L'encomium* en l'honneur du métropolite Gabriel dit que le prélat réussit à obtenir de Bayezid de « grands cadeaux » pour la population de Thessalonique : MAKRÈS, *Εὐγγράμματα*, p. 115-117. Sur cette question, voir DENNIS, *The Second Turkish Capture of Thessalonica*, p. 58-59, et NECIPOĞLU, *Between the Ottomans and the Latins*, p. 86.

860. Sur le conflit entre la Néa Monè et Akapniou au sujet de quelques biens fonciers et sur le rôle joué dans l'affaire par le métropolite, voir *ibid.*, p. 94-97 (avec bibliographie).

861. Les archives de Vatopédi sont les seules à conserver un certain nombre d'actes témoignant de la propriété de quelques biens fonciers par des chrétiens : 1) L'acte *Vatopédi* III, n° 177 de mars 1396 concerne la donation d'un terrain et la vente à Vatopédi de quelques vignes appartenant à un chrétien. Il est d'ailleurs intéressant de relever la distinction entre la propriété

Ces deux types de biens, qui étaient le résultat d'un investissement productif, pouvaient en fait appartenir à une personne qui ne détenait pas pour autant la propriété du sol.

En d'autres termes, il ne fallait pas être le maître du terrain sur lequel était situé un moulin ou un vignoble pour en avoir la propriété. C'est le *ius aedificandi* du droit romain. À Byzance comme ailleurs, les droits du propriétaire du terrain et ceux du propriétaire d'un bien « en surface » pouvaient parfois entraîner des conflits judiciaires au sujet de l'exploitation et du partage des revenus⁸⁶². La question pouvait devenir fort confuse si le propriétaire du bien « en surface » était un parèque du propriétaire du sol. Quoi qu'il en soit, le droit de propriété sur un bâtiment construit sur un terrain ou sur un vignoble ne donnait jamais lieu à un droit quelconque sur le terrain. Le fait que la plupart des actes conservés pour la période 1394-1403 témoignent de conflits au sujet de moulins et de vignes ne doit pas donc être fortuit et pourrait bien trahir un changement du statut juridique de la terre⁸⁶³.

du terrain et celle des vignes. L'acte *Vatopédi* III, n° 178 (peu après avril 1396) est la confirmation de cette vente par le synode de la métropole de Thessalonique ; il ne mentionne que les vignes et non les terrains. 2) L'acte *Vatopédi* III, n° 184 (mars 1400) concerne la donation à Vatopédi par un certain Mpogdanos Phronimos d'une terre à Raphalion (Macédoine occidentale). Il porte au verso une notice de corroboration en arabe du *qadi* de Thessalonique. 3) L'acte *Vatopédi* III, n° 185 (septembre 1401) concerne une autre donation au monastère, cette fois d'une église à Gallipoli, avec ses biens, qui appartenaient à un certain Grégorios Exakoustos. Je laisse de côté l'acte *Vatopédi* III, n° 179, une description des limites d'un bien de Vatopédi situé dans la région de Ploumiska : dans l'édition des *Actes de l'Athos*, il portera la date « [vers 1398] », mais ce n'est qu'une datation approximative d'après la prosopographie ; en réalité, l'acte ne comporte aucun élément permettant d'en cerner précisément la chronologie et rien n'empêche de le dater de la période antérieure à l'arrivée de Bayezid en Europe (fin 1393). D'ailleurs, un acte de 1404 (*Vatopédi* III, n° 189 = *praktikon* d'Astras) dit que les moines avaient finalement perdu la possession de ce bien situé dans la région de Ploumiska (il s'agit du *zeugèlateion* de Lantzou, sur lequel voir *infra*, p. 480-482). On ne tiendra pas davantage compte ici des documents relatifs aux biens situés à l'intérieur de la presqu'île athonite, comme par exemple *Vatopédi* III, n° 182.

862. Sur cette question, voir G. WEISS, *Die Entscheidung des Kosmas Magistros über das Parökenrecht*, *Byz.* 48, 1978, p. 477-500, et *Docheiariou*, p. 117-118. Sur le *ius aedificandi* au Moyen Âge, voir de manière plus générale *Le sol et l'immeuble. Les formes dissociées de propriété immobilière dans les villes de France et d'Italie (XII-XIX^e siècle)*, éd. O. FARON et É. HUBERT, Lyon 1994 (Collection d'histoire et d'archéologie médiévale 2).

863. Il convient également de souligner que la plupart des ateliers et des boutiques à l'intérieur de la ville de Thessalonique étaient encore en 1400 aux mains des églises et des monastères locaux : cf. N. OIKONOMIDÈS, *Το μερίδιο των μοναστηριών στην αγορά της τουρκοκρατούμενης Θεσσαλονίκης (1400)*, *Δεμέτρια* 28, 1995 (= 7th *Scholarly Symposium*, « *Christian Thessalonica* », *Staurpegial and Parochial Monasteries*), p. 73-79 (= ID., *Society, Culture and Politics in Byzantium*, éd. E. ZACHARIADOU, Aldershot 2005 [Variorum Collected Studies Series 824], XXIV).

Tableau récapitulatif des transactions foncières des années 1394-1403

Acte	Date	Lieu	Tribunal	Objet du procès
<i>Vatopédi</i> III 171	juil. 1394	Melnik	Métropole de Melnik	Le moulin construit par Iôannès Mylônas doit appartenir au monastère de la Spèlaiôtissa, métoque de Vatopédi
<i>Vatopédi</i> III 172	mai 1395	Serrès	Patriarcat	Un certain Kalodioikètos doit restituer à Vatopédi un moulin situé à Serrès
MM II 490 <i>Vatopédi</i> III 173	mai 1395	Melnik	Patriarcat	Le patriarche reconnaît les droits de Sophia, fille de Mylônas, sur le moulin de la Spèlaiôtissa
MM II 486 <i>Vatopédi</i> III 174	mai 1395	bas Strymon	Patriarcat	Le patriarche ordonne la destruction du moulin des moines de Kosinitza sur le Panax
<i>Vatopédi</i> III 176	fév. 1396	Thessalonique	acte d'accord	Les moines de Vatopédi donnent en location aux Kanaboutzai leur moulin situé à Thinos
<i>Vatopédi</i> III 178	peu après avril 1396	Thessalonique	Métropole de Thessalonique	Confirmation de la vente d'une vigne
<i>Vatopédi</i> III 180	mai 1398	Thessalonique	Métropole de Thessalonique	Le tribunal évince les Kanaboutzai du moulin de Vatopédi à Thinos
<i>Vatopédi</i> III 186	sept. 1401	Berroia	acte de bail	Manouèl Pothos prend à bail un moulin à Berroia

On notera d'après ce tableau que la plupart des procès conservés concernant des biens fonciers en Macédoine eurent lieu immédiatement après le retour de Bayezid en Europe, en particulier durant l'année 1395. Quelques-uns furent jugés par des tribunaux locaux, d'autres par le tribunal du patriarcat de Constantinople. Dans certains cas, lorsqu'il s'agissait de biens appartenant aux grands monastères athonites, intervint l'exarque patriarcal de la région, dont on a vu que le rôle augmenta vers la fin du ^{xiv}^e siècle, précisément à l'époque de l'avancée ottomane⁸⁶⁴. D'ailleurs, l'année 1394 vit un important changement dans la juridiction ecclésiastique de la Macédoine, qui est certainement à mettre en rapport avec l'arrivée de Bayezid : l'ancien exarque patriarcal, l'influent Matthaïos Phakrasès, qui était métropolitain de Serrès avec le rang

864. Ce fut par exemple le cas du long procès opposant Iôannès Mylônas et sa fille Sophia aux moines de la Spèlaiôtissa, métoque de Vatopédi, et du procès au sujet du moulin sur le Panax, dans lequel les moines de Vatopédi étaient confrontés à ceux de Kosinitza.

de celui de Philippes⁸⁶⁵, décida de renoncer à son poste de représentant du patriarche. Un acte de Vatopédi dit qu'il était « empêché par la maladie et par les obligations auprès du grand seigneur », c'est-à-dire auprès de Bayezid⁸⁶⁶. Le patriarche de Constantinople, Antônios IV, essaya de rétablir l'ordre en nommant un nouvel exarque pour la région de Serrès et le Mont Athos, le hiéromoine Athanasios⁸⁶⁷. Toutefois, la situation ne rede-vint « normale » qu'en février 1395 lorsque Matthaios renonça à son rang de métropolite de Philippes, titre associé jusqu'alors à la charge d'exarque patriarcal⁸⁶⁸. À partir de cette date, Antônios IV décida de séparer le titre de métropolite de Philippes et la charge d'exarque ; il accorda le rang de Philippes « en supplément » (*épidosis*) au métropolite d'Ainos, tout en confirmant le hiéromoine Athanasios dans le poste d'exarque patriarcal.

Durant sa première année comme exarque, Athanasios voyagea partout en Macédoine, essayant de mettre un terme aux nombreux litiges entre les monastères et les propriétaires chrétiens de la région au sujet des moulins et des vignobles (voir tableau ci-dessus). Jean Darrouzès a expliqué les nombreux procès en Macédoine durant l'année 1395 par le simple remplacement au poste d'exarque de Matthaios par Athanasios : « L'arrivée d'un nouvel exarque annulait le mandat du métropolite de Serrès », écrit-il⁸⁶⁹. Cette interprétation me semble peu satisfaisante, car cela supposerait que chaque remplacement d'un exarque par son successeur aurait également entraîné un nombre considérable de procès. Or, les sources ne semblent pas soutenir cette hypothèse puisque nous ne connaissons pas d'autres cas ayant provoqué tant de conflits⁸⁷⁰. Il est en revanche beaucoup plus vraisemblable que les litiges qui éclatèrent en 1395 en Macédoine aient été simplement provoqués par un durcissement de la politique de Bayezid à l'égard du droit de propriété des chrétiens, mesure qui aurait bouleversé complètement le statut des biens fonciers dans la région.

*
* *
*

865. En raison de la conquête ottomane, certaines métropoles restaient vacantes, parce que leur siège ne pouvait plus être effectivement occupé. Elle étaient alors souvent attribuées à d'autres métropolitains en *épidosis*. Ces métropolitains ayant d'autres sièges en *épidosis* occupaient dans la hiérarchie épiscopale le rang le plus élevé parmi leurs titres. Dans le cas de Matthaios Phakrasès, il avait « le rang de Philippes », beaucoup plus élevé que celui de Serrès.

866. *Vatopédi* III, n° 171 (juillet 1394), l. 4-5 : ὡς ἐμποδιζόμενος ἀπὸ ἀσθενείας, ἔτι γε μὴν καὶ ἀπὸ δουλειῶν ἀναριθμήτων τοῦ τὴν ἡγεμονίαν δεσπόμενος.

867. MM II, n° 473 ; DARROUZÈS, *Regestes* VI, n° 2971. Sur Athanasios, voir *PLP* 355.

868. En février 1395, Athanasios fit au patriarche un rapport au sujet de la décision de l'ancien exarque : MM II, n° 480 ; DARROUZÈS, *Regestes* VI, n° 2981.

869. Cf. DARROUZÈS, *Regestes* VI, p. 256. L'arrivée du nouvel exarque dut également provoquer la requête des moines de Kutlumas auprès du patriarche, afin de proclamer leur indépendance à l'égard du représentant patriarcal : cf. *Kutlumas*, n° 40. Sur ce dernier acte, voir aussi le commentaire de DARROUZÈS, *ibid.*, n° 3002.

870. Voir, par exemple, l'arrivée du nouvel exarque patriarcal pour Thessalonique, le moine Nathanaël, après la mort en 1396 du métropolite Isidôros Glabas. Même si ce changement provoqua une situation très confuse du point de vue de la juridiction ecclésiastique en Macédoine, puisque Nathanaël et Gabriël, métropolite de Chalcédoine, se disputèrent le trône épiscopal, la nomination de Nathanaël au poste d'exarque n'entraîna pas de conflits au sujet des biens fonciers dans la ville et ses alentours. Ce fut finalement Gabriël qui fut nommé métropolite de Thessalonique et Nathanaël garda l'exercice de la juridiction patriarcale.

Au début de ce chapitre, on a souligné la difficulté de dresser un bilan des conséquences de la conquête ottomane des Balkans. Néanmoins, le matériel documentaire qui nous est parvenu semble indiquer que les conditions de vie ou tout au moins le statut foncier des populations chrétiennes se seraient considérablement dégradés à partir de l'arrivée en Europe de Bayezid I^{er}, vers la fin 1393. La confiscation de biens fonciers tout comme l'imposition de nouvelles taxes semblent avoir contribué à précariser le statut de la population autochtone sous la nouvelle administration. Même si la conquête turque avait initialement bénéficié à un groupe de propriétaires chrétiens (pronoïaires et monastères), cette situation ne se trouva pas confirmée sous le règne de Bayezid.

On a souligné également le rôle joué auprès de ce souverain ottoman par certains individus appartenant à l'élite politique ou religieuse chrétienne. Ils intervinrent en faveur de leurs coreligionnaires afin d'éviter la dégradation de leur statut juridique ou la saisie de leurs biens fonciers. Ce rôle fut par exemple joué par la veuve du prince Lazar, la moniale Eugénia, qui servit d'intermédiaire entre Bayezid et la république de Raguse. Cela pourrait expliquer la continuité de certains établissements religieux pendant cette première époque de la domination ottomane.

Dans le domaine juridictionnel, les Ottomans consentirent à reconnaître des tribunaux chrétiens et des institutions ecclésiastiques. Leur fonctionnement ne semble pas avoir subi d'interruption durant cette période et l'on connaît le cas de communautés religieuses, comme celle de l'Athos, qui bénéficièrent de certains privilèges sous la domination ottomane. Le patriarcat de Constantinople a pu également continuer à exercer son autorité sur les populations dorénavant soumises aux Ottomans grâce à la mise en place d'une nouvelle institution, l'exarque patriarcal. Ce système permit au patriarcat de continuer à percevoir des impôts et à exercer sa juridiction sur les territoires qui échappaient pourtant au contrôle politique de l'Empire byzantin. Cette séparation entre la juridiction ecclésiastique du patriarche et la souveraineté de l'empereur devait s'accroître par la suite, permettant la survie de l'Église byzantine même après la disparition l'État byzantin.

CHAPITRE VII

LA REPRISE DU XV^e SIÈCLE

Le xv^e siècle s'ouvrit sur un événement qui changea le cours de l'histoire byzantine : le 28 juillet 1402, les troupes du Turco-Mongol Tamerlan infligèrent une terrible défaite aux Ottomans de Bayezid I^{er} dans les plaines situées près de la ville d'Ankara⁸⁷¹. L'issue de cette bataille fut lourde de conséquences pour les Ottomans. Fait prisonnier, Bayezid mourut en captivité peu après, laissant quatre fils qui se disputèrent l'héritage paternel⁸⁷². L'État ottoman se disloqua et entra dans une période de guerres internes et de conflits pour le pouvoir qui devait durer dix ans. Le fils aîné de Bayezid, Süleymân, réussit à passer en Europe grâce à l'aide des Génois, échappant au massacre, et se proclama maître de la Roumélie, c'est-à-dire de la partie européenne du territoire ottoman. En Anatolie, le pouvoir fut d'abord disputé entre Mehmed Çelebi et 'Isâ, le premier sortant finalement vainqueur de ce conflit, et plus tard, entre Mehmed et Süleymân qui était repassé en Asie. Vers 1409, Musa, le quatrième frère, entra aussi dans la compétition en s'alliant avec le seigneur valaque Mircea l'Ancien.

La mort de Bayezid et la confrontation entre ses successeurs bénéficièrent aux pouvoirs chrétiens de la région et en particulier à l'Empire byzantin, lequel était, à la veille de la bataille d'Ankara, réduit à sa capitale, Constantinople, à quelques territoires de la côte de la mer de Marmara et de la mer Noire, à quelques îles de l'Égée (Samothrace, Imbros et Lemnos) et à la ville de Monemvasie, dans le Péloponnèse⁸⁷³. Du reste, Constantinople, assiégée depuis 1394 par Bayezid, était à cette époque bien près de capituler.

La défaite ottomane mit non seulement un terme au blocus de la capitale byzantine, mais elle permit en outre à l'Empire de recouvrer une partie importante des territoires perdus au cours du dernier quart du xiv^e siècle. Afin de consolider sa position en Europe, l'émir Süleymân conclut en effet un traité avec les puissances chrétiennes de la région et leur fit d'importantes concessions. Pour Byzance, la plus importante fut sans doute la restitution de Thessalonique et d'une partie de la Macédoine.

Au-delà de ce redressement inespéré de la situation politique, le début du xv^e siècle vit également s'annoncer la fin de la période de récession économique qu'avaient connue les territoires byzantins depuis le début du xiv^e siècle. Dans certains villages, on peut constater une croissance de la population paysanne ainsi que la remise en exploitation de quelques régions qui avaient été abandonnées en raison des troubles

871. Sur la bataille d'Ankara, l'étude de MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, demeure fondamentale. Sur les campagnes de Tamerlan, voir ALEXANDRESCU-DERSCA, *La campagne de Timur*, et B. FORBES MANZ, *The Rise and Rule of Tamerlan*, Cambridge 1989.

872. Sur les quatre fils de Bayezid (Süleymân, Mehmed, 'Isâ et Mûsâ), voir ZACHARIADOU, Süleyman Çelebi, et KASTRITSIS, *The Sons of Bayezid*.

873. Afin d'assurer la défense du territoire, le despote Théodôros Palaiologos avait cédé le Péloponnèse aux chevaliers de Rhodes, à l'exception du port de Monemvasie, dernier bastion sous souveraineté byzantine dans la région : cf. *supra*, p. 289, n. 779.

de la période précédente⁸⁷⁴. Cette récupération fut néanmoins très lente et demeura toujours sous la menace des guerres et des raids ennemis. La seconde décennie du siècle fut de ce point de vue une période particulièrement agitée, coïncidant avec la fin de l'« interrègne » ottoman. La reprise économique se poursuivit néanmoins après l'achèvement de la conquête turque et fut alors favorisée par la stabilité politique de l'Empire ottoman.

1. LES NOUVELLES ASSISES TERRITORIALES DE L'EMPIRE

Après s'être emparé du pouvoir en Europe, Süleymân, fils de Bayezid, conclut avec l'empereur Jean VII et avec d'autres pouvoirs de la région un accord par lequel il leur céda plusieurs territoires et leur accordait certains privilèges fiscaux⁸⁷⁵. Le texte de cet accord est conservé seulement dans une traduction en dialecte vénitien⁸⁷⁶. Le document ne porte pas de date, mais selon l'analyse qu'en a faite l'historiographie moderne, le traité dut être signé au mois de janvier ou de février 1403 à Gallipoli⁸⁷⁷.

Son contenu permet de connaître l'étendue du territoire qui passa alors sous souveraineté byzantine⁸⁷⁸. Toutefois, dans l'étude approfondie qu'il lui a consacrée, Klaus-Peter Matschke a observé que la substance de ce traité ne correspond pas tout à fait aux témoignages de deux historiens grecs de la seconde moitié du x^v siècle, Doukas et Chalkokondylès, qui nous ont tous deux laissé une description du territoire byzantin au lendemain de l'accord de 1403. Matschke a expliqué cette divergence en postulant l'existence d'un second traité qui aurait été conclu entre l'émir Süleymân et l'empereur Manuel II, après que ce dernier fut rentré d'Occident en juin 1403.

874. LEFORT, *Population et peuplement*, p. 81-82 [246-247] : « La fin du xiv^e siècle et le début du xv^e montrent des signes de reprise démographique et économique. » Pour les territoires sous domination vénitienne, F. Thiriet a constaté qu'« avec les premières années du xv^e siècle, les épidémies sont moins fréquentes et moins meurtrières, les guerres sont moins proches [...] Le travail rural apparaît plus aisé, sinon plus rémunérateur » : F. THIRIET, *La condition paysanne et les problèmes de l'exploitation rurale en Roumanie gréco-vénitienne, Studi veneziani* 9, 1967, p. 35-69 (= ID., *Études sur la Roumanie gréco-vénitienne (x^e-xv^e siècles)*, Londres 1977 [Variorum Collected Studies Series 60], XIII), ici p. 65-66. Au début du xv^e siècle, la rapide réduction des forêts en Crète témoigne également d'un essor de la population : Ch. GASPAREL, *Φυσικό και αγροτικό τοπίο στη μεσαιωνική Κρήτη. 13^{ος}-14^{ος}*, Athènes 1994, p. 25-33.

875. À l'époque, l'empereur Manuel II se trouvait en Europe occidentale et ne retourna dans l'Empire qu'après avoir appris la défaite turque. Outre Jean VII, les Génois, les Vénitiens, le duc de l'Archipel, la Mahone de Chios et les Hospitaliers de Rhodes conclurent ce traité avec Süleymân.

876. L'acte est conservé dans ASV, *Pacta*, reg. VI, fol. 130v (*olim* 128v). La publication la plus récente est celle de DENNIS, *Treaty of 1403* (avec bibliographie).

877. *Ibid.*, p. 75. Cette datation est acceptée par BARKER, *Manuel II*, p. 224 et n. 3, et par MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, p. 40. Les négociations longues et souvent difficiles entre les parties impliquées expliquent le laps de temps de six mois entre la défaite ottomane à Ankara et la signature du traité. En effet, il semble qu'un groupe de commandants ottomans se soit opposé à un bon nombre de clauses exigées par les chrétiens. Sur cette question et en particulier sur le débat autour de la reddition de Gallipoli aux Byzantins, voir *ibid.*, p. 89-107.

878. Pour les conséquences de cet accord du point de vue fiscal, voir chapitre XI.

Ce second traité aurait impliqué une augmentation substantielle des limites du territoire recouvert par les Byzantins⁸⁷⁹. Cette hypothèse, largement acceptée depuis sa publication par Matschke en 1981, me paraît peu vraisemblable à la lumière d'autres sources contemporaines.

Le territoire acquis par Byzance en 1403 et la question d'un second traité

Il convient d'abord d'examiner le contenu des deux catégories de sources de types différents dont nous disposons, l'acte en vénitien qui contient la traduction de l'accord de 1403 et les récits de Doukas et Chalkokondylès, afin de mieux saisir leurs différences.

Le traité de janvier/février 1403 dit que Süleymân a restitué aux Byzantins la ville de Thessalonique avec sa forteresse (*cula*) et la région nommée *la Calamarea*, avec tout ce qui en dépendait, de même que la zone allant du fleuve Galikos jusqu'à la région appelée *lo Paravardaro* et jusqu'à la mer ; puis la région de Panidos à Mésembria et *Palateoria*, leurs châteaux, leurs salines et tout ce qui en dépendait⁸⁸⁰. Süleymân cédait aussi aux Byzantins les alentours de la capitale et la région allant de « la Parapolia » jusqu'à la ville de Panidos, les îles de Skopélos, Skiathos et Skyros, ainsi que quelques châteaux situés *in Turchia* et que possédait l'Empereur byzantin⁸⁸¹.

Doukas, d'une part, raconte que Süleymân, après s'être rendu dans la capitale byzantine, promet de céder aux Byzantins la ville de Thessalonique, les régions allant du Strymon jusqu'à Zeitoun, le Péloponnèse et les territoires aux alentours de Constantinople, de Panidos jusqu'à Hiéron Stomion, sur la côte européenne du Bosphore,

879. Cf. MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, p. 56-61. L'hypothèse d'un second accord conclu entre Manuel II et Süleymân avait été également suggérée par DENNIS, *Treaty of 1403*, p. 76-77, mais cet auteur pensait que le contenu devait en être presque identique à celui du premier traité : « Whether Manuel also met with Suleyman there [Gallipoli] or later in Constantinople, he definitely in some form or other ratified the treaty or concluded another one with him which, in any case, must have been almost identical with that made by John VII. »

880. DENNIS, *Treaty of 1403*, p. 78 : *a mio pare Imperador de Griesi e a lo Imperio di Constantinopoli io ho dado Salonichi cum la Calamarea cum tute le lor pertinentie, como havemo parlato, e di lo Galicho fina lo Paravardaro e fina a la marina franco e libero, et ho dado Salonichi cum lo so cula, e quello che li dava a mio pare io i lo dono, e ho li dado da lo Panido fina in Mesembria e la Palateoria insembre et le suo castelle e saline et con tute le lor pertinentie...* Selon ZACHARIADOU, Süleyman Çelebi, p. 277-278 (suivi par KASTRITSIS, *The Sons of Bayazid*, p. 54), *Palateoria* pourrait correspondre à la ville de Périthéôrion (Buru ou Buri en turc), en Thrace occidentale (sur laquelle, voir P. SOUSTAL, *Thrakien (Trakë, Rodopë und Haimimontos)*, Vienne 1991 [Tabula Imperii Byzantini 6], p. 394-395). Un passage de la chronique de Doukas suggère que, au début du règne de Murad II (1422), Périthéôrion jouissait d'un statut d'autonomie, car la ville fut accordée alors par le souverain ottoman au Génois Giovanni Adorno, à titre viager (DOUKAS XXVII § 6, p. 227). Ce statut d'autonomie s'expliquerait mieux si auparavant, au début du xv^e siècle, Périthéôrion avait appartenu aux Byzantins.

881. DENNIS, *Treaty of 1403*, p. 78-79 : *et ho dado Constantinopoli cum tute suo confine franche senza alcun tributo de la Parapolia fino al Panido, et in questi luogi che o dado al Imperador ch'el possa murar castelli et ogni forteza ondi li plaxe a tuto so plaser. Item in Turchia quelli castelli che tegniva lo Imperador tuti li ho dadi [...]* Item, per contra Salonicho io li ho dado el Scopelo, el Sciato et lo Sciro, et ho li dado fina X novembre in qua lo trabuto de li diti luogi. Le terme de Parapolia désigne la banlieue de Constantinople (cf. LAPPA-ZIZIKAS, Kosmidion, p. 265 et 267, et ZACHARIADOU, Süleyman Çelebi, p. 279, n. 46).

et de Hiéron Stomion jusqu'à Varna, avec tous les forts situés au bord de la mer⁸⁸². D'autre part, Chalkokondylès donne une description des aspects territoriaux de l'accord semblable à celle de Doukas, quoique moins détaillée, mais il parle en outre de la cession d'une partie de la côte de l'Asie Mineure, ce qui coïncide avec le contenu du traité de janvier/février 1403 qui fait mention de châteaux situés *in Turchia*⁸⁸³.

Matschke a certes raison de noter que le territoire passé sous souveraineté byzantine en 1403 est beaucoup plus étendu chez Doukas et Chalkokondylès que dans la version vénitienne du traité. En ce qui concerne la description de la région de Macédoine, les deux historiens grecs de la seconde moitié du xv^e siècle sont d'accord sur le fait que Süleymân aurait cédé aux Byzantins une vaste région allant du Strymon jusqu'à la ville de Zeitoun, c'est-à-dire l'actuelle Lamia en Thessalie, quand l'acte vénitien dit que l'Empire récupéra seulement la ville de Thessalonique avec sa forteresse, la région de *la Calamarea* – terme qui, selon Matschke, désignerait le territoire appelé en grec Kalamaria, c'est-à-dire la Chalcidique occidentale – et *lo Paravardaro*, soit le territoire situé entre le Galikos et le Vardar, une région peu étendue située à l'ouest de Thessalonique.

Peu de temps après la publication de l'étude de Matschke, mais sans en avoir connaissance, Elizabeth Zachariadou a examiné à son tour le contenu de cet accord dans un article sur l'émir Süleymân, paru en 1983⁸⁸⁴. Elle s'est livrée, elle aussi, à une comparaison du texte vénitien de janvier/février 1403 et des récits de Doukas et de Chalkokondylès⁸⁸⁵. Les divergences qu'elle a relevées entre les deux sources sont cependant moins nombreuses. À propos du territoire cédé par Süleymân aux Byzantins en Macédoine, elle a souligné que le terme turc de *Calamarea* ne correspondait pas exactement au territoire que les Grecs appelaient Kalamaria (Chalcidique occidentale), car les actes ottomans montrent que la « Kalamaria » turque désigne l'ensemble de la Chalcidique, y compris la presqu'île de Kassandreia et le Mont Athos, c'est-à-dire le territoire qui va de Thessalonique jusqu'au Strymon⁸⁸⁶. Selon cette explication de

882. DOUKAS XVIII § 2, p. 112-113 : τὴν Θεσσαλονίκην καὶ τὰ Στρυμόνος ἄχρις αὐτοῦ Σητουνίου καὶ τὴν Πελοπόννησον, τὰ δὲ τῆς πόλεως πέριξ ἀπὸ Πανίδου μέχρι Ἱεροῦ Στομίου καὶ ἀπὸ τοῦ Ἱεροῦ Στομίου μέχρι Βάρνας ἅπαντα τὰ παράλια κάστρα τὰ ἐν τῷ Εὐξείνῳ κείμενα. Sur le château de Hiéron, situé sur le Bosphore, voir *supra*, p. 154, n. 151.

883. CHALKOKONDYLÈS I, p. 163¹⁶ : τὴν παράλιον τῆς Ἀσίας χώραν. Ces ports de la côte asiatique, situés en face de Constantinople, ont été localisés par MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, p. 57.

884. Cf. ZACHARIADOU, Süleyman Çelebi, en particulier p. 274-279.

885. Pour l'interprétation des passages de Doukas et de Chalkokondylès, E. Zachariadou s'est fondée sur l'analyse de BAKALOPOULOS, Les limites de l'Empire byzantin, p. 56-65.

886. Cf. ZACHARIADOU, Süleyman Çelebi, p. 278 : « In late xvth century Ottoman documents, the administrative term Kalamaria includes the whole peninsula of Chalkidike. » Elle renvoie à sa propre publication des actes ottomans tirés des archives du monastère athonite de Dionysiou : EAD., Ottoman Documents. Sur l'emploi du terme Kalamaria pour désigner seulement la Chalcidique orientale, voir LEFORT, *Chalcidique occidentale*, p. 7 et n. 1, qui mentionne, outre les actes ottomans publiés par Zachariadou, le contenu d'un acte grec, *Docheiariou*, n° 53 (1409), confirmant cette interprétation. Dans son commentaire de cet acte, Oikonomidès avait rejeté comme « fantaisiste » l'hypothèse de G. THÉOCHARIDÈS, Καλαμαρία, *Μακεδονικά* 17, 1977, p. 259-297, selon laquelle le terme Kalamaria englobait Hiérissos ; Oikonomidès fondait sa critique sur le contenu d'un acte de Vatopédi de 1408

l'usage turc du terme *Calamarea*, le texte vénitien du traité de 1403 concernant le territoire cédé par les Ottomans aux Byzantins en Macédoine orientale s'avère donc identique à la description qu'en donnent les deux historiens grecs.

Elizabeth Zachariadou a toutefois rencontré plus de difficulté dans l'interprétation du passage de Doukas relatif au territoire situé à l'ouest de Thessalonique. Le problème principal réside dans l'identification du toponyme « Zeitoun » employé par Doukas. Matschke n'avait pas hésité à y voir une mention de la ville de Lamia en Thessalie, mais Zachariadou a considéré qu'il devait plutôt s'agir d'un village situé à l'embouchure du Strymon. Cette dernière interprétation me semble cependant peu probable, car Zeitoun près du Strymon est un tout petit village de Macédoine orientale, très peu connu. Or, dans son récit, l'historien grec se réfère principalement à des toponymes importants, tels Thessalonique, Panidos et Varna ; même Hiéron, à proximité de Constantinople, était une place forte bien connue, mentionnée par exemple par Kantakouzènos et Grégoras. En revanche, Zeitoun en Macédoine apparaît très rarement dans les sources. De plus, le texte de Doukas dit que Süleymân avait cédé « les [terres] du Strymon jusqu'à Zeitoun », phrase qui n'aurait pas de sens si les deux toponymes étaient situés dans la même région. Il me semble donc certain que le Zeitoun de Doukas est bien la ville de Thessalie, comme le pense Matschke. Toutefois, la possession de la ville de Zeitoun par les Byzantins s'explique autrement et ne justifie pas de supposer l'existence d'un second traité entre Manuel II et Süleymân.

La région de Lamia/Zeitoun fit en effet à cette époque l'objet d'un âpre conflit qui opposait plusieurs pouvoirs chrétiens de la région. Cette ville avait été l'une des dépendances du comté latin de Salôna, depuis 1318 aux mains de la famille Fadrique de Aragón. À la fin du XIV^e siècle, le territoire échut à une Byzantine, Héléne Kantakouzène, veuve du dernier comte⁸⁸⁷. En 1394, la région fut occupée par les Ottomans de Bayezid qui la détinrent jusqu'en 1402. Le traité de janvier/février 1403 prévoyait le partage du territoire de l'ancien comté entre plusieurs pouvoirs chrétiens de la région, Venise, le marquisat de Bodonitza et les chevaliers hospitaliers de Rhodes. À la première, Süleymân abandonna « en face de l'île de Négrepont sur la terre ferme, cinq milles vers l'intérieur⁸⁸⁸ ». Ce territoire incluait la bande côtière située entre les salines de Zeitoun et la ville de Ptéléon⁸⁸⁹. Süleymân confirma au marquis de Bodonitza,

(MOŠIN, *Akti*, p. 166, l. 29 = *Vatopédi* III, n° 199, l. 19). Toutefois, un acte ottoman du XV^e siècle (ZACHARIADOU, *Ottoman Documents*, p. 20, n. 22) dit que Gomatou, qui est proche de Hiérissos, fait partie de la Kalamaria.

887. Frédéric III d'Aragon fut roi de Sicile de 1295 à 1337. Après la conquête du duché d'Athènes par la compagnie catalane, il envoya son fils bâtard Alfonso Fadrique de Aragón gouverner ses territoires de Grèce. Sur le comté de Salôna sous domination de la Couronne d'Aragon, voir K. M. SETTON, *Catalan Domination of Athens*, Londres 1975².

888. DENNIS, *Treaty of 1403*, p. 80 : *per contra l'isola di Negroponte su la terre ferma li don infra terra mia cinque*.

889. Le texte du traité est par endroits quelque peu obscur. En ce qui concerne la cession à Venise de territoires situés en face de Négrepont, Süleymân introduit une clause dont le sens n'est pas clair : *e si in questi fosse saline ni scala, ch'el si mio*. DENNIS, *Treaty of 1403*, p. 82, a traduit ce passage par « but saltworks and ports shall be mine ». Toutefois, nous possédons une autre source contemporaine qui permet de mieux saisir la signification de ce passage. Il s'agit d'un rapport que Pietro Zeno, seigneur d'Andros, présent aux négociations de Gallipoli, fit à l'époque au sénat vénitien ; éd. dans DENNIS, *Treaty of 1403*, p. 82-85, ici p. 84 : *fo concesso*

Giacomo Zorzi, ses anciennes possessions, et il renouvela les termes de l'accord que ce dernier avait avec Bayezid⁸⁹⁰. Enfin, il accorda aux chevaliers de Rhodes la ville de Salôna (aujourd'hui Amphissa) ainsi que les terres qui avaient appartenu à la comtesse, c'est-à-dire à Héléne Kantakouzène⁸⁹¹. Ces terres incluaient au sud les ports de Vitritza et Galaxidi et au nord la ville de Zeitoun/Lamia.

Certes, le traité de janvier/février 1403 ne dit rien à propos d'une présence byzantine à Zeitoun, contrairement au témoignage de Doukas. Toutefois, nous savons, grâce aux archives latines, que le despote Théodôros Palaiologos avait profité de l'affaiblissement de la puissance ottomane au lendemain de la bataille d'Ankara pour occuper par les armes une partie du comté de Salôna et en particulier la ville de Zeitoun. Un acte d'août 1404 parle des démarches entreprises par les Hospitaliers de Rhodes auprès des empereurs Manuel II et Jean VII afin de recouvrer les cités de Salôna et Zeitoun⁸⁹². L'acte prévoyait que si les autorités byzantines refusaient de remettre les deux villes aux chevaliers, il leur serait demandé de verser 5 000 ducats à titre d'indemnité.

fina a mia cinque infra terra quanto dura la longeza de l'isola de Nigroponte, trazando le saline de lo Ziton et el comercio de la scala de li formenti che insira de li suo luogi a li qual suo baroni proferisemo de marzaria per la dita concession ducati do milia. Comme ZACHARIADOU, Süleyman Çelebi, p. 281, n. 58, l'a noté, ce texte signifie que les Vénitiens devaient verser aux fonctionnaires turcs (*suo baroni*) une partie du revenu (2 000 ducats) des salines et de la vente du blé dans les ports de la région. L'expression *ch'el si mio* fait allusion au revenu et non pas à la possession des territoires.

890. DENNIS, Treaty of 1403, p. 80 : *ch'el Marchexe de la Bondeniza non sia tegnudo altro salvo quello che lo iera tegnudo per avanti a mio pare*. Selon le rapport de Pietro Zeno, on sait que le marquis de Bodonitza avait déjà conclu un accord avec celui qui est appelé « le seigneur de Zeitoun ». Lorsque ce traité fut découvert par les Ottomans, « qui étaient ses voisins », ceux-ci attaquèrent le marquis et firent de nombreux dégâts dans ses territoires. Le commandant turc Evrenos Bey, qui était le maître de la région, avait reçu l'ordre d'attaquer et de conquérir le marquisat : *el marchexe de la Bondeniza, citadin vostro, havera habudo algun tratado in lo Ziton, el qual iera stado descovertito e zustificadi plusor, per lo qual tratado quel Turchi che iera li suo vesini i fasea grande guerra e dani. e adeso de nuovo Vranes, che e signor circa presso queste parte, havea comandamento de andar ad asidiarlo e desfarlo del tuto* (DENNIS, Treaty of 1403, p. 83-84). « Le seigneur de Zeitoun » avec lequel s'était accordé le marquis de Bodonitza doit sans doute être identifié avec Théodôros Palaiologos, qui était déjà – comme on va le voir – en possession de cette ville.

891. DENNIS, Treaty of 1403, p. 80 : *la Salona cum quele confine che manzava la Contessa le ho dade a lo Hospedal de Rudo franche et libere*. La traduction Dennis (*ibid.*, p. 82 : « I have given Salona and its land which had been attacked by the Countess to the Hospitallers of Rhodes ») est inexacte. Le sens du terme *manzava* est celui de « commander ». Je ne suis pas d'accord avec la traduction proposée par ZACHARIADOU, Süleyman Çelebi, p. 282, n. 60 : « had revenues ».

892. LUTTRELL, ZACHARIADOU, *Sources for Turkish History*, doc. VII, p. 133 ; voir aussi commentaire p. 61-62 et n. 153. Toutefois, ces auteurs disent qu'au début 1403, Zeitoun avait été occupée par le marquis de Bodonitza. Ils s'appuient sur la traduction que fait Dennis du passage du traité de janvier/février 1403 relatif à cette région, ce qui est surprenant parce que Zachariadou elle-même avait déjà rejeté la traduction de ce passage par Dennis dans son article sur Süleymân Çelebi (cf. *supra*, n. 890). On sait par ailleurs que les revendications des Hospitaliers auprès du souverain byzantin échouèrent, car il semble que la domination des chevaliers sur le comté de Salôna se soit en définitive limitée à une brève occupation de la ville de Galaxidi (LUTTRELL, ZACHARIADOU, *Sources for Turkish History*, p. 64-65).

La demande des chevaliers de Rhodes auprès des autorités byzantines implique d'une part que les Byzantins contrôlaient de manière effective ces deux villes à l'époque et d'autre part que les Hospitaliers avaient acquis un droit de possession sur ces territoires. Or, le seul texte que nous connaissions qui mentionne de tels droits est l'accord conclu au début 1403 entre Süleymân et Jean VII. Si un second traité avait été signé entre le souverain ottoman et l'empereur Manuel II au retour de son voyage en Occident, vers juin 1403, les chevaliers n'auraient pu faire valoir leurs prétentions à Constantinople un an plus tard, en 1404. L'hypothèse de Matschke, qui connaissait aussi l'acte d'août 1404, selon laquelle Süleymân aurait mené un double jeu en proposant le même territoire à plusieurs pouvoirs me semble par ailleurs peu vraisemblable⁸⁹³.

Les protestations contre la présence byzantine dans la région de Zeitoun/Lamia concernèrent aussi la république de Venise qui, au mois d'avril 1404, dénonça l'intrusion de sujets de l'empereur dans les territoires *proximo insule Nigropontis*, alors que ces territoires leur avaient été accordés en vertu de l'accord *cum Turco*, c'est-à-dire avec Süleymân Çelebi⁸⁹⁴.

L'opposition des chevaliers de Rhodes et des Vénitiens en 1404 à la présence byzantine à Zeitoun suggère donc que les Byzantins s'étaient effectivement emparés de cette ville et de sa région à la suite d'une campagne militaire et non pas en application d'un nouvel accord avec les Ottomans. Pourquoi Doukas dit-il alors que ce territoire avait été cédé par Süleymân à l'empereur byzantin ? En fait, il s'avère que l'historien grec n'était pas très bien renseigné sur le contenu de l'accord passé en 1403 entre les deux souverains. Il affirme par exemple que parmi les territoires cédés par les Ottomans aux Byzantins se trouvait aussi le Péloponnèse, ce qui est entièrement faux, puisque l'on sait que la partie byzantine de la péninsule fut rachetée en 1404 par le despote Théodôros Palaiologos aux chevaliers de Rhodes⁸⁹⁵.

Un autre passage du récit de Doukas pose également un problème, celui des limites du territoire byzantin sur la côte de la mer Noire. L'historien y rapporte que Süleymân aurait cédé à l'empereur les châteaux situés de Hiéron, près de Constantinople, jusqu'à Varna. Le traité de janvier/février 1403 indique cependant que la frontière s'arrêtait à Mésembria, c'est-à-dire à plusieurs kilomètres au sud. La différence entre les deux textes est donc loin d'être négligeable sur ce point. Malheureusement, nos connaissances sur la situation de cette région au début du xv^e siècle sont trop maigres pour en espérer une explication. L'important port de Varna, localisé au nord du territoire appelé la Dobroudja, avait été gouverné par le despote Dobrotitza pendant le troisième quart du xiv^e siècle et plus tard par son successeur Ivanko. Une partie de la région avait été occupée par les Ottomans, peut-être dès la fin du règne de Murad I^{er} (1388-1389). Elle fut ensuite le théâtre des combats entre le seigneur valaque Mircea l'Ancien et

893. MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, p. 60.

894. SATHAS, *Documents inédits*, t. 2, n° 340, p. 121 : *gente sue [Manuel II] se intromittant et accipiant de illis locis que habueramus et habuere debeamus per pacem factam cum Turco in territorio proximo insule Nigropontis*.

895. La rétrocession du Péloponnèse à Byzance fut ratifiée par le traité de Vasilipotamo (5 mai 1404) : cf. BARKER, *Manuel II*, p. xxx.

Bayezid I^{er}⁸⁹⁶. Peu après la bataille d'Ankara, Mircea profita du chaos régnant dans l'État ottoman pour consolider sa souveraineté sur la Dobroudja, mais on ignore quelle partie du territoire passa alors sous domination valaque⁸⁹⁷. Aucune source contemporaine ne fait allusion à Varna et il est impossible d'en déterminer la situation politique au lendemain du traité byzantino-ottoman de 1403.

Le texte de Doukas relatif à l'étendue territoriale de l'Empire au lendemain de la bataille d'Ankara décrit en fait la situation à la fin du règne de Manuel II : Zeitoun au moins resta au pouvoir des Byzantins jusqu'aux années 1420⁸⁹⁸. L'historien, qui n'a pas dû avoir accès au contenu même du traité passé avec l'émir Süleymân, a pu supposer que l'extension des territoires qui étaient sous domination byzantine dans le premier quart du xv^e siècle avait été le fruit de cet accord, alors que nous avons vu que certains de ces territoires avaient connu en réalité une histoire différente⁸⁹⁹.

Le fait qu'il n'y ait aucune preuve de l'existence d'un second traité entre Manuel II et Süleymân n'implique pas que les deux souverains ne se soient pas rencontrés au retour de l'empereur de son voyage en Occident. En effet, plusieurs sources suggèrent qu'un entretien ait eu lieu à Gallipoli ou à Constantinople durant l'été 1403⁹⁰⁰. Lors de cet entretien, ils durent certes ratifier le contenu de l'accord conclu entre Süleymân et Jean VII, mais rien de plus.

896. Bayezid semble avoir contrôlé une grande partie de la Dobroudja au lendemain de la bataille de Rovina (17 mai 1395), lors de laquelle s'étaient affrontées les troupes ottomanes et celles de Mircea l'Ancien (cf. *ibid.*, p. 127-129).

897. En octobre 1402, Süleymân délivra un acte en faveur de Mircea, par lequel il reconnaissait la souveraineté de ce dernier sur la Dobroudja (en turc *Deliorman*). Sur ce document, voir ZACHARIADOU, Süleyman Çelebi, p. 272-274, et KASTRITSIS, *The Sons of Bayezid*, p. 51. Sur le contexte historique, voir PAPACOSTEA, La Valachie, et plus récemment D. MURESAN, Zographou et la transmission de l'idée impériale bulgare en Moldavie, *Bulgaria mediaevalis* 2, 2011, p. 705-755, ici p. 720-722.

898. Au début du xv^e siècle, la domination byzantine en Thessalie se consolida grâce à l'annexion de deux villes situées à proximité de Zeitoun, Stylida et Aulaki. Ce territoire fut ensuite la cible d'attaques turques, ce qui obligea les autorités impériales à le céder aux Vénitiens. Zeitoun resta néanmoins au pouvoir des Byzantins : cf. MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, p. 60-61.

899. Dans son récit, Doukas dit que les Byzantins possédaient la région située entre le Strymon et Zeitoun/Lamia. Cela impliquait la soumission de la côte entre la Macédoine et la Thessalie. Toutefois, nous savons que certains ports situés au nord de Zeitoun, comme Ptéléon, étaient toujours au pouvoir des Vénitiens en 1411, lors du traité conclu par la république avec le souverain ottoman Musa : VALENTINI, *AAV* 6, p. 151-162, 167-168 et 177-179.

900. Les sources ne s'accordent pas sur le lieu de la rencontre entre Manuel II et l'émir Süleymân : selon KONSTANTIN LE PHILOSOPHE, p. 21-22, les deux souverains se retrouvèrent à Gallipoli, mais Doukas écrit que Süleymân se rendit à Constantinople. BARKER, *Manuel II*, p. 251, n. 86, pense que l'entretien auquel font allusion les deux historiens correspond en réalité au traité conclu entre Jean VII et Süleymân en janvier/février 1403 à Gallipoli. Toutefois, une troisième source, les comptes de la Massaria de Péra (IORGA, *Notes et extraits*, t. 1, ici p. 62), ne laisse pas de doutes sur le fait que Süleymân se rendit bien à Constantinople durant l'été 1403.

Le rétablissement de l'administration byzantine en Macédoine : l'accord passé entre Jean VII et Manuel II

Les rapports de Manuel II avec Jean VII à son retour d'Occident s'avérèrent très difficiles. Nous n'en connaissons pas les raisons, mais il semble qu'à son arrivée à Constantinople durant l'été 1403, Manuel II se soit mis en colère contre son neveu, ce qui aurait provoqué la rupture d'un accord précédemment conclu, en vertu duquel Manuel avait cédé à Jean le gouvernement de Thessalonique. Manuel aurait alors exilé son neveu à Lemnos⁹⁰¹. Toutefois, peu de temps après, Jean se rendit à Lesbos auprès de son beau-père Francesco II Gattilusio. Tous deux essayèrent ensuite de s'emparer par les armes de la capitale de la Macédoine, mais ils échouèrent (septembre 1403). Quoi qu'il en soit, il semble que cette démonstration de force ait suffi à faire changer d'avis Manuel, qui consentit à ce que son neveu devînt souverain de la deuxième ville de l'Empire. Manuel exigea néanmoins que son serviteur Dèmétrios Laskaris Léontarès demeurât aux côtés de Jean en tant que représentant du pouvoir centrale⁹⁰². Un nouvel accord, qui est évoqué dans un acte de l'Athos de septembre 1404, mit un terme définitif aux différends entre l'oncle et le neveu et jeta les bases de la répartition de l'administration en Macédoine entre eux⁹⁰³.

Avant d'étudier le contenu de cet accord, il convient de souligner que le passage de la domination ottomane à la domination byzantine à Thessalonique et dans sa région entraîna de nombreuses difficultés avec les autorités turques. Par exemple, peu après la conclusion du traité de janvier/février 1403, l'empereur Jean VII envoya un fonctionnaire impérial pour prendre possession de la ville de Thessalonique, mais la garnison turque refusa de céder l'acropole⁹⁰⁴. Cet incident était peut-être lié à l'opposition d'un certain nombre d'officiers turcs à la cession de Thessalonique. Ces officiers auraient eu une grande influence à l'intérieur de l'État ottoman, car ils avaient été nommés par le défunt Bayezid pour diriger l'armée. Ils étaient présents lors des négociations entre Süleymân et les puissances chrétiennes, qui aboutirent à l'accord de janvier/février 1403⁹⁰⁵.

901. Il n'est pas question d'aborder ici la série d'événements entre la bataille d'Ankara et l'arrivée de Manuel II à Constantinople. L'important est qu'avant son arrivée dans la capitale, Manuel avait passé un accord avec son neveu, en vertu duquel il lui cédait Thessalonique. Cette question sera traitée plus en détail par Th. Ganchou dans une étude spécifique.

902. Voir BARKER, *Manuel II*, p. 238-245. Sur Dèmétrios Laskaris Léontarès, voir aussi PLP 14676.

903. *Vatopédi* III, n° 191, l. 10, 14. Cet accord est qualifié d'*horkômotikon*.

904. La personne choisie par Jean VII pour prendre possession de la ville de Thessalonique fut Dèmétrios Laskaris Léontarès. Le métropolite Syméôn de Thessalonique rapporte que, pour éviter un massacre de la population grecque de la ville, Léontarès décida de se retirer et qu'il fut plus tard rappelé par les Ottomans pour occuper l'acropole : BALFOUR, *Symeon of Thessalonica*, p. 44²⁴-45².

905. La réticence de certains officiers ottomans à céder aux Byzantins une partie du territoire accordé dans le traité de 1403 est évoquée par Pietro Zeno dans son rapport au sénat vénitien : *dapuo azonti in Garipoli al vero le proferte fate per i suo i parse asay e trovasse de li esser vegnudo Jo so capetanio che se chiama Vranes [Evrenos Bey] et altri a chi despiaga a la dase dade a lo Imperio [...] Stesimo in Garipoli plu de zorni VIII avanti che esso e li suo baroni volésse zurar li pati de la dita paxe. In le fin, luy voleva li fosse lasado bona parte de li confini de borgi dadi a lo Imperador* (DENNIS, *Treaty of 1403*, p. 82-83). Sur cette question, voir MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, p. 58-59, et KASTRITSIS, *The Sons of Bayezid*, p. 53.

Ce fut seulement lors du retour de Manuel II dans l'Empire, vers juin 1403, que les Ottomans acceptèrent de remettre en totalité la ville aux Byzantins.

L'accord définitif conclu entre Manuel II et Jean VII à l'automne 1403 – dont nous ne connaissons le contenu que grâce à un acte athonite – prévoyait le partage de la Macédoine en deux circonscriptions : à Jean VII revenait le gouvernement de Thessalonique et de sa région proche, désignée dans les sources comme la région située «à l'intérieur de la frontière de Thessalonique» (ἐντὸς τοῦ συνόρου τῆς Θεσσαλονίκης), et à Manuel II la Chalcidique orientale, le Mont Athos et la rive droite du Strymon⁹⁰⁶. Le reste était aux mains des Ottomans. Jusqu'à la mort de Jean VII, en septembre 1408, cette répartition fut maintenue sans aucun changement. Durant cette période, les relations avec les Ottomans furent plutôt bonnes, ce qui permit la consolidation de l'administration impériale dans la région⁹⁰⁷.

L'arrivée de Jean VII et de son entourage aristocratique en Macédoine

Le transfert de l'empereur Jean VII à Thessalonique à l'automne 1403 fut suivi de l'arrivée de plusieurs membres de la haute aristocratie qui était pour l'essentiel restée fidèle à la branche aînée des Paléologues. Les documents d'archives fournissent en effet le nom de plusieurs aristocrates qui occupaient les postes les plus importants de l'administration provinciale. Certains de ces aristocrates peuvent d'ailleurs être identifiés à des personnages connus de l'entourage de Jean VII.

Tel est par exemple le cas de Michaël Karantzès qui est attesté comme recenseur de la région de Thessalonique en 1406-1407. À cette époque, il signe – avec Paulos Gazès – un acte de mise en possession d'un bien situé en Chalcidique en faveur du monastère de Vatopédi (mai 1406)⁹⁰⁸ et – avec le même Paulos Gazès et Géorgios Prinkèps – un autre acte par lequel il règle un différend opposant les monastères de Xéropotamou et de Docheiariou au sujet d'un terrain à Hermèleia (mai 1407)⁹⁰⁹. Selon un passage de la satire de Mazaris intitulée *Voyage aux Enfers*, Karantzès avait déjà suivi Jean VII à Lemnos après son départ de Constantinople en 1403 et le suivit ensuite à Thessalonique, où il se serait considérablement enrichi grâce à l'exercice d'une fonction publique, vraisemblablement celle de recenseur du fisc dans laquelle il est attesté par la documentation athonite⁹¹⁰.

906. Voir *Vatopédi* III, n° 189, l. 9 et suiv. La région de Thessalonique était aussi désignée comme «le thème de Thessalonique» (cf. l. 2). Les montagnes du Bertiskos et du Kerdyllion, situées au nord de la région des Lacs, formaient vraisemblablement la limite entre la circonscription de Thessalonique et le territoire contrôlé par Manuel II, qui est défini comme la région «à l'extérieur de la frontière [de Thessalonique]» (cf. l. 14 : ἔξω τοῦ συνόρου).

907. L'acte *Vatopédi* III, n° 191, mentionne aussi un accord (*horkômotikon*) entre Manuel II et Süleymân (l. 7, 15-16), qui contenait des dispositions relatives au statut du Mont Athos. Il pourrait s'agir d'un accord conclu entre les deux souverains au retour de Manuel d'Occident en juin 1403 (cf. *supra*, p. 322).

908. *Vatopédi* III, n° 194.

909. *Xéropotamou*, n° 29 : les monocondyles de Michaël Karantzès et de Géorgios Prinkèps n'ont pas été lus par l'éditeur, J. Bompaire.

910. MAZARIS, p. 36 (cf. *infra*, n. 915). Sur Karantzès (sans prénom), voir aussi, d'après cette seule source, *PLP* 11117.

Disons un mot de cette source. Mazaris, un habitant de Constantinople employé dans l'administration impériale⁹¹¹, est l'auteur d'un récit satirique composé vers 1414, dans lequel il raconte un voyage aux Enfers. Dans ce monde de l'au-delà, Mazaris retrouve plusieurs membres de l'administration impériale déjà décédés, comme par exemple Manouël Holobôlos, ancien chef de la chancellerie impériale. Mazaris mentionne également d'autres fonctionnaires impériaux encore vivants à l'époque. De ce fait, son récit s'avère une source particulièrement intéressante pour connaître le fonctionnement de l'administration byzantine et la vie interne de l'Empire à cette époque. Mazaris fournit notamment quelques renseignements sur l'entourage de Jean VII. Par exemple, dans un passage, il demande à un médecin appelé Pépagôménos pourquoi il est descendu aux Enfers⁹¹². Pépagôménos lui répond :

Je crois, mon garçon, que tu n'es arrivé à ce stade pour aucune autre raison que ta loyauté incontestable envers l'empereur [Manuel II], puisque tu n'as même pas songé à être déloyal envers lui malgré toutes les choses terribles qui te sont arrivées. Si, pendant ton séjour à Lemnos, ta foi s'était brisée, comme tant d'autres, en particulier le cocu Karantzès, maintenant décédé, dont la fortune s'élevait alors à soixante-dix pièces d'or, si tu avais accompagné le neveu de Sa Majesté, le prince dont le nom signifie « grâce » [Jean VII], à la ville de Philippe [Thessalonique], tu n'aurais jamais été calomnié par le faux Chios de Libye, ce comptable dégoûtant, et tu ne serais pas tombé victime du complot de Phôx œil de choucas⁹¹³ – comme Klaudiôtès⁹¹⁴ l'appelle –, le très respecté recenseur des territoires de la mer Noire et de la mer Blanche, qui sur le conseil de l'Esprit (ou plus probablement dans une attaque de démence) est maintenant devenu moine ; tu aurais argent en abondance, renommée, honneur et santé et aurais exercé d'importantes fonctions publiques, comme l'obscur Karantzès, celui qui est devenu fou à cause de ses cornes, comme Tarchaniôtès, celui qui a le visage couvert de suie, comme Machètarès, qui est de complexion de fil et de cuivre, et comme beaucoup d'autres⁹¹⁵.

Dans ce passage, outre Karantzès, Mazaris parle de deux autres personnages qui avaient accompagné Jean VII de Lemnos à Thessalonique et qui s'étaient considérablement enrichis grâce à l'exercice d'importantes fonctions publiques : un nommé Tarchaneiôtès et un certain Machètarès. Le premier pourrait être l'homonyme qui agit comme agent du fisc au Mont Athos entre septembre 1403 et septembre 1404⁹¹⁶.

911. *PLP* 16117.

912. Sur ce médecin nommé Pépagôménos, voir *infra*, p. 376.

913. 'Ο κολοιόφθαλμος Φῶξ. Selon E. TRAPP, *Probleme der Prosopographie der Palaiologenzeit*, *JÖB* 27, 1978, p. 187, il s'agirait du recenseur de Lemnos Phôkas Sébastopoulos, attesté dans le dernier quart du xiv^e siècle. Toutefois, je pencherais plutôt pour un membre de la famille Foscolo, d'origine vénitienne : en grec Φούσκουλος (cf. *PLP* 30064 [Φούσκουλος, Νικόλαος] et 30065 [Φούσκουλος, Φραντζέσκος]) et aussi Φώσκολος (cf. *PLP* 30245 [Φώσκολος, Ἀνδρέας]). L'expression « les territoires de la mer Noire et de la mer Blanche » doit faire allusion à la bande de terre située au bord de la mer Noire et de la mer de Marmara.

914. Cf. *PLP* 11775.

915. MAZARIS, p. 36¹¹⁻²⁹.

916. *Vatopédi* III, n° 191, l. 27. Ce rapprochement a été proposé par les auteurs du *PLP* 27464 et 27466.

Machètarès doit être Alexios Machètarès, ancien membre de la chancellerie patriarcale à l'époque de la régence de Jean VII à Constantinople (1399-1403)⁹¹⁷. Il est attesté en 1404 comme notaire de la chancellerie de cet empereur à Thessalonique⁹¹⁸ et en 1407 en tant que représentant impérial à l'Athos⁹¹⁹.

En dehors de la liste fournie par Mazaris, on connaît un recenseur nommé Astras, auteur d'un *praktikon* de septembre 1404⁹²⁰, qui pourrait aussi faire partie de ce groupe d'aristocrates ayant suivi Jean VII à Thessalonique. On sait qu'un Michaël Synadènos Astras, proche de cet empereur, est attesté à Constantinople entre novembre 1399 et août 1400. Même s'il n'est pas possible d'identifier ce Michaël Astras avec le recenseur de 1404, puisque le premier était déjà mort en août 1400, il s'agit probablement d'un parent⁹²¹. Kônstantinos Palaiologos Oinaïôtès est attesté comme recenseur en Chalcidique bien après la mort de l'empereur Jean VII (septembre 1408), entre 1418 et 1421⁹²². Toutefois, on sait que la famille Oinaïôtès avait soutenu le coup d'État d'Andronic IV en 1376 et était entrée en possession de biens fonciers en Macédoine à l'époque du règne de ce dernier⁹²³. On notera également que l'érudit Théodôros Potamios, qui faisait partie de la cour de Jean VII à Thessalonique, adressa une lettre au fils d'un Oinaïôtès anonyme⁹²⁴. Cette lettre ne contient certes aucun élément qui permette de la dater de la période 1403-1408, mais elle suggère l'existence de liens entre un (autre ?) membre de la famille Oinaïôtès et cet écrivain proche de Jean VII⁹²⁵.

Des actes du début du xv^e siècle mentionnent d'autres membres de la haute aristocratie qui occupaient des postes de l'administration en Macédoine : par exemple, en 1415, les agents du fisc Michaël Tzamlakôn, Iôannès Radènos et Stéphanos Doukas Radènos entreprirent un recensement en Chalcidique⁹²⁶. Leurs noms de famille

917. Cf. MERCATI, *Codices Vaticani*, p. 300, et PLP 17532.

918. Machètarès écrit un chrysobulle de Jean VII d'août 1404, l'acte *Lavra* III, n° 155. Il signe au *verso* : † ἐγράφη διὰ χειρὸς Ἀλεξίου τοῦ Μαχητάρη †.

919. *Vatopédi* III, n° 198 (acte du *prôtos* Iérémiās), l. 14 et signature au *verso* l. 35. Un Andronikos Machètarès fait partie de la liste des nobles thessaloniens contenue dans un document vénitien de 1425 : MERTZIOS, *Μνημεῖα*, p. 48, pl. 2a-3a.

920. *Vatopédi* III, n° 189.

921. Sur Michaël Synadènos Astras, voir ESTANGÜI GÓMEZ, Théodôra Palaiologina, p. 162-165 et 167-168 (avec bibliographie). Fils du *mégas stratopédarchès* Géorgios Synadènos Astras, ancien gouverneur de Lemnos (sur lequel, voir *supra*, p. 151, n. 133 et p. 154-158), Michaël Astras était allé en Macédoine à la faveur de la restauration byzantine des années 1370 et avait représenté l'empereur Andronic IV dans la région de Christoupolis (cf. *supra*, p. 147, n. 121).

922. *Vatopédi* III, n° 211 (septembre 1418) ; *Docheiariou*, n° 56 (décembre 1418) ; *Lavra* III, n° 165 (janvier 1420) ; *Vatopédi* III, n° 218 (avril 1421) ; et *Dionysiou*, n° 20 (novembre 1421).

923. Cf. ESTANGÜI GÓMEZ, Théodôra Palaiologina, p. 160, n. 124.

924. POTAMIOS, *Lettres*, n° 11, p. 16-17 (pour le texte grec), p. 32 (pour la traduction) et p. 39 (pour le commentaire).

925. Pour la biographie de Théodôros Potamios (ca 1340-† ante 1414), voir *ibid.*, p. 2-4, qui doit remplacer les informations contenues dans l'entrée du PLP 23601. Potamios composa une oraison funèbre à la mort de Jean VII (septembre 1408), éditée par S. LAMPROS, Θεόδωρος ὁ Ποτάμιος καὶ ἡ εἰς Ἰωάννην τὸν Παλαιολόγον μονωδία αὐτοῦ, *Δελτίον τῆς Ἱστορικῆς καὶ Ἐθνολογικῆς Ἑταιρείας τῆς Ἑλλάδος* 2, 1885, p. 48-62, qui pensait que l'empereur défunt était Jean V. Pour l'identification avec Jean VII, voir AGAPITOS, Kaiser Ioannes VII.

926. *Vatopédi* III, n° 207.

dénotent leur appartenance au milieu de la haute aristocratie. Nous avons vu que les TzAMPLAKÔNES et les RADÈNOI étaient des clans bien implantés en Macédoine⁹²⁷. Il est difficile de dire si tous ces individus étaient arrivés dans la région à la faveur du transfert de Jean VII comme gouverneur à Thessalonique. Quoi qu'il en soit, il est certain que la restauration byzantine en Macédoine provoqua – comme cela avait aussi été le cas dans les années 1370 – le retour d'un grand nombre d'aristocrates qui cherchaient à trouver un poste dans l'administration locale et, surtout, à rentrer en possession de quelques parcelles de terre.

2. L'ÉTAT DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE EN MACÉDOINE AU DÉBUT DU XV^e SIECLE

De l'ensemble de territoires qui revint aux Byzantins en 1403, le plus important fut, du point de vue tant stratégique qu'économique, la province de Macédoine. Il s'agit aussi de la région pour laquelle nous possédons le plus de sources.

On vient de suggérer que la restauration de l'autorité impériale sur cette province dut permettre aux propriétaires byzantins, comme cela avait été le cas durant les années 1370, de rentrer en possession de leurs anciens biens fonciers. Il semble néanmoins que l'impact de cette restauration sur la fortune des grandes familles de l'aristocratie fut plus modeste qu'il ne l'avait été alors. La raison en était peut-être la situation de complet appauvrissement des principaux clans de l'Empire, qui les empêchait de tirer pleinement profit du nouveau contexte politique. Les actes montrent aussi un fort abaissement de la situation financière de ces élites locales, qui furent contraintes de vendre rapidement la plupart des biens récupérés.

En dehors de l'aristocratie, deux autres groupes de la société profitèrent de la restauration byzantine en Macédoine : les grands monastères, en particulier ceux de l'Athos, et un certain nombre de pronoïaires qui avaient réussi à conserver leurs revenus au cours de la période de la domination ottomane. Ces deux groupes de la population consolidèrent à cette époque leur forte emprise sur la terre.

Le traité de 1403 et la restitution des biens fonciers

Le traité de 1403 entre l'émir Süleymân et l'empereur byzantin contient deux clauses concernant le statut de la propriété foncière. Dans la première, le souverain ottoman s'engageait à chasser les Turcs qui détenaient la *possession* de biens⁹²⁸. Il s'agissait probablement de personnes qui recevaient simplement les revenus fiscaux de la terre, au titre de leurs *timars*. Cela se déduit de la clause suivante, qui prévoyait que tous ceux, Grecs ou Turcs, qui avaient acheté un bien avec leur argent, pourraient continuer à le détenir sous l'autorité byzantine⁹²⁹.

927. Pour les TzAMPLAKÔNES, voir *supra*, p. 187-189 ; pour les RADÈNOI, voir *supra*, p. 277, n. 719.

928. DENNIS, Treaty of 1403, p. 78 : *in quelle contrade tuti quelî Turchi che habia possession io li die cazar via de la*.

929. *Ibid.*, p. 78 : *et in questi luogi tuti quelî si Griesi como Turchi che habia comprado alguna cossa per la soa moneda che li sia soy*. L'interprétation d'OIKONOMIDÈS, Le haradj, p. 682, sur ces deux passages est peu claire : « Suleyman s'engage à retirer du territoire rendu à Byzance tous

Le contenu du traité de 1403 assurait donc une certaine continuité dans le régime de la propriété foncière après le passage de la domination ottomane à la domination byzantine, car il autorisait les Turcs qui avaient acheté un bien à le conserver. En revanche, les biens qui étaient devenus biens publics à la faveur de l'occupation turque, soit parce qu'ils avaient été confisqués à leurs anciens propriétaires, soit parce qu'ils avaient été abandonnés, passèrent au début du xv^e siècle au pouvoir de l'État byzantin.

En raison de ces clauses du traité, certains ont postulé que l'élément turc devint prédominant dans les campagnes byzantines dès la première moitié du xv^e siècle⁹³⁰. Cette affirmation me semble exagérée, car les actes témoignent rarement de la présence de Turcs en milieu rural⁹³¹. Il semble au contraire que la période de la domination ottomane (dernier quart du xiv^e siècle) n'avait pas significativement modifié la composition ethnique de la société rurale en Macédoine, qui restait majoritairement grecque⁹³². En revanche, pour ce qui est des droits de propriété, j'ai suggéré dans le chapitre précédent que la période de la première domination ottomane avait profondément transformé le statut de la propriété de la terre, car nous avons vu que durant le règne

les Turcs qui y avaient occupé des biens fonciers : au contraire, les ventes des biens fonciers à des Grecs ou à des Turcs, conclues durant la domination ottomane, resteront valables. » En revanche, MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, p. 62, pense qu'il faut faire ici une distinction entre les biens détenus en pleine propriété et les biens à titre conditionnel. Sur le statut de la terre en Macédoine au début du xv^e siècle, voir aussi OIKONOMIDÈS, *Ottoman Influence*, p. 3-4.

930. Ainsi SCHREINER, *Zwei unedierte Praktika*, p. 37, et MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, p. 62-63.

931. Voir en premier lieu le registre TD 3 de 1454-1455 pour la Macédoine orientale : *Turski dokumenti za istorijata na makedonskiot narod. Opširen popisni defter od XV vek*. IV, éd. M. SOKOLOSKI et A. STOJANOVSKI, Skopje 1978. Pour la date de ce registre, voir M. URSINUS, *An Ottoman Census Register for the Area of Serres of 859 H. (1454-1455)? A Reconsideration of the Date of Composition of Tahrir Defteri TT3*, *Südost-Forschungen* 45, 1986, p. 25-36. Les actes de l'Athos révèlent certes la présence de quelques paysans installés dans les biens des monastères qui portent le patronyme Tourkopoulos : cf. *Lavra* III, n° 161 (1409), l. 24 et 29-30 ; il semble aussi que les souverains ottomans aient essayé d'attirer des Turcs en provenance d'Asie Mineure dans les territoires aux alentours de Thessalonique : cf. DÈMÈTRIADÈS, *Ottoman Chalkidiki*, p. 43. Mais, les conséquences démographiques de cette politique sont difficiles à mesurer. NECIPOĞLU, *Between the Ottomans and the Latins*, p. 99-102, à la suite d'autres spécialistes, souligne le rôle de la concession par les souverains ottomans de terres en *timar* ou en tant que *vakıf* (donation pieuse) comme un moyen pour installer une population turque dans les territoires conquis : voir, par exemple, le cas de Molla Bahaeddin, originaire de la ville de Tokat en Asie Mineure, qui était arrivé en Macédoine avant la conquête de Serrès (1383). Il obtint de Bayezid I^{er} deux villages en pleine propriété : BELDICEANU-STEINHERR, *Recherches*, n° 50, p. 244-247. Sur cette question, voir aussi BALTA, *Vakıfs*, p. 36-37.

932. La population d'origine turque était certainement plus nombreuse dans les villes : voir les exemples donnés par MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, p. 63-64, et JACOBY, *Foreigners and the Urban Economy*, p. 119-123. On constate la même chose en Bithynie selon BELDICEANU-STEINHERR, *La population non-musulmane en Bithynie*, p. 10 : « D'une façon générale on peut affirmer que le nombre des non-musulmans est restreint dans les villes et qu'il va en décroissant jusqu'à la fin du xvi^e siècle. Les autochtones avaient déserté en grande partie les agglomérations urbaines avant la conquête et ceux qui sont restés les quittent ou se convertissent peu à peu à l'islam. »

de Bayezid I^{er} les chrétiens s'étaient vu confisquer une bonne partie de leurs biens fonciers. De plus, il semble que ce souverain ait accordé de nombreux revenus fonciers à ses partisans⁹³³. Cela conduit à penser que le nombre des terres devenues biens publics durant le dernier quart du xiv^e siècle dut être élevé.

Perte des droits de propriété pour la population chrétienne et extension de la terre publique semblent donc avoir été le résultat de vingt ans de domination ottomane sur la Macédoine. Avec le retour de l'administration byzantine, certains propriétaires essayèrent de récupérer leurs anciens domaines, avec plus ou moins de succès. On possède plusieurs actes qui témoignent de la restitution de biens fonciers à quelques membres de l'aristocratie locale. Il s'agit toujours de biens dont ils avaient possédé antérieurement la pleine propriété, grâce à l'acquisition par achat ou par transmission héréditaire.

Par exemple, peu après la restauration de l'autorité byzantine en Macédoine (avant décembre 1404), un membre de l'élite urbaine de Thessalonique, Kalè Thalassènè, récupéra son bien héréditaire d'Hagia Maria (ou Hagia Marina), situé en Chalcidique occidentale. La source précise que Kalè avait reçu ce bien en dot de ses parents, « il y a de nombreuses années » (πρὸ πολλῶν χρόνων), ce qui pourrait faire allusion à la période antérieure à la conquête ottomane, c'est-à-dire aux années 1370 ou au début des années 1380. Auparavant, le domaine d'Hagia Maria avait appartenu à la mère de Kalè. Le premier mari de cette dernière, un certain Manouël Phaxènos, le lui avait donné en compensation de la perte de sa dot. Toutefois, le frère de Kalè, Dèmètrios Skampaulès, avait contesté les droits de sa sœur, alléguant que la moitié de la terre lui revenait en vertu d'un acte de donation de Manouël Phaxènos. Finalement Skampaulès fut débouté par le tribunal de la métropole de Thessalonique et Kalè fut confirmée dans la propriété du terrain (décembre 1404)⁹³⁴.

Les archives de l'Athos permettent de connaître le destin ultérieur du domaine d'Hagia Maria. Un acte de recensement établi en faveur de Lavra en avril 1409 dit que ce monastère avait récemment acquis le domaine d'Hagia Maria (qui est qualifié de *palaiochôrion*) car Skampaulès et Thalassènos l'avaient échangé contre un autre bien du monastère⁹³⁵. Ce passage suppose que Kalè (peut-être peu avant sa mort) avait finalement légué son bien dotal d'Hagia Maria conjointement à son époux Thalassènos et à son frère Dèmètrios Skampaulès. L'emploi du terme *palaiochôrion* pour désigner le bien pourrait suggérer qu'il était à l'époque en friche ; cette hypothèse est confortée par le fait qu'aucun paysan n'y est mentionné dans l'acte de recensement d'avril 1409⁹³⁶.

933. Cf. V. MUTAFCHIEVA, Problèmes fondamentaux de l'étude du vakif. Un élément de la structure socio-économique des Balkans sous la domination ottomane (xv^e-xix^e s.), *Studia Balcanica* 14, 1979, p. 90-126 (= EAD., *Le vakif: un aspect de la structure socio-économique de l'Empire ottoman*, Sofia 1981, p. 7-66, ici p. 19).

934. *Lavra* III, n° 156. Pour l'histoire du domaine, voir LEFORT, *Chalcidique occidentale*, p. 163-165.

935. *Lavra* III, n° 161, l. 39-42 : ὁφείλει τοινυν κατέχειν τὰ τοιαῦτα χωρία ἢ δηλωθεῖσα σεβασμία τῆς ἱερᾶς Λαύρας μονὴ μονομερῶς ὡς εἴρηται μετὰ τῶν δικαίων πάντων καὶ προνομίων αὐτῶν παλαιῶν τε καὶ νέων καὶ τῶν περὶ αὐτὰ παλαιοχωρίων, ἧγουν τῶν μὲν εἰς τὰ Δριμόσυρτα οὕτως ὀνομαζομένων τοῦ [...] τῆς Ἀγίας Μαρίας, ὅπερ νεοστὶ παρεδόθη πρὸς τὴν μονὴν ἀφιερώσεως τρόπῳ καὶ ἀνταλλαγῆς παρά τε τοῦ Σκαμπαύλη καὶ τοῦ Θαλασσηνοῦ.

936. Sur le sens du terme *palaiochôrion* au xv^e siècle, voir *infra*, p. 483-484.

L'état d'abandon de ce domaine permet de supposer que ce fut peut-être l'incapacité de le mettre en valeur qui poussa finalement Thalassénos et Skampaulès à le céder à Lavra, en échange d'un autre bien, sans doute moins important mais plus facile à exploiter pour eux. Nous possédons en effet plusieurs actes de la pratique, datant du début du ^{xv}^e siècle, qui témoignent aussi de la donation de biens fonciers aux grands monastères de l'Athos par des notables de Thessalonique⁹³⁷. Un acte d'octobre 1404 prévoit ainsi des versements de denrées alimentaires à une aristocrate en vertu de l'accord conclu avec le monastère par son mari défunt en 1381⁹³⁸.

Les archives du monastère de Dionysiou ont conservé un autre dossier important pour l'étude de l'évolution de la propriété foncière en Macédoine au début du ^{xv}^e siècle. En juillet 1409, un membre de l'aristocratie locale, un certain Manouël Kabasilas, est mis en possession par les agents du fisc des deux villages de Katakalè et Alaupo-chôrion, situés dans la presqu'île de Kassandreia, ainsi que d'une pêcherie⁹³⁹. L'acte de mise en possession dit que Manouël est le fils de *kyr* Dèmètrios [Doukas] Kabasilas. Ce dernier avait été un personnage important à l'époque de la deuxième guerre civile et un grand propriétaire foncier de Macédoine⁹⁴⁰. Les archives de Dionysiou ont en effet conservé un chrysobulle de Jean VI Kantakouzénos délivré en 1347 en faveur de ce Dèmètrios Kabasilas, qui y est qualifié de *mégas papias* et de familial (*oikeios*) de l'empereur, par lequel il lui accorda à titre héréditaire, en récompense de ses services, plusieurs biens parmi lesquels le village de Katakalè⁹⁴¹. Les archives des autres monastères athonites permettent de connaître la carrière ultérieure de Dèmètrios : en 1351, il est toujours attesté à Thessalonique, comme membre de l'administration locale⁹⁴².

937. Par exemple, en août 1405, Iakôbos Koutalès Tarchaneiôtès fit don à Vatopédi de sa part du *palaiochôrion* dit *tou Koutalè*, situé dans la région des Lacs, en échange d'une pension viagère (*Vatopédi* III, n° 192). Le nom du terrain, *tou Koutalè*, montre qu'il s'agit d'un bien patrimonial. La famille Koutalès est bien attestée en Macédoine au ^{xiv}^e siècle : Koutalès était le patronyme du métropolite de Thessalonique en 1334 (*PLP* 13616). Tarchaneiôtès ne s'était pas encore retiré à Vatopédi en août 1420, lorsque son accord avec les moines fut ratifié par le despote Andronikos Palaiologos (*Vatopédi* III, n° 215).

938. Il s'agit d'une décision du tribunal impérial de Thessalonique (sur cette institution, voir *infra*, p. 419-423) d'octobre 1404, par laquelle le monastère de Docheiariou devait reprendre le versement annuel de trois pensions viagères à Maria Déblitzènè, épouse de feu Manouël Déblitzénos, qui avait acheté plusieurs *adelphata* dans le monastère : *Docheiariou*, n° 51. En décembre 1419, un nouvel accord fut conclu entre la fille de Déblitzénos, Théodôra, et les moines de Docheiariou : *ibid.*, n° 57.

939. *Dionysiou*, n° 11.

940. Sur Dèmètrios [Doukas] Kabasilas, voir en premier lieu *PLP* 92224. Dèmètrios est mentionné pour la première fois dans un acte de juillet 1341, établi à Thessalonique, avec son père Géorgios et son frère Iôannès (*Lavra* III, App. XII).

941. *Dionysiou*, n° 2. L'acte nous apprend que Dèmètrios Kabasilas et ses enfants avaient été faits prisonniers par les Zélotes à Thessalonique, que leurs biens avaient été confisqués et qu'ils avaient été enfin expulsés de la cité (cf. *ibid.*, l. 16-18). Nous connaissons aussi le cas d'un parent de cette famille, l'écrivain et érudit Nikolaos Kabasilas (qui se rattachait aux Kabasilaioi par sa mère) : il échappa de justesse au massacre des notables perpétré par les Zélotes (cf. R.-J. LOENERTZ, Note sur une lettre de Dèmètrios Cydonès à Jean Cantacuzène, *BZ* 44, 1951, p. 405-407). Outre le village de Katakalè, Kabasilas reçut les biens d'un certain Gabras et d'un certain Géorgios Pharmakès, qui étaient décédés à l'époque.

942. *Xéropotamou*, n° 27 : *prostagma* de Jean V.

Ensuite, il se replie dans d'autres villes de l'Empire, peut-être à Constantinople, puisque, en 1368, il fait partie de la suite impériale de passage à Christoupolis⁹⁴³. L'année suivante, au mois de mars 1369, il est de retour en Macédoine, au sein d'une commission de fonctionnaires, qui règle un différend au sujet d'un bien foncier situé près de Hiérissos⁹⁴⁴. Il s'agit certainement de la même personne que le *mégas archôn* Kabasilas mentionné dans un acte d'octobre 1377, toujours en Macédoine, où il semble qu'il s'était à nouveau établi vers la fin des années 1360, peut-être à la faveur de la nomination du despote Manouël Palaiologos au poste de gouverneur de cette province⁹⁴⁵.

La date de l'acte de mise en possession en faveur de Manouël Kabasilas, 1409, semble néanmoins un peu tardive, car les Byzantins avaient recouvré la région dès 1403 ou 1404. Ce laps de temps pourrait suggérer certaines difficultés de la famille à faire reconnaître ses droits de propriété ou simplement le désir du propriétaire de se faire délivrer un nouvel acte de mise en possession par les fonctionnaires du fisc, en profitant du fait qu'ils effectuaient à l'époque le recensement de toute la région. Quoi qu'il en soit, l'acte nous dit que Manouël Kabasilas avait présenté aux autorités des titres de propriété, en vertu desquels il fut mis en possession⁹⁴⁶.

Nous ne connaissons pas l'évolution ultérieure du patrimoine foncier de Kabasilas, mais le fait que cet acte de 1409 et que le chrysobulle de Jean VI accordant à Dèmètrios Kabasilas la possession héréditaire de ces terres soient tous deux conservés dans les archives de Dionysiou suggère qu'elles passèrent, à une date imprécise, aux mains de ce monastère. De fait, le village de Katakalè, dans la presqu'île de Kassandreia, est connu aujourd'hui encore sous le nom de *Dionysiou*⁹⁴⁷.

Ces témoignages sont les seules sources éclairant la restitution de biens fonciers aux aristocrates au début du xv^e siècle. Leur nombre très restreint empêche de tirer des conclusions définitives. Néanmoins, il semble que le nombre de terres appartenant aux familles des grands propriétaires fonciers s'était considérablement réduit. En effet, les actes de délimitation de cette époque, précieux pour connaître la distribution parcellaire d'un territoire, ne mentionnent presque jamais de grands propriétaires laïcs parmi les voisins des terres monastiques ou des terres du fisc⁹⁴⁸. Certes, cet argument

943. Dèmètrios Kabasilas signa cette année-là comme témoin un acte de vente (*Pantocrator*, n° 7). Pour le contexte historique de cet acte, voir *infra*, p. 364-366.

944. *Zographou*, n° 44.

945. *Lavra* III, n° 148. En 1377, Kabasilas est mentionné comme témoin d'une vente qui avait eu lieu « il y a bien des années » (*ibid.*, l. 4, πρὸ χρόνων πολλῶν).

946. *Dionysiou*, n° 11, l. 1-2 : ἐπεὶ ἀπο τῶν δικαιομάτων, ὧν ἐνεφάνησεν ἡμῖν ὁ υἱὸς τοῦ Καβάσιλα ἐκείνου κῦρ Δημητρίου, Μανουήλ ὁ Καβασιλας, ἰσχυρῶν ὄντων καὶ ἀναντιρήτων, ἀλλὰ δὴ καὶ τοῦ προγεγονότος ἐκείνω παραδοτηρίου γράμματος, εὕρομεν ... Le pronom ἐκείνω pourrait signifier que l'acte de mise en possession (παραδοτήριος γράμμα) était destiné au père de Manouël, Dèmètrios Kabasilas : voir le commentaire d'Oikonomidès dans *Dionysiou*, p. 85.

947. Cf. *ibid.*, p. 44.

948. Par exemple, l'acte de délimitation dressé en 1421 par les recenseurs de Macédoine (*Dionysiou*, n° 20) mentionne parmi les voisins du bien du monastère de Dionysiou situé à Mariskin, dans la presqu'île de Kassandreia, un bien appartenant au monastère thessalonicien des Blatades, des biens impériaux, d'autres appartenant à l'évêché de Kassandreia ainsi que les terres (*dikaia*) de trois villages, Myriandriou, Hagios Paulos et Karbéa. Le village d'Hagios Paulos appartenait au monastère athonite de Saint-Paul, pour lequel on a conservé aussi un acte de délimitation, daté de 1445 (Oikonomidès juge à bon droit cette date suspecte : *Dionysiou*, p. 118). Cet acte

a silentio n'est pas à lui seul concluant, mais il suggère une forte diminution de la grande propriété privée laïque dans la région. Cela n'est d'ailleurs pas étonnant puisque, après les confiscations opérées par les Serbes et plus tard par les Ottomans, les conflits avec d'autres propriétaires fonciers de la région et la destruction des archives familiales, l'aristocratie byzantine avait fini par perdre presque complètement ses assises territoriales. La ruine de cette vieille aristocratie est aussi suggérée par les donations de terres aux monastères en échange de pensions viagères ou d'autres biens fonciers. Cela laisse penser en effet que la restitution des biens fonciers en Macédoine au début du xv^e siècle n'avait pas suffi à renflouer cette élite très appauvrie. L'état de dénuement des grands propriétaires est même évoqué explicitement dans un acte de 1420 concernant un membre de la noblesse thessalonicienne⁹⁴⁹.

Un dernier élément confirmant cet effacement du rôle de la grande propriété laïque en Macédoine est le nombre très réduit de litiges fonciers entre moines et aristocrates. C'est une différence notable par rapport aux années 1370, émaillées d'un grand nombre de litiges de ce genre. Désormais, la plupart des conflits opposent les monastères entre eux⁹⁵⁰.

En dépit de cet appauvrissement, il convient de ne pas oublier que certains aristocrates profitèrent du rétablissement de l'autorité byzantine pour obtenir des charges dans l'administration locale. On a vu par exemple le cas de ceux qui appartenaient à l'entourage de l'empereur Jean VII. Même si les sources manquent pour le prouver, il est vraisemblable qu'ils reçurent aussi de l'empereur des terres et surtout des revenus fiscaux.

En dehors de la propriété aristocratique et de celle de l'État, les terres de Macédoine se trouvaient à cette époque principalement dans les mains de l'Église et dans celles d'un groupe de soldats pronoïaires qui avaient réussi à garder leurs biens durant la période de l'occupation ottomane.

est édité par DÖLGER, *Schatzkammern*, n° 45/6. L'acte de Saint-Paul mentionne un bien de Dionysiou et quelques terres impériales (*basilika topia*), mais il ne fait pas davantage allusion aux biens d'aristocrates.

949. En septembre 1420, une habitante de Thessalonique appelée Maria Hagioreitissa fit don au monastère de Dionysiou de son *kellion* héréditaire dit des Quarante-Martyrs, situé dans le quartier de l'Omphalos (*Dionysiou*, n° 19). Maria déclare être passée de la richesse à l'extrême pauvreté en raison du malheur des temps, ce qui l'empêchait de prendre soin de ce *kellion* (cf. *ibid.*, l. 7-8 : ἐπειδὴ γὰρ ὑπὸ τε τῆς ἀνωμαλίας καὶ καιρικῆς στενώσεως τῶν πραγμάτων εἰς τοσαύτην ἔνδειαν κατήντησα ἐκ πλούτου καὶ δόξης καὶ εὐημερίας, ὥς μήτε ἑαυτὴν δύνασθαι ἐξοικονομεῖν ὥς δεῖ, μήτε τῶν προσόντων μοι γονικῶν ἐπιμελεῖσθαι κτημάτων...). À propos de l'appauvrissement de l'aristocratie en Macédoine, voir NECIPOĞLU, *Between the Ottomans and the Latins*, p. 59 et suiv. : « In the period following the return of Thessalonike to the Byzantine Empire, there were other Thessalonians with wealthy family backgrounds who, like Manuel Deblitzenos' daughter, were hard-pressed and impoverished. »

950. Par exemple, en 1407, les agents du fisc réglèrent un litige entre le monastère de Xéropotamou et celui de Docheiariou au sujet de quelques terrains à Hermèleia (*Xéropotamou*, n° 29). En 1414 éclatèrent plusieurs conflits concernant les biens des monastères athonites (par exemple *Docheiariou*, n° 54, et *Vatopédi* III, n° 204). La raison en était sûrement l'invasion de la Macédoine par Musa, qui eut des conséquences sur l'état de la propriété foncière (cf. *infra*, p. 352-353).

La reprise du décret de « pronoiarisation » des biens monastiques

Après le retour de l'administration impériale en Macédoine, les autorités byzantines confirmèrent aux monastères la possession de leurs anciens domaines dans la région. Les archives athonites contiennent plusieurs actes, délivrés par l'Empereur ou par des fonctionnaires du fisc, accordant aux moines la possession de terres qu'ils avaient détenues dans la période précédant la conquête ottomane.

Par exemple, par un acte de septembre 1404, déjà signalé, le monastère de Vatopédi est mis en possession de quatre domaines situés en Chalcidique, qui avaient été confisqués par les Ottomans⁹⁵¹. Le document montre néanmoins que les moines ne récupéraient que la moitié de leurs biens, car l'autre moitié « leur avait été soustraite en raison de certains besoins⁹⁵² ». Il s'agit là d'une allusion au décret de « pronoiarisation » de la moitié des biens monastiques qui, on l'a vu, avait été instaurée par l'État byzantin au cours des années 1370⁹⁵³. Ce décret avait donc été repris en Macédoine lors du retour de l'administration impériale au début du xv^e siècle.

Durant un séjour dans la ville de Thessalonique pendant l'hiver 1408-1409, l'empereur Manuel II expliqua les circonstances qui l'avaient poussé à réintroduire cette mesure : « Attendu que les affaires ne s'étaient en rien améliorées, en raison de nos péchés communs, mais qu'elles s'étaient au contraire détériorées, le malheur des temps a obligé – en dépit de notre désir – à imposer d'autres charges ; je ne parle pas de celles en vigueur pendant que les Turcs s'étaient emparés de tous [les biens] et les détenaient, mais de celles qui existaient aux époques antérieure et postérieure⁹⁵⁴. » En effet, outre la confiscation de la moitié des biens monastiques, l'État byzantin demanda aussi le versement de certaines redevances supplémentaires⁹⁵⁵.

Cette mesure provoqua, on l'a déjà vu, des protestations dans les cercles monastiques et chez quelques intellectuels de la seconde moitié du xiv^e et du début du xv^e siècle. Les documents athonites parlent souvent des démarches entreprises par les moines auprès des autorités pour récupérer une partie au moins de leurs biens confisqués. Il apparaît qu'outre la perte de la moitié des revenus, la présence d'un pronoiàire dans le même domaine ou dans un domaine voisin entraînait souvent des difficultés et des abus qui empêchaient la mise en exploitation de la terre et la perception

951. *Vatopédi* III, n° 189. Il s'agit du village dit des « Trois Hermèleiai », du métoque d'Éladiaba (près de Hiérissos), du métoque de Prosphorion (à l'entrée de l'Athos) et du domaine de Lantzou (dans la région des Lacs). Sur la confiscation de ces biens par les Ottomans, voir *supra*, chap. VI. 3.

952. *Ibid.*, l. 8 : ὕστερον δὲ τὸ ἥμισυ αὐτῶν ἀποσπασθὲν τοῦ χωρίου διὰ τινὰς ἀνάγκας καὶ χρείας.

953. Sur ce décret, voir *supra*, chap. V. 3.

954. *Vatopédi* III, n° 199, l. 5-8 : ἐπεὶ δὲ τὰ πράγματα μέχρι τοῦ νῦν εἰς οὐδὲν ἤλθον βέλτιον διὰ τὰς κοινὰς ἀμαρτίας, ἀλλὰ καὶ ἐπὶ τὸ χειρόν ἐξέπεσον, ὁ δύστηνος οὗτος καιρὸς ἠνάγκασε καὶ μὴ βουλομένων ἡμῶν ἵνα προστεθῶσιν ἐν τοῖς τοιούτοις καὶ ἕτερα τινὰ μερικώτερα ἐπιβάρη· οὐ λέγω δὲ τὸν καιρὸν καθ'ὃν ἐξ ολοκλήρου ταῦτα ἔλαβον οἱ Τοῦρκοι καὶ εἶχον, ἀλλὰ καὶ τὸν προ τούτου καὶ τὸν μετέπειτα. On a déjà parlé de cet acte dans les pages précédentes, car il s'agit de la seule source qui parle de manière spécifique du décret de « pronoiarisation » des biens monastiques.

955. Sur ces redevances, voir *infra*, p. 487-498.

des impôts. Ce pourquoi les moines demandèrent souvent à échanger avec le fisc les biens dont ils ne possédaient que la moitié contre un bien « en sa totalité », afin d'éviter les problèmes provoqués par la cohabitation avec un pronoïaire.

Le domaine de Lantzou, situé dans la région des Lacs, propriété de Vatopédi depuis le troisième quart du ^{xiv}^e siècle, fit par exemple souvent l'objet de conflits entre les moines, les pronoïaires et l'État. Ce domaine avait été donné par le despote serbe Jovan Uglješa au monastère de Vatopédi dans le troisième quart du ^{xiv}^e siècle⁹⁵⁶. D'après le recensement de 1404, il avait été ensuite confisqué par les Turcs, puis, lors du retour de l'administration byzantine en Macédoine, restitué aux moines par l'empereur Jean VII⁹⁵⁷. Le recensement donne la liste des familles paysannes qui vivaient alors à Lantzou.

Dans les années qui suivirent, Vatopédi reçut deux nouveaux documents confirmant ses droits de possession sur Lantzou. En mai 1406, deux recenseurs se rendirent dans ce village afin d'établir les limites du domaine qui appartenait à Vatopédi⁹⁵⁸. L'acte de mise en possession délivré à cette occasion précise que le monastère ne devait rencontrer à l'avenir aucun trouble de la part des pronoïaires qui détenaient les villages voisins de Sykéai et d'Akrôtèrion⁹⁵⁹. Lors du recensement général de la province de Macédoine, qui eut lieu en 1409, Vatopédi fut aussi confirmé dans la possession de la « totalité » de Lantzou⁹⁶⁰.

La situation de Lantzou commença à s'embrouiller à l'occasion de la visite de l'empereur Manuel II à Thessalonique durant l'hiver 1414-1415. À cette époque, les moines de Vatopédi se rendirent auprès du souverain et protestèrent parce que certains agents du fisc avaient commis à Lantzou des ingérences contraires à leurs privilèges. Quelques fonctionnaires, chargés du recrutement des *bas moules*, auraient enrôlé des hommes de ce village pour servir dans la flotte impériale⁹⁶¹. C'était en contradiction avec les privilèges des moines, qui possédaient le domaine de Lantzou exempté de toutes les charges (*éleuthéron*) en vertu d'une ordonnance de feu l'empereur Jean VII. Manuel ordonna donc à son serviteur, Dèmétrios Laskaris Léontarès, de confirmer la possession de Vatopédi sur Lantzou ainsi que ses privilèges fiscaux (février 1415). L'acte précisait néanmoins que les moines devaient continuer à verser au fisc l'impôt de base de leurs parèques⁹⁶².

956. Sur la donation de Lantzou à Vatopédi, voir *supra*, p. 221, n. 471.

957. *Vatopédi* III, n° 189, l. 27-30 : περὶ τὴν Ῥεντίναν ἕτερον μετόχιον τῆς αὐτῆς σεβασμίας μονῆς τοῦ Λάντζου, ὃ πάλαι μὲν κατεῖχον οἱ μοναχοί, ὕστερήθησαν δὲ καὶ αὐτοῦ, ἀρτίως δὲ εὐεργετηθὲν αὐτοῖς διὰ θείου καὶ προσκυνητοῦ προστάγματος τοῦ κραταιοῦ καὶ ἀγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ βασιλέως [Jean VII].

958. *Ibid.*, n° 194. Les deux recenseurs sont Paulos Gazès et Michaël Karantzès. Ils agissaient au nom de l'empereur Jean VII. Sur le domaine de Vatopédi à Lantzou, voir *infra*, p. 480-482.

959. *Ibid.*, n° 194, l. 11-14 : ὃ δὴ χωρίον καὶ ὀφείλει κατέχειν ἡ ῥηθεῖσα μονὴ μετὰ πάντων αὐτοῦ τῶν δικαίων καὶ προνομίων [...] ἀνενοχλήτως τὲ καὶ ἀδιασείστως ἀπὸ τῶν κατὰ καιροὺς προνοιαρίων τῶν ἐκατέρωθεν τούτου χωρίων, ἡγουν τῶν Συκεῶν καὶ τοῦ Ἀκρωτηρίου.

960. *Ibid.*, n° 200, l. 3 : τὸ ὅλον τοῦ Λάντζου ζευγηλατεῖον ; voir aussi l. 9-12 (liste de feux paysans). Sur ce recensement, voir *infra*, p. 379-380 et 550-551.

961. Rappelons que le terme de *bas moules* (*gasmouloi*) servait à désigner des marins : cf. BARTUSIS, *Byzantine Army*, p. 69-70.

962. *Vatopédi* III, n° 206.

Toutefois, les contestations n'en restèrent pas là. Il semble que lors du nouveau recensement de la région, ordonné par l'empereur durant ce même séjour à Thessalonique, de nouveaux abus concernant Lantzou aient été commis par les agents du fisc. Un acte de mai 1415 dit que le village avait été confisqué en raison d'« un oubli ou d'une erreur » de la part de fonctionnaires qui avaient cru qu'il s'agissait d'un village du fisc, ce pourquoi ils l'avaient attribué à un pronoïaire. Peu avant son départ, l'empereur Manuel II eut encore le temps de charger son fils, le despote Andronikos Palaiologos, d'enquêter à nouveau sur la question. Celui-ci, ayant constaté que les moines avaient droit à la complète possession de Lantzou, ordonna aux agents du fisc de leur délivrer une nouvelle confirmation de leur possession du village, ainsi que de leurs privilèges fiscaux. Toutefois, cet acte, délivré en mai 1415 par les agents du fisc, introduit une nouveauté car il prescrit que les 48 nomismata que les moines acquittaient normalement au fisc à titre d'impôt de leurs paysans (στικὸν τέλος) devraient dorénavant être versés au pronoïaire désigné par l'État⁹⁶³. Les mêmes dispositions furent confirmées par le despote dans une ordonnance de septembre 1418⁹⁶⁴.

Peu avant la chute de la Macédoine, en 1421, Vatopédi réussit à obtenir finalement du despote Andronikos l'exemption fiscale complète pour Lantzou, à condition que le monastère dépensât 50 nomismata à la célébration annuelle de la fête en l'honneur des apôtres Pierre et Paul⁹⁶⁵.

Ce riche dossier concernant le domaine de Lantzou permet d'apporter quelques précisions sur le statut de la propriété monastique en Macédoine à cette époque et sur la nature des confiscations opérées en faveur des pronoïaires. Durant le premier quart du xv^e siècle, Lantzou fut victime de plusieurs ingérences des agents du fisc, qui essayèrent par tous les moyens de recruter des paysans pour l'armée impériale et de prélever de nouvelles charges. Les moines réussirent à préserver leurs droits en produisant des actes conservés dans leurs archives⁹⁶⁶. Toutefois, on a vu aussi qu'ils devaient verser au fisc l'impôt de leurs paysans. Cela constitue une nouveauté par rapport à l'époque antérieure à la conquête ottomane, lorsque les moines étaient complètement exemptés de tout paiement. Je reviendrai plus en détail sur cette question à la fin de ce livre, mais il est important de souligner ici que, à partir de 1415, les actes précisent que l'impôt des paysans doit être versé à un pronoïaire désigné par l'État. Il est difficile de dire si ce système constitua une nouveauté introduite par Manuel II lors de son séjour à Thessalonique en 1414-1415 ou s'il était en place auparavant. Quoi qu'il en soit, on a déjà dit que le décret de « pronoïarisation » des biens monastiques concernait non seulement la confiscation des terres appartenant en pleine propriété aux moines, mais aussi les impôts dus par les parèques de ces

963. *Ibid.*, n° 207. Les moines devaient payer au pronoïaire, en deux versements, les 48 nomismata dus par les paysans (cf. l. 12-13, διδῶσι [les moines] δὲ μόνον πρὸς τὸν ἀποταχθέντα προνοιάριον κατὰ τὸ παρὸν ὑπὲρ τῶν εὕρισκομένων ἐκεῖσε φαμιλιῶν διὰ δύο καταβολῶν νομίσματα τεσσαρακονταοκτὼ καὶ οὐ πλέον).

964. *Ibid.*, n° 211.

965. *Ibid.*, n° 217.

966. Le cas du domaine de Vatopédi à Lantzou n'est pas le seul exemple d'abus commis par les agents du fisc byzantin contre les biens d'un monastère. On connaît en 1418 les protestations des moines de Docheiariou contre trois fonctionnaires qui reconnurent aussi leur « erreur » dans le prélèvement des taxes sur les parèques du monastère : *Docheiariou*, n° 56.

institutions. Peut-être cela n'avait-il pas beaucoup d'importance au ^{xiv}^e siècle, puisque la plupart des parèques des monastères étaient de toute façon exemptés du versement des impôts au fisc. Mais, à partir du début du ^{xv}^e siècle, l'État byzantin réussit à augmenter de fait la charge fiscale grevant les biens monastiques⁹⁶⁷. Cela permit d'accroître les revenus versés aux pronoïaires en vue d'assurer la défense du territoire.

Pronoïaires en Macédoine au début du ^{xv}^e siècle

L'État byzantin accorda une importance considérable au financement des pronoïaires en Macédoine au début du ^{xv}^e siècle. On vient d'évoquer les mesures prises à l'égard de la propriété monastique et les efforts des agents du fisc pour collecter davantage de revenus, en vue de rétribuer ces hommes qui rendaient un service armé. En effet, les efforts des souverains byzantins et des agents du fisc pour consolider la position du groupe des pronoïaires répondaient au besoin de protéger la région contre les attaques de l'ennemi. On verra par la suite qu'en dépit du traité signé en 1403 entre Süleymân et Jean VII, le danger d'une nouvelle attaque turque ne disparut jamais complètement et que les guerres qui opposèrent les descendants de Bayezid durant la deuxième décennie du ^{xv}^e siècle affectèrent aussi souvent la population chrétienne.

Le rôle majeur joué par les pronoïaires durant la période de la restauration byzantine en Macédoine est surtout suggéré par la documentation athonite qui mentionne fréquemment – on l'a vu – les taxes que les moines devaient leur verser. Malgré tout, ces actes fournissent peu de renseignements sur ces soldats qui constituaient peut-être le groupe le plus influent dans la région à cette époque. Le silence des sources athonites concernant les *pronoiai* pourrait s'expliquer par le statut juridique de ces biens, car il s'agissait de terres publiques ; leurs possesseurs ne pouvaient pas en disposer pleinement, ils ne pouvaient pas les vendre, les léguer ou les donner à une institution religieuse.

Les archives du monastère athonite de Saint-Paul ont cependant conservé un riche dossier relatif à la fortune d'un pronoïaire serbe, nommé Radoslav Sampias⁹⁶⁸, qui était arrivé en Macédoine lors de l'occupation serbe, dans le troisième quart du ^{xiv}^e siècle⁹⁶⁹. Il passa ensuite dans l'obédience byzantine à la faveur de la restauration impériale des années 1370 et, finalement, prêta allégeance au conquérant ottoman. Sampias constitue un cas particulièrement intéressant parce qu'il réussit non seulement à préserver ses biens lors des conquêtes successives de la région, mais il parvint à les transformer en biens patrimoniaux⁹⁷⁰. Au début du ^{xv}^e siècle, Sampias s'était vu confirmer ses biens

967. Il convient de rappeler aussi qu'en 1409 les moines d'Esphigménou se plaignaient auprès de l'empereur des taxes trop élevées que supportaient leurs parèques : *Esphigménou*, n° 31.

968. Cf. *PLP* 24781.

969. Un *čelnik* Radoslavos est attesté en 1365 comme *gambros* de la moniale Jelisaveta, souveraine de Serrès : *Esphigménou*, n° 27, l. 2 et 28 et p. 159 (« prosopographie »).

970. En novembre 1378, l'empereur Andronic IV accorda à Radoslav Sampias la possession héréditaire de deux villages, Abramitai et Néochôrion, situés dans la région de Kalamaria, faisant partie de sa *pronoia* : l'acte est édité par DÖLGER, *Schatzkammern*, n° 11, p. 48-49 ; voir aussi BINON, *Les origines légendaires*, n° 8, p. 263-265, et CHRYSOCHOÏDÈS, *Catalogue Saint-Paul*, n° 2, p. 255-256. Les archives de Saint-Paul ont aussi conservé de cet acte une copie du début du ^{xv}^e siècle, délivrée par le métropolite Gabriel de Thessalonique, à l'époque de la donation

par les autorités byzantines et, peut-être parce qu'il était alors âgé, avait décidé d'en faire don pour moitié au monastère de Saint-Paul⁹⁷¹. La donation de Sampias fut ensuite confirmée par un chrysobulle de l'empereur Jean VII⁹⁷².

Le cas de ce Radoslav Sampias n'est pas unique. On a vu celui de Makarios Laskaris Bryennios, ancien pronoiare byzantin qui s'était emparé d'un bien appartenant à un monastère de Thessalonique à la faveur de l'occupation ottomane. On a aussi évoqué certains documents parlant de propriétaires chrétiens qui firent donation de biens fonciers aux monastères de l'Athos à l'extrême fin du xiv^e ou au tout début du xv^e siècle, c'est-à-dire sous occupation turque. Cela implique que ces personnages avaient réussi à conserver leurs *pronoiai*, voire à les convertir en biens patrimoniaux, lors de la conquête turque⁹⁷³.

Le fragment d'un registre fiscal ottoman de la seconde moitié du xv^e siècle, qui a fait l'objet d'une analyse éclairante par Nicoară Beldiceanu et Irène Beldiceanu-Steinherr, montre également un Grec, un certain Palolog, c'est-à-dire Palaiologos, fils de Dimitri, lui-même fils d'un Laskaris, qui possédait le village de Verzani, dans la région de Serrès, en pleine propriété (*mülk*) en vertu des ordonnances délivrées par

de ces deux villages à Saint-Paul (cf. *infra*). Dans les mêmes archives se trouve un acte ottoman délivré en 1386, confirmant à Radoslav Sampias les revenus de ces deux villages. En raison de sa date, les historiens l'ont attribué à Murad I^{er} : voir V. BOŠKOV, Jedan originalan Nišan Murata I. iz 1386. godine u Manastiru Svetog Pavla na Svetoj Gori, *Prilozi za Orijentalnu Filologiju* 27, 1977 (1979), p. 225-246. Toutefois, ce document a soulevé de nombreux problèmes : il a été considéré comme un faux par N. BELDICEANU, I. BELDICEANU-STEINHERR, Un faux document ottoman concernant Radoslav Sampias, *Turcica* 12, 1980, p. 161-168. Mais, dans un article plus récent, ces mêmes auteurs sont revenus sur leur affirmation et ont considéré qu'il s'agissait d'un acte authentique, tout en soulignant que le nom du souverain n'y était pas mentionné : N. BELDICEANU, I. BELDICEANU-STEINHERR, Documents ottomans en rapport avec l'Europe du sud-est (fin du xiv^e-début du xvi^e siècle), dans, *Kanzleiwesen und Kanzleisprachen im östlichen Europa*, éd. Ch. HANNICK, Cologne/Weimar/Vienne 1999 (Archiv für Diplomatik, Schriftgeschichte, Siegel- und Wappenkunde 6), p. 143-174, ici p. 149, n. 26. Entre la rédaction de cet article (en 1991) et sa publication (en 1999), H. G. Majer a publié une nouvelle étude pour démontrer l'authenticité de l'acte, tout en l'attribuant toujours à Murad I^{er} : H.-G. MAJER, Some Remarks on the Document of Murad I from the Monastery of St. Paul on Mount Athos (1386), dans *Mount Athos in the 14th-16th Centuries*, Athènes 1997 (Αθωνικά Σύμμεικτα 4), p. 33-39. Irène Beldiceanu-Steinherr et moi-même préparons une nouvelle étude sur cet acte, qui espère résoudre la question de son authenticité et celle de l'identité de son auteur.

971. Les archives de Saint-Paul conservent trois exemplaires de l'acte de donation : l'original (A), une copie du début du xv^e siècle, authentifiée par le métropolite Gabriel de Thessalonique (B), et une copie du début du xx^e siècle (C). L'original est édité par HAGIOPAUTITÈS, p. 704-706, et dans HAGIOS PAULOS XÈROPOTAMITÈS, 1958, p. 103-106. Voir aussi BINON, *Les origines légendaires*, n° 19, p. 278-281, et CHRYSOCHOÏDÈS, Catalogue Saint-Paul, n° 27 (A), 27a (B) et 27b (C), p. 276-277.

972. Les archives de Saint-Paul ont conservé deux exemplaires du chrysobulle : l'original (A) et une copie du début du xv^e siècle, authentifiée par le métropolite Gabriel de Thessalonique (B). L'original est édité par HAGIOPAUTITÈS, p. 706-707 ; par BINON, *Les origines légendaires*, n° 20, p. 284-286 ; par A. KAZHDAN, Dva pozdnevizantijskih akta iz sobranija P. I. Sevast'janova, *VV2* (27), p. 314-315 ; et dans HAGIOS PAULOS XÈROPOTAMITÈS, 1958, p. 106-109. Voir aussi CHRYSOCHOÏDÈS, Catalogue Saint-Paul, n° 3 (A) et 3a (B).

973. Sur le statut des pronoiars byzantins lors du passage de la domination byzantine à la domination ottomane à la fin du xiv^e siècle, voir *supra*, p. 300-302.

Bayezid I^{er} et par son fils Süleymân⁹⁷⁴. Ce Palolog/Palaiologos était certainement un descendant d'un pronoïaire byzantin qui avait possédé des terres dans la région.

Ces exemples révèlent donc l'existence d'un groupe de pronoïaires grecs et serbes qui avaient conservé leurs biens en dépit des bouleversements politiques. Il peut s'agir d'une minorité, mais le phénomène n'en est pas moins révélateur d'une continuité dans l'organisation sociale de la propriété foncière entre la seconde moitié du xiv^e et le milieu du xv^e siècle.

3. DES CONDITIONS PRÉCAIRES DE MISE EN VALEUR

La récupération des territoires par les Byzantins fut suivie de leur mise en exploitation. On a vu que durant la seconde moitié du xiv^e siècle, les campagnes avaient subi les conséquences des conflits militaires. Beaucoup de paysans avaient fui leurs terres et de nombreux biens fonciers avaient été abandonnés. La période de domination ottomane (dernier quart du xiv^e siècle) ne fut pas plus favorable à l'exploitation agricole. La conquête et les transformations dans le régime des terres durent au contraire dégrader davantage la situation du monde rural.

Dans la première moitié du xv^e siècle, en revanche, les sources suggèrent le début d'une timide reprise dans les campagnes. On a alors des exemples d'efforts des grands propriétaires et de l'État pour remettre en exploitation des régions entières, et on constate un peu partout une augmentation, certes encore timide, de la population paysanne. Cette reprise est toutefois entravée par l'instabilité politique persistante, car les Ottomans continuent à ravager la région et des pirates attaquent toujours ses côtes, dévastant les campagnes et perturbant les travaux agricoles.

L'instabilité politique ne put néanmoins que retarder la récupération économique des campagnes balkaniques. Après la chute de Byzance et grâce à l'unification politique des Balkans par les Ottomans, ces territoires connurent une formidable croissance, dont témoigne la documentation turque de la seconde moitié du xv^e siècle.

Restauration de structures d'exploitation agricole après 1402

En 1407, le patriarche de Constantinople Matthaios I^{er} (1397-1410) rédigea un testament en faveur du monastère dédié à la Vierge Née Péribleptos, appelé aussi « de Charseianitès » en l'honneur de son fondateur⁹⁷⁵. Le patriarche décrit la situation

974. BELDICEANU, BELDICEANU-STEINHERR, *Un Paléologue inconnu*, p. 8-9 : « En ce qui concerne le village de Verzani, ce Paléologue produisit au moment du recensement un acte de Bayezid I^{er} (1389-1402) et un autre de l'émir Süleymân (1403-1411), de même qu'un bérat délivré par Murad II. Le registre antérieur corroborait également le fait que le village était sa pleine propriété. »

975. Le monastère dédié à la Mère de Dieu Née Péribleptos avait été fondé au milieu du xiv^e siècle par Îoannès Charseianitès, un partisan de Jean VI Kantakouzènos. Dans les années qui suivirent l'éviction de ce dernier (1354), Charseianitès tomba en disgrâce, mais – grâce à l'influence retrouvée de Kantakouzènos et à celle des higoumènes du monastère – sa fondation n'en connut pas moins un essor remarquable. L'importance de ce monastère dans la Constantinople de la fin du xiv^e siècle est illustrée par la carrière de deux de ses moines, qui devinrent patriarches : Neilos Kérameus (1380-1388) et Matthaios I^{er} (1397-1410). D'après le testament de ce dernier, le monastère de Charseianitès aurait toutefois montré de premiers signes de

de ruine dans laquelle se trouvait alors cette fondation, en raison du premier siège de la capitale par les Ottomans (1394-1402) : « Lorsque le grand désastre nous a frappé – Dieu permet cela pour nous châtier, à cause des raisons que Lui seul connaît – les infidèles ont ravagé les environs [de la capitale] et les domaines [du monastère] ont été totalement détruits, comme d'ailleurs le reste [des biens en dehors des remparts] ; quelques petites racines sont restées, mais ni les arbres ni rien d'autre n'a survécu⁹⁷⁶. »

Matthaios déclare avoir entrepris « à grands frais » après la fin du blocus (1402) la restauration du monastère et de ses propriétés⁹⁷⁷, y compris une tour qui devait être située aux alentours de Constantinople et constituait peut-être le centre d'une exploitation domaniale formée de terres appartenant au monastère⁹⁷⁸. De plus, il rapporte qu'il avait lui-même prié l'empereur (Manuel II) d'accorder au monastère de Charseianitès des exemptions fiscales pour ses vignes, ses terres de labour et le reste de ses biens fonciers, afin de faciliter leur remise en exploitation. En échange de ces concessions, les moines devaient prier pour le souverain et le commémorer dans la liturgie⁹⁷⁹.

L'état catastrophique des biens fonciers de ce monastère situés dans les alentours de Constantinople ne semble pas avoir constitué une exception. Dans les autres régions de l'Empire, la situation était comparable. Et, comme dans la capitale, les autorités byzantines y avaient également favorisé, par des mesures fiscales, la mise en valeur de terres et d'autres biens immeubles abandonnés au cours de la seconde moitié du xiv^e siècle⁹⁸⁰. En Macédoine par exemple, l'empereur Jean VII entreprit des travaux pour remettre en exploitation la presque île de Kassandreia, désertée dès le milieu

décadence dès l'époque du patriarcat de Neilos. Sur ce monastère, voir JANIN, *Constantinople*, p. 501-502, et *Typika and Testaments*, p. 1625-1626. Voir aussi DARROUZÈS, *Regestes VI*, n° 3283, p. 498-500.

976. *Testament de Matthaios I^r*, p. 478²⁴¹⁻²⁴⁵.

977. *Ibid.*, p. 480³⁰⁹⁻³²⁰ : « ... lorsque la paix a été restaurée dans les affaires temporelles, grâce à l'ineffable sollicitude de Dieu envers nous ; Il a écrasé la fierté des Barbares, les poussant à la complète destruction, et a permis que le saint Empereur revînt d'Italie dans sa ville et son royaume ; tout le monde a commencé alors à restaurer ses terres, et moi aussi, je me suis efforcé d'améliorer autant que j'ai pu les biens [du monastère], qui avaient été complètement dévastés par le long siège. J'ai restauré à grands frais ces [propriétés], de mon mieux, ainsi que la tour qui avait été brûlée par les infidèles et qui risquait de s'effondrer de manière imminente. C'est pourquoi, grâce à l'aide de Dieu, j'ai pu les améliorer et les accroître, afin de fournir à la communauté du monastère un revenu suffisant. »

978. Que la tour de Charseianitès ait été située à l'extérieur de Constantinople est confirmée par le fait que « les infidèles » y avaient mis le feu (voir note précédente). Nous avons vu pour la même époque d'autres biens de l'Église, situés à proximité de Constantinople, qui étaient protégés par des tours et des fortifications : cf. *supra*, p. 153.

979. *Testament de Matthaios I^r*, p. 480³²¹⁻³³³ : « J'ai aussi demandé au saint empereur, qui avec bienveillance l'a ordonné, que le fisc prélève seulement 3 hyperpres par an pour chaque 100 mesures de vin produit dans les biens [du monastère] et, des deux *zeugaria* de terres que nous possédons, qu'un *zeugarion* soit exempt pour toujours et ne soit pas redevable de la dîme coutumière de la récolte, et que toute notre terre soit complètement libre des taxes, comme c'était le cas auparavant. Que la plupart de nos vignobles abandonnés, situés en dehors [de Constantinople] soient exempts de l'impôt. Ce pourquoi je vous prie que chaque semaine les moines de ce saint monastère célèbrent une liturgie solennelle en l'honneur du saint empereur et de sa famille. »

980. Cf. MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, p. 230-231.

du ^{xiv}^e siècle⁹⁸¹. Outre la construction d'un appareil défensif protégeant l'isthme de la presqu'île, Jean VII y accorda des terres aux grands propriétaires fonciers, en particulier aux grands monastères de Constantinople, de Thessalonique et de l'Athos, et les exempta de la plupart des charges fiscales⁹⁸². Le cas de la donation au monastère athonite de Dionysiou du village de Mariskin, situé près de la côte nord-orientale de Kassandreia, est particulièrement intéressant à cet égard⁹⁸³.

En août 1408, un mois avant de mourir⁹⁸⁴, Jean VII fit donation par chrysobulle aux moines de Dionysiou du *palaiochôrion* de Mariskin et de deux *zeugaria* de terre qui l'entouraient. Ces *zeugaria* devaient être « constitués » par l'État dans un délai de trois ans, avec tout leur équipement (*apartêsis*)⁹⁸⁵. Un acte délivré quelques années plus tard, en décembre 1414, par l'empereur Manuel II, qui séjournait alors à Thessalonique, nous apprend que les moines s'étaient engagés auprès de Jean VII à construire dans ce village une tour « pour la protection et la sûreté des habitants du lieu » (πρὸς φυλακὴν καὶ ἀσφάλειαν τῶν οἰκησόντων ἐν αὐτῶν)⁹⁸⁶. Toutefois, en 1414 les moines n'avaient pas encore exécuté cet engagement, en raison – disaient-ils – de la situation troublée et des combats (ἀνωμαλία τοῦ καιροῦ τῆς μάχης) qui avaient eu lieu à cette époque dans la région⁹⁸⁷. Il s'agit certainement d'une allusion à l'invasion de la Macédoine par Musa en 1411. En 1414, les moines avaient en outre demandé à l'empereur l'exemption fiscale pour les paysans « étrangers et inconnus du fisc » (ἀνθρώπους ξένους παντάπασι καὶ τῷ δημοσίῳ ἀνεπιγνώστους) qu'ils allaient faire venir « de l'extérieur » (ἔξωθεν), afin qu'ils puissent travailler la terre. Enfin, les moines renouvelaient leur engagement de finir la construction de la tour de Mariskin.

981. On a vu qu'au milieu du ^{xiv}^e siècle, quelques paysans qui habitaient à Kassandreia avaient trouvé refuge dans le village de Saint-Mamas, en Chalcidique occidentale, appartenant au monastère de Vatopédi : cf. *supra*, p. 109-110.

982. En février 1407, Jean VII accorda à six monastères de l'Empire des revenus et des terres de la presqu'île de Kassandreia, qu'il avait fait fortifier. À cette occasion, il délivra un chrysobulle en six exemplaires, dont on a conservé trois originaux (pour Lavra, Vatopédi et Xéropotamou) et une copie (pour Saint-Paul) : *Xéropotamou*, n° 28 ; *Lavra* III, n° 159 ; et *Vatopédi* III, n° 197. La copie de l'acte pour Saint-Paul est inédite.

983. L'ancien village de Mariskin était situé à quelques kilomètres à l'ouest de l'actuelle commune de Néa Phôkaia, qui se trouve sur la côte. Le monastère de Dionysiou a conservé une église, dédiée à Saint-Jean-Prodrome, qui peut être l'ancien métoque : cf. *Dionysiou*, p. 83. La tour que les moines édifièrent effectivement à Mariskin est encore visible aujourd'hui. Compte tenu de sa localisation, elle servait avant tout à surveiller la côte et à protéger le village des attaques des pirates.

984. Il convient de rappeler qu'outre des raisons économiques, la donation de Mariskin à Dionysiou répondait aussi à la volonté de Jean VII d'assurer le salut de son âme.

985. *Ibid.*, n° 10. Sur quelques particularités diplomatiques de ce document, voir *ibid.*, p. 81-82. On notera que le terme *zeugarion* sert à désigner, outre la paire de bœufs, la surface de terre que l'on peut labourer à l'aide d'un attelage : μετὰ τῶν ἐκεῖσε [à Mariskin] παρὰ τῆς βασιλείας μου γενησομένων δύο ζευγαρίων, ἅπερ ὀφείλουσι γενέσθαι καὶ βελτιωθῆναι καὶ παραδοθῆναι αὐτοῖς [aux moines], [...] μεταξὺ χρόνων τριῶν (*ibid.*, l. 8-9).

986. *Ibid.*, n° 13. L'empereur Manuel II avait déjà confirmé la donation de Mariskin à Dionysiou : *ibid.*, l. 5-6. Cela s'était produit lors de son séjour à Thessalonique durant l'hiver 1408-1409 (cf. *infra*, p. 379-380).

987. *Ibid.*, n° 13, l. 7-8.

Dans les années suivantes, le despote Andronikos Palaiologos, qui gouverna Thessalonique et la Macédoine jusqu'à la conquête ottomane de la région en 1422 et la cession de sa capitale à Venise en 1423, accorda de nouvelles concessions aux moines de Dionysiou. Il leur attribua des terres supplémentaires à Mariskin et s'engagea à finir lui-même l'édification de la tour et à installer des hommes comme main d'œuvre⁹⁸⁸. En 1420, la terre du village de Mariskin était déjà en exploitation⁹⁸⁹. Un an plus tard, en 1421, quatre fonctionnaires du fisc procédèrent à la délimitation de cette terre, « avec l'aide d'un arpenteur (*géômetrès*) » : elle mesurait 2 135 modioi impériaux, c'est-à-dire dix *zeugaria*⁹⁹⁰.

Tant le testament du patriarche Matthaios I^{er} pour le monastère de Charseianitès que le dossier concernant la donation de Mariskin à Dionysiou témoignent de la collaboration entre l'État et les grands propriétaires pour mettre en exploitation les biens fonciers ruinés ou abandonnés avant le début du xv^e siècle. Les mesures prises alors par l'administration impériale étaient les mêmes que celles que l'on a étudiées pour la seconde moitié du xiv^e siècle, à savoir la distribution de terres, l'exemption fiscale pour les parèques afin d'attirer plus de main d'œuvre (en particulier celle venue de l'extérieur de l'Empire) et la construction de fortifications rurales.

On verra à la fin de cette étude que les exemptions fiscales accordées par l'État ne concernaient pas l'ensemble des revenus versés par les paysans au fisc et que la dîme, par exemple, continuait à être collectée par les recenseurs. Cela permet de mieux comprendre l'intérêt immédiat que trouvait l'État à aider ainsi les grands propriétaires fonciers, comme les monastères de l'Athos, à restaurer l'appareil de production agraire de leurs domaines.

Outre les privilèges accordés par les autorités publiques, les grands propriétaires trouvèrent un autre moyen pour remettre en état leurs biens en cédant leur exploitation à un tiers. Ce dernier était chargé d'effectuer les travaux nécessaires pour restaurer le niveau de la production et pour attirer de la main d'œuvre. Il ne s'agit pas de la simple cession à bail d'un bien à un paysan ou à un autre propriétaire, mais d'un type de contrat qui supposait l'amélioration du terrain cédé en location. Les archives de l'Athos en ont conservé plusieurs exemples. Le plus connu est sans doute celui des Argyropouloi qui prirent à bail plusieurs jardins appartenant aux moines d'Iviron, situés dans la banlieue de Thessalonique. Le cas des Argyropouloi a particulièrement attiré l'attention des historiens⁹⁹¹. Klaus-Peter Matschke a été le dernier à étudier en détail le dossier. Il considère que les Argyropouloi n'étaient pas de simples exploitants, mais des entrepreneurs chargés non seulement de la mise en culture des terres mais

988. *Ibid.*, nos 16 et 17. Le despote Andronikos, lors d'un voyage à Constantinople pour visiter son père l'empereur Manuel II, vers l'été 1416 (*ibid.*, p. 105), séjourna quelque temps à l'Athos, dans le monastère de Dionysiou. Durant ce séjour, très impressionné par le mode de vie des moines – dit l'acte –, le despote décida d'accroître les privilèges de leur bien à Mariskin.

989. *Ibid.*, n° 18. En septembre 1420, le despote Andronikos accorda à Dionysiou, en vertu de cet *horismos*, des avantages supplémentaires pour le village de Mariskin ainsi que la propriété d'une pêcherie voisine.

990. *Ibid.*, n° 19.

991. Pour un résumé de la bibliographie antérieure concernant le cas des Argyropouloi, voir MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, p. 160 et suiv.

aussi de leur amélioration⁹⁹². Selon Matschke, les Argyropouloi devaient employer des journaliers agricoles pour le travail de la terre⁹⁹³, versaient une rente fixe au monastère et gardaient pour eux le surplus de la production. Ceci l'a conduit à penser qu'ils étaient aussi impliqués dans le commerce de denrées agricoles à Thessalonique⁹⁹⁴. Matschke considère le cas des Argyropouloi caractéristique du modèle socio-économique de la période des Paléologues⁹⁹⁵. À partir du début du xiv^e siècle, le groupe de marchands et d'hommes d'affaires qui s'adonnaient à des pratiques commerciales semble s'être engagé aussi dans l'exploitation de biens fonciers qui demandaient de grandes dépenses pour leur mise en culture. C'était sans doute le cas des jardins, qui nécessitaient la construction de canaux de dérivation et d'autres systèmes d'irrigation, mais il a pu en aller de même de certains types de bâtiments (boutiques, ateliers, moulins, etc.).

Les actes athonites du début du xv^e siècle mentionnent des immeubles appartenant aux grands monastères athonites ainsi que des moulins qui étaient pris en location par des entrepreneurs. Les archives de Vatopédi contiennent, par exemple, un acte de bail, qui peut être daté de septembre 1401, par lequel un certain Manouël Pothos prit en location du monastère un moulin situé dans la ville de Berroia⁹⁹⁶. Pothos s'engageait à apporter toutes les améliorations nécessaires pour que le moulin fonctionnât. Une clause à la fin du document précise que, si, au moment de la mort de Pothos, le moulin ne se trouvait pas en état de marche, les moines pourraient prélever sur son héritage l'argent nécessaire aux réparations. L'acte précise également que Pothos avait déjà pris auparavant en location ce moulin, mais qu'un différend l'avait opposé ensuite au monastère au sujet du loyer.

Il est difficile de préciser le statut social de ce Pothos et de décider s'il prenait à bail le moulin de Vatopédi pour le faire exploiter par un tiers, comme dans le cas des Argyropouloi, ou s'il était lui-même l'exploitant. Rien dans l'acte ne fait allusion à sa profession ou à son rang social. Toutefois, le fait que les témoins du contrat soient des archontes et que Pothos signe de sa propre main constituent à mon sens des indices

992. *Ibid.*, p. 164 : « Die Argyropouloi geben nicht nur Geld für die Pacht an die Iberonmönche aus, sondern auch Geld für die Verbesserung der Produktionsbedingungen und –mittel. »

993. *Ibid.*, p. 164 : « Auf der anderen Seite sind sie aber auch nicht an der eigentlichen Produktion beteiligt, weder direkt durch eigene Arbeit oder den Einsatz von Lohnarbeitern zur Erzeugung landwirtschaftlicher Produkte. »

994. *Ibid.*, p. 167 : « Dölger bezeichnet sie, wie schon erwähnt, einmal als Gärtnereiunternehmer, ein anderes Mal als geschäftstüchtige Lebensmittelgroßhändler. Bei dieser zweiten Version bezieht er sich augenscheinlich auf den Umstand, daß die Gärtner neben ihren Pachtgeldern auch eine größere Menge Obst und Gemüse an die Argyropouloi abliefern mußten, vielleicht mehr als die Familie selbst verbrauchen konnte. » Matschke donne ensuite l'exemple du père de Radénos, l'ami de Kydônès qui s'en alla à Thessalonique en 1375 (cf. *supra*, p. 237, n. 536), lequel était aussi un riche marchand de produits agricoles entre Thessalonique et Constantinople.

995. Matschke met également à profit d'autres sources qui montrent des entrepreneurs urbains faisant exploiter des biens fonciers par une main d'œuvre salariée. Il invoque par exemple le *Dialogue entre le riche et le pauvre* d'Alexios Makrembolitès, qui montrerait un conflit entre un riche entrepreneur et un petit exploitant (c'est aussi l'opinion de Ševčenko, l'éditeur de ce texte : MAKREMBOLITÈS, *Dialogue*, p. 200).

996. *Vatopédi* III, n° 186. L'acte ne porte que la mention du mois (septembre), mais non celle de l'année. La date de 1401 découle de l'analyse prosopographique.

qui penchent pour un milieu aisé⁹⁹⁷. On notera qu'un homonyme est attesté à la même époque parmi les correspondants de l'empereur Manuel II⁹⁹⁸.

À la fin du xiv^e siècle, Manouël Kanaboutzès et son fils Dèmètrios avaient pris en location un autre moulin qui appartenait au monastère de Vatopédi. Ce moulin était situé dans la localité de Thinos, à proximité de Thessalonique. L'acte du premier accord entre les Kanaboutzai et les moines de Vatopédi date de juin 1390⁹⁹⁹. Il précisait que le moulin se trouvait abandonné et ruiné « depuis longtemps, en raison des troubles du temps¹⁰⁰⁰ ». En vertu de cet accord, les Kanaboutzai s'engageaient à remettre en exploitation ce bien et à l'exploiter contre versement d'un loyer (*pakton*) de 12 hyperpres. L'acte décrit la nature des travaux entrepris par les locataires : ils devaient restaurer le moulin et le canal, nettoyer le terrain et reconstruire une dérivation (*désis*) maçonnée avec des fondations de 7 spithames et une profondeur de 5 spithames¹⁰⁰¹. Six ans plus tard, le moulin était déjà en fonctionnement. À cette époque, le contrat fut renouvelé en dépit des différends qui avaient surgi entre les Kanaboutzai et les moines de Vatopédi. L'accord établi en février 1396 prévoyait les conditions du paiement du loyer et précisait que les Kanaboutzai devaient exploiter le moulin soit par eux-mêmes, soit par l'entremise d'un employé salarié¹⁰⁰². Après cet accord, les disputes entre les deux parties se poursuivirent et un acte de mai 1398 mit fin au contrat de location du moulin de Thinos¹⁰⁰³. Toutefois, en décembre 1417, les moines de Vatopédi décidèrent d'accorder à nouveau aux Kanaboutzai l'exploitation de leur moulin de Thinos¹⁰⁰⁴. Le contenu de l'accord suggère que le moulin était à nouveau tombé en ruine et qu'il ne produisait plus rien, car les Kanaboutzai s'engageaient à le remettre en état, à leurs frais, et à verser au monastère un loyer de 3 hyperpres pour son exploitation.

Le dossier relatif au moulin de Vatopédi à Thinos pose des problèmes qui demeurent insolubles. Par exemple, pourquoi les moines de Vatopédi acceptèrent-ils à chaque fois de louer à nouveau ce moulin aux Kanaboutzai, alors que ceux-ci s'étaient avérés de mauvais payeurs et des locataires assez chicaniers ? On ne saurait expliquer non plus de manière certaine la chute considérable du montant du loyer entre 1390

997. Les témoins de l'acte sont en effet qualifiés d'archontes à la ligne 17. Ils s'appellent *kyr* Iôannès Sgouropoulos et *kyr* Manouël Monomachos. Ils signent tous deux le document. Sgouropoulos était le représentant de Vatopédi à Thessalonique : il apparaît dans d'autres actes concernant les biens de ce monastère en Macédoine.

998. *PLP* 23450.

999. *Vatopédi* III, n° 168.

1000. *Ibid.*, l. 3 : προ χρόνων ἀτημεληθέντος ταῖς συγχύσεσι τοῦ καιροῦ καὶ το ἀπο τοῦδε διαφθαρέντος.

1001. *Ibid.*, l. 6-8 : καταβάλλωνται ἔξοδον ἀπὸ τῆς περιουσίας αὐτῶν καὶ ἀνακτήσονται καὶ ἀνακαινίσωσι καὶ ἀνακαθάρωσι τὸν τε μύλωνα καὶ τὸ ὑδραγωγίον ἔτι γε μὴν τὸ τόπιον, καὶ τὴν δέσσην ἀνακτίσωσιν ἐξ αὐτῶν θεμελίων ἔμμαζον, καὶ τὸν μὲν θεμέλιον ἀποκαταστήσωσιν ἐπὶ πῖθαμῶν, τὸ δὲ ἀνώτερον πέντε. Le spithame est une unité de longueur valant un peu plus de 23 cm : SCHILBACH, *Metrologie*, Index, s.v. σπιθαμή.

1002. *Vatopédi* III, n° 176, l. 21-23 : ὀφείλετε κατέχειν καὶ διενεργεῖν αὐτὸν ἢ δι' ὑμῶν αὐτῶν ἢ διὰ μισθωτοῦ διενεργητοῦ παρὰ πᾶσαν τὴν ζωὴν σοῦ τοῦ Δημητρίου, τὴν ἐξ αὐτοῦ πᾶσαν πρόσοδον ἀποφερόμενοι μονομερῶς καὶ διδόντες εὐγνώμονως μόνον ἀνυστερήτως τὰ δώδεκα ὑπέρπυρα κατ' ἔτος πρὸς τὴν μονὴν μετὰ ἀποδείξεως.

1003. *Ibid.*, n° 180.

1004. *Ibid.*, n° 210.

(12 hyperpres) et 1417 (3 hyperpres) : elle pourrait toutefois être imputée à l'état de ruine extrême dans lequel devait se trouver désormais le moulin. Quoi qu'il en soit, ce qui nous importe ici est la manière dont Vatopédi fit remettre son moulin en état de fonctionnement et assura son exploitation. Les Kanaboutzai, en dépit de leurs réticences à payer leur loyer, semblent avoir appartenu à un milieu social aisé¹⁰⁰⁵. Ils avaient les moyens de réaliser des travaux importants dans le moulin et pouvaient le faire exploiter par l'entremise d'un salarié. Toutefois, les actes évoquent aussi les difficultés économiques qu'ils traversaient, ce qui montre que, en dépit de leur capacité d'investissement, ces entrepreneurs n'étaient pas non plus à l'abri des crises provoquées par les bouleversements politiques.

En décembre 1419, le tribunal de la métropole de Thessalonique se prononça sur un différend qui opposait les moines de Xénophon à quelques membres de la famille Dadas¹⁰⁰⁶. Ceux-ci avaient pris en location, quelques années auparavant, plusieurs immeubles sis à Thessalonique et appartenant au monastère de Xénophon¹⁰⁰⁷. Les Dadas y avaient effectué des travaux pour constituer un débit de boissons (*oinopôleion*) qui leur rapportait annuellement un revenu de 30 hyperpres. Toutefois, ils ne versaient à Xénophon que 3 hyperpres à titre de loyer. Les moines portèrent donc plainte et obtinrent la restitution de leurs immeubles contre le remboursement du coût des améliorations.

L'accord entre la famille Dadas et le monastère de Xénophon témoigne une fois de plus des relations entre les grands propriétaires fonciers et les milieux entrepreneuriaux urbains. Certes, il ne s'agissait pas d'une nouveauté par rapport à la période précédente, mais il s'avère que ce type de contrat joua un rôle important dans la restauration de l'état d'exploitation des biens fonciers après les crises du milieu du xiv^e siècle et la période de la domination ottomane. La documentation ne permet pas de savoir si les grands propriétaires laïcs imitèrent les grands monastères et cédèrent ou louèrent leurs biens aux entrepreneurs urbains. Matschke a mis en rapport les exemples des Argyropouloi et des Dadas avec un exemple certes bien antérieur, mais qui pourrait témoigner de la prise en location des biens d'un aristocrate laïc par un entrepreneur. Il s'agit du cas d'un certain Phrangopoulos qui faisait cultiver les terres de Nikèphoros Choumnos, conseiller de l'empereur Andronic II (1282-1328), et qui semble s'être enrichi considérablement grâce à l'exploitation, parfois frauduleuse, des biens de son maître¹⁰⁰⁸.

1005. Les Kanaboutzai disposaient du soutien de Pétros Èndreiôménos, *mégas chartophylax* de la métropole de Thessalonique. Ce dernier fut un personnage influent de cette ville entre la fin du xiv^e et le début du xv^e siècle : *PLP* 91958.

1006. *Xénophon*, n° 32.

1007. Ces immeubles étaient situés dans le quartier des Asomates. Ils devaient faire partie du même pâté de maisons que le métoque que Xénophon possédait dans ce quartier dédié à la Vierge (cf. *Xénophon*, p. 30). L'acte décrit ces biens : il s'agissait de cinq épiceries (*ergastèria sardamarika*) et de trois grandes maisons avec un mûrier et leur propre cour.

1008. Cf. MATSCHKE, TINNEFELD, *Gesellschaft*, p. 129-132. Ceux-ci hésitent néanmoins sur le régime d'exploitation de la terre de Choumnos par Phrangopoulos, car il est possible qu'il ne se soit agi que d'un simple administrateur de bien indélicat, et non pas d'un locataire.

En conclusion, il semble que la fin de la domination ottomane et le retour de la Macédoine aux Byzantins aient permis non seulement au groupe des propriétaires fonciers de récupérer une partie de leurs biens, mais aussi aux milieux entrepreneuriaux urbains d'en assurer l'exploitation. En dépit des litiges dont témoignent les sources conservées, la collaboration entre propriétaires terriens et hommes d'affaires dut procurer des gains conséquents aux deux parties, car elle permettait l'exploitation de biens dont les propriétaires auraient été autrement incapables de tirer profit, en raison de l'étroitesse de leurs ressources économiques.

L'élevage dans l'île de Lemnos

Lemnos appartenait au petit nombre de territoires de l'Empire byzantin qui avaient échappé à la conquête ottomane dans le dernier quart du xiv^e siècle¹⁰⁰⁹. En dépit des attaques de pirates et d'une courte période pendant laquelle elle avait été occupée par les Vénitiens, durant le règne d'Andronic IV (1376-1379), Lemnos fut globalement épargnée par les troubles politiques qui secouaient le continent¹⁰¹⁰. C'est pourquoi l'État avait essayé de tirer profit de cette stabilité en mettant en exploitation davantage de terres et en distribuant des parcelles à la population. De même, certains grands propriétaires, les plus importants monastères de l'Athos notamment, s'étaient efforcés au cours du xiv^e siècle d'acquérir des biens dans l'île¹⁰¹¹.

Durant le siège de Constantinople par les Ottomans (1394-1402), Lemnos était apparue comme un territoire de grande importance stratégique, non seulement comme source de ravitaillement pour la capitale¹⁰¹², mais aussi comme base de repli pour

1009. Cela semble avoir été également le cas des autres îles du nord de l'Égée sous domination byzantine, Imbros et Samothrace. Ténédos avait été « internationalisée » en vertu du traité de Turin (1382), même si les autorités byzantines essayèrent d'en recouvrer la souveraineté tout au long des années 1390.

1010. Lemnos avait été fortifiée durant le troisième quart du xiv^e siècle, à l'époque du mandat de Géorgios Synadènos Astras : cf. *supra*, p. 154-158.

1011. Cf. *supra*, p. 176-179.

1012. Une notice d'un manuscrit contenant les œuvres de Maxime le Confesseur précise qu'un moine nommé Iakôbos, *anepsios* d'un certain Alexios Meizomatès, habitant l'île de Lemnos, a acheté ce manuscrit à un marchand de Constantinople en janvier 1401 (cf. J. A. M. SONDERKAMP, *Zur Textgeschichte des « Maximos » Florilegs. Eine bisher unbeachtete Handschrift in Hannover*, *JÖB* 26, 1977, p. 243-244). Cela suggère l'existence de liens commerciaux entre l'île et la capitale de l'Empire à l'époque du blocus turc : cf. MATSCHKE, TINNEFELD, *Gesellschaft*, p. 244 et n. 256 (« Das ist die Zeit der ersten großen Belagerung der byzantinischen Hauptstadt und vielleicht wurden in dieser Zeit nicht nur Reliquien und Ikonen, sondern auch Bücher aus der Stadt weggeschafft und mit Gewinn verkauft, durch auswärtige und durch einheimische Kaufleute »). La famille Meizomatès est attestée à Lemnos à la fin du xiv^e et au xv^e siècle : un Iôannès Meizomatès est recenseur (*apographeus*) de Lemnos avant 1388 (*PLP* 94129) et un Meizomatès de prénom inconnu est attesté au xv^e siècle (*PLP* 17617). En mai 1405, l'empereur Manuel II délivra un *prostagma* en faveur des moines de Lavra par lequel il exempta leurs biens situés à Lemnos du paiement de plusieurs charges, dont la livraison annuelle en blé. Toutefois, l'empereur précisait que ce privilège ne jouerait pas si une disette survenait à Constantinople, car « il est juste que tous viennent en aide à celle qui est la mère de toutes les autres villes » : *Lavra* III, n° 157, en particulier l. 17-24. Sur le contenu de cet acte, voir aussi *infra*, p. 495-496.

la famille impériale. La sécurité de Lemnos était donc devenue une préoccupation de premier plan pour le souverain byzantin, au point de le conduire à envisager d'offrir l'île aux Vénitiens afin d'éviter qu'elle ne tombât aux mains des Turcs¹⁰¹³.

Au xv^e siècle, les efforts visant à accroître l'exploitation agricole de Lemnos se poursuivirent. Outre l'extension de la superficie de la terre cultivée, on constate pour cette période un essor formidable de l'élevage de moutons. Cela fut peut-être une conséquence de la relative faiblesse démographique de l'île, en dépit des efforts de l'État en vue d'accroître la population paysanne. Toutefois, il se peut également que l'essor de l'élevage ait été le fruit des investissements spéculatifs des grands propriétaires fonciers.

L'élevage du bétail avait été une activité économique relativement importante à Lemnos dès le xiv^e siècle, et peut-être même plus tôt. Dans une lettre que Kydônès envoie à son ami Géorgios Synadénos Astras peu après la nomination de celui-ci comme gouverneur de Lemnos (*ca* 1358), il évoque les conditions de vie de son correspondant dans cette île. Dans un passage, Kydônès met l'accent sur le fait qu'Astras ne manquera ni de lait ni d'agneaux¹⁰¹⁴, ce qui constitue une claire allusion aux principales productions dérivées de l'élevage. Cette même activité est à nouveau évoquée par Kydônès dans une autre lettre qu'il envoie des années plus tard, en 1388, à Manuel II, à l'époque exilé à Lemnos. Dans cette lettre, Kydônès essaie de reconforter le jeune prince en lui disant de ne plus s'inquiéter parce que la galère à bord de laquelle voyage cette lettre porte aussi des cadeaux envoyés par son père, l'empereur Jean V, qui a décidé de lui pardonner au sujet de « l'affaire des moutons » (τὴν τῶν προβάτων ἀφέντος σοι δίκην)¹⁰¹⁵. Il semble que Manuel et ses serviteurs aient été accusés d'avoir fait main basse sur une cargaison de moutons (ou de peaux de mouton) à destination de Constantinople.

Dans la première moitié du xv^e siècle, les allusions aux troupeaux de moutons et aux pâturages deviennent beaucoup plus fréquentes, ce qui semble suggérer que l'élevage connaît un essor important à cette époque, parallèlement à la consolidation du patrimoine immobilier des monastères athonites à Lemnos. Il se peut en effet que les grands monastères, qui avaient acquis de vastes terrains, n'aient pas été en mesure de les mettre en exploitation en raison du manque de main d'œuvre, ou bien que ces terrains n'aient pas été suffisamment productifs, pour des raisons agrologiques ou climatologiques. En effet, la plupart des pâturages acquis par les monastères de l'Athos durant cette période étaient localisés dans une partie très aride de l'île, la presqu'île de Phakos. Étant donné son isolement du reste de l'île, on y faisait construire des bergeries, appelées *mandra*, dont la typologie est caractéristique de Lemnos. Il s'agissait

1013. Sur l'offre de Manuel II de vendre Lemnos aux Vénitiens et sur la possibilité de se réfugier dans l'île au cas où Constantinople aurait été prise par les Ottomans, voir *infra*, p. 373.

1014. KYDÔNÈS, *Correspondance*, I, n° 47, p. 80¹⁸-81¹⁹ : γάλα δὲ καὶ ἀρνία καὶ λήρους ἐγὼ μὲν οὐκ εἶπον ὥς ἐστὶ σοι περισπούδαστον. Le contenu de cette lettre demeure quelque peu obscur, mais il semble que Kydônès s'efforce de résoudre un différend qu'il a eu avec Astras avant le départ de celui-ci pour Lemnos, peut-être à cause d'une différence entre leurs salaires respectifs. Sur cette lettre, voir TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1/1, n° 45.

1015. KYDÔNÈS, L393/T375.

de grands bâtiments qui possédaient parfois une cour à l'intérieur et des murs élevés. Ils devaient servir à parquer le bétail, à stocker la production et à assurer un refuge aux bergers¹⁰¹⁶.

L'élevage des moutons à Lemnos semble avoir rapporté d'importants revenus à ces grands propriétaires, compte tenu du nombre de têtes de bétail qu'ils acquirent au xv^e siècle. Il convient de rappeler que cet essor de l'élevage coïncide avec une forte hausse de l'exportation de produits agricoles, que l'Empire connaît dès la fin du xiii^e siècle. Par ailleurs, l'État tira aussi grand profit de cette activité économique grâce à la mise en place d'une fiscalité spécifique, sur laquelle je reviendrai à la fin de ce livre.

L'importance de l'élevage dans la vie économique de Lemnos s'affirma après la disparition de Byzance, sous l'Empire ottoman. Les vestiges des anciennes *mandres* sont encore visibles dans la campagne lemniote.

Instabilité politique et poursuite des travaux de fortification en milieu rural

L'accord conclu entre Byzance et l'État ottoman en 1403 ne mit pas un terme aux conflits entre les deux puissances. Au cours du premier quart du xv^e siècle, les attaques turques contre les territoires byzantins se poursuivirent. Parfois, il s'agissait simplement de brèves incursions, qui ne répondaient pas à une volonté de conquête. Elles étaient le fait de bandes de soldats ou de brigands qui parcouraient le pays en quête de butin, ou de pirates qui ravageaient les côtes. Mais Byzance fut également victime des crises politiques qui secouaient régulièrement l'État ottoman, principalement en raison des compétitions internes entre les fils de Bayezid.

Cette instabilité politique obligea les autorités byzantines à renforcer les territoires qui étaient repassés sous leur contrôle, afin d'en assurer la mise en valeur. Cette initiative impliqua la poursuite de travaux de fortification de l'espace rural, entamés sous le règne de Jean V. Dans la seconde moitié du xiv^e siècle, les Byzantins avaient entrepris la fortification des alentours de Constantinople, de l'île de Lemnos et de Thessalonique. Au xv^e siècle, ils élevèrent deux grands remparts destinés à empêcher l'accès terrestre à la presqu'île de Kassandreia, en Macédoine, et au Péloponnèse.

La presqu'île de Kassandreia était un territoire très fertile. Son modelé peu accidenté était propice à la culture, mais cette absence de barrières naturelles l'exposait aux agressions extérieures. L'importance économique singulière de Kassandreia s'expliquait aussi par son rôle dans le ravitaillement de Thessalonique.

Le mur de Pallènè, situé à l'entrée de cette presqu'île, fut restauré durant le règne de Jean VII à Thessalonique (1403-1408)¹⁰¹⁷. Nous connaissons ces travaux grâce au préambule de ce chrysobulle que ce souverain délivra en février 1407 en faveur de six monastères de l'Empire, dont quatre monastères de l'Athos :

1016. Cf. ΣΕΡΗΟΥΝΑΚΗΣ, *Μάντρες*.

1017. Sur le mur de Pallènè, voir *ODB*, s.v. Kassandreia [T. E. GREGORY, A. KAZHDAN], t. 2, p. 1109 ; voir aussi P. ANDROUDÈS, Ο βυζαντινός πύργος στη θέση Πίνακα της Κασσάνδρας στη Χαλκιδική, *Βυζαντιακά* 26, 2007, p. 247-270.

Ma Majesté [Jean VII], devenue maîtresse de Thessalonique pour des raisons que seul Dieu connaît, étant en charge de toute sa région, attendu que c'est une loi pour tout Grec et barbare de lutter en faveur de ses congénères, et qu'il est une loi divine – plus importante que la précédente – qui prescrit à chacun de se consacrer aux autres, a voulu restaurer pour son peuple le mur de Pallènè que le père d'Alexandre a nommé Kassandreia, l'ayant construit depuis les fondations, et qui a ensuite été appelé Potidée. Je l'ai trouvé en ruine et défait, comme des murs qui se reflètent dans les eaux ou dans un miroir, ou comme le mur que Moïse a fait de nuit dans la mer, si bien qu'il ne ressemblait pas à un mur. Par notre décision, en dépensant non seulement tout l'argent possible, mais même au-delà de mes possibilités, sans l'aide de personne, seul Dieu me venant en aide, j'ai construit courtines et tours au-dessus des fondations antiques, non pas à l'identique mais bien meilleures et plus impressionnantes, pour qu'elles soient un refuge sûr pour les hommes pieux et qu'elles [constituent une menace] pour les autres [...] C'est une bergerie où le loup ne peut dévorer le mouton. Je l'ai faite rapidement au cours de cette année, au point de rendre incrédules non seulement ceux qui entendent, mais aussi ceux qui voient ; j'ai fait creuser un fossé le long [du rempart], j'ai joint la mer du golfe Thermaïque à celle du golfe Toronaïque et j'ai transformé la terre ferme en une île, bien précieux pour les hommes pieux, obstacle pour les étrangers. Ensuite, j'ai installé dans l'île des bœufs, animaux très utiles, pour creuser des sillons, y ensemercer et battre le grain¹⁰¹⁸.

La presqu'île de Kassandreia a effectivement l'avantage d'être reliée au continent par un isthme étroit de 1,5 km. Au IV^e siècle avant Jésus Christ, Cassandre, général macédonien et plus tard roi de Macédoine de 306 à 297 av. J.-C. (et non Philippe II comme le dit le chrysobulle), fit construire un mur qui protégeait l'accès à l'isthme. Il fut appelé Potidée. Selon Procope, cette fortification, qui était tombée plus tard en ruine, fut restaurée au VI^e siècle par Justinien. Les travaux entrepris par Jean VII

1018. *Vatopédi* III, n° 197, l. 10-17 : ἡ βασιλεία μου, κρίμασιν οἷς οἶδε θεός, κύριος τῆς Θεσσαλονίκης γενόμενος καὶ τῶν περὶ αὐτὴν ἀπάντων πεποιημένος τὴν πρόνοιαν, ἐπεὶ νόμος Ἕλλησι καὶ βαρβάρῳ παντὶ μέχρι αἵματος ὑπὲρ τῶν ὁμοφύλων ἀγωνίζεσθαι, νόμος δὲ θεοῦ πάλιν τοῦ πρώτου θεοειδέστερος καὶ λαμπρότερος ἕκαστον ἑαυτὸν παρακελευόμενος ὑπὲρ ἑτέρου διδόναι, ἐβουλήθη ὑπὲρ τοῦ γένους ἐγὼ τὸ περὶ τὴν Παλήνην ἀνανεώσασθαι τεῖχος, ὃ Κασάνδριαν μὲν ὁ τοῦ Ἀλεξάνδρου πατὴρ ἐκεῖνος ὠνόμασεν, ἐκ βάρων πεποιημένος αὐτό, οἱ δὲ μετ' αὐτὸν ἐν ὑστέρω Ποτίδαιαν. Καὶ εὖρον ἐπὶ τοσοῦτον ἐριμμένον αὐτὸ καὶ διαλυθὲν ὥσπερ τὰ ἐν τοῖς ὕδασι ἢ τὰ ἐν κατόπτροις τεῖχη φαινόμενα, ἢ καὶ ἃ Μωσῆς ὁ μέγας ἐκεῖνος ἐδημιούργη νυκτερινὰ καὶ θαλάσσια, τοιοῦτον ἦν ὡς μηδὲ ὁμοίωμα τείχους φαίνεσθαι· βουλῇ δὲ καὶ γνώσει πλείστη χρησάμενος ἡμετέρα, ἔτι καταβαλὼν οὐ μόνον ὅσον εἰς δύναμιν χρήματα, ἀλλὰ σχεδὸν ὅσον καὶ ὑπὲρ τὴν ἐμὴν ἀφίκετο δύναμιν, τῶν ἄλλων ἀπάντων οὐ μόνον οὐκ εἰς βοήθειαν ὄντων ἀλλὰ καὶ ἐναντιουμένων τῇ βασιλείᾳ μου, μόνου βοηθοῦντος θεοῦ μοι, ὠκοδόμησα τεῖχη καὶ πύργους ἐπάνω τῶν παλαιῶν θεμελίων, οὐκ ἐν ὁμοίῳ τῶν πάλαι, ἀλλὰ πολὺ βελτίονα καὶ θαυμασιώτερα τῶν ποτέ, ὡς εἶναι μὲν εὐσεβέσιν ἀσφάλειαν, οὐκ ἀσφαλὲς δὲ τοῖς ἄλλοις, σχῆμα φαιδρὸν μὲν ἰδεῖν, πολὺ δὲ φαιδρότερον ἐννοῆσαι, καὶ λαμπρὸν μὲν ὁράσει, πολὺ δὲ τῇ διανοίᾳ λαμπρότερον, καὶ τερπνὸν μὲν ἀκοῇ, λογισμοῖς δὲ τερπνότερον, μάνδρα τίς ἐστίν, ἥς ὁ λύκος ἀδυνατεῖ σπαράξαι τὸ πρόβατον· ἐποίησάμην δὲ πρὸς βραχὺν αὐτὸ χρόνον, ὡς οὐ μόνον ἀκούουσιν ἀλλ' ἀπιστεῖσθαι καὶ τοῖς ὁρώσι, καὶ ὥρυξά τάφρον περὶ αὐτό, καὶ ἤνωσα τὴν ἐν τῷ κόλπῳ τῷ Θερμαϊκῷ θάλασσαν μετὰ τῆς ἐν τῷ κόλπῳ τῷ Τωρωναϊκῷ θαλάσσης, καὶ νῆσον ἡργασάμην τὴν ἡπειρον, κάλλιστον εὐσεβέσι κτῆμα καὶ τοῖς ἀλλογενέσιν ἀνάρμοστον. Εἶτα βόας ἀνεθέμην τῇ νήσῳ, ὠφελιμότατα βίῳ ζῳᾷ αὐλακὰς ἀνατέμνειν καὶ σπεῖραι σῖτον αὐταῖς.

réutilisaient les anciennes fondations pour relever l'appareil défensif. Les fouilles archéologiques ont montré que ce rempart était long de 1 200 mètres et comportait 18 tours, distantes de 60 mètres l'une de l'autre¹⁰¹⁹. En plus du mur de Pallènè, Jean VII fit construire un château (*phrourion*) à Skordichès, une place située vers l'intérieur de la presqu'île mais dont la localisation exacte est inconnue, et il chargea également les moines de Dionysiou de bâtir une tour à Mariskin, près de la côte nord.

Grâce à ses fortifications, Kassandreia ne tomba pas aux mains des Ottomans en 1422, lorsque le reste de la Macédoine fut occupé par l'ennemi. En 1429, les Vénitiens, qui à l'époque contrôlaient Thessalonique et ses alentours, décidèrent à la demande de leurs sujets de fortifier Kassandreia, ce qui montre que les remparts, redressés par Jean VII, nécessitaient déjà des réparations¹⁰²⁰. Après la conquête définitive de la région par les Ottomans, le mur fut détruit et il n'en reste plus aujourd'hui que les fondations.

Outre les travaux de fortification, le passage du chrysobulle traduit ci-dessus fait allusion aux autres mesures prises par Jean VII et destinées à favoriser la mise en exploitation de la presqu'île : il déclare y avoir importé des bœufs pour « creuser des sillons, y ensemençer et battre le grain ». Ailleurs, l'acte mentionne également des terres de labour (*zeugaria*) appartenant au fisc, des villages « dans lesquels les bœufs labourent » et « des hommes qui y habitent »¹⁰²¹.

Plus au sud, dans le Péloponnèse, les autorités byzantines avaient aussi entrepris la fortification de l'isthme de Corinthe. Nombre de sources nous renseignent sur ce grand rempart, appelé Hexamilion, qui mesurait 6 km de long. Beaucoup d'historiens ont étudié son histoire et les efforts déployés par les empereurs byzantins du xv^e siècle pour relever cette construction¹⁰²². De plus, on dispose des résultats des fouilles réalisées par l'École américaine d'archéologie en Grèce, qui donnent une description assez précise de la structure et de la typologie de ses défenses¹⁰²³.

L'Hexamilion fut construit, comme le mur de Pallènè, sur des fondations remontant à l'Antiquité. Il semble d'ailleurs que des travaux de réfection aient déjà été entrepris avant le xiv^e siècle¹⁰²⁴. Ce fut toutefois à la fin du Moyen Âge que les Byzantins déployèrent les efforts les plus conséquents pour remettre en état cet appareil défensif, afin de protéger le Péloponnèse des incursions.

1019. Sur les fouilles du mur de Pallènè, voir Th. PAZARAS, Το διατείχισμα της Κασσάνδρειας, dans *Πρακτικά του πρώτου πανελλήνιου συμπόσιου ιστορίας και αρχαιολογίας της Χαλκιδικής, Πολύγυρος 1984*, Thessalonique 1987 (Χρονικά της Χαλκιδικής. Supplément 1), p. 157-192.

1020. IORGA, *Notes et extraits*, t. 1, p. 495-497 ; MERTZIOS, *Μνημεία*, p. 74 (cité dans *Lavra III*, p. 146). Voir aussi le résumé de THIRIET, *Régestes*, t. 2, n° 2149.

1021. *Vatopédi III*, n° 197, l. 27-28.

1022. *ODB*, s. v. Hexamilion [T. E. GREGORY], t. 2, p. 927-928.

1023. Une équipe formée par les universités de Californie à Los Angeles et de l'Ohio a mené une étude sur cette fortification. Elle a utilisé différentes approches méthodologiques : archéologie, topographie et analyse des textes historiques. Les résultats de cette entreprise ont été publiés dans T. E. GREGORY, *Isthmia. V, The Hexamilion and the Fortress*, Princeton 1993.

1024. Cf. BARKER, *Manuel II*, p. 311.

La plupart des historiens pensent que le début de ces travaux remonte au deuxième voyage de l'empereur Manuel II dans le Péloponnèse, en 1415-1416¹⁰²⁵. Toutefois, plusieurs sources prouvent que les premières initiatives datent en fait de la fin du XIV^e siècle, à l'époque du gouvernement du despote Théodôros Palaiologos (1382-1407), fils de l'empereur Jean V. La première mention de l'Hexamilion date du mois d'août 1394¹⁰²⁶. Elle figure dans deux actes du sénat vénitien relatifs à une ambassade envoyée par Théodôros à la république afin de lui demander son aide dans la guerre contre les Ottomans¹⁰²⁷. L'ambassadeur de Théodôros aurait sollicité une aide financière pour la reconstruction de l'Hexamilion, la contribution des Vénitiens étant justifiée parce que, selon le despote, il servait à la protection de tout le pays et de ses habitants (*magnam securitatem toti patrie que includitur in eo et habitatoribus illius*)¹⁰²⁸. Ces actes parlent déjà de *serallei et muri fiendi ad Hecximilli* (« fermeture et murs qui doivent être faits à l'Hexamilion »). Dans sa réponse, le sénat vénitien évitait de s'engager à soutenir les frais de construction de l'édifice mais se montrait prêt à collaborer à sa défense¹⁰²⁹. Par la suite, la question de l'Hexamilion revient souvent dans la documentation relative aux ambassades échangées entre le despote et Venise ; le principal objet de discussion entre eux était de savoir qui allait contrôler l'accès au Péloponnèse.

On ignore l'état d'avancement des travaux lorsque, un an plus tard, en 1395, les forces ottomanes pénétrèrent dans le Péloponnèse, ravageant tout sur leur passage. Elles occupèrent même la forteresse de Léontarion qui venait d'être restaurée par les Byzantins¹⁰³⁰. Toutefois, les Ottomans se retirèrent peu après en Thessalie.

Les travaux étaient déjà bien avancés au début 1397, lorsque le despote Théodôros céda à Venise la ville de Corinthe afin que la république puisse « fermer » (*serar*) l'Hexamilion avant le mois d'août, le danger turc se faisant de plus en plus pressant¹⁰³¹. En effet,

1025. Cf. par exemple *ibid.*, p. 273, n. 130 : « This project was not to be carried out until Manuel's later visit, in 1415 » ; voir aussi GREGORY, *Isthmia* (cité *supra*, n. 1023).

1026. Il est peu probable que Théodôros ait envisagé la reconstruction de l'Hexamillion avant cette date. En effet, ce fut à partir de 1394, avec la reprise des hostilités avec les Turcs, que la fortification de l'Isthme dut apparaître comme une nécessité pour protéger le territoire des raids de l'ennemi. Pour les activités de Théodôros à son arrivée au Péloponnèse (fin 1382 ou début 1383) et la guerre contre les Turcs (début 1394), voir LOENERTZ, Pour l'histoire du Péloponnèse, p. 166-181, et MANUEL II, *Oraison funèbre*, p. 16-19.

1027. Cette ambassade fut envoyée par Théodôros après la signature de la paix avec Venise (27 mai 1394) : cf. ZAKYTHINOS, *Le despotat de Morée*, t. 1, p. 154-155. Le 24 juillet 1394, le même ambassadeur avait demandé au sénat des navires pour reprendre la ville de Monemvasie aux Turcs : CHRYSOSTOMIDES, *Monumenta*, n° 145, p. 283-285.

1028. *Ibid.*, n° 153, p. 301-303 (25 août 1394) ; voir aussi THIRIET, *Régestes*, t. 1, n° 864.

1029. CHRYSOSTOMIDES, *Monumenta*, n° 157, p. 309 (27 août 1394).

1030. La forteresse de Léontarion fut finalement libérée par le commandant byzantin Dèmétrios Palaiologos Rallès, à la tête d'un contingent formé de troupes byzantines et albanaises : SCHREINER, *Kleinchroniken I*, chr. 33/18, p. 245 (4 juin 1395).

1031. CHRYSOSTOMIDES, *Monumenta*, n° 192, p. 382-383 (peu avant 26 mars 1397). Il s'agit du document présenté par Théodôros à Franceschino Gezo, chancelier à Modon, lors de la cession de Corinthe aux Vénitiens. Le principal souci de Théodôros était l'achèvement des travaux de l'Hexamilion : *io don la chastellania de Chuaranto ad altri, debieli dir, che io el faço per serar el Xamili cum quelli che io torò*.

à cette époque, ayant vaincu les croisés à Nicopolis (septembre 1396), Bayezid I^{er} envoya Yaqûb Pacha, gouverneur (*beylerbey*) de Roumélie, et son lieutenant Timurtash Bey contre le Péloponnèse¹⁰³². Au printemps 1397, les troupes turques détruisirent l'Hexamilion et ravagèrent à nouveau la région.

Les autorités byzantines reprirent les travaux de reconstruction de l'Hexamilion au cours de la première moitié du xv^e siècle. Les gouverneurs de cette région et les empereurs de Constantinople consacrèrent des efforts considérables à l'aboutissement du projet. Ils envoyèrent des ambassadeurs à Venise pour demander de l'aide financière et obtinrent aussi du pape la proclamation d'indulgences pour la levée de taxes visant à contribuer à la réfection de ces remparts¹⁰³³. La population autochtone fut également soumise à une lourde fiscalité pour financer ces dépenses. Même les groupes privilégiés furent contraints d'y contribuer, ce qui n'alla pas sans quelques protestations¹⁰³⁴.

Durant les deux voyages effectués par Manuel II dans le Péloponnèse, en 1407 et en 1414-1415, l'empereur porta un intérêt tout particulier à la construction de l'Hexamilion. Après lui, son fils Jean VIII en poursuivit les travaux, avec l'aide des autres membres de la dynastie qui gouvernaient directement le Péloponnèse. L'Hexamilion joua un rôle important dans la consolidation de l'autorité byzantine dans la région au cours des années 1430 et 1440. En 1446, deux ans après l'occupation byzantine d'Athènes et de Thèbes, le sultan Murad II lança une attaque dévastatrice contre le Péloponnèse et ordonna la destruction de l'Hexamilion. Le pays fut ravagé et les Byzantins durent abandonner définitivement leurs espoirs d'accroître leur domination sur la Grèce continentale. On ne sait pas si l'Hexamilion connut des réparations dans les années suivantes. Le Péloponnèse fut finalement conquis par les Ottomans en 1460.

Dans une lettre de 1416, l'empereur Manuel II soulignait l'importance de l'Hexamilion pour la vie économique et pour les habitants du Péloponnèse :

Maintenant, ils peuvent cultiver sans crainte leurs champs, rendre labourables des terres incultes et semer là où, autrefois, se dressaient des arbres ; ils peuvent voir avec allégresse onduler les champs de blé et, avec encore plus d'allégresse, les faucher, semer des cultures qui avaient été négligées, renouveler les vignobles laissés autrefois desséchés et y planter d'autres pieds de vignes ; se repaître de la vue des fruits de leur labeur comme on le ferait de la vue d'un ami, et s'en régaler jusqu'à satiété. S'ils le veulent, ils peuvent aussi en vendre les surplus à plus haut prix ou, ce qui est encore mieux et en tout cas non moindre, ils peuvent désormais engraisser leurs troupeaux de bœufs, de moutons et autres quadrupèdes. Depuis qu'ils ne doivent plus vivre dans l'angoisse des invasions des barbares, rien ne les empêche plus comme par le passé de s'installer même sur les zones frontières et les abords des forteresses isolées, de les cultiver comme ils l'entendent, qu'il s'agisse de plaines comme de lieux auparavant inaccessibles.

1032. Sur cette campagne, qu'une partie de l'historiographie avait traditionnellement attribuée à Evrenos Bey, voir SAINT-GUILLAIN, *Abus de pouvoir ou gouvernance de proximité ?* (cité *supra*, p. 301, n. 825), p. 88, n. 21.

1033. Sur la contribution des Occidentaux au financement des travaux de l'Hexamilion, voir en premier lieu MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, p. 208 et suiv. En avril 1418, le pape Martin V délivra une bulle proclamant des indulgences pour rassembler de l'argent destiné à la construction de l'Hexamilion (cf. GILL, *Council*, p. 23).

1034. Sur cette question, voir *infra*, p. 443-447.

Pour faire court, je crois vraiment qu'eux et ceux qui tirent d'eux leurs revenus sont aujourd'hui en mesure d'accomplir toutes choses qu'ils n'auraient jamais jusque-là tenu pour possible de mettre en œuvre, même en rêve¹⁰³⁵.

Le même enthousiasme à propos de cette construction transparaît dans les écrits de quelques intellectuels de l'époque. C'est par exemple le cas du savant et philosophe Géorgios Gémistos Plèthôn qui adressa à l'empereur Manuel II et à son fils le despote Théodôros Palaiologos, gouverneur du Péloponnèse, deux traités dans lesquels il prodigue des conseils pour la meilleure administration de cette province¹⁰³⁶. De même, le futur cardinal de l'Église romaine, Bessarion, écrit dans une lettre de 1444 que l'Hexamilion était le moyen le plus sûr de défendre l'isthme¹⁰³⁷.

Les efforts pour élever des remparts et des tours dans les campagnes et le besoin d'isoler certains territoires de l'Empire du reste du continent afin de les protéger trahissent les difficultés rencontrées par les Byzantins pour développer la production agricole au début du xv^e siècle. La persistance d'un contexte politique troublé au lendemain de la bataille d'Ankara ne permit pas la complète reprise économique des territoires des Balkans.

La reprise des hostilités avec les Ottomans

Au début du xv^e siècle, Byzance avait connu une période de relative accalmie. Toutefois, on a vu que cette période fut interrompue en raison des fréquents conflits qui opposèrent les enfants de Bayezid I^{er}. Ces guerres s'avérèrent en effet néfastes pour l'ensemble des territoires de l'Empire. La victoire de Musa Çelebi sur Süleymân en février 1411 mit un terme provisoire aux relations pacifiques entre les Ottomans et les Byzantins¹⁰³⁸. Peu de temps après, Musa assiégea Constantinople et lança des attaques contre les régions de Thessalonique et de Sélymbria¹⁰³⁹.

À l'instigation des Byzantins, un autre fils de Bayezid, le prince Mehmed Çelebi était passé à cette époque d'Asie en Europe pour s'opposer à Musa¹⁰⁴⁰. Après quelques échecs, Mehmed remporta une victoire écrasante contre son frère dans la bataille de Çamurlu (5 juillet 1413)¹⁰⁴¹. Cette victoire marqua la fin de la guerre civile ottomane, après quoi un traité de paix fut conclu entre Mehmed et l'empereur byzantin Manuel II, par lequel le souverain ottoman acceptait de rendre à l'Empire tous les territoires que

1035. MANUEL II, *Lettres*, n° 68 (aux moines David et Damianos du Mont Athos), p. 209⁶¹⁻⁷³ et trad. anglaise p. 208. Voir aussi LOENERTZ, *Épître* (avec résumé en français). Cette lettre a été aussi traduite par BARKER, *Manuel II*, p. 302-308.

1036. LPP III, p. 251-253, 261 et 310-311. Sur ces textes, voir WOODHOUSE, *Plethon*, p. 100-105, et *infra*, p. 453-454.

1037. LPP IV, p. 33-34. Résumé du contenu de cette lettre dans A. VACALOPOULOS, *Origins of the Greek Nation: The Byzantine Period, 1204-1461*, New Brunswick 1970, p. 172-178.

1038. Sur la fin de Süleymân et la montée de Musa, voir KASTRITSIS, *The Sons of Bayezid*, p. 153-158.

1039. Sur ces événements, voir *ibid.*, p. 168-170. Sur le siège de Constantinople, voir en particulier ACCONCIA LONGO, *Versi di Ioasaf ieromonaco*.

1040. La participation des Byzantins au conflit entre Mehmed et Musa est évoquée par DOUKAS XIX § 10, p. 129.

1041. Pour un exposé plus détaillé des événements, voir KASTRITSIS, *The Sons of Bayezid*, p. 179-194.

lui avait arrachés Musa¹⁰⁴². À la suite de ce traité, les années du règne de Mehmed I^{er} (1413-1421) furent relativement calmes pour les territoires byzantins. Le souverain ottoman avait besoin de cette entente avec l'Empire pour mettre de l'ordre à l'intérieur de son propre État. Mais un nouveau conflit éclata bientôt entre les deux puissances à l'occasion de la révolte du « faux » Mustapha qui, prétendant être un fils de Bayezid I^{er}, disputait le pouvoir à Mehmed. Mustapha trouva refuge auprès des Byzantins à Thessalonique, ce pourquoi Mehmed mit le blocus devant cette ville, exigeant que le rebelle lui fût remis (automne 1416). Finalement, le conflit s'apaisa avec l'arrivée à Thessalonique de l'héritier du trône byzantin, le co-empereur Jean VIII, qui réussit à conclure un accord avec l'assaillant. Par cet accord, Mustapha devait rester au pouvoir des Byzantins en tant que prisonnier et Mehmed s'engageait à verser une pension annuelle pour son entretien¹⁰⁴³. Cet accord fut un véritable tour de force de la diplomatie byzantine, car il permit aux Byzantins de garder sous la main un prétendant au trône ottoman, qu'ils pouvaient utiliser en cas de crise interne de l'État turc. Il convient de souligner le mérite personnel de Jean VIII dans la conclusion de cet accord, puisque l'attitude du prince est représentative de la pensée politique d'une nouvelle génération de Byzantins, qui croyait à la possibilité d'un rétablissement de la puissance militaire de l'Empire et d'une victoire sur les Ottomans. Cette pensée politique, dont Jean VIII était le plus ardent défenseur, s'opposait à celle, plus prudente, de la génération précédente, incarnée par son père Manuel II, pour qui le seul moyen de préserver l'Empire était la cohabitation plus ou moins pacifique avec les Ottomans.

La rupture entre ces deux conceptions de la politique turque de l'Empire éclata à l'occasion de la disparition du sultan Mehmed I^{er}, en mai 1421. Jean VIII voulait profiter de cette mort pour provoquer un nouveau conflit à l'intérieur de l'État ottoman. Le jeune co-empereur avait songé à utiliser le prisonnier Mustapha pour arracher le pouvoir au fils de Mehmed I^{er}, le prince Murad. L'alliance avec Mustapha devait permettre aux Byzantins de récupérer de nouveaux territoires, dont l'important port de Gallipoli.

En dépit de son opposition personnelle au projet, Manuel II laissa carte blanche à son fils, qui relâcha Mustapha et l'aida avec des hommes et de l'argent. Cependant, le plan échoua immédiatement puisque Mustapha, après avoir remporté quelques premiers succès, tourna le dos à ses alliés byzantins. Au reste, Murad réussit finalement à s'imposer, infligeant une terrible défaite à ses ennemis. L'empereur byzantin se trouvait donc désormais dans une position particulièrement inconfortable, car il avait provoqué la rupture avec les Ottomans et avait essayé de renverser l'héritier légitime du trône sultanien. C'est pourquoi, après avoir éliminé son rival Mustapha (début 1422), Murad II décida d'exercer des représailles contre l'Empire et mit le siège devant Constantinople. Il s'agissait de l'attaque la plus importante depuis le long siège de Bayezid I^{er}, à la fin du XIV^e siècle. Une fois de plus, les fortifications de la capitale byzantine résistèrent à la violence de l'offensive ottomane, mais il semble que les dégâts aient été cette fois considérables¹⁰⁴⁴.

1042. Sur le traité conclu entre Manuel II et Mehmed I^{er} en 1413, voir BARKER, *Manuel II*, p. 288.

1043. Sur cet épisode, *ibid.*, p. 339-346.

1044. L'assaut général fut lancé le 24 août 1422, mais il échoua complètement.

N'ayant pu conquérir Constantinople, Murad II fut contraint de se replier en Asie où il dut faire face à de nouvelles menaces¹⁰⁴⁵. Une fois sa position consolidée, le sultan reprit ses attaques contre l'Empire. Il occupa rapidement la Macédoine et mit le siège devant Thessalonique¹⁰⁴⁶. Au début de 1423, les Ottomans lancèrent à nouveau des attaques contre le Péloponnèse¹⁰⁴⁷.

La situation semblait tellement désespérée que le gouverneur byzantin de Thessalonique, le despote Andronikos Palaiologos, décida de céder cette ville aux Vénitiens afin qu'elle ne tombât pas au pouvoir des Ottomans¹⁰⁴⁸. La cession de Thessalonique incluait aussi celle de la presqu'île de Kassandreia qui avait échappé à la conquête turque grâce aux travaux de fortifications dont elle avait bénéficié précédemment. En septembre 1423, les troupes vénitiennes firent leur entrée dans Thessalonique¹⁰⁴⁹. Le siège devait encore se prolonger durant sept ans, jusqu'en 1430, lorsque la ville et son hinterland furent finalement pris par Murad II¹⁰⁵⁰.

La fin du siège de Constantinople et la cession de Thessalonique aux Vénitiens provoquèrent un changement dans les relations entre Byzantins et Ottomans. Au cours des années 1423-1424, alors que le co-empereur Jean VIII était à Venise, l'empereur Manuel II et son fils le despote Kônstantinos (le futur empereur Constantin XI) conclurent un nouveau traité avec Murad II, qui détermina le contexte politique du deuxième quart du xv^e siècle. Par ce traité, signé le 20 janvier 1424, Byzance reconnaissait la perte de la Macédoine, de la côte de Thessalie proche de Zeitoun et de quelques places de la côte de la mer Noire. De plus, l'Empire s'engageait à verser à nouveau un tribut, ce qui signifiait le retour à sa condition d'État vassal des Ottomans¹⁰⁵¹.

1045. Durant les mois du siège de Constantinople, avait éclaté en Asie Mineure la révolte du jeune frère de Murad, un autre prince appelé Mustapha, qui bénéficiait du soutien de plusieurs puissances anatoliennes : les Karamanides, les Germiyânides et les Djandarides. Il comptait également sur l'aide des Byzantins. Finalement, Murad l'emporta et le second Mustapha fut exécuté le 20 février 1423.

1046. Selon KUGÉAS, Notizbuch, p. 148 § 49, un certain Bûrak (identifié à Evrenosoghlu Barak) dirigea le siège de Thessalonique et prit la Kalamaria, c'est-à-dire la Chalcidique.

1047. DOUKAS XXVIII § 8, p. 239, dit que Murad, n'ayant pu conquérir Constantinople, se tourna contre la Thessalie et le Péloponnèse.

1048. Plusieurs historiens ont déjà souligné qu'il ne s'agissait nullement d'une vente et que Venise ne paya rien pour l'acquisition de Thessalonique : voir par exemple DJURIĆ, *Le crépuscule*, p. 222 et n. 3.

1049. Sur la période de la domination vénitienne à Thessalonique et sur son siège par les Ottomans, voir P. LEMERLE, La domination vénitienne à Thessalonique, *Miscellanea Giovanni Galbiati* III, Milan 1951 (Fontes Ambrosiani 27), p. 219-225, et MELVILLE-JONES, *Venice and Thessalonica*. Le récit du métropolite Syméon fournit de nombreux renseignements sur la situation de Thessalonique à cette époque : BALFOUR, *Symeon of Thessalonica*, p. 172-188.

1050. Les documents relatifs à la prise de Thessalonique par les Ottomans ont été publiés par SATHAS, *Documents inédits*, t. 1, nos 86-89. Voir aussi le récit de Iôannès Anagnostès, traduction par ODORICO, *Thessalonique*, p. 255 et suiv.

1051. Les pertes enregistrées par les Byzantins lors du traité de 1424 sont rapportées par DOUKAS XXIX § 1, p. 245²³⁻²⁶ : « L'empereur Jean [VIII] conclut un accord de paix éternelle avec Murad [II]. Il lui céda les villes et les villages de la mer Pontique, à l'exception des forts dont il n'avait pas pu s'emparer lors de la guerre, tels Mésembria, Derkos et d'autres ; il lui céda également Zeitoun et les autres terres du Strymon [= la Macédoine] et convint de lui donner tous

Le traité de 1424 mettait ainsi un terme à une période durant laquelle l'État byzantin s'était efforcé de redresser sa situation financière et de consolider ses frontières. On en revenait à une situation comparable à celle de la fin du xiv^e siècle, lorsque Byzance n'était qu'une puissance subordonnée aux Ottomans. Durant le deuxième quart du xv^e siècle, l'empereur Jean VIII essaya sans succès d'obtenir de l'Occident un secours pour libérer l'Empire de l'emprise des Ottomans. Durant ces années d'attente, la situation politique fut paradoxalement plutôt tranquille, mais la menace turque planait néanmoins plus que jamais sur Constantinople.

La période qui suivit immédiatement le traité turco-byzantin de 1424 vit la montée en puissance des Ottomans et la consolidation de leur pouvoir dans l'ensemble des Balkans. Il n'est pas question de donner ici un récit détaillé de leurs conquêtes. Il suffit simplement de signaler que, durant ces années, les Ottomans affermirent leur contrôle sur l'Albanie et sur la Serbie : en octobre 1430, Murad occupa Iôannina et sa région ; le 27 août 1439, Murad s'empara de Smederevo et de la région minière de Novo Brdo ; et en avril 1440, il mettait déjà le siège devant Belgrade, à l'époque entre les mains des Hongrois, sans réussir néanmoins à s'en emparer. Cette expansion n'alla pas toutefois sans difficultés. Le début des années 1440 s'avéra en effet peu favorable aux Ottomans ; les succès remportés par le voivode de Transylvanie, Jean Hunyadi, la résistance du timariote albanais Gjergj Kastrioti, surnommé Skanderberg, et le conflit avec l'émir de Karaman, Ibrahim, réussirent à affaiblir notablement leur position. L'occasion fut également saisie par le despote Kônstantinos Palaiologos, à l'époque gouverneur du Péloponnèse, dont les Byzantins contrôlaient désormais la presque totalité, pour étendre quelque peu son influence sur la Grèce centrale. En raison des succès remportés par ses adversaires, Murad préféra conclure à Andrinople en juin 1444 un traité avec plusieurs puissances chrétiennes. En vertu de cet accord, il rendit la Serbie à la famille des Branković. Le souverain ottoman put alors concentrer ses efforts sur les guerres contre les émirats d'Anatolie.

L'année 1444 vit également l'avancée d'une formidable armée croisée, constituée par plusieurs puissances chrétiennes et qui pénétra en territoire ottoman. Tandis que ces troupes traversaient le Danube et ravageaient le pays autour de Vidin et de Nicopolis, une flotte s'approchait des Détroits. Murad rencontra l'armée chrétienne près de la ville côtière de Varna et lui infligea une terrible défaite (10 novembre 1444). Le roi Ladislas de Hongrie et le légat pontifical, le cardinal Cesarini, y trouvèrent la mort ; le reste de l'armée chrétienne prit la fuite. La victoire de Varna fut sans aucun doute un événement majeur dans l'histoire de la conquête ottomane des Balkans, car elle permit à Murad de consolider enfin son pouvoir dans cette région.

les ans un tribut de trois cent mille aspres. » Sur les conditions de la paix de 1424, voir aussi DJURIC, *Le crépuscule*, p. 236 et n. 3. Les limites de l'Empire byzantin après le traité de 1424 restent néanmoins difficiles à établir, surtout en ce qui concerne la côte de la mer Noire. Il semble que les Byzantins aient conservé toute la bande côtière de Constantinople jusqu'à Mésembria, puisque le port d'Agathopolis, à mi-chemin entre les deux, est mentionné par Badoer (1436-1440) comme étant toujours sous souveraineté byzantine (BADOER, p. 102, 108, 148). Par ailleurs, l'*Ekthesis chronika* mentionne aussi la ville de Médeia parmi celles qui s'étaient rendues aux Ottomans au lendemain de la prise de Constantinople en 1453 : *Ekthesis chronika*, p. 17²⁰⁻²¹.

Après avoir renforcé sa position sur la frontière danubienne, le sultan se tourna contre le Péloponnèse afin de mettre un terme aux tentatives d'expansion du despote Kônstantinos Palaiologos. En 1446-1447, il lança une attaque contre la région, lors de laquelle il détruisit complètement l'Hexamilion. Kônstantinos fut contraint de reconnaître sa suzeraineté.

La mort de Murad II en février 1451 et l'accession au trône de Mehmed II ouvrirent une nouvelle période de l'histoire de l'État ottoman. Dès son arrivée au pouvoir, le jeune souverain se prépara à porter le coup de grâce à l'Empire byzantin. Fin 1452, il mit le siège devant Constantinople et après quelques assauts, le 29 mai 1453, il réussit finalement à percer les défenses byzantines, grâce notamment à l'emploi de l'artillerie, et à prendre possession de la capitale impériale. À la suite de cet événement, la plupart des territoires qui appartenaient encore aux Byzantins se soumirent, à l'exception du Péloponnèse qui résista jusqu'en 1460.

CONCLUSION

Malgré la fin tragique de l'Empire en 1453, on peut dresser un bilan plutôt positif de l'action de l'État durant le dernier siècle d'histoire byzantine. Après la crise de la deuxième guerre civile (1341-1354), l'État byzantin prit des mesures pour freiner la désagrégation territoriale et la destruction des campagnes. On a examiné les actions entreprises par l'empereur Jean V afin de mettre un coup d'arrêt à l'écroulement de la puissance byzantine. Il n'est pas exagéré de dire que ces mesures rencontrèrent un certain succès. Dans les années 1360, l'Empire récupéra certains territoires, réussit à restaurer l'appareil défensif de quelques villes et à remettre en exploitation certains biens fonciers abandonnés durant la période de la guerre civile. L'événement le plus important de ces années fut la reprise du port de Gallipoli en 1366, grâce à l'assistance de l'armée croisée du comte Amédée de Savoie. Cet événement permit de mettre un frein à l'avancée turque en Europe. Il convient toutefois de ne pas attribuer ces exploits de la politique byzantine seulement au rapprochement avec les puissances occidentales. Durant ces années du début de son règne, Jean V tissa aussi des liens avec ses voisins balkaniques et réussit à mettre en place un réseau de principautés plus ou moins subordonnées à l'autorité de Constantinople, qui servait à protéger les frontières de l'Empire.

Ce fut paradoxalement la récupération de territoires en Macédoine et la restauration de la production agraire qui provoquèrent la crise qui allait précipiter Byzance dans l'abîme. La défaite du despote serbe Jovan Uglješa à la bataille de la Maritza (septembre 1371), face aux *beys* turcs de Thrace, permit aux Byzantins de recouvrer une bonne partie de la Macédoine et aux grands propriétaires, qui avaient subi des pertes considérables lors de la deuxième guerre civile, de rentrer en possession de leurs biens fonciers dans la région. Toutefois, la disparition de cet allié de l'Empire et l'effondrement de sa principauté mirent en évidence la fragilité du système, puisque les villes de Constantinople et de Thessalonique se trouvaient désormais sous la menace directe de l'ennemi turc qui ravageait à nouveau les campagnes. Cette situation obligea les Byzantins à choisir entre la confrontation directe avec les Ottomans ou l'acceptation du statut d'État tributaire.

Les écrits de Dèmètrios Kydônès, ancien conseiller de Jean V, montrent que la grande aristocratie était dans l'ensemble favorable au rapprochement avec les Ottomans, car il lui permettait de mettre en exploitation ses biens fonciers en Macédoine. Les membres de ce groupe savaient que la reprise des hostilités signifierait la perte complète de leur fortune, de leurs revenus et de leur prééminence sociale. Ils appuyèrent donc le coup d'État d'Andronic IV afin d'écarter du pouvoir son père Jean V, qui avait décidé de combattre l'ennemi par tous les moyens. Ce choix politique fut lourd de conséquences, puisqu'il permit aux Ottomans de recouvrer leur tête de pont en Europe, Gallipoli (1376), et de jouer un rôle important dans la vie politique de Byzance. Les Ottomans profitèrent des rivalités internes de la dynastie impériale pour obtenir des avantages politiques. Les années 1380 virent le déclin politique de l'Empire et la perte de ses derniers territoires en Europe.

La situation se rétablit temporairement après la bataille d'Ankara (juillet 1402), mais, au cours du dernier quart du ^{xv}^e siècle, des transformations importantes s'étaient déjà produites dans les anciens territoires byzantins, qui empêchaient un renversement radical de la situation. En effet, durant la période de la première domination ottomane de la Macédoine (1383-1403), nombre de propriétaires chrétiens avaient déjà perdu leurs biens fonciers. Ce fut surtout le cas de la grande aristocratie qui fut alors dépouillée de la presque totalité de son patrimoine et contrainte de se replier sur les dernières villes de l'Empire, auprès des souverains. D'autres Byzantins passèrent néanmoins du côté ottoman ; ils devinrent timariotes ou fonctionnaires de l'administration. Certains monastères essayèrent aussi de s'attirer la bienveillance des conquérants en leur prêtant soutien et collaboration. Dans ce contexte, il convient de rappeler l'attitude initialement favorable de la nouvelle administration envers les chrétiens.

La période de 1350 à 1450 fut une phase de transition à peine interrompue par une brève éclaircie, le rétablissement de l'autorité byzantine au début des années 1400. L'État byzantin essaya à cette occasion de mettre en place des mesures (dont certaines étaient nouvelles) visant à renforcer son emprise sur le territoire. Toutefois, la fin de la guerre civile ottomane et l'unification du territoire sous Murad II (1421) vinrent confirmer la supériorité turque sur l'ancien Empire romain d'Orient. Le traité signé en 1424 confirma le déséquilibre définitif entre les deux États, augurant déjà de la fin prochaine de Byzance.

TROISIÈME PARTIE

GOUVERNER DANS LA TOURMENTE : L'ADMINISTRATION DANS LES PROVINCES À L'ÉPOQUE DE LA CONQUÊTE OTTOMANE

CHAPITRE VIII

UN EMPEREUR PROCHE DE SES SUJETS : CHRONOLOGIE ET SENS DES VOYAGES IMPÉRIAUX DANS LES PROVINCES

La figure de l'Empereur byzantin est souvent associée dans les sources à sa capitale, Constantinople. À partir de la conquête de cette ville en 1261, le premier empereur de la dynastie des Paléologues, Michel VIII, exerça sur elle une forte emprise. Il y entreprit de restaurer palais et églises, y acquit de nombreux biens fonciers et distribua les postes de l'administration municipale à ses parents et à ses proches. Il s'agissait ainsi de renouer fermement avec une tradition millénaire qui, depuis Constantin I^{er} jusqu'en 1204, avait fait de Constantinople à la fois le lieu de résidence et le siège du pouvoir des empereurs romains. En dépit de quelques déplacements temporaires de la cour en Asie Mineure, en Thrace ainsi qu'en Macédoine, Constantinople demeura effectivement à partir de 1261 et jusqu'à la fin de l'histoire byzantine l'épicentre de l'autorité impériale.

Par ailleurs, le caractère sacré que les Byzantins attribuaient à la « Majesté » de l'Empereur avait contribué au fil des siècles à faire de lui une figure lointaine, presque dérobée aux regards de ses sujets. Certes, le peuple de Constantinople voyait son souverain lors des grands spectacles de l'Hippodrome ou à l'occasion d'imposantes cérémonies publiques, telles ces processions qui se déroulaient dans les principaux sanctuaires de la ville. Toutefois, les descriptions de la vie de cour dont nous disposons montrent que la communication directe entre l'empereur et son peuple demeurait somme toute très limitée¹.

Si, à Constantinople même, l'Empereur demeurait assez éloigné de son peuple, les habitants des provinces avaient encore moins de chance d'apercevoir leur souverain. À l'exception de quelques empereurs qui prirent en personne la tête de leurs armées, la plupart d'entre eux ne s'éloignèrent guère de la capitale ou de sa proche banlieue. Pour un Byzantin des provinces, l'empereur de Constantinople était donc une figure lointaine dont le reflet ne lui parvenait qu'à travers sa représentation sur les monnaies. Cette distance entre les habitants des provinces et l'Empereur avait sans doute favorisé durant les siècles précédant 1204 l'affaiblissement de l'autorité publique dans les provinces.

L'arrivée des Paléologues sur le trône entraîna quelques changements en la matière. Certes, les souverains de cette dynastie continuèrent à résider régulièrement à Constantinople, mais ils essayèrent d'exercer une emprise plus directe sur les provinces en accordant à certains de leurs enfants le gouvernement d'une ville et de sa région. Par exemple, sous le règne d'Andronic II, son fils aîné, Michel IX, qui avait alors le rang de co-empereur, fut chargé du gouvernement de l'Asie Mineure.

1. DAGRON, *Empereur et prêtre*, p. 113 : « Pourquoi tant de précautions et de barrières réelles ou symboliques ? Par prudence, sans doute, mais aussi pour signifier que les déplacements de l'empereur font se rencontrer des mondes qui sont et doivent rester étrangers les uns aux autres. »

Un autre fils d'Andronic II, le despote Dèmètrios Palaiologos, reçut quant à lui l'administration de Thessalonique et de sa région. Exceptionnellement, les empereurs déplaçaient aussi toute la cour dans une ville de province afin de renforcer leur autorité dans une région particulièrement menacée par l'ennemi. Ce fut par exemple le cas sous Andronic II qui, à la fin du XIII^e siècle, s'installa durant quelque temps à Lopadion et à Nymphée afin de conjurer la menace turque en Anatolie.

Son successeur, l'empereur Andronic III (1328-1341), passa quant à lui l'essentiel de son règne en dehors de la capitale, à combattre les ennemis de l'Empire. Après sa mort, le contexte politique de la deuxième guerre civile obligea aussi les deux empereurs rivaux à se déplacer fréquemment. Ce fut sans doute précisément au cours du règne de Jean V (1354-1391) que se produisit une transformation de grande importance, qui vit ce souverain s'impliquer beaucoup plus directement dans les affaires internes de ses territoires provinciaux. Les sources mentionnent des séjours répétés de Jean V dans les provinces, lors desquels il se chargea directement de la défense militaire du territoire mais aussi de la nomination des gouverneurs ainsi que de la mise à jour du cadastre. L'action de Jean V fut poursuivie par ses successeurs, Manuel II, Jean VIII et Constantin XI à l'époque où ce dernier n'était encore que despote. Ils entreprirent également de fréquents voyages afin d'administrer personnellement les dernières provinces qui restaient à l'Empire. Ce mode de gouvernement des derniers souverains byzantins contribua non seulement à consolider leur autorité dans les campagnes, mais également à mieux gérer les maigres ressources que conservait l'État.

Il est difficile de ne pas évoquer à ce propos une conversation devenue célèbre dans l'historiographie entre l'historien Géôrgios Sphrantzès et l'empereur Manuel II, au sujet du problème de l'Union des Églises. Manuel II remarquait : « L'empereur mon fils [Jean VIII] est un souverain capable, mais il n'est pas de notre temps, parce qu'il voit et pense de grandes choses, qui auraient été utiles à l'époque heureuse de nos ancêtres. Aujourd'hui, vu l'état des choses, ce n'est pas d'un empereur dont notre État a besoin, mais d'un administrateur. Et j'ai peur que ses idées et ses projets n'entraînent la chute de cette maison². » En dépit des interprétations variées qui ont pu être données des mots que Sphrantzès prête à Manuel II, ils reflètent incontestablement le profond changement qui s'était opéré dans la conception du pouvoir impérial. Le rétrécissement de l'Empire et l'amenuisement de ses ressources ne permettaient plus la réalisation de projets trop ambitieux. Manuel II estimait que celui qui était appelé à lui succéder devait être conscient de ce fait et éviter par conséquent de s'investir dans une politique de grand style pour se contenter au contraire d'administrer au mieux les ressources financières dont il disposait.

Du fait de ce changement de mentalité durant le dernier siècle d'histoire byzantine, l'Empire en vint désormais à être envisagé pratiquement comme le patrimoine propre de la dynastie impériale, un peu comme s'il s'agissait d'un grand domaine foncier. Dans ce contexte, l'empereur dut abandonner sa position de souverain distant trônant au-dessus de ses sujets pour adopter le rôle d'une sorte de régisseur de son empire.

2. SPHRANTZÈS XXIII § 7, p. 82¹⁸⁻²⁴.

1. LES DÉPLACEMENTS DE L'EMPEREUR JEAN V DANS L'EMPIRE

En dépit de l'image pusillanime que l'historiographie moderne tend à donner de lui, Jean V fut, comme l'avait été son père Andronic III, un empereur guerrier qui n'hésita pas à prendre la tête de ses armées. Toutefois, lors de ses séjours dans les provinces, il prit aussi en charge des questions relevant de l'administration locale.

Afin de mieux saisir les conséquences de son mode nouveau d'emprise sur le territoire, il convient d'aborder son action sous trois angles différents : les campagnes militaires, la nomination des gouverneurs provinciaux et la mise à jour du cadastre.

Les campagnes militaires de Jean V

Jean V entreprit plusieurs campagnes pour consolider les frontières de l'Empire. On les a étudiées dans les chapitres précédents et il suffit ici simplement d'en rappeler la chronologie : en 1364, il livra une guerre contre les Bulgares à propos des ports de la côte de la mer Noire³ ; un an plus tard, durant l'été 1365, il affronta le Serbe Jovan Uglješa. Enfin, durant les années 1374-1375, Jean V conduisit une campagne en Macédoine afin de recouvrer les territoires qui avaient été enlevés à l'Empire par les Serbes⁴.

Outre ces trois campagnes principales, Jean V mena d'autres opérations militaires contre certains « ennemis internes ». En 1355, au début de son règne personnel, il quitta Constantinople afin de combattre en Thrace le fils de Jean VI, Matthaios Kantakouzènos⁵. À cette époque, il séjourna aussi à Ainos et dans l'île de Lemnos, dans le but de s'y ravitailler et de se procurer de l'argent. Quelques années plus tard, au printemps 1373, il eut à combattre son propre fils Andronikos dans la région proche de Constantinople. Lors de cette campagne, Jean V dut faire appel au souverain ottoman Murad afin de venir à bout du prince héritier. En contrepartie de l'aide turque, l'empereur se rendit en Anatolie durant les mois d'été de la même année pour collaborer avec Murad dans la guerre que ce dernier conduisit contre son propre fils, le prince Saudji⁶.

Une fois restauré, après la fin du règne d'Andronic IV (1376-1379), Jean V ne semble plus avoir quitté Constantinople. Du reste, il aurait été affligé à cette époque d'une grave maladie qui l'empêchait même de recevoir les ambassadeurs étrangers⁷.

3. Voir *supra*, p. 128-132.

4. Pour la guerre contre Uglješa en 1365, voir *supra*, p. 142-146 ; pour la campagne en Macédoine en 1374-1375, voir *supra*, p. 230-236.

5. Voir KANTAKOUZÈNOS IV § 42 ; III, p. 309-314. À cette époque, le patriarche Kallistos I^{er} aurait délivré l'acte *Docheiariou* n° 31, une lettre adressée à l'empereur Jean V : voir le commentaire d'Oikonomidès, *ibid.*, p. 198.

6. Sur les révoltes d'Andronic IV et du prince ottoman Saudji, voir *supra*, p. 228 et 230-231.

7. Voir par exemple la lettre de Kydônès L377/T365, dans laquelle l'ancien *mésazôn* rapporte qu'il a été convoqué dans les appartements privés de l'empereur et qu'il s'y est entretenu longuement avec le souverain, alors que ce dernier était cloué au lit par une crise de goutte (cité par MATSCHKE, *Das spätbyzantinische Konstantinopel*, p. 51-52). Dans ses instructions à l'ambassadeur Andrea Gradenigo (15 février 1375), le sénat vénitien avertit *quia dominus imperator Constantinopolis pro maiori parte anni est multum gravatus de persona, et propter*

Il s'agissait peut-être d'attaques de goutte, une maladie qui frappa aussi ses descendants. Durant ces années de la fin du règne de Jean V, ses enfants, Manouël et Théodôros, furent chargés de diriger chacun une des provinces de l'Empire⁸.

Un séjour impérial à Thessalonique en 1368-1369 ? La question de la nomination du despote Manouël Palaiologos au poste de gouverneur de cette ville

Plusieurs sources suggèrent un séjour de l'empereur Jean V à Thessalonique durant l'hiver 1368-1369, juste avant son départ pour l'Italie⁹. Certes, aucune source ne mentionne explicitement le passage de l'empereur dans cette ville, mais le fait que plusieurs membres de la suite qui l'accompagna en Italie soient attestés à cette époque en Macédoine peut être un indice de la présence du souverain lui-même dans la région. Ce possible séjour de l'empereur dans la capitale de la Macédoine coïnciderait avec la date de la nomination du despote Manouël Palaiologos au poste de gouverneur de cette ville¹⁰.

Auparavant, Thessalonique était dirigée par le *mégas domestikos* Alexios Laskaris Atouémès Métochitès, qui avait lui-même succédé au *mégas stratopédarchès* Géorgios Synadènos Astras, mort vers l'automne 1365¹¹. Métochitès semble s'être retiré de la vie politique précisément peu de temps avant mai 1369¹². À cette époque, sont

dictam causam recusare posset quod noster ambaxiator, quando erit in Constantinopoli, iret ad presentiam suam, sed vellet, quod compareret ad presentiam filii sui coronati [Manuel II], et quod ei faceret reverentiam solitam (ASV, Senato, *Misti*, reg. 34, fol. 164r ; voir aussi THIRIET, *Régestes*, t. 1, n° 552, p. 136-137, sans mention de la maladie).

8. Après la période de son règne à Thessalonique comme empereur indépendant (1382-1387), Manuel II fut envoyé par son père à Lemnos (cf. *supra*, p. 281). Les circonstances du séjour de Manuel dans cette île restent difficiles à déterminer. Jean V voulait certes éloigner son fils de la capitale, en raison de sa responsabilité dans la perte de Thessalonique, mais il se peut que Manuel ait aussi rempli les fonctions de gouverneur de Lemnos à cette époque. On a vu, par exemple, qu'il était chargé d'envoyer à Constantinople le surplus de la production agricole de l'île (cf. *supra*, p. 346). Quant à Théodôros, il reçut en 1382 le commandement du Péloponnèse, qu'il détint jusqu'à sa mort en 1407.
9. En 1369-1371, Jean V entreprit un voyage en Italie afin de renforcer les liens entre l'Empire et les puissances occidentales : cf. *supra*, p. 223, n. 480.
10. Rappelons que le chrysobulle rédigé par Kydônès en faveur de Manouël lors de sa proclamation comme co-empereur en septembre 1373 dit que Jean V avait nommé son fils au poste de gouverneur de Thessalonique juste avant le voyage en Italie : TINNEFELD, *Vier Prooimien*, p. 181¹⁴⁰⁻¹⁴² (ἔδει γὰρ Θεσσαλονίκη καὶ Μακεδόσι μεῖναι τινὰ κυβερνήτην ὑπὸ τῶν βαρβάρων χειμαζομένοις).
11. Alexios Laskaris Métochitès, déjà gouverneur de Thessalonique en 1349-1350 (PLP 17977), doit être identifié à Alexios Atouèmes [Métochitès], oncle de l'empereur Jean V (PLP 1640), d'après les actes *Vatopédi* II n°s 129 et 130. Sur la mort d'Astras en 1365, voir *supra*, p. 142, n. 97.
12. En mai 1369, Métochitès se rendit à l'Athos et passa un accord avec les moines de Vatopédi pour se retirer dans ce monastère : Métochitès obtint trois pensions viagères et un *kellion*, l'ancienne hôtellerie (παλαιὸν ἀρχονταρίκιον) de Vatopédi, dans laquelle il voulait vivre accompagné de deux serviteurs (*Vatopédi* II, n° 129). Un mois plus tard, en juin 1369, Métochitès fit une nouvelle donation pour acquérir une quatrième pension viagère dans le monastère (*Vatopédi* II, n° 130). À cette époque, Métochitès était de retour à Thessalonique. On ne sait donc pas à quelle date il se retira définitivement à l'Athos, mais ses transactions avec Vatopédi montrent qu'il était alors sur le point de quitter la vie publique.

attestés à Thessalonique plusieurs familiers (*oikeioi*) de l'empereur Jean V ; ils souscrivent alors comme témoins un acte de vente établi en mars 1368¹³. Un de ces personnages, l'aristocrate *kyr* Alexios Laskaris Hyaléas, est sans doute la même personne que le *mégas hétairiearchès* Alexios Laskaris qui accompagna Jean V en Italie¹⁴.

La date exacte du départ de Jean V pour l'Italie demeure quant à elle difficile à déterminer¹⁵. En 1367, l'empereur avait envoyé une grande ambassade auprès du pape pour traiter des questions relatives à l'Union des Églises. Cette ambassade était arrivée en Italie vers la fin de l'été et dut repartir vers décembre 1367 pour l'Empire, mais elle s'arrêta ensuite quelque temps à Venise en raison de la peste¹⁶. Elle était sans doute arrivée à Constantinople en janvier ou février 1368. Vers cette date, Kydônès écrivit à l'archevêque de Thèbes, Simôn Atoumanos, lui faisant part de l'invitation à se rendre à Rome au mois de mai prochain (1368), que le pape avait adressée à l'empereur par l'intermédiaire de ces ambassadeurs¹⁷.

On est certain que Kydônès envoya cette lettre à l'archevêque Simôn Atoumanos avant le mois d'avril 1368, parce que l'érudit n'y fait aucune allusion à la condamnation de son frère Prochoros par le patriarche Philothéos Kokkinos, survenue à cette dernière date¹⁸. Rappelons que Prochoros, moine à Lavra, était l'une des figures les plus importantes de l'antipalamisme et donc un ennemi acharné du chef de l'Église byzantine. Il se peut d'ailleurs que la date de la condamnation de Prochoros constitue un *terminus ante quem* pour la date de départ de l'empereur pour l'Italie, car le patriarche Philothéos pourrait avoir profité du départ de Kydônès et de Jean V vers Rome pour agir contre ses ennemis au sein de l'Église. On sait en effet que, durant l'absence de l'empereur, le patriarche entreprit de nombreuses persécutions

13. Il s'agit de l'acte *Pantocrator*, n° 7 (mars 1368), par lequel l'aristocrate Maria Laskarina vendit au *mégas stratopédarchès* Alexios un terrain situé près de Christoupolis. La signature de Nikolaos Synadènos, *sakelliou* de la métropole de Thessalonique, suggère que l'acte fut établi dans la capitale de Macédoine.
14. Le *mégas hétairiearchès* Alexios Laskaris signa comme témoin l'acte de conversion au catholicisme de l'empereur Jean V en octobre 1369 (cf. DÖLGER, *Regesten* V, n° 3122 ; HALECKI, *Un empereur*, p. 225). Il s'agit peut-être de la même personne que le *diarmèneutès* Alexios Laskaris, attesté à Constantinople en 1349 : MM III, p. 119 ; voir aussi PLP 14526 qui propose le même rapprochement.
15. Jean V et sa suite arrivèrent en Italie (Naples) le 7 août 1369. En fonction de cette date, A. A. VASILIEV, *Il viaggio di Giovanni V Paleologo in Italia e l'unione di Roma*, SBN 3, 1931, p. 153-192, ici p. 174, considère que l'empereur était parti de Constantinople au mois d'avril 1369, mais il ne fournit aucune preuve à l'appui de cette hypothèse.
16. Le 7 octobre 1367, le pape Urbain V reçut les ambassadeurs byzantins à Viterbe. Le 16 octobre, ils se rendirent à Rome, où de longues conversations eurent lieu. De novembre 1367 datent les bulles du pape adressées à l'empereur et à d'autres personnes de la cour impériale. Ce fut à cette date que les ambassadeurs quittèrent Rome et ils arrivèrent peu après à Venise où sévissait la peste. Plusieurs périrent dans la cité de la lagune. Les survivants durent partir pour Constantinople vers décembre 1367 ou, au plus tard, en janvier 1368. Sur cette ambassade, voir HALECKI, *Un empereur*, p. 159-163, et plus récemment PERRIA, *Due documenti*.
17. KYDÔNÈS, *Correspondance* I, L103/T69.
18. L'acte de la condamnation de Prochoros Kydônès est édité dans PG 151, col. 693-715. Voir aussi TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1/1, p. 240 et n. 47 (avec bibliographie).

contre les catholiques et les opposants aux doctrines de Palamas à Constantinople¹⁹. Si la suite impériale est partie de la capitale de l'Empire avant avril 1368, il se peut qu'elle soit arrivée en Macédoine dès le mois de mars 1368, comme semble l'impliquer la présence de Laskaris Hyaléas à Thessalonique à cette époque.

Une autre lettre de Kydônès, adressée depuis Rome au despote Manouël Palaiologos, vers la fin 1370, évoque la présence de ce dernier à Thessalonique lors du départ de la suite impériale vers l'Italie et suggère donc le rôle de l'empereur Jean V dans la nomination de son fils au poste de gouverneur de cette ville. Un passage de cette lettre dit qu'au moment de son départ pour l'Italie, Kydônès tournant le regard une dernière fois vers sa ville natale, c'est-à-dire Thessalonique, vit le despote Manouël arriver sur le port lors du départ du bateau, ce qui provoqua en lui une forte émotion²⁰.

« Ayant reçu l'ordre de l'Empereur... » : le recensement des provinces

À Byzance, la plupart des actes de recensement commencent par l'expression « ayant reçu l'ordre de l'Empereur de procéder à la péréquation et à la vérification du thème de... »²¹ ou par d'autres phrases semblables²². Cela signifie que c'était le souverain qui, en général, ordonnait la mise à jour du cadastre et l'attribution des revenus fiscaux d'une région. Un *praktikon* de janvier 1104 donne quelques détails sur ce processus. Il agit d'un acte délivré par le *sébastos* Iôannès Komnènos au sujet des biens du monastère athonite d'Iviron situés en Macédoine²³. À cette époque, l'empereur Alexis I^{er} avait pris certaines mesures de type fiscal qui avaient entraîné des changements dans le régime de terres. C'est pourquoi il avait envoyé en Macédoine son neveu, le *sébastos* Iôannès, afin que ce dernier mît à jour le cadastre concernant les biens des monastères de l'Athos²⁴.

19. Sur l'attitude du patriarche Philothéos Kokkinos envers les catholiques et les antipalamites à cette époque, voir *supra*, p. 235.

20. KYDÔNÈS, *Correspondance* I, n° 23, p. 524-9 : ὅσῃν ἡμῖν τὸ τῆς σῆς ὀψεως πόρρω γενέσθαι τὸτ'ἀθυμίαν ἐνῆκε, τοσαύτην τὰ σὰ γράμματα φανέντα νῦν ἐνέθηκεν ἡδονήν [...] καὶ πυκνὰ μετὰ τοῦ δακρύειν πρὸς τὴν πατρίδα καὶ σὲ τοῦ ὀφθαλμοῦς ἕως ἐξῆν ἐκινουμέν, μέχρις οὔ, τοῦ λιμένος ἀψάμενος, ἡμῖν μὲν λύπης ἡγείρας χειμῶνα καὶ κύματα, τὸ δ'ἡμέτερον ἀγαθὸν σαυτὸν ἄλλοις δέδωκας ἀπολαύειν. TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe* t. 1/2, n° 83, a interprété cette lettre différemment et considère que l'action se passe à Constantinople, lors du départ de Manouël pour Thessalonique, avant le voyage impérial en Italie. Il n'y a pas cependant de doutes sur le fait que le terme « patrie » désigne toujours chez Kydônès la ville de Thessalonique. S'il s'agissait de Constantinople, l'auteur aurait employé d'autres expressions, par exemple « la grande ville » ou simplement « la ville ».

21. Voir par exemple l'acte *Vatopédi* I, n° 30 (*praktikon* de janvier 1301), l. 1 : θεῖω καὶ προσκυνητῷ προστάγματι τὴν τοῦ θέματος Θεσσαλονίκης ἀπογραφὴν καὶ ἐξίσωσιν ποιήσασθαι ὀρισθεῖς...

22. Voir par exemple l'acte *Iviron* III, n° 74 (*praktikon* de janvier 1316), l. 1-2 : ἐπεὶ ὠρίσθην παρὰ τοῦ κραταιοῦ καὶ ἀγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ βασιλέως ἀναθεωρῆσαι καὶ ἀποκαταστῆσαι τὰ ἐν τῷ θέματι Βολεροῦ καὶ Μοσυνοπόλεως, Σερρῶν καὶ Στρυμμόνος...

23. *Iviron* II, n° 52.

24. L'acte dit qu'en 1101, le *sébastos* Iôannès Komnènos, qui se trouvait à l'époque à Nicopolis, avait reçu une ordonnance de son oncle l'empereur par l'intermédiaire du kathigoumène du monastère d'Iviron (cf. *Iviron* II, n° 52, l. 1-2). Plus loin, l'acte reprend les termes du

À partir du milieu du ^{xiv}^e siècle, les *praktika* débutent aussi par cette même expression qui fait allusion à l'ordre de l'empereur de procéder au recensement des biens fonciers dans une région déterminée. Or, la documentation montre qu'à cette époque l'ordre de mise à jour du cadastre était délivré par l'empereur en personne lorsque celui-ci se trouvait dans la région qui faisait l'objet du recensement. Pour le règne de Jean V, par exemple, cinq recensements me sont connus : quatre pour l'île de Lemnos, en 1354-1355, en 1361, en 1368 et en 1387 ; et un pour la Macédoine, en 1375-1376. Dans trois cas, on peut constater la présence de l'empereur dans la région.

On connaît l'existence de deux actes de recensement pour Lemnos délivrés au cours des années 1354-1355 ; l'un d'eux est conservé, il s'agit d'un *praktikon* pour le monastère de Lavra daté d'octobre 1355²⁵, l'autre est simplement mentionné dans un chrysobulle de mai 1354 en faveur du monastère de Philothéou²⁶. Aucun de ces actes ne mentionne la présence de l'empereur dans l'île à cette époque. Cependant, Grègoras dit que, lorsque, au début du printemps 1354, Jean V partit de Thessalonique pour rencontrer son rival Jean VI sur l'île de Ténédos, il se rendit d'abord à Lemnos où il retrouva Grégorios, patriarche d'Alexandrie²⁷. Ce fut donc à cette époque qu'il dut délivrer le chrysobulle de mai 1354 en faveur de Philothéou. Par cet acte, l'empereur confirma aux moines la possession de divers biens sis à Lemnos qu'ils avaient reçus en vertu d'un acte de recensement délivré par l'oncle de l'empereur, Iôannès Laskaris Bryennios.

Laskaris Bryennios est précisément l'un des auteurs du *praktikon* d'octobre 1355 en faveur de Lavra. Certes, l'état de conservation du document ne permet pas de déchiffrer les signatures – on va y revenir –, mais cet acte et ses auteurs sont mentionnés par ailleurs dans un *praktikon* de 1361 relatif aux biens de Lavra à Lemnos. Ce *praktikon* précise que le monastère avait été mis auparavant en possession par Laskaris Bryennios d'une terre sise près du château de Kontéas, en vertu d'une ordonnance impériale (*prostagma*) datant du mois d'avril de la septième indiction²⁸. On notera que cette indiction correspond à l'an 1354 et qu'elle coïncide donc avec la date du séjour de Jean V à Lemnos et avec celle du chrysobulle pour Philothéou

mandement délivré par l'empereur et ordonnant à son neveu de procéder au recensement des biens d'Ivion : « Ma Majesté ordonne à mon neveu le *sébastos kyr* Iôannès, en partant pour le commandement dont il a été investi, de se rendre sur place, d'y délimiter les terrains laissés au monastère en fonction de ses impôts et des donations impériales, d'y placer des bornes apparentes... » (*ibid.*, l. 150-153).

25. *Lavra* III, n° 136.

26. *Philothéou*, n° 10. Cet acte comporte une anomalie : il porte l'an du monde 6863 (= [mai] 1355) qui ne concorde pas avec l'indiction 7 (= [mai] 1354). Il s'agit sans doute d'une faute du scribe. Il faut privilégier la date de l'indiction, à laquelle les Byzantins étaient beaucoup plus habitués. Il n'y a pas de raison de penser que cet acte est un faux comme l'ont écrit les éditeurs de *Lavra* III, p. 60 ; la signature de l'empereur est identique à celle figurant sur d'autres actes de Jean V (voir les remarques de V. Kravari dans *Phil. Suppl.*, p. 272 et 326, qui accepte l'authenticité de l'acte).

27. GRÉGORAS XXVIII § 8 ; III, p. 187¹⁰⁻¹³.

28. *Lavra* III, n° 139, l. 67-68 : παρεδόθη καὶ ἑτέρα γῆ ἐν τῇ αἰτῇ τοποθεσία δια θείου καὶ προσκυνητοῦ προστάγματος ἀπολυθέντος πρὸς Λάσκαρις τὸν Βρυέννιον κατὰ μῆνα Ἀπρίλλιον τῆς ζ' ἰνδικτιῶνος.

qui mentionne Bryennios (mai 1354). De plus, la topographie montre que la terre de Kontéas, mentionnée dans l'acte de 1361, est située au lieu-dit Platy Pègadin, dont le *praktikon* d'octobre 1355 donne justement la description²⁹.

Il n'est pas étonnant qu'entre le séjour de l'empereur Jean V à Lemnos, en avril-mai 1354, et la date du *praktikon* de Lavra, en octobre 1355, plus d'un an se soit écoulé. On verra que cet intervalle est tout à fait normal, apparaît lors d'autres recensements ultérieurs et doit s'expliquer simplement en raison du temps nécessaire pour procéder à l'enregistrement par écrit de tous les biens fonciers et de tous les parèques de la région.

Le rôle de Laskaris Bryennios dans le recensement de Lemnos de 1354-1355 ne semble pas faire de doute, toutefois l'identification des autres fonctionnaires qui intervinrent dans cette opération demeure plus problématique. On a dit que le mauvais état de conservation du *praktikon* d'octobre 1355 pour Lavra empêchait de lire les noms des signataires³⁰. C'est grâce au minutieux travail d'édition des auteurs du volume des *Archives de l'Athos* que l'on peut néanmoins déchiffrer le patronyme « Laskaris » dans l'une des signatures. On serait certes tenté de proposer l'identification avec ce même Laskaris Bryennios, mais à l'acte est apposé un sceau qui porte le nom d'un certain Manouël Laskaris, qui pourrait aussi bien être l'un des auteurs de ce *praktikon* et celui qui aurait signé « Laskaris »³¹. Faute d'autres renseignements, on peut postuler que Iôannès Bryennios Laskaris et Manouël Laskaris furent les deux recenseurs qui établirent ensemble le *praktikon* de 1355. Il pourrait s'agir de deux parents, car on retrouve souvent plusieurs membres d'une même famille dans un collège de recenseurs, les fonctions de l'administration étant du reste parfois transmises de père en fils.

Au verso de ce *praktikon* pour Lavra figurent une liste de parèques ainsi que les signatures de deux autres agents du fisc : un certain Dèmètrios Palaiologos et un *mégas droungarios* anonyme. Comme l'ont suggéré les éditeurs de l'acte, ces mentions dorsales sont certainement une adjonction postérieure visant à mettre à jour le contenu du *praktikon*³².

29. Cf. le commentaire de *Lavra* IV, p. 144, n. 521 : « Ce domaine, remis à Lavra par Laskaris Bryennios en vertu d'un *prostagma* daté d'avril indiction 7 (1354), doit être Platy Pègadin, décrit par ce même recenseur dans son *praktikon* n° 136, l. 68-73. »

30. *Lavra* III, n° 136, l. 160-161. Les signatures sont précédées de la mention : οἱ δοῦλοι τοῦ κραταιοῦ καὶ ἁγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ βασιλέως...

31. Les éditeurs de *Lavra* III, p. 60, ont écrit que Laskaris Bryennios était le nom complet de Manouël Laskaris et que Iôannès serait une méprise de la personne qui aurait fabriqué le « faux » chrysobulle de mai 1354 en faveur de Philothéou. Toutefois, V. Kravari a démontré que l'acte de Philothéou était un document authentique (*Phil. Suppl.*, p. 272 et 326) et que Iôannès Laskaris Bryennios était le nom du recenseur qui a établi le *praktikon* de 1355 en faveur de Lavra. Elle n'a cependant pas expliqué l'existence d'un sceau portant le nom de Manouël Laskaris sur l'acte de Lavra.

32. *Lavra* III, n° 136, l. 164-171 (verso). Les éditeurs de l'acte considèrent que les deux signataires du verso pourraient être les mêmes personnes que ceux mentionnés au recto : Dèmètrios Palaiologos serait le collègue de Manouël Laskaris, et *mégas droungarios* serait le titre de ce dernier. Toutefois, rien de cela n'est sûr et il faudrait se demander alors pourquoi Manouël Laskaris aurait signé le recto de son nom de famille et le verso simplement de son titre.

Les archives de Lavra ont également conservé un *praktikon* daté de 1361 et délivré par le *mégas stratopédarchès* Géorgios Synadénos Astras au sujet des biens du monastère situés à Lemnos³³. Toutefois, il ne s'agit pas là d'un recensement : Astras déclare simplement avoir agi à la demande des moines et « au nom de l'empereur »³⁴, mais il ne mentionne aucun ordre impérial lui enjoignant de procéder à la vérification de la rente fiscale de chaque propriétaire. Astras aura simplement délivré ce *praktikon* pour le monastère de Lavra en tant que gouverneur de l'île.

Un an plus tard, le 4 juillet 1362, Jean V promulgua deux chrysobulles relatifs aux biens des Athonites à Lemnos qui pourraient cette fois témoigner de la présence du souverain dans l'île. Le contenu de ces actes est presque identique : l'empereur ordonnait à Astras de procéder à la mise en possession de plusieurs domaines en faveur de Vatopédi et de Lavra³⁵. Or, nous savons par la correspondance de Kydônès qu'à cette époque l'empereur, le patriarche et une partie de la cour impériale avaient quitté Constantinople en raison de la peste et qu'ils s'étaient réfugiés sur une île « loin de la capitale », dont Kydônès ne livre pas le nom³⁶. La coïncidence entre la date du départ de la cour et celle des deux chrysobulles pour Lavra et Vatopédi rend vraisemblable la possibilité d'un séjour de Jean V à Lemnos à cette époque, mais la preuve définitive manque.

Vassiliki Kravari a démontré que le recensement de Lemnos entrepris par un certain Manouël Trichas, mentionné par plusieurs documents de la fin du xiv^e siècle et de la première moitié du xv^e, eut lieu en 1368. Un *praktikon* conservé dans les archives de Vatopédi, simplement daté du mois de juillet de la sixième indiction, semble avoir été délivré à cette occasion³⁷. L'acte précise que son auteur avait reçu de l'empereur l'ordre de procéder au recensement. On ne possède aucun témoignage qui fasse allusion à un voyage de Jean V à Lemnos en 1368, mais on a vu que l'empereur s'était probablement rendu en Macédoine à cette époque, avant de partir pour l'Italie. Si tel fut bien le cas, il n'est pas impossible que Jean V ait d'abord fait escale dans cette île et ait ordonné alors la mise à jour du cadastre. Cette hypothèse est confortée par le fait que lors du voyage de retour à Constantinople en 1371, l'empereur passa effectivement quelques mois à Lemnos avant de regagner sa capitale. Kydônès dit que Jean V s'y attarda bien trop, alors qu'à Constantinople on attendait avec impatience son arrivée³⁸. Le récit de la *Vita* du patriarche bulgare

33. *Lavra* III, n° 139.

34. *Ibid.*, I, 7-8 : ἀπὸ τῆς πρὸς ἐμὲ ἐλεημοσύνης τοῦ κραταιοῦ καὶ ἁγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ βασιλέως.

35. *Vatopédi* II, n° 117, et *Lavra* III, n° 141.

36. Voir KYDÔNÈS, *Correspondance* I, n° 109 (lettre à Kônstantinos Asanès), et le commentaire de TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1/1, n° 47, en particulier p. 281. À la même époque, Iôannès Kantakouzènos (ex-empereur Jean VI) avait quitté Constantinople pour le Péloponnèse, que gouvernait son fils Manouël Kantakouzènos : cf. NICOL, *Kantakouzenos*, p. 87, n. 129.

37. C'est lors d'une communication inédite présentée au séminaire de Jacques Lefort à l'École Pratique des Hautes Études, que Vassiliki Kravari a prouvé la datation de ce recensement. On trouvera un résumé des conclusions de cette communication dans *Vatopédi* II, p. 335-336. L'acte de Manouël Trichas a été édité *ibid.*, n° 128.

38. KYDÔNÈS, *Correspondance* I, L28/T75 (lettre au *mégas domestikos* Dèmètrios Palaiologos).

Euthymios de Tirnovo suggère en outre qu'en 1371 l'empereur s'était arrêté à Lemnos pour des questions financières³⁹. S'agissait-il de collecter les impôts prélevés à la suite du recensement ordonné en 1368 ?

Quelques années plus tard, en 1375 et 1376, le *mégas chartoularios* Laskaris Métochitès déclare dans un autre acte avoir reçu de l'empereur l'ordre de procéder au recensement de la terre de Stylation (Chalcidique occidentale) et des paysans qui résidaient dans le village de Saint-Mamas, propriété de Vatopédi⁴⁰. Or, on a vu qu'un an plus tôt Jean V s'était rendu dans cette région pour en entreprendre la reconquête⁴¹.

Enfin, trois *praktika* témoignent d'un recensement général de Lemnos entre 1387 et 1388 : l'un en faveur de Vatopédi, de juin 1387⁴², un autre pour le Pantokrator, d'avril 1388⁴³, et un dernier pour Philothéou, non daté mais que l'on peut faire remonter à la même époque⁴⁴. Le collège chargé de ce recensement était formé par Phôkas Sébastopoulos, qui signe seul l'acte pour Vatopédi, et par Iôannès Prinkèps Cheilas, qui signe avec Sébastopoulos l'acte du Pantokrator. Le *praktikon* de Philothéou ne porte pas de signatures parce qu'il s'agit d'une simple copie.

Il est difficile de préciser le contexte dans lequel se produisit ce recensement. Aucune source ne témoigne d'un séjour de l'empereur Jean V à Lemnos à cette date et même si nous savons que son fils, Manuel II, fut envoyé dans cette île après avoir perdu Thessalonique au profit des Ottomans, la date du premier *praktikon*, juin 1387, est trop haute pour que Manuel ait pu ordonner ce recensement, car son arrivée dans l'île doit remonter seulement à la fin de 1387 ou au début de 1388⁴⁵.

39. Voir TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1/1, p. 26, n. 136 (avec bibliographie).

40. Voir les actes *Vatopedi* II n°s 147 et 148.

41. Un autre argument plaide en faveur d'un recensement général de la Macédoine à cette époque : la mise en œuvre du décret de « pronoïarisation » de la moitié des biens monastiques (cf. *supra*, chap. V. 3).

42. *Vatopedi* III, n° 165. Cet acte s'ouvre par une phrase qui indique que ce *praktikon* fut délivré dans le cadre d'un recensement général de l'île : « En faisant, sur l'ordre de l'empereur, le recensement de l'île de Lemnos, protégée par Dieu, et en remettant à chacun, archontes, archontopouloi, soldats, monastères et églises, parèques et autres, ce à quoi il a droit, j'ai trouvé que le monastère impérial de la Vierge sis à l'Athos et dit de Vatopédi détient dans l'île... » (θείω καὶ προσκυνητῷ ὀρισμῷ τοῦ κραταιοῦ καὶ ἀγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ βασιλέως τὴν ἀπογραφικὴν ἐξίσωσιν καὶ ἀποκατάστασιν ποιούμενος ἐν τῇ θεοσώστῳ νήσῳ Λήμνῳ καὶ ἀποκαθιστῶν καὶ ἐξισάζων τοὺς ἐν αὐτῇ ἄρχοντας, ἀρχοντόπουλα, στρατιώτας, θεία καὶ ἱερὰ μοναστήρια καὶ ἀγίους ναοὺς, παροίκους καὶ λοιποὺς ἅπαντας ἕκαστον εἰς τὸ οἰκεῖον δίκαιον, μετὰ τῶν ἄλλων εὖρον καὶ τὴν κατὰ τὸ ἅγιον ὅρος τὸν Ἄθω διακειμένην σεβασμίαν καὶ ἀγίαν βασιλικὴν μονὴν τὴν εἰς ὄνομα τιμωμένην τῆς ὑπεράγνου δεσποίνης ἡμῶν Θεοτόκου καὶ ἐπωνομαζομένην τοῦ Βατοπεδίου κεκτημένην καὶ κατέχουσιν ἐν τῇ τοιαύτῃ νήσῳ..., l. 1-4). Ce *praktikon* mentionne un acte de recensement délivré en faveur de Vatopédi par un collège constitué par les recenseurs Rômanakès, Cheilas et Disypatos (*ibid.*, l. 23-24). Ce document fut établi après le recensement de Manouël Trichas en 1368 et avant celui de Sébastopoulos-Cheilas en 1387-1388. Il pourrait donc témoigner d'un autre recensement général de l'île.

43. *Pantocrator*, n° 12.

44. *Phil. Suppl.*, n° 7. Pour la datation de cet acte, voir *supra*, p. 172, n. 240.

45. Cf. BARKER, *Manuel II*, p. 65.

En dépit des lacunes documentaires, le croisement de la chronologie des voyages de l'empereur Jean V avec les dates des actes de recensement conservés dans les archives de l'Athos révèle bien en définitive une implication directe du souverain dans les tâches de l'administration fiscale de plusieurs régions de l'Empire. Cette tendance se poursuit durant le règne de son fils Manuel II, pour lequel on a conservé davantage de sources.

2. LES VOYAGES DE L'EMPEREUR MANUEL II

Durant son règne (1391-1425), Manuel II entreprit trois voyages, lors desquels il ordonna de procéder au recensement de plusieurs provinces. Il convient néanmoins de souligner que ces trois voyages ne se produisirent pas dans des circonstances réellement comparables. Le premier fut accompli par l'empereur entre la fin de l'été 1393 et l'hiver 1393-1394, dans des conditions que rendaient particulièrement difficiles ses mauvais rapports avec le souverain ottoman Bayezid I^{er}. Les deux autres voyages furent réalisés au cours de la première moitié du xve siècle, dans un contexte politique nettement plus apaisé. Au cours de ces deux derniers voyages, Manuel II entreprit une véritable tournée d'inspection dans plusieurs régions de l'Empire : les îles du nord de l'Égée, la Macédoine (y compris le Mont Athos) et le Péloponnèse. Ce fut l'occasion pour l'empereur de consolider son autorité, d'assurer la défense des territoires et de collecter des impôts et des revenus.

Outre ces trois voyages, qui sont bien attestés, il se pourrait également que Manuel II se soit rendu à Lemnos au cours de l'année 1396, au beau milieu du siège de Constantinople, pour des raisons financières. Toutefois, comme on va le voir, les sources ne sont pas tout à fait concluantes sur ce point. Enfin, l'empereur se rendit aussi à Thessalonique après la mort de son neveu Jean VII, durant l'hiver 1408-1409, pour installer son fils le despote Andronikos Palaiologos à la tête de cette ville et de sa région. À cette occasion, il s'occupa aussi de questions fiscales.

Le voyage de Manuel II à Serrès au cours de l'hiver 1393-1394 :
un recensement de l'île de Lemnos et la question d'un retour
à Lemnos en 1396

Un acte fiscal daté du 28 novembre 1394 met le monastère du Pantokratôr en possession de plusieurs biens situés dans l'île de Lemnos⁴⁶. L'acte fut établi par un collège de trois recenseurs, Phôkas Sébastopoulos, déjà mentionné, Alexios Iagoupès et Géôrgios Théologitès. Tous trois déclarent avoir agi sur l'ordre de l'empereur Manuel II qui, s'étant « récemment rendu dans l'île »⁴⁷, leur avait ordonné de procéder au recensement de « toute l'île »⁴⁸.

46. *Pantocrator*, n° 20.

47. *Ibid.*, l. 21 : καὶ νῦν δὲ τοῦ κραταιοῦ καὶ ἀγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ βασιλέως ἐπιδημήσαντος ἐν τῇ νήσῳ.

48. *Ibid.*, l. 25-26 : ἔχοντας μὲν θεῖον ὀρισμὸν τῆς ἀγίας βασιλείας αὐτοῦ τηρῆσαι τὴν ἀπογραφικὴν ἐξίσωσιν τοῦ ὅλου νησίου.

Il s'agit là de la seule mention d'un séjour de Manuel II à Lemnos à cette époque. Toutefois, elle suffit à faire penser que deux chrysobulles de cet empereur, datés respectivement d'août 1393⁴⁹ et de janvier 1394⁵⁰, et confirmant les droits de possession des moines du Pantokratôr sur leurs biens à Lemnos, en Macédoine et à Thasos, sont sans doute à mettre en rapport avec ce voyage. Le laps de temps entre les dates de ces deux chrysobulles (août 1393-janvier 1394) ne signifie pas que l'empereur ait séjourné tant de temps dans l'île, mais il peut s'expliquer par le contexte politique.

À cette époque, Bayezid I^{er} avait convoqué ses vassaux, dont l'empereur byzantin, pour une réunion dans la ville de Serrès, au cours de laquelle il se livra à une démonstration de force dans le but de les terroriser⁵¹. La date de cette rencontre n'est pas encore parfaitement établie, car les sources qui l'évoquent – l'*Oraison funèbre* rédigée par Manuel II en l'honneur de son frère Théodôros et la chronique de Chalkokondylès – ne fournissent aucun élément permettant de la préciser. Sur la base de la chronologie de quelques autres événements de l'époque, Loenertz a proposé de placer cette réunion aux alentours de l'hiver 1393-1394⁵². À mon avis, les dates de ces deux chrysobulles (août 1393-janvier 1394) marquent les limites chronologiques extrêmes du voyage de Manuel II à Serrès. L'empereur serait arrivé à Lemnos à la fin de l'été 1393 et il aurait été de retour dans cette île, revenant de Serrès, en janvier 1394, avant de regagner sa capitale, dans laquelle il se trouvait en avril de la même année⁵³.

À cette époque, la voie maritime était devenue pour les Byzantins le moyen le plus rapide et le plus sûr pour se rendre de Constantinople en Macédoine, car l'essentiel de l'arrière-pays était déjà aux mains des Ottomans. Sur cette route maritime, l'île de Lemnos constituait une halte habituelle⁵⁴. De plus, un passage de l'*Oraison funèbre* confirme que Manuel II avait bien employé des navires pour se rendre en Macédoine. Cette source précise en effet que Bayezid I^{er} avait ordonné la mutilation « des marins » qui accompagnaient l'empereur byzantin à Serrès⁵⁵.

Il convient enfin de signaler deux autres indices qui suggèrent un séjour de Manuel II à Lemnos à cette époque : d'une part le fait que les deux chrysobulles délivrés par Manuel II en 1393 et 1394 comportent certaines « anomalies diplomatiques » pourrait s'expliquer si ces actes avaient été rédigés loin de la chancellerie

49. *Ibid.*, n° 15.

50. *Ibid.*, n° 16.

51. Sur cet épisode, voir *supra*, p. 286.

52. LOENERTZ, Pour l'histoire du Péloponnèse, p. 174.

53. BARKER, *Manuel II*, p. 123-124.

54. Par exemple, quelques décennies plus tard, en novembre 1437, l'empereur Jean VIII et sa suite s'arrêtèrent à Lemnos, alors qu'ils s'apprêtaient à se rendre en Italie afin de participer au concile de Ferrare-Florence : SYROPOULOS, p. 542.

55. MANUEL II, *Oraison funèbre*, p. 141¹⁵⁻¹⁹ : ἦν ταυτί· καὶ ὁ Αἰθίοψ τὴν ψυχὴν οὐκ ἐδύνατο τὴν μελανίαν ἀπονίψασθαι, ἀλλὰ πρῶτον ἐξεμέσας τὴν ὀργὴν δι' ὧν εἰς τοὺς ἡμετέρους ἐξύβρισεν, ἐκκόψας μὲν ὀφθαλμοὺς ἐκ τοῦ ναυτικοῦ, ἀποκόψας δὲ χεῖρας καὶ πολλὰ τισι τῶν ἐν τέλει ἐπαγαγὼν εἰς αἰσχύνην.

impériale⁵⁶ ; d'autre part, l'offre de vente de Lemnos que Manuel II fit à la république de Venise en juillet 1394⁵⁷ est peut-être intervenue après une visite de l'île et l'évaluation directe de ses capacités de résistance aux attaques de l'ennemi.

Le fait que, deux ans plus tard, en janvier 1396, Manuel II ait délivré un nouveau chrysobulle relatif aux biens du Pantokrator à Lemnos pourrait indiquer un retour du souverain dans l'île à cette époque⁵⁸. Cet acte comporte en effet les mêmes anomalies diplomatiques que les chrysobulles de 1393 et 1394. D'autres sources contemporaines peuvent aussi suggérer la présence de l'empereur à Lemnos : un acte d'avril 1396 déclare que le patriarche Antônios IV avait reçu l'ordre de l'empereur d'enquêter sur une affaire qui avait eu lieu à Lemnos⁵⁹. En avril 1397, le sénat de Venise répondait à l'empereur au sujet d'une nouvelle offre de vente de Lemnos et d'Imbros⁶⁰. Enfin, rappelons qu'au début 1396, la pression des troupes ottomanes sur Constantinople s'était considérablement relâchée, en raison de l'avancée des troupes croisées par le Danube, ce qui aurait pu permettre au souverain byzantin de quitter momentanément la capitale et d'effectuer un bref séjour dans cette île du nord de l'Égée⁶¹.

Une première tournée d'inspection de l'Empire : le voyage de 1406-1407

Après la récupération d'un nombre important de territoires au début du xv^e siècle, l'empereur Manuel II entreprit deux longues tournées d'inspection dans plusieurs provinces de l'Empire. Le premier de ces voyages eut lieu dans les années 1406-1407, mais il est resté peu connu des historiens⁶². Le second, mieux attesté, date des années 1414-1415. Lors de ces deux voyages, l'empereur consolida l'appareil

56. Il s'agit d'une part des trois *logoi* du texte qui sont écrits de la main de l'empereur (identiques à la fin du mot *Palaiologos* de la signature) et d'autre part du mot *kratos* qui ne figure pas comme il se devrait au début de la dernière ligne : cf. *Pantocrator*, p. 121 et 126 (rubrique « diplomatique »). Ces anomalies ne permettent pas de mettre en doute l'authenticité de ces actes. Pour un cas semblable, voir Ch. KRAUS, *Die kaiserlichen Privilegienurkunden für Patmos (1321-1331)*, *BZ* 91, 1998, p. 359-378, qui explique ainsi les « anomalies diplomatiques » de deux chrysobulles délivrés par Andronic III : cet empereur n'avait pas une véritable chancellerie avant d'occuper le trône de son grand-père et il se déplaçait constamment.
57. ASV, Senato, *Secreta Consilii Rogatorum*, E, fol. 93v ; voir aussi THIRIET, *Régestes*, t. 1, n° 860, p. 203-204.
58. *Pantocrator*, n° 21.
59. MM II, n° 503, p. 267-269 ; voir aussi DARROUZÈS, *Régestes* VI, n° 3023, p. 285-286.
60. ASV, Senato, *Secreta Consilium rogatorum*, reg. E, fol. 146r-147v ; voir aussi THIRIET, *Régestes*, t. 1, n° 932, p. 218. À cette époque, Manuel II ordonna l'érection d'Imbros en archevêché (MM II, n° 508, p. 272-273). DARROUZÈS, *Régestes* VI, n° 3034, p. 297, a noté que « la création de l'archevêché était peut-être une précaution pour assurer une présence de la hiérarchie orthodoxe », au cas où l'île aurait finalement été cédée aux Vénitiens.
61. Sur les phases du siège de Constantinople par les Ottomans, voir *supra*, p. 287-290.
62. L'historiographie parle certes d'un voyage de l'empereur Manuel II dans le Péloponnèse avant son périple de 1414-1415, mais elle hésite à le dater de la fin 1407 (Loenertz, Djurić) ou de la seconde moitié de 1408 (Barker). Les deux chronologies sont en fait erronées.

défensif des campagnes, ordonna la mise à jour du cadastre et profita également de son passage pour soumettre une rébellion dans le Péloponnèse. De plus, le souverain mit aussi ses séjours à profit pour résoudre quelques conflits juridiques, car il était à chaque fois accompagné par deux juges généraux des Romains.

Lors de son premier voyage, l'empereur dut quitter Constantinople vers la fin de l'été 1406⁶³ : le 20 octobre, il se trouvait déjà à Lemnos, comme le montre un acte des archives de l'Athos. Il s'agit d'un *prostagma* que Manuel II délivra, à la demande de sa femme Héléne Dragasès et du cousin de celle-ci, le despote serbe Stefan Lazarević, en faveur du monastère de Saint-Pantéléemôn, par lequel il accordait aux moines de ce couvent une parcelle de terre située dans l'île⁶⁴. Un passage de l'acte indique explicitement que Manuel II se trouvait à l'époque à Lemnos puisqu'il emploie l'adverbe αὐτόθι, c'est-à-dire « ici même », en faisant allusion à l'endroit où était située la terre donnée aux moines⁶⁵.

En plus de cette donation à Saint-Pantéléemôn, l'empereur profita aussi de son séjour à Lemnos pour ordonner le recensement de l'île. L'acte de juin 1407, par lequel trois recenseurs du fisc mettaient le monastère de Saint-Pantéléemôn en possession de la terre donnée par Manuel II, parle en effet d'un recensement général de la région⁶⁶. Il s'agit là de la seule mention à ce sujet, car aucun autre *praktikon* ou acte de mise en possession n'a été conservé pour la période.

Le manque de sources rend difficile de reconstituer avec précision la chronologie du voyage impérial. Toutefois, deux autres actes athonites, datés de la période 1406-1407, fournissent des indices qui peuvent nous aider à reconstituer les autres étapes de cette tournée dans la région du nord de l'Égée. Le premier est un chrysobulle daté de juin 1406, c'est-à-dire quelques mois avant l'acte de Saint-Pantéléemôn, que l'empereur délivra en faveur de l'ensemble de la communauté monastique de l'Athos. Il s'agit d'un acte ayant valeur de *typikon*, par lequel il prescrit les nouvelles règles qui devaient régir la vie des moines de la Sainte Montagne⁶⁷. Un document de cette importance pourrait suggérer l'existence à cette époque d'une rencontre entre le souverain et le *prôtos*, qui était le plus haut représentant de la communauté

63. L'empereur dût attendre le renouvellement de la trêve avec Venise pour quitter sa capitale. Il signa le traité le 22 mai 1406 *in magnificate civitate nostra Constantinopolitana, in palatio nostro Dei custodito, in quo ad presens habitamus, in camera nostra cubicularia* (*Diplomatarium* II, p. 301-302).

64. *Saint-Pantéléemôn*, n° 16.

65. *Ibid.*, p. 4-5 : καὶ ὑξίωσαν καὶ παρεκάλεσαν με καὶ οἱ δύο [c'est-à-dire Héléne Dragasès et Stefan Lazarević] ἵνα εὐεργετήσω πρὸς αὐτὸ καὶ ἔχη αὐτόθι εἰς τὴν Λῆμνον γῆν ζευγαρίων τριῶν. Les éditeurs de l'acte, P. Lemerle et G. Dagron, ont traduit l'adverbe αὐτόθι par « auprès des recenseurs », rejetant la possibilité qu'il trahisse la présence de Manuel II dans l'île : « [L'expression] ne doit pas être comprise comme indiquant qu'en octobre 1406 Manuel II se trouve à Lemnos (où il avait autrefois résidé comme exilé), mais plutôt au sens de κοντὰ σὲ σᾶς, στὴ περιοχὴ σας (les fonctionnaires à qui l'acte s'adresse) » (*ibid.*, p. 119). L'adverbe αὐτόθι peut certes signifier « là-bas » (voir par exemple *Vatopédi* III, n° 173), mais cette acception n'est pas habituelle. Dans le cas de l'acte de Saint-Pantéléemôn, il n'y a pas de raisons pour préférer ce sens rare du terme à celui, plus fréquent, d'« ici même ».

66. *Saint-Pantéléemôn*, n° 17, l. 9 : διὰ τὸ εὐρίσκεσθαι ἡμᾶς εἰς πᾶσαν τὴν ἀπογραφικὴν ἐξισότητᾶ καὶ ἀποκατάστασιν τοῦ νησίου τοῦδε παντός.

67. *Prôtaton*, n° 13.

monastique⁶⁸. Or ce dernier est en effet attesté à Karyes, la capitale de l'Athos à cette époque, par deux actes qui datent d'avril et d'août 1406⁶⁹. L'hypothèse d'un séjour de l'empereur à l'Athos à cette date est également renforcée par la proximité géographique entre la presqu'île monastique et l'île de Lemnos, dans laquelle on a vu qu'il se trouvait assurément au mois d'octobre 1406.

Un autre acte, cette fois un peu plus tardif, de juin 1407, pourrait témoigner du passage de l'empereur dans l'île d'Imbros, située elle aussi à proximité de Lemnos. Cet acte est une décision de deux juges généraux des Romains, Géorgios Oinaiôtès et Eustathios, métropolitain de Berroia, concernant un litige qui opposait le monastère de Lavra à la métropole d'Imbros au sujet de la possession d'une icône⁷⁰. Certes, l'acte ne mentionne pas l'empereur Manuel II, mais d'autres sources contemporaines montrent que ces deux juges étaient partis de Constantinople à cette époque et avaient accompagné l'empereur Manuel II dans un voyage jusqu'au Péloponnèse. Paul Lemerle est d'un avis différent quant à la présence de ces deux juges généraux dans l'île d'Imbros, car il pense que l'affaire fut jugée dans la capitale de l'Empire⁷¹. Toutefois, on verra dans les pages qui suivent que les juges généraux des Romains avaient l'habitude de se déplacer pour juger les affaires locales et accompagnaient souvent les empereurs byzantins dans leurs déplacements.

La source qui permet de prouver que ces juges généraux suivaient Manuel II dans ses déplacements est la correspondance de l'érudit Iôannès Chortasménos (ca 1370-1436/7). Vers 1407 (pour la date, voir *infra*), Chortasménos adressa plusieurs lettres à un médecin appelé Dèmètrios Pépagôménos qui se trouvait à l'époque dans le Péloponnèse en qualité de secrétaire auprès de l'empereur Manuel II. D'après ces lettres, Pépagôménos était accompagné par Eustathios, métropolitain de Berroia, l'un des deux juges généraux des Romains qui délivrèrent l'acte de Lavra de juin 1407. Chortasménos dit que Pépagôménos et Eustathios s'étaient rendus jusqu'à Athènes, peut-être en mission diplomatique⁷². La présence d'Eustathios de Berroia dans le Péloponnèse vers 1407 impliquerait sans doute aussi celle de l'autre juge général des Romains, Géorgios Oinaiôtès.

Comme c'est le cas de la plupart des correspondances byzantines, les lettres de Chortasménos ne sont pas datées, ce qui rend difficile leur utilisation par l'historien. Sur ce point, le travail d'édition et de commentaire conduit par Herbert Hunger, par ailleurs souvent très utile, n'aide pas beaucoup parce qu'il comporte de nombreuses erreurs concernant la chronologie générale. Hunger a en effet daté ces lettres à Pépagôménos de la période 1415-1416, c'est-à-dire du temps du deuxième voyage de Manuel II dans le Péloponnèse, mais les arguments sur lesquels il appuie

68. À la différence des autres *typika* pour le Mont Athos, cet acte de Manuel II est qualifié de chrysobulle et contient les éléments caractéristiques de ce type d'acte, à savoir l'écriture à l'encre rouge de plusieurs termes de reconnaissance : les *logoï*, la date et la signature impériale.

69. *Vatopédi* III, n°s 193 (avril 1406) et 195 (août 1406). Ce dernier acte atteste également la présence au Prôtaton à cette époque de l'higoumène et du prohigoumène de Vatopédi (*ibid.*, l. 25-26).

70. *Lavra* III, n° 160.

71. LEMERLE, *Le tribunal impérial*, p. 314.

72. CHORTASMÉNOS, n°s 43, 44, 47 et 48. Sur Dèmètrios Pépagôménos, voir *infra*, n. 78.

son raisonnement ne sont guère concluants⁷³. On peut surtout lui reprocher de ne pas avoir entrepris une étude codicologique du manuscrit qui contient la correspondance de l'érudit (*Vindob. Suppl. gr.* 75), d'autant plus que la partie qui nous concerne est de la main même de Chortasménos. Ce travail a été réalisé et publié, quelques années après l'édition de la correspondance, par Paul Canart et Giancarlo Prato, dans un ouvrage dirigé précisément par Hunger⁷⁴. D'après cette étude, le relevé des filigranes montre que les folios correspondant aux lettres envoyées à Pépagôménos datent de la période 1403-1408⁷⁵. On notera également que la dernière pièce de cette correspondance est un « bulletin de santé » (aux ff. 270^{r-v}) qui porte la date de 1407⁷⁶, ce qui peut fournir un *terminus ante quem*, plus ou moins précis, pour la date d'achèvement de cette partie du manuscrit.

La prosopographie ne s'oppose pas à cette datation plus haute des lettres de Chortasménos, contrairement à ce qu'avait écrit Hunger, puisque Dèmétrios Pépagôménos, le destinataire des lettres, n'est pas nécessairement la même personne que l'homonyme qui est attesté un quart de siècle plus tard comme correspondant de Bessarion et de Iôannès Eugénikos. Il n'est pas non plus l'auteur de la monodie en l'honneur de Cleofa (en grec Kléopè) Malatesta, épouse du despote Théodôros [II] Palaiologos, disparue en 1433⁷⁷. En revanche, il doit certainement être identifié à un Pépagôménos mentionné par Mazaris dans le *Voyage aux Enfers*, qui est qualifié de médecin et mourut avant 1414⁷⁸.

73. Voir CHORTASMÉNOS, p. 113-117.

74. P. CANART, G. PRATO, Les recueils organisés par Jean Chortasmenos et le problème de ses autographes, dans *Studien zum Patriarchatsregister von Konstantinopel*, éd. H. HUNGER, Vienne 1981, p. 115-178.

75. Les filigranes de la partie IX (fol. 175-302) du *Vind. suppl. gr.* 75, dans laquelle est contenue la correspondance de Chortasménos, orientent vers une date aux alentours de 1408. Les lettres adressées à Pépagôménos sont copiées aux folios 257v-260v et celles adressées à Manuel II « au Péloponnèse » aux folios 260v-261v. L'examen du manuscrit révèle deux types de filigranes pour cette partie : Vi 15 (tête de cerf de profil) et Vi 4 (ciseaux). Vi 15 est identique au filigrane U 5, repéré dans le cod. *Vat. Urb. gr.* 80, un autre recueil organisé par Chortasménos. Selon Canart et Prato, ce filigrane « serait de 1403 » (*ibid.*, p. 153). Vi 4 apparaît aussi sur les folios 21-28 du *Vind. suppl. gr.* 75, contenant une copie inachevée des cycles solaire et lunaire d'Isaak Argyros. Selon Canart et Prato, Vi 4 est très proche de U 11 (employé dans le *Vat. Urb. gr.* 80 aux fol. 30-35), qui est identique à Harlfinger ciseaux 7, datable de 1404 : CANART, PRATO, Les recueils organisés par Jean Chortasménos (cité note précédente), p. 120-121 et 137. De plus, les autres filigranes de cette partie du *Vind. suppl. gr.* 75 correspondant aux lettres et aux discours de Chortasménos favorisent une chronologie antérieure à 1410 : le filigrane Vi 16 (tour), repéré aux fol. 289-294, 295-302 en partie et 298-299, est attesté en 1408 (*ibid.* p. 153). Le filigrane Vi 13 (tenaille ou pince), repéré aux fol. 175-182, qui contiennent la monodie sur Théodôros Antiochitès et une partie du discours en forme de lettre à Atouémès, est très proche de G. PICCARD, *Wasserzeichen Werkzeug und Waffen*. t. 1, Stuttgart 1980, p. 246-247, attesté à Venise en 1405 (cf. aussi CANART, PRATO, Les recueils organisés par Jean Chortasménos, *op. cit.*, p. 124).

76. CHORTASMÉNOS, n° 52, p. 208-209.

77. Voir G. SCHMALZBAUER, Eine unedierte Monodie auf Kleope Palaiologina von Demetrios Pepagomenos, *JÖB* 20, 1971, p. 223-240.

78. MAZARIS, p. 34²⁶ (ὁ καλὸς καγαθὸς Πεπαγωμένος ἐκεῖνος) et 38²² (à propos de son fils aîné, surnomé Sauromatès). Sur Dèmétrios Pépagôménos dans Mazaris, voir R. WALTHER, Zur Hadesfahrt des Mazaris. *JÖB* 25, 1976, p. 195-206, ici p. 205 (avec bibliographie).

Outre la correspondance de Chortasménos, l'arrivée de Manuel II au Péloponnèse est attestée par d'autres sources. Une chronique brève dit que l'empereur s'était rendu dans la ville de Corinthe durant l'année byzantine 6916, c'est-à-dire entre septembre 1407 et août 1408⁷⁹, ce qui fournit encore un autre repère chronologique. Les autres sources (la plupart narratives) disent simplement que l'empereur s'est rendu dans le Péloponnèse avant son voyage de 1414, mais elles ne fournissent pas d'indications précises quant à la chronologie⁸⁰.

Le retour de l'empereur à Constantinople peut être daté grâce à un acte du 23 octobre 1407, un sauf-conduit adressé au roi d'Aragon, Martin I^{er}, en faveur de l'ambassadeur byzantin Manouël Chrysolôras, qui témoigne de la présence de l'empereur Manuel II dans la capitale de l'Empire. L'acte fut *datum in Constantinopoli die XXIII octubri prime indictione*⁸¹.

Ce Dèmétrios Pépagôménos est sans doute le copiste du cod. *Par. gr.* 2256, contenant des œuvres médicales : *Repertorium der griechischen Kopisten 800-1600*. II, *Handschriften aus Bibliotheken Frankreichs und Nachträge zu den Bibliotheken Großbritanniens*, éd. E. GAMILLSCHEG, D. HARLFINGER et H. HUNGER, Vienne 1989 (Veröffentlichungen der Kommission für Byzantinistik 3/2), n° 133.

79. SCHREINER, *Kleinchroniken* I, n° 33/24. Schreiner date le séjour de Manuel II à Corinthe de « ca. Nov. 1407 » (*ibid.* II, p. 387-388), parce qu'il pense que l'empereur a quitté Constantinople vers la fin octobre 1407, en raison d'un acte du 23 octobre de la même année qui atteste sa présence dans la capitale (voir n. 81). Ce point de vue est partagé par la plupart des historiens qui considèrent que le séjour dans le Péloponnèse doit dater de l'hiver 1407-1408 (voir par exemple la notice de LOENERTZ, Joseph Bryennios, p. 24, n. 2). Outre l'acte du 23 octobre, ils s'appuient aussi sur le contenu de deux documents vénitiens du début décembre 1407 qui semblent indiquer que l'empereur se trouvait à cette date dans le Péloponnèse (sur le contenu de ces deux actes, voir *infra*, n. 87). Ils concernent la demande présentée au sénat par un ambassadeur byzantin afin que l'empereur puisse rentrer à Constantinople depuis le Péloponnèse à bord d'un navire vénitien. Cette requête implique certes que Manuel II avait envoyé cet ambassadeur lorsqu'il se trouvait dans le Péloponnèse (ce qui est confirmé par le reste du contenu de ces deux documents qui touchent des questions relatives aux affaires internes de cette région). Toutefois, il faut prendre en compte le temps nécessaire pour que l'ambassadeur arrive à Venise et pour que les membres du sénat délivrent leur réponse. En réalité, ces deux décisions du sénat prises début décembre 1407 suggèrent que l'empereur Manuel II dut dépêcher son ambassadeur au moins un mois auparavant, voire plus tôt encore. Dans ces circonstances, il est impossible que Manuel soit parti de Constantinople après le 23 octobre 1407, car il faut compter aussi une quinzaine de jours pour faire le voyage entre la capitale de l'Empire et le Péloponnèse. Une autre explication s'impose donc : peu de temps après avoir envoyé cette ambassade à Venise, l'empereur aura trouvé un autre moyen de transport pour rentrer à Constantinople, mais l'ambassadeur n'en était pas encore informé lorsqu'il présenta sa requête au sénat.

80. Quatre sources narratives parlent de ce voyage de Manuel II dans le Péloponnèse : 1) la chronique de CHALKOKONDYLÈS I, p. 202-203 (sur ce passage, voir SCHREINER, *Chronologische Untersuchungen*, p. 291) ; 2) une lettre de Manuel II au futur patriarche Euthymios : MANUEL II, *Lettres*, n° 51, p. 145-147 ; 3) le panégyrique d'Isidôros de Kiev en l'honneur des empereurs Manuel II et Jean VIII : *LPP* III, p. 164 ; et 4) deux lettres de Iôseph Bryennios datant de la période 1407-1408 (d'après l'étude codicologique du manuscrit), mais qui parlent simplement d'une absence prolongée de l'empereur de la capitale : LOENERTZ, Joseph Bryennios, nos 12 et 14, p. 24-25.

81. Cet acte est édité par CIRAC ESTOPAÑAN, *La unión*, p. 115-116, pl. X, fig. 13. Voir aussi O. KRESTEN, *Correctiunculae zu Auslandsschrieben byzantinischer Kaiser des 15. Jahrhunderts*, *Römische historische Mitteilungen* 41, 1999, p. 267-312.

Reconstitution hypothétique du voyage de Manuel II en 1406-1407

Juin	1406	Mont Athos
Octobre	1406	île de Lemnos
Juin	1407	île d'Imbros
Juillet-octobre	1407	Péloponnèse
Octobre	1407	retour à Constantinople

L'arrivée de Manuel II dans le Péloponnèse aurait donc suivi d'à peine quelques mois la mort de son frère, le despote Théodôros, en juin 1407. Il se peut d'ailleurs que l'empereur ait décidé de se rendre au Péloponnèse de manière inopinée, juste après avoir appris la nouvelle du décès de son frère⁸². Quoi qu'il en soit, la présence de Manuel II dans cette région permit d'assurer, outre le règlement de la question de la succession de Théodôros⁸³, la consolidation de l'autorité impériale après une victoire sur les archontes locaux qui s'étaient à nouveau révoltés⁸⁴. Manuel dut également consacrer quelques efforts à la reconstruction de l'Hexamilion⁸⁵ et, à ce sujet, il demanda à Venise de contribuer financièrement aux travaux *ad factum Clausure et Eximiglia, pro securitate principatus et paesii Amoree*. Lors d'une ambassade qu'il dépêcha auprès des autorités vénitiennes depuis le Péloponnèse, il sollicita des

82. Pour la date de la mort du despote Théodôros, voir SCHREINER, *Kleinchroniken* II, p. 387. Le contenu du panégyrique rédigé par le métropolite Isidôros de Kiev en l'honneur des empereurs Manuel II et Jean VIII pourrait suggérer que la descente de l'empereur dans le Péloponnèse ne fut décidée qu'à la dernière minute, après l'annonce du décès de son frère, vers juin 1407. Toutefois, le style extrêmement rhétorique de ce texte ne permet pas d'en tirer des conclusions définitives. Cette source dit aussi que ce fut à cette occasion que l'empereur composa l'*Oraison funèbre* à la mémoire de son frère : *LPP* III, p. 164²³⁻³³.
83. À la mort de son frère Théodôros, Manuel II désigne son propre fils le despote Théodôros pour lui succéder à la tête du Péloponnèse. BARKER, *Manuel II*, p. 273, pense que Manuel avait envoyé son fils Théodôros dans le Péloponnèse dès 1405, en raison du contenu d'un acte vénitien de la même année d'après lequel l'empereur aurait sollicité des Vénitiens le moyen de se rendre, lui et sa famille, dans ses possessions du Péloponnèse. Cette analyse de l'acte est néanmoins inexacte. Elle est due au mauvais résumé fourni par THIRIET, *Régestes*, t. 2, n° 1176, p. 71. La consultation de l'original conservé à l'ASV, Senato, *Misti*, reg. 46, fol. 166r-166v, permet de constater que l'acte ne parle pas d'un voyage de la famille impériale en Morée, mais simplement de la possibilité de chercher refuge dans les possessions vénitiennes du Péloponnèse dans l'éventualité où Constantinople tomberait aux mains de Tamerlan. Cela dit, je crois juste l'intuition de Barker lorsqu'il suggère de dater de 1405 l'arrivée du despote Théodôros dans le Péloponnèse. Cet événement pourrait être lié à l'octroi d'un chrysobulle en faveur de la métropole de Monemvasie, accordant à celle-ci le village d'Hélikobounon, avec sa tour et son territoire (MM V, p. 168-170 ; voir aussi KALLIGAS, *Byzantine Monemvasia*, p. 159-160). De plus, Chalkokondylès dit que le jeune Théodôros avait été éduqué par son oncle, le gouverneur du Péloponnèse, avant que ce dernier ne meure (CHALKOKONDYLÈS I, p. 202²³⁻²⁴).
84. Voir la lettre de Manuel II au futur patriarche Euthymios : MANUEL II, *Lettres*, n° 51, p. 144-147, dans laquelle l'empereur fait allusion aux conflits internes dans le Péloponnèse (τὸ πρὸς ἀλλήλους διαμάχεσθαι, *ibid.*, p. 147¹¹⁻¹²).
85. Sur la construction de l'Hexamilion, voir *supra*, p. 349-352.

Italiens la restitution du port de Nauplie et de la forteresse d'Astrakè⁸⁶. La réponse du sénat vénitien fut, bien évidemment, négative⁸⁷.

Le séjour de Manuel II à Thessalonique durant l'hiver 1408-1409

En septembre 1408 mourut l'empereur Jean VII, neveu de Manuel II, qui gouvernait Thessalonique et sa région depuis 1403⁸⁸. Quelques mois plus tard, Manuel voyagea jusqu'en Macédoine pour installer son propre fils, le despote Andronikos Palaiologos, à la tête de cette région. Comme ce dernier était à l'époque encore mineur, Manuel II chargea en outre son serviteur Dèmétrios Laskaris Léontarès de la tutelle⁸⁹.

Manuel II profita de son séjour à Thessalonique durant l'hiver 1408-1409 pour régler des questions relatives au statut fiscal de la Macédoine⁹⁰. Rappelons que pendant le règne de Jean VII (1403-1408), cette région avait bénéficié d'une certaine autonomie à l'égard de Constantinople. Manuel ordonna donc la mise à jour du cadastre et enjoignit au collège formé par Paulos Gazès et Géôrgios Prinkèps de procéder à un nouveau recensement de la région⁹¹. À cette époque, il délivra aussi un nouvel acte pour tous les monastères de l'Athos, dans lequel il stipulait les conditions fiscales s'appliquant aux biens des moines⁹². Dans cet important document,

86. On a déjà parlé de cette ambassade byzantine à Venise fin 1407, à propos de laquelle on conserve deux actes vénitiens du début décembre 1407 contenant la réponse du sénat (voir note suivante). Cette ambassade fut envoyée par Manuel II depuis le Péloponnèse, d'après moi avant la fin octobre 1407 (je rappelle que le 23 octobre Manuel est attesté à Constantinople : cf. *supra*). La plupart des historiens ont considéré que l'ambassadeur en question, dont les actes taisent le nom, était Manouël Chrysolôras, mais celui-ci – on l'a vu – était parti de Constantinople après le 23 octobre.

87. Il s'agit de deux délibérations du sénat, la première du 8 décembre 1407 est une réponse ordinaire : ASV, Senato, *Misti*, reg. 47, fol. 155r (éd. IORGA, *Notes et extraits*, t. 1, p. 159-160 ; voir aussi THIRIET, *Régestes*, t. 2, n° 1290, p. 74-75). La seconde est une délibération secrète du 13 décembre 1407, autorisant l'empereur Manuel à embarquer sur l'un des navires de la république pour rentrer à Constantinople : ASV, Senato, *Secreta*, registro 3, fol. 84r ; édition partielle par IORGA, *Notes et extraits*, t. 1, p. 160 ; voir aussi THIRIET, *Régestes*, t. 2, n° 1291, p. 75, qui donne un résumé inexact du contenu de l'acte.

88. Cf. *supra*, p. 324-327.

89. BARKER, *Manuel II*, p. 275, n. 132, considère que l'empereur s'était directement rendu en Macédoine depuis le Péloponnèse. Barker date le début du voyage au Péloponnèse de la fin de l'été 1408, car le 20 juillet 1408 Manuel II est attesté à Constantinople. Il croit qu'après avoir séjourné quelques mois dans le Péloponnèse, il se serait rendu à Thessalonique, dès qu'il reçut la nouvelle de la mort de Jean VII. Cette hypothèse est néanmoins peu convaincante, comme l'a montré DJURIĆ, *Le crépuscule*, p. 132, n. 1.

90. I. Polemis a daté un *encomium* anonyme en l'honneur de Manuel II, qu'il a attribué à Makarios Makrès, de la période du séjour de ce souverain à Thessalonique. Cet *encomium* dit que l'empereur avait délivré Thessalonique des dangers qui pesaient sur la ville : cf. POLEMIS, *Two Praises*, p. 700.

91. On a conservé trois *praktika* qui datent de cette époque : *Vatopédi* III, n° 200 (avril 1409), *Lavra* III, n° 161 (avril 1409), et *Docheiariou*, n° 53 (mai 1409), ainsi qu'un acte fiscal, *Dionysiou*, n° 11 (juillet 1409).

92. *Vatopédi* III, n° 199.

daté de décembre 1408, l'empereur rappelait les circonstances qui l'avaient contraint à prendre des mesures extraordinaires, comme la confiscation de la moitié des biens monastiques et/ou le prélèvement de certaines taxes nouvelles. Manuel faisait observer aux moines que la situation politique ne s'était guère améliorée, ce qui avait obligé l'État à prolonger la durée de ces mesures, pour la sécurité de tous⁹³. Il consentit néanmoins à leur accorder quelques franchises et privilèges et il promulgua quelques ordonnances en faveur de certains monastères⁹⁴.

Une deuxième tournée d'inspection de l'Empire : le voyage de 1414-1416

Le 25 juillet 1414, Manuel II quitta Constantinople à la tête d'une flotte composée d'un grand navire de guerre et de cinq trières. L'objectif de cette expédition était de reprendre l'île de Thasos qui était tombée au pouvoir du Génois Giorgio Gattilusio. L'empereur mit le siège devant la forteresse de Thasos et, après quelques mois de blocus, réussit à s'en emparer⁹⁵.

De l'époque de la campagne de Thasos datent deux chrysobulles délivrés par Manuel II en faveur du monastère de Vatopédi⁹⁶. Par le premier, l'empereur accordait à ce monastère la possession d'un domaine pris sur la terre impériale de Chaoulè à Lemnos⁹⁷. Par le second, il prenait des dispositions relatives à l'héritage de l'aristocrate Andronikos Philanthrôpènos, serviteur impérial, qui était mort alors qu'il se rendait à l'Athos pour s'y faire moine⁹⁸. Dans les deux cas, l'empereur avait réussi à collecter de l'argent pour renflouer le trésor impérial (*bestiarion*) « qui se trouvait

93. Le contenu de cet acte a déjà été évoqué, en particulier à propos du décret de « pronoïarisation » des biens monastiques. Sur les autres mesures fiscales entreprises par l'État byzantin à cette époque en Macédoine, voir *infra*, chap. XI. 4.

94. Voir *Docheiariou*, n° 52.

95. Sur cette expédition, voir les deux lettres que l'empereur Manuel II adressa à Giorgio Gattilusio : MANUEL II, *Lettres*, n°s 58 et 59, p. 164-167 ; voir aussi BARKER, *Manuel II*, p. 299, n. 11. Giorgio Gattilusio n'était pas le fils bâtard de Francesco II, seigneur de Lesbos (1384-1403), comme on l'a longtemps cru, mais celui de son père, Francesco I^{er} (1355-1384) : Th. GANCHOU, Valentina Doria, épouse de Francesco II Gattilusio seigneur de l'île de Mytilène (1384-1403), et sa parenté. *Le Lesbian puzzle résolu*, *Nuova rivista storica* 88, 2004, p. 619-686, ici p. 675-676 et n. 166 (avec bibliographie antérieure). La date de l'occupation de Thasos par Giorgio Gattilusio n'est pas connue, mais elle doit avoir eu lieu peu avant 1414.

96. L'élévation de Thasos au rang d'archevêché autocéphale est peut-être à mettre en rapport avec ce séjour de l'empereur dans l'île : J. DARROUZÈS, *Notitiae episcopatum ecclesiae Constantinopolitanae. Texte critique, introduction et notes*, Paris 1981 (Géographie ecclésiastique de l'Empire byzantin 1), p. 188 ; voir aussi H.-G. BECK, *Kirche und theologische Literatur im byzantinischen Reich*, Munich 1959, p. 178.

97. *Vatopédi* III, n° 202.

98. *Ibid.*, n° 203. L'aristocrate Andronikos Philanthrôpènos peut être identifié à Andronikos Tarchaneiôtès Philanthrôpènos, attesté comme sénateur à Constantinople entre 1397 et 1409 (PLP 29754). L'acte de 1414 dit que sa fortune avait été acquise grâce à la « générosité » de l'empereur (l. 2-3, εὐρέθη δὲ αὐτῷ βίος ὃν ἐκτήσατο ἀπὸ τε προμηθείας καὶ ὑπηρετημάτων καὶ εὐεργεσιῶν ὧν εἶχε παρὰ τῆς βασιλείας ἡμῶν).

dans le besoin en raison des dépenses nécessaires à l'armement des navires de guerre avec lesquels Ma Majesté est venue à Thasos, afin de restituer cette île à l'Empire⁹⁹ ». En échange de la terre de Chaoulè, les moines de Vatopédi avaient fait un don (*kaniskion*) à l'État et, dans le cas de l'héritage de Philanthrôpènos, l'empereur avait ordonné que le fisc gardât un tiers de la fortune de cet aristocrate¹⁰⁰.

Un passage du texte du *Voyage aux Enfers*, rédigé par Mazaris vers la même époque, pourrait être aussi lié à la question du financement de la campagne de Thasos. Mazaris dit qu'un certain « Raoul Myrmex » avait été persuadé par son beau-père un certain « Misaël Mouskaranos » d'acquérir « la fierté des Romains, c'est-à-dire l'île de Thasos »¹⁰¹. Le sens de ce passage est obscur, car Mazaris cache l'identité de ses personnages sous des pseudonymes. Toutefois, il peut signifier que ce « Raoul Myrmex », peut-être un individu appelé en réalité Raoul Myrminkès, contribua financièrement aux frais occasionnés par la guerre de Thasos. Quant à « Misaël Mouskaranos », peut-être Michaël Skaranos, il est inconnu par ailleurs¹⁰². Mais il occupait un poste important de l'administration fiscale, car il est qualifié de ὁ τοῦς λογισμοὺς τῶν Ῥωμαίων, c'est-à-dire « celui qui est responsable de la supervision des comptes de l'Empire »¹⁰³. Dans un autre passage de Mazaris, Mouskaranos apparaît mêlé à une affaire relative à un transport de bois vers l'Égypte¹⁰⁴.

99. *Vatopédi* III, n° 202, l. 8-10 : εἰσενεγκὼν ὑπὲρ τούτου καὶ κανίσχιον ἀπὸ τοῦ βίου ἐκείνου [κυροῦ Μίρξα] εἰς τὸ θεοφρούρητον βεστιάριον τῆς βασιλείας μου, ἐν χρεία ἐξόδων ἀναγκαίων καθεστηκὸς διὰ τὸ γεγονὸς ἀρμάτωμα τῶν κατέργων μεθ' ὧν ἤλθομεν εἰς τὴν θάσον ἐπὶ τῷ ταήτην ἐπανακαλέσασθαι καὶ ἀποκαταστῆσαι ὑπὸ τὴν βασιλείαν ἡμῶν. Ce « Μίρξα » est Mrška Zarković, seigneur de Berat et de Valona, et « cousin » (*exadelphos*) de l'empereur Manuel II. À son propos, voir *PLP* 19877, et O. J. SCHMITT, *Das venezianische Albanien (1392-1479)*, Munich 2001, p. 266-267.

100. Andronikos Philanthrôpènos était décédé sans héritier. En vertu d'une novelle de l'empereur Andronic II (cf. DÖLGER, *Regesten* V, n° 2295 : mai 1306), lorsqu'une personne mourait intestat et sans héritier, un tiers de sa fortune revenait au fisc (cette pratique était appelée *abiôtikion*), un tiers à l'Église et un tiers aux parents du défunt (cf. *ODB*, s.v. abiotikion [M. BARTUSIS], t. 1, p. 4-5, et *Docheiariou*, p. 117-118). Par cet acte, Manuel II confirma l'acquisition d'un tiers de la fortune du défunt aux moines de Vatopédi, le versement d'un tiers aux parents et le prélèvement du tiers par le fisc (*bestiarion*).

101. MAZARIS, p. 48²⁵⁻²⁸ : αὐτός ἐστιν ὁ τὴν θρυλουμένην τῶν Ῥωμαίων νῆσον θάσον ταῖς συμβουλαῖς καὶ πυκναῖς καὶ συνεχέσι γραφαῖς καταπείσας τὸν ἐκ θυγατρὸς κηδεστήν, δυστυχέστατον Ῥαούλιον Μύρμηκα, ὥστε πρίασθαι.

102. Le rapprochement proposé par George Dennis avec le célèbre érudit byzantin Dèmètrios Skaranos (MANUEL II, *Lettres*, p. LVII-LX) est irrecevable. La riche documentation conservée dans les archives italiennes concernant Dèmètrios Skaranos invalide cette identification, car de nombreux actes notariés témoignent de l'activité de Dèmètrios en Italie à la même époque : cf. GANCHOU, Dèmètrios Kydônès, p. 483, n. 130. Les auteurs du *PLP* ont réuni sous l'entrée dédiée à Dèmètrios Skaranos (26035, Δημήτριος Σκαράνος) les informations relatives à « Misaël Mouskaranos », tout en exprimant des réserves à propos de cette identification : « Der zeitliche Rahmen seiner Tätigkeit in Kpl. bereitet Probleme : Kaiser Manuel II. bezeichnet ihn 1407/08, Mazaris ca. 1414 als λογιστής. Jedoch scheint es, daß Sk. diese Zeit hauptsächlich im Westen verbracht hat. » Voir aussi JACOBV, *Byzantine Traders*, p. 258, n. 44.

103. MAZARIS, p. 46²⁰⁻²¹.

104. *Ibid.*, p. 46-48.

À la même époque, Manuel II semble avoir ordonné le recensement de l'île de Lemnos. On a conservé un *praktikon* d'août 1415 relatif aux biens de l'église de la Zôodochos Pègè, propriété de Lavra à Lemnos¹⁰⁵. Les archives de Lavra contiennent aussi une copie moderne d'un autre *praktikon* établi à la même époque en faveur du métoque lavriote de la Kakabiôtissa de Lemnos¹⁰⁶. Les auteurs de ces actes déclarent avoir procédé au recensement de toute l'île de Lemnos en exécution d'un ordre de l'empereur¹⁰⁷. Ce recensement est également évoqué dans un *praktikon* ultérieur, délivré en faveur de Vatopédi en 1442¹⁰⁸. L'un des recenseurs, le hiéromoine Iôasaph, appartenait au puissant monastère constantinopolitain des Xanthopouloi, et il accompagna l'empereur dans son voyage jusqu'à Thasos. En janvier 1415, il délivra un acte par lequel il mettait le monastère de Vatopédi en possession de la terre de Chaoulè¹⁰⁹. Iôasaph déclare avoir agi conformément à un ordre de l'empereur et s'être rendu sur place, dans la région de Chaoulè, accompagné de Michaël Palaiologos, *katholikè képhalè* de Lemnos¹¹⁰.

Après avoir restauré l'autorité impériale sur Thasos et ordonné le recensement de Lemnos, Manuel II s'en alla à Thessalonique, où son fils le despote Andronikos Palaiologos résidait en tant que gouverneur¹¹¹. Durant son séjour en Macédoine, l'empereur s'occupa à nouveau de questions relatives au statut fiscal de la région. Les archives de l'Athos ont conservé plusieurs actes qu'il délivra à cette époque, accordant aux moines de nouvelles franchises et des privilèges. Dans cette documentation, il convient d'attirer plus particulièrement l'attention sur un acte qui porte la date du 10 décembre 1414 et qui appartient donc à l'époque du séjour de Manuel à Thessalonique. Il s'agit d'une décision judiciaire (*sékrétikon gramma*) délivrée dans cette ville par deux juges généraux des Romains, Géorgios Gémistos (le philosophe Pléthon) et un *mégas skeuophylax* anonyme que l'on peut identifier aisément au fonctionnaire patriarcal Iôannès Syropoulos. L'acte évoque aussi l'intervention dans le cadre du procès de deux « illustres archontes », le familier de l'empereur Iôannès Kananos et le « neveu » (*anepsios*) de l'empereur Dèmètrios Kantakouzènos¹¹², deux aristocrates qui appartenaient à la suite impériale.

105. *Lavra* III, n° 164.

106. *Ibid.*, app. XVIII. Les éditeurs ont défini cet acte comme une « notice sur des possessions de Lavra à Lemnos ».

107. *Ibid.*, n° 164, l. 1-2 : θεῖω καὶ προσκυνητῷ ὀρισμῷ τοῦ κραταιοῦ καὶ ἁγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ βασιλέως τὴν ἀπογραφικὴν ἐξίσωσιν καὶ ἀποκατάστασιν πάντων τῶν ἐν τῇ θεοσώστῳ νήσῳ Λήμνῳ ποιοῦμενοι.

108. *Vatopédi* III, n° 227, l. 6.

109. *Ibid.*, n° 205. Sur Iôasaph des Xanthopouloi, voir *infra*, p. 404-406.

110. *Vatopédi* III, n° 205, l. 6-7 : κατὰ τὸν περὶ τούτου θεῖον ὀρισμὸν τῆς κραταιᾶς καὶ ἁγίας βασιλείας αὐτοῦ τοπικῶς ἐκεῖσε παραγενόμενος μετὰ καὶ τοῦ περιποθήτου γαμβροῦ τοῦ κραταιοῦ καὶ ἁγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ βασιλέως καθολικῆς κεφαλῆς τῆς Λήμνου κῦρ Μιχαὴλ τοῦ Παλαιολόγου καὶ ἐτέρων ἀρχόντων. Iôasaph avait reçu l'ordre de l'empereur par écrit : *ibid.*, l. 5 (πρὸς με θεῖος καὶ πρόσκυνητὸς ἔγγραφος ὀρισμὸς διοριζόμενος ...).

111. Le 28 novembre 1414, Manuel II écrivit au roi Ferdinand I^{er} d'Aragon, l'informant de la reprise de Thasos ainsi que de son arrivée à Thessalonique : BARKER, *Manuel II*, p. 300.

112. *Vatopédi* III, n° 204, l. 4-6 : συνηγορούντων αὐτοῖς καὶ ἀρχόντων περιφανῶν, πρῶτον μὲν καὶ καταρκὰς τοῦ οἰκείου τῷ κραταιῷ καὶ ἁγίῳ ἡμῶν αὐθέντῃ καὶ βασιλεῖ κῦρ Ἰωάννου τοῦ Κανανοῦ, ὕστερον δὲ καὶ τοῦ περιποθήτου ἀνεψιοῦ τοῦ κραταιοῦ καὶ ἁγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ

Le procès présidé par ces deux juges généraux des Romains eut donc lieu à l'époque du séjour de Manuel II à Thessalonique. On a déjà dit que ces hauts fonctionnaires de la justice impériale accompagnaient le souverain lors de ses tournées dans l'Empire et constituaient une sorte de tribunal itinérant qui faisait office de cour d'appel. Pléthon est en effet attesté un peu plus tard, dans le Péloponnèse, précisément à l'époque de l'arrivée de l'empereur dans cette région¹¹³.

Entre la fin de l'hiver et le début du printemps 1415, Manuel II quitta la Macédoine pour se rendre au Péloponnèse¹¹⁴. C'était, on l'a vu, la deuxième fois depuis le début de son règne que l'empereur visitait cette partie de l'Empire, qui en constituait à l'époque la province la plus étendue. Depuis la mort de son frère Théodôros, un fils de Manuel II, nommé aussi Théodôros, avait gouverné la région, bien qu'il n'eût atteint sa majorité que vers 1410¹¹⁵.

On sait que durant son deuxième séjour dans le Péloponnèse, Manuel II s'occupa des travaux de reconstruction de la muraille de l'Hexamilion et de la répression des archontes locaux toujours prompts à s'agiter¹¹⁶. Ce fut peut-être aussi à cette époque que l'empereur acheva la composition de l'*Oraison funèbre* à la mémoire de son frère défunt, qui fut déclamée à Mistra un an plus tard, en 1417. Après avoir passé l'hiver 1415-1416 dans le Péloponnèse, Manuel II rentra finalement à Constantinople¹¹⁷, où il devait ensuite demeurer jusqu'à sa mort en 1425.

βασιλέως κῦρ Δημητρίου τοῦ Καντακουζηνοῦ. Iôannès Kananos pourrait être l'auteur du récit sur le siège de Constantinople par Murad II en 1422 (*PLP* 10891). Dèmètrios Kantakouzènos, « neveu » (*anepsios*) de l'empereur est peut-être un fils de Théodôros Palaiologos Kantakouzènos, « oncle » (*theios*) du même Manuel II (*PLP* 10966).

113. WOODHOUSE, *Plethon*, p. 100.

114. Fin février ou début mars 1415, durant son voyage de Thessalonique au Péloponnèse, l'empereur Manuel II s'était arrêté dans l'île d'Eubée, qui était sous domination vénitienne : voir la décision du sénat du 24 avril approuvant les dépenses effectuées par le baile de cette île lors de la visite impériale, éditée par SATHAS, *Documents inédits*, t. 3, n° 660, p. 110. Le 29 mars, Manuel arriva au port de Kenchreia, dans le golfe Saronique, à environ quatre kilomètres au sud de l'isthme de Corinthe : cf. LOENERTZ, *Chronique moréote*, n° 25, p. 407 et 429-432 (pour le commentaire). Sur le voyage de Manuel au Péloponnèse, voir aussi J. BARKER, *On the Chronology of the Activities of Manuel II Palaeologus in the Peloponnesus in 1415*, *BZ* 55, 1962, p. 39-55, et ID., *Manuel II*, p. 310 et suiv.

115. Théodôros naquit entre 1394 et 1399 selon SCHREINER, *Chronologische Untersuchungen*, p. 288, et plus précisément en 1394/1395 selon BARKER, *Manuel II*, p. 494. Pour des raisons qui seront exposées ailleurs, j'opte pour cette dernière date.

116. Sur les activités de Manuel II dans le Péloponnèse durant les années 1415-1416, voir la longue lettre que le souverain envoya à deux moines de l'Athos, nommés David et Damianos : MANUEL II, *Lettres*, n° 68, p. 206-218. Cette lettre a bénéficié du commentaire de plusieurs historiens : voir en particulier LOENERTZ, *Épître*, et BARKER, *Manuel II*, p. 301-320. À cette époque, l'empereur avait dépêché une nouvelle ambassade à Venise afin de solliciter de l'aide dans la construction de l'Hexamilion : *ibid.*, p. 314-316 (réf. aux sources).

117. Le 25 mars 1416, Manuel II adressa une nouvelle lettre au roi Ferdinand I^{er} d'Aragon, l'informant de son arrivée dans la capitale de l'Empire : CIRAC ESTOPAÑAN, *La unión*, p. 69-70.

Tableau récapitulatif du second voyage de Manuel II, 1414-1416

juillet-septembre 1414	Thasos-Lemnos
septembre 1414-février/mars 1415	Macédoine (Thessalonique)
mars 1415-mars 1416	Péloponnèse

3. LE GOUVERNEMENT DES PROVINCES APRÈS 1416

Même si, durant ses années comme co-empereur de son père, Jean VIII entreprit plusieurs voyages en Macédoine et dans le Péloponnèse, le système que nous avons décrit et qui avait été mis en place par Jean V et repris par Manuel II changea alors de nature. À partir de la décennie 1410-1420 et au fur et à mesure que les enfants de Manuel II atteignaient leur majorité, les provinces confiées à chacun d'eux obtinrent davantage d'autonomie.

Le titre de despote, qui a fait l'objet d'un long débat historiographique, semble avoir changé de signification du fait même de cette évolution. À partir de cette époque, il sert à qualifier le gouverneur d'un territoire. En outre, dans les sources de la période, le terme « despotat » (*despotaton*) est souvent utilisé pour désigner une province de l'Empire.

Il ne faut pas en déduire pour autant que l'autorité centrale ait connu alors un déclin du fait de ces évolutions internes¹¹⁸. Dans ce système, qui perdura jusqu'à la disparition de Byzance, l'empereur de Constantinople demeurait au centre de l'exercice du pouvoir. Son autorité ne fut jamais contestée. En dépit des confrontations qui opposèrent entre eux les fils de Manuel II pour le contrôle du territoire, il n'y eut jamais de tentatives séparatistes d'une région à l'égard de l'ensemble que continuait à constituer l'Empire. Par exemple, l'expression « Ma Majesté » (ἡ βασιλεία μου), employée par les despotes à cette époque, ne suppose pas de leur part une forme de contestation de l'Empereur, mais au contraire la reconnaissance de son autorité, car ils agissaient précisément en son nom, en tant que représentants du pouvoir central.

Les voyages de l'empereur Jean VIII en Macédoine et dans le Péloponnèse : 1416-1418 et 1427-1428

Vers la fin de l'année 1416, le co-empereur et héritier au trône Jean VIII se rendit en hâte à Thessalonique en raison du blocus de la ville par Mehmed I^{er}¹¹⁹.

118. I. Djurić a par exemple écrit que l'empereur Jean VIII « vit très rapidement s'évanouir ses intentions premières [...] d'agrandir quelque peu son pouvoir véritable au-delà des remparts de Constantinople [...] Ayant finalement renoncé à de tels efforts, Jean VIII essaya par la suite de jouer au moins le rôle d'arbitre suprême, en aidant celui de ses frères qu'il jugeait le plus proche de la politique suivie par l'administration centrale de Constantinople et de lui-même » (DJURIĆ, *Le crépuscule*, p. 249).

119. Sphrantzès emploie l'expression ἐν καιρῷ φθινοπώρου, soit « à l'automne » : SPHRANTZÈS IV § 4, p. 10¹⁴. Sur la chronologie, voir BARKER, *Manuel II*, p. 342, n. 82 (« December 1416 »), et OIKONOMIDÈS dans *Dionysiou*, p. 105, qui propose de dater l'arrivée de Jean VIII et la fin du siège avant décembre 1416.

On a déjà vu que le conflit était lié à la révolte du « faux » Mustapha, prétendant au trône ottoman soutenu par les Byzantins. La présence de Jean VIII dans la capitale de la Macédoine contribua en effet à mettre un terme à la menace ennemie et à passer un accord avec Mehmed I^{er}, en vertu duquel le rebelle Mustapha restait au pouvoir des Byzantins¹²⁰.

Jean VIII profita aussi de son séjour à Thessalonique pour résoudre quelques questions relatives au gouvernement de la région. Isidôros de Kiev, auteur d'un panégyrique dédié à cet empereur, dit que celui-ci « s'était occupé de toutes les choses concernant cette ville et qu'il les avaient laissées bien disposées ». D'après cet auteur, Jean VIII aurait en outre confirmé l'autorité de son frère Andronikos à la tête de cette province¹²¹. Durant son séjour à Thessalonique, il délivra aussi plusieurs actes en faveur des monastères de l'Athos¹²².

Au début de l'année 1417, Jean VIII se rendit, de manière semble-t-il inopinée, dans le Péloponnèse¹²³. Là-bas, il entreprit, aux côtés de son frère le despote Théodôros, une campagne militaire contre la principauté franque d'Achaïe, qui occupait encore la partie ouest et nord-ouest de la péninsule. Au terme de cette campagne, les Byzantins avaient conquis plusieurs territoires importants, notamment la ville de Kalamata et sa région¹²⁴. Outre cette expédition armée, Jean VIII poursuivit également l'action entreprise par son père durant ses voyages de 1407 et de 1415-1416. Le prince héritier réagit énergiquement contre les tentatives d'opposition à l'autorité de Constantinople qui s'étaient manifestées dans la région et redoubla d'efforts dans les travaux de fortification de l'Hexamilion. La réponse du sénat vénitien du 11 juin 1418 aux demandes de son ambassadeur auprès de la république témoigne de la forte pression fiscale que l'empereur avait alors imposée à la population paysanne du Péloponnèse, en raison des travaux de l'Hexamilion. Ce document parle en particulier de la fuite de paysans byzantins vers les possessions vénitiennes, afin d'échapper aux nouvelles taxes¹²⁵. Peu de temps après, au début du mois de septembre, Jean VIII retournait à Constantinople. À cette époque, un autre de ses frères, plus jeune, le despote Thômas Palaiologos, fut envoyé dans le Péloponnèse pour assister Théodôros dans le gouvernement de cette région.

120. Sur ce conflit, voir *supra*, p. 353.

121. LPP III (= panégyrique d'Isidôros de Kiev), p. 174⁵⁻⁹ : οὕτως οὖν βουλευσάμενος καὶ πράξας εὖ καὶ τὰ περὶ τὴν πόλιν ἐκείνην πάντα καὶ αὐτὴν εὖ διαθείς, τοῦ ἀδελφοῦ τῆς γνώμης ἐξαρτᾷ, ἐς δεσπότην τελοῦντος ἀξίωμα, καὶ τὴν ἀρχὴν ἐκείνης ἀνατίθῃσιν αὐτῷ καὶ πρὸ τούτου τὴν δ'ἐμπεπιστευμένῳ καὶ ἄρχοντι. Sur cette question, voir aussi DJURIĆ, *Le crépuscule*, p. 177-178.

122. Il s'agit d'un *prostagma* qui a été mal daté par LEMERLE dans *Kutlumis*, n° 47 [1432 ou plutôt 1447], et par DÖLGER, *Schatzkammern*, n° 25 [1431]. Le mauvais état de conservation du document empêche de lire l'an du monde et seuls le chiffre de l'indiction et le nom du mois sont conservés. Toutefois, compte tenu du contexte historique, l'acte ne peut dater que de décembre 1416 : voir ESTANGÜI GÓMEZ, Un *prostagma* de Jean VIII.

123. LPP III (= panégyrique d'Isidôros de Kiev), p. 174¹⁰⁻¹³.

124. Pour les événements, voir DJURIĆ, *Le crépuscule*, p. 180-184.

125. SATHAS, *Documents inédits*, t. 3, n° 731, p. 174-180 ; voir aussi THIRIET, *Régestes*, t. 2, n° 1697.

Le deuxième voyage de Jean VIII dans le Péloponnèse fut entrepris au mois de novembre 1427, alors qu'il était désormais seul empereur¹²⁶. À cette époque, la Macédoine se trouvait déjà aux mains des Ottomans et Thessalonique était passée sous le contrôle des Vénitiens. Le Péloponnèse était donc non seulement la province la plus étendue de l'Empire, mais aussi la région où les Byzantins avaient le plus de chances d'obtenir quelques avantages nouveaux.

Jean VIII, accompagné de ses frères Théodôros, Thômas et Kônstantinos (futur empereur Constantin XI), pénétra dans les territoires de la principauté d'Achaïe. Ils mirent le siège devant la ville de Clarentza et vainquirent la flotte de Carlo Tocco dans l'archipel des Échinades, à l'entrée du golfe de Corinthe. Clarentza tomba le 1^{er} mai 1428 et Patras l'année suivante, entre juin 1429 et juillet 1430 (après un assaut manqué le 1^{er} juillet 1428)¹²⁷. Les derniers territoires latins du Péloponnèse, hormis les possessions vénitiennes, furent finalement occupés par les Byzantins durant l'année 1432.

Jean VIII quitta la péninsule vers la fin de 1428 ou au début 1429. Durant les derniers mois de son séjour au Péloponnèse, l'empereur délivra plusieurs actes se rapportant à la situation interne de la région. En octobre 1428, il confirma ainsi par chrysobulle un argyrobulle de son frère Théodôros accordant à Géôrgios Gémistos Pléthon la possession de quelques villages¹²⁸. Vers la même date, il délivra un autre chrysobulle en faveur de la métropole de Monemvasie, reconnaissant ses droits sur les évêchés de Zéména, Rhéonte, Maïna, Coron et Modon¹²⁹. Le contenu de ces actes témoigne de l'autorité incontestable du souverain sur la région¹³⁰.

De retour à Constantinople, Jean VIII s'arrêta peut-être à l'Athos, car il existe un *prostagma* délivré par cet empereur en juin 1429 relatif à la fusion entre deux couvents de la Sainte Montagne. Il est vrai que Paul Lemerle, éditeur de cet acte dans la collection des *Archives de l'Athos*, propose de le dater de juin 1428¹³¹, mais en réalité cette date est totalement exclue parce que, à cette époque, Jean VIII se trouvait encore au Péloponnèse, et dirigeait la campagne militaire contre la principauté d'Achaïe. Cette méprise de Lemerle s'explique une fois encore par le mauvais état de conservation du document, qui comporte le long des plis de

126. Jean accosta au Péloponnèse le 26 décembre 1427 : SCHREINER, *Kleinchroniken* I, chr. 32 § 40 et chr. 42 § 6.

127. Les Byzantins prirent d'abord la ville de Patras en juin 1429 et plus tard sa forteresse, en juillet 1430 : voir DJURIĆ, *Le crépuscule*, p. 260 et n. 2.

128. LPP III, p. 331-333.

129. Le chrysobulle a aujourd'hui disparu, mais une chronique brève donne un résumé de son contenu : SCHREINER, *Kleinchroniken* I, p. 236. Voir aussi DÖLGER, *Regesten* V, n° 3518.

130. Sur la base de ces deux actes, Djurić a nuancé sa propre thèse concernant la « décentralisation » byzantine et l'affaiblissement de l'autorité impériale : « Ces deux exemples [...] témoignent bien des limites de l'autonomie dont disposaient les détenteurs des apanages. Même au xv^e siècle, ou du moins jusqu'à ce moment-là, ils ne pouvaient ni enfreindre les compétences d'arbitre suprême que le basileus exerçait sur les questions d'Église, ni non plus lui contester son droit inviolable de ne légitimer définitivement leurs actes qu'en délivrant des chrysobulles certifiés de sa main » (DJURIĆ, *Le crépuscule*, p. 258).

131. *Kutlunus*, n° 45.

nombreux trous et déchirures en affectant la lecture¹³². En ce qui concerne les éléments de datation, les deux derniers chiffres de l'an du monde sont effacés et le ménologe, qui porte le nom du mois et le chiffre de l'indiction, n'est conservé qu'en partie. Il est possible d'interpréter le chiffre de l'indiction, ainsi que l'a fait Lemerle, comme un 6 (ς) qui correspondrait à l'année 1428, ou bien, ainsi que l'a fait Dölger, comme un 7 (ζ) qui correspondrait à l'année 1429. Les deux interprétations sont recevables du point de vue paléographique, mais le contexte historique impose la seconde lecture¹³³.

Le passage de Jean VIII par l'Athos et la région environnante fut peut-être aussi l'occasion de la cession de l'île de Samothrace à la famille génoise des Gattilusio, qui gouvernait déjà Lesbos et la ville portuaire d'Ainos. Une inscription atteste en effet la présence des Génois à Samothrace dès 1431¹³⁴.

Un dernier élément pourrait être mis en rapport avec le voyage de retour de l'empereur Jean VIII à Constantinople en 1429. Il s'agit de l'installation du despote Dèmétrios Palaiologos, le fils puîné de Manuel II, à la tête de l'île de Lemnos¹³⁵.

132. *Ibid.*, p. 157 (rubrique « description »).

133. Pour la datation de Dölger, voir ID., *Mönchsland Athos*, p. 61.

134. Cf. ASDRACHA, BAKIRTZIS, *Inscriptions de Thrace*, p. 271-273. Il convient d'évoquer rapidement ici la question de la cession des autres îles du nord de l'Égée sous souveraineté byzantine, à savoir Thasos, Lemnos et Imbros, aux Gattilusio avant la chute de Constantinople. Pour Lemnos, nous ne possédons aucune source qui suggérerait un changement d'autorité avant 1453. Thasos, reprise par Manuel II en 1414, semble en revanche être au pouvoir des Gattilusio en 1444-1445 : S. DADAKI, Ch. GIROS, *Peuplement et défense du littoral de Thasos au Moyen Âge*, *Castrum* 7, 2001, p. 513-519, ici p. 519 (avec bibliographie). Pour Imbros, on croyait également tenir une preuve de la domination des Gattilusio sur l'île avant 1453, puisque C. Asdracha et Ch. Bakirtzis avaient publié une inscription qui attestait la présence dans cette île d'un mandataire des Gattilusio nommé Iôannès Laskaris Ronthakènos entre septembre 1452 et septembre 1453 (ASDRACHA, *Inscriptions de Thrace orientale et Imbros*, n° 46, p. 282-284, pl. 118). En effet, Iôannès Ronthakènos est attesté comme gouverneur de l'île voisine de Samothrace pour le compte de Palamede Gattilusio, seigneur d'Ainos, entre 1444 et 1454/1455 (ASDRACHA, BAKIRTZIS, *Inscriptions de Thrace*, p. 279). Toutefois, l'examen de l'inscription d'Imbros révèle une erreur dans la transcription de la date par Asdracha : au lieu de lire l'année byzantine 6961, indiction 1 (septembre 1452-septembre 1453), il faut lire l'année 6964, indiction 4, qui correspond à la période de septembre 1455 à septembre 1456, c'est-à-dire trois ans environ après la chute de Constantinople. Cette lecture est d'ailleurs la même que celle des premiers éditeurs de l'inscription, I. Franze et C. Friedrich. Il convient également de rappeler un passage du chroniqueur Kritoboulos d'Imbros relatif à l'histoire de ces îles après la prise de Constantinople : « Dans ces mêmes jours [mai-juin 1453], arriva auprès du souverain [Mehmed II] une ambassade venant des îles, envoyée par Kritoboulos l'Imbriote, l'auteur de ce livre. Elle venait pour lui céder les îles de la mer Égée, Imbros, Lemnos et Thasos, soumises jusqu'ici à l'empereur Constantin [XI], car les archontes qu'il [l'empereur] y avait envoyés auparavant, ayant appris la prise de la Ville et la mort de leur maître [l'empereur], étaient désespérés et avaient fui » (KRITOBOULOS, p. 85²⁸-86²).

135. Il existe un *prostagma* de Jean VIII relatif à Lemnos qui date de 1429/1430, mais il n'est conservé qu'en traduction serbe : SINDIK, *Prostagma*. Sur les conditions de l'installation de Dèmétrios à Lemnos, voir *infra*, p. 390.

Le gouvernement du despote Andronikos Palaiologos à Thessalonique (1416-1423)

En septembre 1408, à la mort de l'empereur Jean VII, Manuel II avait accordé le gouvernement de Thessalonique et de sa région à son fils le despote Andronikos¹³⁶. Étant donné que celui-ci n'était à l'époque qu'un enfant de huit ans¹³⁷, Manuel II avait chargé son homme de confiance, Dèmètrios Laskaris Leontarès, d'assumer la régence en son nom. En 1416, Andronikos atteignit sa majorité, ce qui lui donnait le droit de prendre les rênes du pouvoir dans la région¹³⁸. À cette époque, il effectua un voyage à Constantinople, « pour aller saluer » son père et être officiellement investi par lui de l'autorité nécessaire pour administrer effectivement la province de Macédoine¹³⁹. À son retour à Thessalonique, vers l'automne 1416, Andronikos était accompagné de son frère aîné, le co-empereur Jean VIII, qui séjourna en Macédoine durant les derniers mois de cette année et y dirigea les pourparlers avec l'Ottoman Mehmed I^{er} qui avait mis le siège devant la ville¹⁴⁰. Le conflit apaisé et son frère parti pour le Péloponnèse, Andronikos resta seul à la tête de la région¹⁴¹.

La documentation athonite reflète bien l'autorité nouvelle d'Andronikos à Thessalonique et en Macédoine à partir de 1416. Durant ces années, les dernières de la domination byzantine dans la région, le despote délivra plusieurs ordonnances (*horismoi*) en faveur des monastères de l'Athos, leur accordant de nouvelles donations ou ordonnant la redistribution de revenus fiscaux¹⁴². Les documents d'archives témoignent également de plusieurs recensements de la région durant cette période. Un acte de septembre 1418 signale par exemple que ce fut le despote qui ordonna

136. Voir *supra*, p. 379-380. Rappelons que Jean VII était décédé sans postérité survivante.

137. Sur Andronikos Palaiologos, fils de Manuel II, voir *PLP* 21427.

138. Cf. B. FERJANČIĆ, Despot Andronik Paleolog u Soluno, *Zbornik Filozofskog Fakulteta* 10/1 (= *Mélanges V. Čubrilović*), 1968, p. 227-235. Voir aussi l'opinion de BALFOUR, *Symeon of Thessalonica*, p. 128, n. 97 : « By the end of the latter year (1416) Andronikos will have been 16, and might be expected to stand on his own feet. »

139. Ce voyage du despote Andronikos à Constantinople « pour aller saluer son père » (εἰς προσκύνησιν ἀπερχόμεθα τοῦ αὐθέντου μου τοῦ αγίου τοῦ βασιλέως τοῦ πατρός μου) est évoqué dans un *horismos* d'Andronikos en faveur de Vatopédi (*Vatopédi* III, n° 213, l. 1-2). Pour la date du voyage, voir les remarques d'Oikonomidès dans *Dionysiou*, p. 105.

140. Sur le séjour de Jean VIII à Thessalonique en 1416, voir *supra*, p. 384-385.

141. Dèmètrios Léontarès, ancien tuteur d'Andronikos, semble être parti pour Constantinople, où il est attesté en octobre 1418 comme témoin du renouvellement de la trêve avec Venise : MM III, n° 35, p. 162, et *Diplomatarium* II, p. 317, n° 171.

142. Sur les actes délivrés par Andronikos comme gouverneur de Thessalonique et de Macédoine, voir FERJANČIĆ, Despot Andronik (cité *supra*, n. 138). Ce dernier souligne que la plupart des actes sont postérieurs à 1416, ce qui conforte l'idée de la prise de pouvoir effective par Andronikos à cette époque. En fait, le seul acte antérieur à 1416 est un *horismos* d'avril 1409 (*Lavra* III, n° 162). On notera qu'Andronikos parle dans ces actes de ἡ βασιλεία μου, c'est-à-dire « ma Majesté » : voir par exemple *Vatopédi* III, n° 209 (décembre 1416), l. 6. Voir aussi la remarque de BALFOUR, *Symeon of Thessalonica*, p. 191, n. 220 : « The earliest known mention of him as Despot together with his father is dated to April 1409, when he was only eight or nine years old and can have been no more than titular Governor! »

aux agents du fisc de procéder à la mise à jour du cadastre dans le thème de Thessalonique¹⁴³. À cette époque, les monastères subirent aussi quelques confiscations en raison des menaces extérieures qui pesaient sur la région¹⁴⁴.

En effet, en 1423, après avoir occupé l'arrière-pays, à l'exception de la presqu'île de Kassandreia, les Ottomans mirent à nouveau le siège devant Thessalonique. Les rigueurs du blocus et les divisions internes obligèrent finalement le despote à remettre la ville aux Latins afin d'éviter qu'elle ne tombât aux mains des Turcs¹⁴⁵. La domination vénitienne sur Thessalonique et Kassandreia dura ensuite sept ans : le 29 mars 1430, les Ottomans réussirent finalement à percer les défenses de la ville¹⁴⁶.

L'évolution de l'île de Lemnos dans le deuxième quart du xv^e siècle

Après la perte de la Macédoine au début des années 1420, Lemnos devint, du point de vue de l'exploitation agricole, le plus important territoire byzantin situé à proximité de Constantinople. Depuis un demi-siècle, l'île avait été gouvernée par des personnages haut placés de l'administration impériale. Après la première prise de Thessalonique en 1387, Lemnos fut jusqu'à 1390 le lieu de résidence du co-empereur Manuel II. Manuel partagea le pouvoir dans l'île avec un autre membre de la famille impériale, un certain Théodôros Palaiologos, oncle de l'empereur. Au début du xv^e siècle, Lemnos demeura entre les mains d'aristocrates proches parents des souverains. Un acte de janvier 1415 parle par exemple du *katholikè képhalè* de Lemnos Michaël Palaiologos, qui est qualifié de *gambros* (parent par alliance) de l'empereur Manuel II¹⁴⁷. Cette emprise croissante de la famille impériale élargie sur l'île fut une conséquence de l'importance stratégique acquise par ce territoire à la fin de l'histoire byzantine.

143. *Vatopédi* III, n° 211 (septembre 1418), l. 5-6 : ὥρισε (τὸν αὐθέντην ἡμῶν τὸν πανευτυχέστατον δεσπότην) δὲ καὶ πρὸς ἡμᾶς, ποιούμενους τὴν ἀπογραφικὴν ἐξίσωσιν καὶ ἀποκατάστασιν τοῦ θέματος τῆς θεοσώστου ταύτης καὶ περιφανοῦς πόλεως Θεσσαλονίκης. Plus loin dans le texte, les recenseurs disent agir au nom de l'empereur Manuel II et de son fils Andronikos, *ibid.*, l. 7-8 : ἀπὸ τῆς πρὸς ἡμᾶς ἐλεημοσύνης τοῦ κραταιοῦ καὶ ἁγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ βασιλέως καὶ αὐτοῦ δὴ τούτου τοῦ περιποθήτου υἱοῦ αὐτοῦ καὶ αὐθέντου ἡμῶν τοῦ πανευτυχέστατου δεσπότη.

144. Voir par exemple l'évolution du domaine de Lantzou, propriété de Vatopédi, durant la première moitié du xv^e siècle : *supra*, p. 334-336. En juin 1420, le despote Andronikos restituait à Vatopédi la moitié du village de Sôsiana, situé dans la région des Lacs, qui lui avait été confisquée auparavant (*Vatopédi* III, n° 214).

145. Dans son récit, le métropolite Syméon de Thessalonique, contemporain des événements, écrit qu'une partie de la population était favorable à une reddition de la ville aux Ottomans : BALFOUR, *Symeon of Thessalonica*, p. 55²⁷-56²⁶ et p. 157-158 (pour le commentaire). Il explique ensuite les conditions qui poussèrent le despote à quitter Thessalonique (*ibid.*, p. 56²⁷-57³⁷), mais il ne parle pas explicitement de sa cession aux Vénitiens. Sur cette question, voir le commentaire de Balfour, *ibid.*, p. 163-166.

146. Sur la domination vénitienne à Thessalonique, voir *supra*, p. 354, n. 1049. Le dernier assaut ottoman contre la ville est décrit par Iôannès Anagnostés : trad. ODORICO, *Thessalonique*, p. 257-295.

147. *Vatopédi* III, n° 205, l. 7. Sur la charge de *katholikè képhalè*, voir *infra*, p. 401.

À la fin des années 1420, l'empereur Jean VIII accorda le gouvernement de l'île à son frère le despote Dèmètrios Palaiologos. La date exacte de cette nomination reste incertaine. Ivan Djurić pense qu'il faut la faire remonter jusqu'en 1425/1426, mais aucune source ne permet de corroborer son hypothèse. L'acte le plus ancien qui témoigne de la présence du despote à Lemnos date seulement de décembre 1429. Il s'agit d'un *horismos* confirmant les exemptions fiscales dont le monastère de Lavra jouissait dans l'île¹⁴⁸. Un autre *horismos* délivré par ce despote en faveur de Dionysiou et daté d'août 1430 dit que Dèmètrios était « récemment » (*artiôs*) arrivé à Lemnos¹⁴⁹. Même si cet adverbe ne permet pas de situer très exactement l'installation du despote, car il peut se référer à un laps de temps plus ou moins long, il est certain qu'elle ne doit pas remonter très au-delà de 1430. L'année 1429 apparaît donc comme la date la plus probable de la nomination de Dèmètrios au poste de gouverneur de Lemnos¹⁵⁰. De plus, cette date coïncide avec le voyage de retour de Jean VIII du Péloponnèse, lors duquel il pourrait s'être arrêté dans l'île¹⁵¹.

Un autre élément en faveur de cette datation est l'existence d'un recensement de Lemnos ordonné par le despote fin 1429 ou début 1430. En effet, la prise en charge du gouvernement de Lemnos dut être suivie de la mise à jour du cadastre. Ce recensement est seulement attesté par un *praktikon* délivré au monastère de Dionysiou au mois de mai 1430, qui dit qu'il fut ordonné par « le bienheureux despote »¹⁵². Il porte la signature du serviteur du despote, Andronikos Sphrantzès Sébastopoulos¹⁵³. Ce recensement de 1430 doit être le même que celui auquel fait allusion un *praktikon* de Vatopédi de 1442 comme « le recensement précédent », mais cet acte dit qu'il fut entrepris par les recenseurs Iôannès Tzyrakès Bryennios et Manouël Palaiologos Sébastopoulos, et ne mentionne pas Andronikos Sphrantzès Sébastopoulos¹⁵⁴. Cette absence est peut-être simplement due à un oubli de l'auteur de l'acte de 1442. Toutefois, il convient de signaler que l'acte de Dionysiou de 1430, qui porte la signature d'Andronikos Sphrantzès Sébastopoulos, est simplement une copie du *praktikon* original perdu et qu'il pourrait donc s'agir plutôt d'une faute du copiste, qui aurait lu le nom Sébastopoulos dans la signature de l'un des recenseurs et aurait inventé le reste de son identité, peut-être à partir d'un autre acte conservé dans les archives de ce monastère.

148. *Lavra* III, n° 167.

149. *Dionysiou*, n° 26, l. 9 : ἀρτίως δὲ καταλαβούσης τῆς βασιλείας μου εἰς τὴν Λῆμνον.

150. Oikonomidès a écrit *ibid.*, p. 153, que Dèmètrios « dut recevoir ce commandement [sur Lemnos] après que son frère aîné, Constantin, eut reçu le sien en Morée (1428) ».

151. Cf. *supra*, p. 386.

152. *Dionysiou*, n° 25, l. 1-2 : τὴν ἀπογραφικὴν ἐξίσωσιν καὶ ἀποκατάστασιν πάντων τῶν ἐν τῇ νήσῳ Λήμνῳ ποιούμενοι ὀρισμῷ θεῖῳ τοῦ αὐθέντου ἡμῶν τοῦ πανευτυχεστάτου δεσπότη.

153. *Ibid.*, l. 140.

154. *Vatopédi* III, n° 227, l. 7, 53 et 73-74. Cet acte parle du recensement effectué par le collège Bryennios-Sébastienopoulos après celui du hiéromoine Iôasaph (1415) et avant celui de 1442. Dans cet intervalle, le seul recensement dont nous ayons conservé trace est celui attesté par le *praktikon* de 1430 pour Dionysiou.

À la même époque, le 30 mai 1430, un autre serviteur du despote, un certain Dèmètrios Diplobatzès, fit donation au monastère de Vatopédi de plusieurs maisons situées dans le *kastron* de Kotzinos¹⁵⁵. L'acte est aussi signé par quelques serviteurs de Dèmètrios et par un officier de la métropole de Lemnos, le *sakellarios* Théodôros Karystènos¹⁵⁶. Il s'agit de la première mention de cette île comme métropole, ce qui pourrait signifier que la promotion ecclésiastique de Lemnos fut aussi une conséquence de l'arrivée de Dèmètrios et, peut-être, est à mettre en rapport avec un bref séjour de l'empereur Jean VIII dans la région à cette époque¹⁵⁷.

En mars 1436, le despote Dèmètrios se trouvait à Constantinople pour épouser Zôè Paraspondylè, fille d'un puissant magnat du Péloponnèse. Cette union était sans doute motivée par le projet d'un transfert prochain de Dèmètrios en Morée¹⁵⁸. Il se peut qu'à cette époque, le *mégas stratopédarchès* Dèmètrios Palaiologos Métochitès ait déjà remplacé le frère de l'empereur dans l'administration de Lemnos¹⁵⁹ ; toutefois, il n'est formellement attesté comme *katholikè képhalè* de l'île qu'en 1442¹⁶⁰.

Durant l'année 1442, Lemnos fit l'objet d'un nouveau recensement, le dernier de l'histoire byzantine. On a conservé deux *praktika* de cette époque : un acte pour Vatopédi, daté de juin 1442¹⁶¹, et un autre pour le Pantokratôr de septembre 1442¹⁶². Cette chronologie coïncide avec une attaque que subit l'île lors d'un nouveau conflit entre l'Empire byzantin et les Turcs, provoqué par les ambitions de Dèmètrios Palaiologos qui voulait s'emparer de Constantinople avec l'aide du sultan Murad II. Lemnos fut l'un des champs de bataille de ce conflit. La défense de l'île fut dirigée par le despote Kônstantinos Palaiologos, futur empereur Constantin XI. Les deux *praktika* datés de 1442 furent délivrés « suivant un ordre impérial » : pourrait-il faire allusion à l'autorité de Kônstantinos ?

155. *Vatopédi* III, n° 221.

156. Karystènos fut plus tard ambassadeur pour le compte de Jean VIII : *PLP* 11297.

157. Pour évoquer deux cas peut-être comparables, on a vu que l'île d'Imbros fut élevée au rang de métropole vers 1397 (*supra*, p. 373, n. 60) et Thasos à celui d'archevêché autocéphale en 1414 (*supra*, p. 380, n. 96).

158. Sphrantzès raconte qu'à cette époque le despote Théodôros était arrivé à Constantinople pour se faire reconnaître successeur de son frère Jean VIII. La partie du Péloponnèse gouvernée par Théodôros devait passer au despote Kônstantinos et le reste être divisé entre Thômas et Dèmètrios (SPHRANTZÈS XXII § 7, p. 76¹⁶⁻²⁷). Toutefois, un conflit éclata entre les frères et un nouveau partage du pouvoir dans l'Empire fut établi en conséquence (début 1437) : Théodôros et Thômas resteraient dans le Péloponnèse, Kônstantinos gouvernerait Constantinople en l'absence de Jean VIII qui devait assister au concile de Ferrare-Florence et Dèmètrios accompagnerait son frère l'empereur dans son voyage en Italie (*ibid.* XXII § 10-11, p. 78⁷⁻²⁰). Pour les événements, voir aussi DJURIĆ, *Le crépuscule*, p. 312-314.

159. Sur Dèmètrios Palaiologos Métochitès, voir *PLP* 17981. En 1433, il fut envoyé comme ambassadeur au concile de Bâle. En octobre 1434, il était auprès du pape Eugène IV à Florence. Il dut rentrer à Constantinople début 1435. Sur cette chronologie, voir LAURENT, Dèmètrius Paléologue Métochite, p. 204. Aucune source ne témoigne formellement de la présence de Métochitès à Lemnos dès 1435 comme l'affirme la notice du *PLP*.

160. *Vatopédi* III, n° 227, l. 127-128.

161. *Ibid.*

162. *Pantocrator*, n° 25.

Les Byzantins résistèrent aux assauts ottomans qui provoquèrent néanmoins beaucoup de dégâts, et un accord fut conclu peu après septembre 1442 avec Murad II. La trêve entre Dèmètrios et son frère l'empereur Jean VIII intervint un peu plus tard, en juin 1443, lorsque Dèmètrios fut à nouveau investi du gouvernement de Lemnos¹⁶³. Il y demeura jusqu'à 1449, après la mort de Jean VIII, date à laquelle il reçut finalement une partie du Péloponnèse¹⁶⁴. L'identité du dernier gouverneur de Lemnos avant la chute de Constantinople en mai 1453 ne nous est pas connue. D'après Kritoboulos d'Imbros, il se mit à la tête d'une délégation qui se rendit auprès de Mehmed II après la prise de la capitale impériale. Plusieurs auteurs ont suggéré qu'il pourrait s'agir d'un certain Géorgios Diplobatzès qui est mentionné comme l'un des hommes les plus puissants de l'île après 1453.

* * *

Décrire et analyser les déplacements des souverains byzantins à l'intérieur de l'Empire permet de démontrer l'implication constante de ceux-ci dans le gouvernement des provinces. La mise à profit de la documentation athonite, ainsi que des informations contenues dans les correspondances des auteurs contemporains et dans les chroniques, autorise l'établissement d'une chronologie assez précise de ces déplacements. Elle a permis de constater par exemple que lors de chaque recensement, les agents du fisc avaient reçu leurs ordres directement du souverain qui se trouvait alors sur place.

Plus largement, les sources montrent que les derniers empereurs byzantins quittaient Constantinople plus fréquemment que leurs ancêtres pour diriger une campagne militaire, pour ordonner la mise à jour du cadastre ou pour installer l'un de leurs enfants à la tête d'une province. C'était alors qu'ils délivraient des actes en faveur des institutions ecclésiastiques ou des propriétaires fonciers locaux. Toutefois, au-delà de la reconstitution de la chronologie, l'impact de cette présence effective de l'empereur sur les habitants des provinces est difficile à estimer. On a déjà dit que seule la population de Constantinople avait l'habitude de voir apparaître son souverain en public et que, dans les autres régions de l'Empire, sa présence était un événement beaucoup moins ordinaire. À partir du milieu du ^{xiv}^e siècle, les fréquents séjours des souverains dans les provinces durent néanmoins changer la perception que les habitants de ces régions avaient du pouvoir impérial. En dépit d'un contexte par ailleurs peu favorable, cela dut sans aucun doute renforcer considérablement son autorité et son aura.

163. Le traité de juin 1443 entre Dèmètrios et Jean VIII fut l'occasion d'une nouvelle redistribution des territoires au sein de la fratrie impériale : Théodôros reçut la côte de la mer de Marmara autour de Sélymbria et céda à Kônstantinos sa partie du Péloponnèse, que ce dernier partagea avec Thômas. Sur cette question, voir DJURIĆ, *Le crépuscule*, p. 341-343.

164. Le transfert de Dèmètrios au Péloponnèse fut motivé par l'avènement de Constantin XI au trône impérial (1^{er} novembre 1449).

Les différents séjours des souverains dans les provinces eurent aussi des conséquences non négligeables sur les rapports du pouvoir impérial avec les archontes locaux. La distribution de dons et de charges permettait à l'empereur de s'assurer le soutien de l'aristocratie autochtone et de conjurer ses velléités de contestation. Par exemple, dans une lettre adressée au *mégas domestikos* Dèmètrios Palaiologos à Thessalonique en 1374-1375, lors d'un séjour de l'empereur Jean V, Kydônès parle des nombreux cadeaux que le souverain avait offerts aux notables de la ville¹⁶⁵. L'empereur raffermissait ainsi la loyauté et l'obéissance des personnages les plus puissants de la région, qui étaient souvent placés aux postes les plus élevés de l'administration locale.

165. Il s'agit de la lettre L168/T146, sur laquelle voir *supra*, p. 232.

CHAPITRE IX

LES REPRÉSENTANTS DE L'EMPEREUR DANS LES PROVINCES

L'administration des provinces de l'Empire byzantin tardif témoigne d'une certaine continuité par rapport aux époques précédentes. Les postes les plus élevés continuaient à être distribués aux parents de l'Empereur ou à de proches collaborateurs. Les notabilités locales occupaient les rangs inférieurs et constituaient une sorte de petite aristocratie de service qui assistait les hauts fonctionnaires de l'État. Ce système, mis en place par Alexis I^{er} Komnènos à la fin du XI^e siècle, perdura jusqu'à la fin de l'histoire byzantine sans connaître de transformations fondamentales. Toutefois, les bouleversements que vécut Byzance au XIII^e et au XIV^e siècle entraînèrent quelques changements, en particulier concernant l'organisation territoriale de l'Empire. Le système des thèmes, par exemple, semble avoir été remplacé par un réseau de circonscriptions territoriales plus réduites, qui facilitait le contrôle du territoire¹⁶⁶.

Certains historiens, comme Ljubomir Maksimović ou Catherine Asdracha, considèrent que ce morcellement progressif des anciennes provinces de l'Empire constitue une preuve de l'affaiblissement du pouvoir central et de son contrôle sur les campagnes¹⁶⁷. On vient de voir cependant que, à cette époque, les empereurs continuaient à exercer une forte emprise sur les provinces grâce à leurs fréquents déplacements. En ce qui concerne l'appareil bureaucratique, les fonctionnaires de l'État dans les provinces étaient nommés par l'Empereur et agissaient toujours en fonction de ses instructions. Ils affichaient leur attachement au souverain non seulement à travers la mention de leurs liens de parenté, mais aussi par leur titulature, car ils arboraient des titres appartenant à la hiérarchie aulique constantinopolitaine¹⁶⁸. De plus, dans leurs signatures, ils se désignaient toujours comme « serviteurs » (*douloi*) et/ou « familiers » (*oikeioi*) du souverain.

Le premier rang des fonctionnaires provinciaux était constitué par les gouverneurs. Leur juridiction pouvait s'étendre à un vaste territoire ou être au contraire limitée à une ville ou à une forteresse, mais leur autorité y était sans rivale. Ils détenaient toutes les compétences de l'administration, militaires et civiles. À leurs côtés, d'autres agents subordonnés agissaient avec plus ou moins d'indépendance à leur égard ; ils étaient envoyés directement depuis Constantinople pour assister les gouverneurs dans leurs tâches principales. Les sources font aussi apparaître deux autres catégories de fonctionnaires actifs dans les provinces qui dépendaient directement du souverain : les agents du fisc et les juges.

166. Sur la fragmentation des thèmes à l'époque paléologue, voir *supra*, p. 67.

167. Maksimović, par exemple, emploie dans ses études une terminologie marxiste qui fait de l'Empire byzantin des XIV^e-XV^e siècles un exemple d'État « féodal ». En dépit de cette grille de lecture, ses conclusions s'avèrent utiles.

168. Cette hiérarchie est décrite par le « Pseudo-Kôdinos », auteur anonyme d'un manuel de cour, compilé au milieu du XIV^e siècle, désigné comme le *Traité des offices* et attribué à tort à Kôdinos. Sur cet ouvrage, voir *supra*, p. 64.

1. LES GOUVERNEURS

Le remplacement de la charge de *doux* par celle de *képhalè* en qualité de gouverneur d'un thème ou d'une autre unité administrative fut l'un des changements les plus importants survenus dans l'organisation provinciale de l'Empire durant la première moitié du *xiv^e* siècle¹⁶⁹. Le poste de *képhalè* devint ainsi en pratique la charge la plus élevée de l'administration provinciale à cette époque. Le *képhalè* était considéré comme le représentant de l'Empereur dans une région ou dans une ville.

Le débat historiographique sur l'organisation administrative et le modèle de Ljubomir Maksimović

L'organisation interne de l'Empire byzantin à l'époque des Paléologues a soulevé un long débat parmi les historiens. On a souvent considéré que le territoire était divisé en plusieurs *thémata*, chaque *théma* étant divisé en plusieurs *katépanikia*. Stéphanos Kyriakidès et Géorgios Théocharidès ont postulé que cette organisation administrative de l'Empire avait perduré jusqu'au milieu du *xv^e* siècle, c'est-à-dire jusqu'à la conquête ottomane¹⁷⁰. Toutefois, leur hypothèse a été critiquée par Franz Dölger et Georges Ostrogorsky¹⁷¹. Ce dernier a fait valoir que Byzance avait subi, dès le milieu du *xiv^e* siècle, une complète désagrégation de son organisation interne.

Ljubomir Maksimović a suivi le schéma d'Ostrogorsky, tout en s'efforçant de le nuancer. Selon lui, le système des *thémata* aurait disparu dès la fin du *xiii^e* siècle et aurait été alors remplacé par celui des *katépanikia* qui seraient devenus à partir de ce moment les principales unités administratives de l'Empire, un *képhalè*, la plus haute autorité locale, se trouvant à la tête de chacune d'entre elles. Maksimović considère que les îles constituent une exception puisqu'elles semblaient disposer chacune d'un *képhalè*, de même que les villes autonomes qui sont des unités administratives à part car elles se trouvent « coupées » de leur arrière-pays du fait des circonstances politiques¹⁷².

169. Sur cette question, voir *supra*, p. 68.

170. Cf. S. P. KYRIAKIDÈS, *Βυζαντιναὶ Μελέται*, t. 4, Thessalonique 1937, et THÉOCHARIDÈS, *Κατεπανίκια*.

171. Voir F. DÖLGER, *Chronologisches und Diplomatisches zu Urkunden des Athoskloster Vatopedi*, *BZ* 39, 1939, p. 321-340, ici p. 332, n. 2, et G. OSTROGORSKY, *Das byzantinische Kaiserreich in seiner inneren Struktur*, *Historia Mundi* 6, 1958, p. 445-473, ici p. 472. Voir aussi LEMERLE, *Philippe*, p. 222, qui parle d'un Empire « en état permanent d'urgence ».

172. MAKSIMOVIĆ, *Administration under the Palaiologoi*, p. 70-82 et p. 102-104 : « The system of katepanikia finally replaced the remnants of the theme organisation. This process reached its culmination in the first half of the fourteenth century. » L'auteur souligne que le *katépanikion* correspondait parfois simplement à une ville et à la région environnante, ce pourquoi le terme *katépanikion* pouvait être aussi synonyme de *kastron* ; mais d'autres expressions pouvaient être employées, comme *topothésia*, *topos*, *périochè*, etc. Maksimović considère que la disparition du système des thèmes fut l'une des conséquences de l'évolution de l'État byzantin vers le féodalisme. Il mentionne par ailleurs (*ibid.*, p. 87) le contenu d'un chrysobulle de Jean V de 1356, significatif de l'organisation territoriale de l'Empire à cette époque. Par cet acte, l'empereur exempta le bateau du monastère de Vatopédi du paiement des impôts dans la ville de Constantinople et « dans toutes les [autres] villes fortifiées et les

Toutefois, à partir du milieu du ^{xiv}^e siècle les *katépanikia* disparaissent complètement des sources. Maksimović pense que cela n'implique pas pour autant la disparition effective de cette forme d'organisation territoriale. Il fait valoir qu'à cette époque le fort rétrécissement des frontières de l'Empire peut avoir entraîné quelques changements dans la terminologie employée pour désigner les différentes circonscriptions administratives, mais que l'existence toujours attestée de *képhalai* à la tête de chaque unité territoriale constitue un indice certain de la continuité du système jusqu'à la fin de l'histoire byzantine¹⁷³.

La documentation de l'époque est peu précise en ce qui concerne la terminologie. Par exemple l'emploi du terme *théma*, qui apparaît encore au ^{xv}^e siècle pour certaines régions, pose également des problèmes, parce que l'organisation « thématique » n'était plus en vigueur à la fin du ^{xiii}^e siècle. Maksimović explique l'emploi de ce terme dans les sources comme le moyen de désigner simplement une zone géographique dont les frontières pouvaient varier selon les circonstances politiques, et non pas une entité administrative¹⁷⁴. Il essaie de démontrer que l'expression n'avait plus un sens technique à l'époque et qu'elle servait essentiellement à décrire le territoire resté sous domination byzantine en Macédoine à partir du milieu du ^{xiv}^e siècle. À cette époque déjà, ce terme n'aurait revêtu qu'un sens exclusivement fiscal¹⁷⁵. En effet, ce sont les actes des agents du fisc qui emploient le plus souvent le mot *théma* pour désigner les régions de Thessalonique et de Berroia, alors qu'ils utilisent d'autres termes, comme par exemple *kastron* ou *chôra*, pour parler des autres régions¹⁷⁶.

Des actes récemment publiés et d'autres encore inédits, conservés dans les archives de Vatopédi, ne permettent pas de préciser davantage l'organisation territoriale de l'Empire byzantin à partir du milieu du ^{xiv}^e siècle. Les seules attestations du terme

îles de Ma Majesté» (τὰ λοιπὰ κάστρα πάντα καὶ τὰς νήσους τῆς βασιλείας μου, cf. *Vatopédi* II, n° 109, l. 12-13). Par ailleurs, les écrits des auteurs byzantins du ^{xiv}^e siècle ne s'avèrent pas très utiles pour connaître l'organisation administrative de l'Empire à cette époque. Par exemple, Kantakouzénos et Grégoras parlent simplement d'éparchies (ἐπαρχία), ce qui est un terme archaïque (cf. ΜΑΚΣΙΜΟΒΙĆ, *Administration under the Palaiologoi*, p. 48 et suiv.) que Maksimović pense pouvoir interpréter dans ce contexte comme un synonyme de *katépanikion* (*ibid.*, p. 81-82).

173. *Ibid.*, p. 82-83.

174. Pour plus de détails sur l'emploi du terme *théma* à l'époque des Paléologues, voir *ibid.*, p. 88 et suiv.

175. Maksimović écrit que « the katepanikion was an administrative unit, while the theme had been transformed into a fiscal district entrusted to a tax controller [...] For all these reasons, it is most probable that the katepanikion was an independent unit. This makes the problem of the diffusion of katepanikia even more acute » (*ibid.*, p. 80). L'expression « thème de Thessalonique » apparaît effectivement toujours dans les actes de type fiscal : voir par exemple un acte établi en 1418 en faveur de Vatopédi par plusieurs fonctionnaires du fisc qui déclarent avoir procédé au recensement du *théma* de la ville de Thessalonique (ποιουμένων τὴν ἀπογραφικὴν ἐξίσωσιν καὶ ἀποκατάστασιν τοῦ θέματος τῆς θεοσώστου ταύτης καὶ περιφανοῦς πόλεως Θεσσαλονίκης, cf. *Vatopédi* III, n° 211, l. 6).

176. Voir par exemple l'acte *Iviron* IV, n° 88 (avril 1344), l. 1-3 : θείῳ καὶ προσκυνητῷ προστάγματι τὴν ἀπογραφικὴν ἐξίσωσιν καὶ ἀποκατάστασιν τῆς χώρας καὶ τῶν κάστρων Βολεροῦ, Πωπολίας, Σερρῶν, Μελενίκου, Στρυμμόνος, ἔτι τὸ τοῦ θέματος τῆς πόλεως Θεσσαλονίκης καὶ Βερροίας... Sur l'emploi du terme *chôra* et ses significations, voir ΜΑΚΣΙΜΟΒΙĆ, *Administration under the Palaiologoi*, p. 71-72.

théma demeurent celles relatives à la région de Thessalonique et par ailleurs le terme *katépanikion* ne semble plus attesté à cette époque.

L'état de la recherche actuel confirme donc dans ses grandes lignes le modèle décrit par Maksimović et surtout que, à partir du milieu du ^{xiv}^e siècle, les villes et les îles constituaient les principales unités de l'administration provinciale. La situation de crise, marquée par la perte de nombreux territoires au profit des Serbes et le danger pressant pesant sur le reste des territoires de l'Empire, dut contribuer à accélérer le processus de morcellement des circonscriptions administratives. Les villes constituaient les derniers bastions restés au pouvoir des Byzantins, alors que l'arrière-pays était continuellement ravagé par l'ennemi. Cette situation contribua à renforcer l'autonomie des autorités municipales et le transfert de compétences au *képhalè*.

Les fonctions du *képhalè* (milieu ^{xiv}^e-milieu ^{xv}^e siècle)

En dépit de la diversité de termes employés pour désigner les circonscriptions administratives de l'Empire byzantin tardif (*théma*, *synoron*, *nèsos*...), chaque unité territoriale était contrôlée par un *képhalè*, principale autorité locale. On a dit qu'entre la fin du ^{xiii}^e et le début du ^{xiv}^e siècle, le *képhalè* avait finalement remplacé le *doux*¹⁷⁷. À l'époque étudiée, il détenait toutes les compétences relatives à l'administration civile et militaire¹⁷⁸.

La nomination d'un *képhalè* venait souvent directement du souverain. Par exemple, dans un *prostagma* de juillet 1326 délivré en faveur du monastère du Prodrome de Serrès, l'empereur Andronic II déclare qu'Alexios Tzamlakôn a été nommé au poste de *képhalè* de Serrès et de la région de Popolia par « un ordre de Ma Majesté »¹⁷⁹. À la fin de la période, certains *képhalai* agissaient sur l'ordre d'un autre membre de la dynastie impériale, par exemple d'un despote, mais cela n'impliquait pas pour autant un affaiblissement du pouvoir central¹⁸⁰. La nomination des *képhalai* aurait toujours été une compétence de l'empereur, comme le suggère le fait que deux manuscrits copiés au ^{xv}^e siècle, conservés à la Bibliothèque nationale de France, contiennent la formule employée par le souverain pour nommer un *képhalè*. Cette formule est désignée par l'expression ἔνταλμα κεφαλατικίου¹⁸¹.

177. MAKSIMOVIĆ, *Administration under the Palaiologoi*, p. 124 : « The kephale must in principle be regarded as an imperial official or plenipotentiary. »

178. Sur les fonctions du *képhalè*, voir MAKSIMOVIĆ, *Administration under the Palaiologoi*, p. 117-166 ; MATSCHKE, *Late Byzantine Kephalaï*, p. 139-147 ; et BARTUSIS, *Byzantine Army*, p. 33-34.

179. Voir BÉNOU, *Codex B*, n° 210, p. 408-410 ; VERDURE, *Prodrome*, n° 62. Popolia est le nom de la région qui s'étend entre le cours inférieur du Strymon et le Symbolon (*Iviron* IV, n° 85).

180. MAKSIMOVIĆ, *Administration under the Palaiologoi*, p. 160-165, considère qu'au ^{xv}^e siècle les *képhalai* s'étaient mis au service de détenteurs des apanages et il donne l'exemple de Géorgios Gémistos (Pléthon) qui avait reçu du despote Théodôros [II] Palaiologos, gouverneur du Péloponnèse, le commandement du village de Phanarion, dans l'Argolide. Toutefois, il ne dit pas qu'un peu plus tard, en 1428, Pléthon reçut un chrysobulle de l'empereur Jean VIII et en 1449 un autre de l'empereur Constantin XI.

181. Ce sont les manuscrits *Paris. gr.* 2509, fol. 170 et *Paris. gr.* 2511, fol. 1-6, qui sont des formulaires de chancellerie (OMONT, *Inventaire*, t. 2, p. 274-276). Pour leur datation, voir K.-P. MATSCHKE, *Rolle und Aufgaben der Demarchen in der spätbyzantinischen Hauptstadt*.

L'étude prosopographique révèle par ailleurs que la plupart des *képhalai* étaient issus du milieu aristocratique. Il s'agissait généralement de membres de l'élite qui possédaient une fortune foncière personnelle dans la région qu'ils commandaient¹⁸². Toutefois, on connaît aussi le cas de *képhalai* complètement étrangers à l'endroit qu'ils étaient chargés de gouverner¹⁸³. Quoi qu'il en soit, le choix de celui qui devait diriger une ville ou une région était dicté avant tout par ses liens de parenté avec l'Empereur et par sa position dans la hiérarchie aulique. Lors des deux guerres civiles, chacun des adversaires accorda ainsi à ses partisans le gouvernement des villes qui tombaient sous sa juridiction, afin de s'assurer le contrôle du territoire¹⁸⁴.

Parmi ses nombreuses compétences, le *képhalè* avait la responsabilité de diriger la défense de la ville et d'assurer l'entretien des milices municipales¹⁸⁵. Pour cela, il avait le droit d'acheter en priorité les marchandises aux producteurs locaux et à un prix inférieur à celui du marché, souvent arrêté au préalable par les autorités. Ce droit d'achat privilégié est attesté dans les sources jusqu'au xiv^e siècle sous le nom de *mitaton*¹⁸⁶. Même si les sources n'emploient plus le terme durant la période tardive, le *mitaton* était sans doute encore en vigueur au début du xv^e siècle¹⁸⁷.

Ein Beitrag zur Rolle der Stadt und der spätbyzantinischen Hauptstadt. Ein Beitrag zur Rolle der Stadt und der städtischen Bevölkerung in Byzanz, *Jahrbuch für Geschichte des Feudalismus* 1, 1977, p. 211-231, ici p. 211 (= ID., *Das spätbyzantinische Konstantinopel*, p. 153). La formule de nomination du *képhalè* a été éditée par SATHAS, *Μεσαιωνική βιβλιοθήκη*, t. 6, p. 642-643. Sur cette question, voir aussi MAKSIMOVIĆ, *Administration under the Palaiologoi*, p. 123-125.

182. Par exemple, Kônstantinos Palaiologos, « oncle » (*theios*) de l'empereur Andronic III, fut nommé *képhalè* de la ville de Serrès peu après 1342. Il faisait partie d'un puissant clan familial qui possédait un vaste patrimoine foncier en Macédoine orientale : cf. ESTANGÜI GÓMEZ, Théodôra Palaiologina, p. 139.
183. Ce fut par exemple le cas de Géorgios Synadênos Astras, gouverneur de Lemnos, qui semble n'avoir eu aucun lien avec l'île avant sa nomination comme *képhalè*.
184. Au cours des années 1340 et 1350, de nombreuses villes, notamment en Thrace et en Macédoine, échurent aux partisans des deux camps. À cette époque, certains postes de gouverneurs de villes furent aussi achetés par des riches. Ce fut par exemple le cas de Iôannès Batatzès (cf. *supra*, p. 69-70) qui acheta le poste de *képhalè* de Thessalonique à l'impératrice Anne de Savoie : GRÈGORAS XIV § 11 ; II, p. 741¹⁰.
185. La plupart des historiens ont souligné le rôle du *képhalè* en tant que chef de l'armée locale : voir par exemple MAKSIMOVIĆ, *Administration under the Palaiologoi*, p. 129 (avec bibliographie) et 146. L'obligation de surveiller le territoire était appelée *apobiglis*. Les *képhalai* étaient également responsables de l'approvisionnement des milices locales : cf. *supra*, p. 68, n. 272. Toutefois, il convient de préciser que les *képhalai* n'étaient pas les commandants des troupes régulières, mais simplement de la garnison d'une ville ou d'une forteresse. En revanche, les armées composées de mercenaires et de pronôiaires étaient dirigées par l'empereur lui-même ou par d'autres dignitaires de la cour impériale, par exemple le *mégas domestikos* ou le *mégas stratopédarchès* : BARTUSIS, *Byzantine Army*, p. 241.
186. Voir M. BARTUSIS, State Demands for the Billeting of Soldiers in Late Byzantium, *ZRVI* 26, 1987, p. 115-120.
187. LAIOU, MORRISON, *The Byzantine Economy*, p. 209. Selon MATSCHKE, Late Byzantine Kephalaï, et ID., *Das spätbyzantinische Konstantinopel*, p. 145-147, les *képhalai* auraient bénéficié de leur position privilégiée pour faire du commerce. Sur le rôle des *képhalai* dans la commercialisation de produits agricoles, voir *infra*, p. 523 et 527.

Toutefois, les compétences du *képhalè* n'étaient pas limitées à la défense du territoire. Il détenait aussi des prérogatives d'ordre judiciaire. Par exemple, en octobre 1358, Stéphanos Radénos, *képhalè* de Thessalonique, délivra un acte par lequel il mettait fin à un conflit qui opposait les moines de Vatopédi et certains parèques du village de Saint-Mamas, en Chalcidique occidentale¹⁸⁸. Les sources fournissent d'autres exemples d'interventions de ce type¹⁸⁹.

Le *képhalè* pourrait avoir eu également des compétences fiscales. La question reste incertaine, mais il se peut que, dans certaines régions, la personne qualifiée de *képhalè* ait aussi rempli les fonctions d'*apographeus*. On reviendra sur cette question dans les pages concernant l'appareil fiscal dans les provinces. Ici, il convient simplement de souligner que les compétences fiscales du gouverneur sont attestées par exemple dans le cas de Stéphanos Doukas Radénos, *képhalè* de « l'île » de Kassandreia et membre du collège de recenseurs de la Macédoine durant le premier quart du xve siècle¹⁹⁰. Disons également que l'on possède des actes de mise en possession de biens fonciers délivrés par des *képhalai*. De plus, certains gouverneurs collectaient des taxes dans leur ressort¹⁹¹.

Dès la seconde moitié du xiv^e siècle, l'installation d'un *képhalè* dans toutes les villes de l'Empire d'une certaine importance¹⁹² entraîna aussi des changements dans la hiérarchie administrative locale, par exemple la disparition du poste de *prokathèménos*, un officier subordonné au *képhalè*, qui était peut-être chargé de diriger les villes de deuxième rang. La dernière attestation du titre de *prokathèménos* date du troisième quart du xiv^e siècle¹⁹³. Un autre fonctionnaire de l'administration locale, le *kastrophylax* semble avoir en revanche survécu aux changements intervenus dans la seconde moitié du xiv^e siècle, mais son rôle se trouva peut-être diminué.

188. *Vatopédi* III, n° 111.

189. À Constantinople, les *képhalai* avaient le droit de mettre aux arrêts les particuliers : cf. SCHILBACH, *Hypothyposis*, p. 53, l. 39-41. Pour les compétences juridiques des *képhalai*, voir aussi MAKSIMOVIĆ, *Administration under the Palaiologoi*, p. 149-152.

190. Stéphanos Doukas Radénos est attesté comme recenseur du *théma* de Thessalonique de 1415 à 1420 (*PLP* 23991). Il signe comme *képhalè* de l'île de Kassandreia l'acte *Saint-Pantéléèmôn*, n° 18, daté de mai 1419. Les auteurs du *PLP* ont consacré une entrée différente au *képhalè* de Kassandreia (*PLP* 23999), mais il n'y a pas de doutes sur le fait qu'il s'agit bien de la même personne que le recenseur de Thessalonique. En tant que gouverneur de la presqu'île de Kassandreia, Radénos délivra un autre acte en faveur d'un monastère de l'Athos, l'acte *Vatopédi* III, n° 212 (ca 1419). Sur le rôle du *képhalè* en tant qu'agent du fisc, voir MAKSIMOVIĆ, *Administration under the Palaiologoi*, p. 154-156, en particulier n. 186, et *infra*, p. 412-413.

191. Ce fut par exemple le cas du *képhalè* de Christoupolis qui était chargé de collecter l'impôt appelé *skaliatikon* dans le village de Chantax. Il s'agissait d'un droit versé par les bateaux qui traversaient les bouches du Strymon : cf. *Zographou*, n° 32, l. 39-40. Sur cet impôt, voir aussi *infra*, p. 523.

192. Un acte postérieur du tsar serbe Étienne Dušan suggère qu'il existait un *képhalè* de Hiérissos à l'époque byzantine et qu'il avait alors une certaine autorité sur la presqu'île athonite : *Vatopédi* II, n° 92 (novembre 1345), l. 23.

193. Voir l'acte *Vatopédi* II, n° 107 de mai 1356 : le *prokathèménos* de Thessalonique Michaël (ou Kônstantinos ?) Amasianos. Sur le *prokathèménos*, voir MAKSIMOVIĆ, *Administration under the Palaiologoi*, p. 168-174, et BARTUSIS, *Byzantine Army*, p. 33-34. À l'époque antérieure au milieu du xiv^e siècle, le *prokathèménos* était chargé de l'administration civile, alors que le *kastrophylax* était le responsable de la défense de la ville.

Il était chargé d'organiser la défense des villes et de diriger les travaux de réparation des remparts et des tours de l'enceinte fortifiée¹⁹⁴.

Dans certaines régions, l'augmentation du nombre de *képhalai* conduisit à la création d'un nouveau poste de gouverneur, appelé *katholikè képhalè* (ou *périéchousa képhalè*), qui était responsable à son tour d'autres *képhalai* de rang inférieur, désignés parfois par l'expression *mérikôs képhalatikeuôn* (μερικῶς κεφαλατικεύων)¹⁹⁵. Le *katholikè képhalè* était peut-être à la tête de la localité la plus importante de la province. Il est attesté pour l'île de Lemnos ainsi que pour le Péloponnèse, mais il se peut qu'il ait existé aussi dans d'autres régions de l'Empire¹⁹⁶.

En dernier lieu, il convient de rappeler que les deux plus grandes villes de l'Empire, Constantinople et Thessalonique, constituaient des cas à part, puisqu'elles étaient parfois commandées chacune par deux *képhalai*. Toutefois, le fonctionnement de ce système diarchique n'est pas clair¹⁹⁷.

Autres représentants impériaux auprès des gouverneurs des provinces

Si le rôle du *képhalè* en tant que gouverneur d'une ville ou d'une région ne fait aucun doute, la présence à ses côtés d'autres personnages envoyés par l'Empereur demeure problématique. Les sources parlent souvent de l'arrivée dans les territoires de l'Empire d'un haut fonctionnaire qui faisait partie de l'entourage impérial. Ce personnage ne porte jamais de titre le rattachant à l'administration locale et sa présence dans une ville ou dans une région semble temporaire. Il pourrait s'agir d'un fonctionnaire chargé par le souverain d'une mission spécifique. D'ailleurs, il délivrait alors des actes au nom de l'empereur et non en son nom propre.

Ces représentants impériaux se trouvaient souvent auprès des autres membres de la dynastie des Paléologues placés à la tête d'une province ou d'une ville. Leur fonction était alors notamment celle de conseillers. Il faut toutefois souligner que leur rôle n'a jamais éclipsé celui des *képhalai*. En effet, la présence dans une province d'un représentant impérial n'impliquait pas la suppression du poste de *képhalè*, dont toutefois les compétences devaient être, dans ces cas, plus limitées. Ainsi, par exemple, à l'époque du gouvernement du despote Manouël Palaiologos en Macédoine

194. Par exemple, une inscription de 1355/1356 témoigne du rôle du *kastrophylox* Iôannès Chamaétos Koutalès dans la réparation d'une partie des murailles de Thessalonique : cf. *supra*, p. 160. Sur les fonctions du *kastrophylox*, voir BARTUSIS, *Byzantine Army*, p. 313-314.

195. On ne peut pas suivre Maksimović qui considère que la création du poste de *katholikè képhalè* fut motivée par le désir de Constantinople «to establish firmer control over the provinces, which were increasingly concerned with their own problems and living their own life» (Id., *Administration under the Palaiologoi*, p. 144). Le cas de Lemnos, par exemple, contredit son hypothèse, puisqu'il s'agit d'un territoire qui resta la plupart du temps sous l'autorité directe de l'empereur de Constantinople : voir à ce sujet les remarques de Maksimović lui-même, *ibid.*, p. 145, n. 155.

196. Sur le *katholikè képhalè* de la Morée, voir ZAKYTHINOS, *Le despotat grec de Morée*, t. 2, p. 59-71, et MAKSIMOVIĆ, *Administration under the Palaiologoi*, p. 131-133. Pour Lemnos, voir *ibid.*, p. 145, n. 155. Michaël Palaiologos, *gambros* de l'empereur Manuel II, est attesté comme *katholikè képhalè* de Lemnos en 1415 (*Vatopédi III*, n° 205, l. 7).

197. Sur les gouverneurs de Constantinople, voir MATSCHKE, *Demarchen et H., Gouverneurs.*

(1368-1373), l'empereur Jean V envoya à Thessalonique le *mégas primmikèrios* Dèmètrios Phakrasès pour occuper le poste de *képhalè* de la ville¹⁹⁸ et, peu de temps après, le *mégas domestikos* Dèmètrios Palaiologos en tant que conseiller du jeune despote Manouèl Palaiologos¹⁹⁹. Quelques années plus tard, au début du x^v^e siècle, le despote Andronikos Palaiologos, fils de Manuel II, fut nommé, à l'âge de huit ans, à la tête de la province de Macédoine ; jusqu'à sa majorité, il fut conseillé par le serviteur impérial Dèmètrios Laskaris Léontarès²⁰⁰, alors que le poste de *képhalè* de Thessalonique était détenu, quant à lui, par Manouèl Eskammatisménos²⁰¹.

Le rôle des représentants impériaux revêtait une importance toute particulière dans les territoires qui échappaient à l'autorité directe de Constantinople. Il s'agit ici des territoires dont les empereurs furent obligés d'abandonner le contrôle en faveur d'autres souverains ou de seigneurs locaux. Ce fut par exemple le cas de la ville d'Ainos et de celle de Christoupolis, dont on a déjà parlé dans les chapitres précédents. Les empereurs byzantins réussirent ici à imposer la présence d'une personne de leur entourage qui faisait office de résident auprès du maître local. À Ainos, Jean V envoya ainsi Manouèl Angélos, un haut fonctionnaire de la cour, qui resta auprès de Libadarios, *hégémôn* de la ville²⁰², et à Christoupolis, Andronic IV dépêcha Michaèl Astras, fils de l'ancien gouverneur de Lemnos Géôrgios Synadènos Astras, qui résida auprès du *mégas primmikèrios* Iôannès²⁰³. Enfin, le rôle de Dèmètrios Chrysolôras, personnage influent aux côtés de Jean VII à Sélymbria durant les années 1390 et plus tard *mésazôn* de cet empereur à Thessalonique au début du x^v^e siècle, mérite également d'être mentionné ici, car Dèmètrios entretenait aussi des liens d'amitié très étroits avec Manuel II, ce qui suggère qu'il avait peut-être également été amené à jouer un rôle d'intermédiaire entre les deux souverains²⁰⁴.

Quoi qu'il en soit, la présence de ces personnages dans les provinces de l'Empire et dans d'autres territoires frontaliers suppose une emprise directe du gouvernement central sur la périphérie de l'État ; elle s'exerçait par l'entremise de ces fonctionnaires qui incarnaient l'autorité impériale, même s'ils étaient dépourvus d'un titre correspondant à ce rôle au sein de l'administration. Leur fidélité au souverain ne semble pas faire de doute ; la plupart appartenaient au cercle des parents proches de l'Empereur ou étaient ses hommes de confiance.

198. Sur Dèmètrios Phakrasès et son mandat à Thessalonique : cf. *supra*, p. 205-206.

199. La fonction de Dèmètrios Palaiologos auprès de Manouèl est révélée par Kydônès dans sa correspondance : cf. *supra*, p. 215-216.

200. Dèmètrios Laskaris Léontarès délivra en février 1415 un acte en faveur du monastère de Vatopédi confirmant quelques dispositions d'ordre fiscal prises par l'empereur Manuel II lors de son séjour à Thessalonique en 1414-1415 : *Vatopédi* III, n° 206. Léontarès signe l'acte en tant que serviteur de l'empereur : ὁ δοῦλος τοῦ κραταιοῦ καὶ ἁγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ βασιλέως Δημήτριος ο Λεοντάρης. Sur ce personnage, voir *PLP* 14676.

201. Sur Manouèl Eskammatisménos, voir *PLP* 91872.

202. Sur le rôle de Manouèl Angélos à Ainos, voir GANCHOU, *Autonomie locale*, p. 370. Manouèl Angélos détenait aussi le titre de juge général.

203. Sur Michaèl Astras, voir *supra*, p. 326, n. 921.

204. Sur Dèmètrios Chrysolôras et sa relation avec l'empereur Manuel II, voir MANUEL II, *Lettres*, p. xxxiv-xxxv.

2. LES AGENTS DU FISC

Dans son étude sur l'administration provinciale de l'empire des Paléologues, Ljubomir Maksimović a consacré un chapitre entier à l'appareil fiscal (« The Fiscal Apparatus »)²⁰⁵. Il a constaté que les agents du fisc constituaient un corps de fonctionnaires séparé, qui n'était pas subordonné au *képhalè* mais qui recevait ses ordres directement de l'Empereur. L'une des raisons invoquées par Maksimović pour expliquer cette indépendance de l'appareil fiscal vis-à-vis des gouverneurs est une disparité de la géographie administrative : les régions sur lesquelles agissaient les recenseurs auraient été plus étendues que celles que gouvernaient les *képhalai*²⁰⁶.

Maksimović est arrivé sur ce point à des conclusions qui sont peut-être valables pour la période antérieure au milieu du *xiv^e* siècle, mais qui doivent être nuancées pour l'époque ultérieure. L'étude des actes de la pratique confirme certes l'emprise du pouvoir central sur l'administration fiscale (on l'a déjà vu à propos des déplacements des empereurs dans les provinces), mais elle n'est pas aussi claire quant à l'indépendance des agents du fisc vis-à-vis des autorités locales et quant au rôle fiscal des *képhalai*, car on trouve par exemple des gouverneurs qui agissent en qualité de recenseurs et qui portent le titre d'*apographeus*. En fait, ce titre d'*apographeus* soulève de nombreuses questions auxquelles il n'est pas aisé de répondre. Il y a même des raisons de penser qu'il ne désignait pas un rang de l'administration, mais simplement une mission temporaire et spécifique qui pouvait être remplie par divers fonctionnaires.

La carrière de deux recenseurs :
le hiéromoine Iôasaph et l'*apographeus* Paulos Gazès

Les actes de l'Athos fournissent les noms de quelques agents du fisc. Ceux-ci validaient de leur signature des *praktika* ou des actes de mise en possession qui étaient remis aux monastères ou à des particuliers. Nous connaissons aussi d'autres noms grâce aux sources narratives ou à quelques notices de manuscrits. Toutefois, la plupart des *apographeis* demeurent inconnus. D'ailleurs, il est difficile de reconstituer leur carrière car, le plus souvent, ils ne sont mentionnés qu'à une seule occasion.

205. MAKSIMOVIĆ, *Administration under the Palaiologoi*, p. 184 et suiv., distingue deux types de fonctionnaires du fisc : les officiers du cadastre ou *apographeis* (« Cadastral Officials », *ibid.* p. 186 et suiv.) et les collecteurs de taxes ou *énergountes* (« Tax Officials », *ibid.* p. 217 et suiv.). Cependant, je n'ai rien trouvé dans les sources qui confirme cette distinction pour la période postérieure au milieu du *xiv^e* siècle.

206. *Ibid.*, p. 202 : « There are three elements [...] which indicate the specific and independent position of the tax-inspectors in the provincial administration. First of all, there is their special place, alongside the *kephalai* but not subordinate to them [...] Then there is the fact that they are linked with the administrative centre of the state [c'est-à-dire le pouvoir impérial], from which they receive their instructions, and not with the local governors, whose districts were sometimes quite small, in most cases smaller than the areas over which the *apographeis* exercised their authority. » Selon Maksimović, le territoire sur lequel s'exerçait l'autorité du recenseur était qualifié de *théma* dans les sources (par exemple, le *théma* de Thessalonique) et englobait plusieurs *katépanikia*.

On peut certes proposer des rapprochements avec des homonymes qui vécurent à la même époque, mais il convient de rester prudent, car l'usage des patronymes par les Byzantins de cette époque s'avère fort capricieux. Il y a pourtant deux exceptions, deux personnages qui agirent ensemble en tant que recenseurs de l'île de Lemnos en 1415 et dont la carrière est bien connue grâce à des mentions dans plusieurs sources. Il s'agit du hiéromoine Iôasaph et de l'*apographeus* Paulos Gazès.

Ces deux recenseurs signèrent ensemble un *praktikon* daté de 1415 concernant les biens du métoque de la Vierge Zôodochos Pègè, dite *tou Synkéllou*, possession de Lavra à Lemnos²⁰⁷. Cet acte dit qu'ils avaient été chargés par l'empereur Manuel II de procéder au recensement de l'île²⁰⁸. À la même époque, Iôasaph délivra, seul, un acte de mise en possession de la terre de Chaoulè en faveur de Vatopédi²⁰⁹. Le recensement de Lemnos entrepris par le collège Iôasaph-Gazès est également évoqué dans un *praktikon* pour Vatopédi de 1442. Cette mention plus tardive est importante parce qu'elle permet d'identifier le hiéromoine Iôasaph avec un personnage célèbre du règne de Manuel II : Iôasaph, métropolite d'Éphèse. L'auteur du *praktikon* de 1442, Théodôros Pépagôménos, ne laisse aucun doute à ce sujet : « Notre très puissant et saint maître et empereur [Manuel II] [...] enjoignit, par une divine et vénérable ordonnance écrite, au très saint métropolite d'Éphèse, feu *kyr* Iôasaph, notre prédécesseur en tant que recenseur général (*katholikos apographeus*) [de l'île de Lemnos], de mettre ce monastère [de Vatopédi] en possession de cette terre [de Chaoulè] ; en exécution de la divine et vénérable ordonnance de sa très puissante et sainte Majesté, le métropolite s'est rendu sur place, accompagné du bien-aimé *gambros* de sa très puissante et sainte Majesté, le *katholikè képhalè* de l'île de Lemnos, Michaël Palaiologos, et d'autres archontes, afin de dresser un acte de recensement²¹⁰. »

207. *Lavra* III, n° 164. L'acte publié dans l'appendice n° XVIII de *Lavra* III, un document du XIX^e siècle, pourrait avoir été copié sur un acte fiscal établi aussi par ces deux recenseurs : cf. *supra*, p. 382.

208. *Ibid.*, n° 164, l. 1-2 : θεῖω καὶ προσκυνητῷ ὀρισμῷ τοῦ κραταιοῦ καὶ ἀγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ βασιλέως τὴν ἀπογραφικὴν ἐξίσωσιν καὶ ἀποκατάστασιν πάντων τῶν ἐν τῇ θεοσώστῳ νήσῳ Λήμνῳ ποιούμενοι ; aussi *ibid.*, l. 24-25 : ὁ δοῦλος τοῦ κραταιοῦ καὶ ἀγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ βασιλέως Παῦλος Ὁ ΓΑΖΗΣ, ὁ ἐλάχιστος ἐν ἱερομονάχοις ἸΩΑΣΑΦ.

209. *Vatopédi* III, n° 205.

210. *Ibid.*, n° 227, l. 90-96 : ὁ δὲ κραταιὸς καὶ ἅγιος ἡμῶν αὐθέντης καὶ βασιλεὺς [...] ἀπελήθη δὲ καὶ θεῖος καὶ προσκυνητὸς ἔγγραφος ὀρισμὸς πρὸς τὸν πρὸ ἡμῶν καθολικὸν ἀπογραφέα τὸν πανιερώτατον μητροπολίτην Ἐφέσου τὸν κύρ Ἰωάσαφ ἐκεῖνον ὡσαύτῃ παραδοθῇ πρὸς τὸ μέρος τῆς αὐτῆς μονῆς ἢ εἰρημένη γῇ, ἰδοὺ κατὰ τὸν εἰς τοῦτο θεῖον καὶ προσκυνητὸν ὀρισμὸν τῆς κραταιᾶς καὶ ἀγίας βασιλείας αὐτοῦ τοπικῶς ἐκεῖσε παραγενόμενος ὁ εἰρημένος μητροπολίτης ὡς τὸ παρ'ἐκείνου πρακτικὸν διαλαμβάνει, μετὰ καὶ τοῦ περιποθήτου γαμβροῦ τῆς κραταιᾶς καὶ ἀγίας βασιλείας αὐτοῦ καὶ καθολικῆς κεφαλῆς τῆσδε τῆς νήσου Λήμνου κυροῦ Μιχαὴλ τοῦ Παλαιολόγου ἐκεῖνου καὶ ἐτέρων ἀρχόντων, παραδεδώκασιν τὴν εἰρημένην γῆν. Dans l'acte *Vatopédi* III, n° 205, daté de janvier 1415, le hiéromoine Iôasaph dit aussi « s'être rendu sur place, conformément à l'ordre de l'empereur, accompagné de Michaël Palaiologos, *gambros* de l'empereur, *katholikè képhalè* de Lemnos, et d'autres archontes... » Il se peut que le recenseur de 1442 se soit fondé sur le contenu de cet acte pour rédiger son *praktikon*.

La carrière de Iôasaph, métropolite d'Éphèse, est relativement bien connue²¹¹. Il semble avoir pris l'habit dès la fin du xiv^e siècle dans le puissant monastère constantinopolitain des Xanthopouloi. Il était certainement encore jeune lorsqu'il composa deux monodies à la mémoire du fils du *mésazôn* Nikolaos Notaras, Iôannès Notaras, tué au combat durant le siège de Constantinople par Musa en 1411²¹². Le fait que ce soit à Iôasaph qu'ait été confiée la composition de ces monodies en l'honneur du fils aîné du principal conseiller byzantin est un indice de la notoriété dont jouissait ce moine à la cour impériale. Peu de temps après, l'empereur Manuel II le choisit pour faire partie de sa suite lors de son voyage à Thasos (1414), au cours duquel il procéda au recensement de l'île voisine de Lemnos²¹³.

La désignation du hiéromoine Iôasaph des Xanthopouloi pour entreprendre le recensement de Lemnos pourrait paraître surprenante, car il s'agissait non seulement d'un ecclésiastique, mais aussi d'un personnage complètement étranger à l'île. Toutefois, au temps de Manuel II, les moines des Xanthopouloi étaient connus pour leurs compétences en matière de fiscalité et de comptabilité, ainsi que pour leur influence auprès du souverain. Dans son *Voyage aux Enfers*, Mazaris souligne que ces moines avaient « l'oreille de l'empereur comme personne d'autre » ; il les surnomme en outre plaisamment « les frères frauduleux » (ξανθοὶ ὑποῦλοι), car ils « croient mieux remplir leurs devoirs envers Dieu en se consacrant en priorité à leurs biens temporels »²¹⁴.

Son influence auprès de Manuel II et ses connaissances en fiscalité expliqueraient la désignation de Iôasaph comme « recenseur général » (*katholikos apographeus*) de l'île de Lemnos. On ignore la durée de ses fonctions comme agent du fisc. Peu de temps après, dès la fin 1415, Iôasaph se trouvait peut-être déjà dans le Péloponnèse,

211. Voir *PLP* 8916, et A. ACCONCIA LONGO, L'attività letteraria del giurista Ioasaf, dans *Studi bizantini e neogreci. Atti del IV Congresso nazionale di studi bizantini, Lecce-Calimera 21-24 apr. 1980*, Galatina 1983, p. 333-341. Sur le recenseur de Lemnos, voir *PLP* 8883. Les deux entrées doivent maintenant être fondues. Iôasaph est peut-être la même personne que le copiste du *Par. gr.* 1213, contenant les œuvres de Dèmètrios Kydônès et de Nikolaos Kabasilas : cf. *supra*, p. 222, n. 475.

212. L'appartenance de Iôasaph aux Xanthopouloi est suggérée par le fait même qu'il ait composé ces deux monodies en l'honneur de Iôannès Notaras, dont la famille était la principale bienfaitrice de ce monastère dans lequel ses membres défunts étaient inhumés : ACCONCIA LONGO, *Versi di Ioasaf ieromonaco*, p. 279, v. 92-93, 104-105 et p. 268. Le monastère des Xanthopouloi avait été fondé à la fin du xiv^e siècle par le patriarche Kallistos II Xanthopoulos (KALÉKAS, *Correspondance*, p. 84-85). Lorsqu'il monta sur le trône patriarcal, en mai 1397, Kallistos dut fournir une série de documents témoignant de ses capacités à diriger l'Église. Ces actes étaient signés par des hiéromoines et des pères spirituels, dont la plupart faisaient sans doute partie de la communauté des Xanthopouloi, dans laquelle Kallistos avait vécu jusqu'à cette date. Parmi les signataires figure un hiéromoine Iôasaph qui pourrait être identifié au nôtre (MM II, n° 12, p. 292 ; voir aussi DARROUZÈS, *Regestes VI*, n° 3052, et *PLP* 8894).

213. Sur la campagne militaire de Manuel II à Thasos, voir *supra*, p. 380-381. L'expédition quitta Constantinople le 25 juillet 1414.

214. Voir MAZARIS, p. 20-22 et p. 104 pour le commentaire. Un autre moine célèbre des Xanthopouloi fut Syméôn, élu métropolite de Thessalonique vers 1416 : voir BALFOUR, *Symeon of Thessalonica*, p. 280-283 (« Spiritual friendship with the Basileus may be one reason why Symeon was called upon, despite his reluctance, to become Archbishop of Thessalonica »).

aux côtés de Manuel II. En effet, il est l'un des auteurs des quatre préfaces de l'*Oraison funèbre* composée par Manuel II en l'honneur de son frère défunt Théodôros, ancien gouverneur du Péloponnèse²¹⁵. Or, on sait maintenant que la date de la rédaction définitive de l'*Oraison* est à placer vers 1415, peut-être alors que Manuel II se trouvait en Morée. Cette chronologie pourrait donc indiquer que l'arrivée de Iôasaph à Mistra se produisit la même année ou peu après²¹⁶.

Après son retour à Constantinople, Iôasaph fut nommé *mégas prôtosynkellos* du patriarcat, peu avant 1419²¹⁷. Ce fut le début d'une brillante carrière ecclésiastique qui conduisit Iôasaph d'abord au poste d'higoumène du puissant monastère du Prodrome de Pétra et plus tard à celui de métropolitite d'Éphèse (1433)²¹⁸. Il mourut en 1437 et rien ne semble indiquer qu'il soit jamais retourné dans l'île de Lemnos. Son identification avec le *papas* Iôasaph attesté comme agent fiscal à Lemnos en 1425 est donc à rejeter²¹⁹ : le titre de *papas* indique d'ailleurs que ce personnage appartenait au clergé séculier, alors que notre Iôasaph était à l'époque à la tête de l'un des monastères les plus influents de la capitale de l'Empire. Du reste, ce *papas* Iôasaph, qui dressa un acte en faveur du couvent de Dionysiou, ne me semble pas être l'auteur d'un recensement général de l'île²²⁰.

215. MANUEL II, *Oraison funèbre*, p. 70, voir aussi p. 41.

216. Pour la date de la composition de l'*Oraison funèbre*, voir PATRINELIS, SOFIANOS, *Manuel Chrysoloras*, p. 35-52. La nouvelle datation implique que l'empereur Manuel II dut achever son discours durant son séjour dans le Péloponnèse en 1415-1416. Outre celle de Iôasaph, les trois autres préfaces de l'*Oraison* sont dues à Géorgios Gémistos (Pléthon), à Matthaios Chrysoképhalos et à Dèmétrios Magistros.

217. Iôasaph porte déjà le titre de *mégas prôtosynkellos* dans le manuscrit de la Vaticane contenant les deux monodies pour Iôannès Notaras, composées vers 1411/1412. Toutefois, je pense qu'à cette époque il ne détenait pas encore ce titre, car il ne signa les actes de l'Athos datant de 1415 que comme hiéromoine. En outre, d'après le relevé des filigranes, la partie du manuscrit qui contient les écrits de Iôasaph fut copiée (ou recopiée ?) au plus tôt en 1419, à une époque où il était effectivement en possession de sa nouvelle dignité. Pour l'étude du manuscrit, voir ACCONCIA LONGO, *Versi di Ioasaf ieromonaco*, p. 240, n. 4.

218. Iôasaph accomplit deux ambassades auprès des papes : la première vers 1426, auprès de Martin V et la seconde en 1431 auprès d'Eugène IV (SYROPOULOS, p. 115, n. 2 et 123, n. 5, qui qualifie Iôasaph d'higoumène du monastère du Prodrome de Pétra et de *mégas prôtosynkellos*). À son retour d'Italie (1433), il fut promu au rang de métropolitite d'Éphèse.

219. En juillet 1425, le *papas* Iôasaph (PLP 8884) établit un acte de mise en possession (ἀπογραφικὸν γράμμα) en faveur du monastère de Dionysiou à l'Athos : *Dionysiou*, n° 22. Le rapprochement avec le hiéromoine Iôasaph a été proposé par N. Oikonomidès dans son commentaire de l'acte (*ibid.* p. 126), mais celui-ci ne connaissait pas à l'époque l'identité du hiéromoine Iôasaph des Xanthopouloi. On connaît un autre hiéromoine Iôasaph attesté à Lemnos dans le premier quart du xv^e siècle. Il s'agit de la personne chargée en 1408 par l'empereur Manuel II d'aller chercher dans cette île, en compagnie d'un certain Aspiérès (sur ce personnage, cf. PLP 1567 et 1568), la copie d'un acte destiné au dossier relatif au procès contre Makarios, métropolitite d'Ankara : LAURENT, *Trisépiscopat*, p. 161.

220. Il n'y a aucune mention dans l'acte *Dionysiou*, n° 22 d'un recensement de Lemnos ordonné par l'empereur ou par un despote.

Paulos Gazès est également bien connu, d'abord par la documentation athonite, puis par quelques notices comptables datant du premier quart du ^{xv}^e siècle et relatives à la métropole de Thessalonique²²¹. Il est attesté pour la première fois à Thessalonique, comme témoin de la donation en mars 1400 d'un terrain en Chalcidique, faite par un certain Mpogdanos Phronimos au monastère de Vatopédi, c'est-à-dire à l'époque de la première domination ottomane en Macédoine²²². De 1406 à 1409, il agit en tant que recenseur du fisc en Chalcidique²²³. En 1415, il entreprit le recensement de Lemnos avec le hiéromoine Iôasaph. Il est attesté pour la dernière fois en février 1419 ; à cette époque, il faisait partie du clergé des Asomates à Thessalonique²²⁴. Gazès ne semble donc pas avoir eu lui non plus de liens personnels avec Lemnos avant sa désignation en 1415 comme recenseur de l'île. Comme son collègue le hiéromoine Iôasaph, il fut sans doute choisi en raison de ses compétences en matière de fiscalité. On a vu que Gazès avait déjà agi pendant plusieurs années comme agent du fisc en Macédoine.

La comparaison entre les carrières de ces deux recenseurs montre toutefois entre eux une différence de statut. Iôasaph appartenait à la fois au cercle proche de l'empereur Manuel II et à l'une des communautés monastiques les plus importantes de la capitale. Il était sans doute issu du milieu aristocratique. Paulos Gazès était en revanche un simple fonctionnaire de province. Il avait travaillé pour l'administration fiscale en Macédoine durant les premières années de la restauration byzantine dans la région. On ne connaît pas son origine sociale, mais sa présence à Thessalonique à l'époque de la domination ottomane suggère qu'il n'appartenait pas au milieu le plus élevé de la société byzantine. Il devait certes être un membre respecté de la communauté chrétienne de la capitale macédonienne, mais ses origines devaient tout de même être beaucoup plus modestes que celles du hiéromoine Iôasaph des Xanthopouloi.

La différence sociale entre ces deux personnages implique probablement entre eux un rapport hiérarchique qui est reflété par la qualification de *katholikos apographeus* de Lemnos appliquée au seul Iôasaph. Ce titre rappelle celui de *katholikè képhalè*, auquel on a déjà fait allusion, et suggère que Iôasaph était le supérieur de Paulos Gazès, ainsi que d'autres simples *apographeis* qui devaient certainement être actifs dans l'île à l'époque. La mise en place de cette hiérarchie pourrait par ailleurs s'accompagner d'une répartition des tâches²²⁵. Gazès pourrait avoir été chargé de questions plus techniques liées au recensement que Iôasaph aurait supervisé.

221. La notice du *PLP* 3452 doit être complétée par les références données ci-dessous.

222. *Vatopédi* III, n° 184. Il s'agit de l'acte original, ce qui permet d'en comparer la signature avec celle des actes de recensement de la période ultérieure.

223. Voir *ibid.*, n° 194 (mai 1406) ; *Xéropotamou*, n° 29 (1407) ; *Lavra* III, n° 161 (1409) ; *Docheiariou*, n° 53 (1409) ; *Vatopédi* III, n° 200 (1409) ; et *Dionysiou*, n° 11 (1409).

224. KUGÉAS, *Notizbuch*, n° 3, p. 144.

225. MAKSIMOVIĆ, *Administration under the Palaiologoi*, p. 199, a également évoqué des différences dans le statut social des recenseurs, mais il n'en a pas tiré de conclusions, considérant qu'il n'y avait pas de véritable hiérarchie dans l'appareil de l'administration fiscale : « It is characteristic that between apographeis of lower social rank and their titled colleagues one cannot discern any elements of a relationship between subordinates and their superiors. »

La documentation n'est pas suffisamment riche pour le prouver, mais la mise à contribution d'autres actes peut nous permettre d'apporter quelques précisions concernant la procédure et le fonctionnement des recensements provinciaux.

Les tâches des recenseurs et de leurs subordonnés

Dans son *Histoire*, Iôannès Kantakouzènos donne une description théorique de la fonction d'*apographeus* qu'il désigne par le terme *exisôtès* (péréquateur). Il s'agissait, dit l'ex-empereur, de prendre à ceux qui ont en trop et de donner à ceux qui n'ont pas assez, afin de pourvoir ces derniers de ce dont ils auraient besoin dans les guerres à venir²²⁶. En effet, les actes de recensement qui nous sont parvenus affirment que les agents du fisc recevaient l'ordre de procéder à « la vérification et à la péréquation des revenus fiscaux ». Les expressions employées peuvent varier, mais elles soulignent la nécessité de veiller à ce que les biens dont disposaient un particulier ou une institution correspondent à l'impôt qu'ils payaient ou s'accordent avec le montant de leur *pronoia*²²⁷. Cela constituait, on l'a vu, la base du financement de l'armée byzantine à l'époque tardive.

Je reviendrai plus loin sur l'établissement de l'assiette fiscale, mais il convient de signaler dès à présent que l'impôt de base à Byzance aux XIV^e-XV^e siècles était une taxe calculée à partir de plusieurs paramètres. L'impôt foncier n'était que l'un de ces paramètres, les autres dépendaient de la composition du feu paysan, du nombre d'animaux de trait et des propriétés (par exemple, des vignes ou des oliviers) qu'il possédait. Afin de dresser un inventaire complet de la composition de chaque feu paysan et de la terre cultivée, les *apographeis* se rendaient sur place et faisaient une enquête sur le terrain à l'occasion de chaque recensement. Ils procédaient ensuite à la délimitation des parcelles et à l'enregistrement des paysans ainsi que de leurs biens. Cette tâche demandait plusieurs mois de travail et la collaboration de plusieurs personnes.

Il est difficile de déterminer la composition de l'équipe qui accompagnait les recenseurs lors de leurs enquêtes sur le terrain, mais quelques actes fournissent des renseignements à ce sujet. Par exemple, un document fiscal de novembre 1421 livre des informations sur la technique du recensement. Il s'agit d'un acte de mise en possession, en faveur du monastère de Dionysiou, d'un terrain situé dans la presque île de Kassandreia, établi sur l'ordre du despote Andronikos Palaiologos par le collège de recenseurs de Macédoine, Stéphanos Doukas Radènos, Kônstantinos Palaiologos Oinaiôtès, Dèmètrios Hidrôménos et Iôannès Radènos²²⁸. La terre en question, qui dépendait du village de Mariskin (aujourd'hui Néa Phôkaia), avait été donnée aux moines par l'empereur Jean VII Palaiologos. Cette donation avait été ensuite confirmée par l'empereur Manuel II et plus tard par son fils, le despote Andronikos Palaiologos, qui, à la demande de l'higoumène du monastère, donna l'ordre aux recenseurs de procéder à la délimitation du terrain.

226. KANTAKOUZÈNOS III § 8 ; II, p. 62¹⁰⁻¹⁴.

227. Sur cette question, voir *supra*, p. 73-80. Sur la terminologie employée dans les actes de recensement, voir DÖLGER, *Schatzkammern*, p. 191 et suiv., et LEFORT, *Fiscalité*, p. 316-317 [26].

228. *Dionysiou*, n° 20.

Ceux-ci déclarent s'être rendus trois fois dans la région de Mariskin, accompagnés d'un géomètre, et avoir procédé à une enquête détaillée sur le terrain : « Nous avons reçu l'ordre de notre saint seigneur le bienheureux despote [Andronikos Palaiologos] de nous rendre sur cette île²²⁹ et de remettre cette terre de dix *zeugaria* située autour du village (*kathédra*) de Mariskin, accompagnés d'un géomètre, et après avoir bien étudié la question, selon sa divine et respectable ordonnance, nous avons établi la présente mise en possession, après avoir enquêté sur place à deux reprises, [la première] pour examiner les lieux et [la seconde] pour procéder au mesurage ; et plus récemment [une troisième fois], après avoir fait la mise en possession et l'arpentage de la terre conformément au registre, à sa forme et au mesurage, la délimitation étant ainsi...²³⁰ »

Ce procédé suivi par les agents du fisc pour mesurer un terrain constituait le premier pas pour l'établissement de l'impôt foncier. Il s'agissait sans doute de la phase la plus technique du recensement, car elle demandait des connaissances scientifiques afin de calculer la surface du terrain. On notera que les recenseurs disent s'être rendus sur le terrain accompagnés d'un géomètre, c'est-à-dire d'une personne qui possédait les connaissances techniques pour accomplir l'arpentage du bien en question. L'acte dit que la surface était calculée suivant la formule *κατὰ κεφαλὴν καὶ πόδας*, « selon le sommet et la base »²³¹ ; il s'agit d'une méthode bien connue par les traités de géométrie, consistant à multiplier la moyenne des deux côtés opposés par la moyenne des deux autres côtés, le résultat étant divisé par deux²³².

229. Il s'agit de la presqu'île de Kassandreia.

230. *Ibid.*, l. 9-13 : τούτου δὲ χάριν ὀρίσθημεν ἡμεῖς παρὰ τοῦ ἁγίου ἡμῶν αὐθέντου τοῦ πανευτυχεστάτου δεσπότου ἐπὶ τῷ ἀπελθεῖν περὶ τὴν νῆσον ταύτην καὶ παραδοῦναι τὴν τοιαύτην γῆν τῶν δέκα ζευγαρίων κύκλωθεν τῆς καθέδρας τοῦ Μαρισκίου μετὰ γεωμέτρου τέ καὶ στοχασμοῦ τοῦ προσήκοντος, ἰδοὺ κατὰ τὸν θεῖον καὶ προσκυνητὸν ὀρισμὸν αὐτοῦ, τὴν παροῦσαν τῆς γῆς παράδοσιν ἐξεθέμεθα τοπικῶς ἐπιστάντες καὶ ἄλλοτε μὲν δις διὰ τὸ ἀναθεωρῆσαι τὸν τόπον καὶ ἔνθα ὁ μερισμὸς ἔμελλε γενέσθαι καὶ ἡ τομή, ἀρτίως δὲ μετὰ τὸ παραδοῦναι καὶ ἀναμετρήσαι τὴν γῆν καθὼς ἔχει θέσεώς τε καὶ σχηματισμοῦ καὶ ἀναμετρήσεως, ἥς ὁ περιορισμὸς ἔχει οὕτως.

231. *Ibid.*, l. 31.

232. Voir le commentaire d'Oikonomidès dans *Dionysiou*, p. 118-119. À la fin du XIII^e ou au début du XIV^e siècle, l'intellectuel Iôannès Pédiasimos, consul des philosophes (*PLP* 22235), critiquait le travail des géomètres au service du fisc, « barbares ignorants de la géométrie », car ils enseignaient – selon lui – les lignes, les angles et les superficies « d'une façon barbare, ignorante et bonne pour les rustres » : cf. Iôannès PÉDIASIMOS, *Abrégé sur le mesurage et le partage de la terre*, éd. G. FRIEDLEIN, *Die Geometrie des Pediasimus, Programm zur öffentlichen Preise-Vertheilung an der Studien-Anstalt Ansbach*, 1866, p. 3-40, ici p. 7 (traduction espagnole de ce passage par I. PÉREZ MARTÍN, *Al calor del texto antiguo: la lectura de textos matemáticos en Bizancio*, dans *Relegados al margen: marginalidad y espacios marginales en la cultura medieval*, éd. I. MONTEIRA ARIAS *et alii*, Madrid 2009, p. 55-68, ici p. 62, n. 41). Pour Pédiasimos, l'objet de la géométrie était de mesurer les superficies, alors que la technique employée par les agents du fisc afin de procéder à la délimitation des biens fonciers relevait du domaine de la géodésie. Sur cette question, voir aussi MATSCHKE, TINNEFELD, *Gesellschaft*, p. 48-49.

La charge de géomètre est déjà attestée durant la période précédente, pour des subordonnés des agents du fisc²³³. En mai 1319 par exemple, le *géômetris* Nikolaos Pikrogélastès procéda, sur l'ordre des *apographeis* du thème de Thessalonique (collège Kounalès-Konténos-Kalognomos), à la délimitation d'un bien appartenant au monastère de Xèropotamou²³⁴. Un acte de 1328, tiré des archives de Chilandar, mentionne un *géômetris* qui avait été sous les ordres de Dèmètrios Apelméné, *apographeus* du thème de Thessalonique de 1300 à 1304²³⁵. Dans les années 1340, le célèbre Patrikiôtès, qui travailla pour Kantakouzènos, est qualifié de géographe, terme qui pourrait faire allusion à ses connaissances en matière de géométrie²³⁶.

Pour la période qui nous occupe, les sources mentionnent à plusieurs reprises des géomètres. En 1375, le *mégas chartoularios* Laskaris Métochitès, auteur d'un recensement général de la Macédoine, délivra un *praktikon* en faveur du monastère de Vatopédi, donnant la délimitation de son domaine de Stylation, en Chalcidique²³⁷. Après en avoir mesuré les contours, ce furent des « géomètres expérimentés » (ἐμπειρικοὺς γεωμέτραις) qui, selon Métochitès, firent le calcul de sa superficie²³⁸. Théophylaktos Basilikos est attesté comme géomètre à Constantinople en novembre 1397²³⁹ et plus tard, en 1410, à Lemnos²⁴⁰. À cette époque, il portait aussi les titres d'exarque et de *taboullarios*. En 1414, Mazaris (*Voyage aux Enfers*) signale que Basilikos exerçait à la chancellerie impériale, en collège avec un homonyme, qui était notaire²⁴¹. Les actes du registre patriarcal mentionnent d'autres géomètres dans la Constantinople de la fin du xiv^e siècle, par exemple un certain Makrènos, qui agit en collège avec ce même Théophylaktos Basilikos²⁴². Même s'ils ne sont

233. Sur le titre de géomètre, voir *Géométries du fisc*, p. 248-249. Les auteurs de cette étude notent que « le terme de géomètre est rare dans les sources byzantines ». Outre les exemples mentionnés ci-dessous, ils évoquent le titre de *métrètès* qui apparaît dans quelques sceaux du xi^e siècle (cf. *ibid.*, p. 248, n. 7). Sur les géomètres, voir aussi MAKSIMOVIĆ, *Administration under the Palaiologoi*, p. 215-217.

234. *Xèropotamou*, n° 19. La lecture de J. Bompaire du nom du géomètre, « Nikolaos Pikrokladès », a été corrigée par A. GUILLOU dans un compte rendu publié dans la *BZ* 58, 1965, p. 378 ; sur ce personnage, voir aussi *PLP* 23196 (qui mentionne la correction).

235. PETIT, *Actes de Chilandar*, n° 88, p. 188, l. 18.

236. MATSCHKE, TINNEFELD, *Gesellschaft*, p. 49.

237. *Vatopédi* II, n° 147. Sur ce recensement, voir *supra*, p. 265-266 et 370.

238. *Ibid.*, l. 43-44. Voir aussi le commentaire *ibid.*, p. 409.

239. *MM* II, n° 550, p. 349 ; voir aussi DARROUZÈS, *Regestes* VI, n° 3063. Sur ce personnage, voir *PLP* 2461.

240. *Lavra* III, App. XVI : fragment d'un *praktikon*, daté de mai 1410, concernant les biens de Lavra dans l'île de Lemnos.

241. MAZARIS, p. 32, l. 1, parle d'un certain Ôkimos, un « mort-vivant », et de son homonyme « le calligraphe lépreux » (τὸν νεκρέγετον Ὀκιμον, καὶ τὸν τούτου ὁμώνυμον, τὸ εἰς κάλλος γράφοντα κέληρον). TRAPP, Mazaris, p. 97-98, a très judicieusement remarqué que le nom grec Ôkimos est un synonyme de Basilikon pour désigner le « basilic ». Les actes du patriarcat parlent en effet d'un second Théophylaktos Basilikos, contemporain du précédent ; il est attesté comme *notarios* impérial en 1390 et 1406 (il est le scribe de la version grecque du renouvellement de la trêve avec Venise) : *MM* III, p. 143 et 152-153. Voir aussi *PLP* 2462.

242. *MM* II, n° 550, p. 349 ; voir aussi DARROUZÈS, *Regestes* VI, n° 3063.

pas qualifiés de géomètres, quelques fonctionnaires semblent également avoir eu des compétences dans le mesurage et la délimitation de parcelles de terre. Il s'agit par exemple de Manouël Balsamôn, *logothètès* du patriarcat de Constantinople, qui agit en collège avec Dèmètrios Blasès et Géôrgios Byziôtès²⁴³. Un acte athonite de mai 1419 mentionne également un membre de la chancellerie de Thessalonique exerçant la fonction de géomètre. Il s'agit du *prôtonotarios* Manouël Chôniatès, qui procéda, sur l'ordre du recenseur Stéphanos Doukas Radénos, à la délimitation d'un bien foncier appartenant au monastère de Saint-Pantéléèmôn²⁴⁴.

Les exemples mentionnés ci-dessus suggèrent que la charge de géomètre était remplie le plus souvent par un simple fonctionnaire de l'administration. On a vu par exemple des cas de notaires, qui constituaient sans doute le groupe de fonctionnaires le mieux formé de l'appareil bureaucratique²⁴⁵. En effet, un traité du XIV^e siècle remarque que la géométrie fiscale est devenue « la science des notaires » et explique que les géomètres s'étaient auparavant « beaucoup exercés à la connaissance, mais que le sort a voulu qu'aujourd'hui ils ne se consacrent qu'à la pratique, du fait des péripéties et des troubles de la vie »²⁴⁶. Rien ne laisse donc penser qu'il existait à cette époque un véritable corps de géomètres, au service des agents du fisc ; il s'agissait plutôt de fonctionnaires de l'administration civile ou ecclésiastique qui remplissaient temporairement les tâches des géomètres²⁴⁷.

Il se peut que cela ait été aussi valable pour le poste d'*apographeus* qui semble avoir été rempli par d'autres fonctionnaires de manière temporaire. Rappelons, par exemple, le cas du hiéromoine Iôasaph, appartenant à la communauté monastique des Xanthopouloi. Il avait agi en tant que *katholikos apographeus* de Lemnos de manière temporaire en 1415, après quoi, il retourna à Constantinople où il poursuivit sa carrière au sein du clergé de la capitale. Paulos Gazès, même s'il agit comme *apographeus* en Macédoine vers 1408-1409 et plus tard à Lemnos en 1415, ne participa plus aux recensements qui eurent lieu dans ces deux régions durant les années suivantes. Il est attesté comme membre du clergé de Thessalonique en 1419. D'ailleurs la plupart des *apographeis* n'accomplirent, semble-t-il, qu'un seul recensement au cours de leur carrière.

On sait par ailleurs qu'un certain nombre des recenseurs de cette période étaient aussi des aristocrates. On a vu, par exemple, qu'une partie des agents du fisc de Macédoine au début du XV^e siècle appartenaient à l'entourage proche de

243. MM II, n° 553, p. 354-355 ; voir aussi DARROUZÈS, *Regestes* VI, n° 3108. Il s'agit d'une décision synodale de février 1400 concernant le prix de vente d'un bien foncier appartenant à l'aristocrate Iakôbos Tarchaneiôtès.

244. *Saint-Pantéléèmôn*, n° 18.

245. Il faut noter que la plupart des traités de géométrie fiscale sont conservés dans des manuscrits à contenu juridique, ce qui suggère le lien de cette science avec d'autres « savoirs » de l'administration étatique : cf. *Géométries du fisc*, p. 31.

246. Voir *ibid.*, p. 248-249.

247. LEFORT, *La représentation de l'espace*, p. 104 [p. 361] dit que « les géomètres étaient des notaires au service des bureaux provinciaux du fisc, où ils avaient appris l'art de mesurer les terres grâce à des instructions fiscales ». Toutefois, cette explication me semble peu précise, car il n'y a aucune institution qui puisse être identifiée aux « bureaux provinciaux du fisc ».

l'empereur Jean VII²⁴⁸. La tâche de recenseur rapportait peut-être d'importants revenus. Toutefois, la plupart des agents du fisc semble avoir été des *képhalai* de villes ou de provinces.

Le rôle des *képhalai* et des autres fonctionnaires dans l'administration fiscale

On a déjà évoqué plusieurs passages des documents qui suggèrent une forte implication des *képhalai* dans les tâches de l'administration fiscale. Rappelons par exemple qu'en juin 1361, le *mégas stratopédarchès* Géorgios Synadènos Astras, à l'époque gouverneur de Lemnos, délivra un *praktikon* en faveur du monastère de Lavra²⁴⁹. De même, dans son acte de mise en possession de la terre de Chaoulè en faveur de Vatopédi, délivré en 1415, le hiéromoine Iôasaph déclare s'être rendu sur place afin de faire la délimitation du terrain, accompagné du *katholikè képhalè* de Lemnos, Michaël Palaiologos, et d'autres archontes.

La participation de gouverneurs dans des opérations fiscales est attestée dès la période précédente. Au début du xiv^e siècle, par exemple, le *képhalè* et *doux* de Lemnos Kônstantinos Tzyrapès dirigea un recensement de l'île et délivra plusieurs actes fiscaux en faveur de Lavra²⁵⁰. En 1319, l'empereur Andronic II chargea le nouveau *képhalè* et *doux* de Lemnos Théodôros Padyatès de corriger quelques abus commis par Tzyrapès lors de son recensement et de confirmer les possessions de Lavra dans l'île, telles qu'elles apparaissaient dans le *praktikon* « récemment établi par Tzyrapès, qui a procédé, il y a peu, au recensement [de Lemnos] »²⁵¹. Si l'on en vient à la période qui nous occupe, la documentation d'archives fournit encore un exemple relatif à Lemnos. Il s'agit d'un acte de novembre 1394, délivré par le collège de recenseurs Sébastopoulos-Iagoupès-Théologitès en faveur du Pantokratôr, qui dit que le *prôtobestiaritès* Théodôros Palaiologos, oncle de l'empereur Manuel II et *képhalè* de l'île, en collège avec les recenseurs Doukas Cheilas, Iôannès Meizomatès et d'autres archontes, avait délimité et borné un terrain et l'avait remis aux moines de ce monastère²⁵². En dehors de Lemnos, on connaît le cas de Stéphanos Doukas Radènos, qui agit en tant que recenseur en Macédoine de 1415 à 1421 et est attesté à la même époque comme *képhalè* de la presqu'île de Kassandreia²⁵³.

Il se peut d'ailleurs que, durant cette période, beaucoup d'autres *apographeis* soient des gouverneurs qui ne mentionnent pas leur rang de *képhalè*. L'ensemble d'actes délivrés par Stéphanos Doukas Radènos, *képhalè* de Kassandreia et recenseur de Macédoine, fournit une preuve de ce phénomène. Radènos signa les *praktika*

248. Le haut niveau social de certains recenseurs est attesté par leur position dans la hiérarchie aulique. Par exemple, Kônstantinos Makrènos, recenseur en Macédoine durant les années 1330, détint le titre de domestique des thèmes, Iôannès Batatzès était *prôtokynègos* et Géorgios Synadènos Astras *mégas stratopédarchès*. Sur les aristocrates appartenant à la suite de Jean VII, qui remplirent les fonctions d'*apographeis*, voir *supra*, p. 324-327.

249. *Lavra* III, n° 139.

250. *Lavra* II, n°s 95 (mai 1303), 96 (janvier 1304) et 99 (octobre 1304). Il contresigna un acte de l'archevêché de Lemnos émis aussi en faveur de Lavra : *ibid.*, n° 100 (décembre 1305).

251. *Lavra* II, n° 106, voir en particulier l. 37-45.

252. *Pantocrator*, n° 20, l. 5-8.

253. *PLP* 23999. Il signa aussi les actes *Vatopédi* III, n°s 211 et 212, qui étaient jusqu'ici inédits.

qu'il délivra simplement en tant qu'*apographeus* sans jamais mentionner sa charge de *képhalè*. C'est seulement grâce à la conservation d'un acte administratif relatif à la presque île de Kassandreia que l'on sait que Radénos était non seulement recenseur mais aussi gouverneur de cette région²⁵⁴. Cet emploi capricieux de la titulature par les Byzantins empêche donc de tirer des conclusions trop définitives, mais il se peut que la plupart des gouverneurs aient agi à un moment donné en tant qu'*apographeis* de la région qu'ils commandaient.

Mis à part les *képhalai*, la documentation athonite témoigne aussi de la participation d'autres fonctionnaires de l'administration locale dans la mise à jour du cadastre. Par exemple, dans le premier quart du xiv^e siècle, Léôn Kalognomos, *prokathèménos* de la ville de Drama, délivra plusieurs actes fiscaux et accomplit plusieurs recensements dans la province de Macédoine²⁵⁵.

On peut conclure que l'appareil fiscal de l'Empire byzantin tardif manquait d'uniformité. N'importe quel fonctionnaire pouvait remplir le poste d'*apographeus*, des hauts fonctionnaires, des aristocrates, des gouverneurs de régions ou de villes, des fonctionnaires de l'administration locale, etc. On a vu que le même phénomène peut être aussi constaté pour les géomètres, subordonnés des *apographeis*, qui étaient souvent des notaires au service de la chancellerie impériale ou patriarcale. On peut en déduire qu'il n'existait pas une administration fiscale à proprement parler, mais que certains fonctionnaires civils et ecclésiastiques remplissaient ponctuellement les tâches liées au recensement et à la perception des impôts. Il est en revanche difficile d'accepter, comme le voudrait Maksimović, l'existence d'un véritable « fiscal apparatus ». Notons enfin que le terme employé par les Byzantins pour désigner le fisc était *dèmosion*, le même mot qui servait pour parler de l'État ; c'est une preuve supplémentaire qui suggère que tout « serviteur » ou « familier » de l'Empereur était susceptible de remplir le rôle d'agent du fisc.

Avant de clore cette étude de l'administration fiscale, il convient de souligner un dernier aspect du poste d'*apographeus* : le fait que cette charge pouvait être exercée par des laïcs aussi bien que par des ecclésiastiques. Cet effacement progressif des frontières entre les juridictions civile et religieuse est l'une des caractéristiques de l'administration de l'époque des Paléologues ; elle est aussi attestée au sein des institutions juridiques, qui constituent le troisième groupe de fonctionnaires représentant l'Empereur dans les provinces.

254. Kônstantinos Tzyrapès, *doux-képhalè* et recenseur de Lemnos au début du xiv^e siècle (cf. *supra*, p. 68, n. 274), en offre un autre exemple. Il n'emploie sa titulature complète, ὁ δοῦλος τοῦ κραταιοῦ καὶ ἁγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ βασιλέως δούξ κεφαλὴ καὶ ἀπογραφεὺς τῆς νήσου Λήμνου σεβαστὸς Κωνσταντῖνος ὁ Τζυράπης, que dans un seul acte : *Lavra* II, n° 95, l. 16-17 ; dans les deux autres actes qu'il signe, il se qualifie simplement soit de gouverneur de Lemnos (ὁ δοῦλος τοῦ κραταιοῦ καὶ ἁγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ βασιλέως δούξ καὶ κεφαλὴ τῆς νήσου Λήμνου σεβαστὸς Κωνσταντῖνος ὁ Τζυράπης : *ibid.*, n° 96, l. 22-23), soit de recenseur (ὁ δοῦλος τοῦ κραταιοῦ καὶ ἁγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ βασιλέως ἀπογραφεὺς τῆς νήσου Λήμνου σεβαστὸς Κωνσταντῖνος ὁ Τζυράπης : *ibid.*, n° 99, l. 227-228).

255. Sur ce personnage, voir *PLP* 10529. Entre 1317 et 1334, Kalognômos signe un acte de Xèropotamou en même temps comme βασιλέως ἀπογραφεὺς τοῦ θέματος Θεσσαλωνίκης et comme ὁ προκαθήμενος Δράμας : *Xèropotamou*, n° 22. Pour la période mésobyzantine, nous connaissons un notaire de la chancellerie patriarcale nommé Adam, qui en 1073 établit un *praktikon* en faveur du monastère de Patmos : *Patmos* II, n° 50.

3. LES JUGES GÉNÉRAUX DES ROMAINS

L'institution des juges généraux des Romains constitue un aspect important de l'action du pouvoir central dans les provinces de l'Empire byzantin tardif. Cette institution fut créée au début du règne d'Andronic III, vers 1329, et subsista jusqu'à la chute de Constantinople. Elle a fait l'objet de plusieurs études²⁵⁶, les plus importantes étant les trois articles que lui a consacrés Paul Lemerle²⁵⁷. La publication récente de quelques actes inédits tirés des archives de l'Athos permet d'apporter certaines précisions aux thèses avancées jusqu'ici.

Dans les pages précédentes, on a déjà évoqué le rôle des juges généraux et leur implication dans les conflits survenus entre propriétaires fonciers, en particulier à l'époque de la première restauration byzantine en Macédoine, durant les années 1370. On a aussi souligné leur participation aux deux voyages d'inspection de l'empereur Manuel II dans plusieurs provinces de l'Empire, en 1406-1407 et 1414-1416. Dans ce qui suit, il s'agit d'éclairer les bases du fonctionnement de cette institution, de déterminer ses compétences et d'étudier la liste des membres connus. Mais avant d'entrer dans le vif du sujet, il convient de rappeler quelles furent les origines de ce tribunal, ainsi que le contexte de sa création.

Rappel historique de la réforme judiciaire d'Andronic III

Plusieurs historiens ont déjà analysé la réforme de la justice et des institutions judiciaires entreprise par les premiers empereurs de la dynastie des Paléologues. On sait que Michel VIII prit quelques mesures en ce sens après la reconquête de Constantinople²⁵⁸, mais ce fut son fils Andronic II qui, en 1296, instaura un tribunal composé de douze juges choisis parmi les principaux dignitaires ecclésiastiques et laïcs de rang sénatorial. Il s'agissait d'un tribunal suprême qui pouvait juger toutes les causes et dont les sentences étaient sans appel. Son autorité était égale à celle de l'Empereur et ses membres devaient prêter serment lorsqu'ils entraient en charge²⁵⁹. Toutefois, aux dires de Pachymérès, le tribunal déçut vite les grands espoirs mis en lui²⁶⁰. Quelques actes témoignent par ailleurs des difficultés auxquelles il se heurta dans son action²⁶¹.

256. L'étude pionnière fut celle de L. PETIT, La réforme judiciaire d'Andronic Paléologue (1329), *EO* 9, 1906, p. 134-138.

257. LEMERLE, La réforme judiciaire d'Andronic III ; ID., Le tribunal impérial, et ID., Juges généraux.

258. Cf. ID., La réforme judiciaire d'Andronic III, p. 294, n. 1.

259. On connaît l'existence de ce tribunal grâce au témoignage de Pachymérès (*ibid.*, p. 295) et au discours composé par Nikèphoros Choumnos pour l'empereur Andronic II à l'occasion de la création du tribunal (*Anecdota Graeca*, t. 2, p. 85 et suiv.).

260. Pachymérès parle de la vénalité de ces juges et du mécontentement populaire : cf. LEMERLE, La réforme judiciaire d'Andronic III, p. 295

261. Cf. ID., Le tribunal impérial, p. 371-372.

Peu après la fin de la première guerre civile (1321-1328), Andronic III décida d'introduire une nouvelle réforme de la justice, dont les innovations devaient cette fois-ci perdurer jusqu'à la fin de l'Empire. Il créa un nouveau tribunal composé de quatre juges, deux laïcs et deux ecclésiastiques (dont l'un devait être un évêque), qui agissaient aussi en collège. La réforme mise en place par Andronic III se fondait sur celle de son grand-père, car il s'agissait là également d'une haute cour dont les décisions étaient sans appel. Sa juridiction était universelle ; tous les fonctionnaires et les hauts dignitaires y étaient soumis, y compris l'empereur lui-même²⁶².

Les quatre juges instaurés par Andronic III portaient le titre officiel de juges généraux des Romains (καθολικοὶ κριταὶ τῶν Ῥωμαίων). L'empereur s'était engagé par un *horkômotikon prostagma* à les protéger de toute menace, eux-mêmes ainsi que leurs descendants²⁶³. Il avait également assuré leur indépendance financière par l'attribution d'importants revenus fiscaux²⁶⁴. En contrepartie, avant d'entrer en fonction, chaque juge devait jurer de ne pas se laisser corrompre et de ne pas outrepasser ses compétences²⁶⁵. En 1334, cinq ans après la création de ce tribunal, l'empereur Andronic III délivra deux autres *prostigmata* par lesquels il confirmait et élargissait les compétences du collège des juges généraux. En particulier, l'empereur accordait aux juges la capacité d'agir en dehors de la capitale et « comme les chefs de tous ceux qui habitent les villes et les campagnes » (ὡς κεφαλὰς τῶν ἐν τοῖς κάστροις τε καὶ χώραις πάντων). De plus, il rappela que tous ses serviteurs et familiers (οἱ τε προσγενεῖς ἄρχοντες καὶ οἱ λοιποὶ ἄρχοντες καὶ τὰ ἄρχοντόπουλα τῆς βασιλείας μου) étaient soumis à leur juridiction²⁶⁶.

On connaît la composition du premier collège des juges généraux des Romains. Un acte d'Esphigménou de 1334 porte les signatures des quatre magistrats²⁶⁷ :

262. La création du tribunal des juges généraux des Romains est rapportée par GRÉGORAS IX § 4-5 ; I, p. 436-437. Sur ce passage, voir LEMERLE, La réforme judiciaire d'Andronic III, p. 295-296, et DIETEN, *Nikephoros Gregoras*, t. 2/2, p. 226-227.

263. Cet *horkômotikon prostagma* est édité dans *JGR*, t. 1, p. 580-581 (« Coll. V, Nov. XLI ») ; voir aussi DÖLGER, *Regesten* IV, n° 2747 (date : « 1329 Mai-Dezember »), et les remarques de LEMERLE, La réforme judiciaire d'Andronic III, p. 298-299 (pièce n° 3), ainsi que de KRESTEN, Ein Indizienprozeß, p. 316, n. 50 et p. 318-319, qui le date d'avril 1330-avril 1331.

264. Cf. *ibid.*, p. 316, n. 50 et p. 319, n. 66.

265. Selon Grégoras, les quatre juges devaient prononcer des φρικωδέστατοι ὅρκοι avant leur entrée en fonctions (GRÉGORAS IX § 5 ; I, p. 438³⁻⁴). Ces serments nous sont parvenus en deux versions, copiées dans plusieurs manuscrits : la première, qui figure dans le *Paris. gr.* 1356 sous le titre de ὀρκωμοτικὸν τῶν καθολικῶν κριτῶν τῶν γενομένων παρὰ τοῦ εὐσεβοῦς βασιλέως κυροῦ Ἀνδρονίκου τοῦ Παλαιολόγου γεγονὸς καθ'ὃν καιρὸν ἐσφραγίσθησαν, est un texte contenant les formules solennelles prononcées par chaque juge (cf. LEMERLE, La réforme judiciaire d'Andronic III, p. 296, et KRESTEN, Ein Indizienprozeß, p. 317-318 et n. 59) ; la seconde est le serment de l'un des quatre juges, Grégorios Kleidas (cf. LEMERLE, La réforme judiciaire d'Andronic III, p. 296-298, et KRESTEN, Ein Indizienprozeß, p. 318 et n. 60).

266. *JGR*, t.1, p. 581-582 (« Coll. V, Nov. XLII ») = DÖLGER, *Regesten* IV, n° 2805 ; et *JGR*, t. 1, p. 583 (« Coll. V, Nov. XLIII ») = DÖLGER, *Regesten* IV, n° 2806. Sur ces actes et leur datation, voir LEMERLE, La réforme judiciaire d'Andronic III, p. 299-301, et KRESTEN, Ein Indizienprozeß, p. 321, n. 72.

267. *Esphigménou*, n° 19. Cet acte est une décision du tribunal des quatre juges qui porte comme titre σεκρετικὴ ἔγγραφος διάγνωσις καὶ ἀπόφασις (cf. l. 34).

Iôseph, métropolitte d'Aprôs (en Thrace)²⁶⁸, le diacre Grégorios Kleidas, *dikaiophylax*²⁶⁹, le *mégas dioikètès* [Géôrgios ?] Glabas²⁷⁰ et Nikolaos Matarangos²⁷¹. Il s'agit là du seul document qui nous soit parvenu dans lequel tous les membres du collège signent ensemble. Les autres actes contiennent seulement la souscription d'un ou de deux juges généraux²⁷².

En dépit des efforts de l'autorité impériale pour assurer l'indépendance et l'intégrité de ces magistrats, de nouvelles accusations de corruption virent le jour au cours de l'année 1337. L'empereur convoqua alors à Sainte-Sophie, sous sa présidence et celle du patriarche, un tribunal composé d'évêques et de prêtres devant lesquels les juges se défendirent de ces accusations. Toutefois, selon Grégoras, la procédure confirma le bien-fondé des soupçons²⁷³ : trois des juges furent condamnés et bannis de la capitale, et leurs biens confisqués²⁷⁴. Le métropolitte d'Aprôs perdit quant à lui son siège et quelques collaborateurs des juges furent également condamnés²⁷⁵.

268. *PLP* 9027.

269. *PLP* 11781. Kleidas prêta, à l'occasion de son entrée en fonction comme juge général, un serment qui nous est parvenu grâce à sa conservation dans plusieurs manuscrits. Sur cet acte : LEMERLE, La réforme judiciaire d'Andronic III, p. 297-298, et aussi KRESTEN, Ein Indizienprozeß, p. 318, n. 60.

270. *PLP* 91682.

271. *PLP* 17240.

272. L'acte *Zographou*, n° 28, un acte de vente de 1330, porte la signature du *mégas dioikètès* Glabas (cf. p. 68, l. 128-130). Selon LEMERLE, La réforme judiciaire d'Andronic III, p. 309, n. 3, Glabas aurait signé en tant que simple témoin et non pas en qualité de juge. Glabas est également mentionné dans une lettre du 24 octobre 1336 (*PRK* II, n° 111, p. 104-116, en particulier l. 84-123 [= MM I, n° 77, p. 177] ; voir aussi DARROUZÈS, *Regestes* V, p. 135-136). Iôseph, métropolitte d'Aprôs, est mentionné dans le compte rendu d'un procès synodal contre le métropolitte de Philippes, établi vers la fin 1335 ou le début 1336 : *PRK* II, n° 109, p. 86-94, ici l. 75 (= MM I, n° 75, p. 168-171) ; pour l'identification du métropolitte d'Aprôs, voir DARROUZÈS, *Regestes* V, n° 2172, p. 131-132.

273. GRÉGORAS XI § 4 ; I, p. 536-538. Sur le procès de 1337, voir aussi LEMERLE, La réforme judiciaire d'Andronic III, p. 301-302, et KRESTEN, Ein Indizienprozeß, p. 330, n. 98.

274. On a conservé un plaidoyer composé après le procès de 1337 en faveur des juges condamnés : *Ἀπολογία τῶν καταδικασθέντων καθολικῶν κριτῶν*, éd. G. J. THÉOCHARIDÈS, Die Apologie der verurteilten höchsten Richter der Römer, *BZ* 56, 1963, p. 69-100. Sur ce plaidoyer, voir les remarques de LEMERLE, Juges généraux, p. 31-32, et KRESTEN, Ein Indizienprozeß, p. 326, n. 90 et 91.

275. Voir la longue lettre adressée à l'empereur Andronic III par le *prôtasèkrètis* Léôn Bardalès peu après la conclusion du procès de 1337 : éd. C. DYOBOUNIÔTÈS, Λέοντος πρωτασηκρήτις ὑπόμνησις πρὸς τὸν βασιλέα Ἀνδρόνικον Παλαιολόγον τὸν νέον, *Πρακτικά τῆς Ἀκαδημίας Ἀθηνῶν* 9, 1934, p. 296-298. Ce texte a été traduit et commenté par I. ŠEVČENKO, Léon Bardalès et les juges généraux ou la corruption des incorruptibles, *Byz.* 19, 1949, p. 247-259 (= ID., *Society and Intellectual Life in Late Byzantium*, Londres 1981 [Variorum Collected Studies Series 137], VIII). Voir également les remarques de LEMERLE, Juges généraux, p. 32-34. Une décision synodale d'avril 1342 (*PRK* II, n° 136, p. 286-290 [= MM I, n° 99, p. 226-227] ; DARROUZÈS, *Regestes* V, n° 2227, p. 179-180) mentionne un certain Michaël Kabasilas qui avait été au service du métropolitte Iôseph d'Aprôs à l'époque où celui-ci était juge général et fut soupçonné de vénalité lors du procès de 1337 (cf. LEMERLE, Juges généraux, p. 32, n. 1). Voir aussi les remarques de KRESTEN, Ein Indizienprozeß, p. 326, n. 88.

Lors du procès de 1337, Nikolaos Matarangos fut en revanche déclaré innocent et put donc conserver sa charge de juge général. Un acte de Kutlumus témoigne de son activité à la tête de ce tribunal en 1341²⁷⁶. Il se peut par ailleurs que le *mégas dioikètès* Glabas ait été pour sa part réhabilité et rétabli dans sa charge vers 1344. À cette époque, Glabas avait été promu au rang de λογοθέτης τῶν οἰκειακῶν et agissait en tant que juge général à Thessalonique²⁷⁷.

Le fonctionnement du tribunal des juges généraux après le procès de 1337 : l'interprétation de Paul Lemerle

L'institution des juges généraux des Romains se maintint après le procès de 1337 et la condamnation de trois des membres de ce tribunal. Les sources de la période comprise entre la fin du règne d'Andronic III et la chute de l'Empire continuent à mentionner le tribunal impérial (*basilikon sékréton*) ainsi que des juges généraux agissant à Constantinople et dans les provinces. Le mode de fonctionnement de ce tribunal après 1337 n'en a pas moins posé quelques problèmes à l'historiographie.

Le premier point de divergence entre les interprétations qui ont été proposées concerne la question du maintien de la collégialité. Paul Lemerle a déjà souligné que le seul acte signé par l'ensemble du collège, c'est-à-dire par les quatre juges généraux, était l'acte *Esphigménou* n° 19, de 1334. Les autres actes délivrés par cette institution durant le règne d'Andronic III comme dans la période ultérieure portent simplement la signature d'un ou de deux juges. Lemerle a donc conclu que « de la collégialité réelle des premières années de l'institution, on a passé à une collégialité qui reste entière dans son principe, mais qui n'est plus que de principe²⁷⁸ ». En d'autres termes, les sources montreraient qu'un juge général des Romains pouvait délivrer seul un acte au nom de l'ensemble de ses collègues, c'est-à-dire en tant que représentant de l'institution²⁷⁹. Cela n'affectait ni la validité ni la force de ses décisions. Sur ce point, Lemerle a invoqué pour preuve un passage d'un acte de Kutlumus où il est affirmé que « personne ne peut annuler un acte des juges généraux, sauf celui qui l'a établi, ou avec son assentiment l'un de ses collègues, également juge général²⁸⁰ ».

276. *Kutlumus*, n° 19. Pour un commentaire plus détaillé du contenu de cet acte, voir LEMERLE, La réforme judiciaire d'Andronic III, p. 304.

277. Sur la réhabilitation de Glabas et sa fonction comme juge général à Thessalonique en 1344, voir l'acte *Docheiariou*, n° 23, l. 8-9.

278. Cf. LEMERLE, Le tribunal impérial, p. 376.

279. LEMERLE, La réforme judiciaire d'Andronic III, p. 303-304, a invoqué un acte, qualifié de *sékrétikè diagnôsis*, délivré par le juge Nikolaos Matarangos, agissant seul, en février 1341 : il s'agit de l'acte *Kutlumus*, n° 19. De même (*ibid.*, p. 306), il a relevé un passage de l'acte *Kutlumus*, n° 33 (août 1375) dans lequel il est fait allusion à une décision du juge Nikolaos Matarangos, de peu postérieure à février 1341, laissant le soin d'examiner l'affaire à son collègue le juge Glabas.

280. Cf. LEMERLE, Le tribunal impérial, p. 375. Pour le commentaire de ce groupe d'actes tiré des archives de Kutlumus, voir ID., La réforme judiciaire d'Andronic III, p. 303-308.

Lemerle explique ce phénomène par les circonstances historiques : la fragmentation territoriale de l'Empire et les difficultés de communication qui en résultèrent auraient obligé les juges à se déplacer dans les provinces et à se répartir la tâche. Toutefois, il considère que, « même faisant des tournées lointaines », quatre juges généraux ne pouvaient pas suffire à juger toutes les causes de l'Empire ; aussi, à partir des années 1340, « voit-on apparaître des juges généraux locaux ». Lemerle a cité en faveur de cette interprétation plusieurs exemples de juges qui portent dans leur titulature la mention d'une ville ou d'une région. Il a relevé par exemple l'expression « juges généraux de Thessalonique » (καθολικοὶ κριταὶ τῆς Θεσσαλονίκης) dans un acte de l'Athos de la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle²⁸¹.

Lemerle a donc distingué trois types de juges dans les sources conservées : d'une part les juges généraux des Romains (καθολικοὶ κριταὶ τῶν Ῥωμαίων), « qui pendant quelque temps existèrent seuls pour tout l'empire, puis furent en fait, sans que leur titre change, les juges généraux de Constantinople » ; d'autre part, les juges généraux locaux, qui au lieu des mots *tôn Rōmaiôn*, complètent leur titulature du nom d'une ville ou d'une région²⁸². Enfin, il a trouvé des juges généraux agissant en dehors des frontières de l'Empire byzantin, en Serbie et à Trébizonde²⁸³. Selon l'hypothèse de Lemerle, l'institution créée par Andronic III aurait donc subi une importante transformation au cours de la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle. D'après lui, la juridiction des juges généraux des Romains aurait été en pratique limitée à Constantinople, alors que des juges généraux locaux auraient parallèlement été mis en place dans chaque région et dans chaque ville de l'Empire. Lemerle admet l'existence de ces juges généraux locaux en Macédoine, à Lemnos ainsi que dans le Péloponnèse.

281. Dans son premier article sur les juges généraux (LEMERLE, La réforme judiciaire d'Andronic III), Lemerle avait hésité à admettre l'existence de *katholikai kritai* locaux. Toutefois, dans sa deuxième étude (ID., Le tribunal impérial), il ne doute plus de cette hypothèse et signale plusieurs cas de juges qui portent dans leur titulature la mention d'une ville ou d'une province. Ainsi, mentionne-t-il le cas de Kōnstantinos Harménopoulos, qui signe comme κριτῆς τῆς θεοσώστου πόλεως Θεσσαλονίκης (PETIT, *Actes de Chilandar*, n° 134, p. 282), ou celui du tribunal impérial de Sélymbria (ἐν τῇ βασιλικῇ τῆς Σηλυβρίας κρίσει) alors que cette ville était la capitale de Jean VII (MM II, n° 652, p. 502-505).

282. Concernant les juges généraux locaux, il convient d'apporter quelques précisions au sujet de Kōnstantinos Harménopoulos, le célèbre juriste. Selon Lemerle, il doit s'agir d'un juge général de Thessalonique, parce que, dans une lettre du patriarche Philothéos Kokkinos adressée à ce magistrat, celui-ci est qualifié de καθολικὸν κριτὰ Ἀρμενόπουλε (éd. HARMÉNOPOULOS, *Hexabiblos*, p. 822-826). Il se peut en effet qu'Harménopoulos ait possédé ce titre vers la fin de sa carrière ; on notera que la lettre du patriarche Philothéos fut écrite lors du second pontificat de ce dernier, c'est-à-dire après 1364 (voir à ce sujet J. VERPEAUX, Un témoin de choix des œuvres de Constantin Harménopoulos : le *Vaticanus Ottobonianus* gr. 440, *REB* 21, 1963, p. 221-231, en particulier p. 230-231). Dans les actes de la pratique qui portent la signature du juriste, Harménopoulos est qualifié simplement de juge et de *nomophylax* du tribunal impérial : voir PETIT, *Actes de Chilandar*, n° 134 (1345), p. 282, l. 112-114 (ὁ δοῦλος τοῦ κραταιοῦ καὶ ἀγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ βασιλέως, Κωνσταντῖνος σεβαστὸς καὶ κριτῆς τῆς θεοσώστου πόλεως Θεσσαλονίκης ὁ Ἀρμενόπουλος) et l'acte *Xéropotamou*, n° 26 (1349), l. 96-97 (copie : εἶχε καὶ ὑπογραφήν· ὁ δοῦλος τοῦ κραταιοῦ καὶ ἀγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ βασιλέως Κωνσταντῖνος σεβαστὸς κριτῆς τῆς θεοσώστου πόλεως Θεσσαλονίκης καὶ τοῦ εὐαγοῦς βασιλικοῦ σεκρέτου ὁ νομοφύλαξ ὁ Ἀρμενόπουλος). Sur ce personnage, voir aussi LEMERLE, Constantin Harménopoulos.

283. Cf. LEMERLE, Le tribunal impérial, p. 380 : « Nous avons donc, en fait, trois séries parallèles... »

Cette classification a été généralement acceptée par l'historiographie²⁸⁴. Il convient néanmoins d'y apporter quelques nuances, car en réalité les juges généraux locaux ne semblent pas avoir fait partie de la même institution que les juges généraux des Romains. En effet, on va voir que le collège de magistrats créé par Andronic III continua à fonctionner non seulement à Constantinople, mais aussi dans les autres régions de l'Empire en tant que plus haute institution judiciaire.

Juges généraux des Romains et juges généraux locaux

L'étude des actes de l'Athos confirme l'existence de deux catégories de juges suprêmes à l'intérieur de l'Empire : ceux qui signent comme *katholikai kritai tôn Rōmaiōn* et ceux qui portent simplement le titre de *katholikai kritai*, suivi du nom d'une ville ou d'une région. La titulature employée dans les actes de la pratique ne laisse sur ce point aucun doute ; c'est le cas, par exemple, des deux juges, Dèmétrios Angélos Manikaïtès et le *prōtonotarios* Nikètas Sôtèriôtès, qui établirent durant les années 1374-1375 plusieurs actes relatifs aux territoires byzantins en Macédoine. Ils ne signent jamais en tant que « juges généraux des Romains », mais simplement comme serviteurs (*douloi*) de l'empereur²⁸⁵. Leurs décisions sont qualifiées de *sékretikon sèmeiōma* et leur tribunal est appelé *katholikos krisis*²⁸⁶. L'acte *Kutlumus* n° 34 parle d'un document délivré par eux comme d'une « décision judiciaire des juges généraux de Thessalonique » (ἐτέρα σεκρετική διάγνωσις τῶν τῆς Θεσσαλονίκης κατολικῶν κριτῶν)²⁸⁷.

En revanche, les mêmes Manikaïtès et Sôtèriôtès mentionnent dans leurs actes plusieurs décisions de juges généraux des Romains qui concernent des biens fonciers situés en Macédoine²⁸⁸. Cela implique que le choix des mots n'était pas fortuit et qu'ils faisaient bien la distinction entre les deux institutions ; la leur, celle des « juges généraux de Thessalonique » et celle, plus importante, des « juges généraux des Romains ».

Les décisions des juges généraux des Romains évoquées par Manikaïtès et Sôtèriôtès appartiennent à la période antérieure à la conquête serbe de la région, c'est-à-dire avant le milieu des années 1340²⁸⁹. Toutefois, les archives de l'Athos contiennent aussi d'autres actes délivrés par des juges généraux des Romains après le milieu du xiv^e siècle qui concernent plusieurs régions de l'Empire en dehors de Constantinople. On a conservé par exemple un acte du juge général des Romains Théophylaktos Dermokaïtès, daté de 1366 et relatif à une affaire opposant plusieurs aristocrates de Macédoine, dont certains habitant le territoire sous domination serbe, au monastère de Vatopédi à l'Athos, qui dépendait à l'époque du despote

284. Voir par exemple *Vatopédi* II, p. 393, et MORRISON dans *Le monde byzantin* III, p. 159.

285. Voir par exemple *Vatopédi* II, n° 144 (*verso*), l. 9-11 : + Οἱ δουλοὶ τοῦ κραταιοῦ καὶ ἀγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ βασιλέως Δημήτριος Ἄγγελος + ὁ Μανικαΐτης + καὶ Νικήτας Σωτηριώτης ὁ πρωτονοτάριος +.

286. Voir par exemple PETIT, *Actes de Chilandar*, n° 154 (avril 1374), p. 325, l. 26.

287. *Kutlumus*, n° 34, l. 104.

288. *Vatopédi* II, n° 144, l. 52 (γράμμα καθολικῶν κριτῶν τῶν Ῥωμαίων), l. 71-75 et l. 82.

289. LEMERLE, *Juges généraux*, p. 40, n. 1.

Uglješa²⁹⁰. Le contenu de cet acte montre qu'un juge général des Romains pouvait agir dans un territoire éloigné de Constantinople et qui, en outre, ne dépendait pas directement de l'autorité de l'empereur byzantin. Dans le cas présent, il s'agit du territoire gouverné par le despote serbe Uglješa, mais il faut rappeler que celui-ci avait conclu en septembre 1365 avec l'empereur Jean V un traité en vertu duquel il avait reconnu la souveraineté byzantine sur son territoire.

D'autres documents athonites sont plus clairs encore en ce qui concerne la juridiction des juges généraux des Romains dans les provinces de l'Empire. Ils témoignent notamment des nombreux déplacements de ces fonctionnaires en dehors de Constantinople, ce qui contredit l'interprétation proposée par Lemerle selon laquelle les juges généraux des Romains auraient toujours siégé dans leur tribunal de Constantinople. Un acte des archives de Vatopédi constitue une pièce particulièrement importante de ce dossier. On y a fait brièvement allusion dans les chapitres précédents. Il s'agit d'un document qualifié de *sékrétikon gramma* et délivré le 10 décembre 1414 en faveur de Vatopédi par deux juges généraux des Romains, un diacre et *skeuophylax* de la Grande Église, dont le nom n'est pas conservé²⁹¹, et le célèbre Géorgios Gémistos (le philosophe Pléthon). Cette décision met fin à un différend qui opposait les moines de Vatopédi à un groupe de notables de Chalcidique au sujet des droits de propriété sur quelques champs de la région. Il n'y a pas de doute que cet acte ait été délivré à Thessalonique, car il y est dit que les juges se sont rendus personnellement sur les terrains qui faisaient l'objet du procès²⁹². La date que porte l'acte, le 10 décembre 1414, montre d'ailleurs que cette décision coïncide avec le séjour de l'empereur Manuel II à Thessalonique. De fait, l'acte mentionne également quelques personnages de l'entourage impérial qui intervinrent dans le procès²⁹³.

Quelques années auparavant, en juin 1407, deux autres juges généraux des Romains, le métropolite Eustathios de Berroia et Géorgios Oinaïôtès, délivrèrent un acte, conservé dans les archives de Lavra, relatif à un différend au sujet de la possession d'une icône qui se trouvait dans l'île d'Imbros²⁹⁴. Rien dans l'acte n'indique que cette décision ait été rendue lors d'un séjour des juges à Imbros, mais on a vu dans les pages précédentes que la date de juin 1407 semblait justement coïncider avec une tournée de l'empereur Manuel II dans les îles du nord de la mer Égée, avant qu'il ne se rende dans le Péloponnèse. Or, le métropolite Eustathios de Berroia, l'un des deux juges, est attesté un peu plus tard dans le Péloponnèse auprès du souverain²⁹⁵.

290. Il s'agit de l'acte *Vatopédi* II, n° 124. Sur le juge Théophylaktos Dermokaitès, voir *PLP* 91760 et *infra*, p. 566.

291. Ce *mégas skeuophylax* et diacre pourrait être Iôannès Syropoulos qui figure avec la même titulature dans un acte synodal de 1400 (*MM* II, n° 597, p. 424-426). Sur Iôannès Syropoulos, juge général des Romains, voir *infra* p. 568-569.

292. *Vatopédi* III, n° 204, l. 62 : ἐπέστημεν καὶ τοῖς ἐκεῖσε τοπίοις.

293. Cf. *supra*, p. 382, n. 112.

294. *Lavra* III, n° 160.

295. Sur la chronologie de ce voyage de l'empereur Manuel II, voir *supra*, p. 378.

Les deux exemples que l'on vient d'examiner montrent que les juges généraux des Romains continuaient à se rendre dans toutes les régions de l'Empire afin d'y statuer dans les conflits judiciaires. On a vu aussi que dans deux cas, en 1407 et en 1414, ils accompagnaient l'empereur dans ses voyages. Les juges généraux semblent en effet faire partie de l'entourage proche du souverain, car ils étaient les représentants délégués de la justice impériale²⁹⁶. Rien ne paraît donc indiquer que leur autorité ait diminué durant cette période à cause de l'apparition de juges généraux locaux. L'existence de ces deux types de juges pourrait suggérer simplement la mise en place d'une hiérarchie.

Quant au nombre de juges du tribunal impérial, ainsi qu'au maintien du principe de collégialité, les sources parlent souvent de trois ou quatre membres. Par exemple, un acte synodal du patriarche Matthaios I^{er}, daté du mois d'août 1400, mentionne deux collèges successifs de juges généraux des Romains, chacun composé de trois membres²⁹⁷. Le premier de ces deux tribunaux (*basilikon sékréton*) doit dater d'une période antérieure à 1400, car tous ses membres sont qualifiés de défunts dans l'acte synodal : ce sont le métropolite de Nicomédie, Alousianos et Kaballaropoulos²⁹⁸. Le second tribunal, celui qui était effectivement en poste en août 1400, était aussi composé de trois membres : le diacre et *mégas skeuophylax* de la Grande Église Iôannès Syropoulos, Chrysoképhalos et Oinéôtès²⁹⁹. On a déjà rencontré certains de ces personnages. « Oinéôtès » est Géôrgios Oinaiôtès, l'un des signataires de l'acte de juin 1407 établi en faveur de Lavra à propos d'une icône de l'île d'Imbros. À cette époque, il siégeait avec Eustathios de Berroia, qui était parvenu entre-temps à la dignité de juge général des Romains. L'autre personnage que nous avons déjà évoqué est le *mégas skeuophylax* Iôannès Syropoulos, qui semble être aussi l'un des auteurs de l'acte du 10 décembre 1414 en faveur de Vatopédi en collaboration avec un autre juge général des Romains, Géôrgios Gémistos.

Ces exemples montrent d'une part que la charge de juge général des Romains n'était pas limitée à une courte durée (on a vu au contraire que certains de ses détenteurs étaient morts en poste, ce qui pourrait indiquer qu'elle était viagère) et d'autre part que le principe de collégialité avait été maintenu, ainsi que celui de la participation conjointe de laïcs et d'ecclésiastiques, prévue par la réforme d'Andronic III. Il convient néanmoins de souligner que dans les deux cas, le nombre de juges qui composaient le tribunal était de trois, et non plus de quatre, comme cela avait été la norme à l'époque d'Andronic III³⁰⁰. En revanche, Mazaris dans son *Voyage*

296. Nous ne possédons aucun acte qui témoigne du rôle du souverain en tant que juge suprême.

297. MM II, n° 597, p. 424-426.

298. *Ibid.*, p. 424, l. 3-4 : κριτῶν ὄντων τότε τοῦ μητροπολίτου Νικομηδείας, τοῦ Ἀλουσιάνου, τοῦ Καβαλλαροπούλου, ἐκείνων.

299. *Ibid.*, p. 424, l. 17-19 : τοῖς νῦν οὓσι (cf. εἰς τὸ βασιλικὸν σέκρετον), τῷ τε τιμιωτάτῳ μεγάλῳ σκέυοφύλακι τῆς καθ' ἡμᾶς ἀγιωτάτης τοῦ Θεοῦ μεγάλης ἐκκλησίας διακόνῳ κῦρ Ἰωάννῃ τῷ Συροπούλῳ καὶ τοῖς οἰκείοις τῷ κρατίστῳ καὶ ἀγίῳ μου αὐτοκράτορι τῷ τε Χρυσοκεφάλῳ καὶ τῷ Οἰνεώτῃ.

300. LEMERLE, Le tribunal impérial, p. 382 : « Ce n'est probablement pas par une rencontre fortuite que ce collège, comme le précédent, comprend trois membres, dont le premier est un ecclésiastique et les deux autres des laïcs. On est tenté d'en déduire que c'est, à cette époque, la composition normale du tribunal des Juges généraux des Grecs, qui aurait donc perdu l'un des deux ecclésiastiques qui figuraient au collège initial. »

aux Enfers parle pour l'an 1414 de quatre membres de ce collège. Il en cache les véritables noms derrière quelques jeux de mots auxquels Géorgios Théocharidès a proposé des solutions qui semblent convaincantes³⁰¹. D'après l'hypothèse de Théocharidès, ce collège était composé de Géorgios Gémistos, du [*mégas*] *skeuophylax* de la Grande Église Iôannès Syropoulos, du *prôtostratôr* Géorgios Phakrasès et du métropolitain d'Ankara³⁰². L'acte de Vatopédi du 10 décembre 1414, dont Théocharidès n'avait pas connaissance, confirme en partie ses déductions, car il est signé par le *mégas skeuophylax* de la Grande Église et par Géorgios Gémistos³⁰³. Un acte de 1422 connu par une traduction latine pourrait par ailleurs corroborer son identification de l'un des juges avec le *prôtostratôr* Phakrasès³⁰⁴. Quant au métropolitain d'Ankara, il doit être identifié à Eustathios de Berroia, que l'on a vu signer un acte en 1407 en tant que juge général des Romains³⁰⁵.

Il semble donc qu'en définitive non seulement le principe de collégialité mais également le chiffre de quatre membres avaient été maintenus. Du reste, on notera que, comme à l'époque d'Andronic III, ce tribunal était toujours formé de deux laïcs et de deux ecclésiastiques, dont l'un était un évêque ou un métropolitain. Il pouvait arriver que, du fait des circonstances, le chiffre de quatre juges généraux des Romains se trouvât réduit à trois, comme ce fut le cas à la fin du xiv^e siècle, mais cette diminution était peut-être simplement temporaire, résultant d'une vacance précédant le choix d'un nouveau candidat. L'acte synodal d'août 1400 parle même d'une période durant laquelle le tribunal impérial dans son ensemble avait été vacant du fait de la disparition de tous ses membres³⁰⁶.

L'étude de la documentation suggère que le principe de collégialité était également maintenu lorsque les juges se rendaient dans les provinces de l'Empire. Les actes délivrés par ce tribunal à Thessalonique (en 1414) ou à Imbros (en 1407) furent signés à chaque fois par deux juges, un laïc et un ecclésiastique dans les deux cas. Lorsque deux juges généraux des Romains quittaient Constantinople, deux autres restaient dans la capitale. Par exemple, en mars 1393, le métropolitain Makarios de Nicomédie signe en tant que juge général des Romains un acte de vente d'un bien foncier situé dans les alentours de Constantinople³⁰⁷. Makarios semble en effet

301. G. THÉOCHARIDÈS, *Quatre juges généraux*, p. 495-500.

302. Pour les données biographiques sur ces quatre juges, voir *infra*, p. 568-569.

303. On a vu que Géorgios Gémistos signa l'acte *Vatopédi* III, n° 204 en tant que juge général des Romains et non pas comme « juge général de Morée ». Il n'y a donc pas, dans ce passage de Mazaris, un « mélange de juges généraux des Grecs [c'est-à-dire des Romains] et de Morée » comme l'avait suggéré LEMERLE, *Juges généraux*, p. 42. Mazaris mentionne au contraire tous les magistrats qui siégeaient en 1414 au tribunal des juges généraux des Romains.

304. Il s'agit du testament de Géorgios Goudélès : voir *infra*, p. 426.

305. Pour l'identification du métropolitain d'Ankara, juge général des Romains dans Mazaris, avec Eustathios de Berroia, voir la démonstration *infra*, p. 568.

306. Pour la période de vacance du tribunal des juges généraux des Romains à la fin du xiv^e siècle, voir SCHILBACH, *Hypothyposis*, p. 47 et suiv.

307. MM II, n° 435, p. 169.

être resté dans la capitale pendant l'essentiel de son mandat³⁰⁸. Toutefois, on ne connaît pas le nom de son collègue à l'époque, car il est le seul juge à avoir signé l'acte de 1393³⁰⁹.

Un décret de Manuel II concernant le fonctionnement du tribunal des juges généraux des Romains : l'*hypotypôsis* de 1398

En 1968, Erich Schilbach a publié un acte important pour l'histoire de l'institution des juges généraux des Romains. Il s'agit d'un document d'archives copié dans un manuscrit du XVI^e siècle, conservé à la bibliothèque nationale Széchényi à Budapest. Ce document contient une ordonnance impériale, qualifiée d'*hypotypôsis*. Ce type de document présente des caractéristiques proches de celles du *prostagma*. Il est par exemple signé par un ménologe de la main de l'empereur, mais il ne comporte pas d'autres éléments de datation, ce qui empêche de déterminer avec certitude l'année de son émission et l'identité de son auteur³¹⁰. Selon Schilbach, il pourrait avoir été délivré en juin 1398 par l'empereur Manuel II. Avec quelques précautions, cette hypothèse semble recevable³¹¹. L'acte fut délivré après une période de vacance du tribunal impérial. À cette époque, l'empereur prit de nouvelles dispositions et en rappela d'autres qui étaient déjà en vigueur concernant le fonctionnement de ce tribunal ainsi que les fonctionnaires qui étaient à son service³¹².

308. Une consultation des actes du registre patriarcal de cette période montre que Makarios de Nicomédie participa à la plupart des séances du synode de 1385 à 1397, date approximative de sa mort. En septembre 1394, Makarios de Nicomédie apposa sa signature à un acte par lequel une moniale nommée Eugénia donnait à son fils, le hiéromoine Théophanès, un vignoble situé dans la région proche de Constantinople : HUNGER, *Zwei byzantinische Urkunden*, p. 304-306. Makarios ne mentionne pas sa qualité de juge général des Romains ; toutefois, il se peut qu'il souscrive cet acte, en vertu de son autorité comme membre du tribunal impérial, pour en confirmer la validité, puisqu'il s'agit d'une disposition testamentaire. Sur la capacité des juges généraux des Romains pour valider les testaments, voir *infra*, p. 426. L'acte semble avoir été signé par six autres personnes, comme le prévoyait la loi byzantine pour les documents de ce type (cf. *ibid.*, p. 298 et 304). Toutefois, le mauvais état de conservation ne permet pas de lire ces signatures. Au verso, figure celle du *mégas sakellarios* de la Grande Église, Dèmètrios Gémistos.

309. À moins de penser que le *mégas sakellarios* de la Grande Église Dèmètrios Gémistos ait signé l'acte de septembre 1394 (cf. note précédente) en qualité de juge général des Romains. On notera que celui-ci signa aussi « par sécurité » : ἡ παροῦσα πρᾶξις καὶ συμφωνία εἰδήσει ἡμετέρα γενομένη ὑπεγράφη καὶ παρ' ἐμοῦ δι' ἀσφάλειαν. Ὁ μέγας σακελλάριος τῆς ἀγιωτάτης τοῦ θεοῦ μεγάλης ἐκκλησίας διάκονος Δημήτριος ὁ Γέμιστος (HUNGER, *Zwei byzantinische Urkunden* p. 306, l. 1-2 du *verso*).

310. Sur le type de document qualifié d'*hypotypôsis*, voir DÖLGER, KARAYANNOPULOS, *Byzantinische Urkundenlehre*, p. 79.

311. SCHILBACH, *Hypothyposis*, p. 44-49.

312. L'acte commence par une adresse aux juges généraux des Romains « qui ont été rétablis par une ordonnance de Ma Majesté » et ceux qui seraient à leur service : cf. *ibid.*, p. 51, l. 1-3 (οἱ ἀποκατασταθέντες ὁρισμῷ τῆς βασιλείας μου καθολικοὶ κριταὶ τῶν Ῥωμαίων οἱ τε νῦν ὄντες καὶ οἱ ἐσόμενοι κατὰ καιροὺς καὶ οἵτινες ἂν προστεθεῖεν πρὸς καιρὸν).

L'empereur commence par souligner l'obligation faite aux juges de prendre leurs décisions de manière impartiale, sans se laisser influencer « par amitié, par haine ou par une autre raison quelconque ». Le souverain fait ici allusion aux serments prêtés par les juges lors de leur prise en charge³¹³. Il confirme également leur juridiction sur tous les sujets de l'Empire, ceux-ci étant dans l'obligation de se présenter devant le tribunal impérial s'ils y sont convoqués. L'acte distingue ensuite les trois types de procès qui pouvaient être soumis au tribunal des juges généraux des Romains, à savoir les procès en matière civile (*kosmikè*), pénale (*pragmatikè*) et/ou concernant la propriété d'un bien (*ktèmatikè*). L'acte décrit la procédure suivie dans chaque cas. Les parties en conflit pouvaient (si elles le souhaitaient) choisir d'abord des « juges arbitres » (*airétoi kritai*), afin d'arriver à un accord à l'amiable³¹⁴. Si cela s'avérait impossible ou ne donnait pas les résultats attendus, c'était alors aux juges généraux des Romains de reprendre l'affaire. L'empereur indique qu'ils devaient entendre les déclarations (*hypothésis*) des différentes parties en litige et prononcer un verdict qu'ils devaient remettre par écrit³¹⁵. L'acte mentionne aussi des représentants (*entoleis*) chargés de transmettre les décisions des juges aux personnes concernées et d'agir au nom de quiconque ignorerait son propre droit ou ne serait pas en mesure de le défendre lui-même³¹⁶. L'acte parle enfin d'une nouvelle institution, créée à cette époque, qui était au service des juges généraux des Romains : le *déphensôr*³¹⁷.

La principale fonction de ces *déphensores* était d'appliquer les décisions des juges généraux des Romains, car aucun autre fonctionnaire n'en avait le pouvoir³¹⁸. Ils devaient également transmettre la décision judiciaire à celles des parties intéressées qui n'étaient pas présentes lors de la lecture du verdict³¹⁹. On sait par un acte de

313. Cf. *ibid.*, p. 51, l. 3 - p. 52, l. 2.

314. L'*hypotypôsis* fait allusion à la loi qui prévoyait l'élection de « juges arbitres » entre les parties opposées : cf. *ibid.* p. 52, l. 6-8. Des « juges arbitres » sont mentionnés dans deux actes de Kutlumus qui appartiennent au dossier concernant la restitution du bien de Klopotica au monastère d'Alypiou : cf. *Kutlumus*, n° 32, l. 43, et n° 33, l. 29, 37, 54 et 79.

315. SCHILBACH, *Hypothyposis*, p. 52, l. 8-24. L'acte écrit délivré par les juges généraux des Romains est qualifié de *dikaion krisimographon* (cf. *ibid.*, p. 52, l. 24).

316. *Ibid.*, p. 52, l. 16-18 et 38-39.

317. La charge de *déphensôr* doit encore faire l'objet d'une étude approfondie : outre les remarques faites par SCHILBACH, *ibid.*, p. 61-62, voir aussi la communication de S. HAGEN, « Defensores » in Late Byzantium (1398-1453), dans *Proceedings of the 21st International Congress of Byzantine Studies, London, 21-26 August, 2006*, t. 3, Aldershot/Burlington 2006, p. 31-32. Des sources postérieures à 1398 mentionnent quelques *déphensores* : Isaakios Asanès (PLP 1493) est attesté comme *déphensôr* à Héraclée en janvier 1400 (MM II, n° 538, p. 333) ; Bryennios Léontarès (PLP 14669) à Sélymbria vers 1400 (MM II, n° 652, p. 502-505) ; Dèmètrios Boullôtès (PLP 3084) fut nommé *déphensôr* du Mont Athos par l'empereur Manuel II en 1404 (*Vatopédi* III, n° 191) ; Alexandros Laskaris (PLP 14523) et Strabonitès Doukas (PLP 26853) signèrent en tant que *déphensores* l'acte *Lavra* III, n° 160, délivré en 1407 par deux juges généraux des Romains, lors d'un séjour à Imbros (cf. *supra*, p. 375) ; enfin, un certain Phakrasès (PLP 29568) était *déphensôr* à Thessalonique en 1422 (KUGÉAS, Notizbuch, p. 48).

318. SCHILBACH, *Hypothyposis*, p. 53, l. 5-7 et l. 31-35. L'acte parle « d'enfermer, de libérer, de confisquer (ἀμαχεύειν) [des biens] ou d'apposer un sceau [à un acte] ».

la pratique que les *déphensores* délivraient à cette occasion un document écrit contenant la décision des juges³²⁰. Si quelqu'un faisait ou disait quelque chose d'impropre à l'une des parties ou bien aux juges eux-mêmes, les *déphensores* devaient adresser une admonestation à la personne responsable ; si le délit était plus grave, ils devaient en faire un rapport à l'Empereur, qui statuerait³²¹. Les *déphensores* devaient se conduire conformément à leur *hypotypôsis* ; dans le cas contraire, les juges généraux pouvaient les réprimander en privé, mais la décision finale concernant leur conduite relevait exclusivement du souverain³²².

L'acte mentionne encore une autre catégorie de fonctionnaires placés sous la juridiction des juges généraux des Romains. Il s'agit des *taboullarioi*, c'est-à-dire des notaires. L'acte stipule qu'aucun *taboullarios* ne peut rédiger un document public (*politikon symbolaion*) ou l'enregistrer s'il n'est pas en possession d'un *prostagma* délivré par l'Empereur et lui accordant la capacité d'agir en tant que notaire impérial³²³. Si un *taboullarios* contrevenait à la loi, les juges étaient censés en faire rapport à l'Empereur qui prendrait les mesures adéquates. Tous les actes judiciaires (*krisimographa*) ainsi que toutes les décisions délivrées par les juges généraux des Romains devaient être rédigés par le secrétaire du tribunal, qui est qualifié de γραμματικὸς τῆς κρίσεως³²⁴.

En dernier lieu, l'*hypotypôsis* prévoyait que seuls les gouverneurs (*képhalai*) et les juges généraux des Romains avaient la capacité d'envoyer quelqu'un en prison³²⁵.

Ce document est donc singulièrement important pour connaître le fonctionnement du tribunal impérial, la liste des fonctionnaires qui collaboraient avec les juges généraux des Romains ainsi que les compétences précises de ces derniers. Quelques actes de la pratique permettent de compléter nos connaissances sur leurs activités, en particulier celles qui se rapportaient au droit foncier.

Les compétences des juges généraux

L'*hypotypôsis* délivrée selon toute vraisemblance par l'empereur Manuel II en 1398 parle, on l'a vu, de trois types de litiges : ceux relatifs au droit civil (*kosmikè*), ceux relatifs au droit pénal (*pragmatikè*) et ceux qui concernaient la propriété

320. Une décision synodale de juin 1401 parle d'un acte délivré par le *déphensôr* Bryennios Léontarès en faveur de la moniale Kallonè Pouzoulou : MM II, n° 652, p. 502-505, ici, p. 503, l. 4-5.

321. SCHILBACH, Hypothyposis, p. 53, l. 1-5.

322. *Ibid.*, p. 54, l. 1-4. Cette mesure permettait à l'Empereur de garder le contrôle sur les *déphensores*. La création de cette institution était-elle donc un moyen pour le souverain de mieux contrôler le fonctionnement de la justice ?

323. *Ibid.*, p. 53, l. 15-21. L'*hypotypôsis* des juges généraux des Romains fait allusion à un règlement (*taxis*) des *taboullarioi*. Il convient toutefois de noter que l'acte mentionne une exception, celle des archontes patriarcaux (πλὴν τῶν πατριαρχικῶν ἀρχόντων), qui semblent pouvoir agir sans aucune ordonnance impériale.

324. *Ibid.*, p. 53, l. 27-28. Il semble qu'entre la fin du xiv^e et le début du xv^e siècle le terme *grammatikos* avait remplacé celui de *prôtonotarios* : cf. OIKONOMIDÈS, La chancellerie impériale, p. 170-172. On notera que certains juges généraux des Romains et d'autres juges généraux détenaient aussi la charge de *prôtonotarios* ou *grammatikos*, voir par exemple Géorgios Scholarios (voir *infra*, p. 569) et Nikètas Sôtèriotès (voir *supra*, p. 237).

325. *Ibid.*, p. 53, l. 39-40 et p. 54, l. 1.

privée (*ktèmatikè*). Étant donné la nature de la documentation conservée, pour l'essentiel tirée des archives de l'Athos, la plupart des témoignages qui nous sont parvenus appartiennent à cette dernière catégorie et concernent plus spécifiquement des conflits relatifs à la propriété foncière. Les moines conservèrent les actes de ce type comme preuves de leurs droits de possession sur certains domaines. Nous possédons toutefois également deux actes du tribunal impérial qui portent sur des questions financières, plus particulièrement l'achat d'*adelphata* dans les monastères : l'acte *Vatopédi*, n° 125 de juin 1366 et l'acte synodal d'août 1400, auxquels on a déjà fait allusion plus haut. Un acte récemment publié par Thierry Ganchou offre en outre de nouveaux renseignements sur l'activité des juges généraux des Romains³²⁶. Il s'agit de la traduction en latin du testament de Géorgios Goudélès, ancien principal conseiller de Jean V et important homme d'affaires byzantin. Le document porte en effet la signature de deux juges généraux des Romains : Dèmètrios Phakrasès Palaiologos et Dèmètrios Perdikas, *mégas sakellarios*³²⁷. Cet exemple montre la compétence exercée par ces magistrats dans la garantie de la validité juridique des dispositions testamentaires.

Il convient de souligner en dernier lieu le rôle des juges généraux des Romains en tant que représentants de l'empereur byzantin à l'étranger. Le premier exemple en fut Grègorios Kleidas, membre du premier collège de juges généraux, qui fut envoyé comme ambassadeur au doge de Venise en 1332³²⁸. Deux juges du troisième quart du xiv^e siècle sont attestés dans le même rôle : Théophylaktos Dermokaïtès et Kônstantinos Kaballaropoulos qui, en 1362, entreprirent une ambassade auprès de la commune de Venise, pour conclure le renouvellement de la trêve entre l'Empire et la république³²⁹. En juin 1366, Dermokaïtès signa l'acte *Vatopédi* n° 164 qui mettait fin à un conflit opposant plusieurs aristocrates au monastère de Vatopédi. Un an plus tard, il quitta à nouveau l'Empire à la tête d'une ambassade envoyée au pape Urbain V³³⁰.

326. GANCHOU, Géorgios Goudélès.

327. Sur ces personnages, voir *infra* p. 569.

328. MM III, p. 105 : ἐπεὶ ἀπέστειλεν ἡ βασιλεία μου τὸν τιμιώτατον δικαιοφύλακα κῦρ Γρηγόριον τὸν Κλειδᾶν ; pour la version latine du traité, voir *Diplomatarium* I, p. 230-234, n° 118. Lemerle a écrit que « le titre de *katholikos kritès* ne lui est pas donné dans cette pièce officielle où cette fonction n'a rien à voir » (LEMERLE, La réforme judiciaire d'Andronic III, p. 309, n. 1). Toutefois, je crois que c'était précisément sa qualité de juge général des Romains qui conférait à Kleidas la capacité de représenter le souverain à l'étranger.

329. La version grecque du traité de 1362 ne qualifie que Théophylaktos Dermokaïtès de juge général des Romains (MM III, p. 129, τὸν καθολικὸν κριτὴν τῶν Ῥωμαίων κῦρ Θεοφύλακτον τὸν Δερμοκαίτην καὶ κῦρ Κωνσταντῖνον τὸν Καβαλλάρουπον) ; cependant, la version latine attribue aussi à Kaballaropoulos le titre de juge (*Diplomatarium* II, p. 87-92, n° 53, *Constantinum Cavalatropulum iudicem*). Pour plus de détails sur ces personnages, voir *infra*, p. 566-567.

330. Le nom de Dermokaïtès apparaît dans une lettre du pape de 1367 ; à cette époque, il était revêtu de la dignité de *parakoimoménos*. Sur cette ambassade, voir HALECKI, *Un empereur*, p. 162-169. Sur la mort de Dermokaïtès à Venise (1367), voir PERRIA, *Due documenti*, p. 290. Sur Dermokaïtès, voir *infra*, p. 566.

Andronikos Oinaïôtès, attesté comme juge général des Romains vers 1369-1371³³¹, prit part à l'ambassade de 1362 auprès de la commune de Venise³³². On ne sait pas s'il était déjà entré en fonction comme juge. Les sources de l'époque suggèrent qu'il était un bon connaisseur du latin. Un autre juge général des Romains qui avait des rapports avec l'Occident latin était Thômas Doukas Alousianos qui reçut la citoyenneté vénitienne en novembre 1383, lors d'une autre ambassade dans cette ville³³³.

Un dernier témoignage, datant de la fin de la période byzantine, rend compte du rôle des juges généraux dans les voyages des empereurs à l'étranger. Il s'agit d'un passage des *Mémoires* de l'ecclésiarque Sylbestros Syropoulos : en 1437, peu avant le départ de Jean VIII et du patriarche Iôsèph II pour le concile qui devait se tenir à Florence afin de conclure l'Union des Églises grecque et latine, Syropoulos avait essayé de trouver un moyen pour ne pas y prendre part. Il avait demandé au *mésazôn* Loukas Notaras d'intervenir auprès de Jean VIII afin de le persuader de la nécessité de laisser dans la capitale quelqu'un à la tête du tribunal des juges généraux (*katholikon kritèrion*). Notaras insista surtout sur le fait que les collègues de Syropoulos n'avaient pas la moindre compétence en matière juridique³³⁴. Les efforts de Syropoulos furent vains, car il accompagna finalement Jean VIII en Italie.

Les juges généraux des Romains en Serbie au xiv^e siècle

Dans ses articles sur les juges généraux, Lemerle a également mentionné des « juges généraux de Serbie »³³⁵. Il a relevé le nom de plusieurs personnes qui portaient le titre de juge général et étaient actifs dans la principauté serbe de Serrès. C'est le cas par exemple d'un certain Orestès et de Dèmètrios Komnènos Eudaimonoïôannès, tous deux attestés par plusieurs actes de Chilandar comme serviteurs du despote Jovan Uglješa³³⁶. Lemerle a souligné que ces personnages portaient le titre de *katholikos kritès* « duquel seuls les mots *tôn Rhômaiôn* ont naturellement disparu³³⁷ ».

331. Andronikos Oinaïôtès était vraisemblablement un parent de Géorgios Oinaïôtès qui fut juge général des Romains au début du xv^e siècle. Sur l'existence de dynasties de hauts fonctionnaires dans l'appareil administratif de l'État byzantin tardif, cf. *supra*, p. 197.

332. Sur l'ambassade d'Oinaïôtès à Venise, voir *Diplomatarium* II, p. 82 et suiv., n° 49. Sur Oinaïôtès, voir *infra*, p. 567.

333. ASV, *Privileggi* 1, fol. 61 (*iudex olim universalis Romanorum*), cité dans KYDÔNÈS, *Correspondance* II, p. 86, n. 208. Alousianos signa comme témoin le traité de novembre 1382 entre Andronic IV et Jean V devant les représentants des communes de Péra et de Gênes (BELGRANO, *Prima serie*, p. 140). Pour la biographie de ce juge général des Romains, voir *infra*, p. 567.

334. SYROPOULOS, p. 176 (cité par LEMERLE, *Juges généraux*, p. 43). On notera qu'à cette époque l'un des juges généraux des Romains était Géorgios Scholarios (cf. BLANCHET, *Scholarios*, p. 316-318).

335. LEMERLE, *La réforme judiciaire d'Andronic III*, p. 312-314, et *Id.*, *Le tribunal impérial*, p. 378, p. 2.

336. Pour Orestès, voir *PLP* 21097.

337. LEMERLE, *La réforme judiciaire d'Andronic III*, p. 312.

Il a également souligné que « si les juges généraux sont ainsi bien attestés dans les territoires soumis à la domination serbe, ils n'y avaient certainement pas la même importance et le même rôle que dans l'empire grec : ni Orestès ni Eudaimonoioânnès ne signent seuls et souverainement les documents que nous avons cités, mais comme simples membres d'un tribunal nombreux, et qui comprend des personnages considérables. C'est le titre, plus que la fonction, qui semble avoir été conservé³³⁸ ».

Nous sommes pourtant bien là en présence du même phénomène qui s'observe à Byzance : l'omission des mots *tôn Rhômaiôn* suggère qu'il ne s'agit pas de la même institution, mais confirme qu'il convient d'opérer ici aussi une distinction entre les juges généraux d'une ville ou d'une région et les juges généraux des Romains. En effet, on connaît aussi pour la Serbie le cas d'un magistrat qui porte le titre de juge général des Romains ; il s'agit du métropolite Antônios de Larissa qui était actif dans l'Empire serbe durant les années 1350-1360³³⁹. Antônios délivra plusieurs documents avec ce titre, le plus élevé de la hiérarchie juridique. Il s'agit d'actes qui concernent les territoires sous domination du tsar Simeon Uroš, le beau-frère du tsar Étienne Dušan³⁴⁰. Les archives de l'Athos ont conservé aussi plusieurs actes byzantins qui furent validés plus tard par Antônios de Larissa, à l'époque de la deuxième conquête serbe de la Macédoine (*ca* 1355)³⁴¹.

L'activité du métropolite de Larissa en tant que juge général des Romains montre encore une fois l'influence des institutions byzantines dans l'Empire serbe du XIV^e siècle et suggère les prétentions des souverains slaves à imiter les empereurs

338. *Ibid.*, p. 313-314.

339. Sur Antônios de Larissa (*PLP* 1098), voir l'étude déjà ancienne de N. BÉÈS, *Zur Schriftstellerei der Antonios von Larissa*, *BNJ* 12, 1936, p. 300-319, et plus récemment P. MAGDALINO, *Antonios of Larissa, the « New Theologian »*, *First Annual Byzantine Studies Conference, Abstract of Papers*, Cleveland 1975, p. 41 et suiv. Sur la fin de l'épiscopat d'Antônios, voir DARROUZÈS, *Regestes* V, p. 533. Le successeur d'Antônios à la tête de la métropole de Larissa fut Neilos (*PLP* 20043).

340. Antônios porte le titre de juge général des Romains dans un acte délivré en faveur du monastère du Grand Météore en juin 1359 (date proposée par l'éditeur : BÉÈS, *Météores* II, p. 18). Il arbore la même charge dans un *prostagma* de Simeon Uroš de mai 1362 (*ibid.*, n° 22, p. 89, et SOLOVJEV, MOŠIN, *Grčke povelje*, n° 33, p. 240, l. 98-101).

341. Antônios authentifia de sa signature l'acte *Vatopédi* II, n° 107 (+ 'Ο μητροπολίτης Λαρίσης υπέρτιμος καὶ ἔξαρχος Δευτέρας Θετταλίας καὶ πάσης Ἑλλάδος Ἀντώνιος), qui est la copie de l'acte de donation à Vatopédi par Arsénios Tzamlakôn de son bien patrimonial situé près du Galikos. Les archives de ce monastère ont conservé un autre acte qui porte sa signature, l'acte *Vatopédi* II, n° 104, concernant le village de Saint-Mamas en Chalcidique. Mais, cette fois, sa souscription est beaucoup plus brève : + 'Ο μητροπολίτης Λαρίσης. L'examen de l'écriture ne laisse pas de doutes sur le fait qu'il s'agit de la même personne (cf. *Vatopédi* II, p. 243). Toutefois, selon ses éditeurs, cet acte doit dater d'une époque un peu plus haute, vers 1351. À cette époque, Antônios résidait à Thessalonique, alors sous domination byzantine (il quitta cette ville en 1356 pour aller s'établir en Thessalie), et il ne devait pas encore détenir la fonction de juge général des Romains. En effet, il faut rappeler qu'en 1351, la région de Saint-Mamas était encore sous domination byzantine (cf. *supra*, p. 109-110), ce qui impliquerait qu'Antônios de Larissa agissait ici simplement en tant que fonctionnaire de l'Empire byzantin et non pas comme juge de l'Empire serbe. Antônios dut commencer sa carrière à Thessalonique comme fonctionnaire local et, à partir de 1356, il s'établit en Thessalie où il devint juge général des Romains dans la principauté de Simeon Uroš.

de Constantinople. Toutefois, après la disparition du souverain serbe Étienne IV Dušan (fin 1355), les ambitions serbes de supplanter le souverain byzantin se dissipèrent progressivement. Le traité de septembre 1365 entre Jean V et le Serbe Jovan Uglješa y mit un terme définitif. Uglješa, qui reçut de l'empereur Jean V les insignes de despote, renonça à toute prérogative empiétant sur celles qui appartenaient à la dignité impériale. Cela explique le rôle plus limité des juges de Serrès, comparable à celui des juges généraux locaux byzantins, ainsi que la disparition à cette époque des juges généraux des Romains en Serbie.

* * *

Les trois catégories de fonctionnaires que nous avons étudiées (gouverneur, recenseur et juge) constituaient les rangs les plus élevés de l'administration provinciale. On a vu surtout le rôle primordial du *képhalè* dans les villes et les campagnes de l'Empire byzantin tardif. Il était le responsable non seulement de la sécurité de leurs habitants, mais aussi du bon fonctionnement de la justice et du ravitaillement. Le *képhalè* avait remplacé à cette époque d'autres fonctionnaires locaux des époques précédentes et détenait un pouvoir plus étendu.

En revanche, les agents du fisc ne semblent pas avoir été à proprement parler des fonctionnaires de l'administration provinciale. L'étude de la documentation suggère qu'il s'agissait d'individus par ailleurs bien placés dans l'administration ou proches de l'Empereur, qui remplissaient temporairement les tâches de recenseur. En dernier lieu, on a parlé des juges généraux des Romains et des juges généraux des villes et des provinces. Les premiers furent mis en place par l'empereur Andronic III à l'occasion d'une importante réforme du système judiciaire. Les sources témoignent de leur continuité jusqu'à la fin de l'Empire. Les juges des autres catégories étaient simplement des juges locaux, dont les fonctions existaient depuis plus longtemps. L'adjectif « général » (*katholikos*) leur fut peut-être appliqué en raison de la mise en place d'une hiérarchie au sein de l'appareil bureaucratique des provinces, comme ce fut le cas aussi, on l'a vu, pour les gouverneurs (*katholikè képhalè*) ou pour les recenseurs du fisc (*katholikos apographeus*)³⁴². Le mode d'action de ces fonctionnaires ainsi que la titulature qu'ils affichaient suggèrent également l'existence d'un lien étroit avec l'Empereur. On notera par exemple que la plupart d'entre eux étaient qualifiés de « serviteurs » ou de « familiers » du souverain et qu'ils déclaraient agir à chaque fois en vertu d'un « ordre impérial » ou par le pouvoir que leur avait conféré l'Empereur. La mise en place de cette administration restructurée fut donc fondamentale pour l'exercice du pouvoir de l'État dans les provinces et assura la cohésion territoriale de cet empire fragmenté et cerné par l'ennemi.

342. Il faudrait souligner qu'au ^{xv}e siècle la charge de chef de la chancellerie, appelé aussi *prōtonotarios*, était désignée par le terme *katholikos sékrétarios*. Dans son préambule du *Premier traité sur la procession du Saint-Esprit* (1445), Géôrgios Scholarios se présente ainsi : ἡν δὲ τότε ὁ συγγραψάμενος καθολικὸς σεκρετάριος τοῦ βασιλέως Ἰωάννου [VIII]... (cité par BLANCHET, *Scholarios*, p. 318-319, n. 16). Au sujet des fonctions que comporte l'adjectif *katholikos*, il convient de lire les remarques de M.-H. Blanchet à propos de la charge de « *katholikos didaskalos* » dans *REB* 64-65, 2006-2007, p. 376-378.

CHAPITRE X

CONTESTATION ET DÉFENSE DES DROITS DE L'ÉTAT DANS LES PROVINCES

La période de crise que traversa l'Empire byzantin aux ^{xiv}^e-^{xv}^e siècles fut propice à la remise en cause de l'autorité de l'État. Toutefois, ce n'est pas là un phénomène propre à Byzance, car on l'observe à la même époque dans d'autres régions d'Europe occidentale, où certains segments de la société contestèrent également l'autorité publique, en particulier en matière fiscale. Les principales causes de ces multiples mouvements contestataires semblent avoir été l'insécurité militaire et l'appauvrissement général de la société. Ce malaise général, auquel s'ajoutèrent les confrontations au sein de l'élite, entraîna des bouleversements dans la conception même du pouvoir. À Byzance, la pensée critique à l'égard de l'État connut un essor particulier durant les règnes des deux premiers empereurs paléologues, marqués par une dégradation de la situation politique, saisissante par son ampleur et sa rapidité.

Cette forte contestation du pouvoir impérial au début de l'époque paléologue ne se limita pas à la dénonciation de la politique du souverain par certains intellectuels dans leurs écrits. Elle trouva aussi un large écho au sein de certains segments de l'aristocratie, qui prirent alors les armes contre l'empereur, mais aussi dans la rue où les milieux populaires protestaient également contre la politique du souverain. Le mécontentement général à l'égard de certaines mesures prises par l'État contribua à affaiblir les bases de la domination impériale dans les provinces et profita en définitive aux ennemis de Byzance. Cet aspect de la question a été abondamment analysé³⁴³.

Le phénomène est en revanche moins bien connu pour la période qui nous occupe (milieu ^{xiv}^e-milieu ^{xv}^e siècle). On a déjà eu l'occasion, dans les pages précédentes, d'évoquer l'attitude de quelques intellectuels byzantins comme Nikolaos Kabasilas, qui critiquèrent l'action des empereurs en matière fiscale comme en matière religieuse. Toutefois, la contestation la plus forte à cette époque fut le fait de l'aristocratie du Péloponnèse qui entra en révolte armée contre l'État. La cause principale de son mécontentement semble avoir été l'accroissement du prélèvement fiscal destiné à financer les travaux de l'Hexamilion, qui protégeait l'isthme de Corinthe³⁴⁴.

Il convient toutefois d'insister sur un fait important : les oppositions violentes au pouvoir de l'État furent à cette époque bien plus limitées et moins virulentes qu'elles ne l'avaient été à l'époque précédente. Deux facteurs contribuèrent à cette atténuation de l'opposition à la politique impériale : tout d'abord la fin de la deuxième guerre civile, ensuite la montée en puissance des Ottomans en Europe. Ce fut en effet surtout la conquête turque qui mit un frein aux tendances contestataires, car elle encouragea la plus grande partie de la population à collaborer avec l'administration afin de conjurer l'effondrement total des défenses de l'Empire.

343. Voir par exemple *Le monde byzantin* III, p. 151-152, 154-155 et 160-161 (avec bibliographie).

344. Sur l'Hexamilion, voir *supra*, p. 349-352.

Toutefois, l'État n'en fut pas moins souvent contraint de justifier la forte augmentation de la pression fiscale, en particulier lorsque celle-ci touchait les couches les plus élevées de la société, grâce à l'élaboration d'un nouveau discours politique fondé sur la notion de Providence divine mais aussi sur celle d'intérêt commun.

1. LES PRÉCÉDENTS : FORTE CONTESTATION DE L'AUTORITÉ IMPÉRIALE AU DÉBUT DU XIV^e SIÈCLE

Le coup d'État de Michel VIII et l'aveuglement du jeune empereur Jean IV Laskaris furent la cause des premiers désordres dans les provinces orientales, dans lesquelles la dynastie des Laskarides était particulièrement populaire. Quelques années plus tard, la politique de rapprochement avec la papauté menée par Michel VIII, qui aboutit à l'Union des Églises grecque et romaine, proclamée lors du concile de Lyon de 1274, suscita une forte opposition à l'égard de la politique impériale, non seulement à l'intérieur de l'Église, mais aussi dans l'ensemble de la société, y compris au sein de la famille impériale. En revanche, ce fut surtout durant le règne d'Andronic II, fils et successeur de Michel VIII en 1282, qu'un certain nombre de lettrés dénoncèrent, sur un ton plus ou moins véhément, certaines pratiques de l'administration qu'ils déclaraient abusives.

Le sujet est particulièrement vaste et ne peut être abordé sans mettre à contribution des sources de nature très diverse. L'ouvrage de Dimiter Angelov sur l'idéologie impériale et la pensée politique à Byzance de 1204 à 1330 offre la plus récente et probablement la meilleure mise au point sur cette question³⁴⁵. Angelov a étudié l'évolution du discours officiel depuis la prise de Constantinople par les croisés jusqu'à la fin de la première guerre civile. Il a évoqué tout particulièrement le point de vue de quelques lettrés laïcs et celui de quelques clercs à propos des droits du souverain en matières fiscale et ecclésiastique, et conclu que la plupart des critiques adressées à l'Empereur n'allaient pas jusqu'à remettre en cause son autorité, mais seulement l'usage que les Paléologues faisaient de la fiscalité et des droits régaliens. En effet, les sources confirment que, pour faire face aux difficultés liées au contexte politique, les premiers empereurs de la dynastie augmentèrent considérablement la pression fiscale.

Des contestations provoquées par un contexte politique difficile

On a vu que, dès la fin du XIII^e siècle, un grand nombre de réfugiés en provenance de l'Asie Mineure avaient afflué à Constantinople et dans les territoires byzantins d'Europe, en raison de la perte des territoires byzantins d'Anatolie. L'arrivée de cette population entraîna des conflits, notamment pour la possession de la terre. La situation se dégrada davantage encore au début du XIV^e siècle, à partir de la défaite des armées byzantines à Bapheus, près de Nicomédie, le 27 juillet 1302. Après cette date, les Turcs occupèrent la plus grande partie des possessions anatoliennes de l'Empire et ravagèrent les derniers territoires qui lui restaient.

345. ANGELOV, *Imperial Ideology*.

Afin d'éviter la perte totale de l'Asie Mineure, l'empereur Andronic II engagea des troupes mercenaires, ce qui l'obligea à prendre des mesures extraordinaires pour accroître les revenus de l'État. On peut grouper ces mesures en deux catégories : d'une part la résurrection de taxes qui étaient tombées en désuétude, prélevées en vertu de certains droits régaliens (concernant principalement la découverte des trésors, les droits d'héritage ou certaines peines pécuniaires)³⁴⁶, et d'autre part la réduction de la part des revenus fiscaux concédée jusqu'alors à des particuliers au titre des *pronoiai*. En outre, l'État ordonna aux producteurs de vendre une partie de leur récolte à un prix imposé, ce qui occasionna de fortes diminutions de revenu pour les propriétaires fonciers³⁴⁷.

L'augmentation de la charge fiscale, s'ajoutant à l'arrivée de nombreux réfugiés d'Anatolie, provoqua un sentiment d'intense malaise social dans l'Empire, en particulier à Constantinople. Le gouvernement fut débordé par les événements et la situation devint très vite difficile à gérer. Les critiques adressées à l'empereur Andronic II et à son entourage se multiplièrent, amplifiées par les sentiments hostiles envers la dynastie des Paléologues au sein de cette population originaire d'Asie Mineure. Les complots visant à renverser l'empereur se multiplièrent alors à Constantinople. La foule s'attaquait aussi fréquemment aux habitants les plus riches de la capitale ainsi qu'aux Occidentaux, et des émeutes de rue survenaient avec une inquiétante régularité³⁴⁸.

Outre les réactions hostiles des milieux populaires et des plus démunis, les sources de l'époque témoignent également des réactions d'une partie des élites, qui produisit à cette époque de nombreux textes rhétoriques et littéraires reflétant une attitude contestataire.

Opposition de certains lettrés à la politique de Michel VIII et d'Andronic II

L'opposition intellectuelle aux mesures fiscales prises par l'État n'est certes pas un phénomène nouveau. Au XII^e siècle par exemple, les écrivains Iôannès Zônaras ou encore Michaël Chôniatès avaient déjà fortement critiqué la politique des empereurs comnènes, en particulier leur système de gouvernement de l'Empire par l'octroi de charges à leurs parents et amis³⁴⁹. La question de la distribution des

346. Sur ces impôts, voir KONTOGIANNOPOULOU, *La fiscalité sous les Paléologues*, p. 23-25 (avec bibliographie).

347. Sur la fiscalité durant le règne d'Andronic II, voir LAIOU, *Constantinople and the Latins*, p. 187-188 ; EAD., *Droits du fisc*, p. 101-105 ; et *supra*, p. 77-78.

348. Sur les tentatives en vue de renverser la dynastie des Paléologues, voir *supra*, p. 36, n. 128. En 1305, le général byzantin Théodôros Raoul Mouzakios et le Catalan Ferrán d'Aunés tentèrent un complot pour déposer l'empereur : cf. A. FAILLER, Ferran d'Aunés gentil-homme catalan, *REB* 53, 1995, p. 327-333.

349. Sur la pensée politique au XII^e siècle, voir H.-G. BECK, *Res Publica Romana: vom Staatsdenken der Byzantiner*, *Sitzungsberichte der Bayerischen Akademie der Wissenschaften, Philosophische Klasse* 2, 1970, p. 7-41, en particulier p. 16, et P. MAGDALINO, *Aspects of Twelfth-Century Byzantine Kaiserkritik*, *Speculum* 58, 1983, p. 326-346 (= ID., *Tradition and Transformation in Medieval Byzantium*, Londres 1991 [Variorum Collected Studies Series 343], VIII).

charges par l'Empereur s'était à nouveau trouvée au cœur du débat politique au XIII^e siècle, lorsque plusieurs auteurs avaient abordé la question des droits du souverain en matière fiscale. Cette question des droits du fisc avait été par exemple le sujet d'une polémique opposant l'homme de lettres Nikèphoros Blemmydès et le souverain Théodore II Laskaris³⁵⁰. Blemmydès partait du postulat que l'Empereur ne possédait aucun bien en propre et n'était en fait que l'administrateur du patrimoine de l'Empire³⁵¹. C'est pourquoi son rôle principal était de redistribuer cette richesse et non pas de la prélever par l'impôt. Blemmydès pensait que le souverain devait répartir la plus grande part de cette richesse au sein d'un groupe restreint de personnes constituant l'élite politique de l'Empire. Pour ses dépenses, il devait puiser dans l'argent déposé dans le Trésor impérial. Blemmydès n'acceptait le prélèvement fiscal qu'en cas d'urgence, mais, même alors, l'Empereur ne pouvait pas augmenter les recettes selon son bon vouloir³⁵².

Durant la seconde moitié du XIII^e et le premier quart du XIV^e siècle, les critiques à l'égard du système fiscal devinrent plus fréquentes. On doit par exemple rappeler l'opinion de l'historien Géorgios Pachymérès, très critique envers la politique financière de Michel VIII³⁵³, qu'il accuse d'avoir mis à l'encan les charges publiques, y compris les postes de collecteurs d'impôts. Selon Pachymérès, sa quête de nouvelles ressources financières aurait non seulement ruiné les provinces orientales mais l'ensemble de la population de l'Empire, et aurait également permis à un certain nombre de fonctionnaires de s'enrichir aux dépens du reste des contribuables. Pachymérès dresse en effet un bilan très négatif de la politique de Michel VIII, surtout par rapport à celle de ses prédécesseurs immédiats, les empereurs de Nicée Jean III Batatzès et Théodore II Laskaris, selon lui des modèles de gouvernants. Pachymérès souligne que Jean III avait par exemple décidé d'exempter ses sujets et d'affecter aux besoins de l'État les revenus qu'il tirait de l'exploitation des domaines publics. Quant à la politique de Théodore II, Pachymérès note que, même s'il préleva bien des taxes sur la population, cet empereur distribua aussi beaucoup d'argent de façon équitable³⁵⁴.

350. Sur cette polémique, voir ANGELOV, *Imperial Ideology*, p. 292-296.

351. Blemmydès livre quelques remarques concernant la fiscalité impériale dans un autre ouvrage, un miroir du prince intitulé *Vaillance impériale* : H. HUNGER, I. ŠEVČENKO, *Des Nikephoros Blemmydes Βασιλικὸς Ἀνδριάς und dessen Metaphrase von Georgios Galesiotes und Georgios Oinaïotes*, Vienne 1986 (WBS 18), p. 44 § 1-2 et p. 64 § 67-72. Toutefois, c'est surtout grâce à la réponse de l'empereur Théodore II que l'on connaît les principaux points de divergence entre les deux hommes : N. FESTA, *Theodori Ducae Laskaris Epistulae CCXVII*, Florence 1898, n° 44. Sur la correspondance de Théodore II, voir aussi les remarques du compte rendu d'A. HEISENBERG, à l'édition de Festa dans *BZ* 9, 1900, p. 211-222.

352. Il convient de souligner à ce propos que dans un panégyrique adressé à l'empereur Jean III Batatzès vers 1237-1239, Blemmydès prie ce souverain de se montrer généreux envers tous ses sujets : *Nicephori Blemmydae curriculum vitae et carmina*, éd. A. HEISENBERG, Leipzig 1896, p. 107 et 217.

353. Sur la critique des deux premiers empereurs paléologues par Pachymérès, voir ANGELOV, *Imperial Ideology*, p. 269-280.

354. Selon Angelov, *ibid.*, p. 275-276, l'allusion de Pachymérès à la politique fiscale de l'empereur Théodore II pourrait renvoyer aux mesures prises par ce souverain contre les puissants.

Plusieurs patriarches de Constantinople critiquèrent également la politique fiscale de Michel VIII et d'Andronic II. Le patriarche Arsénios (1254-1260 et 1261-1264), adversaire acharné de Michel VIII en raison de son usurpation et de la mise à l'écart de l'empereur Jean IV Laskaris, ainsi que de la question de l'Union des Églises, dénonça la politique fiscale de Michel VIII et en particulier la forte augmentation des impôts³⁵⁵. Quelque temps plus tard, le patriarche Iôannès XII Kosmas (1294-1303) s'attaqua aussi à la politique fiscale de l'empereur Andronic II ; Pachymérès rapporte qu'il adressa au souverain une liste de demandes, parmi lesquelles un abaissement considérable du fardeau fiscal³⁵⁶. Son successeur le patriarche Athanasios I^{er} (1289-1293 et 1303-1309) persévéra dans cette contestation de la politique fiscale d'Andronic II³⁵⁷. En 1304, il promulgua en présence du synode un décret par lequel il demandait au souverain de prendre des mesures pour réformer les mœurs de la population ainsi que pour alléger la charge fiscale qui pesait sur elle. Le patriarche proposait par exemple le partage des droits régaliens entre l'État, l'Église et les contribuables³⁵⁸. Cette nouvelle fut confirmée par l'empereur en janvier 1305³⁵⁹.

Toutefois, ce fut un intellectuel laïc, Thômas Magistros, qui entreprit la critique la plus systématique de la politique d'Andronic II. Il alla même jusqu'à remettre en question les fondements du pouvoir impérial. Certains historiens ont récemment suggéré que les idées de Magistros pourraient représenter celles des notabilités de Thessalonique, un groupe social dont l'importance s'affirmait à l'époque.

Le discours *Περὶ βασιλείας* de Thômas Magistros (peu avant 1304)³⁶⁰

L'ardeur avec laquelle Thômas Magistros critiqua la politique de l'empereur Andronic II a frappé les commentateurs modernes. Les termes particulièrement

355. PACHYMÉRÈS III § 19 ; I, p. 283¹⁴⁻¹⁶.

356. Le patriarche Iôannès XII s'était retiré de la vie publique à cause du mariage contraire aux canons conclu entre la princesse byzantine Simônis, qui n'était qu'une enfant, et le roi serbe Milutin. Prié par l'empereur de reprendre sa charge, Iôannès XII lui avait adressé une liste de demandes, parmi lesquelles certaines concernaient la politique fiscale : PACHYMÉRÈS X § 9 ; IV, p. 323-327.

357. Cf. ANGELOV, *Imperial Ideology*, p. 296-297. Sur les réformes du clergé entreprises par le patriarche Athanasios I^{er}, voir *ibid.*, p. 371-372, et A.-M. TALBOT, The Patriarch Athanasios (1289-1293 ; 1303-1309) and the Church, *DOP* 27, 1973, p. 11-28.

358. L'*abiôtikion*, par exemple, permettait à l'administration de confisquer les biens d'un intestat sans enfants. La nouvelle de l'Église prévoyait désormais le partage d'un tel héritage, un tiers allant à l'État, un tiers à l'Église et le dernier aux parents les plus proches. Sur l'*abiôtikion*, voir *supra*, p. 381, n. 100.

359. L'empereur fut contraint d'accéder aux demandes du patriarche en raison des protestations qui avaient lieu à cette époque à Constantinople. Nous possédons plusieurs versions de cette nouvelle. La plus longue, conservée dans le *Paris. gr.* 1351A, est éditée dans *JGR*, t. 1, p. 533-536. La version brève, contenue dans le *Paris. gr.* 1357, est éditée dans HARMÉNOPOULOS, *Hexabiblos*, p. xxii-xxviii, et dans RALLÈS-POTLÈS, t. 5, p. 121-126. Voir aussi les remarques de LAURENT, *Régestes* IV, n° 1607.

360. Sur ce traité, voir maintenant N. GAUL, *Thomas Magistros und die spätbyzantinische Sophistik: Studien zum Humanismus urbaner Eliten in der frühen Palaiologenzeit*, Wiesbaden 2011 (Mainzer Veröffentlichungen zur Byzantinistik 10).

forts employés par ce lettré pour dénoncer certaines pratiques du pouvoir impérial à cette époque constituent un cas isolé dans l'histoire de la pensée politique byzantine.

Magistros fut l'une des figures les plus importantes de la vie intellectuelle de Thessalonique durant la première moitié du ^{xiv}^e siècle³⁶¹. Il fut le maître de Grégorios Akindynos, plus tard célèbre pour sa critique des thèses de Palamas, et semble avoir appartenu aux milieux aisés de la capitale de la Macédoine, peut-être liés au monde des affaires, mais non à l'aristocratie foncière³⁶².

Magistros exposa sa critique de la politique fiscale d'Andronic II dans son traité intitulé *Sur la Majesté impériale* (Περὶ βασιλείας)³⁶³. Ce texte porte principalement sur les droits des sujets et sur les droits et les devoirs des empereurs. En définitive, il s'agit d'un essai sur les rapports entre gouvernants et gouvernés. Magistros commence par souligner les vertus que doit posséder l'Empereur : la justice, la générosité et la philanthropie³⁶⁴. Il reprend là les thèmes principaux des éloges et de la propagande officiels, sinon qu'il utilise la référence à ces vertus impériales pour élaborer sa propre théorie du pouvoir : la justice, la générosité et la philanthropie de l'Empereur doivent s'exprimer par l'octroi de biens et de dons à ses sujets, sans en attendre aucune contrepartie. Le raisonnement de Magistros rappelle celui de Blemmydès, selon lequel l'Empereur ne possède aucun bien en propre, mais n'est qu'un administrateur des biens publics, dont la première tâche est de les redistribuer à ses sujets³⁶⁵.

Sur le plan militaire, Magistros conseille à l'Empereur de favoriser les soldats en transformant leurs *pronoiai* en biens héréditaires³⁶⁶. Cette tendance s'était déjà manifestée dès la fin du ^{xiii}^e siècle, mais elle ne touchait alors que les grands

361. Sur Thômas Magistros, voir S. SKALISTÈS, *Θωμᾶς Μάγιστρος, ὁ βίος καὶ τὸ ἔργο του*, Thessalonique 1984. Sur l'activité philologique de Magistros, voir WILSON, *Scholars of Byzantium*, p. 247-249.

362. Les liens de Magistros avec le monde des affaires à Thessalonique sont suggérés par le contenu de plusieurs traités concernant la vie urbaine. Dans son traité *Περὶ πολιτείας*, Magistros donne des conseils aux citoyens de sa ville natale en matière de guerre et de civisme : éd. PG 145, col. 496-548. Le discours adressé *au peuple de Thessalonique au sujet de la concorde* parle des conflits internes à la population de la ville : éd. par B. LAOURDAS, *Θωμᾶ Μαγίστρου τοῖς Θεσσαλονικεῦσι περὶ ὁμονοίας, Ἐπιστημονικὴ Ἐπετηρὶς Σχολῆς Νομικῶν καὶ Οἰκονομικῶν Ἐπιστημῶν* 12, 1969, p. 751-775. ANGELOV, *Imperial Ideology*, p. 298, n. 54, signale l'existence d'un discours inédit de Magistros, conservé dans le *Vat. gr.* 714, fol. 161r-173r, contenant aussi des aspects relatifs à la vie urbaine. Il s'agit d'une invective contre un individu qui était entré de manière illégale dans le monastère où résidait Magistros.

363. Le traité *Sur la Majesté impériale* de Magistros a fait l'objet de plusieurs éditions. La plus récente est celle de CACCIATORE : MAGISTROS, *Περὶ βασιλείας*. Voir les remarques d'ANGELOV, *Imperial Ideology*, p. 189, n. 27, concernant la tradition manuscrite du texte.

364. Magistros prête un intérêt tout particulier à la philanthropie impériale, vertu qui impose au souverain de se montrer généreux envers ses sujets. Par ailleurs, le thème de la justice impériale avait une longue tradition dans la littérature politique byzantine.

365. Voir MAGISTROS, *Περὶ βασιλείας*, ch. 5, p. 35-37 ; traduction empruntée à LAIOU, *Droits du fisc*, p. 99 : « Pour être précis, ce que tu nous donnes ne consiste pas en dons qui proviennent de ta part, tu ne les fournis pas de tes propres moyens, mais tu nous rends ce qui nous appartient, et que tu gères pour nous et pour le salut commun (*koinè sôtèria*). »

366. MAGISTROS, *Περὶ βασιλείας*, ch. 9-10.

aristocrates. D'autres lettrés, contemporains de Magistros, avaient également plaidé en faveur de la transformation en biens héréditaires non seulement des grandes *pronoiai* mais aussi des autres *pronoiai*³⁶⁷. Pour Magistros, c'est un moyen d'assurer « l'amour » (*philia*) des sujets envers l'Empereur.

Quant à l'imposition fiscale, Magistros considère qu'elle est nuisible à la population. Même s'il admet l'existence de l'impôt de base, il se montre tout à fait hostile aux taxes secondaires. Dans le cas où l'État devrait faire face à des dépenses extraordinaires, l'Empereur devrait selon lui utiliser pour les couvrir l'argent thésaurisé dans les caisses publiques³⁶⁸.

Comme l'ont souligné Angéliki Laiou et Dimiter Angelov, les théories de Magistros font partie d'un programme de réformes, qui touche tous les aspects de la vie de l'Empire. Par exemple, Magistros aborde aussi la question de l'organisation des villes, dans lesquelles il propose la création d'entrepôts pour en assurer le ravitaillement³⁶⁹. Il engage en outre l'Empereur à protéger les marchands, y compris les marchands étrangers pourtant souvent rétifs à l'autorité impériale³⁷⁰. Soulignons encore que Magistros évite de parler des représentants de l'Empereur dans les villes ; partisan d'une autonomie accrue des sociétés urbaines, il est par exemple favorable à la création de milices, organisées et financées par les citoyens et indépendantes de l'armée impériale³⁷¹.

Les idées de Magistros, surtout celles concernant la protection des marchands et la création de milices urbaines, allaient à l'encontre des intérêts des grands aristocrates qui entouraient le souverain. De fait, certains membres de la cour d'Andronic II ripostèrent à ces théories et contribuèrent par leurs écrits à renforcer intellectuellement l'autorité impériale et à justifier sa politique fiscale.

L'idéologie politique dans les cercles du pouvoir

Théodôros Métochitès (1270-1332), logothète du *génikon* et principal conseiller (*mésazôn*) de l'empereur Andronic II, constitue l'exemple le plus évident d'une réponse intellectuelle aux critiques adressées à l'État. Dans son traité connu sous le titre de *Miscellanea*, qu'il écrivit dans les années 1320, ce savant et homme politique évoque les diverses opinions critiques à l'égard de l'action de l'État, notamment celles de Magistros et d'autres auteurs contemporains. Pour les réfuter, Métochitès suit un raisonnement différent³⁷². Il commence par décrire les différents systèmes

367. Voir par exemple l'adresse de Nikolaos Lampénos à Andronic II : I. D. POLEMIS, 'Ο λόγιος Νικόλαος Λαμπηνός καὶ τὸ Ἐγκώμιον αὐτοῦ εἰς τὸν Ἀνδρόνικον Β΄ Παλαιολόγον, Athènes 1992, p. 67-68.

368. Voir MAGISTROS, *Περὶ βασιλείας*, ch. 20, 21 et 24.

369. *Ibid.*, ch. 23.

370. *Ibid.*, ch. 24. Cette allusion aux intérêts des marchands constitue aussi un autre indice qui parle en faveur de l'appartenance de Magistros au milieu commerçant de Thessalonique.

371. Cette idée est surtout développée dans son traité intitulé *Περὶ πολιτείας* : PG 145, ch. 8, col. 509B-512A.

372. Pour plus de détails sur la pensée politique de Métochitès, voir ANGELOV, *Imperial Ideology*, p. 305-308.

politiques – la monarchie, l'aristocratie et la démocratie – et donne de chacun des exemples historiques visant à montrer que le meilleur système politique est une monarchie dans laquelle l'autorité de l'Empereur ne peut être contestée³⁷³. Il met ensuite en œuvre la métaphore classique comparant la monarchie à un corps humain dont l'Empereur est la tête.

Quant à la fiscalité, Métochitès la considère comme nécessaire parce que, comme un corps vivant a besoin d'air pour respirer, la monarchie a besoin d'argent pour payer l'armée et l'administration³⁷⁴ ; c'est pourquoi, l'Empereur doit se procurer par tous les moyens les ressources suffisantes pour couvrir ces dépenses³⁷⁵. Métochitès soutient en outre l'emploi de mercenaires dans la défense de l'Empire³⁷⁶ et, à propos de la distribution de la richesse, plaide en faveur d'un système de privilèges dans lequel l'Empereur accorderait biens et revenus à un groupe restreint incluant en particulier les hauts fonctionnaires au service de l'État³⁷⁷.

Outre ce traité politique, Métochitès composa plusieurs panégyriques en l'honneur de l'empereur Andronic II. En tant que *mésazôn*, il rédigea également les *prooimia* de plusieurs chrysobulles impériaux ; ces *prooimia* étaient un élément important de la propagande impériale³⁷⁸.

Élève de Métochitès, Nikèphoros Grégoras (1290/94-1358/61) était également proche du pouvoir politique, d'abord membre de la cour d'Andronic II puis ensuite de l'entourage du *mégas domestikos* Iôannès Kantakouzènos (futur Jean VI)³⁷⁹. Comme son maître, Grégoras fut un ardent défenseur des droits de l'empereur. Dans un passage de son *Histoire*, il justifie l'augmentation de la pression fiscale sous le règne d'Andronic II au nom de la nécessité de répondre à la dégradation du contexte politique³⁸⁰. Grégoras dresse un portrait globalement positif de l'empereur Andronic II, alors qu'il se montre en revanche très critique envers son petit-fils Andronic III, qu'il accuse d'avoir plongé l'Empire dans une grave crise interne en déclarant la guerre à son grand-père. Sous la plume de Grégoras, Andronic III apparaît comme un souverain plutôt indolent et préoccupé essentiellement par la chasse³⁸¹.

373. MÉTOCHITÈS, *Miscellanea*, ch. 98 (« Sur la Majesté impériale »). Sur le concept de démocratie chez les Byzantins, voir G. BRĂȚIANU, « Démocratie » dans le lexique byzantin à l'époque des Paléologues, dans *Mémorial Louis Petit, Mélanges d'histoire et d'archéologie byzantines*, Bucarest 1948 (Archives de l'Orient chrétien 1), p. 32-40, et ID., Empire et démocratie à Byzance, *BZ* 37, 1937, p. 86-111.

374. MÉTOCHITÈS, *Miscellanea*, ch. 98, p. 635.

375. *Ibid.*, ch. 83, p. 544-549.

376. *Ibid.*, ch. 82, p. 539.

377. *Ibid.*, ch. 85, p. 550-556.

378. Pour l'activité de Métochitès comme auteur de panégyriques et de préambules de chartes impériales, voir ANGELOV, *Imperial Ideology*, p. 72-74.

379. Pour la biographie de Grégoras, voir GUILLAND, *Grégoras*, p. 4-54, et DIETEN, *Nikephoros Gregoras*, t. 1, p. 1-33.

380. GRÈGORAS VIII § 6 ; I, p. 317²⁻⁹.

381. Sur le portrait des empereurs Andronic II et Andronic III par Grégoras, voir ANGELOV, *Imperial Ideology*, tableau 4, entre les pages 257-260.

Efforts pour renforcer l'autorité publique sous Andronic II : serment politique et politique des privilèges

Les protestations sociales autant que les critiques d'une partie de l'élite politique obligèrent l'État à prendre des mesures pour renforcer l'autorité du souverain. Pachymérès raconte ainsi que durant le mois de juin 1305, Andronic II fit rentrer l'armée dans Constantinople afin de mater les séditions urbaines. Il convoqua les principaux dignitaires au palais impérial et leur enjoignit de lui prêter serment de fidélité, avant de les envoyer parcourir la ville pour y faire prêter également serment au reste de la population³⁸².

On a déjà parlé de l'emploi du serment pour assurer la fidélité des sujets comme d'une pratique désormais courante au XIV^e siècle. L'empereur l'exigea de la plupart des fonctionnaires, par exemple des juges généraux des Romains. Un manuscrit du début du XV^e siècle, déjà évoqué, contient la formule du serment prêté par les dignitaires qui entraient au service de l'administration. Cette formule mentionne la présence des Évangiles, de la Croix et de l'icône de la Vierge Hodègètria, qui servaient de support matériel à la prestation du serment³⁸³.

Au début du XIV^e siècle, Manouël Moschopoulos, un lettré constantinopolitain proche de Maximos Planoudès, élaborait une ébauche de théorie politique autour du serment prêté par les sujets à l'empereur³⁸⁴. Moschopoulos considère que l'allégeance des habitants d'une région envers le souverain est fondée sur l'existence d'un contrat politique, scellé par le serment de fidélité. L'auteur construit ainsi une théorie qui distingue trois types de situation : les relations entre les natifs et les dirigeants, celles entre le chef de la communauté et ses collaborateurs proches, et enfin celles des étrangers avec leur patrie d'adoption. Dans les trois cas, Moschopoulos parle de la nécessité d'un serment entre les différentes parties de la communauté politique afin d'assurer la coopération et la paix intérieure. Ce qu'il importe ici de souligner dans la théorie de Moschopoulos, c'est qu'il n'y parle plus de l'origine divine de l'autorité impériale, qui avait constitué depuis des siècles la base du pouvoir souverain à Byzance, mais d'une institution, le serment, qui permet le fonctionnement harmonieux de la communauté politique.

La prestation de serment s'accompagnait parfois de la concession de privilèges fiscaux. Cette pratique fut introduite par les empereurs byzantins de la fin du XIII^e et de la première moitié du XIV^e siècle. Le cas le plus typique en était l'octroi d'un revenu à un serviteur, à titre de *pronoia*, ou la transformation d'une *pronoia* en bien héréditaire. On notera que cette politique de distribution de privilèges faisait partie des mesures recommandées par les intellectuels de l'époque en vue de consolider

382. PACHYMÉRÈS XII § 31 ; IV, p. 594-599 : Pachymérès se montre critique quant à la façon dont l'empereur menait toute l'affaire.

383. Cf. ROCHETTE, *Empereurs et serment sous les Paléologues*, dans *Oralité et lien social*, p. 157-167.

384. Sur l'œuvre politique de Manouël Moschopoulos, voir ANGELOV, *Imperial Ideology*, p. 310-347 ; PATLAGEAN, *Un Moyen Âge grec*, p. 189 ; et P. GURAN, Une théorie politique du serment au XIV^e siècle : Manuel Moschopoulos, dans *Oralité et lien social*, p. 169-185.

l'autorité du souverain. À partir de la deuxième décennie du ^{xiv}^e siècle, l'Empereur délivra aussi des privilèges aux villes ainsi qu'à certaines communautés. Ces privilèges impliquaient la soumission explicite de la population à l'autorité de l'Empereur, manifestée par la prestation du serment de fidélité³⁸⁵. L'époque des deux guerres civiles fut particulièrement propice à la promulgation de chartes de privilèges en faveur de dignitaires et de villes de l'Empire. Ce fut un moyen employé par chacune des factions en conflit pour rallier davantage de partisans à sa cause³⁸⁶.

2. LES RÉACTIONS HOSTILES À LA POLITIQUE FISCALE DES EMPEREURS JEAN V ET MANUEL II

Au lendemain de la guerre civile, l'empereur Jean V (1354-1391) prit des mesures énergiques pour protéger les frontières de l'Empire et rétablir l'état de la production agricole. Ces mesures impliquèrent une forte augmentation de la pression fiscale ainsi qu'une réduction considérable des privilèges de la classe dirigeante, en particulier ceux de l'Église³⁸⁷. Cette politique fut poursuivie par son fils, l'empereur Manuel II (1391-1425), mais elle provoqua de fortes contestations de la part de plusieurs segments de la société. Il semble néanmoins que la menace ottomane ait amorti les effets de cette contestation, car elle fournit à l'État les arguments nécessaires à la justification de sa politique de rigueur fiscale.

Rappel des mesures visant à freiner la ruine financière de l'État

L'un des aspects les plus importants de la politique entreprise par l'empereur Jean V au lendemain de la deuxième guerre civile fut la construction et la restauration des fortifications. On a déjà vu que ces travaux ne se limitaient pas aux enceintes des villes, mais comportaient aussi la construction dans les campagnes de tours et de forteresses qui aidaient à la surveillance et à la protection de la population paysanne. Or, cette fortification du territoire impliqua une forte augmentation de la pression fiscale à travers la création de nouvelles taxes et de corvées³⁸⁸. De plus, les efforts de Jean V pour augmenter les revenus des soldats contribuèrent aussi à

385. Le premier document de ce type est un chrysobulle en faveur du siège de Kanina : P. ALEXANDER, *A Chrysobull of the Emperor Andronikos II Palaeologus in Favor of the See of Kanina in Albania*, *Byz.* 15, 1940-1941, p. 167-207 (= ID., *Religious and Political History and Thought in the Byzantine Empire*, Londres 1978 [Variorum Collected Studies Series 71], V) ; voir aussi DÖLGER, *Regesten* IV, n° 2305. En 1319, Andronic II délivra un privilège à tous les habitants de la ville de Iôannina : MM V, p. 77-84 ; voir aussi DÖLGER, *Regesten* IV, n° 2412. ANGELOV, *Imperial Ideology*, p. 343 et n. 118, a souligné qu'à cette occasion la population de Iôannina prêta serment à l'empereur Andronic II. Pour des actes similaires en faveur d'autres villes de l'Empire, voir *supra*, p. 65, n. 253.

386. Sur la politique de concession de privilèges fiscaux à l'époque des deux guerres civiles, voir *supra* chapitres II et III.

387. À ce sujet, il convient de rappeler le contenu d'une lettre adressée vers 1362 par le patriarche Kallistos I^{er} à l'empereur Jean V, dénonçant la forte augmentation de la charge fiscale : *PRK* III, n° 260, p. 538-542 (= MM I, n° 184, p. 430-431) ; voir aussi DARROUZÈS, *Regestes* V, n° 2437.

388. Cf. *supra*, p. 163-166.

alourdir la charge fiscale des populations rurales, en raison de l'installation des troupes dans les campagnes ou de l'attribution à ces soldats des impôts des paysans, versés au titre de leur *pronoia* militaire³⁸⁹.

Afin de mettre en place ces mesures, l'État eut par ailleurs besoin de contraindre les grandes fortunes de l'Empire à le soutenir financièrement. Aristocrates et grandes institutions religieuses furent contraints à verser des taxes destinées au financement des travaux de fortification. De même, l'empereur dut solliciter de l'Église la cession de terres pour y installer des soldats et confisqua, dans les années 1370, la moitié des biens monastiques afin de constituer de nouvelles *pronoiai* militaires³⁹⁰.

Manuel II poursuivit en ce domaine la politique de son père. Après la restauration de l'autorité byzantine en Macédoine en 1403, il reprit le décret de confiscation de la moitié des biens monastiques et continua à limiter la portée des exemptions fiscales, veillant tout particulièrement au prélèvement des taxes destinées à la construction de fortifications dans les campagnes. De plus, Manuel profita de la fiscalité mise en place par les Ottomans durant le dernier quart du xiv^e siècle pour augmenter la charge fiscale pesant sur les privilégiés³⁹¹.

À propos de l'impact de cette fiscalité sur la population, il convient de rappeler le contenu de l'acte patriarcal de 1401 concernant une dispute entre les moniales du couvent de Magistros à Constantinople et un certain Eudokimos ; ce dernier s'était déclaré incapable de verser le loyer pour un jardin propriété des moniales, à cause des nouvelles taxes imposées pour financer la restauration des remparts de la ville³⁹². Cet acte fut certes délivré durant la période du siège de Constantinople par Bayezid I^{er} (de 1394 à 1402), mais il témoigne certainement des difficultés plus générales auxquelles était confrontée la population byzantine en raison de la forte pression fiscale.

De quelques érudits opposés à la politique impériale

Durant la seconde moitié du xiv^e siècle plusieurs lettrés s'étaient opposés à la politique des empereurs. Ainsi, Nikolaos Kabasilas dans un traité portant sur « les abus des archontes », et le métropolite Isidôros de Thessalonique dans plusieurs de ses homélies, protestèrent contre les confiscations de biens ecclésiastiques opérées par l'État en Macédoine. L'aliénation des biens religieux avait souvent fait l'objet de protestations de la part des milieux lettrés de la société byzantine³⁹³.

389. Cette mesure concernait tout le territoire situé à proximité de Constantinople sur la bande côtière de la mer de Marmara : cf. *supra*, p. 245-246.

390. Il s'agit du célèbre décret de « pronoïarisation » des biens monastiques : cf. *supra*, p. 242-254.

391. Pour la question des nouvelles taxes imposées à partir du début du xv^e siècle, voir *infra*, chapitres XI et XII.

392. Voir *supra*, p. 166.

393. Ce fut, par exemple, le cas de la *charistikè*, qui consistait en l'attribution par l'empereur de la gestion d'un monastère à un laïc. Cette pratique fut très critiquée au cours du xi^e siècle. De même, les mesures entreprises par les empereurs comnènes visant à limiter les privilèges des moines firent l'objet des réactions hostiles de la part de certains lettrés contemporains. En 1092-1093, par exemple, le moine Iôannès, ancien patriarche d'Antioche, prononça un discours dénonçant l'ordre de l'empereur Alexis I^{er} Komnènos de confisquer une partie du trésor de l'Église pour payer les dépenses de l'État : *JGR*, t. 4, chapitre XXII.

Toutefois, les mesures adoptées dans la seconde moitié du XIV^e siècle, qui supposaient la confiscation de biens détenus en pleine propriété, étaient d'une portée sans précédent.

On a vu que Nikolaos Kabasilas construit sa critique à partir d'un raisonnement légaliste. Il dénonce en particulier la violation des lois concernant la propriété privée et la pleine possession d'un bien. Kabasilas fait allusion au droit canon et à l'inaliénabilité des biens ecclésiastiques. Quant à Isidôros Glabas, il s'éloigne des postulats juridiques et utilise des arguments religieux. L'opposition de Glabas à la politique de Manuel II provoqua son départ de Thessalonique en 1384.

Outre les œuvres de Kabasilas et de Glabas, de nombreux documents d'archive témoignent de l'opposition du cercle monastique aux politiques de Constantinople. Ils parlent des démarches des moines, surtout ceux de l'Athos, auprès des empereurs pour protester au sujet des confiscations de leurs biens. La plupart de ces démarches s'avérèrent néanmoins infructueuses. D'ailleurs, c'est sans doute la rigueur avec laquelle Jean V et plus tard son fils Manuel II appliquèrent en Macédoine ces mesures concernant la propriété ecclésiastique qui provoqua le soutien des milieux monastiques au coup d'État d'Andronic IV (1376). On a dit que l'on pouvait déduire ce soutien de la conservation de plusieurs actes délivrés par cet empereur, qui témoignent de la restitution de biens fonciers aux grands monastères athonites³⁹⁴.

À ce propos, il convient d'évoquer également l'œuvre de Géorgios de Pélagonie, auteur d'une *Vie de saint Jean le Miséricordieux*, présentant sous l'angle hagiographique le règne de Jean III Batatzès, qui pourrait avoir été écrite pour justifier la prise du pouvoir par Andronic IV. L'auteur y critique, en effet, fortement la politique des Paléologues et en particulier celle de l'empereur Jean V³⁹⁵. En dépit de son titre, cet ouvrage s'éloigne des modèles typiques de la littérature hagiographique. Par exemple, il fait rarement mention de miracles et qualifie simplement Jean III d'homme admirable et non pas de saint³⁹⁶. Géorgios de Pélagonie semble avoir été un auteur laïc opposé aux idées de Palamas, mais son identité demeure encore problématique³⁹⁷. Selon Dimiter Angelov, la *Vie* de Jean Batatzès doit être postérieure à 1371, parce que son auteur mentionne la condition de vassal des empereurs byzantins envers les Turcs. En réalité, cet argument permet de repousser davantage encore la date de rédaction, car on a vu que la soumission de l'empire envers les Ottomans ne se produisit en fait qu'à partir de la prise du pouvoir par Andronic IV durant l'été 1376³⁹⁸. Si cette supposition est correcte, Géorgios de Pélagonie aurait

394. Sur la restauration de biens fonciers sous le règne d'Andronic IV, voir *supra*, p. 265-267.

395. Le texte est édité par HEISENBERG, Kaiser Johannes Batatzes. Sur cette œuvre, voir aussi N. FESTA, À propos d'une biographie de St. Jean le Miséricordieux, *VV* 13, 1906, p. 1-35. Sur Géorgios de Pélagonie, voir ANGELOV, *Imperial Ideology*, p. 263-267.

396. *Ibid.*, p. 265 : Géorgios de Pélagonie « avoided the clichés and the providential scheme of causality characteristic of saints' lives ».

397. Sur le problème de l'identification de Géorgios de Pélagonie, voir *ibid.*, p. 263-264, n. 25.

398. L'œuvre de Géorgios de Pélagonie contient quelques allusions aux événements historiques. Il mentionne par exemple le conflit entre Jean VI et les Génois en 1348, ou la conquête d'Andrinople par les Turcs, en 1368 ou 1369. Toutefois, l'élément le plus important est l'allusion au statut de tributaires ottomans des Byzantins, qui permet de dater ce texte de la période après 1376 : καὶ δουλεύουσι νῦν αἰσχρῶς δυσμενέσι βαρβάροις φόρους ἀπάγοντες,

composé cette biographie de Jean III sous le règne d'Andronic IV, peut-être dans le but de critiquer la politique de son père Jean V et donc de justifier son coup d'État. En effet, l'œuvre semble avoir été composée pour être lue devant une assemblée laïque à Constantinople³⁹⁹ et elle s'attarde longuement sur la question de la succession au trône. Selon Géorgios de Pélagonie, l'empereur ne doit pas hériter ses droits de son père, mais doit être désigné par un groupe d'« électeurs » (*airetheis*)⁴⁰⁰, comme cela avait été justement le cas de Jean III qui avait été choisi par l'empereur Théodore I^{er} Laskaris pour épouser sa fille et lui succéder sur le trône⁴⁰¹.

Quant à la politique fiscale, Géorgios de Pélagonie loue aussi en cette matière l'action de Jean Batatzès qui aurait distribué argent et biens prélevés sur son patrimoine⁴⁰² et il critique au contraire la propension des Paléologues à augmenter les impôts et à confisquer les propriétés de leurs sujets⁴⁰³. Géorgios de Pélagonie explique la conduite des empereurs de cette dynastie par leur mauvaise conscience, car ils auraient, selon lui, préféré une existence plus facile aux contraintes de la vie militaire, ayant totalement perdu l'esprit martial caractéristique des empereurs de Nicée⁴⁰⁴.

La révolte des archontes du Péloponnèse (fin xiv^e-début xv^e siècle)

Les mesures prises par l'État concernant la propriété foncière et l'imposition fiscale provoquèrent surtout une vive réaction dans le Péloponnèse. Entre la fin du xiv^e et le début du xv^e siècle, les archontes locaux se rebellèrent à plusieurs reprises contre les autorités. Ils protestaient ainsi contre les nouvelles taxes exigées d'eux afin de financer les travaux de construction de l'Hexamilion.

On a vu que les premiers efforts pour construire un rempart protégeant l'isthme de Corinthe dataient de l'arrivée en Morée du fils de Jean V, le despote Théodôros Palaiologos. À cette époque, l'un des fils de l'ex-empereur Matthaios Kantakouzènos s'était déjà révolté contre Théodôros, soutenu par une partie de l'aristocratie

καὶ ποιοῦσι κατ'ἀνάγκην τὰ προσταττόμενα (HEISENBERG, Kaiser Johannes Batatzes, p. 194¹⁹⁻²¹). L'éditeur du texte, Heisenberg, pensait qu'il datait de 1361, parce que c'était la date à laquelle on croyait alors qu'Andrinople était tombée aux mains des Turcs. Cette datation est à écarter, comme l'est celle de FESTA, À propos d'une biographie (cité *supra* n. 395), p. 15-17, qui penchait pour le début du xv^e siècle. Selon ANGELOV, *Imperial Ideology*, p. 264, n. 27, le fait que l'auteur se réfère à la soumission des empereurs aux Turcs permet de dater ce texte « not long after 1371 », parce que « as a result of the battle on the Maritza, Byzantium began to pay tribute to the Turks ». Toutefois, nous avons vu que la bataille de la Maritza n'impliqua pas la soumission des Byzantins aux Turcs (voir *supra*, p. 230-231).

399. ANGELOV, *Imperial Ideology*, p. 264-265, mentionne un passage du texte dans lequel on parle de soldats et de marins vivant à Constantinople : HEISENBERG, Kaiser Johannes Batatzes, p. 228¹⁻²¹.

400. *Ibid.*, p. 197⁹⁻²¹. Voir la traduction anglaise de ce passage dans ANGELOV, *Imperial Ideology*, p. 283.

401. HEISENBERG, Kaiser Johannes Batatzes, p. 212³⁻²⁰.

402. *Ibid.*, p. 231²⁵⁻³³.

403. *Ibid.*, p. 228¹⁻²²⁹³³.

404. *Ibid.*, p. 194¹⁴⁻¹⁹, 195²⁵⁻³¹, 200²⁵⁻²⁶, etc.

moréote qui refusait de prêter son concours au nouveau représentant de Constantinople. Les combats se prolongèrent pendant plusieurs années et ce fut finalement grâce à l'aide des Ottomans que Théodôros vint à bout des révoltés⁴⁰⁵. La ville de Monemvasie, port important situé dans la partie sud-est de la péninsule, fut particulièrement difficile à réduire, car la puissante famille Mamônas, qui la contrôlait, s'opposa longtemps à l'autorité de Théodôros⁴⁰⁶. Ce dernier ne s'empara finalement de Monemvasie que vers 1394⁴⁰⁷.

Après la mort de Théodôros en 1407, la situation politique du Péloponnèse ne s'améliora guère. Lors de son premier voyage dans cette province, l'empereur Manuel II dut faire face à une nouvelle révolte des archontes. Dans une lettre adressée au futur patriarche de Constantinople Euthymios II, l'empereur parle des luttes intestines qui déchiraient à l'époque la région. D'après le contenu de cette lettre, on sait que l'empereur remporta finalement la victoire :

Il paraît que c'est la destinée du Péloponnèse de préférer les rixes intestines à la paix ; même si l'un ne fournit pas à l'autre un prétexte de rixe, personne n'est assez sot pour ne pas en inventer de soi-même ; car tous veulent faire usage des armes – et s'ils les employaient là où il faut, leur situation serait meilleure. Et moi, étant au courant de tout cela, je ne me soucie de rien autant que d'arriver à les réconcilier entre eux. Ces préoccupations m'ont souvent empêché de manger et de dormir suffisamment et j'ai négligé tout à fait les choses nécessaires. C'est la cause par laquelle tu as été privé de mes lettres habituelles. Et tu dois le supporter humblement ; mieux, tu devrais te réjouir parce que ce qui nous a empêché d'écrire pour ton plaisir s'est avéré une corvée agréable à Dieu, et également agréable à nous-même. En effet, je suis content de la façon dont les choses se sont déroulées, et j'espère qu'elles seront accomplies de la manière qu'aurait souhaitée n'importe quel homme qui se réjouit du bonheur de ses proches. Sois certain que tout s'est déroulé selon nos désirs, et qu'il peut continuer à en être ainsi, car nous avons maintenant raison d'espérer en vertu des choses qui précèdent⁴⁰⁸.

En dépit de la victoire remportée par Manuel II vers 1407, les archontes du Péloponnèse persévérèrent durant les années suivantes dans leur attitude contestataire. Lors de son deuxième voyage dans la région, Manuel fut à nouveau aux prises

405. Pour plus de détails sur ces événements, voir KALLIGAS, *Byzantine Monemvasia*, p. 143-149.

406. Selon CHALKOKONDYLÈS I, p. 75, le despote Théodôros Palaiologos avait confisqué les propriétés de Mamônas, « seigneur » de Monemvasie. Sur cette question, voir LOENERTZ, *Pour l'histoire du Péloponnèse*, p. 175-176. Le principal représentant de la famille Mamônas est souvent appelé par les historiens Paulos, d'après le témoignage du *Chronicon maius* de Makarios Mélissènos (PSEUDO-SPHRANTZÈS, p. 198), mais il convient de rester prudent à ce sujet car il s'agit là en réalité d'une source du XVI^e siècle. Sur cette question, voir aussi KALLIGAS, *Byzantine Monemvasia*, p. 147.

407. D'après une chronique brève, Théodôros aurait conclu un premier accord avec les rebelles en 1391-1392 : SCHREINER, *Kleinchroniken* I, 32 § 28, p. 233 ; II, p. 346-347. Pour la prise définitive de Monemvasie par Théodôros en 1394, voir KALLIGAS, *Byzantine Monemvasia*, p. 147 et n. 19.

408. MANUEL II, *Lettres*, n° 51, p. 147¹¹⁻²⁵.

avec les rebelles. Il en parle dans une lettre adressée à deux moines de l'Athos, David et Damianos, qu'il avait rencontrés durant son séjour à Thessalonique à l'hiver 1415-1416⁴⁰⁹. L'empereur raconte qu'après avoir accosté dans le Péloponnèse, il dut y accomplir de nombreuses tâches, parmi lesquelles il mentionne la construction de l'Hexamilion, « cette tâche dont la plupart des gens pensent qu'elle est complètement inutile », mais qui « peut bénéficier, avec l'aide de la Grâce divine, à tous ceux qui sont à l'intérieur [du Péloponnèse] en les libérant de la peur⁴¹⁰ ». L'empereur fait ensuite allusion « au pire de nos problèmes, à savoir l'obstination et l'ingratitude de certains hommes⁴¹¹ ». Le souverain se plaignait de « la trahison et la tromperie » de certains, qui avaient envers lui une énorme dette, car il les avait délivrés par le passé du danger de voir « leurs villes saccagées lors de la première invasion de l'ennemi ». Manuel II fait ici allusion à la première invasion du Péloponnèse par les armées de Bayezid I^{er} dans les années 1390. À cette époque, les Turcs avaient déjà détruit une partie des fortifications précédemment relevées par le despote Théodôros Palaiologos⁴¹². L'empereur ne manque pas de rappeler l'utilité de l'Hexamilion pour les habitants du Péloponnèse qui pouvaient désormais travailler la terre en toute tranquillité⁴¹³. Il souligne également le fait qu'ils ne devaient plus se cacher dans « des caves ou des forteresses » pour échapper à l'ennemi⁴¹⁴.

Dans cette longue lettre, Manuel opère une classification en trois groupes de la société du Péloponnèse⁴¹⁵. Il évoque d'abord ceux qui appartiennent à l'aristocratie et soutiennent la politique impériale parce qu'ils souhaitent vivre sans crainte de l'ennemi. C'est pourquoi, « ils ont apporté tout ce qui était nécessaire à la construction des murs » (κομίζοντες ὧν περ ἔδει τείχεσιν)⁴¹⁶. L'empereur fait sans doute allusion ici aux impôts et aux taxes supplémentaires destinés au financement des travaux de fortification. Le second groupe appartient également à l'aristocratie du Péloponnèse mais ceux qui le composent se sont pour leur part opposés à la construction de l'Hexamilion⁴¹⁷. D'après l'empereur, la cause fondamentale de leur opposition aurait été leur refus de se soumettre à l'autorité du représentant de Constantinople, à cette époque le despote Théodôros, fils de Manuel II. L'empereur déclare en effet que l'Hexamilion était pour eux comme « un étai autour du cou, car il les empêchait de continuer à perpétrer leurs outrages antérieurs et les obligeait à faire

409. *Ibid.*, n° 68, p. 206-218.

410. *Ibid.*, p. 209⁴³⁻⁴⁷ : καὶ πρό γε πάντων ἐκεῖνο τοῦργον, τὸ τοῖς πλείοσι δοκοῦν παντάπασιν ἀνήνυτον, τὸ τειχίζειν λέγω τὸν Ἰσθμόν, ὡς ἄν, συναιρομένης τῆς θείας χάριτος, ἅπασι τοῖς ἔνδον οἰκοῦσιν ἀφοβίαν χαρισάμεθα.

411. *Ibid.*, p. 209⁴⁸⁻⁴⁹ : ταῦτα δὴ καὶ τὰ τοιαῦτα, καὶ ὁ κολοφὼν τῶν κακῶν, τὸ ἐνίων δύστροπον καὶ ἀχάριστον.

412. Sur cette invasion des Ottomans dans le Péloponnèse, voir *supra*, p. 301 et 351.

413. Sur les réflexions de l'empereur Manuel II concernant l'utilité de l'Hexamilion pour la production agricole de cette province, voir *supra*, p. 351-352.

414. MANUEL II, *Lettres*, n° 68, p. 209⁷⁵-211⁹¹.

415. *Ibid.*, p. 211¹⁰⁰⁻¹⁰¹ : δεῖν δὲ οἶμαι διελόντας, δηλῶσαι τὴν ἐν σφίσι διαφοράν. τριχῇ δὴ πάντων μεμερισμένων...

416. *Ibid.*, p. 211¹⁰²-213¹¹⁵.

417. *Ibid.*, p. 213¹¹⁶-215¹⁷².

acte d'allégeance envers le despote⁴¹⁸ ». Enfin, il parle d'un troisième groupe au sein de la société locale, formé par les gens du peuple⁴¹⁹. D'après le contenu de la lettre, certains d'entre eux avaient soutenu les archontes rebelles, mais l'empereur se montre compréhensif à leur égard, car il reconnaît qu'ils avaient enduré des difficultés considérables et qu'« ils avaient néanmoins aidé [aux travaux de construction] dans toute la mesure de leurs moyens⁴²⁰ ».

La documentation vénitienne témoigne aussi du poids sur l'ensemble de la population des impôts destinés à la construction de l'Hexamilion. Plusieurs actes du sénat rapportent par exemple que nombre de paysans s'enfuirent du territoire byzantin afin de trouver refuge dans les possessions vénitiennes et d'échapper ainsi au fardeau fiscal⁴²¹.

Outre la lettre adressée par l'empereur Manuel II aux hiéromoines David et Damianos, une autre source évoque la révolte des archontes du Péloponnèse. Il s'agit du *Voyage aux Enfers* de Mazaris, qui fait allusion à une rébellion contre le souverain⁴²². Mazaris critique l'attitude de ces rebelles, qu'il qualifie de « créatures répugnantes », et loue au contraire le comportement de l'empereur qui a entrepris une campagne militaire pour les soumettre⁴²³. Il mentionne également la construction de machines de siège, la conclusion d'accords ainsi que de nombreuses dépenses⁴²⁴. Mazaris donne en outre les noms de deux des chefs des révoltés, Krokodeilos et Hélèabourkos⁴²⁵. La chronique des Tocco signale effectivement que le 15 juillet 1415 l'empereur Manuel II remporta une victoire sur un certain Héliabourkos à Mandinia, ville située au sud du Péloponnèse⁴²⁶. Après la bataille de Mandinia, la rébellion semble s'être éteinte. Selon Chalkokondylès, historien de la seconde moitié du xve siècle, Manuel II aurait fait déporter certains des rebelles à Constantinople après avoir fait raser leurs châteaux⁴²⁷.

418. *Ibid.*, p. 213¹⁴⁸⁻¹⁵⁰.

419. *Ibid.*, p. 215¹⁷³⁻²¹⁷¹⁹⁷.

420. *Ibid.*, p. 215¹⁸⁰.

421. En 1415, l'empereur byzantin avait demandé au sénat vénitien de restituer les paysans et les marins qui avaient trouvé refuge dans les territoires de la république pour échapper au paiement des taxes destinées à la construction de l'Hexamilion. Le sénat donna son accord seulement pour les marins : voir la réponse du 23 septembre 1415 dans ASV, *Misti*, registro 51, fol. 67-68 (résumé dans IORGA, *Notes et extraits*, t. 1, p. 239-240, et dans THIRIET, *Régestes*, t. 2, n° 1592, p. 138 ; voir aussi DÖLGER, *Regesten* V, n° 3352, p. 102). En 1418, l'empereur byzantin demanda à nouveau la restitution des paysans qui avaient quitté le territoire de l'Empire : réponse du sénat du 11 juin dans SATHAS, *Documents inédits*, t. 3, n° 731, p. 177 ; résumé dans THIRIET, *Régestes*, t. 2, n° 1697, p. 165. Sur ces demandes de l'empereur byzantin auprès du sénat vénitien, voir aussi BARKER, *Manuel II*, p. 314-315, n. 25 et 26.

422. MAZARIS, p. 84-86.

423. *Ibid.*, p. 84¹⁴⁻¹⁵.

424. *Ibid.*, p. 84²⁷⁻⁸⁶.

425. Sur ces personnages, voir les commentaires des éditeurs de MAZARIS : *ibid.*, p. 118-119, et de George Dennis dans MANUEL II, *Lettres*, p. 218.

426. *Chronique des Tocco*, p. 480 ; voir aussi SCHREINER, *Kleinchroniken* II, p. 404, et BARKER, *Manuel II*, p. 317, p. 31.

427. CHALKOKONDYLÈS I, p. 173.

La fin de la révolte des archontes permit à l'empereur de consolider son autorité dans le Péloponnèse. On a vu que durant le deuxième quart du ^{xv}^e siècle, le contrôle de cette province fut partagé entre plusieurs membres de la famille impériale. Durant cette période, les Byzantins réussirent à soumettre la plus grande partie de la péninsule et à occuper temporairement l'Attique. La victoire remportée par Manuel II en juillet 1415 dut en outre augmenter les ressources financières de l'administration et de l'armée dans cette province.

3. LA PROPAGANDE IMPÉRIALE

Les réactions de plusieurs segments de la société byzantine à l'égard des mesures de rigueur fiscale adoptées par les souverains montrent à quel point celles-ci s'avérèrent impopulaires. Ces mesures avaient augmenté considérablement la charge pesant sur les contribuables et limité la portée des privilèges des élites sociales. Toutefois, elles étaient nécessaires à la survie de l'État. Afin de justifier ses demandes, le gouvernement eut recours aux instruments de la propagande.

Les principaux instruments de la propagande impériale :
la propagande écrite

Dimiter Angelov a classé en deux catégories les textes produits par la propagande impériale durant le ^{xiii}^e et le début du ^{xiv}^e siècle : les préambules des documents officiels, appelés *prooimia*, et les discours en l'honneur de l'empereur⁴²⁸. Il en a étudié la composition et le contenu, ainsi que le niveau de langue. Il conclut qu'il s'agit de pièces rhétoriques rédigées dans un style précieux et maniéré, issues de la plume des intellectuels appartenant aux cercles de la cour, car on sait que la rédaction de ces textes constituait souvent une condition indispensable pour obtenir une promotion dans la hiérarchie aulique⁴²⁹.

Angelov décrit plus particulièrement les *prooimia* comme des textes courts dans lesquels un seul aspect de l'idéologie impériale est généralement évoqué, souvent l'une des vertus indispensables du souverain⁴³⁰. Le destinataire de ces textes était le bénéficiaire de l'acte ; il pouvait s'agir d'un aristocrate, d'un simple soldat ou d'une institution religieuse, mais aussi d'une ville dans le cas des chrysobulles communs⁴³¹.

428. Cf. ANGELOV, *Imperial Ideology*, p. 29.

429. À propos de l'influence des lettrés qui écrivaient des textes de propagande, voir ANGELOV, *Imperial Ideology*, p. 161-166. Pour l'étude d'un cas particulier, voir J. VERPEAUX, Le cursus honorum de Théodore Métochite, *REB* 18, 1960, p. 195-198.

430. Cf. ANGELOV, *Imperial Ideology*, p. 29-30. La plupart de ces documents étaient des chrysobulles, c'est-à-dire qu'ils relevaient du type d'acte le plus solennel délivré par la chancellerie impériale. Toutefois, Angelov a relevé des documents d'autres types comportant un *prooimion* : par exemple deux *horismoï* de Michel VIII (BURGMANN, MAGDALINO, Michael VIII on Maladministration ; MM V, p. 239-240, *horismos* de 1272 pour l'higoumène du monastère de Sainte-Catherine au mont Sinaï) et un *chrysoboullon sigillion* de l'empereur Andronic II pour le monastère de Lavra (*Lavra* II, n° 94, 1302).

431. Voir, par exemple, le chrysobulle pour la ville de Îoannina de février 1319 : MM V, p. 77-84 (résumé par DÖLGER, *Regesten* IV, n° 2390).

Les actes délivrés en faveur de puissances étrangères entrent également dans cette dernière catégorie.

Il s'agissait d'un type de texte assez stéréotypé, qui répondait à des critères préétablis. De fait, on a conservé plusieurs manuscrits contenant une collection de *prooimia* qui servaient de modèles au personnel de la chancellerie impériale pour produire de nouveaux documents⁴³². On peut en effet constater, d'après les actes conservés, que certains *prooimia* étaient copiés sur d'autres⁴³³.

Pour la période qui nous occupe, un changement se produit toutefois par rapport à l'époque précédente, puisque le nombre de chrysobulles avec *prooimion* diminue⁴³⁴. Cette évolution s'explique d'abord par le nombre plus réduit de chrysobulles délivrés par les derniers empereurs Paléologues (conséquence peut-être du contexte économique)⁴³⁵ ; ensuite par une mutation de l'idéologie impériale qui provoqua des changements dans la composition des chrysobulles.

Dans le cadre de cette évolution générale, une distinction semble toutefois exister entre la chancellerie de Jean V et de Manuel II et celle de leurs rivaux Andronic IV et Jean VII. La première paraît avoir adopté des méthodes plus « modernes », influencées peut-être par les chancelleries occidentales, comme un système plus précis de datation ; au contraire, la chancellerie d'Andronic IV et de Jean VII resta fidèle aux pratiques traditionnelles byzantines⁴³⁶. Par exemple, en ce qui concerne les *prooimia*, quelques chrysobulles délivrés par Jean VII contiennent de longs préambules, comme à l'époque d'Andronic II. Cet attachement à la tradition faisait sans doute partie de l'image politique que ces souverains voulaient diffuser.

L'autre type de texte signalé par Angelov et qui servait d'instrument de la propagande impériale était les panégyriques en l'honneur du souverain. Il s'agissait de discours prononcés lors des grandes cérémonies ou les jours de fête. Ces textes évoquent les vertus du souverain et son image publique. La pratique en avait été instaurée à l'époque des Comnènes, même si l'on en connaît déjà quelques exemples aux époques antérieures. Le nombre en est assez élevé pour les règnes des deux premiers empereurs paléologues, en particulier sous Andronic II.

432. Les deux manuscrits qui contiennent cette collection de *prooimia* sont le *cod. Barocci* 131 et le *cod. Palatinus gr.* 356. Ils ont été édités par HUNGER, *Prooimion*, p. 218-245 (pour vingt d'entre eux) et par BROWNING, *Prooimia* (pour onze autres). Pour la datation de ces deux manuscrits (fin du XIII^e siècle), voir maintenant D. ANGELOV, *The Confession of Michael VIII Palaiologos and King David*, *JÖB* 56, 2006, p. 193-204, ici p. 198-199.

433. Par exemple, l'acte *Chilandar* n° 34, un chrysobulle d'Andronic II daté de juillet 1317, utilise le même préambule que l'acte *Chilandar* n° 29, un autre chrysobulle du même empereur daté de novembre 1313. Ce préambule fut rédigé par Nikèphoros Choumnos (HUNGER, *Prooimion*, p. 37 et 73, et n. 87).

434. Il suffit de comparer la liste des chrysobulles avec préambule publiée par ANGELOV, *Imperial Ideology*, tableau I, entre les pages 31-38, et la nôtre, voir *infra*, p. 552-553.

435. La délivrance d'un chrysobulle suivait l'octroi d'un privilège ou la confirmation d'une donation pieuse.

436. Les différences entre les chancelleries de Jean V et de Manuel II et celles d'Andronic IV et Jean VII feront l'objet ailleurs d'une étude sur la chancellerie impériale à l'époque des Paléologues.

À partir du règne d'Andronic III, la pratique des panégyriques en l'honneur du souverain semble avoir décliné. Grègoras rapporte que cet empereur avait décidé de simplifier considérablement le rituel de la cour afin de rompre avec les habitudes de son grand-père Andronic II. Cette tendance semble se confirmer à l'époque ultérieure et se maintient jusqu'à la fin de l'Empire. Nous avons en effet conservé fort peu de panégyriques adressés aux derniers empereurs paléologues. Toutefois, pour cette période, on rencontre d'autres types d'écrits qui servent également à louer les vertus et les capacités des souverains ainsi que des autres membres de la dynastie : il s'agit principalement d'oraisons funèbres et de sermons religieux. Il convient également de signaler un dernier type de textes, celui des « conseils » ou des « miroirs du prince » dans lesquels l'auteur dispense au souverain des recommandations sur l'art de gouverner. La plupart des écrits de ce type qui datent de la période tardive peuvent être considérés aussi comme des textes de propagande, dans lesquels les auteurs rappellent les principaux traits de la politique impériale. Ces textes étaient certainement écrits pour être lus devant une assemblée de notables⁴³⁷.

Propagande et théorie du pouvoir

La parution en 2007 d'un essai dû à Christian Zgoll sur la conception du pouvoir à partir de l'étude de la correspondance de Dèmétrios Kydônès a apporté du nouveau sur l'évolution de l'idéologie impériale au ^{xiv}^e siècle⁴³⁸. Cet essai a d'abord constaté une progressive « désacralisation » de la figure du souverain byzantin et souligné l'élaboration d'un nouveau discours s'appuyant principalement sur les qualités « humaines » de l'empereur. Zgoll a relevé dans les lettres de celui qui fut le principal conseiller de Jean V de nombreux exemples de l'éclipse de la figure de l'empereur en tant que représentant de Dieu⁴³⁹. Ce sont désormais des vertus telles que l'honneur, la justice ou le courage qui apparaissent comme ses principaux attributs indispensables. Cette constatation importante n'est pas exclusivement limitée aux écrits de Kydônès. Zgoll a relevé des exemples similaires dans d'autres écrits de l'époque, miroirs du prince, panégyriques ou oraisons funèbres⁴⁴⁰.

Au cours du ^{xiii}^e et du ^{xiv}^e siècle, le pouvoir impérial paraît en effet avoir perdu une bonne partie de son prestige mystique en raison des fréquentes attaques dont la politique des souverains Paléologues avait été l'objet. On a déjà évoqué les contestations de la politique de Michel VIII et de celle de son fils Andronic II.

437. Sur cette question, voir aussi KIOUSOPOULOU, *Emperor or Manager*, p. 116 : « As to their reception, encomia and funeral oration were as a rule composed in order to be read out before an audience. »

438. ZGOLL, *Heiligkeit*.

439. Les vertus traditionnelles de la majesté impériale à Byzance étaient le zèle religieux, la défense de la foi et la piété : sur cette question, voir par exemple H. HUNGER, *Konstantinopel und Kaisertum als « neue Mitte » des oströmischen Reiches*, dans Id., *Reich der neuen Mitte. Der christliche Geist der byzantinischen Kultur*, Graz/Vienne/Cologne 1965, chapitres I et II, p. 37-107, en particulier p. 42.

440. Voir par exemple l'éloge de Matthaios Kantakouzènos, fils de Jean VI, par Nikolaos Kabasilas : ZGOLL, *Heiligkeit*, p. 129-130 et n. 539.

Toutefois, ce fut l'usurpation de Jean VI Kantakouzénos qui provoqua le plus fort bouleversement dans la conception du pouvoir impérial. Dans une de ses lettres, Kydônès dit que Jean VI est parvenu au trône non par un effet de la Providence divine, mais par ses propres vertus⁴⁴¹. L'écart est grand par rapport à l'idéologie politique des périodes précédentes, lorsque l'intervention active de Dieu était déterminante dans l'avènement du souverain, y compris en cas d'usurpation. On constate indubitablement qu'à partir de l'époque des Paléologues, la nature mystique du pouvoir tend à s'effacer progressivement, remplacée par une idéologie plus humaniste.

La même pensée imprègne le traité écrit par Manuel II pour l'éducation de son fils, le futur Jean VIII⁴⁴². Manuel y parle des vertus que doit posséder le souverain et fait spécialement mention de la prudence, de la justice et de la sagesse. Il attire l'attention sur l'importance de l'éducation, qui doit faire du prince un « roi-philosophe », idée que l'on retrouve aussi chez Kydônès à propos de Manuel lui-même⁴⁴³.

À partir du milieu du ^{xiv}^e siècle se consolide ainsi peu à peu un discours nouveau, qui met surtout en avant les capacités humaines des empereurs et accorde moins d'importance à l'origine divine de leur autorité. Dans le *prooimion* que Kydônès rédigea pour le chrysobulle de Jean V en faveur de son fils Manuel II, accordant à ce dernier le gouvernement de la Macédoine (1373), sa nature (*physis*) d'être humain apparaît comme la principale qualité attendue du souverain. L'acte affirme que, même si Dieu a laissé les hommes gouverner, il a voulu que la nature humaine demeurât et que le pouvoir ne fût qu'un ornement de celle-ci : « La préséance – dit Kydônès – est accordée à la nature des hommes, comme mère de tout et foyer commun⁴⁴⁴. »

Dans l'*Oraison funèbre* en l'honneur de son frère défunt, le despote Théodôros Palaiologos († 1407), Manuel II trace un portrait favorable de l'ancien gouverneur du Péloponnèse. Ce texte, certainement l'une des œuvres majeures de la propagande impériale de la fin de la période byzantine, donne une version volontairement schématique et idéalisée de l'évolution de cette province depuis l'avènement de Théodôros en 1382. Manuel explique que la bonne situation dans laquelle se trouvait le Péloponnèse, épargné par la conquête turque et les nombreux ravages de l'ennemi, était entièrement due au courage, à l'intelligence et aux capacités personnelles de son frère⁴⁴⁵. Les éloges délivrés à cette époque en l'honneur d'autres

441. KYDÔNÈS, *Correspondance* I, n° 14, p. 42-43, ici p. 42⁶; voir aussi TINNEFELD, *Demetrius Kydones. Briefe*, t. 1/1, n° 29, p. 210-213.

442. Ce traité porte le titre de Ὑποθήκαι βασιλικῆς ἀγωγῆς : éd. PG 156, col. 313-384.

443. Voir à ce sujet, BARKER, *Manuel II*, p. 84, n. 1 et p. 420. Pour l'image de l'empereur byzantin comme « roi-philosophe » dans la période précédente, voir RADOŠEVIĆ, *Patron of Learning*.

444. TINNEFELD, *Vier Prooimien*, p. 178, l. 11-12 : τηρεῖται μέντοι παρὰ τῶν ἐπιγινομένων τὰ πρεσβεῖα τῇ φύσει ὡς ἂν μητρὶ τε τῶν πάντων καὶ ἐστὶα κοινῇ.

445. MANUEL II, *Oraison funèbre*. L'*Oraison funèbre* en l'honneur de Théodôros fut déclamée à Mistra peu après la mort du despote en 1407, devant une assemblée de notables (cf. BARKER, *Manuel II*, p. 525).

membres de la famille impériale suivent la même ligne d'interprétation de la politique impériale et de ses effets⁴⁴⁶.

Dans les autres territoires de l'Empire, où la situation était moins aisée à présenter sous un jour heureux que celle du Péloponnèse, la propagande impériale se servait d'autres arguments qui laissaient prudemment de côté les capacités individuelles des membres de la dynastie ; le déclin incontestable de l'État était ici expliqué par les péchés collectifs. Certains lettrés imputaient par exemple une part de la responsabilité de la deuxième guerre civile aux factions sociales qui s'étaient affrontées à la faveur du conflit et critiquaient tout particulièrement l'attitude du peuple qui s'était révolté contre les aristocrates.

L'idée d'un « châtiment divin » servait également à justifier les mesures sévères adoptées par l'État. Dans ce cas, l'Empereur était chargé de faire expier leurs péchés à ses sujets et de recouvrer ainsi la faveur divine. L'idée du péché apparaît donc souvent dans les écrits officiels⁴⁴⁷. Par exemple, dans le *prooimion* du chrysobulle délivré en février 1407 en faveur de six monastères de l'Empire, Jean VII s'attarde sur l'idée du péché originel et de la rédemption : « Pour revenir à sa dignité première, il manque [à l'homme] trois choses : l'humilité, à la place de sa vantardise première, la soumission, à la place de sa désobéissance première, et enfin d'être prêt à mourir pour sa race, contre laquelle il a précédemment agi, après avoir été trompé⁴⁴⁸. » Jean VII explique ensuite que « si c'est un devoir pour tous, cela convient encore plus aux empereurs, pour deux raisons. La première est qu'ils doivent de multiples grâces au Seigneur, qui les honore plus que tous. La seconde est qu'ils doivent être un modèle pour tous⁴⁴⁹ ». C'est pour ces motifs que ce souverain explique avoir fait reconstruire le mur de Pallène, à l'entrée de la presqu'île de Kassandreia, « en dépensant non seulement tout l'argent possible, mais même au-delà de ses possibilités, sans l'aide de personne, mais tous s'étant opposés à Ma Majesté, seul Dieu lui venant en aide⁴⁵⁰ ». En effet, c'était, dit-il, de son devoir, parce que « c'est une loi pour tout

446. Voir par exemple le panégyrique rédigé par Isidôros de Kiev en l'honneur des empereurs Manuel II et Jean VII : LPP III, p. 200 et suiv. Sur ce panégyrique, voir O. SCHMITT, *Kaiserrede und Zeitgeschichte im späten Byzanz : ein Panegyrikos Isidors von Kiew aus dem Jahre 1429*, *JÖB* 48, 1998, p. 209-242.

447. Certains auteurs écrivirent que la perte des repères moraux et les vices de la société avaient attiré la colère de Dieu sur les Byzantins : cf. M.-H. CONGOURDEAU, *Les problèmes moraux dans l'Église byzantine*, dans *Histoire du christianisme*. T. 6, *Un temps d'épreuves, 1274-1449*, éd. J.-M. MAYEUR *et alii*, Paris 1990, p. 500-519 (avec bibliographie).

448. Voir l'édition de *Vatopedi* III, n° 197, l. 4-5 : τὸ δὲ χειρόν, ὥς τούτῳ μὴδὲ δύναμις ἦν ἐπανορθώσεως πώποτε· τριῶν γὰρ ἔδειτο μεγάλων ἐλθεῖν εἰς τὸ πρῶτον ἀξίωμα, ταπεινώσεως μὲν ἀντὶ προτέρας ἀλαζονείας, ὑπακοῆς δὲ πάλιν ἀντὶ προτέρας παρακοῆς, καὶ τελευταῖον τοῦ θανεῖν ἐτοίμως ὑπὲρ τοῦ γένους καθ'οὗ πρότερον αὐτὸς ἀπατηθεὶς ἔπραξεν. Cet acte est cité *supra*, p. 347-348.

449. *Ibid.*, l. 8-9 : εἰ γοῦν ἅπασι χρέος αὐτό, πολλῶ γε μᾶλλον ἀρμόζει τοῖς βασιλεῦσι δυοῖν ἔνεκα, τῷ μὲν ὡς πολλαπλασίους ὀφείλουσι χάριτας τῷ δεσπότῃ ἅτε καὶ τῶν ἄλλων εἰς πλάτος παρ'αὐτοῦ τιμωμένοις, τῷ δὲ καὶ ὡς τῶν ἄλλων ἐσομένοις κανόνα.

450. *Ibid.*, l. 13-14 : βουλῇ δὲ καὶ γνώσει πλείστη χρησάμενος ἡμετέρα, ἔτι καταβαλὼν οὐ μόνον ὅσον εἰς δύναμιν χρήματα, ἀλλὰ σχεδὸν ὅσον καὶ ὑπὲρ τὴν ἐμὴν ἀφίκετο δύναμιν, τῶν ἄλλων ἀπάντων οὐ μόνον εἰς βοήθειαν ὄντων ἀλλὰ καὶ ἐναντιουμένων τῇ βασιλείᾳ μου, μόνου βοηθοῦντος Θεοῦ μοι.

Grec et tout barbare de lutter en faveur de ses congénères et c'est une loi divine, plus importante que la précédente, qui prescrit à chacun de se consacrer aux autres⁴⁵¹ ». La propagande officielle présentait donc l'Empereur comme un modèle de vertu : un homme certes, mais qui entretenait des rapports privilégiés avec Dieu, parce qu'il était celui qui suivait de plus près l'enseignement du Christ⁴⁵².

La défaite subie par les Ottomans à Ankara (juillet 1402) servit enfin de prétexte à l'État byzantin pour renforcer l'idée selon laquelle Dieu récompensait les gouvernants méritants. Nombre d'écrits issus des cercles officiels attribuèrent en effet la défaite turque à l'intervention de la Providence divine qui avait décidé d'aider l'Empire en raison de la politique vertueuse de ses souverains⁴⁵³. Cette preuve du soutien divin servit donc à justifier en retour l'action impériale et les mesures prises en matière de fiscalité⁴⁵⁴.

Des hommes de lettres au service de l'État

Démétrios Kydônès (1324/1325-1397) fut le principal conseiller (*mésazôn*) de l'empereur Jean V durant la plus grande partie de son règne. Il fut aussi l'auteur des *prooimia* de quelques chrysobulles et consacra aux empereurs Jean VI et Jean V plusieurs écrits dans lesquels il évoqua la question de l'autorité impériale. Enfin, sa correspondance, en bonne partie conservée, est également une source importante pour l'étude de l'idéologie impériale de l'époque tardive. Kydônès constitue un cas exemplaire de lettré ayant consacré l'essentiel de sa vie à la politique, comme l'avaient été avant lui Théodôros Métochitès et Nikèphoros Choumnos, tous deux conseillers d'Andronic II, et qui collaborèrent également à la construction du discours officiel.

451. *Ibid.*, l. 10-11 : ἐπεὶ νόμος ἑλληνι καὶ βαρβάρῳ παντὶ μέχρι αἵματος ὑπὲρ τῶν ὁμοφύλων ἀγωνίζεσθαι, νόμος δὲ θεοῦ πάλιν τοῦ πρώτου θεοειδέστερος καὶ λαμπρότερος ἕκαστον ἑαυτὸν παρακελευόμενος ὑπὲρ ἐτέρου διδόναι.

452. Le traité rédigé par Manuel II pour l'éducation de son fils, le futur Jean VIII, dit que l'empereur imite le Christ plutôt comme serviteur de la communauté que comme gouvernant (PG 156, col. 373).

453. En 1403, l'empereur Manuel II écrivit deux textes relatifs à la défaite des troupes ottomanes en Asie Mineure : une action de grâces à Dieu (éd. PG 156, col. 280C-281A, et LEGRAND, *Lettres de Manuel Paléologue*, p. 103-104 ; traduction anglaise dans BARKER, *Manuel II*, p. 513-514) et un texte en forme de psaume commémorant la chute de Bayezid (éd. PG 156, col. 281A-C, et LEGRAND, *Lettres de Manuel Paléologue*, p. 104, avec traduction française ; sur ce texte, voir aussi BARKER, *Manuel II*, p. 514-517). À la même époque, le savant Démétrios Chrysolôras rédigea une action de grâces à la Vierge : P. GAUTIER, Action de grâces de Démétrius Chrysolôras à la Théotocos pour l'anniversaire de la bataille d'Ankara (28 juillet 1403), *REB* 19, 1961, p. 340-357. On possède encore un autre texte anonyme qui célèbre la défaite ottomane et la fin du blocus de la capitale byzantine : P. GAUTIER, Un récit inédit du siège de Constantinople par les Turcs (1394-1402), *REB* 23, 1965, p. 100-117. Sur ces textes, voir aussi MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, p. 14-16.

454. Dans un discours prononcé vers 1408, un autre homme de lettres, Iôannès Chortasménos, qualifie la victoire de Tamerlan de don divin, mais il considère qu'elle fut surtout possible grâce à la politique de l'empereur Manuel II : CHORTASMÉNOS, p. 217-224.

Durant cette période de l'histoire byzantine, plusieurs empereurs possédaient également une formation intellectuelle qui leur permettait de contribuer eux-mêmes à l'élaboration de ce discours. Ce fut en particulier le cas de Jean VI Kantakouzènos et de Manuel II Palaiologos. Leurs œuvres fournissent d'importants éléments pour l'étude de la conception du pouvoir⁴⁵⁵.

Il convient toutefois d'attirer également l'attention sur un autre groupe d'intellectuels dont le rôle politique a été à peine souligné⁴⁵⁶. Ces érudits occupaient des postes plus ou moins importants dans l'appareil bureaucratique des derniers empereurs Paléologues et certains faisaient aussi partie de la hiérarchie ecclésiastique. L'analyse de l'œuvre politique de ces érudits de la fin de la période byzantine nécessite un travail plus spécifique, qui dépasse le cadre de ce livre. Contentons-nous simplement d'en relever ici quelques exemples, comme celui de Iôsèph Bryennios, prédicateur de la cour au début du xv^e siècle, qui prononça plusieurs sermons devant l'aristocratie de Constantinople. Bryennios y parle de la volonté divine et de l'obligation de ceux qui possèdent plus que les autres de collaborer avec l'État pour la défense de l'Empire⁴⁵⁷. Isidôros, futur métropolite de Kiev⁴⁵⁸, composa aussi plusieurs écrits en l'honneur des empereurs Manuel II et Jean VIII. Il met surtout l'accent sur les exploits militaires et diplomatiques de ces empereurs : leurs victoires en Macédoine et dans le Péloponnèse, ainsi que leur rôle dans les travaux de reconstruction des fortifications de Constantinople. Sous la plume d'Isidôros, les règnes de ces deux empereurs apparaissent sous un jour très positif⁴⁵⁹.

Évoquons pour conclure les traités rédigés par le lettré et philosophe Géorgios Gémistos, surnommé Pléthon, au sujet du bon gouvernement et de l'administration du Péloponnèse, qu'il adressa à l'empereur Manuel II et à son fils le despote Théodôros Palaiologos. Ces discours, datant de la fin des années 1410, ont été souvent interprétés par l'historiographie comme des conseils sur la façon de mieux gouverner le Péloponnèse, voire des remontrances implicites. Toutefois, lorsqu'on les étudie en

455. Sur l'activité littéraire de l'empereur Manuel II, voir BARKER, *Manuel II*, p. 395-439.

456. La dernière mise à jour sur la question est celle de KIOUSOPOULOU, *Emperor or Manager*, p. 114-127.

457. Bryennios prononça plusieurs discours devant la population de Constantinople : *Joseph Bryennios, Werke*, 3 vol., éd. E. BULGARÈS et Th. MANDAKÈS, Leipzig 1768-1784. Les discours sont publiés dans le deuxième volume. Dans un de ces discours, qui peut être daté de 1415 (*ibid.*, p. 273-282), il rappelle l'aide accordée par Dieu aux Byzantins dans la défense de Constantinople, mais il exprime aussi sa conviction qu'Il n'aide que les peuples qui le méritent. C'est pourquoi il exhorte les membres les plus riches de la société à apporter leur soutien financier aux travaux de fortification de la capitale. Bryennios prononça le 14 avril 1419 un autre discours (*ibid.*, p. 244-273) dans lequel il réclamait la promulgation de diverses lois visant à limiter les abus des puissants, dont d'autres auteurs contemporains critiquèrent aussi l'attitude. Dans son action de grâces à la Mère de Dieu délivrée en 1403, Dèmètrios Chrysolôras (voir référence *supra*, n. 453) fait aussi appel aux plus aisés afin qu'ils partagent leurs biens avec les indigents et qu'ils abandonnent leurs mauvaises habitudes, car il s'agissait pour eux de gagner le soutien divin.

458. *PLP* 8300.

459. Sur les écrits d'Isidôros de Kiev, je renvoie simplement à l'article d'O. Schmitt, cité *supra*, n. 446.

détail, on constate que les mesures évoquées par Pléthon rappellent celles déjà adoptées par l'État à cette époque, à savoir la construction de l'Hexamilion, la distribution de parcelles de terre aux soldats, le prélèvement d'un pourcentage de la récolte, etc. Il se peut donc que ces écrits aient été également destinés à justifier l'action de l'État dans cette région⁴⁶⁰.

D'autres intellectuels dispensèrent aussi leur avis sur la façon dont l'Empire devait être gouverné. La plupart s'accordent à célébrer la politique officielle⁴⁶¹. La raison principale du soutien sans faille apporté par ces intellectuels à la politique de l'État était peut-être le contrôle étroit exercé par l'Empereur sur la vie culturelle de l'Empire⁴⁶². Quoi qu'il en soit, il est certain que la formidable production littéraire de la fin de l'époque des Paléologues contribua, sinon à consolider effectivement l'autorité impériale sur l'ensemble des territoires de l'Empire, du moins à justifier l'action du gouvernement vis-à-vis des couches les plus élevées de la société.

460. Le premier discours adressé à l'empereur Manuel II est édité par A. ELLISSEN, *Analekten der mittel- und neugriechischen Literatur*, IV. 2, Leipzig 1860, p. 41-59 ; voir aussi PG 160, col. 821-840, et LPP III, p. 246-265. Le second discours à Manuel II est intitulé *περὶ τοῦ ἰσθμοῦ* (« au sujet de l'isthme ») ; il est édité par LPP III, p. 309-312 (mais l'éditeur se trompe lorsqu'il écrit qu'il fut adressé à Jean VIII). Le discours adressé au despote Théodôros Palaiologos est édité par ELLISSEN, *Analekten*, *op. cit.*, p. 60-84 ; voir aussi PG 160, p. 841-866, et LPP IV, p. 113-135.

461. Par exemple, vers 1414, l'homme de lettres et ambassadeur impérial Manouël Chrysolôras adressa à l'empereur Manuel II un discours sur les affaires de l'État, dans lequel il faisait la louange de la politique impériale. Peu de temps auparavant, l'empereur avait envoyé à Chrysolôras une copie de son oraison funèbre en l'honneur de Théodôros Palaiologos pour qu'il la corrigeât : cf. PATRINELIS, SOFIANOS, *Manuel Chrysoloras*.

462. Th. GANCHOU, Iôannès Argyropoulos, Géorgios Trapézountios et le patron crétois Géorgios Maurikas, *Thesaurismata* 38, 2008, p. 105-212, donne l'exemple de Iôannès Argyropoulos qui ouvrit une école privée à Constantinople vers 1421-1423 avec l'accord des empereurs Manuel II et Jean VIII.

CHAPITRE XI

LE PRÉLÈVEMENT DE L'IMPÔT EN MILIEU RURAL

Peu nombreux sont les historiens qui, analysant la fiscalité agraire de la période des Paléologues, en ont conduit l'examen jusqu'au « temps de l'invasion turque », pour reprendre l'expression de Georges Ostrogorsky dans les pages qu'il a consacrées à cette question. En effet, la plupart de ces travaux portent essentiellement sur la fin du XIII^e et la première moitié du XIV^e siècle et la part réservée au dernier siècle de la fiscalité byzantine y est souvent très réduite. La description de cette fiscalité tardive est en outre toujours dominée par le thème du déclin, en vertu duquel l'État aurait fini par perdre complètement le contrôle des finances publiques⁴⁶³. Selon cette historiographie, l'effondrement des revenus financiers expliquerait même pour une bonne part l'incapacité de l'Empire à s'opposer à la menace extérieure et à conjurer l'effondrement de ses défenses frontalières⁴⁶⁴.

En dépit de cet intérêt plutôt limité des historiens pour la fiscalité agraire durant cette période, celle-ci est comparativement bien documentée. Les archives du Mont Athos ont conservé un nombre important d'actes qui s'y rapportent. Ils concernent principalement deux des régions restées aux mains des Byzantins : la Macédoine et l'île de Lemnos. Cette documentation, riche en renseignements sur les pratiques de la fiscalité agraire⁴⁶⁵, a néanmoins l'inconvénient d'être inégalement répartie du point de vue chronologique : la seconde moitié du XIV^e siècle est beaucoup moins bien documentée, les actes pour la Macédoine ayant été délivrés, pour la plupart, durant le premier quart du XV^e siècle, du fait que la province avait échappé au contrôle byzantin durant la seconde moitié du XIV^e siècle et ne revint à l'Empire que pour une courte période, entre 1403 et 1423. Quant à l'île de Lemnos, restée de manière ininterrompue sous domination byzantine jusqu'à la prise de Constantinople (1453), la documentation est certes plus également répartie, mais elle est restée longtemps pour une bonne part inédite⁴⁶⁶.

Si j'ai choisi d'aborder en premier lieu la fiscalité byzantine en Macédoine au début du XV^e siècle, ce n'est pas tant du fait de l'état des sources que pour des raisons de méthode, car il est nécessaire de répondre au préalable à une question qui a fait couler beaucoup d'encre, celle de l'influence ottomane sur la fiscalité byzantine.

463. Voir par exemple KONTOGIANNOPOULOU, *La fiscalité sous les Paléologues*, p. 50 : « La diminution du nombre des impôts à partir du milieu du 14^e siècle, et notamment au 15^e siècle, est un indice de la dévastation que les finances publiques avaient subie pendant les guerres civiles, la fiscalité ne pouvant plus fonctionner régulièrement. »

464. La plupart de ces historiens postulent aussi que l'Empire avait perdu ses dernières ressources financières, celles tirées du commerce, au profit des puissances italiennes. Sur cette question, voir *infra*, chapitre XII.

465. Pour cette époque, on n'a pas conservé, comme c'est le cas pour des époques précédentes, de traités fiscaux ou de sources législatives. Les sources athonites sont certes très riches, mais il s'agit d'une documentation biaisée, car elle ne concerne, dans la plupart des cas, que les grands domaines monastiques.

466. La plupart des actes relatifs à Lemnos pour cette époque sont conservés dans les archives du monastère de Vatopédi, dont l'édition est récente.

1. FISCALITÉ OTTOMANE ET FISCALITÉ BYZANTINE AU XV^e SIÈCLE

En étudiant la documentation byzantine du début du xv^e siècle, plusieurs historiens ont réalisé que la fiscalité en Macédoine avait changé par rapport à l'époque précédente et que nombre de ses pratiques rappelaient celles de la fiscalité ottomane. Les causes de ce changement ainsi que la mesure dans laquelle un système fiscal avait pu influencer l'autre ont longtemps fait l'objet d'un débat⁴⁶⁷. L'hypothèse qui semble avoir finalement recueilli le plus large consensus est celle de Nicolas Oikonomidès. Selon lui, les changements opérés dans la fiscalité byzantine en Macédoine au xv^e siècle seraient dus à l'influence des Ottomans, qui avaient contrôlé la province entre 1383 et 1403. Oikonomidès argue en particulier du fait que la documentation grecque emploie à cette époque une terminologie et témoigne de procédés fiscaux qui étaient inconnus de la tradition byzantine antérieure mais que l'on retrouve en revanche dans les registres ottomans (*tahrir deftereli*). De même, il a constaté qu'aucun de ces éléments « nouveaux » n'est attesté à la même époque dans l'île de Lemnos, un territoire qui n'a justement pas connu de domination étrangère pendant toute la période.

L'hypothèse de Nicolas Oikonomidès :
influence ottomane sur la fiscalité byzantine

Oikonomidès a abordé le problème de la fiscalité byzantine tardive en plusieurs occasions : une première fois dans son article sur le *haradj* dans l'Empire byzantin du xv^e siècle paru en 1969⁴⁶⁸, et à nouveau dans l'édition des *Actes de Docheiariou*, parue en 1984 dans la collection *Archives de l'Athos*⁴⁶⁹. En 1986, il a publié un dernier

467. En 1958, OSTROGORSKY, État tributaire, a été le premier à soulever le problème de la fiscalité byzantine à l'époque tardive. Il ne s'est néanmoins intéressé qu'à l'emploi du terme *haradj* dans les sources byzantines ; d'après lui, il se serait agi d'une taxe spéciale qui frappait les biens des chrétiens sous domination ottomane. Plus tard, d'autres historiens ont abordé la question d'une manière plus large ; entre autres H. INALCIK, The Problem of Relationship between Byzantine and Ottoman Taxation, dans *Akten des XI. Internat. Byzantinistenkongresses*, Munich 1960, p. 237-242 ; B. CVETKOVA, Influence exercée par certaines institutions de Byzance et des Balkans du Moyen Âge sur le système féodal ottoman, *Byzantinobulgarica* 1, 1962, p. 237-257 ; A. BAKALOPOULOS, *Ιστορία του νέου ελληνισμού*, t. 2, Thessalonique 1964, p. 21 ; H. INALCIK, Turkish Archival Materials and Byzantine History, dans *Eighth Annual Byzantine Studies Conference, University of Chicago 1982. Abstracts of Papers*, Chicago 1982, p. 21-22 ; et MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, p. 64-75. La plupart de ces travaux sont antérieurs à ceux d'Oikonomidès (voir note suivante).

468. OIKONOMIDÈS, Le *haradj*. Cette première étude s'attarde surtout sur le sens du terme *haradj* et demeure prudente quant au véritable poids de l'influence ottomane sur les structures byzantines : « La facilité avec laquelle la fiscalité ottomane a été acceptée, l'équivalence évidente entre le *haradj* et le *στιχικὸν τέλος*, invitent à penser que le régime fiscal des Ottomans, tel qu'il était appliqué dans la région de Thessalonique dans les dernières années du xiv^e siècle, devait présenter des ressemblances avec celui des Byzantins. Influence réciproque ou unilatérale ? » (*ibid.*, p. 687).

469. Cf. OIKONOMIDÈS dans *Docheiariou*, p. 274 : « Étant donné que la description détaillée subsiste à Lemnos pendant le xv^e s., mais disparaît dans la région de Thessalonique qui, elle, avait subi l'occupation turque et dans laquelle les autorités byzantines appliquaient le

article réexaminant l'ensemble du débat, dans lequel il a traité de la question de manière plus approfondie⁴⁷⁰.

Afin de mieux comprendre le contenu de ses articles, il convient de rappeler les points principaux du raisonnement par lequel Oikonomidès est arrivé à la conclusion que la fiscalité byzantine avait été influencée par la fiscalité ottomane.

a) Le mode de rédaction des derniers praktika byzantins

Rappelons qu'un *praktikon* est à cette époque un document utilisé pour établir la rente fiscale d'un particulier dans une région donnée⁴⁷¹. Comme Jacques Lefort l'a souligné, ce type de document est souvent divisé en trois parties⁴⁷² : a) la liste des biens recensés⁴⁷³ ; b) la liste détaillée des feux paysans qui paient leurs impôts au bénéficiaire du *praktikon* ; c) le calcul de la surface des champs, ou simplement la liste des parcelles, afin d'établir le montant de l'impôt foncier⁴⁷⁴. La description des biens contenue dans un *praktikon* permettait aux fonctionnaires du fisc de calculer l'assiette fiscale : l'impôt foncier auquel s'ajoutaient l'impôt des parèques et les charges supplémentaires, qui constituaient la rente, appelée *posotès*, que l'État abandonnait en faveur du bénéficiaire du *praktikon*, qu'il fût laïc ou ecclésiastique, à titre de *pronoia* ou *oikonomia*.

Oikonomidès a signalé quelques changements dans le mode de rédaction des *praktika* du xve siècle en Macédoine⁴⁷⁵ par rapport à ceux des époques précédentes mais aussi à ceux de la même époque pour Lemnos⁴⁷⁶ :

1) La description des tenures paysannes devient beaucoup plus sobre, avec la seule mention du chef de famille – rarement suivie de celle d'un autre parent –, l'indication du nombre de bœufs et le montant de l'impôt correspondant. Un extrait

ystème d'imposition turc (*haradj*), on peut se demander si cette sobriété des *praktika* n'est pas due à l'influence de l'administration ottomane de la fin du xive s. Cette même influence expliquerait aussi pourquoi les veuves constituent ici une catégorie fiscale à part. »

470. Cf. OIKONOMIDÈS, *Ottoman Influence*, p. 2 : « Byzantine fiscal practices have received a demonstrably important Ottoman influence [...] The institutional innovations which can be recorded, can be attributed to the Ottomans provided that they do not appear at the same time in regions which did not know any Ottoman occupation. For all practical purposes, we are limited in comparing Thessalonica and Chalcidike to the island of Lemnos, both reasonably well known thanks to the monastic archives of Mount Athos. »

471. Sur les *praktika*, voir *supra*, p. 74.

472. Cf. LEFORT, *Praktika* du xive siècle, p. 465.

473. Avant la liste des biens, le *praktikon* commence toujours par une formule expliquant le procédé suivi par le recenseur : LEFORT, *Fiscalité*, p. 317 [26].

474. Parfois on enregistrait les délimitations des biens fonciers et les listes de paysans dans deux actes différents : cf. par exemple *Lavra* II, nos 108 et 109, datés de 1321.

475. On a conservé sept *praktika* pour les biens des Athonites en Macédoine datant du premier quart du xve siècle : *Vatopédi* III, n° 189 (septembre 1404) ; *ibid.*, n° 200 (avril 1409) ; *Lavra* III, n° 161 (avril 1409) ; *Docheiariou*, n° 53 (mai 1409) ; *Vatopédi* III, n° 211 (septembre 1418) ; *Lavra* III, n° 165 (janvier 1420) ; et *Vatopédi* III, n° 216 (août 1420).

476. Cf. OIKONOMIDÈS, *Ottoman Influence*, p. 11-13. Pour les *praktika* pour Lemnos, voir *infra*, p. 464-467.

d'un *praktikon* pour Iviron de la première moitié du xiv^e siècle et deux exemples d'un *praktikon* pour Lavra du début du xv^e siècle permettent de constater les différences entre les deux modes de rédaction :

Acte *Iviron* III, n° 70 (1301), l. 50-51 :

Ἰωάννης ὁ γαμβρὸς Δημητρίου τοῦ Χαλκέως, ἔχει γυναῖκα Εἰρήνην, υἱοὺς Μιχαήλ καὶ Δημήτριον, γυναικάδελφον Νικόλαον, ζευγάριον α', ἀργὰ β', ὀνικὸν α', ἀμπέλιον μοδίων β', συκάμινα β', χερσάμπελον μοδίων β', τέλος ὑπέρπυρον ἔν ἡμῖς.

Iôannès, *gambros* de Dèmètrios Chalkéôs, a une femme Eirènè, des enfants Michaël et Dèmètrios, un beau-frère Nikolaos, un attelage, 2 vaches, un âne, un vignoble de 2 modioi, 2 mûriers, un vignoble en friche de 2 modioi, [paie] un impôt de 1,5 hyperpres.

Acte *Lavra* III, n° 161 (1409) :

Κώνστας ὁ υἱὸς τοῦ Σεβαστοῦ, ζευγάριον, νομίσματα ι' ⁴⁷⁷

Δημήτριος ὁ γαμβρὸς τοῦ Στεφάνου, ἀργὸν, νομίσματα ζ' ⁴⁷⁸

Kônstas, fils de Sébastos, un attelage, 10 nomismata

Dèmètrios, *gambros* de Stéphanos, une vache, 6 nomismata.

2) Avant de faire le calcul des impôts dus par les habitants d'un village, le recenseur du xv^e siècle donne le total des contribuables, en distinguant d'une part les veuves et d'autre part le reste des paysans⁴⁷⁹, une pratique qui, d'après Oikonomidès, n'apparaît pas dans la documentation antérieure :

Lavra III, n° 161 (1409), l. 15 :

φαμελίας ε', χήρας ι' ὑπέρπυρα ὀκτακόσια

5 familles, 10 veuves, 80 hyperpres.

3) Les *praktika* du début du xv^e siècle ne feraient plus mention ni des terres, ni des délimitations foncières, ni du calcul des surfaces.

Pour Oikonomidès ces changements sont clairement imputables à l'influence de la fiscalité ottomane. Selon lui, dans les actes de recensement ottomans, les descriptions des contribuables (*raïia*) sont brèves et très sobres et le nombre total de

477. *Lavra* III, n° 161, l. 24 (dans le village de Drymosyrta, *katépanikion* de Kalamaria).

478. *Ibid.*, l. 25 (même village).

479. Voir aussi *Vatopédi* III, n° 200 (1409), l. 17 : ὁμοῦ φαμελῖαι ι', χήρα μία, νομίσματα λη'. La même distinction entre contribuables se trouve dans une ordonnance impériale de la même époque : il s'agit d'un *prostagma*, daté de 1404 (*Vatopédi* III, n° 188), par lequel Jean VII accorde aux moines de Vatopédi la possession de 16 paysans et de 2 veuves (l. 2, τοὺς εἰκοσιῆξ ἀνθρώπους αὐτῶν μετὰ καὶ τῶν δύο χηρῶν γυναικῶν). Les termes φαμελία (famille) et ἄνθρωπος (homme) sont souvent employés à cette époque pour désigner les feux paysans.

ces contribuables apparaîtrait avant le chiffre des impôts ; de plus, les contribuables y sont également classés par catégories fiscales, à savoir paysans mariés (*hane*), veuves (*bive*) et célibataires (*mücerred*)⁴⁸⁰, et la terre ne constitue pas non plus un bien imposable : un paysan n'était jamais imposé en fonction de la terre qu'il cultivait, mais en fonction de sa production⁴⁸¹.

b) Le vocabulaire des impôts

Dans les actes du ^{xv}^e siècle relatifs à la Macédoine, on retrouve aussi une terminologie fiscale qui rappelle celle employée dans le système turc⁴⁸². L'élément le plus frappant est l'emploi du terme *charatzin*⁴⁸³, transcription grecque du mot turc *haradj*, qui sert à désigner l'impôt foncier qui, dans les systèmes fiscaux musulmans, frappait spécifiquement les chrétiens et, plus généralement, les *dhimmis*⁴⁸⁴.

Oikonomidès a souligné que le terme *charatzin* est employé par la documentation grecque comme synonyme du vocable *télos* ou de l'expression *stichikon télos*, qui indiquent l'impôt de base dans le système byzantin⁴⁸⁵. Selon son hypothèse le

480. Cf. OIKONOMIDÈS, *Ottoman Influence*, p. 12.

481. *Ibid.*, p. 12-13 : « The land was no longer considered as a source of tax *per se* [...] Here again the change may be attributed to the Ottomans. In the defters, land does not appear normally as a taxable commodity, not even in the detailed defters [...] Land is taxed through the persons who exploit it. Very seldom are pieces of land mentioned as producing an income *per se*. » Voir aussi KRAVARI, *L'enregistrement des paysans*, p. 197.

482. Cf. OIKONOMIDÈS, *Ottoman Influence*, p. 5-10. Voir aussi son premier article sur la question, OIKONOMIDÈS, *Le haradj*, et quelques allusions dans *Docheiariou*.

483. Le terme apparaît dans six actes portant sur la situation fiscale des biens fonciers en Macédoine : quatre actes impériaux (cf. *infra*) et deux actes de l'administration, un *praktikon*, *Lavra* III, n° 161 (avril 1409), l. 66, et un acte d'un fonctionnaire, *Vatopédi* III, n° 206 (février 1415), l. 13.

484. Sur le *haradj*, voir H. INALCIK, dans *EP*, t. 2, p. 576-580 (art. *djizya*), et C. ORHONLU, dans *EP*, t. 4, p. 1085-1087 (art. *kharadj*, III. – Turquie ottomane) concernant surtout l'époque moderne. On lira également avec profit la contribution de Cl. CAHEN dans *EP*, t. 4, p. 1062-1066 (art. *kharadj*, I. – Islam classique), pour les premiers usages de cet impôt dans les pays islamiques. Le *haradj* était aussi appliqué dans le système fiscal d'Iran à l'époque ilkhanide : voir A. K. S. LAMBTON dans *EP*, t. 4, p. 1066-1085 (art. *kharadj*, II. – Iran). L'étymologie du terme *haradj* n'est pas claire ; l'hypothèse selon laquelle il dériverait du grec χορηγία (cf. P. SCHWARZ, *Die Herkunft von arabisch harāğ (Grund -) steuer, Der Islam* 6, 1916, p. 97-99) n'est appuyée sur aucun document historique : la lecture par V. Mošin du terme χορηγείον dans un acte de l'empereur Manuel II daté de 1408 (= *Vatopédi* III, n° 199), qui viendrait soutenir cette interprétation, comme l'avait cru dans un premier temps Oikonomidès (cf. OIKONOMIDÈS, *Le haradj*, p. 684-685), a été depuis corrigée par P. LEMERLE dans *Lavra* IV, p. 56, n. 257 (« l. 18, χαράτζιν »). La même remarque que celle de Lemerle figure dans MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, p. 67-68. Il ne faut pas confondre le *haradj*, taxe foncière, avec le *bash-haradj* qui était une capitation.

485. OSTROGORSKY, *État tributaire*, a été le premier à relever l'emploi du terme *haradj* dans la documentation byzantine. Il postulait que le *haradj* était une taxe spéciale versée au souverain turc par tous les contribuables chrétiens à titre de tribut. Son hypothèse a été contestée par OIKONOMIDÈS, *Le haradj*, qui a démontré l'équivalence entre le *haradj* et les termes *télos* et *stichikon télos*, en mettant à contribution plusieurs actes athonites, tout particulièrement l'acte *Docheiariou*, n° 52 (*prostagma* de Manuel II 1409/1414), l. 10-11 (περὶ τοῦ τέλους, ὃ ἔδιδον εἰς τοὺς Τούρκους, ὀνομαζόμενον παρ'ἐκείνοις χαράτζιν).

haradj turc aurait donc remplacé l'impôt de base byzantin. En effet, plusieurs documents de l'époque précisent explicitement que le *charatzin* était l'impôt que les chrétiens payaient au souverain durant les années de la domination ottomane en Macédoine (1383-1403). Un acte dit par exemple que les fonctionnaires byzantins « devaient percevoir [le *haradj*] suivant l'ancienne coutume, comme il était perçu du temps de l'émir (*sic*) Bayezid [I^{er}] », c'est-à-dire avant 1402⁴⁸⁶.

D'après Oikonomidès, si l'État byzantin avait décidé de conserver l'impôt turc après la récupération de la région, ç'aurait été afin de maintenir dans les régions recouvrées le *statu quo* foncier, tel que le révèlent les clauses du traité byzantino-ottoman de 1403⁴⁸⁷. Par ce traité, explique Oikonomidès, l'État byzantin s'était simplement substitué à l'État ottoman dans les territoires récupérés, sans rien y changer du système fiscal alors existant⁴⁸⁸.

Outre le *haradj*, la documentation byzantine de l'époque mentionne d'autres impôts qui, même s'ils portent des noms purement grecs, pourraient, d'après Oikonomidès, provenir également du système ottoman, comme la dîme versée à l'État (*dékaton*) ou l'impôt de capitation appelé *képhalatikion*⁴⁸⁹. Ces termes ont fait aussi l'objet d'un long débat parmi les historiens et on aura l'occasion d'y revenir plus loin.

c) *Les conséquences de la crise dans le système fiscal de l'époque tardive*

Oikonomidès achevait son étude en soulignant quelques aspects nouveaux de la fiscalité de l'époque tardive qui ne peuvent pas en revanche s'expliquer complètement par une influence ottomane⁴⁹⁰. Ils doivent plutôt être imputés aux conditions désastreuses dans lesquelles se trouvaient les campagnes byzantines au début du xv^e siècle. Il a par exemple expliqué par un affaiblissement démographique les dimensions, exceptionnellement importantes, des tenures exploitées par les paysans de l'époque⁴⁹¹. De même, il a souligné une diminution globale de la charge fiscale

486. *Vatopédi* III, n° 191, l. 29-30.

487. Il s'agit du traité conclu entre l'empereur byzantin et le prince Süleymân Çelebi consécutif à la défaite ottomane d'Ankara (juillet 1402), sur lequel voir *supra*, p. 316-322 (éd. DENNIS, *Treaty of 1403*).

488. OIKONOMIDÈS, *Le haradj*, p. 682, cite le passage suivant du traité : *ho dado Salonichi cum lo so cula et quello che li daua a mio pare [...] franco et libero, io le ho dade senza aluni tributi a mio pare lo imperador et a lo imperio de Griesi, [...] franche senza alcun tributo*. Selon Oikonomidès, ces lignes montrent qu'« en 1403, l'État byzantin, se substitue à l'Empire ottoman en Macédoine » et que désormais « il a le droit de percevoir les impôts que les Ottomans percevaient ». Plus loin, l'auteur ajoute qu'« il est évident que Byzance a voulu garder le statu quo fiscal dans les régions recouvrées » (p. 687). Voir aussi OIKONOMIDÈS, *Ottoman Influence*, p. 2-4 : « As far as taxes and their collection were concerned, the Byzantine Emperor considered himself as the direct successor of the Sultan. »

489. Je ne parlerai pas ici de tous les impôts étudiés par Oikonomidès, mais seulement de ceux dont l'origine ottomane lui semble la plus sûre. Pour les autres, voir OIKONOMIDÈS, *Ottoman Influence*, p. 5-10.

490. Cf. *ibid.*, p. 14-24.

491. Oikonomidès a constaté qu'à cette époque, le terme *zeugarion* (SCHILBACH, *Metrologie*, p. 67-70) sert à désigner une surface de terre allant selon les régions de 134 à 250 modioi, voire davantage, ce qui correspond presque au double du *zeugarion* des époques antérieures.

pesant sur chaque contribuable par une diminution de leur patrimoine foncier : les contribuables auraient payé moins d'impôt parce qu'ils auraient possédé moins de biens, et en particulier parce que, à cette époque, ils n'auraient plus détenu de terres en pleine propriété⁴⁹².

Pour résumer, Oikonomidès a relevé deux changements importants dans la fiscalité byzantine de l'époque tardive qu'il a tous deux attribués à l'influence des Ottomans, à savoir la rédaction plus schématique des *praktika* et l'emploi de certaines expressions nouvelles pour désigner les charges pesant sur les contribuables, notamment l'emploi du terme *charatzin*. Il a surtout appuyé son analyse sur le fait que ces changements ne sont pas attestés pour la même époque à Lemnos, une province byzantine qui n'avait pas connu la domination ottomane. Enfin, il a également pris en compte le contexte de déclin politique pour expliquer certains changements du système fiscal.

Quelques études récentes nuancant l'hypothèse d'Oikonomidès

En 2002-2003, Jacques Lefort a consacré son séminaire de l'École Pratique des Hautes Études à l'analyse de la fiscalité en Macédoine au début du xv^e siècle. Ce réexamen de la question était justifié par quelques actes inédits tirés des archives du monastère de Vatopédi, sur lesquels l'équipe chargée de l'édition des *Archives de l'Athos* travaillait à cette époque. Il est arrivé à quelques conclusions remettant en question l'hypothèse avancée par Oikonomidès. Lefort a proposé d'autres explications aux « nouveautés » de la fiscalité byzantine, car il considère que l'influence a dû jouer en sens inverse, c'est-à-dire des Byzantins sur les Ottomans.

D'autres historiens, cette fois ottomanistes, ont de leur côté émis des avis qui viennent également nuancer les thèses d'Oikonomidès ; ainsi, Nicoară Beldiceanu et Irène Beldiceanu-Steinherr ont-ils préféré parler soit d'une influence réciproque entre les deux systèmes d'imposition, soit d'une influence en sens unique de la fiscalité byzantine sur l'ottomane⁴⁹³.

Il a rapproché ces dimensions de celles d'un *çift* ottoman, mais sans y voir pour autant cette fois une influence ottomane. Il a attribué cette différence à une pression démographique très faible, imposant aux paysans de cultiver des parcelles plus étendues. Voir, outre les travaux d'Oikonomidès déjà cités, ses remarques dans *Dionysiou*, p. 146 : « Cela me semble indiquer un fort affaiblissement démographique dans la région. »

492. Oikonomidès a observé que l'impôt de base augmenta entre le xiv^e et le xv^e siècle (cf. OIKONOMIDÈS, *Ottoman Influence*, p. 19 : « What is very spectacular is the increase of the tax from the xivth to the xvth century »), mais qu'au contraire, la plupart des taxes secondaires disparurent. À partir de l'étude des taxes versées par un parèque de Macédoine au début du xiv^e siècle et par un autre au début du xv^e siècle, Oikonomidès a constaté que le fardeau fiscal avait diminué considérablement entre les deux époques, en raison de la suppression de la plupart des charges supplémentaires (cf. OIKONOMIDÈS, *Ottoman Influence*, p. 23 : « According to the xivth century Byzantine system, this peasant should have paid in taxes and rent the equivalent of 52-37 nomismata [...] ; according to the xvth century Ottoman system, he should have paid only 27 nomismata »).

493. BELDICEANU, NASTUREL, *Droits sur la terre*.

Néanmoins, malgré l'existence de ces débats, aucune publication sur la question n'a vu le jour depuis les travaux d'Oikonomidès. Je ne dois donc qu'à l'obligeance d'Irène Beldiceanu-Steinherr et de Jacques Lefort d'avoir eu connaissance de leurs recherches, en grande partie inédites, qui ont constitué le point de départ de ma propre analyse⁴⁹⁴. Toutefois, avant d'aborder le vif du sujet, il est indispensable d'apporter quelques précisions quant à l'état de nos connaissances sur la fiscalité ottomane.

Les débuts mal connus de la fiscalité ottomane (XIV^e-XV^e siècle)

Si la plupart des ottomanistes ont préféré rester prudents quant à l'idée d'une influence ottomane sur la fiscalité byzantine tardive, cela est dû notamment à l'état très fragmentaire dans lequel s'est conservée la documentation ottomane de l'époque. En effet, aucun registre du XIV^e siècle n'a survécu et fort peu nous sont parvenus pour la première moitié du XV^e siècle. Par ailleurs, la plupart des spécialistes s'accordent sur le fait que, lorsque la documentation le permet, on constate que ce sont souvent les peuples conquis qui ont influencé les Ottomans et rarement le contraire⁴⁹⁵. Toutefois, la question des rapports entre les modèles administratifs ottoman et byzantin n'a pas été véritablement traitée du côté des ottomanistes, à l'exception de quelques réflexions disséminées çà et là.

Une enquête menée par Irène Beldiceanu-Steinherr dans le cadre d'un séminaire qui s'est déroulé à l'École Pratique des Hautes Études a montré, à partir de l'examen des premiers registres fiscaux conservés, qu'il existait dans le jeune État ottoman du XV^e siècle plusieurs systèmes d'imposition, différents selon les régions. Beldiceanu-Steinherr individualise quatre zones selon la pratique fiscale en vigueur :

- le territoire occupé autrefois par les Seldjoukides : plateau d'Anatolie centrale et Anatolie orientale ;
- le territoire conquis par les Ottomans sur les Byzantins en Anatolie : Bithynie, Mésothynie et région de Pègai ;
- la Thrace ;
- la Macédoine et la Thessalie.

Selon elle, l'existence de quatre zones différant par le système d'imposition ne peut s'expliquer que par une influence des peuples conquis sur les pratiques fiscales des Ottomans. Dans chaque région, le vocabulaire et les critères servant à l'établissement de l'assiette fiscale changent. L'Anatolie centrale et orientale présente le système le plus primitif, semblable à celui des Seldjoukides, dans lequel on retrouve l'imposition par attelage, qui plus tard sera remplacée par un impôt sur la terre

494. J'ai eu accès aux conclusions de leurs recherches à travers des notes manuscrites de leurs séminaires à l'EPHE – IV^e section, mais aussi grâce à la disponibilité dont ils ont fait preuve pour discuter avec moi de ces sujets. Je tiens à leur exprimer ici mes plus vifs remerciements pour leur amabilité et leur générosité scientifique.

495. Voir par exemple INALCIK, *The Problem of Relationship*, et CVETKOVA, *Influence* (cités *supra*, n. 467).

labourée⁴⁹⁶. En Bithynie, en Mésothynie et dans la région de Pègai, le système est différent ; plusieurs éléments indiquent que l'on a ici affaire à un héritage de la période byzantine⁴⁹⁷. En Thrace, les contribuables sont organisés par catégories fiscales selon le nombre d'animaux de trait qu'ils possèdent. On retrouve certes ici une imposition par attelage, comme c'est aussi le cas en Anatolie, mais il doit s'agir plutôt d'une survivance des pratiques byzantines qui distinguaient en fonction du bétail possédé trois catégories de cultivateurs (*zeugaratoi*, *boïdatoï* et *aktèmones*). Le langage fiscal change aussi en Thrace et l'on retrouve là pour la première fois le terme *ispendje*, appliqué exclusivement aux contribuables chrétiens. Comme l'a montré Nicoară Beldiceanu, il s'agit de l'impôt foncier et non d'une capitation⁴⁹⁸. Le terme est, d'après Irène Beldiceanu-Steinherr, sans doute d'origine grecque et dérivé du terme *spondai*, en raison des accords passés entre les nouveaux maîtres turcs et les Byzantins à l'heure de la conquête, afin de déterminer les nouvelles conditions fiscales des territoires soumis. En revanche, en Macédoine et en Thessalie, les contribuables ne sont plus enregistrés par catégorie, ce qui nous empêche de connaître le nombre de bœufs de chaque cultivateur. Dans la rubrique des revenus, on mentionne seulement l'*ispendje*, en général de 25 aspres par ménage et 6 aspres par veuve. On peut se demander s'il ne s'agit pas là d'un impôt forfaitaire.

Ces différences entre les systèmes fiscaux de Thrace, de Macédoine et de Thessalie sont, d'après Irène Beldiceanu-Steinherr, nécessairement liées à la diversité des époques auxquelles s'est produite la conquête de chaque région. Les registres ottomans pour la Thrace présentent un modèle proche de celui en vigueur à Byzance dans la première moitié du xiv^e siècle (plusieurs catégories de cultivateurs répartis selon la force de travail). En revanche, ceux concernant la Macédoine et la Thessalie tiennent compte des notions de feu et de tenure pour établir le barème de l'imposition paysanne ; comme on va le voir, on retrouve exactement les mêmes critères dans la fiscalité byzantine tardive.

Laissons pour l'instant ces détails de côté et retenons de ce qui vient d'être dit l'idée suivante : aucun registre ottoman n'ayant été conservé pour la période antérieure à la reconquête byzantine de la Macédoine, nos connaissances sur les débuts de la fiscalité ottomane restent très limitées. C'est pourquoi les ressemblances entre les *praktika* byzantins du début du xv^e siècle et les registres ottomans de l'époque ultérieure ne permettent pas d'exclure la possibilité que ce soit les pratiques byzantines qui aient influencé par la suite les Ottomans, d'autant que l'on sait maintenant que des différences notables existaient entre la fiscalité appliquée en Macédoine et celle qui l'était dans les autres régions de l'Empire ottoman.

Toutefois, si ce furent en définitive les pratiques fiscales des Byzantins qui influencèrent les Ottomans, il reste à expliquer pourquoi le système était différent à Lemnos de celui en vigueur en Macédoine à la même époque. Mais l'était-il vraiment ?

496. Dans ces régions, il y a une survivance du système *malikane-divane* : cf. I. BELDICEANU-STEINHERR, Fiscalité et formes de possession de la terre arable dans l'Anatolie préottomane, *Journal of the Economic and Social History of the Orient* 19/3, 1976, p. 233-322.

497. Voir l'article de BELDICEANU-STEINHERR, Bithynie maritime.

498. BELDICEANU, La communauté juive de Trikala.

2. UN NOUVEAU BILAN DES SOURCES

La publication relativement récente de quelques actes inédits tirés des archives athonites permet d'apporter de nouvelles données à propos de l'influence ottomane supposée sur la fiscalité byzantine tardive. Il convient tout d'abord de traiter la question des formes de la fiscalité en vigueur à Lemnos au début du xv^e siècle.

Les actes byzantins du xv^e siècle relatifs à Lemnos et la question du mode d'enregistrement des paysans

Une analyse approfondie de la documentation conservée pour l'île de Lemnos au xv^e siècle montre que, contrairement au postulat d'Oikonomidès, il n'y avait pas de différences notables entre la fiscalité appliquée dans cette île et celle qui l'était en Macédoine à la même époque. On traitera de chaque caractéristique étudiée par Oikonomidès, mais le point essentiel concerne la description des feux paysans. Cette question constituera le fil conducteur de notre exposé, car il s'avère nécessaire d'expliquer ce changement dans le mode d'enregistrement des paysans, avant de pouvoir aborder les autres éléments « nouveaux » de la fiscalité du xv^e siècle.

Lorsque Oikonomidès affirmait que les descriptions des paysans contenues dans les *praktika* établis pour la Macédoine étaient différentes de celles dont on disposait pour Lemnos, il songeait au type de description qu'illustre l'exemple suivant, tiré d'un acte du début du xv^e siècle, relatif à plusieurs tenures paysannes dans l'île :

Nikolaos Kartzamplos a une femme Phengô, des enfants Manouël, Dèmètrios et Géôrgios, une maison à deux niveaux dans le kastron et une autre à un niveau, qu'il a achetées à Strongylos, et, dans le village de Kédros, il a d'autres maisons avec cour et aire à battre, un demi-*zeugarion* [= un bœuf], 2 chevaux, 2 ânes, 50 moutons, 8 porcs, une vigne à Gerna [...] de 1 1/2 modios ; on lui a donné [une partie] de la terre du village... [délimitation] ; cette terre fait 400 modioi ; il a aussi un terrain à vigne de 1/2 modios ; et une autre terre dans le même village... [délimitation] ; cette terre fait 150 modioi ; il a une autre terre à Sgourou [...] de 50 modioi. Il doit donner au titre [du *télos*] 12 hyperpres, et pour le *bigliatikon* 3 hyperpres. Toute sa terre fait 600 modioi⁴⁹⁹.

499. *Pantocrator*, Appendice, l. 49-62 : Νικόλαος ὁ Καρτζαμπλᾶς ἔχει γυναῖκα Φεγγώ, παιδιά Μανουήλ, Δημήτριον καὶ Γεώργιον, ὁσπῆτι εἰς τὸ κάστρον ἀνώγι καὶ κατώγι, καὶ ἄλλο χαμῶγι, τὰ ὅποια ἀγόρασεν ἀπὸ τὸν Στρογγυλὸν, καὶ εἰς τὸ χωρίον τοῦ Κέρδου ἔχει ἄλλα ὁσπῆτια μὲ ἀύλην καὶ ἄλωνοτόπι, ζευγάρι μισό, ἄλογα δύο, γαῖδούρια δύο, πρόβατα 50, χοίρους 8, ἀμπέλι εἰς τοῦ Γερνᾶ καὶ εἰς τὸ Πλακωτὸν κοντὰ εἰς τῆς Εἰρήνης τοῦ Ἀλιζέου μοδίων ἑνὸς ἡμισυ· ἐδόθη εἰς αὐτὸν καὶ ἀπὸ τὴν γῆν τοῦ χωρίου, [...] καὶ εἶναι γῆ μοδίων τετρακοσίων· ἔχει καὶ ἀμπελοτόπι μοδίου μισοῦ· καὶ ἄλλην γῆν εἰς τὸ αὐτὸ χωρίον, [...] καὶ εἶναι γῆ μοδίων ἑκατὸν πεντήκοντα· ἔχει ἄλλην γῆν εἰς τοῦ Σγούρου κοντὰ εἰς τοῦ γαμβροῦ του καὶ εἰς τὴν τοῦ Μοναχίτου μοδίων πενήντα· ἔχει νὰ δίδῃ δόσιμον ὑπέρπυ. δώδεκα, βιγλιάτικον ὑπέρπυρα τρία. ὅλη ἡ γῆ τούτου εἶναι μοδίων 600. Je rappelle que l'acte *Pantocrator*, Appendice, est une traduction en grec moderne de l'acte original, qui est perdu.

L'acte dont provient cet extrait, qui contient plusieurs descriptions similaires de tenures paysannes, est conservé dans les archives du monastère athonite du Pantokratôr. La traduction est empruntée à un article de Vassiliki Kravari sur l'enregistrement des paysans dans les *praktika* byzantins du XI^e au XV^e siècle⁵⁰⁰, dans lequel l'auteur examine aussi les différences existant entre les *praktika* du XV^e siècle pour la Macédoine et les actes pour Lemnos. Elle les explique à partir de la thèse d'Oikonomidès, c'est-à-dire en raison de l'influence des pratiques ottomanes sur celles des Byzantins. Outre cet acte du Pantokratôr, il existe deux autres actes presque identiques et datant de la même époque, conservés dans les archives de Dionysiou (*Dionysiou*, n° 21) et Docheiariou (*Docheiariou*, n° 60). On a déjà eu l'occasion d'évoquer ces actes dans les chapitres précédents. On s'attardera ici simplement sur le mode d'enregistrement des paysans.

La différence entre ce type d'acte et les listes des paysans de Macédoine au XV^e siècle saute immédiatement aux yeux. Toutefois, contrairement à ce que les historiens ont pensé, ces disparités ne s'expliquent pas par la mise en place d'une méthode d'enregistrement distincte, mais simplement parce que l'on a affaire en réalité à deux types de documents différents : la description de tenures paysannes de Lemnos que l'on vient de lire n'est pas tirée d'un *praktikon*, mais d'un extrait du cadastre général de l'île. Il suffit de relever la première phrase de l'acte de *Dionysiou*, n° 21, qui précède immédiatement la description des tenures, pour en avoir la certitude : « Description des limites des champs de Bounéada faite d'après le grand cadastre (*mégale thésis*)⁵⁰¹. »

La présence de ces extraits de cadastre dans les archives athonites s'explique à son tour par la politique d'acquisition de biens fonciers à Lemnos poursuivie par ces monastères au XV^e siècle et non pas parce que ces paysans étaient des parèques des moines. Ces derniers eurent besoin de ces extraits du cadastre pour disposer d'une description précise des terres qu'ils voulaient s'approprier et, peut-être, pour s'en servir comme titres de propriété auprès des agents du fisc⁵⁰².

500. Cf. KRAVARI, L'enregistrement des paysans, p. 199.

501. *Dionysiou*, n° 21, l. 1-3 : ἀρχόμεθα γράφειν τα ὁροθέσια τῶν χοραφίων τῆς Βουνεάδας καταλεπτὸν ἐκ τὴν μεγάλην θέσιν τῆς Λήμνου : Κώστας ὁ Λαγκαδιώτης ἔχει οἶκημα... La confusion entre *praktikon* et acte de recensement résulte parfois des titres imprécis attribués aux actes par les éditeurs des volumes de la collection des *Archives de l'Athos* : l'acte *Dionysiou*, n° 21 est ainsi qualifié par son éditeur, N. Oikonomidès, de « description de bornes », alors que l'acte *Docheiariou*, n° 60, dont la teneur est presque identique, porte le titre de *praktikon*. La dénomination la plus juste est sans doute celle donnée par V. Kravari à propos de l'acte du Pantokratôr publié en appendice au même volume : « recensement de six tenures ». Comme on l'a rappelé au début de ce chapitre et dans la première partie de cette étude, un *praktikon* est simplement l'attribution par l'État d'une rente fiscale à un bénéficiaire, alors que la catégorie des « actes de recensement » est plus large ; on peut y inclure aussi un extrait tiré du cadastre, comportant une description de biens fonciers avec mention de l'impôt qui les grève. Sur l'existence, contestée par certains historiens (Svoronos, Oikonomidès), d'un cadastre à l'époque des Paléologues, voir LEFORT, *Praktika* du XIV^e siècle. Sur la *mégale thésis* de Lemnos, voir *Dionysiou*, p. 141-143. En général sur cette question, voir ESTANGÜI GÓMEZ, Quelques paysans aisés.

502. On retrouve ici un procédé semblable à celui des *isokôdika* du XII^e siècle. Sur cette question, voir OIKONOMIDÈS, *Fiscalité*, p. 63-64 : « Au-delà de la preuve de propriété, l'*isokôdikon* fournissait aussi la description détaillée de la terre et les impôts dus par les cultivateurs qui y vivaient [...] il servait de base pour la rédaction du *praktikon*. »

Quoi qu'il en soit, ces documents ne sont pas des *praktika* et par conséquent leur comparaison avec les *praktika* contemporains pour la Macédoine n'est pas pertinente. En revanche, Vassiliki Kravari évoque, dans ce même article consacré à l'enregistrement des paysans, deux autres actes concernant Lemnos tirés des archives de Vatopédi qu'elle qualifie également de *praktika*. Or ils présentent un formulaire tout à fait différent. Il s'agit des actes :

- *Vatopédi* III, n° 227 : *praktikon* de Théodôros Pépagôménos (juin 1442) ;
- *Vatopédi* III, n° 236 : *praktikon* de Iôannès Palaiologos Kantakouzénos (mars 1463)⁵⁰³.

Le fait que ces actes en faveur du monastère de Vatopédi (rappelons que les autres actes pour Lemnos ne portent pas l'adresse à un monastère) se décrivent eux-mêmes comme σιγιλλιῶδες ἀπογραφικὸν καὶ ἐνυπόγραφον γράμμα⁵⁰⁴ montre qu'il s'agit bien cette fois-ci de *praktika* délivrés par le fisc byzantin. L'intérêt de ces deux actes de Vatopédi réside pour nous dans le fait qu'il s'agit des seuls véritables *praktika* relatifs à Lemnos contenant une description de parèques qui nous soient parvenus pour le xve siècle⁵⁰⁵ ; en voici quelques extraits :

Γεώργιος ὁ Πλατῶνης, ἔχει Λεβετζερίναν, υἱὸν Μελαχροινόν, ζευγάριον
(*Vatopédi* III, n° 227, l. 56-57)

Géôrgios Platônès a [une femme] Lébétzérina, un fils Mélachrénos, un attelage.

Κώστας ὁ Μέρως, ἔχει Μαρίαν, υἱὸν Ἰωάννην καὶ Μανουήλ, ζευγάριον, ἄλογον, πρόβατα
(*Vatopédi* III, n° 236, l. 70-71)

Kôstas Mérôs a [une femme] Maria, un fils Iôannès et Manouël, un attelage, un cheval, du bétail.

Ἰωάννης ὁ Βαρδαλάς, ἔχει ἄλογον καὶ ζευγαρίου ἥμισυ (*Vatopédi* III, n° 236, l. 72)
Iôannès Bardalas a un cheval et la moitié d'un attelage.

Les différences entre ces formulations et l'acte de *Dionysiou*, n° 21, l'acte du *Pantocrator*, App., et l'acte de *Docheiariou*, n° 60 sont aussi considérables et frappantes que le sont au contraire les similitudes entre ces descriptions de paysans de Lemnos et celles des *praktika* du xve siècle pour la Macédoine ; le principe est le même : mention du responsable fiscal, de quelques parents, du nombre d'animaux de trait et du bétail, sans qu'aucun bien foncier soit évoqué⁵⁰⁶.

503. Ces deux actes des archives de Vatopédi sont restés inédits jusqu'à présent.

504. *Vatopédi* III, n° 227, l. 126 et 134, et n° 236, l. 84. Concernant l'utilisation de cette expression pour désigner un *praktikon*, voir KRAVARI, L'enregistrement des paysans, p. 187-188, n. 3.

505. Voir d'autres *praktika* conservés pour Lemnos au xve siècle : *Lavra* III, n° 164 (août 1415) ; *Dionysiou*, n° 25 (mai 1430) ; *Pantocrator*, n° 25 (septembre 1442) ; inédit de Saint-Paul de janvier 1463 (cf. CHRYSOCHOÏDÈS, Catalogue Saint-Paul, p. 261) ; *Pantocrator*, n° 26 (mars 1464) ; et *Phil. Suppl.*, n° 7 (sans date).

506. Quelques différences subsistent néanmoins entre les deux descriptions : la plus importante est la mention, en Macédoine, de l'impôt de base pour chaque feu paysan. Cela est dû simplement au fait que les paysans de Vatopédi à Lemnos étaient exemptés du paiement des impôts (cf. *supra*, p. 170-173).

On admettra donc qu'au ^{xv}^e siècle, le mode de description des tenures paysannes était identique en Macédoine et à Lemnos.

Le témoignage de trois *praktika* de la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle

Étant donné que les *praktika* du ^{xv}^e siècle conservés pour Lemnos sont assez tardifs (1442 et 1463), on aurait pu songer, dans leur cas aussi, à une influence ottomane sur la fiscalité de l'île. Une telle influence a du reste été envisagée. Oikonomidès a par exemple noté que la nomination de Paulos Gazès, l'un des auteurs du recensement de 1409 en Macédoine, au poste d'*apographeus* de Lemnos en 1415 est peut-être à mettre en rapport avec une volonté d'« exporter » le système fiscal de Thessalonique dans l'île⁵⁰⁷. Certes, les territoires restés aux Byzantins jusqu'au milieu du ^{xv}^e siècle ont pu subir l'influence de l'ennemi ottoman dans certains aspects de leur administration, en raison du déclin politique de l'Empire. Toutefois, tel n'est pas le cas pour la question qui nous occupe. Les archives de Vatopédi ont conservé deux autres *praktika* relatifs à Lemnos datant de la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle qui contiennent déjà le même type de description simplifiée des feux paysans :

- *Vatopédi* II, n° 128 : *praktikon* de [Manouël Trichas]⁵⁰⁸ (juillet 1368),
- *Vatopédi* III, n° 165 : *praktikon* de Phôkas Sébastopoulos (juin 1387).

En voici quelques extraits :

Γεώργιον τὸν Καμαρωμένον, ὃς ἔχει γυναῖκα Εἰρήνην, υἱοὺς Μανουήλ καὶ Ἰωάννην, οἶκημα, ζευγαρίου ἥμισυ (*Vatopédi* II, n° 128, l. 47-48)

Géôrgios Kamarôménos, qui a une femme Eirènè, des enfants Manouël et Iôannès, une maison, la moitié d'un attelage.

Θεόδωρον τὸν Λαγούδην, ὃς εἰχει γυναῖκα Ἄνναν (*Vatopédi* II, n° 128, l. 49)

Théodôros Lagoudès, qui a une femme Anna.

Κωνσταντῖνος ὁ Σεριώτης, εἰχει γυναῖκα Σπηλαιώτισσαν, θυγατέρα Καλήν, ἄλογον, ζευγάριον (*Vatopédi* III, n° 165, l. 62-63)

Kônstantinos Sériôtès a une femme Spèlaiôtissa, une fille Kalè, un cheval, un attelage.

Μιχαήλ ὁ Κοντοβράκης, εἰχει γυναῖκα Μαρίαν, υἱὸν Γεώργιον, ζευγάριον (*Vatopédi* III, n° 165, l. 65)

Michaël Kontobrakès a une femme Maria, un fils Géôrgios, un attelage.

507. OIKONOMIDÈS, *Ottoman Influence*, p. 13, n. 50 : « Paul Gazes became apographeus of Lemnos in 1415: would this have been part of an effort to “export” the fiscal system of Thessalonica? »

508. L'acte n'est pas signé ; pour l'identification du recenseur, voir *supra*, p. 369.

Le contenu de ces deux *praktika* montre que le changement dans le mode d'enregistrement des paysans s'était déjà produit à Lemnos avant la conquête ottomane de la Macédoine en 1383.

Grâce au travail de datation d'Oikonomidès et des éditeurs du deuxième volume des *Actes de Vatopédi*, on connaît aussi l'existence d'un troisième *praktikon* attribuable à la seconde moitié du xiv^e siècle et relatif à la Macédoine. Il appartient au dossier d'actes concernant le village de Saint-Mamas et la terre de Stylarion, biens du monastère de Vatopédi situés en Chalcidique. Ce *praktikon* fut établi par le *mégas chartoularios* Laskaris Métochitès. Il a été daté de décembre 1375⁵⁰⁹. L'intérêt pour nous réside dans le fait que ce *praktikon* contient une description des parèques de Vatopédi, la seule qui nous soit parvenue pour la seconde moitié du xiv^e siècle en Macédoine. Or elle est, elle aussi, très brève et pratiquement identique dans sa forme à celles des *praktika* pour Lemnos et la Macédoine au xv^e siècle :

Θεόδωρον τὸν υἱὸν τοῦ Καλέκα, ἔχοντα βοῦδιον (*Vatopédi* II, n° 147, l. 7-8)

Théodôros, fils de Kalékas, a un bœuf.

Καλὴν χήραν τὴν γυναῖκα τοῦ Καλοθέτου ἐκείνου (*Vatopédi* II, n° 147, l. 9)

La veuve Kalè, épouse de feu Kalothétos.

Κωνσταντῖνον τὸν υἱὸν τοῦ Κηπωροῦ, ἔχοντα ζευγάριον (*Vatopédi* II, n° 147, l. 11)

Kônstantinos, fils de Kêpôros, a un attelage.

À la lumière de ces exemples, on ne peut plus retenir l'hypothèse d'Oikonomidès selon laquelle le mode d'enregistrement des paysans dans les *praktika* byzantins du xv^e siècle aurait été influencé par les pratiques ottomanes. Ce mode de rédaction simplifié et sommaire semble être apparu à Byzance avant le début du xv^e siècle, puisqu'il y en a des exemples dans les actes de la seconde moitié du xiv^e siècle, c'est-à-dire durant la période antérieure à la conquête ottomane de la région.

En fait, ce type de description de paysans, brève et simplifiée, se retrouve même bien avant, dans quelques *praktika* de la première moitié du xiv^e siècle, voire encore plus tôt. On constate dans cette documentation d'archives que deux types de description de paysans coexistaient, l'une détaillée et l'autre plus brève. Toutefois, la différence ne semble pas tant résider dans la méthode employée par les fonctionnaires pour enregistrer les cultivateurs que dans le niveau de richesse de ces paysans.

3. DEUX CATÉGORIES DE CONTRIBUABLES PAYSANS À BYZANCE

On a souvent dit que les *praktika* de la première moitié du xiv^e siècle se caractérisaient par leur souci de donner des paysans une description très longue et très détaillée, incluant la liste des membres de leur famille, de leurs biens meubles et

509. *Vatopédi* II, n° 147. Pour la date de cet acte, voir OIKONOMIDÈS, À propos des armées, p. 360, n. 50.

immeubles et des charges qui les frappaient⁵¹⁰. Toutefois, les *praktika* de cette période font état aussi d'un type de paysan qui ne possédait aucun bien immobilier et très peu de biens meubles. Les descriptions de leurs tenures sont toujours très brèves et très schématiques, comme le seront celles des *praktika* du ^{xv}^e siècle et de la seconde moitié du ^{xiv}^e :

Μιχαήλ ἱερεὺς ὁ Καμπίτης, ἔχει γυναῖκα Μαρίαν, ζευγάριον (*Vatopédi* II, n° 82, l. 42)
Le prêtre Michaël Kampitès a une femme Maria, un attelage.

Γεώργιος ὁ Καμμουτσοβούκκης, ἔχει γυναῖκα Εἰρήνη, βοῦδιον (*Vatopédi* II, n° 82, l. 42)
Géorgios Kammytzoboukkès a une femme Eirènè, un bœuf.

Ces exemples sont tirés d'un *praktikon* de 1338 pour Vatopédi, signé par le recenseur Kōnstantinos Makrēnos, concernant les biens du monastère dans la région de Berroia en Macédoine occidentale. Les paysans mentionnés étaient installés sur les domaines (*zeugèlateia*) de Komanitzè et Makrochōrion, propriétés de Vatopédi⁵¹¹. Les exemples choisis ici sont représentatifs de l'ensemble des descriptions paysannes enregistrées dans ce *praktikon* : aucune ne mentionne de biens fonciers, tout au plus quelques têtes de bétail, et il n'est pas question non plus de leur taux d'imposition⁵¹². Ces paysans sont désignés dans l'acte comme des *proskathèménoi*, terme dont le sens premier est « ceux qui sont installés sur place ».

À propos des termes *paroikoi* et *proskathèménoi*

Un coup d'œil à la documentation montre que les paysans appelés *proskathèménoi* n'ont jamais beaucoup de biens immobiliers et ne possèdent jamais de biens fonciers. S'ils sont redevables de l'impôt, celui-ci est toujours très faible⁵¹³. On constate en effet que les descriptions des *proskathèménoi* contenues dans les *praktika* de la première moitié du ^{xiv}^e siècle sont très nettement distinctes de celles des autres paysans qualifiés simplement de *paroikoi*.

Prenons l'exemple d'un acte de la première moitié du ^{xiv}^e siècle comprenant une liste de paysans *paroikoi* et une autre liste de paysans *proskathèménoi*. Il s'agit d'un *praktikon* établi en 1338 pour Vatopédi qui dresse l'état de la fortune de

510. Sur les modalités d'établissement de l'impôt dans la première moitié du ^{xiv}^e siècle, voir LEFORT, Fiscalité.

511. *Vatopédi* II, n° 82, l. 40-41 : οἱ δὲ προσκαθήμενοι τῶν εἰρημένων ζευγηλατείων τοῦ τε Κομανίτζη καὶ τοῦ Μακροχωρίου ἔχουσι κατ'ὄνομα οὕτως [suit la liste des paysans].

512. Cf. par exemple *ibid.*, l. 44-45 : Νικόλαος ὁ Γεγραμμένος ἔχει γυναῖκα Μαρίαν, βοῦδιον, ἄργόν ; ou l. 47, Μανουὴλ ὁ Ἰωνᾶς, ἔχει γυναῖκα Ἄνναν, βοῦδιον.

513. Sur les *proskathèménoi*, voir KRAVARI, L'enregistrement des paysans, p. 195, n. 45. Certains actes, qui étaient à l'époque encore inédits, ont été publiés depuis dans la collection des *Archives de l'Athos*. Un *proskathèménos* était redevable au moins du paiement de l'impôt personnel. Si, dans certains actes, il n'est pas question de cet impôt, c'est que les paysans jouissent d'une exemption fiscale.

ce monastère en Chalcidique et dans la région des Lacs⁵¹⁴. Dans le village de Saint-Mamas, situé en Chalcidique occidentale, Vatopédi possédait un métoque appelé Saint-Georges, dans lequel le monastère avait fait construire une tour. L'acte de recensement enregistre seize familles de *paroikoi* qui dépendaient du monastère. Le recenseur en donne la liste, avec mention pour chaque feu du responsable fiscal, de parents, de bétail, de parcelles de vigne et de la terre détenue en propriété, puis de l'impôt versé au monastère :

Ἰωάννης ὁ υἱὸς τοῦ Πρωτοζευγῆ, ἔχει γυναῖκα Μαρίαν, υἱὸν [*vacat*], θυγατέρα [*vacat*], ζευγάριον, ἀργὰ β', ἀμπέλιον ἐκ προικὸς ὑποτελὲς μοδίου ἡμίσεος, νομίματος δίμοιρον (*Vatopédi* II, n° 81, l. 62-63)

Iôannès fils de Prôtozeugè a une femme Maria, un fils [*vacat*], une fille [*vacat*], un attelage, 2 vaches, une vigne *hypotélès*⁵¹⁵ par la dot de 1/2 modios, impôt 1/2 nomisma.

Χήρα Καλὴ ἡ τοῦ Καρύδη, ἔχει θυγατέρα Μαρίαν, γαμβρὸν ἐπ'αὐτῇ Ἰωάννην ἱερέα, ἐγγόνην Ἄνναν, ζευγάριον, ἀμπέλιον μοδίων γ', καὶ γῆν μοδίων ν', ἐσωθύριον μοδίων δ', τέλος νομίματα δύο (*Vatopédi* II, n° 81, l. 57-58)

La veuve Kalè, celle de Karydès, a une fille Maria, un beau-fils (*gambros*) Iôannès prêtre, une petite-fille Anna, un attelage, une vigne de 3 modioi, et une terre de 50 modioi, un terrain à l'intérieur du village de 4 modioi, impôt 2 nomismata.

Le même acte mentionne un autre métoque propriété de Vatopédi, celui de Saint-Dèmètrios, situé dans le *katépanikion* d'Hermèleia. L'acte dit qu'« il y a peu de temps » le monastère y avait fait construire une tour près de laquelle il avait fait installer des paysans qualifiés de *proskathèménoi*. Il s'agissait de six feux dont le recenseur donne la description :

Γεώργιος ὁ Τζερνοῦχος, ἔχει γυναῖκα Εἰρήνην, υἱὸν Ἰωάννην ὑπομάζιον, ἀργὸν α', τέλος νομίματος τέταρτον (*Vatopédi* II, n° 81, l. 9-10)

Géôrgios Tzeriouchos a une femme Eirènè, un fils mineur Iôannès, une vache, impôt 1/4 nomisma.

Γεώργιος ὁ Γερίλας, ἔχει γυναῖκα Καλὴν, θυγατέρα Μαρίαν, χοίρους δ', τέλος νομίματος ἕκτον (*Vatopédi* II, n° 81, l. 11)

Géôrgios Gérilas a une femme Kalè, une fille Maria, 4 porcs, impôt 1/6 nomisma.

À ces quelques descriptions de paysans *proskathèménoi*, on pourrait en ajouter d'autres : par exemple celles des paysans installés dans le domaine de Rousaiou, bien du monastère de Docheiariou, dont la liste a été donnée en 1338 par le même recenseur Makrènos (*Docheiariou*, n° 19, l. 11-14), et en 1341, lors d'un nouveau

514. *Vatopédi* II, n° 81.

515. Le terme *hypotélès* est difficile à interpréter. Pour LEFORT, *Fiscalité*, p. 340-341 [46-48], il pourrait désigner la vigne qui est imposée à un taux inférieur au taux normal, parce qu'une partie de l'impôt irait au fisc.

recensement, par Îôannès Batatzès (*Docheiariou*, n° 20, l. 42 : καὶ προσκαθήμενοι ἐν τῇ τοιαύτῃ γῇ [τοῦ Ῥωσαίου, cf. l. 32] οὗτοι...). Il y a peu de changements entre les deux listes⁵¹⁶.

La comparaison entre les descriptions des paysans qualifiés simplement de *paroikoi* et celles des paysans *proskathèménoi* révèle en revanche des différences notables. La plus évidente concerne l'étendue des descriptions. Dans le cas des *paroikoi*, elles sont assez longues, car ces paysans possèdent de nombreux biens en pleine propriété, y compris des biens fonciers⁵¹⁷, alors que les descriptions des *proskathèménoi* sont beaucoup plus brèves, du fait que ces paysans ne possèdent jamais de biens fonciers en pleine propriété, mais simplement quelques têtes de bétail⁵¹⁸. Une autre différence concerne l'impôt versé, parce que celui des *proskathèménoi* est beaucoup moins élevé que celui des *paroikoi*, en raison de la différence de niveaux de fortune⁵¹⁹.

À partir des exemples étudiés, il est également facile de constater que les listes des *proskathèménoi* de la première moitié du xiv^e siècle ressemblent beaucoup à celles des paysans enregistrés dans les *praktika* de la seconde moitié du xiv^e siècle et de la première moitié du xv^e. Cela m'amène à penser que les paysans mentionnés dans les *praktika* de la fin de la période devaient appartenir, eux aussi, à cette catégorie de paysans *proskathèménoi*. Certes, si dans les actes de la seconde moitié du xiv^e siècle pour la Macédoine et pour Lemnos, les paysans sont souvent désignés par ce terme de *proskathèménoi*, dans les *praktika* du xv^e siècle la terminologie est en revanche plus vague ; ces documents préfèrent les termes génériques d'*anthrôpoi* ou *paroikoi* alors que celui de *proskathèménoi* y est plus rare.

La principale difficulté pour expliquer ce phénomène vient de notre ignorance quant à l'usage précis que les Byzantins faisaient des termes *paroikos* et *proskathéménos*. L'historiographie s'est souvent heurtée au problème de la terminologie employée

516. Là où Makrénos écrit *boïdion* (un bœuf), Batatzès mentionne un demi-*zeugarion*, ce qui revient au même. En revanche, Batatzès omet les surnoms et n'enregistre que les prénoms. Pour le reste, nous sommes devant le même principe de rédaction : pas de biens fonciers, un peu de bétail, quelques animaux de trait, et pas d'impôt.

517. Les biens décrits dans un *praktikon* appartiennent au parèque en pleine propriété. En revanche, la parcelle de terre qui constituait la partie la plus importante de l'exploitation paysanne n'apparaît jamais dans les actes fiscaux, parce qu'elle n'est pas la propriété du parèque. Il s'agit généralement de la propriété de l'État ou d'un puissant qui l'a cédée au parèque à titre de bail perpétuel transmissible de père en fils (statut de la *paroikia*). La quantité de terre exploitée par un parèque dépendait de la force de travail dont il disposait, c'est-à-dire du nombre d'animaux de trait et des enfants d'âge adulte. On notera que cette capacité de travail est décrite dans les *praktika*, permettant aux agents du fisc de connaître la quantité de terre mise en exploitation par le feu paysan.

518. Les *proskathèménoi* exploitaient les terres de l'État ou d'un grand propriétaire foncier grâce au travail de leurs propres bêtes, mais souvent aussi grâce aux animaux du seigneur. Sur les conditions d'exploitation de la terre par les *proskathèménoi*, voir *infra*, p. 477-479. On notera que dans le *praktikon* de Vatopédi relatif à son métoque d'Hermèleia, aucun *proskathéménos* ne possède d'animaux de trait. La raison en est sans doute qu'il s'agit d'une terre de mise en culture récente, comme le montre le fait qu'une tour y a été construite depuis peu.

519. Les 16 feux de *paroikoi* que Makrénos a recensés dans le village de Saint-Mamas paient en tout 11 5/12 nomismata au titre de leur impôt (cf. *Vatopédi* II, n° 81, l. 55-66). Les *proskathèménoi*, au nombre de 6, paient, quant à eux, 1 1/4 nomisma (cf. *ibid.*, l. 1-12).

par les sources pour désigner les différentes catégories de paysans à Byzance. Même si elle n'est pas parvenue à donner une explication tout à fait satisfaisante de ce vocabulaire, il est utile de connaître les différentes interprétations proposées pour le terme *proskathèmenos*, afin de mieux cerner le statut de ce type de paysan.

Les *proskathèmenoi* dans l'historiographie

Le terme *proskathèmenos* est mentionné dans la plupart des travaux consacrés à la paysannerie byzantine. Les *proskathèmenoi* ont été souvent rapprochés des paysans désignés comme « libres » (*éleuthéroï*) et/ou « inconnus du fisc » (*ἀνεπίγνωστοι τῷ δημοσίῳ*), voire de ceux qui sont appelés *douloparoikoi* et dont les traits distinctifs sont loin d'être clairs. La plupart des historiens se sont accordés sur le fait qu'il s'agissait de paysans plus pauvres que la moyenne, installés par le maître du sol sur les terres qu'ils cultivaient : seul Nicolas Svoronos a proposé une interprétation différente – et qu'il faut écarter d'emblée –, selon laquelle le terme *proskathèmenos* n'aurait pas de sens technique et désignerait l'ensemble des paysans dépendants d'un grand domaine « à quelque titre que ce soit »⁵²⁰.

L'historiographie russe a été la première à essayer de déterminer le sens du terme *proskathèmenos*. Boris Pančenko et Boris Gorianov voulaient y voir des paysans venus d'ailleurs, qui n'étaient pas originaires des villages dans lesquels ils avaient été installés⁵²¹. Vladimir Mošin pensait qu'il s'agissait de paysans dépendants installés depuis peu sur les terres qu'ils travaillaient, ce pourquoi ils n'avaient pas encore été enregistrés dans un *praktikon*, enregistrement qui en aurait fait des *paroikoi*. Selon le même Mošin, les obligations des *proskathèmenoi* à l'égard des grands propriétaires auraient été plus lourdes que celles des simples *paroikoi*⁵²².

Peter Charanis est d'accord pour admettre qu'il devait exister une différence de statut entre les paysans *proskathèmenoi* et les *paroikoi*, mais souligne que rien dans les sources ne permet d'inférer, comme l'a fait Mošin, que les obligations des *proskathèmenoi* envers leurs seigneurs étaient plus importantes que celles des *paroikoi*. En revanche, Charanis semble accepter l'opinion de Mošin selon laquelle le terme *proskathèmenos* désignerait un cultivateur à peine

520. SVORONOS, *Exploitation*, p. 327 écrit qu'« avec les siècles, les divers groupes de paysans dépendants se confondirent, même du point de vue juridique, bien que les sources byzantines les désignent par une série de termes : *paroikoi*, *douloparoikoi*, *douleutai*, *proskatheménou*, ce qui laisse penser qu'entre ces groupes de paysans dépendants existaient des nuances, portant plutôt, à mon avis, sur le degré de leur dépendance économique par rapport au grand domaine, que sur leur statut personnel [...] De tous ces termes, le plus général *proskatheménou*, désigne tous les paysans dépendants, à quelque titre que ce soit, d'un grand domaine. » Voir aussi ID., *Les privilèges de l'Église*, p. 357, n. 155 : « *Proskathèmenos* est un nom collectif et général qui, employé seul, peut désigner n'importe quel tenancier sous n'importe quel contrat ou condition, la nature du contrat ou le statut juridique du paysan étant précisés par le terme spécial qui accompagne le terme *proskathèmenos*, dont justement on veut préciser ces éléments. C'est ainsi que nous trouvons dans les documents *προσκαθήμενοι πάροικοι*, ... *π. δουλοπάροικοι*, ... *προσκαθήμενοι μίσθαρνοι*, ... *π. ἐλύθεροι* ... »

521. B.A. PANČENKO, *Krest'janskaja sobstvennost' v Vizantii*, *IRAİK* 9, 1904, p. 1-234, ici p. 191, et B.T. GORIANOV, *Vizantijskoe kretjanstvo pri Paleologah*, *VV* 3, 1950, p. 19-50, ici p. 27.

522. MOŠIN, *Δουλικὸν ζευγάριον*, p. 121 et suiv.

installé sur une terre et pas encore enregistré dans un *praktikon*, ce qui expliquerait pourquoi il n'est pas appelé *paroikos*⁵²³.

Cette hypothèse a également été acceptée par Georges Ostrogorsky dans son chapitre de la *Cambridge Economic History* consacré aux conditions agraires dans l'Empire byzantin⁵²⁴ ainsi que dans ses travaux ultérieurs sur le « féodalisme » à Byzance⁵²⁵. Il définit ce type de paysans comme une catégorie fiscale à part⁵²⁶, qu'il identifie aux *éleuthéroï*, c'est-à-dire aux paysans qui, d'après lui, n'étaient inscrits dans aucun *praktikon* et étaient donc « disponibles » pour être installés sur les terres d'un grand propriétaire ou de l'État. Le terme « libre » est, selon Ostrogorsky, à prendre strictement au sens fiscal : il s'agissait de paysans ayant fui les terres qu'ils travaillaient et ne possédant aucun bien⁵²⁷. Ils étaient aussi qualifiés d'« étrangers et indigents », parce qu'ils n'avaient pas de terres à cultiver⁵²⁸. D'après Ostrogorsky,

523. CHARANIS, *Social Structure*, p. 141-142.

524. G. OSTROGORSKY, *Agrarian Conditions in the Byzantine Empire in the Middle Ages*, dans *The Cambridge Economic History of Europe from the Decline of the Roman Empire*. T. 1, *The Agrarian Life of the Middle Ages*, éd. J. H. CLAPHAM et E. POWER, Cambridge 1942, p. 194-223, ici p. 221 : « Usually peasants who had settled on the land of an estate only a short time back were so described. After a definitive time they became paroikoi and could be inscribed as such at the next official inspection, whether as zeugaratoi or as boidatoi, according to the possessions which they had meanwhile acquired. »

525. OSTROGORSKY, *Féodalité*, p. 109 : « S'installant sur les domaines de monastères ou de propriétaires laïques, [les *proskathéménoi*] deviennent leurs habitants, et se transforment ensuite en *paroikoi* » ; cf. également OSTROGORSKY, *Praktika*, p. 332 : « [À Stomion], nous trouvons installés un certain nombre de paysans, en tout six familles avec vingt-sept membres, tous probablement nouveaux venus et désignés pour cette raison comme *προσκαθήμενοι μίσθαρνοι*. » Sur le terme de *mistharnos*, voir *infra*.

526. *Ibid.*, p. 344 : il existait « trois catégories fondamentales de la paysannerie dans la dernière époque de Byzance, les parèques, les *proskathémènes*, les *éleuthères* ».

527. Voir la critique de KARAYANNOPULOS dans *BZ* 50, 1957, p. 175-176.

528. Cf. OSTROGORSKY, *Paysannerie*, p. 29 : « Les parèques que les moines établirent sur leur terre [...] doivent être *ἐλεύθεροι καὶ ἀτελεῖς*, ne possédant pas de terre propre et n'ayant pas d'obligations fiscales envers l'État », et, plus loin, p. 36 : « La définition du statut de ces nouveaux [venus], imprécise et variable au commencement, se stabilise et on les désigne dans des termes fermement établis, comme "homme libres" (*ἐλεύθεροι*) et étrangers (*ξένοι*), parfois comme "indigents" (*πτωχοί*), comme "inconnus du fisc" (*ἀνεπίγνωστοι τῷ δημοσίῳ*) et de plus en plus souvent aussi comme "non-inscrits dans les *praktika* d'autres propriétaires" (*μὴ καταγεγραμμένοι ἐν πρακτικοῖς τινῶν ἄλλων*). » D. JACOBY, Une classe fiscale à Byzance et en Romanie latine : les inconnus du fisc, *éleuthères* ou étrangers, dans *Actes du XIV^e Congrès international des études byzantines (Bucarest, 1971)*, t. 2, Bucarest 1975, p. 139-152 (= ID., *Recherches sur la Méditerranée orientale du XII^e au XV^e siècle*, Londres 1979 [Variorum Collected Studies Series 105], III), a évoqué l'existence, dans les territoires grecs sous domination latine, de paysans ayant le statut d'*éleuthéroï*, « étrangers » ou « inconnus du fisc », et qualifiés de *forenses*, *extranei* ou *agrafi*. En effet, il existe une continuité entre Byzance et les États latins dans la terminologie désignant les différents types de paysans, bien que leur situation du point de vue juridique n'ait pas été la même : ID., *Les États latins en Romanie : phénomènes sociaux et économiques (1204-1350 environ)*, dans *XV^e Congrès international d'études byzantines (Athènes, 1976). Rapports et co-rapports. I/3, Histoire. La symbiose dans les États latins formés sur les territoires byzantins : phénomènes sociaux, économiques, religieux et culturels*, Athènes 1976, p. 1-51 (= ID., *Recherches sur la Méditerranée orientale du XII^e au XV^e siècle*, op. cit., I), ici p. 35-42.

les grands seigneurs, ayant besoin de main d'œuvre pour travailler sur leurs domaines, les y installaient et, après avoir pris à bail une parcelle appartenant au propriétaire de la terre, ces paysans étaient désormais qualifiés de *paroikoi*⁵²⁹. Selon le raisonnement d'Ostrogorsky, le terme *proskathèménos* aurait donc été employé par les Byzantins simplement pour désigner un paysan qui était dans une situation juridique transitoire ; il avait abandonné la condition d'*éleuthéros* ou d'inconnu du fisc lorsqu'il avait été installé sur la terre d'un grand seigneur, à la suite de quoi il allait devenir un *paroikos*⁵³⁰.

Dans son étude sur la société paysanne à l'époque des Paléologues, Angéliki Laiou a développé de nouvelles réflexions sur le sens du terme *proskathèménos*. Elle accepte le lien entre les *proskathèménoi* et les *éleuthéroï* qui étaient, dit-elle, « for the most part, very poor »⁵³¹. Elle note par ailleurs que « they [les *proskathèménoi*] were peasants who had probably come from elsewhere and were eking a living on the lands of the monastery, sometimes simply as day-laborers ». Laiou a souligné que ces paysans qui ne possédaient rien pouvaient parfois être appelés *aktèmones* (« propertyless »)⁵³². Elle a aussi souligné la mobilité de ces paysans et suggéré qu'il pourrait parfois s'être agi de paysans exploitant un grand domaine en tant que salariés agricoles.

À partir de quelques actes du début du xiv^e siècle tirés des archives de Xénophon, Laiou a constaté que, dans la société rurale byzantine, deux types d'exploitations paysannes coexistaient, l'une constituée par des tenures de *paroikoi*, qui prenaient à bail, sans doute depuis longtemps, une parcelle de terre et possédaient une certaine quantité de biens en propriété, l'autre composée de *proskathèménoi*, moins nombreux, qui travaillaient comme salariés, versaient une partie de la récolte au propriétaire de la terre et ne possédaient que peu de biens en propriété⁵³³.

529. Cf. OSTROGORSKY, *Féodalité*, p. 109.

530. En dépit des longues discussions sur la terminologie employée pour désigner les paysans dans la documentation de l'époque, Ostrogorsky s'est avoué incapable de donner une définition claire du terme *proskathèménos* : « Souvent les parèques sont nettement distingués des douloparèques et douleutes, aussi bien que des éleuthères et même des *proskathémènes*. On a souvent essayé de délimiter le sens exact de tous ces termes et le statut juridique de tous ces groupes [...] Bien que cela puisse paraître paradoxal, une étude plus minutieuse ne fait qu'augmenter les difficultés, au lieu de les écarter. Ce qui semble sûr après avoir interrogé une dizaine de documents, ne le paraît plus dès qu'on en consulte deux fois autant. C'est que les documents où l'on trouve des informations sur ces différentes catégories de la paysannerie byzantine, ne sont ni conséquents ni assez précis dans l'emploi des termes » (OSTROGORSKY, *Paysannerie*, p. 69-70). A. KAŽDAN, *Agrarnye otnošenija v Vizantii XIII-XIV vv.*, Moscou 1952, p. 134, et ID., *Derevnja i gorod v Vizantii IX-X vv. Očerki po istorii vizantijskogo feodalizma*, Moscou 1960, p. 98, souligne aussi la difficulté de préciser le sens de cette terminologie.

531. LAIOU, *Peasant Society*, p. 245 : « Its *paroikoi* [of the domains of Xenophon] were, for the most part, very poor, and were repeatedly described as "poor", *proskathemenoi* and *eleutheroi*. » Laiou considère, comme Ostrogorsky et contrairement à Karayannopulos, qu'est qualifié d'*éleuthéros* le paysan qui n'est inscrit ni au cadastre ni dans le *praktikon* d'un pronoïaire, c'est-à-dire qui n'est pas considéré comme contribuable parce qu'il ne possède rien. *Ibid.*, p. 160, n. 39 : « The fact that the *eleutheroi* were poor peasants who were not inscribed on the tax-lists of the state or of individuals, has, by now, been well established. »

532. *Ibid.*, p. 160.

533. *Ibid.*, p. 246-247 : « The inhabitants of Stomion were called "salaried" peasants in 1300, and "poor free" peasants in 1320; it is very exceptional for the entire population of a village

On notera que Laiou n'a pas repris l'hypothèse d'Ostrogorsky selon laquelle un *proskathèménos* serait un paysan « nouveau venu » qui ne serait destiné à devenir un *paroikos* que plus tard, lorsqu'il aurait été inscrit dans un *praktikon*. Pour elle, les deux termes désignent au contraire deux formes distinctes d'exploitants agricoles. C'est pourtant l'hypothèse d'Ostrogorsky qui a fait le plus d'adeptes parmi les historiens : « un paysan récemment installé » écrit ainsi Jacques Lefort dans l'index de son recueil d'articles sur la société rurale et l'histoire du paysage à Byzance⁵³⁴. La même définition figure dans l'article de Vassiliki Kravari sur l'enregistrement des paysans dans les *praktika* byzantins : « Le plus souvent ces paysans [c'est-à-dire les *proskathèménoi*] ne paient pas d'impôt ; on a parfois l'impression – voire l'information – qu'il s'agit de nouveaux venus, à qui des terres n'ont pas encore été attribuées⁵³⁵. » À ce propos, le même auteur fournit comme exemple le *praktikon* de Vatopédi daté de 1338, que l'on a évoqué plus haut, par lequel le recenseur Makrénos met le monastère en possession de ses biens en Chalcidique : « Il est question, dit-elle, d'une tour construite il a peu de temps (νέωστί) sur le domaine de Saint-Démétrios (région d'Hermèleia, Chalcidique orientale) et de *proskathèménoi* περὶ αὐτόν [la tour], qui ne doivent donc pas être là depuis longtemps⁵³⁶. »

Dans son commentaire aux actes de Docheiariou, Oikonomidès écrit à propos des *proskathèménoi* de Rousaiou que ces paysans « semblent tous [être] des nouveaux-venus ». Il essaie en outre de démontrer que la plupart des familles devaient être de jeunes couples sans enfants, venus récemment d'ailleurs pour s'installer dans le domaine du monastère. D'après lui, on est ici devant un cas « de repeuplement et de remise en valeur d'un bien [dirigé par un monastère] qui était, semble-t-il, abandonné »⁵³⁷.

Plus récemment, les éditeurs du deuxième volume des *Actes de Vatopédi* ont écrit à propos d'un *praktikon* de 1338 : « On notera que les paysans de Komanitzè, désignés comme *proskathèménoi* et non comme parèques, ne sont pas imposés ; peut-être s'agit-il de paysans récemment installés sur ce domaine⁵³⁸. »

to be described in these terms [...] There are, then, two distinct types of settlement. One includes a sizeable number of stable households, and its paroikoi own a certain amount of property, small though that amount is. The other type has a small population, without much continuity over time, and with less than the average property. These peasants, variously described as "salaried", "poor", *eleutheroi*, were a shifting population, and were not always inscribed on the praktika. »

534. Cf. LEFORT, *Société rurale*, Index.

535. KRAVARI, L'enregistrement des paysans, p. 196.

536. *Ibid.*, p. 196, n. 47. V. Kravari fournit encore l'exemple d'un autre acte de Vatopédi, le *praktikon* de Phôkas Sébastopoulos de 1387, sur lequel je vais revenir.

537. Cf. *Docheiariou*, p. 144-146. Voir *ODB*, s.v. *proskathemenos* [M. BARTUSIS], t. 3, p. 1738 : « Smetanin [...], however, considers *proskathemenoi* as a specific, large group of dependent peasants, second only to the *paroikoi*, who either had no land whatsoever or leased it under worse conditions than *paroikos*. The term itself and its combination with words denoting the status of "strangeness" indicates that in many cases *proskathemenoi* were newcomers who in course of time were gradually transformed into ordinary dependent peasants. »

538. Voir *Vatopédi* II, p. 162.

Une nouvelle définition du terme *proskathèménos*

Parmi les diverses hypothèses émises jusqu'à présent, celle de Laiou semble toutefois la plus pertinente. Quelques actes tirés de la documentation d'archives suggèrent en effet que le terme *proskathèménos* était employé pour désigner des paysans qui travaillaient sur les terres appartenant à un grand seigneur, vraisemblablement contre versement d'une partie de la récolte, et que le terme ne désigne pas forcément un paysan « nouveau venu ». Le riche dossier d'actes concernant le domaine de Xénophon à Stomion, étudié par Ostrogorsky et Laiou, montre par exemple que les paysans qui y avaient été installés continuaient à être qualifiés de *proskathèménoi* vingt ans plus tard. Mieux encore, les descendants des premiers cultivateurs installés à Stomion continuent par la suite à être désignés comme *proskathèménoi*⁵³⁹.

Quelques actes tirés des archives de Vatopédi, publiés plus récemment, confirment que le terme *proskathèménos* n'était pas employé simplement pour désigner un paysan « nouveau venu ». Par exemple, les paysans qui travaillaient dans le *kellydrion* de Boditza, bien de Vatopédi situé dans le village de Sémalton, sont qualifiés de *proskathèménoi* dans deux chrysobulles de l'empereur Andronic II de 1301 (*Vatopédi I*, n° 31) et 1329 (*Vatopédi I*, n° 68)⁵⁴⁰. Ces actes ne donnent pas la liste de paysans,

539. Le premier *praktikon* de la série relative au domaine de Stomion, propriété de Xénophon, date de 1300 (*Xénophon*, n° 4) et contient une liste des paysans salariés (προσκαθήμενοι μισθαρνοί) qui travaillent pour le monastère, par exemple Γεώργιος ὁ Κάλενος, ὃς ἔχει γυναῖκα Μαρίαν, υἱοὺς Ἰωάννην καὶ Θεόδωρον, θυγατέρα Θεοδώραν (l. 6-8). Le deuxième *praktikon* date de 1318 (*Xénophon*, n° 12) et donne une liste des 17 paysans appelés simplement *paroikoi*. En dépit de la différence dans la terminologie, on constate que le statut de ces paysans n'a pas changé. Ils détiennent très peu de biens (cf. l. 12 et suiv.) ; seules deux familles, celles de Manouël Hiéryssiôtès (l. 5-6) et de Géôrgios, *gambros* de Lachanas (l. 7), possèdent une vigne, mais ces vignes sont qualifiées d'*hypotélès* (sur ce terme, cf. *supra*, p. 470, n. 515). Il se peut que le terme *paroikos* ait été ici employé sans aucun sens technique, mais simplement comme synonyme de paysan. En effet, dans le troisième *praktikon* délivré deux ans plus tard, en 1320 (*Xénophon*, n° 13), les paysans de Stomion sont à nouveau qualifiés de *proskathèménoi*. Leur description est identique à celle du *praktikon* de 1318 (cf. l. 9-20). Plus tard, en 1322, l'empereur Andronic II délivra en faveur de Xénophon un chrysobulle de confirmation de tous ses biens (*Xénophon*, n° 17) : « Dans le *katépanikion* de Kalamaria, en vertu des titres de propriété du fondateur, le *métochion* dit Stomion comportant une terre de 2 410 modioi, où sont installés des paysans pauvres, libres et non inscrits dans les *praktika* d'autrui... » Cette expression doit, à mon sens, faire allusion aux paysans *proskathèménoi*, non seulement en raison de l'emploi du verbe installer (προσκάθηνται), mais aussi de la proximité de la condition juridique des paysans *proskathèménoi* et des paysans qualifiés de « pauvres » (πτωχοί) et/ou « libres » (ἐλεύθεροι). Enfin, un quatrième *praktikon* établi en 1338 par Kōnstantinos Makrēnos (*Xénophon*, n° 25) mentionne aussi le bien de Stomion et ses paysans. Quoique ces derniers ne soient qualifiés par aucun terme, leur statut ne semble pas avoir changé entre-temps ; le recenseur fournit la liste des 19 feux, dont le niveau de richesse est toujours pratiquement le même, à l'exception de quelques *modioi* de vigne acquis par quelques-uns. L'impôt, bien qu'un peu plus élevé en raison de ces parcelles de vignes, continue à être inférieur à celui des *paroikoi*. Parmi les familles paysannes enregistrées dans ce dernier acte, six au moins descendaient des familles mentionnées en 1318 et 1320.

540. *Vatopédi I*, n° 31 (1301), l. 62-65 : ἕτερον χωρίον ἐπιλεγόμενον Σέμελτον μετὰ τοῦ ἐκεῖσε ἀμπελῶνος καὶ τῶν λοιπῶν δικαίων αὐτοῦ, ἐν οἷς εὐρίσκεται καὶ κελλίδριον ἐπονομαζόμενον Βοδίτζα μετὰ τῶν ἐν αὐτῷ προσκαθημένων.

mais à moins de penser qu'ils soient tous morts ou aient tous abandonné les terres qu'ils cultivaient entre 1301 et 1329, les paysans installés à Boditza étaient encore qualifiés de *proskathèménoi* vingt-huit ans plus tard, une période de temps suffisante, me semble-t-il, pour qu'un paysan n'ait plus été considéré comme un « nouveau venu ».

Les archives de Vatopédi fournissent encore un autre exemple qui permet d'observer ce même phénomène, à savoir la permanence en un même lieu de paysans toujours appelés *proskathèménoi* à l'issue de cette longue résidence, en l'occurrence une soixantaine d'années. Il s'agit d'un dossier de plusieurs actes couvrant la période entre 1297 et 1359, relatif au métoque des Saints-Anargyres, situé près de la ville de Drama et devenu au début du xiv^e siècle une dépendance de Vatopédi⁵⁴¹.

La mise à contribution d'un quatrième groupe d'actes tiré des archives de Vatopédi et datant de la période entre le milieu du xiv^e et le milieu du xv^e siècle, vient confirmer l'hypothèse de Laiou selon laquelle les paysans *proskathèménoi* ne prenaient pas à bail les terres qu'ils exploitaient (comme c'était le cas des *paroikoi*), mais travaillaient au contraire directement celles qui appartenaient en pleine propriété au seigneur.

Le rôle des *proskathèménoi* dans l'exploitation en faire-valoir direct d'un grand domaine foncier

On a vu que la principale différence entre les paysans appelés simplement *paroikoi* et ceux qui sont désignés par le terme *proskathèménoi* était leur niveau de richesse. On a vu également que les *proskathèménoi* étaient des paysans que les grands seigneurs faisaient venir pour travailler dans leurs domaines, mais que la question demeurerait toutefois de savoir si ces paysans devenaient par la suite de simples *paroikoi*. Quelques actes tirés des archives de Vatopédi montrent l'évolution sur un siècle d'un domaine dans lequel les moines de ce monastère avaient installé des *proskathèménoi*. Il semble que ces paysans ne prirent jamais leurs terres à bail, mais continuèrent à les travailler pour le compte du monastère.

Ce dossier est constitué de plusieurs actes parmi lesquels il faut relever en particulier le *praktikon* de 1387, délivré par le recenseur Phôkas Sébastopoulos. Il contient des renseignements intéressants sur le mode d'installation des paysans *proskathèménoi* et sur leur implication dans l'exploitation du sol. Cet acte donne par exemple une description particulièrement détaillée du fonctionnement d'une petite dépendance de Vatopédi, le métoque de Saint-Jean-le-Théologien situé quelques

541. *Ibid.*, I. 67-69 : μετόχιον εἰς ὄνομα τιμώμενον τῶν Ἀγίων Ἀναργύρων μετὰ τῶν ἐν αὐτῷ προσκαθημένων. L'acte de 1359 (*Vatopédi* II, n° 113) nous dit que le métoque des Saints-Anargyres avait été enlevé à Vatopédi par l'ancien métropolite de Drama Xylochartès, « en raison des troubles du temps » (διὰ γοῦν τὴν ἀνωμαλίαν καὶ σύγχησιν τοῦ καιροῦ καὶ τῶν πραγμάτων). Ce passage fait peut-être allusion aux conflits consécutifs à la mort du tsar Étienne Dušan en 1355. Le bien avait été ensuite détenu par les métropolites successifs, mais il était tombé en ruine et « il ne s'y trouvait ni bœuf ni blé ni vin ni petit bétail ni outil » (ὥς μὴδὲ τὸ οἰόνουν εἰς αὐτὰ εὐρίσκεσθαι, ἢ βοῦδιον ἢ γέννημα ἢ κρασὶν ἢ κτῆνος ἢ ἐργαλεῖον τι γεωργικόν). C'est pourquoi, dit l'acte, peu avant 1359, le César Vojhna décida de restituer ces *monydria* à Vatopédi avec leurs biens, moulins, vignes, jardins, champs en divers lieux, *proskathèménoi*, ainsi que l'église de Sainte-Phôteinë avec un champ qui l'entourait.

kilomètres au sud de Moudros, sur le flanc est du mont Éladikos. D'après ce *praktikon*, cette unité d'exploitation agraire était constituée d'une terre d'une superficie de 350 modioi, soit un peu plus de 30 ha, qui s'étendait autour d'un centre d'exploitation (*kathédrotopion*) et d'une maison (*oikèmata*)⁵⁴² dans laquelle habitait « depuis peu » un parèque du monastère nommé Loumpos⁵⁴³. Ce parèque Loumpos est mentionné plus loin parmi les autres paysans *proskathèménoi* du monastère sous son nom complet : « [Il s'agit de] Michaël Loumpos, dit l'acte, qui a été inscrit plus haut dans le métoque du Théologien, il a une femme, Maria, une fille, Kalè, un attelage⁵⁴⁴. » Loumpos exploitait seul avec son attelage, aidé simplement de sa famille, cette terre de 350 modioi. Contrairement à ce qu'ont écrit beaucoup d'historiens, cette superficie n'est pas trop étendue pour un seul parèque qui possède un attelage. En effet, elle correspond plus ou moins à la quantité de terre désignée dans les sources de l'époque par le terme *zeugarion*, c'est-à-dire l'étendue de terre qui pouvait être cultivée par une paire de bœufs au cours d'une année⁵⁴⁵. Toute la terre appartenait en pleine propriété à Vatopédi, y compris la maison dans laquelle habitait Loumpos.

Le même mode d'exploitation est décrit par le *praktikon* de 1387 à propos de l'autre domaine que Vatopédi possédait dans l'île, celui situé près du village de Moudros. À cette époque, le domaine de Moudros couvrait une superficie totale de 5 500 modioi, soit un peu plus de 500 ha, auxquels il fallait ajouter les deux tiers de l'îlot de Patrikia. L'acte dit que le centre d'exploitation du domaine était constitué d'une tour et d'une cour fortifiée à l'intérieur de laquelle se trouvaient quelques maisons à étage dans lesquelles habitaient les *proskathèménoi*⁵⁴⁶. À proximité de ces bâtiments, il y avait encore trois moulins à vent, une vigne récemment plantée par le monastère ainsi que deux jardins. La terre cultivable de 5 500 modioi entourait complètement le centre d'exploitation.

Un passage de ce *praktikon* rappelle que Vatopédi devait avoir la « pleine autorité » (τελείαν δεσποτείαν καὶ κυριότητα) sur les familles de *proskathèménoi* installées dans son domaine de Moudros⁵⁴⁷. Le sens juridique de cette expression peut ne pas apparaître tout à fait clair, mais il semble que ces paysans ne pouvaient pas louer de terres à un autre propriétaire ou même à l'État, ni rendre un quelconque service

542. Le terme employé, οἰκήματα, peut signifier une ou plusieurs maisons. D'après d'autres passages de l'acte, j'ai préféré le traduire par « une maison », mais l'autre possibilité ne peut pas être écartée.

543. *Vatopédi* III, n° 165, l. 9-16 : καὶ περὶ τὸ ἀνατολικὸν μέρος τοῦ Ἐλαδικοῦ μετόχιον τοῦ Ἀγίου Ἰωάννου τοῦ Θεολόγου, ἐν ᾧ καθεδροτόπιον καὶ οἰκήματα, εἰς ᾧ εὐρίσκεται ἀρτίως πάροικος τῆς αὐτῆς μονῆς ὁ Λοῦμπος καὶ γῆ περὶ τὸ αὐτὸ μετόχιον, ἥτις ἄρχεται [suit la délimitation]. Καὶ ἔστι γῆς μοδίων τριακοσίων πεντήκοντα.

544. *Ibid.*, l. 66 : Μιχαὴλ ὁ Λοῦμπος, ὁ ἀνωτέρω καταγραφόμενος εἰς τὸ μετόχιον τοῦ Θεολόγου, ἐχει γυναῖκα Μαρίαν, θυγατέρα Καλὴν, ζευγάριον.

545. Il convient de ne pas oublier que la moitié de la surface de la terre n'était pas exploitée en raison du système de rotation biennale. Sur le *zeugarion* à Lemnos à l'époque tardive, voir aussi ESTANGÜI GÓMEZ, Quelques paysans aisés.

546. *Vatopédi* III, n° 165, l. 17-18 : πύργον ὃν ἀνήγειρεν ἐκ βάρων ἡ τοιαύτη θεία μονὴ μετ' αὐλῆς ὡς καστέλλιον ἐκτισμένης, εἰς ἣν κέκτῃται οἰκήματα ἀνωγαιωκάτωγα, ἐν ἧ καὶ τινῶν προσκαθημένων οἰκήματα.

547. *Ibid.*, l. 80-81.

à un tiers. On a vu que ces paysans n'habitaient pas dans le village, mais résidaient dans les maisons appartenant au monastère. Les descriptions que donne d'eux le *praktikon* montrent qu'ils ne possédaient aucun bien foncier – ce qui est normal pour des *proskathèménoi* –, mais seulement quelques têtes de bétail, qu'ils faisaient d'ailleurs paître dans les champs accordés dans ce but par l'État au monastère⁵⁴⁸. Ces indices suggèrent une exploitation du domaine de Moudros en faire-valoir direct⁵⁴⁹.

Les modalités du régime d'exploitation des terres de Vatopédi à Moudros nous échappent, mais on verra plus loin, en étudiant les taxes versées par les paysans au propriétaire, qu'il existait un contrat de métayage prévoyant le partage de la récolte entre propriétaire et cultivateur, en principe par moitié. Les paysans devaient en outre une série de corvées. Envers le fisc, ils étaient seulement redevables de l'impôt appelé *bigliatikon* et relatif au droit de guet⁵⁵⁰.

Dans les décennies qui suivirent le recensement de 1387, le patrimoine de Vatopédi dans l'île s'accrut, grâce surtout à l'acquisition en 1414 de 1 500 modioi de terre supplémentaires dans la région de Chaoulè, au sud de Moudros⁵⁵¹. Une partie de cette terre provenait de plusieurs lots qui avaient été précédemment distribués par l'État à certains paysans et qui se trouvaient sans doute abandonnés à l'époque⁵⁵². Vatopédi en constitua un nouveau domaine qu'il mit en exploitation grâce à l'installation de nouveaux *proskathèménoi*.

Après 1453, le passage de la domination byzantine à celle des Ottomans et les guerres qui opposèrent Turcs et Latins pour le contrôle de l'île ne laissèrent pas les biens de Vatopédi indemnes : le *praktikon* délivré en 1463 en faveur du monastère (*Vatopédi* III, n° 236) montre que le métoque de Saint-Jean le Théologien était tombé en ruine, que l'un des trois moulins à vent ne fonctionnait plus et surtout qu'un grand nombre de parèques avaient été tués⁵⁵³. Toutefois, la documentation ottomane montre aussi que, sous le nouveau régime, les moines continuèrent à détenir ces terres en pleine propriété et à les exploiter grâce au travail de leurs paysans.

548. *Ibid.*, l. 57-58 : πλησίον τοῦ τοιούτου χωρίου [τοῦ Μούνδρου] γῆς χερσαία καὶ ἀνήρωτος, ἐδόθη αὐτοῖς καὶ ὁ βουνὸς ὁ λεγόμενος Μεγάλη Ῥάχη χάριν τῆς νομῆς τῶν τῆς μονῆς ζώων καὶ τῶν ζώων τῶν προσκαθημένων αὐτῶν.

549. Le contenu du document permet de conclure que le travail de 41 familles paysannes suffit à labourer 5 500 modioi de terre : en faisant un calcul rapide, on peut déduire que chaque paysan cultivait une surface d'environ 135 modioi, ce qui est vraisemblable. Il faut souligner que, vers 1387, le recenseur Phôkas Sébastopoulos avait accordé au monastère une terre supplémentaire pour la mettre en culture, mais cette fois en régime de location, contre un versement de 33 nomismata (cette information provient du *praktikon* de 1442 : *Vatopédi* III, n° 227, l. 111-121 ; l'acte n'indique pas la superficie de cette terre). La prise en location de cette autre terre montre que la main d'œuvre dont Vatopédi disposait à Lemnos suffisait largement à exploiter les 5 500 modioi du domaine de Moudros.

550. Sur le *bigliatikon*, voir *supra*, p. 165.

551. *Vatopédi* III, n° 205 (acte de mise en possession).

552. Sur l'acquisition de Chaoulè par Vatopédi, voir *supra*, p. 382.

553. *Vatopédi* III, n° 236, l. 7 (οἰκοχαλάσματα), l. 14 (ανεμομίλωνας τρεῖς, ἀφ' ὧν ἐνεργοῦσιν οἱ δύο) et l. 65 (ἐκαταφθάρισαν). Pour le contexte historique, P. TOPPING, Latins on Lemnos before and after 1453, dans *Continuity and Change in Late Byzantine and Early Ottoman Society*, éd. A. BRYER et H. LOWRY, Birmingham / Washington 1986, p. 217-234.

Le statut de la terre exploitée par les *proskathèménōi* :
le sens du terme *zeugèlateion*

Dans la documentation du XIV^e siècle, il est fréquent de trouver le terme *proskathèménōs* associé à un type de terrain qualifié de *zeugèlateion*. Par exemple, dans le premier quart du XIV^e siècle, le monastère de Vatopédi acquit dans la région de Berroia deux domaines, Komanitzè et Makrochôrion, qualifiés de *zeugèlateia* et exploités par des *proskathèménōi*⁵⁵⁴. C'est le cas aussi du *zeugèlateion* de Pinsôn qui appartenait à Lavra dès la seconde moitié du XIII^e siècle et dont les paysans sont aussi désignés comme *proskathèménōi*⁵⁵⁵.

L'historiographie a traditionnellement rendu ce terme simplement par « domaine » ou « ferme bien équipée » ; il me semble toutefois que le mot comporte un sens plus technique. Il doit désigner le domaine mis en exploitation de manière directe par son propriétaire⁵⁵⁶. Étymologiquement, le mot indique la possession d'une paire de bœufs, mais il est vrai qu'à partir du XI^e siècle le mot *zeugèlateion* est utilisé pour désigner un bien foncier. Certes, son emploi par les sources n'est pas très répandu, mais il n'est jamais aléatoire : un bien appelé dans un acte *zeugèlateion* est aussi désigné par ce même terme dans le reste des sources disponibles ; il n'est jamais qualifié ailleurs de *proasteion*, *ktèma* ou *gè*, c'est-à-dire par d'autres termes servant à désigner un terrain. Quelques historiens ont postulé qu'il se serait agi de biens appartenant au fisc, puisque l'on retrouve souvent l'expression *basilika zeugèlateia*⁵⁵⁷, mais la documentation athonite montre que le terme pouvait aussi être appliqué à un bien appartenant à un propriétaire privé.

Un passage d'un acte de mai 1406 permet de mieux saisir la signification du terme *zeugèlateion*. Il y est dit que les moines de Vatopédi possédaient le village de Lantzou comme leur *zeugèlateion* (ἐπεὶ προκατεῖχον οἱ [...] μοναχοὶ τὸ [...] χωρίον τοῦ Λάντζου εἰς ζευγηλατεῖον αὐτῶν)⁵⁵⁸. C'est la seule occurrence que j'ai rencontrée d'un village (*chôrion*) désigné par le terme *zeugèlateion*. Toutefois, ce phénomène

554. Voir par exemple *Vatopédi* II, n° 82 (1338), l. 8-12 : ἐκτὸς δὲ καὶ κάτωθεν τῆς αὐτῆς πόλεως ὑπὸ τὸ αὐτὸ μετόχιον ζευγηλατεῖα δύο, τοῦ Κομανίτζη καὶ τὸ Μακροχώριον λεγόμενα, μετὰ τῶν ἐν αὐτοῖς ἀπάντων προσκαθημένων, τοῦ ἐν αὐτοῖς γεγονότος παρὰ τῆς αὐτῆς μονῆς πύργου, τοῦ πλησίον τοῦ αὐτοῦ πύργου ἀμπελίου τοῦ ὡσεὶ μοδίων εἴκοσιν, τῆς ὑπέργου ἐν δυοὶ τμήμασιν αὐτῶν γῆς τῶν ὡσεὶ μοδίων τρισχιλίων ἑξακοσίων καὶ τοῦ πλησίον καὶ κάτωθεν αὐτῆς λόγγου ὡσεὶ μοδίων χιλίων. Pour l'acquisition de ces biens fonciers par Vatopédi, voir *supra*, p. 22-23.

555. *Lavra* II, n° 71 (1259), l. 63-64 : ζευγηλατεῖον ὁ Πισσὼν μετὰ τῶν ἐν αὐτῷ προσκαθημένων ; voir aussi d'autres exemples dans *Lavra* II, n° 89 (1298), l. 98-101 et l. 149-150 ; *Vatopédi* I, n° 68 (1329), l. 97-98 ; *Lavra* III, n° 118 (1329), l. 90-94 et l. 153-154 ; *ibid.*, n° 140 (1361), l. 12-13 et 15.

556. Dans la collection *Archives de l'Athos*, le terme *zeugèlateion* est traduit simplement par domaine. LEFORT, Bolbos, p. 467 [82], n. 3, traduit *zeugèlateion* par domaine et explique qu'il s'agit d'un terme équivalant à *proasteion*, *métochion*, *pyrgos*, *gè* ou *chôrion*. Dans son chapitre sur « Le domaine de Lavra sous les Paléologues » (*Lavra* IV, p. 65-173), N. Svoronos donne une définition plus précise du terme : « Une grande ferme bien équipée » (*ibid.*, p. 113).

557. Voir pour la période de l'empire de Nicée, M. ANGOLD, *A Byzantine Government in Exile*, Oxford 1975, p. 126.

558. *Vatopédi* III, n° 194, l. 1-2.

doit s'expliquer par l'évolution du statut du bien de Lantzou après le retour de l'administration byzantine en Macédoine en 1403.

On a déjà eu l'occasion de parler du domaine de Lantzou dans les chapitres précédents. On sait qu'il s'agissait d'un bien accordé par le despote Uglješa au monastère de Vatopédi durant le troisième quart du ^{xiv}^e siècle⁵⁵⁹. Il fut confisqué par le souverain ottoman Bayezid I^{er} à la fin du siècle, puis en septembre 1404, c'est-à-dire quelques mois après la restauration byzantine dans la région, l'empereur Jean VII, gouverneur de Thessalonique, en remit par *prostagma* la pleine possession à Vatopédi⁵⁶⁰. À la même époque, Jean VII chargea également le recenseur Astras de délivrer en faveur de ce monastère un *praktikon*, lui confirmant la propriété de ses biens en Macédoine⁵⁶¹. L'acte dit que Vatopédi possédait en Macédoine plusieurs biens : la moitié du village dit « des trois Hermèleiai »⁵⁶², le métoque d'Éladiaba, celui de Prosphorion et celui de Lantzou. On notera qu'à cette époque Lantzou est simplement mentionné comme métoque.

Deux ans plus tard, en 1406, l'empereur Jean VII ordonna à deux recenseurs, Paulos Gazès et Michaël Karantzès, de mettre Vatopédi en possession de la terre du village (*chôrion*) de Lantzou⁵⁶³. L'acte fiscal de mai 1406 décrit les limites de la terre de Lantzou et confirme à Vatopédi la propriété du village « avec tous ses droits et son territoire »⁵⁶⁴. C'est cet acte qui précise que les moines devaient posséder le village de Lantzou comme leur *zeugèlateion*.

En 1409, les recenseurs du thème de Thessalonique dressèrent un nouveau *praktikon* pour les biens de Vatopédi en Chalcidique⁵⁶⁵, confirmant les moines de ce monastère dans la possession de Lantzou, qui est cette fois qualifié seulement de *zeugèlateion*, de la tour (*pyrgos*) d'Éladiaba, de la tour de Prosphorion et de la moitié de la tour d'Hermèleia, ainsi que des familles des paysans (*phamiliai*) que le monastère possédait à Saint-Mamas⁵⁶⁶. Dans un autre passage de l'acte, les biens désignés ci-dessus comme *pyrgoi* sont appelés *chôria*, mais Lantzou apparaît en

559. Sur l'acquisition de Lantzou par Vatopédi, voir *supra*, p. 221, n. 471.

560. *Vatopédi* III, n° 190.

561. *Ibid.*, n° 189.

562. La référence à « la moitié » de ce village fait allusion au décret de « pronoïarisation » de la moitié des biens monastiques, mis en place dans les années 1370 et repris lors du retour de l'administration byzantine en Macédoine en 1403. Sur les conditions fiscales des biens monastiques en Macédoine au début du ^{xv}^e siècle, voir *supra*, p. 333-336.

563. *Vatopédi* III, n° 194, l. 3-4 : ὠρίσθημεν οὖν καὶ ἡμεῖς ἵνα ἐπιστατήσωμεν τοπικῶς καὶ ἴδωμεν ἀκριβῶς τὰ σύνορα τοῦ τοιοῦτου χωρίου καὶ παραδώσωμεν ταῦτα πρὸς αὐτούς [aux moines de Vatopédi].

564. *Ibid.*, l. 11-12 : ὁ δὴ χωρίον καὶ ὀφείλει κατέχειν ἡ ρηθεῖσα μονὴ μετὰ πάντων αὐτοῦ τῶν δικαίων καὶ προνομίων.

565. *Vatopédi* III, n° 200.

566. En août 1404, Jean VII avait délivré un *prostagma* confirmant à Vatopédi ses droits sur 28 feux paysans dans le village de Saint-Mamas, situé dans la région de Kalamaria (*ibid.*, n° 188). Les paysans de Saint-Mamas ne sont pas mentionnés dans le *praktikon* d'Astras de septembre 1404, peut-être parce que le recenseur n'eut pas le temps de procéder à leur enregistrement. Lors du recensement suivant, en 1409, les familles paysannes de Saint-Mamas sont cette fois-ci mentionnées dans le *praktikon* délivré en faveur de Vatopédi.

revanche toujours comme *zeugèlateion*⁵⁶⁷. En effet, Lantzou est désormais appelé *zeugèlateion* par le reste des actes du dossier et jamais *chôrion* ou *pyrgos*⁵⁶⁸. Quant aux autres biens de Vatopédi en Macédoine, Hermèleia, Prosphorion, Éladiaba et Saint-Mamas, ils ne sont jamais désignés par le terme *zeugèlateion*, ce qui implique une différence avec Lantzou.

Cette différence pourrait s'expliquer par le fait que le bien de Lantzou était le seul à comporter la possession d'un terrain ; on notera que le seul acte de mise en possession d'un terrain en faveur de Vatopédi qui nous soit parvenu pour cette époque est précisément relatif à la terre de Lantzou⁵⁶⁹. En effet, il semble que les droits d'un grand propriétaire comme Vatopédi sur les biens désignés par le mot *chôrion* n'impliquaient pas la possession d'un terrain mais simplement des droits de type fiscal sur les parèques qui y habitaient⁵⁷⁰.

Avant d'aborder la question du statut fiscal des paysans, rappelons simplement que d'autres actes du début du x^ve siècle mentionnent aussi des *zeugèlateia* et il s'agit en effet toujours de terrains appartenant en pleine propriété à un individu ou à une institution, qui n'étaient pas exploités par des parèques. C'est le cas par exemple du domaine d'Hagia Maria ou Hagia Marina, qui faisait partie de la fortune patrimoniale de la famille Skampaulès, originaire de Thessalonique. Le bien est appelé *zeugèlateion* dans un acte délivré en 1404 par le tribunal de la métropole, mais il n'était pas en exploitation à l'époque⁵⁷¹. Par ailleurs, le terme *zeugèlateion* était aussi employé pour désigner les grands domaines fonciers appartenant à l'État⁵⁷². Les actes mentionnent parfois le nom de certains fonctionnaires qui étaient chargés de la gestion de ces fermes⁵⁷³.

Cette définition provisoire du terme *zeugèlateion* et le fait qu'il soit toujours associé à des paysans *proskathèménoi* suggèrent qu'il devait s'agir de grands domaines, toujours détenus en pleine propriété et mis en exploitation de manière directe. D'ailleurs, on notera que le terme *zeugèlateion* désigne souvent un grand domaine éloigné des agglomérations urbaines, ce qui empêchait les paysans d'un village voisin de prendre en location une partie au moins de sa surface.

567. *Ibid.*, n° 200, l. 26 : καὶ ὁμοῦ τὰ πάντα [c'est-à-dire les parèques], τοῦ τε ζευγηλατείου τοῦ Λάντζου καὶ τῶν δηλωθέντων τεσσάρων χωρίων.

568. Voir par exemple *ibid.*, n° 207 (1415), l. 2-4 : τὸ περὶ τὴν Ῥεντίναν μετόχιον [...] τὸ ἐπονομαζόμενον τοῦ Λάντζου, ὃ παρ' ἡμῖν λέγεται ζευγηλατεῖον.

569. Il convient également de rappeler que le domaine de Lantzou fit l'objet de nombreuses confiscations au cours du premier quart du x^ve siècle : cf. *infra*, p. 334-335.

570. La terre (*gè*) de Styliarion est aussi mentionnée dans les actes du x^ve siècle en tant que bien de Vatopédi, mais elle n'est jamais qualifiée de *zeugèlateion* : elle était exploitée par les paysans qui habitaient dans le village de Saint-Mamas (*Vatopédi* II, n° 147, l. 2-3 : τὸ Στυλάριον μετὰ τῆς γῆς καὶ τῶν ἀνθρώπων αὐτοῦ τῶν εὐρισκομένων καὶ κατοικούντων ἐν τῷ Ἀγίῳ Μάμαντι).

571. Sur le *zeugèlateion* de la famille Skampaulès et son évolution au début du x^ve siècle, voir *supra*, p. 329-330.

572. Cf. par exemple *Vatopédi* III, n° 205 (1415), à propos du *zeugèlateion* impérial de Chaoulè à Lemnos.

573. Voir *supra*, p. 182, n. 292.

Les *palaiochôria* et la question de la densité démographique

Avant de clore ce chapitre sur les formes d'organisation sociale de la production agraire, il convient d'attirer l'attention sur un terme qui devient courant à partir du milieu du XIV^e siècle : le *palaiochôrion*. L'historiographie s'accorde à penser que ce mot sert à désigner les villages ou les hameaux désertés et que les nombreuses allusions dans les sources de cette période aux *palaiochôria* s'expliquent par la forte crise démographique de la seconde moitié du XIV^e siècle.

Cette interprétation doit néanmoins être nuancée. Le terme *palaiochôrion* désigne certes l'emplacement d'une communauté villageoise disparue, mais n'implique pas pour autant la désertion des terres agricoles. Un acte de 1420 parle par exemple des hommes (*anthrôpoi*) qui habitent dans la résidence rurale et siège d'exploitation (*kathédra*) d'un *palaiochôrion*⁵⁷⁴. Le terme *palaiochôrion* s'applique donc à cette époque à un domaine foncier établi sur le territoire d'un village disparu. Il convient donc de rester prudent lorsque l'on parle de crise démographique en milieu rural à partir des seules mentions de *palaiochôria*. On a déjà vu que la désertion de certains lieux d'habitation avait été la conséquence d'une concentration de l'habitat paysan vers d'autres endroits mieux protégés, plutôt que d'une forte hausse de la mortalité ou d'un déclin démographique prononcé.

Quoi qu'il en soit, ce qu'il nous importe avant tout de souligner ici est le sens du terme *palaiochôrion* pour désigner une unité de production agricole, car il se peut que beaucoup de *palaiochôria* soient devenus à cette époque des fermes appartenant à l'État⁵⁷⁵ ou à un grand propriétaire⁵⁷⁶. D'ailleurs, tous ces *palaiochôria* semblent avoir été mis en exploitation grâce à l'installation de paysans *proskathéménoui*, ce qui suggère aussi un faire-valoir direct. On a vu également que l'État pouvait distribuer aux grands propriétaires des biens qui étaient qualifiés de *palaiochôria* (ou d'autres termes équivalents), afin de mettre en valeur une région et de la repeupler⁵⁷⁷.

Résumons-nous. Les sources de la pratique révèlent l'existence de deux catégories fiscales de cultivateurs : les *paroikoi* ordinaires, qui prenaient à bail des terres appartenant à l'État ou à un grand propriétaire, et dont le taux d'imposition était établi d'après leur richesse, c'est-à-dire d'après les biens qu'ils possédaient en pleine propriété, et d'après leur force de travail, ce qui équivalait à la quantité de terre qu'ils prenaient en location (bail perpétuel), et les *proskathéménoui* qui étaient installés sur les grands domaines de l'État ou sur ceux de grands propriétaires, afin de les mettre en exploitation, contre versement d'une rente. Le taux d'imposition de ces derniers était donc beaucoup plus bas, puisqu'ils ne possédaient pas beaucoup de biens en pleine propriété.

574. *Lavra* III, n° 165, l. 22-23.

575. *Vatopédi* II, n° 128, l. 15 (παλαιοχώριον δημοσιακόν).

576. Les *palaiochôria* sont toujours des biens patrimoniaux : *Chilandar*, n° 67 (1321), et *Lavra* III, n° 156 (1404).

577. *Ibid.*, n° 127 : en 1346, l'empereur Jean V accorda par chrysobulle au monastère de *Lavra* le *palaiokastellon* de Kontéas, situé dans l'île de Lemnos, avec la terre voisine de Trachysana, qui comptait auparavant – dit l'acte – comme *zeugèlateion* impérial, afin que les moines remettent en état le *palaiokastellon* et y installent des hommes (*anthrôpoi*). Le terme *palaiokastellon* semble désigner un domaine sur lequel avait anciennement existé un village fortifié.

L'étude de la documentation suggère que cette dernière catégorie de paysans était devenue la plus fréquente à Byzance à partir du milieu du ^{xiv}^e siècle. Cela fut sûrement une conséquence des bouleversements politiques de la période qui auront appauvri considérablement le groupe des paysans au point de les empêcher de continuer à prendre à bail les terres qu'ils cultivaient. En effet, même si un groupe de paysans plus ou moins aisés put se maintenir dans l'île de Lemnos, un territoire qui n'avait pas connu la domination étrangère à la fin du ^{xiv}^e siècle, les conditions de la paysannerie dans le reste de l'Empire durent se dégrader bien davantage, en particulier en raison de la politique du souverain ottoman Bayezid I^{er} qui avait ordonné la confiscation de la plupart des biens détenus en pleine propriété par les chrétiens, à l'exception de quelques biens meubles. Cet appauvrissement de la paysannerie doit avoir entraîné la prépondérance du faire-valoir direct dans le mode d'exploitation agraire que je crois pouvoir observer à la fin de la période byzantine. Le changement radical dans le mode de faire-valoir de la terre expliquerait par ailleurs la disparition du terme *proskathèménos* dans les sources du ^{xv}^e siècle, car il serait devenu superflu de maintenir la distinction entre deux catégories de paysans dont l'une n'existait plus guère : le *paroikos*, un paysan relativement aisé, aurait donc presque disparu à cette époque.

4. TYPOLOGIE DES PRÉLÈVEMENTS FISCAUX

Nicolas Oikonomidès a suggéré que les pratiques ottomanes avaient influencé non seulement le mode de rédaction des *praktika*, mais aussi les impôts du système fiscal byzantin du ^{xv}^e siècle. Il convient de rappeler par exemple l'emploi du mot turc *charatzin*, qui sert alors à désigner l'impôt de base, l'importance nouvelle de la dîme ainsi que l'apparition d'un nouvel impôt de capitation. Ces trois taxes rappellent effectivement le système d'imposition ottoman postérieur. Toutefois, de même que pour le mode d'enregistrement des paysans dans les *praktika*, les changements dans le système fiscal byzantin au début du ^{xv}^e siècle peuvent également s'expliquer par les transformations de l'organisation sociale de la production. Nous aborderons d'abord la question de l'impôt de base, chapitre fondamental de la fiscalité, ainsi que celle des différents barèmes d'imposition paysanne. On examinera ensuite les autres impôts.

L'impôt de base

Il s'agit là du prélèvement qui est véritablement au cœur du système fiscal. Dans les *praktika* du ^{xv}^e siècle, son montant apparaît toujours après la description de chaque feu paysan. Il reçoit plusieurs appellations : *télos*, *stichikon télos*, *zeuga-ratikion*. Quelques sources l'appellent aussi *charatzin*, transcription grecque du terme turc *haradj*, ce pourquoi certains historiens ont pensé qu'il s'agissait d'un impôt d'origine turque.

a) Les barèmes d'imposition paysanne

Pour l'étude des barèmes d'imposition paysanne, on utilisera la série de *praktika* établis en 1409 en faveur de plusieurs monastères athonites, parce qu'il s'agit là de

la liste la plus complète que nous possédions⁵⁷⁸. Le nombre total de feux paysans enregistrés dans ces actes est de 195, parmi lesquels on peut distinguer six catégories⁵⁷⁹ :

- ceux qui possèdent une paire de bœufs (*zeugarion*) : 32,
- ceux qui possèdent un seul bœuf (*boïdion*) : 26,
- ceux qui possèdent une vache (*argon*) : 91,
- ceux dont une veuve est responsable : 27,
- ceux qui ne possèdent rien : 13,
- ceux qui sont célibataires, leur nom apparaissant suivi de celui de leur mère : 6.

À partir de cette classification, on peut constater que le groupe le plus nombreux est celui des paysans qui ne sont propriétaires que d'une vache pour labourer la terre. En revanche, les paysans disposant d'une paire de bœufs ne représentent que 18 % du total des feux recensés. On verra qu'ils sont aussi ceux qui supportent la charge fiscale la plus élevée.

Avant d'étudier l'impôt qui frappe chaque catégorie paysanne, il est nécessaire de souligner que les *praktika* établis pour Vatopédi et Docheiariou contiennent des taux inférieurs à ceux du *praktikon* pour Lavra. Pour expliquer ce phénomène, Oikonomidès a suggéré que, dans les actes pour Vatopédi et Docheiariou, seul serait exprimé le tiers du total de l'impôt que les moines devaient verser au fisc, les deux autres tiers ayant été cédés aux monastères en vertu du traité passé entre l'empereur Manuel II et les moines athonites au lendemain du retour de l'administration byzantine en Macédoine en 1403⁵⁸⁰. En effet, si l'on triple ces quantités, on arrive à des montants proches de ceux attestés dans le *praktikon* de Lavra.

Après ces ajustements, on observe que l'impôt payé par les paysans qui possèdent un *zeugarion* (18 % du total des feux) varie de 9 à 15 nomismata⁵⁸¹. L'impôt est en moyenne d'environ 12 nomismata⁵⁸².

Les paysans qui possèdent un bœuf (*boïdion*) représentent 13,3 % des feux recensés. Leur impôt varie de 5 à 15 nomismata, mais ces deux chiffres sont exceptionnels : la plupart des *boïdia* versent un impôt compris entre 8 et 12 nomismata, la moyenne étant d'environ 9,8 nomismata⁵⁸³.

578. Il s'agit du recensement réalisé par Paulos Gazès et Géorgios Prinkèps, ordonné par l'empereur Manuel II après la mort de son neveu Jean VII (cf. *supra*, p. 379). On a conservé dans les archives de l'Athos trois *praktika* délivrés à cette occasion : *Lavra* III, n° 161, *Docheiariou*, n° 53, et *Vatopédi* III, n° 200.

579. Oikonomidès a parlé de cinq catégories fiscales de paysans : *zeugarion*, *boïdion*, *argon*, sans cheptel et veuves (*Docheiariou*, p. 274). Je crois que l'on peut en ajouter une sixième constituée par les paysans célibataires.

580. Sur les conditions fiscales des biens monastiques, voir *infra*, p. 333-336.

581. Un *zeugarion* de Vatopédi verse 6 nomismata, soit 18 nomismata d'impôt, ce qui est un chiffre exceptionnellement élevé, mais je crois que cela s'explique parce que ce paysan est inscrit avec son fils : Μανουήλ ὁ Κυριακὸς ἔχων υἱόν, ζευγάριον, νομίσματα ζ' (*Vatopédi* III, n° 200, l. 23).

582. La moyenne de l'impôt versé par les parèques possédant un *zeugarion* mentionnés dans l'acte de *Vatopédi* III, n° 200, est de 4,3 nomismata, donc environ le tiers de 12 nomismata.

583. La moyenne des impôts versés par les *boïdia* de l'acte de *Vatopédi* III, n° 200 est de 3,4 nomismata, ce qui est à peine un peu plus du tiers de 9,8 nomismata.

Les paysans qui possèdent une vache (*argon*) constituent la catégorie la plus nombreuse (46 %). Leur impôt peut aller de 3 à 15 nomismata, mais la plupart versent entre 6 et 9 nomismata (72 sur 91 familles). Ils paient en moyenne environ 7,7 nomismata⁵⁸⁴.

Les paysans qui n'ont pas d'animaux de trait constituent la catégorie la moins nombreuse (6,6 %). Ils paient un impôt allant de 1 à 3 nomismata.

Les veuves (13,8 %) versent un impôt très faible, dont la moyenne est d'environ 3,4 nomismata.

La dernière catégorie que j'ai signalée est celle des paysans célibataires ou jeunes mariés, qui sont enregistrés avec leur mère. Après la disparition du père de famille, la mère veuve jouait le rôle de chef du feu jusqu'à la majorité du fils, lorsque ce dernier devenait le responsable fiscal⁵⁸⁵. Les paysans qui appartiennent à cette catégorie ne sont pas très nombreux : huit occurrences dans les trois *praktika* de 1409. Leur impôt est plutôt faible (7,6 nomismata), mais quelques-uns, qui possèdent des animaux de trait, paient jusqu'à 12 nomismata.⁵⁸⁶

La première constatation qui s'impose est que l'impôt dû par chaque feu paysan peut varier sensiblement, de 1 jusqu'à 18 nomismata. En outre, il y a une corrélation évidente entre le taux d'imposition et le nombre d'animaux de trait : les parèques qui sont propriétaires d'une paire de bœufs paient un impôt plus élevé que ceux qui n'en ont pas. Toutefois, les irrégularités et les variations sont trop nombreuses et importantes pour que la possession de bœufs puisse expliquer à elle seule le taux d'imposition. Par exemple, on a vu que les veuves sont redevables d'un impôt plus faible, même lorsqu'elles possèdent un *zeugarion* ou un *boïdion*⁵⁸⁷.

Il faut aussi relever les cas de parèques qui sont mentionnés avec un autre membre de leur famille : certains paysans sont enregistrés avec le nom de leur mère, ce sont de jeunes célibataires dont l'impôt semble un peu plus faible ; les noms d'autres paysans sont suivis de la mention d'un fils. Dans ces derniers cas, l'impôt est au contraire au-dessus de la moyenne⁵⁸⁸. Cela peut suggérer que l'on a

584. Ce résultat est proche du triple de 2,8 nomismata qui est le taux moyen de l'impôt versé par les paysans propriétaires d'un *argon* mentionnés dans l'acte de *Vatopédi* III, n° 200.

585. Il convient d'apporter quelques précisions concernant le statut fiscal des veuves, car Oikonomidès a suggéré qu'il témoignait lui aussi d'une influence ottomane sur les pratiques byzantines. En fait, les veuves sont attestées par la documentation byzantine comme une catégorie fiscale indépendante depuis le XII^e siècle : cf. LEFORT, *La transmission des biens*, p. 171 [353]. Un traité fiscal chypriote du XIII^e siècle confirme qu'à l'époque byzantine elles bénéficiaient déjà d'un allègement de la charge fiscale. En revanche, les veuves n'apparaissent pas dans le système fiscal ottoman le plus ancien, celui en vigueur dans les territoires d'Anatolie orientale, qui avait été hérité des autres peuples turcs d'Asie Mineure (voir I. BELDICEANU-STEINHERR, *Abdal*, l'étrange destin d'un mot. Le problème *abdāl* vu à travers les registres ottomans, *Turcica* 36, 2004, p. 37-90, ici p. 61-76).

586. Voir par exemple *Docheiariou*, n° 53, l. 7 : « Stanilas, avec sa mère, [a] une vache » (ὁ Στανίλας μετὰ τῆς μητρὸς αὐτοῦ, ἀργόν), il paie en impôt 4 nomismata » (× 3 = 12 nomismata).

587. Voir par exemple *Vatopédi* III, n° 200, l. 14 : « La veuve Arété [a] un bœuf » (χήρα ἡ Ἀρετὴ βοῖδιον), elle paie d'impôt 2 nomismata (× 3 = 6 nomismata), alors que le chiffre normal pour un *boïdion* est de 9,8 nomismata.

588. Voir par exemple *Vatopédi* III, n° 200, l. 13 : « Dèmétrios Dèmanos et son fils, [ont] une vache » (Δημήτριος ὁ Δημόνος καὶ ὁ υἱὸς αὐτοῦ, ἀργόν), ils payent en impôt 4 nomismata » (× 3 = 12 nomismata), alors que le chiffre normal pour un *argon* est de 3 nomismata.

affaire à deux tenures indivises et que la surface exploitée est plus étendue, ce pourquoi l'impôt est aussi plus élevé.

Trois critères semblent donc déterminer le montant de l'impôt de base : la possession d'animaux de trait, le statut de veuve ou de jeune célibataire du contribuable et la mention d'autres membres de la famille ayant atteint l'âge adulte. Ces trois critères déterminent la capacité d'un feu à exploiter un terrain et, par conséquent, la quantité de terre qu'il peut labourer. L'impôt était proportionnel à la force de travail⁵⁸⁹.

*b) Le terme haradj dans les actes byzantins du xv^e siècle :
une justification de la réduction des privilèges fiscaux*

Les actes grecs du xv^e siècle font parfois usage du terme *charatzin*, transcription grecque du mot turc *haradj*, pour désigner l'impôt de base versé par les paysans. Toutefois, selon la plupart des spécialistes, les Ottomans employaient eux-mêmes le mot *haradj* pour désigner un impôt de capitation, alors que l'impôt de base que les paysans payaient au titre de leurs tenures était appelé *ispendje* dans le cas de paysans chrétiens et *resm-i çift* dans le cas de paysans musulmans⁵⁹⁰. De manière peu fréquente, la documentation ottomane peut aussi employer le terme *haradj* pour désigner un impôt forfaitaire dû par une certaine catégorie de contribuables⁵⁹¹. Or il est clair qu'aucun de ces deux cas n'est celui des actes byzantins de l'époque.

De fait, l'emploi dans les actes byzantins du terme *charatzin* en lieu et place des expressions grecques comme *télos* ou *stichikon télos* ne semble revêtir aucun sens technique. Il servait simplement à l'État byzantin pour justifier une augmentation de la charge fiscale sur les terres qui avaient été exemptées par le passé du paiement des impôts, comme c'était le cas des biens des monastères athonites. Dans un acte de 1408, l'empereur Manuel II affirmait : « [Les moines doivent payer] leur *haradj*, dont le grand *amiras* [= Süleymân Çelebi] nous a personnellement gratifié⁵⁹². » Ce passage fait directement allusion aux termes du traité de 1403 par lequel le souverain ottoman avait accordé à l'empereur byzantin les impôts que les Ottomans percevaient sur la population en Macédoine. En reprenant la terminologie ottomane, l'empereur byzantin voulait signifier que ce n'était pas lui qui avait décidé de supprimer les privilèges de l'Église (privilèges qui avaient été accordés par les empereurs byzantins précédents), mais que c'étaient les Ottomans qui l'avaient fait. Après le retour de l'administration byzantine en Macédoine, Manuel II avait néanmoins accepté de passer un accord avec les moines, en vertu duquel il les exempta simplement des 2/3 des impôts qu'ils payaient aux Ottomans, conservant 1/3 au profit du fisc⁵⁹³.

589. Cette méthode d'imposition est très proche de l'impôt versé par les paysans ottomans (*ispendje* ou *resm-i çift*) : cf. BELDICEANU, NASTUREL, Droits sur la terre, p. 79-96.

590. *Ibid.*

591. Le mot *haradj* servait à désigner l'impôt forfaitaire versé dans le cadre du système du *maktu* : cf. *supra*, p. 297, n. 810.

592. *Vatopédi* III, n° 199, l. 16 : ἀπὸ τοῦ χαρατζίου αὐτῶν, ὅπερ ἐχάρισεν ἰδίως πρὸς ἡμᾶς ὁ μέγας ἀμηνρᾶς.

593. Ce traité est évoqué dans un acte impérial de la période : *ibid.*, n° 191, l. 24-27.

Que le terme *charatzin* (*haradj*) ne revête aucun sens technique est confirmé par le fait que seul l'empereur l'emploie dans ses actes. Il n'apparaît qu'une seule fois dans un acte d'un fonctionnaire du fisc, un *praktikon* de 1409. Ailleurs, on le trouve toujours remplacé par d'autres termes équivalents : *télos*, *stichikon télos*, *zeugaratikion*⁵⁹⁴, *chrysotéleia*, etc.

c) Le montant de l'impôt

Plusieurs historiens ont constaté que l'impôt payé par les paysans byzantins en Macédoine au début du x^v^e siècle était considérablement plus élevé que celui acquitté par ceux de la première moitié du xiv^e siècle. D'après la documentation conservée, l'impôt moyen des parèques de Macédoine au début du xiv^e siècle était de 1 nomisma, avec des variations de 0,17 à 4. Au x^v^e siècle, l'impôt de base variait en moyenne entre 7 et 10 nomismata par feu⁵⁹⁵.

Nicolas Oikonomidès a essayé de donner une explication à cette augmentation. Il a d'abord tenté de justifier l'écart par une dévaluation de la monnaie byzantine, mais il s'est rendu compte que cet argument n'était pas suffisant : la diminution de la valeur de la monnaie ne peut expliquer qu'un écart de 30 %. C'est pourquoi il a supposé que cette augmentation de l'impôt de base pouvait s'être accompagnée de l'élimination des autres redevances que les parèques versaient à l'État et à leurs seigneurs, par exemple le loyer de la terre, c'est-à-dire la dîme qui, selon cet historien, représentait 1/10 de la production. En effet, si l'on prend en compte l'ensemble des impôts versés par un feu paysan, et non le seul impôt de base, alors la charge fiscale supportée par les paysans au début du xiv^e siècle s'avère plus élevée que celle versée par leurs successeurs du x^v^e siècle⁵⁹⁶.

Il n'en demeure pas moins qu'il faut expliquer pourquoi l'impôt de base versé par les paysans avait augmenté considérablement d'un siècle à l'autre. La question est très complexe, mais on peut essayer de donner une explication de ce phénomène à partir d'un changement dans la fiscalité byzantine entre la première moitié du xiv^e siècle et le x^v^e siècle, provoqué par le fort appauvrissement de la paysannerie. Jacques Lefort a montré que l'impôt de base au xiii^e et dans la première moitié du xiv^e siècle était une taxe pesant à la fois sur le feu paysan et les biens lui appartenant en pleine propriété⁵⁹⁷. Il grevait aussi la force de travail, c'est-à-dire le nombre

594. Le terme *zeugaratikion* ne se trouve que dans l'acte de *Vatopédi* III, n° 189 (*praktikon* d'Astras de 1404). Le même mot apparaît parfois dans des actes de la période antérieure, en particulier dans quelques actes grecs du tsar serbe Étienne Dušan (cf. par exemple *Iviron* III, n° 89 [1346]), mais il semble s'agir d'un autre impôt.

595. Cf. OIKONOMIDÈS, *Ottoman Influence*, p. 18, tableau I.

596. *Docheiariou*, p. 274, et OIKONOMIDÈS, *Ottoman Influence*, p. 23-24.

597. Dans son article de 1974 sur les barèmes d'imposition paysans au xiv^e siècle, J. Lefort avait cru que la composition du feu ne jouait aucun rôle dans l'établissement de l'impôt (LEFORT, *Fiscalité*, p. 332 [40]). Toutefois, il est revenu sur la question lors de son séminaire de l'EPHE en 1991-1992, ce qui a donné lieu à plusieurs notes dans les tomes III et IV des *Actes d'Iviron* : voir *Iviron* III, p. 153-154, 191, 215-216, 242 et 261, et *Iviron* IV, p. 58-59 et 81.

d'animaux de trait que le paysan possédait⁵⁹⁸. Il est donc difficile d'admettre que le barème d'imposition paysanne soit resté inchangé, car les paysans du ^{xv}^e siècle payaient davantage alors qu'ils ne possédaient – on l'a vu – presque aucun bien en propriété. Il se peut d'ailleurs que les animaux de trait enregistrés dans les *praktika* aient appartenu en réalité aux grands propriétaires.

Dans ce contexte social d'une paysannerie fortement appauvrie, il n'y avait plus de sens pour le fisc à continuer de faire peser sur les familles de parèques un impôt dont la valeur dépendait essentiellement de leur niveau de richesse. On a du reste constaté qu'au ^{xv}^e siècle l'impôt de base était calculé entièrement en fonction de la force de travail du feu paysan.

Par ailleurs, les sources de cette période témoignent d'un autre impôt que versaient presque toutes les familles paysannes, une forme de capitation. Elle est désignée par le terme *képhalatikion* et sa valeur est de 1 nomisma par feu⁵⁹⁹, à l'exception des veuves qui en étaient exemptées⁶⁰⁰.

Compte tenu de cette distinction entre ces deux impôts, l'un grevant la force de travail et l'autre constituant une forme de capitation, il convient de noter que la valeur du premier est proche du revenu versé par les paysans du ^{xiv}^e siècle à titre de loyer de la terre (qui reçoit plusieurs noms : *pakton*, *mortè* ou *dékateia*). Ce revenu correspondait à 1/10^e de la valeur du bien, c'est-à-dire qu'un paysan payait par exemple au début du ^{xiv}^e siècle 0,1 nomisma pour chaque modios de terre cultivée⁶⁰¹. Or, on a vu qu'au début du ^{xv}^e siècle un paysan muni d'un attelage (*zeugarion*) payait un impôt d'environ 12 nomismata. Ce chiffre correspond au loyer d'une terre de 120 modioi, ce qui constitue la surface normale d'une parcelle désignée aussi par le terme *zeugarion*.

Tout cela supposerait que les barèmes d'imposition n'avaient pas tellement changé entre le ^{xiv}^e et le ^{xv}^e siècle : ce qu'un parèque versait au ^{xiv}^e siècle au titre de loyer pour la terre qu'il cultivait était devenu l'impôt de base du paysan du ^{xv}^e siècle, tandis que l'impôt de base au ^{xiv}^e siècle, calculé en fonction de la richesse

598. LAIOU, *Peasant Society*, p. 163-164, pense que l'emploi des termes *zeugarion* ou *boïdion* désigne non seulement le nombre de bœufs dont disposait le parèque, mais aussi la quantité de terre qu'il pouvait mettre en exploitation : « I am inclined to the view that the peasant who owned a zeugarion (oxen) also had hereditary rights of possession upon a piece of land, and that these rights are subsumed under the heading zeugarion. » Laiou parle ici des droits de possession héréditaires que le parèque acquérait après trente ans consécutifs d'exploitation d'un terrain. Toutefois, il ne faut pas confondre les droits de possession de la terre avec sa pleine propriété, qui revenait à l'État ou à un grand propriétaire. Ce point est particulièrement important pour comprendre la fiscalité byzantine de cette époque.

599. On notera que certaines communautés villageoises ne payaient rien au titre de *képhalatikion*. Je n'ai pas d'explication pour ce fait. Ce pourrait être une conséquence des conditions dans lesquelles certaines régions revinrent aux Byzantins au début du ^{xv}^e siècle, car il semblerait que le *képhalatikion* n'était pas versé dans les communes situées en Chalcidique orientale. Un impôt appelé *képhalatikion* existait déjà dans la première moitié du ^{xiv}^e siècle, mais sa signification était différente ; il s'agissait d'une charge due au gouverneur (*képhalè*) d'une ville. Sur le *képhalatikion* au ^{xv}^e siècle, voir en dernier lieu *Docheiariou*, p. 275-276.

600. Selon Oikonomidès, vers 1420 un *képhalatikion* de 1/2 nomisma aurait été imposé aux veuves (OIKONOMIDÈS, *Ottoman Influence*, p. 21).

601. C'est un taux qui est attesté pour la fin du ^{xiii}^e siècle en Macédoine : *Iviron* III, n° 67 (1295), l. 34-35.

personnelle, était devenu au ^{xv}^e siècle un impôt fixe sur les feux. Cette évolution s'était produite en raison des transformations qui avaient affecté la société paysanne : les paysans, qui possédaient désormais moins de biens en pleine propriété, supportaient une charge fiscale globalement moins lourde, mais néanmoins plus élevée individuellement que celle d'un paysan pauvre du début du ^{xiv}^e siècle.

En tout cas, l'impôt de base, dont la valeur correspondait au loyer de la terre, semble avoir été versé par les paysans à l'État, même si ce dernier n'était pas le propriétaire de la terre. Cela constitue une différence par rapport à l'époque précédente. Toutefois, les actes du ^{xv}^e siècle parlent aussi d'un autre ensemble de redevances qui sont cette fois-ci qualifiées de dîmes et qui étaient versées au propriétaire.

La dîme et le montant de la rente seigneuriale

Le terme de dîme (*dékatos*, *dékateia*) n'apparaît pas souvent dans le langage fiscal byzantin avant le milieu du ^{xiv}^e siècle⁶⁰². Aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, il était devenu synonyme des termes *mortè* et *pakton* qui désignaient un pourcentage de la récolte versé par le cultivateur au propriétaire de la terre, à titre de loyer. Nicolas Oikonomidès a étudié les différents types de contrats et a constaté la diversité des modalités de rémunération du propriétaire, selon le pourcentage de la récolte qui lui était versé⁶⁰³.

À partir du milieu du ^{xiv}^e siècle, les occurrences du terme *dékateia* se multiplient et l'importance économique de cette redevance semble croître⁶⁰⁴. Les actes utilisent plusieurs expressions : « dîme des terres arables » (δέκατον τῶν ζευγαρίων)⁶⁰⁵ ou « dîme de la récolte » (δέκατον τῆς γεννηματικῆς κατασποράς)⁶⁰⁶, mais il s'agit toujours de la même charge fiscale.

Oikonomidès a écrit que la dîme des siècles précédents différait de celle attestée par la documentation du ^{xv}^e siècle. Selon lui, la dîme de la période la plus tardive était devenue une redevance régulière en espèces qui était toujours versée à l'État, et non plus une rente due au propriétaire de la terre. Oikonomidès attribue une fois encore cette évolution à l'influence de la dîme ottomane (*iüsr*), qui était en effet une redevance versée par les contribuables à l'État turc⁶⁰⁷. Certes, la dîme de l'État ottoman est caractéristique du système *malikane-divane*, c'est-à-dire du système hérité des Turcs seldjoukides, qui fut en vigueur seulement dans la partie la plus orientale de l'Empire turc. En revanche, en Europe la dîme semble toujours correspondre à la rente seigneuriale, comme c'était le cas à l'époque byzantine.

602. Sur la dîme à Byzance, voir H. F. SCHMID, *Byzantinisches Zehnwesen*, *JÖB* 6, 1957, p. 45-110.

603. N. OIKONOMIDÈS, *Terres du fisc et revenu de la terre aux ^x^e-^{xii}^e siècles*, dans *Hommes et richesses dans l'Empire byzantin. II, ^{viii}^e-^{xv}^e siècle*, éd. V. KRAVARI, J. LEFORT et C. MORRISON, Paris 1991 (Réalités byzantines 3), p. 321-337. Plusieurs chercheurs ont suggéré l'existence dès le ^{xii}^e siècle d'un type de contrat de métayage qui aurait impliqué le versement d'un tiers de la récolte au propriétaire : cf. LEFORT, *L'économie rurale*, p. 474.

604. Dans la série des *praktika* de 1409, que nous avons étudiée plus haut, la dîme représente 34 % de l'ensemble des impôts, soit un tiers de la charge fiscale due par les paysans.

605. Cf. par exemple *Lavra* III, n° 155, l. 24, 29-30 et 39.

606. Cf. par exemple *Docheiariou*, n° 53, l. 22 (δέκατον τῶν γεννημάτων τῶν ζευγαρίων), ou *Dionysiou*, n° 10, l. 13 et 19 (κατασπορά τῶν ζευγαρίων).

607. La même hypothèse est avancée par KONTOGIANNOPOULOU, *La fiscalité sous les Paléologues*, p. 33.

Les actes du ^{xv}^e siècle parlent certes d'une dîme qui était versée à l'État, puisque l'Empereur en accorda parfois le revenu à certains monastères, à titre de donation pieuse⁶⁰⁸. Toutefois, on possède d'autres actes qui parlent aussi d'un partage de cette dîme entre plusieurs propriétaires⁶⁰⁹, ou d'une dîme que les paysans versaient aux moines pour labourer les terres d'un monastère⁶¹⁰. Les exemples évoqués montrent que la dîme du ^{xv}^e siècle n'était pas fondamentalement distincte de celle des époques précédentes, car elle était toujours perçue par le propriétaire de la terre⁶¹¹. S'il y a davantage de mentions d'une dîme perçue par le fisc, c'est simplement que l'État s'était emparé de la plupart des terres après la période de la domination ottomane. Cela explique aussi l'importance accrue de cette redevance d'origine domaniale dans la fiscalité tardive.

Outre la dîme sur la terre, les actes de cette période font aussi allusion à la dîme sur le vin et à la dîme sur les ruches (*mélissoennomion*). Il s'agit là aussi d'une taxe qui impliquait le versement d'un pourcentage de la production agricole au propriétaire du bien. Or, il convient de rappeler que la propriété de ces biens « en surface », comme les vignes ou les ruches, n'était pas liée à la possession du sol. C'est pourquoi ces dîmes étaient spécifiques, car leur bénéficiaire n'était pas nécessairement la même personne que le propriétaire du terrain.

La terre comme bien imposable

Les actes fiscaux de la fin de la période tardive font rarement allusion à l'impôt foncier et à la terre comme objet d'imposition. Cela ne signifie pas forcément que la fiscalité foncière ait disparue. Il faut plutôt expliquer cette discrétion par la forte diminution des biens fonciers détenus en pleine propriété après la période de domination ottomane⁶¹². Cet effacement de la fiscalité foncière a été néanmoins interprété par Nicolas Oikonomidès comme une autre influence de la fiscalité

608. En 1404, l'empereur Jean VII accorda à plusieurs monastères de l'Athos la dîme sur quelques-uns de leurs biens, mais non sur la totalité : par exemple, il donna à Vatopédi la dîme de son métoque à Hermèleia (*Vatopédi* III, n° 189, l. 17), et à Lavra celle de Drymosyrta, à la demande de l'impératrice Eirène Gattilusio (*Lavra* III, n° 155, l. 24).

609. Un acte de 1419 en faveur du monastère de Chilandar témoigne du partage de la dîme versée par un parèque entre un certain Pétros Palaiologos, propriétaire du parèque, et les moines de Chilandar qui étaient les propriétaires de la terre que labourait ce paysan : PETIT, *Actes de Chilandar*, n° 30 ; pour la datation de cet acte, voir DÖLGER, *Byzantinische Diplomatie*, p. 99.

610. *Docheiariou* n° 53, l. 22 : τὴν τε δεκατίαν τῶν γενημάτων τῶν ζευγαρίων αὐτῶν [des moines de Docheiariou].

611. L'acte qui semble avoir posé le plus de difficultés aux commentateurs est sans doute celui de *Dionysiou*, n° 18 (1420), par lequel le despote Andronikos Palaiologos ordonna aux paysans du village de Mariskin, situé à Kassandreia, de verser la dîme aux moines de Dionysiou, « ce qui n'est accordé à aucun autre monastère ». Ce passage a fait croire à Oikonomidès que la dîme était une prérogative de l'État (cf. *Dionysiou*, p. 108). Toutefois, l'acte *Dionysiou*, n° 17, l. 12, dit explicitement que les paysans de Mariskin n'appartiendront au monastère qu'après la mort du despote Andronikos ; jusqu'à cette date, ils dépendent du fisc, c'est pourquoi ils devraient normalement verser leur dîme à l'État.

612. Sur les conditions de la propriété foncière en Macédoine au début du ^{xv}^e siècle, voir *supra*, chap. VII. 2.

ottomane, puisque – d'après lui – le droit islamique prescrirait que toutes les terres doivent appartenir au souverain⁶¹³. Jusqu'à une date récente, un grand nombre de byzantinistes ont adhéré à cette hypothèse.

Le problème de la fiscalité foncière en Macédoine au début du xv^e siècle a été récemment évoqué par Kostis Smyrlis qui, après avoir procédé à une étude détaillée des sources, est arrivé à la conclusion que la terre n'avait pas cessé d'être un bien imposable en Macédoine dans le premier quart du xv^e siècle⁶¹⁴. Smyrlis a mis par exemple à contribution l'acte de Paulos Gazès et de Géôrgios Prinkèps de 1409, par lequel le monastère de Lavra échange avec le fisc quelques biens en Chalcidique. Dans ce document, il est question de terres, dont plusieurs sont qualifiées de *palaiochôria*⁶¹⁵, de moulins à eau, de vignobles et de jardins. L'acte dit que les moines sont propriétaires de la moitié des parèques, de la terre et de l'eau du *palaiochôrion* de Sykai, dans la région de Rentina⁶¹⁶. Smyrlis mentionne aussi un acte de 1420, tiré des archives de Vatopédi, par lequel le despote Andronikos Palaiologos ordonne la restitution à ce monastère de la totalité du village de Sôsiana « avec toute sa terre »⁶¹⁷. Enfin, il rappelle que deux documents de 1409 et 1418 s'appuient sur un acte de délimitation de la terre de Stylarion, signé par le recenseur Laskaris Métochitès en mars 1376, pour prouver les droits de possession du monastère de Vatopédi sur ce terrain⁶¹⁸.

Aux exemples donnés par Smyrlis, on pourrait ajouter l'acte de *Dionysiou* n° 20, un acte de mise en possession (*engraphos paradosis*) établi par le collège de recenseurs Radènos-Oinaiôtès-Hidrôménos-Radènos⁶¹⁹, relatif à une terre de 10 *zeugaria* dans la presqu'île de Kassandreia, en Macédoine⁶²⁰. L'acte contient la délimitation (*périorismos*) du domaine, qui fait 2 135 modioi. De même, un passage du *praktikon* de 1409 pour Docheiariou évoque l'impôt foncier : « Que les terres du monastère (*doulïka zeugaria*) dans ces villages [soient] exemptées, telles qu'elles sont, à l'abri de toute charge fiscale et toute autre réclamation impériale ; de même, pour les moulins à eau du monastère à Hermèleia et à Mariana, les vignes, vergers et arbres fruitiers, ainsi que leur pêcherie à Kalokampos⁶²¹. » On pourrait enfin rappeler ici

613. Cf. OIKONOMIDÈS, *Ottoman Influence*, p. 13 : « We see that the land was no longer considered as a source of tax per se; only the persons who were going to settle on it would have to pay tax and tithe. »

614. SMYRLIS, *The State, the Land and Private Property*.

615. Sur les *palaiochôria*, voir *supra*, p. 483-484.

616. *Lavra* III, n° 161, l. 48-50.

617. *Vatopédi* III, n° 214, l. 7-8 : εὐεργετοῦμεν αὐτῇ ὃ ἤτησε, τὸ εἰρημένον ἡμῖς ἡμέτερον τῆς γῆς τοῦ εἰς τοῦ Λαγκαδᾶ παλαιοχωρίου τῶν Σοσιανῶν, ὥστε ἔχειν ὁμοῦ τὸ ὅλον καὶ τὴν γῆν πᾶσαν αὐτοῦ.

618. *Ibid.*, n° 200, l. 37-39 et n° 211, l. 28-30.

619. Sur ce collège de recenseurs, voir *supra*, p. 408.

620. Cf. *Dionysiou*, n° 20. En août 1408, un mois avant sa mort, l'empereur Jean VII avait donné au monastère de Dionysiou la terre de Mariskin avec le village (*palaiochôrion*) du même nom (*ibid.*, n° 10).

621. *Docheiariou*, n° 53, l. 26-29 : ἔτι τὰ ἐν τοῖς τοιούτοις χωρίοις δουλικά ζευγάρια τῆς μονῆς ἐλεύθερα, ὅσα τὰ καὶ οἷα, καὶ ἀνενόχλητα ἀπὸ παντὸς δημοσιακοῦ βάρους καὶ πάσης ἐτέρας βασιλικῆς ἀπαιτήσεως· ὡσαύτως καὶ τοὺς εἰς τὴν Ἑρμούλειαν καὶ τὰ Μαριανὰ ὑδρομύλωνας τῆς

tout ce que l'on a dit dans les pages précédentes sur le *zeugèlateion* de Lantzou. Les allusions aux droits de possession de quelques terrains et aux actes de mise en possession établis par les agents du fisc au début du *xv^e* siècle suggèrent en fait que l'imposition fiscale de la terre n'avait pas disparu à cette époque dans les provinces byzantines.

L'*ennomion* : la taxe sur le bétail

Le terme *ennomion* est connu dès la période hellénistique. À Byzance, il est attesté pour la première fois dans la *Peira* (*xⁱ^e* siècle), mais il est probable qu'il ait déjà été employé auparavant⁶²². D'après les sources des *xⁱ^e*-*xⁱⁱ^e* siècles, l'*ennomion* semble avoir été une redevance versée par le propriétaire du bétail au propriétaire du terrain de pâturage. De ce point de vue, l'*ennomion* est assimilé à une dîme⁶²³, payée en espèces et proportionnelle au nombre de têtes de bétail⁶²⁴. Les actes de la période ultérieure (quelques-uns déjà au *xⁱⁱ^e* siècle) témoignent ensuite d'une évolution de l'*ennomion* qui devint un impôt régulier perçu par l'État⁶²⁵.

Dans la première moitié du *xv^e* siècle, l'*ennomion* était en effet payé au fisc. À cette époque, lorsque les souverains et les gouverneurs des provinces (en particulier ceux de l'île de Lemnos) accordaient des pâturages aux grands monastères, ils gardaient le revenu de l'*ennomion* au profit des caisses de l'État. Il arrivait parfois qu'ils exemptent un monastère du paiement de l'*ennomion* pour un nombre déterminé de têtes de bétail, mais il s'agissait toujours d'une franchise partielle⁶²⁶. En général, l'État se montrait particulièrement attaché à ses droits sur l'*ennomion* ; cela doit s'expliquer par l'importance économique acquise par l'élevage à cette époque⁶²⁷.

τοιαύτης μονῆς, ἀμπέλιά τε καὶ περιβόλια καὶ δένδρα ὁπωροφόρα, σὺν αὐτοῖς δὲ καὶ τὸ εἰς τὸν Καλόκαμπον ἀλιετόπιον αὐτῶν. Sur l'expression *doulika zeugaria* (terres exploitées directement par le monastère), voir *infra*, p. 497.

622. Sur l'*ennomion*, voir ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, *Fiscalité*, p. 72-76 (avec bibliographie), et *ODB*, s.v. *ennomion* [M. BARTUSIS], t. 1, p. 701.

623. Voir par exemple l'acte *Patmos* II, n° 50 (*praktikon* de 1073).

624. Voir par exemple l'acte *Lavra* II, n° 109 (*praktikon* de 1321), l. 972-973 et 985-987. Le ratio de 1 nomisma comme *ennomion* de 100 moutons est déjà présent dans le *Tarif fiscal du Parisinus*, du *xⁱ^e* siècle (*Géométries du fisc*, p. 63).

625. C'est le cas par exemple dans l'acte *Iviron* III, n° 86 (*praktikon* de 1341), dans lequel l'*ennomion* (l. 50, 99, 227, 288, 331) semble correspondre au *choiroprobato*n qui était un impôt sur le bétail. Sur cette question, voir aussi les remarques de N. SVORONOS dans *Lavra* IV, p. 162.

626. Voir par exemple *Pantocrator*, n° 26 (*praktikon* de 1464), l. 28-29 : « [Les moines du Pantocrator] ont reçu, par ordonnance du despote Dèmètrios Palaiologos, une autre bergerie à Phakos, dite *tou Péri*, dans toute son étendue, qui fait 3 nomismata [d'impôt], ainsi que l'*ennomion* pour 300 moutons » (ἔτι ἐβεργετήθησαν καὶ διὰ ὀρισμοῦ τοῦ δεσπότη κυροῦ Δημητρίου τοῦ Παλαιολογοῦ ἐτέραν εἰς τὸν Φακὸν μάνδραν τοῦ Περί μετὰ τῆς νομῆς καὶ περιοχῆς αὐτῆς, νομίσματα οὗσα γ', ὡσαύτως ἐνομίου προβάτων τριακοσίων).

627. On constate une différence dans l'attitude de l'État à l'égard de cet impôt selon les régions. Par exemple, en Macédoine les empereurs accordèrent souvent l'exemption complète de l'*ennomion* : voir le chrysobulle de Jean V pour Vatopédi en 1356 (*Vatopédi* II, n° 108, l. 51, 62). De même, au début du *xv^e* siècle, Manuel II renouvela l'exemption de l'*ennomion* pour les biens des Athonites en Macédoine : *ibid.*, n° 199 (1408), l. 19. En revanche, les souverains et les fonctionnaires publics se montrèrent beaucoup plus réticents à abandonner complètement cet impôt dans les terres situées dans l'île de Lemnos : voir, par exemple, l'acte de

La transformation de l'*ennomion* en impôt régulier ne semble pas avoir entraîné pour autant la disparition complète des redevances perçues par les propriétaires de pâturages. Ceux-ci semblent avoir continué à collecter des redevances des paysans qui faisaient paître le bétail sur leurs terres⁶²⁸.

Une fiscalité adaptée aux besoins de l'époque : le versement de fournitures en nature

La documentation de l'époque tardive parle de nombreux versements en nature au fisc. C'est le cas par exemple de la taxe appelée *oikomodion*. Le nom est bien attesté dans la documentation byzantine depuis le XI^e siècle : il s'agissait d'un impôt secondaire, dont le taux était faible⁶²⁹. Au début de l'époque des Paléologues, il figure toujours parmi la liste des impôts supplémentaires (*épèreiai*)⁶³⁰. Selon Oikonomidès, à cette époque, c'était une prestation payée en nature et calculée en proportion de l'impôt de base, à raison de 0,5 ou 1 modios de blé et 0,5 ou 1 modios d'orge pour un impôt annuel de 1 à 3 hyperpres⁶³¹. Ce n'était pas en

Géorgios Synadènos Astras pour Vatopédi en 1359, dans lequel cette taxe est appelée *dékateia* (*ibid.*, n° 114, l. 49-50). Cela était peut-être dû au rôle majeur de l'élevage dans l'économie de l'île : voir *supra*, p. 345-347.

628. Cf. *Vatopédi* III, n° 236 (*praktikon* de 1463), l. 75 : ἰδίος δὲ ἵνα λαμβάνει ἡ μονὴ καὶ τὸ ἐνὸμιν τῶν προβάτων αὐτῶν [des parèques]. Dans cet acte, qui est rédigé dans une langue très fautive, l'*ennomion* est appelé *énomin* (l. 80).

629. La bibliographie sur l'*oikomodion* à l'époque mésobyzantine est abondante : voir en dernier lieu OIKONOMIDÈS, *Fiscalité*, p. 82-83 (voir aussi pour d'autres références n. 140), et *ODB*, s.v. *oikomodion* [ID.], t. 3, p. 1516.

630. Sur l'*oikomodion* à l'époque des Paléologues, voir *Dionysiou*, p. 153-154, et KONTOGIANNOPOULOU. La fiscalité sous les Paléologues, p. 27. Quelques exemples : *Iviron* III, n° 74 (1316), l. 338-339 : ὑπὲρ οἰκομοδίου ἀνὰ ἐνὶ ἐκάστῳ ὑπερπύρῳ τοῦ τέλους τῶν τοιούτων παροίκων σίτου μόδιον ἀνονικὸν ἔν καὶ κριθῆς ὁμοίως μόδιον ἀνονικὸν ἔν ; *Lavra* II, n° 104 (1317), l. 176 ; *Xénophon*, n° 15 (1321), l. 29, n° 16 (1321), l. 28-29 ; *Vatopédi* I, n° 30 (1321), l. 48-49.

631. Le versement en blé et en orge est parfois exprimé par le terme composé σιτόκριθον : *Xéropotamou*, n° 18c (1317/18), l. 2 ; *Esphigménou*, n° 14 (1318), l. 228-229 ; et *Xénophon*, n° 15 (1321), l. 30. Toutefois, J. BOMPAIRE, Sur trois termes de la fiscalité byzantine, *Bulletin de correspondance hellénique* 80, 1956, p. 625-631, ici p. 630-631, a montré que le mot *sitokrithon* ne revêtait pas un sens technique, mais servait simplement à spécifier le type de versement que l'on réalisait au titre de l'*oikomodion* : orge et blé. Géorgios Pachymérès y fait allusion dans un passage de ses *Relations historiques*, lorsqu'il parle des mesures prises par l'empereur Andronic II pour payer la compagnie catalane : « [L'empereur] avait décidé d'augmenter aussitôt la faible taxe reçue de chaque cultivateur et il envoie l'ordre de prélever auprès de chacun des cultivateurs six modioi locaux de blé et quatre d'orge pour la récolte d'un zeugarion » (traduction FAILLER ; PACHYMÉRÈS XII § 8 ; IV, p. 539) : τὸ ἀφ' ἐνὸς ἐκάστου τῶν γεωργούντων ὑπὲρ συγκομιδῆς ζευγίτιδος σίτου μὲν μοδίους ἕξ, κριθῆς δὲ μοδίους τέσσαρας τοπικοὺς μοστάσει πράττει). Certains historiens ont pensé que Pachymérès parlait ici d'une nouvelle taxe introduite par Andronic II : voir par exemple LAIOU, Droits du fisc, p. 103-104 ; ANGELOV, *Imperial Ideology*, p. 291 (qui date la mesure de 1305) ; plus récemment KONTOGIANNOPOULOU, La fiscalité sous les Paléologues, p. 44 ; et, plus nuancé, *ODB*, s.v. *sitokrithon* [A. KAZHDAN], t. 3, p. 1907. En réalité, l'impôt décrit par Pachymérès correspond à l'*oikomodion*, car il s'agit d'une quantité de blé et d'orge versée tous les ans pour chaque *zeugarion*. On notera également que Pachymérès qualifia cette taxe de « faible », ce qui s'accorde bien avec la valeur de l'*oikomodion*.

effet un impôt très lourd : 35 litres de blé par hectare de terre, soit 0,5 % de la récolte d'après les rendements céréaliers des terres de Macédoine calculés pour le ^{xiv}^e siècle⁶³².

Dès la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle, l'*oikomodion* devient une prestation régulière et son importance s'accroît de manière considérable en raison des besoins en ravitaillement des principaux centres urbains de l'Empire. Les sources relatives à Lemnos de la fin du ^{xiv}^e et du début du ^{xv}^e siècle y font régulièrement allusion parmi les taxes versées à l'État⁶³³. En août 1430, le despote Dèmètrios Palaiologos, à l'époque gouverneur de Lemnos, délivra en faveur du monastère de Dionysiou un *horismos* par lequel il accordait aux moines une rente annuelle en vivres de 8 modioi de blé, qui devait être prélevée sur le revenu de l'*oikomodion* (ἀπὸ τοῦ οἰκομοδίου) et versée à ce couvent par les fonctionnaires chargés de la perception de cet impôt dans l'île (οἱ κατὰ καιροὺς διενεργοῦντες τὸ οἰκομόδιον ὑπηρετὰι τοῦ δημοσίου)⁶³⁴. Le despote ne faisait là que rétablir une ancienne rente en nature que l'empereur Jean V avait accordée aux moines de Dionysiou et que l'empereur Jean VIII leur avait ensuite retirée en échange de quelques terres dans la région de Bounéada.

Les archives de Dionysiou ont conservé l'acte de donation de Jean V. Il s'agit d'un *prostagma* délivré le 3 juin 1382, par lequel l'empereur exemptait les moines du paiement de tout impôt pour leurs biens situés dans l'île de Lemnos et leur accordait une rente annuelle en vivres de 16 modioi de blé, 4 modioi de légumes secs et 3 kantaria de fromage, qui devaient être pris – dit l'acte – sur les « revenus fiscaux » de Lemnos (ἀπὸ τῶν ἐν τῇ τοιαύτῃ νήσῳ Λήμνῳ δημοσιακῶν δουλειῶν)⁶³⁵.

Un acte des archives de Lavra fournit un autre exemple de donation à un monastère de vivres pris sur les revenus de Lemnos. En 1445, l'empereur Jean VIII délivra un *prostagma* en faveur du monastère de Tous-les-Saints, par lequel il accordait à cet établissement, récemment fondé à l'Athos, une rente annuelle de 3 modioi de blé et 2 modioi de légumes secs, qui devait être prélevée sur les revenus de Lemnos⁶³⁶.

À propos du versement de redevances en nature, il convient d'étudier un dernier document important qui est conservé dans les archives de Lavra. Il s'agit d'un *prostagma* délivré par Manuel II en mai 1405 en faveur des moines de ce

632. Les calculs ont été réalisés à partir des données fournies par SCHILBACH, *Metrologie*, p. 67-70 (*zeugarion*), p. 103-108 (*modios*) et p. 158-159 (*koilon*). Pour la production céréalière en Macédoine, voir LEFORT, *L'économie rurale*, p. 425 et n. 198.

633. L'existence de cet impôt à Lemnos à la fin de la période n'a pas été relevée par A. Kontogiannopoulou dans son article sur la fiscalité à l'époque des Paléologues.

634. *Dionysiou*, n° 26, l. 13-14.

635. *Ibid.*, n° 5.

636. *Lavra* III, n° 169, l. 13-16 : ὀφείλουσι τοίνυν καὶ οἱ κατὰ καιροὺς εἰς τὴν Λῆμνον κεφαλαιτικέοντες καὶ οἱ τὰς δημοσιακὰς δουλείας ἐνοχοποιούμενοι [...] διδόναι πρὸς τὴν εἰρημένην σεβασμίαν μονὴν τὰ εἰρημέν τρία μόδια τὸ σιτάριον [...] L'empereur fit cette donation pour le salut de l'âme d'une « bienheureuse despoïna » (ὑπὲρ τῆς ψυχῆς τῆς μακαρίτιδος δεσποίνης, l. 5-6), qui ne peut être que sa troisième femme, Maria Komnènè, morte le 17 décembre 1439, et non pas sa mère l'impératrice veuve Hélènè Dragasès, morte seulement en 1450, contrairement à ce qu'ont écrit les éditeurs (*ibid.*, p. 192-193).

monastère⁶³⁷. L'importance de cet acte réside dans le fait qu'il parle du rôle de ces prélèvements en nature pour le ravitaillement de Constantinople durant le siège de Bayezid I^{er} (1394-1402). Dans ce *prostagma*, l'empereur rapporte que les moines avaient demandé que les *doulika zeugaria* des *métochia* de Lavra à Lemnos (c'est-à-dire les terres appartenant au monastère en pleine propriété) soient libres et exemptés de la livraison habituelle de blé à raison de 2 modioi par *zeugarion* et au prix d'achat de 4 hyperpres le modios⁶³⁸. L'empereur accédait à leur demande, mais précisait que « s'il survenait une disette à Constantinople, en ce cas [les moines] seraient soumis à la fourniture régulière de blé, car il est juste alors que tous viennent en aide à celle qui est la mère de toutes les autres villes⁶³⁹ ».

L'allusion dans cet acte au prix d'achat du modios de blé sur le marché implique que les grands propriétaires étaient dans l'obligation de vendre à l'État une partie de leur production de blé à un prix fixé d'avance. Cette vente « forcée » d'un produit agricole était connue de la fiscalité byzantine depuis l'Antiquité tardive. À l'époque des « siècles obscurs » (VII^e-VIII^e siècle), elle était appelée *synônè* et, selon plusieurs spécialistes, son rôle aurait alors été très important en raison du déclin de la circulation monétaire. La *synônè* aurait été ensuite progressivement remplacée par un paiement en espèces, acquitté par tous les cultivateurs de l'Empire, propriétaires ou non, ayant un statut économique relativement aisé⁶⁴⁰. Parallèlement à la « monétarisation » de la *synônè* apparut une nouvelle charge qui avait pour objet la livraison obligatoire de denrées agricoles à l'État ; son nom, *exônèsis*, soit « achat », suggère l'obligation de vendre à l'État une partie de la récolte. Les produits ainsi acquis semblent avoir été dès l'époque mésobyzantine destinés à l'approvisionnement de Constantinople⁶⁴¹.

Au début de l'époque des Paléologues, le terme d'*exônèsis* disparaît des sources et d'autres expressions viennent le remplacer pour indiquer le versement de denrées, destiné à assurer le ravitaillement des centres urbains. Par exemple, au XIII^e siècle, on trouve une prestation en blé appelée *sitarkisë kastrou*, qui concernait vraisemblablement l'approvisionnement des places fortifiées. Dans la première moitié du XIV^e siècle, il est aussi question d'un impôt nommé *sitarkia*, payé en espèces⁶⁴².

637. *Ibid.*, n° 157.

638. *Ibid.*, l. 6-8 et 14-16 (reprise du dispositif) : ὑπάρχωσι δὲ καὶ τὰ ἐν αὐτοῖς τοῖς κατὰ τὴν Λῆμνον μετοχίοις αὐτῶν ἰδίως δουλικά ζευγάρια τοῦ μοναστηρίου τῆς αὐτῆς Λαύρας ἐλεύθερα καὶ ἀκαταζήτητα ἀπὸ τοῦ συνήθως διδομένου σίτου τῶν ἀνὰ δύο μοδίων εἰς τὸ ζευγάριον ἐπὶ ἀγορᾷ τεσσάρων ὑπερπύρων εἰς τὸ μόδιον.

639. *Ibid.*, l. 17-20.

640. Selon Oikonomidès cette redevance serait toujours restée une charge supplémentaire et elle n'aurait jamais remplacé l'impôt foncier, contrairement à l'opinion d'autres historiens : OIKONOMIDÈS, *Fiscalité*, p. 70-71. Sur la *synônè*, voir aussi M. KAPLAN, Quelques remarques sur la vie rurale à Byzance au IX^e siècle d'après la correspondance d'Ignace le diacre, dans *Οἱ σκοτεινοὶ αἰῶνες τοῦ Βυζαντίου* (7^{ος} - 9^{ος}), éd. E. KOUNTOURA-GALAKI, Athènes 2001 (Διεθνὴ συνπόσια 9), p. 365-376.

641. OIKONOMIDÈS, *Fiscalité*, p. 97-99.

642. Sur la *sitarkia*, voir en premier lieu OIKONOMIDÈS, *The Role of the Byzantine State*, p. 1037. KONTOGIANNOPOULOU, La fiscalité sous les Paléologues, p. 30, qui suit DÖLGER, *Beiträge*, p. 59, et P. LEMERLE, Un chrysobulle d'Andronic II Paléologue pour le monastère de Karakala, *Bulletin de correspondance hellénique* 60, Paris/Athènes 1936, p. 428-446.

Vladimir Mošin a pensé que la *sitarkia* et l'*oikomodion* étaient des charges proches⁶⁴³, dont la principale différence était le mode de perception : la première en espèces et la seconde en nature.

Il est difficile de dire si la *sitarkia* continuait à exister dans l'Empire byzantin du ^{xv}^e siècle. L'obligation de vendre à l'État 2 modioi de grain par *zeugarion*, mentionnée dans le *prostagma* de Manuel II de 1405, pourrait concerner le même impôt que l'*oikomodion* puisqu'il s'agit de la même quantité de céréales. En effet, l'indication du prix d'achat des céréales ne signifiait pas que l'État payait cette somme au monastère, mais elle servait simplement pour indiquer la quantité de blé versée au prix d'achat prioritaire acquitté par les fonctionnaires de l'État⁶⁴⁴.

Outre l'*oikomodion*, les sources du ^{xv}^e siècle parlent aussi d'un nouveau versement en nature : le *kokkiatikon*. Selon Oikonomidès, il aurait été créé par Manuel II dans le but de financer la reconstruction d'une flotte de guerre. En effet, le terme *kokkiatikon* dérive du mot latin *coca*, qui désigne un type de navire⁶⁴⁵. Dans son *prostagma* de décembre 1408 pour l'ensemble des monastères de l'Athos, Manuel II autorisait les moines à ne plus verser « le *koilon* de blé par *zeugarion* pour la biscotte des galères » (ζευγάριον κοιλὸν σιτάριον ὑπὲρ ἀπαξιμαδίου τῶν κατέργων) dans les terres qu'ils exploitaient directement (*doulika zeugaria*), même s'il ordonnait que les parèques des moines (qui exploitaient leurs terres en régime de location) continuent à payer cette redevance⁶⁴⁶. Peu de temps après, en 1409, les recenseurs de la province de Macédoine procédèrent à l'application des mesures prises par l'empereur dans ce *prostagma* pour l'Athos : « Quant au *kokkiatikon* versé par les parèques au titre de leurs terres, en effet, les terres du monastère ne doivent rien payer à ce sujet⁶⁴⁷. » L'exemption du paiement du *kokkiatikon* fut confirmée en avril 1409 par une ordonnance du despote Andronikos Palaiologos⁶⁴⁸.

Le terme *kokkiatikon* apparaît aussi dans la documentation relative à Lemnos. Dans leur *praktikon* de 1415 pour Lavra, les recenseurs Paulos Gazès et le hiéromoine Iôasaph exemptaient les biens de l'église de la Zôodochos Pègè du paiement du *kokkiatikon* et de l'*oikomodion*⁶⁴⁹. Dans un *horismos* de décembre 1429, le despote

(= ID., *Le monde de Byzance : Histoire et institutions*, Londres 1978, [Variorum Collected Studies Series 86], XVII), ici p. 443, n. 3. Ces auteurs pensent que la *sitarkia* était la même chose que la *synônè*, mais cela n'est pas si clair.

643. MOŠIN, Akti.

644. Les gouverneurs achetaient de denrées sur le marché pour l'approvisionnement des milices locales : cf. *supra*, p. 399.

645. OIKONOMIDÈS, *Ottoman Influence*, p. 10, et ID., *The Role of the Byzantine State*, p. 1038.

646. *Vatopédi* III, n° 199, l. 19-21.

647. *Lavra* III, n° 161, l. 37-38 : τοῦ κοκκιατικοῦ τοῦ παρὰ τῶν ζευγαρίων τῶν παροίκων ὀφειλομένου· τὰ γὰρ δουλικά τῆς μονῆς ζευγάρια οὐκ ὀφείλουσι τοῦτο.

648. *Ibid.*, n° 162, l. 24.

649. *Ibid.*, n° 164, l. 22-24 : ταῦτα πάντα ὀφείλει κατέχειν ὁ εἰρημένος θεῖος ναὸς [...] ἐλεύθερα καὶ ἀκαταδούλωτα ἀπὸ τε τῆς δόσεως τοῦ κοκκιατικοῦ καὶ τοῦ οἰκομοδίου, χάριν ψυχικῆς σωτηρίας τοῦ κραταιοῦ καὶ ἀγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ βασιλέως. La donation impériale fut sans doute accordée par l'empereur Manuel II à l'occasion de son séjour dans la région en 1414, voir *supra*, p. 380-382.

Dèmétrios Palaiologos ordonna aux agents du fisc de ne pas exiger des parèques du monastère de Lavra le paiement du *kokkiatikon*, car les moines en avaient été exemptés par chrysobulle⁶⁵⁰.

La mise en place de ces versements en nature afin d'approvisionner les principaux centres urbains et de constituer une nouvelle flotte sont certainement à mettre en rapport avec l'ensemble des mesures prises par l'État byzantin dès le milieu du xiv^e siècle afin d'assurer la protection de ses frontières.

*
* *
*

La fiscalité byzantine durant la période tardive demeure un sujet mal connu. L'une des raisons de cette difficulté – mis à part le manque habituel de sources byzantines – vient souvent du fait que l'on ne connaît encore que de manière imprécise la fiscalité de la période précédente. Toutefois, on a constaté une continuité entre le système d'imposition paysanne au début du xiv^e et celui du début du xv^e siècle. L'hypothèse d'Oikonomidès selon laquelle la fiscalité byzantine de la fin de la période tardive aurait subi une importante influence de la fiscalité ottomane est à rejeter totalement. Il n'en est pas moins vrai que la période de la domination turque entraîna des changements dans la fiscalité, mais plutôt en raison de transformations internes dans l'organisation sociale de la production : elle imposa par exemple des changements notables dans le régime de la propriété foncière et un fort appauvrissement des contribuables. Au xv^e siècle, la plupart des paysans byzantins semblent appartenir à la catégorie des *proskathèménou*, qui étaient – on l'a vu – des paysans ne possédant presque aucun bien en pleine propriété et qui travaillaient les terres d'un grand propriétaire foncier ou de l'État. Cette quasi-absence de biens détenus en pleine propriété suffit à expliquer le mode bref et simplifié d'enregistrement des parèques dans les *praktika* byzantins tardifs.

La politique de confiscations poursuivie par le souverain Bayezid I^{er} aurait fini par dépouiller le paysan byzantin des derniers biens fonciers qui lui restaient en pleine propriété. Il serait néanmoins inexact d'attribuer l'entière responsabilité de cet appauvrissement à la période de la domination ottomane, car la condition économique du parèque avait commencé à se dégrader dès le début du xiv^e siècle, voire plus tôt, en raison des crises périodiques et des bouleversements politiques. Ce changement dans le statut de la paysannerie aura entraîné aussi des transformations dans la mise en exploitation des biens fonciers. En effet, il se peut que le faire-valoir direct ait à cette époque gagné de l'importance par rapport au mode d'exploitation indirect qui avait prévalu durant la période précédente.

Le changement dans le niveau de richesse des paysans byzantins et dans la forme d'exploitation des grands domaines eut aussi des conséquences néfastes sur la rente foncière des grands propriétaires et de l'État. Toutefois, cette diminution des revenus fiscaux fut peut-être compensée par la commercialisation des produits agricoles.

650. *Ibid.*, n° 167, l. 22-23.

CHAPITRE XII

LA COMMERCIALISATION DES DENRÉES AGRICOLES

Une partie de la production agricole assurée par la société rurale a presque toujours été destinée à la commercialisation. À Byzance, même si l'idéal d'autarcie apparaît fréquemment dans les textes, les propriétaires fonciers ont bien souvent cherché à se procurer un revenu supplémentaire grâce à l'écoulement de leurs excédents agricoles sur le marché. Il est certes difficile de mesurer les bénéfices tirés de cette commercialisation, mais ils semblent avoir été assez élevés durant la période tardive, car à cette époque la Romanie devint pour l'Occident une source importante d'approvisionnement en matières premières agricoles et en denrées alimentaires.

L'État byzantin joua toujours un rôle essentiel dans ce commerce, car non seulement il agissait comme intermédiaire entre producteurs et acheteurs mais il était également responsable de l'approvisionnement, notamment en denrées alimentaires, des grandes villes de l'Empire. Cela dit, la documentation de l'époque tardive témoigne d'une implication de l'État encore plus profonde qu'auparavant dans ces entreprises marchandes. Les sources montrent par exemple certains fonctionnaires chargeant des produits agricoles sur des navires impériaux en partance pour des territoires situés en dehors de l'Empire. En outre, il convient de prendre en considération le poids de la fiscalité qui pesait sur les activités commerciales, d'autant qu'il semble s'être accru à la fin de la période, vraisemblablement dans le but de compenser la perte d'autres revenus tirés auparavant de la fiscalité foncière.

1. L'ÂGE D'OR DES ÉCHANGES : DE LA PRISE DE CONSTANTINOPLE PAR LES CROISÉS À LA FIN DE LA DEUXIÈME GUERRE CIVILE (1204-1354)

La période d'essor économique que connut le continent européen entre le VIII^e et le début du XIV^e siècle bénéficia à l'activité commerciale de l'Empire byzantin, principalement grâce à son rôle d'intermédiaire entre l'Europe occidentale et l'Asie. Byzance était l'un des débouchés des principales routes de commerce avec l'Extrême-Orient, par lesquelles circulaient les épices, la soie, ainsi que les pierres et les métaux précieux, produits très convoités par les élites européennes⁶⁵¹. Ce commerce de luxe fit de la capitale byzantine l'un des marchés internationaux les plus importants, non seulement en raison de sa situation à la croisée des routes commerciales, mais aussi en tant que marché de consommation de premier rang.

Toutefois, à partir du XII^e siècle, des changements notables se produisirent dans ce commerce, car les marchands occidentaux commencèrent alors à chercher aussi dans les ports du Levant des denrées agricoles. La progressive croissance économique en Europe avait provoqué une forte augmentation de la population que les marchés locaux furent bientôt incapables de ravitailler. C'est pourquoi la demande de produits agricoles s'accrut considérablement, entraînant un bouleversement dans la nature des échanges entre Orient et Occident.

651. HENDY, *Byzantium 1081-1204*, p. 31-52.

Une augmentation de la demande occidentale en produits alimentaires au XIII^e et dans la première moitié du XIV^e siècle

À l'époque de la conquête de Constantinople par les croisés en 1204 et de la consolidation des États latins d'Orient, les puissances occidentales cherchaient déjà à acquérir davantage de produits agricoles en échange de produits manufacturés issus de leur industrie. Venise, qui prit part à la croisade de 1204, réussit alors à instaurer un monopole commercial à Constantinople en faveur de ses citoyens et acquit quelques territoires en Méditerranée orientale à la faveur de la fragmentation territoriale de l'Empire. L'île de Crète fut la plus importante de ces acquisitions⁶⁵², car non seulement elle bénéficiait d'un emplacement géographique privilégié, au carrefour des routes en provenance de la mer Noire et du Proche-Orient, mais ses conditions naturelles étaient également favorables aux activités agricoles⁶⁵³. Le système d'exploitation foncière imposé par Venise dans l'île de Crète constitue un cas exceptionnel d'intégration d'un ancien territoire byzantin dans l'économie européenne⁶⁵⁴. Dès l'occupation, Venise ordonna à ses colons feudataires, désormais principaux propriétaires fonciers de l'île, de vendre une partie de leur excédent en céréales à la métropole, au prix fixé à l'avance par l'État vénitien qui décidait aussi quelle quantité de blé serait destinée à la métropole et laquelle pourrait être librement

652. Venise prit aussi le contrôle des ports de Coron et Modon, situés dans le sud du Péloponnèse, et constituant des escales maritimes précieuses. Sur ces événements, voir de manière générale S. BORSARI, *Il dominio veneziano a Creta nel XIII secolo*, Naples 1963 ; ID., *Studi sulle colonie veneziane in Romania nel XIII secolo*, Naples 1966 ; et THIRIET, *La Romanie vénitienne*, p. 64-104. Quelques grandes familles vénitiennes, de leur propre initiative et en qualité de croisés, s'emparèrent de certaines îles de l'Égée, créant des seigneuries insulaires qui étaient reliées entre elles à travers un réseau de solidarités et de fidélités. Sur les îles de l'Égée sous domination vénitienne, voir G. SAINT-GUILLAIN, *L'Archipel des seigneurs. Pouvoirs, société et insularité dans les Cyclades à l'époque de la domination latine (XIII^e-XV^e siècle)*, thèse de doctorat, université Paris 1, 2003 ; et ID., Les conquérants de l'archipel : l'empire latin de Constantinople, Venise et les premiers seigneurs des Cyclades, dans *Quarta crociata: Venezia, Bisanzio, Impero latino*, éd. G. ORTALLI, G. RAVEGNANI et P. SCHREINER, Venise 2006, t. 1, p. 125-237.

653. La conquête fut suivie de la confiscation des biens appartenant à l'État byzantin et aux grands propriétaires. Toutefois, la documentation suggère une notable continuité dans les activités agricoles par rapport à la période byzantine : voir, par exemple, D. JACOBY, From Byzantium to Latin Romania: Continuity and Change, *Mediterranean Historical Review* 4, 1989, p. 10-23 (= *Latins and Greeks in the Eastern Mediterranean after 1204*, éd. B. ARBEL, B. HAMILTON et D. JACOBY, Londres 1989) ; GALLINA, *Una società coloniale*, p. 31-58, 71-72 et 78-79 ; et GASPARÈS, *Η γη και οι αγρότες*, p. 143-175.

654. La Crète avait joué un rôle notable dans le commerce vénitien dès la seconde moitié du XII^e siècle : voir D. JACOBY, Byzantine Crete in the Navigation and Trade Networks of Venice and Genoa, dans *Oriente e Occidente tra medioevo ed età moderna: Studi in onore di Geo Pitarino*, éd. L. BALLETTTO, Gênes 1997, p. 517-540. Pour la période ultérieure, voir ID., La colonisation militaire vénitienne de la Crète au XIII^e siècle : une nouvelle approche, dans *Le partage du monde : Échanges et colonisation dans la Méditerranée médiévale*, éd. M. BALARD et A. DUCCELLIER, Paris 1998 (Byz. Sorb. 17), p. 297-313 (= ID., *Latins, Greeks and Muslims: Encounters in the Eastern Mediterranean, 10th-15th Centuries*, Aldershot 2009 [Variorum Collected Studies Series 914], IV).

commercialisée⁶⁵⁵. De même, la république accorda des avantages économiques à ses citoyens et prit quelques dispositions visant à limiter le rôle des Grecs dans le commerce⁶⁵⁶. Toutefois, en dépit de ces mesures protectionnistes, la conquête vénitienne favorisa les échanges et les productions de l'île, car la nouvelle administration introduisit des innovations financières et entreprit des investissements en milieu rural⁶⁵⁷. À partir du xiv^e siècle, la participation des Grecs de Crète aux échanges interrégionaux s'intensifia, en particulier comme patrons de navires marchands. Le marché crétois s'enrichit en effet également grâce aux contacts avec d'autres ports de la Romanie latine et de l'Empire byzantin, et la croissance agricole se poursuivit jusqu'au milieu du xiv^e siècle, lorsque la peste noire semble avoir affecté sérieusement la population paysanne de l'île⁶⁵⁸. Avec le temps, la forte demande de matières premières et l'essor des importations de produits manufacturés finirent néanmoins par provoquer le déclin de la production artisanale locale⁶⁵⁹. Ces caractéristiques de l'économie crétoise peuvent avoir été aussi celles d'autres territoires occupés par les Latins, même si les conditions de chaque territoire étaient différentes⁶⁶⁰.

655. TAFEL, THOMAS, *Urkunden*, t. 2, p. 129-142, ici, p. 132 et 140. Voir aussi D. TSOUGARAKÈS, 'Η οϊτική πολιτική τῆς Βενετίας στὴν Κρήτη τὸν 13^ο-14^ο αἰῶνα, *Μεσαιωνικά καὶ νέα ἑλληνικά* 3, 1990, p. 333-385.

656. Voir D. JACOBY, Changing Economic Patterns in Latin Romania, dans *The Crusades from the Perspective of Byzantium and the Muslim World*, éd. A. LAIOU et R. PARVIZ MOTTAHEDEH, Washington 2001, p. 197-233, ici p. 218, 230-231. L'attitude de Venise à l'égard des grands propriétaires grecs de Crète conduisit ces derniers à plusieurs révoltes au cours du xiii^e et du xiv^e siècle. Sur cette question, voir BORSARI, *Il dominio*, cité *supra*, n. 652, p. 27-66 ; et Ch. GASPARÈS, Η κρητική επανάσταση του 1333. Η επανάσταση των « άλλων » Καλλέργηδων, *Κρητικά χρονικά* 32, 2012, p. 79-105. Mais, en 1363, les feudataires vénitiens eux-même se soulevèrent contre leur mère-patrie, dont ils se sentaient de moins en moins proches et qu'ils percevaient comme prédatrice : sur cette révolte, voir notamment S. MCKEE, *Uncommon Dominion: Venetian Crete and the Myth of Ethnic Purity*, Philadelphie 2000, en particulier p. 133-167.

657. JACOBY, Changing Economic Patterns, cité note précédente, p. 213-216, 218-229.

658. *Ibid.*, p. 203 (avec bibliographie).

659. *Ibid.*, p. 232-233.

660. Par exemple, dans les territoires côtiers et dans les îles de l'Égée, les attaques pirates étaient plus fréquentes, en particulier après la conquête turque de l'Asie Mineure : D. JACOBY, Catalans, Turcs et Vénitiens en Romanie (1305-1332) : un nouveau témoignage de Marino Sanudo Torsello, *Studi Medievali* 15, 1974, p. 217-261 (= ID., *Recherches sur la Méditerranée orientale du xiii^e au xv^e siècle*, Londres 1979 [Variorum Collected Studies Series 105], V). Pour la situation en Morée, voir R. HIESTAND, Nova Francia—nova Graecia: Morea zwischen Franken, Venezianern und Griechen, dans *Die Kultur Griechenlands in Mittelalter und Neuzeit*, éd. R. LAUER et P. SCHREINER, Göttingen 1996, p. 55-72 ; et D. JACOBY, Italian Migration and Settlement in Latin Greece: The Impact on the Economy, dans *Die Kreuzfahrerstaaten als multikulturelle Gesellschaft: Einwanderer und Minderheiten im 12. und 13. Jahrhundert*, Munich 1997 (Schriften des Historischen Kollegs, Kolloquien 37), p. 97-128 (= ID., *Byzantium, Latin Romania and the Mediterranean, 1099-1300*, 2001 [Variorum Collected Studies Series 703], IX). Voir aussi le cas de l'île de Chios, sous influence génoise depuis le début du xiv^e siècle : Ph. P. ARGENTI, *The Occupation of Chios by the Genoese and their Administration of the Island 1346-1566*, 3 vols. (Cambridge 1958, 1959, 1960).

Durant la période de la domination latine, Constantinople ne perdit pas son rôle important dans les échanges⁶⁶¹. La ville était à la jonction de deux réseaux de commerce, celui de la Méditerranée et celui de la mer Noire qui devint à cette époque une véritable plaque tournante du commerce international⁶⁶². Contrôlé par les Byzantins jusqu'à 1204, l'accès de la mer Noire s'ouvrit ensuite aux marchands occidentaux à partir de la conquête latine de Constantinople. Par les ports du *Pontos Euxinos* s'écoulait la production des plaines russes et danubiennes (céréales, bois, fourrures, cire, ...), mais, en outre, à partir du milieu du XIII^e siècle, la mer Noire fut aussi le débouché principal des routes menant à l'Extrême-Orient⁶⁶³. À cette époque, la conquête mongole de l'Asie centrale avait favorisé la stabilité politique nécessaire à la circulation des marchandises, tandis que la destruction de Bagdad en 1258 et la prise d'Acre en 1291 avaient coupé les routes du Proche-Orient, déplaçant l'activité commerciale vers le nord⁶⁶⁴.

La reconquête byzantine de Constantinople en 1261 ne fit encore qu'amplifier le rôle de cette ville dans le commerce de la mer Noire : la chute de l'Empire latin mit un terme à l'hégémonie de Venise sur le commerce dans cette région et en

661. Contrairement à une idée largement acceptée par l'historiographie antérieure, D. Jacoby a démontré que les activités commerciales demeurèrent prospères dans la capitale de l'Empire latin : D. JACOBY, *Venetian Settlers in Latin Constantinople (1204-1261): Rich or Poor?*, dans *Ricchi e poveri nelle società dell'Oriente grecolatino*, éd. Ch. A. MALTEZOU, Venise 1998 (Biblioteca dell'Istituto di Studi bizantini e post-bizantini di Venezia 19), p. 181-204 (= ID., *Byzantium, Latin Romania*, cité note précédente, VII), et ID., *The Economy of Latin Constantinople*, dans *Urbs capta. The Fourth Crusade and its Consequences*, éd. A. LAIOU, Paris 2005 (Réalités byzantines 10), p. 195-214. Pour l'impact de la conquête latine de Constantinople sur l'économie des autres régions de l'Empire byzantin, voir C. MORRISON, *L'ouverture des marchés après 1204 : un aspect positif de la IV^e croisade ?*, dans *Urbs capta, op. cit.*, p. 215-232, dont on ne peut pas toutefois retenir toutes les conclusions.
662. Cf. G. I. BRATIANU, *La mer Noire, plaque tournante du trafic international à la fin du Moyen Âge*, *RESEE* 21, 1944, p. 36-69. Avant le XIII^e siècle, la mer Noire n'avait guère eu d'importance dans le commerce méditerranéen ; la plupart des routes reliant l'Asie orientale à la Méditerranée passaient alors par Bagdad et débouchaient ensuite dans les ports du Proche-Orient. À cette époque, les régions pontiques fournissaient Constantinople en denrées alimentaires et le commerce semble y avoir été totalement fermé aux navires occidentaux. Toutefois, M.-E. MARTIN, *The First Venetians in the Black Sea*, *Archeion Pontou* 35, 1979, p. 111-122, parle d'une présence, certes réduite, de marchands vénitiens en mer Noire avant 1204.
663. Deux grandes routes menaient de la mer Noire vers l'Asie : la première partait de Trébizonde, passait par Erzerum et Tabriz, capitale des il-khans de Perse, puis par le sud de la Caspienne ; elle se poursuivait jusqu'à Samarcande, Almaligh, centre du khanat mongol du Turkestan, et finalement jusqu'à Khanbalig (Pékin). La seconde était la voie du Cathay, décrite par Pegolotti : elle partait de Tana, à l'embouchure du Don, arrivait à Saraï et rejoignait ensuite Astrakhan sur la Volga ; elle contournait la mer Caspienne par le nord avant d'atteindre Almaligh, où elle rejoignait la route précédente pour diverger soit vers Karakorum, soit vers Khanbalig (Francesco Balducci PEGOLOTTI, *La pratica della mercatura*, éd. A. EVANS, Cambridge 1936, p. 21-23).
664. Une activité commerciale plus réduite subsista néanmoins dans cette partie de la Méditerranée orientale, surtout dans les ports du royaume de la Petite Arménie, avec lequel Venise conclut des accords : *I trattati con il regno armeno di Cilicia, 1201-1333*, éd. A. SOPRACASA, Rome 2001 (Pacta Veneta 8).

ouvrit l'accès aux autres puissances occidentales. À Constantinople, les Génois obtinrent alors d'importants privilèges, notamment en 1267 la concession du quartier de Péra-Galata, situé sur la rive nord de la Corne d'Or, en face de Constantinople, qui devint un véritable comptoir du commerce génois en Orient. Toutefois, en dépit des conditions avantageuses dont ils bénéficiaient, les Génois ne parvinrent pas à monopoliser le grand commerce constantinopolitain et durent se contenter d'en partager les profits avec les autres puissances occidentales⁶⁶⁵. Les Vénitiens récupérèrent vite leur quartier commercial à l'intérieur de la capitale byzantine et d'autres États y obtinrent aussi des accords avantageux pour leurs propres marchands : Catalans, Pisans, Languedociens commerçaient alors à Constantinople. Un équilibre fragile s'établit, parfois rompu lorsque ces nations marchandes s'affrontaient dans des conflits armés dont, au bout du compte, l'Empire était souvent la principale victime.

Cette époque faste des échanges internationaux que furent la fin du XIII^e siècle et la première moitié du XIV^e siècle, époque pendant laquelle le commerce des épices et de la soie coexistait avec celui des denrées agricoles et des matières premières, profita en effet à Constantinople et à l'Empire en général car ils y acquirent une place névralgique. Les produits venus d'Extrême-Orient, de la Russie et de la plaine danubienne parvenaient à Constantinople par la mer Noire et les produits manufacturés d'Occident par la Méditerranée. Les productions des provinces byzantines (blé, vin, huile, bois et miel notamment) s'y trouvaient également rassemblées.

La situation changea au milieu du XIV^e siècle : les troubles politiques dans la région contrôlée par les khanats mongols provoquèrent l'effondrement des routes commerciales traversant l'Asie centrale et entraînèrent le déclin du rôle de l'espace pontique dans le commerce des épices⁶⁶⁶. Constantinople, lieu de contact entre mer Noire et Méditerranée, subit directement les conséquences de cette crise. Toutefois, la fermeture des routes d'Asie centrale n'entraîna pas la disparition totale des échanges dans la région. À cette époque, un changement important s'était déjà opéré dans ces transactions. Le commerce des épices et autres produits de luxe, comme la soie et les métaux précieux, avait été dépassé en importance par celui des denrées alimentaires et des matières premières, car la demande des pays occidentaux, liée notamment à la croissance démographique, n'avait cessé d'augmenter au cours de la première moitié du XIV^e siècle.

La Roumanie et les côtes de la mer Noire étaient alors devenues deux régions particulièrement importantes pour l'exportation de céréales vers l'Occident. La production des possessions italiennes en Orient s'était avérée insuffisante pour répondre aux besoins de leurs métropoles : l'île de Crète, par exemple, ne fournissait qu'un tiers des importations en blé de Venise. Les ports de Crimée, ceux situés dans l'embouchure du Danube et sur les côtes de Thrace et ceux de Macédoine

665. Les Vénitiens furent à nouveau autorisés par Michel VIII à pénétrer en mer Noire à partir de 1268 : cf. D. JACOBY, *La Venezia d'oltremare nel secondo Duecento*, dans *Storia di Venezia dalle origini alla caduta della Serenissima*. II, *L'età del Comune*, éd. G. CRACCO et G. ORTALLI, Rome 1995, p. 263-299.

666. Le commerce de luxe se déplaça alors plus au sud, vers Alexandrie et Beyrouth qui rouvrirent leurs ports aux marchands occidentaux vers 1350.

commencèrent à être fréquentés par les marchands occidentaux à la recherche du grain⁶⁶⁷. Des accords furent même passés avec les émirats turcs pour acheter des céréales d'Asie Mineure⁶⁶⁸.

Économie de marché et interventionnisme de l'État

Selon l'historiographie récente, la Quatrième croisade aurait eu des conséquences favorables sur l'économie, car elle aurait favorisé la libéralisation du marché et entraîné la disparition des restrictions imposées par l'État byzantin aux marchands occidentaux⁶⁶⁹. À cette époque de forte hausse de la demande en produits agricoles, cela aurait facilité l'intégration de Constantinople et de l'espace pontique dans le réseau commercial des communes marchandes italiennes, grâce à une forte baisse des coûts de transport⁶⁷⁰.

Après la reconquête byzantine de Constantinople en 1261, la tendance ne se serait pas démentie. Les empereurs de la dynastie des Paléologues adoptèrent une politique de « privilèges » à l'égard des républiques marchandes italiennes, aliénant au passage en faveur des marchands occidentaux une partie des ressources que l'État tirait des échanges. Parmi les différentes concessions, la plus importante était l'exemption totale du *kommerkion*, un impôt équivalent à 10 % de la valeur de la transaction⁶⁷¹.

Le 13 mars 1261, l'empereur Michel VIII, peu de temps avant la reconquête de Constantinople (25 juillet 1261), conclut à Nymphée, en Asie Mineure, un accord avec les Génois en vertu duquel, en échange d'une aide navale, il leur accordait l'exemption totale du *kommerkion* dans toutes les terres de l'Empire conquises ou

667. Le port de Thessalonique était par exemple le débouché des routes provenant des Balkans. Son emplacement sur la *Via Egnatia* lui procurait également une situation géographique remarquable, à mi-chemin entre les ports de la côte dalmate et Constantinople. Selon Dèmétrios Kydônès, la ville était fréquentée par des marchands venus de tous les coins du monde : DÈMÈTRIOS KYDÔNÈS, *Monodia occisorum Thessalonicae*, éd. PG 109, col. 641.

668. Sur les traités commerciaux entre les puissances occidentales et les émirats turcs d'Asie Mineure, voir en tout premier lieu ZACHARIADOU, *Trade and Crusade*.

669. Cf. LAIOU, MORRISSON, *The Byzantine Economy*, p. 207-210 (avec bibliographie). À la fin du XI^e et au XII^e siècle, les Vénitiens, puis d'autres communes italiennes, obtinrent de nombreux privilèges dans l'Empire grâce à la politique des souverains comnènes et anges : *I trattati con Bisanzio, 992-1198*, éd. M. POZZA et G. RAVEGNANI, Venise 1993 (Pacta Veneta 4). On trouvera une analyse critique des principales sources dans les chapitres rédigés par G. SAINT-GUILLAIN dans *Économie et société à Byzance (VIII^e-XII^e siècle). Textes et documents*, éd. S. MÉTIVIER, Paris 2007 (Byz. Sorb. 24), p. 255-282.

670. Voir en premier lieu LAIOU, MORRISSON, *The Byzantine Economy*, p. 211, ainsi que C. MORRISSON, L'ouverture des marchés après 1204 : un aspect positif de la IV^e croisade ?, (citée *supra*, n. 661), ici p. 227-230, et A. E. LAIOU, Monopoly and Privileged Free Trade in the Eastern Mediterranean (8th-14th century), dans *Chemins d'outre-mer. Études d'histoire sur la Méditerranée médiévale offertes à Michel Balard*, éd. D. COULON et alii, Paris 2004 (Byz. Sorb. 20), t. 2, p. 511-526, ici p. 525-526.

671. Le terme apparaît dès la fin du VIII^e siècle (cf. ODB, s.v. *kommerkion* [N. OIKONOMIDÈS], t. 2, p. 1141-1142).

à conquérir⁶⁷². L'empereur leur permettait la libre exportation de grain et d'autres denrées alimentaires, sans aucun empêchement⁶⁷³, et leur cédait la possession de plusieurs comptoirs dans l'Empire : à Constantinople, à Thessalonique, à Anaia (près de l'île de Samos), à Smyrne, à Adramyttion et dans les îles de Chios et de Lesbos, ainsi qu'en Crète et à Négrepont (ces dernières de manière virtuelle puisqu'elles restaient à conquérir). En vertu de cet accord, les Génois étaient presque affranchis de la juridiction impériale ; ils posséderaient leur propre consul, une *loggia* dans chacun des comptoirs, des entrepôts et une église. Enfin, le traité de 1261 écartait tous les autres Occidentaux, à l'exception des Pisans, du commerce avec l'Empire et dans la mer Noire.

Constantinople fut finalement conquise en juillet 1261 sans l'aide des Génois. Michel VIII s'efforça alors de limiter la puissance nouvelle de ses alliés en concluant en 1265 un autre traité avec les Vénitiens, par lequel il leur accordait des privilèges et des franchises fiscales. Ce traité, négocié par les ambassadeurs vénitiens, ne fut jamais ratifié et donc jamais appliqué ; toutefois, un autre, dont les termes étaient similaires, fut conclu trois ans plus tard⁶⁷⁴. L'empereur visait ainsi à opposer les deux communes afin qu'aucune des deux n'ait l'hégémonie sur le commerce en Romanie. Pachymérès résume la politique de Michel VIII à l'égard des puissances italiennes dans un passage des *Relations Historiques* : l'empereur « ne pouvait pas se fier aux Génois, qui étaient confinés dans la cité et s'y trouvaient nombreux [...] Le fait donc de séparer les nations, de se ménager l'amitié de ceux qui étaient présents et d'affaiblir de loin par des présents les élans des absents montrait bien qu'il craignait leur coalition⁶⁷⁵ ».

Les historiens considèrent que la politique commerciale des premiers empereurs paléologues ruina les caisses de l'État au profit des communes italiennes. Toutefois, il faut nuancer cette interprétation trop pessimiste de l'historiographie, car à cette époque la plus grande part des recettes publiques provenait encore de la fiscalité agraire ; les bénéfices tirés des activités commerciales n'en représentaient en revanche qu'une part bien moindre. L'intérêt principal de l'État en matière commerciale était avant tout d'assurer le ravitaillement de la capitale et des grandes villes.

Dans les premiers traités conclus entre l'empereur byzantin et les communes italiennes, la question de l'exportation du blé était du reste déjà l'un des sujets principaux des négociations. On constate une volonté claire de l'État de contrôler les quantités de grain exportées de l'Empire. Certes, les Génois avaient acquis

672. Sur les événements, voir BALARD, *La Romanie génoise*, t. 1, p. 42-45. L'original en grec du traité est perdu et l'on ne conserve que deux copies presque contemporaines en latin. La meilleure édition est aujourd'hui celle de *I Libri iurium della Repubblica di Genova*, t. 1/4, éd. S. DELLACASA, Rome 1998 (Pubblicazioni degli Archivi di Stato. Fonti 28), p. 271-285, n° 749.

673. *Ibid.*, p. 275 : *ipsas mercationes, victualia et granum permittet extrahere de toto iam dicto imperio omnibus et singulis Ianuensibus et deferre libere et expedite, sine aliquo impedimento dacite, commercii seu exactionis*.

674. *I trattati con Bisanzio, 1265-1285*, éd. M. POZZA et G. RAVEGNANI, Venise 1996 (Pacta Veneta 6), n° 3-5.

675. PACHYMÉRÈS II § 32 ; I, p. 221⁷⁻¹² (traduction V. LAURENT).

par le traité de Nymphée la totale liberté d'exporter du grain de l'Empire dans les quantités qu'ils voudraient. Toutefois, en 1275, Michel VIII les obligea à se procurer une *licentia* pour exporter à l'avenir ce grain de l'Empire. Quant aux Vénitiens, ils avaient vu au contraire dans un premier temps leur droit d'acheter du grain limité en fonction des conditions du marché. Ainsi, le traité de 1265 stipulait que si le prix du grain dépassait un demi-hyperpre par modios de blé (50 hyperpres par *centenarium* dit le texte), les marchands vénitiens n'auraient plus le droit d'en acheter davantage. Le traité de 1268 introduisait une petite modification significative : les Vénitiens pourraient acheter tout le grain qu'ils voudraient, même si son prix dépassait un demi-hyperpre par modios, à condition d'obtenir une autorisation spéciale (*licentia*) de l'empereur.

En 1277, l'empereur fit quelques nouvelles concessions aux marchands vénitiens. Il releva le prix maximal d'achat du blé sur le marché à partir duquel l'exportation leur en était interdite à un hyperpre le modios et il exempta du paiement du *kommerkion* le blé transporté en provenance de la mer Noire sur des bateaux vénitiens. Cela dit, l'empereur réaffirmait en même temps son contrôle sur l'exportation du blé produit dans l'Empire, puisqu'il en subordonnait l'achat à l'obtention préalable d'une licence du souverain. Les mêmes clauses furent renouvelées lors des traités de 1285 et de 1302, avant la grande crise provoquée par la perte de l'Asie Mineure et la conquête bulgare des ports de la mer Noire.

Les sources judiciaires latines que nous avons conservées témoignent néanmoins d'une réalité un peu différente de l'image que donnent les accords conclus entre l'Empire et les communes italiennes. Elles montrent surtout la forte emprise que l'État byzantin gardait sur le commerce des denrées alimentaires. Plusieurs documents mentionnent par exemple de grands entrepôts, propriété de l'État, dans lesquels les marchands, byzantins et étrangers, avaient l'obligation de se rendre et de déposer leurs marchandises avant d'entrer dans la capitale. Ces entrepôts semblent avoir été localisés dans le port d'Héraclée, sur la mer de Marmara, ainsi qu'à Adramyttion, situé sur la côte asiatique, au nord de la mer Égée⁶⁷⁶.

À l'arrivée d'une cargaison de blé dans les entrepôts de l'État, les fonctionnaires byzantins se réservaient le droit de préempter la marchandise à un prix inférieur à celui du marché, au cas où le prix du blé aurait atteint une valeur supérieure à celle prévue dans les traités. En 1276, par exemple, le marchand vénitien Pietro Grisoni arriva à Constantinople avec une cargaison de 600 modioi de blé, qu'il avait achetée dans le port de Varna. À l'époque, le prix du blé dans la capitale byzantine était monté jusqu'à 160 ou 170 hyperpres par *centenarium* (1 *centenarium* = 100 modioi), ce qui constituait un prix excessif, révélateur d'une situation de disette. Les fonctionnaires proposèrent de lui acheter sa cargaison à 133 hyperpres par *centenarium*, mais Grisoni refusa et son blé fut confisqué par les autorités byzantines. Grâce à l'intervention du baile des Vénitiens, Pietro Badoer, Grisoni récupéra toutefois son blé,

676. Un groupe de documents génois datant de 1294 emploient l'expression *camara imperii* pour désigner ces grands entrepôts de blé : BERTOLOTTO, Nuova serie, p. 514 et suiv.

mais il fut empêché de le vendre sur le marché de Constantinople. Finalement, lorsque le prix du blé baissa, Grisoni reçut l'autorisation de vendre sa marchandise, au prix de 116 hyperpres, ce qui représenta une forte perte d'argent⁶⁷⁷.

Plusieurs mentions datant de 1294 rapportent que le *képhalè* de Constantinople (*capitaneus Constantinopoli*), un certain Kinnamos, interdit à deux marchands génois, Ranieri Boccanegra et Ottobono Boccanegra, d'acheter du blé sur le marché de la ville, peut-être en raison d'une période de disette⁶⁷⁸.

On pourrait évoquer d'autres exemples de la même époque qui témoignent d'un contrôle étroit du commerce de denrées par l'État. Cet état de fait a été souvent attribué par les historiens à une volonté délibérée de l'empereur Michel VIII de conserver à l'État certaines prérogatives commerciales, alors que ses successeurs auraient finalement abandonné le contrôle du marché des denrées alimentaires aux Latins⁶⁷⁹. Klaus-Peter Matschke a nuancé cette interprétation, en soulignant que les successeurs de Michel VIII s'efforcèrent aussi de mettre un frein aux concessions, en limitant le nombre d'entrepôts italiens à Constantinople et en introduisant de nouvelles taxes sur les produits de consommation. Toutefois, Matschke n'en a pas moins conclu que ces mesures n'eurent en définitive qu'un effet limité⁶⁸⁰.

Les événements politiques survenus dans l'Empire entre la fin du XIII^e et le début du XIV^e siècle ne furent pas sans conséquences sur l'activité commerciale. La perte de l'Asie Mineure au profit des Turcs et l'occupation des ports de la mer Noire par les Bulgares perturbèrent le ravitaillement en blé de la capitale. Les années 1306-1307, pendant lesquelles la compagnie catalane ravageait la Thrace furent aussi particulièrement difficiles pour la population de Constantinople en raison des difficultés d'approvisionnement⁶⁸¹. L'empereur fut alors contraint d'appliquer une politique plus sévère à l'égard des marchands occidentaux afin d'éviter une hausse exagérée des prix et une spéculation. On procéda également à des confiscations de grain et en 1304 l'empereur Andronic II interdit aux marchands génois de négocier le sel, le blé et le mastic de l'Empire⁶⁸², tout en leur permettant de continuer à transporter comme auparavant les mêmes produits s'ils étaient en

677. Sur cette affaire, voir CHRYSOSTOMIDES, *Venetian Commercial Privileges*, p. 314-315.

678. *Ibid.* p. 520 et 525.

679. Voir par exemple G. I. BRATIANU, La question de l'approvisionnement de Constantinople à l'époque byzantine et ottomane, *Byz.* 5, 1929, p. 83-107, ici p. 100-101, qui attribue à Michel VIII « le dernier effort de l'étatisme, que Byzance a reçu en héritage des empereurs romains du quatrième siècle » et compare sa politique avec celle de ses successeurs sous lesquels « l'empire est incapable de résister à la pression des colonies italiennes ».

680. MATSCHKE, *Das spätbyzantinische Konstantinopel*, p. 129-133, et ID., *Rechtliche und administrative Organisation der Warenversorgung im byzantinischen Raum: die Strukturen des 13. bis 15. Jahrhunderts*, dans *Handels Güter und Verkehrswege*, éd. E. KISLINGER, J. KODER et A. KÜLZER, Vienne 2010 (Veröffentlichungen zur Byzanzforschung 18), p. 205-221.

681. Depuis l'Antiquité, la Thrace avait été le grenier de la capitale. Sur les problèmes d'approvisionnement de Constantinople au début du XIV^e siècle, voir LAIOU, *The Provisioning of Constantinople*, qui met à contribution la correspondance entre le patriarche Athanasios I^{er} et l'empereur Andronic II.

682. BELGRANO, *Prima serie*, p. 109.

provenance des régions de la mer Noire⁶⁸³. L'accord conclu en 1310 entre Byzance et Venise prévoyait aussi des restrictions quant à l'achat de blé dans l'Empire. Il interdisait aux Vénitiens d'en acquérir si le prix du marché atteignait un hyperpre par modios⁶⁸⁴.

Durant ces années du début du XIV^e siècle, nombre de marchands importaient le blé de la mer Noire pour le vendre ensuite à Constantinople à des prix abusifs. C'est pourquoi l'État essaya aussi de limiter ces importations afin de contrôler la montée des prix. En 1317, par exemple, il interdit aux Génois la vente du blé de Varna et d'Anchialos à Constantinople et deux ans plus tard, en 1319, une ambassade byzantine fut envoyée à Venise pour y négocier la création d'un impôt frappant les ventes de blé étranger dans la capitale de l'Empire⁶⁸⁵. Durant quelques années, cette nouvelle taxe fut collectée en dépit des protestations de la communauté vénitienne de Constantinople⁶⁸⁶. Par le traité de 1324, l'empereur Andronic II, qui était à l'époque en guerre avec son petit-fils Andronic III, autorisa cependant les Vénitiens à vendre du blé de la mer Noire sur tous les marchés de l'Empire, à l'exception de celui de Constantinople. Quant au blé produit dans l'Empire, il confirma à son propos les dispositions des traités précédents⁶⁸⁷.

En dépit de ses échecs militaires, Andronic II parvint donc à limiter l'impact des privilèges commerciaux accordés par son père Michel VIII aux communes italiennes, en particulier en ce qui concernait le commerce des denrées alimentaires. Son successeur, Andronic III (1328-1341), poursuivit cette politique, essayant par ailleurs de mettre un terme à la puissance des Occidentaux en mer Égée. Toutefois, les effets de cette politique furent en définitive limités car, après sa mort, sa veuve l'impératrice Anne de Savoie, au nom de son fils mineur Jean V, dut passer de nouveaux accords avec Gênes et Venise, par lesquels elle leur accordait davantage de privilèges en échange de leur aide dans le conflit qui l'opposait à l'aristocrate Iôannès Kantakouzènos.

683. Les mêmes dispositions furent renouvelées lors du traité de 1308, conclu entre Gênes et Byzance après l'épisode de la compagnie catalane : voir BALARD, *La Romanie génoise*, t. 1, p. 63-65.

684. *Diplomatarium* I, p. 83.

685. *Ibid.*, p. 125. Pour les détails concernant les négociations entre l'Empire et Venise, voir CHRYSOSTOMIDES, *Venetian Commercial Privileges*, p. 319-320. Les deux ambassadeurs byzantins à Venise en 1319 étaient le *dikaiophylax* de la Grande Église Grégorios Kleidas (dont le nom apparaît sous la forme *Gregorius Clidas* dans la documentation latine), plus tard juge général des Romains, et le sébaste Andronikos Hiérakitès, juge à Constantinople, (appelé *Andronicus Ierochites* en latin, cf. *PLP* 8093).

686. *Diplomatarium* I, p. 164-168, ici p. 165 : protestations contenues dans une lettre du baile Marco Minotto au doge de mars 1320.

687. Voir à ce sujet les remarques de CHRYSOSTOMIDES, *Venetian Commercial Privileges*, p. 320, n. 122.

L'ascension d'une classe marchande à Byzance :
nouvelles mesures fiscales sur le commerce de denrées alimentaires.
Le contexte de la deuxième guerre civile (1341-1354)

On a vu que l'arrivée au pouvoir d'Alexios Apokaukos, qui devint l'homme fort de la régence de Jean V (1341-1347), fut d'une certaine façon propice à l'ascension d'une classe marchande à Byzance. Apokaukos mit en place une série de mesures visant à renforcer les capacités navales des Byzantins, mais aussi à limiter les privilèges des marchands occidentaux. Il s'agissait de remettre l'homme d'affaires byzantin sur un pied d'égalité avec son concurrent latin⁶⁸⁸.

Apokaukos imposa la création d'une nouvelle taxe sur les importations de blé en provenance de la mer Noire et des territoires qui avaient autrefois appartenu à l'Empire, comme les côtes de l'Asie Mineure. Il interdit aussi à tous les marchands étrangers de vendre du vin au détail à Constantinople. Enfin, afin de mieux contrôler le trafic naval et de surveiller la perception des taxes sur les transactions commerciales, Apokaukos rétablit un poste douanier dans le port d'Hiéron, à l'entrée nord du Bosphore. La mise en place de ces mesures provoqua à Constantinople les protestations des Génois et des Vénitiens.

Après son entrée à Constantinople en 1347, Kantakouzènos poursuivit la politique économique de son défunt rival. Bien qu'il fût le représentant de la grande aristocratie foncière, Kantakouzènos n'en limita pas moins à son tour les privilèges des Occidentaux et chercha à réduire la dépendance de l'Empire à l'égard de leurs marines. Il ordonna la création de deux nouvelles taxes sur l'importation de blé dans l'Empire et l'achat du vin directement auprès des producteurs, mais, surtout, il obligea tous les marchands à payer le même taux au titre du *kommerkion*, à savoir 2 % de la valeur de la transaction. Non seulement ce nouveau décret mettait virtuellement fin aux privilèges les plus exorbitants des marchands occidentaux, mais il impliquait aussi une réduction de 80 % du *kommerkion* payé jusqu'alors par les marchands byzantins.

Les nouvelles mesures adoptées par Kantakouzènos furent fortement contestées par les Latins, notamment par les Génois qui essayaient à cette époque de s'assurer le contrôle du commerce de la mer Noire. L'armement d'une nouvelle flotte par les Byzantins leur servit de prétexte pour déclarer à l'Empire en 1348 une guerre qu'ils remportèrent sans aucune difficulté. La défaite des Byzantins représentait un revers important pour la politique poursuivie par Kantakouzènos. Après quelques tentatives pour conclure une alliance de revers avec les Vénitiens et les Catalans, l'empereur fut finalement contraint de signer un nouveau traité avec les Génois le 6 mai 1352⁶⁸⁹.

688. Rappelons que ce groupe de marchands byzantins s'était consolidé pendant la première moitié du xiv^e siècle grâce à ses contacts avec les Latins et à l'essor d'une petite industrie et d'un artisanat locaux. Vers le milieu du siècle, ce groupe était désormais bien établi dans les villes les plus importantes, où il contrôlait les principales sources d'enrichissement. Toutefois, il se heurta à l'opposition de la grande aristocratie foncière lors de la deuxième guerre civile. Sur ces événements, voir *supra*, p. 51-53.

689. *Liber iurium*, t. 2, col. 601 et suiv. ; nouvelle édition dans MEDVEDEV, Le traité de 1352.

Les termes de ce traité étaient lourds de conséquences pour l'avenir de l'Empire, car ils mettaient un terme définitif aux tentatives des Byzantins pour rétablir leur puissance navale et limiter les privilèges commerciaux des Occidentaux. Ils empêchaient aussi la consolidation de la classe marchande byzantine.

Le contenu de ce traité peut être résumé en quatre points fondamentaux :

- Les Byzantins achetant des marchandises à Péra ne payaient rien au titre du *kommerkion*, sauf dans le cas d'une transaction entre deux sujets de l'empereur.
- Les marchandises achetées à Péra, y compris les céréales, ne seraient plus considérées comme importées et ne seraient donc plus soumises au nouvel impôt sur les importations.
- Les producteurs de vin écoulant leur production à Péra ou « dans les villages » (expression sur laquelle on va revenir) seraient imposés par les autorités génoises à leur propre taux. Les Génois vendant du vin à Constantinople seraient, quant à eux, imposés par l'empereur au même tarif que les Byzantins.
- Aucun navire byzantin n'aurait plus le droit de se rendre au nord-est de la mer Noire, dans le port de Tana ou en mer d'Azov, à moins qu'il ne fût accompagné d'un navire génois ou n'en eût reçu la permission des autorités génoises.

Les clauses de ce traité sanctionnaient les privilèges des Génois dans l'Empire byzantin et leur abandonnaient l'hégémonie dans le commerce avec la mer Noire. Il convient toutefois de noter qu'en dépit de leur échec, les Byzantins parvinrent à maintenir quelques-unes des réformes introduites par Kantakouzènos durant son règne, par exemple l'augmentation du *kommerkion* et l'impôt sur la vente du vin. Ce traité n'en eut pas moins des conséquences également importantes pour la société byzantine, car il obligea les marchands byzantins à s'associer désormais aux marchands génois pour pouvoir faire du commerce avec les ports de la mer Noire. Cette mesure dut frustrer les attentes de la classe marchande de l'Empire qui voyait anéantis ses espoirs de s'imposer face à ses concurrents occidentaux. Désormais, les seuls marchands byzantins qui réussirent à faire fortune le firent grâce à leurs contacts avec les milieux d'affaires occidentaux. La plupart des commerçants de l'Empire durent en revanche se contenter d'un rôle secondaire dans les échanges commerciaux régionaux.

Le traité de 1352 marqua donc le début d'une nouvelle période qui coïncida par ailleurs avec le déclin progressif du commerce des épices et des produits de luxe dans la mer Noire et avec l'avancée des Ottomans sur le continent européen. À cette époque, on constate également la poursuite des efforts de l'État byzantin pour augmenter son emprise sur le commerce des produits alimentaires et pour intervenir plus directement dans l'échange des marchandises. Il s'agissait en fait de compenser la perte des revenus liés à l'exploitation de la terre par une augmentation des recettes provenant de la vente des produits agricoles.

2. DES ÉCHANGES DOMINÉS PAR L'EXPORTATION DES DENRÉES AGRICOLES (MILIEU XIV^e-MILIEU XV^e SIÈCLE)

La forte demande en produits agricoles durant la première moitié du XIV^e siècle avait provoqué la mise en place en Méditerranée orientale d'un système d'échanges dans lequel les pays occidentaux exportaient des produits manufacturés, issus de

leurs industries urbaines en plein essor, et importaient des matières premières et des denrées alimentaires.

Cette économie de marché transforma aussi le mode de production agraire dans les pays exportateurs, y compris dans l'Empire byzantin. En effet, conséquence du profit élevé tiré de la vente des denrées agricoles, le propriétaire foncier byzantin cherchait à produire davantage pour le marché. Il orientait donc ses investissements vers la constitution de grands domaines spécialisés dans la culture d'un seul produit. Cette tendance fut favorisée par la vente aux grands aristocrates de leurs terres par les petits et moyens propriétaires entre la fin du XIII^e et le début du XIV^e siècle⁶⁹⁰.

À partir du milieu du XIV^e siècle, la conjoncture se renversa en raison d'un progressif ralentissement de la croissance économique et d'une baisse de la population, intensifiés par la peste noire. Cette crise provoqua une réduction des échanges en Méditerranée orientale, modérée dans la seconde moitié du XIV^e siècle, mais qui s'aggrava vers la fin du siècle en raison du contexte politique.

La commercialisation du grain dans l'Empire durant la seconde moitié du XIV^e siècle

Le grain était le principal produit agricole de l'Empire. À l'époque des Paléologues, la plupart des terres céréalières étaient entre les mains des grands propriétaires fonciers, aristocrates et grands monastères, ainsi que dans celles de l'État. L'Asie Mineure, la Thrace, la Macédoine et la Thessalie en étaient les principales régions de production.

À partir de la première moitié du XIV^e siècle, la perte de l'Asie Mineure et les troubles politiques en Thrace, provoqués notamment par le passage de la compagnie catalane et par les deux guerres civiles, avaient entraîné une baisse de la production de céréales de l'Empire et même rendu difficile le ravitaillement de Constantinople. C'est pourquoi les empereurs, dès l'époque d'Andronic II, avaient exercé un contrôle plus étroit sur l'exportation de denrées alimentaires afin d'éviter les pénuries. Les nombreuses clauses des traités commerciaux entre Byzance et les républiques italiennes visaient ainsi à encadrer et limiter la vente de blé.

Dans la seconde moitié du XIV^e siècle, les conquêtes serbes puis ottomanes entraînèrent la perte de la Macédoine et de la Thrace, les deux principaux centres de production céréalière de l'Empire. Hormis la période de dix ans pendant laquelle la Macédoine revint au pouvoir des Byzantins (*ca* 1373-1383), l'Empire ne contrôlait plus à cette époque qu'une étroite bande côtière au bord de la mer de Marmara, entre Constantinople et Panidos, et une autre au bord de la mer Noire, entre Constantinople et Mésembria ; il possédait aussi quelques îles du nord de la mer Égée, ainsi que le Péloponnèse. Toutefois, la production agricole de ces territoires ne devait qu'à grand peine suffire à ravitailler une ville comme Constantinople, qui comptait encore plus de 50 000 habitants. Le territoire côtier sous domination byzantine était exigu et parmi les possessions égéennes, seule l'île de Lemnos semble avoir été relativement riche en grain.

690. Sur cette évolution, voir *supra*, p. 30-32.

La documentation de la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle témoigne pourtant d'un phénomène à cet égard très étonnant, puisque l'on constate à cette époque l'exportation depuis l'Empire de grandes quantités de blé vers les colonies latines et l'Europe occidentale. Plusieurs actes notariés latins évoquent par exemple deux grands transports de blé à Gênes, en 1384 et en 1389/1390, pour le compte d'un patron de navire, Manouël Kabasilas. Il s'agissait la première fois, en 1384, de 3 667 mines de grain, soit près de 302 tonnes, que Kabasilas avait chargées dans un port nommé *Aristo*⁶⁹¹. La seconde mention, en 1389, concernait une quantité encore plus considérable puisqu'elle s'élevait à 5 421 mines de blé (environ 446 tonnes). À cette occasion, Kabasilas agissait sur l'ordre de l'empereur byzantin qui était aussi le propriétaire du navire sur lequel la cargaison de blé fut transportée⁶⁹².

Cette affaire a fait couler beaucoup d'encre, en particulier à propos de l'identité de l'empereur qui avait chargé Kabasilas d'acheminer cette énorme quantité de grain jusqu'à Gênes en 1389, car à cette époque il y avait deux souverains à Byzance : Jean V régnait sur Constantinople et son petit-fils Jean VII sur Sélymbria. La difficulté vient du fait que les actes qui mentionnent le nom du souverain le font sous une forme peu explicite, puisqu'ils le désignent comme « Kaloïannès, empereur des Romains » (*Chaloïanni imperator Romeorum*), une formulation qui peut convenir autant à Jean V qu'à Jean VII. Angéliki Laiou a rejeté l'hypothèse de John Barker, selon qui il s'agirait de Jean V, et a penché plutôt pour Jean VII⁶⁹³. Son opinion semble d'autant mieux fondée que la chronologie du voyage de Kabasilas à Gênes coïncide précisément avec un séjour de Jean VII dans cette ville, en compagnie de sa mère Maria-Kyratza de Bulgarie, afin de préparer un coup d'État contre son grand-père⁶⁹⁴.

691. BALARD, *La Romanie génoise*, t. 2, p. 758 (d'après ASG, San Giorgio, *Gabella grani* 1384, fol. 8r), qui ne mentionne néanmoins pas le lieu de cargaison : voir LAIOU, *Byzantine Economy in Mediterranean Trade*, p. 220. La cargaison était répartie entre 34 marchands dont 24 grecs.

692. Un ordre de paiement émis le 19 juillet 1389 en faveur de Manouël Kabasilas (BALARD, *La Romanie génoise*, t. 2, p. 758 et 760) précise que la vente de cette cargaison de grain avait été réalisée à Péra en 1388 entre l'empereur byzantin, représenté par Manouël Kabasilas et le Pérote Luchino Draperio, et le podestat de Péra qui agissait au nom de la commune de Gênes. Le 15 avril 1389, le navire de Kabasilas arriva à Gênes et le 19 juillet de la même année, il reçut un paiement de la commune. En février 1390, Kabasilas était encore à Gênes où il reçut 34 livres pour la vente du grain impérial (cf. J. BARKER, *John VII in Genoa: A Problem in Late Byzantine Source Confusion*, *OCP* 28, 1962, p. 236-237). Enfin, un acte d'octobre-novembre 1390 indique que Kabasilas n'avait vendu que 445 mines de grain avant son départ de Gênes et que ce furent feu Luchino Draperio et Giovanni de Rapallo qui reçurent l'autorisation de vendre le reste pour le compte de l'empereur (BALARD, Péra, doc. 138, p. 50-54).

693. Voir LAIOU, *Byzantine Economy in Mediterranean Trade*, p. 220, et EAD., *The Greek Merchant*, ici p. 108.

694. Cf. BALARD, *La Romanie génoise*, t. 1 p. 94, n. 320 : « Jean VII est à Gênes en mai 1389 où on le reconnaît comme *basileus* » et il « en repart en décembre 1389 ou en janvier 1390 sur la galère de Quilico de Tadeis ». Balard n'a pas évoqué la présence de Maria-Kyratza aux côtés de son fils, signalée par E. LAPPA-ZIZICAS, *Le voyage de Jean VII Paléologue en Italie*, *REB* 34, 1976, p. 139-142.

Les deux transports de blé à Gênes en 1384 et 1389 ne sont pas les seuls cas de vente d'une grande quantité de grain provenant de l'Empire à des Latins. On en connaît deux autres exemples qui datent de la même époque. En septembre 1386, le Byzantin Îôannès Eudaimonoiôannès transporta 994 modioi de grain sur une nef impériale jusqu'à la colonie génoise de Caffa, à l'époque assiégée par les Tatars et donc dépendante des importations navales pour son ravitaillement⁶⁹⁵. Par ailleurs, en 1389 l'empereur Jean V confisqua la cargaison de blé de deux bateaux appartenant au marchand vénitien Ermolao Bon sous le prétexte qu'il s'agissait du blé que les autorités byzantines lui avaient précédemment vendu⁶⁹⁶.

Mis à part les difficultés d'interprétation que présentent les détails de chaque affaire, ces exemples posent un problème d'ensemble, car ils témoignent de l'exportation de grandes quantités de blé en provenance d'un État qui, à cette époque, ne disposait presque plus de terres cultivables. Par ailleurs, la vente de telles quantités de grain aux marchands étrangers s'oppose totalement aux efforts des empereurs précédents pour limiter la sortie des céréales de l'Empire. Laiou a considéré qu'à cette époque l'État byzantin fut amené à subordonner les impératifs du ravitaillement des centres urbains à ses besoins financiers immédiats, privilégiant donc les profits de l'exportation du blé par rapport à la satisfaction des besoins des marchés locaux⁶⁹⁷.

On notera pourtant que rien dans la documentation ne nous oblige à penser que le blé vendu dans ces cas provenait intégralement du territoire byzantin. En effet, les sources ne disent rien de l'origine du blé. Elles mentionnent simplement les ports de chargement de la marchandise, dont la plupart étaient situés dans le territoire gouverné par Jean VII, c'est-à-dire dans la région côtière de la mer de Marmara proche de Constantinople. Ainsi, en 1384, Kabasilas avait chargé son grain dans un port nommé *Aristo*, forme latine sous laquelle se dissimule probablement le toponyme grec de Raideustos, dont l'importance comme marché de grain est attestée depuis le XI^e siècle. Dans un autre document génois de 1384, on mentionne également du grain provenant de Sélymbria⁶⁹⁸.

Un dossier d'actes datant de 1389-1390, publié par Gian Giacomo Musso, fournit des informations supplémentaires sur le mode de chargement des denrées en Thrace. Le premier acte est une plainte déposée par le marchand vénitien Alvise Bragadin le 2 mars 1390 devant le podestat de Péra contre Iane Draperio, citoyen de la colonie génoise, au sujet d'une cargaison de 3 000 modioi de grain, que

695. Cf. LAIOU, *Byzantine Economy in Mediterranean Trade*, p. 219.

696. CHRYSOSTOMIDES, *Venetian Commercial Privileges*, doc. 15, p. 350-352. Elle n'a pas expliqué le contexte de cette confiscation de blé par l'empereur, qui demeura un motif de discorde entre Venise et Byzance jusqu'au début du XV^e siècle. À l'époque de la confiscation, Jean V savait déjà que son petit-fils Jean VII s'apprêtait à s'emparer de Constantinople avec l'aide de l'Ottoman Bayezid I^{er} ; c'est pourquoi il fit confisquer toutes les marchandises et ordonna à la population de la ville de s'approvisionner en blé pour deux ans (cf. MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, p. 126-127).

697. Cf. LAIOU, *Agrarian Economy*, p. 368-369.

698. Cf. Musso, *Navigazione e commercio*, tableau 2.

Bragadin lui avait achetés en exécution d'un contrat passé le 22 novembre 1389 à Péra⁶⁹⁹. Par cet acte, Draperio s'était engagé à livrer au Vénitien « 1 000 modioi de blé au lieu-dit de Panidos, ou dans l'une des échelles de Grèce [dans l'Empire byzantin] dans lesquelles sont souvent chargés les navires, ou en *Turchia* [dans l'Empire ottoman] dans les lieux et échelles qui sont sous la domination du seigneur turc *Ihallabi* [Bayezid I^{er}], c'est-à-dire autour de la bouche d'Abydos [détroit des Dardanelles] » et les autres « 2 000 modioi de blé [...] au lieu de *Lo Porro* ou dans la région de Panidos ou dans n'importe quel endroit de Grèce dans lequel sont souvent chargés les navires, c'est-à-dire autour de la bouche d'Abydos, ou dans les lieux de chargement de *Turchia*, dans un ou deux lieux de chargement de *Turchia*, autour de *Camali* et *Scorpiata* »⁷⁰⁰. En dépit de ces précisions minutieuses, la livraison n'avait pas eu lieu parce que, d'après l'acte Draperio, Bragadin ne lui avait pas versé la somme convenue et n'avait pas nolisé de navire pour effectuer le chargement⁷⁰¹. Le 20 avril 1390, un jugement fut rendu : Draperio s'engagea, après avoir reçu le paiement dû, à livrer à Bragadin les 3 000 modioi de grain qu'il lui avait vendus sur la récolte de 1389, soit dans le port de Panidos soit dans celui de Daneion⁷⁰².

Il convient de noter d'abord la mention dans ces actes de plusieurs ports situés dans les terres contrôlées par Jean VII ; c'était le cas de Panidos comme de Daneion, des lieux dans lesquels les marchands achetaient traditionnellement du blé. Toutefois, ces actes parlent aussi d'autres ports, plus petits, citant quelques toponymes dont la localisation n'est pas assurée⁷⁰³. Ils étaient situés dans le territoire sous domination byzantine ou ottomane, « autour de la bouche d'Abydos » (le détroit des Dardanelles). Ils sont désignés en outre comme des « échelles » (*scallae*) et les actes précisent que les marchands « avaient l'habitude de charger là leurs navires ».

699. Le contrat est perdu, mais on en connaît le contenu grâce aux autres pièces du dossier.

700. MUSSO, *Navigazione e commercio*, doc. 5, p. 237) : ... *tradicionem et consignacionem dittorum modiorum mille frumenti in loco Pannidi seu in una ex scalis Grece in quibus solita sunt navigia honerari, seu in Turchia, videlicet in locis et scalis dominacionis domini Ihallabi Turchi, videlicet a buccha Avis citra [...] consignare dicta modia duo milia frumenti dicto Lodisio seu legiptime persone pro eo in loco de lo Porro seu in partibus Pannidi vel alibi in locis Grece ad loca solita navigia honerari, videlicet a buccha Avis citra, seu in locis Turchie carregatoriis in uno loco vel duobus tantum ex locis Turchie carregatoriis a Camali et Scorpiata citra, ipsis duobus locis comprehensis*. Cet acte a également été résumé dans BALARD, Péra, doc. 95, p. 40 ; et cité dans ID., *La Romanie génoise*, t. 2, p. 752-753, n. 84, LAIOU, *Byzantine Economy in Mediterranean Trade*, p. 219, et K. FLEET, *Ottoman Grain Exports from Western Anatolia at the End of the Fourteenth Century*, *Journal of Economic and Social History of the Orient* 40, 1997, p. 283-293.

701. Résumé dans BALARD, Péra, doc. 96, p. 40.

702. Résumé *ibid.*, doc. 107, p. 43.

703. L'identification proposée par LAIOU, *Byzantine Economy in Mediterranean Trade*, p. 219 entre « Lo Porro or Lo Gollo » et le toponyme actuel de Porto-Lagos est bien sûr à rejeter, puisque ce dernier se trouve sur la côte nord de la mer Égée, au sud-ouest de la Thrace, une région qui, à l'époque, échappait au contrôle des Byzantins et qui est très éloignée du détroit des Dardanelles. Il faut également rejeter l'identification entre Lo Porro et Lo Gollo qui sont deux toponymes distincts, comme l'a signalé BALARD, *La Romanie génoise*, t. 2, p. 752-753, n. 84 : « Lo Porro et Golli sont aussi fréquentés par des marchands de Chio, importateurs de grain. »

Il doit s'agir des mêmes lieux que les *caricatoria frumenti* dont Michel Balard a souligné l'importance au xiv^e siècle pour le commerce génois du blé⁷⁰⁴. L'avantage de ces ports par rapport aux grands marchés était que dans ces *scallae* les marchands achetaient directement aux producteurs sans passer par des intermédiaires officiels, ce qui leur permettait de payer moins de taxes.

On connaît en effet plusieurs échelles maritimes localisées aux environs ou à l'intérieur des grands domaines fonciers. Par exemple, au milieu du xiv^e siècle, le monastère de Vatopédi possédait une « échelle » (*skala*) à Léontaria et un petit port (*paraskalion*) appelé Mikra Thalattè situé en Chalcidique occidentale, au nord de la presqu'île de Kassandreia⁷⁰⁵. Le monastère de Docheiariou possédait lui aussi une échelle (*skala*) dans son domaine de Diabolokampos situé dans la région de Kalamaria (Chalcidique occidentale)⁷⁰⁶. Il y avait aussi des échelles dans le delta du Strymon, utilisées pour écouler la production agricole des grands domaines fonciers de la région⁷⁰⁷.

La mention, dans ce dossier d'actes notariés latins des années 1389-1390, des ports situés dans le territoire de Jean VII pourrait certes suggérer que le blé provenait de ce territoire qui était alors encore sous domination byzantine, peut-être plus précisément des domaines impériaux, en raison de l'implication du souverain dans son exportation. Toutefois, ces actes parlent aussi d'autres lieux de chargement qui se trouvent, quant à eux, situés en territoire ottoman, comme *Camali* ou *Scorpiata*. En fait, les actes ne semblent pas faire de distinction entre les ports sous domination byzantine et les échelles sous domination ottomane.

Cela suggère d'une part qu'à cette époque il n'y avait pas de restrictions à l'exportation du blé byzantin et d'autre part que les conditions d'achat étaient les mêmes en territoire byzantin ou ottoman⁷⁰⁸. On notera de plus que le marchand génois chargé d'acheter le blé n'était autre que Iane Draperio, habitant de la colonie de Péra, dont la famille entretenait des liens très étroits avec la haute aristocratie constantino-politaine⁷⁰⁹. La participation de Draperio dans cette affaire pourrait donc

704. *Ibid.*, p. 752.

705. *Vatopédi* II, n° 97 (chrysobulle d'Étienne Dušan de 1348), l. 9-10. Sur les ports des grands monastères athonites, voir SMYRLIS, *La fortune*, p. 225-226.

706. *Docheiariou*, n° 33 (chrysobulle de Jean V de 1355), l. 18.

707. Voir SMYRLIS, *La fortune*, p. 226, n. 333. Cet auteur a souligné que les moines transportaient parfois une partie de leur production agricole jusqu'à Constantinople pour l'écouler sur le marché urbain et qu'ils acquirent à cette fin des entrepôts tout au long de la Corne d'Or, afin d'entreposer leurs marchandises. Sur l'activité commerciale dans l'embouchure du Strymon, voir A. DUNN, *Loci of Maritime Traffic in the Strymon Delta (IV-XVIII cc.): Commercial, Fiscal and Manorial*, dans *Οι Σέρρες και η περιοχή τους από την αρχαία στη μεταβυζαντινή κοινωνία*, Thessalonique 1998, t. 1, p. 339-360.

708. On connaît encore un autre document de la même période qui témoigne de l'achat de blé en territoire ottoman. En 1390, un autre marchand génois, Brancalone Grillo, s'était engagé à se rendre à Panidos ou « dans un lieu compris entre Ténédos et Chio » pour y charger 3 000 mines de grain nouveau et les transporter à Gênes : BALARD, Péra, doc 126, p. 47-48. En effet, l'expression « entre Ténédos et Chio » désigne une partie de la côte d'Asie Mineure qui était au pouvoir des Ottomans.

709. Pour les liens entre les Draperio et les grands lignages byzantins de l'époque, voir GANCHOU, *Autonomie locale*.

témoigner aussi des activités du milieu d'affaires byzantin, impliqué dans l'achat de blé non seulement dans les possessions de l'Empire mais aussi en territoire turc.

Cette liberté d'exportation du blé depuis le territoire ottoman et la facilité avec laquelle il était possible de le transporter en territoire byzantin m'amènent à penser que le grain vendu par les agents du souverain byzantin était en fait pour l'essentiel d'origine turque. Cela semble la solution la plus logique si l'on prend en compte les dimensions désormais exiguës du territoire byzantin. De plus, il convient de souligner que les débouchés traditionnels de la riche production agricole de l'arrière-pays de Thrace, à l'époque au pouvoir des Ottomans, étaient les ports de la côte de Marmara que les Byzantins contrôlaient encore⁷¹⁰.

On possède un document contemporain qui parle des privilèges commerciaux que les marchands byzantins possédaient dans l'Empire ottoman à cette époque. Il s'agit du traité conclu en 1387 entre Murad I^{er} et la commune de Gênes⁷¹¹. Parmi ses clauses, il y en a une qui concerne l'exportation de blé du territoire ottoman : Murad accordait aux Génois les mêmes privilèges que ceux dont bénéficiaient déjà les marchands vénitiens, arabes et byzantins (*Greci*)⁷¹². Le traité ne spécifie pas de quels privilèges il s'agissait, mais d'autres actes latins de l'époque disent que les Vénitiens acquittaient une taxe de 0,5 hyperpre pour 100 modioi de blé acheté, ce qui constituait une charge particulièrement peu élevée pour l'exportation de grain⁷¹³.

710. La situation devait être la même sur la côte de la mer Noire, où les Byzantins possédaient les ports les plus importants, Mésembria, Sôzopolis et Anchialos, débouchés de la production agricole du nord de la Thrace. Toutefois, il convient de différencier cette région, appelée par les sources « Zagora », et les ports situés plus au nord, autour de l'embouchure du Danube, qui échappaient à cette époque au contrôle de l'Empire et étaient le principal débouché de la production céréalière des plaines danubiennes. En effet, la documentation contemporaine fait clairement la distinction : par exemple, pour les cargaisons de blé enregistrées à Gênes au début de l'année 1358, en provenance de sa colonie de Péra, 707 mines (soit 57 974 kg) provenaient des ports de la Zagora, 1 500 mines (soit 123 000 kg) de Roumanie et 8 227 mines (soit 674 614 kg) des ports situés dans l'embouchure du Danube : V. GJUZELEV, Du commerce génois dans les terres bulgares durant le XIV^e siècle, *Bulgarian Historical Review* 6/4, 1979, p. 36-58, ici p. 44 (= ID., *Medieval Bulgaria, Byzantine Empire, Black Sea – Venice – Genoa*, Villach 1988, p. 327-350). Le blé appelé « de la Roumanie » était principalement chargé dans les ports de la mer de Marmara. Le livre de comptes de l'expédition du comte Amédée de Savoie de l'année 1366-1367 fournit quelques informations sur le chargement de grain dans les ports de la Zagora : BOLLATI, *Spedizione in Oriente*, n° VIII, p. 4 (vente de grain à un marchand de Mésembria), n° XXVI, p. 8 (*blada dicti Prothoniscairo de Mesembria*) ; on y mentionne aussi des patrons de navire grecs qui faisaient le trajet entre Sôzopolis et Constantinople : *ibid.*, n° 490, p. 125 (Kôstantinos Disypatos), et n° 542, p. 134 (Laskaris *Trissiasqui*). Il ressort de la documentation notariale qu'à côté de la cire et du miel, le blé était le produit le plus apprécié par les marchands dans ces régions. Selon Pegolotti, le blé d'Anchialos était avec celui de Caffa le meilleur de la mer Noire : PEGOLOTTI, *La pratica della mercatura* (cité *supra*, p. 502, n. 663) p. 42.

711. Cet acte a bénéficié de plusieurs éditions, dont la plus récente est celle de FLEET, *The Treaty of 1387*, qui en fournit une traduction anglaise.

712. *Ibid.*, p. 15 : *et ultra promixit prefactus dominus Armiratus facere et curare ita et sic quod omnia et singula navigia Ianuensium et qui pro Ianuensibus tractantur et reputantur poterunt in tutto teritorio suo victualibus honerari solvendo dicto magnifico domino Moratobei vel factoribus suis pro quolibet modio Romanie grani ordeï milli et alliorum leguminum illud quod solvent Saraceni, Greci, Veneti et allteri qui minus solvent.*

Le contexte historique explique les conditions relativement favorables des marchands byzantins dans l'Empire ottoman, car, après le coup d'État d'Andronic IV (1376) et les accords passés avec Jean V (1381-1382), les relations entre Byzance et l'Empire ottoman s'étaient considérablement améliorées. À cette époque, les Byzantins étaient devenus tributaires des Turcs et leur versaient une lourde contribution, mais il se peut qu'en échange ils aient eu plus de liberté pour faire du commerce en territoire ottoman⁷¹⁴. Ce contexte éclaire d'ailleurs la chronologie des transactions commerciales que l'on a étudiées, car elles datent toutes des années 1380.

La situation changea totalement avec l'arrivée en Europe de Bayezid I^{er} (1393) et le bouleversement des équilibres diplomatiques que représentèrent l'accession au pouvoir de ce souverain et ses plans pour mettre fin à l'existence de l'Empire byzantin. En effet, Bayezid I^{er} ordonna à cette époque d'interrompre l'exportation de blé vers les territoires byzantins et il doubla la taxe acquittée par les marchands occidentaux pour l'achat de blé, la faisant passer de 0,5 à 1 hyperpre par centaine de modioi⁷¹⁵.

Après la défaite des Ottomans à Ankara (juillet 1402), les marchands occidentaux et byzantins reçurent à nouveau la permission de se rendre dans les ports turcs pour y charger des marchandises⁷¹⁶, mais il semble que les niveaux de grain exporté à l'époque aient déjà commencé à chuter.

Une forte baisse du commerce de grain en Roumanie à partir de la fin du XIV^e siècle

En dépit des exemples d'importantes cargaisons de blé et d'autres denrées agricoles destinées au ravitaillement de quelques colonies latines et de villes de l'Occident, le trafic commercial en Roumanie et dans la mer Noire connut les premiers signes du déclin dès le milieu du XIV^e siècle. Les chiffres provenant de la documentation génoise étudiée par Balard témoignent d'une réduction du volume de grain importé à cette époque de Roumanie⁷¹⁷.

Les causes de ce déclin sont multiples. Il s'explique en partie par la réouverture des ports du Proche-Orient et de l'Égypte, délaissés par les marchands occidentaux après la chute des derniers États latins de Terre Sainte à la fin du XIII^e siècle. À partir

714. Sur les conditions politiques de l'époque, voir *supra*, p. 263-264.

715. C'est l'historien Doukas qui raconte que Bayezid avait interdit l'exportation de blé vers l'Empire byzantin : « Il empêcha l'envoi annuel de blé en provenance d'Asie vers les îles, Lesbos, Chios, Lemnos, Rhodes et ainsi de suite » (DOUKAS XIII § 2, p. 47¹). En 1390, l'ambassadeur vénitien Francesco Querini s'était rendu auprès de Bayezid, qui venait à peine d'accéder au pouvoir, pour présenter ses condoléances à la mort de son père Murad I^{er} et demander l'exemption complète de la taxe sur les exportations de blé. Non seulement le nouveau souverain ottoman refusa de diminuer cette charge, mais il la fit passer à un hyperpre (CHRYSOSTOMIDES, *Monumenta*, n° 68). Sur la dégradation des conditions d'achat du blé dans l'Empire ottoman à la fin du XIV^e siècle, voir MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, p. 126.

716. Ce point est précisé dans une clause du traité de février 1403 : *Tute le scale che ho sia aperte e che quanto gran che li vora e li possa tuor [...] e che in tuti li luogi onde eli vuol i possa prender* (DENNIS, *Treaty of 1403*, p. 79).

717. Cf. BALARD, *La Roumanie génoise*, t. 2, p. 868.

des années 1345-1350, on constate un renversement de la tendance. Cette époque voit une forte reprise des échanges avec l'Orient musulman, suscitée par le relâchement des interdictions pontificales ainsi que par la dégradation du contexte politique dans l'espace pontique. En effet, les troubles dans les khanats mongols et les campagnes des Tatars contre les villes côtières de la mer Noire obligèrent les marchands occidentaux à retourner dans le sud. La situation se dégrada davantage encore vers la fin du ^{xiv}^e siècle, lorsque le redoutable Tamerlan ravagea la région proche de la mer Noire. En 1395, par exemple il détruisit complètement la ville de Tana⁷¹⁸. À cette époque, l'activité commerciale de ces ports s'était déjà réduite considérablement par rapport à ce qu'elle était au début du ^{xiv}^e siècle, se résumant désormais à la vente des esclaves, du poisson séché et du cuir.

Le déclin du commerce pontique eut des conséquences importantes sur le volume des échanges à Constantinople. Par exemple, au début du ^{xv}^e siècle, Venise avait décidé de réduire le nombre de galères mises périodiquement à disposition des marchands de la république pour faire du commerce avec la Roumanie : des huit galères prévues jusque-là, on n'en garda que deux ou trois. À cette époque, le commerce avec l'Égypte en serait même venu à représenter 51 % des transactions commerciales vénitiennes en Méditerranée orientale⁷¹⁹. La même constatation vaut pour le commerce génois : en 1398 la valeur du commerce maritime de Pétra n'était plus que le dixième de ce qu'elle était en 1342⁷²⁰.

Toutefois, la capitale byzantine continua au ^{xv}^e siècle à conserver un réel dynamisme. Le livre de comptes du marchand vénitien Giacomo Badoer, qui séjourna à Constantinople trois ans, de 1436 à 1439, témoigne de l'activité commerciale de la ville à cette époque⁷²¹. De plus, Constantinople semble être devenue alors le lieu de repli de quelques familles de marchands installées auparavant dans les villes du nord de la mer Noire, qui, en raison des troubles politiques dans cette région, auraient voulu transférer le centre de leurs activités dans la capitale byzantine⁷²².

718. Sur le contexte politique, voir M. BERINDEI, G. VEINSTEIN, La Tana-Azaq de la présence italienne à l'emprise ottomane (fin ^{xiii}^e-milieu ^{xvi}^e siècle), *Turcica* 8, 1976, p. 110-201, et S. P. KARPOV, Genova e Venezia. Rivalità e collaborazione a Trebisonda e Tana, secoli ^{xiii}-^{xiv}, dans *Genova, Venezia, il Levante nei secoli ^{xii}-^{xiv}*, éd. G. ORTALLI et D. PUNCUH, Gênes 2001, p. 257-272.

719. Cf. F. THIRIET, Quelques observations sur le trafic des galées vénitiennes d'après les chiffres des *incanti*, *Studi in onore di A. Fanfani*, t. 3, Milan 1962, p. 493-522, ici, p. 502-504. Sur le système des *mude* vénitiennes, voir *supra*, p. 209.

720. Cf. BALARD, *La Roumanie génoise*, t. 2, p. 683.

721. Sur l'activité commerciale à Constantinople à cette époque, voir aussi J.-Cl. HOCQUET, Giacomo Badoer, marchand-drapier à Constantinople et les draps du nord de l'Europe, *Atti dell'Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti* 160, 2002, p. 71-89 ; ID., Ships, Sailors and Maritime Activity in Constantinople (1436-1440), *Journal of European Economic History* 30, 2001, p. 533-567 ; M. BALARD, Giacomo Badoer et le commerce des esclaves, dans *Milieus naturels, espaces sociaux. Études offertes à Robert Delort*, éd. É. MORNET et F. MORENZONI, Paris 1997, p. 555-564 ; et GANCHOU, Théodôros Batatzès.

722. Sur cette question, voir K.-P. MATSCHKE, Bedeutung des Schwarzmeerraumes für Stadtwirtschaft und Stadtgesellschaft von Konstantinopel in spätbyzantinischer Zeit : das Chogia-Ise-Puzzle, dans ID., *Spätbyzantinische Konstantinopel*, p. 491-541.

La commercialisation du vin

Au ^{xiv}^e siècle, la viticulture connaît un essor considérable, provoqué par une hausse de la demande interne mais surtout externe, dont on a déjà signalé les causes. Cet essor eut des conséquences immédiates sur la société rurale et en particulier sur le marché de la terre, car la haute rentabilité de ce type de culture fit monter rapidement les prix des terrains et poussa certains propriétaires à planter des vignes sur des espaces jusqu'alors consacrés à la céréaliculture⁷²³. Les documents d'archives révèlent cet effort pour acquérir et planter des vignobles sur les terres nouvellement mises en exploitation. Laiou a estimé qu'à l'époque la vigne devait déjà représenter une part très élevée de la surface cultivée, environ 16 %⁷²⁴. Cette tendance semble se maintenir au cours de la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle⁷²⁵.

En effet, les bénéfices tirés de la commercialisation du vin représentaient une contribution importante aux revenus des grands propriétaires fonciers et des locataires de leurs terres⁷²⁶. Les actes parlent non seulement des vignes que faisaient planter les moines de l'Athos dans leurs domaines, mais ils mentionnent également des entrepôts domaniaux situés à proximité de leurs biens, qui servaient à stocker la production et comme centre de redistribution auprès des marchands. Ces bâtiments reçoivent les noms de *kapèlion* ou *oinopôleion*.

De tels entrepôts domaniaux sont attestés par exemple à Lemnos à la fin du ^{xiv}^e siècle par le *praktikon* du recenseur Phôkas Sébastopoulos de juin 1387, délivré en faveur de Vatopédi. Cet acte parle d'un *kapèlion* situé dans le village de Moudros, près de la côte sud de l'île, dans lequel on vendait le vin. De plus, l'acte fournit des renseignements sur le mode d'exploitation de ce *kapèlion*. Il parle notamment d'une personne qui prenait à charge le *kapèlion* de Moudros pour la durée d'une année et qui devait verser à l'État et au monastère, propriétaire du bâtiment, une partie du revenu⁷²⁷. Il s'agit certainement d'un particulier,

723. LAIOU, Η διαμόρφωση, p. 346.

724. EAD., Agrarian Economy, ici p. 360-364.

725. Par exemple, le monastère de Vatopédi possédait dans son domaine de Moudros, à Lemnos, une vigne de 40 modioi (*Vatopédi* III, n° 165, l. 16-17), une superficie importante.

726. Ce phénomène n'est pas exclusif aux territoires de l'Empire byzantin ; en Crète vénitienne, par exemple, l'exportation de vin était particulièrement profitable à cette époque : cf. GASPARES, Η γη και οι αγρότες, p. 85-86, 210-213, 217-223 et *passim* ; D. JACOBY, Creta e Venezia nel contesto economico del Mediterraneo orientale fin alla metà del Quattrocento, dans *Venezia e Creta. Atti del convegno internazionale di studi, Iraklion-Chanià, 30 settembre-5 ottobre 1997*, éd. G. ORTALLI, Venice 1998, p. 73-106 (= ID., *Commercial Exchange across the Mediterranean: Byzantium, the Crusader Levant, Egypt and Italy*, Ashgate 2005 [Variorum Collected Studies Series 836] VII) ; GALLINA, *Una società coloniale*, p. 34-58, 131-139 et *passim*.

727. *Vatopédi* III, n° 165, l. 74-75 : περι μέντοι τοῦ εὐρίσκομένου ἐν τῷ αὐτῷ χωρίῳ (Μοῦδρος, cf. l. 17) καπηλείου, ὁ συμφωνήσας εὐρίσκεσθαι ἐν αὐτῷ χρονικῶς καὶ πωλεῖν οἶνον καπηλικῶς εἰς ὅσον ἂν τάξη καὶ συμφωνήσῃ, τοῦ συμφωνηθέντος τὸ ἥμισυ [καπηλιατικοῦ, cf. l. 82] ὀφείλει λαμβάνειν τὸ μέρος τῆς μονῆς καὶ τὸ ἥμισυ ὁ δημόσιος. Le *kapèlion* de Moudros est aussi mentionné dans les *praktika* successifs dressés en faveur de Vatopédi : *ibid.*, n° 227 (1442), l. 85-87, et *ibid.*, n° 236 (1463). En 1462, le despote Dèmètrios Palaiologos,

un homme d'affaires ou une association d'hommes d'affaires, qui prenait à bail l'exploitation de cet entrepôt en échange d'un revenu fixe versé au fisc et au monastère. Ce mode d'exploitation du *kapèleion* de Moudros rappelle beaucoup la prise en location de moulins et de jardins appartenant aux monastères athonites par des entrepreneurs privés au début du x^v^e siècle⁷²⁸.

Le monastère de Lavra possédait aussi un autre entrepôt de vin dans son métoque de Gomatou, situé sur la côte nord de l'île de Lemnos. Un acte de recensement de 1415 mentionne un *prostagma* de l'empereur Manuel II en vertu duquel les moines de Lavra devaient détenir l'*oinopôleion* de Gomatou exempt de toute charge⁷²⁹. On notera qu'ici le terme employé n'est plus celui de *kapèleion* mais celui d'*oinopôleion* qui en est un synonyme⁷³⁰. Deux actes des archives de Lavra datant du début du xiv^e siècle mentionnent déjà cet *oinopôleion* de Gomatou. Leurs éditeurs ont pensé qu'il s'agissait d'un toponyme, mais le contenu de l'acte de 1415 ne laisse pas de doutes sur le fait que le terme désigne bien un entrepôt domanial destiné à écouler la production de vin de la vallée de Gomatou⁷³¹.

Bien que l'on n'en possède pas d'autres témoignages, des entrepôts domaniaux devaient exister dans d'autres régions et les marchands s'y rendaient pour acheter du vin directement auprès des producteurs. Il devait s'agir d'un phénomène semblable à l'achat de blé dans les petites *scallae* ou *caricatoria frumenti* de la côte de la mer de Marmara évoqués plus haut.

3. LES REVENUS DE LA COMMERCIALISATION DES DENRÉES AGRICOLES

Au fur et à mesure que le territoire de l'Empire se réduisait, la part des revenus de l'État tirée de l'activité commerciale s'accroissait. On a dit qu'au xiii^e et au début du xiv^e siècle, les empereurs byzantins avaient accordé aux marchands étrangers d'importants privilèges et des franchises commerciales, ce qui ne compromettait pas les revenus de l'État qui, à cette époque, provenaient encore essentiellement de la fiscalité agraire. Toutefois, la crise que traversèrent les campagnes byzantines au xiv^e siècle et la perte progressive des territoires obligèrent le souverain à limiter considérablement la portée de ces privilèges et à augmenter la charge fiscale grevant les échanges commerciaux.

alors gouverneur de l'île de Lemnos pour le compte des Ottomans, accorda à Vatopédi la totalité de l'impôt payé au titre du *kapèleion* de Moudros (*ibid.*, nos 233 et 234). Sur l'impôt appelé *kapèliatikon*, voir *infra*, p. 525-526.

728. Sur la prise en location de moulins et de jardins au début du x^v^e siècle, voir *supra*, p. 341-345.

729. *Lavra* III, App. XVIII (1415), l. 38-40 : ἔτι εὐεργετήθη ἡ τοιαύτη μονή, διὰ τοῦ θεοῦ καὶ σεπτοῦ προστάγματος τοῦ κραταιοῦ καὶ ἁγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ βασιλέως κατὰ τὴν ἰβ' ἰνδικτιῶνα, ἔχειν καὶ τὸ εἰς τὸ Γομάτου οἰνοπωλεῖον αὐτῆς ἐλεύθερον.

730. Le terme *oinopôleion* est également employé par les sources grecques de la période tardive pour désigner les tavernes urbaines : *Xénophon*, n° 32 (1419), l. 10.

731. *Lavra* II, n° 99 (1304), l. 27 : ὀννοπούλου [*sic*], et *Lavra* III, n° 139 (1361), l. 33 : οἰνοπώλου. Ces termes, dont le premier est une faute du scribe, sont mentionnés à l'occasion de la description des limites du métoque de Gomatou (*périorismos*), ce pourquoi les éditeurs de Lavra se sont demandés s'ils n'indiquaient pas plutôt un toponyme, un lieu-dit (cf. *Lavra* IV, Index grec). Il faudrait, dans les deux cas, supprimer la majuscule de l'édition.

Il n'y a pas lieu de traiter ici l'ensemble de cette question, qui nécessiterait une étude plus approfondie. Ce qu'il nous importe de souligner, ce sont les efforts de l'État pour tirer davantage profit de la commercialisation de la production agricole à cette époque, lorsque les revenus fiscaux qu'il tirait de la terre eurent diminué. On a vu qu'à la fin du ^{xiv}^e siècle certains marchands byzantins transportaient du blé vers les colonies latines et jusqu'à Gênes pour le compte de l'empereur. Ce n'est là qu'un exemple parmi d'autres du rôle direct de l'État dans la commercialisation des denrées. À partir du milieu du ^{xiv}^e siècle, on constate également une forte augmentation de la pression fiscale sur l'achat des produits agricoles. Cette fiscalité ne toucha pas seulement les marchands, mais aussi les producteurs qui étaient contraints de vendre une partie de leur surplus aux fonctionnaires de l'État.

La fiscalité grevant la vente des produits agricoles

Le *kommerkion*, on l'a vu, était une taxe qui grevait toutes les transactions commerciales. La politique du premier empereur de la dynastie des Paléologues, Michel VIII, avait permis aux marchands occidentaux d'en être à nouveau largement exemptés, au détriment de leurs concurrents byzantins qui devaient continuer à verser un *kommerkion* équivalant à 10 % du montant de la transaction. Au milieu du ^{xiv}^e siècle, les mesures adoptées par Alexios Apokaukos et plus tard par l'empereur Jean VI Kantakouzènos visaient à corriger ce déséquilibre. Désormais, tous les marchands, byzantins et latins, étaient obligés de verser un *kommerkion* de 2 % du montant de la transaction⁷³². Toutefois, les Génois, après avoir vaincu les Byzantins lors de la bataille du Bosphore (1352), en obtinrent l'exemption pour les marchandises achetées dans leur colonie de Péra⁷³³.

Après la réforme du *kommerkion* au milieu du ^{xiv}^e siècle, il n'est pas aisé de suivre l'histoire de cet impôt jusqu'à la chute de l'Empire. Les traités conclus à cette époque entre Byzance et les républiques italiennes ne font plus jamais allusion au *kommerkion*. Certains historiens ont écrit que, durant cette période, les Vénitiens et les Génois furent à nouveau complètement exemptés de son paiement⁷³⁴. Nous avons effectivement conservé quelques documents latins qui témoignent des protestations des empereurs byzantins concernant les abus commis par les marchands occidentaux au sujet des droits de la douane de Constantinople⁷³⁵. Toutefois,

732. D'après OIKONOMIDÈS, *Hommes d'affaires*, p. 45, le taux de 2 % était pratiqué « un peu partout en Méditerranée orientale ».

733. Sur cette question, voir *supra*, p. 509-510.

734. Voir par exemple NECIPOĞLU, *Between the Ottomans and the Latins*, p. 192, n. 30 : « Venetian and Genoese merchants were paying no *kommerkion* at this time [1439] » et p. 67, « the *kommerkion*-exempt Venetian merchants ». OIKONOMIDÈS, *Hommes d'affaires*, p. 52, avait toutefois souligné les réticences des derniers empereurs byzantins à accorder de nouveaux privilèges aux marchands étrangers, tout en rappelant l'influence prépondérante des Vénitiens et des Génois à l'époque : « Malgré leur faiblesse croissante, les empereurs ont refusé pendant longtemps de permettre l'installation et d'accorder des nouveaux privilèges à des Occidentaux autres que les tout-puissants Vénitiens et Génois. »

735. Par exemple, en 1409 l'empereur Manuel II s'était plaint auprès de la commune vénitienne des abus commis par les marchands de la république au sujet du *kommerkion* (*super facto*

le fait même que ces actes aient pu être considérés comme des exactions tend à démontrer que ces marchands ne bénéficiaient plus en droit d'une exemption totale. Du reste, aucune source ne dit explicitement que les Occidentaux, en particulier les Vénitiens et les Génois, ne versaient plus rien au titre du *kommerkion*. Bien au contraire, le livre de comptes du marchand vénitien Giacomo Badoer (1436-1439), qui constitue une source très riche pour l'étude de la fiscalité sur le commerce à Constantinople à l'époque tardive, mentionne à plusieurs reprises *el chomerchio de l'Imperador* ou *el chomerchio de Griexi*⁷³⁶. Il s'agit dans la plupart des cas d'une taxe équivalant à 1 % de la valeur de la marchandise (*una per c°*)⁷³⁷, mais on trouve aussi des allusions à un *kommerkion* de 1,25 % (*1 1/4 per c°*)⁷³⁸ ou de 0,75 % (*3/4 per c°*)⁷³⁹. La raison de ces différences n'est pas claire, mais elles pourraient s'expliquer par la catégorie de marchandise vendue⁷⁴⁰. En effet, certains historiens ont déjà constaté qu'à cette époque eut lieu une « parcellisation du *kommerkion* » ou un « cloisonnement du *kommerkion*, produit par produit »⁷⁴¹. Grâce à cette variation du *kommerkion* en fonction des produits, le fisc pouvait mieux ajuster son prélèvement sur les échanges⁷⁴².

Il convient de ne pas oublier que le *kommerkion* n'était pas perçu simplement à Constantinople, mais aussi dans tous les autres ports et marchés de l'Empire⁷⁴³, et même dans des États voisins, son taux pouvant du reste varier d'un endroit à l'autre. Ainsi Badoer mentionne-t-il par exemple un *kommerkion* de 2 % dans le port ottoman de Gallipoli⁷⁴⁴ et un autre, de 2 % également, dans les douanes de la colonie génoise de Simiso, sur la côte de la mer Noire⁷⁴⁵. De même, à l'intérieur de Constantinople, les fonctionnaires de chaque communauté de marchands étrangers prélevaient leur propre *kommerkion*. Dans le cas des Vénitiens, Badoer parle du *chomerchio di 1 per c° che pagemo al nostro bailo*⁷⁴⁶.

defraudationis comerclorum) : IORGA, *Notes et extraits*, t. 1, p. 180. Quelques années plus tard, en 1418, l'empereur faisait savoir au sénat vénitien que ses revenus du *kommerkion* étaient à cette époque presque nuls, car les marchands de cette république aidaient d'autres marchands, y compris des Byzantins, à frauder les fonctionnaires chargés du prélèvement de cette taxe : CHRYSOSTOMIDES, *Venetian Commercial Privileges*, doc. n° 19, p. 354-355.

736. J'ignore pourquoi Badoer emploie alternativement ces deux expressions, *el chomerchio de l'Imperador* et *el chomercio de Griexi*, mais je pense qu'il doit s'agir de la même taxe.

737. BADOER, p. 200, 272, 284, 286 et *passim*.

738. *Ibid.*, p. 307.

739. *Ibid.*, p. 308.

740. Voir par exemple *ibid.*, p. 15 (*kommerkion* de 0,75 % pour une cargaison de soie), p. 103 (1,25 % pour le froment) et p. 196 (1 % pour le savon).

741. Cf. GANCHOU, Théodôros Batatzès, p. 93.

742. Ganchou explique ce phénomène par le système d'affermage mis en place par l'État byzantin pour l'administration du *kommerkion*.

743. Cf. OIKONOMIDES, *The Role of the Byzantine State*, p. 1007 : « In the rest of the empire, it [le *kommerkion*] was collected in the marketplace, at fairs, and perhaps at the borders. »

744. BADOER, p. 253.

745. *Ibid.*, p. 89.

746. *Ibid.*, p. 83 et 265. Badoer parle également du « *kommerkion* des Génois » (*chomerchio de Zenoexi*).

Le *kommerkion* était perçu par l'État là où les transactions commerciales avaient lieu. Nous possédons quelques actes qui témoignent ainsi du prélèvement de cette taxe dans certains villages en Macédoine. Par exemple, un *praktikon* de 1317 dit que dans le village de Toxompous on prélevait 50 hyperpres au titre du *kommerkion*, du *gomariatikon*, de l'*opsônion* et du *katagôgion*⁷⁴⁷. Cette liste suggère qu'outre la taxe sur les transactions commerciales, les paysans de ce village devaient verser une redevance sur la cargaison des marchandises dans les bateaux (*gomariatikon*), une taxe sur la vente du poisson (*opsônion*) et une sur le logement (*katagôgion*)⁷⁴⁸. Ce même acte mentionne aussi un parèque qui est qualifié de marchand (*pragmateutès*)⁷⁴⁹. Au XIII^e siècle, dans les villages de Thermon et Loulon, situés près de la côte de Smyrne, l'État byzantin prélevait aussi le *kommerkion* ainsi que deux autres taxes en rapport avec l'activité commerciale, le *poron*⁷⁵⁰ et le *topiatikon*⁷⁵¹.

Le prélèvement du *kommerkion* dans ces villages suggère l'existence de foires ou de petits marchés dans les campagnes. Le village de Toxompous, par exemple, était situé au bord du lac Achinos, un lieu stratégique sur les routes commerciales qui traversaient la vallée du Strymon, reliant la mer Égée et l'intérieur de la péninsule Balkanique. Thermon et Loulon étaient situés également près de la mer, dans les alentours de la ville de Smyrne. Il s'agissait de ces petits ports dans lesquels les marchands venaient charger du blé et d'autres produits agricoles.

Afin de donner une liste plus complète, mais encore loin d'être exhaustive, des taxes prélevées par l'État dans les ports où les marchands chargeaient leurs navires de blé et d'autres produits agricoles, il convient de mentionner la taxe du *skaliatikon* qui était un droit sur les quais (échelles)⁷⁵², l'*antinaulon*, un droit de douane frappant les navires commerciaux selon leur tonnage⁷⁵³, et le *liméniatikon*, un droit de mouillage des bateaux dans les ports⁷⁵⁴. Ces taxes étaient perçues au nom de l'État par les *képhalai* des villes⁷⁵⁵. Parfois l'empereur attribuait leur revenu à un particulier au titre de sa rente fiscale (*pronoia* ou *oikonomia*) ou accordait des exemptions afin de favoriser l'écoulement de la production des grands domaines.

747. *Lavra* II, n° 104, l. 168-169.

748. Cf. MATSCHKE, Commerce, p. 802 (avec bibliographie).

749. *Lavra* II, n° 104, l. 99.

750. Cet impôt est parfois appelé *poriatikon*. Il s'agit d'une taxe grevant le droit de passage des rivières et des goulets (cf. KONTOGIANNOPOULOU, La fiscalité sous les Paléologues, p. 36, n. 198).

751. I. SAKKÉLIÖN, Μιχαήλ Παλαιολόγου ανέκδοτον χρυσόβουλλον περὶ τῶν παρ'αὐτοῦ τῇ Ἐκκλησίᾳ δωρηθέντων κτημάτων, Πανδώρα 15, 1864, p. 27-32, ici p. 29. Selon AHRWEILER, Smyrne, p. 58, les villages de Thermon et Loulon devaient se trouver dans le voisinage de Prinobaris (aujourd'hui Burunabat), à l'est de Smyrne.

752. Le *skaliatikon* apparaît dans plusieurs actes grecs de la pratique : cf. KONTOGIANNOPOULOU, La fiscalité sous les Paléologues, p. 37, n. 203.

753. *Ibid.*, p. 37, n. 200.

754. *Ibid.*, p. 37, n. 202.

755. Par exemple, Badoer enregistre dans son livre de comptes le paiement du *skaliatikon* (*scaliaticho*) d'Agathopolis au *képhalè* de la ville : BADOER, p. 148.

Un impôt spécifique créé au milieu du xiv^e siècle : la taxe sur la vente du vin

Au milieu du xiv^e siècle, l'État byzantin profita de l'essor du commerce du vin pour créer une nouvelle taxe grevant sa production et sa commercialisation. Selon un passage de son *Histoire*, Jean VI Kantakouzènos avait ordonné aux producteurs de vin de verser au fisc 1 nomisma pour 50 modioi de vin produits et aux marchands de payer 2 nomismata pour 50 modioi de vin achetés⁷⁵⁶. Il s'agissait d'une taxe relativement élevée qui dut susciter les protestations des républiques marchandes italiennes. C'est pourquoi, lorsque Gênes signa en 1352 la paix avec Byzance, elle exigea quelques aménagements de cet impôt. Le contenu du traité prévoyait que les Byzantins qui vendraient du vin à Péra et *in burgis* devraient simplement payer les taxes de la commune génoise. En revanche, les Génois qui voudraient vendre du vin à Constantinople continueraient à s'acquitter du nouvel impôt selon les conditions précédemment imposées par Jean VI⁷⁵⁷.

Nicolas Oikonomidès a souligné l'importance de cette clause du traité de 1352, mais il en a exagéré les conséquences sur la vie économique de l'Empire car il a interprété l'expression *in burgis* comme « les villages [des Grecs] (donc, les producteurs locaux)⁷⁵⁸ ». Cette interprétation signifierait que les Génois auraient prélevé des taxes dans tous les villages de l'Empire ! En fait, l'expression *in burgis* fait simplement allusion aux deux petits bourgs qui se trouvaient sur les flancs de la colline de Péra, en face de Constantinople, appelés Lagirio et Spiga. En effet, un an avant le traité de 1352, les Génois avaient déjà réussi à y imposer une gabelle sur la vente de vin⁷⁵⁹. Le traité passé avec Byzance ne faisait donc qu'entériner l'emprise économique des Génois sur ces deux bourgs voisins de leur comptoir de Péra, tout en y préservant la juridiction théorique de l'Empire⁷⁶⁰. Quelques années plus tard, en 1376,

756. KANTAKOUZÈNOS IV § 12 ; III, p. 80²³-81¹ : τοὺς δὲ περὶ γεωργίαν ἡσχολημένους οἴνου ὑπὲρ μεντήκοντα χοῶν χρυσίον ἔν τελεῖν τοὺς μέντοι ἐκ τῶν γεωργούντων ὠνούμενους διπλάσιον παρέχειν. Le terme archaïsant de χοῦς est vraisemblablement employé ici comme synonyme de μέτρον : cf. SCHILBACH, *Metrologie*, p. 114, et MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara*, p. 204. Je ne partage pas l'avis de Matschke sur le sens de cette mesure. Selon lui, l'introduction de cette taxe aurait visé à favoriser les producteurs de vin, donc les grands propriétaires fonciers, au détriment des marchands. Je pense que cette taxe ne visait qu'à accroître les revenus fiscaux de l'État, en profitant de l'essor qu'avait connu la commercialisation du vin au cours de la première moitié du xiv^e siècle.

757. MEDVEDEV, Le traité de 1352, p. 169⁶⁰⁻⁶⁴ : *Item extitit per pactum, quod si aliquis Grecus vendiderit in Peyra vel in burgis vinum, quod comergium impositum secundum ordinationem sindicorum comunis, huiusmodi Grecus debeat soluere prout alii Ianuensses et similiter comergiarii imperii nostri coligant et accipiant impositum per nos comergium a Ianuenssibus vinum vendentibus in Constantinopoli prout ab aliis Grecis.*

758. OIKONOMIDÈS, *Hommes d'affaires*, p. 50.

759. BERTOLOTTO, Nuova serie, p. 554.

760. Contrairement à ce qu'écrit BALARD, *La Romanie génoise*, t. 1, p. 437, la cession des revenus de l'impôt sur le vin n'impliquait pas l'abandon aux Génois de la souveraineté sur ces deux bourgs.

l'empereur Andronic IV décida d'élargir les droits des Génois sur Lagirio, mais il n'est pas certain qu'il leur ait alors cédé la complète souveraineté sur ce territoire⁷⁶¹.

La conclusion du traité de 1352 entre Byzance et les Génois de Péra ne mit pas un terme aux protestations des Latins contre le maintien de cette taxe pesant sur la vente du vin. Elles démontrent que l'État byzantin réussissait à maintenir une forte emprise sur ce marché et à restreindre les droits des Occidentaux sur l'importation du vin dans l'Empire. D'ailleurs, il convient de signaler qu'à Constantinople l'empereur limita par exemple le nombre de tavernes, appelées *oinopôleia*⁷⁶², que pouvaient posséder les Vénitiens et continua à prélever 1 nomisma pour 50 modioi de vin vendus par les marchands vénitiens.

Kantakouzènos signale dans son *Histoire* que cet impôt grevait la vente de vin dans les villes et dans les ports de l'Empire, mais aussi la production de vin dans les campagnes. La documentation conservée dans les archives de l'Athos fait effectivement allusion à cette nouvelle taxe qui reçoit plusieurs dénominations : *kapèliatikon*, *oinopôleion* ou *dékaton oinou*⁷⁶³. Les actes suggèrent que les revenus de cet impôt étaient employés pour la défense du territoire. Par exemple, en 1405, l'empereur Manuel II délivra un *prostagma* par lequel il exempta les moines de Lavra du paiement du *kapèliatikon* dans leur métoque de Gomatou, situé au nord de Lemnos⁷⁶⁴. Dans cet acte, l'empereur expliquait que le *kapèliatikon* avait été introduit dans l'île de Lemnos par l'aristocrate Andréas Asanès « en raison des nécessités du combat⁷⁶⁵ ». Le traité de 1352 entre Byzance et les Génois envisage aussi que l'impôt

761. GANCHOU, Théodôros Batatzès, p. 85-86, a reconnu dans le terme « Agirioti » du traité de 1376 les habitants du bourg de Lagirio, « qui bordait Péra à l'est ». Toutefois, il n'est pas certain qu'Andronic IV ait alors cédé aux Génois la complète souveraineté sur Lagirio : le traité de 1376 prévoyait certes l'abandon à la commune de Péra des droits sur les habitants de Lagirio, mais la cession de ces droits devait surtout concerner le prélèvement de taxes. En effet, le traité stipule que les habitants de Lagirio devaient en revanche continuer à être jugés en matière criminelle selon le droit byzantin et que les sujets de l'empereur resteraient sous souveraineté impériale. Par ailleurs, le texte contient encore une autre clause limitant les droits des Génois sur ce territoire, car il réservait au souverain byzantin les revenus fiscaux de la pêche (*exceptis iuribus piscium*). En effet, l'acte prévoyait que tous ceux qui vendaient leur pêche devaient verser au fisc byzantin le *kommerkion* des poissons (*quis vel qui ex predictis negocians vel negociantes artem piscandi teneanter solvere comerihium piscium integrum et completum*). Il s'agit d'une clause importante dans la mesure où la pêche dans le Bosphore était devenue à cette époque une activité économique fort rentable. Ces restrictions à la juridiction génoise sur Lagirio suggèrent donc l'existence d'un statut particulier dans ce territoire qui ne pouvait pas être considéré comme une possession génoise à part entière, mais plutôt comme une possession byzantine dont la souveraineté était partagée avec la colonie génoise de Péra.

762. *Xénophon*, n° 32 (1419), l. 10.

763. Voir par exemple *Lavra* III, n° 161 (1409), l. 28, 33 et 36-37. L'équivalence entre les deux termes a été signalée par ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, *Ottoman Influence*, p. 10 et n. 36, qui l'a mise en rapport avec la taxe ottomane sur la production et la vente du vin (cf. ID., *Haradj*, n. 21).

764. *Lavra* III, n° 157, l. 8-9 : ἔτι δὲ διατηρεῖται καὶ τὸ καλούμενον τοῦ Γομάτου μετόχιον αὐτῶν ἐλεύθερον καὶ ἀκαταζήτητον τοῦ καπηλιατικοῦ...

765. *Ibid.*, l. 9-10 : ὅπερ διὰ τὴν τῆς μάχης ἀνάγκης ἔθηκεν ἐκεῖσε [c'est-à-dire à Lemnos] ὁ περιπόθητος ἐξάδελφος τῆς βασιλείας μου κύρ Ἀνδρέας ὁ Ἀσάνης.

sur la vente de vin puisse servir à financer des dépenses liées à la guerre⁷⁶⁶. Toutefois, la documentation d'archives suggère que sa mise en place à Lemnos fut plus tardive. Pour établir cette chronologie, j'ai eu recours à quelques actes tirés des archives de Vatopédi, car la mention d'Andréas Asanès dans l'acte de 1405 n'est pas très utile, étant donné que la biographie de ce personnage demeure fort mal connue⁷⁶⁷. En effet, c'est la comparaison entre un *praktikon* de 1368⁷⁶⁸ et un autre de 1387⁷⁶⁹, tous deux en faveur de Vatopédi, qui permet de conclure que cet impôt fut mis en place à Lemnos entre ces deux dates ; les deux actes donnent une description des biens de Vatopédi à Lemnos, mais seul le second fait allusion au *kapèliatikon* de Moudros.

Le *kapèliatikon* semble avoir été aussi introduit en Macédoine à la même époque, coïncidant avec la reconquête de la province par les Byzantins dans les années 1370 : lors de sa visite à Thessalonique en 1408, Manuel II parle de certaines charges fiscales dont il décida alors d'exempter les moines et qui avaient été créées avant la conquête turque de la Macédoine (1383)⁷⁷⁰, parmi lesquelles il mentionne le *kapèliatikon* que les moines payaient sur le vin qu'ils produisaient⁷⁷¹.

L'État byzantin et les grands propriétaires fonciers dans la commercialisation des produits agricoles à la fin de la période byzantine

La réforme du *kommerkion* au milieu du XIV^e siècle avait visé à favoriser le groupe des marchands byzantins et des hommes d'affaires de l'Empire, puisqu'elle les plaçait sur un pied d'égalité avec leurs concurrents latins. Toutefois, il semble que la politique de l'État byzantin concernant le commerce des denrées agricoles à partir du milieu du XIV^e siècle ait cherché davantage à protéger les intérêts des grands propriétaires fonciers qui pouvaient être lésés par les fluctuations du marché. On a vu que la commercialisation de la production agricole était devenue au bas Moyen Âge l'une des sources de revenu les plus importantes du grand propriétaire.

La chute des prix des denrées agricoles entraînait donc une forte diminution des revenus tirés de leur commercialisation. Cette chute des prix pouvait être provoquée soit par une importation massive des produits venus de l'étranger soit par l'obtention de privilèges commerciaux par quelques marchands, qui étaient ainsi en position d'obliger les producteurs à baisser considérablement leurs prix pour demeurer compétitifs.

766. MEDVEDEV, Le traité de 1352, p. 169⁶⁴⁻⁶⁶ : *Et predicta locum habeant durante guerra catalanorum et uenetorum cum janensibus uel quousque comergium uini esset disobligatum si pignoreretur occasione dicte guerre.*

767. Voir PLP 1486 ; *exkursus* dans TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1/2, p. 577-579.

768. *Vatopédi* II, n° 128.

769. *Vatopédi* III, n° 165.

770. *Ibid.*, n° 199, l. 7-8 : οὐ λέγω δὲ τὸν καιρὸν καθ'ὸν ἐξ ολοκλήρου ταῦτα ἔλαβον οἱ Τοῦρκοι καὶ εἶχον, ἀλλὰ καὶ τὸν προ τούτου καὶ τὸν μετέπειτα. En 1386, le village de Bernarou sur le Strymon payait le *kapèliatikon* au monastère de Lavra (*Kutlumus*, n° 38, l. 5-6). À cette époque la Macédoine était déjà sous domination ottomane, mais cet acte pourrait suggérer la concession, avant la conquête ottomane de la région (1383), d'un privilège par lequel l'État byzantin avait cédé aux moines de Lavra les revenus de l'impôt sur la production de vin du village de Bernarou.

Plusieurs décisions des empereurs Jean V et Manuel II visèrent donc à favoriser les grands propriétaires byzantins en limitant l'importation des produits étrangers. Par exemple, en 1362 l'ambassadeur dépêché par Jean V auprès du sénat vénitien, Andronikos Oinaiôtès, protesta contre l'importation de vin étranger dans l'Empire, car il n'était pas soumis au même impôt que le vin produit par les propriétaires byzantins⁷⁷². C'est pourquoi l'empereur, par l'entremise de son ambassadeur, demanda la mise en place d'un embargo de quatre ou cinq ans sur les vins étrangers. Le sénat vénitien s'y opposa catégoriquement, mais il semble que l'empereur n'ait tenu aucun compte de ses objections puisque, un an plus tard, le baile des Vénitiens envoya une lettre à sa métropole en se plaignant de l'interdiction impériale d'importer du vin à Constantinople⁷⁷³.

Le conflit devait encore durer quelque temps, puisque, en dépit des protestations de la république, l'embargo concernant le vin étranger était encore en vigueur dans l'Empire à la veille du coup d'État d'Andronic IV en 1376. Toutefois, après la prise du pouvoir par cet empereur, la situation changea complètement, car il dut céder aux demandes de ses alliés génois qui avaient soutenu son usurpation. Cela impliqua l'éloignement temporaire des Vénitiens du commerce de Constantinople et l'élargissement des privilèges des citoyens de la république ligure. Il se peut que l'octroi de nouveaux droits commerciaux aux Génois ait provoqué les protestations du groupe des grands propriétaires byzantins qui, eux aussi, avaient soutenu le coup d'État d'Andronic IV dans l'espoir d'en obtenir plus de privilèges. En retour, la restauration de Jean V sur le trône de Constantinople en 1379 et les traités de 1382 furent propices aux intérêts des marchands vénitiens. Par la suite, on ne rencontre plus aucune mention de l'embargo sur les vins étrangers. C'est qu'à cette époque, l'Empire avait perdu la plupart de ses terres productives.

Au début du xv^e siècle, après la conclusion de la paix avec les Ottomans et le retour des Byzantins en Macédoine, Manuel II essaya à nouveau de limiter les privilèges des marchands occidentaux. En 1418, il rappelait par exemple aux Vénitiens l'obligation de verser l'impôt sur le vin pour leurs tavernes à Constantinople⁷⁷⁴. De même, cet empereur prit quelques dispositions concernant la vente de vin dans les provinces. Dans son acte de 1408 en faveur de la communauté athonite, Manuel II autorisait les gouverneurs (*képhalai*) et les autres fonctionnaires de l'administration à vendre du vin dans les entrepôts situés sur les domaines appartenant aux monastères de l'Athos, mais il leur interdisait de vendre leur vin en premier, car, dit l'acte, cela aurait constitué un *monopolion*, ce à quoi l'empereur s'opposait formellement. De même, Manuel II ordonnait que tout le vin venu d'ailleurs pour être vendu dans ces entrepôts fut également soumis au paiement du *kapèliatikon*⁷⁷⁵. Par cet acte, l'empereur reprenait donc la politique de son père Jean V visant à protéger les intérêts des grands propriétaires fonciers byzantins.

772. *Diplomatarium* II, p. 83-85.

773. CHRYSOSTOMIDES, *Venetian Commercial Privileges*, p. 303.

774. *Ibid.*, doc. n° 18, p. 353-354 : *Unam novam gabellam impositam esse, videlicet, quod de vino quod Veneti nostri pro eorum victu et usu in domibus suis consumant et bibunt solvere debeant unum caratum pro quolibet mitro, et illud idem solvi debeat de vino quod in tabernis nostris in Constantinopoli venditur...* Voir aussi THIRIET, *Régestes*, t. 2, n° 1688, p. 163.

775. *Vatopédi* III, n° 199.

Après la reprise des hostilités avec les Ottomans en 1422, la pression fiscale sur les marchands occidentaux augmenta. En 1423 par exemple l'empereur Manuel II décida d'imposer aux tavernes des Vénitiens dans le Péloponnèse la même taxe sur la vente du vin⁷⁷⁶. Peu avant la chute de Constantinople, en 1450, l'empereur Constantin XI prit de nouvelles mesures afin de contrôler l'évolution des prix du vin sur le marché de la capitale, et ordonna à cette fin d'imposer par une nouvelle taxe le vin importé d'Andrinople⁷⁷⁷.

Les restrictions imposées au commerce du vin ne furent pas les seules mesures adoptées par l'État byzantin pour contrôler les prix du marché des denrées agricoles et protéger ainsi les grands propriétaires fonciers. La documentation latine témoigne également des efforts des empereurs pour limiter les droits des Occidentaux dans la commercialisation du blé. Ce fut surtout l'empereur Jean V qui essaya de freiner l'importation de blé venu de l'étranger et d'appliquer aux marchands latins les mêmes taux que ceux auxquels étaient soumis les marchands byzantins. Les négociations entre l'Empire et les autorités vénitiennes au cours du troisième quart du xiv^e siècle rendent compte des conditions de la vente de blé par les marchands de la république⁷⁷⁸.

Les traités commerciaux de la seconde moitié du xiv^e siècle montrent que les Vénitiens avaient l'autorisation de vendre le blé partout dans l'Empire : s'ils voulaient le faire sur les marchés officiels⁷⁷⁹, ils devaient s'acquitter du même impôt que les autres marchands, c'est-à-dire payer un *kommerkion* de 2 %. En revanche, s'ils décidaient de vendre leur blé ailleurs, ils en étaient complètement exemptés. Ce fut pourquoi Jean V essaya de limiter leurs privilèges en leur proposant un marché qui leur fût propre et sur lequel ils ne paieraient rien, à condition de ne pas vendre du blé dans d'autres endroits de l'Empire. Toutefois, les Vénitiens refusèrent l'offre du souverain.

Les négociations concernant la vente du blé se poursuivirent jusqu'à la veille du coup d'État d'Andronic IV. On a déjà vu que l'avènement de cet empereur mit un terme temporaire au commerce des Vénitiens à Constantinople. Plus tard, après la restauration de Jean V et les accords passés avec les Génois en 1382, la question du commerce du blé ne fut plus abordée.

La fin des efforts de l'État pour protéger les producteurs de blé byzantins coïncide donc avec la perte de la Macédoine et la consolidation du pouvoir ottoman en Europe. En effet, les années 1380 avaient été propices à l'importation de denrées

776. SATHAS, *Documents inédits*, t. 1, n° 97, p. 158-160, ici p. 159 : *Ceterum ad unam alteram partem per quam dici fecit deliberasse ob guerram Turchorum in qua est ponere de novo aliquod datum super vinum subditis suis et ponendo illud dictis suis subditis non videt volendo quod habeat effectum posse aliter facere quam ponere etiam similiter dictum datum subditis et fidelibus nostris et asserit habuisse consilium posse ob dictam guerram hoc licite facere, et precatur nostrum dominium quod velit ad istud assentire, promittendo nobis quod preterita dicta guerra ipsum datum removebitur etc.* Contrairement à CHRYSOSTOMIDES, *Venetian Commercial Privileges*, p. 310-311, qui considère qu'il s'agit d'une « new tax on wine », je pense que cet impôt est identique à celui prélevé sur les tavernes des Vénitiens à Constantinople.

777. ASV, Senato, *Secreti* 18, fol. 206v-207r (résumé dans THIRIET, *Régestes*, t. 3, n° 2831, p. 158).

778. Ce dossier d'actes a été publié par CHRYSOSTOMIDES, *Venetian Commercial Privileges*, p. 322-327.

779. Le terme employé en grec est celui de *prosphorion* et en latin celui de *raybe* : *ibid.*, p. 323, n. 130.

agricoles des territoires turcs dans l'Empire : les ports byzantins servaient à cette époque de centre de fret aux marchands occidentaux. L'État byzantin devait tirer profit de ce revirement de situation. On a vu le rôle joué alors par quelques marchands byzantins agissant directement pour le compte de leur empereur. D'ailleurs, on ne peut manquer de mettre en rapport cette évolution avec les transformations contemporaines au sein des cadres les plus élevés de l'administration, en particulier le remplacement au sommet de l'appareil d'État des membres de l'ancienne aristocratie par des marchands et des hommes d'affaires⁷⁸⁰.

La politique impériale essayait ainsi de s'adapter au nouveau contexte politique régional. Face au rétrécissement progressif des territoires et à l'hégémonie ottomane sur le continent, les Byzantins tentaient de tirer davantage profit de ce qui leur restait, à savoir les ressources du commerce et de la mer. L'avènement de Bayezid I^{er} et sa campagne pour conquérir les derniers territoires de l'Empire mirent néanmoins un frein à ces échanges. Le commerce avec Constantinople s'interrompit et les ressources financières de l'État en furent très sévèrement amputées.

Après la défaite turque à Ankara (juillet 1402) et le retour de l'administration byzantine dans quelques territoires précédemment perdus, les empereurs se montrèrent à nouveau favorables aux grands propriétaires fonciers en leur accordant franchises et privilèges fiscaux afin de leur permettre de remettre en état leurs domaines, ainsi que des conditions avantageuses pour la commercialisation de leur production. Toutefois, contrairement au troisième quart du xiv^e siècle, lorsque l'État essaya de protéger les producteurs locaux par une interdiction d'importer des denrées agricoles, les empereurs évitèrent à cette occasion de trop limiter le commerce dans le marché de Constantinople. Les seules dispositions prises par les souverains byzantins au xv^e siècle touchèrent la défense des droits du fisc concernant les taxes douanières. C'est que les conditions du commerce des denrées agricoles à Constantinople avaient changé : la chute des comptoirs latins de la mer Noire avait provoqué le transfert d'une bonne partie de l'activité commerciale de ces régions dans la capitale de l'Empire. Cette activité semble avoir augmenté les bénéfices fiscaux tirés de l'activité marchande au profit du fisc byzantin⁷⁸¹.

780. Sur cette évolution, voir *supra*, p. 197-201.

781. Sur ce commerce, voir GANCHOU, Théodôros Batazès, et ID., La famille Koumousès (Κουμούσης) à Constantinople et Négrepont, avant et après 1453, dans *Βενετία-Ευβοία. Από τον Έγριπο στο Νεγροπόντε*, Venise/Athènes 2006, p. 45-107.

CONCLUSION

Après avoir étudié les différents niveaux d'exercice du pouvoir dans les provinces (l'empereur, l'administration locale, les juges généraux des Romains et la propagande impériale) et les principales sources de revenu de l'État, l'une des constatations les plus frappantes est la forte emprise que le gouvernement central gardait sur les villes et sur les campagnes, à cette époque de déclin politique de l'Empire. Il s'agit là d'une différence fondamentale par rapport à la thèse de l'historiographie traditionnelle qui avait cru pouvoir conclure à un net affaiblissement de l'autorité centrale dans la plupart des régions de l'Empire en dehors de Constantinople. Il suffit pourtant d'évoquer la chronologie des séjours des empereurs dans les provinces ou le contrôle exercé par les souverains dans la nomination des principaux cadres de l'administration locale pour constater leur mainmise sur l'ensemble des régions qui constituent alors l'Empire. Les deux facteurs qui semblent néanmoins avoir contribué le plus à l'exercice de cette autorité publique dans les provinces furent la nomination des membres de la dynastie aux postes de gouverneurs provinciaux et la création par l'empereur Andronic III du tribunal des juges généraux des Romains. Rappelons que les chrysobulles délivrés par Andronic III attribuaient à ces magistrats la plus haute autorité sur l'ensemble de ses sujets aussi bien à Constantinople que dans les provinces, y compris sur les gouverneurs locaux (*képhalai*). On a vu également que les juges généraux étaient à l'occasion dépêchés à l'étranger, parce qu'ils jouissaient par délégation de toutes les prérogatives de l'autorité impériale. La création de cette institution constitue un signe indiscutable du renforcement du pouvoir étatique et de la transformation, encore à peine amorcée, de Byzance en un État moderne.

Il convient de noter que cette évolution se produisit entre le début et la seconde moitié du ^{xiv}e siècle. Il semble que la montée de la puissance des Ottomans au cours de cette période ait contribué à renforcer l'autorité impériale et à mettre un frein aux critiques et aux tentatives de contestation à son égard. Le rapide effondrement des frontières et la ruine des puissants jouèrent paradoxalement en faveur de la consolidation du pouvoir de l'État dans les provinces. En dépit de quelques écrits dénonçant la confiscation des biens ecclésiastiques et de la révolte des archontes du Péloponnèse, l'action du gouvernement devint plus difficile à contester à la fin de la période byzantine. Les disputes au sein de la famille impériale, nombreuses à cette époque, même si elles polarisent les factions politiques, ne semblent pas avoir contribué à affaiblir le rôle du souverain principal, car elles ne visaient plus à soustraire une partie du territoire à l'autorité centrale.

Cette consolidation de la puissance publique explique en définitive la capacité de l'État à prendre certaines mesures qui ont peu de précédents dans la longue histoire de Byzance, comme la confiscation de la moitié des biens monastiques ou la suppression de certains privilèges fiscaux. En effet, le pouvoir qu'avait l'État d'exercer son autorité dans les provinces permit une augmentation de la charge fiscale sur la plus grande partie de la population, mais aussi un contrôle plus étroit des revenus financiers de l'Empire. D'une part, les paysans payaient comparativement plus que ceux des époques antérieures ; ils supportaient une charge fiscale élevée alors qu'ils ne possédaient presque aucun bien en pleine propriété. D'autre part, l'État réussit à cette époque à imposer certains propriétaires qui avaient bénéficié

par le passé d'importants avantages fiscaux. Ce fut notamment le cas des monastères de l'Athos. Outre l'imposition directe sur l'activité agricole, l'État possédait aussi lui-même de vastes domaines, qu'il exploitait directement ou qu'il remettait à un particulier à titre de *pronoia*. Les terres appartenant à l'État devinrent très nombreuses après la défaite ottomane à Ankara et le retour de l'administration byzantine dans certains territoires. À cette époque, l'empereur byzantin récupéra pour lui-même les terres qui avaient brièvement appartenu au souverain turc.

Durant la période tardive, l'exploitation de la propriété foncière continua donc à rapporter des bénéfices notables à l'État byzantin. Néanmoins, la part des revenus directement tirés de l'exploitation foncière dans le budget de l'État diminua progressivement en raison du fort rétrécissement des frontières et de la menace ennemie. C'est pourquoi l'État n'eut d'autre recours que d'augmenter son prélèvement sur une autre source de revenu : la commercialisation de la production agraire. En effet, à partir du milieu du XIV^e siècle, on constate une volonté accrue de l'administration de taxer les transactions de matières premières et de denrées alimentaires. Les premières mesures mises en place à l'époque de la régence de Jean V et sous le règne de Jean VI Kantakouzènos visaient notamment à imposer les marchands occidentaux et à contrôler l'évolution des prix du marché. L'État byzantin put profiter également de son rôle de grand propriétaire foncier pour exporter du blé vers les pays occidentaux et, durant les périodes de paix avec les Ottomans, les ports de l'Empire furent aussi utilisés comme lieu de chargement pour les produits de l'arrière-pays aux mains des Turcs. La mise en place de cette fiscalité pesant sur les transactions commerciales, de même que l'exportation de produits agricoles, purent compenser dans une certaine mesure le déclin des revenus tirés de l'exploitation agraire. Toutefois, les fréquentes crises politiques entraînèrent souvent l'interruption des échanges, si bien que, en dépit des efforts remarquables déployés par l'administration, Byzance fut, durant l'ultime phase de son histoire, presque constamment un État aux abois.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Nous avons vu qu'au cours du ^{xiv}^e siècle, l'Empire byzantin connut plusieurs crises qui finirent par provoquer son déclin et favorisèrent la conquête par les Turcs ottomans de ses derniers territoires. Ces crises touchèrent tous les segments de la société et provoquèrent la désagrégation de l'économie. Selon l'historiographie, elles auraient même contribué à l'affaiblissement du pouvoir central et à limiter la capacité de l'État byzantin à défendre le territoire. Au ^{xiv}^e siècle semblerait donc culminer un long processus, entamé plusieurs siècles auparavant, à l'époque des empereurs comnènes, qui aurait provoqué la fragmentation d'un Empire à l'origine fortement centralisé et son remplacement par plusieurs entités politiques.

L'Empire byzantin durant la période tardive suit la même évolution que l'Europe occidentale où, à partir du ^x^e siècle, on constate l'émergence d'une puissante aristocratie foncière. Ce phénomène y coïncide avec une période de croissance économique et de forte augmentation de la population, l'essor des revenus agraires ayant favorisé la montée en puissance des magnats locaux. À Byzance, ce furent les grands propriétaires qui devinrent le groupe le plus puissant de la société, au point que l'une des familles de cette élite, les Comnènes, s'empara du trône à la fin du ^x^e siècle.

Les empereurs comnènes consolidèrent leur autorité sur l'Empire grâce à leurs liens de parenté et à leurs relations personnelles avec d'autres magnats provinciaux. Le système mis en place par les empereurs de la dynastie des Comnènes se maintint jusqu'à la disparition de l'Empire byzantin au ^{xv}^e siècle. Or l'influence des grandes familles de l'aristocratie sur l'appareil de l'État atteignit son apogée après le coup d'État de Michel Palaiologos en 1258. Il s'était emparé du trône grâce à l'aide des principaux clans aristocratiques, qui s'étaient vus relégués au second plan par l'empereur précédent, Théodore II Laskaris. Durant les règnes de Michel VIII et de ses successeurs, la mainmise de l'aristocratie sur l'ensemble des institutions, ainsi que sur la vie économique et culturelle de l'Empire, ne fut pas contestée.

L'évolution des campagnes du milieu du ^{xiii}^e au milieu du ^{xiv}^e siècle témoigne de cette forte emprise aristocratique. Les puissants acquirent alors de nombreux biens fonciers et constituèrent de grands domaines qu'ils exploitaient grâce au travail des paysans (parèques). De même, ils obtinrent des empereurs d'importants privilèges et des rentes fiscales qui contribuaient à augmenter leur fortune. Toutefois, à partir du début du ^{xiv}^e siècle, la diminution des revenus agricoles, provoquée par un ralentissement de la croissance économique, entraîna des conflits au sein de ce groupe. Les grands propriétaires essayèrent alors d'acquérir plus de terres et d'augmenter la charge fiscale sur les paysans. Ceci suscita une rapide augmentation du prix de la terre et des denrées, et par conséquent un fort appauvrissement de la paysannerie qui contribua à aggraver la crise.

Les tensions provoquées par la chute des revenus fonciers furent pour une large part à l'origine de deux guerres civiles qui secouèrent l'Empire byzantin dans la première moitié du ^{xiv}^e siècle. Comme dans d'autres pays d'Europe, le ralentissement de la croissance économique et le manque de nouvelles terres provoquèrent de nombreuses confrontations au sein de l'aristocratie. Toutefois, à Byzance, il y eut un élément différenciateur qu'il convient de prendre en compte pour expliquer

l'ampleur de ces conflits : la perte des territoires d'Asie Mineure avait provoqué le déplacement d'une partie de la population vers les provinces européennes de l'Empire, entraînant un déséquilibre démographique dans ces territoires.

À l'instabilité politique, on peut ajouter en outre les effets d'une dégradation du climat (le début du « petit âge glaciaire ») et surtout l'arrivée de la peste noire à Constantinople en 1347 pour expliquer un amenuisement de l'activité économique. Mais, ce sont les conflits sociaux qui permettent de mieux expliquer la grande crise que traversa l'Empire à cette époque. À ce propos, il convient de souligner la montée en puissance dès le début du ^{xiv}^e siècle d'un groupe d'hommes d'affaires et de marchands qui commençaient à exercer une forte emprise sur la vie économique de l'Empire. Ils étaient particulièrement influents dans les villes. Ce groupe joua un rôle important dans la deuxième guerre civile (1341-1354), car il s'opposa à l'ancienne aristocratie foncière.

Sur le plan politique, la deuxième guerre civile eut des conséquences dramatiques pour l'ensemble de l'Empire, au point de mettre en danger sa survie. Les Serbes et les Bulgares profitèrent du conflit pour s'emparer d'une grande partie des territoires byzantins. Dans les campagnes, la confiscation des biens fonciers des grands propriétaires provoqua non seulement la ruine financière de ce groupe, mais aussi la désarticulation de la vie rurale. Les paysans furent obligés de quitter leurs villages pour se mettre à l'abri des armées, des brigands et des pirates qui ravageaient le territoire ; ils se réfugièrent dans les grandes villes ou dans des endroits bien protégés, par exemple dans les villages en amont ou dans les domaines fortifiés. L'habitat paysan connut alors une notable transformation. Toutefois, la menace la plus redoutable provenait des attaques des Turcs ottomans qui s'étaient installés dans le nord-ouest de l'Asie Mineure dès la fin du ^{xiii}^e siècle. Ils étaient arrivés près de la frontière orientale byzantine, en quête de nouveaux pâturages et fuyant les Mongols qui ravageaient l'Asie centrale. En 1354, les Ottomans s'emparèrent du port de Gallipoli, sur la côte européenne. Ce fut le début de leur formidable avancée dans les Balkans.

L'essor des Ottomans peut s'expliquer par leur situation géographique qui les maintenait éloignés des attaques des Mongols, mais la raison principale de leur succès semble avoir été leur structure sociale et leur grande force de combat. De plus, beaucoup d'hommes appartenant à d'autres tribus de la région, voire à d'autres populations, rejoignaient le chef ottoman en vue du butin obtenu lors des incursions en territoire ennemi. Les Byzantins ne disposaient pas d'une puissance militaire capable de faire face durablement aux Ottomans. Certains historiens ont expliqué cette infériorité par la politique des empereurs paléologues, qui auraient négligé la frontière orientale ou diminué le montant des *pronoiai*. Cependant, la raison principale de ce déséquilibre des forces semble avoir été plus profonde. La société byzantine avait depuis longtemps abandonné l'esprit martial des siècles précédents : dès le ^{xi}^e siècle, la vie urbaine s'était développée considérablement, entraînant l'apparition de métiers liés à l'activité artisanale et marchande. De plus, l'aristocratie byzantine n'était pas une aristocratie essentiellement militaire et résidait en majorité dans la capitale auprès de l'empereur ou dans les autres grandes villes. On trouvait certes des soldats byzantins dans les troupes impériales, mais le recours aux mercenaires étrangers, surtout turcs, était devenu une pratique courante à l'époque.

Au lendemain de la deuxième guerre civile, les Turcs ravageaient les campagnes de Thrace et assiégeaient les principales villes de l'Empire, dans lesquelles la situation se dégradait profondément en raison non seulement des attaques de l'ennemi mais aussi de l'arrivée de paysans. L'irruption des Turcs dans les environs de la capitale, Constantinople, provoqua un véritable choc chez les contemporains.

Contrairement à ce que prétend une grande partie de l'historiographie moderne, l'État byzantin réagit face à la pénétration des Turcs en Europe et au déclin de l'activité agricole. Les empereurs de cette période prirent des mesures énergiques pour répondre à la menace ennemie. Ils entreprirent la réfection des fortifications, ainsi que la construction de tours et d'enceintes dans les campagnes. L'exemple de l'île de Lemnos est significatif à ce sujet. De même, plusieurs souverains se mirent à la tête de leurs troupes, réussissant à récupérer plusieurs territoires, comme les ports de la côte de la mer Noire. Ils conclurent aussi quelques traités de paix avec leurs voisins. Dans les campagnes, l'État favorisa la mise en exploitation des biens abandonnés, grâce à la redistribution de terres entre les cultivateurs, au transfert de paysans et à la concession de privilèges et d'allègements fiscaux aux grands propriétaires, afin que ces derniers puissent restaurer leurs domaines.

Cette collaboration entre l'État et les puissants doit être soulignée, car elle démontre que le gouvernement central s'appuya sur l'aristocratie et sur les principales institutions ecclésiastiques pour restaurer la production agricole. Il s'agit d'un aspect important parce que beaucoup d'historiens continuent encore à parler d'une forte contestation du pouvoir central par les magnats et les notables locaux. Néanmoins, on a vu le rôle fondamental joué par l'État dans l'administration provinciale lorsque l'on a étudié, par exemple, les déplacements des empereurs dans les provinces et la façon de nommer les principaux responsables de l'administration locale. On a pu constater également la forte emprise du souverain sur les derniers territoires de l'Empire, en dépit de la fragmentation géographique et des difficultés dans les communications. De plus, la concession de quelques territoires aux autres membres de la dynastie ne témoigne pas, comme on l'a prétendu, d'une désagrégation de l'autorité centrale, car c'était une façon de mieux gérer les territoires de la périphérie. Il convient de souligner que ce fut grâce à l'aristocratie que l'État put exercer son autorité dans les campagnes. Ces aristocrates agissaient en tant que gouverneurs des provinces et des villes, ils étaient responsables de la mise à jour du cadastre et du prélèvement des taxes. L'aristocratie faisait également partie des tribunaux, par exemple de celui des juges généraux des Romains, créé par Andronic III (1328-1341), qui étendait sa juridiction sur tous les habitants de l'Empire.

Le rôle joué par les aristocrates dans l'appareil de l'État était un moyen de préserver les privilèges et le statut du groupe, car il leur permettait de garder la main sur la vie politique. Toutefois, cette prééminence de l'ancienne aristocratie commença à être ébranlée à partir du troisième quart du ^{xiv}^e siècle, en raison de sa ruine financière : les plus importants lignages de l'Empire s'étaient vu confisquer la plupart de leurs biens fonciers du fait des conquêtes serbe et turque. Les seuls revenus qui leur restaient provenaient précisément de l'exercice de charges dans l'administration et des rentes concédées par les empereurs.

Au début des années 1370, la restauration inattendue d'une partie de la province de Macédoine fut l'occasion pour ces aristocrates de rentrer en possession de leurs anciens domaines et de récupérer une partie de leur fortune. Mais, la situation était

déjà devenue très difficile sur le plan politique, puisque les Ottomans avaient réussi à consolider leur présence en Europe et menaçaient la stabilité des territoires byzantins. C'est pourquoi Jean V dut prendre des mesures drastiques qui frustrèrent les attentes des grands propriétaires : il ordonna par exemple la confiscation de la moitié des biens monastiques et augmenta la charge fiscale pour renforcer la puissance militaire en Macédoine. Ces mesures s'avérèrent néanmoins insuffisantes pour freiner l'avance turque et, en 1375, Murad I^{er} fut en mesure d'exiger des Byzantins la restitution du port de Gallipoli en échange de la paix.

La demande de Murad, qui avait comme seul but la soumission de l'Empire, était sans doute abusive, mais une partie de la société byzantine préférait alors rendre Gallipoli plutôt que de reprendre la guerre contre les Ottomans. À cette époque Dèmètrios Kydônès, principal conseiller de l'empereur Jean V, prononça un discours devant le sénat de Constantinople afin de convaincre ses concitoyens du danger qu'entraînerait la cession de ce port aux Ottomans. L'allusion faite par Kydônès à la nécessité de rentrer la récolte l'année suivante, principal argument de ses adversaires politiques, permet de comprendre les motivations de ceux qui étaient favorables à la paix avec les Turcs : il s'agissait de pouvoir remettre en exploitation les terres récemment recouvrées en Macédoine et d'obtenir le revenu de la vente de leur surplus agricole. Il n'y a donc pas de difficulté à reconnaître parmi ces gens les grands propriétaires fonciers, membres de la haute aristocratie de l'Empire.

La décision de Jean V de s'opposer aux exigences de Murad I^{er} explique la nouvelle crise qui secoua l'Empire : l'ancienne aristocratie, de connivence avec les Génois et les Turcs, décida de prêter son soutien au jeune co-empereur Andronic IV pour fomenter un coup d'État à l'été 1376 et renverser l'ancien souverain. Dès son arrivée au pouvoir, Andronic conclut un accord avec les Ottomans, par lequel il leur céda Gallipoli et reconnut son statut de vassal du souverain turc. Outre ses conséquences politiques, l'arrivée au pouvoir d'Andronic IV signifiait le triomphe des grands propriétaires fonciers, car il permettait aux Byzantins de conserver la Macédoine à l'abri des attaques ennemies. Plusieurs documents de cette époque témoignent en effet de la restitution aux grands propriétaires de certains biens confisqués durant le règne de Jean V.

Mal connues, les causes de la chute d'Andronic IV en 1379 sont sans doute à mettre en rapport avec l'influence écrasante acquise par les Ottomans durant son règne. Quoi qu'il en soit, sa chute mit un terme presque définitif à la mainmise de l'ancienne aristocratie sur l'administration. À Constantinople, par exemple, l'empereur Jean V accorda la charge de principal conseiller à un homme d'affaires, Géôrgios Goudélès, qui n'appartenait pas à la haute aristocratie. D'autres membres de la nouvelle élite économique entrèrent à cette époque à la cour et occupèrent les postes les plus convoités auprès du souverain. Cela répondait à un changement radical dans la politique de l'Empire, qui visait à privilégier les ressources tirées de l'activité commerciale au détriment de l'exploitation des biens fonciers. Au cours de la décennie 1380, on connaît plusieurs exemples de marchands byzantins qui transportèrent de grandes cargaisons de denrées agricoles vers les colonies latines d'Orient ou à Gênes. Les empereurs semblent aussi avoir pris part à ce commerce. Il s'avère donc qu'à cette époque, les Byzantins agissaient comme intermédiaires entre les producteurs locaux déjà sous domination ottomane et les puissances occidentales, car ils jouissaient de conditions avantageuses dans la commercialisation de la production agricole des territoires turcs.

Bien que cette activité commerciale semble témoigner de contacts plutôt pacifiques entre Turcs et Byzantins, le dernier quart du ^{xiv}^e siècle connut un fort rétrécissement du territoire byzantin et, plus généralement, chrétien dans les Balkans : les Turcs prirent la Macédoine en 1383 et sa capitale, Thessalonique, en 1387. Dans les années suivantes, une bonne partie des territoires serbes et bulgares tomba entre les mains de Murad et de son successeur Bayezid I^{er}. L'affaiblissement du pouvoir chrétien durant cette période eut des conséquences sur l'évolution des campagnes sous domination ottomane, puisque, même si durant le règne de Murad I^{er} (1362-1389) les biens des chrétiens furent respectés, à l'époque de Bayezid I^{er} (1389-1402) le statut de la propriété foncière fut bouleversé. Les sources témoignent de la confiscation des biens fonciers et de l'imposition de nouvelles charges et, en dépit de quelques cas isolés, la population chrétienne connut à cette époque une forte dégradation de ses conditions de vie.

Au début du ^{xv}^e siècle, la défaite infligée par Tamerlan aux troupes ottomanes entraîna un retournement de la situation ; l'Empire ottoman entra alors en crise interne du fait des rivalités entre les fils de Bayezid. Byzance et les autres États chrétiens de la région profitèrent de cet avantage pour signer un nouveau traité avec les Ottomans, en vertu duquel ils récupérèrent une partie de leurs anciens territoires. Byzance reprit par exemple la souveraineté sur la Macédoine et sur la ville de Thessalonique, ainsi que sur les deux bandes côtières situées au bord de la mer de Marmara et de la mer Noire, tout près de Constantinople. Par ailleurs, l'Empire maintenait sa domination sur les îles du nord de l'Égée et sur une grande partie du Péloponnèse.

Le retour de l'autorité byzantine sur l'ensemble de ces territoires permit au fisc impérial de redresser en partie l'état des finances publiques. Grâce à l'accord conclu avec le souverain ottoman, l'empereur reçut un nombre considérable de biens fonciers, ceux-là même qui avaient été confisqués par les autorités turques sous le règne de Bayezid. Cet arrangement mit à la disposition de l'État de nombreuses terres qu'il distribua aux grands propriétaires ou qu'il fit exploiter directement. De plus, la pression fiscale dans les campagnes se trouva accrue. L'État réussit surtout à imposer les biens des monastères qui étaient auparavant exemptés. La mention dans plusieurs sources grecques du terme turc *haradj* indique que les autorités byzantines continuaient à prélever les taxes qui avaient frappé les biens des monastères durant la domination ottomane. Toutefois, il ne faut pas en déduire que la fiscalité byzantine subit une forte influence de la fiscalité turque ; l'étude de la documentation révèle que la fiscalité agraire à Byzance au début du ^{xv}^e siècle n'avait pas changé par rapport à celle du siècle précédent. Les actes reflètent simplement des transformations dans le mode d'exploitation de la terre : nombre de paysans avaient été chassés de leurs tenures et étaient désormais contraints de travailler en tant qu'ouvriers agricoles sur les terres de l'État et des grands propriétaires.

Les conditions d'exploitation de la terre demeurent pourtant difficiles à cerner. Outre les conséquences de la conquête ottomane, il faut aussi prendre en considération l'évolution générale de l'économie européenne. La forte hausse de la demande de l'Occident en produits agricoles entraîna une transformation dans la mise en exploitation des terres par les grands propriétaires, car ils privilégièrent désormais le faire-valoir direct et une certaine spécialisation des productions. Ce phénomène est attesté par exemple pour Lemnos, où on constate un important essor de l'élevage.

Cette évolution dut rapporter d'importants bénéfices non seulement aux particuliers mais aussi à l'État, qui adapta la fiscalité à ce nouveau contexte économique.

Au début du ^{xv}^e siècle, la restauration byzantine en Macédoine et en Thrace permit aux grands propriétaires de rentrer en possession d'une partie de leurs anciens domaines. Toutefois, on constate une différence par rapport à la première restauration byzantine en Macédoine durant les années 1370 : au ^{xv}^e siècle, la plupart des magnats n'avaient plus la capacité de remettre leurs biens en exploitation, car ils étaient ruinés. Cela explique pourquoi tant de propriétaires firent don aux monastères de leurs anciens biens patrimoniaux en échange d'une rente viagère ou d'un autre bien plus facilement exploitable. Plusieurs monastères cédèrent, quant à eux, leurs biens à quelques entrepreneurs en échange d'une rente. Ce fut le cas par exemple pour des jardins et des moulins situés aux alentours de Thessalonique, mais aussi pour des boutiques à l'intérieur des villes.

La timide restauration économique au début du ^{xv}^e siècle ne put empêcher une nouvelle dégradation du contexte politique à partir des années 1420. Après la période des crises internes, l'État ottoman s'était consolidé et poursuivait son expansion. Byzance n'avait aucune chance de résister à l'avancée de cette puissance qui s'étendait désormais sur une bonne partie de l'Anatolie et des Balkans et qui disposait de ressources bien plus importantes que l'Empire, dont le territoire était devenu exigu. À cette époque, l'État byzantin tirait ses principaux revenus de l'activité commerciale de Constantinople. De fait, une nouvelle classe marchande, originaire en partie des territoires grecs sous domination latine, avait prospéré grâce au rôle économique de la capitale byzantine.

En revanche, dans les anciennes campagnes byzantines, l'autorité ottomane se consolida. L'attitude des souverains turcs durant la première moitié du ^{xv}^e siècle fut de manière générale moins intransigente que celle adoptée par Bayezid I^{er} à la fin du ^{xiv}^e siècle. Dans cette nouvelle période de l'expansion ottomane, les souverains décidèrent de respecter les structures foncières ainsi que les coutumes des peuples conquis, afin d'asseoir leur domination sur le territoire. Ceci devait changer par la suite, mais dans un premier temps la politique ottomane dans les Balkans s'avéra plus souple que celle mise en place lors de la conquête des territoires byzantins en Asie Mineure et dans les premières phases de la conquête en Europe. Ce phénomène s'explique en partie parce que la pression démographique exercée par les conquérants était devenue beaucoup plus faible : les registres ottomans montrent que la présence des Turcs dans les territoires balkaniques restait minoritaire, contrairement aux territoires asiatiques ou même à la Thrace, où l'immigration turque avait été plus importante.

Il convient de prendre en compte l'attitude des autorités ottomanes envers la population chrétienne pour comprendre l'avancée turque dans les Balkans durant la première moitié du ^{xv}^e siècle. En effet, après l'échec des autorités byzantines à maintenir la sécurité dans les campagnes, les grands propriétaires fonciers se montrèrent disposés à passer des accords avec l'envahisseur pour préserver leur fortune. La cohabitation avec les Ottomans s'était révélée le seul moyen pour ces magnats d'assurer leur influence et leur statut. Or la décision de collaborer avec l'envahisseur entraînait la rupture entre ce groupe de puissants et l'État byzantin. Il se trouva certes plusieurs membres de la dynastie régnante qui essayèrent de gagner le soutien des aristocrates en menant une politique de collaboration avec les Turcs (ce fut le

cas d'Andronic IV, de Jean VII ou encore du despote Dèmétrios Palaiologos au ^{xv}^e siècle), mais leur capacité à agir fut toujours limitée précisément par leur dépendance envers les souverains ottomans. Au demeurant, la rupture entre l'État byzantin et l'ancienne aristocratie foncière compromettait les chances d'une restauration de l'autorité impériale dans les campagnes.

Sous la domination ottomane, la croissance économique des campagnes anciennement byzantines s'accéléra du fait de la stabilité politique. Les registres ottomans témoignent d'une croissance démographique en milieu rural et d'une augmentation de la superficie mise en culture. Cette période de croissance bénéficia dans un premier temps au groupe des anciens propriétaires fonciers byzantins qui recouvrèrent leurs revenus agricoles. Ce fut par exemple le cas des monastères de l'Athos, qui s'étaient vu confirmer leurs biens par les conquérants. En fait, la conquête ottomane semble avoir entraîné moins de changements dans l'organisation sociale de la production agricole que ce que l'interprétation traditionnelle a laissé entendre. Toutefois, même si, dans les campagnes ottomanes du début de l'époque moderne, on retrouve les mêmes structures foncières que dans les campagnes de la fin de l'Empire byzantin (concentration de l'habitat rural, concession aux puissants des tenures à titre conditionnel et tendance à la spécialisation dans la mise en valeur), le passage de la domination byzantine à la domination ottomane fut loin d'être sans conséquences. Les déséquilibres persistants entre la minorité musulmane et la grande masse de la population chrétienne laissaient présager les conflits des siècles à venir.

L'étude du rôle de l'État byzantin dans les campagnes et de ses relations avec la société rurale du milieu du ^{xiv}^e au milieu du ^{xv}^e siècle permet de mieux comprendre les circonstances dans lesquelles se produisit la disparition de Byzance et la formation de l'Empire ottoman. Loin d'être la conséquence d'une prétendue décadence politique, il s'agit d'un processus complexe, dans lequel intervinrent plusieurs phénomènes. Certains historiens ont essayé de chercher les causes du déclin de Byzance dans l'évolution de ses institutions et dans l'ascension d'une puissante aristocratie qui aurait fini par priver l'État d'une grande partie de ses revenus. Au contraire, l'étude des institutions byzantines à l'époque tardive révèle peu d'indices d'un amenuisement des droits du souverain en matière fiscale.

Le déclin de l'Empire provient d'autres causes, liées notamment à la consolidation des États voisins : la Serbie, la Bulgarie et, surtout, l'État ottoman. La pression exercée sur ses frontières par ces nouvelles entités politiques provoqua de fortes tensions au sein de la société byzantine, car les sociétés médiévales avaient consolidé leur prospérité grâce à l'expansion territoriale. Le rétrécissement des frontières de l'Empire entraîna la perte des revenus fonciers, tandis que la capacité des Ottomans à former un vaste empire à la place de l'ancien empire d'Orient permit de restaurer la stabilité et la prospérité des campagnes, tout en préservant l'ancien système d'exploitation agricole. Cette continuité des structures foncières dans les campagnes permet de mieux comprendre la facilité avec laquelle les Ottomans consolidèrent leur domination sur les Balkans, ainsi que les caractéristiques d'une société qui continua à tirer l'essentiel de ses revenus de l'exploitation de la terre.

ANNEXES

1. CHRONOLOGIE GÉNÉRALE

- 1354 Prise du port de Gallipoli par les Ottomans (1^{er} mars).
Entrée de Jean V Palaiologos à Constantinople (22 novembre).
Abdication de Jean VI Kantakouzènos (3 décembre).
- 1355 Traité byzantino-bulgare (août).
Mort du tsar Étienne IV Dušan (20 décembre).
- 1356 Accord entre le seigneur serbe Vohjna et Jean V ; remise de Matthaïos Kantakouzènos à l'empereur byzantin, peut-être en échange de la restitution de la Macédoine aux Serbes.
- 1357 Accords d'Épibatai entre Jean V, Jean VI et Matthaïos Kantakouzènos (décembre).
- 1361 Prise de Didymotique par les Ottomans (novembre).
- 1362 Mort du souverain ottoman Orhan (mars).
Peste à Constantinople.
- 1364 Guerre byzantino-bulgare (printemps-été).
Mort du patriarche Kallistos I^{er} au cours de son ambassade à Serrès (juillet).
Élection du patriarche Philothéos I^{er} Kokkinos (8 octobre).
- 1365 Voyage de Jean V en Macédoine ; traité avec le seigneur serbe Jovan Uglješa (septembre).
Départ de Jean V pour la Hongrie (décembre ?).
- 1366 Séjour de Jean V en Hongrie (fin février-début mars).
Croisade d'Amédée VI de Savoie et restitution du port de Gallipoli aux Byzantins (août).
- 1367 Négociations de Sôzopolis entre Jean V, Amédée VI et le seigneur bulgare Dobrotitza (janvier-février).
- 1368 Nomination du despote Manouël (futur Manuel II) au poste de gouverneur de la Macédoine.
- 1369 Prise d'Andrinople par les Turcs de Thrace (ou en 1368 ?).
Départ de Jean V pour l'Italie (été).
Conversion de Jean V au catholicisme (octobre).
- 1370 Séjour de Jean V en Italie.
- 1371 Bataille de la Maritza (26 septembre).
Retour d'Italie de Jean V et séjour à Lemnos (printemps-été).
Arrivée de Jean V à Constantinople (28 octobre).

- 1372 Première attaque turque contre Thessalonique (avril).
Défaite navale turque près de l'Athos (novembre).
- 1373 Révolte d'Andronic IV et du prince turc Ismaël Çelebi (mai).
Traité entre Jean V et Murad I^{er} (mai).
Proclamation de Manuel II comme co-empereur (25 septembre).
- 1374 Campagne militaire de Jean V en Macédoine ; reconquête de Berroia et de Serrès (été).
- 1375 Entretiens entre Jean V et les légats du pape Grégoire XI à Constantinople (printemps).
Ambassade du prince serbe Lazar à Constantinople (vers juin).
- 1376 Coup d'État d'Andronic IV (été).
Reddition de Gallipoli aux Ottomans.
Occupation de l'île de Ténédos par les Vénitiens (octobre).
- 1379 Restauration de Jean V sur le trône (juillet).
Poursuite des combats entre Jean V et Andronic IV (réfugié à Péra).
- 1380 Mort du despote Manouël Kantakouzènos, gouverneur du Péloponnèse (avril) ;
son frère Matthaïos lui succède.
- 1381 Fin de la guerre entre Jean V et Andronic IV (avril).
Traité de Turin entre Gênes et Venise, fin de la guerre de Chioggia (23 août).
- 1382 Traité entre Jean V et Gênes (2 novembre).
Arrivée du despote Théodôros Palaiologos au Péloponnèse.
Départ de Manuel II pour Thessalonique (novembre ?).
- 1383 Mort de l'ancien empereur Jean VI Kantakouzènos, devenu le moine Iôasaph (juin).
Prise de Serrès par les Ottomans (septembre).
Défaite byzantine devant les Ottomans à Chortaitès, dans les environs de Thessalonique (septembre/octobre).
- 1385 Prise de Sofia par les Ottomans.
Mort d'Andronic IV (25 juin).
- 1386 Prise de Niš par les Ottomans (printemps ou été).
- 1387 Prise de Thessalonique par les Ottomans (printemps).
Séjour de Manuel II auprès de Murad I^{er} (été).
Arrivée de Manuel II à Lemnos (automne 1387 ou hiver 1388).
Prise d'Argos par le despote Théodôros Palaiologos (fin décembre 1387 ou début janvier 1388).

- 1388 Victoire serbe contre les Ottomans à Bileća (27 août).
- 1389 Voyage de Jean VII à Gênes (avril).
Bataille de Kosovo Polje entre Serbes et Ottomans (15 juin).
- 1390 Coup d'État de Jean VII (avril-septembre).
- 1391 Mort de Jean V (16 février).
- 1392 Couronnement de Manuel II (11 février).
- 1393 Entretien entre Bayezid I^{er} et ses vassaux chrétiens à Serrès (hiver).
- 1394 Campagne d'Evrenos Bey contre le Péloponnèse (printemps-été ?).
Début du siège de Constantinople par les Ottomans (avril-juin).
- 1395 Bataille de Rovina, à l'issue incertaine, entre les forces de Bayezid I^{er} et celles de Mircea de Valachie (17 mai).
- 1396 Victoire ottomane sur les forces croisées à Nicopolis (25 septembre).
- 1399 Accord entre Manuel II et Jean VII (4 décembre).
Départ de Manuel II pour l'Occident (10 décembre).
- 1402 Défaite des Ottomans face à Tamerlan près d'Ankara (28 juillet).
- 1403 Traité entre Jean VII et Süleymân Çelebi (janvier/février).
Entretien entre Manuel II et Süleymân, par lequel ils ratifient le contenu de l'accord précédent (juin ?).
Arrivée de Jean VII à Thessalonique (octobre).
- 1404 Traité de Vasilipotamo par lequel les Hospitaliers de Rhodes restituent le Péloponnèse au despote Théodôros Palaiologos (mai).
- 1406 Nouveau *typikon* pour le Mont Athos.
Séjour probable de Manuel II à Lemnos (octobre).
- 1407 Mort du despote Théodôros Palaiologos, gouverneur du Péloponnèse (printemps).
Séjour de Manuel II au Péloponnèse (septembre-octobre).
- 1408 Mort de l'empereur Jean VII, gouverneur de Thessalonique (septembre).
Séjour de Manuel II en Macédoine et nomination du despote Andronikos Palaiologos au poste de gouverneur de la région (hiver).
- 1411 Début du siège de Constantinople par le souverain ottoman Musa.
Défaite navale des Ottomans devant la flotte byzantine (printemps).

- 1413 Défaite de Musa face à Mehmed I^{er} à Çamurlu (5 juillet).
Traité entre Mehmed I^{er} et Manuel II, par lequel Byzance retrouve les frontières de 1403 (juillet).
- 1414 Campagne militaire de Manuel II à Thasos (été).
Séjour de Manuel II à Thessalonique (automne-hiver).
- 1415 Arrivée de Manuel II au Péloponnèse (mars).
Défaite des archontes révoltés du Péloponnèse face aux troupes impériales (15 juillet).
- 1416 Départ de Manuel II pour Constantinople (mars).
Victoire de la flotte vénitienne à Gallipoli face aux Ottomans (29 mai).
Le rebelle ottoman Mustapha se réfugie à Thessalonique (fin automne).
Arrivée de Jean VIII à Thessalonique ; traité avec Mehmed I^{er} (fin automne).
- 1417 Séjour de Jean VIII dans le Péloponnèse ; campagne militaire contre la principauté latine d'Achaïe.
Prise de Kalamata.
- 1418 Départ de Jean VIII pour Constantinople.
Arrivée du despote Thômas Palaiologos au Péloponnèse (été).
- 1421 Couronnement de Jean VIII (19 janvier).
Mort de Mehmed I^{er} (21 mai).
Guerre pour la succession au trône ottoman entre Mustapha, soutenu par les Byzantins, et Murad.
Prise de Gallipoli par Mustapha (fin été).
- 1422 Défaite de Mustapha face à Murad (printemps).
Siège de Constantinople par les Ottomans (juin-septembre).
- 1423 Occupation de la Macédoine par les Ottomans.
Début du siège de Thessalonique (été).
Cession de Thessalonique aux Vénitiens (septembre).
Voyage de Jean VIII en Europe (novembre 1423-novembre 1424).
- 1424 Traité byzantino-turc ; pertes territoriales et versement d'un tribut annuel aux Ottomans (janvier/février).
- 1425 Mort de Manuel II (21 juillet ?).
- 1427 Arrivée de Jean VIII au Péloponnèse (novembre).
- 1428 Campagnes militaires des Byzantins dans le Péloponnèse ; prise de Clarentza par les Byzantins (1^{er} mai).
Départ de Jean VIII du Péloponnèse (fin de l'année).

- 1429 Prise de Patras par les Byzantins (juin).
Nomination du despote Dèmètrios Palaiologos au poste de gouverneur de Lemnos.
Cession de l'île de Samothrace aux Gattilusio ?
- 1430 Prise de Thessalonique (au pouvoir des Vénitiens) par les Ottomans (29 mars).
- 1431 Attaque ottomane contre le Péloponnèse (printemps) ; destruction de l'Hexamilion.
- 1436 Lutte entre les frères de Jean VIII pour la répartition de l'administration des territoires de l'Empire (mars-juin).
- 1437 Départ de la délégation byzantine pour le concile de Ferrare-Florence (novembre).
- 1439 Signature du décret d'Union des Églises grecque et latine à Florence (5 juillet).
- 1440 Retour de la délégation byzantine à Constantinople (février).
- 1442 Siège de Constantinople par le despote Dèmètrios Palaiologos avec l'aide des Ottomans ; attaque turque contre Lemnos (été).
- 1443 Accord entre Jean VIII et Dèmètrios Palaiologos ; nouvelle répartition de l'administration des territoires de l'Empire (juin).
- 1444 Défaite des armées croisées à Varna face aux Ottomans (10 novembre).
Occupation temporaire d'Athènes et de Thèbes par les Byzantins.
- 1448 Mort de Jean VIII (31 octobre).
- 1449 Arrivée de Constantin XI à Constantinople (1^{er} novembre).
- 1451 Mort de Murad II (3 février).
- 1453 Prise de Constantinople par les Ottomans (29 mai).
- 1460 Conquête du Péloponnèse par les Ottomans.

2. CHRONOLOGIE DES TEXTES DE DÈMÈTRIOS KYDÔNÈS

L'œuvre de l'érudit byzantin Dèmètrios Kydônès constitue l'une des sources principales de cette étude. Elle est particulièrement utile pour reconstituer la chronologie du règne de Jean V (1354-1391). Toutefois, le fait que la plupart de ces écrits ne soient pas datés crée des difficultés. Cette chronologie a pour objet de présenter les principaux textes de Kydônès que j'ai utilisés. Pour la plupart d'entre eux, j'ai proposé une datation différente de celle des deux principaux historiens qui ont étudié l'œuvre de Kydônès, Raymond-Joseph Loenertz et Franz Tinnefeld. Parfois, il s'agit d'une simple précision concernant le mois ou la saison, mais pour certains textes je propose une chronologie radicalement différente.

Texte	Contenu
Lettre L46/T44, «à [Géorgios Synadènos] Astras»	K. parle de la fuite d'Astras de Constantinople et de son rôle comme gouverneur de Lemnos
Lettre L95/T61, [à un ami thessalonicien]	K. parle de la situation à Thessalonique après la mort d'Anne de Savoie et annonce l'arrivée en Macédoine d'Astras, gouverneur de Lemnos
Lettre L89/T51, «à l'empereur [Jean V]»	K. félicite l'empereur pour sa victoire sur les Bulgares
Lettre L100/T65, [au «médecin» de l'empereur Jean V]	K. fait l'éloge de son correspondant et déplore la mort d'Astras. K. donne des renseignements sur la situation de Thessalonique
Lettre L77/T95, «au <i>mégas primmikèrios</i> Phakrasès»	K. donne des conseils à son correspondant au sujet de la situation à Thessalonique, qui est assiégée par les Turcs
Chrysobulle Ὅσοις ὁ Θεὸς ἄρχειν ἐτέρων	L'empereur Jean V accorde à son fils le despote Manouël le gouvernement de la Macédoine
Lettre L79/T85, «à un empereur qui est encore despote»	K. remercie le despote Manouël Palaiologos d'un cadeau qu'il lui a offert
Lettre L168/T146, «au <i>mégas domestikos</i> [Dèmètrios Palaiologos]»	K. demande l'intervention de Dèmètrios Palaiologos auprès de l'empereur Jean V, qui s'est rendu en Macédoine
Discours <i>De non reddenda Gallipoli</i>	K. expose au sénat de Constantinople les raisons pour lesquelles il ne faut pas rendre Gallipoli aux Ottomans
Lettre L194/T107, [à un membre de la suite impériale]	Le destinataire de cette lettre accompagne l'empereur dans une campagne militaire aux côtés des Ottomans
Lettre L193/T106, «à l'empereur [Jean V ?]»	K. assure le souverain de son soutien pour une campagne militaire aux côtés des «Barbares» [les Ottomans ?]

Édition	Datation Loenertz	Datation Tinnefeld	Datation proposée
<i>Correspondance</i> I, p. 79-80	1358-1361	1358-1359	1358-1359
<i>Correspondance</i> I, p. 129	été 1365	été (?) 1365	printemps 1365
<i>Correspondance</i> I, p. 123	1363-1364 ?	été 1363 (?)	été 1364
<i>Correspondance</i> I, p. 137-138	1365-1366 ?	ca automne 1365	fin de l'été 1365
<i>Correspondance</i> I, p. 109-110	après le 10 avril 1372	novembre 1371 plutôt qu'après le 10 avril 1372	fin 1371
TINNEFELD, Vier Prooimien, p. 178-183	automne-hiver 1371-1372 (cf. <i>Correspondance</i> II, p. 285)	novembre- décembre 1371	septembre 1373
<i>Correspondance</i> I, p. 112	1371-1372	automne 1371 / hiver 1371-1372	septembre 1373
<i>Correspondance</i> II, p. 39-40	1373-1374 ? [à Lesbos]	1373, avant septembre	hiver 1374-1375
PG 154, col. 1009-1036	été 1371	été 1371	été 1375
<i>Correspondance</i> II, p. 67-68	été 1373 (?)	printemps 1374	1377-1378
<i>Correspondance</i> II, p. 66	été 1373 (?)	printemps 1374	1379 ?

3. RECENSEMENTS DE LEMNOS ET DE MACÉDOINE

Date	Région	Collège de recenseurs
1354-1355	Lemnos	Manouël Laskaris Iôannès Laskaris Bryennios
1368	Lemnos	Manouël Trichas
1374-1375	Chalcidique	Laskaris Métochitès
[entre 1368 et 1387] ?	Lemnos	Rômanakès [Iôannès Prinkèps ?] Cheilas Disypatos
1387-1388	Lemnos	Phôkas Sébastopoulos Iôannès Doukas Prinkèps Cheilas
1394	Lemnos	Phôkas Sébastopoulos Alexios Iagoupès Géôrgios Théologitès
1404	« ressort » de Thessalonique	Astras
1407	Lemnos	Géôrgios Iagoupès Antônios Kalothétos Tarchaneiôtès Padiatès
1409	Macédoine	Paulos Gazès Géôrgios Prinkèps
1414-1415	Lemnos	Iôasaph des Xanthopouloi Paulos Gazès
1415	Macédoine	Michaël Tzamlakôn Iôannès Radènos Stéphanos Doukas Radènos
1418	Macédoine	Michaël Tzamlakôn Iôannès Radènos Stéphanos Doukas Radènos Kônstantinos Palaiologos Oinaiôtès
1420-1421	Macédoine	Iôannès Radènos Stéphanos Doukas Radènos Kônstantinos Palaiologos Oinaiôtès Dèmètrios Hidrôménos
1430	Lemnos	Andronikos Sphrantzès Sébastopoulos Iôannès Tzyrakès Bryennios Manouël Palaiologos Sébastopoulos
1442	Lemnos	Théodôros Pépagoménos
1463	Lemnos	Iôannès Palaiologos Kantakouzènos

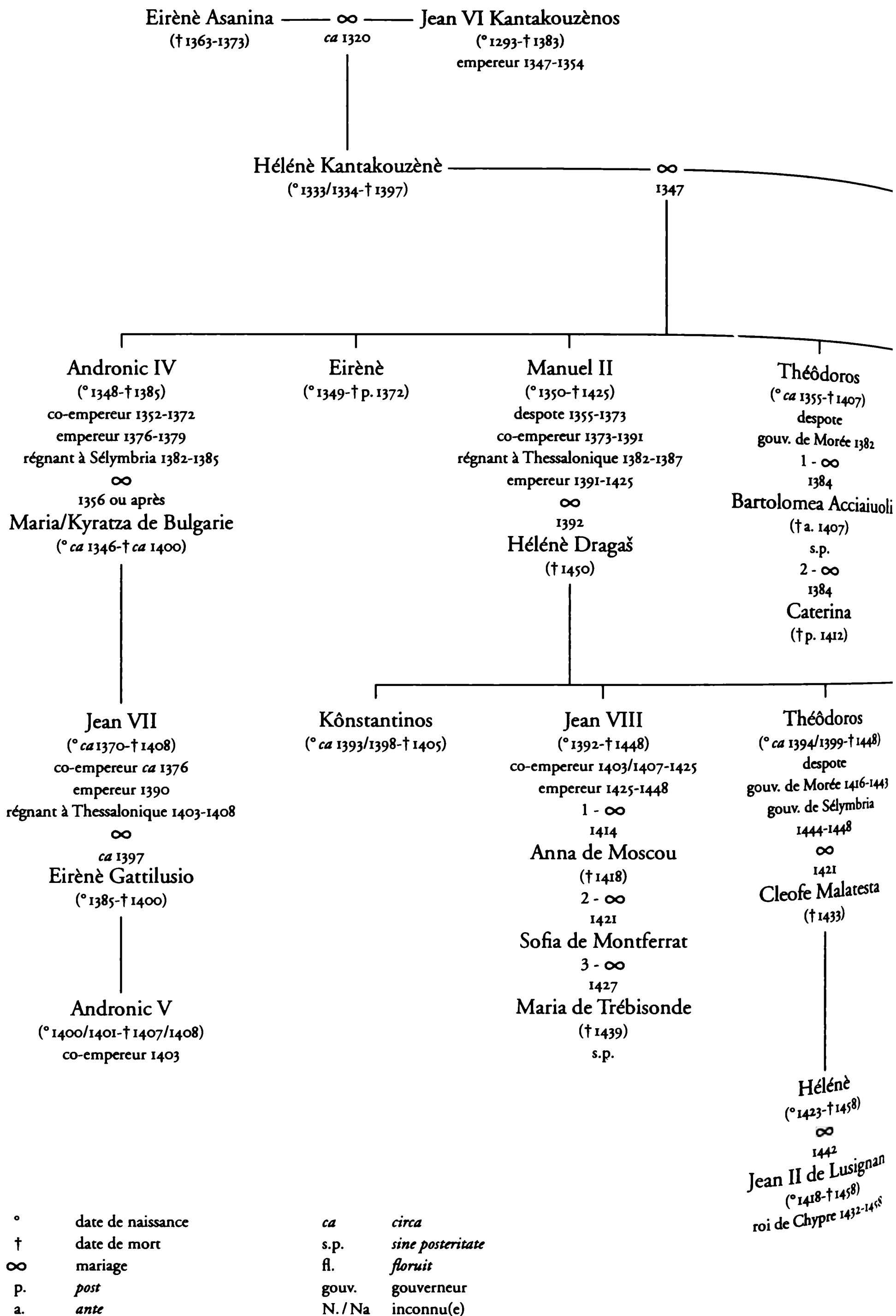
Sur l'ordre de	Praktika / actes de mise en possession
Jean V	perdu [cf. <i>Philothéou</i> , n° 10] <i>Lavra</i> III, n° 136
Jean V	<i>Vatopédi</i> II, n° 128
Jean V	<i>Vatopédi</i> II, n° 147 <i>Ibid.</i> , n° 148
Jean V	perdu [cf. <i>Vatopédi</i> III, n° 165, l. 23-24]
Jean V ou Manuel II	<i>Vatopédi</i> III, n° 165 <i>Pantocrator</i> , n° 12 <i>Phil. Suppl.</i> , n° 7
Manuel II	<i>Pantocrator</i> , n° 20
Jean VII	<i>Vatopédi</i> III, n° 189
Manuel II	<i>Saint-Pantéléèmôn</i> , n° 17
Manuel II	<i>Docheiariou</i> , n° 53 <i>Vatopédi</i> III, n° 200 <i>Lavra</i> III, n° 161 <i>Dionysiou</i> , n° 11
Manuel II	<i>Vatopédi</i> III, n° 205 <i>Lavra</i> III, n° 164 <i>Ibid.</i> , App. XVIII
Manuel II	<i>Vatopédi</i> III, n° 207
Despote Andronikos Palaiologos	<i>Vatopédi</i> III, n° 211 <i>Docheiariou</i> , n° 56
Despote Andronikos Palaiologos	<i>Lavra</i> III, n° 165 <i>Vatopédi</i> III, n° 216 <i>Dionysiou</i> , n° 20
Despote Dèmètrios Palaiologos	<i>Dionysiou</i> , n° 25 perdu [cf. <i>Vatopédi</i> III, n° 227, l. 7, 53 et 73-74]
Constantin XI (?)	<i>Vatopédi</i> III, n° 227 <i>Pantocrator</i> , n° 25
Despote Dèmètrios Palaiologos	<i>Vatopédi</i> III, n° 236 <i>Pantocrator</i> , n° 26 Inédit Saint-Paul : CHRYSOCHOÏDÈS, Saint-Paul, p. 261

4. ACTES AVEC PRÉAMBULE

Auteur	Date	Type d'acte	Destinataire
Jean V	22 septembre 1355	chrysobulle	Monastère de Docheiariou
Jean V	1356/1357	chrysobulle	Monastère du Pantokratôr à Didymotique
Jean V	1356-1365	chrysobulle	Monastère du Prodrome de Thessalonique
Jean V	ca 1367	chrysobulle	Despote Michaël Palaiologos
Jean V	1373	chrysobulle	Despote Manouël Palaiologos
Jean VII	août 1404	chrysobulle	Monastère de Lavra
Manuel II	juin 1406	<i>hypotypôsis</i>	Communauté du Mont Athos
Jean VII	août 1407	chrysobulle	Six monastères de l'Empire
Jean VIII	août 1439	chrysobulle	Commune de Florence
Jean VIII	août 1439	chrysobulle	Commune de Florence
Jean VIII	août 1439	<i>prostagma</i>	Giacomo de Morellis
Jean VIII	août 1439	<i>prostagma</i>	Brancatio di Michele Fedini

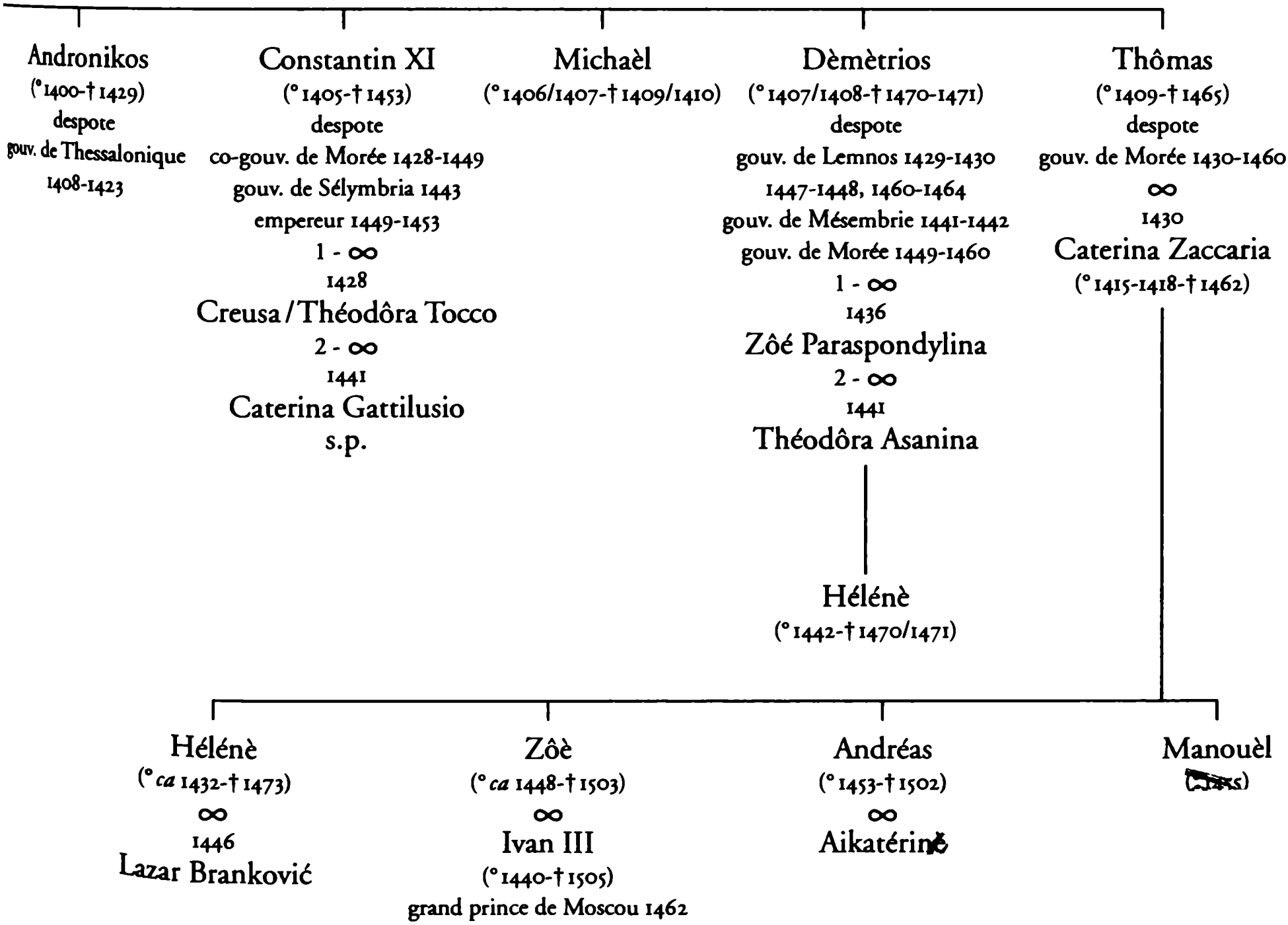
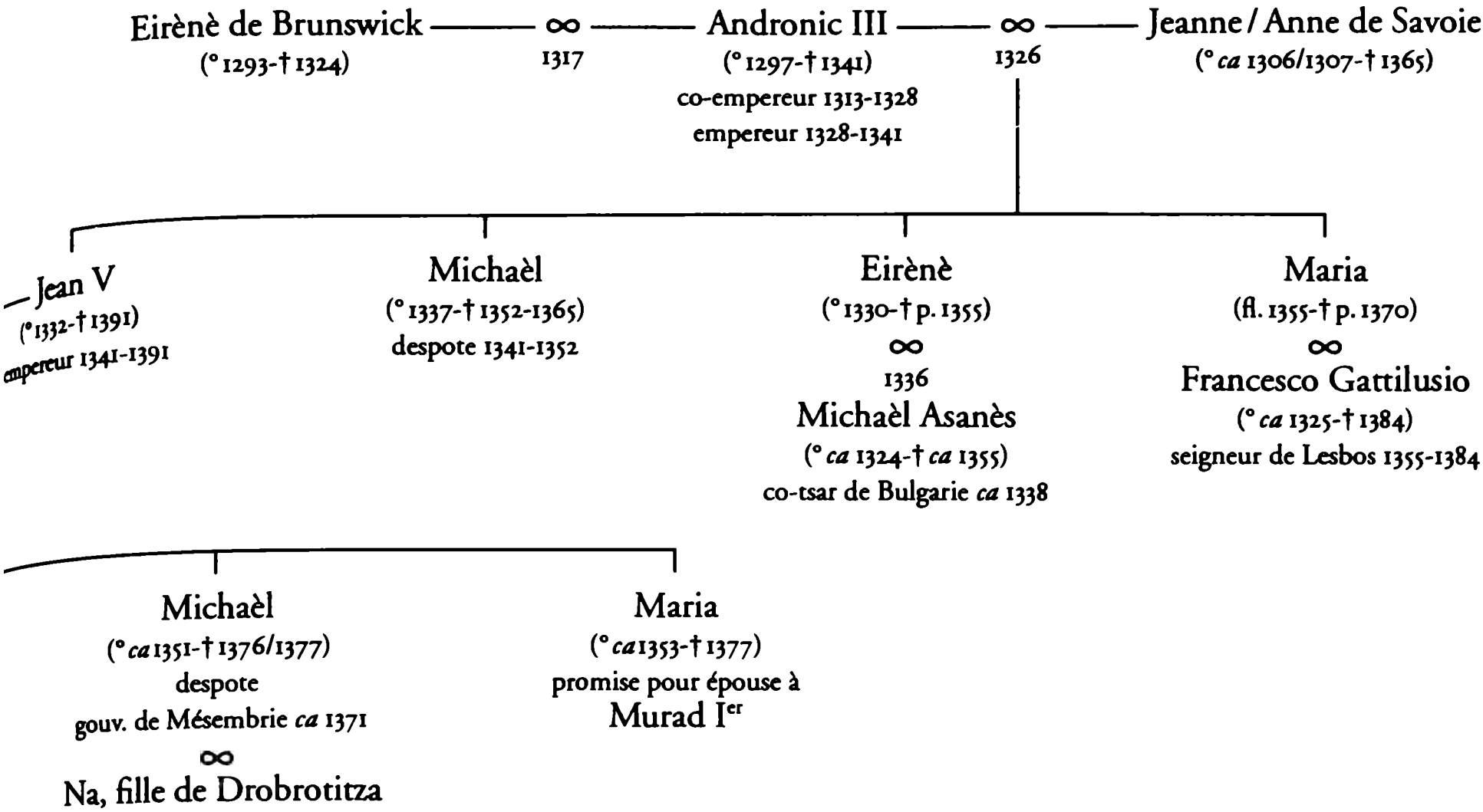
Édition	Remarques
<i>Docheiariou</i> n° 33	
TINNEFELD, Vier Prooimien, p. 21-23	Les <i>prooimia</i> de ces quatre actes furent rédigés par Dèmètrios Kydônès
TINNEFELD, Vier Prooimien, p. 27-28	
TINNEFELD, Vier Prooimien, p. 191-192	
TINNEFELD, Vier Prooimien, p. 178-183	
<i>Lavra</i> III n° 155	
<i>Prôtaton</i> n° 13	Cet acte a servi de <i>typikon</i> pour tous les monastères du Mont Athos
<i>Vatopédi</i> III n° 197 ; <i>Lavra</i> III n° 159 ; <i>Xéropotamou</i> n° 28	
LPP III, p. 334-338	Ces quatre actes furent délivrés au cours du séjour de l'empereur en Italie
LPP III, p. 338-344	
LPP III, p. 345-348	
LPP III, p. 349-352	

5.1. DYNASTIE DES PALAIOLOGOI (1328-1453)

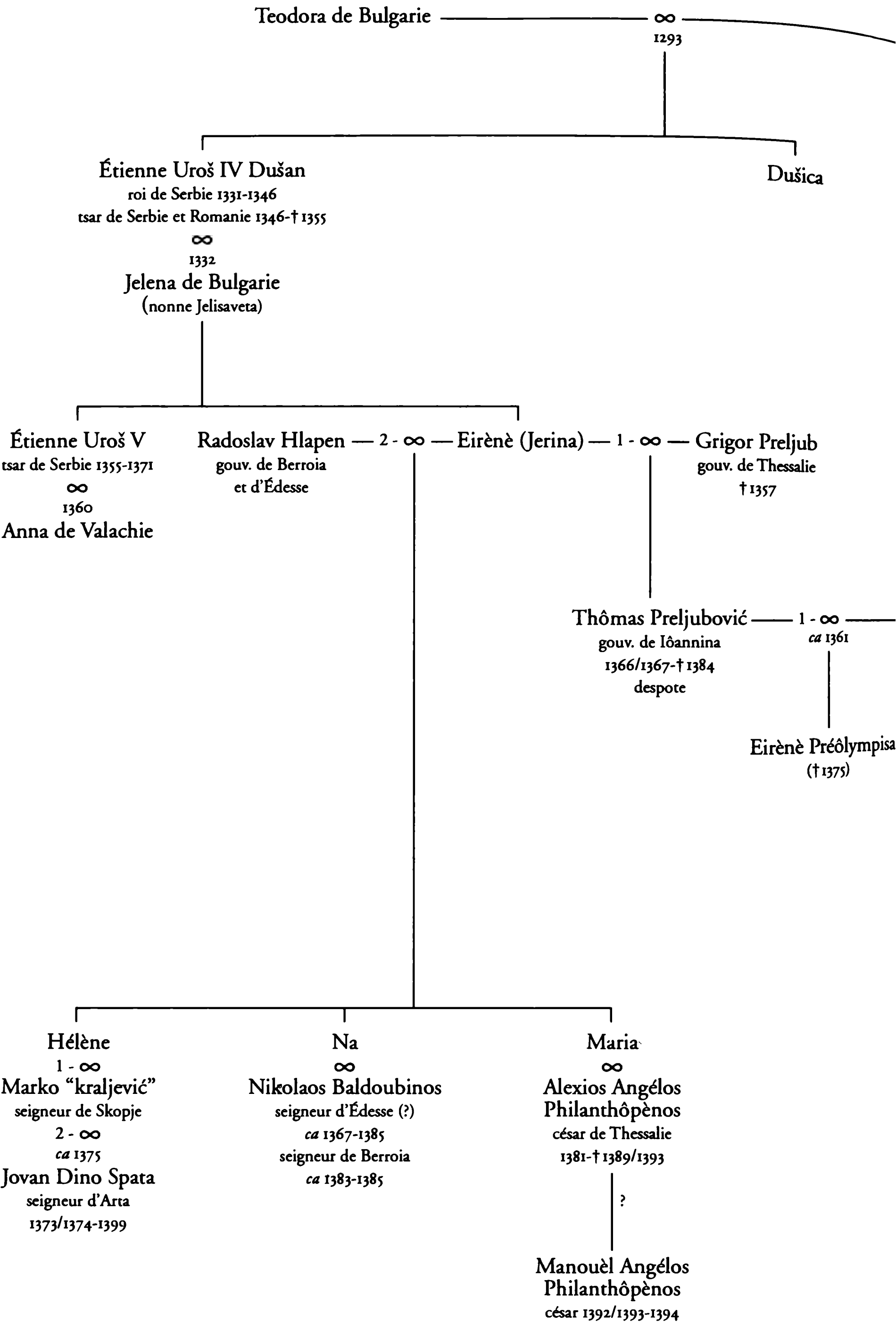


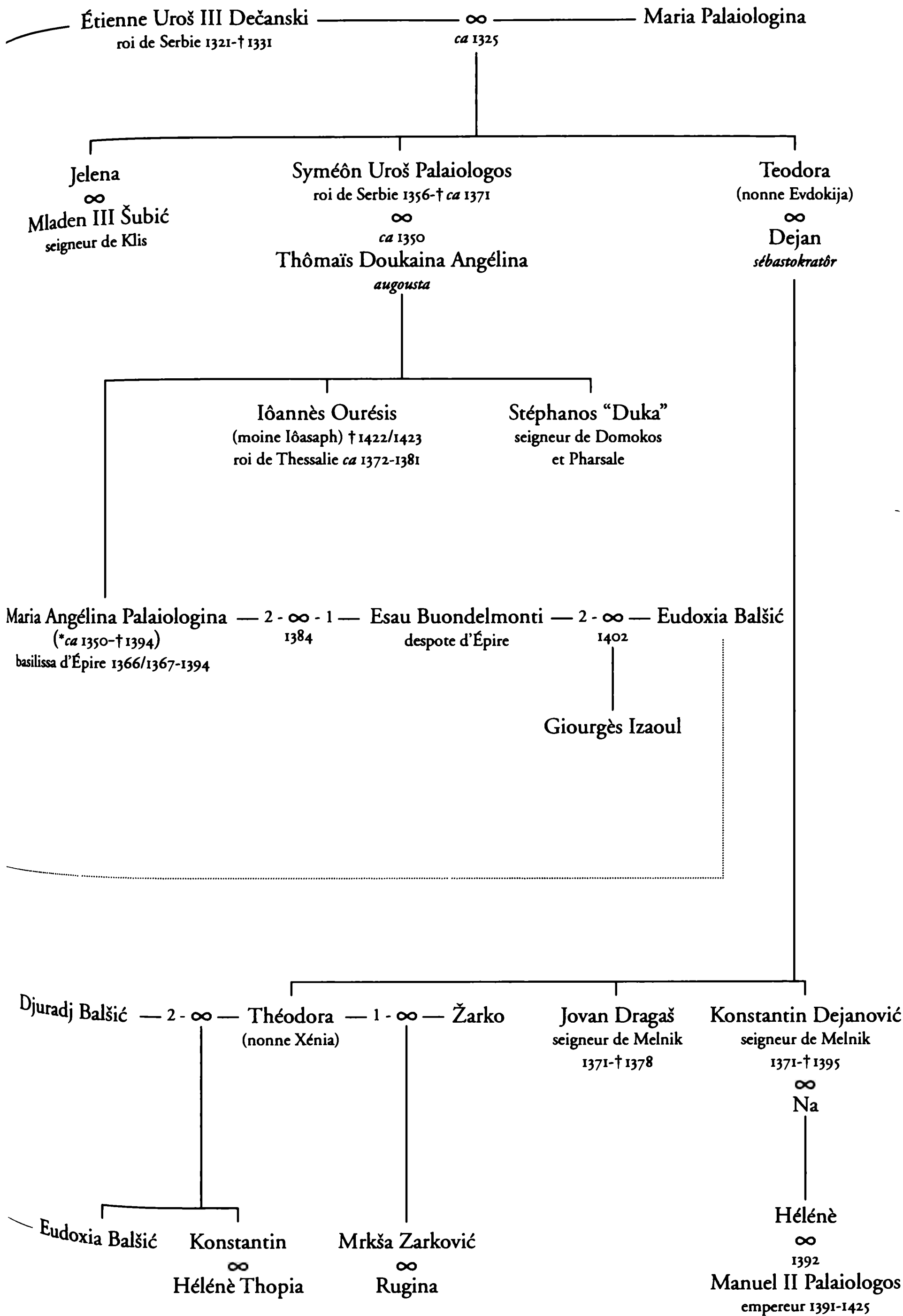
° date de naissance
 † date de mort
 ∞ mariage
 p. post
 a. ante

ca circa
 s.p. sine posteritate
 fl. floruit
 gouv. gouverneur
 N. / Na inconnu(e)

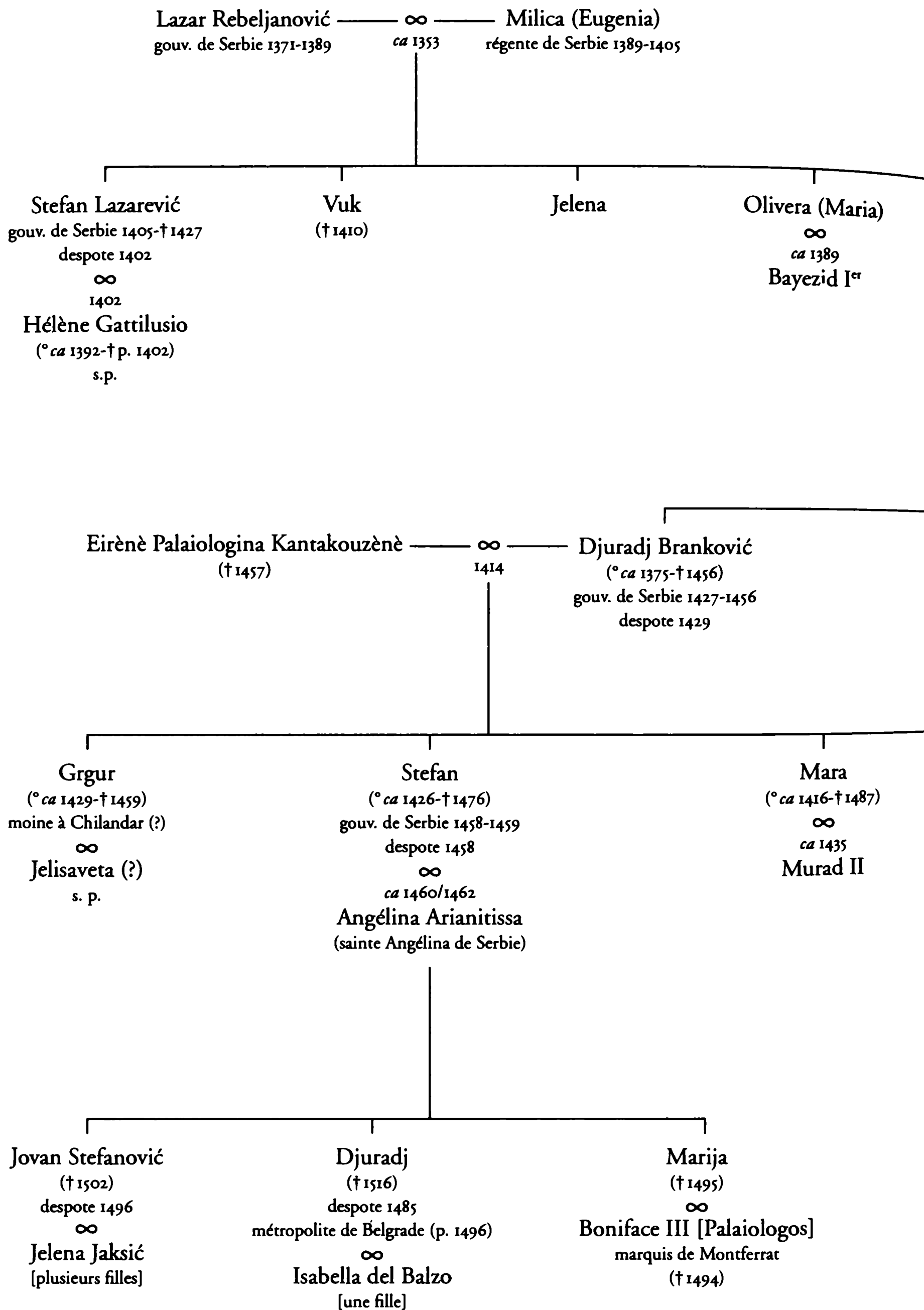


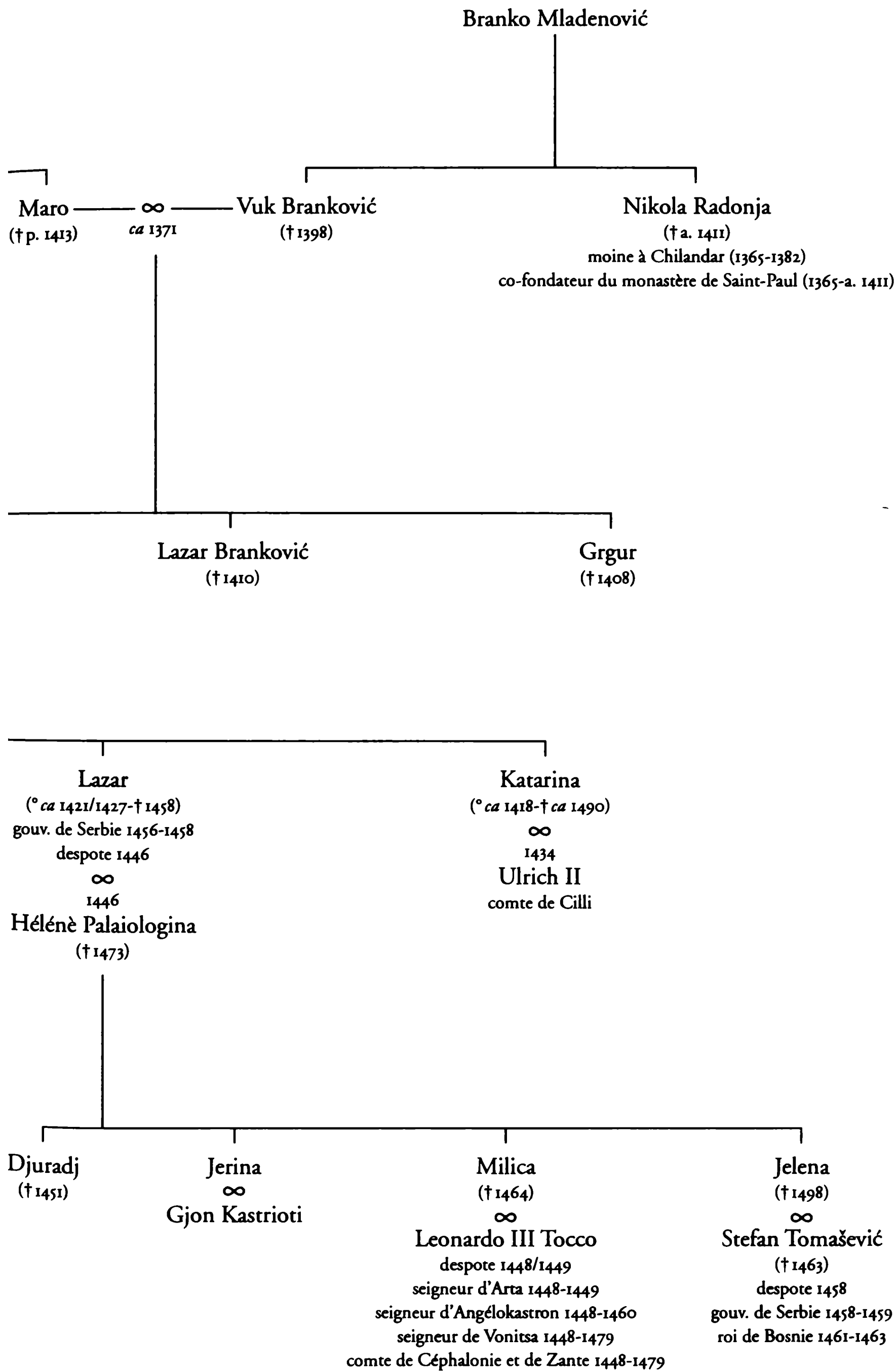
5.2. ENTOURAGE FAMILIAL DES SOUVERAINS SERBES
(DEUXIÈME MOITIÉ DU XIV^e SIÈCLE)





5.3. ENTOURAGE FAMILIAL DES SOUVERAINS SERBES (FIN XIV^e-MILIEU XV^e SIÈCLE)





6. GOUVERNEURS BYZANTINS (*KÉPHALAI*) DU MILIEU DU XIV^e AU MILIEU DU XV^e SIÈCLE¹. DONNÉES PROSOPOGRAPHIQUES

A. Macédoine

Thessalonique

STÉPHANOS RADÈNOS (1358)

Il n'a pas d'entrée dans le *PLP* ; les éditeurs de *Vatopédi* II, p. 268, lui ont consacré une notice très brève.

Il est attesté comme *képhalè* de Thessalonique à l'époque du gouvernement de l'impératrice Anne de Savoie. Il portait le titre d'ἐπὶ τῆς τραπέζης (22^e rang de la hiérarchie aulique). En 1358, il jugea un litige qui opposait les moines de Vatopédi et les parèques du village de Saint-Mamas (*Vatopédi* II, n° 111). Il avait quelques biens fonciers situés en Thrace (cf. *ibid.*, n° 126). En 1366, il est attesté à Constantinople.

GÉORGIOS SYNADÈNOS ASTRAS (1365)

Voir sa notice *infra* comme *képhalè* de Lemnos.

ALEXIOS LASKARIS ATOUÉMÈS MÉTOCHITÈS (1365/1366-1368)

PLP 1640 et 17977. Les deux entrées doivent être fusionnées.

Début 1369, il fit des donations au monastère de Vatopédi pour acquérir une pension viagère (*Vatopédi* II, nos 129 et 130). À cette époque, Jean V avait déjà nommé son fils, le despote Manouël Palaiologos, au poste de gouverneur de la ville, ce qui provoqua peut-être la démission de Métochitès. Il possédait le titre de *mégas domestikos*.

De 1368 à 1373, Jean V chargea son fils le despote MANOUËL PALAIOLOGOS d'administrer Thessalonique. Il est difficile de dire si, à cette époque, il y avait un *képhalè* de la ville ou si c'était le prince qui en remplissait les fonctions. En 1371, lors de la nomination de Dèmètrios Phakrasès comme gouverneur de Thessalonique, Manouël était à Venise.

DÈMÈTRIOS PHAKRASÈS (1371-1377)

PLP 29576 (notice incomplète)

Durant son séjour à Lemnos à l'été 1371, Jean V envoya Phakrasès à Thessalonique pour diriger la ville. Il n'est jamais qualifié de *képhalè*, mais le contenu de la correspondance de Kydônès laisse supposer qu'il l'était. En 1377, il délivra un acte concernant un bien foncier de Vatopédi situé en Macédoine (*Vatopédi* III, n° 154). Il portait le titre aulique de *mégas primmikèrios*.

1. Dans cette liste, je ne donne pas les gouverneurs de Constantinople : voir à ce sujet MATSCHKE, Gouverneur. Je ne mentionne pas non plus les gouverneurs des villes de Thrace qui avaient été nommés à l'époque de la deuxième guerre civile, car il s'agit d'un contexte différent. La Thrace fut occupée par les Ottomans dès le troisième quart du XIV^e siècle.

En 1382, après l'accord conclu entre Jean V et son fils Andronic IV, Manuel II s'installa à Thessalonique. Durant l'époque du second mandat de Manuel dans cette ville, on ne connaît le nom d'aucun *képhalè*.

Thessalonique fut sous domination ottomane de 1387 à 1403.

DÈMÈTRIOS LASKARIS LÉONTARÈS (1403-1408)

PLP 14676

Il gouverna Thessalonique sous le règne de Jean VII. En 1409, il est attesté comme sénateur à Constantinople, mais il retourna aussitôt en Macédoine pour assister le jeune despote Andronikos Palaiologos dans ses fonctions comme gouverneur de la région. En 1415, il délivra un acte en faveur de Vatopédi, confirmant ses privilèges fiscaux pour le domaine de Lantzou en Chalcidique (*Vatopédi* III, n° 206). Après 1416, Léontarès retourna à Constantinople.

MANOUÈL ESKAMMATISMÉNOS (1409-1415)

PLP 91872

Il est attesté pour la première fois en 1409 comme *képhalè* de Thessalonique (*Lavra* III, n° 161, l. 10-11). En 1414, il délivra un acte tranchant un différend entre les monastères de Docheiariou et Xèropotamou (*Docheiariou*, n° 54). Voir aussi *infra* sa notice comme gouverneur de Lemnos.

À partir de 1416, ANDRONIKOS PALAIOLOGOS, fils de Manuel II, dirigea personnellement Thessalonique et sa région jusqu'à leur cession aux Vénitiens en 1423.

Serrès

MANOUÈL TARCHANEIÔTÈS (1375)

PLP 27502

Il est attesté comme gouverneur de Serrès par deux actes de l'Athos (*Kutlumus*, nos 33 et 34).

Kassandreia (presqu'île de Chalcidique)

STÉPHANOS DOUKAS RADÈNOS (1419)

PLP 23991 (notice incomplète) et 23999 (notice incomplète). Les deux entrées doivent être fusionnées.

Il signe comme *képhalè* de Kassandreia l'acte de *Saint-Pantéléèmôn*, n° 18, et l'acte de *Vatopédi* III, n° 212. Il est aussi attesté comme recenseur de la région de Thessalonique à la même période (cf. *supra*, p. 412-413).

Quelques képhalai de petites localités en Macédoine

Un acte du tribunal de Zichna daté de 1378 (PETIT, *Actes de Chilandar*, n° 157) livre le nom de plusieurs *képhalai* de localités situées dans la région du bas Strymon : MALÉAS à Chantax (PLP 16507), MPÉRIBOÈS à Mauron Oros (PLP 19706) et SARAΚÈΝΟΡΟУΛΟS à Chrysoupolis (PLP 24856).

B. Les îles du nord de l'Égée

Lemnos

GÉORGIOS SYNADÈNOS ASTRAS (ca 1358-1365)

PLP 1598 (notice incomplète)

Il est attesté pour la première fois en 1347 en tant qu'architecte dirigeant les travaux de réparation de la coupole de Sainte-Sophie. Haut fonctionnaire sous le règne de Jean VI, il sut gagner la faveur de son rival Jean V. En 1354, il obtint le titre de *mégas stratopédarchès* et, un an plus tard, la charge de gouverneur de la ville d'Ainos. Après son éviction en 1356, en raison d'une révolte populaire, Astras se vit accorder l'administration de l'île de Lemnos, dans laquelle il entreprit d'importants travaux de restauration et de construction de forteresses et de tours. En 1359, il fit donation d'une terre et d'une tour au monastère de Vatopédi (*Vatopédi* II, n° 114). En 1361, il délivra un *praktikon* en faveur de Lavra (*Lavra* III, n° 139). En 1362, il reçut la permission de l'empereur Jean V de donner une autre tour à Lavra (*ibid.*, n° 141). Enfin, on sait qu'il fit des donations à Kutlumus (cf. *Kutlumus*, nos 29, l. 54, et 30, l. 110) et à Dionysiou (cf. *Dionysiou*, n° 3, l. 5). Après la mort d'Anne de Savoie, en 1365, il fut nommé *képhalè* de Thessalonique. Il mourut peu après son arrivée en Macédoine.

THÉODÔROS PALAIOLOGOS (ca 1381-ca 1395)

PLP 21461

Il est attesté par la correspondance de Kydônès, qui lui adressa plusieurs lettres dans les années 1380. Avant 1388, il procéda, en compagnie d'autres fonctionnaires, à la délimitation d'un bien appartenant au Pantokratôr (cf. *Pantocrator*, n° 20, l. 5-8). En 1388, il signa un *praktikon* en faveur du Pantokratôr (*ibid.*, n° 12). En avril 1395, il partageait la charge de *képhalè* de Lemnos avec Manouël Eskammatisménos : voir la lettre que leur adressa le patriarche Antônios IV, relative à la possession d'un bien dotal (MM II, p. 267). Théodôros était un « oncle » (*theios*) de l'empereur Manuel II et portait le titre de *prôtobestiaritès* (6^e rang de la hiérarchie aulique).

MANOUËL ESKAMMATISMÉNOS (1395)

Il est attesté comme *képhalè* de Lemnos par la lettre d'Antônios IV (cf. *supra*). Vers 1408, il fut nommé au poste de *képhalè* de Thessalonique (cf. *supra*).

ANDRÉAS ASANÈS (av. 1405) ?

PLP 1486

Un acte de 1405 dit qu'il avait introduit à Lemnos l'impôt appelé *kapèliatikon* (*Lavra* III, n° 167), mais rien ne permet de savoir s'il fut gouverneur de l'île. Il était l'*exadelphos* (« cousin ») de Manuel II.

MICHAËL PALAIOLOGOS (1415)

PLP 21526 (notice inexacte)

En 1415, il collabora avec le hiéromoine Iôasaph des Xanthopouloi dans le recensement de Lemnos (*Vatopédi* III, n° 205, l. 7). À cette époque, il est qualifié de *gambros* (parent par alliance) de l'empereur Manuel II et de *katholikè képhalè* de l'île.

De *ca* 1429 à 1435, Lemnos fut gouvernée par le despote DÈMÈTRIOS PALAIOLOGOS, fils de Manuel II.

DÈMÈTRIOS PALAIOLOGOS MÉTOCHITÈS (1435-1444)

PLP 17981

Il est attesté comme *katholikè képhalè* en 1442, mais il semble avoir occupé ce poste dès 1435 (cf. *supra*, p. 391). Peu avant 1442, il avait fait donation au monastère de Vatopédi d'une terre située à Lemnos (*Vatopédi* III, n° 227, l. 127-128). Après son départ de cette île, il fut nommé gouverneur de Constantinople (1449-1453). Il mena une belle carrière au sein de la hiérarchie aulique : il est attesté comme *prôtobestiaritès* en 1433, comme *mégas primmikèrios* de 1435 à 1437 et comme *mégas stratopédarchès* de 1444 à 1453.

De 1443/1444 à 1449, le despote DÈMÈTRIOS PALAIOLOGOS fut à nouveau chargé du gouvernement de Lemnos.

THÉODÔROS BRANAS (1445)

Pas d'entrée dans le *PLP*. Il s'agit peut-être de la même personne qu'un correspondant homonyme de Gennadios Scholarios vers 1467 (*PLP* 3167).

En 1445, il est attesté comme gouverneur de Lemnos par CYRIAQUE D'ANCÔNE, p. 144.

Imbros

MANOUÈL LASKARIS ASANÈS (1438/1439-1444)

PLP 1507

Il est attesté par plusieurs inscriptions qui rendent compte de son rôle dans la fortification de l'île.

GÉÔRGIOS PALAIOLOGOS DERMOKAÏTÈS (1446/1447)

PLP 5206

Il est attesté par une inscription.

C. Péloponnèse

De 1349 à 1380, ce fut le despote Manouèl Kantakouzènos, fils de l'empereur Jean VI, qui gouverna le Péloponnèse. Après sa mort, son frère, Matthaios Kantakouzènos, lui succéda jusqu'à l'arrivée en 1382 du despote Théodôros Palaiologos. Ce dernier gouverna le Péloponnèse de 1382 à 1407, date de sa mort. Ensuite, ce fut son neveu, appelé aussi Théodôros, qui administra cette région. Durant le deuxième quart du *xv^e* siècle, les enfants de Manuel II se partagèrent le gouvernement du Péloponnèse. En 1443, Théodôros échangea sa partie du Péloponnèse contre la côte de la mer de Marmara qui était plus proche de Constantinople. À partir de cette date, le Péloponnèse fut gouverné par ses deux autres frères, Kônstantinos et Thômas. Après l'accession au trône impérial du premier, sous le nom de Constantin XI (1449), la région tomba sous le contrôle de Thômas et de son frère Dèmètrios.

La liste suivante vise à fournir une série de noms de gouverneurs de quelques villes du Péloponnèse, attestés par les documents diplomatiques et par les sources narratives.

LASKARIS (1422)

PLP 14520

En 1422, il est attesté comme gouverneur d'Androusa, au sud-ouest du Péloponnèse, par la *Chronique des Tocco*, p. 506 et 508. Il pourrait être identifié à Andronikos Laskaris Padiatès ou à Alexios Laskaris Philanthrôpènos.

ANDRONIKOS LASKARIS PADIATÈS (1429)

PLP 21290

En 1429 il est attesté comme gouverneur d'Androusa par la chronique de SPHRANTZÈS, XVII § 3. Il était serviteur du despote Kônstantinos Palaiologos (futur Constantin XI).

ALEXIOS LASKARIS PHILANTHRÔPÈNOS (1429/1446)

PLP 29753

En 1429 il est attesté comme gouverneur de Bostitza (SPHRANTZÈS, XVII § 3) et en 1446 comme gouverneur de Patras (SPHRANTZÈS, XXVII § 2).

GÉÔRGIOS GÉMISTOS (PLÉTHON) (1427-1429)

PLP 3630

En 1427, il reçut du despote Théodôros Palaiologos le gouvernement de Phanarion, dans l'Argolide (LPP IV, p. 104-105). Un an plus tard, en 1428, il reçut celui de Brysis, en Laconie. L'acte de nomination de Pléthon au poste de gouverneur de Brysis est perdu, mais nous connaissons son contenu grâce au chrysobulle délivré par Jean VIII en 1429, confirmant les deux nominations de Pléthon par le despote Théodôros (LPP III, p. 330-333). En 1433, Théodôros ordonna le transfert des droits sur Phanarion au fils aîné de Pléthon, Dèmètrios Gémistos, et de ceux sur Brysis à son autre fils, Andronikos Gémistos (LPP IV, 106-109). En 1449, l'empereur Constantin XI confirma la cession de Phanarion et de Brysis aux enfants de Pléthon (S. KUGÉAS, Χρυσόβουλλον..., dans *Ἑλληνικά* 1, 1928, p. 371-400). En 1450, le despote Dèmètrios Palaiologos délivra un acte de confirmation à ce sujet (LPP IV, p. 192-195).

DÈMÈTRIOS GÉMISTOS (1433-1450)

PLP 3632

Fils aîné de Géôrgios Gémistos (Pléthon). De 1433 à 1450, il fut gouverneur de Phanarion.

ANDRONIKOS GÉMISTOS (1433-1450)

PLP 3629

Fils puîné de Géôrgios Gémistos (Pléthon). De 1433 à 1450, il fut gouverneur de Brysis.

GÉÔRGIOS SPHRANTZÈS (1430-1448)

PLP 27278

Nous connaissons les détails de sa carrière grâce à sa chronique. Serviteur du despote Kônstantinos Palaiologos (futur Constantin XI), il suivit son maître dans ses déplacements. De 1430 à 1443, il fut gouverneur de Patras. De 1443 à 1446, il fut transféré à Sélymbria. De 1446 à 1448, de retour au Péloponnèse, il fut nommé gouverneur de Mistra. Après 1449, il résida à Constantinople, auprès de l'empereur. Il effectua de nombreuses ambassades à l'étranger. Il détenait le titre de *prôtobestiariès* et, à partir de 1451, celui de *mégas logothétès*.

DÈMÈTRIOS ASANÈS (1444)

PLP 91370

En 1444, il est mentionné comme gouverneur de Corinthe par CYRIAQUE D'ANCÔNE, p. 6. Il fut gouverneur de Mouchli, en Laconie, après la chute de Constantinople.

IÔANNÈS PALAIOLOGOS KANTAKOUZÈNOS

PLP 10974 (notice incorrecte)

En 1446, il est attesté comme gouverneur de Corinthe (SPHRANTZÈS, XXVII § 2 ; voir aussi CYRIAQUE D'ANCÔNE, p. 338, pour l'année 1447). Lors de l'arrivée au pouvoir de Constantin XI (1449), Kantakouzènos quitta son poste de gouverneur de Corinthe et s'en alla à Constantinople. Il périt lors du siège de la capitale en 1453 (cf. GANCHOU, *Quelques erreurs*, p. 67-70).

KÔNSTANTINOS PALAIOLOGOS KANTAKOUZÈNOS

PLP 10977

En 1446-1448, il est mentionné comme gouverneur de Bostitza (« Aigion ») par CYRIAQUE D'ANCÔNE, p. 338.

D. Autres territoires de l'Empire

GRÈGORIOS PALAIOLOGOS MAMÔNAS

PLP 16578

En 1416/1417, date de sa mort due à la peste, il était gouverneur d'une ville fortifiée (*kastron*) de la côte de la mer Noire (cf. SPHRANTZÈS, V § 1).

SÉBASTOPOULOS

Pas d'entrée dans le *PLP*

Il est attesté comme gouverneur de Zeitoun (Lamia) en 1415 par une source latine (IORGA, *Notes et extraits*, t. 1, p. 240).

STRABOMYTÈS KANTAKOUZÈNOS

PLP 10987

Il est attesté comme gouverneur de Zeitoun en 1422 (DOUKAS, p. 239) et en 1424, date de la prise de la ville par les Ottomans (SCHREINER, *Kleinchroniken* I, p. 186).

PALEOLOGO (1437)

Pas d'entrée dans le *PLP*

Il est attesté comme gouverneur (*chiefali*) d'Agathopolis par le livre de comptes de BADOER (p. 148¹⁰).

Sélymbria

BRYENNIOS LÉONTARÈS (av. 1400)

PLP 92519

Il fut gouverneur de Sélymbria à l'époque où Jean VII y avait établi sa capitale, soit de 1390 à 1399 (MM II, p. 401). Il fut gouverneur de Constantinople entre 1408 et 1415, d'après la correspondance de Chortasménos (éd. HUNGER).

IÔANNÈS LASKARIS LÉONTARÈS (1437)

PLP 14679

En 1437, date de sa mort, il était gouverneur de Sélymbria (SCHREINER, *Kleinchroniken* I, p. 647-649). En 1434, il participa à la guerre contre Gênes.

GÉÔRGIOS SPHRANTZÈS (1443-1446)

Voir sa notice *supra* comme gouverneur du Péloponnèse.

THÔMAS PALAIOLOGOS KANTAKOUZÈNOS (1444)

PLP 10969

En 1444, il est mentionné par CYRIAQUE D'ANCÔNE, p. 60, comme gouverneur de Sélymbria.

7. JUGES GÉNÉRAUX DES ROMAINS (καθολικοί κριταὶ τῶν Ῥωμαίων) DU MILIEU DU XIV^e AU MILIEU DU XV^e SIÈCLE. DONNÉES PROSOPOGRAPHIQUES²

MAKARIOS CHRYSOKÉPHALOS (1351)

PLP 31138

Il est attesté comme métropolite de Philadelphie de 1336 à 1382. En 1345, il gagna Constantinople où il demeura de manière plus ou moins continue jusqu'en 1368. En 1341, il signa le *Tomos* contre Barlaam et en 1351 celui confirmant les thèses de Palamas. Il signa ce dernier document en tant que juge général des Romains (cf. DARROUZÈS, *Regestes* V, n^{os} 2324 et 2326). Il est l'auteur de plusieurs œuvres littéraires (cf. W. LACKNER, Ein angebliches Opusculum des Makarios Chrysokephalos über den ὅρος ζωῆς, *JÖB* 33, 1983, p. 75-78).

MÈTROPHANÈS (1351)

PLP 18061

Il est attesté comme métropolite de Melnik de 1347 à 1352. Toutefois, il semble avoir toujours résidé à Constantinople, puisque son siège était à l'époque occupé par les Serbes. Il fut un collaborateur de l'empereur Jean VI Kantakouzènos. Il signa comme juge général des Romains le *Tomos* de 1351.

THÉOPHYLAKTOS DERMOKAÏTÈS (1362-1367)

PLP 91760 (remplace PLP 5209)

Entre 1362 et 1363, il dirigea une ambassade à Venise, accompagné de Kônstantinos Kaballaropoulos et d'Andronikos Oinaiôtès. Dermokaïtès est qualifié à cette époque de juge général des Romains (MM III, p. 129 ; *Diplomatarium* II, p. 87-92, n^o 53). Il est l'auteur d'une importante décision judiciaire (δικαστική διάγνωσις καὶ ἀπόφασις), datée de 1366, intéressant le monastère de Vatopédi (*Vatopédi* II, n^o 124). En 1367, il fit partie d'une nouvelle ambassade, cette fois auprès du pape Urbain V (cf. HALECKI, *Un*

2. Dans cette liste des juges généraux des Romains, je n'ai pas inclus les quatre membres du premier collège : Géôrgios Glabas, Iôsèph métropolite d'Aprôs, Grègorios Kleidas et Nikolaos Matarangos. Sur ces personnages, cf. *supra*, p. 415-417.

empereur de Byzance, p. 164, et PERRIA, *Due documenti*, p. 280). Il décéda à Venise en décembre 1367, victime de la peste, alors qu'il était sur le point de rentrer à Constantinople.

ANDRONIKOS OINAIÔTÈS (1362-1376 ?)

PLP 21021 (notice incomplète)³

En 1362, il participa à l'ambassade dirigée par Théophylaktos Dermokaitès à Venise. Dans une lettre qui date de la période 1369-1371, Kydônès le qualifie de juge général des Romains (KYDÔNÈS, *Correspondance* I, L36/T72). Vers 1373/1374, il rejoignit le Péloponnèse (TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, t. 1/2, p. 416 et suiv.). Il s'agit peut-être de la même personne que l'homonyme qui signe l'acte *Phil. Suppl.* n° 6 de 1376 (PLP 21023).

THÔMAS DOUKAS ALOUSIANOS (ca 1380-ca 1397)

PLP 696 (notice incomplète)

En 1383, il dirigea une ambassade à Venise, lors de laquelle il reçut le privilège de citoyenneté vénitienne (ASV, *Privileggi* 1, fol. 61). Il est qualifié de ci-devant juge général des Romains dans l'acte latin du privilège (*iudex olim universalis Romanorum*). Il était peut-être le président du tribunal impérial d'après une lettre de Kydônès (KYDÔNÈS, *Correspondance* II, L440/T440 [1392 ?]). Il est mentionné comme défunt dans un acte patriarcal de 1400 (MM II, p. 424).

KÔNSTANTINOS KABALLAROPOULOS (1362-ca 1397)

PLP 10049 et 10054 (si l'on suit LEMERLE, *Le tribunal impérial*, p. 381, les deux entrées doivent être fusionnées)

En 1362, il accompagna Théophylaktos Dermokaitès et Andronikos Oinaïôtès dans leur ambassade à Venise. La version latine du traité de 1362 lui attribue le titre de juge (*Diplomatarium* II, p. 87-92, n° 53 ; voir *supra*, p. 426, n. 329). Il est mentionné comme défunt et comme juge général des Romains dans l'acte patriarcal de 1400 (MM II, p. 424).

MAKARIOS (1393-† 1397)

PLP 16268

Il est attesté comme métropolite de Nicomédie de 1386 à 1397, date à laquelle il décéda. Durant cette période, il fut présent à la plupart des séances du synode de Constantinople. Makarios signa au verso un acte de 1393 comme juge général des Romains (MM II, n° 435, p. 169). En 1394, Makarios confirma la validité d'une transaction foncière relative à un bien situé à proximité de Constantinople (HUNGER, *Zwei byzantinische Urkunden*, p. 304-306). Il est mentionné comme défunt et comme juge général des Romains dans l'acte patriarcal de 1400 (MM II, p. 424).

ADAM BARANGOS (1395)

PLP 91436

Il est attesté comme juge général des Romains à Constantinople en 1395 par une notice de manuscrit (cf. FÖGEN, *Zeugnisse*, p. 223).

3. Pour plus de renseignements sur la biographie d'Andronikos Oinaïôtès, voir ESTANGÜI GÓMEZ, *Un monastère catholique*.

CHRYSOKEPHALOS (1400)

PLP 31135

Il fait partie du tribunal impérial de Constantinople en 1400 (cf. MM II, p. 424).

EUSTATHIOS, MÉTROPOLITE DE BERROIA ET D'ANKARA (1403-1415)

PLP 91900 (remplace PLP 6339 ; notice incomplète)

Eustathios, métropolite de Berroia, est attesté pour la première fois en juillet 1403, comme participant aux funérailles de Iôannès Holobôlos, métropolite de Gothie, qui eurent lieu dans le monastère constantinopolitain du Christ Philanthrope. À cette époque, il était l'un des membres les plus importants du synode, car il s'était vu accorder la faveur de Manuel II en raison de son soutien, durant le séjour de l'empereur en Occident, au patriarche Matthaios I^{er}, qui était accusé par le métropolite d'Ankara d'avoir occupé trois fois le rang d'évêque (cf. LAURENT, Trisépiscopat, p. 40 et p. 145). C'est pourquoi en 1409, après la condamnation de Makarios, métropolite d'Ankara, Eustathios reçut aussi le siège d'Ankara en tant que vicaire (*topotèrètès*).

La carrière d'Eustathios comme métropolite d'Ankara permet d'identifier ce personnage avec l'un des juges généraux que Mazaris mentionne, dans son *Voyage aux Enfers*, par le jeu de mots τὸν δ'ἄγκυραν ἀδικούντων, c'est-à-dire « celui qui sert d'ancre [de soutien] aux injustes » (cf. THÉOCHARIDÈS, Quatre juges généraux, qui avait déjà proposé l'identification avec un métropolite d'Ankara, mais sans donner son identité).

De fait, Eustathios est qualifié de juge général des Romains dans une lettre de Iôannès Chortasménos (cf. HUNGER, Chortasmenos, p. 160-161). En juin 1407, il signa une décision judiciaire en faveur du monastère de Lavra en compagnie du juge général des Romains Géôrgios Oinaîôtès (*Lavra* III, n° 160). Eustathios n'est pas mentionné dans cet acte avec son titre de juge, mais simplement avec celui de métropolite ; néanmoins, il est certain qu'il faisait déjà partie à cette époque du tribunal impérial, comme l'ont souligné les éditeurs de *Lavra* III, p. 151. J'ai démontré *supra*, p. 375-376, que la lettre de Chortasménos qui parle d'Eustathios doit dater de la même époque.

GÉÔRGIOS OINAIÔTÈS (1400 ?-1415)

PLP 21020, 21025, 21031 (les trois entrées doivent sans doute être fusionnées).

Il signe l'acte *Lavra* III, n° 160 (juin 1407), en tant que juge général des Romains. Un Oinaîôtès, qui doit être la même personne, fait partie du tribunal impérial de Constantinople en 1400 (MM II, p. 424). Il peut également être identifié à l'un des quatre juges généraux, qui apparaît dans le *Voyage aux Enfers* de Mazaris, derrière le jeu de mots οἰνοφάγος, c'est-à-dire « sac à vin », car le nom de famille Oinaîôtès contient le mot désignant le vin (οἶνος). Toutefois, on ne peut pas exclure l'hypothèse de THÉOCHARIDÈS, Quatre juges généraux, qui proposait d'identifier cet οἰνοφάγος à un membre de la famille Phakrasès (vin se dit en démotique κρασί), d'autant plus que l'on connaît maintenant, grâce à un document latin (cf. GANCHOU, Géôrgios Goudélès), un juge général des Romains appelé Phakrasès qui est attesté en 1421.

IÔANNÈS SYROPOULOS (1400-1415 ?)

PLP 27210

Il s'agit d'un haut fonctionnaire du patriarcat de Constantinople : en 1400, il est attesté comme *mégas skeuophylax* de la Grande Église et comme membre du tribunal impérial de Constantinople (MM II, p. 424 ; voir aussi DARROUZÈS, *Regestes* VI, p. 530).

THÉOCHARIDÈS, Quatre juges généraux, propose d'identifier Syropoulos au *skeuophylax* qui apparaît dans le *Voyage aux Enfers* de Mazaris avec la charge de juge général des Romains (τὸν δὲ σκαίων φύλακα). L'acte de Vatopédi III, n° 204 (décembre 1414) est signé en effet par un juge général des Romains portant le titre de *mégas skeuophylax* de la Grande Église, dont le nom est effacé. On ne peut pas rejeter complètement l'hypothèse émise par Th. Ganchou selon laquelle le juge général et *mégas skeuophylax* attesté en 1414 par le récit de Mazaris et par l'acte de Vatopédi serait Dèmètrios Perdikas, juge général des Romains et *mégas sakellarios* (un rang plus élevé que *mégas skeuophylax*) en 1421.

DÈMÈTRIOS PHAKRASÈS PALAIOLOGOS (1415 ?-1421)

PLP 29577 ; pour son rôle comme juge général des Romains, voir GANCHOU, Géorgios Goudélès, p. 343

Il signa comme juge général des Romains un document de mars 1421, le testament de l'aristocrate et homme d'affaires byzantin Géorgios Goudélès, dont on n'a conservé que la traduction latine. Th. Ganchou propose de l'identifier au juge général des Romains décrit par Mazaris dans son *Voyage aux Enfers* avec le jeu de mots οἶνοφάγος, c'est-à-dire « sac à vin ». Toutefois, j'ai déjà souligné qu'il pourrait être identifié plutôt avec Géorgios Oinaïôtès, attesté comme juge général des Romains en 1407.

DÈMÈTRIOS PERDIKAS (1415 ?-1421)

Pas d'entrée PLP ; voir GANCHOU, Géorgios Goudélès, p. 343-344

Il signa comme juge général des Romains un document de mars 1421, le testament de l'aristocrate et homme d'affaires byzantin Géorgios Goudélès, dont on n'a conservé que la traduction latine. Th. Ganchou propose de l'identifier au juge général des Romains mentionné par Mazaris dans son *Voyage aux Enfers* avec le jeu de mots τὸν δὲ σκαίων φύλακα, car il pense que Perdikas aurait pu être promu de *mégas skeuophylax* à *mégas sakellarios* entre 1415 et 1421. Toutefois, l'identification du juge mentionné par Mazaris avec Iôannès Syropoulos, proposée par THÉOCHARIDÈS, Quatre juges généraux, me semble plus convaincante.

GÉORGIOS SCHOLARIOS (ca 1437-ca 1440)

PLP 27034 ; à compléter avec BLANCHET, *Scholarios*, p. 316-318

Scholarios fait lui-même allusion à sa condition de juge général des Romains dans plusieurs de ses écrits. D'après l'analyse de M.-H. Blanchet, Scholarios aurait détenu ce poste dès la période précédant le concile de Ferrare-Florence, c'est-à-dire vers 1437, et jusqu'à la fin de l'année 1440.

SILBESTROS SYROPOULOS (1437)

PLP 27217

Il est attesté comme juge général des Romains en 1437, à la veille du départ de la délégation byzantine pour le concile de Ferrare-Florence, par ses propres *Mémoires* (cf. LEMERLE, *Juges généraux*, p. 43).

SERBOPOULOS PHRANGOULIOS (1449-1453)

PLP 25183

Il est qualifié de juge général des Romains sous le règne du dernier empereur byzantin, Constantin XI, dans un document latin émis par le despote Dèmètrios Palaiologos en décembre 1455 (*LPP* IV, p. 196-197).

CARTES



H. Hamze-Khaddaj del. 2013

- | | |
|--|---|
| Empire Byzantin | Venise |
| Ottomans | Gênes |
| Serbes | Seigneuries vénitiennes |
| Frontière entre Serbes et Byzantins vers 1343 | Marquisat de Bodonitza |
| Frontière entre Serbes et Byzantins vers 1350 | Duché d'Athènes et Néopatras |
| Bulgares | Principauté d'Achaïe |
| Territoires sous influence byzantine | Chevaliers hospitaliers de Rhodes |

1. L'Empire byzantin et le monde égéen au milieu du xiv^e siècle.



2. La fragmentation de l'Empire serbe et la pénétration des Ottomans dans les Balkans (1354-1371).



3. La restauration byzantine en Macédoine et l'effondrement des pouvoirs chrétiens dans les Balkans (1371-1402).



- | | |
|--|---|
| Empire Byzantin | Marquisat de Bodonitza |
| Ottomans | Seigneurie des Acciaiuoli |
| Serbes | Principauté d'Achaïe |
| Territoires sous influence byzantine | Chevaliers hospitaliers de Rhodes |
| Venise | Comté de Céphalonie et Zante / Duché de Leucade |
| Gênes | Albanais |
| Seigneuries vénitiennes | Forteresse |

4. Les conséquences de la défaite ottomane à Ankara (1402-1423).



6. La région de Macédoine (milieu xiv^e-milieu xv^e siècle).





7. L'île de Lemnos (milieu xiv^e-milieu xv^e siècle).

ABRÉVIATIONS

<i>AD</i>	Ἀρχαιολογικὸν Δελτίον
<i>An. Boll.</i>	<i>Analecta Bollandiana</i>
<i>BHG</i>	<i>Bibliotheca hagiographica graeca</i> , 3 ^e éd., et <i>Auctarium</i>
<i>BNJ</i>	<i>Byzantinisch-neugriechische Jahrbücher</i>
<i>BSl.</i>	<i>Byzantinoslavica</i>
<i>Byz.</i>	<i>Byzantion</i>
<i>Byz. Sorb.</i>	Byzantina Sorbonensia
<i>BZ</i>	<i>Byzantinische Zeitschrift</i>
<i>CFHB</i>	Corpus fontium historiae Byzantinae
<i>CSHB</i>	Corpus scriptorum historiae Byzantinae
<i>DOP</i>	<i>Dumbarton Oaks Papers</i>
<i>EEBS</i>	Ἐπετηρὶς Ἑταιρείας Βυζαντινῶν Σπουδῶν
<i>EHB</i>	<i>The Economic History of Byzantium: From the Seventh through the Fifteenth Century</i> , éd. A. E. LAIOU, 3 vol., Washington 2002 (Dumbarton Oaks Studies 29)
<i>EP</i>	<i>Encyclopédie de l'Islam</i> , nouvelle édition, 12 vol., Paris / Leyde 1960-2007
<i>EO</i>	<i>Échos d'Orient</i>
<i>FM</i>	<i>Fontes minores</i> (Forschungen zur byzantinischen Rechtsgeschichte)
<i>IRAIK</i>	<i>Izvestija Russkogo Arheologičeskogo Institute v Konstantinopole</i>
<i>JGR</i>	I. et P. ZÉPOS, <i>Jus Graecoromanum</i> , 6 vol., Athènes 1931 ; réimpr. Aalen 1962
<i>JÖB</i>	<i>Jahrbuch der österreichischen Byzantinistik</i>
<i>LPP</i>	<i>Παλαιολογία καὶ Πελοποννησιακά</i> , éd. S. LAMPROS, 4 vol., Athènes 1912-1930
<i>MM</i>	<i>Acta et diplomata Graeca medii aevi</i> , éd. F. MIKLOSICH et I. MÜLLER, 6 vol., Vienne 1860-1890
<i>Néos Hell.</i>	Νέος Ἑλληνομνήμων, éd. S. LAMPROS
<i>OCA</i>	Orientalia christiana analecta
<i>OCP</i>	<i>Orientalia christiana periodica</i>
<i>ODB</i>	<i>The Oxford Dictionary of Byzantium</i> , éd. A. P. KAZHDAN, 3 vol., New York / Oxford 1991
<i>PG</i>	Patrologiae cursus completus, series Graeca, éd. J.-P. MIGNE
<i>PLP</i>	E. TRAPP et alii, <i>Prosopographisches Lexikon der Palaiogenzeit</i> , Vienne 1976-1996
<i>PRK</i>	<i>Das Register des Patriarchats von Konstantinopel</i> . I, 1315-1333, éd. et trad. H. HUNGER et O. KRESTEN, Vienne 1981 ; II, 1337-1350, éd. et trad. H. HUNGER, O. KRESTEN, E. KISLINGER et C. CUPANE, Vienne 1995 ; III, 1350-1363, éd. et trad. J. KODER, M. HINTERBERGER et O. KRESTEN, Vienne 2001
<i>RALLÈS-POTLÈS</i>	Σύνταγμα τῶν θείων καὶ ἱερῶν κανόνων, éd. G. RALLÈS et M. POTLÈS, 6 vol., Athènes 1852-1859
<i>REB</i>	<i>Revue des études byzantines</i>
<i>RESEE</i>	<i>Revue des études sud-est européennes</i>
<i>RSBN</i>	<i>Rivista di studi bizantini e neoellenici</i>
<i>SBN</i>	<i>Studi bizantini e neoellenici</i>

<i>TM</i>	<i>Travaux et mémoires</i>
<i>VV</i>	<i>Vizantijskij Vremennik</i>
WBS	Wiener byzantinistische Studien
<i>ZRVI</i>	<i>Zbornik Radova Vizantološkog Instituta</i>

Dépôts d'archives

ASG	Archivio di Stato di Genova
ASV	Archivio di Stato di Venezia
ASVat, <i>Reg. Vat.</i>	Archivum Secretum Vaticanum, Registres du Vatican
TT	Tapu ve Tahrir Defterleri du Başbakanlık Arşivi d'Istanbul

BIBLIOGRAPHIE

Sources

- Acta Gregorii XI : Acta Gregorii Papae XI (1370-1378)*, éd. A. L. TÄUTU, Rome 1966 (Pontificia Commissio ad Redigendum Codicem Iuris Canonici Orientales. Fontes, series 3, 12)
- AKROPOLITÈS : *Georgii Acropolitae Opera*, t. 1, éd. A. HEISENBERG, Leipzig 1903 ; éd. corrigée par P. WIRTH, Stuttgart 1978
- ANAGNOSTÈS : *Ioannis Anagnostae De extremo Thessalonicensi excidio narratio*, éd. I. BEKKER, Bonn 1838 (CSHB 36)
- Anecdota Graeca* : J. BOISSONADE, *Anecdota Graeca e codicibus regis*, 5 vol., Paris 1829-1833 ; réimpr. Hildesheim 1962
- ASDRACHA, Inscriptions de Thrace orientale et Imbros : C. ASDRACHA, Inscriptions byzantines de la Thrace orientale et de l'île d'Imbros (XI^e-XV^e siècles). Supplément. Présentation et commentaire historique, *AD* 47-48, 1992-1993 (1997), p. 309-333
- ASDRACHA, BAKIRTZIS, Inscriptions de Thrace : C. ASDRACHA, Ch. BAKIRTZIS, Inscriptions byzantines de Thrace (VIII^e-XV^e siècles). Édition et commentaire historique, *AD* 35, 1980, p. 241-282
- BADOER : *Il libro dei conti di Giacomo Badoer (Costantinopoli 1436-1440)*, éd. U. DORINI et T. BERTELÈ, Rome 1956 (Il nuovo Ramusio 3) ; *Complemento e indici*, éd. G. BERTELÈ, Padoue 2002 (Numismatica Patavina 2)
- BALARD, *Actes de Caffa* : M. BALARD, *Gênes et l'outre-mer. I, Les actes de Caffa du notaire Lamberto di Sambuceto*, Paris 1973 (Documents et recherches sur l'économie des pays byzantins, islamiques et slaves et leurs relations commerciales au Moyen Âge 12)
- BALARD, Péra : M. BALARD, Péra au XIV^e siècle. Documents notariés des Archives de Gênes, dans M. BALARD, A. E. LAIOU, C. OTTEN-FROUX, *Les Italiens à Byzance. Édition et présentation de documents*, Paris 1987 (Byz. Sorb. 6)
- BALFOUR, *Symeon of Thessalonica* : D. BALFOUR, *Politico-historical Works of Symeon, Archbishop of Thessalonica (1416/17 to 1429)*, Vienne 1979 (WBS 13)
- BÉÈS, Météores I : N. BÉÈS, Συμβολὴ εἰς τὴ ἱστορίαν τῶν μονῶν τῶν Μετεώρων, Βυζαντίς 1, 1909, p. 191-332
- BÉÈS, Météores II : N. BÉÈS, Σερβικὰ καὶ βυζαντιακὰ γράμματα Μετεώρου, Βυζαντίς 2, 1910-1911, p. 1-100
- BELGRANO, Prima serie : L. T. BELGRANO, Prima serie di documenti riguardanti la colonia di Pera, *Atti della Società Ligure di Storia Patria* 13/2, 1877, p. 97-317
- BÉNOU, *Codex B* : L. BÉNOU, *Le Codex B du monastère Saint-Jean-Prodrôme (Serrès) (XIII^e-XV^e siècles)*, Paris 1998 (Textes. Documents. Études sur le monde byzantin, néohellénique et balkanique 2)
- BERTOLOTTO, Nuova serie : G. BERTOLOTTO, A. SANGUINETTI, Nuova serie di documenti sulle relazioni di Genova coll'Impero bizantino, *Atti della Società Ligure di Storia Patria* 28/2, 1898, p. 337-573
- BOLLATI, *Spedizione in Oriente* : F. BOLLATI DI SAINT-PIERRE, *Illustrazioni della spedizione in Oriente di Amedeo VI (il Conte Verde)*, Turin 1900 (Biblioteca storica italiana 5)
- BUONDELMONTI, *Liber insularum* : Cristoforo BUONDELMONTI, *Liber insularum archipelagi. Transkription des Exemplars Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf Ms. G 13*, trad. K. BAYER, Wiesbaden 2007

- BURGMANN, MAGDALINO, Michael VIII on Maladministration : L. BURGMANN, P. MAGDALINO, Michael VIII on Maladministration. An Unpublished Novel of the Early Palaiologan Period, *FM* 6, 1984, p. 377-390
- CAMMELLI, *Démétrius Cydonès : Démétrius Cydonès, Correspondance*, éd. et trad. G. CAMMELLI, Paris 1930
- CHALKOKONDYLÈS : *Laonici Chalcocandylae Historiarum demonstrationes*, éd. E. DARKÓ, 2 vol., Budapest 1922-1927 ; trad. roumaine V. GRECU, *Laonic Chalcocondil, Expuneri istorice*, Bucarest 1958 (Scriptores byzantini 2)
- Chilandar* : M. ŽIVOJINOVIĆ, V. KRAVARI, Ch. GIROS, *Actes de Chilandar. I, Des origines à 1319*, Paris 1998 (Archives de l'Athos 20)
- CHÔNIATÈS : *Nicetae Choniatae Historia*, éd. J. L. van DIETEN, Berlin 1975 (CFHB 11)
- CHORTASMÉNOS : H. HUNGER, *Johannes Chortasmenos (ca 1370-ca 1436/37), Briefe, Gedichte und kleine Schriften. Einleitung, Regesten, Prosopographie, Text*, Vienne 1969 (WBS 7)
- Chronique de Iôannina* : S. CIRAC ESTOPAÑAN, *Bizancio y España. El legado de la basilissa María y de los déspotas Thomas y Esau de Joannina*, Barcelone 1943
- Chronique des Tocco : Cronaca dei Tocco de Cefalonia*, éd. et trad. G. SCHIRÒ, Rome 1975 (CFHB 10)
- CHRYSOSTOMIDES, *Monumenta* : J. CHRYSOSTOMIDES, *Monumenta Peloponnesiaca: Documents for the History of the Peloponnese in the 14th and 15th Centuries*, Camberley 1995
- CLAVIJO : Ruy GONZÁLEZ DE CLAVIJO, *Embajada a Tamorlán*, éd. F. LÓPEZ ESTRADA, Madrid 1999² (Clásicos Castalia 242)
- Code rural* : éd. I. MEDVEDEV, *Vizantijskij zemledel'českij zakon*, Léningrad 1984 ; trad. M. KAPLAN, Le village communal, dans *Économie et société à Byzance (VIII^e-XIV^e siècle). Textes et documents*, éd. S. MÉTIVIER, Paris 2007 (Byz. Sorb. 24), p. 86-91
- COVEL, *Voyages en Turquie* : John COVEL, *Voyages en Turquie 1675-1677*, éd. et trad. J.-P. GRÉLOIS, Paris 1998 (Réalités byzantines 6)
- CYRIAQUE D'ANCÔNE : *Cyriac of Ancona, 1391-1452. Later Travels*, éd. et trad. E. W. BODNAR et C. FOSS, Harvard 2003 (The I Tatti Renaissance Library 10)
- DANILO II : DANILO II, *Životi kraljeva i arhiepiskopa srpskih*, éd. Dj. DANIČIĆ, Zagreb 1866
- DARROUZÈS, *Regestes* : J. DARROUZÈS, *Les regestes des actes du patriarcat de Constantinople. I, Les actes des patriarches. Fasc. V, Les regestes de 1310 à 1376*, Paris 1977 ; Fasc. VI, *Les regestes de 1377 à 1410*, Paris 1979
- DENNIS, Treaty of 1403 : G.T. DENNIS, The Byzantine-Turkish Treaty of 1403, *OCP* 33, 1967, p. 72-88 (= ID., *Byzantium and the Franks, 1350-1420*, Londres 1982 [Variorum Collected Studies Series-150], VI)
- DIETEN, *Nikephoros Gregoras* : J.-L. VAN DIETEN, *Nikephoros Gregoras. Rhomäische Geschichte*, 6 vol., Stuttgart 1973-2007 (Bibliothek der griechischen Literatur 4, 8, 9, 24, 39, 59 et 66)
- Dionysiou* : N. OIKONOMIDÈS, *Actes de Dionysiou*, Paris 1968 (Archives de l'Athos 4)
- Diplomatarium* : *Diplomatarium Veneto-Levanticum, sive Acta et diplomata res Venetas, Graecas atque Levantis illustrantia*, éd. G. M. THOMAS, 2 vol., Venise 1880-1899 ; réimpr. New York s.d.
- Docheiariou* : N. OIKONOMIDÈS, *Actes de Docheiariou*, Paris 1984 (Archives de l'Athos 13)
- DÖLGER, *Regesten* : F. DÖLGER, *Regesten der Kaiserurkunden des oströmischen Reiches von 565-1453. IV, Regesten von 1282-1341*, Munich/Berlin 1960 ; V, *Regesten von 1341-1453*, Munich/Berlin 1965 (avec P. WIRTH)
- DÖLGER, *Schatzkammern* : F. DÖLGER, *Aus den Schatzkammern des Heiligen Berges*, Munich 1948

- DOUKAS : *Ducas, Istoría turco-bizantină (1341-1462)*, éd. V. GRECU, Bucarest 1958 (Scriptores byzantini 1)
- DUCHESNE, BAYET, *Mémoire* : L. DUCHESNE, M. BAYET, *Mémoire sur une mission au Mont Athos*, Paris 1877
- Ekthésis chronika : Ecthesis chronica and Chronicon Athenarum*, éd. S. LAMPROS, Londres 1902 ; réimpr. Amsterdam 1969
- Éléousa* : L. PETIT, Le monastère de Notre-Dame de Pitié en Macédoine, *IRAIK* 6, 1900, p. 1-153
- Esphigménou* : J. LEFORT, *Actes d'Esphigménou*, Paris 1973 (Archives de l'Athos 6)
- FERRARI, *Formulari notarili* : G. FERRARI, *Formulari notarili inediti dell'età bizantina*, *Bullettino dell'Istituto Storico Italiano* 33, 1912, p. 41-128
- FÖGEN, *Zeugnisse* : M.-Th. FÖGEN, *Zeugnisse byzantinischer Rechtspraxis im 14. Jh.*, *FM* 5, 1982, p. 215-280
- GABRAS, *Correspondance : Die Briefe des Michael Gabras (ca. 1290-nach 1350)*, éd. G. FATOUROS, 2 vol., Vienne 1973 (WBS 10/1-2)
- GABRIËL DE THESSALONIQUE, *Homélies* : B. LAOURDAS, Γαβριήλ Θεσσαλονίκης ὁμιλίας, *Ἀθηνᾶ* 57, 1953, p. 141-178
- GLABAS, *Homélies* : Ἰσιδώρου Γλαβᾶ ἀρχιεπισκόπου Θεσσαλονίκης ὁμιλίες, éd. B. Ch. CHRISTOPHORIDÈS, 2 vol., Thessalonique 1992-1996
- GRÈGORAS : *Nicephori Gregorae Byzantina historia*, éd. L. SCHOPEN, 3 vol., Bonn 1829-1855 (CSHB 19)
- GRIERSON, *Catalogue* : Ph. GRIERSON, *Catalogue of the Byzantine Coins in the Dumbarton Oaks Collection and in the Whittemore Collection. V, Michael VIII to Constantine IX (1258-1453)*, 2 vol., Washington 1999
- GUILLOU, *Prodrome* : A. GUILLOU, *Les archives de Saint-Jean-Prodrome sur le mont Ménécée*, Paris 1955 (Bibliothèque byzantine. Documents 3)
- HAGIOPAUTITÈS : E. HAGIOPAUTITÈS, Αὐτοκρατορικὰ χρυσόβουλλα, *Νέα Ἑποχή* 1, 1924-1925, p. 678-680, 704-707, 765-766 et 786-787
- HAGIOS PAULOS XÈROPOUTAMITÈS : Χρονογραφική καὶ τοπογραφική ἱστορία τοῦ Ἀγίου Ὁρους Ἀθῶ. Ἱερὰ μονὴ Ἀγίου Παύλου, Ἅγιος Πάυλος ὁ Ξηροποταμίτης 9, 1958, p. 41-48, 72-85, 103-110 ; et 10, 1959, p. 8-15, 41-50
- HARMÉNOPOULOS, *Hexabiblos* : Constantinos HARMENOPULOS, *Manuale legum sive Hexabiblos cum appendicibus et legibus agrariis [...]*, éd. G. HEIMBACH, Leipzig 1851
- HEISENBERG, *Kaiser Johannes Batatzes* : A. HEISENBERG, *Kaiser Johannes Batatzes der Barmherzige*, *BZ* 14, 1905, p. 160-233
- HUNGER, *Testament Matthaios I.* : H. HUNGER, *Das Testament des Patriarchen Matthaios I.*, *BZ* 51, 1958, p. 288-309
- HUNGER, *Zwei byzantinische Urkunden* : H. HUNGER, *Zwei byzantinische Urkunden der späten Palaiologenzeit aus der Österreichischen Nationalbibliothek*, *BZ* 48, 1955, p. 297-308
- IORGA, *Notes et extraits* : N. IORGA, *Notes et extraits pour servir à l'histoire des croisades au XV^e siècle*, t. 1, Paris 1899
- IORGA, *Veneția in Marea neagră* : N. IORGA, *Veneția in Marea neagră*, *Analele Academiei Române. Série II*, 36, *Memoriile secțiunii istorice* 1913-1914, p. 1043-1118
- Iviron I* : J. LEFORT, N. OIKONOMIDÈS, D. PAPACHRYSSANTHOU, V. KRAVARI, H. MÉTRÉVÉLI, *Actes d'Iviron. I, Des origines au milieu du XI^e siècle*, Paris 1985 (Archives de l'Athos 14)
- Iviron II* : J. LEFORT, N. OIKONOMIDÈS, D. PAPACHRYSSANTHOU, V. KRAVARI, H. MÉTRÉVÉLI, *Actes d'Iviron. II, Du milieu du XI^e siècle à 1204*, Paris 1990 (Archives de l'Athos 16)

- Iviron III* : J. LEFORT, N. OIKONOMIDÈS, D. PAPACHRYSSANTHOU, V. KRAVARI, H. MÉTRÉVÉLI, *Actes d'Iviron. III, De 1204 à 1328*, Paris 1994 (Archives de l'Athos 18)
- Iviron IV* : J. LEFORT, N. OIKONOMIDÈS, D. PAPACHRYSSANTHOU, V. KRAVARI, H. MÉTRÉVÉLI, *Actes d'Iviron. IV, De 1328 à 1500*, Paris 1995 (Archives de l'Athos 19)
- KABASILAS, *Correspondance : Correspondance de Nicolas Cabasilas*, éd. et trad. M.-H. CONGOURDEAU, Paris 2010
- KALÉKAS, *Correspondance : Correspondance de Manuel Calecas*, éd. R.-J. LOENERTZ, Cité du Vatican 1950 (Studi e testi 152)
- KANTAKOUZÈNOS : *Ioannis Cantacuzeni Historiarum*, éd. L. SCHOPEN, 3 vol., Bonn 1828-1832 (CSHB 20)
- KONSTANTIN LE PHILOSOPHE : *Lebensbeschreibung des Despoten Stefan Lazarević von Konstantin dem Philosophen*, éd. et trad. M. BRAUN, La Haye 1956
- KORABLEV, *Chilandar slave* : B. KORABLEV, *Actes de Chilandar. Deuxième partie, actes slaves*, VV 19, 1915, Priloženie 1 (Actes de l'Athos 5) ; réimpr. Amsterdam 1975
- KRITOBOULOS : *Critobuli Imbriotae Historiae*, éd. D. R. REINSCH, Berlin 1983 (CFHB 22)
- KUGÉAS, Notizbuch : S. KUGÉAS, Notizbuch eines Beamten der Metropolis in Thessalonike, BZ 23, 1914-1919, p. 143-163
- Kutlumus* : P. LEMERLE, *Actes de Kutlumus*, Paris 1988² (Archives de l'Athos 2)
- KYDÔNÈS, *Correspondance : Démétrius Cydonès, Correspondance*, éd. R.-J. LOENERTZ, 2 vol., Cité du Vatican 1956-1960 (Studi e testi 186 et 208)
- KYDÔNÈS, *De non reddenda Gallipoli : Oratio Demetrii Cydonis de non reddenda Gallipoli*, PG 154, col. 1009-1036
- KYDÔNÈS, *Pro subsidio Latinorum : Oratio Demetrii Cydonis pro subsidio Latinorum*, PG 154, col. 961-1008
- LAOURDAS, Isidōros Glabas : B. LAOURDAS, Ἰσιδώρου ἀρχιεπισκόπου Θεσσαλονίκης ὁμιλίας εἰς τὰς ἐορτὰς τοῦ ἁγίου Δημητρίου, Ἑλληνικά, Supplément 5, 1954, p. 19-65
- LAURENT, *Regestes* : V. LAURENT, *Les regestes des actes du patriarcat de Constantinople. I, Les actes des patriarches. Fasc. IV, Les regestes de 1208 à 1309*, Paris 1971
- Lavra I* : P. LEMERLE, A. GUILLOU, N. SVORONOS, D. PAPACHRYSSANTHOU, *Actes de Lavra. I, Des origines à 1204*, Paris 1970 (Archives de l'Athos 5)
- Lavra II* : P. LEMERLE, A. GUILLOU, N. SVORONOS, D. PAPACHRYSSANTHOU, *Actes de Lavra. II, De 1204 à 1328*, Paris 1977 (Archives de l'Athos 8)
- Lavra III* : P. LEMERLE, A. GUILLOU, N. SVORONOS, D. PAPACHRYSSANTHOU, *Actes de Lavra. III, De 1329 à 1500*, Paris 1979 (Archives de l'Athos 10)
- Lavra IV* : P. LEMERLE, A. GUILLOU, N. SVORONOS, D. PAPACHRYSSANTHOU, *Actes de Lavra. IV, Études historiques. Actes serbes. Compléments et index*, Paris 1982 (Archives de l'Athos 11)
- LEGRAND, *Lettres de Manuel Paléologue : Lettres de l'empereur Manuel Paléologue*, éd. E. LEGRAND, Paris 1893 ; réimpr. Paris 1962
- LEMERLE, Karakala : P. LEMERLE, Un praktikon inédit des archives de Karakala (janvier 1342) et la situation en Macédoine orientale au moment de l'usurpation de Cantacuzène, dans *Χαριστήριον εἰς Α. Κ. Ὁρλάνδον*, t. 1, Athènes 1964, p. 278-298 (= Id., *Le monde de Byzance. Histoire et institutions*, Londres 1978 [Variorum Collected Studies Series 86], XVIII)
- LEMERLE, SOLOVJEV, Trois chartes : P. LEMERLE, A. SOLOVJEV, Trois chartes des souverains serbes conservées au monastère de Kutlumus, *Annales de l'Institut Kondakov (Seminarium Kondakovianum)* 11, 1939, p. 129-146 (= Id., *Le monde de Byzance. Histoire et institutions*, Londres 1978 [Variorum Collected Studies Series 86], XIX)

- Liber iurium : Liber iurium reipublicae Genuensis*, éd. E. RICOTTI, 2 vol., Turin 1854-1857 et 1872 (Monumenta historiae patriae 7 et 9)
- LOENERTZ, Chronique moréote : R.-J. LOENERTZ, La chronique brève moréote de 1423. Texte, traduction et commentaire, dans *Mélanges Eugène Tisserant*. II, *Orient chrétien*, éd. A. BERNARD *et alii*, Cité du Vatican 1965 (Studi e testi 232), p. 399-439
- LOENERTZ, Épître : R.-J. LOENERTZ, Épître de Manuel II Paléologue aux moines David et Damien, 1416, *RSBN* 9 (= *Silloge bizantina in onore di Silvio Giuseppe Mercati*), 1957, p. 294-304
- LOENERTZ, Trois lettres : R.-J. LOENERTZ, Trois lettres de Démétrius Cydonès relatives à la fiscalité byzantine, *OCP* 50, 1984, p. 438-445
- LUTTRELL, ZACHARIADOU, *Sources for Turkish History* : A. LUTTRELL, E. ZACHARIADOU, *Sources for Turkish History in the Hospitallers' Rhodian Archive, 1389-1422*, Athènes 2008 (National Hellenic Research Foundation, Institute for Byzantine Research. Sources 14)
- MAGISTROS, *Περὶ βασιλείας : Toma Magistro, La regalità*, éd. P. CACCIATORE, Naples 1997
- MAKREMBOLITÈS, *Dialogue* : I. ŠEVČENKO, Alexios Makrembolites and his "Dialogue between the Rich and the Poor", *ZRVI* 6, 1960, p. 187-228 (= ID., *Society and Intellectual Life in Late Byzantium*, Londres 1981 [Variorum Collected Studies Series 137], VII)
- MAKRÈS, *Συγγράμματα* : A. ARGYRIOU, *Μακαρίου τοῦ Μακρῆ Συγγράμματα*, Thessalonique 1996 (Βυζαντινά Κείμενα και Μελέται 25)
- MAMBRINI, *Libri iurium : I Libri iurium della Repubblica di Genova*, t. 2, éd. Fr. MAMBRINI, Gênes 2011 (Fonti per la storia della Liguria 22)
- MANUEL II, *Lettres : The Letters of Manuel II*, éd. et trad. G. T. DENNIS, Washington 1977 (CFHB 8)
- MANUEL II, *Oraison funèbre : Manuel II Palaeologus, Funeral Oration on his Brother Theodore*, éd. et trad. J. CHRYSOSTOMIDES, Thessalonique 1985 (CFHB 26)
- MAZARIS : *Mazaris' Journey to Hades or Interviews with Dead Men about Certain Officials of the Imperial Court*, éd. et trad. J. N. BARRY *et alii*, Buffalo 1975 (Arethusa Monographs 5)
- MCGEER, *The Land Legislation* : E. MCGEER, *The Land Legislation of the Macedonian Emperors*, Toronto 2000 (Mediaeval Sources in Translation 38)
- MEDVEDEV, Le traité de 1352 : I. MEDVEDEV, Dogovor Vizantii i Genui ot 6 maja 1352, *VV* 38, 1977, p. 161-172
- MERTZIOS, *Μνημεῖα* : K. D. MERTZIOS, *Μνημεῖα μακεδονικῆς ιστορίας*, Thessalonique 1947
- MÉTOCHITÈS, *Miscellanea : Theodori Metochitae Miscellanea philosophica et historica*, éd. C. G. MÜLLER, Leipzig 1821 ; réimpr. Amsterdam 1966
- MOLLAT, *Lettres secrètes du pape Grégoire XI : Lettres secrètes et curiales du pape Grégoire XI (1370-1378) intéressant les pays autres que la France, publiées ou analysées d'après les registres du Vatican*, éd. G. MOLLAT, 3 vol., Paris 1962-1965
- MOŠIN, *Akti* : V. A. MOŠIN, *Akti iz svetogorskih arhiva, Srpska Kraljevska Akademija Nauka, Spomenik* 91, 1939, p. 155-260
- MUNTANER, *Crónica catalana* : Ramón MUNTANER, *Crónica catalana*, éd. A. DE BOFARULL, Barcelone 1860 ; trad. J.-M. BARBERÀ, *Ramon Muntaner, Les Almogavres. L'expédition des Catalans en Orient*, Toulouse 2010
- MUSO, *Navigazione e commercio* : G. G. MUSSO, *Navigazione e commercio genovese con il Levante nei documenti dell'Archivio di Stato di Genova*, Rome 1975
- NANETTI, *Documenta Veneta Coroni & Methoni* : A. NANETTI, *Documenta Veneta Coroni & Methoni rogata. Euristica e critica documentaria per gli oculi capitales Communis Veneciarum (secoli XIV e XV)*, t. 1, Athènes 1999 (Fondazione nazionale ellenica delle ricerche, Istituto di ricerche bizantine. Fonti 3)

- NOVAKOVIĆ, *Zakonski spomenici* : S. NOVAKOVIĆ, *Zakonski spomenici srpskih država srednjega veka*, Belgrade 1912 (Posebna izdanja Srpske Kraljevske Akademije 37)
- ODORICO, *Thessalonique* : P. ODORICO, *Jean Caminiate, Eustathe de Thessalonique, Jean Anagnostès, Thessalonique : chroniques d'une ville prise*, Paris 2005
- PACHYMÉRÈS : GÉORGIOS PACHYMÉRÈS, *Relations historiques*. I-II, éd. A. FAILLER et trad. V. LAURENT, Paris 1984 (CFHB 24/1-2) ; III-IV, éd. et trad. A. FAILLER, Paris 1999 (CFHB 24/3-4)
- Pantocrator* : V. KRAVARI, *Actes du Pantocrator*, Paris 1991 (Archives de l'Athos 17)
- Patmos I* : Βυζαντινὰ ἔγγραφα τῆς μονῆς Πάτμου. I, Αὐτοκρατορικά, éd. É. L. BRANOUSÈ, Athènes 1980
- Patmos II* : Βυζαντινὰ ἔγγραφα τῆς μονῆς Πάτμου. II, Δημοσίων Λειτουργῶν, éd. M. NYSTAZOPOULOU-PÉLÉKIDOU, Athènes 1980
- PAVLIKIANOV, Unknown Slavic Charter : C. PAVLIKIANOV, Unknown Slavic Charter of the Serbian Despot John Ugljesa in the Archive of the Athonite Monastery of Vatopedi, *Chilandarski zbornik* 12, 2008, p. 57-66
- Peira* : *Practica ex actis Eustathii Romani. Epitome legum*, éd. K. E. ZACHARIAE VON LINGENTHAL reprise par I. et P. ZÉPOS, *Jus Graecoromanum*, t. 4, Athènes 1931 ; réimpr. Aalen 1962
- PERRIA, Due documenti : L. PERRIA, Due documenti greci del XIV secolo in un codice della Biblioteca Vaticana (Vat. gr. 1335), *JÖB* 30, 1981, p. 259-298
- PETIT, *Actes de Chilandar* : L. PETIT, *Actes de Chilandar. Première partie, actes grecs*, VV 17, Priloženie 1, 1911 (Actes de l'Athos 5) ; réimpr. Amsterdam 1975
- PHILÈS : *Manuelis Philae Carmina*, éd. E. MILLER, 2 vol., Paris 1855-1857
- Phil. Suppl.* : V. KRAVARI, Nouveaux documents du monastère de Philothéou, *TM* 10, 1987, p. 261-356
- POLEMIS, Two Praises : I. POLEMIS, Two Praises of the Emperor Manuel II Palaiologos: Problems of Authorship, *BZ* 103, 2010, p. 699-714
- POTAMIOS, *Lettres* : G. T. DENNIS, The Letters of Theodore Potamios, dans ID., *Byzantium and the Franks 1350-1420*, Londres 1982 (Variorum Collected Studies Series 150), XII
- Prôtaton* : D. PAPACHRYSSANTHOU, *Actes du Prôtaton*, Paris 1975 (Archives de l'Athos 7)
- PSEUDO-KÔDINOS, *Traité des Offices* : PSEUDO-KÔDINOS, *Traité des Offices*, éd. et trad. J. VERPEAUX, Paris 1966 (Le Monde byzantin 1)
- PSEUDO-SPHRANTZÈS : *Georgios Sphrantzes, Memorii 1401-1481. În anexă Pseudo-Phrantzes : Macarie Melissenos, Cronica 1258-1481*, éd. V. GRECU, Bucarest 1966 (Scriptores byzantini 5)
- RAYNALDUS : O. RAYNALDUS, *Annales ecclesiastici*, t. 7, Lucques 1752
- RUBIÓ, *Diplomatari* : *Diplomatari de l'Orient català (1301-1409)*, éd. A. RUBIÓ I LLUCH, Barcelone 1947
- Saint-Pantéléèmon* : P. LEMERLE, G. DAGRON, S. ĆIRKOVIĆ, *Actes de Saint-Pantéléèmon*, Paris 1982 (Archives de l'Athos 12)
- SANUDO : MARINO SANUDO TORSSELLO, *Istoria di Romania*, éd. Eu. PAPADOPOULOU Athènes 2000 (Εθνικό Ίδρυμα Ερευνών, Ινστιτούτο Βυζαντινών Ερευνών. Πηγές 4)
- SATHAS, *Documents inédits* : C. SATHAS, *Documents inédits relatifs à l'histoire de la Grèce au moyen âge*, 9 vol., Paris 1880-1890
- SATHAS, Μεσαιωνική βιβλιοθήκη : K. N. SATHAS, Μεσαιωνική βιβλιοθήκη, 7 vol., Venise 1872-1894
- SCHILBACH, Hypothyposis : E. SCHILBACH, Die Hypothyposis der καθολικοὶ κριταὶ τῶν Ῥωμαίων vom Juni 1398 (?), *BZ* 61, 1968, p. 44-70
- SCHREINER, *Kleinchroniken* : *Die byzantinischen Kleinchroniken*, éd. P. SCHREINER, 3 vol., Vienne 1975-1979 (CFHB 12/1-3)

- SCHREINER, Zwei unedierte Praktika : P. SCHREINER, Zwei unedierte Praktika aus der zweiten Hälfte des 14. Jahrhunderts, *JÖB* 19, 1970, p. 33-50
- Senato. Deliberazioni miste : Venezia – Senato. Deliberazioni miste*. T. 13, *Registro XXVI (1350-1354)*, éd. F. GIRARDI, Venise 2008 ; t. 16, *Registro XIX (1359-1361)*, éd. L. LEVANTINO, Venise 2012 ; t. 20, *Registro XXXIII (1368-1372)*, éd. A. MOZZATO, Venise 2010
- ŠEVČENKO, “Anti-zealot” Discourse : I. ŠEVČENKO, Nicolas Cabasilas’ “Anti-zealot” Discourse: A Reinterpretation, *DOP* 11, 1957, p. 91-125
- SINDIK, Prostagma : D. SINDIK, Prostagma cara Jovana VIII Paleologa i horizma despota Dimitrija Paleologa, dans *Zbornik Vladimira Mošina*, éd. D. BOGDANOVIĆ, Dj. TRIFUNOVIĆ et B. JOVANOVIĆ-STIPČEVIĆ, Belgrade 1977, p. 205-212
- SOLOVJEV, MOŠIN, *Grčke povelje* : A. SOLOVJEV, V. MOŠIN, *Grčke povelje srpskih vladara*, Belgrade 1936 ; réimpr. Londres 1974
- SPHRANTZÈS : GÉORGIOS SPHRANTZÈS, *Chronicon*, éd. R. MAISANO, Rome 1990 (CFHB 29)
- SPIESER, Inscriptions de Thessalonique : J. M. SPIESER, Inventaires en vue d’un recueil des inscriptions historiques de Byzance : les inscriptions de Thessalonique, *TM* 5, 1973, p. 145-190
- STOJANOVIĆ, *Zapisi i natpisi* : Lj. STOJANOVIĆ, *Stari srpski zapisi i natpisi*, 3 vol., Belgrade 1902-1905
- SVORONOS, *Novelles* : N. SVORONOS, *Les nouvelles des empereurs macédoniens concernant la terre et les stratiotes*, éd. posthume établie par P. GOUNARIDIS, Athènes 1994
- SYROPOULOS : *Les « Mémoires » du Grand Ecclésiarque de l’Église de Constantinople Sylvestre Syropoulos sur le concile de Florence (1438-1439)*, éd. et trad. V. LAURENT, Rome 1971 (Concilium Florentinum. Documenta et scriptores 9)
- TAFEL, THOMAS, *Urkunden* : G. L. F. TAFEL, G. M. THOMAS, *Urkunden zur älteren Handels- und Staatsgeschichte der Republik Venedig*, 3 vol., Vienne 1856-1857 (Fontes rerum Austriacarum. II. Diplomata et acta 12-14)
- Testament Matthaios I^{er}* : I. M. KONIDARÈS, K. A. MANAPHÈS, Ἐπιτελεύτιος βούλησις καὶ διδασκαλία τοῦ οἰκουμενικοῦ πατριάρχου Ματθαίου Α΄ (1397-1410), *EEBS* 45, 1981-1982, p. 462-515
- THÉOCHARIDÈS, Eine Vermächtnisurkunde : G. THÉOCHARIDÈS, Eine Vermächtnisurkunde des Gross-Stratopedarchen Demetrios Tzamblakon, dans *Polychronion. Festschrift Franz Dölger zum 75. Geburtstag*, Heidelberg 1966, p. 486-495
- THIRIET, *Régestes* : F. THIRIET, *Régestes des délibérations du sénat de Venise concernant la Roumanie*, 3 vol., Paris 1958-1961 (Documents et recherches sur l’économie des pays byzantins, islamiques et slaves et leurs relations commerciales au Moyen Âge 1, 2 et 4)
- TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe* : F. TINNEFELD, *Demetrios Kydones. Briefe*, 5 vol., Stuttgart 1981-2003 (Bibliothek der griechischen Literatur 12, 16, 33, 50 et 60)
- TINNEFELD, Vier Prooimien : F. TINNEFELD, Vier Prooimien zu Kaiserurkunden, verfaßt von Demetrios Kydones, *BSL* 44, 1983, p. 13-30 et 178-195
- Traité fiscal* : éd. F. DÖLGER, *Beiträge zur Geschichte der byzantinischen Finanzverwaltung besonders des 10. und 11. Jahrhunderts*, Leipzig/Berlin 1927 (Byzantinisches Archiv 9), p. 113-121 ; réimpr. Hildesheim 1960. Trad. J. LEFORT, M. KAPLAN, dans *Économie et société à Byzance (VIII^e-XII^e siècle). Textes et documents*, éd. S. MÉTIVIER, Paris 2007 (Byz. Sorb. 24), p. 97-99
- Typika and Testaments : Byzantine Monastic Foundation Documents: A Complete Translation of the Surviving Founders’ Typika and Testaments*, éd. J. THOMAS et A. CONSTANTINIDES HERO, 5 vol., Washington 2000 (Dumbarton Oaks Studies 35)

- VALENTINI, *AAV* : G. VALENTINI, *Acta Albaniae Veneta saeculorum XIV et XV*, 21 vol., Palerme / Milan / Munich, 1967-1977
- Vatopédi I* : J. LEFORT, J. BOMPAIRE, V. KRAVARI, Ch. GIROS, *Actes de Vatopédi. I, Des origines à 1329*, Paris 2001 (Archives de l'Athos 21)
- Vatopédi II* : J. LEFORT, Ch. GIROS, V. KRAVARI, K. SMYRLIS, *Actes de Vatopédi. II, De 1330 à 1376*, Paris 2006 (Archives de l'Athos 22)
- Vatopédi III* : J. LEFORT, Ch. GIROS, V. KRAVARI, K. SMYRLIS, R. ESTANGÜI GÓMEZ, *Actes de Vatopédi. III, De 1377 à 1500*, Paris 2014 (Archives de l'Athos 23) (sous presse)
- VERDURE, *Prodrome* : M. VERDURE, *Recherches sur les actes du monastère Saint-Jean-Prodrome sur le mont Ménoikion (Serrès, XIII^e-XV^e siècle)*, thèse inédite, École nationale des chartes, Paris 2002
- Vie de saint Niphon* : *La Vie de saint Niphon, ermite au Mont Athos (XIV^e siècle)*, éd. F. HALKIN, *An. Boll.* 58, 1940, p. 5-27 (= ID., *Saints moines d'Orient*, Londres 1973 [Variorum Collected Studies Series 17], VIII)
- Vie de saint Romylos* : *Un ermite des Balkans au XIV^e siècle. La Vie grecque inédite de saint Romylos*, éd. F. HALKIN, *Byz.* 31, 1961, p. 111-147 (= ID., *Recherches et documents d'hagiographie byzantine*, Bruxelles 1971 [Subsidia hagiographica 51], p. 166-202)
- Vie de saint Sabas* : D. G. TSAMÈS, Φιλοθέου Κοκκίνου Βίος ἁγίου Σάβα τοῦ νέου, Thessalonique 1983
- Xénophon* : D. PAPACHRYSSANTHOU, *Actes de Xénophon*, Paris 1986 (Archives de l'Athos 15)
- Xéropotamou* : J. BOMPAIRE, *Actes de Xéropotamou*, Paris 1964 (Archives de l'Athos 3)
- ZACHARIADOU, *Early Ottoman Documents* : E. ZACHARIADOU, *Early Ottoman Documents of the Prodromos Monastery (Serres), Südost-Forschungen* 28, 1969, p. 1-12, (= EAD., *Romania and the Turks [c. 1300-c. 1500]*, Londres 1985 [Variorum Collected Studies Series 211], XV)
- ZACHARIADOU, *Ottoman Documents* : E. ZACHARIADOU, *Ottoman Documents from the Archives of Dionysiou (Mount Athos) 1495-1520, Südost-Forschungen* 30, 1971, p. 1-36 (= EAD., *Romania and the Turks [c. 1300-c. 1500]*, Londres 1985 [Variorum Collected Studies Series 211], XVI)
- Zakonik* : *Dušanov Zakonik*, éd. Dj. BUBALO, Belgrade 2010 ; trad. M. BURR, *The Code of Stephan Dušan, Slavonic and East European Review* 28, 1949-1950, p. 198-217 et 516-539
- Zographou* : W. REGEL, E. KURTZ, B. KORABLEV, *Actes de Zographou*, VV 13, Priloženie 1, 1907 (Actes de l'Athos 4) ; réimpr. Amsterdam 1969

Études

- ACCONCIA LONGO, *Versi di Ioasaf ieromonaco* : A. ACCONCIA LONGO, *Versi di Ioasaf ieromonaco e grande protosincello in morte di Giovanni Notaras, RSBN* 14-16, 1977-1979, p. 249-279
- AGAPITOS, *Kaiser Ioannes VII.* : P. AGAPITOS, *Kaiser Ioannes VII. Palaiologos als Adressat einer Monodie des Theodoros Potamios, BZ* 90, 1997, p. 1-6
- AHRWEILER, *Byzance et la mer* : H. AHRWEILER, *Byzance et la mer. La marine de guerre, la politique et les institutions maritimes de Byzance aux VII^e-XV^e siècles*, Paris 1966 (Bibliothèque byzantine. Études 5)
- AHRWEILER, *Smyrne* : H. AHRWEILER, *L'histoire et la géographie de la région de Smyrne entre les deux occupations turques (1081-1317), particulièrement au XIII^e siècle, TM* 1, 1965, p. 1-240 (= EAD., *Byzance : les pays et les territoires*, Londres 1976 [Variorum Collected Studies Series 42], IV)

- ALEXANDRESCU-DERSCA, *La campagne de Timur* : M. M. ALEXANDRESCU-DERSCA, *La campagne de Timur en Anatolie (1402)*, Bucarest 1942 ; réimpr. Londres 1977
- AMANTOS, 'Αναγνώρισις : K. AMANTOS, 'Η ἀναγνώρισις ὑπὸ τῶν μωαμεθανῶν θρησκευτικῶν καὶ πολιτικῶν δικαιωμάτων τῶν χριστιανῶν καὶ ὁ ὀρισμὸς τοῦ Σινὰν Πασᾶ, *Επειρωτικά χρονικά* 5, 1930, p. 197-210
- ANGELOV, *Imperial Ideology* : D. ANGELOV, *Imperial Ideology and Political Thought in Byzantium, 1204-1330*, Cambridge 2007
- ASDRACHA, Rhodopes I : C. ASDRACHA, Les Rhodopes au XIV^e siècle. Histoire administrative et prosopographie, *REB* 34, 1976, p. 175-209
- BAKALOPOULOS, Les limites de l'Empire byzantin : A. BAKALOPULOS, Les limites de l'Empire byzantin depuis la fin du XIV^e siècle jusqu'à sa chute (1453), *BZ* 55, 1962, p. 56-65
- BAKIRTZIS, Urban Continuity : Ch. BAKIRTZIS, The Urban Continuity and Size of Late Byzantine Thessalonike, *DOP* 57 (= *Symposium on Late Byzantine Thessalonike*, éd. A.-M. TALBOT), 2003, p. 35-64
- BALARD, *La Romanie génoise* : M. BALARD, *La Romanie génoise (XII^e-début du XV^e siècle)*, 2 vol., Rome 1978 (Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome 235)
- BALTA, *Vakifs* : E. BALTA, *Les vakifs de Serrès et de sa région (XV^e et XVI^e s.). Un premier inventaire*, Athènes 1995 (Centre de recherches néo-helléniques de la fondation nationale de la recherche scientifique 53)
- BARKER, Late Byzantine Thessalonike : J. W. BARKER, Late Byzantine Thessalonike: A Second City's Challenges and Responses, *DOP* 57 (= *Symposium on Late Byzantine Thessalonike*, éd. A.-M. TALBOT), 2003, p. 5-33
- BARKER, *Manuel II* : J. W. BARKER, *Manuel II Palaeologus (1391-1425): A Study in Late Byzantine Statesmanship*, New Brunswick 1969
- BARTUSIS, Brigandage : M. BARTUSIS, Brigandage in the Late Byzantine Empire, *Byz.* 51, 1981, p. 386-409
- BARTUSIS, *Byzantine Army* : M. BARTUSIS, *The Late Byzantine Army. Arms and Society, 1204-1453*, Philadelphie 1992
- BARTUSIS, State Demands : M. BARTUSIS, State Demands for Building and Repairing Fortifications in Late Byzantium and Medieval Serbia, *BSI.* 49, 1988, p. 205-212
- BELDICEANU, La communauté juive de Trikala : N. BELDICEANU, Un acte sur le statut de la communauté juive de Trikala, *Revue des études islamiques* 40/1, 1972, p. 129-138
- BELDICEANU, Lemnos à la fin du XV^e siècle : N. BELDICEANU, Structures socio-économiques à Lemnos à la fin du XV^e siècle, *Turcica* 15, 1983, p. 247-266
- BELDICEANU, *Le timar* : N. BELDICEANU, *Le timar dans l'État ottoman*, Wiesbaden 1980
- BELDICEANU, BELDICEANU-STEINHERR, Un Paléologue inconnu : N. BELDICEANU, I. BELDICEANU-STEINHERR, Un Paléologue inconnu de la région de Serrès, *Byz.* 41 (= *Hommage au R. P. R.-J. Loenertz*), 1971, p. 5-17
- BELDICEANU, NASTUREL, Droits sur la terre : N. BELDICEANU, P. NASTUREL, Droits sur la terre de labour dans les Balkans et en Anatolie à l'époque ottomane (XIV^e-XVI^e siècles), *Südost-Forschungen* 50, 1991, p. 61-118
- BELDICEANU-STEINHERR, Bithynie maritime : I. BELDICEANU-STEINHERR, La conquête de la Bithynie maritime, étape décisive dans la fondation de l'État ottoman, dans *Byzanz als Raum*, p. 21-36
- BELDICEANU-STEINHERR, La conquête d'Andrinople : I. BELDICEANU-STEINHERR, La conquête d'Andrinople par les Turcs : la pénétration turque en Thrace et la valeur des chroniques ottomanes, *TM* 1, 1965, p. 439-461

- BELDICEANU-STEINHERR, Le destin : I. BELDICEANU-STEINHERR, Le destin des fils d'Orhan, *Archivum Ottomanicum* 23, 2005-2006, p. 105-130
- BELDICEANU-STEINHERR, Mara Branković : I. BELDICEANU-STEINHERR, Les illusions d'une princesse. Le sort des biens de Mara Branković, dans *Frauen, Bilder und Gelehrte. Studien zu Gesellschaft und Künsten im Osmanischen Reich. Festschrift Hans Georg Majer*, éd. S. PRÄTOR et Ch. NEUMANN, Istanbul 2002, p. 43-59
- BELDICEANU-STEINHERR, La population non-musulmane de Bithynie : I. BELDICEANU-STEINHERR, La population non-musulmane de Bithynie (deuxième moitié du XIV^e-première moitié du XV^e siècle), dans *The Ottoman Emirate (1300-1389): A Symposium held in Rethymnon, 11-13 January 1991*, éd. E. ZACHARIADOU, Rethymnon 1993 (Halcyon Days in Crete 1), p. 7-22
- BELDICEANU-STEINHERR, *Recherches* : I. BELDICEANU-STEINHERR, *Recherches sur les actes des règnes des sultans Osman, Orkhan et Murad I*, Munich 1967 (Societas Academica Dacoromana. Acta historica 7)
- BELDICEANU-STEINHERR, GANCHOU, Tarhāniyāt : I. BELDICEANU-STEINHERR, Th. GANCHOU, Tarhāniyāt / Menemen, de Byzance à l'Empire ottoman, *Turcica* 38, 2007, p. 47-122
- BINON, *Les origines légendaires* : S. BINON, *Les origines légendaires et l'histoire de Xéropotamou et de Saint-Paul de l'Athos*, Louvain 1942 (Bibliothèque du Muséon 13)
- La Bithynie au Moyen Âge : La Bithynie au Moyen Âge*, éd. B. GEYER et J. LEFORT, Paris 2003 (Réalités byzantines 9)
- BLANCHET, *Scholarios* : M.-H. BLANCHET, *Georges-Gennadios Scholarios (vers 1400-vers 1472). Un intellectuel orthodoxe face à la disparition de l'Empire byzantin*, Paris 2008 (Archives de l'Orient chrétien 20)
- BOGIATZÈS, *Η πρώτη οθωμανοκρατία* : G. BOGIATZÈS, *Η πρώτη οθωμανοκρατία στη Θράκη : άμεσες δημογραφικές συνέπειες*, Thessalonique 1998
- BOJOVIĆ, *L'idéologie* : B. BOJOVIĆ, *L'idéologie monarchique dans les hagio-biographies dynastiques du Moyen Âge serbe*, Rome 1995 (OCA 248)
- BOSCH, *Andronikos III.* : U. BOSCH, *Kaiser Andronikos III. Versuch einer Darstellung der byzantinischen Geschichte von 1321 bis 1341*, Amsterdam 1965
- BRANOUSÈS, *Institutions* : É. BRANOUSÈS, Notes sur quelques institutions du Péloponnèse byzantin (l'ἀβιωτίκιον, le φλωριατικόν et les δύο μείζαι ou μύζαι), *Études balkaniques* 4, 1978, p. 81-88
- BROWNING, *Prooimia* : R. BROWNING, *Notes on Byzantine Prooimia*, Vienne 1966 (WSB 1, Supplement)
- Byzanz als Raum : Byzanz als Raum*, éd. K. BELKE et alii, Vienne 2000 (Veröffentlichungen der Kommission für die Tabula Imperii Byzantini 7)
- CHARANIS, *Internal Strife* : P. CHARANIS, Internal Strife at Byzantium during the XIVth century, *Byz.* 15, 1940-1941, p. 208-230
- CHARANIS, *Monastic Properties* : P. CHARANIS, Monastic Properties and the State in the Byzantine Empire, *DOP* 4, 1948, p. 51-118
- CHARANIS, *Social Structure* : P. CHARANIS, On the Social Structure and Economic Organization of the Byzantine Empire in the Thirteenth Century and Later, *BSL* 12, 1951, p. 94-153 (= Id., *Social, Economic and Political Life in the Byzantine Empire*, Londres 1973 [Variorum Collected Studies Series 23], IV)
- CHARANIS, *Strife* : P. CHARANIS, The Strife among the Palaeologi and the Ottoman Turks, 1370-1402, *Byz.* 16, 1942-1943, p. 286-314

- CHEYNET, *Pouvoir et contestations* : J.-Cl. CHEYNET, *Pouvoir et contestations à Byzance (963-1210)*, Paris 1990 (Byz. Sorb. 9)
- CHRYSOCHOÏDÈS, Catalogue Saint-Paul : K. CHRYSOCHOÏDÈS, 'Ιερὰ μονὴ Ἀγίου Παύλου. Κατάλογος τοῦ ἀρχείου, Σύμμεικτα 4, 1981, p. 251-301
- CHRYSTOMIDES, Studies : J. CHRYSTOMIDES, Studies on the Chronicle of Caroldo, with Special Reference to the History of Byzantium from 1370 to 1377, *OCP* 35, 1969, p. 123-186 (= EAD., *Byzantium and Venice: 1204-1453*, éd. M. HESLOP, Farnham 2011 [Variorum Collected Studies Series 972], II)
- CHRYSTOMIDES, Venetian Commercial Privileges : J. CHRYSTOMIDES, Venetian Commercial Privileges under the Palaeologi, *Studi veneziani* 12, 1970, p. 267-356 (= EAD., *Byzantium and Venice: 1204-1453*, éd. M. HESLOP, Farnham 2011 [Variorum Collected Studies Series 972], III)
- CIRAC ESTOPAÑAN, *La unión* : S. CIRAC ESTOPAÑAN, *La unión, Manuel II Paleólogo y sus recuerdos en España*, Barcelone 1952
- CONGOURDEAU, La peste noire : M.-H. CONGOURDEAU, Pour une étude de la peste noire à Byzance, dans *Εὐψυχία. Mélanges offerts à Hélène Ahrweiler*, Paris 1998 (Byz. Sorb. 16), t. 1, p. 149-163
- CONGOURDEAU, DELOUIS, *Supplique* : M.-H. CONGOURDEAU, O. DELOUIS, *La Supplique à la très pieuse augusta sur l'intérêt de Nicolas Cabasilas*, *TM* 16 (= *Mélanges Cécile Morrisson*), 2010, p. 205-236
- DAGRON, *Empereur et prêtre* : G. DAGRON, *Empereur et prêtre. Étude sur le « césaropapisme » byzantin*, Paris 1996
- DARROUZÈS, *Offikia* : J. DARROUZÈS, *Recherches sur les ὀφφίκια de l'Église byzantine*, Paris 1970 (Archives de l'Orient chrétien 11)
- DARROUZÈS, *Registre synodal* : J. DARROUZÈS, *Le registre synodal du patriarcat byzantin au XIV^e siècle. Étude paléographique et diplomatique*, Paris 1971 (Archives de l'Orient chrétien 12)
- DELACROIX-BESNIER, *Dominicains* : Cl. DELACROIX-BESNIER, *Les dominicains et la chrétienté grecque aux XIV^e et XV^e siècles*, Rome 1997 (Collection de l'École française de Rome 237)
- DÈMÈTRIADES, Athonite Documents : V. DEMETRIADES, Athonite Documents and the Ottoman Occupation, dans *Mount Athos in the 14th-16th Centuries*, éd. K. CHRYSOCHOÏDÈS, Athènes 1997 (Αθωνικά σύμμεικτα 4), p. 41-67
- DÈMÈTRIADES, Ottoman Chalkidiki : V. DEMETRIADES, Ottoman Chalkidiki: An Area in Transition, dans *Continuity and Change in Late Byzantine and Early Ottoman Society*, éd. A. BRYER et H. LOWRY, Birmingham / Washington 1986, p. 39-50
- DENNIS, *The Reign of Manuel II* : G. T. DENNIS, *The Reign of Manuel II Palaeologus in Thessalonica, 1382-1387*, Rome 1960 (OCA 159)
- DENNIS, Rhadenos : G. T. DENNIS, Rhadenos of Thessalonica, Correspondent of Demetrius Cydones, *Βυζαντινά* 13, 1985, p. 261-272
- DENNIS, The Second Turkish Capture of Thessalonica : G. T. DENNIS, The Second Turkish Capture of Thessalonica, 1390, 1394 or 1430?, *BZ* 57, 1964, p. 53-61
- DE VRIES, *L'élite byzantine* : E. DE VRIES-VAN DER VELDEN, *L'élite byzantine devant l'avancée turque à l'époque de la guerre civile de 1341 à 1354*, Amsterdam 1989
- DJURIĆ, *Le crépuscule* : I. DJURIĆ, *Le crépuscule de Byzance*, Paris 1996 (trad. de l'éd. serbe : I. DJURIĆ, *Sumrak Vizantije. Vreme Jovana VIII Paleologa, 1392-1448*, Belgrade 1984)
- DÖLGER, *Beiträge* : F. DÖLGER, *Beiträge zur Geschichte der byzantinischen Finanzverwaltung besonders des 10. und 11. Jahrhunderts*, Leipzig / Berlin 1927 (Byzantinisches Archiv 9) ; réimpr. Hildesheim 1960

- DÖLGER, *Byzantinische Diplomatie* : F. DÖLGER, *Byzantinische Diplomatie*, Ettal 1956
- DÖLGER, *Mönchsland Athos* : F. DÖLGER, *Mönchsland Athos*, Munich 1943
- DÖLGER, KARAYANNOPULOS, *Byzantinische Urkundenlehre* : F. DÖLGER, J. KARAYANNOPULOS, *Byzantinische Urkundenlehre. 1. Abschnitt, Die Kaiserurkunden*, Munich 1968
- DUJČEV, La conquête turque : I. DUJČEV, La conquête turque et la prise de Constantinople dans la littérature slave contemporaine, *BSl.* 14, 1953, p. 14-54
- L'économie médiévale* : Ph. CONTAMINE *et alii*, *L'économie médiévale*, Paris 1997
- ESTANGÜI GÓMEZ, Un monastère catholique : R. ESTANGÜI GÓMEZ, Saint-Sauveur de Chôra : un monastère catholique à Constantinople dans le troisième quart du xiv^e siècle, *Estudios bizantinos* 1, 2013, p. 140-197
- ESTANGÜI GÓMEZ, Un prostagma de Jean VIII : R. ESTANGÜI GÓMEZ, Un prostagma de Jean VIII Palaiologos mal daté. L'acte de Kutlumus n° 47 : décembre 1432, 1447 ou 1416 ?, *JÖB* 60, 2010, p. 69-82
- ESTANGÜI GÓMEZ, Quelques paysans aisés : R. ESTANGÜI GÓMEZ, Quelques paysans aisés dans l'Empire byzantin du xv^e siècle, dans *Les élites rurales méditerranéennes au Moyen Âge (colloque de l'École française de Rome, octobre 2009)*, éd. L. FELLER, M. KAPLAN et Ch. PICARD Rome 2013 (Mélanges de l'École française de Rome 124/2), p. 429-444
- ESTANGÜI GÓMEZ, La région de Christoupolis : R. ESTANGÜI GÓMEZ, La région de Christoupolis entre Serbes et Byzantins (troisième quart du xiv^e siècle) (à paraître)
- ESTANGÜI GÓMEZ, Un retiro para privilegiados : R. ESTANGÜI GÓMEZ, Un retiro para privilegiados: el Monte Athos a finales del siglo xiv. La compra de pensiones vitalicias, *Anuario de estudios medievales* 35/1, 2005, p. 359-384
- ESTANGÜI GÓMEZ, Théodôra Palaiologina : R. ESTANGÜI GÓMEZ, Théodôra Palaiologina Philanthrôpènè et son lignage du 13^e au 15^e siècle, *REB* 66, 2008, p. 125-172
- ESTANGÜI GÓMEZ, Les Tzamlakônes : R. ESTANGÜI GÓMEZ, Les Tzamlakônes : grands propriétaires fonciers à Byzance au xiv^e siècle, *REB* 72, 2014 (sous presse)
- ESZER, *Laskaris Kalopheros* : A. ESZER, *Das abenteuerliche Leben des Johannes Laskaris Kalopheros. Forschungen zur Geschichte der ost-westlichen Beziehungen im 14. Jahrhundert*, Wiesbaden 1969 (Schriften zur Geistesgeschichte des östlichen Europa 3)
- FASSOULAKIS, *Raoul-Ral(l)es* : S. FASSOULAKIS, *The Byzantine Family of Raoul-Ral(l)es*, Athènes 1973
- FINE, *Late Medieval Balkans* : J. V. FINE, *The Late Medieval Balkans. A Critical Survey from the Late Twelfth Century to the Ottoman Conquest*, Ann Arbor 1994
- FLEET, The Treaty of 1387 : K. FLEET, The Treaty of 1387 between Murad I and the Genoese, *Bulletin of the School of Oriental and African Studies* 56/1, 1993, p. 13-33
- GALLINA, *Una società coloniale* : M. Gallina, *Una società coloniale del Trecento : Creta fra Venezia e Bisanzio*, Venise 1989 (Deputazione di storia patria per le Venezie. Miscellanea di studi e memorie 28)
- GANCHOU, Autonomie locale : Th. GANCHOU, Autonomie locale et relations avec les Latins à Byzance au xiv^e siècle : Iôannès Limpinarios / Libadarios, Ainos et les Draperio de Péra, dans *Chemins d'outre-mer. Études d'histoire sur la Méditerranée médiévale offertes à Michel Balard*, éd. D. COULON *et alii*, Paris 2004 (Byz. Sorb. 20), t. 1, p. 353-374
- GANCHOU, Dèmètrios Kydônès : Th. GANCHOU, Dèmètrios Kydônès, les frères Chrysobergès et la Crète (1397-1401) : De nouveaux documents, dans *Bisanzio, Venezia e il mondo franco-greco (XIII-XV secolo). Atti del colloquio internazionale organizzato nel centenario della nascita di Raymond-Joseph Loenertz o. p., Venezia 1-2 dicembre 2000*, éd. Ch. MALTEZOU et P. SCHREINER, Venise 2002 (Istituto ellenico di studi bizantini e postbizantini di Venezia, Centro tedesco di studi veneziani. Convegni 5), p. 435-493

- GANCHOV, Géorgios Goudélès : Th. GANCHOV, L'ultime testament de Géorgios Goudélès, homme d'affaires, *mésazôn* de Jean V et *ktètôr* (Constantinople, 4 mars 1421), *TM* 16 (= *Mélanges Cécile Morrisson*), 2010, p. 277-358
- GANCHOV, Hélène Notara Gateliousaina : Th. GANCHOV, Hélène Notara Gateliousaina d'Ainos et le *Sankt Peterburg Bibl. Publ. Gr.* 243, *REB* 56, 1998, p. 141-168
- GANCHOV, Le rachat des Notaras : Th. GANCHOV, Le rachat des Notaras après la chute de Constantinople ou les relations «étrangères» de l'élite byzantine au xv^e siècle, dans *Migrations et diasporas méditerranéennes (x^e-xvi^e siècles)*, éd. M. BALARD et A. DUCELLIER, Paris 2002 (Byz. Sorb. 19), p. 149-229
- GANCHOV, Théodôros Batatzès : Th. GANCHOV, Giacomo Badoer et kyr Théodôros Batatzès, «chomarchier di pesi» à Constantinople (*flor.* 1401-1449), *REB* 61, 2003, p. 49-95
- GASPARÈS, *Η γή και οι αγρότες* : Ch. GASPARÈS, *Η γή και οι αγρότες στη μεσαιωνική Κρήτη, 13^{ος}-14^{ος} αι.*, Athènes 1997 (Institute for Byzantine Research. Monographies 4)
- Géométries du fisc : Géométries du fisc byzantin*, éd. J. LEFORT *et alii*, Paris 1991 (Réalités byzantines 4)
- GILL, *Council* : J. GILL, *The Council of Florence*, Cambridge 1959
- GJUZELEV, Der letzte bulgarisch-byzantinische Krieg : V. GJUZELEV, Der letzte bulgarisch-byzantinische Krieg (1364), dans *Geschichte und Kultur der Palaiologenzeit*, éd. W. SEIBT, Vienne 1996 (Veröffentlichungen der Kommission für Byzantinistik 8), p. 29-34
- GUILLAND, *Grégoras* : R. GUILLAND, *Essai sur Nicéphore Grégoras : l'homme et l'œuvre*, Paris 1926
- HALDON, Limnos : J. HALDON, Limnos, Monastic Holdings and the Byzantine State, ca. 1261-1453, dans *Continuity and Change in Late Byzantine and Early Ottoman Society*, éd. A. BRYER et H. LOWRY, Birmingham/Washington 1986, p. 161-212
- HALECKI, *Un empereur* : O. HALECKI, *Un empereur de Byzance à Rome. Vingt ans de travail pour l'union des Églises et pour la défense de l'empire d'Orient, 1355-1375*, Varsovie 1930
- HARVEY, *Economic Expansion* : A. HARVEY, *Economic Expansion in the Byzantine Empire 900-1200*, Cambridge 1989
- HENDY, Byzantium 1081-1204 : M. F. HENDY, Byzantium 1081-1204. An Economic Reappraisal, *Transactions of the Royal Historical Society, 5th series* 20, 1970, p. 31-52 (= ID., *The Economy, Fiscal Administration and Coinage of Byzantium*, Northampton 1989 [Variorum Collected Studies Series 305], II)
- HUNGER, Kaiser Johannes V. : H. HUNGER, Kaiser Johannes V. Palaiologos und der Heilige Berg, *BZ* 45, 1952, p. 357-379 (= ID., *Byzantinische Grundlagenforschung*, Londres 1973 [Variorum Collected Studies Series 21], VIII)
- HUNGER, *Prooimion* : H. HUNGER, *Prooimion, Elemente der byzantinischen Kaiseridee in den Arengen der Urkunden*, Vienne 1964 (WBS 1)
- HUNGER, KRESTEN, *Katalog* : H. HUNGER, O. KRESTEN, *Katalog der griechischen Handschriften der Österreichischen Nationalbibliothek. II, Codices juridici, codices medici*, Vienne 1969
- INALCIK, Status : H. INALCIK, The Status of the Greek Orthodox Patriarch under the Ottomans, *Turcica* 21-23, 1991, p. 407-436
- JACOBY, Byzantine Traders : D. JACOBY, Byzantine Traders in Mamluk Egypt, dans *Byzantium. State and Society (In Memory of Nikos Oikonomidès)*, éd. A. AVRAMEA, A. LAIOU et E. CHRYSOS, Athènes 2003, p. 249-268 (= ID., *Latins, Greeks and Muslims: Encounters in the Eastern Mediterranean, 10th-15th Centuries*, Aldershot 2009 [Variorum Collected Studies Series 914], XI)

- JACOBY, Démographie : D. JACOBY, Phénomènes de démographie rurale à Byzance aux ^{xiii}^e, ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, *Études rurales* 5-6, 1962, p. 163-186 (= ID., *Société et démographie à Byzance et en Romanie Latine*, Londres 1975 [Variorum Collected Studies Series 35], III)
- JACOBY, Foreigners and the Urban Economy : D. JACOBY, Foreigners and the Urban Economy in Thessalonike, ca. 1150-ca. 1450, *DOP* 57 (= *Symposium on Late Byzantine Thessalonike*, éd. A.-M. TALBOT), 2003, p. 85-132 (= ID., *Latins, Greeks and Muslims: Encounters in the Eastern Mediterranean, 10th-15th Centuries*, Aldershot 2009 [Variorum Collected Studies Series 914], VII)
- JANIN, Constantinople : R. JANIN, *Le siège de Constantinople et le patriarcat œcuménique*. III, *Les églises et les monastères*, Paris 1969 (Géographie ecclésiastique de l'Empire byzantin)
- JANIN, Grands centres : R. JANIN, *Les églises et les monastères des grands centres byzantins (Bithynie, Hellespont, Latros, Galésios, Trébizonde, Athènes, Thessalonique)*, Paris 1975 (Géographie ecclésiastique de l'Empire byzantin)
- JIREČEK, *Geschichte der Serben* : C. JIREČEK, *Geschichte der Serben*, 2 vol., Gotha 1911-1918 ; réimpr. Amsterdam 1967
- KALLIGAS, *Byzantine Monemvasia* : H. KALLIGAS, *Byzantine Monemvasia. The Sources*, Monemvasie 1990
- KAPLAN, *Byzance. Villes et campagnes* : M. KAPLAN, *Byzance. Villes et campagnes*, Paris 2006 (Les médiévistes français 7)
- KAPLAN, *Les hommes et la terre* : M. KAPLAN, *Les hommes et la terre à Byzance du ^{vi}^e au ^{xi}^e siècle. Propriété et exploitation du sol*, Paris 1992 (Byz. Sorb. 10)
- KAPLAN, Les moines et leurs biens fonciers : M. KAPLAN, Les moines et leurs biens fonciers à Byzance du ^{viii}^e au ^x^e siècle : acquisition, conservation et mise en valeur, *Revue bénédictine* 103, 1993, p. 209-223 (= ID., *Byzance. Villes et campagnes*, p. 216-227)
- KAPLAN, *Propriétés* : M. KAPLAN, *Les propriétés de la Couronne et de l'Église dans l'Empire byzantin (v^e-vi^e siècles)*, Paris 1976 (Byz. Sorb. 2)
- KARAYANNOPULOS, Ein Problem : J. KARAYANNOPULOS, Ein Problem der spätbyzantinischen Agrargeschichte, *JÖB* 30, 1981, p. 207-237
- KASTRITSIS, *The Sons of Bayezid* : D. J. KASTRITSIS, *The Sons of Bayezid. Empire Building and Representation in the Ottoman Civil War of 1402-1413*, Leyde / Boston 2007
- KAZHDAN, *Agrarnye otnošenija* : A. P. KAZHDAN, *Agrarnye otnošenija v Vizantii XIII-XIV vv*, Moscou 1952
- KAZHDAN, Pronoia : A. P. KAZHDAN, *Pronoia. The History of a Scholarly Discussion*, *Mediterranean Historical Review* 10, 1995, p. 133-163
- KIOUSOPOULOU, *Emperor or Manager* : T. KIOUSOPOULOU, *Emperor or Manager: Power and Political Ideology in Byzantium before 1453*, Genève 2011 (trad. de l'éd. grecque : *Βασιλεύς ή οικονόμος : πολιτική εξουσία και ιδεολογία πριν την Άλωση*, Athènes 2007)
- KISLINGER, Privilegkunde : E. KISLINGER, Die zweite Privilegkunde für die Pegai-Monembasioten – eine Fälschung ? *JÖB* 53, 2003, p. 205-227
- KOLOVOS, To Άγιον Όρος : È. KOLOBOS, Το Άγιον Όρος και η συγκρότηση της Οθωμανικής Αυτοκρατορίας, dans *1453 : Η άλωση της Κωνσταντινούπολης και η μετάβαση από τους μεσαιωνικούς στους νεώτερους χρόνους*, éd. T. KIOUSOPOULOU, Héraklion 2005, p. 107-119
- KONDOV, Weizenertrag : N. KONDOV, Über den wahrscheinlichen Weizenertrag auf der Balkanhalbinsel im Mittelalter, *Études balkaniques* 10/1, 1974, p. 97-109
- KONTOGIANNOPOULOU, La fiscalité sous les Paléologues : A. KONTOGIANNOPOULOU, La fiscalité à Byzance sous les Paléologues (13^e-15^e siècle). Les impôts directs et indirects, *REB* 67, 2009, p. 5-57

- KOUMANOUDI, The Trial : M. KOUMANOUDI, *Contra Deum, jus et justitiam*. The Trial of Bartolomeo Querini, Bailo and Capitano of Negreponte (14th c.), dans *Bisanzio, Venezia e il mondo franco-greco (XIII-XV secolo)*. *Atti del colloquio internazionale organizzato nel centenario della nascita di Raymond-Joseph Loenertz, o.p.*, Venezia, 1-2 dicembre 2000, éd. Ch. MALTEZOU et P. SCHREINER, Venise 2002, p. 235-288
- KRAVARI, L'enregistrement des paysans : V. KRAVARI, L'enregistrement des paysans dans les praktika byzantins, XI^e-XV^e siècle, dans *Documenti medievali greci e latini. Studi comparativi. Atti del seminario di Erice, 23-29 ottobre 1995*, éd. G. DE GREGORIO et O. KRESTEN, Spolète 1998, p. 187-201
- KRAVARI, *Macédoine occidentale* : V. KRAVARI, *Villes et villages de Macédoine occidentale*, Paris 1989 (Réalités byzantines 1)
- KRESTEN, Ein Indizienprozeß : O. KRESTEN, Ein Indizienprozeß gegen die von Kaiser Andronikos III. Palaiologos eingesetzten καθολικοί κριταί, *FM* 9, 1993, p. 299-337
- KYRITZÈS, *The Byzantine Aristocracy* : D. KYRITSES, *The Byzantine Aristocracy in the Thirteenth and Early Fourteenth Centuries*, Ann Arbor 1997
- KYRITZÈS, « Common Chrysobulls » : D. KYRITSES, The "Common Chrysobulls" of Cities and the Notion of Property in Late Byzantium, *Σύμμεικτα* 13, 1999, p. 229-245
- LAIΟΥ, Agrarian Economy : A. LAIOU, The Agrarian Economy, Thirteenth-Fifteenth Centuries, dans *EHB*, t. 1, p. 311-375
- LAIΟΥ, Byzantine Aristocracy : A. LAIOU, The Byzantine Aristocracy in the Palaeologan Period: A Story of Arrested Development, *Viator* 4, 1973 (= EAD., *Gender, Society and Economic Life in Byzantium*, Ashgate 1992 [Variorum Collected Studies Series 370], VI)
- LAIΟΥ, Byzantine Economy in Mediterranean Trade : A. LAIOU, The Byzantine Economy in the Mediterranean Trade System (XIII-XV Centuries), *DOP* 34-35, 1980-1981, p. 177-224
- LAIΟΥ, The Byzantine Village : A. LAIOU, The Byzantine Village (5th-14th Century), dans *Les villages*, p. 31-53
- LAIΟΥ, *Constantinople and the Latins* : A. LAIOU, *Constantinople and the Latins. The Foreign Policy of Andronicus II 1282-1328*, Cambridge, Massachusetts 1972 (Harvard Historical Studies 88)
- LAIΟΥ, Η διαμόρφωσι : A. LAIOU, Η διαμόρφωσι της τιμής της γης στο Βυζάντιο, dans *Byzantium. State and Society (In Memory of Nikos Oikonomidès)*, éd. A. AVRAMEA, A. LAIOU et E. CHRYSOS, Athènes 2003, p. 339-348
- LAIΟΥ, Droits du fisc : A. LAIOU, Le débat sur les droits du fisc et les droits régaliens au début du 14^e siècle, *REB* 58, 2000, p. 97-122
- LAIΟΥ, Economic Activities of Vatopedi : A. LAIOU, Economic Activities of Vatopedi in the Fourteenth Century, dans *The Monastery of Vatopedi. History and Art*, éd. P. GOUNARIDIS, Athènes 1999 (Αθωνικά σύμμεικτα 7), p. 55-72
- LAIΟΥ, Economic Concerns : A. LAIOU, Economic Concerns and Attitudes of the Intellectuals of Thessalonike, *DOP* 57 (= *Symposium on Late Byzantine Thessalonike*, éd. A.-M. TALBOT), 2003, p. 205-223
- LAIΟΥ, Greek Merchant : A. LAIOU, The Greek Merchant of the Palaeologan Period: A Collective Portrait, *Πρακτικά της Ακαδημίας Αθηνών* 57, 1982, p. 97-132
- LAIΟΥ, In the Medieval Balkans : A. LAIOU, In the Medieval Balkans: Economic Pressures and Conflicts in the Fourteenth Century, dans *Byzantine Studies in Honor of Milton V. Anastos*, éd. Sp. VRYONIS Jr., Malibu 1985, p. 137-162
- LAIΟΥ, *Peasant Society* : A. LAIOU, *Peasant Society in the Late Byzantine Empire. A Social and Demographic Study*, Princeton 1977

- LAIΟΥ, The Provisioning of Constantinople : A. LAIΟΥ, The Provisioning of Constantinople during the Winter of 1306-1307, *Byz.* 37, 1967, p. 91-113
- LAIΟΥ, MORRISON, *The Byzantine Economy* : A. LAIΟΥ, C. MORRISON, *The Byzantine Economy*, Cambridge 2007
- LAIΟΥ, SIMON, Eine Geschichte von Mühlen : A. LAIΟΥ, D. SIMON, Eine Geschichte von Mühlen und Mönchen. Der Fall der Mühlen von Chantax, *Bulletino dell'Istituto di Diritto romano* 30, 1992, p. 619-676
- LAPPA-ZIZIKAS, Kosmidion : E. LAPPA-ZIZIKAS, Un chrysobulle inconnu en faveur du monastère des Saints-Anargyres de Kosmidion, *TM* 8 (= *Hommage à Paul Lemerle*), 1981, p. 255-268
- LASCARIS, Le patriarcat de Peć : M. LASCARIS, Le patriarcat de Peć a-t-il été reconnu par l'Église de Constantinople en 1375 ?, dans *Mélanges Charles Diehl*, Paris 1930, t. 1, p. 171-175
- LAURENT, L'archevêque de Peć : V. LAURENT, L'archevêque de Peć et le titre de patriarche après l'union de 1375, *Balkanica* 7, 1944, p. 303-310
- LAURENT, Démétrius Paléologue Métochite : V. LAURENT, Le dernier gouverneur byzantin de Constantinople : Démétrius Paléologue Métochite, grand stratopédarque († 1453), *REB* 15, 1957, p. 196-206
- LAURENT, Néa Moni : V. LAURENT, Écrits spirituels de Macaire Choumnos († ca 1382), fondateur de la « Néa Moni » à Thessalonique, *Ελληνικά* 14, 1955, p. 40-86
- LAURENT, Trisépiscopat : V. LAURENT, Le trisépiscopat du patriarche Matthieu I^{er} (1397-1410). Un grand procès canonique à Byzance au début du xve siècle, *REB* 30, 1972, p. 5-166
- LEFORT, Bolbos : J. LEFORT, De Bolbos à la Plaine du diable : recherche topographique en Chalcidique byzantine, *TM* 7, 1979, p. 465-489 (= ID., *Société rurale*, III, p. 81-104)
- LEFORT, *Chalcidique occidentale* : J. LEFORT, *Villages de Macédoine. Notices historiques et topographiques sur la Macédoine orientale au Moyen Âge*. I, *La Chalcidique occidentale*, Paris 1982 (TM, Monographies 1)
- LEFORT, L'économie rurale : J. LEFORT, L'économie rurale à Byzance (vii^e-xii^e siècle), dans ID., *Société rurale*, XVIII, p. 395-478 ; trad. anglaise dans *EHB*, t. 1, p. 231-310
- LEFORT, Fiscalité : J. LEFORT, Fiscalité médiévale et informatique : recherche sur les barèmes pour l'imposition des paysans byzantins au xiv^e siècle, *Revue historique* 512, 1974, p. 315-356 (= ID., *Société rurale*, I, p. 25-62)
- LEFORT, Habitats fortifiés : J. LEFORT, Habitats fortifiés en Macédoine orientale au Moyen Âge, dans *Castrum*. 1, *Habitats fortifiés et organisation de l'espace en Méditerranée médiévale*, Lyon 1983 (Travaux de la Maison de l'Orient 4), p. 99-103 (= ID., *Société rurale*, V, p. 155-160)
- LEFORT, Population et peuplement : J. LEFORT, Population et peuplement en Macédoine orientale, ix^e-xv^e siècle, dans *Hommes et richesses dans l'Empire byzantin*. II, viii^e-xv^e siècle, éd. V. KRAVARI, J. LEFORT et C. MORRISON, Paris 1991 (Réalités byzantines 3), p. 63-82 (= ID., *Société rurale*, IX, p. 229-248)
- LEFORT, Praktika du xiv^e siècle : J. LEFORT, Observations diplomatiques et paléographiques sur les *praktika* du xiv^e siècle, dans *La paléographie grecque et byzantine. Actes du colloque international du CNRS, Paris 21-25 octobre 1974*, Paris 1977, p. 461-472
- LEFORT, Radolibos : J. LEFORT, Radolibos : population et paysage, *TM* 9, 1985, p. 195-234 (= ID., *Société rurale*, VI, p. 161-200)
- LEFORT, La représentation de l'espace : J. LEFORT, La représentation de l'espace et du paysage dans les documents de l'Athos, dans *Castrum*. 5, *Archéologie des espaces agraires méditerranéens au Moyen Âge*, éd. A. BAZZANA, Madrid/Rome/Murcie 1999, p. 103-112 (= ID., *Société rurale*, XVI, p. 361-374)

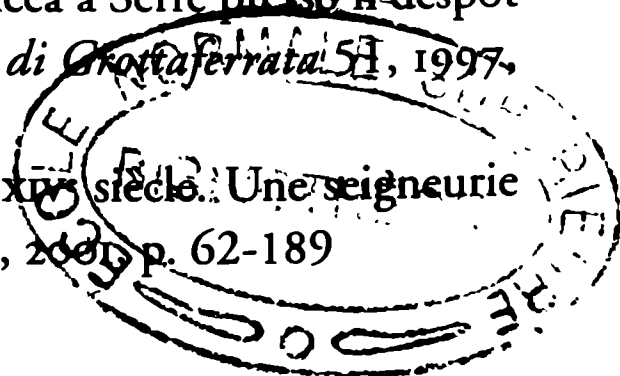
- LEFORT, *Société rurale* : J. LEFORT, *Société rurale et histoire du paysage à Byzance*, Paris 2006 (Bilans de recherche 1)
- LEFORT, La transmission des biens : J. LEFORT, La transmission des biens en milieu paysan dans la première moitié du XIV^e siècle en Macédoine, dans *La transmission du patrimoine, Byzance et l'aire méditerranéenne*, éd. J. BEAUCAMP et G. DAGRON, Paris 1998 (TM, Monographies 11), p. 161-177 (= ID., *Société rurale*, XV, p. 343-360)
- LEFORT, Les villages de Macédoine orientale : J. LEFORT, Les villages de Macédoine orientale (X^e-XIV^e siècle), dans *Les villages*, p. 289-300 (= ID., *Société rurale*, XX, p. 489-500)
- LEMERLE, *The Agrarian History* : P. LEMERLE, *The Agrarian History of Byzantium from the Origins to the Twelfth Century. The Sources and Problems*, Galway 1979
- LEMERLE, *Aydin* : P. LEMERLE, *L'émirat d'Aydin, Byzance et l'Occident. Recherches sur la Geste d'Umur Pacha*, Paris 1957 (Bibliothèque byzantine. Études 2)
- LEMERLE, *Cinq études* : P. LEMERLE, *Cinq études sur le XI^e siècle byzantin*, Paris 1977 (Le monde byzantin 6)
- LEMERLE, Constantin Harménopoulos : P. LEMERLE, Note sur la carrière judiciaire de Constantin Harménopoulos, dans *Τόμος Κωνσταντίνου Ἀρμενοπούλου*, Thessalonique 1951, p. 243-249 (= ID., *Le monde de Byzance. Histoire et institutions*, Londres 1978 [Variorum Collected Studies Series 86], XIII)
- LEMERLE, Juges généraux : P. LEMERLE, Documents et problèmes nouveaux concernant les juges généraux, *Δελτίον τῆς χριστιανικῆς ἀρχαιολογικῆς Ἑταιρείας* 4, 1964, p. 29-44 (= ID., *Le monde de Byzance. Histoire et institutions*, Londres 1978 [Variorum Collected Studies Series 86], XIV)
- LEMERLE, *Philippes* : P. LEMERLE, *Philippes et la Macédoine orientale à l'époque chrétienne et byzantine. Recherches d'histoire et d'archéologie*, Paris 1945
- LEMERLE, La réforme judiciaire d'Andronic III : P. LEMERLE, Le juge général des Grecs et la réforme judiciaire d'Andronic III, dans *Mémorial Louis Petit, Mélanges d'histoire et d'archéologie byzantines*, Bucarest 1948 (Archives de l'Orient chrétien 1), p. 292-306 (= ID., *Le monde de Byzance. Histoire et institutions*, Londres 1978 [Variorum Collected Studies Series 86], X)
- LEMERLE, Le tribunal impérial : P. LEMERLE, Recherches sur les institutions judiciaires à l'époque des Paléologues. I, Le tribunal impérial, dans *Annuaire de l'Institut de Philologie et d'Histoire orientales et slaves*, t. 9 (= *Mélanges Henri Grégoire*, t. 1), Bruxelles 1949, p. 369-384 (= ID., *Le monde de Byzance. Histoire et institutions*, Londres 1978 [Variorum Collected Studies Series 86], XI)
- LEMERLE, WITTEK, Recherches : P. LEMERLE, P. WITTEK, Recherches sur l'histoire et le statut des monastères athonites sous la domination turque, *Archives du droit oriental* 3, 1948, p. 411-472
- LOENERTZ, Andronic IV : R.-J. LOENERTZ, La première insurrection d'Andronic IV. Essai de critique des sources, *EO* 38, 1939, p. 334-345
- LOENERTZ, Athènes et Néopatras I : R.-J. LOENERTZ, Athènes et Néopatras : regestes et notices pour servir à l'histoire des duchés catalans, *Archivum fratrum praedicatorum* 25, 1955, p. 100-212 et 428-431
- LOENERTZ, Athènes et Néopatras II : R.-J. LOENERTZ, Athènes et Néopatras : regestes et notices pour servir à l'histoire ecclésiastique des duchés catalans, *Archivum fratrum praedicatorum* 28, 1958, p. 5-91
- LOENERTZ, Le chancelier impérial : R.-J. LOENERTZ, Le chancelier impérial à Byzance au XIV^e siècle, *OCP* 26, 1960, p. 275-300

- LOENERTZ, Démétrius Cydonès I : R.-J. LOENERTZ, Démétrius Cydonès. I, De la naissance à l'année 1373, *OCP* 36, 1970, p. 47-72
- LOENERTZ, Démétrius Cydonès II : R.-J. LOENERTZ, Démétrius Cydonès. II, De 1373 à 1375, *OCP* 37, 1971, p. 5-39
- LOENERTZ, Écrits : R.-J. LOENERTZ, Écrits de Macaire Macrès et de Manuel Paléologue, *OCP* 15, 1949, p. 185-193
- LOENERTZ, Hospitaliers et Navarrais : R.-J. LOENERTZ, Hospitaliers et Navarrais en Grèce (1376-1383), *OCP* 22, 1956, p. 319-336
- LOENERTZ, Jean V à Venise : R.-J. LOENERTZ, Jean V Paléologue à Venise (1370-1371), *REB* 16, 1958, p. 217-232
- LOENERTZ, Joseph Bryennios : R.-J. LOENERTZ, Pour la chronologie des œuvres de Joseph Bryennios, *REB* 7, 1949, p. 12-32
- LOENERTZ, Manuel Paléologue : R.-J. LOENERTZ, Manuel Paléologue et Démétrius Cydonès, *EO* 36, 1937, p. 271-287 et 474-487
- LOENERTZ, Manuel II à Lemnos : R.-J. LOENERTZ, L'exil de Manuel II à Lemnos, 1387-1389, *OCP* 38, 1972, p. 116-140
- LOENERTZ, Chronologie de Nicolas Cabasilas : R.-J. LOENERTZ, Chronologie de Nicolas Cabasilas, 1345-1354, *OCP* 21, 1955, p. 214-215
- LOENERTZ, Notes d'histoire et de chronologie : R.-J. LOENERTZ, Notes d'histoire et de chronologie byzantines, *REB* 17, 1949, p. 158-167
- LOENERTZ, Pour l'histoire du Péloponnèse : R.-J. LOENERTZ, Pour l'histoire du Péloponnèse au XIV^e siècle (1382-1404), *REB* 1, 1943, p. 152-196
- LOENERTZ, *Recueils de lettres* : R.-J. LOENERTZ, *Les recueils de lettres de Démétrius Cydonès*, Cité du Vatican 1947 (Studi e Testi 131)
- LOWRY, *Limnos* : H. W. LOWRY, *Fifteenth Century Ottoman Realities. Christian Peasant Life on the Aegean Island of Limnos*, Istanbul 2002
- LUTTRELL, Gregory XI and the Turks : A. LUTTRELL, Gregory XI and the Turks: 1370-1378. With an Appendice on St. Catherine and the Hospitallers, *OCP* 46, 1980, p. 319-417 (= ID., *Latin Greece, the Hospitallers and the Crusades, 1291-1440*, Londres 1982 [Variorum Collected Studies Series 158], XV)
- LUTTRELL, The Hospitallers of Rhodes : A. LUTTRELL, The Hospitallers of Rhodes Confront the Turks: 1306-1421, dans *Christians, Jews and Other Worlds: Patterns of Conflict and Accommodation*, éd. P. GALLAGHER, Lanham 1988, p. 80-116 (= ID., *The Hospitallers of Rhodes and their Mediterranean World*, Aldershot 1992 [Variorum Collected Studies Series 360], II)
- LUTTRELL, Latin Responses : A. LUTTRELL, Latin Responses to Ottoman Expansion before 1389, dans *The Ottoman Emirate (1300-1389): A Symposium held in Rethymnon, 11-13 January 1991*, éd. E. ZACHARIADOU, Rethymnon 1993 (Halcyon Days in Crete 1), p. 119-134
- MAGDALINO, Byzantine Snobbery : P. MAGDALINO, Byzantine Snobbery, dans *The Byzantine Aristocracy, IX to XIII Centuries*, éd. M. ANGOLD, Oxford 1984 (BAR International Series 221), p. 58-78
- MAGDALINO, Selymbria : P. MAGDALINO, Byzantine Churches of Selymbria, *DOP* 32, 1978, p. 309-318
- MAKSIMOVIĆ, *Administration under the Palaiologoi* : Lj. MAKSIMOVIĆ, *The Byzantine Provincial Administration under the Palaiologoi*, Amsterdam 1988
- MAKSIMOVIĆ, L'Empire de Stefan Dušan : Lj. MAKSIMOVIĆ, L'Empire de Stefan Dušan : genèse et caractère, *TM* 14 (= *Mélanges Gilbert Dagron*), 2002, p. 415-428

- MALAMUT, Cinquante ans à Thessalonique : É. MALAMUT, Cinquante ans à Thessalonique, de 1280 à 1330, *ZRVI* 40, 2003, p. 263-296
- MALAMUT, Les discours de Démétrius Cydonès : É. MALAMUT, Les discours de Démétrius Cydonès comme témoignage de l'idéologie byzantine vis-à-vis des peuples de l'Europe orientale dans les années 1360-1372, *Byzantina et Slavica Cracoviensia* 3, 2011, p. 203-219
- MALAMUT, Îles : É. MALAMUT, *Les îles de l'Empire byzantin VIII^e-XII^e siècles*, 2 vol., Paris 1995 (Byz. Sorb. 8)
- MANTRAN, *Empire ottoman : Histoire de l'Empire ottoman*, éd. R. MANTRAN, Paris 1989
- MATSCHKE, Commerce : K.-P. MATSCHKE, Commerce, Trade, Markets and Money, Thirteenth-Fifteenth Centuries, dans *EHB*, t. 2, p. 771-806
- MATSCHKE, Demarchen : K.-P. MATSCHKE, Rolle und Aufgaben der Demarchen in der spätbyzantinischen Hauptstadt. Ein Beitrag zur Geschichte der Stadt und der städtischen Bevölkerung in Byzanz, *Jahrbuch für Geschichte des Feudalismus* 1, 1977, p. 211-231 (= ID., *Das spätbyzantinische Konstantinopel*, p. 153-177)
- MATSCHKE, Flotte in der Bürgerkriegsperiode : K.-P. MATSCHKE, Johannes Kantakuzenos, Alexios Apokaukos und die byzantinische Flotte in der Bürgerkriegsperiode, 1340-1355, dans *Actes du XIV^e Congrès international des études byzantines, Bucarest 1971*, t. 2, Bucarest 1975, p. 193-205 (= ID., *Das spätbyzantinische Konstantinopel*, p. 307-328)
- MATSCHKE, *Fortschritt und Reaktion* : K.-P. MATSCHKE, *Fortschritt und Reaktion in Byzanz im 14. Jahrhundert*, Berlin 1971 (Berliner Byzantinistische Arbeiten 42)
- MATSCHKE, Gouverneur : K.-P. MATSCHKE, Rolle und Aufgaben des Gouverneurs von Konstantinopel in der Palaiologenzeit, *Byzantinobulgarica* 3, 1969, p. 81-101 (= ID., *Das spätbyzantinische Konstantinopel*, p. 115-150)
- MATSCHKE, Late Byzantine Kephalaï : K.-P. MATSCHKE, Notes on the Economic Establishment and Social Order of the Late Byzantine Kephalaï, *Byz. Forsch.* 19, 1993, p. 139-143
- MATSCHKE, Rechenbücher : K.-P. MATSCHKE, Geldgeschäfte, Handel und Gewerbe in spätbyzantinischen Rechenbüchern und in der spätbyzantinischen Wirklichkeit, *Jahrbuch für Geschichte des Feudalismus* 3, 1980, p. 181-204
- MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara* : K.-P. MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara und das Schicksal von Byzanz*, Weimar 1981 (Forschungen zur mittelalterlichen Geschichte 29)
- MATSCHKE, *Das spätbyzantinische Konstantinopel* : K.-P. MATSCHKE, *Das spätbyzantinische Konstantinopel : alte und neue Beiträge zur Stadtgeschichte zwischen 1261 und 1453*, Hamburg 2008
- MATSCHKE, Tore : K.-P. MATSCHKE, Tore, Torwächter und Torzöllner von Konstantinopel in spätbyzantinischer Zeit, *Jahrbuch für Regionalgeschichte* 16/2, 1989, p. 42-57
- MATSCHKE, TINNEFELD, *Gesellschaft* : K.-P. MATSCHKE, F. TINNEFELD, *Die Gesellschaft im späten Byzanz. Gruppen, Strukturen und Lebensformen*, Cologne / Weimar / Vienne 2001
- MELVILLE-JONES, *Venice and Thessalonica* : J. R. MELVILLE-JONES, *Venice and Thessalonica, 1423-1430: The Venetians Documents*, Padoue 2002 (Archivio del litorale adriatico 7)
- MERCATI, *Codices Vaticani* : G. MERCATI, P. FRANCHI DE' CAVALIERI, *Codices Vaticani graeci I (Codd. 1-329)*, Rome 1923
- MERCATI, *Notizie* : G. MERCATI, *Notizie di Procoro e Demetrio Cidone, Manuele Caleca e Teodoro Meliteniota ed altri appunti per la storia della Teologia e della letteratura bizantina del secolo XIV*, Cité du Vatican 1931 (Studi e Testi 56)
- MITSIU, Administration : E. MITSIU, The Administration of the Property of the Great Church of Constantinople on the Basis of the Villages tou Oikonomiu and Brachophagos (MM 364), dans *Das Patriarchatsregister von Konstantinopel. Eine zentrale Quelle zur Geschichte und Kirche im späten Byzans*, éd. Ch. GASTGEBER et alii (à paraître)

- Le monde byzantin III : Le monde byzantin. III, Byzance et ses voisins (1204-1453)*, éd. A. LAIOU et C. MORRISON, Paris 2011 (Nouvelle Clio)
- MORRISON, CHEYNET, Prices and Wages : C. MORRISON, J.-Cl. CHEYNET, Prices and Wages in the Byzantine World, dans *EHB*, t. 2, p. 815-879
- MOŠIN, Δουλικὸν ζευγάριον : V. A. MOŠIN, Δουλικὸν ζευγάριον (k voprosi o servaž v Vizantii), *Annales de l'Institut Kondakov* 10, 1938, p. 113-132
- NASTASE, Patronage : D. NASTASE, Le patronage du Mont Athos au XIII^e siècle, *Cyrrillo-methodianum* 7, 1983, p. 71-87
- NECIPOĞLU, *Between the Ottomans and the Latins* : N. NECIPOĞLU, *Byzantium between the Ottomans and the Latins. Politics and Society in the Late Empire*, Cambridge 2009
- NÉRANTZÈ-BARMAZÈ, Κωνσταντινούπολη : B. NÉRANTZÈ-BARMAZÈ, Κωνσταντινούπολη 1360-1370. Μια περίοδος αποθάρρυνσης, *Βυζαντινά* 13, 1985, p. 925-935
- NICOL, *Epiros* : D. M. NICOL, *The Despotate of Epiros, 1267-1479: A Contribution to the History of Greece in the Middle Ages*, Cambridge 1984
- NICOL, *Kantakouzenos* : D. M. NICOL, *The Byzantine Family of Kantakouzenos (Cantacuzenus) ca. 1100-1460. A Genealogical and Prosopographical Study*, Washington 1968 (Dumbarton Oaks Studies 11)
- NICOL, *The Last Centuries* : D. M. NICOL, *The Last Centuries of Byzantium, 1261-1453*, Cambridge 1972
- OIKONOMIDÈS, À propos des armées : N. OIKONOMIDÈS, À propos des armées des premiers Palaiologoi et des compagnies de soldats, *TM* 8, 1981, p. 353-371 (= ID., *Society, Culture and Politics in Byzantium*, éd. E. ZACHARIADOU, Aldershot 2005 [Variorum Collected Studies Series 824], XVI)
- OIKONOMIDÈS, La chancellerie impériale : N. OIKONOMIDÈS, La chancellerie impériale de Byzance du 13^e au 15^e siècle, *REB* 43, 1985, p. 167-195
- OIKONOMIDÈS, Deblitzenoi : N. OIKONOMIDÈS., The Properties of the Deblitzenoi in the Fourteenth and Fifteenth Centuries, dans *Charanis Studies (Essays in Honor of P. Charanis)*, éd. A. LAIOU, New Brunswick 1980, p. 176-198
- OIKONOMIDÈS, *Fiscalité* : N. OIKONOMIDÈS, *Fiscalité et exemption fiscale à Byzance (IX^e-XI^e s.)*, Athènes 1996 (Monographies de l'Institut de Recherches byzantines 2)
- OIKONOMIDÈS, Le haradj : N. OIKONOMIDÈS, Le haradj dans l'Empire byzantin du XV^e siècle, dans *Actes du I^{er} Congrès International des Études balkaniques et sud-est européennes. III, Histoire, v-XV ss., xv-XVII ss.*, Sofia 1969, p. 681-688 (= ID., *Documents et études sur les institutions de Byzance (VII^e-XV^e)*, Londres 1976 [Variorum Collected Studies Series 47], XIX)
- OIKONOMIDÈS, *Hommes d'affaires* : N. OIKONOMIDÈS, *Hommes d'affaires grecs et latins à Constantinople (XIII^e-XV^e siècles)*, Montréal / Paris 1979
- OIKONOMIDÈS, Monastères : N. OIKONOMIDÈS, Monastères et moines lors de la conquête ottomane, *Südost-Forschungen* 35, 1976, p. 1-10
- OIKONOMIDÈS, Notes sur un praktikon : N. OIKONOMIDÈS, Notes sur un praktikon de pronotaire (juin 1323), *TM* 5, 1973, p. 335-346 (= ID., *Documents et études sur les institutions de Byzance (VII^e-XV^e)*, Londres 1976 [Variorum Collected Studies Series 7], XXIII)
- OIKONOMIDÈS, Ottoman Influence : N. OIKONOMIDÈS, Ottoman Influence on Late Byzantine Fiscal Practice, *Südost-Forschungen* 45, 1986, p. 1-24
- OIKONOMIDÈS, Patronage : N. OIKONOMIDÈS, Patronage in Palaiologan Mt Athos, dans *Mount Athos and Byzantine Monasticism. Papers from the Twenty-Eighth Spring Symposium of Byzantine Studies, Birmingham, March 1994*, éd. A. BRYER et M. CUNNINGHAM, Aldershot 1996, p. 99-111 (= ID., *Society, Culture and Politics in Byzantium*, éd. E. ZACHARIADOU, Aldershot 2005 [Variorum Collected Studies Series 824], XXV)

- OIKONOMIDÈS, La pronoia au XIII^e siècle : N. OIKONOMIDÈS, Contribution à l'étude de la pronoia au XIII^e siècle, *REB* 22, 1964, p. 158-175 (= Id., *Documents et études sur les institutions de Byzance* (VI^e-XV^e), Londres 1976 [Variorum Collected Studies Series 47], VI)
- OIKONOMIDÈS, The Role of the Byzantine State : N. OIKONOMIDÈS, The Role of the Byzantine State in the Economy, dans *EHB*, t. 3, p. 973-1058
- OMONT, *Inventaire* : H. OMONT, *Inventaire sommaire des manuscrits grecs de la Bibliothèque Nationale*, 4 vol., Paris 1886-1898
- Oralité et lien social : Oralité et lien social au Moyen Âge (Occident, Byzance, Islam) : parole donnée, foi jurée, serment*, éd. M.-F. AUZÉPY et G. SAINT-GUILLAIN, Paris 2008 (Centre de recherche d'histoire et civilisation de Byzance. Monographies 29)
- OSTROGORSKY, État tributaire : G. OSTROGORSKY, Byzance, État tributaire de l'Empire turc, *ZRVI* 5, 1958, p. 49-58
- OSTROGORSKY, *Féodalité* : G. OSTROGORSKY, *Pour l'histoire de la féodalité byzantine*, Bruxelles 1954 (Corpus bruxellense historiae Byzantinae. Subsidia 1)
- OSTROGORSKY, *Paysannerie* : G. OSTROGORSKY, *Quelques problèmes d'histoire de la paysannerie byzantine*, Bruxelles 1956 (Corpus bruxellense historiae Byzantinae. Subsidia 2)
- OSTROGORSKY, *Praktika* : G. OSTROGORSKY, Les *praktika* byzantins, dans Id., *Féodalité*, p. 259-368 (trad. de Vizantijskie piscovyie knigi, *BSl.* 9/2, 1948, p. 203-306)
- OSTROGORSKY, Relations byzantino-serbes : G. OSTROGORSKY, Problèmes des relations byzantino-serbes au XIV^e siècle, dans *Proceedings of the XIIIth International Congress of Byzantine Studies*, éd. J. HUSSEY, D. OBOLENSKY et S. RUNCIMAN, Oxford 1967, p. 41-55.
- OSTROGORSKY, *Serska oblast* : G. OSTROGORSKY, *Serska oblast posle dusanove smrti*, Belgrade 1965
- PAPACOSTEA, La Valachie : S. PAPACOSTEA, La Valachie et la crise de structure de l'Empire ottoman (1402-1413), *Revue roumaine d'histoire* 25, 1986, p. 23-33
- PATLAGEAN, *Un Moyen Âge grec* : É. PATLAGEAN, *Un Moyen Âge grec. Byzance IX^e-XV^e siècle*, Paris 2007
- PATRINELIS, SOFIANOS, *Manuel Chrysoloras* : C. G. PATRINELIS, D. Z. SOFIANOS, *Manuel Chrysoloras and his Discourse Addressed to the Emperor Manuel II Palaeologus*, Athènes 2001
- Paysages* : P. BELLIER et alii, *Paysages de Macédoine : leurs caractères, leur évolution à travers les documents et les récits des voyageurs*, Paris 1986 (TM. Monographies 3)
- POLEMIS, *Doukai* : D. A. POLEMIS, *The Doukai. A Contribution to Byzantine Prosopography*, Londres 1968
- RADOŠEVIĆ, Patron of Learning : N. RADOŠEVIĆ, The Emperor as the Patron of Learning in Byzantine *Basilikoi Logoi*, dans *Tò Ἑλληνικόν: Studies in Honor of Speros Vryonis Jr. I, Hellenic Antiquity and Byzantium*, éd. J. S. LANGDON et alii, New Rochelle 1993, p. 267-287
- REINERT, From Niš to Kosovo Polje : S. W. REINERT, From Niš to Kosovo Polje. Reflections on Murād I's Final Years, dans *The Ottoman Emirate (1300-1389): A Symposium held in Rethymnon, 11-13 January 1991*, éd. E. ZACHARIADOU, Rethymnon 1993 (Halcyon Days in Crete 1), p. 169-211
- REINERT, The Palaiologoi : S. W. REINERT, The Palaiologoi, Yildirim Bayezid and Constantinople: June 1389-March 1391, dans *Tò Ἑλληνικόν: Studies in Honor of Speros Vryonis Jr. I, Hellenic Antiquity and Byzantium*, éd. J. S. LANGDON et alii, New Rochelle 1993, p. 289-365
- RIGO, Teofane di Nicea : A. RIGO, La missione di Teofane di Nicea a Serre presso il despota Giovanni Uglješa (1367-1368), *Bollettino della badia greca di Grottaferrata* 51, 1997, p. 113-127
- SAINT-GUILLAIN, Amorgos : G. SAINT-GUILLAIN, Amorgos au XIV^e siècle. Une seigneurie insulaire entre Cyclades féodales et Crète vénitienne, *BZ* 94, 2001, p. 62-189



- SAINT-GUILLAIN, L'Apocalypse et le sens des affaires : G. SAINT-GUILLAIN, L'Apocalypse et le sens des affaires. Les moines de Saint-Jean de Patmos, leurs activités économiques et leurs relations avec les Latins (XIII^e et XIV^e siècles), dans *Chemins d'outre-mer. Études sur la Méditerranée médiévale offertes à Michel Balard*, éd. D. COULON et alii, Paris 2004 (Byz. Sorb. 20), t. 2, p. 765-790
- SAINT-GUILLAIN, Manouël Kydônès : G. SAINT-GUILLAIN, Manouël Kydônès (vers 1300-1341), diplomate byzantin, père de Dèmètrios Kydônès, *REB* 64/65, 2006-2007, p. 341-358
- SAKKÉLIÏON, *Patmos* : I. SAKKÉLIÏON, *Πατμιακή βιβλιοθήκη*, Athènes 1890
- SCHILBACH, *Metrologie* : E. SCHILBACH, *Byzantinische Metrologie*, Munich 1970 (Byzantinisches Handbuch im Rahmen des Handbuchs der Altertumswissenschaft 4)
- SCHMINCK, *Novellae extravagantes* : A. SCHMINCK, «Novellae extravagantes» Leons VI., *Subseciva Groningana* 4 (= *Novella Constitutio. Studies in Honour of Nicolaas van der Wal*), 1990, p. 195-209
- SCHREINER, *Brachea Chronika* : P. SCHREINER, *Studien zu den Βραχέα Χρονικά*, Munich 1967 (Miscellanea Byzantina Monacensia 6)
- SCHREINER, *Chronologische Untersuchungen* : P. SCHREINER, *Chronologische Untersuchungen zur Familie Kaiser Manuels II.*, *BZ* 63, 1970, p. 285-299
- SÈPHOUNAKÈS, *Μάντρες* : N. SÈPHOUNAKÈS, *Οι μάντρες στη Λήμνο και στα άλλα νησιά του βορειονατολικού Αιγαίου*, Athènes 1993
- SETTON, *Papacy* : K. M. SETTON, *The Papacy and the Levant (1204-1571)*, 2 vol., Philadelphie 1976-1978
- ŠEVČENKO, *Draft* : I. ŠEVČENKO, The Author's Draft of Nicolas Cabasilas' Anti-Zealot Discourse in Paris. gr. 1276, *DOP* 14, 1960, p. 179-201
- ŠEVČENKO, *Postscript* : I. ŠEVČENKO, A Postscript on Nicolas Cabasilas' Anti-Zealot Discourse, *DOP* 16, 1962, p. 403-408
- SIAXAMBANI, *Watermills* : Ch. SIAXAMBANIS, *Watermills. Area of Thessaloniki*, dans *Secular Medieval Architecture in the Balkans, 1300-1500, and its Preservation*, éd. S. ĆURČIĆ et E. HADJITRYPHONOS, Thessalonique 1997, p. 338-341
- SMYRLIS, *The First Ottoman Occupation* : K. SMYRLIS, The first Ottoman occupation of Macedonia (c. 1383-c. 1403). Some Remarks on Land Ownership, Property Transactions and Justice, dans *Diplomatics in the Eastern Mediterranean 1000-1500: Aspects of Intercultural Communication*, éd. A. BEIHAMMER, M. PARANI et C. SCHABEL, Leyde 2008, p. 327-348
- SMYRLIS, *La fortune* : K. SMYRLIS, *La fortune des grands monastères byzantins (fin du X^e-milieu du XIV^e siècle)*, Paris 2006 (Centre de recherche d'histoire et civilisation de Byzance. Monographies 21)
- SMYRLIS, *The State, the Land and Private Property* : K. SMYRLIS, The State, the Land and Private Property. Confiscating Monastic and Church Properties in the Palaiologan Period, dans *Church and Society in Late Byzantium*, éd. D. ANGELOV, Kalamazoo 2009, p. 58-87
- SOULIS, *The Serbs* : G. Ch. SOULIS, *The Serbs and Byzantium during the Reign of Tsar Stephen Dušan (1331-1355) and his Successors*, Washington 1984
- STÖCKLY, *Le système de l'Incanto* : D. STÖCKLY, *Le système de l'Incanto des galées du marché à Venise (fin XIII^e-milieu XV^e siècle)*, Leyde 1995 (The Medieval Mediterranean 5)
- SVORONOS, *Cadastre* : N. SVORONOS, Recherches sur le cadastre byzantin et la fiscalité aux XI^e et XII^e siècles : le cadastre de Thèbes, tiré à part du BCH 83, 1959 (= Id., *Études sur l'organisation intérieure, la société et l'économie de l'Empire byzantin*, Londres 1973 [Variorum Collected Studies Series 15], III)

- SVORONOS, Épibolè : N. SVORONOS, *L'épibolè à l'époque des Comnènes*, *TM* 3, 1968, p. 375-393 (= ID., *Études sur l'organisation intérieure, la société et l'économie de l'Empire byzantin*, Londres 1973 [Variorum Collected Studies Series 15], V)
- SVORONOS, Exploitation : N. SVORONOS, Petite et grande exploitation à Byzance, *Annales ESC* 11, 1956, p. 325-335 (= ID., *Études sur l'organisation intérieure, la société et l'économie de l'Empire byzantin*, Londres 1973 [Variorum Collected Studies Series 15], II)
- SVORONOS, Les privilèges de l'Église : N. SVORONOS, Les privilèges de l'Église à l'époque des Comnènes : un rescrit inédit de Manuel I^{er} Comnène, *TM* 1, 1965, p. 325-391
- SVORONOS, Structures : N. SVORONOS, Remarques sur les structures économiques de l'Empire byzantin au XI^e siècle, *TM* 6, 1976, p. 49-67
- TAFRALI, *Thessalonique au quatorzième siècle* : O. TAFRALI, *Thessalonique au quatorzième siècle*, Paris 1913
- TAFRALI, *Topographie de Thessalonique* : O. TAFRALI, *Topographie de Thessalonique*, Paris 1913
- TALBOT, Hagiography in Late Byzantium : A.-M. TALBOT, Hagiography in Late Byzantium (1204-1453), dans *The Ashgate Research Companion to Byzantine Hagiography*. I, *Periods and Places*, éd. S. EFTHYMIADIS, Farnham 2011, p. 173-195
- THÉOCHARIDÈS, Κατεπανίκια : G. THÉOCHARIDÈS, Κατεπανίκια τῆς Μακεδονίας, *Μακεδονικά*, Suppl. 1, 1954
- THÉOCHARIDÈS, Quatre juges généraux : G. THÉOCHARIDÈS, Τέσσαρες Βυζαντινοὶ καθολικαὶ κριταὶ λανθάνοντες ἐν Βυζαντινῷ γνωστῷ κειμένῳ, *Μακεδονικά* 4, 1955-1960, p. 495-500
- THÉODÔRIDÈS, Πίνακας : P. THÉODÔRIDÈS, Πίνακας τοπογραφίας τοῦ ἀγιορειτικοῦ παραγωγικοῦ χώρου, *Κληρονομιά* 13, 1981, p. 331-430
- THIRIET, L'occupation de Ténédos : F. THIRIET, Venise et l'occupation de Ténédos au XIV^e siècle, *Mélanges d'archéologie et d'histoire de l'École française d'Athènes et de Rome* 65, 1953, p. 219-245
- THIRIET, *La Romanie vénitienne* : F. THIRIET, *La Romanie vénitienne au Moyen Âge. Le développement et l'exploitation du domaine colonial vénitien (XII^e-XV^e siècles)*, Paris 1959 (Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome 193)
- TIB 10 : J. KODER, *Aigaion Pelagos (Die nördliche Ägäis)*, Vienne 1998 (Tabula Imperii Byzantini 10)
- TIB 12 : A. KÜLZER, *Ostthrakien (Europe)*, Vienne 2008 (Tabula Imperii Byzantini 12)
- TINNEFELD, Freundschaft : F. TINNEFELD, Freundschaft und παιδεία. Die Korrespondenz des Demetrios Kydones mit Rhadenos (1375-1387/8), *Byz.* 55, 1985, p. 210-244
- TRAPP, Mazaris : E. TRAPP, Zur Identifizierung der Personen in der Hadesfahrt des Mazaris, *JÖB* 18, 1969, p. 95-99
- Les villages : Les villages dans l'Empire byzantin (IV^e-XV^e siècle)*, éd. J. LEFORT, C. MORRISON et J.-P. SODINI, Paris 2005 (Réalités byzantines 11)
- VRYONIS, *Decline* : S. VRYONIS, *The Decline of Medieval Hellenism in Asia Minor and the Process of Islamization from the Eleventh through the Fifteenth Century*, Berkeley/Los Angeles/Londres 1971
- WEISS, *Kantakuzenos* : G. WEISS, *Joannes Kantakuzenos – Aristokrat, Staatsmann, Kaiser und Mönch – in der Gesellschaftsentwicklung von Byzanz im 14. Jahrhundert*, Wiesbaden 1969 (Schriften zur Geistesgeschichte des Östlichen Europa 4)
- WILSON, *Scholars of Byzantium* : N. WILSON, *Scholars of Byzantium*, Londres/Cambridge 1996²
- WOODHOUSE, *Plethon* : C. M. WOODHOUSE, *George Gemistos Plethon. The Last of the Hellenes*, Oxford 1986

- ZACHARIADOU, Holy War in the Aegean : E. ZACHARIADOU, Holy War in the Aegean during the Fourteenth Century, dans *Latins and Greeks in the Eastern Mediterranean after 1204*, éd. B. ARBEL, B. HAMILTON et D. JACOBY, Londres 1989, p. 212-225
- ZACHARIADOU, Prix et marchés : E. ZACHARIADOU, Prix et marchés des céréales en Roumanie (1343-1405), *Nuova rivista storica* 61, 1977, p. 291-306 (= EAD., *Romania and the Turks (c. 1300-c. 1500)*, Londres 1985 [Variorum Collected Studies Series 211], IX)
- ZACHARIADOU, A Safe and Holy Mountain : E. ZACHARIADOU, "A Safe and Holy mountain": Early Ottoman Athos, dans *Mount Athos and Byzantine Monasticism. Papers from the Twenty-Eighth Spring Symposium of Byzantine Studies, Birmingham, March 1994*, éd. A. BRYER et M. CUNNINGHAM, Aldershot 1996, p. 127-132
- ZACHARIADOU, Süleyman Çelebi : E. ZACHARIADOU, Süleyman Çelebi in Rumili and the Ottoman Chronicles, *Der Islam* 60, 1983, p. 268-296
- ZACHARIADOU, Trade and Crusade : E. ZACHARIADOU, *Trade and Crusade. Venetian Crete and the Emirates of Menteshe and Aydin (1300-1415)*, Venise 1983 (Library of the Hellenic Institute of Byzantine and Post-Byzantine Studies 11)
- ZAKYTHINOS, Crise économique : D. A. ZAKYTHINOS, Crise monétaire et crise économique à Byzance du XIII^e au XV^e siècle, dans *L'hellénisme contemporain*, Athènes 1948, p. 1-160 (= ID., *Byzance : État, société, économie*, Londres 1973 [Variorum Collected Studies Series 25], XI)
- ZAKYTHINOS, Le despotat grec de Morée : D. A. ZAKYTHINOS, *Le despotat grec de Morée*. I, *Histoire politique* ; II, *Vie et institutions*, édition revue et augmentée par Ch. MALTÉZOU, Londres 1975
- ZGOLL, Heiligkeit : Ch. ZGOLL, *Heiligkeit – Ehre – Macht. Ein Modell für den Wandel der Herrschaftskonzeption im Spätmittelalter am Beispiel der byzantinischen Kydonesbriefe*, Cologne 2007 (Passauer historische Forschungen 16)
- ŽIVOJINOVIĆ, Adelfati : M. ŽIVOJINOVIĆ, Adelfati u Vizantiji i srednjevekovnoj Srbiji, *ZRVI* 11, 1968, p. 241-270
- ŽIVOJINOVIĆ, Le domaine de Chilandar : M. ŽIVOJINOVIĆ, Le domaine de Chilandar sur le territoire byzantin de 1345 à 1371, dans *Mount Athos in the 14th-16th Centuries*, éd. K. CHRYSOCHOÏDÈS, Athènes 1997 (Αθωνικά σύμμεικτα 4), p. 17-26
- ŽIVOJINOVIĆ, Monaški adelfati : M. ŽIVOJINOVIĆ, Monaški adelfati na svetoj Gori, *Zbornik Filozofskog Fakulteta* 1, 1974, p. 291-303

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE

Lorsque cet ouvrage était en cours de publication est paru le livre de Mark BARTUSIS, *Land and Privilege in Byzantium. The Institution of Pronoia*, Cambridge 2012. Celui-ci traite de l'évolution de la *pronoia* tout au long de l'histoire byzantine et essaie de mieux déterminer les caractéristiques de cette institution, ainsi que sa signification historique. Bartusis évoque certains sujets que j'ai traités au cours des pages précédentes et pour lesquels nous sommes arrivés à des conclusions différentes. Ce n'est pas mon propos ici d'en discuter, car cela nécessiterait de longs raisonnements. Toutefois, j'aimerais préciser que, à mon avis, cet auteur accorde un sens trop étroit aux termes *pronoia* et *oikonomia*, en les réservant exclusivement à l'attribution par l'État de biens publics et/ou de revenus fiscaux à un individu, souvent un soldat. Il considère, par exemple, que les institutions ecclésiastiques n'étaient pas bénéficiaires de *pronoiai* ni d'*oikonomiai* (p. 313 : « monasteries and other religious foundations did not hold pronoiai or oikonomiai »). Bartusis élabore son hypothèse à partir de l'étude statistique du nombre d'occurrences de ces termes dans la documentation. Il considère que l'emploi peu fréquent de ces mots dans les actes relatifs aux biens monastiques suggère que ces termes ne revêtaient pas un sens technique lorsqu'il s'agissait de biens appartenant aux institutions religieuses, mais qu'ils étaient employés par commodité (p. 307-312). En outre, Bartusis ajoute que les biens accordés par l'État à titre de *pronoiai* ou d'*oikonomiai* étaient susceptibles d'être repris par le fisc, ce qui n'était pas le cas des biens monastiques et ecclésiastiques (p. 313 : « These [pronoiai or oikonomiai] were ordinarily limited concessions which ordinarily could be revoked by the state. Imperial grants to monasteries were never so regarded »). Toutefois, on a vu que l'État byzantin a souvent procédé à la confiscation ou à l'échange des biens appartenant aux institutions ecclésiastiques (cf. *supra*, p. 176-179 et 244-246). De même, je pense avoir démontré qu'il existait une séparation entre les biens détenus au titre de la rente fiscale des institutions ecclésiastiques et les biens détenus en pleine propriété (cf. *supra*, p. 80-84). C'est pourquoi la distinction opérée par Bartusis entre les biens accordés par l'État à un individu et ceux donnés à une institution ecclésiastique, au titre de leurs rentes fiscales, me semble superflue. De fait, l'emploi par les Byzantins eux-mêmes d'expressions comme *stratiôtikai oikonomiai* et *monastèriakai oikonomiai* montre que nous sommes toujours en présence du même type de biens, qu'il s'agisse d'un bien militaire ou d'un bien monastique. Or cette nomenclature est encore en usage au milieu du xiv^e siècle (cf., par exemple, *Vatopédi* II, n° 88, acte de 1344).

L'emploi peu fréquent des termes *pronoia* et *oikonomia* dans la documentation monastique ne permet donc pas de conclure que les institutions ecclésiastiques ne faisaient pas l'objet de l'attribution de biens à titre conditionnel. De plus, l'étude de la documentation ne suggère aucune différence notable dans le statut juridique entre les biens détenus par un individu au titre de sa *pronoia* (ou *oikonomia*) et ceux possédés par un monastère au titre de sa rente fiscale. Il s'agit, dans les deux cas, de biens publics accordés par l'Empereur à titre conditionnel, c'est-à-dire susceptibles d'être repris ou échangés à tout moment par le fisc. Ce système avait été mis en place au xi^e siècle pour rémunérer les différents cadres de l'administration et de l'armée et semble être resté en vigueur jusqu'à la fin de l'État byzantin. Il fut, sans aucun doute, également utilisé pour subvenir aux besoins financiers des institutions religieuses de l'Empire.

INDEX

Quand un mot apparaît dans le texte et en note, le renvoi est fait à la page du texte; s'il n'apparaît qu'en note, le renvoi est fait à celle-ci. En cas de pages consécutives, la précision est omise. Les personnes figurent à leur nom de famille principal, donc le dernier dans le système onomastique byzantin.

— A —

- abiôtikion*, droit coutumier: 164, 381 n. 100, 435 n. 358
 Abramitai, village de Chalcidique: 117 n. 490, 336 n. 970
 Abrampakès, Michaël, *képhalè* de Serrès: 98
 Abydos, bouche d'(Dardanelles): 514
 Acciaiuoli, Angelo, cardinal: 281 n. 742
 — Antonio I^{er}, duc d'Athènes: 194 n. 337
 — Bartolomea, *basilissa*: 276 n. 714
 — Nerio I^{er}, seigneur de Corinthe et duc d'Athènes: 276, 281
 Achaïe, principauté franque: 275 n. 712, 385-386, 546
 Achélôos, fleuve d'Épire
 — bataille: 127 n. 19
 Achinos, village de la vallée du Strymon: 300 n. 822 et 824, 302 n. 829
 — lac: 307, 523
 Achyraïtai, compagnie de soldats originaires d'Achyraous: 42, 92 n. 379
 Achyraïtès, archonte de la région du Strymon: 92
 Achyraous (Balıkesir), ville du nord-ouest de l'Asie Mineure: 42
 Acre, ville de Palestine: 502
 Adam, notaire patriarcal: 413 n. 255
adelphaton, pension monastique viagère: 91, 190-192, 216, 218 n. 451, 330 n. 938, 426
adelphopoièsis, *adelphopoiia*, affrairement: 66 n. 261
 Adorno, Giovanni, seigneur génois de Périthéôrion: 317 n. 880
 Adramyttion (Atramyttion, Edremit), ville du nord-ouest de l'Asie Mineure: 505-506
 Adriatique, mer: 209-210, 263 n. 670
 Afrique du Nord: 41
 Agarènes: 152
 Agathopolis (Ahtopol), port de la mer Noire: 131, 196 n. 347, 355 n. 1051, 523 n. 755
 — gouverneur: voir Palaiologos
Agirioti: voir Lagirio
agôgos, canal d'irrigation: voir canal
agridion, petit domaine, hameau: 19, 116
 Ainos (Enez), ville de Thrace: 49-50, 118, 127 n. 18 et 19, 134, 147-148, 150-151, 154 n. 153, 197 n. 355, 201, 363, 387, 402, 562
 — métropolitain: 312
 — seigneur: 200; voir Nicolò Gattilusio, Palamede Gattilusio, Iôannès Libadarios
airétoi kritai, juges arbitres: 424
 Akapniou, monastère de l'Athos: 216-218, 221, 299-300, 309
 Akindynos, Grégorios, théologien: 436
akritès, soldat-paysan: 244 n. 578
 Akropolitès, Géorgios, historien: 65
 Akrôtèrion, lieu-dit à Lemnos: 177 n. 265
 Akrôtèrion, village de Macédoine: 334
aktêmôn, paysan sans bœufs: 26, 463, 474
 Alaupochôrion, village de Kassandreia: 330
 Albanie, Albanais: 61, 90 n. 370, 101, 164 n. 202, 175, 280, 292 n. 788, 350 n. 1030, 355
 Alexandrie: 503 n. 666
 — patriarche grec: voir Grégorios

Alexioi, frères: 110 n. 460, 118, 136 n. 63, 139-140, 146-148, 188-189, 195, 210; voir Alexios, *mégas stratopédarchès*, Iôannès, *prôtosébastos*

Alexios, *mégas stratopédarchès*: 139-140, 148, 209 n. 405, 365 n. 13; voir Alexioi

Alexis I^{er} Komnènos, empereur: 45 n. 170, 81-82, 172 n. 239, 366, 395, 441 n. 393

Almaligh (Yining), ville d'Asie centrale: 502 n. 663

Alousianos, Thômas Doukas, juge général des Romains: 421, 427, 567

Alypiou ou Alôpou, monastère de l'Athos: 239-240, 424 n. 314

Amasianos, Michaël ou Kônstantinos, *prokathèménos* de Thessalonique: 400 n. 193

Amasyali Bayezid Pacha, *beylerbey* de Roumélie: 306

Amédée VI, comte de Savoie: 129, 131-134, 183, 204 n. 382, 230, 263 n. 670, 356, 543

— livre de comptes de son expédition: 28 n. 88, 131 n. 36, 516 n. 710

amélioration: voir *kalliergia*

Amorea: 378; voir Péloponnèse

ampélotopion, terre pour planter des vignes: 176 n. 259

Anadolu Hisar, forteresse sur la rive est du Bosphore: 287

Anagnostès, Iôannès, auteur: 161-162, 354 n. 1050, 389 n. 146

Anaia, port proche de Samos: 505

Anaktoropolis, ville de Thrace: 136 n. 63, 139-141, 146-147

— seigneurs: voir Alexioi

Anastasioupolis, évêché de Thrace: 84

Anataulas, Géorgios, propriétaire en Chalcidique: 191 n. 319, 299 n. 820, 301 n. 821

— Théodôros, propriétaire en Chalcidique: 191 n. 319

Anatolie: 35, 39, 62, 113-114, 133, 231 n. 514, 263 n. 671, 272, 282, 285, 287, 292 n. 788, 301, 315, 355, 362-363, 432-433, 462-463, 486 n. 585, 538; voir Asie Mineure

— conquête turque: 2, 34 n. 115, 36

— émigrants turcs vers la Macédoine: 292

Anchialos (Pomorie), port de la mer Noire: 128, 130, 196 n. 347, 508, 516 n. 710

Andrea de Redusiis de Quero, chancelier de Trévise et chroniqueur: 264

Andrinople (Edirne), ville de Thrace: 33 n. 107, 49-50, 125, 127, 132-134, 151 n. 136, 153 n. 150, 201 n. 374, 307 n. 853, 355, 442 n. 398, 528, 543

Andronic II Palaiologos, empereur: 22-23, 33-40, 42-43, 45-46, 50-51, 58-60, 65, 68, 76-79, 97 n. 402, 107 n. 441, 117, 128, 139 n. 78, 161 n. 190, 169, 182 n. 292, 229, 244, 344, 361-362, 381 n. 100, 398, 412, 414, 432-433, 435-440, 447-449, 452, 476, 494 n. 631, 507-508, 511

Andronic III Palaiologos, empereur: 7 n. 17, 13 n. 4, 22-23, 35-47, 52, 58 n. 223, 60, 66 n. 256 et 262, 68, 84, 97 n. 404, 111, 116-117, 123, 160-163, 197 n. 353, 212-213, 362-363, 373 n. 56, 399 n. 182, 414-419, 421-422, 429, 438, 449, 508, 531, 535

Andronic IV Palaiologos, empereur: 100-101, 125-126, 129, 147-148, 152 n. 141, 170 n. 228, 198, 201, 203, 224-226, 228-230, 232-233, 244 n. 575, 254, 257-259, 262-269, 271-280, 282, 284, 298, 326, 336 n. 970, 345, 357, 363, 402, 427 n. 333, 442-443, 448, 517, 525, 527-528, 536, 539, 544, 561

Andros, île de l'Égée: 211 n. 416

— seigneur: voir Pietro Zeno

- Androusa, ville du Péloponnèse
 — gouverneur: voir Laskaris, Andronikos
 Laskaris Padiatès
anépignôstos (*tô dêmosiô*), inconnu du fisc:
 73, 170-174, 340, 472-474
angareia: voir corvée
 Angéline, Eudokia Komnène Doukaina:
 22-23
 — Maria Palaiologina, *basilissa*, épouse
 de Thômas Preljubović: 101 n. 425,
 193 n. 332, 280-281
 Angélos, famille: 15, 35, 47 n. 179, 187
 n. 296
 — Dèmétrios (Michaël): 35, 66 n. 260
 — Iôannès, despote, seigneur de Thessa-
 lonique: 65
 — Iôannès, *pinkernès*, gouverneur de
 Blaquie: 46 n. 173, 60-61
 — Iôannès, *sébastokratôr*, seigneur de
 Thessalie: voir Iôannès Doukas
 — Manouël Komnènos Doukas, frère
 de Michaël I^{er} d'Épire: 65
 — Manouël, *épi tou kanikleiou* et juge
 général: 147 n. 121, 150, 197 n. 355,
 402
 — Michaël I^{er}, seigneur d'Épire: 65
 — Nikèphoros I^{er} Komnènos, despote,
 seigneur d'Épire: 57-58
 — Nikèphoros II Doukas, despote: 127
 Angitès, affluent du Strymon: 140, 195
 Ankara (Ancyre), ville d'Asie Mineure:
 133 n. 49
 — bataille: 1, 287, 290, 315-316, 320,
 322-323, 352, 358, 452, 460 n. 487,
 517, 529, 532, 545
 — métropolitaine: voir Eustathios, Makarios
 Anna, épouse de Théodôros Lagoudès: 467
 Anna, petite-fille de la veuve Kalè: 470
 Anne de Savoie, impératrice: 37, 52, 62,
 90 n. 370, 94, 111, 127, 131 n. 39,
 142-143, 151 n. 133, 160, 162, 196
 n. 352, 223 n. 480, 399 n. 184, 508,
 548, 560, 562
 Anô Chôrion, domaine près de Pispéragos:
 158 n. 171
anôgaiokatôgon ou *ospétion*, maison à
 étage: 23
anthrôpos: 66, 471, 483
antichrèsis: 31 n. 98
antinaulon, impôt: 523
 Antioche, patriarche: voir Iôannès
 Antiochitès, Théodôros, précepteur de
 Jean VIII: 376 n. 75
 Antônios IV, patriarche de Constantinople:
 176, 312, 373, 562
 Antônios, métropolitaine de Larissa et juge
 général: 136 n. 62, 428
 Antônios de Chilandar, *prôtos* de l'Athos:
 100 n. 418
 Antzista, village sur le bas Strymon: 236,
 252 n. 623
 apanages: 58-59, 61, 222-223, 227, 229,
 273, 284, 386 n. 130, 398 n. 180-
apartèsis, équipement: 340
 Apelméné, partisan de Kantakouzènos:
 47, 70
 — Dèmétrios, recenseur: 84 n. 348, 410
apobiglis: voir *bigla*
apographeus: voir recenseur
 Apokaukos, famille: 83 n. 342
 — Alexios, *mésazôn* et *mégas doux*:
 37-38, 44-48, 52, 70-71, 83 n. 342,
 97 n. 403, 125, 131 n. 39, 201 n. 373,
 247 n. 593, 509, 521
 — Géorgios Doukas, *mégas droungarios*:
 161
 — Iôannès Doukas, *prôtobestiaritès*, gou-
 verneur de Thessalonique: 48 n. 184,
 83
 — Manouël: 48 n. 184
 Aprôs, ville de Thrace: 106 n. 440
 — métropolitaine: voir Iôsèph
 aqueduc: 162
 Arabes: 159 n. 183, 516
 Aragon, roi: voir Martin I^{er}, Ferdinand I^{er}
 — voir Fadrique de Aragón

- arbre, arbre fruitier: 339, 351, 492; voir verger
 Arcadioupolis (Lüleburgaz), ville de Thrace: 133 n. 46
archè, commandement: 61; voir *proskairos archè*
 Archimandreion, monastère de la Dormition à Iôannina, dit: 280
 — higoumène: voir Gabriël
 Archipel, duc: 316 n. 875; voir Nicolò III dalle Carceri
archontarikion, hôtellerie: 22 n. 53, 364 n. 12
 archonte: 92-93, 96, 98-99, 116, 134, 185, 187 n. 296, 240, 276 n. 713, 281, 294, 296, 298 n. 816, 342-343, 370 n. 42, 378, 382-383, 387 n. 134, 393, 404, 412, 443-447, 531, 546; voir Achyraïtès, Kalodioikètos, Iôannès Kananos, Dèmètrios Kantakouzènos, Palaiologos Kourbès, Lyzikos, Andronikos Machètarès, Mamônas, Mangaphas, Géôrgios Margaritès, Manouèl Monomachos, Iôannès Sgouropoulos, Tzimiskès, Jovan Uglješa
 — patriarcal: 425 n. 323
archontopoulos: 98-99, 101, 370 n. 42
 Ardaméri, ville de Chalcidique
 — évêque: voir Théodosios
 Arète, paysanne veuve: 486 n. 587
 Argolide: 398 n. 180, 564
 Argos, ville d'Argolide
 — évêque: voir Giacomo Pigaloti
 — prise par le despote Théodôros Palaiologos: 544
 — prise par les Ottomans: 301
 argyrobulle: 163 n. 202, 386
 Argyropouloi, famille thessalonicienne: 341-342, 344
 Argyropoulos, Iôannès, humaniste: 454 n. 462
 Argyros, Isaak, moine érudit: 376 n. 75
 Arianitès, éparque et grand propriétaire: 238
 Arianitissa, veuve de l'éparque Arianitès: 238-239
 Arianitou, village près de Berroia: 236
Aristo (Raideostos), port de la mer de Marmara: 512-513
 Arménie cilicienne ou Petite Arménie: 89, 502 n. 664
 Arrabénikia, région de Chalcidique: 82 n. 336
 Ars: 203 n. 378; voir Serrès
 Arsénikas, *doux* de Berroia: 83, 179 n. 275
 Arsénikeia, domaine près de Hiérissos: 82
 Arsénios, patriarche de Constantinople: 435
 Asanès, famille: 199 n. 367
 — Andréas: 525-526, 562
 — Andronikos, beau-père de Jean VI: 47 n. 176
 — Dèmètrios, gouverneur de Corinthe: 565
 — Dèmètrios, propriétaire: 91
 — Iôannès, beau-frère de Jean VI: 53 n. 206, 90 n. 369
 — Iôannès, correspondant de Kydônès: 277-278
 — Isaakios, *déphensôr* à Héraclée: 424 n. 317
 — Isaakios, *mégas doux* puis *panhypersébastos*: 47
 — Kônstantinos, correspondant de Kydônès: 369 n. 36
 — Manouèl, beau-frère de Jean VI: 53 n. 206, 71 n. 288, 90 n. 369
 — Manouèl Laskaris, gouverneur d'Imbros: 563
 Asanina, Eirènè Palaiologina, impératrice, épouse de Jean VI: 71 n. 288, 104 n. 431
 — Philippa, fille de Dèmètrios Asanès: 91-92
 Asie centrale: 499, 502-503, 534
 Asie Mineure: 33-43, 77, 113 n. 470 et 471, 118, 123, 168, 182 n. 292, 187, 211 n. 416, 225, 230-231, 233, 257,

- 273 n.700, 282, 285-287, 290, 292-293, 315, 318, 328 n.931, 352, 354, 361, 452 n.453, 486 n.585, 504, 509, 511, 515 n.708, 517 n.715
- dissidences, révoltes: 2, 62-63
 - émigrés et réfugiés grecs: 36, 43, 48, 87, 92 n.379, 110 n.460, 118 n.493, 432-433
 - métropolitains grecs: 295 n.800
 - perte: 1, 33, 36, 38-43, 53, 85, 118-119, 133, 185, 295 n.800, 433, 501 n.660, 506-507, 534, 538
 - propriété foncière: 40
 - soldats: 40, 77, 244
- Asie orientale: 502 n.662
- Asomates (*Asômatai*), quartier de Thessalonique: voir Thessalonique
- Aspiétés, agent impérial: 406 n.219
- Astrakè, forteresse d'Argolide: 379
- Astrakhan, ville sur la Volga: 502 n.663
- Astras, recenseur: 305 n.840, 310 n.861, 326, 481, 488 n.594, 550
- Géorgios Synadènos, *mégas hétairiar-chès* puis *mégas stratopédarchès*: 49 n.190, 127 n.19, 142-144, 151, 154-158, 164-165, 170-171, 177-179, 196 n.351, 326 n.921, 345-346, 364, 369, 399 n.183, 402, 412, 494 n.627, 548, 560, 562
 - Michaël Synadènos: 142, 147 n.121, 178, 277 n.720, 298 n.814 et 816, 305 n.840, 326, 402
- Athanasios I^{er}, patriarche: 36, 128 n.21, 435, 507 n.681
- Athanasios, hiéromoine et exarque patriarchal: 312
- Athènes: 194 n.337, 351, 375, 547
- duc: voir Antonio I^{er} Acciaiuoli, Nerio I^{er} Acciaiuoli
 - duché: 91 n.370, 275 n.712, 319 n.887
- Athos, Sainte Montagne: 33, 91, 100, 102-103, 109 n.455, 137, 166 n.212, 191, 202 n.377, 236, 241, 253, 312, 318, 324-326, 333 n.951, 341 n.988, 371, 375, 378, 380, 386-387, 390
- bataille navale: 204, 207-208, 210-211, 544
 - conseil: 141 n.94, 253; voir Prôtaton
 - *déphensôr*: voir Manouël Boullotès
 - évêque: voir Hiérissos
 - *prôtos*: 95, 100, 102 n.427, 136 n.61, 231 n.518, 241, 253, 295
 - relations avec les Ottomans: 295, 297 n.810 et 811, 299, 304-305, 308, 313
 - relations avec les propriétaires byzantins: 299-300
- Atouémès, Alexios: voir Alexios Laskaris
- Atouémès Métochitès
- correspondant de Iôannès Chortasménos: 376 n.75
- Atoumanos, Simôn, archevêque de Thèbes: 365
- attelage: 26, 340 n.985, 458, 462-463, 466-470, 478, 489; voir *zeugarion*
- Attique: 447
- Aulaki, ville de Phthiotide: 322 n.898
- Aunés: voir Ferrán d'Aunés
- Avignon, résidence pontificale: 257 n.641 et 642
- avoine: 25 n.75
- Aydin, émirat: 41 n.146, 105 n.435, 133, 290
- émir: voir Umur Pacha
- Azov, mer d': 510

— B —

- Badoer, Giacomo, marchand vénitien: 199 n.366 et 367, 355 n.1051, 518, 522-523, 565
- Pietro, baile vénitien de Constantinople: 506
- Bagdad: 502
- bail, contrat de: voir *pakton*

- baile: voir Pietro Badoer, Marco Minotto, Pietro Mocenigo, Bartolomeo Querini
- Balaban Bey, sancak bey de Menteşe: 307 n. 853; voir Deli Balaban Bey, Ince Balaban Bey
- Bâle, concile de: 391 n. 159
- Balik, seigneur bulgare de Karbona: 131 n. 39
- Balkans, péninsule Balkanique: 1-2, 4, 13, 34, 53, 56, 85, 99, 112, 114, 120, 123, 130, 135, 146, 149, 159, 173, 175, 185, 254, 259 n. 649, 268, 271-272, 276, 282-284, 290-293, 295, 301, 313, 338, 352, 355, 504 n. 667, 523, 534, 537-539
- Balsamôn, Manouël, *logothètès* du patriarcat et canoniste: 411
- Balšić, Eudokia, *basilissa* d'Épire: 101 n. 425
- banquier: 111-112, 185, 194 n. 336
- Bapheus, bataille: 432
- Barangos, Adam, juge général des Romains: 567
- Barbarènoi, compagnie de soldats: 41, 84, 212-213
- Barbarènos, patronyme paysan: 41 n. 149
- Bardalas, Iôannès, paysan de Lemnos: 466
- Bardalès, Léôn, *prôtasèkrètis*: 88 n. 356, 416 n. 275
- Barlaam de Seminara, dit le Calabrais, théologien: 566
- bash-haradj*, impôt de capitation ottoman: 459 n. 484; voir capitation
- Basile II, empereur: 58 n. 224, 67
- Basile III, grand prince de Moscou: 192 n. 326
- basilikon sékrèton*, tribunal impérial: 237-240, 330 n. 938, 417, 421-426, 567-568
- Basilikos, habitant de Zichna: 95 n. 391
- Basilikos, Nikèphoros, gouverneur de Melnik: 62
- Théophylaktos, géomètre: 410
- Théophylaktos, notaire impérial: 410 n. 241
- Basilikos Potamos, ruisseau: 23
- bas moules, gas mouloi*, marins: 334
- bas moullikè douleia*, service dans la marine de guerre: 166 n. 212
- Batatzès, famille: 69
- Iôannès: voir Jean III
- Iôannès, *prôtokynègos* puis *mégas strato-pédarchès*, recenseur: 47 n. 183, 69-70, 106 n. 436, 110 n. 459, 399 n. 184, 412 n. 248, 471
- Bayezid I^{er}, souverain des Ottomans: 1, 128 n. 21, 153-154, 268 n. 689, 271, 283-290, 293 n. 794, 301-313, 315-316, 319-320, 322-323, 328-329, 336, 338, 347, 351-353, 371-372, 441, 445, 452 n. 453, 460, 481, 484, 496, 498, 513-514, 517, 529, 537-538, 545
- Bayezid II, sultan ottoman: 158
- Belgrade: 166 n. 216, 355
- Beltzista, domaine dans la vallée de l'Angitès: 140, 195
- Berat, seigneur de: voir Mrška Zarković
- bérat*, acte ottoman: 338 n. 974
- Berbères: 41
- berger, bergerie: 346-348, 493 n. 626
- Bérilas, Basileios, pronoiaire: 74-77
- Bernarou, village sur le Strymon: 141, 526 n. 770
- Béroïôtès, Konstas, paysan de Drimosyrta: 175 n. 255
- Berroia, ville de Macédoine: 22-24, 61, 93-94, 105, 175, 203, 230-231, 236, 238-240, 301, 311, 342, 397, 469, 480, 544
- *doux*: voir Arsénikas
- métropolitite: voir Eustathios
- monastère du Prodrome: voir Prodrome
- Berroiôtès, Iôannès, paysan de Gomatou: 175 n. 255
- Bertiskos, montagne: 324 n. 906

- Bessarion, cardinal de l'Église romaine : 352, 376
- bestiarion*, trésor impérial : 157, 380-381
- bétail, cheptel, troupeau : 18, 20, 25, 46 n. 172, 105, 107, 114 n. 475, 205, 346-347, 463, 466, 469-471, 477 n. 541, 479, 485 n. 579, 493-494 ; voir berger, bœuf, *ennomion*, mouton
- Beyrouth : 503 n. 666
- bey*s : 127, 133-134, 201, 282, 357 ; voir Deli Balaban Bey, Evrenos Bey, Ghazi Ishak Bey, Hâdji Ilbegi, Ince Balaban Bey, Kara Halil, Lâlâ Şahîn, Pacha Yiğit Bey, Timurtash Bey
- bibarion*, vivier : 21 n. 46
- biens de l'Empereur, biens de la Couronne : 181-182, 331 n. 948 ; voir fisc
- bigla*, *bigliatikon* ou *apobiglis*, service du guet ou redevance correspondante : 165-166, 170-171, 399 n. 185, 464, 479
- Bileća, bataille : 283, 545
- Bithynie, région d'Asie Mineure : 18, 34 n. 111, 113, 139, 146, 328 n. 932, 462-463
- Bitola, ville de Macédoine : 282
- bive* (veuve), catégorie fiscale dans le système ottoman : 459, 463, 486 n. 585
- Blanche, mer : voir mer de Marmara
- Blaquie, région de Thessalie : 60 n. 230, 280 n. 734
- gouverneur : voir Iôannès Angélos
- Blasès, Dèmètrios, arpenteur : 411
- Blastarès, Matthaios, canoniste : 96
- Blatades, monastère de Thessalonique : 159, 162, 331 n. 948
- Blatès, Dôrothéos, métropolite de Thessalonique : 162, 217, 239, 241 n. 559
- Markos, moine : 162
- blé, froment : 25 n. 75, 28, 100 n. 414, 127, 153 n. 145, 261, 285 n. 763, 288, 320 n. 889, 345 n. 1012, 351, 476 n. 541, 494-497, 501, 503, 505-509, 511-517, 520-523, 528, 531
- Blemmydès, Nikèphoros, lettré : 434, 436
- Boccanegra, Ottobono, marchand génois : 507
- Ranieri, marchand génois : 507
- Bodéna, ville de Macédoine : 280
- Boditza, domaine du village de Sémalton : 19, 476-477
- Bodonitsa, marquisat et marquis de : 194 n. 337, 319-320 ; voir Giacomo Zorzi
- bœuf : 26-27, 46 n. 172, 107, 340 n. 985, 348-349, 351, 457, 463-464, 468-469, 471 n. 516, 477-478, 480, 485-486, 489 n. 598 ; voir bétail, *boïdatos*, *zeugaratos*
- boïdatos*, paysan possédant un bœuf : 26, 463, 473 n. 524, 485-486
- bois : 18-19, 157, 381, 502-503 ; voir *hylokopion*
- Bolbè, lac de Macédoine : 41, 221
- Boléron, thème : 127 n. 18
- Bon, Ermolao, marchand vénitien : 513
- Bondeniza*, *la* : voir Bodonitsa
- Boriskos, *agridion* sur le flanc du mont Pangée : 19
- Bosniaques : 283-284, 292 n. 788
- Bosphore : 34 n. 111, 93, 154 n. 151, 287, 289 n. 777, 317-318, 509, 525 n. 761 ; voir Détroits
- guerre et bataille du : 197 n. 357, 521
- Bostitza (Aigion), ville du Péloponnèse : 564-565
- gouverneur : voir Kônstantinos Palaialogos Kantakouzènos, Alexios Laskaris Philanthrôpènos
- Boucicaut, Jean Le Meingre dit, maréchal de France : 289
- Boulérènos, habitant de Drimosyrta : 176 n. 256
- Boulérènos, Iôannès, paysan thrace : 175
- Boullôtès, Dèmètrios, serviteur impérial et *déphensôr* du Mont Athos : 295 n. 801, 424 n. 317
- Bounaria, lieu-dit à Lemnos : 177 n. 265

Bounéada, terrains à Lemnos: 465, 495
 Bournia, baie de Lemnos: 157 n. 166
 Bragadin, Alvise, marchand vénitien: 513-514
 Branas, famille: 50
 — Komnènos, aristocrate: 187
 — Théodôros, gouverneur de Lemnos: 563
 Branković, famille serbe: 308 n. 857, 355; voir Djuradj Branković
 — Vuk: 283-284, 307-308
 — Mara, veuve du sultan Murad II: 308 n. 857
 Branos, chef d'une révolte paysanne: 50
 Bresnizza, domaine sur le bas Strymon: 236
 Bretagne, île (Grande-Bretagne): 155
 brigand, brigandage, pillard, bandit: 40, 49, 104-106, 111, 118, 347, 534; voir Tzimpanos
 Brousse (Prusias, Bursa): 281
 Bryai, village à Kalamaria: 117
 Bryennios, Iôannès Laskaris, recenseur: 367-368, 550
 — Iôannès Tzyrakès, recenseur: 390, 550
 — Iôsèph: 377 n. 80, 453
 — Léontarès, *déphensôr* et gouverneur de Sélymbria: 424-425, 565
 — Makarios Laskaris, pronôiaire: 300-302, 337
 Brysis, village du Péloponnèse: 163
 — gouverneur: voir Andronikos Gémistos, Géorgios Gémistos (Pléthon)
 Buda, ville de Hongrie: 130, 255
 Bulgarie, Bulgares: 1, 13, 34, 38, 56, 62, 87, 90, 119, 128-132, 146, 148, 152, 183, 196, 260, 271-272, 282-283, 290, 363, 506-507, 534, 537, 539, 543, 548
 — tsar: voir Ivan Alexandre, Ivan Šišman, Konstantin Tich
 Buondelmonti, Cristoforo, prêtre et voyageur: 158

— Esau, despote et souverain d'Épire: 101 n. 425, 281
 — Giorgio: voir Giourgès Izaoul
 Bûrak (identifié à Evrenosoghlu Barak), dirige le siège ottoman de Thessalonique: 354 n. 1046
 Byzance, Empire byzantin: *passim*
 Byziôtès, Géorgios, fonctionnaire patriarcal: 411

— C —

cadastre: 253, 362-363, 366-367, 369, 374, 379, 389-390, 392, 403 n. 205, 413, 465, 474 n. 531, 535; voir Radolibos, recenseur
 Caffa (Feodossia), ville de Crimée: 28 n. 89, 108, 198 n. 358, 513, 516 n. 710
 Calamarea: 317-319; voir Kalamaria
 Caloianni, Chaloïanni: voir Jean V, Jean VII
 Caloneyro: voir Kalon Néron
 Camali, port non identifié: 514-515
camara imperii: voir entrepôt d'État
 Çamurlu, bataille: 352, 546
 canal (*agôgos*, *hydragôgos*, *kanalos*): 20-21, 23-24, 162 n. 195, 342-343
 Candie (Hèrakleion), ville de Crète: 4 n. 4
 canons ecclésiastiques, droit canonique: 64, 245-246, 250 n. 607, 435 n. 356, 442
 Cantacuzène: voir Kantakouzènos
 Capin, Stamis, de la Canée: 210 n. 411
 capitation: 292, 459-460, 463, 484, 487, 489; voir *bash-haradj*, *képhalatikion*
caricatoria frumenti, ports de chargement du blé: 515, 520
 Carlo I^{er} Tocco, despote, comte de Céphalonie: 386
 Caroldo, Gian Jacopo, historien vénitien: 229, 264
 Caspienne, mer: 502 n. 663

- Catalans : 503, 509, 526 n.766 ; voir
compagnie catalane, Ferrán d'Aunés,
Joan de Peralta
- Cathay : 502 n.663
- Cavalaropulus* : voir Kaballaropoulos
- cavalerie, cavalier : 42, 47 n.180, 276
n.712, 281 ; voir chevalier
- čelnik* : voir Radoslav Sampias
- cénobitisme : 192
- Cesarini, Giuliano, cardinal et légat
pontifical : 355
- Chagérès, Manouël, recenseur : 83-84
- Chalcédoine (Kadıköy), ville de Mésothynie
— métropolitain : voir Gabriël de Thessa-
lonique
- Chalcidique : 19, 25, 33, 41, 82-83,
90-91, 109, 115-116, 135 n.60, 141,
150, 175 n.249, 211, 214, 221, 236,
265, 299 n.820, 305, 318, 324, 326,
329, 333, 340 n.981, 354 n.1046,
370, 400, 407, 410, 420, 428 n.341,
468, 470, 475, 481, 489 n.599, 492,
515, 550, 561 ; voir Kalamaria
- Chalkéôs, Dèmètrios, paysan : 458
- Chalkokondylès, Laonikos, historien : 7,
124, 224 n.480, 226 n.489, 231
n.514, 268 n.689, 275 n.707, 278,
316-318, 372, 378 n.83, 446
- Chamaéτος, Iôannès : voir Iôannès
Chamaéτος Koutalès
- chameau : 46 n.172
- champ : voir gè
- chancellerie
— impériale : 92, 138, 222 n.476, 325-
326, 372-373, 398 n.181, 410, 413,
429 n.342, 447-448
— patriarcale : voir Constantinople
— serbe : 96
— de Thessalonique : voir Thessalonique
- Chantax, village : 140-141, 400 n.191, 561
- Chaoulè, terre à Lemnos : 178-179, 380-
382, 404, 412, 479, 482 n.572
- charatzin* : voir *haradj*
- charî'a*, loi islamique : 271, 291-292
- charistikè*, caractéristique : 20, 74, 441 n.393
- Châriton, higoumène de Kutlumus : 5 n.8
- Charseianitès, Iôannès : 338 n.975
- Charseianitès, monastère de : voir Néa
Péribleptos
- Chatzilalas, paysan : 181 n.285
- chasse : 200 n.372, 438 ; voir chien
- Cheilas, Iôannès Doukas Prinkèps, recen-
seur : 172 n.240, 370, 412, 550
- cheval, jument : 46 n.172, 464, 466-467
- chevalier : 200 ; voir cavalerie, Hospitaliers
- chien de chasse : 196, 277
- Chilandar, monastère de l'Athos : 33, 92-
94, 97 n.401, 100 n.415, 136-142,
144-145, 166 n.212, 214 n.426, 237,
410, 427, 491 n.609 ; voir Antônios
de Chilandar, Dôrothéos de Chilandar
- Chinazzo, Daniele di, chroniqueur : 264,
272 n.694
- Chioggia : 263 n.670
— guerre de : 4 n.4, 263-264, 544
- Chios de Libye, le faux (personnage cité
par Mazaris) : 325
- Chios, île de l'Égée : 35, 175 n.250, 198
n.362, 501 n.660, 505, 514-515,
517 n.715
— Mahone : 289 n.775, 316 n.875
- Chirandronico*, *Chirandronicus* : voir
Andronic IV
- choiroprobaton*, impôt sur le bétail : 493
n.625
- Chôniatès, Manouël, *prôtonotarios* : 411
— Michaël, métropolitain d'Athènes et
épistolier : 433
— Nikètas, historien : 74 n.301
- chôra*, territoire : 114 n.475, 397
- Chôra, monastère du Saint-Sauveur de :
293 n.794
- chôrion*, village : 114, 480-482 ; voir
palaiochôrion
- Chortaïtès, monastère et forteresse près
de Thessalonique : 161-162, 278

- bataille: 278, 300 n. 823, 544
- Chortasménos, Iôannès, lettré et épistolier: 7 n. 19, 375-377, 452 n. 454, 565, 568
- Chortiatès, mont: 161-162
- Choumnaina, Eirènè Palaiologina: 97 n. 402
- Choumnos, Géorgios, *mégas stratopédarchès*: 47, 52
- Makarios, aristocrate et moine: 6, 280 n. 735
- Nikèphoros, *mésazôn* d'Andronic II: 48 n. 188, 63, 97 n. 402, 200, 344, 414 n. 259, 448 n. 433, 452
- Chrelja, seigneur serbe, *prôtosébastos*: 46 n. 173, 62, 97 n. 401, 110 n. 459
- Christ Philanthrope, monastère de Constantinople: 568
- Christ Sauveur de Latomou, monastère de Thessalonique: 239-240
- Christodoulos, moine, fondateur du monastère de Patmos: 81
- Christoupolis (Kavala), ville de Thrace: 33 n. 107, 37 n. 131, 118, 145-147, 187-189, 195, 209 n. 405, 326 n. 921, 331, 365 n. 13, 402
- *képhalè*: 400 n. 191
- métropolitaine: voir Pétros
- seigneur: voir Alexioi
- thème: voir Serrès et Christoupolis
- Chrysobergès (de), terre à Lemnos: 178
- Maximos, moine: 200 n. 368
- chrysoboullon*, chrysobulle, charte impériale: 22, 24, 35, 41, 61, 65 n. 252 et 253, 74, 79 n. 326, 89, 91, 93 n. 380, 95-99, 102-103, 109-110, 129 n. 30, 134-135, 137-141, 145-147, 156, 163-165, 169-171, 177, 179 n. 276, 212, 222-230, 232 n. 519, 235, 238-239, 241, 245, 326 n. 918, 330-331, 337, 340, 347-349, 364 n. 10, 367-369, 372-375, 378 n. 83, 380, 386, 396 n. 172, 398 n. 180, 438, 440 n. 385, 447-448, 450-452, 476, 483 n. 577, 493 n. 627, 498, 531, 548, 552, 564
- Chrysoképhalos, juge général des Romains: 568, 421
- Makarios, métropolitaine de Philadelphie, juge général des Romains: 566
- Matthaios: 406 n. 216
- Chrysolôras, Dèmètrios, *mésazôn* impérial: 402, 452-453
- Manouèl, lettré et ambassadeur: 377, 379 n. 86, 454 n. 461
- Chrysos, *prôtostratôr*: 265
- Chrysoupolis, ville de Thrace: 136 n. 63, 138-142, 144-147, 183, 189, 194-195, 561
- Chypre: 155, 209, 257 n. 642
- roi: 197 n. 354
- cire: 502, 516 n. 710
- Clarentza, ville du Péloponnèse: 386, 546
- Clavijo, Ruy González de, ambassadeur castillan: 153-154
- Clazomènes (Klazoménai, Urla), ville d'Asie Mineure: 41; voir Klazoménitai (soldats)
- climat: 18, 26, 32-33, 167, 346, 534
- Code rural*: voir *Nomos géorgikos*
- co-empereur: voir empereur associé
- communes italiennes: 504-508; voir Gênes, Venise, Péra, Trévise
- Comnènes (Komnènoi), dynastie: 15-16, 31 n. 98, 58-59, 63-64, 67, 69, 71, 74 n. 300, 78, 85, 181 n. 288, 199 n. 367, 441 n. 393, 443, 448, 504, 533; voir Komnènos
- commémoration: 192, 215
- compagnie de soldats: 36, 42, 164 n. 202, 244, 267; voir Achyraïtai, Alexioi, Barbarènoi, compagnie catalane, compagnie navarraise, Crétois, Klazoménitai
- compagnie catalane: 33, 36, 42 n. 154, 105-106, 131 n. 38, 319 n. 887, 494 n. 631, 507-508, 511
- compagnie navarraise: 275-276, 282
- confiscation des propriétés aristocratiques: 1, 15, 17, 35, 43, 46 n. 172, 73, 87-102, 106, 110-111, 119, 167,

185-186, 193, 200, 213, 241, 253, 330 n.941, 332, 443, 534
 confiscation des biens monastiques et ecclésiastiques: 73, 79-84, 102-103, 142, 176-179, 202, 213, 242-251, 266, 279, 333-335, 380, 389, 441-443, 482 n.469, 531, 536, 605
 — par les Ottomans: 299-300, 303, 305-308, 313, 332-334, 481, 484, 498, 500 n.653, 537
 Constantin XI Palaiologos, empereur: 158 n.172, 163 n.202, 198 n.361, 354-356, 362, 386-387, 390-392, 398 n.180, 528, 547, 551, 563-565, 570
 Constantinople: *passim*
 — approvisionnement, ravitaillement: 36, 288, 345-346, 364 n.8, 496, 502 n.662, 506-508, 511, 515 n.707
 — assiégée par Bayezid I^{er}: 1, 111, 153, 166, 271, 287-289, 303-305, 315, 345, 371, 373, 441, 529, 545
 — assiégée par Murad II: 353-354, 383 n.112, 546
 — assiégée par Musa: 352, 405, 545
 — baile vénitien: 255 n.633, 527; voir Pietro Badoer, Marco Minotto
 — banlieue: voir Parapolia
 — centre économique: 28, 163 n.200, 199, 288, 345 n.1012, 396 n.172, 499-500, 502-510, 515-516, 518, 521-522, 524-525, 527, 529, 538; voir hyperpre de Constantinople
 — chute: 1, 3, 128 n.21, 148-149, 151, 293 n.792, 346 n.1013, 355-356, 387 n.134, 392, 414, 455, 528, 547, 565
 — communauté génoise: 503-505, 509-510
 — communauté vénitienne: 255 n.633, 503, 508-509, 521-522, 525, 527-528
 — conquête et occupation latines: 2, 14 n.7, 35, 56, 71, 432, 500, 502
 — gouverneur (*képhalè*): 400-401, 560 n.1; voir Géorgios Synadènos Astras,

Géorgios Choumnos, Joan de Peralta, Kinnamos, Bryennios Léontarès, Dèmètrios Palaiologos Métochitès
 — habitants, opinion publique et agitation urbaine: 38, 47, 52, 65 n.254, 166, 194 n.339, 198 n.358, 201 n.373, 258-262, 265, 268-269, 277, 288, 325, 361, 392, 433, 435 n.359, 439, 443, 453, 507
 — Hippodrome: 361
 — menacée par Tamerlan: 378 n.83
 — monastères: 191 n.320, 262, 340; voir Charsianeitès, Chôra, Christ Philanthrope Magistros, Saint-Georges des Manges, Pantokrâtor, Prodrome de Pétra, Théotokos Psychosôstria, Xanthopouloi
 — murailles, remparts, fortifications: 152-153, 347, 453
 — patriarcat et tribunal patriarcal: 80, 145 n.115, 216-217, 240 n.556, 245, 250 n.607, 258, 295, 311, 313, 411, 568; voir registre patriarcal
 — patriarche: 6, 435; voir Antônios IV, Arsénios, Euthymios II, Gennadios II, Iôannès XII, Iôannès XIII, Iôannès XIV, Iôsèph II, Kallistos I^{er}, Kallistos II, Makarios, Neilos, Philothéos I^{er}
 — Porte Dorée: 153 n.145, 262, 285
 — prise par Michel VIII: 2, 15, 53, 57, 68 n.269, 85, 414, 502, 504-505
 conversion au catholicisme: 200, 223 n.480, 255-256, 365 n.14, 543
 — à l'islam 292, 328 n.932
 copiste: 139, 222, 390; voir Iôasaph, Dèmètrios Pépagôménos
 Corinthe: 289 n.779, 350, 377
 — golfe: 386
 — gouverneur: voir Dèmètrios Asanès, Iôannès Palaiologos Kantakouzènos
 — isthme: 163, 349-350, 383 n.114, 431, 443; voir Hexamilion
 — seigneur: voir Nerio Acciaiuoli

Corne d'Or: 153, 503, 515 n. 707
 Corner, Pietro, provéditeur vénitien: 263 n. 667
 Coron (Korônè), ville de Messénie: 194, 209, 289 n. 779, 500 n. 652
 — châtelain: voir Vittore Pisani
 — évêché: 386
 — habitant: voir Kalos *Sumarii*
 Coronelli, Vincenzo, cartographe vénitien: 158
 corvée: 55, 77 n. 317, 79 n. 325, 105 n. 433, 118, 163, 166, 440, 479
Cotolo: voir Koutoulos
 Coumans: 39 n. 136, 74 n. 300, 169
 cour impériale: 51, 74, 79, 101 n. 425, 108, 160 n. 187, 186, 196-197, 234-235, 260, 286, 294 n. 794, 326, 361-362, 365 n. 16, 369, 399 n. 185, 402, 405, 437-438, 447, 449, 453, 536
 Covel, John, voyageur anglais: 152
 Crète, Crétois: 28, 33, 41-42, 172 n. 238, 197-198, 289 n. 779, 316 n. 874, 500-501, 503, 505, 519 n. 726; voir hyperpre de Crète
 Crétois, Krètikoi, compagnie de soldats: 41-42
 Crimée: 503
 Cristoforo da Piacenza, procureur mantouan à Avignon: 257 n. 641
 croisade, croisé: 128-131, 133, 182, 256, 288, 308 n. 855, 351, 355, 357, 373, 545, 547; voir Amédée VI, Quatrième croisade
 cuir: 518
 Cyriaque d'Ancône: 563, 565-566

— D —

Dadas, famille: 344
 Dalle Carceri, Nicolò III, duc de l'Archipel: 211 n. 416
 Damianos, moine de l'Athos: 352 n. 1035, 383 n. 116, 445-446
 Daneion, port de la Marmara: 273, 514

Danilo II, higoumène de Chilandar puis archevêque: 33, 100 n. 416, 143, 259 n. 648 et 650
 Danube, fleuve: 123, 288, 355, 373, 503, 516 n. 710
 Dardanelles: 123, 274, 287, 290, 514; voir Abydos
 Darduino, Pietro, *comite* sur la galère de Négrepont: 210 n. 411
 David, moine de l'Athos: 352 n. 1035, 383 n. 116, 445-446
 Déblitzènè, Maria, veuve de Manouèl Déblitzènos: 300 n. 823, 330 n. 938
 — Théodôra, fille de Manouèl Déblitzènos: 330 n. 938
 Déblitzènos, famille: 187
 — Dèmètrios, pronotaire: 52 n. 205
 — Manouèl, pronotaire: 190 n. 316 et 317, 278 n. 726, 300 n. 823, 330 n. 938, 332 n. 949
 défrichements: voir *ékleiômata*
 Dejanović, Konstantin, despote: 207, 286
dékateia, *dékatos*, dîme: 165, 339 n. 973, 341, 460, 484, 488-491, 493; voir *ennomion*, *mélissoennomion*, *mortè*, *pakton*
dékaton oinou, impôt sur le vin: voir *kapèliatikon*
 Deli Balaban Bey: 307
dèmagôgos, agitateur politique: 49
 Dèmanos, Dèmètrios, paysan: 486 n. 588
 Dèmètoka, ville de Mysie: 231 n. 514
 Dèmètrios, fils du paysan Iôannès: 458
 Dèmètrios, *gambros* de Stéphanos, paysan: 458
dèmos, peuple: 43-44, 46, 48-51, 104 n. 431, 147 n. 121
dèmosieusa gè, terre fiscale: 83
dèmosion, *dèmosios*, fisc: 80, 413
 Denys l'Aréopagite (pseudo-): 205 n. 384
déphensôr: 424-425; voir Isaakios Asanès, Dèmètrios Boullôtès, Léontarès Bryennios, Strabonitès Doukas, Alexandros Laskaris, Phakrasès

- Derkos (Durusu), ville de Thrace: 354 n. 1051
- Dermokaitès, Géorgios Palaiologos, gouverneur d'Imbros: 563
- Théophylaktos, *parakoimoménos* et juge général des Romains: 419-420, 426, 566-567
- dèsis*, dérivation de l'eau: 343
- despotat, dignité de despote: 226
- despotaton*, despotat, territoire gouverné par un despote: 61, 384
- despotikon*, bien en pleine propriété: 82
- Détroits: 36, 38, 134, 204 n. 382, 230, 234, 254, 257-258, 260, 274, 282, 355; voir Bosphore, Dardanelles
- dette: 91-92, 111, 185, 252 n. 625, 262, 445
- dévaluation monétaire: 27 n. 83, 30, 488
- devshirme*: 303-304
- dhimmi*: 292 n. 788, 459
- Diabolokampos, domaine de Chalcidique: 83-84, 515
- diakonia*: 190 n. 311; voir *adelphaton*
- Didymotique: 37, 45-47, 87-88, 104-105, 127 n. 18, 133, 150-151, 543
- monastère du Pantokratôr: voir Pantokratôr
- diermèneutès*, interprète officiel de la cour: 197 n. 354; voir Alexios Laskaris, Nikolaos Notaras
- dikaiô*, représentant: 83 n. 340
- dikaion krisimographon*, acte délivré par les juges généraux des Romains: 424 n. 315
- dikaiophylax* de la Grande Église: voir Grégorios Kleidas
- dîme: voir *dékateia*
- dioikètès*: voir Manouël, *mégas dioikètès*
- Dionysiou, autre nom du village de Katakalè: 331
- Dionysiou, monastère de l'Athos: 5, 180, 192 n. 326, 318 n. 886, 330-332, 340-341, 349, 390, 406, 408, 465-466, 491-492, 495, 562
- Diplobatatzès, Dèmètrios, serviteur du despote Dèmètrios Palaiologos: 391
- Géorgios, gouverneur de Lemnos (?): 392
- Théodôros, aristocrate: 190-191
- Disypatos, recenseur: 370 n. 42, 550
- Kônstantinos, patron de navire: 516 n. 710
- Djandarides (Kastamonou), émirat des: 287, 354 n. 1045
- djizya*, impôt ottoman: 292 n. 788
- Djuradj Branković, prince de Serbie, despote: 307-308
- Dobrobikeia, hameau près du mont Pangée: 116
- Dobrotitza, seigneur bulgare, despote: 131-132, 148, 321, 543
- Dobroudja (Deliorman): 129 n. 28, 321-322
- Docheiariou, monastère de l'Athos: 19, 83-84, 116, 135 n. 60, 173, 179-180, 190 n. 316 et 317, 212-221, 235, 240, 245-247, 252 n. 624, 324, 330 n. 938, 332 n. 950, 335 n. 966, 465-466, 470, 475, 485, 491-492, 515, 552, 561
- Dodécanèse: 35
- domaine: voir *agridion*, *proasteion*
- domestikos tôn scholôn*: voir TzAMPLAKÔN
- Don, fleuve: 502 n. 663
- donation, donateur: 5, 23, 31-32, 72, 78, 80-83, 91, 93 n. 380, 97, 107, 109, 116, 137, 140, 155-156, 164-165, 177-179, 188, 190-192, 194-195, 203, 215, 217-218, 221, 236, 238-239, 241 n. 559, 243-244, 252-253, 265-266, 271, 280 n. 735 et 736, 302, 306-307, 309 n. 858 et 861, 328-330, 332, 334, 336-337, 340-341, 364 n. 12, 367 n. 24, 374, 381, 388, 391, 393, 407-408, 423 n. 308, 428 n. 341, 436, 448 n. 435, 491-492, 495, 497 n. 649, 538, 560, 562-563

dôréa: 74; voir donation
 Dormition de la Vierge, monastère de
 Iôannina: voir Archimandreion
 Dôrothéos, métropolit de Thessalonique:
 voir Dôrothéos Blatès
 Dôrothéos de Chilandar, *prôtos* de l'Athos:
 136 n. 61
 dot: 23, 91, 129, 180 n. 284, 187-189,
 214, 300 n. 823, 329, 470
 Doukas, famille: 35, 83 n. 342
 — historien: 7, 124, 272-273, 289 n. 778,
 302, 316-322, 517
 — Andronikos, *prôtobestiaritès*, cousin de
 Michel VII: 72 n. 292
 — Géôrgios, *oikeios*: voir Géôrgios
 Tzykandylès
 — Iôannès Angélos, seigneur de Thessalie
 et *sébastokratôr*: 57
 — Iôannès, *prôtobestiaritès*: voir Iôannès
 Doukas Apokaukos
 — Strabonitès, *déphensôr*: 424 n. 317
 — Théodôros Komnénos, empereur:
 voir Théodôros
douleia, service: 65 n. 252, 67 n. 265, 166
 n. 212; voir *bas moulikè douleia*, corvée
doulika zeugaria: voir *zeugarion*
douloparoikos: 472, 474 n. 530; voir
 parèque
doulos, serviteur: 63, 97 n. 404, 196, 212
 n. 420, 237 n. 541, 395, 419
doux: 67-68, 396, 398, 412; voir *mégas*
doux, Arsénikas, Iôannès Kontosté-
 phanos, Raoul
 Dragaš, Jovan, seigneur serbe: 309 n. 858
 Drama: 137, 175, 413, 477
 — métropolit: voir Xylochartès
 — *prokathèménos*: voir Léôn Kalognomos
 — seigneur: voir Vojhna
 Dramiôtès, Géôrgios, paysan: 175
 Draperio, famille: 515 n. 709
 — Iane, habitant de Péra: 513-515
 — Luchino, habitant de Péra: 512
 n. 692

Drimys, Iôannès, pronoïaire et conspira-
 teur: 36 n. 128
 droit canonique: voir canons ecclésiastiques
 droit coutumier: 271, 292
 droit de pâturage: 77; voir *ennomion*
 droit romain: 310
 Drymosyrta, village de Chalcidique: 175-
 176, 458 n. 477, 491 n. 608
 Dubrovnik: voir Raguse
dynatos, puissant: 15-16, 43-44, 46, 51
 n. 201, 88, 100 n. 419, 112

— E —

Ébros, fleuve: voir Maritza
 échelle maritime: voir port
 Échinades, îles: 386
 économe: voir *oikonomos*
 Édesse: 93-94, 100
 Égée, mer: 6, 146, 158, 202, 209-210,
 374, 506, 508, 514 n. 703, 523
 — îles: 1, 34, 56, 93 n. 382, 114, 127,
 154, 167-169, 173-176, 274, 315,
 345 n. 1009, 371, 373, 387 n. 134,
 420, 500-501, 511, 537, 562
 Église byzantine: 15-16, 35, 63-64, 66,
 80-81, 84, 136, 143 n. 103 et 104,
 145, 162, 185, 193, 240 n. 556 et
 557, 244-247, 250 n. 607, 256, 258-
 259, 279, 295 n. 802, 313, 332, 339
 n. 978, 365-366, 381 n. 100, 386
 n. 130, 405 n. 212, 435, 440-441,
 451 n. 447, 487
 Église catholique romaine: 255, 352
 Église serbe: 136, 143 n. 103, 145, 240
 n. 557, 258-259; voir patriarcat de Péc
 Égypte: 381, 517-518
 — sultan: 287
 Eirènè (Yolande) de Montferrat, impéra-
 trice: 59-60
 Eirènè Gattilusio, impératrice: 491 n. 608
 Eirènè, épouse du paysan Géôrgios
 Kamarôménos: 467

- Eirènè, épouse du paysan Géôrgios Kammytzoboukkès: 469
- Eirènè, épouse du paysan Géôrgios Tzernouchos: 470
- Eirènè, épouse du paysan Iôannès: 458
- ékleiômata*, défrichements: 18-19, 22-23, 72
- Éladiaba, village: 81 n. 331, 175-176, 333 n. 951, 481-482
- Éladikos, mont à Lemnos: 478
- Éléousa, monastère près de Strumica: 172 n. 239
- élevage: 169 n. 225, 345-347, 493-494, 537
- éleuthéros*, « libre » (catégorie de paysans): 472-475
- émeute: 44, 48-49, 51, 87, 104 n. 431, 205, 433; voir révolte
- émigration, émigré: 30, 34, 36, 41-42, 48, 169, 277 n. 719
- Émirat puis Empire ottoman: 34 n. 115, 271-272, 278, 292, 297 n. 810, 301, 303-305, 315-316, 322-323, 347, 353-354, 356, 460, 462-463, 490, 514, 516-517, 537-539
- empereur: 3, 14, 16, 43 n. 161, 59 n. 225, 61, 63-66, 68-69, 74, 78-80, 84-85, 96 n. 395, 119, 147, 149, 182-183, 227, 244-246, 268, 317, 333, 361-362, 366, 384, 395-396, 399, 401, 403, 413-414, 425, 429, 432, 434, 436-438, 440, 451-452, 454, 491, 605
- empereur associé, co-empereur: 35, 40, 59-61, 65-66, 93, 125, 182, 221 n. 472, 224-225, 227, 229, 235, 273, 284, 353-354, 361, 364 n. 10, 384, 388, 536, 544
- empereur des Serbes et des Romains: 85, 96 n. 395
- Empire latin de Romanie: 502
- Empire romain
- au sens d'Empire byzantin: 1, 105, 114, 358
- tardif, Bas-Empire: 159, 182
- Empire serbe: voir Serbie
- emporion*, ville basse: 157
- endoxotatos*, épithète honorifique: 137 n. 69
- Èndreiôménos, Pétros, *mégas chartophylax* de la métropole de Thessalonique: 344 n. 1005
- énergôn*, collecteur de taxes: 403 n. 205; voir recenseur
- engraphos paradosis*, acte de mise en possession: 492
- Ennéakosia (Küçükçekmece), ville de Thrace: 133, 196 n. 352
- ennomion*, taxe sur le bétail: 165 n. 208, 493-494; voir *mélissoennomion*
- entaltèrion prostagma*, acte de nomination: 69 n. 276
- entrepôts (*kapèlion* ou *oinopôleion*): 153, 437, 505-507, 515 n. 707, 519-520, 527
- d'État: 437, 506
- Enveri, historien ottoman: 105
- Épanô ou Épanôtou: voir Saint-Georges de Skyros
- Épanô Antigoneia, village à Kalamaria: 90
- éparchie: 397 n. 172
- épèreiai*, impôts supplémentaires: 494
- Éphèse, métropolite: voir Iôasaph
- Éphestia, ancienne cité de Lemnos: 157
- Épibatai, forteresse près de Sélymbria: 40, 117, 125-127, 150, 275 n. 709, 543
- épibôlè*, formule de calcul de la valeur fiscale des terres: 81
- épidosis*, commende épiscopale: 312
- Épire: 56-58, 61, 90 n. 370, 101, 127, 175, 186 n. 296, 290
- seigneur: voir Michaël, Nikèphoros I^{er} Angélos, Nikèphoros II
- épiskepsis*, domaine fiscal: 82 n. 336, 180
- épi tès trapèzes*: 9; voir Géôrgios Choumnos, Stéphanos Radénos
- épi tôn anamnèséôn*: voir Spingès
- épitropos*, gouverneur: 60, 127 n. 19

Éras (Serrès ?): 202-203
ergastèria sardamarika, épicerie: 344 n. 1007
 Erzerum (Théodosioupolis), ville d'Anatolie orientale: 502 n. 663
 esclave: 33, 168, 225, 518
 Eskammatisménos, Manouël, gouverneur de Lemnos, puis de Thessalonique: 402, 561-562
 Esphigménou, monastère de l'Athos: 191 n. 319, 299-300, 336 n. 967, 415, 417
 États latins d'Orient: 500, 517
 Étienne Uroš II Milutin, roi de Serbie: 435 n. 356
 Étienne Uroš IV Dušan, roi de Serbie, puis empereur: 13 n. 1 et 5, 85, 88 n. 357, 91-103, 109-110, 127 n. 19, 129 n. 24, 134-135, 137-138, 140, 143-145, 185, 207, 210 n. 415, 212 n. 422, 214, 241 n. 559, 253, 290, 400 n. 192, 428-429, 477 n. 541, 488 n. 594, 543
 Étienne Uroš V, empereur de Serbie: 99, 135, 137, 141
 Eubée, île de l'Égée: 165 n. 211, 194, 198, 209-210, 277 n. 719, 383 n. 114
 Eudaimonoiôannès, famille: 198 n. 358
 — *mésazôn*: 198 n. 358
 — *prôtostratôr*: 194 n. 338
 — Dèmètrios Komnènòs, juge général à Serrès: 427-428
 — Iôannès: 513
 — Michaël, bourgeois de Constantinople: 198 n. 358
 Eudokimos, Géorgios, locataire à Constantinople: 166, 441
 Eugène IV, pape: 391 n. 159, 406 n. 218
 Eugénia (Milica), moniale, veuve du prince Lazar Hrebeljanović: 166 n. 216, 283, 308, 313
 Eugénia, moniale: 423 n. 308
 Eugénikos, Iôannès: 376
 Euphrate, fleuve: 301

Europe: 7 n. 18, 13 n. 4, 25, 35-36, 38-43, 46, 63, 87, 123, 132-133, 140, 146, 182, 225, 230, 257-258, 260, 269, 278, 282, 286-287, 292, 303-304, 309-311, 313, 315-316, 352, 357, 431-432, 490, 499, 510, 517, 528, 535-536, 538
 — occidentale: 2, 13, 17, 27, 56, 59, 71-72, 104, 114, 316 n. 875, 431, 499, 512, 533, 546
 Eustathios, métropolitain de Berroia: 375, 420-422, 568
 Euthymios II, patriarche de Constantinople: 377-378, 444
 Euthymios de Tirnovo, patriarche de Bulgarie: 370
eutychestatos, épithète honorifique: 137 n. 69
 évêché, évêque: 80, 84, 247 n. 591, 415-416, 422, 568; voir métropolitain
 Evrenos Bey: 133-134, 278 n. 723, 281-282, 286, 307, 320 n. 890, 323 n. 905, 351 n. 1032, 545
 Evrenosoghlu Barak: 354 n. 1046
exadelphos, cousin: 197 n. 353, 381 n. 99, 562
 Exakoustos, Grégorios, propriétaire à Gallipoli: 310 n. 861
exaleimma, tenure en déshérence: 107, 168 n. 222, 177
 exarque: voir Théophylaktos Basilikos
 — patriarcal: 295-296, 311-313; voir Athanasios, Nathanaël
Eximiglia: voir Hexamilion
exisôtès, péréquateur: 408
exkouseia, exemption fiscale: 71-74
exônèsis, préemption par l'État d'une part de la récolte: 496
 Extrême-Orient: 499, 502-503

— F —

Facciolati, Andrea: voir Andréas Phakiolatos
 Fadrique de Aragón, famille des comtes de Salôna: 319

— Alfonso, gouverneur du duché d'Athènes: 319 n. 887

— Boniface, fils du seigneur de Salôna: 211 n. 416

famille impériale: 2, 15, 46, 59, 85, 111 n. 464, 119, 126 n. 10, 182 n. 293, 185, 197 n. 354, 282, 287, 289 n. 779, 346, 378 n. 83, 389, 432, 447, 451, 531; voir Palaiologos

faux document: 92, 137-138, 141, 163 n. 200, 220, 240-241, 252, 337 n. 970, 367-368

Fedini, Brancatio di Michele, Florentin: 552

féodalité, féodalisme, féodalisation: 55-56, 71, 395-396, 473

Ferdinand I^{er}, roi d'Aragon: 382-383

ferme: 19, 24, 114 n. 477, 123, 179, 183, 480, 482-483; voir *agridion*, *kathédra*, *proasteion*, *zeugèlateion*

Ferrán d'Aunés, Catalan et amiral byzantin: 433 n. 348

Ferrare-Florence, concile de: 372 n. 54, 391 n. 158, 427, 547, 569; voir Union des Églises

feu, foyer: 19, 24 n. 64, 26, 29-30, 171, 334 n. 960, 408, 457-458, 463-464, 466-468, 470-471, 476 n. 539, 481 n. 566, 484-490; voir *hane*

Florence, Florentin: 281 n. 742, 391 n. 159, 427, 547, 552; voir Acciaiuoli, Buondelmonti, Fedini

— concile de: voir concile de Ferrare-Florence

flotte byzantine: 45, 52, 63, 138, 145 n. 111, 147, 165 n. 212, 231, 285, 334, 380, 497-498, 509, 545; voir *bas moules*, *prosalentai*

foire: voir marché

fondateur (d'une institution monastique): voir *ktètôr*

forêt, *longos*: 18, 23-24, 114 n. 475, 316 n. 874

forteresse, fortification: voir *Hexamilion*, *kastron*, *kastellion*, *phrourion*, *pyrgos*

Foscolo, famille: 325 n. 913

— Andrea: 325 n. 913

— Francesco: 325 n. 913

— Nicolò: 325 n. 913

Fossati, Gaspere et Giuseppe, architectes suisses: 151 n. 133

fourrure: 502

France: 58, 222 n. 473

Frédéric III d'Aragon, roi de Sicile: 319 n. 887

froment: voir blé

— G —

Gabalas, Iôannès, prôtosébastos: 47

Gabras, propriétaire: 330 n. 941

— Iôannès: 238-239

— Michaël, épistolier: 51 n. 200, 111

Gabriël, higoumène de l'Archimandreion puis métropolite de Iôannina: 280

Gabriël, métropolite de Chalcédoine puis de Thessalonique: 293-294, 309, 312 n. 870, 336-337

Gabrièlopoulos, Stéphanos, *sébastokratôr*: 60 n. 230

Galata: voir Péra

Galaxidi, ville de Phocide: 320

Galèsion, mont et monastère: 35

Galikos, fleuve de Macédoine: 21 n. 52, 136 n. 62, 188, 317-318, 428 n. 341

Gallipoli (Gelibolu), ville de Thrace: 13 n. 4, 33, 38, 123, 127, 129, 131-134, 149-150, 183, 201 n. 374, 204 n. 382, 230, 254, 257-263, 267 n. 688, 272, 282, 287, 290 n. 783, 310 n. 861, 316-317, 322, 353, 357, 522, 534, 536, 543-544, 546, 548

— traité de: 153, 319 n. 889

gambros, parent par alliance: 336 n. 969, 389, 401 n. 196, 404, 458, 470, 476 n. 539, 562

gasmouloi: voir *bas moules*

Gattilusio, famille: 148-149, 387, 547

— Eirènè: voir Eirènè, impératrice

— Francesco I^{er}, seigneur de Mytilène: 38, 125 n. 8, 148-149, 234, 380 n. 95

— Francesco II, seigneur de Mytilène: 281, 323, 380 n. 95

— Giorgio, seigneur de Thasos: 380

— Niccolò, seigneur d'Ainos: 148 n. 126, 274 n. 703

— Palamede, seigneur d'Ainos, d'Imbros et de Samothrace: 387 n. 134

Gazès, Dèmètrios: 193 n. 331

— Paulos, recenseur: 173, 247 n. 590, 324, 334 n. 958, 379, 403-404, 407, 411, 467, 481, 485 n. 578, 492, 497, 550

gazi, guerrier turc: 291

gè, terre au sens de bien foncier: 480, 482 n. 570; voir *démosieusa gè*, *ktètorikè gè*

Gémistos, Andronikos, gouverneur de Brysis: 564

— Dèmètrios, gouverneur de Phanarion: 564

— Dèmètrios, *mégas sakellarios* de la Grande Église: 423 n. 308 et 309

— Géorgios, dit Plèthôn (Pléthon), philosophe et lettré: 163-164, 352, 382-383, 386, 398 n. 180, 406 n. 216, 420-422, 453-454, 564

Gênes, Génois: 4 n. 4, 93 n. 381, 108, 151 n. 133, 153 n. 149, 197 n. 357, 209, 224 n. 480, 229, 234, 263-264, 268-269, 272-274, 276, 285, 289 n. 775, 315-316, 387, 442 n. 398, 503-505, 507-510, 512-513, 515-516, 518, 521-522, 524-525, 527-528, 536, 544-545, 566; voir Adorno, Boccanegra, Gattilusio

Gennadios II, patriarche de Constantinople: voir Géorgios Scholarios

Geoffroy (*Tzégraitis*, *Tzéphré*), marin et *oikètès* d'Apokaukos: 52 n. 202

géomètre, *géométrès*, *géométris*: 266, 341, 409-411, 413

géométrie, traités de: 409, 411 n. 245

Géorgios, *gambros* de Lachanas, paysan: 476 n. 539

Géorgios, *képhalè* de Hiérissos: 100

Géorgios de Pélagonie: 442-443

Gérasimos, *prôtos* de l'Athos: 231 n. 518

Gérilas, Géorgios, paysan: 470

Germiyânides, dynastie turque: 354 n. 1045

Gerna, lieu-dit à Lemnos: 464

Gezo, Franceschino, chancelier de Modon: 350 n. 1031

Ghazi Ishak Bey: 306

Ghin Boua Spata, capitaine albanais: 280

Ghisi, Giorgio III, seigneur du tiers de l'Eubée, de Tinos et de Mykonos: 209 n. 409

Girol: voir Hiéron

Giustinian, Marco, capitaine du Golfe: 263-264

Glabas, Géorgios, *mégas dioikètès* et juge général des Romains: 416-417, 566

— Isidôros, métropolite de Thessalonique: 7 n. 20, 251, 273 n. 701, 279, 293-294, 296, 303-304, 312 n. 870, 441-442

Glykys, Iôannès: voir Iôannès XIII

Golfe: voir mer Adriatique

Gollo, lo, port non identifié: 514 n. 703

gomariatikon, impôt: 523

Gomatou, métoque à Lemnos: 155 n. 154, 520, 525

Gomatou, village en Chalcidique: 175 n. 255, 319 n. 886

gonika staseis, tenures patrimoniales: 109 n. 455

gonikotès, *gonikothen*, bien transmissible: 78 n. 322, 83

Gonzague, Louis II de, seigneur de Mantoue: 257 n. 641

Gothie, sud-ouest de la Crimée

— métropolite: voir Iôannès Holobôlos

Goudélès, famille: 201 n. 367
 — Dèmètrios Palaiologos, *mésazôn*: 198
 — Géôrgios, *mésazôn* et homme d'affaires: 125 n. 7, 194 n. 336, 197-201, 422 n. 304, 426, 536, 569
 — Tyranos, propriétaire à Mantaia: 199 n. 367
 gouverneur: voir *képhalè*
 Gradenigo, Andrea, ambassadeur vénitien: 263 n. 667, 363 n. 7
gradozidanije: voir *bigla*
grammatikos: 425 n. 324
 Grand Météore, monastère en Thessalie: 193 n. 332, 428 n. 340
 Grande Église: voir Sainte-Sophie de Constantinople
 Gratianou (Gratinè), ville de Thrace: 126 n. 13
 Grèce: 113, 153-154, 210, 257 n. 641, 276 n. 712, 319 n. 887, 349, 351, 355, 514
 Grecs: 33, 96, 98-99, 101-102, 153 n. 150, 185, 199, 231, 306, 317-318, 327-328, 337, 348, 452, 460 n. 488, 501, 512 n. 691, 516, 522, 524
 Grégoire XI, pape: 231 n. 516, 254-256, 544
 Grègoras, Nikèphoros, historien: 7, 39, 44-45, 53 n. 206, 59-61, 66 n. 262, 69-70, 89-90, 94, 107-108, 124, 161 n. 190 et 192, 319, 367, 397 n. 172, 415-416, 438, 449
 Grègorios, patriarche grec d'Alexandrie: 367
 Grillo, Brancalone, marchand génois: 515 n. 708
 Grisoni, Pietro, marchand vénitien: 506-507

– H –

Haci Ivaz: 305-306
 Hadim Şehabeddin Şahin Pacha, *beylerbey* de Roumélie: 307-308
 Hâdji Ilbegi: 133, 134

Hagia Maria ou Hagia Marina, domaine en Chalcidique: 329, 482
 Hagioreitissa, Maria, habitante de Thessalonique: 332 n. 949
 Hagios Eustratios, îlot: 34 n. 112
 Hagios Paulos, village à Kassandreia: 331 n. 948
 Halil, prince ottoman: 132 n. 44
hane, feu, catégorie fiscale ottomane: 459
haradj: 301, 456-457, 459-460, 484, 487-488, 537
 Harménopoulos, Kônstantinos, juriste, juge de Thessalonique puis juge général: 219, 418 n. 281 et 282
hâss çiftlik, réserve d'un *timar*: 301 n. 828
 Hayreddin Pacha, *beylerbey* de Roumélie et grand vizir: 278, 280, 284 n. 758, 294 n. 799
 Hélèabourkos ou Héliabourkos, rebelle péloponnésien: 446
 Héléne Dragasès, impératrice, épouse de Manuel II: 230 n. 511, 374, 495 n. 636
 Hélikobounon, village: 378 n. 83
 Hellespont: 36, 127 n. 19, 150, 290; voir Détroits
 Heptapyrgion (Yedi Kule), citadelle de Thessalonique: 159
 Héraclée de Thrace (Périnthos, Marmara Ereğli): 153 n. 143, 261, 273, 506
 — *déphensôr*: voir Isaakios Asanès
 Hermèleia (Hormylia), village de Chalcidique: 19, 91, 115 n. 482, 175 n. 255, 236, 247, 324, 332 n. 950, 471 n. 518, 475, 481-482, 491-492; voir Trois Hermèleiai
 — *katépanikon*: 470
 Hexadaktylos, château à Lemnos: 155
 Hexamilion, fortification de l'isthme de Corinthe: 150, 163-164, 349-352, 356, 378, 383, 395, 431, 443, 445-446, 454, 547
 Hidrôménos, Dèmètrios, recenseur: 408, 492, 550

Hiérakitès, Andronikos, sébaste et juge à Constantinople: 508 n. 685
 Hiérissos, ville de Chalcidique: 32-33, 82, 100, 318 n. 886, 331, 333 n. 951
 — évêché: 81 n. 331
 — évêque: voir Isaakios
 — *képhalè*: 400 n. 192; voir Géôrgios
 Hiéron Stomion, port à l'entrée nord du Bosphore: 154 n. 151, 317-319, 321, 509
 Hiéryssiôtès, Manouël, paysan: 476 n. 539
 higoumène, kathigoumène, prohigoumène, supérieur d'un monastère: 154 n. 152, 156-157, 192, 338 n. 975, 366 n. 24, 375 n. 69, 408, 447 n. 430; voir Charitôn, Danilo, Gabriel, Iôasaph, Niphôn
hikanôsis, péréquation de l'impôt foncier: 81
 Himffy, famille hongroise: 132 n. 40
 — Pierre: 132 n. 40
 Hlapen, Radoslav, seigneur serbe: 94 n. 389, 280
 Hodègètreia, icône de la Vierge: 439
 Holobôlos, Iôannès, métropolitain de Gothie: 568
 — Manouël, chef de la chancellerie impériale: 325
 Hongrie, Hongrois: 128, 130-131, 197 n. 354, 283, 355, 543
 — roi: voir Louis I^{er} d'Anjou, Sigismond de Luxembourg
horismos, ordonnance impériale ou despotale: 68-69, 164 n. 202, 212 n. 418, 341 n. 989, 388 n. 139 et 142, 390, 447 n. 430, 495, 497
horkômotikon, *horkômotikon prostagma*: 323-324, 415
 Hospitaliers de Rhodes: 231 n. 517, 257, 289 n. 779, 315-316, 319-321, 545
 huile: 503
 Hunyadi, Jean, voïvode de Transylvanie: 355
 Hyakinthos, métropolitain de Thessalonique: 248 n. 593.

Hyaléas, Alexios Laskaris, serviteur impérial: 365-366; voir Alexios Laskaris
 — *logothètès* du *stratiôtikon* et *képhalè* de Thessalonique: 160 n. 185
hydragôgos: voir canal
hydromylôn, moulin à eau: voir moulin
hylokopion, exploitation de bois: 23
 hyperpre, *passim*
 — de Constantinople: 28 n. 85
 — de Crète: 28 n. 85
hypostasis, *stasis*, tenure: 82, 95, 180
hypotypôsis, ordonnance impériale: 295 n. 801, 423-425, 552

— I —

Iagaris, famille: 198
 Iagoupès, Alexios, recenseur: 371, 412, 550
 — Géôrgios, recenseur: 550
 Iakôbos, moine de Lemnos: 345
 Ibères, monastère des: voir Iviron
 Ibérique, péninsule: 289
 Ibrahim, émir de Karaman: 355
 Ibrahim Pacha, gouverneur ottoman de Serrès: 294 n. 799
 icône: 375, 420-421
 — de la Vierge Hodègètria: 439
 idiorythmie: 192
 Iérakès, famille: 198 n. 362
 Iérémiàs, *prôtos* de l'Athos: 326 n. 919
Ierochites: voir Hiérakitès
 il-khans, souverains de Perse: 502 n. 663
 Imbros, île: 1, 7, 93 n. 382, 127, 148, 274, 288, 315, 345 n. 1009, 373, 375, 378, 387 n. 134, 420-422, 424 n. 317, 563
 — gouverneur: voir Manouël Laskaris Asanès, Géôrgios Palaiologos Dermokaïtès
 — métropole: 373 n. 60, 375, 391 n. 157
 impôt: voir *antinaulon*, *bigla*, capitation, *choiroprobation*, *épèreiai*, *télos*, *gomariatikon*, *haradj*, *ispendje*, *kapèliatikon*, *képhalaion*, *képhalatikon*, *kommerkion*, *oikomodion*, *oikouménon*, *sitarkia*

- Ince Balaban Bey, conquérant de Sofia: 307
 inscription: 151 n. 136, 159-161, 401 n. 194, 563
 — des Gattilusio: 149-150, 387
 interprète, traducteur: 228 n. 502; voir *diermèneutès*, Isajas, Michaël Strongylos, Philippos Tzykandylès
 Ioanikij, patriarche de Peć: 102
 Iôannès XII Kosmas, patriarche de Constantinople: 435
 Iôannès XIII Glykys, patriarche de Constantinople: 6
 Iôannès XIV Kalékas, patriarche de Constantinople: 37, 70, 248 n. 593
 Iôannès, patriarche d'Antioche puis moine: 441 n. 393
 Iôannès, fils de Prôtozeugè, paysan de Chalcidique: 470
 Iôannès, l'un des frères Alexioi, *prôtosébastos* puis *mégas primmikérios*: 139-140, 146-147, 190-191, 193-195, 208-210, 402; voir Alexioi
 Iôannès, *gambros* de Dèmètrios Chalkéôs, paysan: 458
 Iôannès, métropolite de Skopje: 109 n. 454
 Iôannès, prêtre, *gambros* de la veuve Kalè, paysanne: 470
 Iôannikios, moine de Lemnos: 176
 Iôannina, ville d'Épire: 65 n. 253, 118, 175, 280, 293 n. 792, 355, 440 n. 385, 447 n. 431
 — monastère de la Dormition: voir Archimandreion
 — seigneur: voir Thômas Preljubović
 Iôasaph, hiéromoine et envoyé impérial: 406 n. 219
 Iôasaph, hiéromoine et recenseur, puis métropolite d'Éphèse: 382, 390 n. 154, 404-407, 411-412, 497, 550, 562
 Iôsaph, moine des Xanthopouloi, copiste: 222 n. 475
 Iôasaph, moine: voir Jean VI Kantakouzènos
 Iôasaph, *papas* et agent fiscal: 406
 Iôsèph II, patriarche de Constantinople: 427
 Iôsèph, métropolite d'Aprô, juge général des Romains: 416, 566 n. 2
 Iran: 459 n. 484
 irrigation: voir aqueduc, canal
 'Isâ, prétendant ottoman, fils de Bayezid I^{er}: 315
 Isaac I^{er} Komnènos, empereur: 73 n. 297
 Isaakios, évêque de Hiérissos et de l'Athos: 239-240
 Isaakios, monastère de *kyr*, à Thessalonique: 248 n. 597
 Isaïas, moine: 259 n. 650
 Isaja, moine serbe et traducteur: 205 n. 384
 Isarès, Géôrgios, *mégas primmikérios* puis *mégas konostaulos*: 100 n. 415, 237
 Ishak: voir Ghazi Ishak Bey
 Isidôros, métropolite de Kiev puis cardinal: 194 n. 336, 377-378, 385, 451 n. 446, 453
 Isidôros, métropolite de Thessalonique: voir Isidôros Glabas
 islam: 271, 292, 328 n. 932, 459 n. 484, 492; voir Ismaélites, musulmans
 Ismaël Çelebi, fils de Süleymân Pacha: 230 n. 513, 544
 Ismaélites (au sens de musulmans): 205; voir islam, musulmans
 Isménos, ancien propriétaire de la terre de Raphalion: 244 n. 577
isokôdikon, extrait du cadastre: 465 n. 502
ispendje, impôt ottoman: 292, 463, 487
 Italie, Italiens: 93 n. 381, 101 n. 425, 126, 158, 194 n. 336, 197 n. 353 et 354, 211, 223, 226, 230, 232-235, 255 n. 630, 263, 285, 339 n. 977, 364-366, 369, 372 n. 54, 379, 381 n. 102, 391 n. 158, 406 n. 218, 427, 455 n. 464, 503-508, 511, 521, 524, 543, 553; voir Florence, Gênes, Venise
ius aedificandi: 310

Ivan Alexandre, tsar des Bulgares: 90
n. 370, 129 n. 28, 131
Ivan Šišman, tsar des Bulgares: 282
Ivanko, seigneur de Dobroudja: 321
Ivion, monastère de l'Athos: 5, 18-19,
22 n. 53, 82, 103 n. 428, 116, 162,
341, 366-367, 458
Izaoul, Giourgès (Buondelmonti), fils du
despote Esau: 101 n. 425

— J —

jachère: 18, 26, 32
Jacques des Baux, empereur titulaire:
275 n. 712
Jakov, métropolitain de Serrès: 100, 135
n. 57
jardin (*kèpotopion*), verger (*parabolion*): 20-
21, 25, 76, 104 n. 431, 114 n. 475,
166, 176 n. 259, 190 n. 315, 239-240,
341-342, 441, 477-478, 492, 520, 538
Jean II Komnènos, empereur: 80 n. 329
Jean II Mégas Komnènos, empereur de
Trébizonde: 57
Jean III Batatzès, empereur: 65, 188,
434, 442-443
Jean IV Laskaris, empereur: 432, 435
Jean V Palaiologos, empereur: 7, 13 n. 4,
37-38, 41, 44-45, 47, 49-50, 52, 84,
87-89, 92-94, 102, 108, 123-132, 134-
136, 138-148, 151-152, 155-157, 160,
163 n. 200, 169-172, 177, 179 n. 276,
182-183, 188-189, 195-198, 200-201,
203, 205-207, 211-217, 222-242, 245-
246, 250 n. 607, 252-257, 259-269,
272-278, 280-282, 284-285, 290, 298,
326 n. 925, 330 n. 942, 346-347, 350,
357, 362-371, 384, 393, 396 n. 172,
402, 420, 426-427, 429, 440, 442-
443, 448-450, 452, 483 n. 577, 493
n. 627, 495, 508-509, 512-513, 515
n. 706, 517, 527-528, 532, 536, 543-
545, 547-548, 551-552, 560-562

Jean VI Kantakouzènos (moine Iôasaph),
mégas domestikos puis empereur et
historien: 7, 13 n. 4, 15 n. 12, 31
n. 99, 37-47, 49-50, 52-53, 60-62,
66, 70-71, 77-78, 85, 87-91, 93-94,
100, 102, 104-105, 107-108, 111
n. 462, 117 n. 492, 123-127, 129-
130, 135-136, 139-140, 144 n. 109,
146, 151-152, 155, 176, 178, 188,
200-201, 212 n. 422, 229, 235, 245-
246, 255, 268, 274-275, 290, 319,
330-331, 338 n. 975, 363, 367, 369
n. 36, 397 n. 172, 408, 410, 438, 442
n. 398, 449-450, 452-453, 508-510,
521, 524-525, 532, 543-544, 562-
563, 566

Jean VII Palaiologos, empereur: 187,
197-198, 262, 265, 267 n. 686, 273-
274, 281, 284-286, 288-289, 298,
316-317, 320-327, 332, 334, 336-
337, 339-340, 347-349, 371, 379,
388, 402, 408, 412, 418 n. 281, 448,
451, 458 n. 479, 481, 485 n. 578,
491-492, 512-515, 539, 545, 551-
552, 561, 565

Jean VIII Palaiologos, empereur: 163-
164, 192 n. 328, 198 n. 359, 286
n. 765, 351, 353-355, 362, 372
n. 54, 377-378, 384-388, 390-392,
398 n. 180, 427, 450, 452-454, 495,
546-547, 552, 564

Jean de Rouen, évêque de Tabriz: 254-
256

Jeanne I^{re} d'Anjou, reine de Sicile: 256

Jeanne de Savoie: voir Anna de Savoie

Jefrem, patriarche de Peć: 259 n. 648 et
650

Jelena (moniale Jelisaveta), impératrice de
Serbie: 129 n. 24, 134-138, 141, 145,
336 n. 969

Jérémie, *prôtos* de Lavra: 308 n. 855

Jérusalem

— patriarche: voir Lazaros

juge général des Romains: 193 n. 330, 197 n. 355 et 356, 236, 248 n. 597, 374-375, 382-383, 414-429, 439, 531, 535; voir Thômas Doukas Alousianos, Antônios, métropolit de Larissa, Théophylaktos Dermokaitès, Eustathios, métropolit de Berroia, Géorgios Gémistos, Iôsèph, métropolit d'Aprôs, Kônstantinos Kaballaropoulos, Nikolaos Kabasilas, Grégorios Kleidas, Makarios, métropolit de Nicomédie, Nikolaos Matarangos, Andronikos Oinaiôtès, Géôrgios Oinaiôtès, Iôannès Syropoulos
 — en Serbie: 418, 427-429
 juge général local: 217, 237-240, 418-419, 421, 428-429
 juifs: 101, 292 n. 788
 justice: 79 n. 325, 114, 187, 383, 414-415, 421, 425 n. 322, 429
 — vertu impériale: 436, 449-450
 Justinien I^{er}, empereur: 152, 348
 Justinien, loi dite de: 96

– K –

kaballarios: 100

Kaballarios: voir Tzamplakôn-Kaballarios

Kaballaropoulos, Kônstantinos, juge général des Romains: 421, 426, 566-567

Kabasilas, famille: 330 n. 941

— Dèmètrios Doukas, *mégas papias*: 67 n. 264, 330-331

— Géôrgios Doukas: 330 n. 940

— Iôannès Doukas: 330 n. 940

— Manouèl, marchand byzantin: 512-513

— Manouèl, propriétaire à Kassandreia: 330-331

— Michaèl: 416 n. 275

— Neilos, métropolit de Thessalonique: 222 n. 475

— Nikolaos, lettré et épistolier: 7 n. 19, 111-112, 125 n. 7, 222 n. 475,

247-251, 330 n. 941, 405 n. 211, 431, 441-442, 449 n. 440

Kakabiotissa, métoque de Lavra à Lemnos: 382

Kalamaria, région et *katépanikion*: 83, 90, 115 n. 482, 117, 141, 175 n. 249, 212, 214, 236, 318-319, 336 n. 970, 354 n. 1046, 458 n. 477, 476 n. 539, 481 n. 566, 515

Kalamata, ville du Péloponnèse: 385, 546

Kalè, épouse du paysan Kalothétos: 468

Kalè, fille du paysan Kônstantinos Sériôtès: 467

Kalè, fille du paysan Michaèl Loumpos: 478

Kalè, veuve du paysan Karydès: 470

Kalékas, paysan macédonien: 468

— Iôannès: voir Iôannès XIV

— Manouèl, épistolier: 125 n. 7

kalliergia, bonification d'un bien foncier: 20; voir *beltiôsis*

Kallistos I^{er}, patriarche de Constantinople: 126, 129 n. 24, 136, 140 n. 87, 143 n. 103, 147 n. 123, 363 n. 5, 440 n. 387, 543

Kallistos II Xanthopoulos, patriarche de Constantinople: 405 n. 212

Kalodioikètos, archonte de la région du Strymon: 92

Kalodioikètos, propriétaire à Serrès: 311

Kaloeidas, intendant des biens de l'impératrice: 182 n. 292

Kalognomos, Léôn, *prokathèménos* de Drama: 60 n. 232, 410, 413

Kaloïannès: voir Jean V, Jean VII

Kalokampos, lieu-dit: 492

Kalon Néron (Büyükcemece), ville de Thrace: 133

Kalothétos, paysan macédonien: 468

— Antônios, recenseur: 550

— Léôn, *panhypersébastos*, gouverneur de Vieille Phocée: 132 n. 44, 148

— Stéphanos, aristocrate: 193 n. 330

- Kamarôménos, Géorgios, paysan de Lemnos: 467
- Iôannès, fils de Géorgios: 467
 - Manouèl, fils de Géorgios: 467
- Kammytzoboukkès, Géorgios, paysan: 469
- Kampitès, Michaèl, prêtre et paysan: 469
- Kanaboutzès, famille: 311
- Dèmètrios: 343-344
 - Manouèl: 343-344
- kanalos*: voir canal
- Kananos, Iôannès, *oikeios* de l'empereur: 382-383
- Kanina, ville d'Épire, métropole: 440 n. 385
- kaniskion*, contribution financière envers l'État: 381
- Kantakouzènè, Anna Palaiologina, *basilissa* d'Épire, nièce de Michel VIII: 57
- Eirènè Palaiologina, *basilissa* de Serbie: 307 n. 850
 - Héléènè, comtesse de Salôna: 319-320
 - Héléènè, impératrice, épouse de Jean V: 234 n. 530
 - Maria Palaiologina, épouse du tsar Konstantin Tich: 57 n. 221
 - Théodôra Palaiologina, mère de Jean VI: 31 n. 99, 178
- Kantakouzènos, famille: 15, 45 n. 170, 87, 125-126, 199 n. 367, 274
- Dèmètrios, aristocrate et familier de Manuel II: 382-383
 - Dèmètrios, *sébastokratôr*: 126
 - Iôannès, agent du fisc et fils du *mégas domestikos* Dèmètrios Palaiologos: 252 n. 625
 - Iôannès Palaiologos, agent du fisc: 466, 550
 - Iôannès Palaiologos, despote: 126, 275-276
 - Iôannès Palaiologos, gouverneur de Corinthe: 565
 - Iôannès Palaiologos: voir Jean VI
 - Komnènos Philès, notable de Melnik: 82
 - Kônstantinos Palaiologos, gouverneur de Bostitza 565
 - Manouèl, despote, gouverneur du Péloponnèse: 61, 93, 126, 274-275, 369 n. 36, 544, 563
 - Matthaïos, co-empereur: 13 n. 4, 61, 93, 125-127, 136 n. 63, 140, 229, 275, 363, 443, 449 n. 440, 543, 563
 - Nikèphoros: 90
 - Strabomytès, gouverneur de Zeitoun: 565
 - Théodôros: 277 n. 720
 - Théodôros Komnènos Philès: 82 n. 340
 - Théodôros Palaiologos: 383 n. 112
 - Thômas Palaiologos, gouverneur de Sélymbria 566
- kânûn*, recueil de lois ottoman: 292
- kapèliatikon*, *oinopôleion* ou *dékaton oinou*, taxe sur la production et la vente du vin: 520 n. 727, 525-527, 562
- kapèlion*: voir entrepôt
- Kara Halil, bey turc: 307
- Karakalla, monastère de l'Athos: 88-90
- Karakorum, chaîne de montagnes: 502 n. 663
- Karamanides, dynastie turque: 354 n. 1045
- Karantzès, Michaèl, recenseur: 324-325, 334 n. 958, 481
- Karasi, émir et émirat de: 70, 133
- Karbéa, village à Kassandreia: 331 n. 948
- Karbona (Balčik), ville de Bulgarie
- seigneur: voir Balik
- Kartzamplas, Dèmètrios, fils du paysan Nikolaos: 464
- Géorgios, fils du paysan Nikolaos: 464
 - Manouèl, fils du paysan Nikolaos: 464
 - Nikolaos, paysan à Lemnos: 464
- Karyes, capitale de l'Athos: 375
- Karystènos, Théodôros, *sakellarios* de Lemnos: 391
- Kassandreia, presque-île: 33, 109-110, 115, 150, 318, 330-331, 339-340, 347-349, 354, 389, 408-409, 413, 451, 491-492, 515, 561

- évêque, évêché: 117, 331 n. 948
- gouverneur: voir Stéphanos Doukas Radénos
- Kassandrènoi, paysans de Kassandreia: 109 n. 455
- Kastamonu, émirat des Djandarides: 287
- Kastelli, toponyme: 115; voir Mikro Kastelli
- kastellion*, château: 22 n. 53, 115, 155-156
- Kastoria, ville: 118, 282
- Kastri et Kastria, toponymes à Kalamaria: 115 n. 482
- Kastrin, village à Lemnos: 115 n. 482
- Kastrin, village du Strymon: 115 n. 482
- Kastrioti, Gjerj: voir Skanderbeg
- Kastro, toponyme: 115
- kastroktisia*, contribution à la construction ou l'entretien des forteresses: 163-164
- kastron*, village fortifié, citadelle: 108, 115, 117, 155 n. 154, 157-158, 164, 275 n. 707, 280 n. 735, 391, 396-397, 464, 565; voir *palaiokastron*
- Kastron (Myrina): voir Palaiokastron
- kastrophylox*, fonctionnaire chargé d'organiser la défense des villes: 160, 400-401; voir Iôannès Chamaétos Koutalès
- katagôgion*, taxe sur le logement: 523
- Katakalè, village à Kassandreia, surnommé Dionysiou: 330-331
- katépanikion*, circonscription administrative: 67, 396-398, 403 n. 206; voir Hermèleia, Kalamaria, Rentina
- kathédra*, résidence rurale, hameau: 14, 19, 409, 483
- kathédrotopion*, centre d'exploitation domaniale: 478
- katholikè képhalè*, gouverneur général (à Lemnos et dans le Péloponnèse): 389 n. 147, 401, 407, 429; voir Dèmètrios Palaiologos Métochitès, Michaël Palaiologos
- katholikon kritèrion*, tribunal des juges généraux: voir juge général des Romains
- katholikos didaskalos*, charge: 429 n. 342
- katholikos sékrétarios*: voir *prôtonotarios*
- Katzaras, Géorgios, *mégas adnoumiastès*: 41, 212
- Iôannès, pronotaire: 212-213, 240
- Kédros, village à Lemnos 464
- kellion*, cellule, ermitage: 140 n. 87, 192, 332 n. 949, 364 n. 12
- kellydrion*, dépendance monastique: 19, 476; voir Boditza
- Kenchreia, port du golfe Saronique: 383 n. 114
- képhalaion*, impôt: 163-165
- Képhalas, Laskaris, serviteur impérial: 212 n. 420
- képhalatikeuôn*, gouverneur: 148 n. 126; voir *mèrikôs képhalatikeuôn*
- képhalatikion*, impôt de capitation: 294 n. 799, 460, 489
- képhalè*, gouverneur: 68-69, 98-99, 127, 151, 173, 231, 396-403, 412-413, 425, 429, 489 n. 599, 523, 527, 531, 560-566; voir *katholikè képhalè*, *képhalatikeuôn*
- Képôros, père du paysan Kônstantinos: 468
- kèpotopion*, jardin: 176 n. 259; voir jardin
- Keraca de Bulgarie: voir Maria-Kyratza
- Kerdyllion, montagne en Macédoine: 324 n. 906
- Khanbalig (Pékin): 502 n. 663
- Kiev, métropolite: voir Isidôros
- Kinnamos, *képhalè* de Constantinople: 507
- kisterna*, citerne: 10, 21, 162
- klasma*, terres klasmatiques, terres confisquées: 81 n. 331
- Klaudiôtès: 325
- Klazoménai: voir Clazomènes
- Klazoménitai, compagnie de soldats: 41
- Kleidas, Grégorios, *dikaiophylax* et juge général des Romains: 415-416, 426, 508 n. 685, 566 n. 2

- Klopotica, village près de Serrès: 236, 239-240, 424 n. 314
- koilon*, unité de capacité: 495 n. 632, 497
- kokkiatikon*, impôt en nature pour l'armement de la flotte: 497-498
- Kokkinos, Philothéos, patriarche: voir Philothéos I^{er}
- Kokkométrou, domaine près de Berroia: 236
- Kolybas, Dèmètrios, camerlingue impérial: 198 n. 361
- Kolydros, château près de Thessalonique: 275 n. 707, 280 n. 735
- Komanitzè, domaine à l'est de Berroia: 23-24, 469, 475, 480
- Komitissa, domaine de Chalcidique: 166 n. 212
- kommerkion*, taxe sur les transactions commerciales: 164, 504, 506, 509-510, 521-523, 525-526, 528
- Komnènè, Maria, impératrice: voir Maria Komnènos, famille: 35, 199 n. 367; voir Comnènes
- Iôannès, *sébastos*: 366
- Iôannès: voir Jean II
- Isaakios, *sébastokratôr*: 82
- Isaakios: voir Isaac I^{er}
- Konstantin Tich, tsar des Bulgares: 57
- Konstantin le Philosophe: 161 n. 190, 322 n. 900
- Kônstantinos, fils de Kèpôros, paysan macédonien: 468
- Kônstas, fils de Sébastos, paysan: 458
- Kontéas, domaine à Lemnos: 155, 163, 367-368, 483 n. 577
- Konténos, Dèmètrios, recenseur: 83 n. 347, 410
- Kontobrakès, Géôrgios fils du paysan Michaël: 467
- Michaël, paysan à Lemnos: 467
- Kontostéphanina, Anna Asanina, épouse du *mégas primmikérios* Iôannès: 146, 194
- Eirènè Komnènè, propriétaire à Serrès: 98 n. 404
- Kontostéphanos, Iôannès, *doux* de Thessalonique: 74 n. 300
- Korésès, famille: 198
- propriétaire à Klopotica: 239-240
- Kôs, île: 81
- Kosinitza, monastère à Drama: 311
- Kosinitza, village de Macédoine: 305 n. 839
- Kosovo: 271, 272, 283
- Kosovo Polje, bataille: 282-285, 545
- Kotzinos, village de Lemnos: 118, 157-158, 168, 391
- Koumousès, famille: 198
- Andronikos, trésorier impérial: 198
- Théodôros: 198 n. 361
- Kounalès, Kônstantinos recenseur: 410
- Kourbès, Palaiologos, archonte de la région du Strymon: 92
- Koutalè, tou, *palaiochôrion* en Chalcidique: 330 n. 937
- Koutalès, famille: 160 n. 187, 330 n. 937
- Grégorios, métropolite de Thessalonique: 330 n. 937
- Iôannès Chamaétos, *kastrophylox* de Thessalonique: 160, 401 n. 194
- Koutoulos (Kurtulus), forteresse proche de Constantinople: 153
- Krètikoi, village: voir Scholari
- krisimographon*: voir *dikaion krisimographon*
- Kritoboulos d'Imbros, historien: 7, 149 n. 127, 157 n. 166, 387 n. 134, 392
- Kritzista, domaine et village à l'est de Berroia: 23-24
- Kroai (Kroja, Krujë), ville d'Albanie: 65 n. 253
- Krokodeilos, rebelle péloponnésien: 446
- Krybitziôtès, Iôannès, recenseur: 176
- ktèma*, bien foncier: 480; voir *gè*, *proasteion*
- ktèmatikè*, relatif à la propriété foncière: 424, 426
- ktèsis*, habitat dispersé: 114

ktètôr, fondateur d'un monastère: 15, 24, 83, 148, 238, 338, 476 n. 539
ktètôrîkè gè, terre appartenant à un monastère depuis sa fondation: 83
 Kutlumus, monastère de l'Athos: 5 n. 8, 100 n. 414, 137 n. 70, 239, 299 n. 820, 312 n. 869, 417, 424, 562
 Kydônès, famille: 200
 — Dèmètrios, *mésazôn* et lettré: 7, 108, 111, 125-126, 130-131, 134 n. 52, 142-144, 148-149, 151, 155-156, 191 n. 320, 193-194, 196, 200-201, 205-206, 209 n. 405, 214-216, 222-226, 228-235, 237 n. 536, 252, 257-262, 265 n. 677, 267, 272-273, 276-278, 285, 297-298, 342 n. 994, 346, 357, 364-366, 369, 393, 402 n. 199, 405 n. 211, 449-450, 452, 504 n. 667, 536, 547-549, 553, 560, 562, 567
 — Prochoros, moine de Lavra: 156, 235 n. 533, 365

— L —

La Canée, ville de Crète: 210 n. 411
 Lacédémone (Sparte), métropole: 133 n. 48
 Lachanas, paysan: 476 n. 539
 Laconie, région du Péloponnèse: 564-565
 Lacs, région des: 221, 236, 324 n. 906, 330 n. 937, 333-334, 389 n. 144, 470
 Ladislas III (Vladislas I^{er}) Jagellon, roi de Pologne et de Hongrie: 355
 Lagirio, bourg près de Péra: 524-525
 Lagôodontou, village à Lemnos: 176-177
 Lagoudès, Théodôros, paysan de Lemnos: 467
 Lâlâ Şahîn Pacha, gouverneur ottoman de Thrace: 133, 280, 307
 Lampènos, Nikolaos: 437 n. 367
 Langabikeia, village près de Rentina: 76
 Langadiôtès, paysan de Lemnos: 181 n. 285
 Languedociens: 503
 Lankada, région: 145 n. 114

Lankada, village ou lieu-dit à Lemnos: 177 n. 265
 Lantzôs, propriétaire en Macédoine: 221 n. 471
 Lantzou, domaine de la région des Lacs: 221 n. 471, 310 n. 861, 333-335, 389 n. 144, 480-482, 493, 561
 Larissa, ville de Thessalie: 280-281, 283
 — métropolitaine: voir Antônios, Neilos
 Laskarina, Maria: 365 n. 13
 Laskaris, famille: 15, 36 n. 128, 337, 432
 — gouverneur d'Androusa: 564
 — Alexandros, *déphensôr*: 424 n. 317
 — Alexios, *diermèneutès* puis *mégas hétairiearchès*: 197 n. 354, 365; voir Alexios Laskaris Hyaléas
 — Manouèl, recenseur: 368, 550
 Latins: 14, 34, 45 n. 168, 56, 60, 101, 131 n. 38, 149, 194 n. 336, 199, 234 n. 532, 254, 276 n. 712, 389, 479, 501, 507, 509, 513, 521, 525-526, 528
 Latomou: voir monastère du Christ Sauveur
 Lavra, monastère de l'Athos: 5, 19, 34 n. 112, 74 n. 300, 101, 103 n. 428, 128 n. 21, 135, 140-141, 148 n. 126, 154-157, 163, 166 n. 216, 168 n. 221, 173, 175, 177, 179 n. 274 et 276, 192 n. 326, 208, 214 n. 426, 222, 238, 247 n. 590, 305-308, 329-330, 340 n. 982, 345 n. 1012, 365, 367-369, 375, 382, 390, 404, 410 n. 240, 412, 420-421, 447 n. 430, 458, 480, 483 n. 577, 485, 491-492, 495-498, 520, 525-526, 552, 562, 568
 Lazar Hrebeljanović, prince serbe: 166 n. 216, 259, 272, 283-284, 286, 308 n. 854, 313, 544
 Lazarević, Stefan, despote de Serbie: 166 n. 216, 178, 283, 286, 308 n. 855, 374
 — Vuk: 166 n. 216, 308 n. 854
 Lazaros, patriarche de Jérusalem: 126
 Lébétzérina, épouse du paysan Géorgios Platônès: 466

Lembos ou Lembiotissa, monastère en Asie Mineure, cartulaire: 35 n. 117, 40, 113 n. 471, 199 n. 367

Lemnos, île: 1, 3, 34 n. 112, 93 n. 382, 108, 113, 115 n. 482, 117-118, 127, 142-143, 151, 154-158, 163, 165, 167-170, 172-181, 183, 207 n. 395, 222 n. 475, 262, 274, 281, 285 n. 760, 288, 292 n. 790, 298, 315, 323-325, 345-347, 363-364, 367-375, 378, 380, 382, 384, 387, 389-392, 401, 404-407, 410-412, 418, 455-457, 461, 463-468, 471, 478-479, 482-484, 493, 495-497, 511, 517 n. 715, 519-520, 525-526, 535, 537, 543-545, 547, 550, 560, 562-563

— *doux* et *képhalè*: voir Théodôros Padyatès, Kônstantinos Tzyrapès

— gouverneur: voir Géôrgios Astras, Dèmètrios Palaiologos

— *katholikè képhalè*: voir Michaël Palaiologos

— métropole et archevêché: 391, 412 n. 250

Léon VI, empereur: 219-220; voir nouvelle Léontarès, Dèmètrios Laskaris, gouverneur de Thessalonique: 323, 334, 379, 388, 402, 561

— Iôannès Laskaris, gouverneur de Sélymbria: 566

Léontaria, domaine en Chalcidique: 515

Léontarion, forteresse du Péloponnèse: 350

Lesbos, île: 148, 169, 175 n. 250, 231-235, 281, 289 n. 775, 298, 323, 387, 505, 517 n. 715, 549

— seigneur: voir Francesco I^{er} Gattilusio Levant: 499

Libadarios, famille: 15

— Iôannès, seigneur (*hégémôn*) d'Ainos: 50 n. 196, 147-148, 150, 402

Libye: 325

Libysdos, *kastellion* de Chalcidique: 22 n. 53

licentia, licence d'exportation de céréales: 506

Lignon, domaine à Kalamaria: 141

liméniatikon, droit de mouillage: 523

Limpidarios: voir Libadarios

logariastès, comptable: 82

logothétès: voir *mégas logothétès*, Géôrgios Doukas Nestongos

— de Serrès: voir Serrès

— du *génikon*: voir Théodôros Métochitès

— du patriarcat: voir Manouël Balsamôn

— du *stratitikon*: voir Hyaléas

— *tôn oikeiakôn*: voir Géôrgios Glabas

Londres: 289

longos, forêt: voir forêt

Longos, presque-île de Chalcidique: 19 n. 32

Lopadion (Ulubad), ville d'Asie Mineure: 362

Loubros, propriétaire à Berroia: 238-239

Louis I^{er} d'Anjou, roi de Hongrie et de Pologne: 130, 255-256

Loulon, village près de Smyrne: 523

Loumpos, Michaël, paysan: 478

loyer, locataire: voir *pakton*

Lozikion (Mélistourgos), village de Macédoine: 221 n. 471

Lusignan, Guy de, gouverneur du thème de Serrès-Christoupolis: 88-89

— Pierre II de, roi de Chypre: voir Pierre II

Lyon, concile de: 432

Lyzikos, archonte de Berroia rallié aux Ottomans: 300-301

— M —

Macédoine: *passim*

— occidentale: 90 n. 370, 100, 236, 280, 282, 310 n. 861, 469

— orientale: 18-20, 26, 41, 88, 90-91, 95, 97, 110 n. 460, 136-139, 187, 195 n. 346, 202-204, 236, 319, 328 n. 931, 399 n. 182

- Macédoniens, dynastie impériale: 219-220
 Machètarès, Alexios: 325-326
 — Andronikos, archonte thessalonicien: 326 n. 919
 Magistros, Dèmètrios: 406 n. 216
 — Thomas: 49 n. 188, 435-437
 Magistros, monastère de, à Constantinople: 166, 441
 Magnésie, ville et thème: 68 n. 274
 — *képhalè*: voir Kônstantinos Nestongos
 Magno, Stefano, annaliste vénitien: 158
 Mahone de Chios: voir Chios
 Maïna (Magne), évêché du Péloponnèse: 386
 Makaria, moniale: voir Maria-Kyratza de Bulgarie
 Makarios, patriarche de Constantinople: 284
 Makarios, métropolitte d'Ankara: 406 n. 219, 568
 Makarios, métropolitte de Nicomédie: 421-423, 567
 Makrè, port de Thrace: 133
 Makrembolitès, Alexios: 48 n. 186, 342 n. 995
 Makrènos, géomètre: 410
 — Kônstantinos, recenseur: 83-84, 179 n. 275, 412 n. 248, 469-471, 475-476
 Makrès, Makarios, prédicateur: 294 n. 794, 379 n. 90
 Makrianès (« Makriyani »): 305-306
 Makrochôrion, domaine près de Berroia: 469, 480
maktû', régime fiscal de certaines communautés dans l'État ottoman: 297 n. 810, 487 n. 591
 Malatesta, Cleofa (Kléopè), *basilissa*: 376
 Maléas, *képhalè* de Chantax: 561
 Maliasènos, Nikolaos, aristocrate: 30
malikane-divane, système fiscal seldjoukide: 463 n. 496, 490
 Mamalès, Iôannès, camérier impérial: 198 n. 361
 Mamônas, famille de Monemvasie: 276 n. 713, 444
 — archonte de la région du Strymon: 92
 — Grègorios Palaiologos: 108, 565
 — Paulos (?), seigneur de Monemvasie: 444 n. 406
 Mandinia, village du Péloponnèse: 446
mandra, *mandrion*: voir bergerie
 Manges: voir Saint-Georges des Manges
 Mangaphas, archonte: 280
 Manikaitès, Dèmètrios Angélos, juge et serviteur impérial: 237, 239-240, 419
 Manouèl, *dioikètès*, partisan de Kantakouzènos: 88 n. 356, 90
 Manouèl *magaducha dictus prostrator*: 194 n. 338
 Mantaia, village près de Smyrne: 199 n. 367
 Manuel II Palaiologos, empereur: 7 n. 20, 13 n. 1, 125-126, 161, 166 n. 212, 172 n. 240, 174, 178, 191-192, 200, 203, 206-207, 212, 215, 221-230, 233, 235, 242, 246-249, 251-252, 256 n. 635, 262, 265 n. 677, 268 n. 689, 273-281, 284-290, 295 n. 801, 298, 303-305, 316-317, 319-325, 331, 333-335, 339-341, 343, 345-346, 350-354, 362, 364, 366, 370-384, 387-389, 401-402, 404-408, 412, 414, 420, 423-425, 440-442, 444-448, 450-454, 459 n. 484 et 485, 485, 487, 493 n. 627, 495, 497, 520-521, 525-528, 543-546, 548, 551-552, 560-563, 568
 Mara, fille du prince Lazar: 284 n. 756, 308 n. 854
 marchand: 3, 43, 51-53, 197-199, 201 n. 373, 209-211, 262, 268-269, 288, 308 n. 855, 342, 345 n. 1012, 437, 499, 501-504, 506-510, 512-529, 532, 534, 536, 538; voir Giacomo Badoer, Ermolao Bon, Alvise Bragadin, Eudaimonoiôannès, Géorgios Goudélès, Brancaleone Grillo, Iagaris, Korésès,

- Andronikos Koumousès, Loukas
 Notaras, Nikolaos Notaras, Dèmètrios
 Philommatès, Nikolaos Pòlos, *pragmateutès*, Sophianos, Iòannès Trotzèlos
 marché, foire: 28, 99, 168, 297 n. 812, 513, 523, 528
 Margaritès, Géôrgios, archonte: 89
 — Iòannès, pronোiaire: 75 n. 307, 88-90
 Maria Komnènè, impératrice, épouse de Jean VIII: 495 n. 636
 Maria-Kyratza de Bulgarie (moniale Makaria), impératrice, épouse d'Andronic IV: 129, 285, 512
 Maria, épouse du paysan Iòannès: 470
 Maria, épouse du paysan Kòstas Méròs: 466
 Maria, épouse du paysan Michaèl Loumpos: 478
 Maria, épouse du prêtre Michaèl Kampitès: 469
 Maria, fille de la veuve Kalè, paysanne: 470
 Maria, fille du paysan Géôrgios Gérilas: 470
 Maria, fille du prince Lazar: voir Olivera
 Mariana, village de Chalcidique: 116-117, 214, 216, 218, 220-221, 236, 240, 246, 252 n. 624, 492
 marin: 43 n. 160, 45 n. 168, 51-52, 304, 372, 443 n. 399, 446 n. 421; voir *bas moules*
 Mariskin, village de Kassandreia: 331 n. 948, 340-341, 349, 408-409, 491-492
 Maritza, fleuve: 53 n. 206, 127 n. 19, 132-133, 148, 150, 201 n. 374
 — bataille: 132, 141, 159, 185, 201-204, 207, 210, 252, 258, 268, 356, 443 n. 398, 543
 Marmara, mer: 1, 117, 127-128, 133, 148 n. 126, 152-153, 273-274, 315, 325 n. 913, 392 n. 163, 441 n. 389, 506, 511, 513, 516, 520, 537, 563
 Marmaras, paysan à Lemnos: 181 n. 285
 Maroulès, Nikolaos, pronোiaire: 75 n. 307
 Martin V, pape: 351 n. 1033, 406 n. 218
 Martin I^{er}, roi d'Aragon: 377
 Masgidas, Alexis Komnènòs, serviteur impérial: 238
 Massaria de Péra: voir Péra
 mastic: 507
 Matarangos, Nikolaos, juge général des Romains: 239-240, 416-417, 566 n. 2
 Matthaïos I^{er}, patriarche: 6, 166, 338-339, 341, 421, 568
 Mauron Oros, localité du bas Strymon: 561
 — *képhalè*: voir Mpéribòès
 Maximos le Grec, moine: 192 n. 326
 Mazaris, satiriste: 7 n. 20, 324-326, 376, 381, 405, 410, 421-422, 446, 568-569
 médecine, médecin 144, 225, 548; voir Dèmètrios Pépagôménos
 Médeia (Kıyıköy), ville de Thrace: 355 n. 1051
 Mèdikion, monastère de Bithynie: 20
 Méditerranée, mer: 502-503
 — orientale: 4, 19 n. 28, 168, 194, 500, 502 n. 664, 510-511, 518, 521 n. 732
mèdressé, école coranique: 292
mégale thèsis, cadastre: 465; voir cadastre
mégas adnoumiastès: voir Géôrgios Katzaras
mégas allagion de Thessalonique: voir Thessalonique
mégas archôn: voir Dèmètrios Kabasilas
mégas chartophylax de Thessalonique: 236, 239 n. 552; voir Pétros Èndreiôménos, Laskaris Métochitès
mégas chartoularios: voir Iòannès Batatzès
mégas dioikètès: voir Glabas
mégas domestikos: 399 n. 185; voir Jean VI Kantakouzènos, Alexios Laskaris Atouémès Métochitès, Dèmètrios Palaiologos
mégas domestikos de Serbie: voir Alexios Doukas Raoul
mégas doux: voir Alexios Apokaukos, Isaakios Asanès, Asômatianos Tzamlakôn
mégas droungarios: 368; voir Géôrgios Doukas Apokaukos

- mégas droungarios tès Biglès* (de la Veille): 110 n. 456; voir Iôannès Batatzès
- mégas hétairiearchès*: voir Géôrgios Synadènos Astras, Alexios Laskaris, Tarchaneiôtès
- mégas konostaulos*: voir Géôrgios Isaris
- mégas logothétès*: Nikèphoros Laskaris Métochitès, Géôrgios Sphrantzès
- mégas papias*: voir Dèmètrios Kabasilas, Géôrgios Doukas Nestongos, Alexios Tzamlakôn, Arsénios Tzamlakôn
- mégas primmikèrios*: voir Alexios, Iôannès, Géôrgios Isaris, Dèmètrios Palaiologos Métochitès, Iôannès Palaiologos, Dèmètrios Phakrasès
- mégas prôtosynkellos*: 406
- mégas skeuophylax*: 382, 420; voir Iôannès Syropoulos
- mégas stratopédarchès*: 399 n. 185; voir Alexios, Géôrgios Synadènos Astras, Iôannès Batatzès, Géôrgios Choumnos, Dèmètrios Palaiologos Métochitès, Andronikos Palaiologos, Dèmètrios Tzamlakôn
- Mehmed I^{er}, sultan ottoman: 305-306, 352-353, 384-385, 388, 546
- Mehmed II, sultan ottoman: 158, 292 n. 791, 356, 387 n. 134, 392
- Mehmed Çelebi: voir Mehmed I^{er}
- Meizomatès, famille: 345 n. 1012
- Alexios, habitant de Lemnos: 345 n. 1012
- Iôannès, recenseur: 345 n. 1012, 412
- Mélantias, forteresse près de Constantinople: 284
- Mélétios, moine fondateur du monastère de Tous-les-Saints: 192 n. 328
- Mélistènos, famille: 35
- Makarios, historien et faussaire: 444 n. 406
- Nikèphoros, *kaisar*: 58 n. 224
- mélissoennomion*, dîme sur les ruches: 491
- Mélitèniotès, Théodôros, érudit et archonte patriarcal: 235 n. 533
- Melnik, ville de Macédoine: 82, 137, 207, 311
- gouverneur: voir Nikèphoros Basilikos
- métropole: 82 n. 340, 135 n. 56, 311
- métropolitè: voir Mètrophanès
- monastère de la Pantanassa: voir Pantanassa
- monastère de la Spèlaiôtissa: voir Spèlaiôtissa
- Memo, Marino, provéditeur et ambassadeur vénitien: 263 n. 667
- Ménaloupon, village de Lemnos: 176-177
- Menteşe, émirat d'Anatolie
- *sancak bey*: voir Balaban Bey
- mercenaires: 33, 38, 40-42, 70, 105-106, 110-111, 116, 118, 399 n. 185, 433, 438, 534; voir compagnie de soldats
- Mérôs, Iôannès, fils du paysan Kôstas: 466
- Kôstas, paysan de Lemnos: 466
- Manouël, fils de Kôstas: 466
- mésazôn*, principal conseiller: 44-46, 51 n. 198, 125 n. 7, 196 n. 350, 198, 200, 222 n. 476, 230, 232-235, 363 n. 7, 402, 438, 452; voir Alexios Apokaukos, Nikèphoros Choumnos, Dèmètrios Chrysolôras, Eudaimonoiôannès, Géôrgios Goudélès, Dèmètrios Kydônès, Théodôros Métochitès, Loukas Notaras, Nikolaos Notaras
- Mésembria, ville de Thrace: 128, 130-131, 196 n. 347, 317, 321, 354 n. 1051, 511, 516 n. 710
- mésôi*, membres de la classe moyenne: 43 n. 160
- Mésopotamitès, *sébastos*: 88 n. 356
- Mésothynie, région d'Asie Mineure: 462-463
- Messènè (Misinli), ville de Thrace: 133 n. 46
- Métamorphosis (Transfiguration), église sur les flancs du mont Chortiatès: 161 n. 191

Météores, région et monastères: 6, 297
n. 810 ; voir Grand Météore
Métochitès, famille: 197
— Alexios Laskaris Atouémès, *prôtosébastos*
puis *mégas domestikos*: 50, 196 n. 351,
241 n. 559, 243-244, 266, 364, 560
— Dèmètrios Palaiologos, *mégas strato-*
pédarchès: 391, 563
— Laskaris, *mégas chartoularios* et recen-
seur: 212 n. 420, 217, 252-253, 266,
370, 410, 468, 492, 550
— Nikèphoros Laskaris, *mégas logothètès*:
196 n. 351
— Théodôros, *mésazôn* d'Andronic II: 38,
50-51, 60, 63, 200, 437-438, 452
métoque, *métochion*, dépendance d'un
monastère: 24 n. 66, 35, 162, 170-
173, 177, 190-191, 242, 344 n. 1007,
476 n. 539, 480 n. 556, 496 ; voir
Chortaïtès, Éladiaba, Gomatou,
Hermèleia, Kakabiôtissa, Lantzou, Lato-
mou, Mariskin, Moudros, Prosphorion,
Saint-Dèmètrios, Saint-Georges, Saint-
Jean-le-Théologien, Saint-Thomas,
Saints-Anargyres, Spèlaiôtissa, Théo-
tokos Psychosôstria, Zôodochos Pègè
tou Synkéllou
métrètès, géomètre: voir géomètre
Mètrophanès, métropolit de Melnik et
juge général des Romains: 566
Miani, Giovanni, capitaine vénitien: 211
n. 416
Michaël, fils du paysan Iôannès: 458
Michel VII Doukas, empereur: 72-73
Michel VIII Palaiologos, empereur: 15,
34 n. 115, 36, 39-40, 48, 57-58, 62,
64, 68, 75, 77-78, 83 n. 346, 104
n. 432, 165 n. 209 et 212, 179 n. 275,
307 n. 848, 361, 414, 432-435, 447
n. 430, 449, 503-508, 521, 533
Michel IX Palaiologos, co-empereur: 35,
40, 58, 65 n. 254, 165 n. 209, 182
n. 292, 229, 361

miel: 503, 516 n. 710
Mikra Thalattè, port de Chalcidique:
515
Milan: 289
Milet (Palatia), ville d'Asie Mineure: 26,
35, 40
Milica: voir Eugénia
milice privée, milice urbaine: 109, 165,
399, 437, 497 n. 644
Milutin: voir Étienne Uroš II
Minotto, Marco, baile vénitien de
Constantinople: 508 n. 686
Mircea l'Ancien, seigneur valaque: 315,
321-322, 545
Mirxa: voir Mrška Zarković
mistharnos, salarié: 36, 104, 170, 216, 342-
343, 472-476 ; voir *proskathèménos*
mistophorikoi, mercenaires: voir mercenaires
Mistra, capitale du Péloponnèse: 126, 383,
406, 450 n. 445, 564
Mitrofan', métropolit de Vidin: 103
n. 428
Mladenović, Branko, noble serbe: 284
n. 756, 308 n. 854
Mocenigo, Pietro, capitaine du Golfe
puis baile de Négrepont: 209 n. 406
modios, unité de capacité et de surface:
23, 25-26, 28, 31 n. 97 et 99, 35,
75-76, 82, 168 n. 221 et 223, 176-
178, 181 n. 285, 212, 243 n. 574, 266,
285 n. 763, 341, 458, 460 n. 491,
464, 470, 476 n. 539, 478-479, 489,
492, 494-497, 506, 508, 513-514,
516-517, 519 n. 725, 524-525
— *politikos*: 28 n. 84
— *thalassios*: 28 n. 84, 86 et 87
Modon (Méthônè), ville de Messénie:
194, 209-210, 289 n. 779, 500 n. 652
— chancelier: voir Franceschino Gezo
— châtelain: voir Vittore Pisani
— évêché: 386
Mogléna, thème de Macédoine occiden-
tale: 74 n. 300

- Molla Bahaeddin, timariote: 328 n. 931
 Momčilo, despote bulgare et *sébastokratôr*:
 62, 110 n. 459, 146
 Monemvasie, ville du Péloponnèse: 65
 n. 253, 164, 174-175, 276 n. 713,
 286, 289, 315, 350 n. 1027, 444
 — métropole: 378 n. 83, 386
 Mongols: 534; voir Tamerlan
 — khanat: 503, 518
 Monomachos, Manouël, archonte: 343
 n. 997
 — Michaël, gouverneur de Thessalonique,
 puis de Thessalie: 60 n. 230, 70 n. 283
 — Michaël, pronotaire: 75 n. 307
monopolion: 527
 Montferrat, Yolande de: voir Eirène
 Morée, Péloponnèse: 275 n. 706, 301,
 350-351, 378, 383, 386, 390-391,
 406, 443, 501 n. 660
 — juge général: 422 n. 303
 — *katholikè képhalè*: 401 n. 196
 Morellis, Giacomo de: 552
 Morosini, Marco, capitaine du Golfe:
 208-210
mortè: voir *pakton*
 Moschatos, Géorgios, paysan: 166 n. 212
 Moschopoulos, Manouël, lettré: 65 n. 251,
 439
 Moscou, grand prince de: voir Basile III
 Mouchli, ville de Laconie
 — gouverneur: voir Dèmétrios Asanès
 Moudros, ville de Lemnos: 118, 155-
 156, 163, 168-171, 173, 177-178,
 478-479, 519-520, 526
 moulin: 20-21, 23-24, 76-77, 140-141,
 158 n. 171, 162 n. 195, 216-217, 309-
 312, 342-344, 477-479, 492, 520, 538
 Mouskaranos, Misaël (Michaël Skaranos?):
 381
 mouton: 46 n. 172, 346-348, 351, 464,
 493 n. 624 et 626
 Mouzakios, Théodôros Raoul, général
 byzantin: 433 n. 348
 Mpériboès, *képhalè* de Mauron Oros:
 561
 Mperzitzikon, domaine près de Serrès: 236
mücerred, paysan célibataire, catégorie
 fiscale ottomane: 459
muda, convoi des galères vénitiennes:
 voir Roumanie
mülk, droit de propriété dans l'État otto-
 man: 305
 Muntaner, Ramón: 33 n. 107, 106 n. 440
 Murad I^{er}, émir ottoman: 133, 203, 230-
 231, 254-255, 257-258, 260, 262-264,
 267-268, 271-274, 276, 278, 281-
 285, 294 n. 799, 321, 337 n. 970,
 363, 516-517, 536-537, 544
 Murad II, sultan ottoman: 161-162,
 304-305, 307-308, 317 n. 880, 338
 n. 974, 351, 353-356, 358, 383 n. 112,
 391-392, 546-547
 Musa, souverain ottoman: 315, 322 n. 899,
 332 n. 950, 340, 352-353, 405, 545-
 546
 Mustapha, prétendant ottoman: 353, 385,
 546
 Mustapha, autre prétendant ottoman:
 354 n. 1045
 Mykonos, île: 165 n. 211, 175 n. 250
mylon: voir moulin
 Mylônas, Ioannès, meunier: 311
 Myriandrion, village de Kassandreia: 331
 n. 948
 Myrmex (Myrminkès?), Raoul: 381
 Mysie, région d'Asie Mineure: 42, 231
 n. 514
 Mytilène, ville de Lesbos: 7, 175 n. 250,
 234 n. 530, 281; voir Lesbos
- N —
- Naples: 365 n. 15
 Nathanaël, moine et exarque patriarcal:
 294 n. 794, 312 n. 870
 Nauplie, port du Péloponnèse: 379

- navires, bateaux: 45 n. 168, 51-52, 108, 151, 155, 207-211, 230, 263, 267 n. 688, 276 n. 712, 287, 350 n. 1027, 366, 372, 377 n. 79, 379-381, 396 n. 172, 400 n. 191, 497, 499, 501-502, 506, 510, 512-514, 516 n. 710, 523
- Naxos, île: 233 n. 529
- Néa Apôllonia, commune moderne de Macédoine: 221 n. 471
- Néa Koutali, village moderne à Lemnos: 118 n. 493
- Néa Monè, monastère de Thessalonique: 6, 159, 280 n. 735 et 736, 293 n. 794, 299 n. 819, 309
- Néa Péribleptos, monastère de la Vierge (ou de Charseianitès) à Constantinople: 6, 338-339, 341
- Néa Pétra, monastère: voir monastère du Prodrome
- Néa Phôkaia, commune moderne de Kassandreia: 340 n. 983, 408
- néara*: voir nouvelle
- Négrepont (Chalkis), ville d'Eubée: 194 n. 337, 209-211, 505
- baile vénitien: voir Pietro Mocenigo, Bartolomeo Querini
- Négrepont, île: voir Eubée
- Neilos Kérameus, patriarche de Constantinople: 338 n. 975
- Neilos, métropolitain de Larissa: 428 n. 339
- Nemanjides, dynastie serbe: 98 n. 405, 135
- Néochôrion, domaine près de Berroia: 23-24
- Néochôrion, village de Chalcidique: 90, 101 n. 421
- Néochôrion, village de Kalamaria: 117 n. 490, 336 n. 970
- Néokastritès, propriétaire en Chalcidique: 84
- Néopatras, duché: 275 n. 712
- Nešri, chroniqueur ottoman: 302
- Nestongonisè, Eudokia Palaiologina, épouse de Géorgios Nestongos: 190 n. 315
- Nestongos, Géorgios Doukas, *mégas papias*: 190 n. 315
- Kônstantinos Doukas, *doux* et *képhalè* de Magnésie: 68 n. 274
- Nicée (Iznik), ville de Bithynie: 18, 56
- empire: 34-36, 40, 56-57, 68, 244 n. 578, 443, 480 n. 557
- empereur: voir Jean III, Jean IV, Michel VIII, Théodore I^{er}, Théodore II
- métropolitain: voir Théophanès
- Nicomédie, ville d'Asie Mineure: 432
- métropolitain: voir Makarios
- Nicopolis, ville d'Épire: 366 n. 24
- Nicopolis (Nikopol), ville de Bulgarie: 355
- bataille: 287-289, 308 n. 855, 351, 545
- Nikolaos, archevêque d'Ochrid: 102 n. 427
- Nikolaos, beau-frère du paysan Iôannès: 458
- Nil, fleuve: 149 n. 129
- Niphôn, higoumène de Docheiariou: 83-84
- Niš, ville de Serbie: 271, 283, 544
- Nogai, chef tatar: 57
- Noire, mer: 1, 109, 126-132, 183, 196-197, 202, 209, 254, 274, 282, 315, 321, 325, 354-355, 363, 500, 502-503, 505-511, 516-518, 522, 529, 535, 537, 565
- nomophylax*: voir Kônstantinos Harménopoulos
- Nomos géorgikos*: 96
- Normands d'Italie: 159 n. 183
- Notaras, famille: 199 n. 367
- Iôannès: 405-406
- Loukas, *mégas doux* et *mésazôn*: 198, 427
- Nikolaos, *mésazôn*: 194 n. 336, 197-199, 405
- nouvelle, *néara*: 218-220, 381 n. 100, 435
- Novo Brdo, ville de Serbie: 355
- Nymphée (Kemalpaşa), ville d'Asie Mineure: 35, 362
- traité: 504-506

– O –

Obèlos, hameau près du mont Pangée: 116
 Obilić, Miloš, noble serbe: 283 n. 752
 Occident byzantin: 46 n. 173, 71, 171
 — exarque patriarcal: voir Nathanaël
 Occident, Occidentaux: 18 n. 22, 72, 158, 211 n. 417, 228, 254-256, 260, 262, 269, 288-290, 316, 321-324, 351 n. 1033, 355, 427, 433, 499, 503-505, 508-510, 517, 521-522, 525, 528, 537, 545, 568
 Ochrid, ville de Macédoine
 — archevêque: voir Nikolaos
odos, route
 — *basilikè*, route impériale: 105 n. 433
 — *dèmosia* ou *dèmosiakè*, route publique: 105 n. 433
oikeios, familial: 66, 89 n. 362, 161 n. 189, 196, 330, 365, 395
oikèma, *oikia*, maison: 478
oikomodion, impôt en nature: 494-495, 497
oikonomia, rente fiscale: 76, 81-84, 89 n. 363, 114, 181-182, 221, 245, 457, 523, 605; voir *pronoia*
oikonomos, économe, gestionnaire: 24 n. 66
oikouménon, impôt versé par les parèques au pronoïaire: 74, 76-78
 Oikouménon, village: 153, 245
 Oinaïôtès, famille: 197 n. 356, 326
 — correspondant de Théodôros Potamios: 326
 — Andronikos, juge général des Romains: 427, 527, 566-567
 — Géorgios, juge général des Romains: 375, 420-421, 427 n. 331, 568-569
 — Kônstantinos Palaiologos, recenseur: 326, 408, 492, 550
oinopôleion: voir entrepôt
 Ôkimos: voir Théophylaktos Basilikos
 Olivera (Maria), fille du prince Lazar, épouse de Bayezid I^{er}: 282 n. 753

olivier: 408

Omphalos, quartier de Thessalonique: voir Thessalonique

ôphéleia, taxe versée par les pronoïaires: 78

opsônion, taxe sur la vente du poisson: 523

oraison funèbre, monodie: 144 n. 110, 275-276, 286, 303, 326 n. 925, 372, 376, 378 n. 82, 383, 405-406, 449-450, 454 n. 461

Orbini, Mauro, historien ragusain: 143

Orestès, juge général à Serrès: 427-428

orge: 25, 28, 127, 494 n. 631

Orhan, souverain ottoman: 132-133, 290 n. 783, 543

Orient: 255-257, 290, 499, 503, 518, 536; voir États latins d'Orient, Extrême-Orient, Proche-Orient

Orient byzantin: 34, 65

ospètion: voir *anôgaikatôgon*

Ottomans, Émirat ottoman, Empire ottoman: *passim*

– P –

Pacha Yiğit Bey: 306 n. 842

Pachymérès, Géorgios, historien: 15, 34 n. 111, 36, 40 n. 142, 45 n. 168, 60 n. 228, 77, 106, 117, 182 n. 292, 244, 414, 434-435, 439, 494 n. 631, 505

Padoue: 289

Padiatès, Andronikos Laskaris, gouverneur d'Androusa: 564

— Tarchaneiôtès, recenseur: 550

Padyatès, Théodôros, *képhalè* et *doux* de Lemnos: 412

Pakourianos, Grègorios: 22 n. 53

Palaiokastron (Myrina), ville de Lemnos: 118, 155 n. 154, 157-158, 168

Palaiologina, Anna, aristocrate: 111, 187
 — Anna Kantakouzènè, épouse de Dèmètrios Palaiologos: 126, 214-216, 247, 252 n. 624
 — Anna: voir Anne de Savoie

- Eirènè: voir Eirènè (Yolande) de Montferrat
- Eudokia, fille de Michel VIII: 63
- Euphrosynè, fille naturelle de Michel VIII: 57 n. 221
- Maria, sœur de Jean V: 148
- Simônis, fille d'Andronic II: 435 n. 356
- Théodôra: voir Théodôra, impératrice Palaiologos, famille: 15-16, 47 n. 179, 49-50, 187 n. 296, 197; voir Paléologues
- ambassadeur de Jean V: 284 n. 758
- archonte dans la région du Strymon: 92
- gouverneur d'Agathopolis: 565
- (Palolog), propriétaire du village de Verzani: 337-338
- Alexios, aristocrate: 252 n. 623
- Andréas, chef des Zélotes: 50
- Andronikos, despote, fils de Manuel II: 166 n. 212, 330 n. 937, 335, 341, 354, 371, 379, 382, 385, 388-389, 402, 408-409, 491-492, 497, 545, 551, 561
- Andronikos, aristocrate: 197 n. 353
- Andronikos, *mégas stratopédarchès*: 47
- Andronikos: voir Andronic IV
- Dèmètrios, despote, fils d'Andronic II: 60, 362
- Dèmètrios, despote, fils de Manuel II: 164-165, 387, 390-392, 493 n. 626, 495, 498, 519 n. 727, 539, 547, 551, 563-564, 570
- Dèmètrios, *mégas domestikos*: 196-197, 214-218, 221, 232-235, 252 n. 624 et 625, 369 n. 38, 393, 402, 548
- Dèmètrios Phakrasès, juge général des Romains: 426, 569
- Dèmètrios, agent du fisc: 368
- Dèmètrios (Dimitri), fils de Laskaris: 337
- Iôannès Uroš, souverain de Thessalie: 280
- Iôannès, *mégas primmikèrios*: 47 n. 180
- Iôannès: voir Jean V
- Kônstantinos, despote: voir Constantin XI
- Kônstantinos, despote, fils d'Andronic II: 161 n. 190
- Kônstantinos, *képhalè* de Serrès: 88, 188, 399 n. 182
- Manouèl: voir Manuel II
- Michaèl, despote, fils de Jean V: 132, 148, 552
- Michaèl, *katholikè képhalè* de Lemnos: 382, 389, 401 n. 196, 404, 412, 562
- Michaèl, chef des Zélotes: 50
- Michaèl: voir Michel VIII, Michel IX
- Pétros, propriétaire d'un parèque: 491 n. 609
- Théodôros, despote, fils de Jean V: 126 n. 13, 200 n. 372, 262, 268, 274-276, 280-282, 286, 289, 303, 315 n. 873, 320-321, 350, 364, 372, 378, 383, 406, 443-446, 450, 453 n. 461, 544-545, 563
- Théodôros, despote, fils de Manuel II: 163-164, 174, 352, 376, 378 n. 83, 383, 385-386, 391-392, 398 n. 180, 445, 453-454, 545, 564
- Théodôros, *prôtobestiaritès* et *képhalè* de Lemnos: 389, 412, 562
- Thômas, despote: 164 n. 202, 385-386, 391-392, 546, 563
- Palamas, Grègorios, moine et théologien: 16, 156, 235 n. 532, 366, 436, 442, 566
- Palateoria* (Périthéôrion?): 317
- Paléologues, dynastie impériale: 2, 15, 18, 36 n. 128, 39, 55 n. 208, 57, 59 n. 225, 62-64, 67-69, 71, 75, 85, 119, 126, 149, 181, 197 n. 355, 265, 276 n. 713, 282, 298, 324, 361, 401, 403, 414, 431-434, 442-443, 448-449, 453, 504-505, 521, 534; voir famille impériale, Palaiologos et *passim*
- Palestine: 114 n. 477
- Pallènè, muraille protégeant Kassandreia: 150, 347-349, 451

- Palolog: voir Palaiologos
- Panax (Angitès), affluent du Strymon: 311
- Pangée, mont: 18-19, 116, 187-188, 195
- panhypersébastos*: voir Isaakios Asanès, Léôn Kalothètos
- Panidos (Tékirdağ), ville de Thrace: 153, 273, 317, 319, 511, 514-515
- pansébastos*: voir Théodôros Sarantènos
- Pantanassa, monastère de Melnik: 309 n. 858
- Pantokratôr, monastère de l'Athos: 5, 140, 148, 158 n. 171, 180, 194-195, 370-373, 391, 412, 465, 562
- Pantokratôr, monastère de Constantinople: 80 n. 329
- Pantokratôr, monastère de Didymotique: 552
- Pantokratôr, monastère de Thessalonique: voir Blatades
- Papylas, Michaël, recenseur: 88
- parabolion*, verger: 196 n. 315; voir jardin
- paradosis*: voir *engraphos paradosis*
- Parakinov Brod, village de Serbie: 308 n. 855
- Parapolia, banlieue de Constantinople: 317
- Paraspondylè, Zôè, épouse du despote Dèmètrios Palaiologos: 391
- Paravardaro*, région entre le Galikos et le Vardar: 317-318
- Paris: 289-290
- Pasparas, village de Thrace: 245
- Patmos, île de l'Égée: 6, 81, 297 n. 810
- monastère de Saint-Jean-le-Théologien: 6, 35, 40, 68, 81, 169 n. 224, 172 n. 238, 297 n. 810, 413 n. 255
- Patras, ville du Péloponnèse: 386, 547, 564
- Patrikia, îlot proche de Lemnos: 478
- Patrikiôtès, agent du fisc: 47, 52 n. 204, 70 n. 281, 410
- Patrikôna, domaine à Kalamaria: 212-213, 236
- Peć, archevêché autocéphale puis patriarchat: 136, 259 n. 649
- patriarche: voir Ioanikij, Jefrem
- pêche, pêcheurs, poissons: 51 n. 199, 201, 330, 518, 523, 525 n. 761
- pêcherie: 92, 341 n. 989, 492
- Pédiasimos, Iôannès, consul des philosophes: 409 n. 232
- Pègai, ville d'Asie Mineure: 462-463
- Pegolotti, Francesco Balducci: 502 n. 663, 516 n. 710
- Peira*, recueil de jurisprudence: 493
- Pélagonie, ville de Macédoine: voir Géôrgios de Pélagonie
- Péloponnèse: 1, 60-61, 93 n. 382, 114 n. 477, 126, 150, 163-164, 174-175, 183, 194, 198-199, 209, 272, 274-276, 281-282, 286, 289-290, 301, 303, 315, 317, 321, 347, 349-352, 354-356, 364 n. 8, 369 n. 36, 371, 373-379, 383-386, 388, 390-392, 398 n. 180, 401, 405-406, 418, 420, 431, 443-457, 500 n. 652, 511, 528, 531, 537, 544-547, 563-567; voir *Amorea*
- gouverneur: 46, 60 n. 231; voir Constantin XI, Manouël Kantakouzènos, Théodôros Palaiologos, Thômas Palaiologos
- Pépagôménos, Dèmètrios, correspondant de Bessarion: 376
- Dèmètrios, médecin: 325, 375-377
- dit Sauromatès, fils de Dèmètrios: 376 n. 78
- Théodôros, recenseur: 404, 466, 550
- Péra, colonie génoise: 153 n. 149, 194 n. 339, 255 n. 633, 262, 268, 272, 274, 289 n. 775, 293 n. 792, 322 n. 900, 427 n. 333, 503, 510, 512-516, 518, 521, 524-525, 544
- podestat: 513
- Peralta, Joan de, architecte et gouverneur de Constantinople: 151 n. 133

Perdikas, Dèmètrios, *mégas sakellarios* et juge général des Romains : 426, 569
 Pergamènos, Kônstantinos, *sébastos*, recenseur : 179 n. 276
Péri, tou, bergerie à Phakos : 493 n. 626
 Péristasis (Tèristasis), forteresse de Thrace : 70
 Périthéôrion (Buru ou Buri), ville de Thrace : 62, 317 n. 880
 — seigneur : voir Giovanni Adorno
 Perse : 502 n. 663
 Perses, archaïsme désignant les Turcs : 105
 Petite Arménie : voir Arménie cilicienne
 Pétrios, évêque de Polystylos puis métropolitain de Christoupolis : 147 n. 123, 241 n. 559
 Phakiolatos, Andréas (Andrea Facciolati), *prôtostratôr* : 52 n. 202
 Phakos, presqu'île au sud de Lemnos : 156, 169 n. 225, 346, 493 n. 626
 Phakrasès, famille : 568
 — *déphensôr* de Thessalonique : 424 n. 317
 — Dèmètrios, *mégas primmikèrios* : 193 n. 333, 205-207, 215, 244 n. 575, 402, 548, 560
 — Géôrgios, *prôtostratôr* : 422
 — Matthaïos, métropolitain de Serrès : 240 n. 556, 278 n. 725, 311-312
phamèlia (foyer), unité fiscale : 458 n. 479
 Phanarion, village du Péloponnèse : 163, 398 n. 180, 564
 Pharisaïos, Géôrgios, recenseur : 76, 179 n. 276
 Pharmakès, Dèmètrios, partisan de Kantakouzènos : 90
 — Géôrgios, propriétaire : 330 n. 941
 Phaxènos, Manouèl, propriétaire en Chalcidique : 329
 Phengô, épouse du paysan Nikolas Kartzampas : 464
 Philadelphie (Alaşehir), ville de Lydie : 118, 128
 — métropolitain : voir Makarios Chrysoképhalos

Philanthrôpènè, Théodôra Palaiologina, aristocrate : 265 n. 675
 Philanthrôpènos, famille : 15
 — Alexios, gouverneur d'Anatolie et rebelle : 62
 — Alexios Angélos, César et gouverneur de Thessalie : 275 n. 707, 279-280
 — Alexios Laskaris, gouverneur de Bostitza : 564
 — Andronikos Tarchaneiôtès, serviteur impérial : 380-381
 — Géôrgios, aristocrate : 194 n. 336
 — Manouèl Angélos, gouverneur de Thessalie : 280 n. 736
 philanthropie, vertu impériale : 436
 Philès, Manouèl, poète de cour : 51 n. 199
 Philippes, ville de Thrace, métropole et métropolitain : 296 n. 804, 312, 416 n. 272 ; voir Matthaïos, métropolitain de Serrès
 Philippoupolis (Plovdiv), ville de Thrace : 90 n. 370
 Philomatinè, Maria, propriétaire à Serrès : 98 n. 404
 Philommatès, famille : 199 n. 367
 — Dèmètrios : 199 n. 367
 Philothéos I^{er} Kokkinos, patriarche de Constantinople : 26 n. 20, 48 n. 187, 125 n. 7, 145 n. 115, 147 n. 123, 156 n. 164, 214, 216-219, 221, 235, 241 n. 561, 250 n. 607, 253 n. 627, 258 n. 646, 365-366, 418 n. 282, 543
 Philothéos, métropolitain de Sélymbria : 152
 Philothéou, monastère : 88 n. 353, 158 n. 171, 172, 367-368, 370
 Phocée (Vieille), gouverneur : voir Léon Kalothètios
 Phôskolos, Phouskoulos : voir Foscolo
 Phôx œil-de-choucas, personnage mentionné par Mazaris : 325
 Phrangopoulos, locataire des terres de Nikèphoros Choumnos : 344

- Phronimos, Mpogdanos, propriétaire à Raphalion : 310 n. 861, 407
- Picardie : 200
- Pierre II de Lusignan, roi de Chypre : 209 n. 407
- Pigaloti, Giacomo, évêque d'Argos : 281 n. 742
- Pikrogélastès, Nikolaos, géomètre : 410
- Pikrokladès : voir Patrikiôtès
- Pinsôn, village de Chalcidique et domaine de Lavra : 305-306, 480
- pirates : 34, 45 n. 168, 105, 110, 116-117, 128 n. 21, 140, 149, 154, 168, 276 n. 712, 338, 340 n. 983, 345, 347, 501 n. 660, 534 ; voir Alexioi
- Piri Reis, cartographe turc : 158
- Pisani, Vittore, capitaine du Golfe puis châtelain de Coron et Modon : 209 n. 406
- Pisans : 503, 505
- Pispéragos (Pédinon), village à Lemnos : 158 n. 171
- Planoudès, Maximos, lettré : 41 n. 146, 439
- Platônès, Géôrgios, paysan : 466
- Mélachrènos, fils du paysan Géôrgios : 466
- Platy Pègadin, lieu dit à Lemnos : 368
- Pléthon (Plèthôn), philosophe : voir Géôrgios Gémistos
- Pločnik, localité à l'ouest de Niš : 283 n. 749
- Ploumiska, village sur le lac Bolbè : 221, 310 n. 861
- Pola, bataille : 263 n. 670
- Pôlos, Nikolaos, aristocrate crétois : 198
- Polyboton, village de Thrace : 70
- Polygyros, village de Kalamaria : 115 n. 482
- Polystylos, ville de Thrace
- évêque : voir Pétros
- Popolia, région entre le Strymon et le Symbolon : 404
- port, échelle maritime : 128-132, 155, 158, 210, 318-319, 363, 499, 501-507, 510, 513-518, 522-523, 525, 529, 532, 535 ; voir Adramyttion, Agathopolis, Ainos, Alexandrie, Anaktoropolis, *Aristo*, Beyrouth, Chrysoupolis, Coron, Daneion, Galaxidi, Gallipoli, Héraclée, Hiéron, Kenchreia, Lavra, Léontaria, Mésembria, Mikra Thalattè, Modon, Monemvasie, Nauplie, Panidos, Ptéléon, Selymbria, Skaphida, Sôzopolis, Tana, Thessalonique, Varna, Vieille Phocée, Vitrinitza
- Portaréa, village de Chalcidique : 191 n. 319, 299 n. 820
- Porte Dorée : voir Constantinople
- Porto-Lagos : 514 n. 703
- Potamios, Théodôros, lettré et épistolier : 125 n. 7, 326
- Potholènos, village près de Serrès : 92-93, 138, 141
- Pothos, Manouèl, correspondant de Manuel II : 343
- Manouèl, locataire d'un moulin : 311, 342-343
- Pouzoulou, Kallonè, moniale : 425 n. 320
- pragmateutès*, marchand : 523 ; voir marchand
- préemption, *protimèsis* : 31, 214, 216-220, 300 n. 822
- Preljub, Grigor, noble serbe, gouverneur de Thessalie : 93 n. 383, 101 n. 425
- Preljubović, Thômas, despote, seigneur de Iôannina : 101 n. 424 et 425, 193 n. 332, 280-281
- Preslav, ville de Bulgarie : 282
- Prinarion, domaine impérial : 107 n. 443, 188
- Prinkèps, Géôrgios, aristocrate : 298 n. 813
- Géôrgios, recenseur : 173, 247 n. 590, 324, 379, 485 n. 578, 492, 550
- Prinobaris (Burunabat), localité près de Smyrne : 523 n. 751

Prizren, ville de Serbie : voir monastère des Saints-Archanges
 Probištitović, Ivanko, noble serbe : 96 n. 400
 Proche-Orient : 113-114, 126, 500, 502, 517
 Prodrome, monastère de Berroia : 22-25, 238-239
 Prodrome, monastère de Serrès, cartulaire ou codex : 89, 97-98, 190 n. 315, 299 n. 819, 398
 Prodrome, monastère de Thessalonique : 552
 Prodrome de Néa Pétra, monastère de Thessalie : 30
 Prodrome de Pétra, monastère de Constantinople : 406
prokathèménos : 400 ; voir Michaël (ou Kōnstantinos?) Amasianos, Leôn Kalognomos
pronoia, pronoïaire : 2, 4, 36, 38-40, 42-43, 52-53, 55, 73-80, 85, 88, 95 n. 390, 97, 100-101, 119, 163 n. 201, 170, 181-182, 202, 204, 212-213, 241-247, 249 n. 600, 251-254, 266-267, 278-279, 291, 300-302, 306, 313, 327, 332-338, 370 n. 41, 380 n. 93, 399 n. 185, 408, 433, 436-437, 439, 441, 457, 474 n. 531, 481 n. 562, 523, 532, 534 ; voir *oikonomia*
proskairos archè : 146-147
proskathèménos : 24, 169, 469-480, 482-484, 498,
prosphorion (marché) : 528 n. 779 ; voir marché
 Prosphorion, métoque de Vatopédi : 166 n. 212, 333 n. 951, 481-482
prostagma : 13 n. 1, 68 n. 269, 95 n. 392, 98 n. 406, 100 n. 414, 137 n. 70, 148 n. 126, 212, 217, 232 n. 519, 235-236, 242, 246-247, 249 n. 600, 265-266, 330 n. 942, 345 n. 1012, 367-368, 374, 385-387, 398, 415, 423,

425, 428 n. 340, 458-459, 481, 495-497, 520, 525, 552 ; voir *entaltèrion prostagma*, *horkômotikon prostagma*, *hypotypôsis*
prôtasèkrètis : voir Bardalès
 Prôtaton : 141 n. 94, 166 n. 212, 202, 204, 206-207, 223, 241, 253, 375 n. 69
protimèsis : voir préemption
prôtosébastos : voir Chrelja, Gabalas, Iôannès, Alexios Métochitès
prôtostratôr : voir Chrysos, Eudaimonoiôannès, Andréas Phakiolatos, Géôrgios Phakrasès, Stanisas, Théodôros Synadènos
 Prôtozeugè : voir Iôannès, fils de Prôtozeugè
 Psellos, Michaël : 20
 Psychosôstria, monastère de Constantinople : voir Théotokos Psychosôstria
 Ptéléa, domaine près du Strymon : 141 n. 91
 Ptéléon (*Fiteleum*), ville de Thessalie : 210 n. 414, 319, 322 n. 899
 Pythion, forteresse de Thrace : 37, 117 n. 492, 127 n. 18, 150

– Q –

Quarante-Martyrs, *kellion* à Thessalonique : 332 n. 949
 Quatrième croisade : 35 n. 116, 57, 131 n. 38, 152, 159 n. 183, 432, 500, 504,
 Querini, Bartolomeo, baile vénitien de Négrepont : 208, 210-211
 — Francesco, ambassadeur vénitien : 517 n. 715

– R –

Radènos, famille : 333
 — correspondant de Kydônès : 149 n. 129, 237 n. 536, 252, 272 n. 696, 277-278, 298 n. 814, 342 n. 994
 — Iôannès, recenseur : 326, 408, 492, 550

- Stéphanos, *épi tès trapézès* et *képhalè* de Thessalonique: 110 n. 456, 196 n. 352, 400, 560
- Stéphanos Doukas, *képhalè* de Kassandreia: 332, 400, 408, 411-413, 492, 550, 561
- Radolibos, village de Macédoine: 18-19, 25, 82
- Raguse (Dubrovnik), ville de Dalmatie: 99, 308 n. 855, 313
- Raidesios: 28 n. 89, 273, 513
- Rallès, famille: 98-99
- propriétaire près du lac Bolbè: 221 n. 471
- Dèmètrios Palaiologos: 350 n. 1030
- Raoul, famille: 98 n. 407
- *doux*: 97 n. 403
- Alexios Doukas, *mégas domestikos* de Serbie, *képhalè* de Zichna: 97-98, 193 n. 330
- Raoul Myrmex: voir Myrmex
- Rapallo, Giovanni de, marchand génois: 512 n. 692
- Raphalion, domaine de Macédoine: 243-244, 267, 310 n. 861
- recenseur, *apographeus*: 78, 84, 173, 341, 368, 403, 407-412, 429, 457-458, 470; voir Arsénikas, Astras, Iôannès Batatzès, Iôannès Laskaris Bryennios, Iôannès Tzyrakès Bryennios, Manouèl Chagérès, Iôannès Doukas Prinkèps Cheilas, Disypatos, Paulos Gazès, Dèmètrios Hidrôménos, Alexios Iagoupès, Géôrgios Iagoupès, Iôasaph des Xanthopouloi, Antônios Kalothétos, Iôannès Palaiologos Kantakouzénos, Michaèl Karantzès, Dèmètrios Konténos, Iôannès Krybitziôtès, Iôannès Bryennios Laskaris, Manouèl Laskaris, Kônstantinos Makrénos, Iôannès Meizomatès, Laskaris Métochitès, Kônstantinos Palaiologos Oinaiôtès, Dèmètrios Palaiologos, Tarchaneiôtès Padiarès, Michaèl Papyllas, Patrikiôtès, Théodôros Pépagoménos, Kônstantinos Pergaménos, Géôrgios Pharisaïos, Phôx œil de choucàs, Géôrgios Prinkèps, Iôannès Radénos, Stéphanos Doukas Radénos, Rômanakès, Manouèl Palaiologos Sébastopoulos, Phôkas Sébastopoulos, Andronikos Sphrantzès, Géôrgios Théologitès, Manouèl Trichas, Michaèl Tzemplakôn, Kônstantinos Tzyrapès
- régence: 37, 46-48, 51-52, 87, 131 n. 39, 326, 388, 509, 532
- parti de la: 44-45, 47 n. 184, 70, 88-90, 105, 247 n. 593
- Regio, Domenico, sénéchal du capitaine général du Golfe: 209 n. 408
- registre patriarcal: 6, 133 n. 48, 187, 259 n. 649, 265 n. 676, 410, 423 n. 308
- Rentina, village de Chalcidique et *katépanikon*: 76, 492
- évêque: voir Xénophon
- Répanidion, village de Lemnos: 176-177
- Rhéonte, évêché du Péloponnèse: 386
- Rhodes, île: 198 n. 362, 257 n. 642, 517 n. 715; voir Hospitaliers
- Rila, monastère bulgare: 193-194
- Romain I^{er} Lékapènos, empereur: 219
- Romains: 59, 61 n. 234, 85, 129, 131 n. 36, 224-225, 381, 512
- Rômanakès, recenseur: 370 n. 42
- Romanie: 28 n. 90, 96 n. 395, 143 n. 104, 499, 501, 503, 505, 516-518
- blé de: voir blé
- *muda*, convoi de galères vénitiennes vers la: 209-210, 228 n. 503
- Rome: 64, 223 n. 480, 234 n. 529 et 532, 365-366
- Ronthakénos, Iôannès Laskaris, gouverneur de Samothrace pour les Gattilusio: 387 n. 134
- Roumélie: 278, 315

— *beylerbey*: voir Amasyali Bayezid Pacha, Hadim Şehabeddin Şahin Pacha, Hayreddin Pacha, Yaqûb Pacha
 Rousaiou, domaine en Chalcidique: 19, 470, 475
 Rovina, bataille: 322 n. 896, 545
 Russes, monastère des: voir Saint-Pantélémon
 Russie: 503

— S —

Sabas IV, patriarche de Peć: 259 n. 648
 Sabas, *prôtos* de l'Athos: 136 n. 61, 231 n. 518
 Sabentzès, Michaël, pronοiaire: 75 n. 307
 Safed, ville de Palestine: 297 n. 810
 Şahin: voir Hadim Şehabeddin Şahin Pacha
 Saint-Dèmètrios, métoque de Vatopédi en Chalcidique: 470, 475
 Saint-Georges, métoque de Lavra à Skyros: 128 n. 21
 — métoque de Vatopédi à Saint-Mamas: 470
 Saint-Georges des Manges, monastère de Constantinople: 125 n. 7, 191 n. 320
 Saint-Georges ta Néômata, lieu-dit à Lemnos: 181 n. 285
 Saint-Jean-d'Acre: voir Acre
 Saint-Jean de Stylos, métoque de Patmos en Crète: 172 n. 238
 Saint-Jean-le-Théologien, métoque de Vatopédi au sud de Moudros: 177, 477-479
 — monastère à Patmos: voir Patmos
 Saint-Jean-Prodrome, église de Dionysiou à Néa Phôkaia: 340 n. 983
 — monastère: voir Prodrome
 Saint-Mamas, village de Chalcidique: 109-110, 115, 175 n. 255, 236, 266, 340 n. 981, 370, 400, 428 n. 341, 468, 470-471, 481-482, 560

Saint-Pantélémon, monastère de l'Athos (dit des Russes): 178, 193-194, 252 n. 623, 374, 411
 Saint-Paul, monastère de l'Athos: 4 n. 3, 331 n. 948, 336-337, 340 n. 982, 466 n. 505, 551
 Saint-Sauveur de Chôra, monastère de Constantinople: voir Chôra
 Saint-Sôzôn, domaine de l'Église de Thessalonique: 279
 Saint-Thomas, métoque de Patmos à Chios: 35
 Sainte Montagne: voir Athos
 Sainte-Catherine au mont Sinai, monastère: voir Sinai
 Sainte-Phôteinë, église près de Drama: 477 n. 541
 Sainte-Phôtis, *monydrion* à Thessalonique: 280 n. 735
 Sainte-Sophie de Constantinople (Grande Église): 13 n. 4, 151, 188 n. 303, 218, 416, 562
 — *dikaiophylax*: voir Grégorios Kleidas
 — *mégas sakellarios*: voir Dèmètrios Gémistos
 — *mégas skeuophylax*: 420-422; voir Iôannès Syropoulos
 Saints-Anargyres, métoque de Vatopédi à Drama: 477
 Saints-Archanges, monastère de Prizren: 100 n. 417
 salines: 45 n. 167, 317, 319
 Salôna (Amphissa), comté et comte: 211 n. 416, 286 n. 768, 319-320
 Samarcande: 502 n. 663
 Samos, île: 505
 Samothrace, île: 1, 93 n. 382, 127, 148, 175 n. 250, 274, 315, 345 n. 1009, 387, 547
 Sampias, Radoslav, pronοiaire et propriétaire en Macédoine: 100-101, 301, 336-337
 Sanudo Torsello, Marino, historien vénitien: 155 n. 154

- Maria, demi-sœur du duc de l'Archipel: 211 n. 416
- Saraï, ville d'Asie centrale: 502 n. 663
- Sarantènos, Iôannès, aristocrate: 22
- Théodôros, aristocrate, fondateur du monastère de Saint-Jean Prodrome de Berroia: 22-24, 238 n. 550
- Saronique, golfe: 383 n. 114
- Saudji, fils de Murad I^{er}: 204, 230-231, 363
- Sauromatès: voir Pépagôménos
- Scholari, village de Macédoine: 42 n. 151
- Scholarios, Géorgios (patriarche Gennadios II), juge général des Romains: 425 n. 324, 427 n. 334, 429 n. 342, 563, 569
- Scorpiata*, port non identifié: 514-515
- Sébastopoulos, Andronikos Sphrantzès, recenseur: 390, 550
- gouverneur de Zeitoun: 194, 565
- Manouël Palaiologos, recenseur: 390, 550
- Phôkas, recenseur: 172 n. 240, 325 n. 913, 370-371, 412, 467, 475 n. 536, 477, 479 n. 549, 519, 550
- sebastos*: voir Mésopôtamitès, Iôannès Komnènos, Kônstantinos Pergamènos, Géorgios Pharisaïos
- Sébastos, père du paysan Kônstas: 458
- Sékountènos, Géorgios: 21 n. 52
- sekrétikon gramma*, décision judiciaire: 382, 420
- Seldjoukides: 462, 490
- Sélymbria (Silivri), ville de Thrace: 37 n. 131, 44, 117, 150, 152, 245, 261, 265 n. 676, 273-274, 284, 298, 352, 392 n. 163, 402, 418 n. 281, 512-513, 564-566
- *déphensôr*: voir Léontarès Bryennios
- métropolitaine: voir Philothéos
- Sémalton, village de Chalcidique: 19, 476
- sénat, sénateur: 15 n. 12, 47 n. 177, 126, 131 n. 38, 197 n. 353, 258-261, 278 n. 721, 380 n. 98, 414, 536, 548, 561
- de Venise: voir Venise
- Serbie, Serbes: 7, 19 n. 5, 40, 44, 56, 61, 71, 85, 90-103, 110-111, 116, 118-119, 123, 126-127, 135-140, 143-147, 166 n. 216, 178, 183, 185, 188-189, 193, 200-201, 204 n. 381, 208, 213, 224-225, 238, 240-242, 245, 251-253, 259-260, 262, 283, 290, 295, 307-308, 332, 338, 355, 363, 398, 418, 427-429, 534, 537, 539, 543, 545, 566; voir Église serbe
- Sériôtès, patronyme: 174
- Kônstantinos, paysan à Lemnos: 175
- Théodôros, paysan à Lemnos: 175
- serment: 64-67, 84, 126, 414-416, 424, 439-440
- Serrès, ville de Macédoine orientale: 31 n. 99, 41, 71, 88-89, 91, 97-98, 102-103, 129 n. 24, 134-138, 141, 143 n. 103, 145, 147 n. 123, 174-175, 188, 203-204, 206-207, 223, 231, 236, 239-240, 253, 271, 276, 278, 284, 294-295, 308, 311-312, 328 n. 931, 336-337, 427, 429, 543-544, 561; voir monastère du Prodrome, couvent de Tous-les-Saints
- entretien de: 286-287, 303-305, 309, 371-372, 545
- *képhalè*: voir Michaël Abrampakès, Kônstantinos Palaiologos, Manouël Doukas Tarchaneiôtès, Alexios Tzampakôn
- *logothétès*: 294 n. 799
- métropole: 100, 236, 239-240, 300 n. 822
- métropolitaine: voir Jakov/Iakob, Matthaios Phakrasès, Theodosije
- thème: 88
- Servia, ville de Macédoine: 93, 100
- Sgouropoulos, Iôannès, archonte: 343 n. 997
- Iôannès, clerc: 237 n. 543
- Manouël: 255 n. 631

- Sgouros, capitaine d'une compagnie d'armes: 244 n. 575
 — *logariastès* du *sébastokratôr* Isaakios Komnènos: 82
 Sgourou, lieu-dit à Lemnos: 464
 Sicile: 155
 — reine: voir Jeanne
 — roi: voir Frédéric III
 Sigismond de Luxembourg, roi de Hongrie et empereur: 308 n. 855
 Silistria, ville de Bulgarie: 282
 Simeon Uroš, tsar serbe: 280, 428
 Simiso, colonie génoise de mer Noire: 522
 Simonopétra, monastère de l'Athos: 5 n. 7, 137 n. 70
 Sinaï, monastère de Sainte-Catherine du: 447 n. 430
 Sinapida, lieu-dit à Lemnos: 177 n. 265
 Sisôè, monastère en Chalcidique: 81 n. 331
sitarkia: 496-497
 Skampaulès, famille: 482
 — Dèmètrios: 329-330
 Skanderbeg: 355
 Skaphida, port de la mer Noire: 131
 Skaranos, propriétaire en Chalcidique: 25
 — Dèmètrios: 381 n. 102
 — Michaël: voir Misaël Mouskaranos
 Skiathos, île: 128, 317
 Sklèros, Bardas, curopalate: 64 n. 224
 Skopélos, île: 128, 317
 Skopje, ville de Macédoine: 96, 102, 109 n. 454, 135, 137, 141, 284, 306 n. 842
 — métropolitaine: voir Iôannès
 Skordichès, château à Kassandreia: 349
 Skoteinou, *zeugèlateion* près de Berroia: 23
 Skyros, île: 128, 317
 — monastère de Saint-Georges: voir Saint-Georges
 Smederevo: 355
 Smyrne (Izmir), ville d'Asie Mineure: 35, 40-41, 113 n. 471, 199 n. 367, 257 n. 642, 505, 523
 Sofia: 271, 282, 307, 544
 Sophia, fille de Iôannès Mylônas: 311
 Sophianos, famille: 198
 — aristocrate du Péloponnèse: 194 n. 338
 Soranzo, Francesco, père de Pietro: 210 n. 411
 — Pietro, capitaine de galère: 210 n. 411
 Sôsiana, village de la région des Lacs: 389 n. 144, 492
 Sôtèriotès, Nikètas, *prôtonotarios* et juge général: 237, 239-240, 419, 425 n. 324
 Soultanos, famille byzantine d'origine turque: 301 n. 826
 Sôzopolis, port de la mer Noire: 128, 131-132, 196 n. 347, 516 n. 710, 543
 Spanopoulos, patronyme: 82 n. 340
 — Michaël Élaïodôritès, *stratopédarchès tôn allagiôn*: 82 n. 340
 Spèlaiôtissa, épouse du paysan Kônstantinos Sériôtès: 467
 — monastère de Melnik: 82-83, 137, 311
 Sphoungaras (Mikro Kastelli), château à Lemnos: 155 n. 154
 Sphrantzès, Andronikos, recenseur: 550
 — Géôrgios, aristocrate et chroniqueur: 7, 108, 362, 384 n. 119, 391 n. 158, 564
 Spiga, bourg près de Péra: 524
 Spingès, *épi tôn anamnèséôn*: 88 n. 356
 Sporades: 128; voir Skiathos, Skopélos, Skyros
 Stanésès, Géôrgios, *képhalè* de Hiérissos: 100
 Stanésès, *kaballarios*: 100
 Stanisas, *prôtostratôr* serbe: 100
 Sténimachos-et-Tzépaina, thème: 90 n. 370
 Stéphanos, empereur de Serbie: voir Étienne Uroš IV Dušan
 Stéphanos, parent par alliance du paysan Dèmètrios: 458
 Štip, ville de Macédoine: 97 n. 401, 282
 Stomion: 473-474, 476
 Stratègopoulos, Komnènos, *kaisar*: 66 n. 264
stratopédarchès tôn allagiôn: voir Michaël Élaïodôritès Spanopoulos

- Strobèlos, port d'Asie Mineure: 81
 Strobyléa, lieu-dit de Lemnos: 177 n.265
 Strongylos, Michaël: 197 n.354
 — propriétaire dans le *kastron* de Lemnos: 464
 Strumica: 172 n.239
 Strymmonitès, Théodôros, habitant d'Hermèleia: 175 n.255
 Strymon, fleuve: 18 n.25, 92, 95, 115 n.482, 138, 140-141, 145, 147, 175, 187, 203, 206, 214 n.426, 230-231, 236, 300 n.822, 307, 311, 317-319, 322 n.899, 324, 354 n.1051, 398 n.179, 400 n.191, 515, 523, 526 n.770, 561
 Strymônitès, Théodôros, habitant d'Éla-diaba: 175 n.255
 — Thômas, habitant de Saint-Mamas: 175 n.255
 Styliarion, domaine en Chalcidique: 236, 241 n.559, 243-244, 265-266, 370, 410, 468, 482 n.570, 492
 Stylida, ville de Thessalie: 322 n.898
 Stylitès, Grègorios, hiéromoine: 142
 Süleymân Çelebi, fils de Bayezid I^{er}: 128 n.21, 315-324, 327, 336, 338, 352, 460 n.487, 487, 545
 Süleymân Pacha, fils d'Orhan: 132-133, 230 n.513, 290
 Süleymân, fils de l'émir de Karasi: 70
 Sumarii, Kalos, habitant de Coron: 209 n.408
 Šumen, ville de Bulgarie: 282
 Sykai, *palaiochôrion* de la région de Rentina: 492
 Sykéai, village de Macédoine: 334
 Symbolon, fleuve: 398 n.179
 Syméôn, métropolit de Thessalonique: 300 n.824, 323 n.904, 354 n.1049, 389 n.145, 405 n.214
 — patriarche de Tirnovo: 102 n.427
 Synadènos, famille: 197
 — Michaël Komnènos, juge à Zichna: 97
 — Michaël, propriétaire près de Serrès: 97
 — Nikolaos, *sakelliou* de la métropole de Thessalonique: 365 n.13
 — Théodôros, *prôtostratôr*: 38, 46 n.173
 Syncelle, Vierge du, métoque de Lavra: voir Zôodochos Pègè
 synode: 6, 129, 166, 217, 245-246, 250 n.607, 293 n.793, 298 n.813, 310 n.861, 423 n.308, 435, 567-568
synonè: 496-497
 Syrgiannès: 38-39, 66 n.262
 Syrie, Syriens: 18, 114 n.477, 149 n.129
 Syropoulos, Iôannès, *mégas skeuophylax* et juge général des Romains: 382, 420-422, 568-569
 Syropoulos, Sylbestros, ecclésiarque: 427, 569
 Sytzigan, Couman, père de Syrgiannès: 39 n.136
- T —
- taboullarios*: 425; voir Théophylaktos Basilikos
 Tabriz, ville d'Asie centrale: 502 n.663
 — évêque: voir Jean de Rouen
 Tadeis, Quilico de, patron de galère: 512 n.694
 Tamara, sœur du tsar bulgare Ivan Šišman: 282
 Tamerlan: 1, 287, 290, 315, 378 n.83, 452 n.454, 518, 537, 545
 Tana (Azov), ville de Crimée: 209, 502 n.663, 510, 518
 Tarchaneiôtès, famille: 15, 35, 197, 199 n.367
 — habitant de Thessalonique: 144 n.107
 — *mégas chartophylax* de Thessalonique: 239 n.552
 — *mégas hétairiearchès*, propriétaire à Thessalonique: 196 n.352
 — partisan de Jean VII: 325
 — Andronikos, gendre du *sébastokratôr* Iôannès Doukas: 57 n.219

- Iakôbos Koutalès: 330 n. 937, 411 n. 243
- Makarios Glabas, oncle de Jean V: 157
- Manassès, oncle de Jean V: 129 n. 30
- Manouël Doukas, *képhalè* de Serrès: 231 n. 518, 239 n. 552, 561
- Tatars: 513, 518; voir Mongols
- Tchernomen (Orménion), village de Thrace: 201 n. 374
- Ténédos, île: 1, 93 n. 382, 125 n. 8, 127, 223 n. 480, 228-229, 234, 263, 274, 298 n. 814, 345 n. 1009, 367, 515 n. 708, 544
- Thalassènè, Kalè, aristocrate de Thessalonique: 329
- Thalassènos, aristocrate de Thessalonique, époux de Kalè: 329-330
- Thasos, île: 1, 139-140, 146-147, 169, 372, 380-382, 384, 387 n. 134, 391 n. 157, 405, 546
- archevêché autocéphale: 380 n. 96
- Thèbes, ville de Béotie: 351, 547
- archevêque: voir Simôn Atoumanos
- Théodôra, impératrice, épouse de Michel VIII: 182 n. 292
- Théodore I^{er} Komnènos Laskaris, empereur: 443
- Théodore II Doukas Laskaris, empereur: 434, 533
- Théodôros Komnènos Doukas, empereur à Thessalonique: 65
- Théodôros, fils de Kalékas, paysan macédonien: 468
- Theodosije, métropolite de Serrès: 240 n. 556
- Théodosios, évêque d'Ardaméri: 241 n. 559
- Théodosios, patriarche de Tirnovo: 129 n. 24
- Théologitès, Géôrgios, recenseur: 371, 412, 550
- Théophanès, hiéromoine: 423 n. 308
- Théophanès, métropolite de Nicée: 145 n. 115
- Théotokos Psychosôstria, monastère de Constantinople: 188
- Thermaïque, golfe: 348
- Thermon, village près de Smyrne: 523
- Thessalie: 6, 13 n. 5, 30-31, 57, 60-61, 77, 91 n. 370, 93, 101, 127 n. 19, 187, 194, 201, 210 n. 414, 224-225, 271, 279-282, 286, 303, 318-319, 322 n. 898 et 899, 350, 354, 428 n. 341, 462-463, 511
- gouverneur: voir Stéphanos Gabrièlopoulos, Michaël Monomachos, Grigor Preljub
- seigneur: voir Alexios Angélos, Iôannès Angélos Doukas
- Thessalonique: *passim*
- chancellerie: 237, 411
- citadelle: voir Heptapyrgion
- *déphensôr*: voir Phakrasès
- *doux*: voir Iôannès Kontostéphanos
- exarque patriarcal: voir Nathanaël
- gouverneur: 100 n. 414; voir Iôannès Doukas Apokaukos, Géôrgios Synadènos Astras, Géôrgios Choumnos, Jean VII Palaiologos, Manuel II Palaiologos, Nikèphoros Mélissènos, Alexios Métochitès, Michaël Monomachos, Andronikos Palaiologos, Kônstantinos Palaiologos
- *képhalè*: voir Iôannès Batatzès, Manouël Eskammatisménos, Hyaléas, Iôannès Phakrasès, Stéphanos Radènos
- *mégas allagion*: 76
- *mégas chartophylax* de la métropole: voir Pétros Èndreiôménos
- métoque du monastère de Docheiariou à: 190 n. 317
- métoques de l'Athos à: 242
- métropole, Église et clergé: 21 n. 52, 112, 279, 311, 329, 344, 407, 411
- métropolite: voir Dôrothéos Blatès, Gabriël, Isidôros Glabas, Hyakinthos, Syméôn

- monastère de *kyr* Isaakios: voir Isaakios
- monastère de la Néa Monè: voir Néa Monè
- monastère du Prodrôme: voir Prodrôme
- monastères: 337, 340
- *prokathèménos*: voir Michaël ou Kōnstantinos Amasianos
- *qadi* ottoman: 310 n. 861
- quartier de l'Omphalos: 332 n. 949
- quartier de la Vierge: 344 n. 1007
- quartier des Asomates: 344 n. 1007, 407
- révolte des Zélotes: voir Zélotes
- thème: 76, 179 n. 276, 324 n. 906, 389, 397 n. 175, 400 n. 190, 403 n. 206, 410, 481
- tour de Trigonion: 160-162
- tribunaux, juges et juristes: 217-218, 240, 248 n. 597, 311, 329-330, 344, 417-419, 422
- Thinos, village près de Thessalonique: 311, 343
- Thrace: 13, 32-33, 36-39, 52-53, 61, 70, 90 n. 370, 93, 105 n. 435, 107, 117, 123, 125-128, 132-134, 146, 149-150, 152-154, 169, 175-176, 185, 201-202, 204 n. 382, 257, 268, 272, 278 n. 723, 282, 286, 291, 303, 307, 317 n. 880, 357, 361, 363, 399 n. 184, 416, 462-463, 503, 507, 511, 513-514, 516, 535, 538, 543, 560
- gouverneur ottoman: voir Süleymân Pacha
- Timurtash Bey: 351
- Tinos, île: 165 n. 211
- Tirnovο/Tarnovo, ville en Bulgarie: 129 n. 28, 271
- patriarche: voir Euthymios, Syméon
- Tokat, ville d'Asie Mineure: 328 n. 931
- Tornikina, Anna: 140, 195
- Toronaïque, golfe: 348
- Tourkopoulos, patronyme paysan: 328 n. 931
- Tous-les-Saints, couvent de, près de Serrès: 135
- monastère de l'Athos: 192 n. 328, 495
- Toxompous (Dokisamba), village au bord du lac d'Achinos: 307-308, 523
- Trachysana, domaine à Lemnos: 155, 179 n. 276, 483 n. 577
- Traïanopolis, ville de Thrace: 53 n. 206, 133
- Transylvanie, voïvode: voir Jean Hunyadi
- Trapea, tour de la, près de Péra: 153 n. 149
- Trébizonde: 56, 209, 418, 502 n. 663
- empereur: voir Jean II Mégas Komnénos
- trésor impérial, trésor public: 42, 182, 197, 434; voir *bestiarion*
- trésorier: 44, 198
- Trévise: 264
- tribunal impérial: voir *basilikon sékréton*
- Trichas, Manouël, recenseur: 172 n. 240, 369-370, 467, 550
- Trissiasqui*, Laskaris, patron de navire: 516 n. 710
- Trois Hermèleiai (les), village de Chalcidique: 333 n. 951, 481
- Tron, Donato, ambassadeur vénitien: 228
- Trotzélοs, Iôannès: 198
- Turchia* (Turquie): 317-318, 514
- Turcs: *passim*
- Turin, traité de: 263 n. 670, 274, 345 n. 1009, 544
- Turkestan, khanat mongol: 502 n. 663
- Tyγκônin, lieu-dit à Lemnos: 177 n. 265
- Tyroloe, ville de Thrace: 133 n. 46
- Tzainou, *zeugèlateion* de Kantakouzénos: 90
- TzAMPLAKôn, famille: 47 n. 184, 89, 187-189, 327
- *domestikos tôn scholôn*: 188
- Alexios, aristocrate: 239-240
- Alexios, *mégas papias* et *képhalè* de Serrès: 188 n. 299, 398
- Arsénios, *mégas papias*: 46-47, 88-89, 107, 110, 188, 428 n. 341

— Asômatianos, *mégas doux*: 47 n. 184, 188
 — Dèmètrios, *mégas stratopédarchès*: 47 n. 184, 112, 188-189
 — Michaël, agent du fisc: 326, 550
 Tzamlakôn-Kaballarios, famille: 189
 Tzamlakonissa, Eudokia, épouse de Dèmètrios Tzamlakôn: 188
Tzégraitis ou *Tzéphré*: voir Geoffroy
 Tzépaina, thème: voir Sténimachos-et-Tzépaina
 Tzernouchos, Géôrgios, paysan d'Hermèleia: 470
 — Iôannès fils de Géôrgios: 470
 Tzimiskès, archonte de la région du Strymon: 92
 Tzimpanos, bandit serbe: 88 n. 357
 Tzouroullos (Çorlu), ville en Thrace: 133 n. 46
 Tzykandylès, Géôrgios Doukas, serviteur impérial: 161 n. 189, 212 n. 420, 239
 — Philippos, ambassadeur de Jean V: 197 n. 354, 255 n. 630, 298 n. 815
 Tzympé (Çimbi), ville de l'Héllespont: 290
 Tzyrapès, Kônstantinos, *doux* et *képhalè* de Lemnos: 68 n. 274, 412-413

— U —

Uglješa, Jovan, despote: 134, 136-139, 141-146, 148, 159, 182-183, 185, 189, 201, 203 n. 380, 205, 207-208, 214, 221, 240 n. 556, 242, 251, 258-259, 334, 357, 363, 420, 427, 429, 481, 543
 Umur Pacha: 133, 290
 Union des Églises: 124, 211 n. 417, 256, 362, 365, 427, 432, 435, 547
 Urbain V, pape: 365 n. 16, 426, 566
 Urbain VI, pape: 279 n. 732

— V —

Valachie, voïvodes: 5 n. 8

Valona (Vlorë), ville d'Albanie
 — seigneur: voir Mrška Zarković
 Vardar (Axios), fleuve: 318
 Varna: 131, 318-319, 321-322, 355, 506, 508, 547,
 — bataille de: 355
 Vasilipotamo, traité de: 321 n. 895, 545
 Vassili III: voir Basile III
 Vatopédi, monastère de l'Athos: 4-5, 19, 21-23, 31-33, 81 n. 331, 83-84, 99-101, 103 n. 428, 107, 109-110, 115, 135 n. 60, 137, 142, 155-157, 163-166, 168-171, 173-179, 187-188, 190-193, 195, 216-217, 221, 238-241, 243-244, 265-267, 304-305, 309 n. 858 et 861, 311-312, 318 n. 886, 324, 330 n. 937, 333-335, 340 n. 981 et 982, 342-344, 364 n. 12, 369-370, 375 n. 69, 380-382, 388-391, 396-397, 400, 402 n. 200, 404, 407, 410, 412, 419-422, 426, 428 n. 341, 455 n. 466, 458 n. 479, 461, 466-471, 475-482, 485, 491-493, 515, 519-520, 526, 560-563, 566, 569
 — hôtellerie: 364 n. 12
 Velbâzd, ville de Bulgarie: 129 n. 28
 Venise, Vénitiens: 4, 93 n. 381, 128 n. 21, 155 n. 153, 158, 196-198, 200 n. 368, 206 n. 393, 208-211, 223-224, 226, 228-229, 231, 234, 255 n. 630, 263-264, 268-269, 274, 281, 288-289, 316 n. 875, 319-322, 341, 345-346, 349-351, 354, 365, 373-374, 376-379, 383 n. 116, 386, 388-389, 410 n. 241, 426-427, 500-506, 508-509, 513-514, 518, 521-522, 525, 527-528, 544, 546-547, 560-561, 566-567 ; voir guerre de Chioggia
 — baile à Constantinople: voir Constantinople
 — capitaine du Golfe: 208-210
 — doge: 139, 195, 255 n. 633, 426
 — flotte vénitienne: 208-209, 263, 506, 546

— sénat: 4, 208-211, 228-229, 263-264, 281 n. 743, 319 n. 889, 323 n. 905, 350, 362 n. 7, 373, 377 n. 79, 379, 383 n. 114, 385, 446, 522 n. 735, 527
 verger (*parabolion*): voir jardin
 Verzani, village près de Serrès: 337-338
Via Egnatia: 118 n. 495, 504 n. 667
 Vidin, ville de Bulgarie: 135-136, 138 n. 40, 288, 361
 — métropolitaine: voir Mitrofan'
 Vierge Néa Péribleptos, monastère de Constantinople: voir Néa Péribleptos
 Vierge Spèlaiôtissa, monastère de la: voir Spèlaiôtissa
 Vierge Zôodochos Pègè, dite *tou Synkellou*, métoque de Lavra: voir Zôodochos Pègè
 Vilk: voir Vuk Branković
 Viterbe, ville du Latium: 365 n. 16
 Vitrinitza (Tolophôn), ville de Phocide: 320
 vivier: voir *bibarion*
 Vladislav I^{er}, roi de Hongrie: voir Ladislav III, roi de Pologne
 Vojhna, César, seigneur de Drama: 125, 136-137, 140, 477 n. 541
 Volga, fleuve: 502 n. 663
 Vranes: voir Evrenos Bey
 Vukašin, roi serbe: 135, 137, 201

— W —

Waychna, correspondant du seigneur hongrois Pierre Himffy: 132 n. 40

— X —

Xanthopouloi, monastère à Constantinople: 222 n. 475, 382, 405, 411; voir Iôasaph des Xanthopouloi, famille
 Xanthopoulos, Kallistos: voir Kallistos II
 — Théodôros: 51 n. 200
 Xanthos, Iôannès, habitant d'Éladiaba: 176 n. 256

Xénophon, évêque de Rentina: 221 n. 470
 Xénophon, monastère de l'Athos: 344, 474, 476
xénos (étranger), catégorie fiscale: 73, 170-176, 340, 473
 Xèropotamou, monastère de l'Athos: 60 n. 232, 91-92, 110 n. 458, 324, 332 n. 950, 340 n. 982, 410, 413 n. 255, 561
 Xylochartès, métropolitaine de Drama: 477 n. 541

— Y —

Yaqûb Pacha, *beylerbey* de Roumélie: 351
 Yedi Kule: voir Heptapyrgion
 Yiğit Bey: voir Pacha Yiğit Bey
 Yolande de Montferrat, impératrice: voir Eirène

— Z —

Zagora, terre impériale de la: 132, 516 n. 710
Zakonik, code juridique serbe: 95-96, 166 n. 216
 Zarković, Mrška, seigneur de Berat et Valona: 381 n. 99
 Zeitoun ou Zitounion (Lamia), ville de Thessalie: 194, 317-322, 354, 565
 — seigneur: voir Théodôros Palaiologos
 Zeitoun, village à l'embouchure du Strymon: 319
 Zélotes, révolte des: 48-51, 83 n. 342, 88 n. 357, 93, 205, 247 n. 593, 330 n. 941
 Zéména, évêché du Péloponnèse: 386
 Zeno, Pietro, seigneur d'Andros: 319-320, 323 n. 905
zeugèlateion: 19, 23-24, 90, 98, 101, 155, 167, 178-180, 310 n. 861, 469, 480-483, 493
zeugaratikion, impôt: 484, 488; voir *télos*

zeugaratos: 26; voir *zeugarion*

zeugarion, *demi-zeugarion*, *doulika zeugaria*:
178-179, 339-341, 349, 409, 460
n. 491, 463-464, 471 n. 516, 473
n. 524, 478, 485-486, 489, 492-497

Zichna, ville de Macédoine: 42 n. 155,
88-89, 95, 135, 137 n. 70, 301, 561

— *archontopouloi*: 98-99

— juge: voir Michaël Komnènos Synadènos

— *képhalè*: voir Alexios Doukas Raoul

Zographou, monastère de l'Athos: 99,
140-141

Zônaras, Iôannès, historien: 433

Zôodochos Pègè, monastère hors les
murs de Constantinople: 153 n. 145

Zôodochos Pègè dite *tou Synkéllou*, métoque
de Lavra à Lemnos: 382, 404, 497

Zorzi, Giacomo, marquis de Bodonitza: 320

Zurita y Castro, Jerónimo, historien
espagnol: 281 n. 742

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	IX
INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE :	
UN EMPIRE AFFAIBLI : LES CRISES DE LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIV ^e SIÈCLE	
CHAPITRE I : « LES MALHEURS DU TEMPS »	
LES CAUSES DES FLÉAUX QUI AFFLIGENT L'EMPIRE	13
1. L'ÉTÉ INDIEN DE LA CROISSANCE	14
L'âge des puissants	14
Accroissement de la population et hausse de la demande en produits agricoles	17
L'extension de la terre cultivée : défrichements de terres, fondations de nouveaux lieux d'habitation	18
Les investissements à l'intérieur du grand domaine	20
Exemple de mise en exploitation d'un grand domaine : la fondation monastique de Théodôros Sarantênos à Berroia (1325)	22
Les rendements agricoles des tenures paysannes à l'époque tardobyzantine ...	25
2. UN RALENTISSEMENT DU RYTHME DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE	27
La rupture d'un équilibre précaire : la montée des prix du marché	27
Vers un appauvrissement de la paysannerie	29
La concentration des terres aux mains des puissants	30
Un contexte défavorable : inclémence climatique et insécurité des campagnes	32
La rétraction progressive des frontières : la perte du patrimoine foncier et la concentration des hommes dans la partie européenne de l'Empire	34
3. TENSIONS SOCIALES AU TEMPS DES GUERRES CIVILES (1321-1354)	37
Bref rappel des événements	37
La perte de l'Asie Mineure, cause de la première guerre civile (1321-1328). Le rôle du groupe des anciens pronoiâires anatoliens	38
Peuple <i>versus</i> aristocratie ? « Lutte des classes » au temps de la deuxième guerre civile (1341-1347) : le point de vue de l'historiographie marxiste	43
La guerre civile, conflit interne à l'élite de l'Empire sur fond de crispation sociale ? Le rôle des marchands et des hommes d'affaires	46

CHAPITRE II : UN AFFAIBLISSEMENT DE L'ÉTAT ?	55
1. POUVOIR CENTRAL ET POUVOIR LOCAL À BYZANCE :	
PERSPECTIVE HISTORIQUE	56
La reconquête de Constantinople en 1261 et le modèle impérial des premiers Paléologues	57
Le principe de subsidiarité à l'intérieur de l'Empire	58
Tendances séparatistes durant le premier siècle de la période des Paléologues	62
2. L'ARISTOCRATIE AU SERVICE DE L'ÉTAT	63
La mise en place d'un système de réseaux	63
La pratique du pouvoir dans les provinces	67
À l'ombre du pouvoir	69
3. LA POLITIQUE DES PRIVILÈGES DANS L'ÉTAT BYZANTIN TARDIF	71
L'exemption fiscale à Byzance	71
Le système de la <i>pronoia</i>	73
La <i>pronoia</i> au temps des Paléologues	75
Un aspect particulier de la politique des privilèges des empereurs byzantins : les monastères et les institutions ecclésiastiques. Revenus et service d'État ...	80
CHAPITRE III : L'IMPACT DE LA CRISE SUR LES PROVINCES	87
1. L'ÉVOLUTION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE,	
DE LA DEUXIÈME GUERRE CIVILE À LA CONQUÊTE SERBE (1341-1354)	87
La dynamique des confiscations et des cessions de terres au cours de la guerre civile	87
Les lendemains de la victoire de Kantakouzènos et les efforts infructueux des grands propriétaires pour recouvrer leurs domaines	90
Le régime foncier sous la domination serbe	95
2. L'ÉTAT DES CAMPAGNES ET LES CONSÉQUENCES SUR LA SOCIÉTÉ RURALE ...	103
L'insécurité de l'espace rural	104
L'abandon des zones rurales et la fuite des paysans vers les villes	106
L'irruption de la peste noire	108
Ceux qui sont restés : la mise en place de formes de défense en milieu rural ...	109
La ruine des grands propriétaires fonciers	111
3. LES TRANSFORMATIONS DE L'HABITAT RURAL	112
Abandon des lieux d'habitation et concentration de l'habitat	114

Peuplement en amont et abandon des régions côtières	117
Désarticulation des voies de communication et fragmentation de l'espace politique	118
CONCLUSION	119
DEUXIÈME PARTIE :	
ACTIONS ET RÉACTIONS FACE À LA CONQUÊTE OTTOMANE	
CHAPITRE IV : LES EFFORTS DE REDRESSEMENT BYZANTINS DANS LES BALKANS	123
1. LES TENTATIVES POUR RÉTABLIR	
LES ANCIENNES FRONTIÈRES DE L'EMPIRE	124
Au lendemain de la guerre civile : organisation territoriale de l'Empire et état des provinces	125
La reconquête des ports de la côte de la mer Noire : les relations entre Byzance et la Bulgarie dans le troisième quart du XIV ^e siècle	128
La situation en Thrace à la veille de la bataille de la Maritza	132
La Macédoine à l'époque de la seconde domination serbe (1355-1371)	134
Des « principautés byzantines » en marge de l'Empire	146
2. LA FORTIFICATION DU TERRITOIRE	149
La défense de la Thrace et les conséquences du tremblement de terre de 1354 ...	150
Les travaux de fortification de l'île de Lemnos	154
Thessalonique, dernier bastion byzantin en Macédoine	159
Les sources de financement des travaux de fortification	163
3. LES EFFORTS POUR REMETTRE EN EXPLOITATION LES CAMPAGNES	167
Les transferts de population paysanne vers les îles de l'Empire.	
Le cas de Lemnos	167
L'installation de paysans étrangers dans les autres provinces de l'Empire à partir du début du XV ^e siècle	173
L'impact démographique du transfert de paysans étrangers dans les provinces de l'Empire : essai d'étude d'anthroponymie paysanne	174
Confiscation et redistribution de biens fonciers à Lemnos	176
La gestion des biens publics : faire-valoir direct et attribution aux paysans ...	179
Biens du fisc ou biens de la Couronne ?	181
CHAPITRE V : L'ÉTAT ET LES GRANDS PROPRIÉTAIRES FONCIERS	
DANS LE TROISIÈME QUART DU XIV ^e SIÈCLE	185

1. LA LONGUE TRAVERSÉE DU DÉSERT	
DES GRANDS PROPRIÉTAIRES BYZANTINS	186
Les vicissitudes de l'aristocratie après la deuxième guerre civile	186
Efforts des aristocrates pour préserver les restes de leur fortune : les accords passés avec les monastères	189
Le devenir de l'aristocratie foncière à l'intérieur de l'Empire : la question de sa « (re)conversion » aux affaires	196
2. LA RESTAURATION DES BIENS FONCIERS EN MACÉDOINE	
APRÈS LA BATAILLE DE LA MARITZA (1371)	201
La reconquête byzantine de la Macédoine après 1371 : chronologie	202
Au lendemain de la Maritza : les attaques turques contre Thessalonique et la victoire chrétienne dans les eaux de l'Athos (octobre 1372)	204
Le début de la reconquête byzantine (1373) : les conditions de la restauration de la propriété foncière	211
La concession de la Macédoine à Manuel II : à propos de la date du chrysobulle de Jean V Ὅσοις ὁ Θεὸς ἄρχειν ἐτέρων	222
La campagne militaire de Jean V en Macédoine : 1374-1375. La conquête de la vallée du Strymon et de la région de Berroia	230
Les transactions foncières en Macédoine (1373-1376)	236
Les litiges entre les propriétaires fonciers. L'activité judiciaire des années 1374-1375	237
3. LA TRANSFORMATION EN PRONOIAI	
DE LA MOITIÉ DES BIENS MONASTIQUES EN MACÉDOINE	242
La signification du décret. Le sens du terme « pronoïarisation »	242
Les protestations contre la transformation en <i>pronoiai</i> des biens monastiques	246
La date et le contexte historique du décret	251
4. L'ARISTOCRATIE FONCIÈRE ET LE COUP D'ÉTAT D'ANDRONIC IV	254
Ottomans et Byzantins vers 1375. La pénétration turque dans l'Empire	254
La question de la reddition de Gallipoli aux Ottomans : une nouvelle datation du discours de Kydônès <i>De non reddenda Gallipoli</i> (été 1375)	257
Le <i>pronunciamiento</i> d'août 1376 et ses répercussions sur la situation de la propriété foncière	262
CHAPITRE VI : L'EFFONDREMENT DE LA DOMINATION CHRÉTIENNE	
DANS LES BALKANS (1383-1402)	271
1. L'OFFENSIVE OTTOMANE DANS LE DERNIER QUART DU XIV ^e SIÈCLE	272
La situation de l'Empire au lendemain du règne d'Andronic IV : les traités de 1381 et 1382	272
Les derniers réduits byzantins face aux Ottomans : la conquête turque de la Macédoine (1383-1387)	276

La première grande offensive ottomane dans les Balkans : de la reprise de Gallipoli à la bataille de Kosovo Polje (1376-1389)	282
Byzance au bord de l'abîme : du coup d'État de Jean VII à l'entretien de Serrès (1390-1394)	284
Le premier siège de Constantinople par les Ottomans (1394-1402)	287
2. LA SITUATION DE LA POPULATION CHRÉTIENNE DES BALKANS À L'ÉPOQUE DE LA CONQUÊTE OTTOMANE	290
Conditions générales de la conquête ottomane dans les Balkans	291
Le statut de la population chrétienne en Macédoine	293
L'impact de la conquête ottomane sur le régime de la propriété foncière en Macédoine	297
3. LA DÉGRADATION DU STATUT DES POPULATIONS CHRÉTIENNES SOUS LE RÈGNE DE BAYEZID I ^{er}	302
Les préparatifs du siège de Constantinople (1394)	303
L'évolution de la propriété des chrétiens en Macédoine à l'extrême fin du xiv ^e siècle : l'exemple des biens fonciers des monastères de l'Athos	304
Diminution des biens détenus en pleine propriété sous le règne de Bayezid I ^{er}	309
Tableau récapitulatif des transactions foncières des années 1394-1403	311
CHAPITRE VII : LA REPRISE DU XV ^e SIÈCLE	315
1. LES NOUVELLES ASSISES TERRITORIALES DE L'EMPIRE	316
Le territoire acquis par Byzance en 1403 et la question d'un second traité	317
Le rétablissement de l'administration byzantine en Macédoine : l'accord passé entre Jean VII et Manuel II	323
L'arrivée de Jean VII et de son entourage aristocratique en Macédoine	324
2. L'ÉTAT DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE EN MACÉDOINE AU DÉBUT DU XV ^e SIECLE	327
Le traité de 1403 et la restitution des biens fonciers	327
La reprise du décret de « pronoïarisation » des biens monastiques	333
Pronoïaires en Macédoine au début du XV ^e siècle	336
3. DES CONDITIONS PRÉCAIRES DE MISE EN VALEUR	338
Restauration de structures d'exploitation agricole après 1402	338
L'élevage dans l'île de Lemnos	345
Instabilité politique et poursuite des travaux de fortification en milieu rural	347
La reprise des hostilités avec les Ottomans	352

TROISIÈME PARTIE :

GOUVERNER DANS LA TOURMENTE : L'ADMINISTRATION
DANS LES PROVINCES À L'ÉPOQUE DE LA CONQUÊTE OTTOMANE

CHAPITRE VIII : UN EMPEREUR PROCHE DE SES SUJETS :

CHRONOLOGIE ET SENS DES VOYAGES IMPÉRIAUX DANS LES PROVINCES 361

1. LES DÉPLACEMENTS DE L'EMPEREUR JEAN V DANS L'EMPIRE 363
 - Les campagnes militaires de Jean V 363
 - Un séjour impérial à Thessalonique en 1368-1369 ? La question de la nomination
du despote Manouël Palaiologos au poste de gouverneur de cette ville 364
 - « Ayant reçu l'ordre de l'Empereur... » : le recensement des provinces 366
2. LES VOYAGES DE L'EMPEREUR MANUEL II 371
 - Le voyage de Manuel II à Serrès au cours de l'hiver 1393-1394 : un recensement
de l'île de Lemnos et la question d'un retour à Lemnos en 1396 371
 - Une première tournée d'inspection de l'Empire : le voyage de 1406-1407 373
 - Le séjour de Manuel II à Thessalonique durant l'hiver 1408-1409 379
 - Une deuxième tournée d'inspection de l'Empire : le voyage de 1414-1416 380
3. LE GOUVERNEMENT DES PROVINCES APRÈS 1416 384
 - Les voyages de l'empereur Jean VIII en Macédoine et dans le Péloponnèse :
1416-1418 et 1427-1428 384
 - Le gouvernement du despote Andronikos Palaiologos à Thessalonique (1416-
1423) 388
 - L'évolution de l'île de Lemnos dans le deuxième quart du xv^e siècle 389

CHAPITRE IX :

LES REPRÉSENTANTS DE L'EMPEREUR DANS LES PROVINCES 395

1. LES GOUVERNEURS 396
 - Le débat historiographique sur l'organisation administrative et le modèle de
Ljubomir Maksimović 396
 - Les fonctions du *képhalè* (milieu xiv^e-milieu xv^e siècle) 398
 - Autres représentants impériaux auprès des gouverneurs des provinces 401
2. LES AGENTS DU FISC 403
 - La carrière de deux recenseurs : le hiéromoine Iôasaph et l'*apographeus*
Paulos Gazès 403
 - Les tâches des recenseurs et de leurs subordonnés 408
 - Le rôle des *képhalai* et des autres fonctionnaires dans l'administration fiscale 412

3. LES JUGES GÉNÉRAUX DES ROMAINS	414
Rappel historique de la réforme judiciaire d'Andronic III	414
Le fonctionnement du tribunal des juges généraux après le procès de 1337 : l'interprétation de Paul Lemerle	417
Juges généraux des Romains et juges généraux locaux	419
Un décret de Manuel II concernant le fonctionnement du tribunal des juges généraux des Romains : l' <i>hypotypôsis</i> de 1398	423
Les compétences des juges généraux	425
Les juges généraux des Romains en Serbie au xiv ^e siècle	427

CHAPITRE X : CONTESTATION ET DÉFENSE DES DROITS DE L'ÉTAT DANS LES PROVINCES 431

1. LES PRÉCÉDENTS : FORTE CONTESTATION DE L'AUTORITÉ IMPÉRIALE AU DÉBUT DU XIV ^e SIÈCLE	432
Des contestations provoquées par un contexte politique difficile	432
Opposition de certains lettrés à la politique de Michel VIII et d'Andronic II	433
Le discours <i>Περὶ βασιλείας</i> de Thômas Magistros (peu avant 1304)	435
L'idéologie politique dans les cercles du pouvoir	437
Efforts pour renforcer l'autorité publique sous Andronic II : serment politique et politique des privilèges	439
2. LES RÉACTIONS HOSTILES À LA POLITIQUE FISCALE DES EMPEREURS JEAN V ET MANUEL II	440
Rappel des mesures visant à freiner la ruine financière de l'État	440
De quelques érudits opposés à la politique impériale	441
La révolte des archontes du Péloponnèse (fin xiv ^e -début xv ^e siècle)	443
3. LA PROPAGANDE IMPÉRIALE	447
Les principaux instruments de la propagande impériale : la propagande écrite	447
Propagande et théorie du pouvoir	449
Des hommes de lettres au service de l'État	452

CHAPITRE XI : LE PRÉLÈVEMENT DE L'IMPÔT EN MILIEU RURAL 455

1. FISCALITÉ OTTOMANE ET FISCALITÉ BYZANTINE AU XV ^e SIÈCLE	456
L'hypothèse de Nicolas Oikonomidès : influence ottomane sur la fiscalité byzantine	456
Quelques études récentes nuanciant l'hypothèse d'Oikonomidès	461

2. UN NOUVEAU BILAN DES SOURCES	464
Les actes byzantins du ^{xv} ^e siècle relatifs à Lemnos et la question du mode d'enregistrement des paysans	464
Le témoignage de trois <i>praktika</i> de la seconde moitié du ^{xiv} ^e siècle	467
3. DEUX CATÉGORIES DE CONTRIBUABLES PAYSANS À BYZANCE	468
À propos des termes <i>paroikoi</i> et <i>proskathèménoi</i>	469
Les <i>proskathèménoi</i> dans l'historiographie	472
Une nouvelle définition du terme <i>proskathéménos</i>	476
Le rôle des <i>proskathèménoi</i> dans l'exploitation en faire-valoir direct d'un grand domaine foncier	477
Le statut de la terre exploitée par les <i>proskathèménoi</i> : le sens du terme <i>zeugèlateion</i>	480
Les <i>palaiochôria</i> et la question de la densité démographique	483
4. TYPOLOGIE DES PRÉLÈVEMENTS FISCAUX	484
L'impôt de base	484
La dîme et le montant de la rente seigneuriale	490
La terre comme bien imposable	491
L' <i>ennomion</i> : la taxe sur le bétail	493
Une fiscalité adaptée aux besoins de l'époque : le versement de fournitures en nature	494
 CHAPITRE XII : LA COMMERCIALISATION DES DENRÉES AGRICOLES	499
1. L'ÂGE D'OR DES ÉCHANGES : DE LA PRISE DE CONSTANTINOPLE PAR LES CROISÉS À LA FIN DE LA DEUXIÈME GUERRE CIVILE (1204-1354)	499
Une augmentation de la demande occidentale en produits alimentaires au ^{xiii} ^e et dans la première moitié du ^{xiv} ^e siècle	500
Économie de marché et interventionnisme de l'État	504
L'ascension d'une classe marchande à Byzance : nouvelles mesures fiscales sur le commerce de denrées alimentaires. Le contexte de la deuxième guerre civile (1341-1354)	509
2. DES ÉCHANGES DOMINÉS PAR L'EXPORTATION DES DENRÉES AGRICOLES (MILIEU ^{xiv} ^e -MILIEU ^{xv} ^e SIÈCLE)	510
La commercialisation du grain dans l'Empire durant la seconde moitié du ^{xiv} ^e siècle	511
Une forte baisse du commerce de grain en Roumanie à partir de la fin du ^{xiv} ^e siècle	517
La commercialisation du vin	519

3. LES REVENUS DE LA COMMERCIALISATION DES DENRÉES AGRICOLES	520
La fiscalité grevant la vente des produits agricoles	521
Un impôt spécifique créé au milieu du ^{xiv} ^e siècle : la taxe sur la vente du vin	524
L'État byzantin et les grands propriétaires fonciers dans la commercialisation des produits agricoles à la fin de la période byzantine	526
CONCLUSION	531
CONCLUSION GÉNÉRALE	533
ANNEXES	
1. CHRONOLOGIE GÉNÉRALE	543
2. CHRONOLOGIE DES TEXTES DE DÈMÈTRIOS KYDÔNÈS	547
3. RECENSEMENTS DE LEMNOS ET DE MACÉDOINE	550
4. ACTES AVEC PRÉAMBULE	552
5.1 DYNASTIE DES PALAIOLOGOI (1328-1453)	554
5.2 ENTOURAGE FAMILIAL DES SOUVERAINS SERBES (DEUXIÈME MOITIÉ DU ^{xiv} ^e SIÈCLE)	556
5.3 ENTOURAGE FAMILIAL DES SOUVERAINS SERBES (FIN ^{xiv} ^e -MILIEU ^{xv} ^e SIÈCLE)	558
6. GOUVERNEURS BYZANTINS (<i>KÉPHALAI</i>) DU MILIEU DU ^{xiv} ^e AU MILIEU DU ^{xv} ^e SIÈCLE. DONNÉES PROSOPOGRAPHIQUES	560
7. JUGES GÉNÉRAUX DES ROMAINS (<i>ΚΑΘΟΛΙΚΟὶ ΚΡΙΤΑὶ τῶν Ῥωμαίων</i>) DU MILIEU DU ^{xiv} ^e AU MILIEU DU ^{xv} ^e SIÈCLE. DONNÉES PROSOPOGRAPHIQUES	566
CARTES	571
ABRÉVIATIONS	579
BIBLIOGRAPHIE	581
INDEX	607

Collection BYZANTINA SORBONENSIA
dirigée par Michel KAPLAN

1. Jean-François VANNIER, *Familles byzantines : les Argyroi (IX^e-XI^e siècles)*, 1975.
2. Michel KAPLAN, *Les propriétés de la Couronne et de l'Église dans l'Empire byzantin (V^e-VI^e siècles)*, 1976.
3. *Geographica byzantina*. Sous la direction d'Hélène AHRWEILER, 1981.
4. *Philadelphie et autres études*. Sous la direction d'Hélène AHRWEILER, 1984.
5. Jean-Claude CHEYNET, Jean-François VANNIER, *Études prosopographiques*, 1986.
6. *Les Italiens à Byzance. Édition et présentation de documents* par Michel BALARD, Angéliki E. LAIOU et Catherine OTTEN-FROUX, 1987.
7. *Géographie historique du monde méditerranéen*. Sous la direction d'Hélène AHRWEILER, 1988.
8. Élisabeth MALAMUT, *Les îles de l'Empire byzantin (VIII^e-XII^e siècles)*, 1988.
9. Jean-Claude CHEYNET, *Pouvoir et contestations à Byzance (963-1210)*, 1990.
10. Michel KAPLAN, *Les hommes et la terre à Byzance du VI^e au XI^e siècle. Propriété et exploitation du sol*, 1992.
11. *Les saints et leur sanctuaire à Byzance. Textes, images et monuments*. Publié par Catherine JOLIVET-LÉVY, Michel KAPLAN, Jean-Pierre SODINI, 1993.
12. *L'Arménie et Byzance. Histoire et culture*, 1996.
13. Grégoire ANTIOCHOS, *Éloge du patriarche Basile Kamatèros*. Texte, traduction, commentaire par Marina LOUKAKI, 1996.
14. *Autour de la Première Croisade*. Actes réunis par Michel BALARD, 1996.
15. Anna AVRAMEÁ, *Le Péloponnèse du IV^e au VIII^e siècle. Changements ~~et persistances~~*, 1997.
16. ΕΥΨΥΧΙΑ. *Mélanges offerts à Hélène Ahrweiler*, 1998.

17. *Le partage du monde. Échanges et colonisation dans la Méditerranée médiévale.*
Sous la direction de Michel BALARD et Alain DUCELLIER, 1998.
18. *Le sacré et son inscription dans l'espace à Byzance et en Occident. Études comparées.*
Sous la direction de Michel KAPLAN, 2001.
19. *Migrations et diasporas méditerranéennes (X^e-XVI^e siècles).*
Sous la direction de Michel BALARD et Alain DUCELLIER, 2002.
20. *Chemins d'outre-mer. Études d'histoire sur la Méditerranée médiévale offertes à Michel Balard.* Textes réunis par Damien COULON, Catherine OTTEN-FROUX, Paule PAGÈS et Dominique VALÉRIAN, 2004.
21. *Byzance et le monde extérieur. Contacts, relations, échanges.* Sous la direction de Michel BALARD, Élisabeth MALAMUT et Jean-Michel SPIESER, 2005.
22. Sophie MÉTIVIER, *La Cappadoce (IV^e-VI^e siècle). Une histoire provinciale de l'Empire romain d'Orient*, 2005.
23. *Monastères, images, pouvoirs et société à Byzance.* Sous la direction de Michel KAPLAN. Textes réunis par Paule PAGÈS, 2006.
24. *Économie et société à Byzance (VIII^e-XII^e siècle). Textes et documents.* Sous la direction de Sophie MÉTIVIER, 2007.
25. Benjamin MOULET, *Évêques, pouvoir et société à Byzance (VIII^e-XI^e siècle). Territoires, communautés et individus dans la société provinciale byzantine*, 2011.
26. Svetlana TOMEKOVIĆ, *Les saints ermites et moines dans la peinture murale byzantine.* Édité par Lydie HADERMANN-MISGUICH et Catherine JOLIVET-LÉVY, 2011.
27. Théodore AGALLIANOS, *Dialogue avec un moine contre les Latins (1442).* Édition critique, traduction française et commentaire par Marie-Hélène BLANCHET, 2013.

Au cours du ^{xiv}^e siècle, l'Empire byzantin connut un fort déclin de sa puissance qui entraîna la conquête de son territoire par les Turcs ottomans. Les causes de la disparition de Byzance sont encore loin d'être élucidées, mais les chercheurs ont souvent évoqué un fort amenuisement de l'autorité de l'État dans les provinces. L'évolution économique des ^{xi}^e-^{xiv}^e siècles aurait conféré un pouvoir croissant aux grandes familles de l'aristocratie, provoquant la fragmentation du pouvoir politique et l'effacement de la puissance impériale. Cet ouvrage offre une nouvelle interprétation du déclin de l'État byzantin, à travers l'étude des mesures prises par les empereurs de la dynastie des Paléologues pour freiner l'avance ennemie et pour préserver les frontières de l'Empire. S'il apparaît que l'aristocratie joue un rôle décisif dans l'exercice du pouvoir impérial dans les provinces, l'Empereur continue d'exercer l'essentiel de ses prérogatives, militaires et fiscales, mais sur un territoire qui devient tellement restreint que l'objectif est désormais inatteignable.

Raúl Estangüi Gómez, docteur en histoire de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, est chercheur contractuel. Il travaille actuellement à la publication des actes des archives monastiques du Mont Athos et à la traduction annotée des Histoires de Jean VI Cantacuzène.